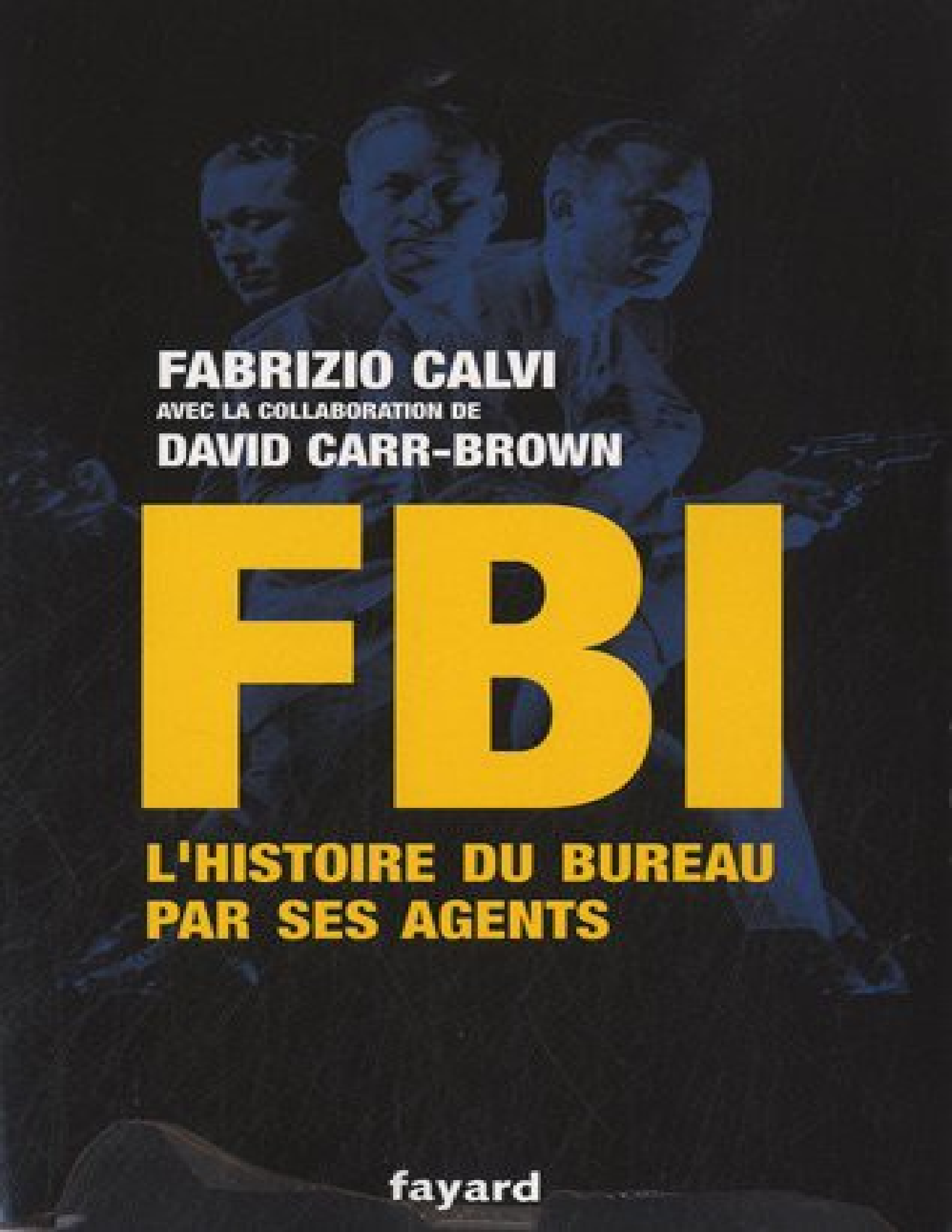

FABRIZIO CALVI
AVEC LA COLLABORATION DE
DAVID CARR-BROWN

FBI

L'HISTOIRE DU BUREAU PAR SES AGENTS

fayard

© Librairie Arthème Fayard, 2009
ISBN : 978-2-213-66073-8

Ouvrages de Fabrizio Calvi

Le Festin du Reich, le pillage de la France occupée 1940-1945, (avec Marc J. Masurovsky), Fayard, 2006.
Pacte avec le diable, les États-Unis, la Shoah et les nazis, Albin Michel, 2005.
France – États-Unis, cinquante ans de coups tordus, (avec Frédéric Laurent), Albin Michel, 2004.
Le Repas des fauves, (avec Thierry Pfister), Albin Michel, 2000.
Série noire au Crédit Lyonnais, (avec Jean-Michel Meurice), Albin Michel, 1999.
L'Œil de Washington, (avec Thierry Pfister), Albin Michel, 1997.
Piazza Fontana, (avec Frédéric Laurent), Mondadori, Milan, 1997.
Les Nouveaux Réseaux de la corruption, (avec Leo Sisti), Albin Michel, 1995.
L'Europe des parrains, Grasset, 1993.
RG, 20 ans de police politique, (avec Jacques Harstrich), Calmann-Lévy, 1991.
OSS, la guerre secrète en France, Hachette, 1990.
Intelligences secrètes, annales de l'espionnage, (avec Olivier Schmidt), Hachette, 1988.
La Vie quotidienne de la mafia, Hachette, 1986.
Camarade P 38, Grasset, 1982.
Italie 77, Seuil, 1977.

Aux deux Muriel(le),
et à une troisième qui n'est plus là.

Table des matières

Page de titre

Page de Copyright

Table des matières

Prologue - Au Bureau, tout est affaire de décor. Et d'image…

1. La Création du mythe

2. La lutte contre le crime organisé

3. Violences des échanges au sein de l'Empire

4. L'ennemi extérieur

I - Copyright FBI - (1908-1972)

I - Jeunesse (1908-1940)

Hilton Head, juin 2008 : Cartha « Deke » DeLoach

Le jeune Hoover

L'affaire Lindbergh

Tueurs de gangsters

L'image du Bureau

J. Edgar Hoover et Clyde Tolson

Premières armes contre les nazis

L'affaire Buchalter

II - Victoire (1941-1960)

Pearl Harbor

Opération « Pastorius »

SIS contre nazis en Amérique latine

Opération « Bodyguard »

Un agent double nommé Dieudonné Costes

La fin du SIS

Hoover etTruman

Le FBI chez les Inuits

Elisabeth Bentley et les réseaux soviétiques

Opération « Venona »

L'affaire Rosenberg

McCarthy et Hoover

Copyright FBI

III - La ligne d'ombre (1946-1963)

Opération « Capga »

Les liaisons dangereuses de J. Edgar

Appalachin

L'Entreprise

J. Edgar Hoover et les Kennedy

Les Kennedy et la Mafia

La Mafia a-t-elle fait chanter « Gay Edgar Hoover » ?

La Mafia et la CIA

Le FBI et Joe Valachi

Un caillou dans la chaussure

IV - Cœur des ténèbres (1963-1964)

Dallas, 22 novembre 1963…

L'enquête de James Hosty

La piste de Mexico

Où les ennuis commencent

Chronique d’une mort annoncée

Destruction de preuves

Pas de déballage public

Le piège

Le mystère de l’autopsie

La balle magique

Gerald Ford, l’homme du FBI

James Hosty va à Washington

La vengeance de Warren et celle de J. Edgar

La piste rouge

Le spectre d’une guerre nucléaire

V - Inquiétude (1964-1968)

Bobby et J. Edgar

Le Bureau et « ses Noirs »

Tout le monde au régime

VI - Au bout du rouleau (1968-1972)

Cartha et Lyndon

Une série télévisée sous haute surveillance

Écoutes sauvages

Cointelpro, « new left »

Cointelpro

La fin tragique de Jean Seberg

Le plan Huston

Un cambriolage très… médiatique

J. Edgar ou comment s’en débarrasser ?

Requiescat in pace

La chasse aux archives

Watergate

La vengeance de Nixon

II - Sur le fil du rasoir - (1968-2009)

VII - Renaissance (1968-1988)

Un SAC anticonformiste

Surveiller et punir

Petits arrangements avec la presse

La « Batcave »

Jimmy Hoffa a disparu

Génération Vietnam

Joe Pistone alias Donnie Brasco

Opération « Coldwater »

Une vieille connaissance, Santo Trafficante

Conservations secrètes

Conseils de guerre

Les infiltrés sous la loupe de la BSU

VIII - Corruptions (1922-1990)

L’affaire du Dôme de la Théière

« Abscam »

Opération « Greylord »

Des agents provocateurs

Un gibier de taille

Où l’on reparle de l’Entreprise…

Le scandale Aleman

Opération « Gambat »

IX - Abysses (1970-2009)

RICO

Paul Castellano, un parrain très écouté

Les grandes oreilles du Bureau

Opération « Commission »

Le Don en teflon…

Whitey Bulger, most wanted n° 2

L'« Animal » et l'« Ours »

Les exploits de l'« Animal »

Du rififi à Boston

Les mystères de Boston

Les informateurs du FBI

La ville dont le prince est un tueur

Paul Rico et Jai Alai

Les amis new-yorkais de Zip

Les frères Bulger

Où l'on retrouve Paul Rico

Lindley DeVecchio et Grey Scarpa

Celui qui scrute l'Abysse

III - Cauchemars américains - (1922-2001)

X - Embuscades (1922-1984)

La soudaine richesse des pauvres Indiens Osages

Le roi des Osages

J. Edgar Hoover entre en scène

Une affaire d’hommes blancs

La piste des traités rompus

Le siège de Wounded Knee

Opération « Resmur »

La « mafia des mormons »

XI - Intelligence (1951-2001)

L’« Agent Solo »

Les premiers pas de « Solo »

L’argent de Moscou

« Solo » et l’assassinat du président Kennedy

« Solo » et Brejnev

Faux pas

« Une fenêtre sur le Kremlin »

« Cette fois c’est la fin… »

Le mystère « Fedora »

Où le Bureau refuse de croire en l’existence d’une famille d’espions

Opération « Windflyer »

L’année des espions

Requiem pour des taupes…

Ce que le Bureau ne voit pas

Paranoïa

Opération « Grayday »

La soubrette chinoise

XII - Psychoses (1969-2001)

Mad Bomber

Howard Teten, un agent très spécial

Howard Teten et les « vieux chiens »

Une nouvelle approche

BSU

Dix fois plus profond que les morts

Les prédateurs d'Atlanta

La chasse commence

Le piège

Le gendre idéal

Unabomber

Le siège de Waco

Le Bureau au cœur de la tourmente

Les fantômes de Waco

IV - Guerres Saintes - (1993-2009)

XIII - Terreur (1993-2001)

Feu sur le quartier général de la CIA

Feu sur le World Trade Center

La longue traque

Où l'on retrouve Brad Garrett alias l'« homme en noir »

Dan Coleman et la « Pierre de Rosette »

Alec Station

Où l'on retrouve Brad Garrett et Mir Aimal Kasi

Feu sur les ambassades

Où l'on découvre un jeune agent pas comme les autres, Ali Soufan

John O'Neil et l'ambassadeur

Sur la route du 11 Septembre

La Muraille de Chine

« Un jour, il y aura des morts »

Comment les agents du bureau de New York ont été épargnés

L’impossible scène du crime

Où l’on apprend la disparition du « Frère John » et ce qui s’ensuit

XIV - Guerres (2001-2009)

Richard Clarke, le tsar inquiet

Ken Williams, les fantômes de Phoenix

Coleen Rowley : alerte à Minneapolis

Michael German, le sonneur d’alarme

Ali Soufan, l’avenir du Bureau

Épilogue - Quand c’est fini, tout recommence.

Chronologie - UN SIÈCLE (ET PLUS) D’HISTOIRE DU FBI

1908-1910

1910-1919

1920-1929

1930-1939

1940-1949

1950-1959

1960-1969

1970-1979

1980-1989

1990-1999

2000-juin 2009

WHO’S WHO

GLOSSAIRE

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Généralités

Le FBI et l’assassinat du président Kennedy

La lutte du FBI contre la criminalité organisée

La Behavioral Science Unit (BSU)

INDEX DES PERSONNES CITÉES

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

Y

Z

INDEX DES OPÉRATIONS

REMERCIEMENTS

Prologue

Au Bureau, tout est affaire de décor. Et d'image…

Entre paradoxe et ambiguïté, voici la force de l'ordre la plus en vue de la planète. C'est un géant aux pieds d'argile. Son histoire commence au début du siècle dernier et nous conduit, dans le bruit et la fureur, jusqu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Un siècle d'histoire américaine. Un siècle d'histoire du monde racontée ici par cent agents et leurs archives.

Août 1908 : en pleine période de vacances, le Procureur général américain, Charles Bonaparte (petit-neveu de Napoléon), crée en catimini une force de l'ordre fédérale, sans en référer à un Congrès jaloux de ses prérogatives et ardent défenseur des polices locales. Sa mission : lutter contre la corruption au sein de l'administration. Dans cette toute nouvelle institution, un obscur bibliothécaire est chargé du système de fichage. Il s'appelle J. Edgar Hoover. Il ne tardera pas à en prendre les rênes pour la façonner à son image : secrète, mystérieuse et ambiguë.

Cette organisation, le FBI[1], est désormais une des agences les plus puissantes de la planète. Elle prospère dans les replis de l'État fédéral américain au point d'en constituer une composante essentielle. Mais le FBI n'est pas une police. Aux États-Unis, chaque État a ses propres lois et son propre système judiciaire. La police est locale ou régionale, mais pas fédérale. Disséminés sur tout le territoire américain et à l'étranger, opérant dans un cadre juridique soigneusement défini, les quelque douze mille

Specials Agents (SA) du FBI forment un corps d'enquêteurs aux ordres d'un membre influent du gouvernement américain, le Procureur général (*Attorney General*, AG), qui, à la tête du « DOJ » (Department of Justice) défend la Constitution et fait respecter la loi fédérale.

Au terme d'une opération de propagande d'une ampleur sans précédent, le FBI est parvenu à représenter, pour le monde, un espoir de justice. Mais qu'en est-il réellement ? Question essentielle à l'heure où, guerre anti-terroriste oblige, le FBI aspire à un destin planétaire. L'influence du « Bureau » croît et il a désormais vocation à former l'embryon d'une future police mondiale anti-terroriste. Quand, en septembre 2008, la ministre de la Justice française, Rachida Dati, reçoit à Paris Robert Mueller, directeur du FBI, de quoi parlent-ils ? De l'évolution des législations anti-terroristes des deux pays, de la coopération pénale franco-américaine, des méthodes d'investigation. C'est ainsi que le FBI contourne les obstacles législatifs qui limitent son champ de compétence. Méthode éprouvée par J. Edgar Hoover quelques décennies plus tôt !

Pour comprendre l'inéluctable avènement d'une police « globale » dans un monde où les frontières tendent à s'effacer, il faut étudier la manière dont le FBI a étendu, pas à pas, son pouvoir et défini les limites du champ politique dévolu respectivement aux individus et aux États.

En 2007, le producteur français Denis Poncet nous a demandé de réaliser, pour *France 5*, une collection de films sur l'histoire du Bureau, à l'occasion de son centième anniversaire, selon un cahier des charges rigoureux : n'interroger que des agents ou d'anciens agents du FBI. Nous ne voulions que des témoins de première main, qui ne soient ni historiens ni journalistes. Il nous a fallu plus de deux ans pour mener à bien ce projet dont l'importance repose avant tout sur la qualité de ses intervenants et protagonistes. Le FBI a entrouvert ses carnets d'adresses, certains de ses bureaux, certaines de ses écoles, en veillant toutefois à ne pas trop laisser traîner ses affaires devant l'objectif de nos caméras. C'était la moindre des choses. De notre côté nous avons eu du mal à ne pas fouiller dans les affaires du Bureau. C'était aussi la moindre des choses.

Le FBI ne nous a demandé qu'une chose : nous pouvions dire ou écrire ce que nous voulions à condition de ne pas être injustes. Ce ne fut pas difficile. Nos héros nous y ont aidés. Propulsés au centre de l'histoire américaine, leur franchise, leur honnêteté dans le récit d'aventures riches en

rebondissements et en surprises empêchent de porter sur eux un regard partial.

La principale organisation d'anciens du FBI (8 000 adhérents) nous a assuré de sa coopération. Mais, là non plus, rien n'était acquis, et le dévoilement fut progressif. Nous avons procédé étape par étape, avec la patience du joueur de cartes qui ramasse une à une ses levées, pour finir par recueillir les témoignages de plusieurs générations : au total, cent agents ou responsables du Bureau. Le plus âgé d'entre eux a commencé sa carrière comme tueur de gangsters dans les années 1930, d'autres ont traqué les nazis, puis les communistes sous les ordres directs de J. Edgar Hoover et de son âme damnée, Clyde Tolson.

Nous avons interrogé les « profileurs » qui chassent le tueur en série, aussi bien que les agents qui infiltrent la Mafia ou ceux qui traquent les réseaux d'Al Qaida à travers la planète. Les agents que nous avons rencontrés sont tous polyvalents, ils ont travaillé dans tous les États-Unis, quand ce n'est pas dans le monde entier et sur toutes sortes d'affaires. La diversité de leurs expériences nous a permis de les retrouver aux multiples carrefours de notre récit. Ils racontent le FBI d'hier et celui d'aujourd'hui.

C'est avec une pointe d'appréhension que nous sommes allés interroger des agents rompus à l'art de l'interrogatoire. Nous avons été surpris par la chaleur de leur accueil. Nous nous attendions à des explications complaisantes, voire lénifiantes. Nous nous trompions : la complaisance n'est pas leur fort, et leur liberté de ton est remarquable. Les critiques les plus virulentes à l'encontre du FBI émanent de ses propres serviteurs, et le Bureau met à la disposition des chercheurs et du public suffisamment de documents embarrassants à maints égards pour ne pas avoir à en rajouter.

Au début était l'information. Depuis 1917, J. Edgar Hoover accumule les dossiers. Il fiche systématiquement toute personne importante ou qui pourrait le devenir, d'Eleanore Roosevelt à Albert Einstein en passant par Ernest Hemingway ou Marilyn Monroe. À partir des années 1930, J. Edgar Hoover assoit sa puissance grâce à ses dossiers. Il transforme le FBI en une gigantesque banque de données, accumulant les renseignements « personnels et confidentiels ». Mais son gibier de prédilection reste les hommes politiques. Il détenait en tout plus d'un demi-million de dossiers.

Pour être sûr que ces dossiers ne tombent pas entre les mains du gouvernement ou du Congrès, il se servait d'un système d'indexation complexe et gardait dans son bureau les pièces les plus sensibles. À sa mort, ces dossiers-là ont été détruits par sa secrétaire personnelle. Mais son ami Clyde Tolson a gardé copie des plus « confidentiels ». Nous en avons récupéré certains, rendus publics dans le cadre du Freedom of Information Act. Nos recherches dans les archives du FBI récemment déclassifiées révèlent à cet égard nombre d'informations jusque-là inconnues.

Chaque année, le FBI rend publics des milliers de documents internes. Ils sont censurés quand ils contiennent des informations classées confidentielles, des données ayant trait aux méthodes employées par les agents, ou encore des renseignements d'ordre privés. Certains documents sont fortement caviardés, d'autres le sont moins. Les rapports concernant les raids Palmer du début du siècle dernier et ceux concernant les gangsters sont publiés *in extenso*, contrairement à ceux qui concernent l'assassinat du président Kennedy. En revanche, il n'est pas question d'accéder à des informations concernant les opérations d'espionnage ou de contre-espionnage menées par le Bureau. Les historiens ont dû patienter plusieurs décennies avant de découvrir l'ampleur des actions du FBI contre les réseaux nazis, puis contre les agents soviétiques implantés aux États-Unis. Ce n'est que dans les années 1980 que le Bureau a autorisé la publication des documents soviétiques interceptés et décodés à partir des années 1940 dans le cadre de l'opération « Venona » : des documents si confidentiels que le Bureau a parfois préféré perdre des procès plutôt que d'en révéler la teneur.

Ce n'est qu'en 1998 que le Bureau a livré les secrets de sa lutte anti-nazie après que le président Bill Clinton eut signé le Nazi War Disclosure Act ordonnant à toutes les agences gouvernementales de déclassifier les documents concernant les nazis et anciens nazis, figurant encore dans leurs archives secrètes. Depuis lors, les révélations sur les grandes affaires traitées par le FBI se multiplient. La bibliothèque électronique mise en ligne par le Bureau compte des milliers de rapports, auxquels il faut ajouter les dizaines de milliers d'autres documents archivés à la Bibliothèque du Congrès et aux Archives nationales (NARA). Une mine d'or pour les chercheurs et les historiens qui ont publié des dizaines d'ouvrages sur le FBI depuis les années 1980. Notre enquête se base sur ces documents en grande partie inédits. Ils nous ont permis d'interroger plus en profondeur

des témoins de premier ordre. En croisant les sources, nous étions à même d'écrire l'histoire de l'organisation en réussissant à faire ce que personne n'avait jamais pu encore réaliser, faute de moyens : confronter les archives aux témoignages des agents impliqués.

FBI Special Agent ! Un nouveau héros américain est né au début du siècle dernier : l'agent en costume gris, au volant de sa limousine, avec en toile de fond les paysages plus ou moins grandioses des États-Unis. Qu'on le surnomme « G-Man » ou « Fed », il cristallise la haine des ennemis de l'Amérique, mais il est devenu un élément central de la culture populaire américaine (films, séries radiophoniques et télévisées, bandes dessinées, romans, chansons, etc.) depuis que, en 1935, le film *G-man*, avec James Cagney, a propulsé l'agent du FBI au cœur des mythes américains. Il se veut le paladin des temps modernes, le preux chevalier de toutes les luttes contre le crime. Mais qu'en est-il vraiment ?

Le FBI de J. Edgar Hoover est avant tout une affaire d'hommes, et on verra que les femmes ont payé cher le droit d'être à leur tour Agent spécial. Longtemps, le Bureau a été le reflet inversé de son créateur : blancs, les agents devaient sortir des meilleures universités, être taillés comme des joueurs de football américain, équipés de toute une panoplie (badges, flingues, gilets pare-balles, magnétophones, micros scotchés sous la chemise), avec leurs déguisements, leurs laboratoires, les méthodes d'interrogatoires et leurs planques. Toute une iconographie « pop » propre à nourrir les rêves. La centaine de témoins que nous avons interrogés témoigne du bonheur d'avoir été agent du FBI : de Tony Daniels, l'as de la lutte anti-mafia (« quelle autre organisation vous donne une arme, un badge, une voiture, et vous envoie chasser dans les rues ? ») à Dan Coleman, fin connaisseur de Ben Laden, qui parle de « la culture individualiste » des agents du FBI, ils sont unanimes : « Diriger les agents du FBI, c'est être le berger d'un troupeau de chats. C'est pour cela que nous sommes bons : nous sommes des individualistes dévoués à la cause commune. »

Nous avons rédigé cette histoire comme une formidable saga, la tête pleine de films, de séries télévisées, d'émissions de radio, de chansons et de romans de gare. Notre reconstitution se nourrit de documents audiovisuels et sonores : images de filatures en huit millimètres, conversations secrètes entre les présidents Johnson et Nixon avec les directeurs du FBI et certains de leurs hommes, entre autres « perles » inédites réalisés parfois dans le feu

de l'action. Notre récit s'appuie également sur des documents provenant des collections privées des agents, des tribunaux, des fonds du FBI, de ceux d'anciens agents déposés auprès des bibliothèques des universités des différents États, ou aux Archives nationales. Notre épopée du Bureau est construite en quatre temps :

1. La Création du mythe

Nous avons commencé par visiter le plus gradé des anciens, Cartha DeLoach, ex-numéro deux du Bureau de J. Edgar Hoover. Entré au FBI dans les années 1940, il a tout connu ou presque, de la traque des espions nazis à la chasse aux sorcières communistes, sans oublier les guerres secrètes contre le Ku Klux Klan. Homme de confiance du président Johnson, il est le tout dernier détenteur des secrets des années 1960. Il était aux côtés de J. Edgar Hoover quand le FBI a enquêté sur les liaisons dangereuses du clan Kennedy avec la Mafia. Il était l'œil de Washington à Hollywood et celui du Bureau au Congrès et au Sénat. En deux longues séances, il nous a livré tous les secrets qu'il pouvait divulguer. Parfois, nous le sentions hésitant : jusqu'où aller trop loin ? Mais, à la fin de nos entretiens, épuisé, il s'arrêtait au seuil de confidences impossibles.

Des studios de Hollywood aux radios locales, sans oublier la presse, J. Edgar Hoover a patiemment bâti, en cinquante ans, le mythe d'un Bureau omnipotent et omniprésent. Il en a déposé la marque pour mieux en contrôler l'image. Nimbé d'une aura d'invulnérabilité, il a traité d'égal à égal avec les présidents des États-Unis et les hommes politiques qu'il a fait et défait.

Au FBI, tout est en effet affaire d'image. Depuis les lithographies, photos et bandes dessinées du début du siècle dernier, jusqu'aux films, aux séries télévisées et aux journaux, un flot incessant d'images à la gloire du FBI a déferlé depuis cent ans.

Après avoir construit ce mythe d'un FBI invincible en manipulant les médias et Hollywood, J. Edgar Hoover est devenu indéboulonnable. Les Présidents passent, Hoover demeure. Il a connu onze Présidents et dix-huit Procureurs généraux ! « On ne licencie pas Dieu », disait le président Kennedy en évoquant l'impossible départ du directeur du FBI.

La première partie de cet ouvrage démonte le mécanisme pervers et ambigu qui lie le Bureau à la Maison-Blanche : on y verra le FBI servir de bras armé au retors Lyndon Johnson, mais aussi les orphelins de Hoover orchestrer la chute du président Nixon. Une histoire chaotique, jalonnée de morts violentes.

Intrigues, manipulations, agents que l'on pousse au suicide, assassinats : derrière la façade d'un FBI tout-puissant, au-delà des images lisses de l'entraînement des agents à l'école de Quantico, c'est une toute autre réalité qui se dessine. Elle est plus âpre, plus violente. Le FBI assiste aux premières loges aux trois grands assassinats politiques des années 1960 aux États-Unis : ceux des deux frères John et Bobby Kennedy, et celui de Martin Luther King. Il brouille les pistes, fourvoie les enquêteurs, prospère à l'ombre du président Johnson. Les années 1960 marquent l'âge d'or de l'histoire du FBI. Jamais le Bureau n'a été aussi puissant. Il traque les opposants à la guerre du Vietnam aussi bien que les militants des droits civils, sans oublier les activistes des Blacks Panthers ou ceux du mouvement estudiantin (SDS). Une nouvelle fois le Bureau nage en pleine ambiguïté : faut-il, au nom de la défense des valeurs essentielles, mettre à mal les libertés individuelles garanties par la Constitution ?

Les bornes sont dépassées avec l'opération la plus secrète du Bureau : « Cointelpro » (Counter Intelligence Program), lancée en 1956 pour neutraliser par tous les moyens les mouvements politiques d'opposition. Au nom de la défense de la démocratie, le Bureau franchit les limites imposées par le législateur, sans se demander si la prévention du désordre ne risque pas de conduire à l'asphyxie d'une société par le découragement, l'emprisonnement, voire la disparition de certaines de ses forces vives.

Notre enquête révèle que les premières critiques (et les plus virulentes) contre « Cointelpro » sont venues de l'intérieur même du Bureau. Un haut responsable, Neil Welch, a refusé que ses agents prennent part à l'opération secrète. Welch a l'étoffe de ces héros qui marquent l'Histoire. Le FBI lui doit le succès de l'opération « Mississippi Burning » qui a vu l'anéantissement du Ku Klux Klan. C'est un Neil Welch oublié de l'Histoire et des hommes que nous avons rencontrés dans une maison de retraite haut de gamme, au milieu des gloires politiques et diplomatiques finissantes, à deux pas des marais et des terrains de golf de Floride. Il nous a fait découvrir les arcanes d'un Bureau déchiré par une guerre civile, sur fond de succession d'un monarque en déclin, J. Edgar Hoover.

La fin de Hoover précipite le Bureau dans un maelström dont il aura du mal à se remettre. Deux anciens du Bureau reviennent sur cette terrible époque en apportant des révélations sur un des plus gros scandales de l'histoire américaine, celui du Watergate. Ils étaient chacun à un bout de la chaîne. Chargé de l'enquête, Paul Magallanes interrogeait les témoins et recrutait les informateurs pour retrouver ses rapports à la une du *Washington Post* sous la signature de ceux qui allaient devenir les journalistes les plus célèbres de la planète, Bob Woodward et Carl Bernstein. Riche en anecdotes, son témoignage conduit à s'interroger sur le fonctionnement de l'information et la manière dont s'écrit l'Histoire.

Paul Magallanes est un homme doux et sensible, surtout dénué de rancœur. En dépit de tout, il a pardonné au Bureau. Pourtant, à la trahison des directeurs adjoints transformés en « Gorges Profondes » s'est ajoutée celle de ses chefs et de ses pairs qui ont essayé de briser sa carrière en raison de ses origines latino-américaines. Il ne s'est pas laissé faire, et il en est fier. Les hasards de notre enquête lui ont permis de rencontrer une autre victime du Bureau, James Hosty, l'agent du FBI chargé d'enquêter sur Lee Harvey Oswald avant que ce dernier n'abatte le président Kennedy. Outre leur désir de faire connaissance, les deux retraités ont deux choses en commun. Chacun vit sur une côte ouest : l'un sur celle des États-Unis, l'autre sur celle de la presqu'île de Floride. En tant qu'agents, ils ont été au cœur de deux des plus grosses affaires politico-criminelles du siècle dernier. Mais une chose les divise : contrairement à Paul Magallanes, James Hosty a pu compter sur la solidarité de ses pairs et de ses supérieurs. Séparés par une génération, par des expériences différentes, par toute la largeur du pays, par des caractères aux antipodes, ces deux hommes, en dépit de leurs blessures professionnelles, se sont retrouvés dans leur admiration pour ce Bureau à qui ils ont tout donné et qui leur a si peu rendu.

Au nom de l'esprit de corps qui a bénéficié à James Hosty et tant fait défaut à Paul Magallanes, les agents du FBI vouent aux gémonies Mark Felt, *alias* Gorge Profonde, l'informateur des journalistes du *Washington Post*. Ed Miller a été son bras droit. Il est l'un des derniers à pouvoir faire toute la lumière sur l'affaire. Son témoignage n'en est que plus édifiant. On apprendra que, contrairement à ce que l'on croyait, plusieurs « Gorges Profondes » ont œuvré à la chute du président Nixon. En communiquant à la presse les secrets des enquêtes des agents, les « Gorges Profondes » du FBI ont été responsables de la démission forcée d'un président des États-

unis au terme de ce que certains ont qualifié de « coup d'État ». On verra que le vice-président Gerald Ford, qui prend la place de Nixon, est un ami de longue date (pour ne pas dire un homme) du FBI. Il doit la présidence américaine au Bureau, son prédécesseur, Spiro Agnew, ayant été contraint à la démission pour corruption à l'issue d'une enquête… du FBI ! On retiendra de ce drame les larmes d'Ed Miller quand il parle de la vengeance de Nixon qui a contribué à le faire condamner, lui et son supérieur, dans le cadre d'une autre affaire… d'écoutes illégales. Ed Miller restera à tout jamais marqué du sceau de l'infamie, tout comme son ex-supérieur qui traînera jusqu'à sa mort, en 2008, le poids d'une condamnation vécue comme injuste et infamante.

2. La lutte contre le crime organisé

Terre d'accueil de toutes les grandes organisations criminelles de la planète, les États-unis ont aussi été leur mère adoptive. Pour les mafias, hors la vitrine américaine, point de salut. Jamais les organisations criminelles n'ont été aussi puissantes qu'aux États-Unis. C'est parce que le pays a été façonné par elles que nous nous devions de consacrer toute une partie de cette saga à la criminalité organisée italienne, traitée par le Bureau en égale avant de devenir sa meilleure ennemie.

On a beaucoup écrit sur les rapports complexes de Hoover avec le crime organisé. On a dit qu'il répugnait à s'attaquer à aussi forte partie, que la Mafia ne pouvait rêver meilleur directeur du FBI que lui, et qu'en affirmant haut et fort que la Mafia n'existait pas, il lui a permis de se développer et d'atteindre un niveau de puissance et une capacité de nuisance inouïs. Jack Danahy, agent touche-à-tout, nous a permis de comprendre que la réalité était plus complexe et qu'en bon bureaucrate, J. Edgar Hoover modifiait parfois certaines de ses décisions en fonction des humeurs des puissants de Washington.

À la fin des années 1940, des politiciens véreux étouffent dans l'œuf les premières enquêtes du FBI contre le crime organisé. Au début des années 1960, les familles de Cosa Nostra règnent sans partage sur les vingt-six principales villes américaines. Elles contrôlent des pans entiers du milieu syndical, le trafic de stupéfiants, les prêts à taux usuraires, le racket, les jeux d'argent illicites, les détournements de marchés publics, la

prostitution, la pornographie. Elles sont au faîte de leur puissance. Rares sont les groupes criminels qui contestent leur suprématie. Les Irlandais sont contenus à Boston, les triades chinoises et les bandes de trafiquants latino-américains n'ont pas encore envahi l'Amérique du Nord.

De solides protections politiques et la bienveillance de la CIA, qui a régulièrement recours aux services de mafieux, ont permis à Cosa Nostra d'acquérir une influence considérable. Son chiffre d'affaires est de beaucoup supérieur à la somme de ceux des multinationales de l'indice Dow Jones à Wall Street. Ses parrains les plus en vue pouvaient même se permettre de rêver tout haut d'assassiner un Président des États-Unis (Kennedy).

Les Agents spéciaux racontent comment, aiguillonné par le Procureur général Bobby Kennedy, Hoover a lâché ses agents aux basques des parrains. On les voit remonter la piste de la Mafia jusqu'à la Maison-Blanche. Néanmoins, l'assassinat du président Kennedy stoppe le FBI dans son élan, Bobby ayant renoncé à s'en prendre au Milieu pour embrasser la cause de l'égalité des droits civils.

À partir de 1965, alors que l'indifférence a repris le pas, un homme sauve l'honneur du Bureau. C'est une veille connaissance : Neil Welch. Il nous révèle d'étonnantes opérations, ignorées des historiens en dépit de leur importance. Rien d'étonnant à cela puisqu'elles furent conduites à l'insu, sinon contre la volonté de J. Edgar Hoover. À l'époque, le Bureau ne déposait pas encore ses dossiers les plus sensibles aux Archives nationales dans l'éventualité de les rendre publics. Hormis les archives privées de Neil Welch et de ses hommes, quelques articles dans la presse locale de l'époque sont les seules traces concrètes de ces opérations que nous avons pu trouver. Véritable pionnier de la lutte anti-Mafia, Welch inaugure à Buffalo, en 1965, une technique particulièrement efficace, basée principalement sur la surveillance. Ses hommes opèrent en territoire mafieux à la limite de la clandestinité. La méthode une fois au point, Neil Welch l'appliquera, après la mort de Hoover, à Detroit et à Philadelphie quand, après des années d'une indifférence coupable, le FBI se sera décidé enfin à affronter Cosa Nostra.

On retrouve Neil Welch directeur du Bureau de New York en 1978, à la tête de troupes galvanisées, elles aussi prêtes à partir à l'assaut des cinq familles qui règnent en maîtres sur la ville, après des années d'un assoupissement plus ou moins complaisant.

Nous sommes allés à la rencontre de cette poignée d'agents qui, dans les années 1970, a entrepris de mettre fin au règne des Parrains en infiltrant les familles des principales métropoles américaines. Nous avons retrouvé des anciens du Vietnam, comme Jules Bonavolonta. Écœurés d'avoir perdu une guerre à cause des politiciens de Washington, ils étaient résolus à gagner la suivante, celle contre le crime organisé, en n'en faisant qu'à leur tête. Cette partie de l'ouvrage sur la lutte contre la criminalité organisée nous propulse là où s'estompe la frontière entre le Bien et le Mal. L'itinéraire des « anges déchus » du Bureau permet de bien mesurer l'ambiguïté des méthodes du FBI. Jusqu'où aller trop loin dans la lutte contre le Mal ? Comment ne pas se brûler au contact de la Mafia ? Lors de la plus longue des opérations d'infiltration menée par le Bureau, immortalisée au cinéma par l'excellent *Donnie Brasco*, notre guide, Joe Pistone, a parfois mordu la ligne blanche. Trente ans plus tard, il vit toujours dans des conditions qui frôlent la clandestinité, protégeant son identité sous des noms d'emprunts, arborant de grosses lunettes noires face aux caméras, mais il reconnaît parfois en privé forcer le trait pour faire plaisir aux médias.

Joe Pistone a vu quelques-uns de ses collègues se brûler les ailes au contact de la Mafia. Certains s'en sont sortis de justesse, comme Lindley DeVecchio, rencontré au lendemain de son acquittement par un tribunal de New York. D'autres « anges déchus » ont fini en prison, comme John Connolly, dont le cas n'en finit pas de diviser la communauté des Agents spéciaux.

Quand Joe Pistone s'enfonce dans son opération, Neil Welch n'est plus là pour le guider : il est au quartier général du FBI à Washington, aux côtés du Directeur, à la manœuvre d'une opération sans précédent contre la corruption au sein de la classe politique à Washington. Son directeur n'est autre que l'intrépide juge William Webster. Homme dont l'intégrité confine à l'austérité, Webster nous a concédé un entretien qui devait durer une demi-heure : commencé dans l'après-midi, la rencontre s'est poursuivie après la tombée de la nuit, ponctuée d'appels téléphoniques de son épouse le rappelant à ses devoirs de maître de maison vis-à-vis d'invités qui s'impatientaient. Nous avions lancé l'ancien directeur du FBI (puis de la CIA) sur l'une de ses marottes : la lutte contre la corruption à l'intérieur du système judiciaire américain. Quoique issu de la magistrature, William Webster est allé plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs et de ses

successeurs en la matière, jusqu'à autoriser la pose de micros dans le saint des saints, à savoir le bureau d'un juge, dans le cadre d'une des opérations les plus surprenantes menées par le Bureau, qui a vu deux cents agents infiltrés commettre des délits de toutes sortes en vue de démasquer des juges ripoux. L'affaire pourrait prêter à sourire ; elle marquera à tout jamais certains des agents que nous avons rencontrés, en raison de sa violence et de l'ampleur des enjeux.

3. Violences des échanges au sein de l'Empire

Le 21 juin 1989, six mois après son élection à la présidence des États-Unis, George Bush lance un vaste plan de lutte contre la criminalité violente et la grande délinquance. Les priorités nationales du FBI sont redéfinies : le Bureau a désormais pour mission prioritaire de lutter contre la « haute violence », les individus les plus dangereux. Pourquoi cette réorganisation ? Principalement en raison de l'explosion de cette criminalité violente. Les chiffres font frémir : chaque année, aux États-Unis, sont commis près de dix meurtres pour 100 000 habitants, soit environ quatre fois plus qu'en France ou au Canada. De plus en plus souvent, ces actes restent inexpliqués, donc impunis : c'était le cas pour 6 % d'entre eux en 1966, pour 25 % en 1990, pour 34 % en 1992. Dix ans plus tard, un assassin aura 50 % de chances de s'en sortir sans condamnation. Et le pire est encore à venir : la libération des grands criminels des années 1980, la montée du chômage consécutive à la crise économique, le retour des troupes des guerres d'Afghanistan et d'Irak, ajoutés à la vente quasi libre des armes à feu, font des États-Unis un sérieux candidat au titre peu enviable de pays le plus violent de la planète.

Mythe américain oblige, qui dit violence aux États-Unis dit Far West. Notre saga du FBI ne pouvait éviter les cowboys, les Indiens et la cavalerie : en l'occurrence, le Bureau. La saga du Bureau a aussi pour décors ceux des grands westerns à la John Ford. Nous nous sommes amusés à remonter jusqu'au début du siècle, à l'époque où ses enquêteurs étaient surnommés les « agents indiens », au cœur d'un incroyable complot dont l'intrigue aux fortes odeurs de pétrole n'aurait pas déplu à Agatha Christie. Tressant le passé avec le présent, nous avons arpenté les réserves indiennes du nord des États-Unis avec des agents du FBI qui y jouent les assistantes sociales. Avec eux, nous sommes allés dans le Montana, sur les lieux de la

bataille de Little Bighorn où, le 25 juin 1876, les 647 hommes du 7e régiment de cavalerie de l'US Army, du lieutenant-colonel George A. Custer, se firent massacrer par une coalition de Cheyennes et de Sioux rassemblés par Sitting Bull et dirigés par Crazy Horse, le chef Sioux Gall et le chef cheyenne Lame White Man. Aujourd'hui, au lieu de ces fiers Indiens, nous avons trouvé les survivants du peuple Crow, végétant dans des villages de mobilhomes, en proie à l'alcoolisme, à la drogue et à la violence. C'est précisément pour ne pas connaître cette fin misérable que, dans les années 1970, une poignée d'Indiens Oglala, de la réserve indienne de Pine Ridge, a pris les armes, sous la direction de l'American Indian Mouvement (AIM). Seul face aux guerriers Oglala, pendant près de trois ans, le FBI a mené une véritable guerre dont les cicatrices ne sont toujours pas refermées. Sans doute est-ce là une des pages les plus controversées de l'histoire du Bureau. Joe Trimbach, l'ancien SAC (« Special Agent in Charge ») du Bureau de Minneapolis, n'oubliera jamais la sale guerre de Pine Ridge. Il ne pardonnera pas aux guerriers Indiens d'avoir tué deux de ses hommes dans une embuscade, et il garde intacte sa haine des sympathisants de l'AIM. Il collectionne les rapports, les photos, les films tournés sur la réserve, et parle d'incidents vieux de plus de trente ans comme s'ils dataient de la veille.

Mais il est des opérations qu'il ne racontera jamais. Ce sont les opérations de contre-espionnage qu'il a supervisées en tant que SAC. Un mutisme que partagent presque tous les autres agents du FBI que nous avons interrogés. Car il existe deux FBI : il y a le Bureau qui s'occupe des affaires criminelles, et l'autre, plus sombre, plus mystérieux, qui traque espions et terroristes sur l'ensemble la planète. Le FBI prend grand soin de ses affaires, et celles de son deuxième Bureau sont soigneusement rangées : pas question d'y accéder. Si Jack touche-à-tout-Danahy – pour ne parler que de lui – n'hésite pas à raconter comment il a pris part à la principale opération contre les saboteurs nazis aux États-Unis pendant la guerre, il n'est pas question, en revanche, d'obtenir ses confidences sur « Tophat », l'agent soviétique qu'il manipulait dans les années 1960. Au travers de rares témoignages, de mémoires d'agents, de demi-confessions, c'est une guerre de l'ombre on ne peut plus violente que notre récit en esquisse.

Pour le FBI, les « tueurs en série » sont le nec plus ultra de la lutte contre la criminalité. Le terme apparaît pour la première fois au milieu des années 1990. Il a été forgé par un responsable du FBI, Ronald Kessler, de la

Behavorial Science Unit (BSU). Le FBI estime à près de 200 le nombre des tueurs en série qui sillonnent les États-Unis en toute liberté, tuant chaque année plusieurs milliers de personnes. Ils étaient six fois moins nombreux au début des années 1990, et quasi inexistants au XIX^{e} siècle.

À la fin des années 1960, un ancien policier, devenu agent du FBI, est le premier à avoir mis au point une technique d'intervention rationnelle face à un phénomène qui ne l'est pas vraiment. Il s'appelle Howard Teten. Au FBI, c'est une légende. Nous n'avons pas été déçus de notre rencontre avec lui. À près de quatre vingt ans, Howard Teten a toujours bon pied, bon œil. Il vit dans une petite villa typiquement virginienne, au cœur d'une banlieue qui n'est pas sans évoquer la Wisteria Lane de la série télévisée *Desperate Housewives*. Tapi dans son bureau, au sous-sol de sa maison, il passe ses journées à monter des ordinateurs destinés aux élèves de ses cours du soir. Rien de banal chez cet homme, y compris l'enregistrement de ses propos, pour notre enquête. Victimes de pannes de caméra inexplicables et inexpliquées, nous avons dû nous y reprendre à plusieurs reprises pour filmer l'entretien. Mais on ne filme pas impunément un homme qui, après avoir passé sa vie à sonder l'âme des grands tueurs, a fini sa carrière en s'occupant, pour le Bureau, des phénomènes inexpliqués : OVNI, mutilations de bétail, manifestations paranormales en tout genre. Howard Teten, archétype de Fox Mulder, héros de la série télévisée culte, *X-Files*… ? Difficile d'approcher le mythe américain de plus près.

Howard Teten a formé des générations d'agents et de profileurs du FBI. Ses travaux, menés à l'insu de J. Edgar Hoover, ont accouché d'une des sections de pointe du FBI, la Behavioral Science Unit (BSU), dont les agents sont parmi les plus étonnants qui soient.

Surnommé le « Docteur Mort », Brad Garrett est invariablement vêtu de noir. Il a développé une technique d'interrogatoire qui lui a permis de venir à bout des adversaires les plus retors. Le Bureau de Washington lui doit ses plus grand succès : c'est lui qui a résolu le mystère de la tuerie du *Starbuck*, au cours de laquelle un employé de la Maison-Blanche et deux autres personnes furent poignardés ; c'est lui qui a fait craquer les tireurs solitaires qui terrorisaient la banlieue de Washington au début des années 2000 ; c'est encore lui qui a résolu le mystère de l'assassinat de Chandra Levy, affaire qui a longtemps tenu en haleine Washington en raison de ses relents de scandale sexuel et politique. On sent, chez ce sexagénaire aux faux airs d'Anthony Perkins, une faille qui ne se refermera jamais : celle

des affaires qu'il n'a pu résoudre et qui le hantent toujours, comme l'enlèvement et l'atroce assassinat d'une mère de famille vietnamienne et de sa fille, noyées dans un tonneau jeté dans une mare glacée de la banlieue de Washington ; un dossier qu'il se refuse à clore et sur lequel il continue à travailler avec son successeur, après sa retraite. On retiendra de Brad Garrett qu'il a su mettre ses techniques d'enquête et de profileur au service de la lutte anti-terroriste ; on le verra ainsi traquer un fanatique islamiste jusqu'au Pakistan pour l'amener devant un tribunal américain et l'accompagner, à sa demande, jusqu'à la chaise électrique.

L'engouement du public américain pour les romans, les documents, les films et les téléfilms consacrés aux tueurs en série se fait jour à la fin des années 1960, dans une Amérique en proie à la contestation. Depuis lors, les exemples de la fascination croissante qu'ils exercent sur le public américain sont chaque jour plus nombreux. Le combat singulier entre le tueur en série super-intelligent et son alter ego, un profileur du FBI toujours aussi brillant et intuitif, est narré de la manière la plus réaliste possible. Une aubaine pour le FBI qui redore son blason grâce à son plus fidèle allié : Hollywood ! Les écrans, les théâtres, les librairies sont envahis par les psychopathes. Tout commence avec le film consacré à l'« étrangleur de Boston », avec Tony Curtis. Le sommet est atteint par le film de Jonathan Demme, *Le Silence des agneaux*, « voyage au pays de l'horreur absolue » : l'affrontement entre l'aspirante agent du FBI, jouée par Jodie Foster, et le psychopathe interprété par Anthony Hopkins, connaît un triomphe inattendu et redonne ses lettres de noblesses au Bureau. Grâce au succès du film, le FBI retrouve une popularité oubliée depuis les années 1960.

Parmi tous les profileurs que nous avons interrogés, Gregg O. McCrary est sans doute le plus éclectique. Cet homme doux, presque timide, pianiste de concert réputé, est un des meilleurs profileurs du Bureau. Après avoir traqué les tueurs en série aux États-Unis, il travaille au Canada aux côtés de la police montée, et participe à l'enquête sur le couple pervers et meurtrier formé par « Ken & Barbie », les époux Paul Bernardo et Karla Homolka. Le prédateur le plus retors qu'il ait traqué ? Johann « Jack » Unterweger. Au début des années 1990, Unterweger est la coqueluche de l'intelligentsia et des médias autrichiens qui le présentent comme un modèle de réinsertion. Après avoir purgé une lourde peine de prison pour l'assassinat d'une prostituée, il écrit *Le Purgatoire*, un best-seller, puis des

pièces de théâtre dont le succès lui vaut de participer à tous les talk-shows de la télévision autrichienne. Journaliste à ses heures, il débarque à Los Angeles pour rédiger un reportage sur les quartiers chauds de la ville. Les policiers qui le guident à travers les hauts lieux de la prostitution ignorent qu'ils ouvrent à un grand fauve un nouveau territoire de chasse. Durant le séjour d'Unterweger à Los Angeles, trois prostituées sont battues, violées et étranglées avec leur soutien-gorge. En Autriche, le filet se resserre autour de lui, la police le soupçonne d'être à l'origine d'une demi-douzaine des meurtres de prostituées commis depuis sa sortie de prison. Arrêté, jugé et condamné, Unterweger se suicide en prison, le 29 juin 1994.

La manière dont Gregg O. McCrary a traqué Unterweger ou le couple Bernardo Homolka eût mérité plusieurs chapitres. Nous avons pourtant renoncé à évoquer ces deux affaires, comme d'autres tout aussi passionnantes ; nous avons préféré retenir le rôle joué par Gregg O. McCrary lors du siège tragique de David Koresh et de sa secte de Davidiens, à Waco, dans le Texas : son témoignage et celui d'autres négociateurs apporte de nouveaux éléments au récit d'une histoire qui reste une pierre noire dans le jardin du Bureau.

Deux ans jour pour jour après la tragédie de Waco, le 19 avril 1995 à 9 h 2, une énorme explosion déchire le cœur d'Oklahoma City. CNN interrompt ses émissions et diffuse les images du bâtiment fédéral « Alfred P. Murrah », éventré de haut en bas et de long en large. Le nombre des victimes s'élève à 168. L'enquête du Bureau est impeccable, le coupable vite arrêté. Sa gestion du procès l'est moins. Le FBI multiplie les erreurs de procédure. Pourquoi a-t-il pu faire preuve d'autant de négligence dans l'enquête sur le plus gros attentat terroriste commis aux États-Unis au siècle dernier ? Le sénateur républicain Charles Grassley met en cause la «mentalité de cow-boy » des agents du FBI : « Une certaine arrogance, le fait que chaque fois que le FBI s'écarte de sa mission fondamentale, c'est-à-dire la recherche de la vérité, cela se passe mal. Il y a au FBI un style de gestion, une culture qui tend à donner priorité aux gros titres et aux relations publiques… »

4. L'ennemi extérieur

En première ligne de défense de l'Empire, le Bureau est aussi chargé de lutter contre les ennemis de l'extérieur. Mais les « ratés » se multiplient. De la guerre froide à celle contre l'« Axe du Mal » sans omettre la lutte contre le péril chinois, le Bureau est-il condamné à répéter inlassablement les mêmes erreurs ? Sa puissance est-elle proportionnelle à la somme des peurs engendrées par l'étranger ? À l'instar de l'Empire, son approche est schizophrénique : terre d'accueil de toutes les immigrations, les États-Unis vivent dans la crainte panique de l'étranger. Sous les coups des terroristes islamistes, le Bureau s'est transformé en machine de guerre. Dans un monde aux frontières rendues perméables par les nécessités du commerce international et par l'essor des transports aériens à bas prix, la menace extérieure devient difficile à circonscrire. Chasseurs d'espions communistes ou chinois, responsables de la lutte contre les terroristes islamistes, nous avons interrogé d'anciens hauts responsables du FBI sur le devenir de leur agence à partir de leur expérience concrète.

À la pointe sud de Manhattan, à deux pas de la baie de Hudson, des dizaines d'ouvriers s'affairent au fond du gigantesque trou qui s'ouvre à l'endroit où se dressaient les tours jumelles du World Trade Center : *Ground Zero*. Depuis le 11 septembre 2001, le quartier a des allures de ville fantôme. On sent comme un poids qui s'estompe progressivement alors que l'on remonte vers le centre de l'île. C'est ici que sous une pluie de béton, d'acier, de verre et de feu, sont mortes presque au même instant 2 974 personnes originaires de 90 pays différents. Par une angoissante correspondance, nous avons réalisé presque tous les entretiens concernant les attentats du 11 septembre dans une chambre d'hôtel transformée en studio, à une dizaine de mètres de *Ground zero*. Difficile, ce faisant, de ne pas ressentir la gravité de l'instant.

Parmi tous ceux qui ont eu à combattre Al Qaida et que nous avons rencontrés, deux Agents spéciaux se détachent. D'abord Dan Colman, dit « le Professeur », parce qu'il est le plus fin connaisseur de Ben Laden. Difficile d'oublier sa toux caverneuse, qui semble ne devoir jamais s'arrêter. Il se meurt à petit feu d'avoir respiré à pleins poumons des poussières d'amiante dans des circonstances que l'on verra. Mais rien ne semble pouvoir éteindre la lueur malicieuse qui luit dans son regard d'Irlandais ébouriffé à la trogne bonasse.

Ali Soufan, lui, était, à la veille du 11 septembre, un des rares agents du FBI à parler l'arabe. D'origine libanaise, ce jeune musulman, fils de

deux cultures, n'a pas son pareil pour se mouvoir en territoire hostile. Avec Soufan pour guide, la saga du FBI parcourt la Corne d'Afrique d'Al Qaida, le Yémen, la Jordanie et l'Arabie Saoudite des bédouins, ou encore la Grande-Bretagne des Émirs.

Le témoignage d'Ali Soufan nous amène à nous poser une question troublante : le FBI aurait-il pu empêcher les attentats du 11 septembre ? Les agents et ex-agents que nous avons rencontrés le pensent. En mai 2002, le directeur du FBI, Robert Mueller, reconnaît que les attentats auraient peut-être pu être déjoués si les enquêteurs avaient prêté cas aux différents indices recueillis par les agences locales. Ancien responsable de la section anti-terroriste du FBI de Los Angeles, Mike German explique : « J'étais au courant depuis des années des dysfonctionnements de notre programme anti-terroriste. Il manque une vision d'ensemble ; jusqu'à ce qu'on règle les problèmes internes du FBI, rien ne changera ; les dangers persisteront. Les critiques de la commission d'enquête sur les attentats du 9/11 manquent de puissance d'analyse. Il n'y a pas de remontée d'informations de la rue vers la direction du FBI. Les agents ne partagent pas leurs informations, et l'informatique du Bureau est totalement obsolète. »

Buck Revell, ancien directeur de la cellule anti-terroriste, lui fait écho : « Jusqu'au 11 septembre, le FBI se servait d'écoutes et d'informateurs pour combattre le terrorisme. Le Bureau surveillait parfois les cellules pendant des années avant d'intervenir. Mais, depuis les attaques sur New York et Washington, cette stratégie a été revue à la baisse. Le FBI se contente désormais d'empêcher des actes terroristes en raflant des suspects bien avant qu'ils aient eu la moindre possibilité de passer à l'action. »

« Le monde a changé, les priorités aussi », rétorque le Procureur général John Ashcroft, quand il ordonne au FBI d'arrêter tous les suspects, quitte à les accuser de délits mineurs ou de violations des lois sur l'immigration. Ainsi, des centaines d'agents aidés par des policiers locaux ont entrepris, en 2002, d'interroger 5 000 ressortissants américains originaires du Moyen-Orient, choisis en fonction de leur âge et de leur pays d'origine.

Le 24 octobre 2001, afin de faciliter la tâche du FBI et des services secrets, le président Bush a signé la loi dite « Patriot Act » : cette nouvelle loi autorise les services de police et de renseignement à effectuer des écoutes sauvages et des perquisitions clandestines pratiquement hors de tout contrôle judiciaire. La majorité des agents du FBI applaudit des deux mains.

Seul Buck Revell et quelques-uns de ses anciens collègues du FBI ne cachent pas leur scepticisme : « Aucun des changements ordonnés par Ashcroft n'aurait pu faire que le FBI empêche les attentats du 11 septembre. Les 19 pirates de l'air ont agi seuls, ils appartenaient à une cellule terroriste autonome. Leur mission a été planifiée et financée depuis l'étranger. On oublie qu'entre 1981 et 2000, le Bureau a empêché 131 attaques terroristes de grande ampleur. Parmi les cibles, un avion de ligne 747, un gazoduc, une salle de cinéma géante bourrée à craquer, et le Premier ministre indien Rajiv Gandhi. »

Le FBI se prépare aux nouvelles menaces. En juin 2007, des pirates s'attaquent au système informatique du cabinet du secrétaire américain à la Défense, Robert Gates. Ce n'est pas la première fois. Le Département américain de la Défense a déjà repoussé des assauts similaires pendant plusieurs mois, avant d'être contraint de mettre hors service une partie de son système pendant plus d'une semaine. Le FBI enquête et remonte jusqu'à la source des attaques : l'armée chinoise.

Au terme d'un siècle d'existence, après être devenu un des grands instruments d'investigation de la principale démocratie du monde, le FBI entend exporter ses méthodes et jeter les bases d'une police mondiale. Ses premières têtes de pont se construisent à l'Est, sous prétexte de lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue. Le Bureau a ouvert un « Centre régional » à Bucarest avec la participation de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Bosnie, de la Croatie, de la Macédoine, de la Hongrie et de la Roumanie. À Budapest, le FBI annonce la création d'un bureau permanent pour lutter, en liaison avec les Hongrois, contre les gangs » installés dans le pays, et l'ouverture d'une école de formation des agents sur le modèle de l'Académie de Quantico. La Thaïlande a droit elle aussi à son Quantico, tandis que les représentants du FBI à l'étranger (Legal Attaché, ou Legat) voient leur rôle et leur champ d'action considérablement élargis.

Même Edgar Hoover, dans ses rêves les plus fous, ne pensait pas que sa créature pourrait un jour développer des ambitions planétaires. En attendant que le rêve – ou le cauchemar – devienne réalité, on s'arrêtera sur une phrase prononcée par tous nos témoins dès leur plus tendre enfance, et qui aurait pu servir de titre à ce livre : « Quand je serai grand, je serai *Special Agent*… »

1- Voir le glossaire des abréviations et acronymes en fin de volume, p. 780.

I

Copyright FBI

(1908-1972)

I

Jeunesse (1908-1940)

Où l'on s'aperçoit qu'au FBI, tout est affaire de décor et d'image – Où le lecteur fait la connaissance du jeune J. Edgar Hoover – Où l'on voit J. Edgar Hoover élaborer une stratégie de communication lors de l'affaire Lindbergh – Quand les agents jouent les tueurs de gangsters – Gare à celui qui fait de l'ombre à J. Edgar ! – Le bébé de J. Edgar Hoover et de Clyde Tolson – Les débuts de la lutte anti-nazie – Où l'on voit J. Edgar Hoover manquer à sa parole, pour la plus grande joie de la Mafia.

Hilton Head, juin 2008 : Cartha « Deke » DeLoach

Si le dessinateur de Dick Tracy ne s'est pas inspiré de sa dégaine pour croquer ses agents du FBI, il a eu tort. Il n'est que de le voir franchir les portes du Country Club de Hilton Head, un des endroits les3 plus sélects de Caroline du Sud, pour mesurer l'épaisseur de l'étoffe des héros qui ont fait le FBI au siècle dernier. Avec son costume sombre, sa chemise blanche et sa cravate sage, le grand vieillard n'est pas concerné par la seule tolérance vestimentaire estivale du Grill, l'absence de veste.

Les serveurs l'accueillent avec déférence et le conduisent à sa table, au centre de la grande salle à manger. Par les baies ouvertes, on aperçoit un bout de marais à deux pas d'un *green* impeccable. Avant d'entamer son repas, il baisse la tête, ferme les yeux, croise les doigts et, d'une voix

traînante mais ferme, convie ses hôtes à se recueillir dans une courte prière d'action de grâces. On l'imagine, trente ans plus tôt, à la tête d'une tablée de sept enfants, courbant l'échine devant le Seigneur après avoir tenu tête au plus violent des milieux, celui des politiciens de Washington.

Il y a en Cartha DeLoach quelque chose de J. Edgar Hoover. Non qu'il lui voue un culte quelconque (on le sent hérissé par l'ego surdimensionné de son ancien directeur), mais, le temps aidant, il est le seul survivant de l'âge d'or du Bureau, où tout ou presque était permis. J. Edgar Hoover semblait être l'homme le plus puissant de l'Empire, alors qu'il n'était qu'un bureaucrate cramponné à un trône devenu trop grand pour lui. Numéro trois du Bureau pendant plus d'une décennie, Deke est le dernier témoin. Il a vécu les événements les plus terribles des années 1960 : les trois grands assassinats politiques, ceux du président Kennedy, de son frère Bobby et de Martin Luther King, les guerres secrètes contre le Ku Klux Klan et « Cointelpro », la plus redoutable des opérations de déstabilisation de la société civile américaine.

Comment résoudre le mystère Hoover ? Tous les agents et anciens agents du FBI s'accordent : il faut frapper à la porte de Cartha DeLoach, dit « Deke ». C'est le dernier fils spirituel de Hoover encore en vie trente-six ans après la disparition de celui-ci. Il est le dernier détenteur des secrets les plus sensibles d'une période cruciale de l'histoire du FBI et des États-Unis. Encore faut-il qu'il veuille bien les livrer.

Cartha Deke DeLoach n'est pas un fils indigne. Il y a ce qu'il dit et ce qu'il ne dit pas. La vérité ? Il faudra la lui voler. Aller au-delà des anecdotes, des histoires plus ou moins drôles, fouiller dans les souvenirs du vieil homme. La vérité ? Elle niche dans ses silences, ses mimiques, les replis de propos en apparence sibyllins. Elle se lit aussi entre les lignes des documents déclassifiés par le FBI qui portent sa signature. Elle se devine enfin dans ses dénégations et dans les témoignages de ses anciens pairs, amis ou rivaux.

C'est en 1942, à sa sortie de l'université de Stetson (Floride), que Cartha DeLoach rejoint le Bureau. Dans sa hâte d'intégrer l'équipe de J. Edgar Hoover, mais aussi faute de moyens financiers, il néglige de passer un dernier diplôme qui lui aurait permis d'y être admis en tant que *Special Agent*. Il commence donc par le bas en qualité d'employé de bureau. Il fait partie d'une fameuse équipe, celle des *G-men* qui ont débarrassé la planète de gangsters comme John Dillinger, Baby Face Nelson ou Pretty Boy

Floyd. Sitôt admis, il demande à passer un examen pour devenir Agent spécial. Pas assez de diplômes et trop jeune, lui objecte son chef. Il demande alors à rencontrer Clyde Tolson, l'ombre de J. Edgar Hoover. Refus. DeLoach s'accroche et obtient un rendez-vous avec un adjoint de Tolson. Celui-ci, ému par tant d'enthousiasme, note dans son dossier : « DeLoach, ex-joueur de football américain, universitaire. » Il n'en faut pas plus pour que s'ouvre à lui l'école des agents, située sur la base de marines de Quantico, en Virginie, près de Washington. Au Bureau, tout est déjà affaire d'image. J. Edgar Hoover veut pour agents des gaillards taillés comme des armoires à glace, de préférence chrétiens et propres sur eux. La vie du jeune DeLoach vient de basculer, son salaire passe brusquement de 1 400 à 3 200 dollars… par an !

Du temps de Cartha DeLoach, on entre au FBI comme au monastère. Il faut en accepter les règles. La première : ne jamais « embarrasser le Bureau ». C'est la première leçon qu'apprennent les aspirants à l'école des agents de Quantico. « Le FBI, c'est comme une famille, explique l'ancien Agent spécial Ed Miller. Avant d'embarrasser sa famille, on y réfléchit à deux fois. Les gens ne veulent pas embarrasser leur famille. » Entré au FBI peu après Cartha DeLoach, Ed Miller a très tôt appris la leçon. Il a été sévèrement tancé par son superviseur pour avoir roulé avec sa voiture sur les plates-bandes de sa voisine, et a été prié de réparer les dégâts toutes affaires cessantes. En ce temps-là, on ne plaisantait ni avec la discipline, ni avec l'apparence. À la sortie de l'école de Quantico, tous les agents recevaient leur plaque, une arme et une mallette dont ils ne devaient jamais se séparer. « L'image du FBI a été soigneusement façonnée, commente le premier responsable de la Communication du FBI du XXIe siècle, John Miller[1]. Il fallait, à l'époque, identifier facilement les agents du FBI. C'étaient des hommes blancs, grands, portant costume sombre, chemise blanche, cravate sage et un chapeau Fedora. C'était un uniforme sans en être un. Si vous voyiez deux de ces gars venir vers vous dans la rue, vous deviez être capable de dire : "Ce sont des agents du FBI !"

À l'époque, une fois leur candidature acceptée, certains agents pensaient : "Mon Dieu, je vais devoir porter chemise blanche et chapeau toute ma vie !" » Cartha DeLoach n'est pas de ceux-là ; il est fier de son « uniforme » et impatient d'en découdre.

À l'époque, un principe de base régit l'existence des jeunes agents. Dès leur entrée, ils sont plongés dans des milieux radicalement différents de

leur milieu d'origine, et mutés le plus possible d'un poste à l'autre. DeLoach vient du Sud ? Il se retrouve à Northfolk. Il se voyait traquant les saboteurs nazis ? Le voilà enquêtant sur le vol d'une jarre de cornichons sur une base de l'US Navy. Muté à Akron, Ohio, il s'endort en suivant les déplacements totalement inintéressants d'un responsable local du Parti communiste. Puis, en 1947, il est muté au Quartier général, à Washington, et commence par travailler à la section des affaires nucléaires de la division « Domestic Intelligence ». Au début des années 1950, il se voit confier une mission de confiance : les rapports avec une toute jeune agence du gouvernement américain qui empiète déjà sur les prérogatives du Bureau, la CIA. Rapidement, le voici directeur adjoint, puis numéro trois du Bureau avec, sous ses ordres, les trois grandes divisions : à trente-huit ans, il supervise les grandes enquêtes criminelles, les enquêtes spéciales concernant le crime organisé, et les affaires de renseignement. Il a un droit de regard sur les relations publiques du Bureau et assure la liaison avec le président des États-Unis, le roublard Lyndon Johnson dès 1964.

Hoover et Tolson sont déjà sur le déclin, « ralentis par l'âge », dit joliment Deke. Le directeur lui délègue tout ce qu'il peut. Deke a pratiquement les clefs du Bureau. Que retient-il des années 1960, les plus « excitantes » de sa vie ? Un mystère, celui de J. Edgar Hoover. Comment dépeindre *son* J. Edgar Hoover ? Vaniteux ? Orgueilleux ? Imbu de lui-même ? DeLoach parle de son goût de la publicité, du soin qu'il attache à son apparence, à l'ordonnancement de sa tenue qui trahit de longues minutes passées chaque matin devant un miroir.

Le romancier Marc Dugain a dit que si l'on voulait se faire une idée de Hoover, il n'était que de regarder les bibelots disposés sur son bureau. Or, contrairement à la légende, il n'y avait pas plus dépouillé que ce meuble de bois laqué sur lequel trônaient deux drapeaux américains encadrés par deux lampes et un téléphone de bakélite voisinant avec une bible noire, cadeau de sa mère. Nul besoin de bimbeloterie pour impressionner. Tout est affaire de style. Le geste et la pose forcent la crainte. Le patron du FBI aimait à venir à la rencontre de ses invités, qu'il accueillait d'une solide poignée de main parfois maçonnique. Gare aux mains moites : plus d'un agent fut renvoyé pour avoir laissé un peu de transpiration palmaire sur la main de J. Edgar Hoover. Le patron invitait sa victime à s'installer sur la chaise, à droite du bureau, avant de retourner s'asseoir dans son fauteuil rouge. « Alors, se souvient Cartha DeLoach, il vous toisait tel Louis XIV sur le trône de

France. » J. Edgar se réjouissait tout particulièrement quand la lumière du soleil frappant la baie vitrée derrière son bureau venait éblouir le visage de la malheureuse proie qui lui faisait face.

Cartha DeLoach explique que l'ego surdimensionné de Hoover allait de pair avec sa capacité de travail. « Monsieur Hoover était-il strict ? se demande DeLoach. Il se devait de l'être pour superviser une agence comme le FBI, qui nécessite d'être dirigée de manière quasi militaire. Il était la locomotive qui tire le train. Je ne crois pas que personne, y compris Clyde Tolson, ait réellement connu l'homme, ni même s'en soit approché tant soit peu. » À force de scruter les faiblesses humaines, J. Edgar était devenu un expert. On le savait à l'affût des moindres écarts et dérapages. Il inondait les Présidents de détails croustillants sur la vie privée de leurs collaborateurs ou adversaires.

J. Edgar Hoover a épuisé onze Présidents. Animé du seul désir de perdurer, il a servi ou desservi certains des géants du XX^{e} siècle : Franklin D. Roosevelt, Harry Truman, Dwight Eisenhower, John Fitzgerald Kennedy, Lyndon Johnson ou Richard Nixon ont été de ceux-là. Pourtant, sur son bureau ne trône qu'une seule photo : celle d'un des dix-huit Procureurs généraux qu'il a dû affronter, Harlan Fiske Stone, celui qui lui confia les rênes du FBI en 1924. Une manière, pour Hoover, de dire qu'il n'oublie rien du passé.

J. Edgar Hoover a grandi dans le district de Columbia, à Washington, qui était alors une petite ville de province à la mentalité sudiste étouffante et étriquée. Où qu'il se trouvât, il était toujours dans l'ombre de la Maison-Blanche. Washington était à la fois son univers et son horizon, sa patrie et sa maison, une forteresse qu'il défendra toute sa vie contre les terroristes anarchistes, les gangsters pilleurs de banques, les saboteurs nazis, les espions communistes, les Noirs, les homosexuels, les pervers et les hippies.

Le jeune Hoover

Tout jeune déjà, J. Edgar Hoover était un homme de dossiers et d'archives. Son premier emploi en tant qu'archiviste de la Librairie du Congrès le familiarise avec un système de classification qui servira de modèle à l'organisation des archives du FBI. Son diplôme en droit,

décroché en 1917 à l'université George Washington, lui permet d'espérer mieux. J. Edgar doit pallier la dépression paternelle qui prive la famille de son seul revenu. Sa condition de soutien de famille lui épargne de faire la Grande Guerre, mais l'oblige à travailler très tôt. Le voici archiviste au Département de la Justice. Un poste qui lui sied à merveille, lui qui toute sa vie durant a fait montre d'un amour immodéré pour les dossiers. Il complète ses études. En devenant avocat à temps plein, le jeune homme double son salaire, qui passe à 1 800 dollars par an.

Très vite, J. Edgar sort du rang. En 1937, le *New Yorker* revient sur les débuts du jeune Hoover : « Il s'habillait mieux que la plupart de ses collègues et était même un peu dandy. Exceptionnellement minutieux dans le travail, il effectuait la moindre tâche avec zèle et dévouement. Il cherchait en permanence de nouvelles responsabilités et sautait sur la moindre occasion d'effectuer des heures supplémentaires. Quand il était en conférence avec ses supérieurs, il se comportait comme un jeune qui attend une promotion. »

L'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale en 1917 marque les débuts d'une vaste chasse aux espions allemands sur le territoire américain. Le responsable de la division du Département de la Justice chargée de gérer les urgences liées à la guerre remarque J. Edgar Hoover et le nomme Agent spécial au « Bureau des étrangers ennemis », section devant contrôler la communauté allemande établie aux États-Unis. Au début de la guerre, le pays compte près d'un million d'immigrants de nationalité allemande. J. Edgar Hoover et ses collègues sont chargés d'arrêter les saboteurs potentiels, de surveiller les ports et les bases militaires. À la fin de la guerre, 450 000 Allemands auront été placés en résidence surveillée, et plus de 6 000 détenus dans des camps. Le Bureau des étrangers ennemis aura été l'une des structures les plus importantes du Département de la Justice quand J. Edgar Hoover est nommé à sa tête. Après l'armistice, une fois les affaires courantes expédiées, Hoover est prêt pour d'autres combats.

À cette époque, Thomas Gregory, *Attorney general* (le Procureur général, l'équivalent du ministre de la justice), tolérait que les polices locales et d'État travaillent avec un puissant auxiliaire, l'American Protective League. Milice fondée par un milliardaire de Chicago, A.M. Briggs, la League, du temps de sa splendeur, comptait 250 000 membres payants, répartis dans 600 localités américaines. Dotée d'un statut semi-officiel, l'APL participait aux raids contre les sympathisants et agents de

l'Allemagne, mais aussi contre les anarchistes, les syndicalistes, les pacifistes ou les déserteurs. Rapidement, cependant, l'APL échappe au contrôle de Washington. Elle est accusée d'arrestations illégales et de violences. En septembre 1918, à New York, 2 000 hommes de l'APL, des soldats et des policiers, des représentants du Département de la Justice quadrillent la ville afin de rafler tous les hommes en âge de combattre, et de vérifier s'ils ne se sont pas soustraits à leurs obligations militaires. Ils arrêtent 75 000 New-Yorkais : trop pour les capacités carcérales de la ville ! Il y a là des adolescents, des vieillards, détenus pendant de longues semaines dans des conditions plus que précaires, sans nourriture ni hygiène. Quelques mois après l'armistice, le nouveau Procureur général, A. Mitchell Palmer, dissoudra l'APL.

La fin de la Première Guerre mondiale laisse l'Amérique au bord de l'explosion sociale : 4 millions de soldats rentrent au pays, 9 millions de travailleurs de l'industrie de guerre se retrouvent sans emploi ou presque. Par rapport à 1913, le dollar a perdu 45 % de sa valeur, et les prix ont connu une augmentation de près de 100 %. L'agitation sociale gagne : le premier syndicat du pays, la Fédération américaine du travail (l'American Federation of Labour), voit ses membres passer de 50 000 à 5 millions. Pour la seule année 1919, l'AFL déclenche 3 000 mouvements de grève. L'Amérique craint la contagion de la révolution soviétique : l'Allemagne est à deux doigts du soulèvement spartakiste, la Hongrie adopte un régime inspiré par les soviets ; au lendemain de la révolution d'Octobre, Lénine a adressé un appel à l'insurrection des travailleurs américains. Aux États-Unis, nombreux sont ceux qui pensent que l'ennemi est aux portes du pays. L'*American way of life* est en danger. La guerre entre le Capital et le Travail semble imminente.

À ses débuts au Département de la Justice, A. Mitchell Palmer ne semble pas préoccupé par la menace rouge. Mais, le 2 juin 1919, un attentat à la bombe vise sa demeure à Washington. Le lendemain, il convie ses amis à visiter les lieux : « J'étais au milieu des ruines de ma bibliothèque, écrit A. Mitchell Palmer, avec des parlementaires et des sénateurs qui, sans hésiter, me demandèrent de la manière la plus ferme d'exercer tout mon pouvoir pour faire disparaître de la face de la terre les gens responsables d'un tel outrage. » Désormais, la chasse aux rouges devient sa priorité.

C'est peu après son arrivée au Département de la Justice, en mars 1919, que A. Mitchell Palmer remarque le jeune Hoover. Il en fait son

assistant, fait passer son salaire de 2 000 à 3 000 dollars par an, et l'installe dans un bureau à côté du sien. J. Edgar Hoover a pour fonction de répondre au courrier des hommes politiques, de filtrer les appels téléphoniques, mais il est surtout chargé de trouver les réponses aux questions du Procureur général, qu'il s'agisse d'espionnage, de subversion ou de crimes.

Un mois après l'attentat contre sa demeure à Washington, Palmer dote le Département d'une nouvelle force de frappe, la « Radical Division », dont il confie la direction à J. Edgar Hoover. Celui-ci s'y trouve à l'étroit et convainc Palmer d'élargir le champ d'action de sa division, qui est rebaptisée « General Intelligence Division » lorsqu'elle devient la section « Renseignement » du Département de la Justice.

Le jeune Hoover a alors tout juste vingt-quatre ans, il est ambitieux et déborde d'énergie. Le travail ne lui fait pas peur. Il est à son poste du matin très tôt jusqu'à très tard le soir et ne connaît pas les week-ends. Il incarne une nouvelle race de croisés, sûrs d'eux-mêmes, obsédés par la lutte contre le bolchevisme. Il se plonge dans les textes fondateurs du communisme, lit tout ce qui lui tombe sous la main, étudie de très près la naissance du Parti communiste américain et se forge une culture et des réflexes anticommunistes qui ne le lâcheront plus. « Le communisme est le mal suprême, décrète-t-il, la plus monstrueuse conspiration depuis les débuts de l'humanité. » Dans l'analyse du mouvement « radical » qu'il publie sous le titre de *The Revolution in Action*, J. Edgar affirme : « La civilisation fait face à sa plus terrible menace depuis que les barbares ont envahi l'Europe. » L'arme au poing, les communistes du monde entier attendent les ordres de Moscou pour passer à l'action, surtout aux États-Unis.

Hoover commence par créer un fichier central des dirigeants, militants, sympathisants anarchistes, communistes et syndicalistes. Il applique les techniques acquises lors de son passage à la Librairie du Congrès. En quelques mois, il a déjà rassemblé 150 000 fiches, qui passent à 450 000 en 1921. Son système de fichage est révolutionnaire pour l'époque : il permet des entrées par noms, par organisations, par villes.

S'appuyant sur les informations collectées par Hoover, le Procureur général Palmer lance une série de rafles dans les milieux communistes, anarchistes et syndicalistes en invoquant l'« Espionage Act » de 1917 et le « Sedition Act » de 1918. Commencées le 7 novembre 1919, ces rafles se poursuivent jusqu'en janvier 1920. Dans 33 villes américaines, plus de 10 000 personnes sont arrêtées. La moitié d'entre elles seront relâchées. Le

New York Times s'indigne que « des réunions publiques aient été brutalement interrompues. Toutes les personnes présentes ont été arbitrairement arrêtées et traitées comme des malfaiteurs pris en flagrant délit, sans qu'aucun mandat d'arrêt ait été délivré ». Des milliers de suspects s'entassent dans des prisons de fortune et sont soumis à des interrogatoires par des policiers que rien ne retient. L'opinion applaudit. Hoover en rajoute et, dans un entretien au *New York Times*, affirme que plus de 3 000 personnes arrêtées lors de ces rafles sont de « parfaits » candidats au bannissement. Sur les 1 600 ordres d'expulsion, très peu sont exécutés.

J. Edgar Hoover suit deux dossiers délicats : l'expulsion vers l'Union soviétique de deux des militants les plus connus, la militante féministe Emma Goldman et Alexander Berkman, lequel a tenté d'assassiner Henry Clay Frick, patron du groupe Carnegie Steel, lors des grandes grèves de 1892. J. Edgar Hoover s'occupe lui-même des formalités d'expulsion. Il accompagne ses deux « clients » jusqu'à l'*USS Bufford*, le bâtiment militaire qui doit les conduire en URSS avec 249 autres indésirables, des « anars », des « rouges », ainsi que des étrangers expulsés pour cause de « crime de pauvreté ».

Dans les procès, J. Edgar Hoover représente le Département public. Il se fait remarquer par la maturité de ses réquisitoires. Il déclare que la révolution doit commencer le 1er mai 1920, il en fait l'annonce le matin même. Il voit les rues rouges de sang, c'est la panique ! Dans les grandes villes, la troupe et la police sont sur le pied de guerre. Mais rien ne se passe, le vent tourne, les craintes des violations de la Constitution l'emportent sur la peur du rouge. La révolution s'éloigne et, avec elle, la crédibilité de Palmer. Sa carrière s'achève bientôt. Mais pas celle de son protégé et bras droit, J. Edgar Hoover.

« Comme les autres Procureurs généraux qui lui ont succédé pendant les cinquante années suivantes, Palmer apprit que Monsieur Hoover était aussi habile à recevoir les récompenses qu'à fuir les blâmes, explique un ancien responsable du FBI. Le même événement qui mit fin à la carrière de Palmer lança celle de Hoover : les rafles qui ont souillé celle de Palmer ont fait la réputation de professionnalisme de Hoover. »

En 1921, le républicain Warren Gamaliel Harding succède à Woodrow Wilson à la Maison-Blanche. Dans le même temps, A. Mitchell Palmer cède la place à Harry M. Daugherty. Auréolé d'une réputation de bureaucrate au-dessus des partis, J. Edgar Hoover passe sans état d'âme d'une

administration démocrate à un patron républicain. Quand Harry M. Daugherty annonce son intention de remplacer tous les démocrates du Département, Hoover pose sa candidature au poste qu'il convoite le plus, celui de numéro deux d'une petite structure appelée « Bureau of Investigation ». Il décroche le poste le 22 août 1921.

Jusqu'en 1908, le Département de la Justice ne disposait pas d'enquêteurs. Il était obligé d'emprunter des hommes au « Secret Service ». Chargés de la protection du Président et de la Monnaie, ceux-ci dépendaient du Département du Trésor. Une solution bricolée : les enquêteurs dépêchés par le Secret Service ne sont pas les meilleurs, et leur discrétion est loin d'être garantie. Le Procureur général Charles Bonaparte, arrière-petit-neveu de l'Empereur, a un besoin urgent d'enquêteurs de confiance pour traiter des dossiers délicats tels que les poursuites antitrust contre la Standard Oil, ou pour combattre les « voleurs de terres » qui, dans l'Ouest américain, s'approprient des dizaines de milliers d'hectares, propriété de l'État, avec la complicité de membres du Congrès et de fonctionnaires.

Le Congrès rejette une loi autorisant la création d'un Bureau d'enquête au sein du Département de la Justice. Ardents défenseurs des polices locales, les parlementaires craignent de voir la nouvelle structure transformée en « police secrète ». Charles Bonaparte reconnaît « le danger inhérent à tout système de police », mais jure que sa « force d'investigation » ne sera pas employée à créer des scandales ou à intervenir dans la vie privée des citoyens américains. Pour lui, il n'est pas question de créer une police fédérale, mais une agence fédérale d'enquêteurs. La distinction est de taille. Elle perdure encore…

Face au refus du Congrès, Charles Bonaparte ne s'avoue pas vaincu. Il convainc le président Theodore Roosevelt de signer, le 26 juillet 1908, un décret autorisant la création du Bureau of Investigation (BOI), ancêtre du FBI. Le Congrès est alors en vacances. Quand il découvrira la manœuvre, il sera trop tard.

Au début, le Bureau s'occupe des violations des lois antitrust, des banqueroutes, du transport de marchandises volées entre les États, des pratiques contraceptives, des livres pornographiques, des crimes et délits commis dans les réserves indiennes. Son siège est installé au Département de la Justice. Il y restera pendant près de cinquante ans. En 1908, le Bureau compte 34 agents. Ils sont 346, en 1921, quand arrive J. Edgar Hoover.

Au début, le Bureau n'a de compétences que fédérales. Ses « détectives » ne sont pas des policiers, mais des enquêteurs relevant du Département de la Justice. Leur marge de manœuvre dépend des lois et de leur capacité à les exploiter. En 1910, la loi Mann contre la traite des Blanches à l'intérieur des États-Unis accroît les possibilités d'intervention du Bureau. Censée lutter contre la prostitution, la loi Mann instaure le délit de transport des femmes d'un État à un autre « à des fins immorales ». Ainsi, les détectives du Bureau ont le droit d'arrêter les couples illégitimes sitôt qu'ils franchissent la frontière d'un État. En étendant les pouvoirs du Bureau en matière de « crimes » sexuels, le « Mann Act » lui permet *de facto* d'enquêter sur la vie privée des individus.

Le Bureau se lance ainsi aux trousses de Jack Johnson, premier boxeur noir champion du monde des poids lourds, dont les victoires sont autant de défis à la suprématie blanche. Le train de vie du champion choque une Amérique puritaine, par ailleurs scandalisée par ses conquêtes féminines, blanches pour la plupart. Le Bureau invoque le *« Mann Act »* pour obtenir un mandat d'arrêt contre Johnson, qui fuit les États-Unis avec vingt-deux malles (deux tonnes au total) pour se réfugier à Paris. Il finira par rentrer aux États-Unis et y purger une peine d'un an de prison.

Le Bureau se servira encore du *« Mann Act »* contre Charlie Chaplin, une des bêtes noires de J. Edgar Hoover, ou encore, en mars 2008, contre Eliot Spitzer, gouverneur de New York et ex-Monsieur Propre de Wall Street, soupçonné d'avoir eu recours à Washington aux services d'une prostituée de luxe venue de New York.

Une fois dans les locaux du Bureau of Investigation, Hoover sait se rendre indispensable à son directeur, William J. Burns. Celui-ci est un ancien du Secret Service qui dans sa jeunesse a lancé, avec succès, une agence de détectives privés. Il n'a pas renoncé à son affaire, qui tourne à plein rendement. À soixante-deux ans, atteint de sénilité précoce, il laisse cependant les rênes du BOI au jeune et fougueux Hoover, qui présente l'avantage de connaître à merveille les arcanes du Département de la Justice et les coulisses de la vie politique américaine. Hoover s'occupe des rapports avec le Congrès et vient de rejoindre la franc-maçonnerie (ceci expliquant peut-être cela).

Le Bureau of Investigation n'échappe pas à la corruption, qui est monnaie courante sous l'administration Harding (sans doute une des pires du siècle). En ces temps d'agitation sociale, le syndicat patronal a besoin de

détectives privés qu'il puisse utiliser comme gros bras pour briser les grèves. Plutôt que de renoncer à des contrats, Burns n'hésite pas à faire travailler des agents du Bureau pour sa propre agence de détectives privés. À l'intérieur du Bureau, la situation n'est guère brillante. Burns remplace des agents compétents par d'anciens détectives de son agence choisis en fonction de leur fidélité. Pis : le Bureau emploie des mercenaires, surnommés les « hommes à un dollar par an ». Ces hommes, symboliquement rémunérés par le Bureau, se paient « sur la bête », utilisant leur badge pour gagner des milliers de dollars par semaine grâce à l'extorsion et au racket, avec la bénédiction du Bureau qui ferme les yeux…

Si la corruption au Bureau avait un visage, ce serait celui de Gaston Means, l'« étonnant Monsieur Means », pour reprendre l'euphémisme de J. Edgar Hoover. Means est un escroc aux mille facettes, tour à tour agent secret allemand (sous le matricule E-13), fraudeur aux assurances, assassin d'une riche veuve, capteur d'héritages et agent spécial par la grâce de son ami Burns. Un drôle d'agent spécial, principalement chargé de collecter les pots-de-vin. Tout, chez le personnage, hérisse Hoover.

Le président Harding meurt d'une crise cardiaque alors qu'il rentre d'un voyage en Alaska, en août 1923. Son successeur, Calvin Coolidge, renvoie le Procureur général, Harry Daugherty, et le remplace par son ami Harlan Fiske Stone. Celui-ci est l'ancien doyen de la faculté de droit de Columbia. Homme intègre, il est l'opposé de son prédécesseur. Il se pince le nez, disant qu'il émane du Bureau of Investigation « des odeurs extrêmement pestilentielles ». À Washington, le Département de la Justice est rebaptisé « Département des Petites Vertus », ou encore « Département de l'Hystérie et de l'Intolérance ».

Le nouveau Procureur général commence par renvoyer William J. Burns, le chef du Bureau. « Une police secrète peut devenir une menace pour un gouvernement et des institutions libres, car elle est intrinsèquement capable d'abus de pouvoir, explique Harlan Fiske Stone. Le Bureau est un instrument nécessaire à l'application de la loi. Mais il est important que ses activités soient limitées. »

La nomination de Harlan Fiske Stone au poste de Procureur général en 1924 n'est pas une bonne nouvelle pour J. Edgar Hoover. Farouche adversaire des *Palmer raids*, Stone n'a pas oublié les responsabilités et le rôle néfaste de Hoover. Pourtant, quand il faut trouver un remplaçant à un Burns jugé trop corrompu, il retient son nom. Le 10 mai 1924, Stone lui

propose le poste de directeur du Bureau of Investigation, « en attendant de trouver mieux ». Le jeune homme pose, pour sa part, des conditions : « Le Bureau ne doit plus dépendre du politique. Les nominations et promotions seront décidées en fonction du mérite. Enfin, le Bureau ne doit plus dépendre que du Procureur général. » Le Procureur général répond : « S'il en avait été autrement, je ne vous aurais jamais confié une telle fonction. »

Pourquoi avoir confié les rênes du Bureau au jeune J. Edgar, déjà réputé pour ses méthodes rudes dès lors qu'il est question de lutter contre le « péril rouge » ? Stone choisit d'abord Hoover parce qu'il est un des rares dirigeants intègres. Son nom n'a jamais été prononcé dans le cadre des différents scandales qui ont secoué le Bureau de Burns. Son inimitié envers Gaston Means, le pire des hommes de Burns, est légendaire. Le fait que Hoover ait interdit l'accès de son bureau à Means a sans doute joué en sa faveur. Le Procureur général a-t-il feint d'ignorer que, en tant que numéro deux du Bureau, Hoover était informé des turpitudes de son patron ? Stone ferme aussi les yeux sur le rôle joué par le jeune Hoover lors des *Palmer raids*. Il ne se fait guère d'illusions, mais est convaincu que seul Hoover peut sauver le Bureau du naufrage annoncé. L'intense campagne de lobbying menée par les « frères » de la loge maçonnique de J. Edgar Hoover, dont certains sont membres du gouvernement, a-t-elle influencé le Procureur général ? La rigueur et la force de travail de Hoover l'ont-elles emporté sur les réticences initiales ? En tout cas, Stone sait qu'il vient de signer un pacte avec le diable.

« Tout le monde dit que J. Edgar Hoover est trop jeune, affirme-t-il. Mais c'est peut-être un avantage. Il n'a pas encore appris à avoir peur des hommes politiques. Il saura mettre sur pied un groupe de jeunes enquêteurs opérant indépendamment du Congrès et des pressions. »

Sitôt installé, J. Edgar Hoover redessine l'organigramme du Bureau. Depuis lors, il n'a plus bougé. Au sommet, le Quartier général ou FBIHQ (« Federal Bureau of Investigation Head Quartier »), surnommé par les agents « Siège du Gouvernement », avec aux commandes le directeur et son assistant. Le Bureau est partagé en six grandes divisions. Leurs dirigeants rendent compte chaque jour à l'assistant du directeur et tous se réunissent une fois par semaine.

Dès le début, les agents du FBI fuient le « Siège du Gouvernement » et ses intrigues en trouvant leur salut sur le terrain. Leur territoire de chasse, c'est le territoire américain. Dans les grandes villes, les agents sont

regroupés dans des bureaux (« Field Offices ») ; dans les petites villes, ils sont dans des résidences. À leur tête, le SAC, (« Special Agent in Charge »), est secondé par un assistant, ou ASAC. Les SAC sont la cheville ouvrière du bureau. Parfois ils tendent à l'autonomie, et certains font de leur bureau local un fief. Ceux-là ne sont plus les vassaux du « Siège du Gouvernement », mais sont tout-puissants sur leur territoire.

J. Edgar Hoover estime que les SAC sont ses ambassadeurs dans les villes américaines. Ils ont autorité sur leurs agents et sur tout autre membre du Bureau se trouvant sur leur territoire. Ils sont chargés d'évaluer leurs hommes et n'ont de comptes à rendre qu'à J. Edgar Hoover qui les reçoit, tous les ans, pour faire le bilan de leur bureau, passer en revue les statistiques de la criminalité sur leur territoire, et analyser leur comptabilité. La carrière de chaque agent dépend des appréciations de leur SAC et du directeur. Chaque succès est couronné par une lettre de félicitations, et chaque erreur sanctionnée par un courrier de censure. Toute cette correspondance est versée au dossier des agents. Les SAC sont, eux, notés par le « Siège du Gouvernement ». Ils rendent compte à un service d'Inspection générale dont les inspecteurs sont susceptibles de débarquer à tout moment pour contrôler les activités des bureaux locaux.

Sous l'impulsion de Hoover, le Bureau connaît une véritable révolution. Avant lui, chaque antenne du Bureau avait son système d'archivage et ses propres formulaires. Washington n'y retrouvait plus ses petits et le Département de la Justice renonçait souvent aux poursuites, faute de comprendre les rapports des agents. Hoover simplifie et unifie les procédures : désormais, l'information est immédiatement accessible et compréhensible, condition indispensable à la vie d'une organisation dont les agents changent d'affectation tous les trois ou quatre ans.

Au lendemain du massacre de la Saint-Valentin[2], le 14 février 1929, l'université Northwestern de Chicago se dote d'un Laboratoire de détection scientifique du crime qui organise des cours de police scientifique. Charles Appel, comptable du Bureau qui n'a pas son pareil pour examiner les documents, demande à J. Edgar Hoover l'autorisation de suivre ces cours. Hoover accepte sous la condition qu'il donne aussi un coup de main au bureau de Chicago. Charles Appel acquiert les rudiments de la police scientifique en suivant des cours de sérologie, de toxicologie et de graphologie. À son retour, il emprunte un microscope à la société Bauch & Lomb et des lampes à ultraviolets. Il installe le tout dans la pièce 802, un

bureau désaffecté à côté d'un fumoir, dans l'Old South Railway Building, à l'angle de la 13e Rue et de Pennsylvania Avenue, dans le nord de Washington. Très vite, Appel complète son équipement par des éprouvettes, des tubes, un kit de moulage et un laboratoire photo. Le laboratoire d'analyse scientifique du Bureau vient de naître. Il monte rapidement en puissance et va devenir en 1942 une division à part entière du Bureau.

Pour mieux reprendre en main le Bureau, J. Edgar Hoover le fait maigrir. Le nouveau directeur se débarrasse des agents les plus corrompus. À l'arrivée de J. Edgar, le Bureau regroupe 651 employés, dont 451 agents. À la fin de la première année, Hoover a renvoyé 61 agents et fermé 5 des 53 bureaux disséminés sur tout le territoire des États-Unis. Au début des années 1930, le Bureau ne compte plus que 339 agents répartis dans seulement 22 agences locales. Considérablement amaigri, le Bureau est au mieux de sa forme.

Durant toute sa carrière, J. Edgar Hoover s'est battu bec et ongles pour rester à la tête du Bureau. Ce combat a débuté dès sa nomination par Harlan Fiske Stone. Sur un siège éjectable qui sera activé dès que le Procureur général aura « trouvé mieux », Hoover doit affronter un adversaire redoutable en la personne du bras droit de Stone, William Donovan, dit « Wild Bill ». « Bill le Sauvage » a remplacé J. Edgar Hoover à la tête de la General Intelligence Division du Département de la Justice ; brillant, mondain, désordonné, il est tout le contraire de Hoover. Depuis qu'ils se connaissent, ils se détestent cordialement et se livrent à une sourde lutte qui connaîtra son apogée lors de la Seconde Guerre mondiale, quand William Donovan prendra la tête d'un nouveau service de renseignement, l'OSS (Office of Strategic Services). Fin 1924, Donovan recommande à Stone de se débarrasser de Hoover. Mais c'est trop tard : impressionné par l'« intelligence » et l'habileté de Hoover, le Procureur général a déjà décidé de le maintenir à son poste. Mieux : le 12 janvier 1925, avant de quitter son poste pour la Cour suprême, Harlan Fiske Stone place le Bureau sous la tutelle exclusive du Procureur général. Son directeur n'a de comptes à rendre à personne d'autre. En mettant Hoover à l'abri d'adversaires du calibre de William Donovan, Stone renforce le pouvoir de Hoover et lui permettra de réaliser ce rêve fou : garder son poste jusqu'à la fin de sa vie. À compter de ce jour, le maintien de J. Edgar Hoover à la tête du Bureau dépend uniquement de ses qualités de négociateur. Comme pour mieux s'en

souvenir, Helen Gandy, sa secrétaire, archive le mémo du 12 janvier 1925 dans un classeur à part intitulé « Official and Confidential ». C'est le premier dossier des archives très privées du directeur du FBI.

Le 11 octobre 1925, l'Agent spécial Edwin Shanahan intercepte dans un garage de Chicago un voleur de voitures. À l'époque, comme tous les agents du Bureau, Edwin Shanahan n'a pas le droit de porter d'arme. Le voleur est armé et décharge son arme sur la poitrine de l'Agent spécial, qui décède. Edwin Shanahan est le premier agent du Bureau tué en service. J. Edgar Hoover ordonne à ses agents d'arrêter le tueur : « S'il s'en sort, leur dit-il, plus aucun d'entre nous n'est à l'abri. » Pour la première fois de l'histoire du Bureau, les Agents spéciaux font bloc. Ils travaillent d'arrache-pied, prennent sur leur temps de repos quand il le faut. Le tueur est arrêté, après trois mois de cavale, à Saint Louis. Pour arriver à leurs fins, les Agents spéciaux ont arpenté douze États et parcouru des milliers de kilomètres.

À l'époque, l'assassinat d'un agent du Bureau n'était pas considéré comme un crime fédéral. Les agents du BOI ne peuvent procéder eux-mêmes à l'arrestation, mais ils sont là quand la police de Saint Louis intervient. Pour la première fois de leur histoire, ils affichent un esprit de corps. De son côté, J. Edgar Hoover leur promet qu'il ne prendra pas de repos tant que le Congrès ne les aura pas autorisés à procéder à des arrestations et à être armés. Hoover s'engage aussi à se battre pour le vote d'une loi faisant de l'assassinat d'un agent un crime fédéral. Il lui faudra neuf ans pour tenir sa promesse. Au début de l'année 1932, les 388 agents du FBI ont encore une marge de manœuvre très limitée. Les lois fédérales ne leur accordent le droit d'intervenir que dans très peu de cas. Hoover piaffe d'impatience. Il a compris que, s'il veut agrandir son territoire, il va lui falloir en arracher la moindre parcelle des griffes des législateurs. Il attend une grande affaire criminelle pour forcer le passage.

L'affaire Lindbergh

Le 1er mars 1932 à 11 heures du soir, le superviseur de service au « Siège du Gouvernement » téléphone au domicile de J. Edgar Hoover sur la ligne directe spécialement installée pour les urgences. Charles Augustus Lindbergh Junior, le bébé de ving-deux mois du célèbre aviateur, a disparu

du domicile familial de Hopewell, dans le New Jersey. La police pense à un rapt. L'événement est d'importance : Charles Lindbergh est entré dans la légende après avoir été le premier homme à traverser l'Atlantique Nord par la voie des airs. L'enlèvement n'est pas un crime fédéral, et le Bureau n'a aucune raison de se mêler de l'affaire. Hoover n'a pourtant pas l'intention de rester les bras croisés. Il ordonne d'être tenu au courant des développements. À 1 heure du matin, son téléphone sonne à nouveau : une demande de rançon vient d'être découverte. Hoover appelle son chauffeur et retrouve ses directeurs au « Siège du Gouvernement ». Lors de la réunion, il est décidé d'offrir à la famille Lindbergh une aide « officieuse ». Le Bureau n'est pas le seul : de toute part, les offres de service affluent. William Donovan, vieil ennemi de Hoover, pointe son nez. Il vient de quitter le Département de la Justice pour retourner à son cabinet d'avocat. Il se présente chez l'aviateur et est poliment éconduit. Du fond de la prison où il vient d'être jeté après sa récente arrestation, Al Capone propose également ses services. Trois jours après l'enlèvement du bébé Lindbergh, Hoover se rend à son tour à Hopewell. L'aviateur refuse de le recevoir et l'envoie chez le chef de la police du New Jersey, Norman Schwartzkopf, père du futur général de l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak. C'est lui qui chapeaute l'enquête.

J. Edgar Hoover met sur l'affaire une équipe de vingt agents dirigés par Thomas Sisk, un enquêteur chevronné. Rapidement, les agents du Bureau s'aperçoivent qu'ils ne sont pas les bienvenus. Il y a déjà beaucoup de monde sur l'affaire. Les policiers locaux de New York et ceux du New Jersey s'entredéchirent. Chacun revendique le commandement des opérations, espérant en tirer une parcelle de gloire. Hoover ordonne à ses agents de suivre les moindres pistes, même les plus farfelues. L'Agent spécial Leon Turrou ne ménage ni son temps ni ses efforts. Courant avril, ses collègues et lui ont un « tuyau ». Ils se précipitent au domicile d'un couple d'origine italienne et s'emparent du bébé qui s'y trouve. Mais, avant de communiquer la bonne nouvelle à Hoover, Turrou a l'idée de soulever les couches du bébé : c'est une fille ! Si Turrou n'avait pas eu cette présence d'esprit, sa carrière eût été terminée, Hoover étant déjà prêt à annoncer l'heureux dénouement aux journaux américains.

Au matin du 2 mai 1932, les enquêteurs du Bureau apprennent par une indiscrétion qu'une rançon doit être versée le soir même au cimetière St. Raymond du Bronx. Turrou veut intervenir au nez et à la barbe de la police

new-yorkaise, qui a décidé de laisser faire. Hoover refuse et donne l'ordre à ses agents de ne pas bouger. « J'étais comme un type qui meurt de faim dans une camisole de force en face d'un banquet somptueux », écrira par la suite Leon Turrou dans ses mémoires. La rançon de 50 000 dollars est versée, mais le bébé ne sera jamais rendu vivant. Le 12 mai, son cadavre est découvert, enterré à une dizaine de kilomètres de la maison de l'aviateur. Il a sans doute été tué la nuit même de son enlèvement.

Seul un décret présidentiel aurait pu autoriser le Bureau à se charger de l'affaire et, jusqu'alors, le président Herbert Hoover s'y était toujours refusé. Au lendemain de la découverte du cadavre du bébé Lindbergh, Herbert Hoover lance toutes ses agences fédérales aux trousses du ou des assassins. Le Bureau affronte une forte concurrence : le Secret Service, le Federal Bureau of Narcotics du Département du Trésor, la police des gardes-côtes, l'Unité de renseignement du fisc (IRS), le Bureau de la prohibition, les Services d'inspection de la Poste et les Douanes. Il y a aussi la police du New Jersey et celle de New York, qui refusent de communiquer leurs dossiers aux agences fédérales.

J. Edgar Hoover décide de « kidnapper » l'affaire. Le Bureau inonde la presse de communiqués qui donnent l'impression qu'il est en charge du dossier. Le 22 juin 1932, le Congrès adopte une loi reconnaissant la compétence du Bureau dans les affaires d'enlèvements[3]. Le public en arrive à croire que le Bureau mène l'enquête. Mais, devant le peu de résultats, la presse finit par demander des comptes à J. Edgar Hoover.

Une vieille connaissance de Hoover brouille également les cartes. L'« étonnant » Gaston Means, viré avec pertes et fracas du Bureau, refait alors surface. Means est parvenu à convaincre la propriétaire du *Washington Post* qu'il est en contact avec les ravisseurs et qu'il se fait fort d'obtenir la libération de l'enfant, moyennant le versement d'une rançon de 100 000 dollars. Means empoche la somme avec, en plus, 4 000 dollars « pour ses frais ». Il est arrêté par ses anciens collègues au début du mois de mai 1932. J. Edgar Hoover assiste à son procès. Gaston Means l'interpelle : « Tu dois admettre que c'était une putain de bonne histoire ! » Means est condamné à quinze ans de prison. Du fond de sa cellule, à chaque grande affaire criminelle, il ne manquera pas de contacter Hoover en prétendant avoir des révélations à lui faire et en offrant ses services en échange de sa libération. Il mourra au bout de neuf années de détention.

En préparant l'argent de la rançon du bébé Lindbergh, Elmer Irey, le responsable des Affaires criminelles du Département de la Justice, a réparti le montant en billets de banque et en bons-or, et pris la précaution d'en relever les numéros. Depuis lors, il attend que les billets ou les bons refassent surface. En 1933, les États-Unis abandonnent l'étalon-or et prennent des mesures destinées à interdire la détention privée de métal jaune. Les Américains ne peuvent plus se servir que de billets ou de pièces de monnaie émis par la Banque fédérale. Les bons doivent être échangés contre des dollars. En avril et mai 1933, les ravisseurs commencent alors à écouler leurs bons dans des banques new-yorkaises. Mais les employés ne vérifient pas les numéros de série et, quand les autorités bancaires se rendent compte qu'elles ont en leur possession des bons provenant de la rançon, il est trop tard.

J. Edgar Hoover en profite pour arracher, le 19 octobre 1933, un décret présidentiel lui confiant la responsabilité de l'enquête. Tous les autres agents fédéraux sont priés de se retirer, à commencer par Elmer Irey qui est pourtant l'un des enquêteurs les plus au fait du dossier.

Le 15 septembre 1934, un automobiliste paie les cinq gallons de carburant qu'il vient de mettre dans son réservoir avec un des bons provenant de la rançon. Le pompiste a la présence d'esprit de relever l'immatriculation du véhicule au dos du bon. Trois jours plus tard, la banque qui s'apprête à encaisser le bon fait le lien avec l'argent de la rançon. La police remonte jusqu'à l'automobiliste : c'est un charpentier au chômage d'origine allemande, Bruno Richard Hauptmann. Dès lors, c'est à qui arrêtera le premier ce charpentier. J. Edgar Hoover demande qu'on le suive pour le coffrer en flagrant délit. La police fait mine d'accepter, mais se précipite pour arrêter Hauptmann. Curt Gentry, le biographe de Hoover, estime que, connaissant le penchant de celui-ci pour la publicité, la police new-yorkaise a préféré dégainer la première plutôt que de se voir brûler la politesse.

La police new-yorkaise a procédé à cette arrestation alors que Hauptmann circulait dans sa voiture, suivi par des agents du FBI. Les policiers refusent que les agents fédéraux participent à la fouille du suspect ou à celle de son véhicule. Les fédéraux protestent. Profitant de la confusion, l'Agent spécial Leon Turrou réussit à subtiliser dans le portefeuille de Bruno Hauptmann une liste de courses. Il l'envoie au laboratoire du FBI, qui se charge de comparer l'écriture de la liste aux

demandes de rançon. Puis Leon Turrou s'effondre à son bureau, ivre de sommeil. Quelques heures plus tard, le téléphone le réveille en sursaut. Au bout du fil, Charles Appel, le responsable du labo du FBI, qui le félicite : les écritures correspondent.

Informé, J. Edgar Hoover ne perd pas une seconde et saute dans le premier train pour New York. Il est sur place quand la police new-yorkaise procède à l'identification du suspect par la personne qui lui a remis la rançon dans un cimetière du Bronx, deux ans auparavant. Tout a été fait pour faciliter cette reconnaissance : dépenaillé, mal rasé, Hauptmann est placé au milieu de policiers en civil impeccablement vêtus et rasés de frais. Pourtant, à la grande déception des chefs de la police new-yorkaise et de Hoover, le témoin ne reconnaît pas Hauptmann. À la conférence de presse qui a lieu dans l'après-midi, Hoover et les chefs de la police annoncent qu'ils ont arrêté l'homme qui a touché l'argent de la rançon.

Dès lors, tout va se gâter. Une première perquisition au domicile de Hauptmann ne donne rien. J. Edgar Hoover insiste pour y envoyer ses agents. Ils trouvent dans une cachette aménagée dans un des murs du garage une partie de l'argent de la rançon : 1 830 dollars en bons du Trésor. Contretemps légal : la découverte a eu lieu en l'absence de l'occupant des lieux ; les agents du Bureau remettent donc les certificats en place et les redécouvrent en présence de Hauptmann… La découverte d'autres caches permet la saisie de près de 12 000 dollars supplémentaires. Hauptmann prétend que l'argent lui a été remis par une personne qui est décédée depuis. C'est plus qu'il n'en faut pour que le Département de la Justice renvoie Hauptmann devant les tribunaux. Reconnu coupable de l'assassinat du bébé Lindbergh, Hauptmann mourra sur la chaise électrique le 3 avril 1936. Pourtant, le doute subsiste…

Dès l'arrestation de Bruno Hauptmann, l'Agent spécial Leon Turrou fait part de son scepticisme à ses supérieurs. Hauptmann est sans doute mêlé au kidnapping du bébé Lindbergh, mais il n'est probablement qu'un comparse. Le témoin n'ayant pu reconnaître le charpentier, Turrou affirme que le dossier est « aussi solide qu'un château de cartes ». Turrou interroge le témoin, qui est certain que Hauptmann n'est pas l'homme à qui il a remis la rançon. Pourtant, lors du procès, le même témoin a reconnu formellement Hauptmann. « Ce procès est une farce ! » accuse Turrou. Hoover n'est pas loin de partager cet avis. Dans un rapport classé secret, il avoue son

scepticisme quant à certaines des preuves qui ont servi à faire condamner Hauptmann.

Mais l'image l'emporte sur le reste. La division chargée de façonner celle du Bureau, la « Crime Records », faisait bien son travail dans les années 1930. Aujourd'hui encore, l'affaire Lindbergh figure en bonne place dans la légende du Bureau et, soixante-quinze ans plus tard, les reliques de l'affaire – l'échelle employée lors de l'enlèvement, la chaise électrique qui a servi à l'exécution de Hauptmann – trônent au milieu des expositions commémorant un siècle de victoires du FBI.

Tueurs de gangsters

Washington, juillet 2008. Dernière icône vivante du Bureau des années 1930, Walter Walsh est un homme à part. Ce grand vieillard à la poignée de main exceptionnelle conserve une acuité visuelle rare pour son âge. Jusqu'à il y a peu, il était encore la meilleure gâchette des États-Unis et « coachait » l'équipe olympique américaine, se rendant régulièrement au polygone pour vider quelques chargeurs.

D'aussi loin qu'il se souvienne, Walter Walsh a toujours aimé tirer. Enfant, à la plus grande fureur de sa tante, il adorait dégommer les pinces à linge sur les fils avec des pistolets à bouchons ou à billes (*BB gun*). Avec le temps, son tir est devenu plus précis, et les cibles ont changé. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est à Guadalcanal au sein d'une des troupes de choc des marines (*Edison's Raider Battalion*) chargées de retarder l'avance japonaise. Un de ses compagnons d'armes se rappelle l'avoir vu abattre un sniper japonais avec son pistolet automatique 45. La cible vivante était à 80 mètres, dissimulée dans la frondaison d'un arbre ; il l'a eu du premier coup. Après un tel exploit, pas étonnant de le retrouver aux premiers Jeux olympiques de l'après-guerre, au sein de l'équipe américaine de tir. Il n'appartenait plus au Bureau : J. Edgar Hoover ne l'aurait jamais autorisé à participer aux compétitions, au nom du sacro-saint esprit de corps.

Au sein du Bureau, Walsh est une légende vivante. On peut le croiser aux déjeuners que d'anciens du FBI organisent dans des brasseries virginiennes. Le 18 juillet 2008, il était une des vedettes de la fête qui rassembla à Washington plus de 2 000 personnes venues célébrer les cent ans du Bureau. Né un an avant le FBI, Walter Walsh est en bonne forme.

S’il connaît les problèmes de son grand âge, ceux-ci sont gérables. Le corps a certes du mal à suivre, mais il ne comprend pas pourquoi sa famille lui interdit de conduire une voiture. L’esprit demeure lucide, en dépit de problèmes de chronologie : normal, son horloge est restée bloquée sur les années 1930.

Quand on lui parle de son plus haut fait d’armes, survenu il y a près de quatre-vingts ans dans le Maine, à Bangor, son visage s’illumine et il dit en riant : « Bang-bang, Bangor ! »

À Bangor, on n’a pas oublié l’événement. Une plaque commémore le jour où la grand-rue est devenue rouge sang. De temps à autre, pour la plus grande joie des touristes en goguette, des acteurs en costume rejouent l’OK Corral de Bangor, la dernière grande scène de chasse de G-men au pays des gangsters. Ce jour-là, en octobre 1937, Walter Walsh et ses collègues affrontent la bande d’Al Brady. Al Brady, c’est 200 hold-up, 4 assassinats et diverses évasions. Brady et ses hommes ont été repérés par un employé d’une boutique de sport à qui ils ont passé commande d’une mitraillette. Quand Brady vient chercher sa commande, Walsh occupe la place de l’employé. S’ensuit une fusillade au cours de laquelle, bien que grièvement blessé à la poitrine, le G-man trouve la force d’abattre un des gangsters avant de s’effondrer. Au-dehors, les autres membres de la bande tombent sous les balles des agents fédéraux.

Walter Walsh termine ses études dans l’Amérique du krach boursier et de la prohibition. Les journaux d’alors prennent volontiers fait et cause pour les criminels et leurs crimes. Au début des années 1930, une vague de violences sans précédent balaie les États-Unis. Chicago est encore la chasse gardée d’un gangster nommé Alfonso Capone, dit Al. Le cœur du public bat pour de nouveaux héros. Ils s’appellent John Dillinger, Alvin Karpis, « Machine Gun » Kelly, « Pretty Boy » Floyd, « Baby Face » Nelson ou « Ma » Barker. Certains voient en eux les Robins des bois d’une Amérique au bord du dépôt de bilan. Ils ne prennent pas aux riches pour donner aux pauvres, mais quand ils dévalisent une banque, il leur arrive de brûler les dossiers hypothécaires qui empoisonnent la vie de millions d’Américains ruinés.

Le système judiciaire américain est trop complexe et trop dispersé pour réagir avec force et efficacité. Les gangsters se rient des frontières entre États. Les polices locales et d’État n’ont pas autorité pour agir hors de leurs territoires. À la Maison-Blanche, le président Herbert Hoover est

dépassé par la crise économique. La victoire de Franklin Roosevelt aux élections de 1932 change la donne. Au début, J. Edgar Hoover a chaud, très chaud, même… Le nouveau Procureur général, Thomas Nash, a juré d'avoir sa tête, et semble bien parti pour l'obtenir. Mais Nash meurt alors qu'il se rend à la cérémonie d'inauguration du nouveau président. Son remplaçant, Homer Cummings, rêve d'une police nationale ; il parle d'un « Scotland Yard à l'américaine », impensable aux États-Unis. Le Procureur général dispose pourtant déjà d'un instrument de lutte, le FBI. De son côté, J. Edgar Hoover attend son heure et ronge son frein. Il réclame l'autorisation d'intervenir face à ce qu'il qualifie de « défi à la loi et à la civilisation tout entière ».

Le 17 juin 1933, les policiers et agents chargés de conduire le pilleur de banques Frank « Jelly » Nash au pénitencier de Leavenworth tombent dans une embuscade à la gare de Kansas City. Au cours de la fusillade, trois policiers et un agent du Bureau sont tués sans doute accidentellement par un des leurs. Hoover en profite pour réclamer justice. Le Congrès adopte une série de lois qui renforcent la compétence du Bureau dans les dossiers de gangstérisme, et lui accordent plus de moyens financiers. Les agents en service ont désormais le droit de porter des armes. Ils ne vont pas se gêner pour s'en servir…

Le Bureau remporte sa première victoire en arrêtant George « Machine Gun » Kelly et sa femme, accusés d'avoir enlevé le magnat du pétrole Charles Urschel (libéré contre une rançon de 200 000 dollars). Une arrestation en douceur : en se rendant, le gangster dit aux agents fédéraux : « Je vous attendais. » Mais le public veut du sang. Des publicitaires embauchés par Hoover forgent une autre version et mettent dans la bouche d'un « Machine Gun » Kelly terrifié face aux agents du Bureau ces mots devenus historiques : « Ne tirez pas, G-men ! »

Le public adore la formule. On bricole une histoire qui tient plus ou moins la route : « G-men » serait une expression en vogue dans le milieu des gangsters pour désigner les « hommes du gouvernement », les *Government men*. On peut préférer une explication plus exotique, avancée par des historiens : le terme est emprunté aux séparatistes irlandais qui désignaient ainsi les infiltrés du département G de la police de Dublin.

Walter Walsh rejoint le Bureau en 1934 pour satisfaire son « goût de l'action ». Il rêve de faire des « cartons » sur les gangsters. Tous les agents qu'il connaît sont des tireurs hors pair. En ce temps-là, les G-men ne se

posent pas trop de questions avant de se servir de leur arme. Ils tirent un peu comme ils respirent. Comme toutes les jeunes recrues du Bureau, Walter Walsh a droit à un discours paternaliste et à une poignée de main du directeur. J. Edgar Hoover ignore qu'il vient d'embaucher la meilleure gâchette de l'histoire du Bureau.

Le moment est bien choisi. Le Procureur général, Cummings, vient de créer la super-prison pour gangsters d'Alcatraz. Le 19 avril 1934, il promulgue un programme anti-crime en douze points. Ce programme fait du Bureau une agence dédiée à la lutte contre le crime et les violences sur tout le territoire des États-Unis. Les agents ont enfin le droit de porter des armes et de procéder à des arrestations. Un an plus tard, le Bureau adopte le sigle « FBI ». Mais, pour son image, il a encore besoin d'une victoire éclatante sur les gangsters.

1933 : J. Edgar Hoover lance Melvin Purvis, le meilleur de ses hommes, aux trousses de John Dillinger. Le gangster est déjà une légende. Les quotidiens consacrent leur une aux faits d'armes de sa bande, qui rejoint celle des frères Jesse et Frank James au panthéon des pilleurs de banques. John Dillinger vient juste de s'évader de la prison de Crown Point, Indiana, après avoir transformé l'endroit en un véritable cirque médiatique et posé une nouvelle fois pour la postérité devant les photographes venus de tous les États-Unis. Dillinger s'est fait la belle en menaçant le shérif d'un pistolet grossièrement bricolé à partir d'une vieille planche en bois. À bord de l'automobile du shérif, il franchit la frontière de l'État de l'Illinois. Il vient de violer le *Dyer Act* de 1919 qui autorise le Bureau à intervenir quand une affaire de vol de voiture concerne différents États. Fort de sa « juridiction » en la matière, le FBI se joint à la chasse à l'homme. Hoover confie sa meute à son protégé, le SAC du bureau de Chicago, Melvin Purvis. Il lui écrit : « Mon garçon, arrête Dillinger pour moi, et le monde t'appartient. » Melvin Purvis y croit. Le 22 juillet 1934, à la fin de la séance de 20 heures de *Manhattan Melodrama*, qui a pour vedette Clark Gable, devant le cinéma Biograph de Chicago, Purvis et ses hommes abattent John Dillinger. Quelques heures plus tard, le Procureur général le qualifiera de « super-policier au service de la nation », et il n'y en aura que pour lui dans les journaux.

Enivré, Purvis dirige la traque des hommes de Dillinger. Il abat Baby Face Nelson, un tueur de flics. Les journaux titrent : « Une fois encore,

Melvin Purvis triomphe ! » Bientôt, l'agent figure en deuxième place dans les sondages de popularité, talonnant un Franklin Delano Roosevelt pourtant auréolé de la réussite annoncée de son New Deal, et loin devant J. Edgar Hoover.

Melvin Purvis a besoin de tireurs d'élite. À Quantico, au polygone de tir, il est un jeune prodige qui fait mouche à tous les coups : Walter Walsh. À tireur exceptionnel, mission exceptionnelle. Au lieu de faire ses classes dans un quelconque bureau, Walsh rejoint à Chicago l'équipe de l'enfant chéri du FBI.

Après avoir décimé la bande de Dillinger, Melvin Purvis s'attaque à un autre gang, celui de Karpis-Barker que l'on dit, sans doute à tort, dirigé par une femme, Ma Barker, *alias* « Bloody Mamma ». Un informateur a balancé l'un des membres de la bande, Arthur Barker, dit « Doc », un des sept enfants de Ma. Il se planque dans un appartement, près du lac Michigan, en compagnie de sa petite amie, reconnaissable à son manteau de renard rouge. Les agents investissent les lieux. Purvis place ses hommes. Walsh et ses collègues sont sur leurs gardes. Doc Barker n'est pas un tendre, c'est un tueur. Walsh a sorti son 357 Magnum de prédilection… De leur planque, les agents du FBI voient d'abord sortir la femme au manteau rouge, puis Doc. Alors qu'ils sont prêts à faire feu, Doc se rend. Il n'est pas armé. Quand un des agents lui demande où sont ses armes, il répond : « Chez moi, ça n'est pas un putain d'endroit où les entreposer… »

Il vient d'échapper à la mort. Ce ne sera pas le cas de Ma Barker, abattue un an plus tard par une autre équipe du FBI à l'issue d'une fameuse fusillade.

Il reste encore à neutraliser un dernier membre de la bande, Alvin Karpis. Melvin Purvis rassemble ses hommes. L'équipe est prête à passer à l'action, mais elle n'en aura pas l'occasion.

Le patron du FBI, on l'aura compris, l'a plutôt mauvaise. Il entreprend dès lors de déboulonner la statue de Purvis. Il envoie sa police interne passer au crible le bureau de Chicago avec mission de relever toutes les violations du règlement intérieur du FBI. Il n'y a que l'embarras du choix : les règles internes au Bureau sont trop complexes et trop nombreuses pour ne pas être violées quotidiennement par les agents. La légende veut que, avant de partir en chasse, les inspecteurs demandaient à leurs supérieurs combien de violations ils étaient censés relever. Un an plus tard, Melvin Purvis quitte le Bureau.

Aujourd'hui encore, certains parmi les agents ou anciens agents du FBI donnent raison à J. Edgar Hoover. Le père des *profilers*, Howard Teten, est de ceux-là. Entre autres fonctions, il a occupé celle d'instructeur de tir à l'arme à feu à l'académie du FBI : « Hoover ne voulait pas que ses agents participent à des tournois d'armes à feu, explique Teten. Une organisation comme le FBI n'a nul besoin de champions. Ils doivent être anonymes : ainsi, le public pense que tous les agents sont des champions… Il s'agit d'accroître le prestige du Bureau au détriment des individus. »

L'image du Bureau

Sarasota, avril 2008. Sur la côte ouest de la Floride, face au golfe du Mexique, entre terrains de golf et marécages, dans l'Amérique des centres commerciaux et du confort, se trouve une grande maison de retraite de luxe. Les bâtiments de la résidence occupent plusieurs hectares. Au centre, une sorte de club avec bibliothèque, salle de cinéma et auditorium accueille, pour leurs loisirs, des pensionnaires triés sur le volet. Ici, les anciens ambassadeurs côtoient les hommes politiques et les hauts fonctionnaires finissants. Tous ne sont plus que pour avoir été. Parmi eux, un vieil homme très digne, oublié de toutes les histoires du FBI, alors qu'il a marqué à jamais de son empreinte la vie du Bureau pendant deux décennies.

À l'âge de quatre-vingts ans, Neil Welch est sur la « liste rouge » des acteurs de l'histoire du FBI. Son nom ne figure pas dans les index des ouvrages consacrés au Bureau, les moteurs de recherche d'Internet l'ignorent. Son livre de souvenirs (*Inside Hoover's FBI*) n'est pratiquement pas référencé dans les bibliothèques. Toutes les éditions sont épuisées. Son rôle s'efface de la mémoire des agents et c'est quasi par hasard que nous avons croisé la piste de ce géant du FBI, héros des combats contre le Ku Klux Klan et pionnier de la lutte contre le crime organisé. Le Bureau n'est pas tendre pour les francs-tireurs ni pour ceux qui se retrouvent sous les feux de l'actualité, fût-ce à leur corps défendant. Neil Welch appartient à ces deux catégories.

Par une curieuse ironie du sort, l'histoire d'amour contrariée de Neil Welch avec le Bureau est placée dès le début sous le signe de Melvin Purvis, qui fut lui aussi victime de sa célébrité. Issu d'une famille d'immigrants irlandais, Neil Welch a été élevé dans la pauvreté : « On ne

savait pas qu'on était pauvre, tout simplement parce que tout le monde l'était et que personne ne nous l'avait dit », explique-t-il. Les distractions étaient rares et se résumaient à l'appartenance à l'un des clubs les plus populaires des années 1930, les Junior G-men, qui rassemblait dans tous les États-Unis des milliers de gamins dont l'ambition était de ressembler à leur héros, le prince des G-men, l'Agent spécial Melvin Purvis.

Qui n'a pas vécu dans l'Amérique des années 1930 ne peut mesurer l'importance des clubs Junior G-men de Melvin Purvis, qui essaiment dans les grandes métropoles des États-Unis et du Canada. Rassemblant plus de 260 000 enfants, ils font de l'ombre aux associations de boy-scouts. À son départ du Bureau, et après un court passage à Hollywood, Melvin Purvis anime à partir de 1936 une émission de radio à destination des enfants et des adolescents appelée « Junior G-men ». Purvis est un héros national. La culture populaire s'empare des agents du FBI et fait sienne l'expression forgée par un gangster pour les désigner, « G-men » ou « hommes du gouvernement ». Un nouveau héros est né : c'est un personnage de bande dessinée baptisé Dick Tracy, dont Melvin Purvis est le modèle.

L'émission de radio « Junior G-men » est un triomphe. Elle donne lieu à des déclinaisons littéraires, puis cinématographiques. Convaincus de participer à une croisade contre le crime, les milliers de jeunes auditeurs membres des clubs reçoivent des badges, des manuels d'agents secrets. Le visage de Melvin Purvis est sur tous les paquets de céréales Post Toasties, qui offrent aux enfants gourmands des panoplies d'agents du FBI. C'est encore mieux que de jouer aux cow-boys et aux Indiens. Garçonnets et fillettes s'enrôlent en masse dans les « patrouilles Loi et Ordre » lancées par les clubs Junior G-men. Ils reçoivent des cartes d'« opérateurs secrets ». À l'époque, Neil Welch adhérait fièrement au slogan des clubs animés par Purvis : « Mieux vaut construire des garçons que de réparer des hommes. »

Une fois sa gloire éphémère passée, Melvin Purvis tente de travailler à nouveau pour le gouvernement. En vain. La famille Purvis affirme que Hoover, poursuivant de sa vindicte son ancien protégé, lui aurait fermé une à une toutes les portes. L'histoire de Melvin Purvis se terminera comme elle a commencé, dans le sang : en 1960, il se tirera une balle dans la tête avec l'arme qui lui avait servi à abattre les hommes de John Dillinger. Quelque vingt-cinq ans plus tard, il aura ainsi rejoint l'ennemi public numéro un dans la mort, après avoir maudit une dernière fois J. Edgar Hoover.

Quand Neil Welch se rend pour la première fois au « Siège du Gouvernement », il contemple avec émotion un trophée qui trône à l'entrée du bureau de J. Edgar Hoover : « C'est une figure sans yeux, explique Neil Welch, juste deux orbites vides. C'est un masque de plâtre blanc, on pourrait croire à une œuvre d'art ou à quelque ornement. Mais les yeux vides disent le contraire : cette figure est réelle, mais aussi, de manière inquiétante, tout à la fois réelle et irréelle. Le masque macabre a été réalisé en jetant du plâtre mouillé sur la figure de John Dillinger après que cinq agents du FBI l'eurent tué, en 1934. Ce regard froid a dominé l'antichambre officielle de J. Edgar Hoover pendant les quarante années suivantes. Il mettait les visiteurs mal à l'aise. Comme la fameuse affiche de recrutement de l'Oncle Sam, ses yeux sans vie regardaient partout en même temps, voyaient tout, et les visiteurs les sentaient constamment sur eux alors qu'ils se déplaçaient dans la pièce. Un médecin de Baltimore, sans doute effrayé par la mort, écrivit à Hoover qu'il admirait le FBI, mais qu'il trouvait morbide ce masque mortuaire de Dillinger. Il suggérait de l'enlever. Furieux, Hoover fit tout le contraire : il garda le masque et plaça le docteur sur sa liste noire ! » Neil Welch poursuit avec humour : « Hoover n'aurait jamais admis de s'en séparer. Dillinger ornait son mur pour la même raison que Lénine reposait dans son mausolée à Moscou. Les deux hommes étaient morts, mais ceux qui dirigeaient les institutions qui leur avaient survécu savaient que leur crédibilité dépendait de la mémoire du public (il fallait qu'on se souvienne de la vie des deux hommes) et des preuves de leur existence. Depuis l'époque des *Palmer raids*, Hoover avait compris que son importance était fonction de celle de ses ennemis. »

À partir de 1933, J. Edgar Hoover reçoit régulièrement deux journalistes amis du Bureau, Rex Collier, du *Washington Star*, et Courtney Ryley Cooper, d'*American Magazine*. Ils ont accès à certains dossiers du Bureau concernant les grandes affaires criminelles. Seule condition : leurs écrits doivent être approuvés par le Bureau. À la demande de Hoover, Rex Collier réécrit l'histoire de la traque et de la fin de John Dillinger ; il efface le rôle de Purvis et en attribue tout le mérite à Sam Cowley, un autre agent tué depuis lors, au cours d'une fusillade. De 1933 à 1940, Courtney Ryley Cooper chante les exploits du Bureau en vingt-quatre longs articles, trois livres (dont un signé par Hoover, *Persons in Hiding*) et quatre films.

J. Edgar Hoover a très tôt compris que le cinéma pouvait constituer un formidable outil de propagande. Le 28 août 1922, alors qu'il a encore pour patron J. Burns, il reçoit un rapport rédigé par un agent de Los Angeles indiquant que « de nombreuses stars de cinéma jouent un rôle de plus en plus actif » dans la « mouvance rouge » aux États-Unis. Il semble que les acteurs glissent même de la « propagande communiste » dans les films. Hoover ouvre une enquête sur les stars visées par le Bureau, entre autres Charlie Chaplin qui devient l'une de ses bêtes noires.

Peu après les débuts du parlant, une vague de violence a envahi les écrans américains. Hollywood met en scène la saga des gangsters. Ceux-ci incarnent le désespoir d'un peuple en pleine dépression économique et désagrégation culturelle. Les *gangsters movies* ne connaissent ni police ni justice. Le premier d'entre eux, *Little Caesar* (1930), avec Edward J. Robinson dans le rôle d'Enrico Bandello (pour ne pas dire Al Capone), est un triomphe. Il est suivi de dizaines d'autres films[4]. L'Association internationale des chefs de police, l'IACP, est indignée. Les organisations religieuses aussi. Hollywood capitule : les films de gangsters ont vécu. À partir de 1935, les G-men prennent la place et deviennent les nouveaux héros de celluloïd des Américains. À la grande satisfaction de l'IACP, qui note : « Les films de gangsters qui étaient favorables aux criminels ont été remplacés par les films de G-men qui incitent le public à applaudir aux efforts de la police. » En 1935, huit films à la gloire des G-men triomphent sur les écrans américains. En tête du box-office, *G-men*, une sorte de *gangster movie* à l'envers. Parmi les titres les plus plébiscités, *Public Enemy Number One* (1935), *Let'm have it* (1935), *Show them no Mercy* (1935), *Public Enemy's Wife* (1936), *Special Investigator* (1936). Pour la publicité de *Public Enemy's Wife*, J. Edgar Hoover se fait photographier serrant la main de la star du film. Les producteurs soulignent que les spectateurs participent à la lutte du FBI contre la criminalité. Parfois, le public est même invité à se prêter à une séance de relevé d'empreintes digitales.

En 1935, sur les conseils de Courtney Ryley Cooper, J. Edgar Hoover dote le Bureau d'un véritable instrument de communication, la « Crime Records Division ». Le FBI dispose enfin d'un moyen de clamer ses exploits à la planète entière. La Crime Records Division a ses propres publications (des brochures, des livres, des revues) et son influence se fait sentir sur les films, les émissions de radio et les articles de journaux

consacrés au Bureau. Hoover nomme à sa tête un de ses plus proches collaborateurs, Louis B. Nichols, qui sera remplacé à sa retraite par Cartha DeLoach. Et ça marche ! La Crime Records devient même la division la plus importante du Bureau.

La révolution ne serait pas complète si le Bureau of Investigation ne changeait pas de nom. Après tout, John Edgar Hoover a bien changé son prénom en « J. Edgar » pour être mieux identifié. J. Edgar veut en outre symboliser une rupture avec un passé trop marqué par la corruption et les malversations. Il est temps de montrer que l'ère Burns, Gaston Means et compagnie est terminée. Hoover demande à ses assistants de lui soumettre des propositions, spécifiant qu'il souhaite que le nom comporte des initiales facilement identifiables. Edward Tamm suggère « Federal Bureau of Investigation », ou FBI. Au début, Hoover est sceptique, mais il accepte quand Edward Tamm lui explique que le sigle peut aussi signifier « Fidelity, Bravery, Integrity » (Fidélité, Bravoure, Intégrité), trois piliers du rituel maçonnique nord-américain. La loge maçonnique que Hoover a fondée à l'intérieur du FBI ne porte-t-elle pas le nom de Fidélité ?

J. Edgar Hoover et Clyde Tolson

Anacostia River, juillet 2008. Dans un des quartiers les plus pourris d'une des métropoles les plus violentes des États-Unis, Washington, non loin de la rivière Anacostia, à portée de tir d'une prison de haute sécurité dont le vent charrie alentour les bruits métalliques, se trouve un cimetière réputé pour être un des derniers à accepter que les chiens y vagabondent en liberté au milieu des pierres tombales. La plus surprenante d'entre elles affiche l'épitaphe suivante : « Quand j'étais soldat, on m'a donné une médaille pour avoir tué deux hommes, et l'on m'a chassé pour en avoir aimé un autre. » Ci-gît une icône gay, l'ex-sergent Leonard Matlovitch, vétéran du Vietnam bardé de décorations, mais viré de l'US Army pour avoir revendiqué trop haut et fort ses préférences sexuelles.

Un endroit charmant, en dépit du quartier. La communauté gay de San Francisco voudrait le racheter pour en faire le premier cimetière homosexuel des États-Unis, sans trop se soucier des hôtes actuels du lieu. Sont enterrés ici sénateurs, membres du Congrès, architectes, vétérans de la guerre du Mexique ; on y trouve aussi un chef indien, le secrétaire

particulier de Thomas Jefferson, le comparse de l'assassin de Lincoln. Mais toutes ces figures sont de peu de poids à côté de Leonard Matlovitch, dont les restes justifient les visées gays san-franciscaines.

Éloignons-nous de quelques pas et remontons la rangée d'une dizaine de tombes. Défendue par une grille aux armes du Département de la Justice, une pierre tombale marque la dernière demeure de J. Edgar Hoover. Non loin de là repose aussi Clyde Tolson, directeur associé du FBI.

Amusant : Hoover et Tolson sont les Roux et Combaluzier, voire les Roméo et Juliette, de la lutte contre le crime. La rumeur en a fait des amants : elle est increvable. Mais annoncer une enquête sur cette police vieille de plus d'un siècle oblige à prendre en compte la « femme en rouge », surnom donné à Hoover en référence à ses tendances supposées à jouer les *drag queens* avant l'heure… Retrouver Hoover et Tolson voisins dans la mort pratiquement aux côtés d'un des pionniers de la cause homosexuelle, en un haut lieu de la cause gay, aurait de quoi faire rêver, si la réalité n'était, à son habitude, un tantinet plus retorse…

Cartha DeLoach a longuement enquêté sur les rumeurs courant sur l'homosexualité supposée de son boss. Quand Cartha évoquait à mots couverts le thème du mariage, J. Edgar Hoover lui disait : « Les gens me demandent pourquoi je ne me suis jamais marié. Je suis sorti avec des femmes, j'en ai connu. Mais si je m'étais marié à la mauvaise femme, ma carrière aurait été ruinée. Et je ne pouvais pas me faire à cette idée. Je suis marié à ma carrière, et je le serai toujours. » Quand il était particulièrement en verve, Hoover se laissait aller à des explications plus inquiétantes, justifiant son célibat par le fait que « Dieu a créé des femmes comme Eleanor Roosevelt ». J. Edgar Hoover haïssait l'épouse du président Franklin Delano Roosevelt parce qu'elle aimait trop les Noirs et les communistes.

Comme pour se rassurer, DeLoach énumère les conquêtes de son boss : la star du cinéma muet Dorothy Lamour, ou encore Lela Rogers, mère de l'actrice Ginger Rogers. DeLoach sait qu'il n'est de meilleur sujet de cancans, dans un Washington prude, bigot et hypocrite, qu'un homme redouté de tous, célibataire ayant vécu chez sa mère jusqu'à la mort de cette dernière en 1938, qui a forgé une organisation uniquement masculine (les femmes n'ont eu droit de devenir agent spécial qu'à la mort de J. Edgar) et qui ne s'affiche qu'avec son plus proche collaborateur, Clyde Tolson.

Physiquement, Clyde Tolson, grand, fort et beau, est l'anti-Hoover. Originaire du Missouri, il débarque au Bureau en 1928, frais émoulu de l'université George Washington, avec en poche un diplôme de droit, tout comme J. Edgar onze ans plus tôt. Tolson est son cadet de cinq ans. Entre les deux hommes, le courant passe, et Tolson devient le collaborateur de Hoover. Plus proche que nul ne le sera jamais. En un temps record, il est le numéro deux du Bureau. Désormais, il va là où va son patron. Chaque matin, les deux hommes se rendent au bureau ensemble ; ils travaillent, mangent, voyagent et partent en vacances ensemble.

Il y a une photo prise en légère contre-plongée dans ce qui ressemble à un patio. En arrière-plan, on devine des palmiers et un parasol, c'est les vacances. Clyde Tolson est assis de trois quarts sur la margelle de ce qui pourrait être un bassin. Il est habillé sport chic : un pull clair à même la peau, un pantalon sans doute en lin. Il a pris nonchalamment appui sur sa main gauche ; son bras droit tombe sur son genou droit. Une pose de séducteur, à la limite du langoureux. Face à lui, un J. Edgar rayonnant, lui aussi vêtu façon Miami années 1930, armé d'un appareil photo. Un cliché peu banal pour un drôle de duo. On hésite à dire que la pose fait maniéré. Elle étonne, car on ne s'attend pas à voir un directeur du FBI et son numéro deux posant ainsi. Il y a dans l'attitude des deux hommes beaucoup d'affection. Trop, pour deux des hommes les plus puissants de Washington. Elle témoigne d'une relation complexe, décrite par certains historiens comme une sorte de « mariage » entre deux célibataires endurcis. Mariage sans doute jamais consommé. De leurs étreintes improbables naît toutefois un beau bébé, la plus célèbre des polices de la planète : le FBI.

Que cache cette relation « particulière » ? Qu'était Tolson pour Hoover ? Son *alter ego* ? Son confident ? Peut-être même parfois le vrai dirigeant du FBI, mais pas plus, si l'on en croit Cartha DeLoach. « Clyde était d'excellente compagnie les dimanches de pluie, explique-t-il. Mais je doute qu'il ait jamais été un ami très proche de Hoover. Il était très utile au Directeur. C'était un homme essentiel au management du Bureau. Clyde Tolson a passé près de quarante ans aux côtés de Hoover. Il le connaissait un peu mieux que moi, mieux que personne. Tolson était un parfait subordonné, un confident aux lèvres scellées, un bon compagnon pour aller aux courses ou au combat de boxe à Madison Square Garden… »

Le 30 avril 1936, Tolson se trouve aux côtés de Hoover dans l'avion spécialement affrété par le FBI pour les conduire à l'aéroport Lakefront de

La Nouvelle-Orléans, où doit avoir lieu une importante opération de relations publiques : l'arrestation de l'ennemi public numéro un, Alvin Karpis, un des derniers survivants de la bande de Ma Barker. « Karpis, raconte DeLoach, envoyait régulièrement des cartes postales et des lettres à J. Edgar Hoover. Le courrier était posté depuis les lieux mêmes de ses hold-up. Karpis se moquait des agents du FBI lancés à ses trousses. Il défiait souvent Hoover en duel, le menaçant de l'abattre personnellement avec son arme. »

Le défi tombe à point pour J. Edgar Hoover. En mars 1936, lors des auditions d'une commission sénatoriale, il a dû reconnaître qu'il n'avait lui-même jamais arrêté personne en près de vingt ans de carrière. Le directeur du FBI sort furieux de son audition, bien décidé à effacer les sourires goguenards des sénateurs. Peu après, le FBI a un tuyau : Karpis se trouve du côté de Hot Springs, dans l'Arkansas. J. Edgar affrète un avion et s'envole en compagnie de son ombre, Clyde Tolson, et de son chargé de communication en chef, Louis B. Nichols, à la rencontre de l'ennemi public numéro un. Ils arrivent trop tard : Karpis s'est envolé. Quelques semaines plus tard, nouveau tuyau : Karpis est à La Nouvelle-Orléans. Sur place, Hoover prend la tête des agents du FBI chargés de l'appréhender : « Je veux l'arrêter moi-même », leur dit-il.

Hoover et ses hommes planquent devant le refuge de Karpis. Le gangster sort. Les agents dégainent et s'apprêtent à bondir. Arrive une famille avec enfants. Les G-men reculent. Karpis s'éloigne. La famille disparaît. Survient un policier à cheval qui poursuit nonchalamment sa route. Les agents du FBI attendent qu'il soit parti pour se précipiter sur les traces de Karpis. Ils l'arrêtent peu après. Le directeur du FBI les rejoint.

Reconnaissant le directeur du FBI, Karpis s'écrie : « Tu m'as eu, Edgar ! »

Sans doute troublés par la présence de leur directeur, les agents ont tous oublié leurs menottes. Les mains de Karpis sont liées avec une cravate. Il est poussé dans une voiture du Bureau. Hoover prend place devant. La voiture s'éloigne.

Au bout d'un quart d'heure, Hoover a l'impression que le véhicule tourne en rond.

« On est déjà passé par là, remarque-t-il. Vous ne savez pas où vous allez ? »

Le conducteur est bien forcé de reconnaître qu'il s'est perdu.

« Quelqu'un sait-il où se trouve le bureau du FBI ? demande Hoover à la cantonade.

– À côté du bureau de poste.

– Et le bureau de poste ? »

Silence, puis Karpis se racle la gorge et lâche :

« Quel bureau de poste, l'ancien ou le nouveau ?

– L'ancien.

– Alors, dit l'ennemi public numéro un, prenez à gauche au prochain feu, puis, trois blocs plus loin, encore à gauche, et vous y êtes.

– Vous connaissez bien la ville, Alvin ! le complimente Hoover.

– Pas du tout, mais j'avais déjà repéré les lieux ; je comptais les attaquer ! »

Hoover a pris goût à l'action… Impossible, dès lors, de le faire rester derrière son bureau. En mai 1936, il coffre un ancien complice de Karpis. « C'est moi qui l'ai arrêté, déclare-t-il à la presse, mais ç'a été un travail collectif. »

Huit mois plus tard, de retour à New York, il apprend que ses agents ont coincé un couple de braqueurs dans un appartement du West Side. Il laisse tomber ce qu'il était en train de faire et, accompagné de Clyde Tolson, il se précipite sur les lieux du siège et donne l'ordre d'ouvrir le feu. Dans l'appartement, l'explosion d'une grenade lacrymogène a provoqué un début d'incendie. Arrivés sur place, les pompiers sont contenus par les hommes de J. Edgar Hoover jusqu'à la reddition du couple. La presse adore…

Dans la foulée, Hoover et Tolson descendent en Floride où, depuis une suite d'un hôtel de luxe, ils dirigent des rafles « contre le vice ». La presse se gausse…

À New York, les journaux surnomment J. Edgar Hoover le « détective du Storke Club », par référence au night-club qu'il fréquente. Situé à l'est de la 5^{e} Avenue, 3 East 53^{e} Rue, le club est une institution new-yorkaise lancée en 1933 par un ex-bootlegger, Sherman Billingsley. J. Edgar Hoover y a sa table. Le « Premier ministre » de la Mafia, Frank Costello, aussi. Les deux hommes s'observent ; bientôt ils se croiseront en d'autres hauts lieux de la vie new-yorkaise, alimentant la chronique mondaine. D'autres ennemis de J. Edgar Hoover – mais déclarés, ceux-là – fréquentent aussi régulièrement l'endroit. Parmi eux, deux personnalités surveillées par le

FBI en tant que « communistes » : Ernest Hemingway et Charlie Chaplin. Le Directeur y croise les Kennedy, Gloria Vanderbilt, les Roosevelt. Il lui arrive de parler affaires dans la partie « privée » du lieu, la « Cub Room », dont l'accès est étroitement contrôlé par un portier surnommé Saint-Pierre.

Parfois, J. Edgar Hoover se fait prendre en photo au Storke Club en tenue de soirée, un chapeau de papier sur la tête, mains en l'air, faisant mine d'être arrêté par des stars comme la toute jeune Shirley Temple. Il fait même preuve d'une rare inconscience. Un 1er janvier particulièrement joyeux, alors qu'il fête à son habitude son propre anniversaire et le Premier de l'an, il accepte la proposition faite par ses amis Walter Winchell et Sherman Billingsley de poser, pour une photo, en train d'arrêter un convive. Hoover regarde dans la salle et repère à une table voisine un individu à la mine patibulaire. Lequel décline et s'en va sans demander son reste. Walter Winchell et Sherman Billingsley poussent un soupir de soulagement. Contrairement au directeur du FBI, ils ont reconnu l'individu : c'est un tueur de la Mafia poursuivi pour extorsion de fonds et pour s'être fait passer pour… un agent du FBI ! Finalement, c'est le champion de boxe James Braddock qui posera pour la photo.

Premières armes contre les nazis

Février 1938 : J. Edgar Hoover hérite d'une très grosse affaire d'espionnage, sans doute la plus importante aux États-Unis depuis la Première Guerre mondiale. Elle aurait dû être traitée par le Département d'État ou par celui de la Guerre. Mais ils n'en voulaient pas et ont repassé le dossier à Hoover, qui a été contraint de l'accepter.

Depuis 1917, le Bureau a son mot à dire en matière de contre-espionnage. Au début, ses enquêtes étaient limitées et sujettes à l'appréciation du Département d'État. En 1936, l'administration Roosevelt autorise le Bureau à enquêter à sa guise sur les réseaux communistes, fascistes et nazis implantés aux États-Unis. Le FBI n'a pour ainsi dire pas d'expérience en la matière, et ne dispose pas d'enquêteurs spécialisés dans le contre-espionnage.

J. Edgar Hoover confie le dossier à Leon Turrou, considéré alors comme le meilleur de ses agents. Après s'être distingué dans l'affaire de l'enlèvement du bébé de l'aviateur Charles Lindbergh, Leon Turrou a

travaillé sur un des dossiers les plus emblématiques du Bureau : le massacre de Kansas City, au cours duquel un agent fédéral a trouvé la mort. Dans la foulée, Turrou a enquêté avec succès sur une tentative de sabotage visant un dirigeable. Cerise sur le gâteau, il parle plusieurs langues, dont l'allemand.

Leon Turrou commence par interroger un suspect arrêté par la police new-yorkaise, Günther Rumrich, Américain d'origine autrichienne. C'est un déserteur de l'armée américaine qui travaille pour l'Abwehr, les services secrets de l'armée allemande. Günther Rumrich passe aux aveux. Il rêve d'être un espion allemand depuis qu'il a lu les mémoires du légendaire colonel Nicolaï, chef des services secrets allemands pendant la Première Guerre mondiale. N'ayant aucune idée de la manière dont il pourrait contacter les Allemands, Rumrich a envoyé une lettre à Nicolaï aux bons soins du journal allemand *Völkischer Beobachter*. Se présentant comme un haut gradé de l'armée américaine, il a offert ses services à l'Allemagne. Si Nicolaï était intéressé, il devait répondre par un message dans les pages « Petites annonces » du *New York Times*. Quatre mois plus tard, le 3 mai 1936, le *New York Times* publie la petite annonce en question. Günther Rumrich rencontre à New York un agent de l'Abwehr, qui le charge d'une première mission : réunir des informations sur les maladies vénériennes au sein de l'armée américaine. Les services secrets sont friands de ce genre d'informations qui permettent d'apprécier l'état physique et moral des forces armées.

Günther Rumrich téléphone à la section médicale de Fort Hamilton, à Brooklyn, et se fait passer pour un médecin spécialisé de l'armée, en ville pour une conférence. Il dit avoir oublié à son bureau de Washington les statistiques sur les maladies vénériennes, et prie son interlocuteur de bien vouloir les lui faire porter à l'hôtel Taft où il est descendu. Et ça marche !

Grisé par son succès, Rumrich appelle le service des passeports de New York. Se faisant passer pour le secrétaire d'État Cordell Hull, il demande qu'on lui remette trente passeports vierges à l'hôtel McAlpin. Mais, trop, c'est trop et Rumrich est arrêté par des policiers new-yorkais.

Grâce aux informations fournies par Günther Rumrich, Leon Turrou arrête sept personnes, dont le chef du réseau, le représentant de la Gestapo à New York, et deux dirigeants du mouvement nazi américain German American Bund. Turrou décide d'expérimenter sur eux une nouvelle machine dont vient de se doter le FBI. Le laboratoire scientifique du Bureau, qui a reçu cette machine en 1935, dit être sûr de sa fiabilité après

l'avoir longuement testée. « C'est un instrument extrêmement sûr, scientifique, écrit Leon Turrou dans ses mémoires, mais sans intérêt s'il n'est pas manipulé par un expert. Je veux parler du type de machine mise au point par le professeur Leonardo Keeler, du Laboratoire scientifique de détection criminelle de la Northwestern University. » Le système employé alors par les techniciens du FBI consiste à mesurer la respiration, les battements cardiaques et les contractions musculaires d'un sujet soumis à une grille de questions « pertinentes et non pertinentes ». Pour la première fois de son histoire, le FBI a recours au détecteur de mensonges.

Leon Turrou commence « avec scepticisme ». Premier interrogatoire : celui du propriétaire de l'appartement qui a servi de quartier général à l'organisation. Déception : la tension et la respiration du suspect ne varient pas d'un iota durant l'interrogatoire. « C'est un des rares individus sur qui le test ne marche pas, il est trop solide et flegmatique », note Turrou. En revanche, l'agent du FBI a plus de succès avec l'envoyé spécial de la Gestapo à New York. La machine révèle qu'il ment surtout quand on lui demande s'il est un espion. Puis vient le tour de Kate Moog, la maîtresse du chef du réseau, la Mata Hari de l'affaire :

« L'interrogatoire de Miss Moog à l'aide du détecteur de mensonges aurait pu être amusant si l'histoire n'avait été si sérieuse, se souvient Leon Turrou. Elle s'est assise, tout sourire, et a commencé à flirter avec nous. Il faut être très prudent quand on lit les résultats d'un test polygraphique effectué sur des femmes. Je ne parle pas spécialement de Miss Moog quand j'affirme qu'il est vrai que les femmes mentent mieux que les hommes. Et pour ce qui est d'une femme amoureuse… »

Leon Turrou interroge la jeune femme sur sa participation au réseau d'espionnage. Elle nie. La machine enregistre la réaction : elle ment. Puis Turrou lui demande si son amant est le chef du réseau. « On attendait une réaction de la machine, il n'y en a pas eu, écrit Turrou. Nous ne l'avons pas interrogée plus longtemps. Les experts nous ont dit qu'elle mentait, mais que ça ne valait pas la peine de continuer avec elle. »

Enfin, Leon Turrou soumet le chef du réseau, le docteur Ignaz Theodor Griebl, à l'épreuve : « Le docteur Griebl était le plus intéressant de tous les sujets. La machine marche mieux avec des personnes intelligentes. Plus le sujet est alerte, rapide, plus ses réactions sont apparentes. En tant que savant, Griebl savait ce qui se passait. Il savait que, quoi qu'il fît, sa respiration et sa tension le trahiraient. »

Le docteur Griebl a fait part à Leon Turrou de son désir de collaborer avec le FBI. À la fin de l'interrogatoire, à la question de savoir s'il est sincère dans son désir d'aider les agents fédéraux, Griebl répond « oui » sans hésiter. La machine ne détecte aucune réaction. Turrou en déduit que l'espion allemand dit la vérité. Ravi de l'issue du test, il ordonne la libération de Griebl. Par la suite, il sera forcé de reconnaître qu'il a un peu baissé la garde. Le chef des espions allemands prend congé de l'agent du FBI. Nous sommes le 5 mai 1938. Cinq jours plus tard, Ignaz Theodor Griebl s'enfuit des États-Unis pour regagner l'Allemagne à bord du *SS Bremen*…

Quand s'ouvre le procès du réseau, quatorze des dix-huit inculpés ont trouvé refuge en Allemagne. Sans doute pour se justifier, Leon Turrou organise des fuites dans la presse et finit par signer une série d'articles qui donnent lieu à un livre : *Nazi Spies in America*[5]. Mais il n'a pas demandé l'autorisation : J. Edgar Hoover le renvoie du FBI. L'affaire Purvis recommence ! Le directeur du FBI est à nouveau trahi par un de ses protégés, désireux de tirer à lui toute la couverture médiatique.

J. Edgar Hoover n'a rien pu faire contre l'éclosion des clubs Junior G-men de Purvis. Cette fois, il a les moyens d'agir : il poursuit l'éditeur de Leon Turrou et obtient même une injonction temporaire de suspendre la publication du livre. Mais l'injonction est levée en appel. Le livre est un succès de librairie et Hollywood s'en empare, ce qui ne fait qu'augmenter le ressentiment de Hoover.

La Warner confie au réalisateur Anatole Litvak le soin de porter à l'écran l'œuvre de Leon Turrou sous le titre *Confession d'un espion nazi*, avec en vedette Edward J. Robinson, ami de J. Edgar Hoover. Le directeur du FBI tente d'arrêter le tournage. Mais il ne peut stopper la machine hollywoodienne. Avant même sa sortie, le film est un événement. De crainte de sabotages, la sécurité sur le tournage est renforcée. Des stars d'Hollywood (on parle d'Anna Sten et, plus surprenant, de Marlene Dietrich) refusent des rôles par peur de représailles sur leurs parents restés en Europe. Une caméra manque de s'effondrer sur Anatole Litvak. La production crie à l'attentat.

Dans l'impossibilité de faire interdire le film, J. Edgar Hoover fait pression sur la Warner. Le 3 juillet 1939, à la veille de la sortie de *Confession of a Nazi Spy*, le studio fait disparaître le nom de Leon Turrou de ses campagnes de publicité. Les avocats de la major informent toutes les

salles de cinéma qu'elles n'ont pas le droit de faire savoir que le film se fonde sur le livre de l'ancien agent du FBI. Leon Turrou figure au générique, mais en tant que conseiller technique. Interdit dans une vingtaine de pays, dont l'Allemagne, le Japon et dix-huit États d'Amérique latine, le film est un triomphe. J. Edgar Hoover vient de perdre une importante bataille publicitaire. Il va rapidement prendre sa revanche, grâce à la Mafia.

L'affaire Buchalter

À la fin des années 1930, le procureur de l'État de New York, Thomas Dewey, déclare la guerre aux cinq familles de la Mafia qui règnent sur la ville. Après Lucky Luciano, tombé pour prostitution, sa cible principale, Louis Lepke Buchalter, est un gangster juif riche à milliards.

À l'époque, Louis Lepke Buchalter occupe un luxueux appartement au cœur de Manhattan. Il mène grand train et dispose d'un chauffeur, de femmes de ménage et de valets de chambre. Il passe ses hivers entre la Floride, la Californie et Hot Springs, véritable paradis pour truands de haut vol. Louis Buchalter, dit Lepke, « Petit Louis » en yiddish, a bâti sa fortune en moins de dix ans. Protégé du parrain juif Arnold Rosthein, il vend au début des années 1920 sa « protection » au syndicat new-yorkais des tailleurs, qu'il ne tarde pas à contrôler. Puis il rackette le syndicat des transporteurs de la boulangerie, et touche un cent sur chaque miche de pain livrée. Ensuite, il étend sa protection à tous les autres syndicats. Chaque année, ses rackets lui rapportent 10 millions de dollars. Il est désormais l'égal des parrains mafieux qui contrôlent la ville.

Au début des années 1930, les principaux chefs de la Mafia, Meyer Lansky, Frank Costello, Lucky Luciano, Dutch Schultz et Bugsy Siegel, lui confient la direction d'un syndicat d'un genre très particulier : la Société anonyme d'assassinat, ou Murder Inc., qui emploie 250 tueurs à gages. En dix ans, Murder Inc. est responsable de plus de 700 meurtres.

Les ennuis commencent quand le procureur de l'État de New York, Thomas Dewey, ouvre une enquête sur le racket du syndicat des transporteurs de la boulangerie. De son côté, le Federal Bureau of Narcotics (FBN) s'intéresse aussi au parrain, soupçonné d'être à la tête d'un vaste réseau de trafiquants de drogue qui opère avec la complicité de douaniers

véreux. Le FBN arrête Lepke pour trafic de drogue. Relâché sous caution, le parrain disparaît.

L'ambitieux Thomas Dewey rêve de le traîner devant les tribunaux de l'État de New York afin de l'asseoir sur la chaise électrique. Il a désormais suffisamment d'éléments pour inculper le parrain pour le meurtre d'un marchand de bonbons. Thomas Dewey promet une récompense de 50 000 dollars à qui permettra son arrestation.

Le maire de New York, Fiorello La Guardia, ordonne au chef de la police de la ville de déclarer la guerre aux gangsters. Plus rien ne sera toléré tant que Lepke ne sera pas sous les verrous. Du fond de la prison de Dannemora, le chef de la Mafia américaine, Lucky Luciano, donne alors l'ordre de livrer son associé à la police. Il lui tend un piège. Pour cela, il a besoin d'un allié dans la place : ce sera Abe Longy Swillman, l'homme de confiance de Louis Lepke Buchalter.

Abe Longy Swillman propose à son patron de négocier avec le FBI les conditions d'une reddition honorable. Lepke exige de ne pas être jugé par un tribunal de l'État de New York, de crainte d'y être condamné à mort. En revanche, il accepte de passer devant les tribunaux fédéraux pour trafic de drogue, à condition que la peine ne dépasse pas les six ans. Enfin, il veut que J. Edgar Hoover procède lui-même à son arrestation. Il rédige une lettre qu'un petit truand doit remettre en mains propres à Hoover. Bien entendu, la lettre n'arrivera jamais à son destinataire. Quelques jours plus tard, Abe Longy Swillman dit à Louis Lepke Buchalter que le FBI a accepté son offre.

Un soir d'août 1939, alors qu'il se trouve au Storke Club de New York, le journaliste Walter Winchell reçoit un coup de fil anonyme lui indiquant que, si les conditions sont réunies, Lepke est prêt à se rendre au FBI. Walter Winchell est un des journalistes les plus en vue des États-Unis. Chaque jour, 80 millions d'Américains lisent ses chroniques dans leurs quotidiens. Tous les dimanches soir, son émission de radio est écoutée par 89 % des auditeurs adultes du pays. C'est aussi un ami de J. Edgar Hoover, qui le fait bénéficier régulièrement d'indiscrétions. Quand Winchell reçoit des menaces, et cela arrive très souvent, Hoover lui envoie des agents pour lui servir de gardes du corps. Alertés par Winchell, Hoover et Tolson se précipitent à New York. Ils sont dans le studio radio quand, le dimanche soir, Winchell lance un appel sur les ondes : « Ceci est un message pour l'ennemi public numéro un, Louis Lepke Buchalter. Je suis autorisé par

John Edgar Hoover, du Federal Bureau of Investigation, à garantir votre sauvegarde si vous vous rendez à moi ou à n'importe quel agent du FBI. »

Commence alors une série de négociations téléphoniques entre le journaliste et une personne se présentant comme le porte-parole de Buchalter. Le responsable de Murder Inc. réitère ses conditions : passer devant un tribunal fédéral, pas devant une cour de l'État de New York. Il veut des garanties. Walter Winchell reçoit pratiquement un coup de fil chaque soir pendant trois semaines. Chaque fois il se précipite, en fonction de l'heure, au Storke Club ou au Waldorff Astoria pour rendre compte à J. Edgar Hoover. À la fin, n'y tenant plus, celui-ci tance vertement Winchell en plein Storke Club :

« J'en ai marre, de tes amis. Ils peuvent se foutre de toi, mais pas de moi ni de mes hommes !

– Mais, John, ce ne sont pas mes amis !

– Si, ce sont tes amis, et ne m'appelle pas John. Tu es le roi des baratineurs. Dis à ton ami que s'il ne se rend pas d'ici quarante-huit heures, je donne l'ordre de l'abattre à vue. »

Deux soirs plus tard, Walter Winchell téléphone au directeur du FBI : « John, mes amis m'ont chargé de te dire d'être à l'angle de la 28e Rue et de la 5e Avenue entre 10 h 10 et 10 h 20, ce soir, soit dans une demi-heure. »

J. Edgar Hoover attend dans sa limousine noire à l'heure et au lieu dits. Il a disposé une dizaine d'agents aux alentours. Walter Winchell, suivi de Lepke, le rejoint. « Hoover avait de grosses lunettes noires pour ne pas être reconnu par les passants », dira par la suite Winchell. Le parrain demande au directeur du FBI combien d'années de prison il devra purger. « Entre douze et quinze », répond Hoover.

Louis Lepke Buchalter réalise alors qu'il est tombé dans un piège. Il n'y a jamais eu d'accord avec le FBI.

Buchalter est condamné par un tribunal fédéral à quatorze ans de prison pour trafic de drogue. Thomas Dewey, le procureur de l'État de New York, ne renonce pas : il le réclame afin de le faire juger pour meurtre par un tribunal de l'État de New York, comme il s'y est lui-même engagé envers ses électeurs. Le parrain se démène pour ne pas être transféré à New York. Il fait contacter J. Edgar Hoover et lui promet des révélations. Le

directeur du FBI accepte. Mais Thomas Dewey n'a pas dit son dernier mot. Comme par hasard, le *Chicago Tribune* affirme que le FBI a passé un accord avec Lepke afin de protéger l'administration Roosevelt, qui risque d'être éclaboussée par les révélations du parrain. Pour montrer sa bonne foi, le président Roosevelt ordonne alors au Procureur général de livrer « ce fils de pute » de Lepke à Dewey.

Le procès Lepke s'ouvre dans un climat de vives tensions à New York. Un témoin de l'accusation, pourtant protégé nuit et jour par la police, meurt défenestré de sa chambre d'hôtel. Reconnu coupable d'assassinat, Louis Lepke Buchalter est condamné à mort. L'exécution est fixée au mois de mars 1944.

Quelques jours avant la date fatidique, la presse new-yorkaise affirme que Lepke aurait enfin décidé de tout dire et que, s'il parle, il y aura de quoi faire trembler la Maison-Blanche sur ses bases. Cette fois, l'attaque est plus précise : elle vise un dirigeant syndical proche du président Roosevelt, accusé d'avoir commandité des meurtres.

Le jour de son exécution, Lepke demande à rencontrer le nouveau procureur de l'État de New York. Au bout d'une heure et demie, le procureur appelle Thomas Dewey, gouverneur de l'État de New York depuis le 1er janvier 1943. Or celui-ci est le futur candidat républicain à l'élection présidentielle face à Roosevelt : c'est dire s'il est intéressé par les révélations de Lepke ! Il ordonne donc de suspendre l'exécution de quarante-huit heures. Le *New York Mirror* affirme que le parrain va fournir à Dewey de quoi remporter l'élection présidentielle. Mais Lepke se rétracte après avoir reçu la visite de sa femme, et annonce qu'il ne donnera pas d'informations à Thomas Dewey. Il est exécuté à la prison de Sing-Sing, le 4 mars 1944. Il est le premier parrain du crime organisé à avoir été arrêté par le FBI. Il faudra attendre près de trente ans pour que le Bureau procède à de nouvelles arrestations de mafieux.

Quelque temps plus tard, Hoover débarque à la convention nationale des avocats, à El Paso, encore grisé par l'arrestation de Buchalter. Arrivé la veille des débats, il profite de ce déplacement pour se rendre de l'autre côté de la frontière mexicaine, à Juarez. Il veut faire la connaissance d'un des meilleurs indics du Bureau, la tenancière du principal bordel de la ville. Le lendemain soir, le Procureur général Frank Murphy, supérieur de Hoover, manifeste le désir de visiter les quartiers « chauds » de Juarez, dont on lui a

dit le plus grand mal. Hoover l'accompagne pour une visite éclair sous bonne garde. Passant devant le bordel, la voiture de J. Edgar ralentit. Du trottoir, une des pensionnaires interpelle le patron du FBI :

« Alors, vous voici revenu, ce soir ? »

« Hoover m'a juré que, pendant un court instant, il a cru sa carrière terminée », explique en souriant Cartha DeLoach.

1- John Miller est un ancien journaliste vedette de la chaîne ABC, auteur d'un scoop remarqué en son temps. Il est en effet l'un des deux seuls journalistes américains à avoir interviewé Ben Laden. Son embauche par le FBI après les attaques du 11 septembre 2001 a été interprétée comme un symbole fort.

2- Le 13 février 1929, les hommes d'Al Capone déguisés en policiers assassinent dans un garage sept hommes d'une bande rivale. Le massacre choque l'opinion publique.

3- *Cf.* « Federal Kidnapping Act », 18 U.S.C. § 1 201, ou loi Lindbergh.

4- Voir à ce sujet l'analyse de Richard Gid Powers, « The FBI in American Culture », in *The FBI, a Comprehensive Reference Guide*, Phoenix, Oryx Press, 1999.

5- *Nazi Spies in America*, New York, Random House, 1938, 1939.

II

Victoire (1941-1960)

Dans lequel on voit J. Edgar passer à côté de l'attaque de Pearl Harbor – Il se venge avec la manipulation Pastorius – Les réseaux de J. Edgar en Amérique latine. – Où le lecteur découvre qu'un as de l'aviation française était un agent double. – FBI contre CIA aux États-Unis – J. Edgar Hoover et Harry Truman – Où l'on suit les agents du Cercle polaire aux rues de New York. – Quand le Bureau traque les Rouges – Les mystères de Venona – Pourquoi les époux Rosenberg ont-ils été exécutés ? – Joe McCarthy et J. Edgar Hoover – Copyright FBI.

Pearl Harbor

Au début de l'été 1941, un jeune play-boy yougoslave débarque à New York. Dans ses poches il a 40 000 dollars en liquide, somme énorme pour l'époque, et dans ses bagages les derniers gadgets mis au point par les services secrets allemands. Les services de renseignement de l'armée allemande, l'Abwehr, l'ont chargé de monter un réseau d'espionnage aux États-Unis. En réalité il est le meilleur agent double contrôlé par le comité Double Cross du contre-espionnage britannique, MI-5. Il s'appelle Dusko Popov.

À New York, Popov est pris en charge par l'Agent spécial Percy Foxworth, qui n'a pas d'instructions très précises le concernant. Les choses

ne peuvent que mal se passer entre l'agent du FBI et l'agent double dont la nonchalance de dandy inspirera à Ian Fleming le personnage de James Bond. La pudeur de l'Agent spécial s'accommode mal des mœurs légères du play-boy dont le nom de code, Tricycle, est un clin d'œil à son goût pour le triolisme.

Dusko Popov attend l'autorisation du FBI pour implanter son faux réseau d'espions afin de commencer à envoyer de fausses informations aux Allemands. Avec l'argent de l'Abwehr, il s'installe dans un superbe penthouse à l'angle de Park Avenue et de la 66e Rue, dans un des quartiers les plus élégants de Manhattan. Il renoue avec une ancienne maîtresse, l'actrice Simone Simon, qui triomphe dans *La Féline*, de Jacques Tourneur. Le soir, il hante le night-club le plus en vue de New York, le Storke Club, lieu de prédilection des acteurs, des parrains de la Mafia et de J. Edgar Hoover, qui ne cache pas son irritation à l'idée d'avoir un jour à croiser l'agent double. Le directeur du FBI en est d'autant plus contrarié que les très généreux pourboires de Popov lui ont ouvert les portes de la très exclusive « Cub Room », réservée à l'élite du Club. Mais l'attente pèse à Popov : il se plaint de la surveillance du FBI, il ne peut humer un bouquet de fleurs sans heurter du nez un micro.

Les responsables de l'Abwehr lui ont confié une mission « de la plus haute priorité » pour le compte des services secrets japonais. Ils lui ont remis un questionnaire relatif aux installations militaires américaines. En le lisant, le 16 août 1941, J.C. Masterman, chef du comité Double Cross britannique chargé de manipuler les agents doubles, réalise qu'un tiers des questions portent sur les bases militaires de Hawaii, surtout celle de Pearl Harbor. Masterman en déduit qu'en cas d'attaque japonaise sur les États-Unis, la première vague frappera Pearl Harbor.

Dans ses mémoires, Dusko Popov raconte que, quelques semaines après être arrivé aux États-Unis, il est convoqué chez son agent traitant, Percy Foxworth. J. Edgar Hoover l'attend, assis sur un coin de bureau :

« Assieds-toi, Popov, lui dit-il d'un air méprisant. Je dirige l'organisation la plus intègre au monde, et toi, tu débarques de nulle part. Six semaines plus tard, te voici installé dans un penthouse qui donne sur Park Avenue, tu cavales derrière des stars de cinéma, tu violes les lois, tu essaies de corrompre mes agents. Je te préviens : ça ne marchera pas, avec moi !

– Mon boulot n'est pas fait pour les enfants de chœur, réplique calmement Popov ; mais si j'ai causé des problèmes, je m'en excuse. »

Hoover se tourne vers Percy Foxworth et lâche :

« Il peut partir, maintenant. »

Dusko Popov se cale dans son fauteuil et allume une cigarette, puis déclare :

« Je ne suis pas venu aux États-Unis pour violer des lois, mais pour participer à votre effort de guerre en vous indiquant où votre pays va être attaqué. »

Faisant allusion à la miniaturisation des messages, Popov ajoute :

« Je vous ai apporté sur un plateau d'argent la dernière arme, et la plus dangereuse, des services de renseignement allemands. Cela fait des années que vos agents ne sont pas parvenus à la trouver. Je suis ici pour organiser un réseau d'agents ennemis opérant sous votre contrôle et à vos ordres.

– Je n'ai besoin de l'aide de personne pour arrêter les espions ! aboie Hoover. Vous autres, agents doubles, vous êtes toujours en train de mendier des informations pour les revendre à prix d'or aux Allemands et continuer à mener une existence de play-boys ! »

Hoover le puritain envisage de poursuivre l'agent double s'il ne renonce pas à sa vie de débauche : un séjour de l'agent double en Floride avec une de ses conquêtes féminines le place sous le coup du *Mann Act* censé réprimer la prostitution d'un État à l'autre, mais qui permet au FBI d'arrêter toute personne franchissant les frontières d'un État afin de se livrer à un rapport sexuel.

Se tournant vers Percy Foxworth, Hoover dit :

« Je crois que cet homme essaie de m'apprendre mon métier… »

Dusko Popov se lève et s'en va en lançant :

« Je crois que personne ne pourra jamais rien vous apprendre[1] ! »

J. Edgar Hoover était déjà au courant de l'intérêt des services secrets allemands et japonais pour la zone du Pacifique Sud. En mars 1941, dans les malles d'un agent nazi assassiné par les services secrets britanniques à New York, le FBI a saisi un rapport adressé à « Monsieur Smith, de Chine », contenant des photos et des cartes de la zone militaire de Pearl Harbor. À Honolulu, le Bureau surveille un agent japonais dénommé Mori, dont les conversations téléphoniques avec des parents domiciliés au Japon donnaient, en code, les positions de la marine américaine dans le Pacifique.

Si J. Edgar Hoover avait pris Dusko Popov au sérieux, il lui aurait fourni les moyens d'implanter ses faux réseaux d'espionnage. Au lieu de quoi, il ne donne aucune suite à ses propositions. En revanche, il attribue au FBI la découverte de la réduction des messages à la taille d'un point, sans dire qu'il la doit à Dusko Popov, ni que le message miniaturisé qui lui a été communiqué était le questionnaire japonais relatif à Pearl Harbor. En revanche, pour se couvrir, Hoover transmet aux services secrets de la marine et de l'armée des informations en provenance de Popov et de Mori. Ce qui lui permet, après l'attaque japonaise du 7 décembre 1941, d'accuser les services de renseignement militaires américains de n'avoir pas anticipé l'offensive, alors qu'ils avaient entre leurs mains suffisamment d'éléments pour le faire.

Mais, après l'attaque japonaise, la situation de J. Edgar Hoover se fragilise. Traumatisée, l'Amérique cherche des têtes à couper. Celle de Hoover ferait l'affaire de bien du monde à Washington. Le *Washington Times Herald* du 29 décembre 1941 le donne presque sur le départ. Mais le président Franklin Delano Roosevelt ne peut se résoudre à se séparer d'un des seuls antinazis authentiques de son administration. Hoover a eu chaud. Il a d'autant plus besoin d'une victoire. La chance et un jeune agent, Jack Danahy, vont la lui offrir.

Opération « Pastorius »

New City, New York, avril 2008. Le FBI, c'est un peu le grand frère de Jack Danahy. Le Bureau n'est son aîné que de dix ans. Aussi, quand, au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre 2001, le FBI fait appel à toutes les bonnes volontés, Danahy rempile. À quatre-vingt-trois ans, il donne un coup de main aux agents de New City (New York), où il réside. Il s'occupe surtout de paperasse, mais parfois les agents l'envoient vérifier des informations sur le terrain. L'envie d'en découdre ne le quitte pas. « Quand j'étais au FBI, je n'ai jamais tué personne sous le coup de la colère… », confie l'ex-Agent spécial. Une fois terminée son ultime mission, il pensait revenir à sa paisible vie de retraité. Il se trompait : les temps sont violents.

Alors qu'il retire de l'argent à un distributeur, en pleine rue, il est braqué par un petit voyou qui brandit une arme à feu. Jack Danahy ne se

laisse pas impressionner. Lui aussi est armé. Comme on le lui a appris à Quantico, il dégaine et tire. L'homme est touché, mais parvient à s'enfuir. Danahy le poursuit. Il n'a pas à aller très loin : le truand s'effondre au milieu de la chaussée, raide mort.

Quelque temps plus tard, rebelote : le retraité du FBI fait face à un déséquilibré qui ne cache pas son intention de jouer du couteau. Faisant un pas en arrière, Danahy joue les vieillards fragiles et tremblants, avant de dégainer et d'ouvrir le feu. Les réflexes sont toujours bons : Danahy fait mouche une seconde fois ; l'homme est blessé.

Légitime défense, concluent par deux fois le shérif et le procureur.

Jack Danahy est depuis lors retourné à ses souvenirs dans sa maison de banlieue années 1950, trop exiguë depuis qu'il la partage avec deux de ses fils, revenus y vivre pour cause de chômage et de divorce. Écoulant les meubles qui l'encombrent auprès des passants lors de *garage sales* (équivalent américain de nos vide-greniers), le vieillard entend se débarrasser de tout, sauf du nécessaire et des précieux dossiers où dort un quart de siècle d'histoire américaine…

Pour Jack Danahy, tout commence avec l'entrée en guerre des États-Unis, au lendemain de l'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. Il a le choix entre s'engager dans l'armée ou rejoindre le FBI. Il sera agent fédéral. À l'époque, on compte 1 596 Agents spéciaux ; l'année suivante, ils seront 2 987 et, à la fin de la guerre, 4 370. Pendant les hostilités, les employés du Bureau sont exemptés de service militaire.

Jack Danahy est nommé à Boston quelques mois après sa sortie de l'école du FBI ; il doit enquêter sur les agissements suspects d'un quidam qui se rend trop souvent à New York au gré du FBI. Nous sommes au début de 1942, l'Amérique vit dans la psychose des saboteurs ou des espions nazis. New York est alors la plaque tournante des réseaux nazis en Amérique. Danahy, chargé de la filature, connaît la ville comme sa poche. Pour s'y rendre, le suspect prend le bus – Danahy aussi. Au premier voyage, l'homme s'assoit même à côté de lui. Chemin faisant, on discute, on se confie. L'agent du FBI apprend la raison des fréquents voyages de son compagnon : une aventure avec une femme mariée. Voilà une affaire rondement menée…

Ce n'est qu'un hors-d'œuvre. Le plat de résistance est servi dès son arrivée à New York, au printemps 1942. Par une étonnante coïncidence,

Jack Danahy se trouve dans le bureau de son superviseur quand ce dernier reçoit un coup de fil du « Siège du Gouvernement » à Washington. L'appel concerne une affaire *top secret* qui ne va pas tarder à défrayer la chronique. Jack Danahy ne peut s'empêcher de sursauter quand son superviseur prononce un nom qui va bouleverser la vie du jeune agent du FBI et le propulser dans l'Histoire avec un grand H. Ce nom est celui de George Dasch !

Au soir du 13 juin 1942, un sous-marin allemand, le U-202 *Innsbruck*, fait surface au large de Long Island. Quatre hommes prennent place à bord d'une frêle embarcation qui se dirige vers les plages d'Amagansett. Ils ont revêtu des uniformes de la marine allemande, précaution censée leur éviter d'être fusillés comme espions en cas d'arrestation. Une fois débarqués, les quatre individus perdent un temps précieux à enterrer leur matériel et à se changer. Ils sont surpris par un jeune garde-côte qui patrouille sur la plage. Un des hommes est encore en caleçon.

Ce sont quatre saboteurs au service de l'Allemagne nazie. Leur mission, baptisée « Pastorius » en hommage au premier colon allemand en Amérique, consiste à mener une première vague d'attaques contre la production industrielle américaine[2]. Ils ont notamment pour cibles le barrage hydro-électrique de Niagara Falls, les écluses de l'Ohio River et des usines d'aluminium.

Les quatre saboteurs ont tous vécu aux États-Unis. Ils ont été recrutés par l'Abwehr parmi les Allemands qui ont choisi de rentrer dans l'Allemagne nazie. Un bref passage par les camps d'entraînement de l'Abwehr, où ils ont appris à faire sauter des ponts, des barrages, des usines, et les voici en route de la base sous-marine française de Lorient. Leur étape parisienne menace de tourner à la catastrophe : ils s'enivrent, se bagarrent, racontent à qui veut les entendre l'objet de leur mission, amènent des filles et font un tel boucan en braillant en anglais que leurs voisins de chambre, des officiers SS, déboulent au beau milieu de leurs agapes, convaincus d'arrêter de dangereux espions anglo-saxons. « Pastorius » démarre mal. Cela n'augure rien de bon pour la suite…

Jack Danahy connaît bien le jeune garde-côte qui intercepte les quatre hommes à moitié nus sur la plage d'Amagansett. C'est Willie : il l'a rencontré il y a des années alors que, enfant, il passait toutes ses vacances avec ses parents à Long Island. Le jeune Willie n'est pas du genre à se

laisser démonter. Aussi, quand le chef du commando, George Dasch, sort son revolver, le garde-côte ne perd pas son sang-froid : il lève doucement les mains en réfléchissant à la manière d'en sortir vivant.

« Willie était un malin, explique Danahy. Il savait s'y prendre.

« Il leur dit : "Vous pensez vraiment que vous allez vous en sortir ? D'ici peu, mon chef doit venir me chercher. J'ai pratiquement fini ma tournée. L'aube est déjà là. S'ils me trouvent mort, vous ne quitterez jamais cette île en vie. En revanche, si vous m'épargnez, je n'irai pas courir vous dénoncer. Cassez-vous ! Quittez cette plage au plus vite !"

« Et ça marche ! George Dasch abaisse son arme, réfléchit et offre 260 dollars au garde-côte pour qu'il ferme les yeux. Le jeune Willie accepte.

« Bien sûr, quand son chef survient, Willie l'informe. Les deux hommes se précipitent à la gare d'Amagansett. Le premier train du matin vient de partir avec à son bord les quatre saboteurs. Ils auraient pu les faire coffrer : ils n'avaient qu'à donner l'alerte et appeler New York. Mais ils s'en abstiennent. Ce n'est que de retour à la station de gardes-côtes de Montauk qu'ils préviennent les services secrets de la marine. Le FBI est alerté à son tour sur le coup de 10 heures du matin. Trop tard… Les quatre hommes sont déjà arrivés à New York. Ils se sont installés dans deux hôtels de Yorkville, quartier de Manhattan non loin de Central Park.

« Dans le quartier, le Bureau dispose de plusieurs informateurs, des "134", comme on dit dans notre jargon, dont une prostituée poursuivie pour une affaire de traite des Blanches. C'est elle qui donne l'alerte à l'arrivée de "drôles de gars qui dépensent leur fric sans compter".

« Le chef du groupe, George Dasch, s'interroge sur le bien-fondé de "Pastorius" : il n'a aucune envie de finir sur la chaise électrique. Il fait part de ses doutes et de ses craintes à son plus proche collaborateur, Ernst Burger, un Allemand naturalisé américain qui a déjà l'intention, pour sa part, de déserter avec les 84 000 dollars destinés à financer la mission. Les deux hommes décident de se rendre.

« Le soir même, Dasch appelle le FBI à New York. Il se présente sous le nom de "Pastorius" et demande que J. Edgar Hoover le contacte à son hôtel. Il dit avoir des révélations à faire sur les saboteurs nazis. Son message est classé sans suite.

« Dasch se rend alors à Washington pour rencontrer le directeur du FBI. Par une curieuse coïncidence, il descend à l'hôtel Mayflower, où

Hoover et Tolson ont l'habitude de déjeuner. Il appelle le FBI et tombe cette fois sur le responsable de la section "Domestic Intelligence", qui lui envoie le chef de la section "Sabotage". Grâce à la description précise que le garde-côte a fournie au FBI, l'agent reconnaît d'emblée Dasch à sa mèche de cheveux blancs. »

Le 19 juin, le président Roosevelt est informé du débarquement des saboteurs allemands sur les côtes américaines, en même temps que le FBI est lancé sur leur piste. Deux jours plus tard, les complices de Dasch sont sous les verrous. Une dizaine de jours après, la seconde équipe débarquée en Floride finit elle aussi derrière les barreaux.

J. Edgar Hoover aspire à connaître une gloire sans tache. Pas question d'admettre les conditions réelles de l'arrestation des huit hommes. C'est le début de ce qu'un historien appellera « la plus grosse opération de maquillage du FBI jusqu'à l'affaire Kennedy ». Tout ce qui concerne l'affaire « Pastorius » devient secret d'État. J. Edgar Hoover peut ainsi réécrire l'histoire. Les communiqués du FBI indiquent que Dasch a été arrêté à New York. L'arrestation d'un saboteur nazi en plein Manhattan est quand même plus spectaculaire que la reddition d'une « balance » à Washington. Dasch est donc réexpédié séance tenante là d'où il vient. Un haut responsable du « Siège du Gouvernement » téléphone au bureau de New York pour transférer le saboteur en chef.

La jeune recrue du FBI, Jack Danahy, se trouve dans le bureau de l'Agent spécial quand ce dernier prend l'appel.

« J'ai demandé à mon superviseur de me répéter le nom, raconte Jack Danahy. Je lui ai dit : "Vous n'allez pas le croire, mais je crois bien que je connais le bonhomme. Avant guerre, il était serveur au bar de Barney O'Riley's, 204e Rue, Bainbridge Avenue[3]. La cuisine était bonne, mais si on demandait un sandwich au pain blanc, le type nous disait : c'est deux *cents* de plus. Avec le pourboire, il se faisait dix *cents* par sandwich. Manière comme une autre de grossir ses pourboires. Alors on l'avait surnommé *Dix cents de plus*." »

Quelques heures plus tard, Danahy fait face à Dasch et lui dit :

« Salut, *Dix cents de plus* ! C'est bien toi…

– Yeah », lui répond le saboteur de l'Abwehr.

Danahy ne quitte plus Dasch : « On le surveillait tout le temps, se souvient-il. Contrairement à d'autres agents doubles, on ne l'a pas relâché.

C'était potentiellement un témoin important. On craignait qu'il ne soit exécuté par des agents dont on n'aurait pas entendu parler. »

Plus que les tueurs nazis, J. Edgar Hoover redoute surtout que la vérité sur les conditions de l'arrestation des huit saboteurs nazis n'éclate au grand jour !

George Dasch pense pouvoir s'en tirer. Après tout, ne s'est-il pas rendu de son plein gré, et n'a-t-il pas dénoncé tous ses camarades ? Voilà qui mérite bien une récompense. Il en parle à son agent traitant, mais Jack Danahy, avec ses quelques mois d'activité au sein du Bureau, ne lui est d'aucune utilité. Dasch ignore que, pour l'opinion, son sort et celui de Burger ne peuvent qu'être scellés à celui des autres « saboteurs ». En réécrivant l'histoire, le FBI a effacé la contribution de Dasch et de Burger. Pas de reddition, pas de *deal* ! La justice est aveugle, elle ne récompensera pas les transfuges. Le président Roosevelt a décidé de faire un exemple, d'adresser un message fort à l'Allemagne nazie et à sa propre opinion publique : les huit saboteurs sont condamnés à mort.

Dans les couloirs du tribunal, lors d'une suspension d'audience, Dasch apostrophe le chef du FBI : « Vous n'avez pas honte, monsieur Hoover ? » Un Agent spécial gifle violemment le chef de « Pastorius ». Par la suite, le G-man dira avoir vu son chef s'éloigner entouré d'« une aura de justice et de force ».

Sur pression du FBI, les condamnations de George Dasch et de son compagnon de « défection », Ernst Burger, sont néanmoins commuées en trente ans de prison. Les six autres saboteurs, eux, n'échappent pas à la chaise électrique : ils sont exécutés le 8 août 1942 à la prison du district de Columbia. L'opération « Pastorius » est la seule tentative de sabotage nazi sur le territoire américain. De 1941 à 1945, le FBI aura reçu plus de 16 000 alertes, dont pas une n'était fondée.

Jack Danahy n'en a pas pour autant fini avec Dasch. En 1946, celui-ci est détenu à Atlanta quand éclate une mutinerie. Danahy se renseigne : le saboteur est à l'isolement. Si les mutins pénètrent dans le quartier de haute sécurité, il est plus que probable qu'ils se saisiront de Dasch, et Danahy ne donne alors pas cher de sa peau. Dans les prisons américaines, la vie d'un saboteur allemand vaut moins que celle d'un pédophile ou d'un violeur. Danahy fonce à Atlanta rejoindre les agents du FBI mobilisés pour mettre fin à la mutinerie. Après l'assaut, il entre dans les cuisines et tombe sur une scène terrifiante. Des mutins se sont emparés de Dasch. « Ils l'avaient

déshabillé et avaient placé ses parties génitales sur une planche afin de les découper avec un couteau de boucher, raconte Danahy. Ils n'avaient pas eu le temps de passer à l'acte, et Dasch s'était évanoui. »

Quand il recouvre ses esprits, l'ancien saboteur découvre son sauveur : « Monsieur Jack ! s'écrie-t-il. Ils veulent me tuer. Ne les laissez pas faire ! »

Dasch sera gracié deux ans plus tard et expulsé à destination du secteur américain de l'Allemagne occupée. Restée aux États-Unis avec leurs enfants, son épouse ira régulièrement rendre visite à « Monsieur Jack » pour qu'il aide son mari à rentrer aux États-Unis. Ses visites ne cesseront qu'à la mort de Dasch, sans que celui-ci ait jamais pu remettre les pieds sur le territoire américain.

SIS contre nazis en Amérique latine

Knoxville, Tennessee, mai 2008. Il y a, dans la carrière de Wallace F. Estill, matière à nourrir les meilleurs scénarios hollywoodiens. Cet homme est pourtant l'un des agents du FBI en tête des « abonnés absents » de l'Histoire. Une existence bien remplie au service du Bureau l'a conduit à traquer les agents nazis en Amérique latine, du fin fond de la jungle équatorienne aux côtes argentines. En Alaska, il a été le seul agent du FBI (et sans doute le seul être humain) à avoir arrêté quatre villages eskimos en même temps !

Pour le tirer de l'anonymat auquel il est voué, la section « Histoire orale » de l'Association des vétérans du FBI a entrepris de recueillir par téléphone le témoignage du vieil homme, qui vit à Knoxville (Tennessee).

Assis dans sa cuisine, Wallace F. Estill raconte sa vie pendant près de deux heures, sans faiblir. Son interlocuteur ne peut voir les grimaces qui, de temps à autre, déforment le visage du vieillard ; il ne se doute pas que, quelques minutes avant l'entretien, celui-ci est tombé et s'est fracturé le bras…

Quand Wallace F. Estill rejoint le FBI en 1942, son instructeur lui pose la question traditionnelle : compte-t-il parmi ses proches ou ses parents quelqu'un s'étant adonné à une activité subversive ? Le jeune homme répond : « Mon oncle a été pendu pour faits d'espionnage. » C'était pendant la guerre civile et ledit oncle s'était fait prendre derrière les lignes de

l'Union avec des documents compromettants. Soulagement de l'instructeur, qui lâche : « C'est OK, fils ; moi aussi, je suis du Sud. »

Après douze semaines de classes et d'entraînement dans un bâtiment du Département de la Justice, près d'Union Station, à Washington, et sur la base des marines de Quantico, Wallace F. Estill rebondit à Buffalo, puis atterrit à Philadelphie. Après un stage de radio, le G-man part pour l'Équateur avec un dictionnaire d'espagnol et trois grosses valises pesant un âne mort et renfermant les pièces détachées et l'antenne d'un poste émetteur-récepteur « portable ». Wallace Estill fait désormais partie de la Special Intelligence Section (SIS), chargée du renseignement en Amérique latine, mission prévue dans les accords de non-agression signés avec l'armée et la marine américaines[4].

Wallace Estill fait partie des 360 agents du FBI qui opèrent alors en Amérique latine. Ses collègues et lui peuvent se targuer d'avoir démasqué 887 agents secrets nazis (dont 389 furent arrêtés et 109 condamnés). Même taux de réussite en ce qui concerne les agents d'influence (60 arrestations pour 281 dénonciations) ou les contrebandiers (75 arrestations et 11 condamnations pour 222 trafiquants identifiés). Côté saboteurs, le FBI est encore plus efficace : 20 arrestations sur les 30 dépistés. Pourtant, le SIS reste une des sections les plus mystérieuses du FBI : ses faits d'armes sont toujours entourés de secret et les historiens n'ont pu se pencher sur ses activités que très récemment[5].

Wallace Estill a une couverture : officiellement, il travaille dans les bureaux d'une mine d'or. Le FBI lui a assigné pour mission de démanteler les réseaux de trafiquants de quinine. « Après l'occupation japonaise des colonies hollandaises d'Indonésie, les Alliés n'ont plus de sources d'approvisionnement en quinine, explique Wallace Estill. Or la quinine était vitale pour les nombreux soldats alliés dépêchés dans des zones infestées par la malaria. Seul traitement, la quinine est extraite des fleurs du *Cinchona*, arbre originaire des Andes. » Les plantations andines de *Cinchona* sont dès lors des objectifs stratégiques pour l'effort de guerre américain. De leur sécurité dépendent les batailles à venir contre les Japonais. Wallace Estill et ses collègues en sont responsables.

Le quartier général de Wallace Estill est au cœur de la forêt vierge, dans une zone accessible à dos de mule, après un voyage éprouvant. Un œil sur les trafiquants nazis, l'autre sur le gouvernement équatorien, ses réseaux

lui permettent de s'assurer qu'à Quito le cœur de l'allié bat toujours pour l'Oncle Sam.

Trois mois après son arrivée, le G-man a installé des systèmes de protection des expéditions de quinine à destination des États-Unis. Il débarque alors à Guayaquil pour traquer les trafiquants qui alimentent l'Allemagne nazie en un métal qui fait cruellement défaut à son industrie de guerre : le platine. « Le platine était indispensable au système de repérage des bombardiers et des chasseurs allemands, explique Wallace Estill. Les nazis en avaient autant besoin que nous de la quinine. Le cours du platine était fixé à 40 dollars l'once, les nazis le payaient aux trafiquants dans les 600 dollars en Argentine. Le platine était acheminé par bateaux jusqu'en Espagne, pays neutre, avant de rejoindre l'Allemagne, *via* la France. »

Guayaquil est alors une des plaques tournantes du trafic. Le « métal noble » provient des mines colombiennes et passe par Guayaquil avant de gagner l'Argentine. Le platine se présente sous forme de poudre pressée dans de petits rouleaux cousus dans la doublure des vêtements des trafiquants. « À l'époque, il n'y avait pas de détecteurs de métaux, rappelle Wallace Estill. Mais j'avais mes réseaux d'informateurs ; j'arrivais à identifier les chargements en provenance de Colombie et à obtenir leur saisie par la police locale. »

Mais les *carabineros* arrondissent leurs fins de mois en revendant aux contrebandiers le platine saisi. Les Américains font pression sur le gouvernement équatorien et parviennent rapidement à un compromis : les saisies de platine seront entreposées dans les locaux de l'ambassade américaine en attendant d'être restituées au gouvernement équatorien.

Les aventures de Wallace Estill dans l'Amérique latine en proie aux réseaux nazis se poursuivent avec sa mutation en Uruguay au début de 1944. « Si l'on considère l'état des transports à l'époque, explique Wallace Estill, quand j'étais à Guayaquil, j'étais paradoxalement plus près de Chattanooga, Tennessee, où j'avais fait mes études, que de Montevideo, où je devais me rendre. » La capitale uruguayenne est alors un nid d'espions nazis. Au large, on pouvait voir les restes du cuirassé de poche allemand *Graf Spee*, sabordé le 13 décembre 1939 par son équipage, à l'issue de la bataille du Rio de la Plata, premier affrontement naval d'importance de la Seconde Guerre mondiale. Wallace Estill est chargé de surveiller les équipages allemands qui hantent Montevideo dans l'attente d'une

improbable extradition. Son meilleur informateur est la petite amie d'un des marins du *Graf Spee*.

Son plus grand succès consiste à truffer de micros une ambassade latino-américaine. Laquelle ? Wallace Estill fait la moue : « Vous ne racontez pas comment vous avez placé des micros dans une ambassade étrangère, même soixante ans plus tard ! » Par recoupement, on peut néanmoins déduire qu'il s'agit de l'ambassade du Brésil, pays où l'influence des sympathisants pronazis inquiète fort les Américains. Les informations recueillies par l'agent du FBI figurent dans un Livre blanc remis au gouvernement brésilien par le Département d'État américain.

Régulièrement, Estill se rend dans une bijouterie de Montevideo qui sert de relais financier au plus important réseau d'agents nazis jamais implanté aux États-Unis. Sa mission est d'y récupérer des fonds nazis et de faire en sorte qu'ils soient acheminés aux États-Unis. Pour une raison qui lui échappe, le bijoutier lui remet toujours les sommes en pesos uruguayens. Après les avoir convertis en dollars, il les expédie à New York par la valise diplomatique, à l'attention de l'antenne locale du FBI. À l'autre bout de la chaîne, une organisation d'agents de l'Abwehr retournée par le FBI et contrôlée entre autres par Jack Danahy, entré dans la carrière d'agent spécial par la grande porte, grâce à l'opération « Pastorius ».

Opération « Bodyguard »

À New York, Jack Danahy fait en effet partie d'une équipe spéciale chargée des missions les plus délicates : la « Section des dossiers importants ». Cette désignation qui dit tout ne manque pas de susciter l'ire de Hoover, à l'occasion d'une virée à New York avec son fidèle Tolson : « Changez-moi ce nom ! aurait-il rugi. Au FBI, tous les dossiers sont importants ! » Depuis lors, toutes les sections du bureau de New York portent un simple numéro. Celle de Danahy est donc rebaptisée Section-1.

Son territoire : Harlem. « À l'époque, Harlem était différent. On travaillait tout seul. Maintenant, les agents ne s'y aventurent que par deux. Jusqu'aux émeutes des années 1960, on n'a jamais eu de problèmes à Harlem… » À l'automne 1943, Jack Danahy tombe sur une grosse affaire : José Laradegotia, marin espagnol d'origine basque qui travaille pour l'Abwehr. « Balancé » par un agent double de l'ONI (les services de la

marine américaine), il ne se fait pas prier pour passer du côté du FBI et devenir agent double à son tour.

Le FBI contrôle alors déjà trois ou quatre « doubles », dont certains depuis le début de la guerre[6]. Il dispose des radios et des codes de l'Abwehr. Mais il n'est pas question que les agents doubles communiquent directement avec leur ancien employeur. Le risque est trop grand de les voir trahir à nouveau. Ils sont remplacés par les meilleurs opérateurs radio du Bureau. Les émissions sont faites en morse. Chaque opérateur a une manière bien à lui et très identifiable de frapper les messages en morse : dans le jargon, on appelle ça une signature. Les opérateurs du FBI n'ont pas leur pareil pour imiter les « signatures ». Les appareils et les codes sont rassemblés dans un appartement de Wading River, à Long Island, d'où les « faussaires » du FBI envoient en Allemagne des messages soigneusement rédigés par les services secrets de l'armée américaine.

Selon Jack Danahy, le FBI prend ainsi part à l'opération « Bodyguard », destinée à protéger le débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie, en envoyant à l'Abwehr un message annonçant que les troupes américaines de la base de Brooklyn se préparent pour un débarquement en Europe, équipées d'épais vêtements afin de faire face à un hiver de type scandinave.

Les Allemands financent ainsi eux-mêmes la désinformation dont ils sont les victimes. Les « doubles » du FBI sont en effet régulièrement payés par les réseaux nazis en Amérique latine. L'argent ? C'est celui que Wallace Estill récupère dans la bijouterie de Montevideo. Ne voulant rien laisser au hasard, le FBI a noyauté l'organisation nazie jusqu'au cœur du cône Sud.

José Laradegotia n'est pas un agent double facile à gérer. Il aime trop les femmes et saute sur le moindre jupon. Sa logeuse se plaint régulièrement auprès de Danahy du tourbillon de conquêtes féminines qui déferle sur sa demeure.

À la fin de la guerre, après avoir reçu une médaille, le Basque se sera acheté un ranch dans le Montana, il aura pris femme et fait fortune. Il est mort sans que personne ait jamais rien su de son histoire.

Un agent double nommé Dieudonné Costes

Depuis le 24 juin 1940, Earl J. Connolly est le directeur adjoint chargé des grands dossiers du FBI. Connolly est déjà une légende. Il est sans doute le seul responsable du Bureau à avoir le droit de sélectionner ses affaires et de s'emparer de n'importe quel dossier. Depuis le début de la guerre, il supervise toutes les grandes affaires d'espionnage traitées par le Bureau, avec son assistant, l'Agent spécial Robert Maheu, dit Bob.

Début 1942, Earl J. Connolly et Robert Maheu sont à Miami pour cueillir à sa descente de bateau un agent secret bien particulier, un des as de l'aviation française, Dieudonné Costes. Célèbre pour sa première traversée de l'Atlantique Sud sans escale en 1927, Costes est entré dans l'histoire après avoir effectué, en compagnie de Maurice Bellonte, en 1930, la première traversée de l'Atlantique Nord, d'est en ouest, sans escale, en 37 heures et 18 minutes de vol à bord d'un Breguet. Cet exploit lui vaut le surnom de « Lindbergh français ».

Début 1942, Dieudonné Costes, administrateur de la société Hispano à Paris, est recruté par les services secrets allemands. L'aviateur est envoyé suivre un stage dans une école de l'Abwehr, à Hambourg, où il apprend les rudiments du métier d'espion. Au bout de quelques semaines, les Allemands lui confient pour mission d'implanter un réseau d'espionnage aux États-Unis. Le choix est logique : grâce à ses contacts dans les milieux de l'aéronautique, Costes est susceptible d'avoir accès à des informations confidentielles sur l'effort de guerre américain.

L'aviateur se rend d'abord en Espagne avec sa femme. Avant d'embarquer pour les États-Unis, il rencontre des fonctionnaires de l'ambassade américaine à Madrid. Dans ses mémoires, Bob Maheu raconte : « Costes a expliqué à ses contacts que les Allemands l'envoyaient aux États-Unis pour espionner. Il a offert ses services comme agent double. Ils lui ont dit que, quand il arriverait aux États-Unis, il devrait rencontrer un agent du FBI. » Mais les Américains se méfient : « Ils ne lui ont pas dit qu'on le soupçonnait d'être un fils de pute et que, en plus de travailler avec lui, je devrais surveiller chacun de ses faits et gestes. »

Avant l'arrivée de Dieudonné Costes en Floride, Bob Maheu suit des cours accélérés d'espionnage. Il se familiarise avec l'encre sympathique, le système dit des « boîtes aux lettres » destinées à recevoir les messages des agents, les codes secrets. Il se forge une nouvelle identité : Robert A. Marchand, riche homme d'affaires canadien installé à New York, où il vit du marché noir.

« Connolly et moi avons rencontré Costes à Miami quand il a débarqué du bateau avec sa femme russe, poursuit Bob Maheu. Nous l'avons interrogé pendant deux ou trois jours, en quête d'une faille dans son histoire, résolus à découvrir s'il n'était pas un agent triple. Mais nous n'avons rien trouvé. » C'est ainsi que commence l'opération baptisée « Cocase » par le Bureau.

Dieudonné Costes n'est pas un aventurier ; c'est un homme d'affaires. Il est payé par les Allemands et demande une forte somme au FBI en échange de ses services. Connolly et Maheu acceptent. Costes et sa femme sont envoyés à New York, où ils s'installent à l'hôtel Park Lane. Le FBI craint toujours que Costes ne soit un agent triple, dont la vraie fidélité irait en dernière analyse à ses maîtres d'origine, l'Abwehr. Une dizaine d'agents du bureau de New York sont affectés en renfort à l'opération « Cocase ». Parmi eux, Jack Danahy.

Un des rapports « Cocase » indique que l'aviateur n'hésite pas à mentir pour paraître plus important et plus intelligent qu'il n'est. Régulièrement, les agents du FBI le prennent en flagrant délit : « Il nous avait dit qu'il ne parlait pas un mot d'anglais, rigole Jack Danahy ; en fait, il le parlait parfaitement. On l'a surpris plusieurs fois à parler au téléphone à sa petite amie, une starlette qui habitait Hollywood. »

Les débuts de « Cocase » sont lents et laborieux, en raison du système de communications plutôt rudimentaire. Dieudonné Costes, qui n'a pas encore d'opérateur radio, en est réduit à envoyer des messages rédigés à l'encre sympathique à des « boîtes aux lettres » au Portugal ou en Espagne, fournies par l'Abwehr avant son départ de France. Le texte de ces messages a été soigneusement rédigé par des officiers de l'état-major allié affectés à l'opération « Cocase » ; il contient ce qu'il faut d'informations stratégiques (mouvements de troupes, production d'armements) pour être crédible aux yeux des Allemands.

L'Abwehr a prévu d'envoyer un opérateur radio, Jean-Paul Marie Cavaillez, que Costes a rencontré lors de ses classes à l'école de Hambourg. Mais Cavaillez tarde à débarquer aux États-Unis. Les responsables de « Cocase » lui forcent la main de la plus élégante des manières : fin juin 1943, Costes envoie une lettre annonçant le proche bombardement de Hambourg ; le cachet de la poste atteste que la missive est bien partie avant le bombardement. Quand l'Abwehr reçoit l'information, il est trop tard : une tempête de feu s'est déjà abattue sur la ville, y faisant plus de

50 000 morts. Croyant qu'ils auraient pu obtenir l'information à temps, les responsables de l'Abwehr accélèrent le départ de Cavaillez pour les États-Unis.

Les agents du FBI surveillent Cavaillez dès son arrivée à New York et s'aperçoivent vite que l'opérateur radio préfère courir les filles plutôt que de contacter Costes. Une nouvelle fois, le Bureau doit précipiter les événements : Jean-Paul Marie Cavaillez se rendant à la messe tous les dimanches, les agents du FBI s'arrangent pour que Dieudonné Costes aille communier à ses côtés. Les deux hommes se reconnaissent. Les vacances sont finies.

Commence alors une étrange partie de cache-cache entre les responsables de « Cocase », l'agent double Costes et son radio Cavaillez. Avant de pouvoir émettre, Cavaillez doit se procurer un émetteur radio. Costes lui présente l'homme susceptible de l'aider : c'est Bob Maheu, *alias* Robert Marchand, le roi du marché noir, qui se fait fort de lui procurer le matériel nécessaire à la construction d'un émetteur. En attendant, Bob Maheu installe Costes et Cavaillez dans une villa de Long Island censée être la résidence d'été d'un de ses amis industriel. Elle est parfaitement située sur la côte. Jean-Paul Marie Cavaillez s'y sent comme chez lui.

« Nous ne voulions pas que Cavaillez ait sa radio avant d'être prêts, explique Bob Maheu ; alors je n'arrêtais pas d'inventer des histoires, lui disant que je n'arrivais pas à avoir les pièces indispensables. Pendant ce temps, Costes et moi continuions d'envoyer aux Allemands, par la poste, des messages aisément vérifiables mais inoffensifs sur des mouvements de troupes, afin de maintenir notre crédibilité sans nuire à l'effort de guerre. Nous avons fait en sorte qu'on ait l'impression que Costes tenait directement ses informations du Pentagone. »

Ainsi, Bob Maheu et Dieudonné Cortes peuvent se rendre régulièrement à Washington pour mettre au point la suite de l'opération.

Pendant ce temps, en Grande-Bretagne, les troupes alliées se préparent à débarquer en Normandie afin de partir à l'assaut de la forteresse nazie. L'imminence du débarquement ne pouvant plus être cachée, en raison de la concentration de troupes sur les côtes anglaises, à la fin de 1943, l'état-major suprême allié (Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces – SHAEF) brouille les pistes : il lance l'opération « Fortitude » afin de protéger les lieu et date du débarquement allié sur les côtes françaises. « Fortitude » repose sur la création d'unités fantômes, sur des fuites et des

manœuvres de désinformation soigneusement orchestrées, et sur l'utilisation d'agents doubles chargés de dépister les services secrets allemands. Gérés par le comité Double Cross de J. Edgar Hoover, les agents doubles britanniques jouent un rôle essentiel dans l'opération « Fortitude ». Le meilleur d'entre eux n'est autre que Tricycle, Dusko Popov, le play-boy qui a tenté en vain de prévenir J. Edgar Hoover de l'imminence de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor.

L'opération « Fortitude » est divisée en deux branches : Fortitude-Nord est chargée de conforter l'hypothèse émise par le haut commandement allemand d'un débarquement allié en Norvège ; Fortitude-Sud milite pour un lieu plus conforme à la logique : le pas de Calais. « Cocase » est une de ses sous-opérations. À la fin de mai 1944, les responsables de « Cocase » donnent leur feu vert à Bob Maheu, qui procure enfin à Jean-Paul Marie Cavaillez les pièces qui lui faisaient défaut. Peu après, l'agent du FBI remet à Dieudonné Costes un message qualifié d'urgent, concernant l'imminence d'un débarquement allié dans le pas de Calais.

Jean-Paul Marie Cavaillez est arrêté peu après sa première et unique transmission radio. L'opération « Cocase » se termine. Après avoir été payé par le FBI, Dieudonné Costes rentrera en France à la fin de la guerre. Accusé d'intelligence avec l'ennemi, l'aviateur sera alors écroué à la prison de Fresnes où il restera vingt mois, avant d'être acquitté le 17 mars 1949.

Bob Maheu n'a plus jamais entendu parler des deux hommes. « Je pouvais travailler avec Costes, dit Bob, mais je n'avais pas de respect pour lui. À l'inverse, je n'aurais jamais pu travailler avec Cavaillez, mais je le respectais. »

La fin du SIS

La fin de la guerre surprend Wallace F. Estill à l'ambassade américaine à Managua, où il vient d'être affecté. À la plus grande satisfaction des Américains, le pays est dirigé d'une main de fer par un dictateur, Anastasio Somoza Garcia. La plupart des hauts gradés de son armée sont d'anciens marines américains, presque tous mariés à des Nicaraguayennes. « Somoza est un fils de pute, aurait dit le président Roosevelt, mais c'est *notre* fils de pute. » La mainmise sur tous les biens de la petite communauté allemande du Nicaragua fait de Somoza le premier propriétaire terrien du pays.

Wallace Estill n'a pas trop de travail : côté nazis, c'est plutôt tranquille, Somoza et son gouvernement sont entièrement entre les mains des États-Unis.

Les codes et les télex les plus sensibles sont régulièrement enfermés dans les deux coffres de l'ambassade. Or, un beau jour, le troisième secrétaire de l'ambassade vient trouver l'agent du FBI et formule une requête peu banale :

« L'ambassadeur voudrait changer les combinaisons de nos coffres : pourriez-vous le faire ?

– Je peux le faire, dit Estill qui depuis son passage à Quantico s'y entend un peu en matière de coffres. Mais je ne le ferai pas.

– Pourquoi ?

– Tout simplement parce que je n'ai pas à connaître les combinaisons des coffres. Or, je ne peux pas les changer sans les connaître ! »

Bonne pâte, l'agent du FBI explique néanmoins au troisième secrétaire comment procéder. Le diplomate s'exécute laborieusement. Une fois son travail fini, il note sur deux feuilles de papier les nouvelles combinaisons et, pas bête, place la transcription de la combinaison du premier coffre dans le second, et celle du second dans le premier, avant d'aller déjeuner, tout content de lui. À son retour, bien sûr, il a oublié les combinaisons. Penaud, il revient trouver l'agent du FBI, qui se retient d'éclater de rire :

« *Jeeze*, je ne peux rien pour vous ! Va falloir prévenir l'ambassadeur… »

L'arrivée d'un serrurier local n'arrange rien. Au bout d'une semaine, le malheureux reconnaît sa défaite après avoir tout tenté. Pendant ce temps, toutes les communications les plus sensibles avec Washington sont interrompues. Or, ce n'est pas le moment ! Lassés des frasques du sanguinaire Anastasio Somoza Garcia, les Américains essaient d'obtenir son départ. L'ambassadeur rend compte régulièrement de l'avancée des négociations par messages codés. Il s'arrache les cheveux. Après avoir inspecté les deux coffres, l'agent du FBI explique comment en venir à bout à l'aide d'une masse et d'un burin. Un coup bien ajusté devrait suffire. Paniqué, le serrurier refuse de s'exécuter. L'agent du FBI retrousse ses manches et « file un putain de coup de massue » qui fait s'ouvrir grand la porte du coffre.

Quelques semaines plus tard, Anastasio Somoza Garcia accepte de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle de 1947. Ce qu'il fera.

Mais il reviendra au pouvoir moins de deux mois plus tard à la faveur d'un coup d'État…

Wallace Estill a hérité d'un nouveau superviseur : William Sullivan, qui débarque au « Siège du Gouvernement » pour s'occuper d'une section du SIS. Sullivan est un garçon intelligent qui sait tirer parti de la situation internationale. L'heure est à la guerre froide : feu donc sur l'ennemi communiste ! Il ordonne à tous les agents du SIS de se mobiliser afin de lui faire un compte rendu détaillé de la menace communiste en Amérique latine. C'est ainsi que Wallace Estill se retrouve à rédiger une vaste histoire du mouvement syndicaliste nicaraguayen en deux volumes.

Pour remplir sa mission, il infiltre les milieux syndicalistes du pays en se servant des ressources de l'ambassade. L'attaché américain chargé des rapports avec le monde du travail nicaraguayen ne parle pas un traître mot d'espagnol. Il cherche un interprète, qu'il trouve en la personne de Wallace Estill. Le diplomate étant plutôt du genre paresseux, Estill se rend à sa place aux réunions avec les dirigeants syndicaux. Les Nicaraguayens sont loin de se douter que leur interlocuteur est un agent du FBI : ils pensent s'adresser à un représentant du Département de l'Économie américain. Estill en profite pour recruter des informateurs. Ce qui leur est advenu après son départ, il l'ignore. Peu de temps après, le FBI se détournera du continent sud-américain au profit d'une agence de renseignement, la CIA, qui fera du Nicaragua l'un de ses fers de lance de la lutte anticommuniste dans la région.

Après Managua, retour à la case départ : Wallace Estill quitte le Nicaragua pour revenir en Équateur, mais cette fois dans la capitale, Quito. La ville est en effervescence. Le président de la République, José Maria Velasco Ibarra, a des problèmes. Deux ans après son retour au pouvoir en 1944, « le glorieux *rais* de la révolution du 28 Mai » vacille : la colère gronde, les manifestations se succèdent, il fait donner la cavalerie contre les manifestants. Les rumeurs de coup d'État se multiplient. Le Président a besoin d'argent : le FBI va lui en fournir.

Dans les caves de l'ambassade américaine, Wallace Estill découvre des dizaines de jarres pleines d'une poudre grise qu'il connaît bien. C'est le platine confisqué aux contrebandiers nazis lors de son premier passage en Équateur, et mis hors de portée des convoitises de la police dans les locaux

de l'ambassade. Informé de la présence de ces jarres, le Président exige leur restitution. Le représentant du FBI en Équateur s'exécute : les jarres sont remises en mains propres au chef de l'État dans son palais de Quito.

Ce sera l'une des dernières missions du Bureau en Équateur. La CIA s'apprête alors à prendre le relais. Wallace Estill en est chargé, avant de partir pour de nouvelles aventures. Quelques mois après son départ, José Maria Velasco Ibarra sera renversé par un coup d'État. Il se réfugiera en Argentine, où il préparera la contre-révolution. Estill apprendra la nouvelle en lisant *Time Magazine*. L'article s'interroge sur l'origine des finances de l'ex-Président, qui semble disposer de réserves illimitées de platine…

Hoover etTruman

Le 12 avril 1945, à 17 h 48, trois semaines avant la reddition de l'Allemagne et quatre mois avant celle du Japon, la Maison-Blanche annonce le décès du président Franklin Delano Roosevelt. Un obscur démocrate du Missouri, vice-président depuis trois mois, Harry S. Truman, lui succède. À la demande de J. Edgar Hoover, une véritable chasse à l'homme a lieu au « Siège du Gouvernement » afin de trouver un agent qui ait accès au nouveau Président. « Hoover espérait développer une relation personnelle avec Truman, écrit William Sullivan dans ses mémoires. Le choix de Hoover se porte sur Marion Childs III, un agent du FBI dont le père était un ami d'enfance du Président. Truman le connaissait depuis tout bébé, et cela convenait parfaitement (par la suite, Childs me dira qu'il ne voulait pas de cette mission, mais qu'il l'avait acceptée dans la mesure où son avenir au Bureau en dépendait). »

Quoique débordé par l'énormité du fardeau qui lui échoit, le nouveau Président trouve le temps de recevoir le rejeton de son ami d'enfance. Passé les premiers préliminaires, il lui demande ce qu'il peut faire pour lui.

« Je suis porteur d'un message de Monsieur Hoover ; il vous fait dire que le FBI est à votre disposition personnelle, et vous aidera dans votre tâche.

– Je vous en remercie, dit Truman, mais chaque fois que j'aurai besoin des services du FBI, je le ferai savoir par le truchement de mon Procureur général. »

J. Edgar Hoover prend la réponse du Président comme un camouflet personnel. « À compter de ce jour, sa haine envers Truman ne connaît plus de bornes », note William Sullivan.

Harry Truman nourrit des sentiments hostiles envers J. Edgar Hoover depuis sa prise de fonctions à la vice-présidence, le 20 janvier 1945, après le début du troisième mandat de Franklin Delano Roosevelt. « Truman voulait des dossiers du FBI, explique Cartha DeLoach, mais Hoover refusait de les lui fournir. Truman a été obligé de passer par le Procureur général pour les obtenir. À la mort de Roosevelt, quand il est devenu Président, Truman refusait systématiquement de lire les rapports du FBI, même les plus importants. Il les faisait lire par un de ses subordonnés. »

Dès lors, l'existence de Hoover s'épuise en un combat toujours recommencé contre Harry Truman. Dans cette lutte, il pense avoir une discrète alliée dans la franc-maçonnerie. Depuis son entrée en loge en 1921, il y a gravi un à un les échelons. Mais, en 1946, son ascension est bloquée à deux pas du sommet de la pyramide. À l'intérieur de la loge d'Alexandria, en Virginie, quelqu'un de très puissant l'empêche d'accéder au trente-troisième grade. Mais qui ? Louis Nichols, directeur adjoint chargé de la communication et des relations avec le Congrès, infiltre la loge d'Alexandria et démasque le comploteur : ce n'est autre que le président des États-Unis, Harry Truman ! Le numéro trois du Bureau demande aux principaux responsables, dont William Sullivan, de faire jouer tous leurs contacts à Washington au sein des différentes loges. L'obstacle finit par être levé…

Le 15 août 1945, neuf jours après la destruction d'Hiroshima par une bombe atomique, et six jours après celle de Nagasaki, le président Truman annonce la reddition du Japon. La guerre est finie, l'heure est à la reconversion. Le 20 septembre, le Président signe le décret mettant fin aux activités des tout jeunes services secrets, l'OSS. Truman réalise là l'un des vœux les plus chers de J. Edgar Hoover en lui offrant la victoire finale sur son ennemi mortel, le directeur de l'OSS, William Donovan.

Le directeur du FBI espère bénéficier du démantèlement de ce service, qui employait alors près de 20 000 personnes. Ses espoirs sont vite déçus. Les branches Secret Intelligence (SI) et Special Operations (SO) de l'OSS sont transférées au Département de la Guerre, et rassemblées sous le nom

de Strategic Service Unit (SSU), organisme chargé de liquider les structures de l'OSS. Les bureaux de l'OSS à l'étranger sont réduits à la portion congrue. Le FBI opérant en Europe occupe une partie de l'espace laissé vacant par la disparition de l'OSS. Le Counter Intelligence Corp (CIC) de l'armée reste.

J. Edgar Hoover a un plan d'expansion à l'étranger. Pourquoi ne pas confier la collecte du renseignement des commandos hors des frontières américaines à des représentants du FBI, des services secrets de l'armée et de la marine basés dans les ambassades américaines, sous la supervision du Département d'État ? Truman refuse et annonce à Hoover qu'il entend désormais contenir les interventions du Bureau à l'intérieur des frontières des États-Unis, où il a déjà bien assez à faire. Le 22 janvier 1946, le Président signe un décret instaurant l'Autorité nationale du renseignement (National Intelligence Authority, ancêtre du National Security Council) et une nouvelle agence de renseignement, la CIA. En 1946 encore, il retire au FBI sa juridiction sur l'Amérique latine. Ordre est alors donné de fermer tous les bureaux du SIS à l'étranger. William Sullivan est chargé de contrôler la destruction de tous les dossiers et du matériel du SIS qui ne peut être rapatrié au « Siège du Gouvernement ». Quand la CIA lui reprochera sa politique de la terre brûlée, Hoover répondra publiquement qu'il ne peut avoir confiance dans une organisation qui est l'héritière du nid de taupes soviétiques qu'était à ses yeux l'OSS. Des dizaines d'agents du FBI quittent le Bureau pour rallier la CIA. Ce ne sont pas toujours les plus scrupuleux (William Harvey deviendra l'une des « légendes noires » de l'Agence et sera mêlé à l'assassinat du président Kennedy), ni les plus vertueux (Bob Maheu deviendra le bras droit de Howard Hughes et travaillera en *free lance* pour la CIA). Ceux qui restent sont redéployés sur le territoire américain, et c'est ainsi que Wallace Estill se retrouve de l'autre côté du continent, chez les Eskimos.

Le FBI chez les Inuits

Après la dissolution du SIS, Wallace Estill est muté au fin fond de l'Alaska pour surveiller les populations eskimos. Il entre en effet dans les attributions du FBI de faire régner la loi et l'ordre au sein des tribus du

Grand Nord. Un travail parfois surprenant : sa première mission consiste à enquêter sur le vol du fuel de la station météo américaine de Bethel.

Il ne lui faut pas longtemps pour identifier les coupables : les Eskimos sont tombés par hasard sur les dizaines de barils de pétrole constituant les réserves de la station météo ; ils se sont servis. Escorté d'un policier local, l'agent du FBI se rend dans un premier village et découvre une partie des barils. Il rassemble les Eskimos et leur annonce qu'ils ont commis un délit fédéral, en conséquence de quoi tous les hommes sont en état d'arrestation ; ils sont priés d'accompagner l'agent fédéral à bord de leurs canoës.

Suivi d'une dizaine d'embarcations remplies d'Eskimos, le bateau de l'agent du FBI se dirige vers un deuxième village, quand son moteur heurte une branche sous l'eau. Panne : il faut réparer. Pendant la manœuvre, l'agent tombe à l'eau et son adjoint lâche une pièce du moteur, qui coule. Le bateau part à la dérive ; ils sont sauvés par leurs prisonniers. Reste à récupérer la pièce : l'agent se déshabille et plonge plusieurs fois dans les eaux glacées avant de parvenir à la repêcher. Il s'aperçoit que tout le village eskimo est assemblé sur la berge et le regarde avec stupeur. C'est la première fois qu'ils voient un être humain nager !

Après avoir fait le tour des trois villages voisins, l'agent du FBI, son adjoint et une cohorte d'Eskimos vont, par la rivière, rejoindre Bethel. Wallace Estill est bien embêté, car à cette époque il n'y a pas de téléphone à Bethel, donc pas moyen de contacter un procureur fédéral, seul habilité à prendre une décision. Un accord est trouvé : les Eskimos reconnaissent leur culpabilité, s'en sortent avec un blâme, et s'engagent à restituer les marchandises volées à la station météo.

Le prochain vol pour Anchorage n'étant pas prévu avant quatre jours, Wallace Estill a tout loisir d'assister en personne au ballet des petites embarcations eskimos rendant les barils à leur propriétaire légitime. « Les météorologues étaient contents, les Eskimos étaient contents », conclut Estill, qui ne peut s'empêcher de s'interroger sur la nature de son rôle dans ce désert de glace. Il ne va pas tarder à trouver un tout autre sens à sa mission.

Depuis les îles Baffin, on peut voir la Sibérie. Les peuples de la glace ne connaissent ni les frontières ni la guerre froide, et de part et d'autre les tribus américaines et soviétiques sont en contact. Wallace Estill en profite pour rencontrer des Eskimos résidant de l'autre côté du « rideau de fer ». A-t-il monté des opérations d'infiltration ? A-t-il recruté des informateurs ?

Soixante ans plus tard, l'agent du FBI préfère rester dans le flou et les brumes polaires. Tout juste reconnaît-il du bout des lèvres avoir rédigé plusieurs rapports sur la famine régnant alors en Union soviétique.

Quittons Wallace Estill et laissons-le rejoindre son nouveau poste, à Douglas, en Arizona, où il est chargé des Indiens Navajos. Pour l'heure, rendons-nous à 5 424 kilomètres d'Anchorage, à New York, où l'agent Jack Danahy nage lui aussi dans des eaux froides, mais plus troubles…

Elisabeth Bentley et les réseaux soviétiques

En mai 1945, quelques jours après la reddition de l'Allemagne nazie, une femme débarque sans s'être fait annoncer au bureau du FBI de New Haven, dans le Connecticut. Elle s'appelle Elizabeth Bentley et dit avoir des révélations importantes à faire au sujet du Parti communiste américain et des réseaux d'espionnage soviétiques aux États-Unis. Les agents du FBI de New Haven ne se sentent pas de taille ; ils demandent du renfort à New York, qui dépêche un spécialiste du Parti communiste, Buddy Buckley. Excellent agent, interrogateur hors pair, Buckley s'aperçoit rapidement que la jeune femme est au cœur d'un réseau d'espionnage soviétique. Ce n'est pas vraiment sa partie. Il appelle New York et réclame un spécialiste du contre-espionnage. Pourquoi pas son ami Jack Danahy, s'il est libre ?

Danahy et Buckley sont des amis de longue date. Avant de rejoindre le FBI, ils étaient tous deux maîtres nageurs à Rockaway, une des plages de Long Island. C'est ainsi que Danahy fait la connaissance de la plus importante transfuge des services soviétiques ayant opéré sur le territoire américain.

Danahy assiste à ses premiers interrogatoires, mais d'autres affaires le mobilisent par ailleurs. L'interrogatoire d'Elizabeth Bentley s'interrompt quelque temps.

Quand il reprend l'affaire, en novembre 1945, Danahy a bouclé ses autres dossiers et peut s'y consacrer à plein temps. Il décortique les comptes rendus d'interrogatoires. Relève les indices, les pistes à suivre. L'organisation révélée par Elizabeth Bentley s'est infiltrée au plus haut niveau du gouvernement et a des ramifications sur tout le continent nord-américain. « On a très vite eu des problèmes dans notre enquête, explique

Jack Danahy. Certains des faits dénoncés par Elizabeth Bentley remontaient à 1938. Or le délai de poursuite pour délits d'espionnage en temps de paix était alors de cinq ans. Si les faits avaient eu lieu pendant la guerre, il n'y aurait pas eu de problème, car, dans ce cas, il n'y aurait pas eu de limite de temps pour poursuivre. »

Très vite, Elizabeth Bentley porte sur les nerfs de Jack Danahy. Quarante-huit ans après les faits, l'ancien agent du FBI n'est pas tendre pour son ancienne transfuge. L'ancien gamin du Bronx n'a pas grande considération pour cette jeune bourgeoise issue d'un collège de Vassar, établissement haut de gamme, très sélectif, spécialisé dans les beaux-arts, niché au cœur de la vallée de l'Hudson, dans l'État de New York. Ici, on est plutôt libéral (lisez : de gauche), c'est-à-dire, en cette veille de Seconde Guerre mondiale, antifasciste. Pour ses études universitaires, la jeune femme choisit Columbia. Cruel, l'ancien agent explique qu'elle compensait son absence de beauté physique par une facilité d'approche purement sexuelle. Ses amants sont fascistes en Italie, communistes aux États-Unis. Sa vie sentimentale est à l'image de sa carrière : « tachetée », pour reprendre l'épithète employée par Danahy.

Elizabeth Bentley adhère au Parti communiste en 1935, alors qu'elle étudie encore à Columbia sous le nom d'Elizabeth Sherman. Elle appartient à la section de Harlem. Sur le campus, elle a été recrutée par une camarade, Juliette Glazer. Les deux jeunes femmes parlent d'infiltrer les organisations fascistes italiennes à New York. Elizabeth Bentley constate que Juliette Glazer est accompagnée en permanence par un homme qui la suit comme son ombre : c'est un agent de la police secrète de Staline, le redoutable NKVD. En 1937, Juliette disparaît. Nul ne la reverra jamais plus vivante. Elizabeth Bentley apprendra par la suite que sa camarade a été exécutée au prétexte qu'elle était un agent allemand.

En 1938, Elizabeth Bentley infiltre l'organisation chargée de la propagande du régime de Mussolini à New York. L'affaire est trop importante pour être gérée par le Parti communiste américain, lequel la remet entre les mains d'un agent secret soviétique, Jacob Golos, de son vrai nom Jacob Rasin, or Jacob Raisen. C'est un bolchevik ukrainien, membre de longue date du NKVD. Dans leurs messages codés, décryptés par les Américains dans le cadre de l'opération « Venona », les services soviétiques parlent de lui comme d'un agent « illégal » – par opposition aux « résidents », c'est-à-dire aux agents protégés par l'immunité diplomatique.

Golos travaille pour différentes firmes américaines, « paravents » des services soviétiques. L'une d'entre elles est l'agence de voyages World Tourists, spécialisée dans les déplacements des agents soviétiques.

En 1941, la Commission parlementaire des activités anti-américaines (HUAC) s'intéresse d'un peu trop près à World Tourists et à Jacob Golos. Elizabeth Bentley prend le relais et lui sert de courrier. Elle est chargée de recueillir les informations collectées par les agents de l'organisation à New York et à Washington. Peu après, Golos crée sa société, US Shipping and Service Corporation, avec pour responsable la même Elizabeth Bentley. Fin novembre 1943, après une série d'accidents cardiaques, Jacob Golos décède ; Elizabeth Bentley hérite de ses réseaux. Vaste et lourd héritage : il comporte près de 64 agents, la plupart très haut placés à Washington.

Elizabeth Bentley travaille désormais directement sous les ordres d'Iskhak Akhmerov, un « illégal » du NKVD qui lui enjoint de lui communiquer ses contacts. Avec l'appui du secrétaire général du Parti communiste américain, Earl Browder, Elizabeth Bentley tient bon : pas question de livrer ses agents américains au NKVD, il en va de leur sécurité.

Son organisation s'agrandit ; elle prend sous sa houlette le groupe Perlo, composé de hauts fonctionnaires du Département de la Guerre, du Département du Trésor, d'un analyste des services secrets (OSS) et d'un fonctionnaire du Sénat.

Le secrétaire général du Parti communiste américain, Earl Browder, finit par céder aux Soviétiques et donne l'ordre à Elizabeth Bentley de remettre ses réseaux aux mains du NKVD. Elle s'exécute de mauvaise grâce, avant de sombrer dans la dépression. Elle boit beaucoup. Trop. Ne se présente plus à son travail. Voit des tueurs partout. S'imagine que la dernière en date de ses conquêtes masculines est soit un tueur du NKVD, soit un agent du FBI. Quand les Soviétiques lui suggèrent d'aller se reposer à Moscou, elle redoute que ce ne soit pour l'éternité. En septembre, Moscou lui dépêche un nouvel agent traitant, Anatoly Gorsky. Sous l'empire de l'alcool, elle le traite de gangster et menace de le dénoncer au FBI. Que n'a-t-elle pas dit ! Gorsky informe Moscou et suggère de se débarrasser d'elle… Voilà pourquoi, paniquée, elle se jette dans les bras du FBI, le 6 novembre 1945.

Elizabeth Bentley n'est pas un témoin facile. Elle est « bizarre », caractérielle et alcoolique, mais douée d'une mémoire fantastique. C'est un véritable dictionnaire ambulant du plus gros réseau d'espionnage soviétique

jamais mis au jour aux États-Unis. Au début, les interrogatoires ont lieu pratiquement tous les jours ; la routine s'installe. Chaque matin, Elizabeth est soumise à deux heures d'interrogatoire, puis, après une sieste, elle déjeune avec ses anges gardiens du FBI. L'après-midi, tandis que les agents retranscrivent les interrogatoires et en font des synthèses, elle a quartier libre.

Au bout de quelques jours, elle a déjà livré au FBI les noms de 150 agents soviétiques opérant aux États-Unis. Parmi eux, 37 hauts fonctionnaires, dont certains déjà signalés par deux autres transfuges, un Soviétique, Igor Gouzenko, et un Américain, Whittaker Chambers.

Désormais, 250 agents du FBI surveillent les moindres mouvements des 150 espions du réseau, ouvrent leur courrier, écoutent leurs conversations les plus intimes. « C'était très difficile, explique Jack Danahy. Il y en avait des dizaines, à Washington. La guerre était finie, le gouvernement payait mal, et les fonctionnaires cherchaient à rejoindre le secteur privé. Presque tous étaient originaires de New York et n'arrêtaient pas de faire des allers et retours avec Washington, que ce soit pour se reposer, le week-end, ou en semaine pour trouver du travail. Bref, on en avait par-dessus la tête, des surveillances ! »

À Washington, ce n'est guère mieux. Le chef du réseau reçoit beaucoup et organise chez lui des dîners. La prudence ne semble pas être son fort et il invite régulièrement ses collègues espions avec leurs épouses. Sa maison, située au fond d'un cul-de-sac, est pratiquement impossible à surveiller : « Il y avait autour de l'impasse des dizaines de voitures : celles des espions et celles du Bureau, se souvient Jack Danahy. C'était ridicule ! »

Sans nouvelles d'Elizabeth Bentley, les espions présumés se méfient. En outre, Moscou a été informé de la défection de la jeune femme par la plus efficace de ses taupes, le chef de la section IX du contre-espionnage du MI-6, Kim Philby. Au bout d'un an d'une surveillance aussi vaine qu'éprouvante, les agents du FBI interpellent plus d'une centaine de hauts fonctionnaires. Soixante-quatre d'entre eux sont présentés à la justice. Parmi eux, Nathan Gregory Silvermaster, le chef du réseau, dirigeant de l'administration de la Sécurité des fermes, un assistant du secrétaire au Trésor, un conseiller à la Maison-Blanche, un des plus proches collaborateurs du chef des services secrets (OSS), et des membres du Bureau des productions de guerre. Le dossier du FBI se fonde uniquement

sur les déclarations d'Elizabeth Bentley : aucun autre document ne corrobore ses affirmations… Le grand jury refuse en conséquence les inculpations demandées par le FBI.

Depuis les années 1940, les services secrets américains interceptent tous les câbles top secret émanant de l'ambassade soviétique à Washington. Ces câbles sont chiffrés, mais, à l'époque, dans le cadre de l'opération « Venona », les Américains sont parvenus à « casser » ces codes. Tous les secrets de l'espionnage soviétique aux États-Unis ont été brusquement révélés. Et pas seulement aux États-Unis : en se fondant sur les transcriptions de « Venona », la CIA accusera par la suite d'éminentes personnalités internationales d'être des agents soviétiques – parmi elles, Pierre Cot, un des ministres du général de Gaulle à la Libération. Or, en 1945, « Venona » est encore un des secrets les mieux gardés du monde du renseignement américain. Pas question de révéler l'existence de ces télex, même s'il en est des centaines pour confirmer les accusations d'Elizabeth Bentley.

Jack Danahy assiste à la plupart des auditions du grand jury. Un jour, dans le couloir, alors que l'audience n'a pas encore commencé, il engage la conversation avec un homme qui lui semble familier. Il l'a déjà vu quelque part, mais où ? Il se demande s'il ne s'agit pas d'un agent quand, soudain, il réalise qu'il a bien en face de lui l'un des espions présumés : c'est William Walter Remington, le haut fonctionnaire au Bureau des productions de guerre. Jack Danahy coupe alors court à la conversation.

Les auditions commencent et Danahy se demande toujours où il a déjà vu cet homme. Brusquement, il se souvient : il l'a croisé alors qu'il se baignait à Jones Beach. Sans savoir qui il était, l'homme l'a salué. Poli, l'agent du FBI a répondu.

À la sortie de l'audience, Jack Danahy accoste de nouveau William Walter Remington :

« Vous vous souvenez de moi ? On s'est déjà vu, à Jones Beach… »

« Le monde est petit, conclut Jack Danahy. Un jour, vous rencontrez un type sur une plage, et plus tard vous essayez de le foutre en prison… »

Le 27 novembre 1945, J. Edgar Hoover avait envoyé au président Truman un rapport de 71 pages intitulé « L'espionnage soviétique aux États-Unis », résumant les accusations d'Elizabeth Bentley, de Whittaker Chambers et du transfuge Igor Gouzenko. Hoover savait que le Président

refusait de lire sa prose ; il envoya donc copie de son rapport au Procureur général, au secrétaire d'État et à divers responsables d'agences fédérales. Parmi tous les hauts fonctionnaires qualifiés d'espions soviétiques, le plus important était Alger Hiss, numéro deux du Département d'État ; on le donnait même comme possible futur secrétaire d'État. Il était aux côtés de Roosevelt à Yalta. C'est lui qui avait organisé la conférence de Durbanton Oaks qui donna naissance à l'Organisation des Nations Unies, entre le 21 août et le 7 octobre 1944. Comme les autres espions dénoncés par Elizabeth Bentley, Alger Hiss fut placé sous étroite surveillance pendant près de trois ans, sans résultat.

Le 17 août 1948, à New York, la Commission des activités antiaméricaines du Congrès (HUAC) organise une confrontation entre Whittaker Chambers et Alger Hiss. Jusqu'à présent, Hiss niait avoir rencontré Chambers, mais, confronté à lui, il le reconnaît. Il l'a connu dans les années 1930, sous une autre identité. Hiss nie avec force avoir été membre du Parti communiste et met au défi Chambers de répéter ses accusations hors de l'enceinte « privilégiée » de la salle des audits de la HUAC. Une semaine plus tard, Chambers répète ses accusations au cours d'une émission de radio, et Hiss le poursuit en diffamation.

Le 17 novembre, Whittaker Chambers produit 69 documents qu'il présente comme étant des résumés ou des retranscriptions de rapports classifiés du Département d'État que lui aurait remis Alger Hiss en 1938. Il y a là notamment trois manuscrits rédigés par Hiss. Chambers déclare qu'il aurait dû remettre ces documents à un colonel soviétique, Boris Bykov, mais que, étant sur le point de quitter l'organisation, il les a confiés à un avocat new-yorkais. Selon Chambers, les documents manuscrits sont de la main de Hiss ; les autres ont été tapés sur une machine à écrire de marque Woodstock appartenant à Hiss.

J. Edgar Hoover mobilise le Bureau afin de vérifier les accusations de Whittaker Chambers. L'opération « Jaham » commence : tous les bureaux du pays vont y concourir, des milliers d'agents vont passer le plus clair de leur temps à mener cette épuisante enquête. Pendant deux ans, le FBI surveille étroitement Alger Hiss, sa famille, ses proches, ses amis, ses employés de maison, ses baby-sitters, ainsi que toute personne ayant affaire à eux. Les communications téléphoniques sont écoutées, des micros installés chez Hiss et en tout autre endroit où il est susceptible d'avoir des conversations. Une des femmes de ménage de la famille Hiss est recrutée

comme informatrice par le bureau de Baltimore. Le Bureau écoute naturellement les conversations entre Hiss et ses avocats, et s'arrange pour faire embaucher l'un de ses informateurs parmi les détectives recrutés par la défense.

Le 4 décembre 1948, les agents du FBI de Baltimore interrogent Alger Hiss. Ils lui montrent les 69 documents invoqués par Whittaker Chambers. Le diplomate donne partiellement raison à Chambers en reconnaissant qu'il s'agit bien de résumés de dossiers confidentiels du Département d'État, et que les documents manuscrits sont bel et bien de son écriture. Il admet avoir eu une machine à écrire, mais dit l'avoir revendue à un marchand de Virginie.

Dès le lendemain, des dizaines d'agents écument tous les revendeurs de machines à écrire de la région. Sans résultat. Les agents fouillent clandestinement la demeure de Hiss, à la recherche de la fameuse machine à écrire. Ils ne la trouvent pas, mais s'emparent de feuillets tapés sur une machine à écrire dont le laboratoire du FBI dira qu'elle a produit les documents de Chambers.

Un jeune élu de Californie nommé Richard Nixon, membre de l'HUAC, s'est emparé de l'affaire. Il ne ménage ni son temps ni ses efforts pour démasquer Alger Hiss. Le FBI lui fournit toute l'aide possible : « Si Nixon nous avait demandé de faire des faux, commente William Sullivan, l'un des responsables du Bureau d'alors, Hoover se serait exécuté avec plaisir ! » J. Edgar Hoover apprécie Richard Nixon et une longue amitié se noue entre eux. Au début de décembre 1948, Nixon provoque un coup de théâtre en exhibant en public des microfilms de documents secrets du Département d'État que Whittaker Chambers cachait dans une citrouille !

Le 15 décembre, un grand jury renvoie Alger Hiss devant la justice. Le Département de la Justice a renoncé à le poursuivre pour des faits d'espionnage prescrits. L'ancien diplomate doit néanmoins répondre de deux accusations de parjure. Le FBI est chargé d'étayer le dossier de l'accusation. Tous les agents du bureau de New York sont sur le pont, Jack Danahy en tête : « Nous avons interrogé Chambers au bureau de New York, chaque jour, six jours par semaine, jusqu'en avril 1949 », explique-t-il. Les agents du FBI reconstituent dans les moindres détails toute la carrière d'agent secret de Chambers, puis son adhésion au Parti communiste jusqu'à son intégration dans une cellule d'espionnage basée à Washington et dirigée

par le colonel soviétique Boris Bykov. Des centaines d'agents du FBI ont été mobilisés dans tous les États-Unis pour vérifier les dires de Chambers et retrouver les témoins.

Le premier procès contre Alger Hiss s'ouvre le 31 mai 1949. Parmi les pièces à conviction trône une vieille machine Woodstock retrouvée peu auparavant et qui aurait pu être celle de Hiss. Le doute subsistera toujours sur l'authenticité de ladite machine. L'accusation ne s'en servira pas, préférant invoquer l'authentification des 69 documents exhumés par Whittaker Chambers.

Le 10 juillet 1949, le procès est renvoyé, le jury n'arrivant pas à se prononcer. Un second procès s'ouvre le 17 novembre. Cette fois, le FBI ne veut courir aucun risque. Les agents fédéraux ont enquêté sur chacun des jurés, passant leur vie au crible, à la recherche de la moindre faille. Ils n'ont rien trouvé. Mieux : ils ont constaté avec satisfaction que deux d'entre eux ont des proches travaillant pour le FBI.

Le 25 janvier 1950, Alger Hiss est condamné à cinq ans de prison pour parjure.

Opération « Venona »

En 1944, un livre de code soviétique est récupéré sur un champ de bataille en Finlande. Au mois de novembre, après de longues négociations, l'OSS achète le précieux ouvrage pour la somme conséquente de 10 000 dollars. Apprenant la transaction, le secrétaire d'État américain Edward Settimius réagit en diplomate timoré. De crainte que les États-Unis ne soient accusés d'espionner un allié, il obtient du président Roosevelt la restitution du document aux Soviétiques. Avant de s'exécuter, le directeur de l'OSS, William Donovan, prend soin de faire des copies du document, qu'il remet à l'army Security Agency (ASA), le service de l'armée chargé du décryptage des messages.

À l'été 1945, l'armée américaine s'empare subrepticement d'un second livre de code soviétique dans la zone soviétique de l'Allemagne défaite et occupée. Partiellement brûlé, le livre a été récupéré en 1941 par les troupes finlandaises après l'occupation du consulat soviétique de Petsamo, avant de finir entre les mains des Allemands.

Les deux ouvrages finissent entre les mains des analystes du projet « Venona », une des opérations les plus secrètes de l'armée américaine, lancée le 1er février 1943 pour décrypter les messages diplomatiques soviétiques interceptés par les militaires américains. Au mois d'octobre 1943, un officier participant à « Venona », archéologue de son métier, découvre une première faille : en raison de l'importance du trafic, les Soviétiques réutilisent des codes censés ne servir qu'une fois. Ce n'est qu'un début : progressivement, le système soviétique de cryptage livre ses secrets. À l'été 1946, les casseurs de codes de « Venona » décryptent des bribes de message. Le 20 décembre de la même année, ils traduisent un message envoyé au centre de Moscou deux ans auparavant : c'est la liste complète des savants qui travaillent au projet « Manhattan », dont l'objet est la mise au point de la bombe atomique américaine. Un autre message parle d'une taupe baptisée « Antenna », puis renommée « Liberal », qui est une des sources des Soviétiques sur le projet « Manhattan ».

En 1946, Meredith Gardner, un des meilleurs casseurs de codes de l'armée, est affecté au projet « Venona ». Il lit l'allemand, le sanskrit, l'espagnol, le lituanien et le français. Après Pearl Harbor, l'armée le recrute pour casser les codes allemands et japonais. Il en profite pour apprendre cette dernière langue. Quand il intègre « Venona », Meredith Gardner sort d'un stage intensif de russe. Dès son arrivée, il travaille sur les deux livres de codes ; en moins de six mois, il décrypte les premiers messages.

Peu après, Meredith Gardner voit débarquer dans son bureau un homme costaud, à la figure poupine ornée de lunettes rondes, toujours surmontée d'un Fedora, le traditionnel chapeau des agents du FBI. Robert J. Lamphere est une sorte de bulldozer que rien n'arrête, mû par une force de travail qui n'a d'égale que son incroyable envie d'en découdre. Il a rejoint le FBI pour être parmi les meilleurs. Trois petits tours en Alabama, et le voici à New York. Le travail ne lui fait pas peur : il a 405 arrestations à son actif en trois ans. Après un passage à la section soviétique du bureau de New York, il a été nommé au « Siège du Gouvernement », à la section contre-espionnage. Au fond d'un des coffres-forts du Bureau, il a trouvé le texte de messages codés envoyés par le consulat soviétique à New York au quartier général du KGB à Moscou, et diverses tentatives maladroites pour les décoder effectuées par l'ASA. Pour en savoir plus, Robert Lamphere a

demandé à parler à un casseur de codes, et l'armée l'a envoyé voir Meredith Gardner.

Les deux hommes s'entendent bien. À compter de ce jour, Robert Lamphere se rend tous les quinze jours au bâtiment de brique rouge occupé par l'ASA, une ancienne école de jeunes filles à Arlington Hall, de l'autre côté du Potomac, en Virginie. Mis en confiance, Meredith Gardner lui explique son travail. Il le compare à celui d'un archéologue. Gardner travaille sur d'anciens textes. Il demande à Lamphere s'il peut lui procurer des messages envoyés à Moscou depuis 1944. L'agent du FBI s'adresse à ses collègues du bureau de New York et reçoit par retour des centaines de documents en russe interceptés par le FBI en usant de méthodes plus ou moins orthodoxes. Sceptique, il les transmet au casseur de codes. Quinze jours plus tard, Lamphere rencontre un Gardner surexcité qui est parvenu à décrypter les messages : « C'est du matériel de premier ordre ! »

« J'étais entré par effraction dans le vestibule de la maison de l'ennemi, écrit Robert Lamphere dans ses mémoires. J'avais entre les mains un trousseau de clefs qui, chacune, ouvrait une porte dont j'espérais qu'elle donnerait sur des affaires importantes pour notre pays. Je n'avais aucune idée de l'endroit où allaient nous mener les couloirs du KGB à la fin de notre quête. Mais nous avions les clefs, et j'étais bien décidé à m'en servir[7]. »

Fin 1948, Meredith Gardner décrypte des messages qui parlent d'une taupe du KGB nichée dans les bureaux new-yorkais du Département de la Justice. C'est une jeune femme qui a été mutée à Washington en 1944. En une demi-heure, le superviseur de Robert Lamphere identifie la jeune femme. Elle s'appelle Judith Coplon et est employée par la section chargée de surveiller les agents étrangers, l'ancien fief de J. Edgar Hoover. Elle a accès à des documents confidentiels du FBI.

La surveillance de Judith Coplon commence dans une Amérique en pleine ébullition. Harry Truman vient d'être élu pour un second mandat. Les retombées des dépositions d'Elizabeth Bentley et de Whittaker Chambers devant la Commission des activités antiaméricaines (HUAC) se font toujours sentir. Alger Hiss attend de comparaître devant la justice, et un autre responsable du Département d'État, Larry Duggan, lui aussi accusé d'être un espion soviétique, meurt défenestré. Il se serait suicidé en se jetant de la fenêtre de sa chambre d'hôtel, dix jours après avoir été interrogé par le FBI. Peu après, une autre personnalité dénoncée par Chambers et Bentley

décède d'une crise cardiaque : il s'agit de Harry Dexter White, haut fonctionnaire du Trésor, cheville ouvrière des accords de Bretton Woods, cofondateur de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Dans le pays, l'émoi est profond. Un des plus grands journalistes américains, Ed Murrow, dénonce les pratiques du FBI.

Les agents du FBI passent au crible la vie de Judith Coplon, ses conversations les plus secrètes sont écoutées, le moindre de ses gestes épié. Ils n'ignorent rien de ses aventures amoureuses ou de ses escapades new-yorkaises. Le 4 janvier 1949, ceux de New York la suivent jusque dans le quartier de Washington Heigh, où elle rencontre son contact. Il s'appelle Valentin Goubitchev, c'est un Soviétique qui travaille au Secrétariat des Nations Unies. Les agents du FBI assistent de loin à la rencontre. Il y en aura d'autres. Judith Coplon et Valentin Goubitchev sont sur leurs gardes. Ils discutent, mais il n'y a pas de remise de documents.

Afin de précipiter les événements, Robert Lamphere tend un piège. Il rédige un faux mémo sur l'espionnage soviétique aux États-Unis, le fait signer par J. Edgar Hoover, et s'arrange pour que Judith Coplon y ait accès. Le 18 février 1949, des agents du FBI assistent de loin à la rencontre entre Judith Coplon et Valentin Goubitchev, mais ils ne la voient toujours pas remettre de document. Ils n'interviennent pas.

Robert Lamphere réalise que Judith Coplon est en train de lui échapper. Sans doute a-t-elle compris que le FBI est à ses trousses. L'agent du FBI lui tend alors un nouveau piège. Afin de provoquer une ultime rencontre, il rédige un nouveau faux rapport de Hoover dans lequel il glisse une information cruciale pour le KGB : l'identité de la taupe du FBI au sein des réseaux d'espions soviétiques aux États-Unis. Il s'agit de l'avocat américain d'une des firmes paravents du KGB aux États-Unis, l'Amtrog Trading Corporation. Le piège est à double détente : l'avocat n'est pas un informateur du FBI ; il est dans le collimateur du Bureau, qui voit en lui un fidèle compagnon de route des Soviétiques. En le dénonçant, Lamphere sème le doute et la confusion à l'intérieur des réseaux soviétiques, et force Judith Coplon à rencontrer son agent traitant.

La jeune femme tombe dans le piège et se précipite à New York pour informer son contact soviétique. Des dizaines d'agents et de secrétaires du bureau de New York sont mobilisés. À son arrivée en gare de Pennsylvania, Judith Coplon est filée par deux agents et une secrétaire (à l'époque, il n'y avait pas de femme agent au FBI). Elle descend à la station de la 190^{e} Rue.

Elle a l'air perdue : sur le quai, elle demande son chemin à l'une des secrétaires du FBI, qui la suit.

L'équipe chargée de surveiller Valentin Goubitchev abandonne rapidement la filature, de crainte d'être repérée. Judith Coplon arrive sur le lieu de son rendez-vous aux environs de 19 heures. L'attente prend fin une heure plus tard, quand Goubitchev la rejoint. Les agents du FBI n'ont pas le temps d'intervenir. La rencontre est trop furtive : Judith Coplon et Valentin Goubitchev se croisent, échangent quelques mots au passage, puis repartent chacun de leur côté.

Une équipe d'agents du FBI suit Goubitchev. L'agent du KGB est sur ses gardes et les sème sans difficulté. L'équipe chargée de Judith Coplon a elle aussi du mal à garder le contact, mais un agent parvient à se retrouver dans la même rame de métro qu'elle. Les autres agents ont perdu le contact. Robert Lamphere, qui suit l'opération depuis Washington, croise les doigts en espérant que Judith Coplon ne s'est pas aperçue de la filature. Il est en contact radio permanent avec l'agent new-yorkais Al Belmont, qui le tient informé de l'évolution de la situation.

Judith Coplon descend à la station de la 42e Rue pour prendre un bus. L'agent du FBI qui la suit voit Goubitchev la rejoindre juste avant le départ du bus. Il se précipite pour téléphoner à ses collègues. Dans les minutes qui suivent, tout ce que le FBI de New York compte d'agents et de secrétaires disponibles converge vers les différents arrêts de la ligne de bus. Un agent arrive au moment précis où le couple descend à l'arrêt de la 14e Rue pour prendre le métro. Il les suit jusque dans la rame où ils sont montés. En raison de l'heure tardive, le wagon est désert ; l'agent descend au bout de quelques stations et court téléphoner au central du FBI. La traque reprend. Des agents du FBI sont là quand le couple émerge d'une bouche de métro, aux environs de la 3e Avenue. Cette fois, ils interviennent et arrêtent les deux espions. Dans le sac de la jeune femme, les agents du FBI saisissent des documents confidentiels, dont le second faux rédigé par Lamphere. Nous sommes le 4 mars 1949, il est près de 23 heures. Le projet « Venona » vient de connaître sa première arrestation.

Poursuivie pour espionnage et conspiration, Judith Coplon a été condamnée par deux tribunaux, en 1949 et 1951. Un an plus tard, les deux condamnations seront cassées en appel. Le premier jugement sera annulé parce que la jeune femme a été arrêtée sans mandat ; le second, parce que le

FBI n'a pas été capable de produire ses preuves. Pis : le FBI est contraint de reconnaître avoir recouru à des pratiques illégales pour surveiller Judith Coplon (écoutes sauvages, micros non autorisés, cambriolages). En outre, des documents confidentiels du Bureau sont pour la première fois lus devant un tribunal. Après le procès Coplon, le FBI modifiera radicalement ses procédures. Il instaurera un nouveau système d'archivage afin de dissimuler l'emploi de techniques d'enquête illégales. Dorénavant, les dossiers concernant les écoutes sauvages ne seront plus versés dans les archives générales. C'est le début d'une série de bouleversements qui vont amener le FBI à élever un mur entre les affaires criminelles de droit commun et celles ayant trait à l'espionnage ou au contre-espionnage…

L'affaire Rosenberg

Le 21 août 1949, l'armée américaine détecte une activité sismique anormale sur le territoire soviétique. Des relevés effectués en Alaska par le 357^{e} détachement météo de reconnaissance du haut commandement américain de l'air confirment que les Soviétiques viennent de faire exploser leur première bombe atomique. À l'époque, Robert Lamphere se débat dans les méandres des procès Judith Coplon. Vers la mi-septembre, les casseurs de codes de « Venona » lui remettent un message du KGB datant de 1944, qu'ils viennent tout juste de décrypter. Il y est précisé que la source de l'information fait partie de la délégation britannique présente à Los Alamos, lieu de fabrication de la bombe américaine. Lamphere demande aux autorités nucléaires américaines copie du rapport. Il porte la signature d'un savant britannique travaillant à Los Alamos, Klaus Fuchs. L'agent du FBI tient son homme. Les archives parlent : un document de la Gestapo saisi par les Britanniques à la fin de la guerre affirme que Fuchs était un agent communiste bien avant son départ d'Allemagne pour la Grande-Bretagne. Le nom de Fuchs figure également dans un carnet d'adresses saisi par les Canadiens après la défection du transfuge Igor Gouzenko.

Interrogé en décembre 1949 par un agent du contre-espionnage britannique (MI-5), Fuchs passe aux aveux. Il reconnaît avoir livré aux Soviétiques les informations nécessaires à la fabrication de leur bombe. Son contact était un chimiste, un mystérieux Raymond.

En relisant les confessions d'Elizabeth Bentley, Robert Lamphere s'arrête sur le nom d'un chimiste nommé Harry Gold, un des contacts de Jacob Golos, l'agent du NKVD, amant de la jeune femme.

Mai 1950 : Robert Lamphere montre à Klaus Fuchs diverses photos prises par les services de surveillance. Le savant ne peut exclure qu'il s'agisse de Raymond. Pendant ce temps, à Philadelphie, des agents du FBI interrogent Harry Gold, qui reconnaît être Raymond. Gold parle d'un autre réseau soviétique présent à Los Alamos. Il révèle avoir rencontré l'un de ses membres à Albuquerque. Se fondant sur les messages décodés, Lamphere identifie l'autre taupe : il s'agit de David Greenglass qui, à son tour, dénonce le chef du réseau, son beau-frère, Julius Rosenberg, époux d'Ethel. Dans un premier temps, David Greenglass affirme avoir remis au seul Julius Rosenberg des documents concernant des recherches sur l'atome.

Dès lors, pour Lamphere, tout s'éclaire : les documents décryptés par les casseurs de codes du projet « Venona » et par Elizabeth Bentley parlent d'un mystérieux « Julius ». Lamphere est convaincu d'être tombé sur la cellule de savants chapeautée par Jacob Golos, qu'Elizabeth Bentley a mentionnée lors de ses confessions.

L'agent du FBI fouille dans la vie de Julius Rosenberg, sonde les amitiés de l'ingénieur électricien, et finit par découvrir parmi ses fréquentations cinq ingénieurs et savants déjà soupçonnés par le FBI d'être des agents de Moscou. Deux d'entre eux s'enfuient pour Moscou. Le FBI n'a jamais trouvé de preuves contre les deux suivants. Le dernier, Morton Sobel, s'est réfugié au Mexique ; enlevé par la police secrète, il est roué de coups et expulsé *manu militari* aux États-Unis, où il est immédiatement arrêté par des agents du FBI. Il arrive à New York juste à temps pour être jugé en compagnie des époux Rosenberg.

J. Edgar Hoover est décidé à faire craquer Julius Rosenberg ; il entend obtenir sa confession. Le jour de l'arrestation de Rosemberg, le directeur du FBI a reçu un mémo d'Al Belmont lui suggérant de « considérer tous les moyens possibles pour faire pression sur Rosenberg », y compris l'inculpation de son épouse. En marge, Hoover a noté : « Oui, bien entendu. » Deux jours plus tard, le directeur du FBI écrit au Procureur général McGrath que des poursuites contre Ethel Rosenberg pourraient servir de « levier » pour faire craquer son époux. En dépit du peu de charges retenues contre elle, Ethel Rosenberg est arrêtée le 11 août 1950. Ses deux fils passeront de parents en parents pour finir dans un foyer pour enfants

juifs. Du fond de sa prison, Ethel Rosenberg est terrassée par des migraines ; la nuit, dans son sommeil, elle sanglote. Julius Rosenberg ne cède pas. J. Edgar Hoover non plus.

Le 8 février 1951, soit un mois avant l'ouverture du procès de Julius Rosenberg, le Comité sur l'énergie atomique, qui compte une vingtaine de parlementaires et des représentants du Département de la Justice, se réunit pour discuter de l'affaire. Officiellement, le Comité doit décider des documents qui seront versés au dossier de l'accusation. Afin de faire craquer son mari, le représentant du Procureur général plaide avec force pour une condamnation d'Ethel Rosenberg. Mais le dossier d'Ethel est désespérément vide. Dix jours avant l'ouverture du procès, les agents du FBI entendent à nouveau le frère d'Ethel, David Greenglass. Lors de son premier interrogatoire en date du 17 juillet 1950, celui-ci affirmait avoir remis dans la rue des documents à Julius Rosenberg. Cette fois, il change de version et incrimine sa sœur : il dit avoir procédé à cette remise au domicile des époux Rosenberg ; Ethel était présente et, à la demande de son mari, aurait tapé à la machine le contenu des documents. Dès lors, le destin de la jeune femme est scellé : elle aussi sera jugée.

Le procès des époux Rosenberg débute le 6 mars 1951. Le président du tribunal, le juge Irvin R. Kaufman, est un homme intransigeant, lui aussi résolu à jouer la carte de la peine de mort. Après trois semaines de débats, le 29 mars, le jury reconnaît les époux Rosenberg coupables. Le juge Kaufman les condamne à mort le 5 avril. Dans ses attendus, il affirme qu'en livrant les secrets de la bombe atomique américaine aux Russes, « les époux ont entraîné l'agression communiste contre la Corée, qui a fait plus de 50 000 morts ». Mais il n'y a toujours pas l'ombre d'une preuve que Julius Rosenberg ait livré les secrets de la bombe atomique américaine aux Soviétiques.

J. Edgar Hoover a compris qu'il a perdu. Les époux Rosenberg ne céderont pas. Il tente alors une ultime manœuvre. Le 18 juin 1953, veille de la date prévue pour l'exécution, il envoie six cadres et agents du FBI à la prison de Sing-Sing. À leur tête, Al Belmont, directeur adjoint chargé de la division « Domestic Intelligence », secondé par le chef de la section espionnage du Bureau. Le plus jeune des agents s'appelle Anthony Villano ; il a été choisi pour ses qualités de sténographe – il est capable de prendre 170 mots à la minute –, et parce que c'est un homme : Hoover n'aime pas que ses agents voyagent avec les femmes employées par le Bureau.

Les six hommes arrivent à la tombée de la nuit pour ne pas être remarqués par les médias. Le directeur les loge dans un appartement au-dessus du garage. Il leur a aussi réservé deux cellules, afin qu'ils y installent leur bureau. Situées dans le « couloir de la mort », les deux cellules sont à l'écart, de sorte que les deux époux et les autres condamnés à mort ne puissent pas apercevoir les agents du FBI. Anthony Villano a reçu pour instruction d'apporter du matériel de bureau pour tenir un bon mois. Les six agents du FBI sont venus pour recueillir les confessions des époux Rosenberg. Une ligne directe les relie au « Siège du Gouvernement ».

Le jour de l'exécution étant un samedi, jour férié dans la religion juive, le juge Kaufman fixe l'heure fatidique à 20 heures, après la fin du shabbat. Cela pose un autre problème : le bourreau, un électricien qui vit dans le nord de l'État de New York, ne peut arriver avant 21 heures. J. Edgar Hoover demande qu'on lui dépêche un hélicoptère. Finalement, l'homme arrive à bord d'une voiture officielle, escorté par des agents du FBI.

Interrogé sur le point de savoir lequel des deux époux doit être exécuté en premier, J. Edgar Hoover répond sans hésiter : Julius Rosenberg, alors que le directeur de la prison lui a signalé qu'Ethel semble plus résolue que son mari. Le directeur estime que Julius est susceptible de craquer s'il voit son épouse se diriger vers la chaise électrique avant lui. Hoover, pour sa part, se dit que le Bureau serait bien embarrassé si seule cette mère de deux enfants était exécutée.

Quelques minutes avant 20 heures, un rabbin rend visite aux Rosenberg et leur demande s'ils veulent passer aux aveux. Tout est prévu pour cette éventualité : les six agents du FBI attendent dans leur cellule-bureau. Si l'un des deux époux flanche, même s'il est déjà assis sur la chaise électrique, ordre est donné de tout arrêter. À la Maison-Blanche, le président Eisenhower attend à côté du téléphone qui le relie directement à J. Edgar Hoover. Il est prêt à signer le décret de commutation des peines. Mais les époux Rosenberg ne cèdent toujours pas. Plutôt mourir…

Comme convenu, après l'exécution de Julius Rosenberg, le gardien-chef se plante au milieu du « couloir de la mort », afin d'être vu des agents du FBI, et leur adresse un grand signe du bras. Anthony Villano est surpris : il pensait que, pendant l'exécution, les lumières de la prison faibliraient. Il ignore que la chaise électrique est dotée de son propre générateur. Al Belmont décroche le téléphone et annonce la nouvelle à J. Edgar Hoover.

Puis il s'assoit et attend. Plus de cinq minutes s'écoulent. La sueur dégouline du visage de Belmont. Il se prend à espérer que le coup de poker a marché et qu'Ethel Rosenberg, songeant à ses deux enfants, a craqué à la seule vue de la chaise électrique. Malheureusement, Villano voit le gardien-chef arriver et leur faire signe que tout est fini. Belmont décroche le téléphone :

« Monsieur Hoover, dit-il, Ethel y a eu droit. »

Hoover grommelle qu'il n'a pas compris.

« Vous savez ce que je veux dire… Elle est partie. »

Le directeur du FBI veut qu'on lui annonce la nouvelle dans les formes.

« Monsieur Hoover, elle est officiellement morte. »

Belmont ignore un détail atroce. S'il a fallu deux minutes pour exécuter Julius Rosenberg, il n'en est pas allé de même pour Ethel. Son cœur battait encore après la première décharge électrique, et on a dû recommencer. Il a fallu quelque cinq minutes pour tuer la jeune femme.

Au « Siège du Gouvernement », à l'annonce de la mort des époux, un agent hasarde une plaisanterie de mauvais goût. Robert Lamphere se lève pour lui décocher un coup de poing. Son supérieur le plaque contre le mur.

« On ne voulait pas qu'ils meurent ! s'exclame Lamphere. On voulait juste qu'ils parlent ! »

Au même instant, à la prison de Sing-Sing, les six agents du FBI rangent leurs affaires. Dans la voiture, sur le chemin du retour, Al Belmont, pourtant d'ordinaire si prudent, se laisse aller à critiquer l'étroitesse d'esprit et la rigidité du Directeur. Pour la première fois, l'agent Villano se rend compte que J. Edgar Hoover, qu'il idolâtrait plus que tout au monde, n'était pas exempt de défauts.

« À notre retour, nous n'étions plus les mêmes », écrira Villano dans ses mémoires.

McCarthy et Hoover

Le 9 février 1950, quinze jours après la condamnation d'Alger Hiss, au fin fond d'une Amérique frileuse et anticommuniste, à Wheeling, en Virginie-Occidentale, un obscur sénateur s'adresse au Club des femmes républicaines. Emporté par son élan, Joseph McCarthy déclare :

« Je n'ai pas le temps de vous citer le nom de tous les membres du Département d'État qui sont membres du Parti communiste ou qui appartiennent à un réseau d'espionnage… »

Sortant une feuille de papier, le sénateur s'emballe :

« J'ai dans la main une liste de 205 noms. Cette liste est connue du secrétaire d'État, et pourtant ils continuent à travailler et à façonner la politique du Département d'État ! »

Le discours de Joseph McCarthy fait la une des principaux quotidiens et enflamme Washington. J. Edgar Hoover en prend connaissance avec irritation. Comment se fait-il que McCarthy ne l'ait pas averti ? Pourtant, les deux hommes se connaissent de longue date. Ils se fréquentent et s'estiment. Il n'est pas rare de voir le sénateur dîner avec J. Edgar Hoover et Clyde Tolson dans un des meilleurs restaurants de la capitale. Hoover et Tolson dînent aussi régulièrement chez les McCarthy. Les trois hommes se retrouvent au champ de courses. En Californie, ils prennent leurs vacances au même moment, au même endroit, à l'hôtel Del Charro, propriété de deux milliardaires texans en odeur de mafia. Interrogé par un journaliste du *San Diego Evening Tribune*, Hoover chante les louanges de son « ami » McCarthy.

De retour à Washington, Joseph McCarthy téléphone à son ami Hoover pour se féliciter d'avoir attiré l'attention des médias sur leur cause commune, la lutte anticommuniste. Le directeur du FBI lui demande des éclaircissements à propos de sa liste des 205 communistes du Département d'État. « Joseph McCarthy lui explique qu'il s'est laissé emporter, raconte Cartha DeLoach. Il n'avait pas de liste des espions communistes du Département d'État. La feuille de papier qu'il brandissait était une liste de blanchisserie ! »

J. Edgar Hoover ne dit mot.

Le sénateur demande son aide à Hoover afin d'étayer ses accusations. Le Directeur rédige un mémo à l'attention d'Al Belmont, qui le transmet à William Sullivan, lequel lui fait part de sa perplexité : « Le sénateur est un "irresponsable", note Sullivan ; il serait dangereux, pour le Bureau, de se retrouver associé avec lui. » Belmont n'est pas de cet avis : selon lui, le sénateur peut être utile au Bureau. « Nous avons donné à McCarthy tout ce que nous avions, écrit Sullivan dans ses mémoires, mais nous n'avions que des bribes et nous n'avions pas de quoi prouver ses accusations. » Ce n'est

certes pas faute d'avoir essayé : des agents du FBI passent des mois à éplucher les archives du Bureau, sans rien trouver.

William Sullivan prépare le « matériel » qui sera remis au sénateur. Il s'agit de « notes blanches » rédigées à partir de dossiers confidentiels du FBI. Prudent, J. Edgar Hoover se garde bien de remettre des copies des archives du FBI.

L'aide du FBI ne s'arrête pas là ; la division « Crime Records », chargée de la communication du Bureau, rédige certains des discours du sénateur. Son directeur, Louis B. Nichols, prend McCarthy en main ; il lui apprend à modérer son propos afin de gagner en efficacité, lui enseigne l'art de manipuler les médias en leur communiquant des informations juste avant leur *deadline*, empêchant ainsi toute vérification.

La réélection de Joseph McCarthy en 1952 achève de lui conférer une stature nationale. Il prend la présidence d'une commission sénatoriale et d'un sous-comité permanent d'enquête. Le sénateur multiplie diatribes et accusations *ad hominem* contre le gouvernement fédéral des États-Unis. Nul n'est épargné par ses foudres : stars du cinéma, personnalités du gouvernement, des médias et de l'armée sont accusées d'être des espions à la solde des Soviétiques. Hoover ne lui refuse pratiquement plus rien : il lui prête ses témoins (Whittaker Chambers), lui indique en quoi ils peuvent l'aider. Des anciens du Bureau rejoignent l'équipe de McCarthy, surnommée le « petit FBI ». À leur tête, Don Surine, un agent renvoyé pour avoir « fraternisé » avec une prostituée. Hoover lui a pardonné et le place auprès de McCarthy pour veiller aux intérêts du Bureau.

Mais, à l'intérieur du Bureau, des agents regimbent : « McCarthy a démoli tout ce qui était bien dans nos enquêtes, commente John McDermott qui a passé le plus clair de sa carrière à combattre la menace communiste. Le gouvernement avait de quoi s'inquiéter, vu l'essor du Parti communiste après la Seconde Guerre mondiale, l'existence d'un réseau clandestin et les financements de Moscou. Mais McCarthy et ses mignons en ont fait une affaire politique. Ils ont exagéré les accusations. Résultat : les Américains ont perdu foi dans les manœuvres anticommunistes de leur gouvernement. »

L'amitié de Hoover a ses limites : elle fait défaut au sénateur au moment où il en a le plus besoin, alors qu'il s'est engagé dans un bras de fer à l'issue incertaine avec l'administration Eisenhower. Après s'être attaqué aux communistes nichés au sein du Département d'État, aux « porteurs de

valises » d'Hollywood, McCarthy dénonce l'infiltration soviétique au sein de l'armée. La proie est de taille ! Les auditions de la commission permanente commencent le 22 avril 1954 : un événement national, retransmis en direct sur les trois chaînes de la télévision du pays pendant trente-six jours, avec l'audience record de 20 millions de téléspectateurs. Très vite, le sénateur se retrouve en difficulté. Au neuvième jour, il brandit son joker : la « copie carbone » d'une lettre, classée « personnelle et confidentielle », de J. Edgar Hoover mettant en garde l'armée contre la présence de 34 personnes « à risque » au sein du Signal Corps Research Center de Forth Monmouth. Le public ignore que le Signal Corps est chargé, entre autres, des transcriptions de l'opération « Venona ». Mais cela n'a pas échappé à une poignée d'agents du FBI, dont Robert Lamphere, indigné à l'idée que l'on puisse accuser ses compagnons de lutte d'être des rouges.

L'avocat de l'armée s'oppose à ce qu'une copie de la lettre soit versée au dossier. Il réclame des précisions à J. Edgar Hoover. Le directeur du FBI répond qu'il n'y a pas de lettre, mais que certains termes du courrier cité par McCarthy semblent bien extraits d'un mémo envoyé à l'armée. L'avocat de l'armée conclut : « Monsieur le Sénateur, vous avez une copie carbone de rien du tout ! » Pour McCarthy, c'est le commencement de la fin. Le 2 décembre 1954, le Sénat vote la censure à son encontre. Très vite, il tombe dans l'oubli et meurt deux ans plus tard d'une hépatite, conséquence d'une excessive consommation d'alcool.

Pourquoi Hoover a-t-il laissé tomber son « ami » McCarthy ? Cartha DeLoach, numéro trois du Bureau dans les années 1960, explique : « Même si les deux hommes étaient férocement anticommunistes, le sénateur Joseph McCarthy n'était pas un ami personnel de J. Edgar Hoover. Hoover ne l'aimait pas. En partie parce que McCarthy l'avait supplanté à la tête de la croisade anticommuniste. Le Directeur ne pouvait pas ignorer McCarthy, mais il le tenait à bonne distance. Quand le sénateur a tenté d'impliquer le FBI, Hoover a mis les choses au point. » Et alors ? et les dîners en ville chez les McCarthy, et les notes blanches ? les vacances à La Jolla ? les virées sur les champs de courses ? les belles professions de foi anticommunistes ? C'était quoi, tout cela ? Le « baiser de la mort », ni plus ni moins. Et, question baiser de la mort, J. Edgar Hoover s'y connaît !

Copyright FBI

Dans les années 1950, en pleine guerre froide, sort le film *J'étais un communiste pour le FBI*, qui donne lieu à une série d'articles dans le *Saturday Evening Post*, à un livre et à une série d'émissions de radio populaires. Hoover a-t-il cru que se reproduisait le cauchemar du succès de *Confession d'un espion nazi* ? A-t-il été agacé par le triomphe d'un film caricatural jusqu'au ridicule ? Il prend ses distances, fait savoir qu'en aucun cas le Bureau ne saurait être associé à la sortie du film de la Warner. Le directeur du FBI interdit à ses agents d'en faire la promotion. En 1954, il obtient que le Congrès vote la loi n° 670 accordant au Bureau les moyens de protéger son nom de toute exploitation commerciale indue. Désormais, il est le seul détenteur du copyright FBI. La loi n° 670 lui permet d'exercer des pressions sans précédent sur Hollywood. Dans les années qui suivent, plus de six cents projets de livres, de films, de téléfilms ou d'émissions de radio sont soumis à sa censure. Il les jette presque tous à la poubelle. Il corrige sévèrement le reste. Au nom de la loi n° 670, il fait disparaître le personnage de l'agent du FBI paresseux de la série phare de CBS, *Hawaii Police d'État*, il modifie le scénario de la comédie *Un pilote dans la lune*, et les agents du FBI dépeints de manière peu flatteuse deviennent des hommes de gouvernement. Dans une lettre au SAC de Los Angeles, Walt Disney affirme : « Je ne présenterai jamais [le FBI] autrement que sous un jour favorable, en raison de mon estime pour le Bureau et son directeur[8]. »

Pour J. Edgar Hoover, l'événement principal de l'année 1956 n'est pas la réélection du président Eisenhower et de son vice-président Richard Nixon, mais la publication, en décembre, d'un livre intitulé *FBI Story*. Rédigé par Don Whitehead, plume couronnée d'un double prix Pulitzer, l'ouvrage bénéficie de l'appui du Bureau. La critique s'enflamme, les ventes s'envolent. Le livre est publié en feuilleton dans 170 journaux américains. Un studio d'Hollywood en achète les droits[9]. Grâce à la loi n° 670, J. Edgar Hoover s'empare de la production. Même si son nom ne figure pas au générique et s'il n'en a retiré aucun avantage financier, Hoover devient le véritable producteur exécutif du film. Il en est l'un des héros (il fait une brève apparition dans son propre rôle en compagnie de Clyde Tolson). Il choisit avec soin les épisodes qui le composent (une version tronquée de l'arrestation de Karpis figure en bonne place dans le scénario). On y retrouve certaines des aventures vécues par Wallace Estill

(la chasse aux contrebandiers de platine en Amérique latine) ou Jack Danahy (la traque des agents communistes à New York). Hoover impose enfin son choix pour le rôle principal : c'est James Stewart qui jouera le rôle de Chip Hardesty ; le Directeur estime en effet qu'il est le mieux placé pour donner une image positive des agents. Le FBI passe au crible l'équipe du film : des acteurs aux machinistes et aux électriciens, sans oublier l'équipe de production, tout le monde doit être irréprochable. Les communistes, leurs compagnons de route, les repris de justice, leurs comparses, les alcooliques et autres déviants n'ont pas leur place sur le plateau. Deux agents du FBI stationnent en permanence sur le tournage afin de veiller à ce que les instructions de leur patron soient respectées. Le réalisateur Mervyn LeRoy retourne une scène parce qu'un des figurants déplaît au directeur du FBI. Avant la sortie du film, Mervyn LeRoy organise une projection privée au « Siège du Gouvernement » pour J. Edgar Hoover, Clyde Tolson et Cartha DeLoach. « Je n'ai jamais été aussi nerveux de ma vie, reconnaît le réalisateur. Je transpirais comme jamais. Ils ne riaient pas là où il fallait, ils ne réagissaient pas… » Les lumières se rallument, le réalisateur souhaite disparaître sous terre quand Hoover lui fait signe d'approcher, le prend dans ses bras et lui dit : « Mervyn, c'est un des plus beaux boulots que j'aie jamais vus ! » Alors tout le monde s'est mis à applaudir…

1- Voir Dusko Popov, *Spy/Counterspy : The Autobiography of Dusko Popov*, New York, Grosset & Dunlap, 1974 ; Russell Miller, *Codename Tricycle : The Playboy Double-Agent*, Londres, Pimlico, 2005 ; William Stevenson, *A Man Called Intrepid, the Secret War*, New York, Ballantine, 1976 ; Nigel West, *Seven Spies Who Changed the World*, Londres, Secker & Warburg, 1991 ; J.C. Masterman, *The Double Cross System in the War of 1939 to 1945*, Yale University, 1972.

2- Peu après, le 16 juin 1942, dans le cadre de la même opération, un second sous-marin, le U-584, débarque quatre autres saboteurs à Ponte Vedra Beach, en Floride, au sud de Jacksonville.

3- À l'époque, le bar favori de Danahy dans le Bronx…

4- Au lendemain de Pearl Harbor, le président Roosevelt confie à la toute jeune OSS le théâtre des opérations en Europe, en Afrique du Nord et dans une partie de l'Asie du Sud-Est (Chine, Vietnam, Birmanie) ; l'armée se charge du reste du monde à l'exception de l'Amérique latine, chasse gardée de J. Edgar Hoover.

5- Rares sont les films à s'être inspirés de ses succès. À la fin des années 1950, dans une des séquences de *FBI*, de Mervyn LeRoy, on voit James Stewart en Amérique latine dans une situation qui n'est pas sans évoquer les aventures équatoriennes de Wallace Estill. Signalons également que, pour les besoins de son *Notorious* (*Les Enchaînés*), Alfred Hitchcock transforme Cary Grant en agent du FBI chasseur d'espions face à la troublante Ingrid Bergman, épouse malheureuse d'un espion nazi dans le Brésil de l'après-guerre.

6- William Sebold est le plus célèbre des agents doubles manipulés par le FBI. Ressortissant américain d'origine allemande, il est enrôlé de force par la Gestapo lors d'une visite à sa famille qui réside à Hambourg. De retour aux États-Unis, Sebold révèle à des fonctionnaires du Département d'État qu'il est chargé d'une mission d'espionnage. Le FBI hérite de l'affaire. Les opérateurs radio du FBI se substituent à lui et, le 31 mai 1940, envoient leur premier message à destination de l'Allemagne. Dans le même temps, le FBI surveille le réseau d'agents allemands mis à la disposition de Sebold par les nazis. À sa tête, Frederick Joubert Duquesne. Après seize mois d'enquête, le 29 juin 1941, J. Edgar Hoover annonce l'arrestation des 33 espions allemands de l'organisation Duquesne. Lors du procès, Sebold est le principal témoin de l'accusation. Le 2 janvier 1942, le verdict tombe : au total, 310 ans et 9 mois de prison.

7- Voir Robert J. Lamphere et Tom Shachtman, *The FBI-KGB War : A Special Agent's Story*, New York, Random House, 1986 ; John Earl Haynes et Harvey Klehr, *Venona : Decoding Soviet Espionage in America*, New Haven, Yale University Press, 1999 ; Alexander Vassiliev et Allen Weinstein, *The Haunted Wood : Soviet Espionage in America – The Stalin Era*, New York, Random House, 1999 ; Marcia Mitchell et Thomas Mitchell, *The Spy Who Seduced America : Lies and Betrayal in the Heat of the Cold War*, *The Judith Coplon Story*, Montpelier, Invisible Cities Press, 2002.

8- Walt Disney est l'un des plus fidèles alliés de Hoover à Hollywood (parmi les 500 pages déclassifiées par le FBI figure un document daté de juillet 1936 adressé par J. Edgar au père de Mickey). Dès 1941, à la suite d'une grève intervenue dans ses studios, Walt Disney fournit au patron du FBI des listes d'agitateurs communistes opérant à Hollywood.

9- La Warner a acheté les droits d'adaptation de *FBI Story* pour 100 000 dollars. Or un ancien du FBI, Gordon Gordon, et son épouse ont publié quelques années auparavant, sous le même titre, un roman dont ils ont envoyé l'adaptation cinématographique à la Warner. Les époux Gordon crient au plagiat et à la contrefaçon. Un tribunal leur donne raison et leur accorde 54 000 dollars de dommages et intérêts. Depuis, c'est la guerre entre le FBI et les époux Gordon. Un rapport adressé à Cartha DeLoach le 14 août 1963 conclut que le « FBI ne pourra faire l'objet d'aucune production ou livre signé par Gordon ». Le FBI s'acharne et s'en prend à l'un de leurs films produit par les studios Disney, *L'Espion aux pattes de velours*. L'affaire est directement suivie par Cartha DeLoach. Pas de quoi pourtant fouetter un chat dans cette comédie (archétype des productions Disney des années 1960) dans laquelle un chat siamois se transforme en collaborateur du FBI pour délivrer une caissière de banque retenue en otage par deux braqueurs ! Les agents du FBI auront beau chercher des poux dans la tête de l'« espion aux pattes de velours », ils ne pourront empêcher sa sortie en 1965.

III

La ligne d'ombre (1946-1963)

Dans lequel le lecteur découvre que l'opération Capga est une occasion manquée – Les liaisons dangereuses version J. Edgar Hoover – Où l'on assiste aux conséquences du sommet mafieux d'Appalachin – L'Entreprise, ou la multinationale des héritiers d'Al Capone – Où il est question des rapports entre J. Edgar Hoover et les Kennedy – Des Kennedy et de la Mafia – À propos d'un mythe urbain : la Mafia et Gay Edgar Hoover – Dans lequel on revoit Bob Maheu, la Mafia et la CIA – Où Jack Danahy retrouve Joe Valacchi – JFK, un caillou dans la chaussure du parrain…

Opération « Capga »

Le lundi 24 juin 1946, une voiture attend aux feux du carrefour de State Street et Pershing Avenue, à Chicago. À son bord, un riche homme d'affaires de soixante-cinq ans qui s'appelle James Ragen. C'est le propriétaire de Nationwide News Service, une agence télégraphique qui donne avec un très léger différé les résultats des courses aux officines de pari mutuel dans 223 villes des États-Unis, du Canada, du Mexique et de Cuba. Il a pour clients pratiquement tous les bookmakers légaux et clandestins d'Amérique du Nord. Nationwide News Service a exercé un monopole pendant près de vingt ans[1]. Mais trois malfrats ont lancé en Californie une agence concurrente, Trans-America Wire, puis proposent à

James Ragen de la racheter. Ce sont des hommes de paille derrière lesquels se profile l'ombre inquiétante d'anciens associés du roi de la pègre de Chicago, Al Capone. Les jours de Ragen sont comptés. Prenant peur, il s'en est allé au FBI tout raconter de ce qu'il connaît de la mafia de Chicago. Et il en sait long. Ragen a réclamé la protection du Bureau. Mais, après avoir recueilli ses confidences, le FBI l'a renvoyé chez lui sans protection. « Nous ne sommes pas une agence de gardes du corps », aimait à répéter J. Edgar Hoover. Pis : un fonctionnaire du Département de la Justice a prévenu les hommes de la Mafia que James Ragen les avait balancés aux fédéraux.

C'est un homme effrayé qui attend au feu rouge de State Street. Il a aussi envisagé de se placer sous la protection de la police municipale. Mais autant demander la protection des amis d'Al Capone ! Il a dès lors embauché des gardes du corps qui le suivent à bord d'une voiture.

Un camion bâché, chargé de caisses d'oranges, s'arrête à sa hauteur. La bâche se soulève. Deux coups de feu claquent. L'homme s'effondre au volant, blessé à l'épaule et au bras. Le camion s'éloigne sans que les gardes du corps de Ragen aient eu le temps d'intervenir.

James Ragen est transporté d'urgence à l'hôpital. Placé sous tente à oxygène, il subit dix transfusions. Et s'en sort. Un miracle, de l'avis des médecins ! Mais le 14 août 1946, vers 4 heures du matin, il est pris de violentes convulsions et décède peu après. L'autopsie révèle des traces de mercure dans son sang. James Ragen a été empoisonné alors qu'un policier était posté devant sa chambre. Par la suite, quatre témoins identifient formellement les tueurs de Ragen : la piste conduit à un ancien garçon de courses d'Al Capone, Jack Ruby, qui passera dans l'histoire pour avoir assassiné Lee Harvey Oswald[2], l'assassin présumé de John Fitzgerald Kennedy. Le premier témoin est assassiné, le deuxième disparaît, les deux autres se rétractent. Les tueurs ne seront jamais jugés.

Le célèbre journaliste Drew Pearson s'empare de l'affaire. Dans son émission de radio dominicale du 30 juin 1946, il affirme que l'exécution de James Ragen a été décidée au cours d'une réunion au sommet des parrains du pays, le 19 juin à New York, à l'issue du match de boxe opposant Joe Louis à Bill Conn pour le titre de champion du monde des poids lourds. Pearson précise que les tueurs sont originaires de Chicago. Il dénonce leurs commanditaires. Parmi eux, Benjamin Bugsy Siegel. J. Edgar Hoover ne peut plus rester les bras croisés.

Bugsy Siegel est une vieille connaissance du directeur du FBI. C'est un des membres fondateurs de Murder Inc., le syndicat du crime qui a tant fait couler de sang dans les rues de New York, et d'encre dans les journaux. Bras armé de la « Commission », le gouvernement de la Mafia, Murder Inc. a été constituée par des poids lourds du crime organisé : Frank Costello, Meyer Lansky, Lucky Luciano et Benjamin Bugsy Siegel. Son tableau de chasse : 700 assassinats en dix ans. On se souvient que Murder Inc. a permis à J. Edgar Hoover d'entrer dans la légende à la suite de l'arrestation de son principal dirigeant, Louis Lepke Buchalter. Mais le plus furieux d'entre ces tueurs, Bugsy Siegel (30 assassinats à son palmarès), s'en était tiré. Maintenant que Hoover a retrouvé sa piste, il ne va plus le lâcher.

C'est ainsi que commence la plus méconnue des opérations du FBI, « Capga » – comme « Capone Gang », certains des associés de Siegel étant d'anciens de la bande d'Al Capone.

Bugsy Siegel a trouvé refuge à Los Angeles, une des villes « ouvertes » de la Mafia où toutes les familles sans exclusive ont le droit de s'installer. Grâce à l'un de ses amis d'enfance, l'acteur George Raft, il a accès au Tout-Hollywood. Raft, l'idole des gangsters, est aussi la bête noire de J. Edgar Hoover. Siegel a élu domicile dans le quartier chic de Beverley Hills, où il reçoit tout ce que la ville compte de stars. Mais un autre Siegel, bien plus inquiétant, est à l'œuvre dans le Los Angeles du crime : il gère les intérêts de familles mafieuses de New York et de Chicago dans la ville, supervise la distribution de drogue, s'occupe des jeux de hasard, lance Trans-America Wire, l'agence télégraphique de résultats des courses rivale de Nationwide News Service, et Dieu sait quoi d'autre encore…

Au mois de juillet 1946, le SAC de Los Angeles A.E. Ostholthoff lance ses agents à ses trousses. Mais le mafieux se déplace en permanence. Il réside à Hollywood, loue des suites à l'hôtel St. Francis à San Francisco, se rend fréquemment à Chicago ou à New York, ou encore à Las Vegas au milieu du désert du Nevada. Dans un mémo au Procureur général Tom Clark, le 18 juillet 1946, J. Edgar Hoover souligne : « En raison de ses intérêts, Siegel voyage constamment. Il est très difficile de suivre ses activités et d'anticiper ses mouvements. On ne peut que recommander que nous soit accordée l'autorisation de "couvrir" tous hôtels, résidences et bureaux où Siegel pourrait descendre lors de ses déplacements dans le pays. » Pourquoi ne pas commencer par « placer une surveillance

technique » dans la suite 408 du Last Frontier Hotel de Las Vegas où descend Bugsy Siegel ? Le Procureur général accepte.

Les agents du FBI découvrent la raison de la présence de Siegel à Las Vegas : il est associé au patron du tout-puissant quotidien *Hollywood Reporter*, William Richard Wilkerson. Homme de presse, Wilkerson est aussi un industriel de la nuit : le Tout-Hollywood se presse pour être vu dans ses night-clubs **(**Vendome, Cafe Trocadero, Sunset House, Ciro's, LaRue et L'Aiglon). Wilkerson rêve en grand et en technicolor. Il veut lancer à Las Vegas un complexe hôtelier avec casino, salle de spectacles, boîte de nuit, piscines. Du jamais vu dans la région. Le projet est ambitieux : il s'agit de faire mieux que les casinos de Monte-Carlo, et plus luxueux que les établissements de jeux contrôlés par la Mafia à Cuba. Wilkerson a déjà trouvé un nom pour son casino : le Flamingo. Mais il a besoin d'associés. Il s'est adressé à un parrain de la mafia new-yorkaise, lequel lui a déniché un nouveau partenaire : Bugsy Siegel.

En ce début du mois de juillet 1946, Siegel est résolu à racheter à bas prix les participations de son partenaire, quitte à lui secouer un peu les puces. Siegel s'ouvre de ses projets à ses proches. Et ça ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd : le FBI vient juste de sonoriser sa suite du Last Frontier. Les agents fédéraux prennent bonne note des intentions de Bugsy Siegel.

J. Edgar Hoover voit là l'occasion de faire trébucher un vieil adversaire. Il informe son ami le journaliste Walter Winchell qui, dans son émission de radio dominicale, annonce : « D'après le FBI, un racketteur de la côte Ouest est en train de menacer un patron de presse de la côte Ouest pour qu'il cède ses parts dans un hôtel. » L'indiscrétion risque de faire capoter l'affaire. Informé de cette « fuite », Bugsy Siegel s'énerve. Il fait contacter Walter Winchell. Le journaliste prend peur et envoie une lettre à Siegel. Le 21 juillet, ce dernier, qui séjourne à Las Vegas, reçoit un coup de fil d'un de ses hommes qui lui lit la lettre envoyée quelques jours plus tôt par Winchell. Le journaliste y présente ses excuses au parrain. L'information vient de J. Edgar Hoover, qui n'a pas dit à Winchell que Siegel se trouvait à Las Vegas, ce qui lui aurait permis de l'y joindre directement. Winchell est d'autant plus chagriné que le directeur du FBI et Bugsy Siegel sont, écrit-il, « ses deux meilleurs amis ».

Au téléphone, Siegel explose. Les magnétos du FBI tournent, l'agent du FBI chargé de rédiger le rapport d'écoute note : « Siegel parle du

Directeur d'une manière dégradante et insultante ; il déclare qu'il fera en sorte que Winchell lui amène le Directeur pour qu'il lui extorque la source de ses informations. »

Une fois qu'il a raccroché, Siegel s'adresse à sa petite amie, Virginia Hill. Il a la ferme intention de se rendre à New York pour que Winchell lui amène ce « suceur de queues » de Hoover. Surnommé « Bugsy » parce qu'il est aussi imprévisible qu'un insecte (*bug*), Siegel est assez cinglé pour tenter d'enlever J. Edgar Hoover et le torturer. Mais le parrain renonce à son projet, sans doute dissuadé par des « amis » qui n'ont aucune envie de déclarer la guerre à l'État américain.

Siegel représente les intérêts d'un consortium composé des principaux parrains de la mafia new-yorkaise, dirigé par son ami d'enfance Meyer Lansky. C'est Lansky qui l'a entraîné dans l'affaire. Au début, Siegel n'était pas intéressé et ne voyait pas pourquoi il aurait dû renoncer à une vie de paillettes à Hollywood pour aller s'enterrer au fin fond du désert du Nevada. Lansky a su se montrer convaincant. Très vite, Siegel se passionne pour le Flamingo, au point d'y investir son temps et son argent.

Le FBI n'entend pas laisser la Mafia construire son casino sans réagir. Une enquête est ouverte pour violation des lois fédérales. L'autorité chargée des autorisations (Civilian Production Authority, CPA) multiplie les obstacles. Régulièrement interrompus, les travaux repartent à coups de pots-de-vin. Le FBI soupçonne le sénateur du Nevada Pat McCarran d'être l'un des bénéficiaires des largesses de Bugsy Siegel. Mais celui-ci a un autre ennemi : lui-même ! Rien n'est trop beau ni trop luxueux pour le Flamingo. Le coût des travaux explose. Le budget prévisionnel, qui était de 1,5 million de dollars en octobre 1946, passe à 4 millions, pour finir à plus de 6 millions.

Meyer Lansky et ses associés demandent des comptes. Bugsy Siegel est convoqué à New York. Le bureau local du FBI entre dans la danse. Des dizaines d'agents new-yorkais sont mobilisés, dont deux vieilles connaissances, Jack Danahy et son partenaire Robert Maheu.

Jack Danahy n'a, pour ainsi dire, pas vu la fin de la Seconde Guerre mondiale. A-t-il pris le temps de se réjouir avec les New-Yorkais massés sur Time Square ? À peine. Un ennemi chasse l'autre : la traque des espions nazis est terminée, celle des agents communistes continue. Ajouter un nouveau gibier à son tableau de chasse ne lui fait pas peur : cela fait des années que les agents new-yorkais du FBI rêvent de se payer les parrains de

la Mafia. Danahy compulse le dossier Siegel : le nom du parrain apparaît une centaine de fois dans les archives du bureau de New York. La première fois que le Bureau s'est intéressé à lui remonte au 9 janvier 1934 ; il est alors décrit comme un des plus importants gangsters new-yorkais, établi dans un des palaces de la ville, le Waldorf Astoria.

Le 5 octobre 1946, branle-bas de combat : Bugsy Siegel embarque à bord du vol 140 de l'American Airline qui relie l'aéroport de Burbakan à celui de La Guardia, à New York. Les agents du FBI font le tour des palaces new-yorkais afin de localiser la suite de Siegel et de la sonoriser. Le parrain n'est attendu nulle part. Et pour cause : les suites 627 et 629 de l'hôtel Roosevelt qui l'attendent ont été réservées au nom de la société de juke-boxes « Rudolf Wurlitzer Company »… Sitôt arrivé, Siegel passe un coup de fil. Les agents du FBI n'ont pas encore eu le temps d'installer leur matériel d'écoute, mais ils relèvent le numéro. C'est celui d'une vieille connaissance : Frank Costello.

Frank Costello vient de prendre le pouvoir au sein de la famille Luciano, la première des organisations criminelles new-yorkaises, la « Rolls-Royce du crime organisé ». Avec Meyer Lansky, Lucky Luciano et Benjamin Bugsy Siegel, c'est l'un des chefs historiques de la mafia américaine, celle de la prohibition et de l'ère des gangsters. Un quatuor gagnant qui, on l'a vu, a créé dans les années 1930 la « Commission », le gouvernement de la Mafia. Luciano, Lansky et Siegel organisent le crime, et Costello les protections. Son influence auprès des politiciens, des juges et des policiers est telle qu'elle lui vaut le surnom de « Premier ministre de la Mafia ».

Depuis la fin de la guerre, Frank Costello a renforcé ses positions. Le chef de sa famille, Vito Genovese, s'est réfugié en Italie afin d'éviter d'être arrêté pour meurtre. Officiellement, il est employé comme interprète par l'armée américaine ; en fait, il dirige une importante organisation de marché noir avec le chef de la mafia sicilienne. Profitant de l'absence de Genovese, Costello a pris les rênes de la famille Luciano et entend bien ne pas les lâcher de sitôt. Il est entré dans l'affaire du Flamingo à la demande de son ami Meyer Lansky. Mais, en ce mois d'octobre 1946, il s'en mord les doigts.

Costello a l'habitude de régler ses affaires dans deux hauts lieux de la vie new-yorkaise : il se rend tous les matins au Waldorf Astoria, où il est

possible de le rencontrer chez son barbier, au stand du cireur de chaussures, dans le tea-room, au bar, au restaurant, voire dans le lobby ; en revanche, le soir, il mène ses affaires dans la plus en vue des boîtes de nuit new-yorkaises, le Storke Club. C'est là qu'il a convoqué Benjamin Bugsy Siegel pour qu'il s'explique sur le gouffre financier qu'est devenu le Flamingo.

Prévenus de la rencontre, Jack Danahy, Robert Maheu et d'autres agents du FBI ont envahi le Club. Ils repèrent Frank Costello au bar, en compagnie d'un homme à la mine patibulaire. Bugsy Siegel arrive peu après 18 heures. Il rejoint les deux hommes, les embrasse avant de s'attabler avec l'interlocuteur de Costello. Pendant ce temps, celui-ci règle ses affaires en passant d'une table à l'autre, s'y asseyant et discutant. De temps à autre, des jeunes gens tirés à quatre épingles viennent prendre ses ordres, s'éloignent pour passer des coups de téléphone, puis reviennent rendre compte. Quand Bugsy Siegel en a fini avec son interlocuteur, il rejoint Frank Costello. Leur conversation est brève : un quart d'heure à peine. Jack Danahy a l'impression que les deux hommes finalisent une affaire. Il n'a pas tort. Sous les yeux de l'agent du FBI, Siegel vient d'obtenir de la mafia new-yorkaise un prêt de 1,5 million de dollars pour poursuivre les travaux du Flamingo. Mais le budget risque encore d'exploser et la Mafia commence à se poser des questions.

De retour à Las Vegas, Bugsy Siegel se démène comme un beau diable afin que tout soit prêt pour la soirée d'inauguration du Flamingo, prévue pour le 26 décembre 1946. Les agents du bureau de New York s'apprêtent à passer des fêtes de fin d'année tranquilles. Frank Costello s'est envolé pour Cuba, *via* Miami. Les parrains américains sont comme chez eux à Cuba : ils ont massivement investi dans l'industrie des jeux et du sexe, sans que personne y trouve rien à redire. Ils ont acheté toutes les protections qui pouvaient l'être, à commencer par celle du dictateur Fulgencio Batista et de son chef de la police, Benito Herrera, qui a pourtant fait ses classes à l'école du FBI de Quantico.

Si le FBI avait disposé alors d'une structure centrale de lutte anti-Mafia, il se serait aperçu que Frank Costello n'était pas le seul à se rendre à Cuba en cette fin d'année 1946. Venus des quatre coins des États-Unis, les parrains organisent fêtes après fêtes dans leurs casinos, convient leurs épouses et leurs proches à venir écouter un chanteur ami des Familles, Frank Sinatra. La future star est arrivée dans l'île en compagnie de trois

cousins d'Al Capone, les frères Charlie, Rocco et Joe Fish Fiscetti. Son garde du corps, Joe Fish Fiscetti, a emporté deux millions de dollars destinés à Charles Lucania, dit Lucky Luciano, le chef de la mafia italo-américaine qui vient de débarquer tranquillement sur l'île alors qu'il est recherché par les polices de trois continents.

Le représentant du FBI à La Havane (Legal Attaché ou Legat) apprend la présence de Lucky Luciano à Cuba. Il en informe J. Edgar Hoover, qui lui fait parvenir une « note blanche » consacrée aux derniers démêlés judiciaires du parrain. Emprisonné à New York avant la guerre pour faits de proxénétisme, Lucky Luciano a demandé, le 8 février 1943, le sursis pour deux peines de quinze ans de prison : il affirme avoir participé à l'effort de guerre du pays en travaillant pour les services secrets de l'armée et de la Navy. Saisi du dossier, le juge McCook, de New York, lui a donné raison. Le 3 janvier 1946, le gouverneur de New York, Thomas Dewey, libère Lucky Luciano à condition qu'il soit expulsé. Le 12 février, le parrain quitte les États-Unis pour l'Italie à bord du *SS Laura Keene*. À peine arrivé dans la péninsule, il disparaît. Le FBI le recherche au Mexique alors qu'il est déjà à Cuba.

Les parrains sont venus participer à une conférence au sommet de la Mafia qui se tient à l'hôtel Nacional. À l'ordre du jour, deux questions qui divisent les familles mafieuses : le trafic international de drogue et la catastrophe financière du Flamingo. La conférence tourne rapidement à la mise en procès. Mais le principal accusé, Bugsy Siegel, n'est pas présent. Vito Genovese, numéro deux de Lucky Luciano, joue les procureurs et réclame la tête de Siegel. En fait, Genovese règle ses comptes : à travers Siegel, il vise les « avocats de la défense », Frank Costello et Meyer Lansky. Les discussions sont houleuses et une majorité semble se dessiner en faveur de l'exécution de Siegel. Lansky et Costello plaident pour leur ami et obtiennent néanmoins un sursis. Les parrains diffèrent leur décision au lendemain de l'inauguration du Flamingo. Mais la cérémonie est un fiasco : en raison de conditions météorologiques déplorables, les personnalités invitées ne sont pas venues. La fureur des parrains redouble. Meyer Lansky intervient à nouveau en faveur de son ami et sauve une nouvelle fois sa tête. La trêve des confiseurs s'achève et chacun rentre chez soi.

Pour le FBI aussi, les vacances sont finies. Début janvier 1947, l'opération « Capga » reprend. Jack Danahy et ses collègues reconstituent le « gigantesque puzzle du crime organisé », selon l'expression de Cartha DeLoach. Une enquête exemplaire de près de deux ans touche à sa fin. Les agents du FBI s'apprêtent à jeter leurs filets. Mais, brusquement, un ordre venu d'en haut interrompt l'opération : on arrête tout, on plie bagage et on laisse tout le monde filer ! Les agents du FBI sont fous de rage. Ils tentent de plaider leur cause. Rien à faire : à Washington, le Procureur général, Tom Clark, a sifflé la fin de la partie. Tom Clark dont le président Truman dira peu après : « C'est ma plus grosse erreur. Ce n'est pas un mauvais homme, c'est juste un crétin de fils de pute[3]. »

« Sur le terrain, nos agents étaient sonnés, poursuit Cartha DeLoach. Ils étaient au milieu d'une mine d'or, à chaque heure ils ramassaient une nouvelle pépite. Mais le Procureur général nous a fait remarquer que nous n'avions pas à nous mêler d'activités qui n'enfreignent pas la loi fédérale. Par la suite, nous avons appris qu'une plainte avait été déposée par le sénateur Pat McCarran, du Nevada, affirmant que notre enquête était préjudiciable à l'économie de l'État. » Les agents du FBI ne sont pas dupes, ils savent que des rumeurs font état de pots-de-vin versés par Bugsy Siegel au sénateur McCarran, et que le Procureur général est lui aussi soupçonné d'avoir été acheté par la mafia de Chicago.

Le FBI clos le dossier Siegel. Il ne le rouvrira qu'après son assassinat, le 20 juin 1947.

Jack Danahy et ses collègues réalisent qu'on ne s'en prend pas impunément à des parrains aussi puissants que Frank Costello : « Il est faux d'affirmer que le FBI n'a commencé que tardivement à lutter contre la criminalité organisée, conclut Jack Danahy. Nous avons commencé très tôt, mais nous avons été stoppés dans notre élan. Alors nous étions réticents à repartir au feu. » John Fox, l'historien officiel du FBI, souligne : « Dans les années 1930 et 1940, le FBI a enquêté sur la criminalité organisée aussi longtemps qu'elle commettait des crimes fédéraux. Le FBI ne niait pas l'existence de la Mafia. Mais il ne lui reconnaissait qu'une existence strictement régionale. »

En mettant fin à l'opération « Capga », J. Edgar Hoover renonce à une proie de taille : Lucky Luciano. Mais un autre chasseur se tient en embuscade : Harry Anslinger, le directeur du Bureau fédéral des narcotiques (FBN), qui dépend du Département de la Justice. C'est le grand rival de

Hoover. Anslinger envoie ses agents enquêter à Cuba. Ceux-ci découvrent que Lucky Luciano s'y trouve encore et a l'intention d'y résider en permanence.

Harry Anslinger ne peut accepter la présence de Lucky Luciano à une petite centaine de kilomètres seulement des États-Unis. Début février, le patron du FBN écrit aux autorités cubaines pour exiger que Luciano soit renvoyé en Italie. Pas de réponse. Il se rend auprès du président Harry Truman pour lui demander de faire pression sur La Havane. L'affaire menace de dégénérer en incident diplomatique quand Anslinger annonce un embargo des médicaments à destination de Cuba tant que Luciano n'en sera pas parti. En dépit des pressions de Meyer Lansky et de Fulgencio Batista, Luciano refuse de quitter l'île. Pis, le parrain des parrains planifie la riposte : si les Américains ne livrent plus de médicaments, les Cubains feront de même avec le sucre.

Cette fois, Lucky Luciano est allé trop loin. Il est arrêté fin février et expulsé vers l'Italie, où il finira ses jours.

Dans les journaux américains, il n'y en a plus que pour le FBN. Dès lors, J. Edgar Hoover déclare à qui veut l'entendre que la Mafia n'existe pas au niveau national, qu'elle ne constitue pas une menace pour l'État fédéral, et que le FBI n'a pas compétence pour s'en occuper. Déclarations pour le moins inopportunes, surtout si l'on tient compte de certaines de ses fréquentations…

Les liaisons dangereuses de J. Edgar

Vers la fin des années 1930, au sortir de sa guerre contre les gangsters, J. Edgar Hoover s'est en effet mis à fréquenter avec assiduité, on l'a vu, une des plus célèbres boîtes de nuit new-yorkaises, le Storke Club. Il n'hésite pas à s'afficher ouvertement avec le patron de la boîte, Sherman Billingsley, lui témoignant des signes d'amitié ostentatoires en dépit de son passé de bootlegger qui lui a valu de purger une peine de prison à Leavenworth. Dans cet établissement, la table de J. Edgar Hoover et de Clyde Tolson voisinait avec celles de certains des parrains les plus en vue de la mafia new-yorkaise, dont Frank Costello.

Hoover et Costello : l'un incarne le Bien, l'autre le Mal. Difficile de délimiter la zone grise de leurs rencontres. On sait qu'ils se méfient l'un de

l'autre, mais certains responsables du Bureau pensent que Frank Costello a été l'un des informateurs de J. Edgar Hoover. Ce qui n'empêchait pas le parrain de traiter en public le directeur du FBI de maître-chanteur. Il est peu probable que Hoover ait éprouvé tant soit peu d'affection pour un homme qui régnait sur la pègre du pays. Pourtant, depuis la fin des années 1930, les rumeurs vont bon train sur les rencontres entre les deux hommes. Les plus folles parlent de conversations sur un banc de Central Park. Il est aussi question de discussions dans une des suites du plus prestigieux des palaces new-yorkais, le Waldorf Astoria. La ville bruit d'anecdotes savoureuses : un témoin affirme avoir vu les deux hommes en train de se faire raser dans la boutique du barbier du Waldorf. Costello aurait entamé la conversation, avant de battre en retraite quand Hoover lui aurait dit : « Restez dans votre bailliage, et je resterai dans le mien ! » On peut préférer une autre anecdote tout aussi apocryphe, colportée par un chroniqueur mondain : Costello aurait décliné la proposition de Hoover de venir prendre un café avec lui au tea-room du Waldorf en disant : « Il faut que je fasse attention à mes associés, ils pourraient m'accuser de m'acoquiner avec des gens douteux… »

Les deux hommes ont au moins deux amis en commun : Joseph Kennedy, avec qui Costello est en affaires depuis l'âge d'or de la prohibition, et Walter Winchell, célèbre journaliste new-yorkais. C'est Winchell qui a présenté Hoover à Costello peu avant l'arrestation de Louis Lepke Buchalter, le chef de Murder Inc. Costello, Winchell et Hoover partageaient une même passion : les courses de chevaux.

Souvent, J. Edgar Hoover et le fidèle Clyde Tolson prenaient leur après-midi en disant qu'ils allaient travailler sur des dossiers. Au Bureau, personne n'était dupe ; tout le monde savait que la voiture blindée noire qui quittait le Département de la Justice avec les deux hommes à son bord prenait la direction de l'hippodrome de Washington. Dans les journaux, il n'était pas rare de découvrir des photos de leur directeur en train de faire la queue devant un guichet réservé aux petits paris, ceux qui ne dépassaient pas les deux dollars. Là encore, tout le monde savait que ce n'était qu'une façade. Hoover aimait jouer gros. « Des agents étaient chargés de placer ses vrais paris aux guichets à cent dollars », écrit William Sullivan. « Quand J. Edgar Hoover et Clyde Tolson gagnaient, c'était un réel plaisir de travailler avec eux », ajoute-t-il. Aujourd'hui, on peut se demander si quelqu'un ne donnait pas un petit coup de pouce au hasard et ne facilitait

pas les gains du directeur du FBI à son insu. Hoover recevait parfois d'excellents tuyaux concernant les chevaux à jouer. C'est son ami le journaliste Walter Winchell qui les lui fournissait. De qui Winchell tenait-il ses propres informations ? De Frank Costello, qui avait une source très sûre au sein du monde hippique, son ami Frank Erickson, l'« empereur des parieurs ». Erickson, cofondateur de Nationwide News Service, le service télégraphique à destination des parieurs, convoité par les anciens associés d'Al Capone…

J. Edgar Hoover et Clyde Tolson adoraient passer leurs congés sur les hippodromes californiens (Del Mar, Santa Anita et Hollywood Park). C'est là qu'ils ont fait la connaissance de Sid Richardson et de Clint Murchison, richissimes propriétaires de dizaines d'hippodromes à travers les États-Unis. Les deux milliardaires texans leur réservent les meilleures loges sur leurs champs de courses. Un cadeau en entraînant un autre, Clint Murchison met à leur disposition les plus belles suites de son hôtel, le Del Charro. Les deux dirigeants du FBI sont flattés. Au bord de la piscine, ils croisent Richard Nixon ou encore le sénateur McCarthy. Non loin, d'autres amis de Murchison prennent le soleil ou discutent, vautrés dans des transats. Certains sont des relations d'affaires du milliardaire. En dépit de leurs chemises hawaïennes ou de leurs maillots de bain, ils n'ont pas l'air de paisibles vacanciers. Ces grands fauves sont des parrains de la Mafia qui se retrouvent autour du plus terrible d'entre eux, le tout-puissant boss de La Nouvelle-Orléans, Carlos Marcello.

Cartha DeLoach admet que, dans la vie de J. Edgar Hoover, son amitié avec les deux milliardaires texans est ce qui pourrait le plus friser le scandale. Il est bien indulgent. « Au début des années 1960, Hoover et Tolson jouissaient à titre gracieux de suites à 100 dollars par jour, prix énorme pour l'époque, qu'ils n'auraient jamais pu régler avec leurs émoluments. Si vous y ajoutiez les extras et les repas, vous arriviez à une addition à faire ciller l'Aga Khan en personne », explique-t-il. Hoover a-t-il vendu son âme aux deux diables texans ? DeLoach est persuadé du contraire. Il reconnaît que le directeur du FBI a commis une grosse maladresse en acceptant l'« hospitalité » des milliardaires. Mais il se refuse à croire que ceux-ci achetaient la protection de Hoover. Ce n'est pourtant pas l'avis de tout le monde. Robert Gene Baker, conseiller politique de Lyndon B. Johnson et affairiste du Parti démocrate, estimait pour sa part que « Murchison tenait un bout de Hoover… Quand les riches recherchent

des protections, ils placent toujours leur argent du côté du shérif. Face aux gangsters, Hoover incarnait la loi et l'ordre ; pour un homme richissime, c'était un *plus* que d'être identifié à lui. Voilà pourquoi les gens comme Murchison ne manquaient pas de faire savoir que Hoover était leur ami. Vous pouvez faire beaucoup de choses illégales quand le premier flic du pays est votre pote ! »

Clint Murchison ne s'en prive pas. En 1955, une commission du Sénat découvre qu'un des principaux parrains de la Mafia, Vito Genovese, possède 20 % d'une des sociétés du milliardaire texan (Murchison Oil Lease Company). J. Edgar Hoover ignorait-il que son ami Murchison était aussi en affaires avec Carlos Marcello, le parrain de La Nouvelle-Orléans ? En tout cas, il fermait les yeux.

Appalachin

Au sein du FBI, certains agents ou responsables comme William Sullivan se posent des questions. Pourquoi le Directeur nie-t-il l'existence du crime organisé au niveau national ? Le silence de Hoover paraît assourdissant aux agents des grandes métropoles qui mesurent chaque jour un peu plus l'emprise de la Mafia sur leurs territoires. Comment le justifier ? Certains disaient (disent encore) que le Directeur ne voulait pas compromettre l'intégrité de ses hommes en les lançant aux trousses de ce que la société comptait de plus corrupteur. D'autres se demandent si la fin prématurée de l'opération « Capga » n'est pas à l'origine d'un désintérêt qui lui sera longtemps reproché.

Mais, bientôt, un « accident » oblige le FBI à remettre en question la « doctrine Hoover ». Le 13 novembre 1957, un policier de l'État de New York enquêtant sur une affaire de chèque en bois se rend dans un motel d'Appalachin, petit village situé non loin de la frontière avec la Pennsylvanie. Il découvre avec étonnement que l'endroit a été réservé pour y loger les invités d'un des plus gros propriétaires de la région, Joseph Barbera, dit Joe le Barbier. Officiellement, Joe le Barbier s'occupe de la distribution de Canada Dry. Il ne ressemble pas à un limonadier, il n'a pas l'air d'un limonadier, et ce n'est pas un limonadier. Il a un permis de port d'armes. Dans l'État voisin de Pennsylvanie, il a été arrêté une dizaine de fois, dont deux pour meurtre.

Le lendemain, accompagné d'un collègue, le policier se rend chez Barbera. Dans l'allée sont garées des dizaines de Cadillac, Rolls-Royce et autres limousines. Au moment où le véhicule de police s'y engage, une voiture démarre à toute vitesse en direction de la demeure. Le policier n'a pas le temps d'appeler du renfort que des dizaines d'hommes en costume trois pièces s'enfuient aussi vite que leur embonpoint le leur permet. Il en sort de partout ! Les limousines démarrent en trombe. De gros hommes zigzaguent à travers champs en direction des bois voisins. Sauve qui peut ! Rapidement, les routes sont bloquées, une trentaine d'hommes sont arrêtés, une vingtaine d'autres parviennent à s'esbigner. La police d'État réalise alors que ses hommes ont interrompu une réunion au sommet de la Mafia. Une première dans l'histoire du crime organisée, jamais rééditée à ce jour.

Presque tous les parrains de la Mafia étaient là. Carmine Lillo Galante et Joseph « Joe Bananas » Bonnano sont venus en voisins de New York. Santo Trafficante Jr. a fait le voyage de Tampa. Le sommet a été convoqué par Vito Genovese qui, depuis son retour aux États-Unis, tente de reprendre les rênes de la famille Luciano des mains de Frank Costello. Le Premier ministre de la Mafia n'est pas présent, il vient juste d'échapper à un attentat sans doute commandité par un Vito Genovese que plus rien ne retient. Celui-ci vient en effet de marquer un point important en faisant assassiner Alberto Anastasia, son grand rival et l'allié de Frank Costello, tombé sous les balles de ses tueurs chez son barbier, au Park Sheraton Hotel de New York, le 25 octobre 1957. Une scène immortalisée par Francis Ford Coppola dans *Le Parrain*.

Parmi les parrains qui ont trouvé le salut dans la fuite, il y a Sam Giancana, dit Mooney, le chef de la famille de Chicago. Deux jours plus tard, de retour au pays, Sam Giancana rend visite à son frère Chuck. Il boite bas. Pour éviter d'être interpellé, il a massacré un costume à 1 200 dollars sur des barbelés et ruiné ses chaussures de luxe dans la neige. Jamais il n'aurait cru que des feuilles mouillées pussent être aussi glissantes. Et tous ces flics qui grouillaient comme des fourmis ! Sam Giancana en rit, mais c'est un rire jaune…

Le fiasco du sommet d'Appalachin fait la une de tous les journaux. À en croire son frère Chuck, Sam Giancana redoute avant tout la réaction d'un homme : J. Edgar Hoover, qui ne peut plus rester les bras croisés. « Hoover peut se révéler dangereux, maintenant, dit Sam à son frère. Jusque-là, nous

étions du même côté. Nous l'avons aidé contre les communistes et contre ce négro de Martin Luther King. Mais, à présent, les règles changent. Il est acculé et il le sait. […] Un type comme Hoover n'a qu'une alternative, quand la pression monte : ou il tue, ou il est tué. Maintenant, c'est le jeu de la survie qui commence. Je parierais qu'il essaiera de nous avoir avant qu'on l'ait[4]. »

Sam Giancana ne se trompe pas : Hoover va bouger sur deux fronts. D'abord, et ce n'est pas une surprise, il répare les dégâts causés à l'image du FBI. Des journalistes amis du Bureau sonnent la charge et insistent sur le fait que le FBI a grandement contribué à la lutte contre la Mafia en fournissant des informations aux différentes polices locales américaines. Mais l'éditorialiste du *Herald Tribune* de New York se demande : « Que fait le directeur du FBI alors que le crime organisé se développe en toute impunité ? » Au sein du FBI, c'est le sauve-qui-peut. Hoover est furieux, les blâmes et les punitions vont tomber. Comme ses collègues basés à Washington, Neil Welch réorganise son emploi du temps afin d'être le moins possible au « Siège du Gouvernement » et de ne pas croiser son directeur, de plus en plus furieux. De son côté, le SAC d'Albany se couvre en faisant remarquer qu'Appalachin n'est pas sur son territoire, mais sur celui du bureau de Buffalo. Le SAC de Buffalo proteste.

« Avant même que les géographes du Bureau se penchent sur la question, Albany reconnaît qu'Appalachin est sur son district, raconte Neil Welch. Le SAC explique que si la réunion a eu lieu sur son territoire, c'est parce qu'il y avait éradiqué le crime organisé et qu'il était donc considéré comme neutre. »

J. Edgar Hoover accepte l'excuse, mais finit par désigner un coupable : Al Belmont, chef de la division « Enquêtes » du FBI. C'est sur lui que retombe la responsabilité. Dans les couloirs, on dénonce à haute voix l'injustice : Al Belmont n'est coupable que d'avoir suivi les instructions du Directeur !

Comme à son habitude, J. Edgar Hoover redoute que le Bureau ne soit embarrassé par cette affaire. Le chef des enquêteurs de la Commission d'investigation sur le racket dans le monde du travail, présidée par le sénateur McClellan, débarque au « Siège du Gouvernement » : il s'appelle Robert Kennedy, dit Bobby, et c'est un des fils de Joseph Kennedy. Hoover ne l'aime pas, il le trouve trop arrogant. Bobby Kennedy réclame copie de tout ce que le Bureau possède sur les participants au sommet d'Appalachin.

Puis il repart avec quelques coupures de presse. Inquiet, Hoover note que Bobby Kennedy effectue une démarche similaire auprès du Bureau fédéral des narcotiques, avec plus de succès. Le FBN possède un dossier sur chacun des participants. « Le FBI ne savait rien sur ces gens qui étaient les principaux gangsters des États-Unis », déclarera par la suite Bobby Kennedy[5].

Paniqué, J. Edgar Hoover se tourne vers Lou Nichols, le magicien des médias au sein du Bureau. Plus que jamais, il a besoin de lui. Mais Nichols n'est plus qu'à quelques jours de la retraite, et s'apprête à travailler pour… un milliardaire réputé pour ses connexions avec la criminalité organisée. Hoover fait alors appel au chef de la section Recherche et Analyse, William C. Sullivan, homme compliqué, retors, mais sur qui il peut compter. « N'ayant rien à voir avec la Section criminelle, se souvient Sullivan, quelle ne fut pas ma surprise quand Hoover me convoqua pour me parler de la Mafia ! Il fut encore plus surpris quand j'acceptai son offre de procéder à une recherche sur la criminalité organisée. On aurait dit un homme en train de se noyer, en quête de toute l'aide disponible pour éviter de couler. »

William C. Sullivan lance toutes ses troupes dans la bataille. Ils prennent connaissance de tous les rapports, lisent tous les livres (on en compte plus de deux cents référencés), épluchent les archives du *New York Times* depuis le début du siècle. En un temps record, ils pondent une « Histoire de la Mafia » en deux volumes que Sullivan envoie directement à Hoover en court-circuitant sa propre hiérarchie. Hoover les parcourt avant de noter : « Pas la peine de lire deux gros bouquins pour comprendre que la Mafia existe aux États-Unis ! »

Pour William C. Sullivan, c'est une marque de reconnaissance pour son travail. Le Directeur reconnaît enfin officiellement l'existence de la criminalité organisée sur tout le territoire des États-Unis. Fier de sa production, Sullivan en fait tirer vingt-cinq exemplaires qu'il fait porter un matin, par coursier, aux grandes administrations américaines et aux hommes politiques concernés. Au retour de son déjeuner avec Clyde Tolson à l'hôtel Mayflower, Hoover apprend l'envoi de la monographie. Après l'avoir à nouveau feuilletée, il réalise l'étendue du danger : l'étude de Sullivan démontre que la Mafia opère aux États-Unis depuis le début du siècle, contrairement à ce qu'a répété le directeur du FBI depuis des décennies. Furieux, Hoover ordonne à Sullivan de récupérer sur-le-champ tous les exemplaires envoyés. Les hommes de Sullivan se précipitent dans les

Départements, au Congrès, au Sénat et à la Maison-Blanche. Ils n'ont aucun mal à récupérer la plupart des exemplaires, qui attendaient dans des bannettes d'être distribués avec le courrier de l'après-midi. Mais il leur faut arracher l'un des exemplaires des mains d'un des assistants du Procureur général…

Hoover bouge aussi sur le front militaire. Il monte une équipe de 75 agents chargés d'enquêter sur la réunion d'Appalachin. Les agents fouillent dans le passé des parrains d'Appalachin, exhument de vieilles affaires. Ils bénéficient d'une aide inattendue : selon Cartha DeLoach, au moins deux des participants à la conférence sont des informateurs du FBI. Lesquels ? DeLoach ne le dira pas : leurs dossiers sont encore confidentiels ; ils appartiennent à une série qui ne doit être déclassifiée qu'en 2017. Les agents apprennent que, la veille, une autre conférence avait réuni tous les hommes du parrain new-yorkais Vito Genovese. Quelques mois auparavant, une délégation de parrains s'était rendue en Sicile pour rencontrer leurs homologues à l'hôtel des Palmes, un vieux palace de Palerme. « Il nous a semblé évident, explique Cartha DeLoach, que les grandes organisations criminelles étaient à New York et à Chicago, mais que les bosses de la Cosa Nostra contrôlaient des réseaux à travers les États-Unis en liaison avec d'anciennes racines à l'étranger. »

Le FBI reconnaît enfin la Mafia comme un ennemi digne de son attention.

L'Entreprise

Au lendemain de Thanksgiving, moins de deux semaines après la conférence d'Appalachin, J. Edgar Hoover convoque ses assistants pour leur annoncer la création du Top Hoodlum Program (THP) – le « Programme des grands voyous ». Chaque bureau est chargé de dresser la liste des dix principaux parrains de la mafia locale. « Ça a donné au-delà de tous nos espoirs, raconte Cartha DeLoach. Les arrestations et les inculpations se sont multipliées. Nous avons bâti nos dossiers avec les noms et les photos des membres de la Mafia. »

Les bureaux les plus concernés ne répondent pas tous de la même manière. Dallas et La Nouvelle-Orléans maintiennent envers et contre tous qu'ils n'ont pas de problème de mafia. New York regimbe. Si l'enquête sur

les liens entre Bugsy Siegel et Frank Costello n'avait pas été étouffée dans l'œuf, on n'en serait pas là. Échaudés, les agents new-yorkais du FBI hésitent à travailler sur la criminalité organisée. En revanche, le SAC de Chicago, Marlin Johnson, mobilise ses hommes. Il rêve de reprendre le flambeau de son prédécesseur, Melvin Purvis, dans la lutte contre le crime. Il a affaire à très forte partie. Ici, on ne dit pas la Mafia ou Cosa Nostra, mais *the Outfit*, l'Entreprise. Ici, les anciens de la bande d'Al Capone sont toujours au pouvoir. Parmi eux, Llewelyn Morris Humphreys, dit « Poil de Chameau ». Il est charmant, intelligent, mais c'est un tueur. Tout comme le nouveau patron de l'Entreprise, Sam Giancana. La ville est à eux. Le tout-puissant maire démocrate Richard Dailey leur a pour ainsi dire remis les clefs de son royaume.

L'opération est confiée à l'un des meilleurs agents du bureau de Chicago, William F. Roemer. Chaque agent du FBI est chargé de surveiller un parrain. Ils sont jeunes et naïfs : c'est là leur force. Leur surveillance est parfois malhabile. L'un d'eux se fait coincer par un mafieux qui apprend, soulagé, son appartenance au FBI. Les deux hommes bavardent ; le parrain essaie de convaincre l'agent du FBI qu'il perd son temps, ses activités (les jeux, la protection) ne présentant aucun intérêt pour Monsieur Hoover. Et ses associés ? Pareil.

Il faut quelques semaines aux agents du FBI pour se faire une idée assez précise du fonctionnement de l'Entreprise. William F. Roemer et ses collègues remarquent que ses principaux dirigeants se rendent tous les matins dans un immeuble de bureaux situé côté nord du carrefour entre Rush et Ontario Street. Les agents les suivent, mais les perdent rapidement de vue dans le dédale de couloirs et d'ascenseurs. Chaque jour, leur filature progresse de quelques mètres. Il leur faut plus d'une semaine pour réaliser que le gratte-ciel communique avec un autre bâtiment donnant sur Michigan Avenue. C'est là que les mafieux se rendent. Ils se retrouvent tous au deuxième étage, dans l'arrière-boutique d'un tailleur, Jimmy Celano.

Un dimanche soir, une équipe d'agents du FBI commandée par William F. Roemer pénètre subrepticement dans la boutique du tailleur pour y installer des micros. Ils tirent leurs fils, trouent les murs, rampent dans les doubles plafonds. Ils s'arrêtent de travailler à l'aube. Une semaine plus tard, ils reprennent leurs travaux là où ils les ont interrompus. Un agent crève le plancher pourri et se retrouve dans la salle, heureusement fermée, d'un restaurant à l'étage en dessous. Il faut courir chercher du plâtre, des

planches, du bois pour effacer les traces de l'accident. Au bout de deux mois, l'installation est prête. L'agent Roemer tient à poser le premier micro. Le 29 juillet 1959, c'est chose faite : il place l'engin, baptisé « Petit Al » en hommage à Al Capone, derrière un radiateur. Ce qui ne sera pas sans occasionner quelques problèmes d'écoute, en raison des nombreux bruits d'eau et de tuyauterie. Selon Cartha DeLoach, les techniciens du FBI ont installé d'autres micros, dont un dans la table autour de laquelle s'assoient les parrains.

William F. Roemer et ses collègues travaillent sans filet. Dans toute autre ville, un agent du FBI aurait été posté au standard de la police afin de s'assurer que personne ne donne l'alerte. Pas à Chicago, où le FBI sait qu'il faut se méfier de tout et de tous, à commencer par la police locale. Dans ses mémoires, William F. Roemer explique : « Si nous étions pris, nous ne devions pas nous identifier comme agents du FBI ! Nous devions nous enfuir. Nous ne devions pas porter de badges, de cartes, de pistolets, rien qui puisse nous rattacher au FBI. Dieu nous vienne en aide si nous étions pris et s'il venait à se savoir que nous étions du FBI ! Le Bureau nous aurait dénoncés. Nous étions en mission non autorisée. » Mission impossible ?

En fait, ladite mission était très autorisée. Depuis 1940, le FBI a pris l'habitude de pénétrer dans les bureaux ou chez les particuliers pour y poser des micros et photographier ce qui peut l'intéresser. Une pratique illégale, mais couverte par le Directeur, qui entraîne certains aménagements internes. En 1942, Hoover a modifié le système d'archivage du Bureau et créé une nouvelle catégorie : « ne pas archiver ». Une fois exploités, les dossiers « ne pas archiver » sont détruits dans la plus grande discrétion. Le Bureau se dote d'une structure *ad hoc* et embauche des serruriers. Cette pratique se poursuivra jusqu'à ce que, de crainte du scandale, J. Edgar Hoover charge Cartha DeLoach d'y mettre fin, en 1966.

Les agents du FBI placent également des systèmes d'écoute dans les bars, les clubs où traînent les mafieux : le MGM Lounge du Cicero, le Whitehall Club, 105 East Delaware, un club exclusif dans le nord de Chicago. Protégé par la police locale, l'Armory Lounge est le plus compliqué à sonoriser. Les agents du FBI arrêtent un garçon de salle chargé de nettoyer le club alors qu'il rentre chez lui au petit matin ; tandis qu'ils vérifient son identité, ils s'arrangent pour faire un double des clefs. Peu après, Roemer et ses hommes pénètrent dans l'endroit. Celui-ci n'est pas

digne d'une multinationale aussi puissante que l'Entreprise ; il est même plutôt miteux avec ses quelques chaises, ses tables et son bar. Les agents fédéraux installent leurs micros vite fait, bien fait. Et, surtout, sans mot dire. Ils reviendront régulièrement visiter clandestinement l'Armory Lounge pour parfaire leur dispositif. Lors d'une de leurs expéditions nocturnes, ils découvriront derrière le bar, au milieu des caisses de spiritueux, un carton bourré d'un matériel d'écoute comme ils n'en ont jamais vu. À côté, les micros du Bureau font pâle figure. Ils comprennent immédiatement la provenance du matériel. À la sortie, un des agents du FBI s'exclame : « Putain, qu'est-ce que l'Entreprise fabrique avec du matos de la CIA ?! »

« Un micro vaut mille agents », dira par la suite William F. Roemer. Les révélations commencent, et elles sont de taille. Les agents du FBI enregistrent toute l'histoire de la mafia de Chicago depuis le début des années 1930. L'Entreprise n'a plus de secrets pour eux. Ils savent les noms, les dates, les sommes. Ils ont relevé les noms des juges, politiciens et policiers stipendiés. Ils notent les crimes, les attaques à main armée, les escroqueries et trafics qui constituent le fonds de commerce de l'Entreprise.

De tous les parrains, Llewelyn Morris Humphreys est le plus haut en couleur. Il est le préféré des agents du FBI. Membre fondateur de l'Entreprise dans les années 1920, il a pour frère d'armes Alphonse « Al » « Scarface » Capone. Il est chargé des relations avec les politiciens locaux, les hommes d'affaires, les responsables syndicaux. Il est la mémoire vivante de l'Entreprise. Les agents du FBI sont bluffés quand, particulièrement en verve, il égrène ses souvenirs et se lance dans une brillante analyse de l'Entreprise. Chaque matin, c'est lui qui ouvre le Comité de direction de l'Entreprise, dans la boutique du tailleur, par la formule rituelle : « Bonjour, messieurs, et bonjour à ceux qui écoutent. Ceci est la réunion de 9 heures de la pègre de Chicago. » Les agents du FBI ont dû sursauter en entendant ce qui se révélera n'être qu'une fanfaronnade.

Jamais à court d'anecdotes, Llewelyn Morris Humphreys apporte la réponse à bien des questions que se posent les agents du FBI. Il reconnaît avoir versé « beaucoup d'argent » au Procureur général Tom Clark, en 1947, afin d'obtenir la libération de quatre mafieux de Chicago. À la même époque, Clark a donné l'ordre à J. Edgar Hoover de mettre fin à l'opération « Capga » et de rappeler ceux de ses hommes qui enquêtaient sur le refinancement d'un des casinos de Bugsy Siegel par la Mafia à New York. Difficile de ne pas relever la coïncidence, d'autant plus que, comme toutes

les autres organisations mafieuses américaines, l'Entreprise revendique une partie des casinos de Las Vegas. Après avoir lu la transcription de l'écoute, J. Edgar Hoover demande qu'on lui envoie de toute urgence la bande par avion et sous bonne escorte.

William F. Roemer, l'agent du FBI chargé de coordonner la surveillance des membres de l'Entreprise, se prend d'affection pour Llewelyn Morris Humphreys, qu'il appelle par son diminutif, « Hump ». L'homme est drôle. Les agents du FBI qui lui collaient au train ont eu la surprise de le voir descendre de sa voiture, se diriger vers la leur, ouvrir la portière arrière et s'installer en disant : « C'est idiot, on gaspille de l'essence. Si vous voulez savoir où je vais, le mieux, c'est de m'y conduire ! » C'est ainsi que, un jour durant, Hump a eu pour chauffeur un agent du FBI…

Au début de l'enquête, William F. Roemer sent sa famille menacée. Sa femme reçoit des coups de fil anonymes on ne peut plus désagréables. Deux hommes suivent ses enfants jusqu'à l'école. Roemer va trouver Hump et scelle avec lui ce qu'il appelle le « pacte des familles » : on ne touche pas aux familles. Dans ses mémoires, l'agent du FBI indique que, par la suite, ce pacte sera élargi aux maîtresses.

La véritable cible du FBI, c'est le nouveau patron de l'Entreprise, Sam Giancana, dit Mooney. Il vient juste de prendre la place que lui a laissée Tony Accardo, ancien tueur d'Al Capone, réputé pour sa participation au massacre de la Saint-Valentin[6]. Sam Giancana est malin. Pour le filer, le SAC de Chicago mobilise une dizaine de véhicules. Le premier jour de la filature, Giancana les sème avec brio dans le labyrinthe d'allées et de contre-allées de son quartier résidentiel. Décontenancés, les agents du FBI se rassemblent pour faire le point, quand la voiture de Sam Giancana s'arrête à leur hauteur. La vitre s'abaisse et le parrain leur dit en riant : « Je suis là ! »

Bobby Kennedy est lui aussi sur les traces de Sam Giancana. Il l'a convoqué pour être interrogé par la commission d'enquête McClellan. Mais Bobby Kennedy a un problème : il doit lui faire remettre en mains propres l'assignation à comparaître, et n'arrive pas à le trouver. Llewelyn Morris Humphreys a prévenu à temps Sam Giancana : il faut qu'il se fasse oublier et reste discret. Si les enquêteurs de la commission ne parviennent pas à le dénicher, ils n'insisteront pas trop. Humphreys dit tenir ses informations d'une source plus que sûre : son ami l'ambassadeur Joseph Kennedy, père

de Bobby. Commence alors un curieux jeu du chat et de la souris. Giancana voyage beaucoup, change fréquemment de lieu de résidence. On le croit à Chicago, il est à Las Vegas. On le dit à Boston, il est au Mexique. Finalement, au début du mois d'avril 1959, les envoyés spéciaux de Bobby Kennedy le débusquent dans le Nevada et lui remettent l'assignation en mains propres. Sam Giancana rentre à Chicago…

Une semaine plus tard, il marie sa fille Antoinette. Pour l'occasion, il loue des salles au dix-neuvième étage de l'hôtel Lassale afin de recevoir ses sept cents invités. Des journalistes s'invitent aussi. Sur les tables, ils relèvent les noms des convives. Sam Giancana déboule, déchire les cartons. Il accordera un bref entretien à un journaliste du *Chicago Tribune*, Sandy Smith, sans savoir qu'il est considéré par le Bureau comme un journaliste ami. À la fin de l'entretien, il se moque des enquêteurs de la commission sénatoriale : « Ils n'ont pas pu me trouver pendant un an, alors que j'étais tout le temps à Chicago. Je me suis bien amusé à leur passer sous le nez[7] ! »

Sam Giancana donne toute sa mesure. Il joue avec les journalistes : « On nous reproche d'être syndiqués, dit-il encore au *Chicago Tribune*, mais quel mal y a-t-il à cela ? On se retrouve à deux ou trois pour faire affaire, et c'est mal. Les *businessmen* font ça tout le temps, et personne ne gueule ! » Il endosse le rôle qu'il préfère, celui de l'incompris : l'armée n'a pas voulu de lui en 1942 sous prétexte qu'il était psychopathe. Mais qu'avait-il fait de mal ? Répondre à la question « De quoi vivez-vous ? » en expliquant qu'il volait. « Ils ont pensé que j'étais fou, mais je ne l'étais pas, je leur ai dit la vérité. » Interrogé sur ce qu'il avait l'intention de déclarer à la commission McClellan, Giancana rigole : « Je leur dirais bien d'aller se faire foutre, mais je crois que je me tairai et que j'invoquerai le Cinquième Amendement. » C'est ce qu'il fera en se réfugiant derrière le droit de ne pas témoigner contre soi-même reconnu par la Constitution.

Le 9 décembre 1960, les agents du FBI de Chicago rédigent un rapport de plus de cent pages. Ils préviennent : « Giancana doit être considéré comme armé et dangereux, il a un tempérament vicieux, une personnalité de psychopathe, et se déplace armé. »

Maintenant qu'il n'a plus à se cacher, Sam Giancana rentre chez lui. Les écoutes téléphoniques du FBI reprennent. Il prend des risques, se laisse aller. Les agents notent une conversation particulièrement intéressante dans laquelle il est question d'une « commission » composée de voyous répartis dans tout le pays, chacun à la tête d'une section. Les agents de Chicago

découvrent un secret de Polichinelle : l'existence d'un gouvernement de la Mafia rassemblant les principaux chefs des familles du pays et gérant le fonctionnement de l'organisation. En revanche, en recoupant différentes informations, ils tombent sur un des secrets les mieux gardés du pays : la participation de l'Entreprise à la campagne présidentielle de John Fitzgerald Kennedy.

J. Edgar Hoover et les Kennedy

Le 2 janvier 1960, le sénateur John Fitzgerald Kennedy annonce son intention de se présenter à l'élection présidentielle américaine. La campagne est rude. Lors des primaires démocrates, JFK défait ses adversaires, les sénateurs Hubert Humphrey et Wayne Morse. En juillet 1960, la Convention démocrate le désigne officiellement comme candidat, et lui flanque comme prétendant à la vice-présidence le retors Lyndon Johnson. Le plus dur reste encore à faire : convaincre les électeurs. Les sondages laissent prévoir un combat au couteau. Les résultats seront les plus serrés de toute l'histoire américaine : Kennedy l'emporte avec 49,7 % des voix contre 49,5 % à Nixon. Il a fallu aller chercher le moindre vote.

J. Edgar Hoover est aux premières loges : il suit la campagne électorale avec un intérêt tout particulier. Cela fait plus de trente ans qu'il étudie de près la famille Kennedy et son chef, l'ambassadeur Joseph P. Kennedy, dit Joe. À la fin des années 1930, les positions isolationnistes de Joseph Kennedy et ses sympathies affichées pour l'Allemagne nazie ont inquiété Roosevelt. Hoover aussi. Les agents du FBI enquêtant sur les réseaux de blanchiment de l'argent du régime de Vichy croisent la piste de Joseph Kennedy et d'un de ses associés, le milliardaire Ben Smith. Le 3 mai 1941, le directeur du FBI adresse au secrétariat du président Roosevelt un courrier personnel et confidentiel remis par porteur spécial : « Joseph P. Kennedy, l'ancien ambassadeur en Angleterre, et Ben Smith, l'opérateur de Wall Street, ont eu […] une réunion avec Göring à Vichy, en France, à la suite de quoi Kennedy et Smith auraient versé une somme d'argent considérable pour la cause allemande […]. Ils sont tous deux décrits comme très antibritanniques et pro-allemands[8]… »

Depuis la fin de la guerre, les rapports entre Joseph Kennedy et J. Edgar Hoover se sont considérablement réchauffés. Le directeur du FBI

et Clyde Tolson séjournent régulièrement dans une des propriétés du milliardaire, son hacienda en Floride. En échange, Hoover rend des services à son ami : un agent du FBI est chargé de la protection de la résidence principale de Joseph Kennedy à Hyannis, sur la presqu'île de Cape Code, au sud de Boston. À chaque Noël, le milliardaire ne manque jamais de faire porter au « Siège du Gouvernement » une caisse de Jack Daniels Black Label pour « JEH », et une autre de Haig pour Clyde Tolson.

En 1955, l'ambassadeur écrit à Hoover après avoir entendu à la radio le journaliste Walter Winchell proposer la candidature du directeur du FBI à la présidence du pays. Joseph Kennedy n'ignore pas que Winchell est un proche de Hoover. Il estime que « ce serait une merveilleuse chose pour les États-Unis » si son ami J. Edgar se présentait à la présidentielle sur n'importe laquelle des listes des deux grands partis politiques. Mieux : le chef du clan Kennedy lui offre son aide et lui garantit « la plus grosse contribution et le travail le plus considérable que vous puissiez attendre de qui que ce soit ».

J. Edgar Hoover ne s'est pas présenté à l'élection présidentielle. « Il n'était pas intéressé par la politique », explique Cartha DeLoach. L'ancien responsable de la section « Domestic Intelligence » du FBI, William Sullivan, nuance le propos : Hoover a caressé l'idée de se présenter à l'élection présidentielle sous l'étiquette républicaine en 1936, au faîte de sa popularité, après être venu à bout des gangsters. Prudent, il a envoyé ses meilleurs agents sonder discrètement un milieu *a priori* favorable, celui des polices locales et d'État du Sud. Charlie Winstead, un des G-men qui ont tué John Dillinger, a ainsi contacté les responsables de la police du Texas. Le résultat a été sans appel : à une très grande majorité, les policiers du Sud ne voulaient pas de J. Edgar à la Maison-Blanche. Depuis lors, Hoover s'est tenu à l'écart de la politique, mais il suit de très près l'évolution de la carrière des hommes qui en font profession.

C'est le cas d'un des enfants de Joseph Kennedy, John Fitzgerald, qu'il scrute attentivement depuis son élection au Congrès en 1946, puis au Sénat en 1952. Les choses deviennent plus sérieuses lors de l'élection présidentielle de 1956, celle à laquelle J. Edgar Hoover ne s'est pas présenté. Le candidat démocrate à la présidence des États-Unis, Adlaï Stevenson, envisage de prendre le sénateur John F. Kennedy comme colistier. Hoover demande à Cartha DeLoach de lui apporter le dossier du sénateur JFK.

Il est déjà fourni : la première affaire remonte à 1942 et concerne une enquête du FBI sur une jeune journaliste d'origine danoise soupçonnée de travailler pour les nazis. Inga Arvad a été dénoncée par un de ses collègues qui a vu une photo d'elle diffusée par *International News Photos*, accompagnée par cette légende compromettante : « Voici Miss Inga Arvad, la reine de beauté danoise qui a captivé Adolf Hitler lors de sa visite à Berlin, au point qu'il l'a nommée chef des nazis au Danemark. Mademoiselle Arvad a connu une belle carrière de danseuse, actrice et journaliste, avant que Monsieur Hitler ne l'honore du titre de parfaite beauté nordique[9]. »

La jeune femme tient la chronique mondaine (intitulée « Avez-vous vu ? ») du journal pro-isolationniste le *Washington Times Herald*. Trois mois plus tôt, la jolie journaliste a interviewé l'un des dirigeants du Bureau. Dans sa chronique du 30 octobre, elle parle de sa rencontre avec un homme au « physique splendide » et aux yeux « si bons et si intelligents », le numéro deux des G-men, Clyde Tolson en personne, l'homme qui vit dans l'ombre de J. Edgar Hoover et qui, jusqu'à présent, fuyait la presse comme la peste.

Âgée de vingt-huit ans, Inga Arvad a déjà une vie bien remplie. Miss Danemark, puis Miss Europe couronnée par Maurice Chevalier, elle a épousé un richissime Égyptien. Le temps de divorcer, elle est à Berlin comme correspondante d'un journal de Copenhague, elle interviewe Göring, est invitée à son mariage, rencontre son témoin, le chancelier Hitler. Inga Arvard fait désormais partie de la jet-set nazie. Hitler lui accorde trois interviews. Elle assiste aux Jeux olympiques de Berlin dans la loge du Führer. Elle rentre au Danemark pour épouser le réalisateur Paul Fejos et devenir la maîtresse d'un industriel suédois pronazi. Inga Arvad-Fejos et son mari s'installent aux États-Unis en 1940.

L'amant suédois d'Inga Arvad est soupçonné par les services secrets de la marine américaine (ONI) d'être un agent nazi. Son yacht, le *Southern Cross*, servirait à approvisionner les *U-Boote* qui patrouillent au large des côtes américaines à la recherche de proies faciles. Le FBI est convaincu de tenir une nouvelle Mata Hari, mais ne parvient pas à trouver contre elle le moindre élément de preuve. J. Edgar Hoover ne lâche pas prise. La jeune femme est trop bien introduite auprès de tout ce que Washington compte de puissants pour ne pas constituer un danger potentiel. « Elle est engagée dans

une forme subtile d'espionnage », note Hoover, qui obtient l'autorisation du Procureur général de la placer sur écoutes.

Les agents du FBI qui surveillent Inga Arvad remarquent qu'elle passe le plus clair de ses nuits avec un enseigne de vaisseau qu'ils photographient en train de s'éclipser de chez elle dès potron-minet. Ils identifient sans mal le jeune homme : il s'agit de John Fitzgerald Kennedy, fils de l'ambassadeur Joseph Kennedy. J. Edgar Hoover est choqué, non parce que le fils de son ami fricote avec une espionne nazie, mais parce qu'il « fricote avec une femme mariée ». Or l'affaire est sérieuse : la Danoise parle divorce. L'enseigne demande à son père l'autorisation de l'épouser. Catholique fervent, l'ambassadeur refuse que son fils convole avec une femme divorcée. Alors John F. Kennedy est muté loin de Washington, à Charleston, en Caroline du Sud. L'affaire n'en continue pas moins. Les week-ends, les agents du FBI suivent la jeune femme jusqu'à Charleston, où elle retrouve son enseigne au Fort Summer Hotel. Leur chambre est sonorisée, les agents suivent leurs ébats, écoutent leurs conversations ; il y est question des derniers potins de Washington, jamais de secrets militaires. C'est alors que l'ambassadeur Joseph Kennedy apprend que le FBI s'intéresse de près à son rejeton. Il demande à l'un de ses amis, le secrétaire adjoint à la Marine, de muter son fils « loin, très loin », hors de portée de la diablesse danoise et des agents du FBI.

« Loin, très loin », ce sont les îles Salomon, à l'est de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le 2 août 1943, le bateau sur lequel se trouve l'enseigne Kennedy, le *PT-109*, est percuté par le destroyer japonais *Amagiri* pendant une patrouille nocturne. Au cours du naufrage, le jeune enseigne se distingue par son courage et, malgré une blessure au dos, sauve un de ses frères d'armes. Il rentre chez lui en héros bardé de décorations. La légende de JFK commence. Il signe deux livres, dont un obtient le prestigieux prix Pulitzer, et, grâce à son père, entame une brillante carrière politique qui va le conduire au Congrès, puis au Sénat. La route vers la Présidence est ouverte.

John Kennedy a-t-il commis d'autres écarts depuis l'affaire Arvad ? Dans le dossier qu'il a fait venir des archives, Cartha DeLoach trouve cinq nouvelles affaires de « mauvaise conduite sexuelle ». Il en informe J. Edgar Hoover, qui lui dit : « Deke, tu dois avoir sorti le mauvais dossier, c'est sans doute celui de son frère aîné. Regarde mieux ! » Non, c'est bien le bon

dossier. Hoover se déclare choqué. « En fait, explique DeLoach, Hoover était proche de l'ambassadeur Kennedy. Il ne voulait pas être à l'origine d'un rapport susceptible de nuire à la carrière prometteuse de son fils. »

Le dossier Kennedy est sorti des archives du FBI pour être confié à la garde du numéro trois du Bureau. Il n'y reste pas très longtemps. Il rejoint les archives personnelles du Directeur, celles estampillées « ultra-confidentiel ».

Le 13 juillet 1960, John Fitzgerald Kennedy remporte l'investiture démocrate à l'élection présidentielle. Le même jour, Cartha DeLoach reçoit un mémo signé du contrôleur Milton Jones, portant sur « les relations amicales du sénateur Kennedy avec le Bureau ». En fait, le rapport fait le point sur les « casseroles » du candidat démocrate. D'abord, il y a des soupçons de fraude électorale lors de sa victoire aux primaires de Virginie-Occidentale. Le FBI a reçu des dizaines de plaintes visant des fraudes massives : des votes ont été achetés, des urnes bourrées, des électeurs empêchés de voter. Ensuite, il y a les accusations d'« activités immorales » portées contre Kennedy. Le candidat s'est compromis avec une femme à Las Vegas, il a participé à Palm Springs à des « parties » (fines) avec Frank Sinatra. Le rédacteur du mémo ne peut ignorer qu'un même fil rouge relie les fraudes électorales en Virginie-Occidentale, la femme de Las Vegas et les parties fines avec Sinatra, et que ce fil conduit tout droit à Sam Giancana et à l'Entreprise. Comme pour le confirmer, le contrôleur Milton Jones, du FBI, conclut : « Des allégations ont été proférées concernant les connexions du sénateur Kennedy avec les truands. Dans un souci de brièveté, nous ne ferons pas l'effort de fournir le détail de ces allégations, bien des informations n'étant pas fondées[10]. »

Les Kennedy et la Mafia

Au « Siège du Gouvernement », quelques hommes savent désormais que les « informations » en question sont parfaitement fondées. J. Edgar Hoover, Clyde Tolson, Cartha DeLoach et Al Belmont sont tenus informés des découvertes sur les liens entre John Kennedy et la Mafia. Eux seuls ont accès aux rapports que leur envoient le SAC de Chicago et les agents chargés de la surveillance et de l'écoute de Sam Giancana et autres responsables de l'Entreprise. L'affaire est explosive et requiert la plus

grande discrétion. Elle implique l'ambassadeur Joseph Kennedy. Depuis le début de 1960, son nom revient régulièrement dans les conversations entre Sam Giancana et les autres parrains. L'ambassadeur a demandé une grande faveur à l'Entreprise : aider son fils à devenir président des États-Unis !

Joseph Kennedy est homme à s'adresser à la Mafia pour favoriser l'élection de son fils. Il a les nerfs et les contacts pour cela. Son passé l'atteste. S'il est vrai que, comme disait en substance Balzac, à l'origine de toute fortune il y a des crimes que l'on cache, Joseph Kennedy n'a pu dissimuler les siens. Nul n'ignore en effet qu'il a contribué aux effets du krach de 1929 en jouant à la baisse, consolidant une fortune déjà bâtie grâce à la Prohibition. Joseph Kennedy a été l'un des grands contrebandiers d'alcool de la fin des années 1920. Il est alors en affaires avec des gangsters et des parrains. Parmi ses associés, on retient déjà deux noms : Frank Costello, futur Premier ministre de la Mafia, et Al Capone, qu'on ne présente plus[11].

Au début de 1960, Joseph Kennedy décide d'orchestrer la campagne présidentielle de son fils John. Il sait qu'il va avoir besoin de puissants alliés. Il pense à ses « amis » les parrains. Le 29 février, un dîner rassemble l'ambassadeur Kennedy et certains des représentants de la mafia de Chicago au restaurant new-yorkais Felix Young. Le détail de la rencontre n'a été rendu public que vingt ans plus tard, par un des participants, l'avocat du milieu Mario Brod, lors d'une série d'entretiens avec l'historien Richard Mahoney. Depuis, les faits ont été confirmés par plusieurs autres enquêteurs. La plupart des parrains conviés au repas avaient décliné. Ceux qui y assistaient rechignèrent à aider le frère de leur plus farouche adversaire, Bobby Kennedy, alors chef des enquêteurs de la Commission d'enquête sénatoriale sur l'infiltration de la Mafia dans les syndicats américains[12].

Joseph Kennedy est insatisfait de cette première rencontre. Sam Giancana n'a pas participé au dîner. Or Joseph Kennedy sent que l'aide du parrain pourrait être décisive. Pour entrer en contact avec lui, il passe par un intermédiaire d'importance, le chanteur Frank Sinatra, un des meilleurs amis de son gendre, l'acteur Peter Lawford, mari de sa fille Patricia. Le choix est judicieux ! Frank Sinatra est un ami de Sam Giancana depuis le début des années 1950. Les deux hommes se sont croisés lors du sommet mafieux de La Havane, en 1946, ainsi qu'on l'a vu. Mais ils ne se sont vraiment rapprochés que quelques années plus tard, quand Johnny Roselli,

le représentant de Giancana à Hollywood, a fait décoller la carrière cinématographique de Sinatra. Depuis, en hommage à Giancana, Sinatra clôt régulièrement son tour de chant par une dédicace sirupeuse à Chicago, « *my kind of town* » (mon genre de ville). Frank Sinatra et sa bande du Rat Pack – Sammy Davies Junior, Dean Martin, Joe Bishop et Peter Lawford – sont d'ardents supporters du sénateur John F. Kennedy. Après avoir déjeuné avec l'ambassadeur, le chanteur intercède en sa faveur auprès de Sam Giancana. La démarche sera rendue publique en 1997 par Tina Sinatra, la fille de Frank.

Joseph Kennedy veut convaincre lui-même Sam Giancana de l'aider. Il s'adresse à l'un de ses plus fidèles amis (et alliés), le juge de Chicago William Tuhoy, qui organise la rencontre entre les deux hommes[13] dans son bureau du palais de justice de Chicago.

Quelle a été la contribution de Sam Giancana à la campagne Kennedy ? D'abord, des votes. À Chicago, l'Entreprise représente une force électorale importante. Au niveau national, son influence se fait surtout sentir dans le milieu syndical. Principalement au sein des syndicats de mineurs, dont les consignes de vote en Virginie-Occidentale auraient offert la victoire au candidat démocrate. D'où les dizaines de plaintes enregistrées par le FBI en 1960 concernant des fraudes massives lors des primaires de Virginie-Occidentale où John Kennedy l'a emporté sur son rival, le sénateur Hubert Humphrey, avec 60 % des suffrages. Humphrey s'est amèrement plaint de n'avoir pas eu les moyens de parcourir la Virginie-Occidentale le chéquier à la main. Sa campagne a coûté 25 000 dollars ; celle de John Kennedy, aux alentours de 2 millions de dollars !

Quand il prend connaissance de certaines des transcriptions d'écoutes effectuées dans l'arrière-boutique du tailleur Chez Celano et à l'Armory Lounge, au début de 1960, Cartha DeLoach sent le danger. Elles concernent en effet le versement d'importantes contributions à la campagne électorale du sénateur Kennedy. DeLoach pénètre là dans un territoire interdit qu'il avait soigneusement évité jusqu'alors. Grâce aux écoutes, le FBI connaît le détail des sommes versées par Sam Giancana au comité pour l'élection de John F. Kennedy. Les agents enquêtent dans les banques, remontent des pistes ; ils travaillent sur un versement de 25 000 dollars et finissent par trouver : « On sait par où l'argent est passé, et qui a servi d'intermédiaire », dit Cartha DeLoach quarante ans plus tard.

Sam Giancana déchante quand le président John Fitzgerald Kennedy nomme son propre frère, Bobby Kennedy, Procureur général. Car Giancana déteste ce dernier. En juin 1959, lors de son audition publique devant la commission McClellan, Bobby Kennedy s'en était violemment pris à lui, le traitant de « fillette ». Les gazettes du pays avaient adoré. Pas les parrains.

Lors de sa première conférence de presse, peu après sa prise de fonctions au Département de la Justice, Bobby Kennedy annonce que la lutte contre la criminalité organisée sera son principal objectif. Et il le prouve. En avril 1961, il fait un exemple en faisant expulser *manu militari* au Guatemala le boss de La Nouvelle-Orléans, Carlos Marcello.

Peu après son arrivée au Département, Bobby Kennedy est informé de l'existence des écoutes de Chicago. Elles sont illégales. Il n'en a cure. Dans ses mémoires, William C. Sullivan, directeur de la section « Domestic Intelligence » du Bureau, raconte une visite de routine de Bobby Kennedy au bureau de Chicago. Le SAC demande à Bobby si cela lui ferait plaisir d'écouter certains des enregistrements « sensibles » recueillis lors d'une enquête criminelle. « Kennedy aurait dû refuser, écrit Sullivan ; il aurait dû demander à avoir les transcriptions par la voie hiérarchique. Au lieu de quoi, il s'est assis pour écouter les bandes et, ce faisant, il s'est compromis. Au bout de quelques secondes, Kennedy a dû comprendre qu'elles provenaient d'écoutes illégales… » Un des enregistrements a été réalisé lors de la mort atroce d'un des membres de l'Entreprise, torturé pendant trois jours alors qu'il était pendu par les tendons à des crocs de boucher. Les autres enregistrements sont d'une qualité très médiocre. Bobby réclame qu'on hausse le son. Il n'entend rien. Puis, s'adressant au SAC, il demande s'il n'est pas possible d'obtenir des écoutes de meilleure qualité. Historien de l'Entreprise, Gus Russo affirme que la première voix entendue par Bobby Kennedy lors de cette audition très particulière était celle d'un des intermédiaires qui avaient permis à Joseph Kennedy de rencontrer Sam Giancana lors de la campagne présidentielle de 1960 !

Chef d'orchestre de cette opération, J. Edgar Hoover a obtenu ce qu'il voulait en obligeant Bobby Kennedy à écouter des enregistrements illégaux. Qui écoute, consent. « Hoover n'était pas homme à laisser passer une telle occasion. Chacun des agents présents a déposé sous serment que Kennedy avait écouté les enregistrements sans s'interroger sur leur légalité. Ces

dépositions se trouvent sans doute encore dans les archives », conclut William C. Sullivan.

Les agents du FBI se sont bien gardés de faire écouter à Bobby Kennedy les enregistrements le concernant. Or il y en avait un certain nombre. Chez Celano et à l'Armory Lounge, ça regimbe ferme quand les mafieux s'aperçoivent que Bobby Kennedy n'a nullement l'intention de baisser la garde face au crime organisé. Dans un rapport, DeLoach note : « Giancana se plaint amèrement des enquêtes sur ses activités. Il dit avoir fait un don au président Kennedy et ne pas en avoir pour son argent. » Sam Giancana décide de se plaindre auprès de celui qui l'a entraîné dans cette galère : Joseph Kennedy. Il ne le fait pas directement, mais se sert de la première personne que lui a envoyée Joseph Kennedy en 1960, Frank Sinatra.

Dans ses mémoires, William F. Roemer écrit : « Après l'élection de Kennedy et la nomination de Bobby comme Procureur général, Giancana a compris que Sinatra ne pouvait pas contrôler les Kennedy. Sinatra avait promis que les Kennedy stopperaient les enquêtes sur le boss de la famille de Chicago, mais sa promesse a fait long feu. Et Giancana de dire : "C'est comme l'Allemagne nazie, et moi je suis le plus grand Juif du pays[14] !" »

La Mafia a-t-elle fait chanter « Gay Edgar Hoover » ?

En ce temps-là, Washington bruissait de rumeurs sur les inclinations sexuelles de « J. Edna », nouveau surnom du Directeur. Tout le monde s'y mettait. Jusqu'à Bobby Kennedy qui s'exclama, au lendemain de l'hospitalisation de Clyde Tolson : « Putain, il a subi une hystérectomie, ou quoi ? »

Quand les rumeurs sur son homosexualité commencent à se répandre, J. Edgar Hoover réagit avec brutalité. Il ordonne à tous les agents de lui rapporter sans délai le moindre cancan. Pour avoir signalé avec retard les ragots colportés par un homme d'affaires, les responsables du FBI à New York ont reçu une lettre de réprimande archivée dans leurs dossiers personnels, avec la mention : « Aucune récidive ne sera tolérée. » Pourtant, le retard n'était pas bien grand, et explicable par la trêve des confiseurs : daté du 17 décembre 1943, le rapport incriminé n'a été transmis à Hoover que le 14 janvier 1944. « Une faute grave ! » tonne le Directeur qui, après

avoir puni les responsables new-yorkais, a chargé l'un de ses assistants, Louis Nichols, d'aller intimider l'homme d'affaires à l'origine du ragot.

À Cleveland, des agents signalent les propos déplacés d'une joueuse de bridge au cours d'une partie, à son club ; à Washington, les ragots d'une esthéticienne à l'un de ses clients finissent sur le bureau de J. Edgar. Convoquée par le FBI, la bridgeuse (tante d'un agent du FBI, circonstance aggravante) signe une lettre d'excuses et fait amende honorable auprès de toutes les personnes présentes à la partie de bridge. Deux hauts responsables du FBI (un assistant de Hoover et un contrôleur) font taire l'esthéticienne de Washington. Un homme d'affaires de Detroit qui s'est laissé aller à des insinuations lors d'une conversation avec un de ses collègues est convoqué par le SAC de la ville, qui lui dit : « Si vous traitez à nouveau Hoover d'homosexuel, je m'occuperai personnellement de vous, et sans tarder. »

Rejeton d'une vieille famille de Virginie (son père était le propriétaire du Richmond News Leader), Joseph Bryan III a eu droit lui aussi à une visite d'intimidation de Louis Nichols et de Cartha DeLoach. Bryan travaillait pour la division « Guerre psychologique » de la CIA, qui a eu accès à la collection des photos et des films pornographiques saisis par le FBI. Depuis lors, il se répand dans les dîners en ville sur les mœurs très particulières du directeur du FBI. La visite de Nichols et de DeLoach le calme, et pour longtemps. Quarante ans plus tard, il s'en souvient encore, non sans inquiétude.

Au début des années 1960, Bobby Kennedy demande à l'un de ses hommes de confiance d'enquêter sur l'homosexualité présumée du directeur du FBI. Mais son enquêteur fait chou blanc. Son dossier n'est guère constitué que de racontars. On dit ainsi que J. Edgar Hoover participait, travesti en femme, à des orgies homosexuelles à New York. Ce on-dit parvient aux oreilles des agents new-yorkais, proches de Bobby Kennedy, qui enquêtent clandestinement sur leur patron et le suivent lors de ses séjours. Le même bruit arrive aux oreilles de Cartha DeLoach, qui entame son enquête. Il lui faudra plus de dix ans pour découvrir qu'à l'origine du ragot se trouve Susan Rosenstiel, quatrième épouse de Lewis Solon Rosenstiel, milliardaire américain propriétaire du groupe Schenley Industries. Ce personnage sulfureux a fait fortune en vendant de l'alcool pendant la prohibition, sans doute avec le concours du crime organisé. Le divorce des époux Rosenstiel a donné lieu à un feuilleton à rebondissements

qui s'est terminé devant les tribunaux. Elle a accusé son ex-mari d'être lié à la Mafia, mais, sur ordre des juges, son témoignage n'a jamais été rendu public. Elle a même fait de la prison pour diffamation. Lewis Solon Rosenstiel est un proche de J. Edgar Hoover. En 1957, il embauche Louis Nichols, numéro trois du Bureau et génie des relations publiques de Hoover. Depuis lors, il multiplie les contributions financières à la « fondation J. Edgar Hoover », chargée de lutter contre le communisme et d'inculquer les valeurs américaines à la jeunesse du pays. Les deux hommes échangent faveurs et services. Or, Susan Rosenstiel est convaincue que Hoover a communiqué à son ex-mari les informations confidentielles dont celui-ci s'est servi lors de leur divorce. Pour se venger, elle dit avoir vu Hoover en travesti, entouré de blondinets tout juste âgés de dix-huit ans. Elle décrit le directeur du FBI lisant des passages de la Bible au milieu de jeunes mignons vêtus de seuls gants en caoutchouc ! Susan Rosenstiel ajoute que Roy Cohn, l'ancien bras droit du sénateur Joseph McCarthy, participait lui aussi à l'orgie.

En février 1993, bien après la mort de J. Edgar Hoover, le journaliste britannique Anthony Summers reprendra à son compte les ragots de Susan Rosenstiel dans un ouvrage qui connaît alors un succès fulgurant. Ses descriptions de J. Edgar en *drag queen* (en robe rouge avec un boa, ou en robe noire à volants avec bas résille, talons hauts, perruque blonde à grosses boucles) dérangent et fascinent une Amérique puritaine. La presse adore « Gay Edgar Hoover ». Les caricaturistes affûtent leurs crayons. Le président Clinton s'en donne à cœur joie. Au moment de choisir un nouveau directeur du FBI, après avoir viré William Sessions, il lance : « Je vais avoir du mal à trouver quelqu'un pour chausser les escarpins de Gay Edgar ! » Tout Washington glousse et a compris que les talons des escarpins en question étaient des talons aiguilles. Le chef de la minorité républicaine au Sénat, Bob Dole, complimente une journaliste de l'agence de presse UPI sur sa jupe qui semble « sortie tout droit de la dernière collection de J. Edgar Hoover », etc.

Roy Cohn met les choses au point avant de mourir du sida : « Hoover n'aurait certainement jamais rien fait, et certainement pas en public. Ni en privé, d'ailleurs. Où qu'il aille, Hoover avait toujours peur que les personnes qu'il rencontrait ne puissent compromettre son image. Et il n'aurait jamais rien fait qui puisse compromettre sa position à la tête du FBI. On a dit qu'il y avait des photos scandaleuses. Il n'y en a pas. Il n'y a

pas eu de photos, parce qu'il n'y a pas eu de relations sexuelles. Quoi qu'ils aient pu faire, ils le faisaient dans des chambres séparées, et même là, j'en suis sûr et certain, Hoover était habillé (en homme) des pieds à la tête… »

Les photos qui auraient été prises lors des orgies du Plazza donnent une nouvelle dimension à la rumeur. Elles permettent l'entrée en scène du parrain de la Mafia, Meyer Lansky, qui les aurait eues en sa possession et s'en serait servi pour faire chanter J. Edgar Hoover. Interrogé à ce sujet par un journaliste, le bras droit de Meyer Lansky répond en lui demandant s'il a perdu la raison.

La Mafia et la CIA

Robert Maheu, dit Bob, est un bon agent du FBI. Il l'a prouvé à New York en infiltrant les milieux pronazis américains, ou encore en manipulant, avec Jack Danahy, l'agent trouble et as de l'aviation Dieudonné Costes. Son départ du Bureau, en 1947, coïncide avec le fiasco de l'opération « Capga ». Un petit tour à Washington, et il crée en 1954 son agence de détectives privés « Robert A. Maheu and Associates ». Parmi ses premiers clients, le milliardaire Howard Hughes, dont il devient l'*alter ego*. Hughes le paie 500 000 dollars par an, lui autorise l'accès à son parc de limousines et à ses jets privés. Surtout, il lui ouvre les portes d'Hollywood. C'est ainsi que Robert Maheu fait la connaissance de l'ambassadeur de la Mafia à Los Angeles, Johnny Roselli, dit le « Beau Johnny ».

L'ancien agent du FBI tombe sous le charme du mafieux. Il le présente à sa famille ; ses enfants l'appellent en riant « oncle Johnny ». Pourtant, Johnny Roselli n'a rien d'un tonton gâteau. Après avoir fait ses premières armes dans le Chicago d'Al Capone, il a gravi les échelons de l'Entreprise. Il travaille avec les principaux patrons du crime organisé. Santo Trafficante, le roi des casinos et de la schnouff, est son associé. Meyer Lansky, le banquier historique de la Mafia, est son pote. Sam Giancana ? Encore plus.

Depuis 1954, Robert Maheu travaille régulièrement pour une toute jeune administration, la CIA. D'anciens collègues du FBI qui ont rejoint l'Agence lui confient parfois de petits boulots. Mais, en ce début de 1960, il ne s'agit plus d'un petit boulot, mais d'un contrat au sens propre. En août 1960, Richard Bissell, chef des opérations spéciales de la CIA, autorise la mise en route d'un plan qui a pour but d'éliminer le leader cubain Fidel

Castro – guerre froide oblige. Les savants fous de l'Agence planchent sur des plans plus farfelus les uns que les autres : vaporiser du LSD à l'état gazeux sur Fidel avant ses discours ; enduire ses chaussures d'une puissante substance dépilatoire (chlorure de thallium) pour faire tomber sa barbe ; empoisonner ses cigares, les fourrer à la dynamite ; disséminer des coquillages explosifs sur les fonds qu'il explore régulièrement lors de ses fréquentes parties de chasse sous-marine. La CIA envisage même de simuler des apparitions de la Vierge en recourant à des techniques empruntées à des spectacles son et lumière. Aucune de ces tentatives n'aboutit. En désespoir de cause, la CIA décide de recruter des tueurs à gages de la Mafia. Et qui, mieux que Robert Maheu, pour accomplir une telle mission de confiance ? Il a l'entregent et le culot nécessaires. Il propose le contrat à Johnny Roselli.

L'ancien agent du FBI s'amuse beaucoup à voir la réaction d'un Johnny Roselli qui se tortille sur son siège dans un des cafés les plus huppés de Beverley Hills, manucuré de frais, impeccablement vêtu, chaussé de petits escarpins lustrés. Johnny Roselli, travailler pour le gouvernement ? C'est une blague ! Les agents du FBI lui collent au cul nuit et jour, ils vont même chez son tailleur pour vérifier qu'il effectue ses achats en espèces… Mais Maheu est sérieux : le contrat est de 150 000 dollars ; Roselli a le droit de choisir ses tueurs[15]. Roselli accepte. Il connaît des gens capables de monter ce type d'opération : ils ont des réseaux à Cuba et, qui plus est, ont une dent contre Fidel qui leur a fait perdre beaucoup d'argent en confisquant leurs biens et leurs affaires, casinos et bordels compris.

Fin septembre 1960, dans une suite du luxueux hôtel Fontainebleau de Miami, haut lieu de la Mafia, Roselli présente ses « amis » à l'ancien agent du FBI et au responsable de la CIA chargé du suivi du dossier. C'est le bal des faux-culs. L'homme de la CIA prétend représenter des multinationales US spoliées par Castro ; de son côté, Roselli présente ses deux « amis » sous les pseudonymes de Sam Gold et Joe.

Quelque temps plus tard, en lisant son journal du dimanche, Robert Maheu manque de s'étouffer. Sur une pleine page s'étalent les visages des parrains de la Mafia visés par le Top Hoodlum Program (THP) du FBI. Maheu reconnaît ceux de Sam Gold, de son vrai nom Sam Giancana, et de Joe, qui s'appelle en réalité Santo Trafficante.

Des deux hommes, c'est Santo Trafficante qui a le plus perdu à Cuba. Son rêve de bâtir un empire du jeu s'est effondré quand la révolution

castriste a saisi ses hôtels et ses casinos. Il a aussi perdu de son pouvoir. Le sénateur John F. Kennedy ne passera plus ses vacances dans son hôtel Comodoro. Trafficante ne pourra plus lui organiser des orgies avec de somptueuses putains cubaines, dans une suite spécialement équipée de miroirs sans tain. Il ne contemplera plus les ébats du bouillant sénateur, par ailleurs membre de la commission McClellan, comme son frère Bobby.

La révolution a également failli lui prendre la vie : arrêté par la police de Castro le 8 juin 1959, Santo Trafficante est incarcéré en compagnie d'autres mafieux italo-américains qui n'ont pas eu le temps de quitter l'île. Une drôle de détention, puisqu'il a le droit d'assister au mariage de sa fille, célébré à l'ancien Hilton de La Havane. Santo Trafficante craint le pire quand tous les mafieux, sauf lui, viennent soudain à être expulsés de Cuba.

Les amis de Santo Trafficante se mobilisent. Sam Giancana, Johnny Rosseli et Carlos Marcello se montrent les plus actifs. Ils chargent Lewis McWillie, joueur professionnel qui s'occupait d'un des casinos de la Mafia à La Havane, d'obtenir la libération de Trafficante. Lewis McWillie a besoin d'aide : il fait venir à plusieurs reprises le patron d'une boîte de nuit de Dallas qui travaille étroitement avec l'Entreprise, Jack Ruby, futur assassin de Lee Harvey Oswald. Entre autres activités, Ruby se livre alors au trafic d'armes entre la Floride et Cuba. Certains historiens affirment, documents à l'appui, qu'il était un des fournisseurs de Fidel Castro du temps où la CIA appuyait ce dernier[16]. Avant de partir pour Cuba, Jack Ruby a rencontré Carlos Marcello, le parrain de La Nouvelle-Orléans. Il effectue plusieurs voyages sur l'île ; son séjour est pris en charge par Santo Trafficante et il loge dans ses hôtels-casinos ou chez des amis à lui. Un journaliste britannique détenu avec Trafficante confirmera que le parrain « recevait régulièrement la visite d'un gangster appelé Ruby ».

Santo Trafficante est enfin expulsé après avoir rencontré le nouveau ministre de la Défense, Raul Castro, frère de Fidel. On parle d'un pot-de-vin de 100 000 dollars[17]. Début 1960, il retourne à Tampa pour reprendre en main les affaires de sa famille mafieuse. On reparlera de lui.

L'idée de travailler pour « G » (c'est ainsi qu'il nomme le gouvernement fédéral) ne doit pas trop enchanter Sam Giancana, alors en pleine partie de cache-cache avec le FBI. Mais lui aussi a beaucoup perdu à Cuba. Trop (des participations dans un casino et une entreprise de pêche à la crevette) pour ne pas avoir une revanche à prendre. En outre, ce n'est pas la première fois qu'il travaille avec la CIA. Sam Giancana s'est souvent

vanté auprès de son frère d'avoir pris part à des opérations de l'Agence au Moyen-Orient, au Guatemala, en Asie[18]. La CIA rêve d'un assassinat comme la Mafia sait les organiser : une balle bien placée, et c'en est fini de Fidel ! Trop risqué, dit Giancana, réticent à l'idée de lancer ses tueurs dans une mission suicide. Le patron de l'Entreprise voit plutôt un meurtre dans le style des services secrets. Un poison ferait mieux l'affaire. La CIA se laisse convaincre et, en mars 1961, Giancana prend possession de petites pilules contenant une toxine mortelle, le botulinium. On trouve un candidat prêt à empoisonner l'alimentation de Fidel : un ancien haut fonctionnaire cubain. Mais, au dernier moment, celui-ci prend peur et renonce. Tout est dès lors à recommencer.

Pendant ce temps, à Chicago, le FBI recherche toujours Sam Giancana. Robert Maheu se garde bien de prévenir ses anciens collègues qu'il travaille désormais avec une de leurs cibles de prédilection. Mais les jeux de l'amour et du hasard vont brutalement remettre le Bureau en piste.

Sam Giancana est amoureux fou de Phyllis McGuire, une des chanteuses du trio des McGuire Sisters. Il soupçonne la jeune et jolie Phyllis de le tromper avec l'acteur Dan Rowan, en compagnie de qui elle se produit à Las Vegas. Pour le calmer, Maheu embauche deux détectives privés afin de surveiller les tourtereaux. La suite tient du vaudeville. Les détectives descendent dans le même hôtel que McGuire et Rowan. Première action, première erreur : ils placent sur écoute le téléphone de la chambre des deux amants. « Généralement, les gens ne passent pas de coups de fil pendant qu'ils font l'amour », commentera par la suite Robert Maheu. Les deux détectives sont des fans de Phyllis McGuire. Ils vont écouter son tour de chant sans ranger leur matériel d'écoute. La femme de ménage tombe dessus. La direction de l'hôtel est alertée, le shérif arrive, puis le FBI. À leur retour dans leurs chambres, les deux détectives privés sont arrêtés. Dans les heures qui suivent, des agents du FBI débarquent chez Robert Maheu pour une sérieuse explication. Il faut l'intervention d'un personnage haut placé à Washington, sans doute activé par le directeur de la CIA, pour que tout soit étouffé. Reste à prévenir Bobby Kennedy que la CIA emploie deux des parrains du Top Hoodlum Program pour assassiner Fidel Castro.

Or Bobby Kennedy est depuis quelque temps de fort méchante humeur. Une opération militaire de la CIA pour renverser Fidel Castro vient d'échouer lamentablement. Le 17 avril 1961, 1 400 anticastristes émigrés, entraînés par la CIA, débarquent au fond de la baie des Cochons, à quelque

200 kilomètres au sud-est de La Havane. Le débarquement tourne au fiasco. L'aviation cubaine a bombardé les huit cargos destinés à consolider la tête de pont : le *Houston* s'est échoué, le *Rio Escondido* a été coulé avec des munitions et des provisions pour dix jours à son bord ; le reste de la flottille a trouvé son salut dans la fuite. Au sol, les troupes anticastristes, après avoir livré un combat acharné, ont fini par se rendre aux 200 000 miliciens qui les encerclent.

Le 7 mai 1961, les responsables de la CIA informent donc Bobby Kennedy que leur Agence a chargé Robert Maheu de recruter Sam Giancana et Santo Trafficante en vue d'assassiner Castro. Un des envoyés de la CIA affirme que, pour comprendre ce que veut dire être contrarié, il faut avoir vu les yeux de Bobby Kennedy prendre la couleur de l'acier, sa mâchoire se durcir, et avoir entendu sa voix se faire grave et précise[19]. Bobby Kennedy ne peut pas mettre fin à l'opération, mais il a son idée sur la manière dont il peut la torpiller. Voilà pourquoi, le 9 mai 1961, il rencontre celui qui est déjà son adversaire le plus farouche, J. Edgar Hoover.

« Bobby Kennedy a informé Monsieur Hoover que le gouvernement allait se servir de Sam Giancana pour tuer Fidel Castro, explique Cartha DeLoach. Hoover était furieux ! » La rencontre entre les deux hommes est tendue. Le Procureur général dit avoir été « considérablement perturbé » à l'annonce de la nouvelle. Il pense qu'employer un homme qui a le passé de Sam Giancana est « horrible ». Hoover approuve, puis fait part au Procureur d'une rumeur qui court tout Washington : si Giancana n'est pas en prison, c'est en raison de son amitié avec Frank Sinatra, lequel est proche de la famille Kennedy. Bobby Kennedy est au courant de cette rumeur ; la présence de Giancana dans le complot ne peut que l'inquiéter. Les deux hommes se quittent en convenant que rien ne doit faire obstacle aux poursuites visant Sam Giancana.

Depuis lors, les agents du FBI collent donc aux basques de Giancana : « On l'a littéralement verrouillé, se souvient le responsable de l'opération du FBI, William F. Roemer. Toutes les douze heures, une équipe de neuf hommes se relayaient pour le suivre. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. S'il allait dîner, on y allait aussi. S'il se levait pour aller aux toilettes, je me levais et j'occupais l'urinoir à côté du sien. Il n'aimait pas du tout ça. Giancana avait le rein timide : il n'arrivait pas à pisser quand j'étais à côté de lui ! »

Les Agents spéciaux cherchent des poux dans la tête de Sam Giancana, et ils en trouvent. Lors d'un contrôle de routine, des policiers s'aperçoivent que le parrain a dans son portefeuille deux permis de conduire, dont un seul à son nom. C'est l'occasion qu'ils attendaient : Giancana est renvoyé devant les tribunaux.

Le 12 juillet 1961, cinq agents du FBI dirigés par William F. Roemer interceptent Sam Giancana et Phyllis McGuire à l'aéroport O'Hare de Chicago. Ancien champion de boxe à l'université Notre-Dame, Roemer bloque Giancana. Pendant ce temps, ses collègues interrogent Phyllis McGuire dans une pièce mise à leur disposition par la police de l'aéroport. Les agents du FBI essaient en vain d'amener la chanteuse à témoigner contre le patron de l'Entreprise.

Non loin de là, le ton monte entre William F. Roemer et Sam Giancana. La confrontation entre les deux hommes va se révéler très chaude. Furieux, Giancana attaque par une bordée d'insultes des plus fleuries. Pour bien faire comprendre à Roemer à qui il a affaire, il énumère ses participations dans les industries de la ville.

« Et à Las Vegas ? s'enquiert l'agent du FBI.

– Je possède 99 % de Las Vegas. Et, en Floride, je contrôle le Fontainebleau, l'Americana et le Diplomat. »

Trois des plus grands hôtels de l'État : William F. Roemer sait que le mafieux exagère, mais à peine.

Chauffé à blanc, Sam Giancana demande à contacter son bras droit pour qu'il lui amène une paire de fusils de chasse. Puis il ajoute :

« Tu sais combien de personnes j'ai tuées ? Je crois bien que je vais être très bientôt responsable d'une autre mort ! »

William F. Roemer s'énerve à son tour. Il apostrophe des voyageurs sur le point de s'embarquer :

« Regardez cette ordure, c'est Sam Giancana. C'est le successeur d'Al Capone. Nous, on doit vivre avec ce type ; vous, vous avez de la chance, vous partez ! »

Giancana explose alors :

« Tout ça, c'est la faute de Bobby ! Tu dépends de ton patron et ton patron dépend de son superboss… Tu vois qui je veux dire… Les Kennedy ! Je sais tout sur les Kennedy, et Phyllis encore plus. Un jour, on

va tout balancer. Vous n'êtes pas près d'oublier l'incendie que je vais allumer ! »

Sam Giancana pense en effet détenir un nouveau moyen de pression sur le président John F. Kennedy : c'est LA femme de Las Vegas mentionnée dans le rapport du FBI du 13 juillet 1960, jour de la nomination de JFK comme candidat démocrate à la présidentielle. Elle s'appelle Judith Campbell Exner.

Aux abords de cette brunette sculpturale, on devrait mettre un panneau : Attention, danger ! C'est une starlette que Johnny Roselli, dit le « Beau Johnny », a accostée sur un plateau de cinéma où elle traînait. Johnny Roselli, le beau parleur aux cheveux blancs, avec ses lunettes noires, ses chaînes en or, son bronzage, sa dégaine de play-boy, connaît du beau monde à Hollywood. Normal : c'est l'ambassadeur de l'Entreprise. Et il lui présente ce qui se fait de plus « dézingué ». C'est une petite bande qui n'a que faire des conventions et du qu'en-dira-t-on. Dans le Los Angeles des années 1950, tout ce petit monde se mélange, fait des affaires, s'échange les filles comme on change de chemise. Judith Campbell Exner comme les autres. Elle passe de Roselli à Frank Sinatra, de Sinatra à son pote l'acteur Peter Lawford, lequel la passe à son beau-frère, le président John Fitzgerald Kennedy. Sam Giancana, le frère d'armes de Johnny Roselli, est lui aussi de la partie : le grand fauve ne peut rester devant une telle proie sans bouger. Au début, Judith se refuse, elle se réserve pour *Mister President*. Mais Sam Giancana sait se montrer persuasif, et la belle cède.

Les magnétos du Bureau tournent toujours. Le FBI est aux premières loges d'un vaudeville qui doit se jouer à huis clos. Que se passerait-il si le public était informé du ménage à trois de l'ancienne starlette avec l'homme le plus puissant du pays du Bien et l'homme le plus puissant du pays du Mal ? Or, au train où vont les choses, la nouvelle risque fort de s'étaler en une des principaux quotidiens de la planète ! Judith Campbell Exner ne prend aucune précaution. Elle appelle le Président à la Maison-Blanche depuis le domicile de Sam Giancana. Surtout les week-ends. Les bandes magnétiques et les transcriptions finissent dans un coffre du FBI. Elles ne sont pas près d'en sortir.

Pour Cartha DeLoach, l'affaire Judith Campbell Exner évoque de pénibles souvenirs. Ceux d'une époque pas si lointaine où il arpentait les

coulisses de Washington en se bouchant le nez. Quand a-t-il entendu parler de la jeune femme pour la première fois ? Fin 1961, début 1962. DeLoach n'est pas très sûr de la date. En revanche, il se rappelle les comptes rendus d'écoutes de conversations avec la Maison-Blanche. Il n'est pas près non plus d'oublier sa consternation quand il a découvert que le nom de la jeune femme figurait sur la liste des appels reçus par la Maison-Blanche. DeLoach se souvient d'avoir noté qu'elle a appelé à quatre reprises le poste de la secrétaire particulière du Président. Il en informe alors J. Edgar Hoover.

« Monsieur Hoover était un homme vieux jeu, explique Cartha DeLoach. Il croyait dans des valeurs comme la fidélité, la famille. Cette histoire l'embarrassait au plus haut point. » Mais que fait Hoover de toutes ces informations crapoteuses sur les connexions entre John Fitzgerald Kennedy et le plus redoutable des parrains de la Mafia ? S'en sert-il à des fins de chantage, comme d'aucuns l'ont laissé entendre ? Il est bien trop malin pour cela. Le 27 février 1962, J. Edgar Hoover prévient Bobby Kennedy qu'il est au courant de la liaison entre le Président et Judith Campbell Exner. Il le fait de manière subtile, en lui envoyant un mémo pour l'avertir qu'une personne « en contact avec Johnny Roselli et Sam Giancana » téléphone régulièrement à la secrétaire du président Kennedy sans que l'on sache de quoi il est question dans leurs conversations.

« Ensuite, Bobby est allé voir le Président, poursuit Cartha DeLoach. Il lui a dit : "Arrête tes conneries. J. Edgar est au courant. Et Dieu sait qui d'autre encore…" » Hoover a choisi à dessein le moment de passer à l'attaque. Il savait que Bobby Kennedy rêvait de le voir partir. Et si le Président ne peut pousser dehors le directeur du FBI, le temps, lui, s'en chargera : en 1965, J. Edgar Hoover aura soixante-dix ans, et la loi l'obligera alors à se retirer. Dans ce contexte, la démarche de Hoover ressemble fort à du chantage. Le Président comprend le message que lui adresse le retors directeur du FBI. Quelque temps plus tard, quand on lui demande s'il compte s'en débarrasser, le trente-cinquième président des États-Unis répond en riant : « On ne licencie pas Dieu ! » J. Edgar Hoover pousse un soupir de soulagement. Il est sûr de rester à son poste… tant que le président Kennedy vivra.

Prudent, John F. Kennedy renonce à Judith Campbell Exner et évite autant que possible de s'afficher avec les amis et associés de Sam Giancana, à commencer par Frank Sinatra[20]. Bientôt, la crise des missiles de Cuba (du

16 au 28 octobre 1962) va l'occuper à temps plein. Avec une planète au bord d'un conflit nucléaire, la criminalité organisée est reléguée au second plan des préoccupations du gouvernement américain.

John F. Kennedy a tort : la Mafia ne va pas tarder à se rappeler à son bon souvenir.

Le FBI et Joe Valachi

En cette fin de 1962, Jack Danahy a rang de contrôleur au bureau de New York et s'occupe de contre-espionnage. Un de ses collègues lui tend un rapport. Pour la troisième fois de sa carrière, il éprouve une curieuse impression de déjà vu, comme dans l'affaire du saboteur nazi George Dash ou dans celle de l'agent communiste présumé William Walter Remington. Une nouvelle fois, Jack Danahy connaît la personne qui fait l'objet de toute l'attention du FBI.

C'est le propriétaire d'un bar-restaurant italien, le Castle Hill, avenue du Bronx, qui avait été la cantine de Jack Danahy et de sa femme. « On n'habitait pas loin, se souvient Danahy, et on avait pris l'habitude de s'y retrouver, tous les soirs ou presque. » Le propriétaire est un homme jovial qui se joignait régulièrement à eux pour deviser de tout et de rien. Quand Danahy arrivait avant son épouse, il s'asseyait au bar et, en sirotant son verre, regardait la salle ou discutait avec le patron, juché sur son tabouret. Parfois, d'inquiétants individus franchissaient la porte de l'établissement. Le patron changeait alors d'attitude, se raidissait et devenait plus grave. Il les saluait d'un hochement de tête et attendait qu'ils s'attablent pour les rejoindre. « Il y avait quelque chose, chez ces gars-là, commente Danahy. Si vous étiez originaire de New York ou du Bronx, vous saviez immédiatement que ce n'étaient pas des enfants de chœur. C'étaient des mauvais, des vilains ! »

Jack Danahy ne connaît pas le nom du propriétaire du bar, qu'il a depuis longtemps cessé de fréquenter. En revanche, en lisant le rapport, il reconnaît la description des lieux et celle de l'homme. Il apprend par la même occasion qu'il s'appelle Joe Valachi. C'est un mafieux new-yorkais qui s'apprête à faire son entrée tonitruante dans l'histoire du crime organisé, section « balances ». Ses révélations s'annoncent importantes, car il était

l'un des soldats de prédilection du prétendant au titre de parrain des parrains, Vito Genovese.

Joe Valachi a été emprisonné à Atlanta en compagnie de Vito Genovese. Les deux hommes sont tombés pour un trafic de drogue. Genovese se méfie de tout le monde ; il pense qu'il est tombé dans un piège tendu par son ennemi intime, Frank Costello. Il soupçonne Valachi de l'avoir trahi. Genovese met un contrat de 100 000 dollars sur la tête de Valachi. Il lui communique lui-même la sentence en l'embrassant devant les autres détenus : c'est le « baiser de la mort ». Joe Valachi panique et tue l'un de ses codétenus qu'il a pris pour un tueur à gages. N'ayant plus rien à perdre, il propose au FBI de révéler tout ce qu'il sait sur la Mafia.

Les agents du FBI d'Atlanta ignorent tout de la mafia new-yorkaise ; ils prennent contact avec leurs collègues et leur demandent si l'affaire les intéresse. Jack Danahy réalise d'emblée l'importance de Joe Valachi. Les agents du bureau de New York vont enfin pouvoir prendre leur revanche, après le fiasco de l'opération « Capga » contre Bugsy Siegel et les parrains new-yorkais, il y a quinze ans.

Jack Danahy obtient de son supérieur, Al Belmont, responsable de la division Enquêtes du FBI, que Joe Valachi soit transféré à New York. Le mafieux est d'abord placé sous bonne garde à Fort Dix (New Jersey), la plus grande base d'entraînement de l'armée américaine. Mais ce n'est pas pratique : chaque fois qu'il doit le voir, Danahy doit faire des heures de route. Alors l'agent du FBI contacte le shérif du comté de Weschester, au nord de New York. Il reste de la place dans une de ses prisons, elle est pour Joe Valachi.

Quand Joe Valachi voit Jack Danahy dans la salle d'interrogatoire, il manque de tomber de son siège : « Fils de pute, tu es du FBI ! lui dit le mafieux. Et moi qui croyais que tu étais avocat… » Valachi lui demande des nouvelles de sa femme. Danahy sourit. Il y a longtemps que l'agent du FBI a compris que l'Italien avait craqué pour sa ravissante rouquine d'épouse, et que c'était l'unique raison de ses séjours prolongés à leur table.

Pendant de longs mois, Jack Danahy et ses collègues cuisinent le mafieux. Pour la première fois dans l'histoire du crime organisé américain, un « homme d'honneur » est prêt à révéler publiquement ce qu'il sait de son organisation. Les agents du FBI mettent progressivement au jour ses secrets. Depuis 1920, date de son entrée dans la Mafia, Joe Valachi a travaillé sous les ordres des plus fameux parrains, du terrible Salvatore

Maranzano à l'impitoyable Vito Genovese, sans oublier le redoutable Lucky Luciano. Joe Valachi n'est qu'un simple soldat, mais il est au courant de tous les assassinats, de tous les règlements de compte, de tous les trafics. Surtout, il est doté d'une mémoire phénoménale. Il se souvient des moindres détails, jusqu'au numéro d'immatriculation d'une voiture qui lui a permis de s'enfuir en 1923. Bref, c'est un client en or pour le FBI.

« Valachi nous a donné deux choses que seul un mafieux de son âge et de son importance pouvait nous offrir : une histoire de la Cosa Nostra depuis les débuts, et un organigramme du Syndicat national du crime », résume Cartha DeLoach. Mieux, le 27 septembre 1963, Valachi vide son sac devant la commission d'enquête permanente dirigée par le sénateur McClellan. La télévision retransmet les auditions ; l'événement fait la une des quotidiens nationaux. À Washington, tout le monde veut sa part de reconnaissance. À commencer par J. Edgar Hoover, qui charge Cartha DeLoach d'« attirer l'attention de la presse sur le bon travail des agents du FBI ». DeLoach vend au *Reader's Digest* l'idée d'un long papier signé J. Edgar Hoover. Mais le Procureur général, Bobby Kennedy, ne l'entend pas de cette oreille. Il a déjà vendu l'histoire au *Saturday Evening Post*, qui a mis sur le coup l'un de ses meilleurs journalistes, Peter Maas. Bobby s'occupe de tout, déclare l'attaché de presse du Procureur général à Cartha DeLoach, d'un ton qui ne souffre pas la contradiction.

Mais DeLoach n'est pas homme à renoncer. Il convoque un autre expert de la Mafia, Sandy Smith, du *Chicago Sunday Times*, qui débarque à Washington sous un faux nom. « Nous marchons sur des œufs, lui dit DeLoach ; vous ne pouvez pas citer le FBI, nous ne nous sommes jamais vus. » Deux jours plus tard, le *Chicago Sunday Times* publie ses révélations sur Joe Valachi. Furieux, Bobby Kennedy ordonne l'ouverture d'une enquête. DeLoach sait que le Procureur général ne trouvera jamais trace de ses conversations téléphoniques avec Sandy Smith, et encore moins du séjour du journaliste à Washington. Bobby Kennedy doit renoncer. Il va très vite avoir d'autres soucis : de noirs nuages s'amoncellent, un orage sans précédent se prépare.

Un caillou dans la chaussure

En septembre 1962, le FBI recrute un informateur de taille : le dirigeant syndical Edward Grady Partin, responsable du syndicat des camionneurs Teamsters N° 5 de Baton Rouge. C'est un proche du patron des Teamsters, Jimmy Hoffa, ennemi mortel des frères Kennedy. La haine de Jimmy Hoffa envers Bobby remonte aux années 1950. Bobby Kennedy travaillait pour la commission sénatoriale McClellan quand il a flairé les connexions mafieuses de Hoffa. Il a planté ses crocs et, depuis lors, n'a plus jamais lâché prise. Sitôt nommé Procureur général, il a redoublé d'attaques contre le patron des Teamsters. Aussi, en août 1962, Jimmy Hoffa craque ; il convoque Edward Grady Partin dans son bureau et lui fait part de son projet : assassiner Bobby Kennedy lors d'un de ses voyages dans le Sud ségrégationniste. Tout le monde pensera au Ku Klux Klan, pas aux Teamsters. Partin désigne à son interlocuteur un fusil posé dans un coin du bureau en disant que l'arme pourrait faire l'affaire. Mais Hoffa préfère les explosifs, et demande à Partin de lui en procurer. Le responsable des Teamsters de Baton Rouge prend peur et va trouver le FBI[21].

J. Edgar Hoover informe immédiatement Bobby et John Fitzgerald Kennedy. Le 11 février 1963, le président Kennedy parle du complot à l'un de ses proches, le journaliste Ben Bradley, qui travaille alors pour *Newsweek*. Dans son journal intime, Ben Bradley note : « L'histoire est incroyable, mais le Président a l'air sérieux. » En dépit d'une surveillance très étroite, le FBI ne trouve aucune preuve de l'existence de ce complot. Et Jimmy Hoffa ne parlera jamais plus à Edward Grady Partin d'assassiner Bobby Kennedy. A-t-il changé d'idée ou de projet ?

Dans son autobiographie parue en 1992, Frank Ragano, l'avocat de Jimmy Hoffa, rend compte d'une inquiétante conversation avec son client :

« Que se passerait-il si quelque chose arrivait à Bobby ? aurait demandé Hoffa.

– John serait tellement furieux qu'il le remplacerait par un plus grand fils de pute.

– Et s'il arrivait quelque chose au Président ?

– Alors il serait remplacé par Lyndon Johnson, qui se débarrasserait de Bobby.

– Bien sûr qu'il le ferait : il déteste Bobby autant que moi. »

Frank Ragano affirme que son client l'aurait alors envoyé à La Nouvelle-Orléans pour rencontrer deux hommes susceptibles d'organiser un

attentat contre le président Kennedy. Ils ont la puissance de feu nécessaire, et la haine qui convient.

Le premier est une vieille connaissance, Santo Trafficante, chef de la famille mafieuse qui règne sur Tampa, déjà impliqué dans un complot contre Fidel Castro pour le compte de la CIA. Il abhorre les Kennedy encore plus que Castro. José Aleman Junior, riche Cubain exilé, ami de Santo Trafficante, confirme les accusations de Frank Ragano. Aleman cite une conversation avec son ami Trafficante : les deux hommes évoquent l'acharnement de Bobby Kennedy envers Jimmy Hoffa. Trafficante aurait expliqué que, face au « prolétaire » Hoffa, le « millionnaire » Kennedy ne faisait pas le poids. « Souviens-toi de ce que je te dis : Kennedy a des problèmes, et il n'aura que ce qu'il mérite. » José Aleman croit que Santo Trafficante parle de Bobby. Il réalise son erreur quand il prédit que John Fitzgerald sera réélu. « Non, José, lui aurait alors dit Trafficante ; c'est lui qui sera tué. »

Le deuxième parrain contacté par Frank Ragano s'appelle Carlos Marcello. Boss de La Nouvelle-Orléans, Marcello a une bonne raison d'en vouloir aux frères Kennedy. Bobby Kennedy l'a fait expulser au Guatemala d'où il revient clandestinement. Peu après, il reçoit dans sa plantation, en Louisiane, un de ses associés, Edward Beker. Les deux hommes parlent de Bobby. Reprenant une expression sicilienne, Marcello indique qu'il entend au plus vite ôter « ce caillou de sa chaussure », ajoutant : « Ne t'en fais pas pour ce petit fils de pute de Bobby, on va s'occuper de lui en cinq sec ! »

Le parrain a l'air sérieux. Il dit vouloir se servir d'un « fou » qu'il manipule pour parvenir à ses fins. Beker se rend alors compte que Carlos Marcello ne parle pas de tuer Bobby, mais le Président. « Un chien te mord jusqu'à ce que tu lui coupes la queue, assène Marcello ; mais, si tu lui coupes la tête, il meurt. »

Quelque temps plus tard, à la fin octobre 1963, Carlos Marcello et Santo Trafficante reçoivent un homme qui a travaillé pour l'Entreprise. C'est le patron d'un night-club de Dallas, il s'appelle Jack Ruby…

1- Nationwide News Service a été fondé par le magnat de la presse Moses Moe Annenberg qui, après avoir été emprisonné pour fraude fiscale, a passé la main à son fidèle lieutenant et associé James Ragen. Peu après, l'agence a changé de nom pour devenir la Continental Wire Service.

2- Voir Lamar Waldron, *Ultimate Sacrifice : John and Robert Kennedy, the Plan for a Coup in Cuba, and the Murder of JFK*, New York, Caroll & Graft, 2007 ; Curt Gentry, *J. Edgar Hoover : The Man and the Secrets*, New York, W.W. Norton & Company, 1991.

3- Nigel Bowles, *Government and Politics of the United States (Comparative Government and Politics)*, Palgrave Macmillan, 1998.

4- Voir Bettina, Chuck et Sam Giancana, *Double Cross. The Explosive, Inside Story of the Mobster Who Controlled America*, New York, Warner Books, 1992.

5- Curt Gentry, *J. Edgar Hoover : The Man and the Secrets*, New York, W.W. Norton & Company, 1991.

6- Voir chapitre I, p. 48.

7- Interview de Sam Giancana, *Chicago Tribune*, 6 avril 1958.

8- Voir à ce sujet Fabrizio Calvi et Marc Masurovsky, *Le Festin du Reich*, Paris, Fayard, 2006.

9- Memo Assistant Director D. Milton Ladd to FBI Director, 17 janvier 1942. In *From the Secret Files of J. Edgar Hoover*, éd. Athan Teodaris et Ivan R. Dee, Chicago, 1991.

10- Memo Supervisor Milton Jones to FBI Assistant Director Cartha DeLoach, 13 juillet 1960. In *From the Secret Files of J. Edgar Hoover*, éd. Athan Teodaris et Ivan R. Dee, Chicago, 1991.

11- Voir à ce sujet Gus Russo, *The Outfit, the Role of Chicago Mafia in the Shaping of Modern America*, New York et Londres, Bloomsberry, 2001.

12- Bobby Kennedy a été, entre 1957 et 1960, Chief Counsel of the Senate Select Committee on Improper Activities in the Labor or Management Field.

13- Sur les liens entre Joseph Kennedy et Sam Giancana, voir Gus Russo, *The Outfit, the Role of Chicago's Underworld in the Shaping of Modern America*, New York et Londres, Bloomsberry, 2001 ; Seymour Hersh, *The Dark Side of Camelot*, New York, Little Brown & Company, 1997 ; Burton Hersh, *Bobby and J. Edgar*, New York, Carroll and Graf, 2007 ; Bettina, Chuck et Sam Giancana, *Double Cross. The Explosive, Inside Story of the Mobster Who Controlled America*, New York, Warner Books, 1992.

14- William F. Roemer, *Man Against the Mob*, New York, Donald I. Fine, 1989.

15- *Chicago Magazine*, « How the CIA Enlisted the Chicago Mob to Put a Hit on Castro » (http://www.chicagomag.com).

16- Lamar Waldron, *Ultimate Sacrifice : John and Robert Kennedy, the Plan for a Coup in Cuba, and the Murder of JFK*, New York, Caroll & Graft, 2007.

17- Voir l'excellent *Havana Nocturne, How the Mob Owned Cuba – and Then Lost It to the Revolution*, par T.J. English, Morrow, 2008.

18- Voir Bettina, Chuck et Sam Giancana, *Double Cross. The Explosive, Inside Story of the Mobster Who Controlled America*, New York, Warner Books, 1992.

19- Voir Seymour Hersh, *The Dark Side of Camelot*, New York, Little Brown & Company, 1997 ; Burton Hersh, *Bobby and J. Edgar*, New York, Carroll and Graf, 2007.

20- Judith Campbell Exner ne reverra jamais plus le président Kennedy. Le 17 décembre 1975, elle est entendue par le comité sénatorial qui, sous la direction de Frank Church, enquête sur la CIA. Deux ans plus tard, elle publie ses mémoires, où elle raconte ses aventures avec le président Kennedy. Elle parle aussi de ses relations avec Sam Giancana et Johnny Roselli. Mais elle a peur et ne dit pas tout. Sam Giancana a été assassiné par balle le 19 juin 1975, alors qu'il préparait un barbecue. Il devait être entendu par un comité sénatorial quelques jours plus tard. L'année suivante, on retrouve le cadavre de Johnny Roselli découpé en morceaux et entreposé dans un bidon de fuel. Le beau Johnny devait, lui aussi, être entendu par un comité sénatorial. En 1988, Judith Campbell Exner apprend qu'elle se meurt d'un cancer ; elle reconnaît alors avoir servi d'intermédiaire entre le président Kennedy et Sam Giancana, avoir transporté des fonds et organisé des rencontres entre les deux hommes.

21- Voir Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars, the Rise and Fall of Jimmy Hoffa*, New York et Londres, Paddington Press, 1978. Dan Moldea est un des premiers à avoir exploré la piste mafieuse dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du président Kennedy. Un an après la publication de son livre, la Commission d'enquête sur les assassinats affirme que Carlos Marcello et Santo Trafficante avaient de bonnes raisons de vouloir la mort du président Kennedy.

IV

Cœur des ténèbres (1963-1964)

Dans lequel l'agent Hosty se retrouve au cœur de la tourmente –Hosty enquête – Où une piste mène à Mexico – Les ennuis commencent – Chronique d'une mort annoncée – Destruction de preuves – Silence dans les rangs ! – Le piège se referme – Les mystères de l'autopsie – La balle magique – L'Œil du FBI – Tempête sur Washington – La vengeance de Warren et celle de J. Edgar – La piste rouge – Une guerre nucléaire ? – Ultimes révélations.

Dallas, 22 novembre 1963…

« Oh, mon Dieu, ils ont tiré sur le Président ! » gémit la serveuse en éclatant en sanglots.

L'Agent spécial James Hosty repose son sandwich au jambon sur le comptoir en aluminium du *diner*, remet son chapeau et, comme dans un mauvais rêve, remonte l'allée de tabourets rouges pour sortir à l'angle de Murphy et Main Street, à Dallas, Texas. Il est 12 h 38, ce vendredi 22 novembre 1963. Le président John Fitzgerald Kennedy vient d'être mortellement blessé par balles à quelques centaines de mètres de là.

Sur le trottoir d'en face, l'un des contrôleurs du bureau du FBI de Dallas sort en courant du restaurant Unique ; il aperçoit James Hosty et lui crie :

« Va dans ta voiture, branche ta radio et attends les ordres ! »

James Hosty pique un sprint à travers la foule qui s'écoule des restaurants, jusqu'au garage où sont parquées les voitures de fonction des agents. En sueur, il s'engouffre dans sa Plymouth bleue modèle 60. La radio grésille. L'information est confirmée : le Président est blessé, sans doute à la tête. Hosty démarre et sort du garage. Il veut aller prendre des nouvelles de sa femme, laquelle fait partie des hôtesses bénévoles chargées d'accueillir les invités du Président lors du repas qu'il aurait dû offrir au Trade Mart. Hosty est en chemin quand il entend à sa radio l'ASAC (« Assistant Special Agent in Charge ») de Dallas, Kyle Clarke :

« Le Président a été transporté à l'hôpital de Parkland. Je veux immédiatement quatre agents sur place ! »

Hosty s'empare de son micro :

« Ici 7392, je suis à moins d'un mile de l'hôpital. Je m'y rends immédiatement et y attends les ordres. »

Hosty déclenche sa sirène et place la « cerise », le gyrophare, sur le toit de la Plymouth qui fait demi-tour dans un crissement de pneus. Deux minutes plus tard, son véhicule ralentit non loin de l'entrée de l'hôpital de Parkland. Il y a déjà des voitures de police dans tous les coins. À coups de sirène, la Plymouth de Hosty se fraie un passage parmi la foule qui a envahi l'endroit, pour s'arrêter quelques mètres plus loin, près de la limousine présidentielle. En voyant le sang sur les sièges, le cœur de James Hosty se serre.

La radio de la Plymouth crépite.

« Les coups de feu qui ont été tirés à Dealey Plaza proviennent d'un building donnant sur Elm Street, le Texas School Book Depository. »

James Hosty est trop troublé pour se souvenir qu'il a déjà entendu parler de ce bâtiment. Il enquête depuis des mois sur une personne qui y travaille. Il prend le micro de la radio et dit :

« Ici 7392, je suis à Parkland, je fais quoi ?

– 7392, vous rentrez au bureau, et plus vite que ça ! »

Sirène hurlante, « cerise » tournoyante, la Plymouth fonce vers le bureau du FBI. En chemin, Hosty passe par Dealy Plaza. Un cordon de policiers entoure le Texas School Book Depository. Une voiture de pompiers a pris place devant le bâtiment de sept étages, et la grande échelle est déployée jusqu'au toit. L'agent du FBI se dit : c'est de là que le bâtard a tiré, du toit ou d'un des étages.

La radio crache une nouvelle information. Un agent signale qu'un policier vient d'être tué dans les environs d'Oak Cliff ; il se rend sur place.

Putain, que se passe-t-il ? On vient de tirer sur le Président, et un policier est tué dans un quartier résidentiel ! Il y a un lien, se dit Hosty. Là encore, l'Agent spécial aurait pu avoir la présence d'esprit de se rappeler que l'employé du Texas School Book Depository sur lequel il enquêtait réside dans le quartier d'Oak Cliff.

En sortant de l'ascenseur au onzième étage du bâtiment fédéral où se trouvent les bureaux du FBI, James Hosty est alpagué par son superviseur, Ken Howe. Celui-ci est au bord de la crise de nerfs. Hosty n'en mène pas large non plus. Son cœur bat la chamade, il a du mal à respirer et ne cesse de se tordre les mains. Sa tête est sur le point d'exploser. Il n'arrive pas à croire qu'on a tiré sur le président des États-Unis à moins de six blocs de l'endroit où il déjeunait.

« Hosty, lui dit son superviseur. On a reçu un télétype de Washington. Le Quartier général suppose que l'extrême droite vient de s'en prendre au Président. Ils veulent que tous les bureaux identifient, trouvent et arrêtent les terroristes d'extrême droite. Putain, Hosty, tu es le seul à suivre ces gars-là, alors fais quelque chose, et trouvons celui qui a fait ça ! »

Une voix s'élève dans la salle :

« Vince Drain, qui est à Parkland, vient de nous appeler. Le Président est mort. »

Plus personne ne parle. Tout se fige pendant d'interminables secondes. Puis une secrétaire éclate en sanglots. James Hosty sent aussi les larmes lui monter aux yeux.

Quelques minutes plus tard, James Hosty est assis à son bureau et compulse des listes de sympathisants d'extrême droite. Ken Howe se penche sur lui :

« Ils viennent d'arrêter un type appelé Lee Harvey Oswald pour l'assassinat du policier à Oak Cliff, l'agent Tippit. »

« C'est comme si j'avais reçu un mur de brique sur la tête, se souvient James Hosty. J'ai tout de suite compris. » L'agent du FBI repousse les dossiers des terroristes d'extrême droite. Depuis de longs mois, il enquête sur Lee Harvey Oswald. Il se rappelle alors qu'Oswald travaille au Texas School Book Depository, d'où sont partis les coups de feu, et qu'il réside à Oak Cliff.

« Putain, c'est lui ! s'exclame Hosty. C'est Oswald, le fils de pute qui a tué Kennedy ! »

Le dossier Lee Harvey Oswald est normalement rangé dans l'armoire des affaires en cours. Il ne s'y trouve pas. Un employé l'a sans doute pris afin de le compléter par de nouveaux éléments en provenance de Washington. James Hosty et Ken Howe se ruent dans la pièce où les dossiers sont actualisés. Le dossier Oswald figure sur une pile. Il y a en effet un nouveau mémo en provenance de Washington. Howe chausse ses lunettes, tandis que Hosty lit le document. C'est de la dynamite. Il y est question d'une lettre que Lee Harvey Oswald a envoyée à l'ambassade d'URSS à Washington, faisant état de contacts avec des diplomates soviétiques à Mexico.

James Hosty se souvient que dans le dossier se trouve un autre rapport du FBI, daté de la fin d'octobre 1963, sur des contacts soviétiques de Lee Harvey Oswald à Mexico.

Hosty se précipite chez le SAC (« Special Agent in Charge ») de Dallas, Gordon Shanklin. Il l'aime bien, avec son air de professeur d'université, mais il ne l'envie pas. Gordon Shanklin a toujours peur de son ombre. Normal : « C'est pas facile de survivre avec un patron comme J. Edgar Hoover. Il faut tout le temps regarder par-dessus son épaule et être prêt à s'adapter aux changements d'humeur du patron », explique Hosty. Gros fumeur, Shanklin est, comme à son habitude, couvert de cendres de cigarette. Il est pendu au téléphone avec Al Belmont, l'assistant du Directeur en charge des Enquêtes, le numéro trois du Bureau. Hosty tend le dossier de Lee Harvey Oswald à son SAC, qui le lit tout en parlant avec Belmont.

« Al, dit Shanklin, James Hosty vient d'arriver. C'est l'agent qui travaille sur Lee Harvey Oswald. Il a le dossier avec lui. »

Shanklin reste silencieux pendant plus d'une minute, écoutant attentivement les instructions de Belmont. Puis il repose l'appareil et ordonne à Hosty de se rendre au quartier général de la police de Dallas afin de prendre part à l'interrogatoire de Lee Harvey Oswald.

« Belmont veut que tu coopères avec la police : tu leur donnes tout ce que tu as. »

James Hosty sort de sa Plymouth qu'il a garée dans le garage de la police, quand surgit le lieutenant Jack Revill, de la police de Dallas. Les

deux hommes ont l'habitude de travailler ensemble sur les affaires d'espionnage, mais ils ne s'aiment pas. Revill a les dents trop longues pour Hosty. Il est proche du groupe d'extrême droite John Birch Society, alors que Hosty vote démocrate. Ils se disputent régulièrement à propos de John Kennedy. Pour Revill, le Président n'est ni plus ni moins qu'un sale communiste.

Les deux hommes se dirigent vers l'ascenseur, mais renoncent en voyant une équipe de la chaîne ABC essayer d'y faire entrer tout un studio télé ! Ils s'engouffrent dans une cage d'escalier et se retrouvent au milieu de flots montants et descendants de policiers en uniforme et de journalistes en costume. Revill prend Hosty à part :

« On est sur une piste ; on a interrogé tous les employés du dépôt de livres, sauf un. Un certain Lee. On le cherche.

– Mon Dieu, Jack, c'est Lee Harvey Oswald. Il a tué Tippit. Il a sans doute aussi tué le Président. Il est là-haut, prêt à être interrogé. C'est un communiste… »

Perturbé, Revill lance :

« Si tu savais qu'Oswald a tué Kennedy, pourquoi ne nous l'as-tu pas dit ? Si tu savais qu'il était en ville et que c'était un communiste notoire, pourquoi ne pas nous en avoir avertis ?

– Jack, je ne pouvais rien te dire. Tu connais la règle du Bureau : tu n'avais pas à le savoir. »

Le Bureau considérait en effet qu'il n'avait pas à informer les polices locales ou celles des États de ses dossiers de contre-espionnage.

Revill est fou de rage. Une fois à son bureau, il s'assoit et commence à taper un rapport qui sera lourd de conséquences.

Au troisième étage du quartier général de la police, ça s'agite en tous sens. Les policiers vont et viennent au milieu des équipes de télévision, des photographes, des journalistes qui ont envahi les lieux. Il faut crier pour être entendu. James Hosty se fraie un chemin parmi la foule pour arriver jusqu'à l'agent de liaison du FBI avec la police de Dallas. Le temps de contourner une cohorte de photographes, et les deux agents du FBI retrouvent le capitaine Will Fritz, chef de la brigade criminelle, devant une salle d'interrogatoire.

« Allons-y, dit le capitaine en ouvrant la porte, le temps presse… »

Un homme vêtu d'un jean et d'un tee-shirt blanc, assis, les mains menottées dans le dos, les toise d'un air narquois. C'est Lee Harvey Oswald. On dirait un jeune voyou, songe l'agent du FBI, pris d'une furieuse envie de lui rabattre son caquet d'une paire de claques retentissantes. James Hosty s'installe, sort un carnet, un crayon, et note l'heure. Il est 15 h 30. Il est le seul à prendre des notes.

« Je suis l'Agent spécial Hosty, déclare-t-il à Oswald. J'appartiens au FBI. Je suis ici pour participer à l'interrogatoire avec la police. Je dois vous dire certaines choses. Vous avez le droit de rester silencieux. Tout ce que vous direz pourra être retenu contre vous par une cour de justice… »

Oswald l'interrompt. Il est très en colère :

« Ah, c'est vous, Hosty, l'agent du FBI qui persécute ma femme ! Ma femme Marina est une citoyenne russe qui réside légalement dans notre pays, elle est protégée par les lois diplomatiques contre le harcèlement du FBI. Le FBI, c'est pas mieux que la Gestapo. Si vous vouliez me parler, il fallait venir me voir, moi, pas ma femme ! »

Lee Harvey Oswald ajoute :

« En plus, vous n'avez jamais répondu à mon mot. »

James Hosty comprend alors qu'Oswald est l'auteur d'une lettre anonyme qu'il a reçue il y a dix jours de cela.

Le capitaine Fritz tente de faire retomber la fièvre. Si Oswald ne se calme pas, il n'y aura pas d'interrogatoire possible. Il parle doucement au tueur, sans rien comprendre de ce qui vient de se passer. Il ne se doute pas que Lee Harvey Oswald n'est pas un client comme les autres…

L'enquête de James Hosty

En 1959, après avoir fait son service militaire dans les marines, Lee Harvey Oswald se « réfugie » en Union soviétique. Deux ans plus tard, il est de retour aux États-Unis, accompagné de Marina, une jeune soviétique qu'il vient d'épouser. Lee Harvey rejoint sa famille à Forth Worth, puis s'installe dans la ville voisine de Dallas. Son séjour en Union soviétique attire l'attention d'un agent du FBI basé à Forth Worth, John Fain, qui l'interroge par deux fois. Oswald endort sa méfiance. L'agent du FBI classe le dossier avant de partir à la retraite en octobre 1962, en pleine crise des missiles de Cuba.

James Hosty hérite des dossiers de John Fain. Il vient d'effectuer un stage de contre-espionnage ; ses instructeurs l'ont sensibilisé à la présence d'« agents dormants » soviétiques susceptibles d'être « activés » selon les besoins. Il s'agit souvent d'immigrants, jeunes et instruits. Tout le portrait de Marina Oswald. Hosty demande l'autorisation à son superviseur d'enquêter sur Marina Oswald. Ken Howe refuse, jugeant le dossier trop maigre. Hosty insiste ; Howe cède, mais ordonne à son agent d'attendre six mois avant de bouger.

La curiosité de James Hosty redouble quand il lit dans un mémo du bureau de New York que Lee Harvey est abonné à un journal communiste, *The Daily Worker*. Il en conclut qu'Oswald a menti à son collègue en affirmant avoir quitté l'Union soviétique parce qu'il ne croyait plus en la cause communiste. Normalement, Lee Harvey Oswald aurait dû être inscrit d'office sur la liste des personnes à arrêter d'urgence en cas de conflit. Une telle inscription entraîne automatiquement une surveillance renforcée. Ce qui ne sera jamais fait.

En mai 1963, James Hosty se rend au dernier domicile connu des époux Oswald. Il est vide. Trois semaines plus tard, il reçoit un mémo du bureau de New York concernant une organisation pro-castriste américaine, le comité « Fair play pour Cuba ». Le FBI tient d'un informateur que ledit comité vient d'ouvrir à La Nouvelle-Orléans une antenne dont le président n'est autre que Lee Harvey Oswald. Le bureau de La Nouvelle-Orléans est chargé de l'affaire : James Hosty communique ses dossiers à Milton Kaack, l'Agent special qui a hérité là-bas de Lee Harvey et Marina Oswald. Un second agent de La Nouvelle-Orléans, Warren Debrueys, vient en renfort. Mais la branche du comité « Fair-play pour Cuba » de La Nouvelle-Orléans a pour seul et unique membre Lee Harvey Oswald ! Deux agents pour un seul homme, c'est un peu beaucoup, se dit James Hosty. Ce n'est pas la seule anomalie dans cette histoire : Lee Harvey Oswald est arrêté dans une rue de La Nouvelle-Orléans, le 9 août 1963, après s'être battu avec des passants lors d'une distribution de tracts du comité « Fair-play pour Cuba ». Il demande à parler à quelqu'un du FBI. Le bureau lui envoie le seul homme disponible : c'est un agent spécialisé dans les affaires criminelles, qui n'a aucune expérience en matière de contre-espionnage et ne connaît rien du dossier. L'entretien tourne court, et nul ne saura jamais pourquoi

Lee Harvey Oswald voulait parler au FBI. Oswald est libéré peu après et se fait oublier.

Trois mois plus tard, le bureau de La Nouvelle-Orléans informe James Hosty de la disparition des époux Oswald. Une femme parlant russe, circulant à bord d'une voiture de type break immatriculée au Texas, est venue chercher Marina. Lee Harvey est parti à son tour, le lendemain, sans payer leur loyer. Ce même mois, Hosty retrouve par hasard la piste de Lee Harvey Oswald : un de ses collègues des services de l'immigration (INS) lui signale à titre confidentiel que Lee Harvey est à Mexico, où il a rencontré des fonctionnaires soviétiques. L'homme de l'INS ne peut lui en dire plus, en raison de la règle dite du tiers : il tient l'information de la CIA (Hosty l'apprendra plus tard) et n'a pas le droit d'en faire état à une tierce agence.

Le soir même, James Hosty demande de toute urgence des précisions au « Siège du Gouvernement ». La réponse ne tarde pas : le Quartier général a bien été informé de la rencontre de Mexico par la CIA, et l'information a été transmise au bureau en charge du dossier Oswald, celui de La Nouvelle-Orléans. Ce n'est qu'à la fin du mois d'octobre 1963 que La Nouvelle-Orléans transmet à Hosty copie du rapport concernant le voyage d'Oswald au Mexique. Le 18 octobre, la CIA informe le FBI que Lee Harvey y a rencontré V.V. Kostikov, vice-consul à l'ambassade soviétique à Mexico.

Peu après, le bureau de La Nouvelle-Orléans communique à Hosty la nouvelle adresse des époux Oswald. Ils sont de retour à Dallas et résident chez des amis d'origine russe, Ruth et Michael Pain. Le dossier Oswald doit donc retourner chez Hosty. Avant d'affronter Marina Oswald, Hosty souhaite rendre visite à Ruth Pain dans l'espoir d'en savoir un peu plus long. Le 1er novembre 1963, alors qu'il rentre de Forth Worth où il s'était rendu pour une autre affaire, Hosty décide de faire un crochet chez les Pain et interroge Ruth Pain chez elle. La jeune femme lui apprend que Lee Harvey a trouvé du travail dans un des entrepôts du Texas School Book Depository, qu'il est en train de se séparer de son épouse Marina, et qu'il réside quelque part sur Oak Cliff.

En plein milieu de la conversation, une jeune femme brune sort d'une des chambres à coucher. C'est Marina Oswald. Elle se raidit en découvrant

l'agent du FBI et commence à parler en russe. Ruth Pain traduit. James Hosty rassure la jeune femme : le FBI, ce n'est ni le KGB ni le MVD, il ne lui veut aucun mal, juste lui poser quelques questions de routine. Marina se calme. Hosty décide de battre en retraite. Il est seul, alors que la règle veut qu'il soit accompagné d'un collègue. Formellement, il n'est pas encore en charge de l'affaire et La Nouvelle-Orléans ne lui a pas encore transféré les pièces du dossier Oswald dont il doit avoir connaissance avant d'entamer ses interrogatoires. Il ne recevra le dossier Oswald lui réattribuant l'affaire que le 22 novembre 1963, veille de l'assassinat du président Kennedy…

James Hosty ne reste pourtant pas les bras croisés. Le 5 novembre, après avoir travaillé sur une autre affaire, l'Agent special retourne chez les Pain afin d'obtenir la nouvelle adresse de Lee Harvey Oswald à Dallas. Ruth Pain n'a toujours pas cette adresse. Il lui laisse son numéro de téléphone, pour le cas où. Alors qu'il prend congé de Ruth Pain, il aperçoit Marina Oswald en train de sortir discrètement. Il ne la voit pas relever le numéro d'immatriculation de son véhicule de service.

Le 12 novembre, Lee Harvey Oswald se présente au bureau de Dallas du FBI et demande à parler à James Hosty. L' Agent special n'est pas là. Oswald lui laisse un message dans une enveloppe non scellée, avant de repartir. Hosty en prend connaissance quelques heures plus tard. Selon l'Agent spécial, le message disait en substance : « Si vous voulez me parler, faites-le directement. Arrêtez de persécuter ma femme et cessez de lui poser des questions sur moi. Vous n'avez aucun droit à me harceler. » Mais, comme il n'y a pas de signature, Hosty ne voit pas d'où le message peut venir. Il suit alors des dizaines d'affaires et interroge régulièrement les épouses de suspects. Il ne comprendra qu'il s'agissait d'Oswald que lorsque ce dernier lui reprochera de ne pas avoir répondu à son mot, lors de l'interrogatoire du 22 novembre 1963.

La piste de Mexico

« En attendant que La Nouvelle-Orléans m'envoie le dossier Oswald, je ne pouvais rien faire, explique James Hosty. Les règles du Bureau m'interdisaient d'interroger Lee sur son voyage au Mexique, afin de ne pas compromettre nos sources et nos méthodes en vigueur à Mexico. Si j'avais

interrogé Lee sur ses visites aux consulats cubain et soviétique, il en aurait appris plus qu'il ne m'en aurait dit. » Mais, le 22 novembre, James Hosty, qui a enfin reçu le dossier de La Nouvelle-Orléans, va pouvoir interroger Lee Harvey Oswald sur son voyage au Mexique. L'agent du FBI sent que le séjour d'Oswald est un événement clef pour comprendre l'assassinat du président Kennedy. « C'est, dit-il, le talon d'Achille d'Oswald. »

Avant d'interroger Oswald, James Hosty laisse néanmoins le capitaine Fritz poser les premières questions. Au bout d'une dizaine de minutes, n'aboutissant à rien, Fritz se tourne vers Hosty et lui demande s'il a des questions à poser. James Hosty a une carte maîtresse en main grâce aux deux mémos du FBI sur les contacts soviétiques de Lee Harvey Oswald à Mexico : celui qui cite le rapport de la CIA du 18 octobre 1963 concernant la rencontre entre Oswald et V.V. Kostikov, vice-consul à l'ambassade soviétique à Mexico ; et celui qu'il vient de lire, qui fait état de la lettre de Lee Harvey à l'ambassade soviétique à Washington à propos de ses contacts avec ladite ambassade soviétique à Mexico.

« Capitaine, demandez-lui s'il a déjà été à Mexico.

– Bien sûr que j'ai déjà été au Mexique, répond Oswald. Quand j'étais dans les marines, j'étais basé à San Diego et, avec des potes, on descendait souvent à Tijuna.

– Je ne vous ai pas demandé si vous avez été au Mexique, mais à Mexico.

– Pourquoi pensez-vous que j'aie jamais été à Mexico ? Je n'y suis jamais allé. »

Oswald secoue la tête, il transpire. James Hosty a l'impression d'avoir « touché un nerf ». Lee Harvey est déstabilisé. À ce moment, la porte de la salle s'ouvre sur un policier qui dit :

« Tout est prêt pour la reconnaissance. Les témoins sont arrivés, capitaine. »

Alors, à la stupeur de l'agent du FBI, le capitaine de police interrompt l'interrogatoire de Lee Harvey Oswald à l'instant le plus crucial. Hosty suit les policiers et Oswald jusqu'à la pièce où a lieu la reconnaissance. Il voit deux témoins de l'assassinat de l'agent de police Tippit identifier Lee Harvey Oswald au milieu d'une dizaine de personnes.

Alors qu'il est dans le couloir, James Hosty est intercepté par un de ses collègues du FBI, Harlan Brown :

« Hosty, je te cherchais. Tu ne dois pas retourner dans la salle d'interrogatoire. Tu ne dois communiquer aucune de nos informations sur Oswald à la police. C'est un ordre d'en haut. Tu comprends ? »

Non, James Hosty ne comprend pas. Cela va à l'encontre des instructions d'Al Belmont. Qui est à l'origine de ce contrordre ? Comment expliquer ce revirement ? Qu'y a-t-il de si secret dans le dossier Oswald ? Hosty ne voit qu'une chose : les deux mémos du FBI concernant les contacts de Lee Harvey Oswald avec des diplomates soviétiques à Mexico.

Hosty croise alors Forest Sorrells, le responsable de l'antenne de Dallas du Secret Service, qui est avec un de ses agents. Forest Sorrells, à deux doigts de la retraite, est hagard. Ses cheveux sont ébouriffés, ses épaules affaissées, ses vêtements froissés. L'angoisse se lit sur le visage de cet homme qui était chargé d'assurer la sécurité du président Kennedy. James Hosty va vers lui et l'entraîne dans un coin. L'agent qui accompagne Sorrells s'approche discrètement pour écouter leur conversation. Hosty veut mettre Sorrells sur la piste mexicaine :

« Monsieur Sorrells, je ne peux pas vous raconter toute l'histoire, mais dites à votre quartier général de contacter notre quartier général. Nous avons deux documents secrets sur les contacts d'Oswald. Je pense que vous devriez aussi les avoir… »

Avant de repartir, Sorrells bredouille qu'il fera ce que Hosty lui suggère. Sans le savoir, l'agent du FBI vient d'allumer la mèche d'une bombe qui explosera quelques années plus tard.

James Hosty décide de rester afin d'en apprendre un peu plus long. Il part à la recherche des affaires personnelles d'Oswald. Elles sont sur le bureau du numéro deux du commissariat. Hosty s'installe, sort son bloc-notes et commence à feuilleter le carnet d'adresses du tueur. Il prend des notes. Au bout de quelques minutes, il s'arrête, interloqué. Il vient de tomber sur son nom, mal orthographié (Hasty), avec son numéro de téléphone, l'adresse de son bureau et le numéro d'immatriculation de sa voiture, suivi de la date du 1er novembre. Il se souvient d'avoir donné ses coordonnées à Ruth Pain et comprend que Marina Oswald a relevé le numéro d'immatriculation de son véhicule quand il l'a vue s'éclipser tandis que lui-même parlait avec Ruth Pain. Hosty remet le carnet d'Oswald là où il l'a trouvé et quitte la pièce.

Où les ennuis commencent

À peine rentré au bureau, il est convoqué toutes affaires cessantes par le SAC de Dallas, Gordon Shanklin. Celui-ci l'attend en compagnie du superviseur Ken Howe et lui tend un feuillet :

« Pourriez-vous me dire ce que c'est ? »

James Hosty reconnaît la note anonyme que lui a laissée Lee Harvey Oswald dix jours auparavant.

« Ce n'est rien du tout, répond James Hosty.

– Comment ça, rien du tout ? rugit Gordon Shanklin. Cette note a été écrite par Oswald, l'assassin présumé du président des États-Unis, et Oswald l'a portée à ce bureau il y a tout juste dix jours ! Mais, bordel, que croyez-vous que Hoover va faire quand il va s'apercevoir de l'existence de cette note ?

– Où est le problème ? Oswald m'a écrit cette note et me l'a déposée. Et alors, quel rapport ? Il n'y a pas menacé le Président…

– Si les gens apprennent que vous avez reçu ce billet avant l'assassinat, ils vont penser que vous étiez au courant des intentions d'Oswald. Quand Hoover va l'apprendre, il va péter les plombs ! »

James Hosty plaide sa cause : il suffit de dire la vérité pour éviter le scandale. Gordon Shanklin hésite. Il se frotte la nuque avant de donner l'ordre à son agent de dicter sur-le-champ un mémo d'explication et de le lui apporter aussitôt. Dix minutes plus tard, le SAC place le mémo et la lettre anonyme dans le tiroir de son bureau réservé aux dossiers à ne pas archiver.

James Hosty quitte le bureau peu avant minuit, ce 22 novembre. Il n'est pas au bout de ses épreuves. Trop épuisé pour conduire, il se fait raccompagner par un collègue. Chemin faisant, celui-ci lâche la dernière bombe de la journée :

« Il paraît que le lieutenant Jack Revill a rédigé un mémo à l'attention du chef de la police, dans lequel il dit que toi et le FBI surveilliez Lee Harvey Oswald *avant* l'attentat. Revill prétend que tu le lui as dit juste *après* l'attentat… »

Hosty est indigné.

« Le chef de la police a déclaré à la presse que le FBI savait qu'Oswald était en ville, et ne l'a pas prévenu. Tu sais ce que ça veux dire… »

Hosty sait qu'il aura le plus grand mal à convaincre les médias et l'opinion que le lieutenant Jack Revill ment, et qu'il a mal interprété ses propos dans la cage d'escalier du garage de la police, voire qu'il les a délibérément déformés. Le résultat est le même : J. Edgar Hoover ne va pas être content du tout.

Le lendemain après-midi, dans une interview, Jesse Curry, chef de la police de Dallas, affirme que le Bureau surveillait Lee Harvey Oswald depuis longtemps. Curry ajoute que le Bureau considérait Oswald comme dangereux. Plus grave, le chef de la police de Dallas laisse entendre que le FBI savait Oswald capable de tuer le président des États-Unis !

Au cinquième étage du « Siège du Gouvernement », le téléphone sonne sur le bureau de Cartha DeLoach, responsable de la « Crime Records Division », chargée entre autres de la communication du Bureau. Les agences de presse et les télévisions demandent une réaction du FBI.

DeLoach appelle le SAC de Dallas, Gordon Shanklin, pour écouter sa version des faits. Convaincu de la bonne foi de James Hosty, DeLoach comprend que le Bureau doit réagir sans tarder. Il rend compte à Clyde Tolson, qui le renvoie sur J. Edgar Hoover. Après avoir annoncé sa venue par un coup de fil à la fidèle Helen Gandy, DeLoach se précipite chez le « Vieil Homme ».

Hoover est au téléphone. Cette fois, contrairement à son habitude, le Directeur ne se lève pas pour accueillir son visiteur. Il prie son correspondant de patienter.

« Monsieur le Directeur, dit DeLoach, le chef de la police de Dallas vient d'annoncer à la télévision nationale que le FBI surveillait Oswald avant l'assassinat du Président… »

Comme toujours aux heures les plus sombres, le Directeur affiche un visage impavide, son regard se fige et il demande d'une voix douce, où perce une légère pointe d'inquiétude :

« Est-ce vrai ? »

« Si cela avait été le cas, et si Oswald était bien l'assassin de Kennedy, explique DeLoach quarante-cinq ans plus tard, cela aurait voulu dire qu'on avait perdu sa trace lors de la surveillance ou, pis encore, qu'on était derrière lui pendant qu'il tirait sur le Président ! Comme à son habitude, le Directeur était avant tout préoccupé par sa réputation et par celle du Bureau. »

« Non, ce n'est pas vrai, répond DeLoach. Je viens de parler à Gordon Shanklin. Dallas a un dossier sur Oswald, mais il n'était pas sous surveillance. L'agent qui s'occupait de l'affaire ne l'a même jamais rencontré !

– Appelez Curry, dites-lui que c'est un menteur et que j'attends qu'il se rétracte publiquement. Sinon, je lui coupe tous ses privilèges ! »

Les « privilèges » en question sont ceux que le Bureau octroie aux différentes polices américaines : il met à leur disposition ses fichiers et ses laboratoires scientifiques. Une forme de courtoisie qu'aucune loi n'impose. Dans les heures qui suivent, Jesse Curry corrige ses propos, mais trop mollement pour J. Edgar Hoover, qui met fin aux privilèges de la police de Dallas.

Pendant ce temps, à Dallas, James Hosty reprend son enquête sur Lee Harvey Oswald là où il l'a laissée la veille de l'assassinat du président Kennedy. Accompagné d'un collègue, il interroge Ruth Pain chez elle. Contrairement aux deux dernières fois, Marina Oswald n'est pas là. La veille, la mère de Lee Harvey Oswald l'a conduite dans un hôtel.

« Monsieur Hosty, lui dit Ruth Pain, quand vous êtes venu précédemment, vous nous avez demandé si nous savions où vivait Lee. Nous ne le savions pas, mais nous avions un numéro de téléphone. Cela aurait-il pu vous aider ?

– Oui, la compagnie du téléphone nous aurait donné l'adresse.

– Je suis désolée, j'aurais dû le comprendre », balbutie-t-elle, visiblement troublée.

Ruth Pain explique alors à James Hosty qu'elle a vu Lee Harvey Oswald aux environs du 10 novembre. Il est venu chez elle passer un week-end avec Marina.

« Après votre seconde visite, poursuit Ruth Pain, il est revenu pour le pont du week-end des Vétérans. Le mardi, il est retourné travailler à Dallas et, alors que je nettoyais la maison, je suis tombée sur une lettre manuscrite de Lee à l'ambassade soviétique. J'ai trouvé cela bizarre, alors je l'ai lue et l'ai gardée.

– Vous l'avez toujours ? dit Hosty en essayant de dissimuler son excitation.

– Bien sûr, je vais vous la chercher. »

Fébrile, l'Agent spécial déchiffre l'écriture de Lee Harvey Oswald : « Messieurs, ceci pour vous informer de mon entretien avec le camarade Kostine [de son vrai nom Kostikov], de l'ambassade soviétique à Mexico. Je n'ai pas pu rester indéfiniment à Mexico en raison des limites de mon visa, qui n'était valable que quinze jours. Je ne voulais pas risquer de demander une extension, car j'aurais dû donner mon vrai nom. Je suis donc retourné aux États-Unis. Moi et Marina Nichilaïeva vivons à Dallas, Texas. »

L'Agent spécial manque de tomber de sa chaise en lisant le quatrième paragraphe, où il est question de la visite de l'« agent du FBI James Hasty [*sic*] ». Déformant la conversation de Hosty avec Marina, Oswald affirme que « l'agent du FBI a suggéré que ma femme pourrait rester aux États-Unis sous la protection du FBI, si elle faisait défection ».

James Hosty est de plus en plus perplexe. Il se demande à quoi rime ce brouillon abandonné par l'assassin du Président. Il ne comprend pas non plus pourquoi Lee Harvey Oswald a écrit à l'ambassade soviétique à Washington, alors qu'il doit bien se douter que le FBI intercepte systématiquement le courrier qui y entre ou en sort. Mais, surtout, il se pose de plus en plus de questions sur le voyage d'Oswald au Mexique. Un voyage trop peu discret…

De retour au bureau, James Hosty est happé par Ken Howe, qui lui demande d'aller voir immédiatement le SAC Gordon Shanklin dans son bureau, au douzième étage du bâtiment fédéral.

« Hosty, le Quartier général est en train de devenir fou. Ils ont des milliers de questions pour vous. Alors, asseyez-vous et écoutez. D'abord, le QG veut en savoir plus long sur ce qu'Oswald dit de vous dans la lettre qu'il a envoyée à l'ambassade soviétique il y a une semaine. Oswald dit que vous avez demandé à Marina de faire défection pour le compte des États-Unis. Lee dit avoir protesté avec vigueur…

– C'est absurde, répond Hosty, je n'ai jamais demandé à Marina de faire défection. Elle est aux États-Unis en toute légalité, pour une durée indéfinie. Ensuite, pour ce qui est de la protestation vigoureuse de Lee, il s'agit sans doute du mot que j'ai reçu il y a dix jours. Je ne sais pas si on peut le qualifier de vigoureux… »

Le SAC hoche la tête. Il continue à lire la liste des questions. Elles concernent les grandes étapes du dossier.

Assis dans le bureau de Gordon Shanklin, ce samedi 23 novembre 1963, au lendemain de l'assassinat du trente-cinquième président des États-Unis, James Hosty répond aux questions de son SAC. Des bureaux voisins monte un brouhaha fait de cris d'agents, de crépitements de télex, de sonneries de téléphone, de cliquettements de machines à écrire. Les tempes de James Hosty bourdonnent, tandis qu'inlassablement lui revient à l'esprit la seule question que son SAC ne lui posera pas et qui le hantera toute sa vie : aurait-il pu empêcher l'assassinat du président John Fitzgerald Kennedy ?

Chronique d'une mort annoncée

Le 24 novembre 1963, peu avant 8 heures, lors du « point » du matin, le SAC de Dallas fait part à ses agents de sa préoccupation : ce matin-là, la police doit transférer Lee Harvey Oswald à la prison du comté. Mais elle ne prend pas au sérieux le coup de fil anonyme qu'elle vient de recevoir, annonçant un projet d'assassinat du détenu au cours de son transfert.

Les journalistes sont conviés à assister au départ du prisonnier. Le maire a en effet donné l'ordre d'exhiber Lee Harvey Oswald le plus possible à la presse. James Hosty a constaté la veille que les journalistes entraient à leur guise au quartier général de la police. Et pas seulement les journalistes.

Gordon Shanklin a besoin de témoins. Le SAC compose le numéro de téléphone du chef de la police de la ville.

« Chef, ici Gordon Shanklin, vous vous souvenez de cet appel téléphonique nous prévenant tous les deux qu'Oswald serait tué ce matin lors de son transport…

– …

– Vous n'ignorez pas que je vous recommande instamment d'annuler ce transfert et d'essayer autre…

– …

– Vous allez quand même le transférer ?

– …

– Je voulais juste vous mettre en garde une nouvelle fois. »

Rageur, Gordon Shanklin raccroche et secoue la tête. Avant de mettre fin à la réunion, le SAC donne un ordre à ses agents :

« Tenez-vous à l'écart du transfert d'Oswald. Le Bureau ne doit pas être éclaboussé s'il vient à se passer quelque chose… »

À 11 h 21, alors qu'il s'apprête à emprunter les escaliers pour descendre au onzième étage, James Hosty voit son superviseur, Ken Howe, se diriger vers lui en titubant entre les bureaux des agents. Il est rouge de fureur, il hurle :

« Putain de merde, Jim ! Ils viennent de dégommer Oswald ! »

James Hosty est frappé de stupeur. Ses jambes se dérobent sous lui. Il s'effondre dans l'escalier. Quand il recouvre ses esprits, il se dirige non sans mal vers son bureau. Après s'être laissé tomber sur sa chaise, il s'empare du premier rapport venu. Il le regarde, mais ne le lit pas. Il a juste de quelques minutes pour se ressaisir. Les pensées se bousculent dans sa tête. Un assassinat annoncé, des policiers avertis mais qui ne font rien… C'est louche. Et si la police de Dallas était impliquée dans l'assassinat d'Oswald ? Le doute lui traverse l'esprit, mais Hosty l'écarte vite. En bon agent du FBI, il sait que la réalité est toujours plus simple et plus tragique.

Trois minutes plus tard, le téléphone sonne et tire James Hosty de son hébétude. C'est le capitaine Pat Ganoway, de la police de Dallas ; il veut savoir si le FBI a un dossier sur Jack Rubenstein, *alias* Jack Ruby, qui vient d'être arrêté pour l'assassinat de Lee Harvey Oswald.

« Je vous rappelle », dit James Hosty avant de se précipiter aux archives.

Il compulse l'index. Plusieurs entrées renvoient au nom de Jack Ruby. Toutes font référence au crime organisé. Hosty s'arrête sur l'entrée 137-681, qui indique que Jack Ruby est classé « PCI » (*Potential Confidential Informant*). Cela signifie qu'il a été approché par un agent du FBI qui pense pouvoir l'amener à devenir un informateur du FBI. Hosty consulte ensuite le dossier Ruby. Il comporte quatre documents, dont une feuille de contact. L'Agent spécial Charles Flynn y note avoir vu Jack Ruby à plusieurs reprises, mais n'avoir pu tirer de leur rencontre aucune information valable. Charles Flynn était un jeune agent qui a fait son devoir en essayant de recruter un propriétaire de boîtes de strip-tease. En revanche, il ignorait qu'en approchant Jack Ruby il pénétrait sur le territoire de la Mafia. Un agent plus expérimenté aurait sans doute poussé les contacts et tiré un peu

plus d'informations de Ruby. Mais Charles Flynn a été muté peu après, et le dossier classé.

James Hosty va trouver son superviseur, Ken Howe :

« Le capitaine Ganoway vient de m'appeler pour me dire qu'ils ont arrêté l'assassin de Lee Harvey Oswald. Il se nommeJack Ruby. Ganoway veut savoir ce que l'on a sur Ruby. Voici son dossier : c'est un de nos PCI. »

Ken Howe parcourt le dossier, puis lance à James Hosty :

« Inutile de rappeler Ganoway. Je m'en charge. »

Hosty a compris que Ganoway n'aura jamais son information. Pour une question de principe : le FBI ne révèle jamais l'identité de ses informateurs. Mais aussi pour se protéger : Hosty et son superviseur savent que la presse n'aurait fait qu'une bouchée d'eux si elle avait appris la vérité sur Jack Ruby.

Destruction de preuves

Il est un peu plus de 18 heures, ce dimanche 24 novembre 1963. Les sténos et les employés sont rentrés chez eux un peu plus tôt. La plupart des agents sont en mission au-dehors. James Hosty est un des rares à se trouver à son bureau. Son superviseur, Ken Howe, vient le chercher pour le conduire chez le SAC. En pénétrant dans le bureau de Gordon Shanklin, Hosty a un mauvais pressentiment. Ken Howe se campe devant la porte, Shanklin écrase une cigarette dans un cendrier débordant de mégots et se lève.

« Jim, dit-il, maintenant qu'Oswald est mort, il n'y aura pas de procès. »

Le SAC se penche vers le tiroir des dossiers « à ne pas archiver » et en sort le billet qu'Oswald avait déposé au FBI à l'attention de Hosty, il y a quatorze jours de cela, et le mémo explicatif rédigé par l'agent du FBI le vendredi précédent. Il les tend à Hosty :

« Tiens, prends ça, je ne veux plus jamais le voir. »

Hosty dévisage Shanklin, incrédule. Le SAC a l'air épuisé, il exhale la fumée de sa cigarette par les narines. Il a l'air tout ce qu'il y a de plus sérieux et ajoute :

« Ces notes ne prouvent rien du tout, mais je sais ce que les gens vont dire… »

Hosty sait que Shanklin fait référence à J. Edgar Hoover et à ses « laquais », réputés passer leur temps à refaire le match.

Sans trop y penser, Hosty s'empare des feuillets et fait mine de les déchirer.

« Non, pas ici, s'écrie le SAC. Je t'ai dit que je ne voulais plus les voir. Maintenant, tu sors. »

Hosty quitte le bureau de Shanklin, perplexe. Le SAC a poussé toute la journée à téléphoner à son mentor, l'assistant directeur John Mohr, numéro quatre du Bureau. Normal : Shanklin ne fait rien sans en référer à Mohr. Hosty comprend alors pourquoi le SAC lui a dit qu'il ne voulait plus voir la note d'Oswald : en bon bureaucrate, il ne veut pas que J. Edgar Hoover apprenne son existence. Il a trop peur de sa réaction.

« J'étais seul avec mission de détruire ces papiers, écrit Hosty dans ses mémoires. Je ne pouvais pas le faire à mon bureau, j'avais besoin d'être seul. Je me suis dirigé vers l'escalier, j'ai descendu un demi-étage jusqu'aux toilettes pour hommes qui étaient désertes, je me suis enfermé dans le premier box. Je ne fumais pas, je n'avais pas d'allumettes sur moi. J'ai tout déchiré en mille morceaux que j'ai jetés dans la cuvette. J'ai tiré la chasse d'eau et j'ai regardé la note d'Oswald et mon mémo s'en aller avec le petit tourbillon d'eau. Ils étaient partis pour toujours. »

James Hosty a-t-il conscience de ce qu'il vient de faire ? Réalise-t-il qu'en détruisant ce qu'il dit être des « papiers anodins », il va autoriser tous les fantasmes ? L'histoire le rattrapera douze ans plus tard, au début du mois de septembre 1975, quand le *Dallas Times Herald* publiera un article affirmant : « Lee Harvey Oswald a porté personnellement une lettre de menaces au bureau du FBI de Dallas quelques jours avant l'assassinat du président John F. Kennedy. La lettre, qui ne mentionnait apparemment pas le président Kennedy, a été détruite par des collaborateurs du FBI. » Dans la foulée, le Département de la Justice envisagera de poursuivre James Hosty, mais renoncera, faute d'éléments suffisants. Le doute subsistera néanmoins toujours sur la nature de la note d'Oswald. En décembre 1975, la réceptionniste du bureau de Dallas à qui Lee Harvey Oswald a laissé sa note donne des faits une version plus dramatique que celle de James Hosty. Elle décrit un Oswald « au regard fou », jetant la note sur le comptoir avant de s'enfuir. Elle assure avoir lu le texte du message. Contredisant Hosty, elle parle de menaces contre le FBI, et affirme que la note était bien signée du nom de Lee Harvey Oswald. Qu'elle ait tort ou raison, sa version ne change

pas grand-chose à l'affaire. En revanche, la destruction d'une note manuscrite rédigée par Lee Harvey Oswald à destination du FBI alimente les théories « conspirationnistes » les plus échevelées.

Pas de déballage public

Le 24 novembre 1963, à 20 heures, les agents du FBI de Dallas sont réunis dans une salle du Bureau. Ils sont hagards, vidés. Les costumes gris sont froissés, les nœuds de cravate défaits, les chemises blanches maculées. Certains n'ont pas dormi depuis deux jours. Mais c'est un groupe compact, solidaire. On revit les derniers jours. Un agent se souvient que, le 22 novembre, les agents du Secret Service l'ont braqué dans les couloirs du Parkland Memorial Hospital où Kennedy venait de rendre l'âme ; c'étaient les gardes du corps du nouveau président Lyndon Johnson. Un dénommé Charlie Brown raconte que, deux jours plus tard, il était aux côtés de Lee Harvey Oswald dans le bloc opératoire, attendant en vain de recueillir ses derniers mots. Un autre dit avoir trouvé le portefeuille d'Oswald près du cadavre encore chaud de l'agent Tippit. Il se tourne vers James Hosty : « Le nom d'Oswald ne me disait rien, mais si tu avais été là… » James Hosty se tait. Des années plus tard, il écrira : « C'est comme si un énorme vortex avait rageusement aspiré ma vie, à 12 h 30, le vendredi 22 novembre 1963. Pour l'éternité, mon destin s'est trouvé lié à celui de Lee Harvey Oswald. Pour toujours, je serais l'agent du FBI qui avait une enquête en cours sur le futur assassin du président des États-Unis. »

À l'arrivée du SAC, les agents se taisent. Gordon Shanklin prend la parole :

« Le président Johnson vient d'ordonner au FBI de reprendre l'enquête des mains de la police de Dallas. Le Bureau va récupérer toutes les pièces à conviction. »

À cette époque, l'assassinat d'un Président n'entre pas dans le cadre des crimes fédéraux dont le FBI doit s'occuper. Le Bureau n'a donc pas compétence pour enquêter. Dans les minutes qui ont suivi la mort du président John F. Kennedy, la police de Dallas a été chargée du dossier, et J. Edgar Hoover a examiné la manière dont il pourrait s'en emparer. Le directeur du FBI a envisagé de forcer le passage en invoquant une jurisprudence un peu tirée par les cheveux : le Bureau est autorisé à

intervenir en cas d'attaque contre *Air Force One* ou l'un de ses passagers, ce qui est le cas du Président. L'assassinat d'Oswald a changé la donne. « Brusquement, explique Cartha DeLoach, le dossier sur lequel nous travaillions le matin même – l'assassinat du président Kennedy par Oswald – voyait son urgence supplantée par une nouvelle affaire : l'assassinat de notre suspect numéro un. Immédiatement, nous nous sommes demandé si la police de Dallas n'essaierait pas de nous exclure de l'enquête en invoquant, comme la première fois, des problèmes de compétence. » Les services juridiques du FBI trouvent la parade : en tuant Lee Harvey Oswald, Jack Ruby l'a privé de ses droits civiques.

Après avoir annoncé à ses agents qu'ils sont désormais responsables des enquêtes sur les assassinats de Kennedy et d'Oswald, le SAC de Dallas ajoute :

« Le président Johnson veut que le Bureau fasse diligence et ne rende compte qu'à lui et lui seul. Le président Johnson ne veut pas de déballage public. Il se chargera d'informer lui-même l'opinion en fonction de nos découvertes. »

Voilà qui est intéressant, se dit Hosty. Pourquoi le président Johnson ne veut-il pas de déballage public ? Pourquoi ne tient-il pas à ce que toutes les preuves soient rendues publiques ? Quels secrets cherche-t-on à protéger ? L'agent du FBI pense tout de suite aux implications internationales de l'affaire.

À compter de cette heure, l'enquête est du ressort de la division n° 6 du Bureau, en charge des affaires criminelles. Son numéro deux, le directeur adjoint Jim Malley, coordonne toutes les équipes, supervise le SAC Shanklin et devient *de facto* le responsable du bureau de Dallas. Il rend compte directement au numéro trois du FBI, Al Belmont. La division n° 5 de William Sullivan, chargée de la sécurité et du contre-espionnage, opère dans l'ombre ; elle a pour mission d'estimer les dégâts éventuels faits à l'image du FBI. Al Belmont a les deux divisions sous ses ordres. Parfois, les réunions sont tendues. Les superviseurs de la division n° 6 ne sont pas accrédités pour tout entendre. Lors des réunions, Belmont leur demande de quitter la pièce sitôt qu'il est question de sécurité nationale. On imagine la fureur des superviseurs de la division n° 6, tenus dans l'ignorance de pans entiers de l'enquête (dont certains sont capitaux) au prétexte qu'ils ne doivent pas avoir accès à certaines informations.

Bientôt, plus d'une centaine d'agents du FBI venus de tous les États-Unis vont arriver en renfort à Dallas. Certains sont déjà en route. Dans leur sillage, ils entraînent des dizaines d'employés (chauffeurs, secrétaires, sténos), un parc automobile conséquent, quantité de machines à écrire et de télex. Le Bureau a déjà grignoté un étage du building fédéral qu'il occupe ; le septième est désormais réservé aux enquêteurs en charge du dossier. Ces derniers se divisent en deux équipes : la première se consacre à Lee Harvey Oswald, la seconde à Jack Ruby. Curieusement, James Hosty est affecté à la seconde. Au mieux, c'est une incohérence ; au pis, une brimade.

Le 25 novembre, à 11 heures du matin, l'ASAC Kyle Clark convoque James Hosty. Clark est un pur cow-boy du Wyoming ; sa tenue, ses bottes et ses chapeaux ne déparent pas dans une ville comme Dallas. C'est un protégé de William Sullivan, responsable de la division n° 5. Le SAC Shanklin, lui, est proche de John Mohr, un ennemi de Sullivan. C'est dire si les rapports entre le SAC et son ASAC sont délicats… James Hosty sait que Clark est les yeux et les oreilles de William Sullivan à Dallas.

« Jim, lui dit Clark, j'ai parlé de toi à Sullivan au téléphone. Il veut te faire savoir que, selon lui, tu as bien géré le dossier Oswald. Et je suis d'accord… »

Le dossier Oswald étant du ressort du contre-espionnage, Hosty pousse un soupir de soulagement.

« Sullivan et moi, reprend Clark, pensons qu'il est absurde que Shanklin t'ait affecté à l'équipe Ruby. Nous voulons que tu sois immédiatement réaffecté à l'équipe Oswald. Reste assis, je m'en occupe. »

L'ASAC Clark quitte alors son bureau et s'en va trouver le SAC Shanklin et son supérieur, le directeur adjoint Jim Malley. Quelques minutes plus tard, Clark revient, porteur d'une double bonne nouvelle : Hosty est réaffecté à l'équipe Oswald et il est le premier enquêteur chargé d'enquêter sur le passé de l'assassin du président Kennedy.

Sortant du bureau de Kyle Clark, James Hosty croise Dick Rogge, le bras droit de Jim Malley. Cherchant ses mots, Rogge lui dit :

« Vous étiez en charge du dossier Oswald *avant*, mais vous ne pouviez pas savoir qu'il était dangereux. »

« Mon estomac s'est noué, explique James Hosty. Oswald était dangereux, et je n'avais pas l'information ! Donc, quelqu'un *avait*

l'information. Qui ? Le Quartier général ? la CIA ? Qu'est-ce que nos services de renseignement savaient d'Oswald ? »

L'agent du FBI veut en parler à son superviseur, qui se trouve alors dans le bureau de Kyle Clark. Hosty entre sans frapper et entend ce dernier dire :

« Kostikov allait justement… »

Kyle Clark s'interrompt, fixe James Hosty et, après un très long silence, demande à l'Agent spécial ce qu'il veut. Hosty bredouille une excuse et bat en retraite, perturbé. Les deux hommes étaient en train de parler au téléphone du diplomate soviétique contacté par Lee Harvey Oswald à Mexico. Pourquoi se sont-ils interrompus quand il est entré ? « Encore ce Kostikov, écrit Hosty dans ses mémoires. Qui était-il, et que se passait-il ? On me cachait la vérité. On avait levé les ponts-levis. M'avait-on laissé en dehors ? À l'évidence, il y avait des informations sensibles concernant les contacts d'Oswald avec les Soviétiques et les Cubains. »

James Hosty est à la frontière de territoires sur lesquels les dirigeants du FBI ne souhaitent pas qu'il s'aventure.

Le piège

Le 26 novembre 1963, James Hosty et l'un de ses collègues de Washington récupèrent les pièces à conviction collectées par la police de Dallas. Il ne leur faut que quelques heures pour tout photographier et remettre les clichés à la police, comme convenu. Ils font diligence : un avion du FBI attend pour acheminer le tout à Washington. Ils sont sur le point d'en terminer quand le capitaine Will Fritz leur apporte des pièces qui ont été oubliées. Il y a là l'une des douilles recueillies au sixième étage du Texas School Book Depository. Il y a aussi le carnet d'adresses de Lee Harvey Oswald, dans lequel James Hosty a vu son nom et son numéro de téléphone, dans l'après-midi du 22 novembre. Avant de photographier le carnet, Hosty entre dans le bureau du SAC, qui est en grande conversation avec une des « huiles » venues de Washington.

« Je voudrais vous montrer le carnet d'adresses dont je vous ai parlé, dit Hosty. Voici mon nom, mon téléphone professionnel, mon adresse et le numéro d'immatriculation de ma voiture, et la date de mon premier contact avec Marina Oswald. »

Sans mot dire, les deux responsables du FBI se penchent sur le petit cahier ouvert à la lettre H. L'agent du FBI jurerait que ses deux supérieurs se sont entre-regardés « d'une drôle de manière ». Il quitte la pièce sans rien ajouter, mais passablement troublé.

Quelque temps plus tard, Hosty comprend que les dirigeants du FBI l'ont chargé de récupérer les pièces à conviction dans l'espoir qu'il déchirerait la page du carnet où Oswald a consigné ses coordonnées. Pourquoi ? Toujours pour la même raison : éviter que J. Edgar Hoover ne pique une de ses légendaires colères, et ne pas « embarrasser » le Bureau.

Une fois ressorti du bureau, Hosty entreprend de photographier les dernières pièces à conviction. L'agent chargé de convoyer le tout à Washington le presse. Tant pis, lui dit-il, on n'a pas le temps de tout faire. Washington réclame les pièces à conviction, un avion est déjà sur le tarmac de l'aéroport, prêt à décoller. Alors, en désespoir de cause, Hosty laisse filer le carnet d'adresses de Lee Harvey Oswald sans avoir photographié autre chose que sa couverture.

Au « Siège du Gouvernement », l'agent chargé de dépouiller le carnet tombe sur le nom de James Hosty. Il omet de mentionner que ce nom figure parmi les contacts d'Oswald. Par la suite, il dira avoir agi ainsi par pitié, pour épargner à son collègue les foudres de J. Edgar Hoover. Hosty appréciera, mais pensera que son collègue lui aurait rendu un plus grand service en disant la vérité. L'agent miséricordieux a été promu aux affaires internes du FBI, où il est chargé d'enquêter sur les « écarts » de ses collègues.

Plus James Hosty tente de découvrir la vérité, plus il a l'impression de s'enfoncer en territoire ennemi. Les réflexes bureaucratiques, la paranoïa des services de contre-espionnage du FBI ou de la CIA, brouillent les cartes. Il lui faudra des années pour entrevoir un bout de réalité et mettre au jour ce que les dirigeants du FBI voulaient lui cacher. Mais, auparavant, transportons-nous à plus de 1 500 kilomètres de là, dans la banlieue de Washington, où deux autres Agents spéciaux s'aventurent jusqu'à approcher de l'invraisemblable vérité.

Le mystère de l'autopsie

Francis X. O'Neil, dit le « Fox », a vu John Fitzgerald Kennedy pour la première fois au sortir de la guerre, dans une situation plutôt embarrassante : le jeune Kennedy était dans une voiture, débraillé, une jeune fille sur les genoux. L'agent de police Francis X. O'Neil a fait son travail : il a verbalisé. Le « Fox » a vu John Fitzgerald Kennedy pour la dernière fois vingt ans plus tard, dans une situation plutôt lugubre : le président Kennedy était nu, allongé sur une table d'autopsie. L'Agent spécial O'Neil a fait derechef son travail : il a pris des notes.

Ce qu'il a vu ce jour-là, il l'a consigné dans un rapport immédiatement frappé du sceau de la sécurité nationale. Pas question d'en dire un mot, tant ses conclusions vont à l'encontre de certaines thèses plus ou moins officielles. Alors, pendant des années, Fox O'Neil a respecté les ordres et n'a parlé que quand on lui a dit de le faire. Ce qu'il a vu ce jour-là le hantera jusqu'à la fin de ses jours. Quarante-cinq ans plus tard, il finit doucement ses jours au milieu des siens dans la station balnéaire de Hyannis, sur la presqu'île de Cape Code, au sud-est de Boston, non loin de la propriété familiale des Kennedy et du musée Kennedy, dans une ville qui semble dédiée tout entière à la mémoire du trente-cinquième président des États-Unis. Fox O'Neil est enfin libre de parler. Mais trop tard. Le pays est désormais sans vérité. Et cela fait longtemps.

Le 98e escadron d'opérations spéciales de l'US Air Force cantonné sur la base d'Andrew, dans le Maryland, héberge *Air Force One*, l'avion présidentiel. Le FBI dispose, à la base d'Andrew, d'un bureau où l'un de ses agents se tient toujours prêt à intervenir en cas de violation de la loi fédérale. En ce mois de novembre 1963, cette tâche jusque-là fastidieuse incombe à Fox O'Neil.

Comme à chaque départ présidentiel, Fox O'Neil se trouve sur le tarmac quand JFK embarque avec sa famille à destination de Dallas, le 21 novembre. Il représente le FBI. Conformément à un rituel immuable depuis son premier décollage de la base, le Président salue l'agent du FBI d'un signe de tête.

Le lendemain, Fox O'Neil est à la base d'Andrew, où il attend la dépouille du président Kennedy.

Peu auparavant, à l'hôpital Parkland de Dallas, il s'est passé une chose aussi incroyable que lourde de conséquences. Le clan Kennedy a récupéré par la violence le cadavre du Président ! Sans doute à la demande du frère, le Procureur général Bobby Kennedy, une équipe d'agents du Secret

Service, dirigée par le chef de cabinet de JFK, a fait irruption dans le bloc opératoire et s'est emparée de la dépouille du Président. Les médecins et un juge ont protesté : c'était contraire à la loi du Texas qui stipule qu'aucune victime de meurtre ne peut quitter l'État sans avoir subi une autopsie. Certains témoins affirment que les hommes de Bobby Kennedy ont braqué les médecins avec leurs armes à feu avant de disparaître avec le corps du président Kennedy. « Ni plus ni moins qu'un putain de kidnapping ! », pour reprendre l'expression de l'agent du FBI Jim Sibert.

Jim Sibert, l'agent-résident de la petite antenne du FBI de Hyattsville (Maryland), est arrivé à la base d'Andrew peu après 16 heures. Fox O'Neil a en effet réclamé du renfort. *Air Force One* est annoncé pour 18 heures. À son bord, la famille Kennedy et l'ex-vice-président Lyndon Johnson, qui vient de prendre ses nouvelles fonctions présidentielles, accompagnent la dépouille présidentielle. Sur le tarmac règne une activité fébrile. À l'aide de grosses cordes, des dizaines de soldats délimitent les zones réservées aux VIP's et celles imparties à la presse.

Peu avant 18 heures, alors qu'*Air Force One* amorce son approche, Fox O'Neil est informé qu'il doit rappeler sur-le-champ son supérieur, Edwin Tully. L'agent du FBI se fraie un passage parmi la foule des militaires et des officiels qui se pressent sur le tarmac. Tully vient de recevoir un appel de J. Edgar Hoover qui veut savoir si le Bureau est représenté à la base.

« Je lui ai dit que vous étiez là, l'informe Tully. Voici ses ordres : vous devez rester près du cadavre quoi qu'il arrive ; vous devez récupérer toutes les preuves de l'assassinat que vous pourrez réunir [c'est-à-dire les balles] et les apporter au laboratoire du FBI à Washington. »

Fox O'Neil retourne sur le tarmac au moment où *Air Force One* atterrit. Il transmet à son collègue Jim Sibert les ordres reçus. Le FBI n'a pas encore compétence sur l'enquête. Les deux Agents spéciaux assisteront à la suite des événements en tant qu'observateurs.

Le cercueil est chargé à bord d'une ambulance. La famille Kennedy prend place dans la première des limousines du cortège, les agents du FBI dans la deuxième. Les autres officiels s'entassent dans les véhicules qui suivent. Entouré d'une noria de motards, le cortège s'ébranle en direction de l'hôpital militaire de la marine de Bethesda, entre deux haies de gens

graves et parfois en larmes qui se massent çà et là sur les bas-côtés, les ponts, les trottoirs. Conformément aux ordres, Fox O'Neil ne perd pas des yeux l'ambulance.

Une fois le cortège immobilisé devant l'entrée de l'hôpital, Fox O'Neil et Jim Sibert se précipitent vers l'ambulance. Aidés par deux agents du Secret Service, les deux agents du FBI placent non sans mal le lourd cercueil de bronze sur un chariot. Durant le voyage, une des poignées s'est cassée. Les quatre agents fédéraux poussent le chariot dans le hall de l'hôpital jusqu'à la morgue voisine où attendent des chirurgiens et leurs assistants.

Des techniciens ouvrent le cercueil à côté d'une table d'autopsie. « À l'intérieur, raconte Fox O'Neil, il y a le cadavre ensanglanté du Président assassiné. Le corps nu est enveloppé dans un drap. Un autre drap plein de sang entoure le crâne de Kennedy. Le cadavre gît sur une couverture en plastique. Les poings du Président sont serrés. Ses yeux sont grands ouverts. Des techniciens retirent les draps et nous les aidons à placer le cadavre du Président sur la table d'autopsie. »

L'autopsie est placée sous la responsabilité du docteur Humes, qui a désigné deux assistants, J. Thornton Boswell, M.D., chef du département de pathologie à Bethesda, et Pierre A. Finck, chef de la division Environnement militaire du département de pathologie du même hôpital.

Le brigadier général Godfrey McHugh, attaché militaire du président Kennedy, prend place à côté du téléphone. Il attend les instructions du clan Kennedy. Pendant toute l'autopsie, il sera en contact permanent avec Bobby Kennedy, qui se trouve dans une suite au dix-septième étage de l'hôpital. Bobby Kennedy est impatient. Il veut que l'autopsie se termine le plus vite possible et le fait régulièrement savoir au brigadier général McHugh.

Les agents fédéraux quittent la pièce un court instant, le temps pour les médecins de passer le cadavre aux rayons X. Ils ne lâchent toujours pas le cadavre des yeux et assistent à la radiographie à travers la porte vitrée.

Avant de rentrer dans la salle d'autopsie, Fox O'Neil et Jim Sibert se consultent rapidement. Les deux agents des services secrets présents à l'autopsie étaient les gardes du corps du Président. Revenus de Dallas avec le cadavre, ils ne se sont ni changés ni nettoyés. Sur leurs vêtements, il y a encore des taches de sang, des morceaux d'os du crâne et du cerveau de l'homme qu'ils étaient censés protéger. Les deux agents du FBI décident de

surveiller discrètement les deux agents du Secret Service tout au long de l'autopsie. À chacun le sien.

Après avoir examiné les radios, les chirurgiens montrent aux agents fédéraux des fragments de balles et d'os du crâne dans le cerveau de JFK. Une question se pose : quel type d'autopsie pratiquer ? La famille souhaite une autopsie partielle. Les agents du FBI plaident pour la totale. L'amiral en charge de l'hôpital de Bethesda tranche en leur faveur.

Peu après, le général Wehele, commandant militaire du district de Washington, tente de faire irruption dans la salle d'autopsie. Fox O'Neil lui barre le chemin.

« Qui êtes-vous, jeune homme, pour m'interdire l'accès ?

– FBI ! Que venez-vous faire ici ? »

Ayant entendu dire que le cercueil présidentiel a été cassé durant le transfert, le général est venu constater les dégâts : « Il n'est pas approprié qu'un président des États-Unis soit enterré dans un cercueil endommagé. »

L'agent du FBI l'accompagne jusqu'au cercueil pour mesurer les dégâts. Dans les heures qui suivent, un nouveau cercueil flambant neuf est livré dans la salle d'autopsie, tandis que des militaires évacuent l'ancien.

Qu'est-il advenu du cercueil endommagé ?

Il a été détruit sur ordre de personnes haut placées, explique Fox O'Neil.

Qui a donné l'ordre ?

J. Edgar Hoover.

Pourquoi ?

Hoover ne voulait pas qu'il serve d'objet de culte. Qu'on puisse en vendre tout ou partie à de riches collectionneurs.

Comment a-t-il été détruit ?

Largué d'un avion militaire en plein milieu de l'océan.

Quand on lui fait remarquer que la procédure est pour le moins inhabituelle, Fox O'Neil répond que, le cercueil étant en bronze, il était plus simple de l'immerger que de le faire fondre.

Cette substitution de cercueil n'est pas le moindre mystère de cette soirée d'autopsie…

Les deux agents du FBI décident de relever l'identité de toutes les personnes présentes. Ils font circuler un papier et un stylo afin que chacun note son nom, mais oublient de vérifier que chacun a indiqué sa bonne

identité. « On était trop occupés à suivre l'autopsie », se justifie Fox O'Neil.

Les médecins de l'hôpital naval de Bethesda commencent l'autopsie à 20 h 15. Ils constatent qu'une trachéotomie a été effectuée à Dallas pour tenter de sauver le Président. Ils n'ont pas l'idée de téléphoner aux médecins légistes de Parkland pour leur demander des précisions. Si l'idée effleure l'esprit des agents du FBI, ils la gardent pour eux.

« Si j'en avais parlé, expliquera Jim Sibert, vous savez ce qui se serait passé ? Un des amiraux ou des généraux présents aurait donné l'ordre de prévenir Monsieur Hoover qu'un de ses agents essayait de diriger l'autopsie, et je me serais retrouvé séance tenante à Butte, au fin fond du Montana ! »

Première erreur de la soirée.

Le docteur Humes extrait deux fragments métalliques du crâne. C'est tout ce qu'il reste des balles qui ont fracassé la vie du président Kennedy. Il les dépose dans deux petits récipients en verre qui sont scellés avant d'être remis aux agents du FBI après signature d'une décharge.

Les agents fédéraux aident ensuite les médecins à retourner le cadavre. « Tout le monde a remarqué que le dos du Président était barré par une grosse cicatrice résultant d'une précédente opération, raconte Fox O'Neil. L'Agent spécial Sibert nous a alors signalé la présence d'un trou en bas de l'épaule droite. »

Ce trou a été provoqué par une balle. Le docteur Hume le sonde avec le doigt. Il touche rapidement le fond de la cavité. Très peu profond, c'est donc le trou d'entrée d'un projectile qui a pénétré sous un angle situé entre 45 et 60 degrés.

« Les docteurs étaient confrontés à un véritable dilemme, commente Fox O'Neil. Les radiographies n'avaient signalé aucune balle à l'intérieur du cadavre. Où était donc passé le projectile ? Autour de la table d'autopsie, on ne comprenait pas. Pouvait-il s'agir d'une balle en plastique qui aurait fondu après avoir pénétré dans le corps du Président ? Sibert a téléphoné au laboratoire de balistique du FBI en vue d'obtenir des éclaircissements. »

Mais le laboratoire de balistique vient de recevoir de Dallas une balle retrouvée sur une des civières utilisées pour transporter les victimes de l'attentat. Le docteur Humes pousse un soupir de soulagement. La balle a dû être expulsée lors du massage cardiaque effectué par les premiers

secours, dans une tentative désespérée pour sauver le Président. Pourtant, les médecins décident de ne pas autopsier la blessure.

Seconde erreur de la soirée.

Interrogé par une commission parlementaire, le docteur Pierre Finck reconnaît avoir reçu l'ordre de ne pas ouvrir le dos du Président, ainsi qu'il avait l'intention de le faire pour vérifier l'étendue des dégâts. Qui lui a donné cet ordre ? Il ne s'en souvient pas. Peut-être était-ce un général ? Or il n'y avait en permanence dans la salle qu'un seul général, Godfrey McHugh, attaché militaire du président Kennedy, représentant de Bobby Kennedy et de la famille. Le docteur Finck précise que l'ordre lui a été donné pour respecter les vœux de la famille Kennedy.

Bobby Kennedy ne voulait pas que les médecins légistes passent trop de temps à examiner le dos du Président. Il ne souhaitait surtout pas qu'ils l'ouvrent. Il craignait que les médecins ne découvrent les preuves du mal qui rongeait le Président au point de l'empêcher parfois de gouverner. Le président Kennedy était en effet victime de la maladie d'Addison, affection rare, d'origine endocrinienne, qui lui occasionnait de violentes douleurs lombaires, une profonde fatigue, une hypotension artérielle et une coloration bronzée de la peau. Diplomate, le docteur Humes, un des deux légistes responsables, assumera par la suite la paternité de cette décision lourde de conséquences, ainsi qu'on le verra plus loin.

L'autopsie se termine officiellement à 4 h 30. À l'aube du 23 novembre 1963, Fox O'Neil rédige son rapport sur les conclusions des médecins légistes : « Une balle est entrée dans le dos du Président pour ressortir à l'occasion d'un massage cardiaque. Un second projectile est entré à très haute vitesse à l'arrière du crâne et s'est fragmenté avant de ressortir par le haut du crâne. »

La balle magique

Le 29 novembre 1963, le président Lyndon B. Johnson regroupe les différentes enquêtes en cours et les place sous l'autorité d'une commission d'enquête fédérale présidée par Earl Warren. Dès le début, la commission Warren s'oriente vers un scénario simple : le président Kennedy a été tué par un tireur solitaire (Lee Harvey Oswald) posté au cinquième étage du dépôt de livres (Texas School Book Depository, ou TSBD) qui surplombe

Dealey Plaza. Oswald aurait tiré trois balles (trois douilles ont été retrouvées), provoquant trois types de blessures : les blessures non fatales occasionnées au Président (au cou) ; celles d'un autre passager de la voiture, le gouverneur Connally (atteint à la poitrine, au poignet et à la cuisse) ; enfin, la blessure qui fut fatale au Président (à la tête).

Il n'a pas échappé à un jeune conseiller de la Commission, Arlan Specter, que cette reconstitution présentait une faille. Le nombre de balles tirées et leur impact sont au cœur de la querelle opposant les tenants de la thèse d'un complot à ceux qui soutiennent qu'Oswald était un tireur isolé. « Trois balles pour trois blessures, compte tenu du laps de temps qui sépare les impacts, c'est une de trop », affirment les partisans de la thèse du complot. S'appuyant sur un film tourné par une des personnes présentes à Dallas ce jour-là, Abraham Zapruder, ils mesurent le laps de temps séparant les impacts des balles qui ont touché Kennedy et le gouverneur Connally : 1,6 seconde. Ils soulignent que, en raison du type d'arme utilisé (un fusil à lunette Mannlicher-Carcano), le temps minimum entre deux tirs est de 2,4 secondes. Oswald n'aurait donc pu atteindre sa cible seul par trois fois. Il y aurait donc eu un second tireur.

Arlen Specter va alors échafauder la théorie de la « balle unique » (ou « balle magique »). Il affirme que les blessures au cou de Kennedy et celles du gouverneur Connally ont été provoquées presque simultanément par la même balle. Donc, un tireur solitaire, deux balles pour trois séries de blessures, et une balle perdue ! L'idée séduit Arlen Specter, elle plaît aussi à certains membres de la commission Warren. Mais les constatations effectuées lors de l'autopsie par les deux agents du FBI, Fox O'Neil et Jim Sibert, contredisent la thèse de la « balle magique ». Specter va donc s'employer à neutraliser les deux Agents spéciaux. Après avoir décrété que leur audition par la commission Warren ne s'impose pas, il expédie lui-même leur interrogatoire, le 12 mars 1964, en une demi-heure.

Specter accuse les deux Agents spéciaux de n'avoir pas fait leur travail. Ils n'auraient pas pris de notes au cours de l'autopsie.

« Rien n'est plus faux ! proteste Fox O'Neil. Nous avons pris suffisamment de notes pour rédiger un rapport de cinq pages.

– Produisez-les ! »

À l'époque, tous les agents du Bureau étaient tenus de détruire leurs notes cinq jours après avoir rédigé leurs rapports.

Specter les accuse d'avoir quitté l'autopsie avant la fin.

Faux ! proteste à nouveau Fox O'Neil.

Specter abat alors sa carte maîtresse : le rapport des agents du FBI n'est pas conforme à la version finale du rapport d'autopsie. Il y manque une blessure par balle. Celle sur le devant du cou.

L'explication est simple : le samedi 23 novembre au matin, alors que le cadavre de John Fitzgerald Kennedy est déjà en train d'être préparé pour être rendu à sa famille, les médecins de Bethesda réalisent qu'ils ont oublié de vérifier ce qui s'est passé lors de la trachéotomie effectuée à Dallas sur le Président mourant. Ils appellent leurs collègues de Parkland, à Dallas. Les légistes texans leur révèlent que la trachéotomie a été pratiquée à l'emplacement d'un trou causé par une balle. Les médecins de Bethesda modifient leur rapport sans en informer les deux agents du FBI. « S'ils nous l'avaient dit, explique Jim Sibert, on aurait corrigé notre rapport. »

Arlen Specter a une excellente raison de discréditer les deux agents du FBI : eux seuls sont susceptibles de contredire sa théorie de la « balle unique » qui aurait ricoché dans le corps de Kennedy pour ressortir par sa gorge avant d'aller blesser par trois fois le gouverneur Connally. Pour que sa théorie de la « balle magique » fonctionne, Specter a besoin que le premier impact se situe dans la nuque du Président. Or, les deux agents du FBI sont formels : la blessure qu'ils ont vue est située bien plus bas, légèrement à droite de la colonne vertébrale. La balle, ayant pénétré avec un angle estimé entre 45 et 60 degrés, n'a donc pas pu ricocher pour ressortir par la gorge et poursuivre sa trajectoire vers le gouverneur du Texas.

On l'a vu, les médecins légistes de Bethesda n'ont pas autopsié la blessure du dos. Arlen Specter en profite pour situer le point d'entrée de la balle à une dizaine de centimètres plus haut que celui noté par les deux agents du FBI dans leur rapport. Il ignore les premières remarques émises sur le peu de profondeur de la cavité. Son mensonge n'en devient pas moins la version officielle, et le rapport Warren valide la théorie de la balle unique entrée par la nuque de Kennedy pour ressortir et blesser plusieurs fois le gouverneur du Texas.

Cette version ne fait pas l'unanimité au sein de la Commission. Plusieurs de ses membres et enquêteurs partagent le point de vue des deux agents du FBI sur l'ineptie de la théorie de la « balle magique ». Ce qui ne fait pas du tout l'affaire de J. Edgar Hoover. Le directeur du FBI a besoin de contenir l'affaire Oswald et d'en réduire le périmètre. Si Lee Harvey Oswald a agi seul, s'il n'y a pas de complot, l'affaire se banalise, et le FBI a

une chance de sortir sans trop de dégâts de la tempête qui balaie Washington. Il lui faut donc faire taire les dissensions au sein de la commission Warren. Un allié de poids va l'y aider : Gerald Ford.

Gerald Ford, l'homme du FBI

Représentant du Michigan au Congrès et futur président des États-Unis, Gerald Ford est un ami fidèle du Bureau. C'est un homme comme J. Edgar Hoover les aime, à la fois sportif (il a décroché une bourse d'études à l'université du Michigan pour ses talents de footballeur américain) et bûcheur (il a étudié le droit à Yale). Ford a présenté sa candidature au FBI en 1942. L'enquête préliminaire lui a été favorable, à un détail près : en 1941, à Yale, il a participé à la création du comité America First, le plus important groupe de pression contre l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Considéré par certains comme un nid de sympathisants pro-nazis, America First a été l'une des bêtes noires du FBI. Gerald Ford a dû retirer sa candidature pour s'engager dans l'US Navy et aller se battre à Okinawa. À la fin de la guerre, il s'est tourné vers la politique et a été élu pour la première fois au Congrès en 1946 sous l'étiquette républicaine.

William Sullivan, responsable de la section « Domestic Intelligence » du Bureau, fait remonter les relations entre Ford et le FBI à cette époque : « Hoover a un dossier complet sur chaque parlementaire, explique Sullivan. Il sait tout d'eux. Nos agents sur le terrain surveillent de près les élections et informent Hoover sur le point de savoir si les gagnants sont des amis ou des ennemis. Gerald Ford a prouvé son amitié quand, peu après son arrivée au Congrès, il a demandé une réévaluation du salaire de J. Edgar Hoover. Il l'a encore prouvée en tentant d'obtenir le départ d'un juge de la Cour suprême, William O. Douglas, ennemi de Hoover. »

En retour, le FBI a vérifié la ligne téléphonique du parlementaire, qui pensait être écouté. Le Bureau a aussi enquêté sur le personnel de maison de Gerald Ford. Dans le cadre d'un gros dossier de fraude fiscale, le FBI avait enregistré une conversation secrète entre Gerald Ford et Fred Black, puissant lobbyiste réputé pour ses contacts avec la Mafia ; la transcription a disparu. Gerald Ford a ainsi été épargné par le plus grand scandale du Washington des années 1960.

Le dossier Ford déclassifié par le FBI en 2008 (500 pages) témoigne des attentions de Hoover. Le directeur du FBI bombarde le parlementaire de petits mots à l'occasion de ses nombreuses réélections, de ses remises de récompenses, de la perte d'un proche, voire à chacune de ses interventions en faveur du FBI. Le directeur du FBI lui envoie régulièrement ses propres ouvrages dédicacés. Quand paraît *A Study of Communism*, un des adjoints de Hoover lui suggère d'adresser un exemplaire au parlementaire, « en raison de son attitude amicale envers le FBI », mais aussi parce que Gerald Ford est membre de la plus puissante commission du Congrès (House Appropriations Committee), chargée des arbitrages budgétaires.

Souvent, les deux hommes se retrouvent dans les dîners en ville, parfois chez Cartha DeLoach. Madame DeLoach passe sa journée aux fourneaux pour recevoir comme il se doit les couples Ford (Gerald et Betty) et Hoover (J. Edgar et Clyde). On met les petits plats dans les grands. Le lendemain, Hoover envoie par coursier un petit mot obséquieux à Gerald Ford : « Mon très cher Député, laissez-moi vous dire combien j'ai pris plaisir à parler avec vous et Madame Ford lors de la réception chez DeLoach, hier soir. J'ai été ravi de discuter avec vous de manière informelle d'affaires vous concernant, aussi bien que le FBI. Laissez-moi vous dire que j'ai trouvé vos observations à la fois utiles et pertinentes. Il est toujours encourageant que nous ayons un parlementaire aussi alerte et vigoureux que vous, qui êtes au courant des besoins et des problèmes de ce pays. »

William Sullivan cite dans ses mémoires un mémo que lui a envoyé J. Edgar Hoover : « Le Bureau peut attendre de Gerald Ford qu'il défende les intérêts du FBI et qu'il nous tienne informés de tout ce qui se passe dans le secret des débats à huis clos. »

Moins de trois semaines après l'entrée en fonctions de la commission Warren, Cartha DeLoach rencontre discrètement Gerald Ford. Les deux hommes discutent de la collaboration de Ford avec le FBI. « Ford indique qu'il me tiendra au courant des activités de la Commission. Il dit que ce doit être fait de manière confidentielle, mais qu'il estime cela nécessaire », note Cartha DeLoach dans un rapport déclassifié en 2008. À compter de ce jour, Gerald Ford devient l'homme de Hoover au sein de la commission Warren. Il tient informé le Directeur de tous les débats internes, des hésitations des enquêteurs. Il lui signale ceux des membres qui s'éloignent de la route

tracée, et dénonce surtout ceux qui veulent du mal au FBI. Il en est aussi le principal agent d'influence.

Fin 1963, Gerald Ford rencontre à nouveau Cartha DeLoach. Les nouvelles ne sont pas bonnes. En dépit d'un fort lobbying, deux des membres de la commission Warren ne sont toujours pas convaincus par la théorie de la « balle magique » d'Arlen Specter. Ils ne sont pas persuadés que Lee Harvey Oswald ait agi seul, et pensent que le président Kennedy est tombé sous des balles tirées par plusieurs tireurs.

Mais Ford rassure DeLoach : les discussions au sein de la commission Warren sont loin d'être terminées. Le point de vue des minoritaires, « bien entendu, ne posera pas de problèmes », indique DeLoach dans un rapport interne, sans préciser ce que lui-même ou Ford comptent faire.

Pour aider Gerald Ford, le numéro trois du FBI lui donne, début 1964, copie du dernier en date des rapports confidentiels du Bureau sur l'assassinat de Kennedy. Une faveur rarement consentie par Hoover à ses alliés. Même le sénateur Joseph McCarthy n'avait pu avoir accès à des originaux du FBI. Ford entend le potasser à l'occasion de vacances aux sports d'hiver. Pour plus de sûreté, Cartha DeLoach lui remet le rapport dans un des attachés-cases réservés aux agents.

« Il ferme à clef, c'est plus sûr, souligne DeLoach. Et surtout, silence sur toute la ligne, pas un mot des découvertes du FBI aux médias ! »

Car les médias ont des informateurs à l'intérieur de la commission Warren. DeLoach montre à Ford l'édition de la semaine de *Newsweek*, qui consacre un de ses articles aux travaux de la Commission. L'hebdomadaire a l'air trop bien informé.

« *Newsweek* appartient au *Washington Post*, dit DeLoach. À l'intérieur de votre commission, quelqu'un est en train de leur rendre un service. Comme vous le savez, le Bureau n'est au mieux ni avec le *Washington Post* ni avec *Newsweek*.

– On est tous dans le même bateau, lui répond Ford. Je n'aime pas *Newsweek*, et encore moins le *Post*… »

Peu avant la publication du rapport, comme tous les autres membres de la Commission, Gerald Ford reçoit un jeu d'épreuves à corriger. Il porte une attention particulière aux conclusions. Une phrase lui saute aux yeux : elle concerne la trajectoire d'un des projectiles tirés par Oswald. Il lit : « La balle est entrée dans le dos, un peu en dessous de l'épaule, à droite de la colonne vertébrale. » Ford prend son stylo, raie et corrige le texte, qui

devient : « La balle est entrée dans le dos, **près de la nuque**, dans le haut de l'épaule, à droite de la colonne vertébrale. » Une modification qui change radicalement la signification de la phrase et la distord dans le sens de la théorie de la « balle magique ». Pourquoi Gerald Ford a-t-il corrigé le texte ? Uniquement par souci de clarification, dira-t-il peu avant sa mort.

James Hosty va à Washington

Le 8 mai 1964 à 9 heures du matin, quatre hommes gravissent les escaliers du bâtiment de l'administration des Anciens Combattants (VFW), au 200, Maryland Avenue, à Washington, où se tiennent les auditions de la commission Warren. Leurs costumes impeccables, leurs chemises blanches, leur cravates sages et leurs chapeaux Fedora trahissent leur appartenance au Bureau. Ce sont trois des agents qui se sont occupés de Lee Harvey Oswald avant l'assassinat du président Kennedy, escortés de leur avocat. James Hosty est accompagné de John Fain, l'agent de Forth Worth qui a interrogé Lee Harvey Oswald à son retour d'Union soviétique, et de John Quigley, qui a rencontré Oswald après son arrestation à La Nouvelle-Orléans. Les trois agents ont désigné le même avocat, qui n'est autre qu'Al Belmont, numéro trois du Bureau. Ils sont venus préparer leur audition, qui doit avoir lieu le lendemain. Ils ont rendez-vous avec Samuel Stern, un fonctionnaire de la Commission qui doit leur poser les questions auxquelles ils auront à répondre le lendemain.

Comme il s'y attendait, James Hosty va devoir répondre à des questions relatives à sa discussion avec Forest Sorrells, le chef de l'antenne de Dallas du Secret Service, dans les couloirs du quartier général de la police de la ville, au soir du 22 novembre 1963, quelques heures après l'assassinat du Président. Un agent du Secret Service écoutait à distance la conversation et affirme que James Hosty a informé Forest Sorrells des contacts entre Lee Harvey Oswald et des agents d'une puissance étrangère, avant l'assassinat de Kennedy. Hosty rétablit sa vérité : il a simplement dit au responsable du Secret Service que le FBI avait en sa possession deux documents susceptibles de l'intéresser, lui suggérant de demander à son quartier général de se mettre en relation avec celui du FBI.

Afin de préciser sa pensée, James Hosty indique que les deux documents étaient un mémo daté d'octobre 1963 concernant les contacts à

Mexico entre Lee Harvey Oswald et un diplomate soviétique appelé Valeriy Vladimirovich Kostikov, et un autre provenant du bureau de Washington (Washington Field Office, WFO), daté de novembre 1963, concernant la lettre d'Oswald à l'ambassade soviétique à Washington faisant état de la rencontre de Mexico.

Après que James Hosty a expliqué avoir vu ces deux documents, Al Belmont se tortille sur son siège. Brusquement, il a l'air mal à l'aise. Se penchant vers Hosty, il lui murmure : « Putain, je leur avais dit de ne pas vous faire voir le document du WFO ! » Hosty n'en croit pas ses oreilles. Abasourdi, il réalise la portée des propos de Belmont. « J'étais assommé, écrit-il dans ses mémoires. Le responsable de toutes les enquêtes du FBI admet que le FBI essaie délibérément de me cacher des informations ! […] Que se passait-il ? Qui était ce Kostikov qui semblait avoir touché un nerf à vif au sein de la direction du FBI ? »

Le lendemain, les trois agents du FBI et leur conseil sont de retour au bâtiment du VFW. À 9 h 30, Samuel Stern vient chercher le premier agent à être entendu. John Fain et Al Belmont le suivent dans la salle. Quelques minutes plus tard, la porte s'ouvre sur un Al Belmont rouge de colère, suivi d'un Samuel Stern qui se confond en excuses. Earl Warren vient de décréter que les agents du FBI seraient entendus en l'absence de leur avocat. Belmont est furieux à juste titre contre ce qu'il considère comme un camouflet : jusqu'à présent, tous les policiers et agents fédéraux interrogés par la Commission ont eu le droit d'être assistés par leurs conseils. Earl Warren adresse là à J. Edgar Hoover un message explicite : pas de pitié pour le FBI !

Le 6 mai 1964 à 14 heures précises, l'agent fédéral James P. Hosty pénètre dans l'antichambre de J. Edgar Hoover sous la conduite de Sam Noisette, un des rares « nègres » du Bureau. Hosty a demandé à être reçu par Hoover. Une prérogative dont n'usent que très rarement les agents. Mieux vaut ne pas déranger le Directeur pour rien.

Comme tous les agents du FBI, Hosty sait qu'il faut se méfier du « Siège du Gouvernement », et encore plus du Directeur. Avant lui, des générations d'agents ont appris à redouter les tête-à-tête avec Hoover recommandé « Ne demandez jamais à rencontrer Hoover sans une bonne raison, a expliqué son mentor au jeune William C. Sullivan dans les années 1940. Si le Directeur n'est pas impressionné par vous, votre carrière peut se

clore sur-le-champ. Si Hoover vous convoque, habillez-vous comme un dandy, emportez un carnet et prenez furieusement des notes dès qu'il ouvre la bouche. Après, vous pourrez les jeter. Surtout, n'oubliez pas de le flatter. Au Quartier général, tout le monde sait que Hoover est un égocentrique. Alors, flattez-le en permanence, sinon on vous aura à l'œil ! »

Informé de la demande d'audience de James Hosty auprès du Directeur, Al Belmont, numéro trois du Bureau, lui a dispensé deux conseils : « Si tu as quelque chose à dire, dis-le d'entrée de jeu, sinon tu risques de l'oublier ; et prends un stylo et un bloc, pour le cas où le Directeur aurait des instructions à te donner. » Hosty est nerveux. La veille, il a témoigné devant la commission Warren sur ce qu'il savait du dossier Oswald. Officiellement, il vient informer le Directeur, mais en réalité il vient sonder le terrain et voir à quelle sauce il va être mangé. C'est la première fois que James Hosty pénètre dans l'antre du Vieil Homme. « Les agents du FBI, explique le SAC Neil Welch, ont l'habitude de faire face aux situations les plus délicates sur le terrain. Qui les croirait timides au point de ne pas trouver la force de s'exprimer ? » À la fin d'une de ses audiences, un SAC impressionné s'est trompé de porte et, au lieu de sortir, s'est retrouvé dans un cagibi. « Il a attendu dans le noir, s'amuse encore Neil Welch. Bien sûr, quand il en est finalement sorti, Hoover attendait comme un chat devant un trou de souris ! »

Quand ses yeux se sont habitués à la pénombre, James Hosty distingue la silhouette du Directeur, dissimulée par des piles de dossiers entassés sur son bureau. Hoover lui fait signe de s'asseoir sur une chaise basse. Hosty se retrouve ainsi bien au-dessous de son interlocuteur.

Visiblement d'excellente humeur, J. Edgar Hoover se lance dans une grande diatribe d'où il ressort que l'assassinat du président Kennedy est une tragédie, qu'il aime beaucoup le président Johnson, autant que le président Kennedy et son père Joe, mais que Bobby Kennedy le « dégoûte », même si, en tant que Procureur général, Bobby est son patron à lui, Hoover.

Le Directeur est rayonnant, car il vient d'apprendre une grande nouvelle : le président Johnson vient juste de l'informer de sa décision de l'autoriser à rester à son poste, malgré la loi qui l'oblige à prendre sa retraite à soixante-dix ans.

« Le Président m'a dit que le pays ne pouvait pas se passer de moi », lâche fièrement Hoover.

James Hosty est tenté de lever les yeux au ciel.

Hoover en vient ensuite à la commission Warren. Le Directeur veut lui aussi éviter à tout prix que les conclusions de la commission Warren ne critiquent le travail du FBI. La partie n'est pas gagnée. Le choix d'Earl Warren pour présider la commission d'enquête n'aurait pas pu être plus catastrophique pour le FBI. Earl Warren et J. Edgar Hoover se vouent une haine cordiale depuis des années. En 1952, le FBI a enquêté sur Warren après sa nomination à la tête de la Cour suprême par le président Eisenhower. Au cours de cette enquête de routine, le FBI a découvert une relation extraconjugale d'Earl Warren. La nouvelle a fuité dans la presse, et Warren a failli perdre sa place. Depuis, il a une dent contre Hoover, qu'il traite de « boy-scout » dans les cocktails en ville.

Très vite, le FBI est apparu comme un ennemi pour certains membres de la Commission. Afin d'éviter que J. Edgar Hoover ne se mêle de leurs affaires, ils ont refusé que le FBI enquête sur le passé de ses membres avant leur nomination. Ce n'est qu'une fois l'équipe constituée que les agents du Bureau ont pu commencer leur travail. L'enquête de ces derniers révèle que deux des membres de l'équipe juridique de la Commission appartiennent à une organisation qualifiée de subversive par le Département de la Justice. C'est une organisation parfaitement légale qui milite pour la défense des droits civiques des Américains – ce qui, à l'heure de la guerre froide, fait de ses adhérents des compagnons de route des communistes… Les deux juristes auraient dû être écartés de la Commission. Défiant le FBI, Earl Warren prend fait et cause pour eux et obtient des autres membres qu'ils s'alignent sur sa position. À la stupeur des agents du FBI, les juristes restent donc en place, mais moyennant un accès restreint aux informations les plus sensibles en provenance du FBI ou de la CIA.

Sur le papier, à l'intérieur de la commission Warren, partisans et adversaires du FBI s'équilibrent. J. Edgar Hoover sait qu'il peut compter sur l'hostilité de principe des deux membres nommés par son adversaire, le Procureur général, Bobby Kennedy. Ce sont deux anciens responsables de la CIA : Allen Dulles et le banquier et diplomate John McCloy. Mais sa source au sein de la Commission (Gerald Ford, on l'a vu) vient de le rassurer : les conclusions des parlementaires doivent exonérer le FBI de toute faute dans la « gestion » de Lee Harvey Oswald, par cinq voix contre deux.

Avant de prendre congé de son agent, J. Edgar Hoover lui dit de rentrer à Dallas et d'y faire profil bas. Pas un mot à personne, surtout pas à la

presse ni à la police de Dallas, en attendant les conclusions de la commission Warren qui devraient être déposées avant le mois de juillet.

« Souvenez-vous de ce que Calvin Coolidge disait à la presse : pas de commentaire, et ne me citez pas ! »

Et c'est dans un grand éclat de rire que le Vieil Homme prend congé de James Hosty.

La vengeance de Warren et celle de J. Edgar

J. Edgar Hoover se trompe lourdement : Earl Warren fait pression sur les autres membres de la Commission pour qu'ils durcissent leurs conclusions sur le rôle du FBI dans l'affaire Oswald. Quand le président de la Commission en a fini, ils sont quatre contre le FBI, et seulement trois en sa faveur.

Le Directeur décide alors de trouver des boucs émissaires à l'intérieur du Bureau pour leur faire porter l'entière responsabilité de la faute. « Hoover n'avait pas l'intention d'endosser le blâme, dit Cartha DeLoach. Il va donc le distribuer aux alentours. Quand j'ai appris ses intentions, j'ai rédigé un mémorandum suggérant de différer la censure visant les agents impliqués : "D'ici quelques mois, les choses se seront tassées. Il sera alors temps d'analyser les responsabilités des gens impliqués. Si on les censure maintenant, ce sera mauvais pour nos relations publiques. Entre-temps, le Bureau sera à même d'affronter la tempête." »

DeLoach n'est pas le seul de cet avis ; d'autres assistants-directeurs l'appuient. Mais J. Edgar Hoover a décidé, et rien ne pourra le faire changer d'avis. Il faut montrer au public que le Bureau est capable de châtier ceux de ses enfants qui ont fauté. Le Directeur a dans le collimateur dix-sept agents et leurs superviseurs. Douze d'entre eux essuient une simple réprimande – « une tape sur la main », comme on dit au Bureau, sous forme d'une lettre signée du Directeur et qui les suivra tout au long de leur carrière, puisqu'elle est versée dans leurs dossiers individuels. Quatre responsables du Bureau sont soit mutés, soit rétrogradés.

James Hosty prend de plein fouet la fureur du Directeur. Hoover tente de le faire renvoyer du Bureau en l'accusant de n'avoir pas su anticiper les intentions de Lee Harvey Oswald. Hosty se défend devant les tribunaux et obtient gain de cause. Hoover le mute alors à Kansas City, avec une

sanction administrative : Hosty est privé de salaire pendant un mois. Les agents de Dallas et de Washington qui le connaissent protestent discrètement. Ils parlent tout bas de persécution. Ils se cotisent et offrent à Hosty le mois de salaire dont il a été privé, et des vacances bien méritées. Pour la première fois de son histoire, la famille des agents a pris fait et cause pour un des siens contre leur direction.

La piste rouge

Le 11 mai 1964, cinq jours après avoir rencontré J. Edgar Hoover, James Hosty se rend aux archives du FBI et demande à consulter le dossier de Lee Harvey Oswald. Depuis qu'il l'a eu entre les mains, il s'est considérablement enrichi et comporte plusieurs tomes. Hosty entame la lecture du premier volume, celui qu'il a nourri il y a moins de deux ans. Une surprise l'y attend. Après sa déposition, quelqu'un a remis à leur place les deux mémos du FBI, celui d'octobre concernant le voyage d'Oswald à Mexico et celui de novembre 1963 sur la lettre d'Oswald à l'ambassade soviétique à Washington. En consultant leur historique, il s'aperçoit que son superviseur, Ken Howe, les a retirés le 22 novembre 1963, peu après l'assassinat du président Kennedy, et qu'il les a replacés le 10 mai 1964. Pourquoi avoir attendu le témoignage de Hosty pour les remettre à leur place ? « Je me demande si quelqu'un ne voulait pas que je voie ces documents avant d'avoir témoigné devant la commission Warren. Apparemment, le FBI voulait orienter ma déposition dans un certain sens », confie James Hosty. Mais pourquoi ? Il lui faudra plus de dix ans pour le comprendre.

En 1975, dans la foulée du scandale du Watergate et d'une série de révélations sur les douteuses pratiques des services de renseignement américains, le Sénat crée une commission chargée d'« étudier les opérations du gouvernement en matière de renseignement » (United States Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities), dite commission Church, du nom de son président. La Commision s'empare du dossier Kennedy. Dotés de pouvoir judiciaire, les sénateurs entendent tous les hommes de l'ombre du pays. C'est au tour de James Hosty d'être interrogé le 12 décembre 1975 par deux des

enquêteurs les plus tatillons de la Commission, Paul Wallach et Mike Epstein.

L'interrogatoire de James Hosty commence mal. L'agent se plaint de la manière dont le FBI a été maltraité par la commission Warren. Il se fait renvoyer dans les cordes par Mike Epstein, qui est convaincu que Hosty a quelque chose à cacher.

« Comment osez-vous dire que la commission Warren vous a maltraité, dit Epstein, alors que le FBI était au courant des contacts de Lee Harvey Oswald avec l'agent du KGB Kostikov, du département 13 chargé du terrorisme et des exécutions, avant l'assassinat du président Kennedy ? »

James Hosty tombe des nues. À ce jour, il ignorait l'appartenance de Kostikov au département le plus redoutable du KGB. C'était donc cela, le secret que le FBI voulait à tout prix l'empêcher de découvrir ? Si on lui avait dit la vérité sur Kostikov dès le retour de Lee Harvey Oswald à Dallas, en octobre 1963, il aurait consacré toute son énergie à enquêter sur le futur assassin du président Kennedy, au lieu de prendre son temps !

« J'ignorais l'appartenance de Kostikov au KGB en 1963, répond James Hosty.

– Bien sûr que si, vous étiez au courant ! » rétorque Paul Wallach en lui tendant une feuille de papier.

Hosty reconnaît sans mal le mémo du FBI daté du 18 octobre 1963 faisant état de la rencontre entre Oswald et Kostikov. Hosty ne leur dit pas qu'il a eu beaucoup de mal à obtenir ce document et qu'il ne l'a reçu qu'à la fin du mois d'octobre. En revanche, il souligne que, dans ce document, Kostikov est présenté comme un vice-consul, et non comme un des responsables des tueurs du département 13 du KGB. Normalement, les rapports du FBI signalent toujours l'appartenance des diplomates soviétiques au KGB, quand c'est le cas. Hosty en a donc déduit que Kostikov n'était qu'un simple diplomate.

Les deux enquêteurs de la Commission relisent le document avant de réclamer une interruption de séance. Quand ils reviennent, une heure plus tard, ils sont beaucoup plus aimables. Par la suite, James Hosty apprendra que les deux hommes ont profité de la suspension pour appeler leurs sources au FBI, qui leur ont confirmé que Hosty ignorait tout des véritables fonctions de Kostikov en 1963.

Jusqu'à ce jour, James Hosty croyait que la CIA était à l'origine de la rétention d'informations concernant Kostikov. Or, les deux enquêteurs lui

révèlent que c'est le FBI lui-même qui lui a caché la vérité. Wallach et Epstein lui communiquent une autre information que le Bureau lui a dissimulée : Lee Harvey Oswald était en contact à Washington avec un autre diplomate, agent secret soviétique, Vitaly Gerassimov, trésorier-payeur du KGB et un des responsables des « agents dormants » soviétiques aux États-Unis. Certains membres de la commission Warren étaient convaincus que Hosty était au courant, avant l'assassinat de Kennedy, des contacts d'Oswald avec Kostikov et Gerassimov. Quelqu'un à l'intérieur du Bureau le leur avait dit. Hosty prend conscience qu'il a été piégé.

Le spectre d'une guerre nucléaire

De retour à Kansas City où il est basé, James Hosty entame son enquête. Il passe des coups de fil à des amis haut placés, se procure des dossiers confidentiels. Enfin, il croit comprendre ce qui s'est passé au « Siège du Gouvernement » à la fin du mois de novembre 1963, juste après l'assassinat du président Kennedy.

Tout de suite après l'arrestation de Lee Harvey Oswald, les responsables de la division n° 5 du FBI chargée du contre-espionnage avertissent leur chef, William Sullivan, des contacts du tireur de Dallas avec des dirigeants du KGB à Mexico et à Washington. Saisissant la gravité de la situation, William Sullivan se précipite chez J. Edgar Hoover avec le dossier Oswald. Au même instant, Al Belmont, informé par Gordon Shanklin de l'enquête du bureau de Dallas sur Oswald, donne l'ordre à Hosty de collaborer avec la police de Dallas.

Quand William Sullivan réalise ce qui vient de se passer, il est trop tard : James Hosty est déjà en train de prendre part à l'interrogatoire de Lee Harvey Oswald. Sullivan donne alors un contrordre : Hosty ne doit *à aucun prix* participer à l'interrogatoire d'Oswald, encore moins communiquer les informations en sa possession à la police de Dallas. Il envoie Harlan Brown, l'un de ses hommes à Dallas, au quartier général de la police, qui intercepte Hosty juste avant la reprise de l'interrogatoire d'Oswald, suspendu le temps d'une séance d'identification.

William Sullivan téléphone à l'ASAC de Dallas, Kyle Clark, pour lui demander de retirer du dossier Oswald les deux mémos concernant les contacts de Lee Harvey Oswald avec les diplomates agents du KGB. Il sait

que James Hosty a eu accès au premier, qui est parvenu à Dallas fin octobre, mais il espère qu'il n'a pas eu le temps de lire le second, versé au dossier Oswald peu avant l'assassinat du président Kennedy. En fait, Hosty a eu connaissance des deux mémos. Sur ordre de Kyle Clark, le superviseur Ken Howe met de côté les deux documents compromettants afin qu'aucun agent de Dallas ne puisse plus y avoir accès. Howe ne les remettra à leur place qu'au lendemain de la déposition de James Hosty devant la commission Warren.

Dans des dossiers confidentiels sans doute en provenance de la CIA, James Hosty apprend que, dès l'annonce de l'assassinat du président Kennedy, « des avions militaires surarmés ont été expédiés à destination de Cuba. Ils ont été rappelés en catastrophe juste avant leur entrée dans l'espace aérien cubain. Dans le même temps, tout l'appareil militaire de guerre US avait été placé en état d'alerte. Le Pentagone avait relevé le seuil d'alerte à "Defense Condition 3", plus connu sous l'abréviation "Def Con 3", ce qui équivaut à "charger son arme, la préparer, et placer son doigt sur la gâchette en attendant de tirer". À Washington, les centres de pouvoir étaient en train de paniquer ».

À peine entré en fonction, le président Johnson ne dissimule pas son inquiétude. Si une puissance étrangère est derrière l'assassinat de Kennedy, cela veut dire la guerre. Les contacts de Lee Harvey Oswald à Mexico semblent montrer du doigt l'Union soviétique. Si tel est le cas, la guerre sera nucléaire. « Plus tard, écrit James Hosty, Johnson dira à Earl Warren, pour le convaincre d'accepter la présidence de la commission d'enquête, que si certaines informations n'étaient pas manipulées comme il fallait – c'est-à-dire étouffées –, des millions de personnes risquaient de périr. »

La réaction du président Johnson s'explique d'autant mieux qu'une aura de mystère entoure le voyage à Mexico de Lee Harvey Oswald. On sait que, lors de son séjour, Oswald a rencontré des représentants du KGB, mais aussi des diplomates espions cubains. On peut s'étonner qu'il se soit fait voir en leur compagnie dans des lieux publics. Mais le mystère commence vraiment quand on apprend qu'il n'y avait pas un, mais *deux* Lee Harvey Oswald à Mexico au même moment. Pour être plus précis, quelqu'un se faisait passer pour Lee Harvey Oswald !

Le président Johnson en a été informé le 23 novembre 1963 à 10 h 1 du matin par un appel téléphonique de J. Edgar Hoover. Lee Harvey Oswald est alors encore en vie, il est détenu à l'hôtel de police de Dallas.

Johnson demande à Hoover ce qu'il sait de « la visite à l'ambassade soviétique de Mexico ». Le directeur du FBI lui répond que « c'est une affaire très embrouillée ». Le FBI possède la photo d'un homme qui disait être Lee Harvey Oswald, en train de sortir de l'ambassade, et l'enregistrement d'une conversation téléphonique. Or, ajoute Hoover, « la photo et l'enregistrement ne correspondent pas à la voix ni à l'apparence [d'Oswald]. En d'autres termes, il semble qu'il y ait eu une seconde personne à l'ambassade soviétique ».

Deux Lee Harvey Oswald à l'ambassade soviétique à Mexico ? Quelqu'un tenait vraiment à ce que les visites du futur assassin du président Kennedy ne passent pas inaperçues. Mais qui ?

Dans la foulée de la commission Church, la Chambre des représentants crée une commission chargée notamment, elle aussi, d'enquêter sur l'assassinat de John F. Kennedy, le House Select Committee on Assassinations (HSCA). L'interrogatoire de James Hosty, en novembre 1977, est placé sous le signe de l'incompréhension. L'agent du FBI espère voir les parlementaires explorer la piste mexicaine. Mais, si le HSCA croit à un complot, il s'oriente plutôt du côté du crime organisé. Le responsable des enquêteurs en est d'ailleurs un spécialiste.

James Hosty est interrogé sur le séjour de Lee Harvey Oswald à La Nouvelle-Orléans. Les parlementaires cherchent un lien entre Lee Harvey Oswald et Carlos Marcello, le chef de la famille mafieuse qui règne sur la ville. La démarche est logique. Contredisant les conclusions de la commission Warren, ils ont déjà trouvé des liens entre Jack Ruby, l'assassin d'Oswald, et la Mafia. Intrigué par les séjours de Ruby dans le Cuba de Batista en 1959, le HSCA découvre qu'il ne s'agissait pas de simples vacances, contrairement à ce que pensait la commission Warren. Les archives des services américains de l'immigration (INS) signalent plusieurs voyages d'affaires de Ruby dans l'île, notamment peu après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro. Jack Ruby est venu pour libérer Santo Trafficante, puissant parrain américain de Tampa, propriétaire de nombreux casinos et hôtels à Cuba. Santo Trafficante a été expulsé de Cuba en octobre 1959 contre versement d'une somme estimée à 100 000 dollars. Interrogé par les parlementaires du HSCA en 1978, Trafficante admet du bout des lèvres que Raul Castro, frère de Fidel, a joué un rôle certain dans sa libération.

En novembre 1963, peu avant l'assassinat du président Kennedy, Jack Ruby rencontre Santo Trafficante et Carlos Marcello. Officiellement, il s'agit de régler un différend d'ordre syndical que Ruby aurait eu avec l'American Guild of Variety Artists (AGVA). Les enquêteurs du HSCA sont troublés : divers témoins accusent Trafficante et Marcello d'avoir parlé d'assassiner le président Kennedy dès la fin de 1962.

Au grand dam de James Hosty, les conclusions du HSCA affirment que le président Kennedy a peut-être été victime d'un complot, mais que toute participation des Soviétiques, des Cubains ou de la Mafia en tant que telle est exclue. En revanche, elles n'écartent pas la possibilité que des « individus » ou des « groupes » de la Mafia aient organisé un tel complot.

En 2007, avant de mourir, un vieillard grabataire, rongé par le cancer et la gangrène, livre à son fils ce qu'il prétend être la vérité sur l'assassinat de Kennedy. Le vieil homme n'est pas n'importe qui : il s'appelle E. Howard Hunt et est une légende au sein de la CIA, où l'on dit que le héros de *Mission impossible*, Ethan Hunt, a été ainsi baptisé pour lui rendre hommage. Après son départ de la CIA, il s'est fait remarquer en organisant le cambriolage du siège du Parti démocrate, dans l'immeuble du Watergate, à Washington, qui sera à l'origine de l'affaire éponyme. En 1974, un chercheur découvre les photos de trois clochards prises le 22 novembre 1963, non loin du cortège présidentiel, peu avant que ne soient tirés les coups de feu mortels. Un des fils d'Howard Hunt croit reconnaître son père. Ce dernier nie, mais sur son lit de mort finit par reconnaître sa participation au complot. Mieux, il dessine l'organigramme du complot. A-t-il encore toute sa tête quand il le fait ? Au sommet, il place le président Lyndon Johnson ; en dessous, un des agents les plus fous de la CIA, Bill Harvey, et, tout en bas, les tueurs de la Mafia, dont un Corse. Le fils de E. Howard Hunt jure que son père était encore lucide au moment de sa confession. Les tenants de la théorie du complot se régalent.

Ce n'est pas la première fois que le nom de Lyndon Johnson est cité. Quant à Bill Harvey, il a été chargé en 1962 de « superviser » les parrains de la Mafia chargés de tuer Fidel Castro, et il était présent à Dallas le 22 novembre 1963 ; réputé pour son esprit pervers, il était tout à fait capable d'organiser le jeu de piste mexicain qui a failli précipiter la planète dans un conflit nucléaire.

Après avoir assisté à l'autopsie du président Kennedy, les Agents spéciaux Fox O'Neil et Jim Sibert ont contredit la thèse de la « balle magique » échafaudée pour exclure tout autre tireur que Lee Harvey Oswald. En essayant de dépiauter ce que des historiens ont surnommé l'« oignon mexicain », James Hosty s'est aventuré là où peu d'enquêteurs se sont hasardés. Les enquêtes des trois Agents spéciaux auraient dû les amener à subodorer l'existence d'un complot. Il n'en a rien été : en dépit de tout ce qu'ils ont vu et appris, tous trois se disent convaincus que Lee Harvey Oswald a agi seul. Mais affirmer le contraire pourrait les conduire à remettre en question tout ce à quoi ils croient, ce pour quoi ils ont combattu toute leur vie durant…

V

Inquiétude (1964-1968)

Bobby et J. Edgar – Où il est question des « Noirs » du Bureau – Tout le monde au régime ! – De l'Opération « Miburn » – Où le lecteur découvre une arme redoutable : « Cointelpro » – Mafia contre Ku Klux Klan – Où l'on fait la connaissance d'un monstrueux infiltré – FBI contre Martin Luther King – Feu sur Martin Luther King !

Bobby et J. Edgar

Peu de temps après la victoire de John Fitzgerald Kennedy à l'élection présidentielle, Bobby Kennedy a refusé le poste de Procureur général qui lui était offert. Joseph Kennedy, père de Bobby et de John Fitzgerald, est alors inquiet : le Président ne connaît aucun des membres de son gouvernement, il a besoin d'avoir à la Justice quelqu'un en qui il ait une totale confiance. Joseph Kennedy va donc trouver son ami J. Edgar Hoover et lui demande d'intervenir auprès de Bobby pour qu'il accepte le poste de Procureur général.

Hoover connaît peu Robert Kennedy. Il a suivi sa carrière politique, a assisté à ses débuts au sein de la commission dirigée par le redoutable sénateur Joseph McCarthy. Mais Bobby ne s'entendait pas avec Roy Cohn, bras droit de McCarthy. Les deux hommes en sont même venus aux mains en plein Sénat. Sommé de trancher, McCarthy a choisi Roy Cohn. Bobby

Kennedy a démissionné pour rejoindre la commission sénatoriale chargée d'enquêter sur les pratiques illégales au sein des syndicats américains, donc sur la Mafia. Hoover n'éprouve peut-être pas d'affection particulière pour Bobby Kennedy, mais il respecte son anticommunisme et son courage. Il estime alors qu'il ferait un bon Procureur général. Il s'en va donc le trouver pour le convaincre d'accepter l'offre de son frère. Bobby hésite et finit par dire oui.

« C'est le pire de tous les conseils que j'aie jamais donnés de ma vie ! » confiera peu après Hoover. Tout oppose, en fait, les deux hommes : leurs origines, leur conception de la justice, mais surtout leurs priorités. Bobby Kennedy rêve d'en découdre avec la Mafia ; le directeur du FBI n'en voit pas l'intérêt. Le Procureur général est un chaud partisan de l'égalité des droits civiques pour les Noirs ; le directeur du FBI est plus réticent, il voit un complot communiste derrière les marches et les mouvements de protestation qui gagnent la communauté de couleur. Et puis, il y a des questions d'ego. Jusqu'alors, J. Edgar Hoover a toujours eu un accès direct aux présidents des États-Unis. Or Bobby Kennedy lui impose de passer par lui s'il veut voir son frère. « Bobby voulait se débarrasser de J. Edgar Hoover, explique Cartha DeLoach. Il voulait s'approprier le FBI. »

Un équilibre fragile finit néanmoins par s'instaurer. Le président Kennedy et son père l'ambassadeur y contribuent grandement. Mais le Président est assassiné et le vieil ambassadeur, victime d'un accident cérébral. Bobby et J. Edgar se retrouvent face à face, sans personne pour les séparer.

Bobby dégaine le premier. Interrogé sur l'assassinat de son frère, il dit qu'il n'est pas près d'oublier le coup de fil glacial du directeur du FBI : « En m'annonçant la nouvelle, déclare-t-il, il n'était pas aussi bouleversé que s'il m'avait signalé avoir découvert un communiste [dans une université américaine] ! »

Furieux, J. Edgar Hoover refuse alors de prendre le Procureur général au téléphone. Bobby Kennedy exige d'avoir une ligne directe avec le Directeur. Hoover la fait aboutir sur le bureau de sa secrétaire personnelle, la très fidèle Helen Gandy. Bobby tape du poing sur la table et obtient que le téléphone direct soit placé sur le bureau du directeur du FBI.

La première fois que Bobby appelle, J. Edgar Hoover, qui est en réunion avec quelques agents dans son bureau, laisse sonner le téléphone, sans répondre. Quand la sonnerie s'arrête, le Directeur se tourne vers un de

ses assistants et, désignant l'appareil, dit : « Maintenant, on peut peut-être le rapporter sur le bureau de Mademoiselle Gandy ? » À compter de ce jour, les deux hommes ne se sont pratiquement plus jamais parlé. Ce qui n'est pas sans poser problème dans un pays au bord de l'explosion raciale.

En ce début des années 1960, la question qui hante les États-Unis est celle de l'égalité des droits civiques pour les Noirs. Depuis dix ans, le mouvement a gagné en ampleur. Des dizaines de milliers de manifestants réclament régulièrement la fin de la ségrégation dans les transports publics, dans les écoles, et surtout la possibilité pour les Noirs de s'inscrire sur les listes électorales et de voter sans risquer de se faire lyncher. En 1954, un arrêt de la Cour suprême déclare anticonstitutionnelle la ségrégation raciale dans les écoles publiques. L'année suivante, le boycott des bus à Montgomery est déclenché à la suite de l'arrestation de Rosa Parks, qui refuse de laisser son siège dans un bus à un Blanc. Parmi les dirigeants du mouvement, un jeune pasteur peu connu à l'époque, Martin Luther King Jr., qui prône la non-violence et la désobéissance civile. Après plus d'un an de boycott, la Cour suprême déclare anticonstitutionnelle la ségrégation raciale dans les bus en vigueur en Alabama. John Fitzgerald et Bobby Kennedy comptent parmi les plus ardents partisans de ce mouvement.

Il n'a pas échappé aux responsables du FBI, dont Cartha DeLoach, que, depuis l'assassinat de son frère, Bobby Kennedy a infléchi la politique du Département de la Justice. Désormais, la lutte contre la Mafia est reléguée au second plan au profit de l'octroi des droits civiques à la communauté noire. Quarante-cinq ans plus tard, Cartha DeLoach s'interroge encore sur les raisons d'un tel changement de cap. Ce choix était-il dicté par un sentiment de culpabilité pour avoir placé son frère en porte-à-faux vis-à-vis des parrains qui avaient financé la campagne présidentielle démocrate de 1960 ? S'agissait-il d'un calcul électoral ? Bobby Kennedy va alors se présenter aux prochaines élections sénatoriales. Or la lutte en faveur des droits civiques est, pour un démocrate, plus payante que la lutte contre la Mafia. Mais il est des machines lentes et lourdes à bouger : le FBI est de celles-là. Avec seulement quelques six mille agents, le Bureau ne peut être sur tous les fronts.

Le Bureau et « ses Noirs »

On a longtemps dit que l'entrée tardive du FBI dans la bataille pour les droits civiques des Noirs était due au racisme de J. Edgar Hoover. Certains historiens ont cru trouver une explication en prêtant à Hoover d'incertaines origines métisses. Mais l'explication est plutôt à chercher du côté du conformisme du directeur du Bureau. Quand on lui demande si Hoover était raciste, Cartha DeLoach répond, indigné, que certaines des relations de Hoover étaient noires, et il énumère la liste des agents de couleur qui travaillaient pour le Bureau au début des années 1960. Elle est plutôt courte. Dans ses mémoires, William C. Sullivan, directeur de la section « Domestic Intelligence », raconte comment le Directeur s'est joué des représentants de l'ACLU (American Civil Liberties Union) venus compter le nombre des employés noirs du « Siège du Gouvernement ». « À l'époque, sur les 4 000 employés du FBI qui travaillaient sur trois étages, il n'y avait que huit jeunes femmes noires, qui travaillaient toutes au premier. » Guidés par Cartha DeLoach, les représentants de l'ACLU notent leur présence, avant de poursuivre leur visite. « Au moment où les hommes de l'ACLU s'apprêtent à gagner le deuxième étage, DeLoach s'arrange pour que les filles gagnent cet étage par les escaliers. » Même chose pour la visite du troisième et dernier étage. Selon William C. Sullivan, les envoyés de l'ACLU n'ont pas remarqué qu'ils voyaient tout le temps les mêmes employées.

Au début des années 1960, la revue *Ebony*, mensuel féminin de la communauté noire, consacre un long article au FBI, comparé à un « lys blanc » en raison du peu de Noirs qui y travaillent. « Sensible à cette mauvaise publicité, relate William Sullivan, Hoover décide de convaincre la rédaction d'*Ebony* qu'elle a tort. La chose la plus sensée eût été de changer de politique d'embauche du personnel, mais Hoover ne tenait pas à changer de politique, il voulait seulement changer d'image. » Le directeur du FBI invite donc le propriétaire d'*Ebony* et lui présente *son* Noir. Il s'appelle Sam Noisette et a le titre d'Agent spécial.

Sam Noisette est une sorte de majordome dont la fonction consiste à introduire les visiteurs dans le bureau de J. Edgar Hoover – travail qui, à en croire William C. Sullivan, est loin d'être de tout repos. Le malheureux Noisette doit composer avec les sautes d'humeur du Directeur. Il lui arrive souvent d'être « exilé » dans les sous-sols du FBI où, en guise de punition, il doit travailler à l'intendance du bureau. Sullivan a le cœur serré chaque fois qu'il croise Noisette portant alors une blouse grise qui tranche avec la

recherche de sa mise quand il officie dans l'antichambre du Directeur. « Hoover était presque aussi maniaque de la propreté que Howard Hughes », souligne William C. Sullivan. Il avait horreur des mouches, et l'une des missions de Sam Noisette consistait à les tuer à l'aide d'une tapette. Souvent, le Directeur appelait son majordome pour lui signaler un diptère d'un air sévère et dégoûté. Quand Noisette ratait son coup, Hoover s'énervait et, si par malheur l'insecte volait jusqu'à lui, il lui arrivait de hurler. Le malheureux Noisette devait parfois tuer l'insecte sur la personne de son directeur. « Quand ça arrive, je me fais du souci, confia Sam Noisette à William Sullivan. Il me vient à l'esprit des visions de blouse grise et de sous-sol. »

À ses heures perdues, Sam Noisette peint des scènes bucoliques qu'il expose dans une galerie de Washington. Les principaux responsables du Bureau sont tenus de s'y rendre. Et malheur aux tire-au-flanc : « Ils seront traités avec sévérité ! » tonne le Directeur, faisant preuve d'un paternalisme que n'aurait pas désavoué le propriétaire de l'Oncle Tom. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que J. Edgar Hoover ne voie pas la nécessité d'embaucher davantage d'agents noirs. De même ne comprend-il qu'avec retard la nécessité d'intervenir dans le Sud où les militants des droits civiques sont harcelés par le Ku Klux Klan et autres ségrégationnistes de tout poil. « Nous sommes des enquêteurs, pas des policiers. Nous ne sommes pas là pour protéger les militants des droits civiques », aimait à répéter Hoover. Mais la fièvre monte dans le Sud, surtout dans l'État du Mississippi, et le FBI ne pourra longtemps rester à l'écart de l'incendie qui couve.

Tout le monde au régime

En ce début de l'année 1964, J. Edgar Hoover a un problème : il se trouve trop gros. Alors qu'il s'habille pour une soirée de gala à la Maison-Blanche, il découvre qu'il ne rentre plus dans son smoking. Il décide de se mettre au régime. C'est-à-dire, précise Cartha DeLoach : pas de dessert, mais toujours son bon vieux Jack Daniels après une rude journée de travail. Le Directeur estime que ses agents sont eux aussi trop gros : il leur ordonne d'aligner leur poids sur les critères retenus par les compagnies d'assurance-vie. Sinon, pas d'augmentations, pas de promotions, pas de mutations

favorables ! Les responsables du Bureau sont priés de donner l'exemple. Avant qu'ils ne commencent leur régime, le boss vérifie lui-même leur poids.

J. Edgar Hoover convoque dans son bureau trois de ses cadres, dont Cartha DeLoach. Il les attend à côté d'une balance. Ils tombent la veste et le pantalon, montent à tour de rôle sur le plateau. Le Directeur procède lui-même à la pesée et note le poids de ses hommes en affichant un air dégoûté. « Nous étions tous en surpoids », frissonne DeLoach. Au Quartier général, on les surnomme depuis lors les « Cuirassés ». Ils se mettent au régime. En quelques semaines, ils ont fondu, mais DeLoach remarque que le tour de taille de son patron reste égal.

À cette époque, un journaliste du *Washington Star* colle aux basques de J. Edgar Hoover afin de rédiger son portrait. Ami de DeLoach, le journaliste lui remet une copie du papier avant publication. DeLoach le lit et, consterné, se précipite chez Clyde Tolson pour lui montrer une déclaration attribuée au Directeur : « Je viens juste de passer ma visite médicale annuelle, je suis en parfaite condition physique, je ne pèse que 87 kilos, le poids recommandé par la compagnie d'assurance Metropolitan Life pour un homme de ma taille. »

Gêné, DeLoach explique à Tolson que, selon les critères des compagnies d'assurance, Hoover est en surpoids. Diplomatiquement, il ajoute que les milliers d'agents qui se serrent la ceinture risquent fort de ne pas apprécier. Tolson blêmit, tape du poing sur la table : le Directeur n'est pas gros ! DeLoach suggère de demander l'avis du directeur administratif du FBI, qui s'occupe entre autres de la santé des agents. DeLoach lui pose le problème suivant : sachant que le Directeur pèse 87 kilos pour 1,79 mètre, quel est son surpoids ?

Silence gêné du malheureux directeur administratif, qui gémit :

« Suis-je obligé de répondre à une question aussi stupide ? »

DeLoach reformule son problème : connaissant le poids d'un individu que l'on ne nommera pas (87 kilos), et sa taille (1,79 mètre), calculez son surpoids… La réponse est : 13 kilos.

Défait, Tolson se tourne vers DeLoach. Nouveau problème : qui va annoncer la mauvaise nouvelle au patron ?

« C'est mieux si c'est vous qui le faites », dit Tolson à DeLoach.

Porteur de la mauvaise nouvelle, DeLoach redoute les foudres du Directeur. Mais, à sa grande surprise, J. Edgar Hoover prend la chose avec

philosophie et demande à son numéro trois d'amputer l'article du *Washington Star* de la citation incriminée. L'article paraîtra donc sans la référence au poids du patron du FBI. Hoover ne renoncera pas pour autant à faire maigrir ses hommes. Mais les agents ont d'autres problèmes, surtout dans le sud du pays…

Mississippi Burning

L'État du Mississippi est sur le point de s'embraser. Là, seulement 6 % des Noirs sont inscrits sur les listes électorales. Deux organisations antiségrégationnistes, le CORE et le SNCC, lancent l'« Été de la liberté ». Des centaines de militants antiségrégationnistes viennent du Nord pour inciter les Noirs à participer aux élections. Le Congrès s'apprête à voter le *Federal Voting Right Act* afin de combattre les discriminations électorales. L'« Été de la liberté » sera chaud. Très chaud, même. La nuit appartient au Ku Klux Klan : des dizaines d'églises brûlent, des voitures explosent, des croix géantes sont enflammées devant les baraques des Noirs. Les jeunes venus du Nord sont roués de coups, souvent dès leur descente du bus. Le pays est en émoi. Partout, on se mobilise. Au matin du 21 juin 1964, trois jeunes militants du CORE, James Chaney, Andrew Goodman et Michael Schwerner, arrivent à Longdale pour enquêter sur l'incendie criminel de l'église Mount Zion et le passage à tabac de trois Noirs. Ils repartent peu après pour Meridian. Depuis, nul ne les a plus revus. Leurs proches alertent vite le FBI.

Depuis 1962, John Proctor est l'« agent résident » du FBI pour la ville de Meridian. Il est à lui seul le représentant du Bureau pour la région ; il s'occupe des réserves indiennes, des fugitifs, des vols de voitures et des violations des droits civiques. Fort en gueule, malin, il est le modèle de l'agent du FBI joué par Gene Hackman dans le film d'Alan Parker *Mississippi Burning* en 1988. Il possède un impressionnant réseau d'informateurs parmi les bouilleurs de cru et les trafiquants d'alcool du Ku Klux Klan, et au sein de la communauté noire.

Son « superviseur » le charge dès le 22 juin d'enquêter sur la disparition des trois jeunes militants. Il remonte la piste jusqu'à Longdale, interroge les familles noires qui se terrent à côté de l'église incendiée. Les poches bourrées de bonbons, il apprend des enfants ce que les parents cachent. Pour rentrer à Meridian, les militants sont passés par la petite ville de Philadelphia.

John Proctor connaît le shérif de Philadelphia, Lawrence Rainey, et son adjoint, Cecil Price. En apparence, leurs rapports sont cordiaux, mais, de part et d'autre, on se méfie. Les responsables des forces de l'ordre de Philadelphia expliquent à Proctor qu'ils ont arrêté les trois jeunes gens pour excès de vitesse, mais les ont relâchés le soir venu. L'agent du FBI n'a aucune raison de douter de leur témoignage.

Le préposé à la police de la réserve indienne des Choctaw, un de ses amis, l'appelle. Il a des révélations à lui faire, mais pas par téléphone. Ici, tout le monde se méfie de tout le monde. Les deux hommes se rencontrent et Proctor apprend que des Indiens ont repéré la carcasse encore fumante d'une voiture incendiée près du pont qui surplombe la Bogue Chitto Creek. C'est celle des trois disparus. John Proctor songe alors à alerter ses supérieurs. Il est au milieu de nulle part, en plein territoire du Klan. Il ne peut se servir de sa radio, de crainte d'être écouté par la police d'État (State Highway Patrol), véritable nid de serpents du Klan. Seule solution : le téléphone. Il se rend jusqu'à une ferme située à plus d'un kilomètre de là et se fait passer pour un représentant de commerce. À mots couverts, il alerte le bureau de La Nouvelle-Orléans, dont il dépend. Son interlocuteur lui demande s'il a vu des cadavres. Proctor n'a pas bien regardé à l'intérieur de la voiture. Il va retourner sur place pour s'en assurer. Son interlocuteur le prie de le rappeler quinze minutes plus tard. Impossible de faire l'aller et retour et de vérifier la présence de cadavres dans le délai imparti. L'agent de La Nouvelle-Orléans s'en moque : il veut l'entendre tous les quarts d'heure. On ne plaisante pas avec la sécurité, au pays du Klan.

À première vue, il n'y a pas de cadavres dans la voiture ni dans les environs. À son retour à Meridian, John Proctor est accueilli par une dizaine d'agents venus en renfort. Bientôt, ils seront plus de deux cents. Le FBI vient de lancer la plus grosse opération de son histoire, « Miburn » (*Mississippi Burning* : le Mississippi brûle).

Joseph Sullivan est le responsable de « Miburn ». Il a été l'un des tout premiers arrivés à Meridian. Il arrive de Memphis, où il évaluait la menace représentée par le Ku Klux Klan dans le Sud. Il vient d'être nommé Major Case Inspector, sorte de contrôleur général du Bureau, après avoir été le SAC de Houston et de l'Alaska. C'est un homme dur, efficace, taillé pour traiter des dossiers délicats. Les responsables du casting du film *Mississippi Burning* ne se sont pas vraiment trompés en choisissant l'acteur Willem Dafoe pour l'incarner à l'écran.

À Philadelphia, où les trois jeunes gens ont disparu, les autorités ont imposé le couvre-feu à l'annonce d'une marche de protestation en direction de la cour de justice du comté de Neshoba. À Washington, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) manifeste devant le Département de la Justice ; elle est reçue chaleureusement par Bobby Kennedy, qui jette tout le poids du Département de la Justice dans la bataille.

Le FBI a mesuré la gravité de la situation. J. Edgar Hoover a envoyé l'un de ses meilleurs hommes, le directeur-adjoint responsable de la division des Enquêtes, Al Rosen, pour coordonner l'activité des centaines d'agents qui ont pris la route du Mississippi. Al Rosen : trente cinq ans de Bureau, un homme patient, fin politique, mais aussi un chasseur hors pair, n'ayant pas son pareil pour flairer les pistes. Il comprend très vite que les chances de retrouver les trois jeunes gens en vie sont très minces. Alors, il ordonne à ses hommes de sonder les marais de Bogue Chitto où la carcasse calcinée de la voiture des militants a été découverte. Mais ils ne sont pas assez nombreux.

Le secrétaire à la Défense, Robert McNamara, propose d'envoyer en renfort des hommes aguerris qui ont l'habitude des conditions difficiles pour avoir combattu au Vietnam : les marines. Al Rosen est pour. Mais les hommes politiques locaux – démocrates en tête – craignent que leurs électeurs n'y voient le début d'une occupation militaire. Alors on se rabat sur des marins qui, par centaines, vont patauger dans les marais. Sans grand succès.

Début juillet, plus d'une centaine d'agents du FBI ont envahi le comté de Neshoba. Ils dépendent de La Nouvelle-Orléans, de Memphis ou de Washington, faute de bureau dans le Mississippi. Le bureau du FBI à Jackson a été fermé en 1946 pour cause de travail insuffisant. Depuis lors, les enquêtes fédérales dans l'État sont du ressort du bureau de Memphis (Tennessee) pour le nord, de celui de La Nouvelle-Orléans (Louisiane) pour le sud. Deux agents résidents expédient les affaires courantes. La réouverture du bureau du FBI à Jackson s'impose. Même l'envoyé spécial du président Johnson, Allen Dulles, ancien directeur de la CIA, chargé de dresser un état des lieux, en convient.

Le 3 juillet 1964, J. Edgar Hoover promet au président Johnson d'ouvrir un bureau à Jackson en un temps record. Les SAC de Memphis et de La Nouvelle-Orléans ont cinq jours pour le faire. Hoover a toujours aimé

imposer des délais très courts à ses agents. Le soir même, le SAC de La Nouvelle-Orléans téléphone à son collègue de Tampa. Il est effondré : jamais il ne tiendra ce délai. Washington lui a dit de demander conseil au SAC de Tampa : c'est un expert en la matière, il a réussi à ouvrir son bureau plus vite que prévu, en 1960. Après avoir raccroché, le SAC de Tampa confie à l'ASAC Neil Welch : « Ils n'y arriveront jamais ; moi, il m'a fallu trois mois pour ouvrir mon bureau. Ils ont un gros problème : le système d'archivage de La Nouvelle-Orléans et celui de Memphis sont très différents. Les cartes n'ont pas la même dimension, on ne peut pas les mélanger. »

Pendant ce temps, au « Siège du Gouvernement », J. Edgar Hoover, Clyde Tolson, Cartha DeLoach et d'autres responsables du FBI sont réunis pour nommer le SAC de Jackson et son ASAC. Leur choix se porte sur Roy K. Moore, un dur de dur, ex-marine, qui a derrière lui vingt-six ans de carrière au sein du Bureau. Il est l'un des rares à avoir infiltré le Klan. Hoover téléphone à Roy K. Moore pour lui communiquer ses instructions : partir sur-le-champ sans rien dire à personne. Le Directeur lui annonce aussi le nom de son second : Neil Welch.

Roy K. Moore raccroche, se lève, saisit son chapeau, quitte son bureau et prend la direction de Jackson. Il y arrive trois heures plus tard. Objectif numéro un : trouver un local. Jackson est une petite ville de moins de 100 000 habitants où tout se sait. Le nouveau SAC se méfie avant tout du Ku Klux Klan. Il rechigne à dire qu'il est du FBI. Il déclare travailler pour le gouvernement, sans autres précisions. Impossible de dénicher le moindre espace. Les choses changent quand il révèle son appartenance au FBI. « "Ça, c'est une autre histoire !" Et, à sa grande surprise, il a pu brusquement obtenir ce qu'il voulait », explique Neil Welch.

Quelques heures plus tard, le FBI a une adresse au cœur de Jackson, dans la grand-rue, au second étage d'un petit immeuble occupé par une banque, la Federal Saving and Loan, entre la résidence du gouverneur et le parlement régional. Mais l'endroit est vide. Il faut cloisonner, aménager les bureaux, les salles de réunion, les toilettes. Trois jours plus tard, un entrepreneur en BTP de La Nouvelle-Orléans a dessiné l'espace, posé des cloisons rudimentaires, installé l'air conditionné et donné un coup de peinture. L'inauguration doit avoir lieu le lendemain. Roy K. Moore attend J. Edgar Hoover avec une escorte d'officiels et de journalistes. À la dernière

minute, un agent se précipite pour acheter un tapis afin d'en recouvrir le sol en béton.

Le 10 juillet 1964, un jet-star de la Maison-Blanche se pose sur l'aéroport de Jackson avec à son bord J. Edgar Hoover, Clyde Tolson, Cartha DeLoach et trois journalistes. Ils sont accueillis par Roy K. Moore, qui leur fait un point de la situation : la seule bonne nouvelle, c'est qu'il n'y en a pas de mauvaises.

Les locaux ne sont pas encore tout à fait terminés. Roy K. Moore met en garde DeLoach : « Ici, c'est comme à Hollywood. Ça ressemble à un bureau, mais ce ne sont que des décors. Ne vous appuyez pas contre les cloisons, on n'a pas eu le temps de les consolider. »

« Quand j'ai découvert le nouveau bureau, se souvient Cartha DeLoach, mon cœur s'est serré. Trois pièces à peine étaient aménagées, et encore, elles n'étaient pas achevées. » Un agent venu de Washington s'appuie sur une cloison qu'il manque de faire s'effondrer. Mais dans les coulisses, le FBI ne plaisante pas.

Le gouverneur Paul Johnson, qui reçoit J. Edgar Hoover, a tôt fait de s'en apercevoir. « Gouverneur, lui déclare le directeur du FBI, le Président me charge de vous dire que les troupes fédérales n'interviendront pas tant que vous contrôlerez la situation. » La menace n'est pas vaine : le président Johnson a proposé au FBI l'instauration de la loi martiale sur le territoire de l'État, qui serait placé sous l'autorité de la 82^{e} division aéroportée.

J. Edgar Hoover a transmis au SAC de Jackson qui, après mûre réflexion, a décliné cet appui : le FBI devrait pouvoir s'en sortir seul. Non sans mal : dès leur arrivée dans l'État, les agents ont reçu des menaces de mort, on leur a craché dessus, on a brûlé des croix devant leurs demeures. Mais « la prochaine fois qu'un homme du Klan défiera un agent, dit Hoover au gouverneur, le défi sera relevé ». Le Klan s'en est d'ailleurs déjà aperçu.

« Dans un comté isolé et rural près de Natchez, raconte Neil Welch, deux membres du Klan ont prétendu qu'ils tueraient le premier agent du FBI qu'ils verraient. L'Agent spécial Paul Cummings a relevé le défi. Accompagné de ses G-men, il a pris position en face du saloon fréquenté par les hommes du Klan. Il les met au défi de se montrer. Personne ne sort. Cummings dégaine son arme et tire dans la vitrine du saloon avant de repartir. Depuis, nous n'avons plus reçu de menaces dans ce comté. »

Avant de prendre congé du gouverneur, J. Edgar Hoover se tourne vers Cartha DeLoach et lui demande de lui passer la liste des policiers qui

appartiennent au Ku Klux Klan. « Je lui ai remis une feuille avec des noms, que Hoover a tendue au gouverneur ; celui-ci en est resté sans voix, il était aussi gêné que s'il pleuvait sur ses petits mocassins », témoigne DeLoach.

En cette fin de journée du 10 juillet, Hoover, Tolson et DeLoach sont au Sun 'nd Sun Motel, où ils doivent passer la nuit. Les trois hommes sont épuisés. Il leur reste une dernière chose à faire avant de pouvoir prendre du repos : faire le point avec les responsables de « Miburn » dans la suite de J. Edgar Hoover. Al Rosen est porteur de la première bonne nouvelle depuis longtemps. La campagne de recrutement d'informateurs à l'intérieur du Ku Klux Klan, lancée en juillet, commence à porter ses fruits. Le FBI a déjà recruté deux informateurs de première importance : un policier travaillant pour l'État et un pasteur. Les deux hommes savent où sont enterrés les corps des trois militants des droits civiques. Ils veulent de l'argent, beaucoup d'argent : 25 000 dollars.

Hoover se tourne vers DeLoach et Tolson. Ils sont pour.

« Faites une offre », dit-il à Al Rosen.

Puis, à DeLoach : « Occupez-vous de faire apporter l'argent au quartier général du FBI. »

La journée a été longue. Les trois dirigeants du FBI vont dormir. Leur nuit sera courte. Hoover a donné l'ordre de ne lui passer aucun coup de téléphone jusqu'au matin. Pas DeLoach : il faut bien qu'un des responsables reste joignable. Le premier coup de fil anonyme le réveille peu après minuit. Un homme du Klan menace de leur tirer dessus s'ils quittent leur chambre. « On vous attend », lui répond DeLoach.

Énervé, le numéro trois du Bureau fait un tour d'inspection autour du motel. Il croise le SAC de Jackson, Roy K. Moore, qui monte la garde dans sa voiture. DeLoach lui demande de faire venir des renforts. De retour dans sa chambre, il a du mal à trouver le sommeil. Ce ne sont pas les autres coups de fil anonymes qui le tiennent éveillé. Il espère que l'argent que le FBI s'apprête à verser aux deux informateurs sera un bon investissement.

Quelque temps plus tard, un jeune agent du FBI en poste à Washington reçoit l'ordre de son supérieur d'acheminer un colis jusqu'au SAC de Jackson. Il a pour consigne de ne jamais se séparer du paquet. « Et si tu dois aller aux toilettes, tu as intérêt à le prendre avec toi », lui lance son supérieur. Le jeune agent s'exécute. Arrivé à Jackson, il remet le paquet à Joe Sullivan, qui le remercie avant de le congédier. Le coursier n'a

découvert que quarante-quatre ans plus tard la nature de son colis. « Si j'avais su, dira-t-il, j'aurais pissé dans mon pantalon plutôt que d'aller aux toilettes ! »

Les négociations avec les deux informateurs commencent[1]. Elles sont compliquées. D'abord, il y a la question de la somme : c'est 5 000 dollars de plus que ce qu'avait annoncé Al Rosen à Hoover. « Ce n'est pas trop cher payé pour résoudre une des plus grosses affaires du pays », souligne Cartha DeLoach. Mais le FBI veut bétonner le dossier : en plus des trois corps, les agents fédéraux veulent les noms des assassins, et des témoignages qui puissent tenir la route devant un jury d'assises. Les informateurs refusent de dénoncer leurs camarades et n'ont aucun désir de témoigner en public. Si le FBI veut la vérité, il devra la trouver ailleurs. C'est à prendre ou à laisser. Le FBI prend. Il n'a pas le choix. Pas de corps, pas d'affaire…

À la fin du mois d'août, Joe Sullivan et John Proctor ont enfin l'information qu'ils recherchent : les trois hommes ont été enterrés dans un barrage situé sur la rivière qui traverse le ranch Old Jolly, à Neshoba County. Al Rosen informe aussitôt Cartha DeLoach : « Nous avons décidé de ne pas nous précipiter tout de suite avec des pelleteuses mécaniques pour commencer à retourner la terre, explique DeLoach. Sullivan était convaincu que l'information était solide, mais nous n'avions aucun moyen de la vérifier. Les informateurs étaient certains de connaître l'emplacement des corps, mais ils se trompaient peut-être. Peut-être même avaient-ils été eux-mêmes induits en erreur. »

Alors le Bureau temporise, reprend tout à zéro. Tout le monde est interrogé une nouvelle fois. En vain. Le 2 août au petit matin, des dizaines d'agents du FBI dirigés par Joe Sullivan investissent le ranch Old Jolly et s'arrêtent devant un barrage. Il croule sous la végétation : visiblement, personne ne l'a curé depuis longtemps. Le soleil va se lever. Les conditions sont propices à une reconnaissance aérienne. Joe Sullivan dépêche deux de ses agents auprès du commandant de la base navale aéroportée la plus proche. Ils sont de retour quelques heures plus tard à bord d'un hélicoptère qui survole l'endroit. Sullivan et ses hommes ne sont pas devant le bon barrage ; il y en a un autre un peu plus loin. Sullivan et les autres agents y courent. Ce barrage-là est énorme. Ils n'en viendront jamais à bout sans machines.

Le 4 août au matin, un convoi composé de voitures du FBI, d'une pelleteuse et d'un bulldozer déboule au ranch Old Jolly. Joe Sullivan remet un mandat de perquisition au propriétaire. À 15 heures, la pelleteuse tombe sur les cadavres des trois jeunes gens. La prudence étant de mise, Sullivan prévient Cartha DeLoach en se servant d'un code : il parle de la découverte de gisements de pétrole. Pendant ce temps, au pied du barrage, un agent du FBI photographie longuement les cadavres. C'est John Proctor, l'homme par qui les informations sont venues. Il sait que son travail est loin d'être terminé. Reste encore à identifier les coupables, à les arrêter et à les déférer devant les tribunaux.

Pour cela, il est besoin de deux choses : de la sueur et de la chance.

Dans la chaleur de l'été du Mississippi – le thermomètre dépasse souvent les 40 degrés –, les agents du FBI remontent la moindre piste, interrogent plus d'un millier de témoins, recrutent des dizaines d'informateurs qui prennent un malin plaisir à les envoyer sur de fausses pistes. « Ici, le Klan règne en maître, tout le monde fait partie du Klan dans sa tête », constate, désabusé, Joe Sullivan. Mais la chance tourne. Des informateurs commencent à fournir des indications valables. Tous appartiennent à la *klavern*[2] de Lauderdale County (Meridian) ; ils sont beaucoup plus bavards que leurs frères d'armes de Neshoba County (Philadelphia). « Si la *klavern* de Neshoba avait fait le coup, les tueurs s'en seraient sortis », admettra Joe Sullivan.

Voici ce que John Proctor et Joe Sullivan apprennent. Après avoir été arrêtés par le shérif de Philadelphia, les trois jeunes militants ont bien été relâchés au soir du 21 juin 1964. Ils ont quitté la ville à bord de leur voiture. Mais ils ont à nouveau été arrêtés par le shérif-adjoint, Cecil Price. Cette fois, au lieu de les ramener en prison, le shérif-adjoint les a remis à dix-neuf hommes du Klan, supervisés par le shérif de Philadelphia. Les trois jeunes gens sont alors poussés dans une voiture qui démarre, suivie par les autres véhicules. Le cortège s'arrête deux kilomètres plus loin, en rase campagne. C'est là que les trois militants sont assassinés par balles.

John Proctor étudie les dossiers des dix-neuf hommes et son choix se porte sur le maillon faible de l'équipe de tueurs. Il s'appelle James Jordon, il travaille dans un motel et gère aussi un boui-boui où l'on sert des boissons alcoolisées issues des alambics des bouilleurs de cru locaux. James Jordon est un marginal. Même au sein de la *klavern*. Lors du triple

assassinat, il a supplié ses frères d'armes de lui en « garder un ». Déception : il ne restait plus que le militant noir à tuer. Il lui a tiré dans le ventre avant de crier : « Vous ne m'avez laissé qu'un nègre, mais au moins je me suis fait un nègre ! »

John Proctor retrouve James Jordon à Gulfport, non loin de La Nouvelle-Orléans, où il travaille désormais comme surveillant sur un site de missiles. Jordon est nerveux, mais a envie de parler. L'agent du FBI le sent. Il alterne promesses et menaces. Il lui offre 3 500 dollars en échange de son témoignage. Jordon, qui a des soucis financiers, hésite. Proctor menace de le jeter en prison pour longtemps. Jordon a peur. Puis Proctor le rassure et promet de mettre en scène son arrestation de sorte que ses frères d'armes n'aient pas de soupçons. L'agent du FBI abat alors sa carte maîtresse : le Bureau sait tout de lui, à commencer par son numéro secret à l'intérieur du Klan (le 12).

James Jordon craque et reconnaît avoir fait partie du commando. Finalement, après cinq jours d'interrogatoires, il accepte de témoigner contre les autres tueurs du Klan. Dans la foulée, le FBI arrête dix-huit personnes, dont le shérif Lawrence Rainey, son adjoint, Cecil Price, et le « Grand Sorcier impérial » du Klan, Samuel Bowers. Reste à les déférer devant les tribunaux : la marge de manœuvre du FBI est très étroite. Le Bureau subit un premier revers quand un juge local ordonne un non-lieu en faveur des dix-neuf tueurs. Le Département de la Justice reprend le dossier. Il ne peut entamer de poursuites pour assassinats : c'est du ressort des tribunaux de l'État du Mississippi. Pour renvoyer les dix-neuf suspects devant une cour fédérale, le Département les accuse d'avoir conspiré en vue de priver les trois militants de leurs droits civiques.

Trois ans, deux mois et cinq jours après la découverte des trois cadavres, un tribunal prononce les condamnations. Le FBI est déçu : seuls huit des inculpés sont condamnés à des peines comprises entre trois et dix ans.

L'ASAC Neil Welch arrive à Jackson au lendemain de l'inauguration du Bureau par J. Edgar Hoover. Il est venu de Tampa à bord de sa petite Coccinelle Volkswagen qu'il a garée dans la grand-rue, au pied du bâtiment qui abrite le FBI. Dans la voiture, il y a une petite valise et un gros carton contenant ce qu'il a baptisé non sans humour son « kit d'ouverture d'un bureau du FBI » : tampons, papier à en-tête, formulaires, trombones et

agrafeuses. Neil Welch a pris la valise et le gros carton avant de se diriger vers l'entrée du bâtiment du Federal Saving and Loan. Au sol, il remarque des flaques de sang et une trace qu'il suit jusqu'à l'intérieur de l'immeuble, puis dans l'ascenseur. La trace est fraîche, le sol est rougi par le sang. La trace reprend à l'étage du Bureau, elle mène à la réception et s'arrête aux pieds de trois hommes noirs. Jamais Neil Welch n'avait vu pareil spectacle : les trois hommes sont debout, des flots de sang coulant de leurs plaies. Un agent du FBI étale des feuilles de papier journal en disant : « Une moquette toute neuve… » Pendant ce temps, un autre agent prend leurs dépositions.

Les trois hommes sont des leaders de la communauté noire. Neil Welch reconnaît un nom, celui de James Foreman. Ils allaient entrer dans l'immeuble du Bureau quand une dizaine d'hommes du Ku Klux Klan, armés de battes de base-ball, leur sont tombés dessus. Neil Welch les a manqués de quelques minutes.

La standardiste vient juste de débarquer de Washington. Elle est en état de choc et Neil Welch doit lui répéter à plusieurs reprises qu'il est attendu par le SAC. Quelques minutes après, l'ASAC est déjà au travail. Il ne s'arrêtera que trois jours plus tard pour prendre enfin le temps de s'enregistrer à son hôtel.

Les horaires de travail des agents en poste au Mississippi relèvent des cadences infernales. Le SAC Roy K. Moore attend de ses agents qu'ils travaillent six jours et demi par semaine La demi-journée restante, c'est le dimanche matin : ils doivent aller à la messe. Les capots de leurs voitures se ferment par des loquets extérieurs. Avant de s'installer au volant, ils inspectent la calandre et le moteur afin de s'assurer qu'il n'y a pas de bombe. Enfin, ils regardent à l'intérieur avant de s'asseoir, un de leurs collègues ayant trouvé des serpents à sonnette dans sa voiture ! J. Edgar Hoover a décrété que la place des agents était dans la rue, pas dans leurs véhicules. Les agents n'ont pas le droit au confort dans leurs voitures, ils n'ont donc ni climatisation ni autoradio.

Sur le bureau du SAC, il y a un téléphone relié directement à la Maison-Blanche. Le président Johnson suit personnellement l'évolution de la situation. Quand il a proposé d'envoyer l'armée rétablir l'ordre dans l'État du Mississippi, le SAC Roy K. Moore lui a demandé trente jours pour régler le problème. « La Maison-Blanche ne voulait pas attendre aussi longtemps ; ils voulaient de l'action, et vite ! explique Neil Welch. Roy les a convaincus de nous accorder un peu de temps pour stopper les raids

nocturnes du Ku Klux Klan, les attentats contre les églises, les lynchages, les cadavres repêchés dans les rivières. »

« Cointelpro », les débuts

En juin 1964, le Procureur général Robert Kennedy envoie des inspecteurs dans le Sud afin de mettre au point une nouvelle stratégie face au Klan. Leurs conclusions sont radicales : le Bureau doit appliquer au Klan les mêmes techniques que celles employées dans les années 1950 face au Parti communiste. Conduites aux limites de la légalité, ces techniques font partie du programme « Cointelpro » (Counter Intelligence Program), un des secrets les mieux gardés du Bureau qui a pour but d'interrompre « par tous les moyens » les activités de groupes politiques jugés subversifs ou dangereux. « Tous les moyens » : c'est, entre autres, l'infiltration, les cambriolages, les écoutes sauvages, et surtout la désinformation. Les agents de « Cointelpro » savent manipuler leurs cibles, les dresser les unes contre les autres, donner corps aux accusations les plus invraisemblables. Rumeurs, lettres anonymes, provocations, arrestations injustifiées, articles diffamatoires, rien ne les arrête.

L'opération « Cointelpro » a été lancée en 1956 par William C. Sullivan (aucun lien de parenté avec Joe Sullivan). Hoover apprécie l'anticommunisme virulent de cet homme qui ne cache pas ses sympathies démocrates. Il en fait un de ses favoris et le nomme à la tête de la section « Domestic Intelligence », véritable État dans l'État, qui s'occupe aussi bien du contre-espionnage que de la lutte contre l'« ennemi de l'intérieur ». William Sullivan est alors un des hommes les plus puissants du Bureau. En juillet 1964, il hérite de la lutte contre le Ku Klux Klan et les autres groupes porteurs de « haine », lutte qui dépendait jusque-là de la division des Enquêtes générales (General Investigative Division). C'est le début de l'opération « Cointelpro-White Heat » (haine blanche). J. Edgar Hoover sait d'expérience que, dans le Sud, il est très difficile de mettre en prison les hommes du Klan, et pratiquement impossible d'obtenir leur condamnation par des tribunaux locaux. Le directeur du FBI décide donc de régler le problème sans passer par les tribunaux. Ainsi, il limite les contacts et donc les occasions de friction avec le Département de Justice. Et évite pareillement de mettre le Bureau en porte-à-faux avec les policiers locaux.

À partir de 1965, des centaines d'agents spécialement entraînés participent à « Cointelpro-White Heat ». Entre 1964 et 1971, les responsables du FBI autorisent 287 actions de ce type contre des groupes du

Klan dans le sud des États-Unis. Par la suite, en raison de nombreux dérapages, certains SAC refuseront que leurs agents collaborent aux opérations. Ce sera le cas de Neil Welch, une fois nommé SAC du bureau de Buffalo. Mais, en 1964, dans un Mississippi à feu et à sang, face au Klan, l'emploi de « Cointelpro » ne semble pas lui poser trop de problèmes.

Neil Welch commence par lâcher les chiens de « Cointelpro » aux trousses du Klan Bureau of Investigation, le KBI, organisation du Klan chargée de surveiller les femmes et les enfants des agents du FBI et de les harceler : « Les membres du KBI étaient systématiquement identifiés et confiés à la surveillance d'agents du FBI triés sur le volet, susceptibles d'être aussi dangereux que leurs cibles, raconte Neil Welch. Les agents ont carte blanche. Dans les mois qui suivent, les plus violents des hommes du Klan connaissent tous les mêmes avanies. Certains disparaissent. D'autres sont contraints de quitter le Mississippi pour raisons de santé. D'autres encore font des séjours non planifiés au Mexique et, à leur retour, ont perdu tout intérêt pour les activités du Klan. »

Neil Welch a une arme redoutable : James O. Ingram. Un agent en acier trempé. Quand l'ASAC a une mission impossible, c'est à lui qu'il fait appel. James Ingram est un amoureux du Mississippi. Quand il quittera le Bureau, en 1982, il s'installera à Jackson, où il a passé les années les plus exaltantes de sa carrière. Il était présent quand les cadavres des trois jeunes militants assassinés ont été extraits de la levée du barrage. Il était encore là quand, trois ans plus tard, un jury populaire a acquitté l'un des cerveaux du triple homicide, Edgar Ray Killen, un pasteur. Il était toujours là quand la police a repêché des eaux de la rivière Old Mississippi les cadavres de Charles Moore et de Henry Dee, deux jeunes Noirs battus à mort par des hommes du Klan. Il était enfin là quand deux tueurs du Klan, dont une femme, s'apprêtaient à faire sauter la maison d'un commerçant juif de Meridian. Pour les arrêter, il a dû faire usage de son arme.

Après avoir quitté le Bureau, James O. Ingram a pris la direction de la police d'État, la Mississippi Highway Patrol, l'ancien nid de serpents du Ku Klux Klan, que les agents du FBI fuyaient comme la peste. Puis, après avoir quitté la Mississippi Highway Patrol, il a redonné un coup de main au FBI. Il s'occupe alors des *cold cases*, ces dossiers non résolus, laissés en jachère, faute d'éléments. Il reprend les enquêtes, fait du porte-à-porte, interroge les témoins survivants, retrouve certains de ses anciens informateurs. L'État du

Mississippi fait appel à lui quand il entend poursuivre une nouvelle fois le pasteur assassin, Edgar Ray Killen. James O. Ingram refait l'enquête, découvre de nouveaux témoins. Contrairement au procès de 1967, celui de 2005 ne se termine pas par un acquittement. Killen est enfin condamné, quarante et un ans après les faits ! Dans la foulée, Ingram s'attaque à un autre *cold case* et prépare la condamnation de James Ford Seale pour le double assassinat de Charles Moore et de Henry Dee.

James O. Ingram est de toutes les expéditions périlleuses. Quand il faut aller au contact du plus furieux des hommes du Klan du comté de Jones, le SAC Roy K. Moore envoie James Ingram et son double, Jim Awe. Les deux agents savent qu'ils montent au feu. Pourtant, même s'ils doivent interroger l'homme sur son alibi, le soir où un dirigeant de la NAACP a été assassiné, ils ne s'attendent certainement pas à être accueillis par un type écumant de rage qui pointe un fusil de chasse dans leur direction. Les deux agents se consultent du regard. Si l'homme du Klan tire, ils n'ont aucune chance de s'en sortir. L'homme n'a pas le temps d'ouvrir le feu : les deux agents font chacun un pas de côté en dégainant leur arme.

« On est deux, dit James O. Ingram. On ne va sûrement pas tourner les talons et vous permettre de nous tirer dans le dos. Vous pouvez tuer l'un d'entre nous, mais l'autre vous tuera. Choisissez !

– Quittez ma propriété ! » ordonne l'homme du Klan.

Les deux agents s'écartent un peu plus l'un de l'autre.

« Pas avant que nous n'ayez déposé votre arme. Si vous ne le faites pas, nous serons obligés de vous tuer. C'est notre boulot. On a été entraînés spécialement pour ça. »

La femme et les enfants de l'homme sortent. Elle crie, ils pleurent. L'homme du Klan ne baisse pas son arme. « Merde, il va falloir l'abattre devant sa famille ! » se dit Ingram.

Au même moment, une voiture arrive : c'est le frère. La scène tourne au conseil de famille, à l'issue duquel l'homme du Klan dépose son arme. Les agents du FBI rengainent les leurs. L'interrogatoire peut avoir lieu.

En les raccompagnant sur le perron, le frère les remercie de ne pas avoir ouvert le feu. « Vous étiez en droit de le faire, et personne ne vous aurait rien dit, même si ça s'était passé devant les enfants. » Puis, avant de prendre congé, il ajoute : « Vous savez, à l'intérieur du Klan, tout le monde

respecte mon frère, c'est le plus grand fils de pute du comté ! » Ça, les deux agents n'en doutaient pas un seul instant…

James Ingram et ses hommes entament leur travail de sape dès juillet 1964, deux mois avant que J. Edgar Hoover n'envoie à tous les bureaux du Sud l'ordre de déchaîner « Cointelpro » contre toutes les organisations affiliées au Ku Klux Klan. Ils répandent la rumeur que le trésorier d'une *klavern* locale tape dans la caisse. L'homme disparaît sans demander son reste. C'est le FBI qui rédige, puis envoie aux hommes du Klan, des lettres de menaces portant l'empreinte de la Mafia. Arrestations abusives, filatures en tous genres, harcèlement : rien n'arrête le FBI. Et si ça ne suffit pas, on a recours à l'arme fatale : les ragots.

Par les écoutes, les agents du FBI sont au courant de la vie privée des dirigeants des *klaverns*. Ils savent qui couche avec qui. Ayant découvert que certains responsables du Klan ont des aventures avec les épouses de leurs subalternes, ils se font un malin plaisir de faire circuler l'information. Et la fièvre monte à l'intérieur du Klan.

James Ingram et ses hommes vont ensuite trouver les épouses des hommes du Klan, la nuit venue, quand elles croient leurs maris « au travail » : « On leur disait qu'on savait où étaient leurs maris, qu'on les surveillait, et qu'ils étaient avec une autre. Et ça marchait ! On n'avait même pas besoin d'inventer des histoires. Soudain, les femmes nous aidaient, plus particulièrement les ex-épouses. Elles nous racontaient tout. »

La Mafia à la rescousse

Quand les femmes ne suffisent pas, le FBI dispose d'autres armes. L'Agent spécial du bureau de New York Anthony Villano, que l'on a vu faire ses premiers pas lors de l'éxécution des époux Rosenberg, manipule un informateur qui fait partie de la famille mafieuse des Colombo. Il s'appelle Greg Scarpa, c'est un *caporegime*, il commande une dizaine de « soldats ». Il donne dans les jeux clandestins, le prêt usuraire et le meurtre. Tout à fait l'homme de la situation, estime le FBI qui l'envoie en renfort dans le Mississippi. Sa mission : retrouver l'homme qui a tué Medgar Evers, le secrétaire de la NAACP pour le Mississippi, le 12 juin 1964. Le FBI a un suspect : un marchand d'électroménager de Jackson, membre du White Citizen Council. Greg Scarpa décide donc d'aller lui acheter un poste de télévision. Le *caporegime* débarque dans la boutique à l'heure de la fermeture, il achète son poste et demande au propriétaire de l'aider à le

charger dans sa voiture. Quelques minutes plus tard, l'homme bâillonné, menotté et aveuglé par un bandeau est dans le coffre d'une automobile qui prend la direction du bayou de la proche Louisiane. Le véhicule s'arrête devant une cabane isolée. Sans mot dire, des agents du FBI extraient le marchand du coffre, le conduisent dans la cuisine, l'attachent à une chaise et disparaissent. Ils n'iront pas loin : ils se postent sous les fenêtres pour écouter. Scarpa fait son entrée et entame son interrogatoire. Il ne pose que deux questions : qui a tué Medgar Evers, et comment. Au bout de quelques heures, le marchand d'électroménager donne un nom et brode toute une histoire. Le lendemain, même scène, même comédie. Les agents du FBI ne sont toujours pas convaincus. À la fin du troisième jour, le mafieux perd patience : il enfonce dans la bouche de l'homme du Klan un P. 38 (l'histoire ne dit pas si c'est son arme ou celle d'un agent du FBI) et menace de lui faire sauter le caisson. À bout de nerfs, l'homme lâche le nom de Byron De La Beckwith, qu'il accuse d'être le commanditaire de l'assassinat de Medgar Evers. Cette fois, les agents du FBI sont convaincus : les empreintes digitales partielles de De La Beckwith ont été retrouvées sur le fusil que l'assassin a abandonné sur les lieux du crime[3].

Ce ne sont sans doute pas là les seules contributions de Greg Scarpa à « Miburn ». Un rapport du FBI daté de 1966 indique que Scarpa a été employé comme *special* (terme désignant un non-agent employé par le Bureau) dans l'enquête sur l'assassinat de Vernon Dahmer, responsable de la NAACP à Hattiesburg, Mississippi.

De retour à New York, Greg Scarpa reprendra ses activités de mafieux et d'informateur du FBI. Vingt ans plus tard, son nom sera associé à une affaire qui a embarrassé le Bureau pendant des années. Pourtant, il n'est pas le pire d'entre les *specials* du FBI…

Le pire des infiltrés…

Tom Burns, pas bien grand, est plutôt jovial, il aime boire et s'amuser. Mais sous ses airs d'Irlandais bonasse et rigolard se cache un agent fédéral qui a côtoyé ce que le Bureau a fait de pire. Il sait ce que signer un pacte avec le diable veut dire. Il en connaît les résultats et en mesure les conséquences.

Frais émoulu de la fabrique d'agents du FBI, Tom Burns est précipité au cœur de la tourmente à la fin de 1964. C'est un gamin du Nord : comme à son habitude, le Bureau l'envoie au Sud. En Alabama, d'abord à Mobile, puis, quelques semaines plus tard, à Selma, c'est-à-dire, en ce début de

1965, dans un des endroits les plus violents des États-Unis. La petite ville de l'Alabama cristallise tous les espoirs des partisans des droits civiques pour les Noirs, et toutes les terreurs des ségrégationnistes blancs. C'est là que se livre une des batailles les plus importantes pour l'égalité des Noirs aux États-Unis.

Tom Burns débarque dans la ville avec un autre agent. Ils sont chargés de venir en renfort à l'agent résident. Leur arrivée double les effectifs du Bureau. Dans les rues, la tension est palpable. L'activiste Amelia Boynton est en train de préparer une marche de protestation contre les violences policières. Martin Luther King est également en ville ; il a lancé dans la bataille son organisation, la Southern Christian Leadership Conference.

Le gouverneur Wallace a interdit tous les rassemblements. Tom Burns et les trois autres agents du FBI jouent les observateurs. Ils doivent surveiller les policiers de l'État. Le 7 mars 1965, ils assistent au « Dimanche sanglant » au cours duquel les policiers d'État et locaux dispersent à coups de matraque, de batte de base-ball et de gaz lacrymogène une première marche de protestation de 600 manifestants qui comptaient se rendre de Selma à Montgomery, capitale de l'État. Ils sont présents quand les forces de l'ordre bloquent la deuxième marche de protestation devant le pont Edmund Pettus. Les agents du FBI sont toujours là quand la troisième marche part, le 21 mars 1961, de Selma. Cette fois, les marcheurs parviennent jusqu'à Montgomery. Bravant le froid, le vent et la pluie, ils mettent trois jours pour couvrir les quelque 70 kilomètres de la route 80 qui relie les deux villes. Le soir de leur arrivée à Montgomery, les agents du FBI sont parmi la foule rassemblée autour de chanteurs venus de tout le pays (Sammy Davis Jr., Nina Simone, Harry Belafonte, Tony Bennett, Frankie Laine, Peter, Paul and Mary). Le 25 mars, avec 25 000 personnes, ils vibrent aux accents d'un Martin Luther King inspiré qui déclame devant le siège du gouvernement local un de ses plus grands discours : *How Long, Not Long* (« Combien de temps encore, pas longtemps… »). La marche est un triomphe. Elle va se terminer en catastrophe pour le FBI.

Entre Selma et Montgomery rôdent d'inquiétants prédateurs qui comptent agir à la faveur de la nuit : quatre tueurs du Ku Klux Klan patrouillent à bord d'une Ford Impala bleue, à la recherche d'une proie facile à « évangéliser » à coups de flingue : de préférence un nègre, voire un « nègre-blanc », ou mieux encore les deux. Non loin de Selma, ils repèrent une Oldsmobile avec à son bord une femme blanche et un jeune Noir. Elle

s'appelle Viola Liuzzo, c'est une militante venue de Detroit, dans le Michigan. Elle vient de déposer des manifestants chez eux et s'apprête à faire de même pour le jeune Leroy Moton.

L'Impala des prédateurs prend en chasse l'Oldsmobile, la rattrape, la dépasse et ralentit, une fois à sa hauteur. Les vitres s'abaissent, les canons des armes sortent. Le chauffeur hurle : « OK, les gars, allez-y, tuez-les ! » Un bruit assourdissant, des éclairs : les prédateurs tirent quatorze balles sur l'Oldsmobile, qui quitte la route 80 et achève sa course contre une grossière clôture à brebis. Affalée sur le volant, Viola Liuzzo est morte de deux balles dans la tête. Leroy Moton s'enfuit dans la nuit à toutes jambes.

Les prédateurs sont déjà loin. Ils hurlent de joie. « Je suis un sacré putain de tireur ! » crie l'un des hommes du Klan. Une espèce de brute effrayante occupe plus de la moitié de la banquette arrière de l'Impala. Il s'appelle Gary Rowe, c'est un *special* du FBI.

Tom Burns a tout d'un bon agent « Cointelpro » ; il est malin, rusé, vif, et tient raisonnablement l'alcool. On comprend qu'il a été sur bien des dossiers « Cointelpro », mais qu'il ne parlera jamais de ce qu'il a vu ni de ce qu'il a fait. Il est des zones obscures de la mémoire qu'il vaut mieux ne pas arpenter. Mais l'affaire Gary Rowe est de ces blessures qui ne cicatrisent pas avec le temps, et il a du mal à éviter le sujet : « Le but du FBI était de neutraliser le Klan, explique-t-il. Pour lutter contre des groupes comme le Klan, vous avez besoin d'informateurs. Vous recrutez des gens qui sont dans le Klan ou qui gravitent autour. Et ça a marché : je peux vous garantir que le FBI avait bon nombre d'informateurs au sein du Klan. »

Combien ? Bien malin qui pourrait le dire, le FBI n'ayant pas déclassifié tous ses dossiers sur le Klan. Un chiffre revient souvent : 2 000. Cela signifierait que 20 % des membres du Klan étaient contrôlés par le FBI.

Quelques heures après la découverte du corps de Viola Liuzzo, l'agent résident de Selma reçoit un appel du SAC de Birmingham, à plus de 150 kilomètres de là. Il a une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne : le meurtre de Viola Liuzzo est résolu, tous les assassins sont arrêtés. La mauvaise : parmi eux se trouve un *special* du FBI, Gary Rowe. Les agents du FBI sont atterrés. Aujourd'hui, Tom Burns voit le verre à moitié plein et parle d'un « succès extraordinaire » : un meurtre résolu en quelques heures, voilà qui est digne du Livre des records. Oui, mais à l'époque il voyait plutôt le verre à moitié vide : un meurtre auquel un *special* du FBI prend

part, c'est aussi digne de figurer dans le livre en question, mais à une autre rubrique.

Dans les heures qui suivent, J. Edgar Hoover informe le président Johnson du rôle de Gary Rowe. Il ne lui cache pas que Rowe n'est pas un informateur comme les autres : « C'est une de ces personnes qu'on a infiltrées, juste comme on a fait pour le Parti communiste. »

Gary Rowe est longuement interrogé par les agents de Birmingham. Tom Burns ne le verra que bien après. Que lui a-t-il dit ? Lui a-t-il conseillé d'affirmer que, lors de la fusillade, il a bien pris soin de tirer au-dessus de l'Oldsmobile de Viola Liuzzo ? On ne saurait le jurer.

« Ils avaient tous des armes, déclare Tom Burns. Ils ont tiré. Rowe devait aussi tirer pour préserver sa crédibilité. Mais il a tiré au-dessus de la voiture, il n'a pas tiré sur Viola Liuzzo. »

Le laboratoire du FBI atteste que la balle mortelle extraite du cerveau de Viola Liuzzo n'a pas été tirée par Rowe. Le Bureau a eu chaud, très chaud !

Gary Rowe a rejoint la *klavern* 13, celle du quartier sud de Birmingham (Alabama), en 1959. Comme tous les nouveaux venus, il a dû faire ses preuves, et de surcroît endormir les soupçons d'une organisation qui redoute les infiltrés du FBI. Alors il a fait du zèle. Par la suite, s'interrogeant sur l'utilité de sa mission, il se demandera si le FBI n'aurait pas mieux fait de tenir à l'œil les enragés de la *klavern* 13. Après tout, ceux-ci n'étaient pas plus d'une dizaine, tout le monde connaissait leurs noms et ils n'étaient pas bien malins. Difficile de lui donner tort, au vu du scandale qui éclatera après la découverte du rôle de Gary Rowe dans l'assassinat de Viola Liuzzo. Divers procès s'ensuivront[4]…

Un infiltré comme Gary Rowe, c'est pourtant du pain bénit pour le FBI : il ressemble à un homme du Klan, il a l'air d'un homme du Klan, et c'est un homme du Klan. Par moments, il a du mal à faire la distinction entre sa casquette du FBI et sa cagoule. Rowe grimpe dans l'organisation et intègre le très secret Klan Bureau of Investigation (KBI), créé pour combattre le FBI. Le jeu devient même amusant quand les agents du FBI lui enjoignent de participer à l'opération « Cointelpro ». Sur ordre du FBI, Gary Rowe couche avec le maximum d'épouses des autres membres de la *klavern* afin de semer la zizanie au sein du groupe… Mais les choses changent de nature quand ses supérieurs du FBI lui demandent de rejoindre un « groupe d'action » du Klan afin de recueillir des informations sur les

tueurs. Les agents du FBI lui disent qu'il ne doit en aucun cas « participer à des actes de violence ». Mais comment assister à des actions de commando sans y prendre part ? L'agent traitant de Gary Rowe résume le dilemme : « Difficile d'être à la fois un ange et un bon informateur. »

Il est arrivé une fois à Rowe d'avertir à l'avance d'une attaque programmée contre des militants antiségrégationnistes à Birmingham. Les hommes du Klan ont prévu de s'armer de battes de base-ball, de clubs de golf et de pistolets. La police de Birmingham leur a promis qu'ils auraient la voie libre, l'espace d'un quart d'heure. L'attaque se déroule sans que le FBI intervienne. Rowe s'en étonne. « Que voulais-tu qu'on fasse ? lui répondent ses interlocuteurs. On n'a pas compétence pour intervenir. On n'allait quand même pas prévenir la police de Birmingham : elle était dans le coup ! » À cette époque, le Bureau refuse en effet de protéger les cibles des tueurs du Ku Klux Klan en affirmant que ce n'est pas de son ressort. Depuis lors, Rowe participe à des expéditions punitives au cours desquelles des Noirs sont tabassés, sans en référer préalablement au FBI. Quand Rowe apprend que sa *klavern* a l'intention de dynamiter l'église baptiste de la 16e Rue, à Birmingham, il oublie encore de prévenir le FBI. Le 15 septembre 1963, un dimanche matin, la bombe explose en pleine messe : quatre fillettes sont tuées.

S'ils se font à l'idée que la violence est inhérente au métier d'informateur, les agents du FBI refusent de cautionner l'escalade. Quand Rowe est nommé « chef de groupe d'action », ses agents traitants menacent de mettre fin à sa mission s'il accepte sa promotion. Rowe n'en continue pas moins à participer aux expéditions du Klan.

Après l'assassinat de Viola Liuzzo, Gary Rowe est entendu par le responsable de l'opération « Cointelpro », William C. Sullivan. L'interrogatoire est tendu. Sullivan harcèle Rowe : pourquoi n'a-t-il pas empêché la fusillade ? pourquoi n'a-t-il pas fait usage de la force contre les autres tueurs ? À la fin, Sullivan accepte les explications de l'infiltré qui jure qu'il ne pouvait rien faire pour empêcher l'assassinat de la militante.

À l'époque, le FBI a besoin du témoignage de son « informateur » pour envoyer les autres membres du commando devant les tribunaux. Mais gérer une brute de cet acabit n'est pas de tout repos. « Gary Rowe, confie William C. Sullivan, nous a bien servis, et le FBI l'a bien rémunéré : 8 à 10 000 dollars par an. Mais il nous donnait la migraine ! »

Gary Rowe a obtenu une nouvelle identité et une nouvelle existence dans le cadre du Federal Witness Program. Il se fait appeler Thomas Neal Moore et vit à Savannah. Il ne s'est pas calmé pour autant et est de toutes les bagarres. « On le suppliait de se tenir à l'écart des rixes, poursuit William C. Sullivan. Quand nos agents examinaient les photos prises lors des émeutes qui avaient lieu sur son nouveau territoire, on le retrouvait toujours au milieu de ce qu'il y avait de pire… »

Dix ans après l'assassinat de Viola Liuzzo, Gary Rowe témoigne devant la commission du Sénat chargée des services secrets, le visage masqué d'une drôle de cagoule blanche, caricature de celle qu'il portait en ses années de Klan. Il n'est pas tendre pour son ancien employeur, qu'il accuse d'avoir couvert en partie sa sanglante dérive à l'intérieur de la *klavern* 13 de Birmingham. L'heure n'est plus alors à la guerre, mais aux dédommagements et aux procès. Le Klan n'existe déjà pratiquement plus. Les agents du FBI l'ont fait imploser en se servant d'une dernière arme secrète concoctée par William C. Sullivan.

« Il ne faudrait pas penser que le Ku Klux Klan était une entité monolithique, explique Tom Burns. Créé après la fin de la guerre de Sécession, aux environ de 1865, le Klan est rapidement devenu une force politique à part entière. Au début du XX^{e} siècle, il comptait des dizaines de milliers de membres. Il contrôlait des États du Sud et organisait de gigantesques manifestations à Washington. Pour redoutable qu'il fût, en 1964, le Klan n'était plus que l'ombre de lui-même. Ce n'était plus depuis longtemps un parti unique. Les querelles intestines ont accouché de dizaines d'organisations qui se revendiquaient du Klan et que nous avons toutes pénétrées. »

William C. Sullivan a alors un plan pour en finir avec le Klan. Il le teste à Philadelphia. Pourquoi ne pas fusionner les trois entités du Klan qui se livrent une guerre sourde ? Ainsi le FBI pourra-t-il mieux les contrôler. C'est ce qui se passe : « Depuis, le Klan n'a pas redressé la tête dans le Mississippi », écrit Sullivan dans ses mémoires, en se félicitant du premier gros succès remporté par son plan « Cointelpro ».

Pourquoi s'arrêter là ? se demande le chef de la division « Domestic Intelligence » du FBI. William Sullivan élargit le champ d'action de « Cointelpro ». Sa nouvelle cible : le révérend Martin Luther King.

FBI contre Martin Luther King

Depuis le début des années 1950, le FBI a infiltré deux *specials*, les frères Jack et Morris Childs, à l'intérieur du Parti communiste américain (CPUSA). Pendant près de trente ans, les deux frères fournissent au FBI des informations inestimables sur l'Union soviétique dans le cadre de « Solo », l'opération de pénétration du système soviétique la plus réussie de l'histoire du FBI. Principal conseiller du responsable du Parti communiste américain, Morris Childs est chez lui à Moscou, où il effectue plus de cinquante-deux missions, parfois « au péril de sa vie[5] ». Les dirigeants soviétiques le considèrent comme leur ami. Il est le confident de Nikita Khrouchtchev, Leonid Brejnev, Youri Andropov. Il sait tout ou presque d'eux, connaît leurs ambitions, leurs plans. Il leur parle en tête-à-tête, dîne avec eux. Leonid Brejnev ira même jusqu'à organiser en son honneur un banquet au Kremlin.

Morris Childs est chargé d'apporter l'argent de Moscou au Parti communiste américain : en tout, 28 millions de dollars en petites coupures. « Les Russes lui remettaient l'argent, explique Cartha DeLoach. Au début, il y en avait pour 250 000 dollars, mais à la fin les Russes lui refilaient un million de dollars à chaque fois. Dès que l'argent arrivait aux États-Unis, nous le comptions dans un endroit secret. "Solo" l'acheminait ensuite à New York et le répartissait à l'intérieur du Parti communiste qui, avec ça, pouvait fonctionner pendant un an. On pourrait dire que le FBI a permis au Parti communiste d'opérer avec de l'argent soviétique qu'on aurait pu saisir… »

« Solo » livre régulièrement au FBI la liste des membres, clandestins ou non, et des compagnons de route du CPUSA. À la fin des années 1950, il dénonce Stanley Levison, avocat new-yorkais et homme d'affaires, vieille connaissance du Bureau qui le soupçonnait d'être chargé des finances du Parti. Le FBI découvre que l'avocat s'est lancé dans la bataille pour l'égalité des droits civiques. Stanley Levison conseille le leader le plus en vue de la communauté noire : Martin Luther King ; il rédige ses discours.

Depuis 1919, J. Edgar Hoover pense avoir appris à reconnaître un communiste rien qu'à en voir un. Or, pour lui, Levison est un communiste de la pire engeance, celle chargée de noyauter la communauté noire. Hoover sait que les militants marxistes-léninistes voient dans les Noirs le socle de la révolution en Amérique. Depuis longtemps, le directeur du FBI traque la présence communiste dans les ghettos noirs. Or, « Solo » vient de donner forme à son pire cauchemar.

Les choses se corsent quand le FBI apprend que l'organisation de Martin Luther King, la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), a embauché l'un des amis de Stanley Levison, Jack O'Dell. Or « Solo » est formel : Jack O'Dell est un membre clandestin du Parti communiste américain. « Solo » affirme que le Parti a décidé de placer les meilleurs de ses hommes dans l'entourage de Martin Luther King.

Dès lors, J. Edgar Hoover voit la main de Moscou derrière tous les faits et gestes de Martin Luther King. À commencer par sa campagne des « Voyages de la liberté » (*Freedom Rides*), destinée à lutter contre la ségrégation dans les transports, lancée en mai 1961.

Début 1962, J. Edgar Hoover demande au Procureur général Bobby Kennedy l'ouverture d'une enquête sur l'infiltration communiste de l'entourage de Martin Luther King. Mais l'administration Kennedy est plus que favorable à King et fait pression sur le Congrès pour qu'il se hâte de voter des lois antiségrégationnistes. Bobby Kennedy est néanmoins trop fin politique pour refuser l'enquête. De plus puissants que lui s'y sont cassé les dents, à commencer par le président Truman.

Un des responsables du Département de la Justice demande à Hoover s'il doit alerter le révérend de l'infiltration communiste de son mouvement. Pas question, répond le directeur du FBI, cela exposerait notre source, et de toute manière King est « un bon à rien ». Un des assistants de Bobby Kennedy met King en garde sans mentionner le nom de Levison. Le révérend a-t-il compris d'où vient le coup ? Le 18 novembre 1962, à l'occasion d'une visite dans la petite ville d'Albany, en Georgie, il tire à boulets rouges sur les « hommes du FBI », qualifiés d'« observateurs vaguement intéressés par l'injustice ». King se plaint : « Dans le Sud, les agents sont des sudistes influencés par les mœurs de la communauté blanche. Pour maintenir leur statut, ils doivent faire amis-amis avec les policiers locaux et les gens qui prônent la ségrégation. » C'est violent et surtout injuste. Toujours est-il que Martin Luther King vient de déclarer la guerre à J. Edgar Hoover.

Le lendemain, après avoir lu dans le *New York Times* un compte rendu des déclarations de Martin Luther King, J. Edgar Hoover donne libre cours à sa colère. Le Bureau a pour politique d'envoyer ses agents originaires des États du Nord dans ceux du Sud, et inversement. Hoover ordonne une inspection des bureaux du Sud. Tous les dossiers concernant les droits civiques des Noirs sont épluchés, l'origine des agents passée au crible, avec

une attention toute particulière pour ceux en poste à Albany. Quatre des cinq agents du FBI d'Albany sont originaires du Nord.

J. Edgar Hoover charge Cartha DeLoach de mettre les choses au point avec Martin Luther King. Le SAC d'Atlanta, où se trouve le siège de la SCLC, appelle le secrétariat du révérend et, en l'absence de ce dernier, laisse un message dans lequel il demande à être rappelé. Rien ne se passe. Trois jours plus tard, le SAC recommence. Toujours pas de réponse. Martin Luther King ne rappellera jamais : il n'a aucune intention de parler au FBI.

Hoover prend la chose comme un affront personnel de plus. Il n'entend pas rester les bras croisés. King n'est plus seulement un communiste ; il est aussi, ce qui est pire, un ennemi du Bureau. Désormais, son nom figure sur la liste des personnes à arrêter en priorité en cas d'urgence nationale (*Emergency detention list*).

J. Edgar Hoover accentue la pression. Le FBI passe au peigne fin le patrimoine de Martin Luther King, épluche ses déclarations d'impôts, lance une enquête internationale afin de lui trouver des comptes en banque à l'étranger. En vain.

Martin Luther King sait que le directeur du FBI a lâché ses chiens, mais il tient bon. Pas question de renoncer à son mode de vie (dissolu, selon le FBI), ni à ses conseillers (communistes, selon le même FBI). En juin 1963, alors que le Congrès s'apprête à se prononcer sur de nouvelles lois antiségrégationnistes, le président Kennedy reçoit discrètement le révérend dans le jardin des Roses de la Maison-Blanche. Loin des oreilles indiscrètes, les deux hommes s'expliquent. Kennedy compare la situation au scandale Profumo qui secoue le gouvernement du Premier ministre britannique Harold McMillan. Le révérend s'engage à couper les ponts avec ses conseillers communistes, Levison et O'Dell. Il n'en fera rien…

Le 23 décembre 1963, une réunion a lieu au « Siège du Gouvernement », à Washington, afin de discuter des « différentes manières de neutraliser Martin Luther King en tant que dirigeant nègre ». Pendant neuf heures, cinq hauts responsables du FBI, dont William Sullivan, dressent un plan en vingt-deux points pour en finir avec lui. Ils envisagent de placer « une jolie femme » dans les bureaux de Martin Luther King, d'infiltrer le mouvement en se servant d'agents « de couleur » ; leurs conclusions préconisent une approche « discrète ». Mais attention, ajoute néanmoins le rapport, « discrétion ne veut pas dire timidité ».

Dans la foulée, la Domestic Intelligence Division étudie un plan visant à mettre en place un « nouveau leader nègre », une fois King discrédité. Trop tard : Martin Luther King a déjà acquis une stature nationale. Il a changé de dimension le 28 août 1963, quand, devant les dizaines de milliers de manifestants de la marche du Lincoln Memorial, à Washington, il a prononcé un discours légendaire : *I have a dream*. La consécration arrive à la fin de l'année, quand le magazine *Time* lui fait l'honneur de sa couverture du dernier numéro de décembre et lui décerne le titre prestigieux d'« homme de l'année ». C'était juste une semaine après la réunion du 23 décembre au siège du FBI. J. Edgar Hoover n'a pas dû passer un bon réveillon de la Saint-Sylvestre.

Discrètement, des agents du FBI ont placé des micros dans les endroits fréquentés par le révérend : ses bureaux, sa maison, les chambres des motels où il descend lors de ses nombreux voyages à travers les États-Unis. « À partir de janvier 1964, en l'espace de dix-sept mois, il y a eu quinze séries d'enregistrements distincts dans des hôtels où King séjournait, de New York à Milwaukee, Detroit, Washington, Sacramento et Honolulu », relate William C. Sullivan dans ses mémoires[6]. Sullivan ajoute que Hoover tenait à écouter lui-même tous les enregistrements. Il n'allait pas être déçu. Le révérend était un homme à femmes. Circonstance aggravante pour l'époque : il n'hésitait pas à entraîner des femmes blanches dans ce qui apparaissait, aux yeux des pères la pudeur du FBI, comme des « turpitudes ».

Quarante-cinq ans plus tard, Cartha DeLoach en frémit encore : « Une telle conduite peut sembler incongrue de la part d'un leader qui affirme son autorité en tant qu'homme de Dieu. La promiscuité était telle que ceux qui étaient au courant s'interrogeaient sur la sincérité de sa foi chrétienne », dit l'ancien numéro trois du FBI. Quelle a été la réaction de J. Edgar Hoover à l'annonce des « exploits sexuels prodigieux » du révérend ? « Il a plissé les yeux et serré les lèvres, se souvient DeLoach. Il était très strict en la matière, et voyait dans le sexe hors mariage une preuve de dégénérescence morale. »

Hoover croit tenir sa vengeance. Il charge William C. Sullivan, responsable de la division « Domestic Intelligence », d'une mission très spéciale : « Hoover nous a donné l'ordre de mettre les enregistrements effectués dans les chambres d'hôtel de King à la disposition de la presse, de certains parlementaires et du président Johnson », raconte Sullivan. Sous le

manteau, des agents du FBI proposent à des journalistes des grands quotidiens américains des morceaux choisis des exploits de Martin Luther King. Ils offrent aussi un cliché où l'on voit King sortir d'un motel en compagnie d'une femme blanche. À l'époque, dans certains États du Sud, il n'en fallait pas davantage pour être lynché[7].

Le FBI fait pression sur les dirigeants religieux afin qu'ils « lâchent » Martin Luther King. La Maison-Blanche et le Département de la Justice sont bombardés de rapports truffés de fausses informations sur « le communisme et le mouvement nègre ». Hoover félicite ses agents pour leur « imagination agressive ». En juin 1964, une unité spéciale permanente est chargée de centraliser toute l'information relative à Martin Luther King.

Au début de l'été, le pape accepte de recevoir Martin Luther King. Le Bureau contacte un allié fidèle, le cardinal de New York, Francis Spellman, et lui demande de faire son possible pour que « le pape ne soit pas embarrassé » par un contact avec Martin Luther King. « Pensant que ce n'était pas assez, poursuit William C. Sullivan, le FBI a envoyé des informations désobligeantes sur King au souverain pontife. » La rencontre a quand même lieu. Hoover se dit atterré qu'une audience ait été accordée à un « tel dégénéré ».

L'annonce de l'attribution du prix Nobel de la paix à Martin Luther King, le 14 octobre 1964, n'est pas faite pour calmer J. Edgar Hoover. Mais que peut-il, sinon mettre en garde tous les officiels américains (ambassadeurs, hommes politiques) censés rencontrer le dirigeant noir avant, pendant ou après la remise du prix en leur adressant un rapport intitulé « Martin Luther King Jr. : sa conduite personnelle », qui, aux dires des historiens, tient du catalogue de ragots[8] ?

À l'époque, personne ne semble à même de s'opposer à J. Edgar Hoover. Déprimé par l'assassinat de son frère, Bobby Kennedy démissionne de son poste de Procureur général en septembre 1964 pour se présenter au Sénat. Son successeur, Nicholas Katzenbach, cherche encore ses marques. Il ne les trouvera jamais[9]. Quant au président Lyndon Johnson, il y a longtemps qu'il laisse la bride sur le cou au directeur du FBI.

Le 18 novembre 1964, J. Edgar Hoover reçoit un groupe de journalistes membres du National Women Press Club. Le Directeur a des choses importantes à leur dire. Il a prié à l'agent du FBI chargé de les accueillir de faire en sorte que ces dames se sentent chez elles. Le responsable du protocole contacte Cartha DeLoach et lui demande si ce ne

serait pas une bonne idée de leur faire servir du café. Ainsi, l'entrevue serait un peu moins guindée. « Tu es fou ! lui rétorque DeLoach. Le Vieil Homme ne veut pas que l'on serve du café au Bureau pendant le service. Il ne voudra jamais que l'on en serve à nos invitées ! » DeLoach se trompe : Hoover accepte. Nostalgie des cafés et des sandwiches partagés avec sa mère ? s'interroge DeLoach. Devant ces dames, Hoover se lance dans une longue évocation des très riches heures du Bureau. À la fin, il revient sur les accusations de Martin Luther King concernant l'origine des agents en poste dans les États du Sud : ils sont originaires à plus de 70 % du nord des États-Unis, affirme-t-il. Puis, après s'être raclé la gorge, Hoover lâche : « À mon avis, Martin Luther King est le plus grand menteur des États-Unis ! »

À cette sortie, Cartha DeLoach manque de tomber de sa chaise. Il regarde un autre dirigeant du FBI présent, qui lève les yeux au ciel. En hâte, DeLoach gribouille une note suppliant que la dernière réflexion soit *off the record*. Il la passe à Hoover, qui l'écarte sans la lire. Un deuxième billet connaît un sort plus favorable : le Directeur le lit, mais n'en tient pas compte. Dix minutes plus tard, la discussion est sur le point de s'achever. Un troisième billet entraîne enfin une réaction. Hoover déclare : « Mesdames, DeLoach me conseille de vous demander de ne pas me citer quand je traite King de menteur. Je n'en ferai rien. Vous pouvez imprimez ma remarque. » Les remerciements fusent. Hoover adresse à DeLoach un regard de triomphe et un mouvement du menton qui semble vouloir dire : « Et maintenant, mêle-toi de ce qui te regarde ! »

Martin Luther King réagit en dédramatisant l'incident et se dit prêt à rencontrer le directeur du FBI pour tirer les choses au clair.

« Pourquoi ne pas accepter ? » demande Cartha DeLoach à Clyde Tolson.

Tolson charge DeLoach de vendre l'idée au « Vieil Homme ». J. Edgar Hoover finit par céder, en posant deux conditions : la rencontre doit avoir lieu au « Siège du Gouvernement », et en l'absence de la presse. Quand Martin Luther King se présente, le 1er décembre 1964, il est accueilli par une horde de journalistes et de photographes.

Difficile de se faire une idée du tête-à-tête entre les deux hommes. Cartha DeLoach affirme que Martin Luther King a fait profil bas, retirant pratiquement toutes les accusations qu'il avait proférées par le passé. Un des assistants du révérend, Andrew Young, se souvient que Hoover a parlé les trois quarts du temps, pontifiant sur le Bureau, sa vie, son œuvre. Les

deux parties semblent néanmoins d'accord : de part et d'autre, le jeu est calmé. King n'a pas demandé d'excuses pour avoir été traité de « menteur ». Et Hoover n'en a pas présenté.

Martin Luther King sort-il du FBI rassuré sur les intentions du Directeur ? On peut le supposer. Quelques jours plus tard, autre bonne nouvelle : le Bureau annonce l'arrestation de dix-neuf membres du Ku Klux Klan responsables présumés de l'assassinat des trois militants du CORE, à Philadelphia, Mississippi. Le révérend peut dormir sur ses deux oreilles : le directeur du FBI semble s'être calmé. Martin Luther King ignore que, dans l'ombre, un responsable du FBI trame un complot destiné à l'abattre.

Au soir du 20 novembre 1964, soit deux jours après que Hoover eut traité Martin Luther King de « plus grand menteur des États-Unis », William C. Sullivan, responsable de la division « Domestic Intelligence », assis à son bureau, rédige une lettre anonyme. Il se sert d'une vieille machine à écrire spécialement trafiquée pour rendre impossible toute identification, dans laquelle il a glissé une feuille de papier qu'on ne peut pas davantage identifier. William C. Sullivan écrit une première phrase : « King, lis dans ton cœur. Tu sais que tu es un escroc. »

Il a trouvé le ton. La suite est de la même eau. Des phrases volontairement maladroites, injurieuses, censées refléter la pensée d'un militant de base noir. La chute est digne du reste. S'il ne veut pas être démasqué, Martin Luther King a trente-quatre jours pour se tirer une balle dans la tête.

Il s'agit d'une lettre d'accompagnement. Elle est le complément d'une bande magnétique que lui a remise un des techniciens du laboratoire du FBI. Il s'agit de morceaux choisis des moments les plus croustillants des parties de jambes en l'air du révérend, enregistrées par le FBI. William C. Sullivan n'est pas peu fier de son travail. Il l'a même fait écouter à Cartha DeLoach. C'est du grand Sullivan : jamais esprit tortueux n'a conçu d'opération « Cointelpro » aussi ignoble.

Le 21 novembre, Sullivan remet le paquet contenant la bande et la petite note à l'un de ses hommes qui se rend à Miami. À sa descente d'avion, l'agent du FBI va au bureau de poste et expédie le paquet au bureau de Martin Luther King, à Atlanta.

Quand le colis arrive, le révérend est à Oslo pour recevoir son prix Nobel. Coretta, l'épouse de Martin Luther King, et ses plus proches

collaborateurs écoutent la bande. À son retour d'Oslo, le révérend Ralph Abernathy la fait écouter à King. Après avoir entendu une minute de cris d'extase et de chuchotements entrecoupés d'ahanements, Martin Luther King dit :

« Ça va, j'ai compris. Pas la peine d'aller plus loin. Ça va être comme ça pendant des heures. »

Après un bref silence, le révérend Abernathy lâche :

« J. Edgar Hoover.

– Qui d'autre ? Cette fois, le Bureau est tombé bien bas. »

On ne saura sans doute jamais si William C. Sullivan a agi sur ordre ou de sa propre initiative. Dans ses mémoires, il affirme avoir envoyé la bande et la lettre de menaces sur instruction du numéro trois du Bureau, Al Belmont. Cartha DeLoach est d'un avis contraire : « La bande et la lettre n'ont été envoyées ni par Hoover ni par le FBI, mais par Sullivan. Nous avons enquêté. Nous avons trouvé la preuve que Sullivan a agi en dehors de mon autorité, comme de celles de Tolson et de Hoover. » Ancien responsable de la division « Inspection » du FBI, Ed Miller est de ceux qui ne croient pas à la version de Sullivan. J. Edgar Hoover lui a parlé de l'affaire, une seule fois, en lui disant : « Quand je commets des erreurs, je veux que ce soient mes erreurs, je ne veux pas que d'autres aient commis des erreurs à ma place. » Et Ed Miller de conclure : « Sullivan s'est trompé à la place de Hoover… »

Si jamais l'opinion venait à apprendre ce qui s'était passé, le Bureau serait fort « embarrassé ». Le Directeur craignait aussi que le président Johnson n'en profite pour se débarrasser de lui. Sans doute est-ce pour cela que Hoover ne prend pas de sanctions contre Sullivan.

L'assassinat de Martin Luther King

Le 4 avril 1968, Cartha DeLoach est chez lui au milieu du tohu-bohu familial. Sa femme Barbara est sur le point de partir pour une réunion paroissiale. La petite Teresa est au lit avec une forte fièvre. Les six autres enfants ont faim et il n'y a pas de dîner en vue. Cartha DeLoach s'apprête à faire décongeler des steaks hachés sous l'eau chaude, quand le téléphone sonne. Un appel du SAC de Memphis, Tennessee. À 7 heures du soir, heure locale, Martin Luther King a été grièvement blessé alors qu'il sortait avec des amis de sa chambre du Motel Lorraine. La balle est entrée dans sa joue droite, près de la commissure des lèvres, et a fracassé la colonne vertébrale en ressortant.

Cartha DeLoach est effondré. Depuis quelque temps, la guerre secrète entre le FBI et le révérend a redoublé d'intensité. Le directeur du FBI et le président Johnson n'ont pas du tout apprécié les prises de position du leader noir contre la guerre du Vietnam, encore moins le virage qu'il a amorcé en direction de la « Nouvelle Gauche », qui conteste le « rêve américain » jusque dans ses fondements. Martin Luther King a même envisagé de se présenter à l'élection présidentielle en compagnie du docteur Benjamin Spock. Mais l'étoile de Martin Luther King pâlissait. Cartha DeLoach n'aurait jamais cru qu'un « imbécile » pourrait tirer sur le révérend. Hagard au milieu de sa cuisine, il voit déjà les ghettos noirs des grandes villes à feu et à sang. Il n'a pas tort. Il lui appartient de prévenir le Directeur.

On retiendra de cet appel le mépris de Hoover pour son nouveau Procureur général, Ramsey Clark, exclusivement désigné sous le sobriquet « BullFly » (taon) – ce qui serait, à en croire Cartha DeLoach, l'équivalent du « tigre de papier » chinois. « Hoover traitait Clark comme un petit enfant, rapporte DeLoach, c'est-à-dire comme quelqu'un qui ne mérite ni d'être vu ni d'être entendu. En conséquence, c'est moi qui m'occupais de communiquer avec Clark. »

À l'annonce de la nouvelle, Hoover ordonne à DeLoach de se tenir à l'écart de l'enquête : « C'est une affaire locale, lui dit-il, n'acceptez pas que le Bureau y soit mêlé. »

Cartha DeLoach étant aussi chargé des rapports avec la Maison-Blanche, c'est à lui qu'il incombe de prévenir le président Johnson. Il monte au premier étage de sa demeure, entre dans sa chambre à coucher et décroche le téléphone relié directement à la Maison-Blanche. La ligne a été installée à la demande d'un Président excédé de ne pouvoir joindre le numéro trois du FBI à son domicile pour cause de logorrhée téléphonique des sept enfants DeLoach ! À l'autre bout du fil, ce n'est pas le Président qui décroche, mais le Procureur général, Ramsey Clark. Les instructions de Clark sont claires : le Bureau *doit* s'occuper de l'affaire. « J'étais trop malin pour protester, explique DeLoach ; j'ai rappelé Hoover. Le Directeur a grommelé : "OK, allez-y, mais c'est vous qui êtes responsable !" »

Cinq minutes plus tard, Cartha DeLoach apprend la mort de Martin Luther King.

Le coup de feu mortel est parti d'une chambre louée par un certain John Willard, *alias* Eric Galt, *alias* Harwey Lowmeyer. La chasse à

l'homme commence. Les agents du FBI d'une dizaine d'États sont sur le pied de guerre. Cinq cents agents, soit près du dixième des effectifs du FBI, sont affectés à l'affaire. Parmi eux, James Ingram, un des héros de *Mississippi Burning*. La piste de l'assassin mène justement au Mississippi.

« C'était notre priorité, raconte James Ingram. Le Président en avait fait une priorité. Et le Directeur a suivi ses instructions à la lettre. Tous nos bureaux étaient mobilisés. » Cartha DeLoach approuve : « Dans un cas comme celui-là, l'argent ne compte pas. On savait qu'on devait résoudre l'affaire, sinon le public, la presse et, plus important pour nous, J. Edgar Hoover auraient été pour toujours sur notre dos. On a mis d'autres dossiers en attente. Nos priorités ont été bouleversées. Hoover nous demandait des rapports d'étape tous les matins à 9 heures, ce qui ne l'empêchait pas de nous appeler ensuite plusieurs fois par jour. »

La découverte de la voiture du suspect, une Mustang blanche abandonnée sur un parking d'Atlanta, permet de remonter la piste du tueur jusqu'au Mexique, puis au Canada. Le FBI finit par obtenir des empreintes digitales de l'homme qu'il traque. « Aujourd'hui, commente DeLoach, avec les recherches électroniques, la vérification se ferait en un rien de temps. Mais, à l'époque, nos chercheurs devaient les comparer manuellement avec chacune de nos cartes. Et la division "Identification" du FBI avait archivé trois millions de fiches d'empreintes digitales ! » L'enquête permet d'établir que le suspect est sans doute un repris de justice. Voilà qui limite les recherches à 53 000 individus. Des agents spécialisés dans la lecture des empreintes arrivent de Richmond, New York, Baltimore et Philadelphie. Deux semaines après l'assassinat de Martin Luther King, ils se mettent au travail. Le lendemain, ils ont trouvé : le suspect s'appelle James Earl Ray, c'est un évadé du pénitencier d'État de Jefferson City, dans le Mississippi. Mais, pour le localiser rapidement, le FBI va avoir besoin d'un coup de pouce de la chance…

L'homme vient du Canada. À la demande du FBI, la police montée (RCPM) a passé en revue les passeports récemment émis, pour isoler celui de Ramon Georges Snyde, dont la photo est bien celle de James Earl Ray. La traque reprend. Du Canada, Ray est parti pour Londres. De là, il s'est envolé pour le Portugal. Deux agents du FBI débarquent à l'aéroport de Lisbonne au moment même où Ray y embarque pour Londres.

Le samedi 8 juin 1968, comme à son habitude, Cartha DeLoach est chez lui. Son épouse Barbara est à l'église, il s'apprête à faire des crêpes,

pour la plus grande joie de sa marmaille gourmande. Le téléphone sonne. C'est Londres :

« Un homme qui pourrait être James Earl Ray a été arrêté, mais il n'y a pas d'identification certaine.

– Et les empreintes ?

– En Grande-Bretagne, il faut l'autorisation du suspect. »

Cartha DeLoach a envie de fracasser le téléphone contre le mur. Il hurle :

« Un putain de verre ! Donne-lui à boire, prends le verre, et relève les empreintes ! »

« J'ai attendu pendant ce qui ne devait pas excéder une heure, mais qui m'a paru un jour entier, dit en riant DeLoach. Personne n'a mangé de crêpes. Personne n'a osé m'approcher. Personne n'a osé se servir du téléphone… »

Enfin, l'appel attendu arrive : l'identification est positive. Alors, et seulement alors, les enfants DeLoach ont eu droit à leurs crêpes.

Le FBI n'annonce pas sur-le-champ la nouvelle de l'arrestation de l'assassin présumé du pasteur Martin Luther King. Pourquoi ? William Sullivan croit le savoir. Le 6 juin 1968, Bobby Kennedy a été assassiné à Los Angeles alors qu'il était sur le point d'être nommé candidat démocrate à l'élection présidentielle. J. Edgar Hoover détestait Bobby Kennedy. Six semaines plus tôt, devant huit témoins, dont William Sullivan, le fidèle Clyde Tolson s'était exclamé : « Je souhaite que quelqu'un bute ce fils de pute ! » Sullivan ne croit pas que Tolson ou Hoover aient pu traduire ces propos en actes. En revanche, il y voit la preuve d'une haine inextinguible, plus forte que la mort. Cette même haine qui aurait poussé Hoover à ne rendre publique l'arrestation de James Earl Ray que le jour même de l'enterrement de Bobby Kennedy. « Comme ça, le FBI peut à nouveau voler les grands titres des journaux aux Kennedy », accuse William C. Sullivan.

Pour le FBI, le dossier est clos. La publication du communiqué officiel annonçant l'arrestation de l'assassin présumé de Martin Luther King fait monter d'un cran la tension entre le Procureur général, Ramsey Clark, et le Bureau. Jugeant que son nom n'a pas été assez mis en avant par le FBI, Clark téléphone, furieux, à Cartha DeLoach. « Pour la première fois de ma vie, raconte DeLoach, j'ai raccroché au nez d'un supérieur. » Ce n'est pas J. Edgar Hoover qui lui donnerait tort.

Le FBI est tout à sa joie. L'assassin est sous les verrous britanniques. Quelques semaines plus tard, il va être transféré avec un luxe de précautions aux États-Unis (son escorte l'accompagne jusqu'aux toilettes). Après avoir plaidé coupable de l'assassinat de Martin Luther King, James Earl Ray est condamné à quatre-vingt-dix-neuf ans de prison.

Quelques années plus tard, James Earl Ray se rétractera, affirmant n'avoir plaidé coupable que pour éviter la chaise électrique. Il parlera d'un complot orchestré par un mystérieux Raul et par Johnny Ray, son propre frère. Il clame si haut et fort son innocence qu'il finit par en convaincre la famille de Martin Luther King. Après enquête, celle-ci croit en l'existence d'un complot orchestré par le propriétaire d'un restaurant de Memphis. James Earl Ray étant décédé en prison des suites d'une hépatite virale, la vérité demeure à ce jour impossible à cerner.

James Earl Ray a-t-il agi seul ? Tous les agents du FBI en sont convaincus. À deux exceptions près.

Au moment de l'assassinat de Martin Luther King, Howard Teten, un des meilleurs spécialistes des techniques de police scientifique du Bureau, est en poste à Memphis. Ses rapports avec la police locale sont excellents. Comme il a suivi une formation scientifique, il leur donne un coup de main sur la scène du crime. Il les aide à effectuer les analyses balistiques et à relever les empreintes, fouille avec eux les environs à la recherche de traces de pas, prend possession de l'arme du crime, qui est trouvée presque immédiatement, et la remet à son SAC pour qu'il l'expédie à Washington. Bref, la routine, à ceci près que la tension est palpable, tant les enjeux de l'enquête sont élevés. Puis, par réflexe, Teten dresse le profil du tueur. À l'époque, les « profileurs » n'étaient pas encore à la mode. Rares étaient ceux qui avaient entendu parler de cette technique, développée discrètement par Teten pour appréhender le comportement des tueurs : « J'avais mis au point une petite banque de données sur les assassinats, explique-t-il. J'ai comparé mes informations avec celles de ma banque de données. J'en suis arrivé à la conclusion qu'on cherchait un type précis d'individu qui agissait pour de l'argent. Il y avait donc plus d'une personne impliquée dans l'affaire. On cherchait quelqu'un qui travaillait pour d'autres personnes. Quand la personne qui tire des coups de feu le fait depuis une certaine distance, elle est généralement pressée et n'a pas grand respect pour l'animal humain. C'est le cas de la plupart des tueurs à gages. Mais personne n'était d'accord avec mes conclusions. J'avais sans doute tort… »

Le chef de la section « Domestic Intelligence » du FBI, William C. Sullivan, partage les conclusions de Howard Teten. Dans ses mémoires, il cite un interrogatoire de Johnny Ray effectué par un agent du FBI : « Mon frère n'aurait jamais rien fait s'il n'avait été grassement payé. » William Sullivan affirme n'avoir jamais cru que James Earl Ray avait agi seul : il était bien trop stupide et maladroit pour avoir réussi son coup seul ; quelqu'un avait dû lui montrer comment se procurer de faux passeports au Canada, comment sortir du pays, voyager en Europe. Ray, dit en substance Sullivan, n'était pas capable de faire ça tout seul. Quelqu'un avait dû en outre payer ses nombreux voyages. Oui, mais qui ? William C. Sullivan l'ignorera toujours.

Jamais le FBI ne dissipera les zones d'ombre dans l'assassinat de Martin Luther King, pas plus qu'il ne viendra à bout des mystères entourant la mort de John Fitzgerald Kennedy. En cette fin des années 1960, il est vrai que le Bureau court après d'autres fantômes…

1- L'identité des deux informateurs a été pendant des années l'un des secrets les mieux gardés du Bureau. Longtemps, la presse a cru qu'il s'agissait d'une seule et même personne, qu'elle a baptisée Monsieur X. Monsieur X était aussi mystérieux que la fameuse « Gorge profonde » qui informa les journalistes du *Washington Post*, Woodward et Bernstein, des progrès de l'enquête du FBI sur le casse du Watergate. Quarante-quatre ans plus tard, les agents survivants ont toujours des réticences à en parler.

2- L'organisation de base du Klan.

3- Notre reconstitution se fonde sur des entretiens avec des anciens du FBI qui ont travaillé avec Greg Scarpa à New York. S'ils connaissaient le détail de l'interrogatoire, ils ignoraient celui de l'affaire résolue par Scarpa. En revanche, l'écrivain américain Curt Gentry cite le nom de l'affaire, mais pas celui de Scarpa. Voir Curt Gentry, *J. Edgar Hoover : The Man and the Secrets*, New York, W.W. Norton & Company, 1991.

4- En 1975, la commission d'enquête sénatoriale Church, chargée de faire la lumière sur les exactions de la CIA et du FBI, consacrera une abondante littérature à Gary Rowe après l'avoir entendu au cours d'une audition pour le moins folklorique. L'affaire est depuis lors devenue un cas d'école.

5- Voir à ce sujet John Baron, *Operation Solo*, Washington DC, Regnery Publishing Inc., 1995.

6- William C. Sullivan, *The Bureau, My Thirty Years in Hoover's FBI*, New York et Londres, Norton & Company, 1979.

7- Voir Athan Theodaris, *J. Edgar Hoover, Sex and Crime*, Chicago, Ivan R. Dee, 1995. Theodaris raconte qu'un journaliste de *Newsweek*, Ben Bradley (futur rédacteur en chef du *Washington Post*), s'est plaint des propositions malhonnêtes du FBI au Procureur général Nicholas Katzenbach, qui a averti le président Kennedy et le vice-président Johnson. Celui-ci s'est empressé de mettre en garde Hoover contre… le manque de fiabilité de Ben Bradley !

8- Voir Richard Gid Powers, *Broken*, New York, Free Press, 2004.

9- En 1975, la commission sénatoriale Church montre à Katzenbach trois documents autorisant des écoutes chez Martin Luther King. Les documents sont paraphés des initiales de Katzenbach, qui affirme ne les avoir jamais lus. Évitant d'employer le mot *faux*, l'ancien Procureur général assure qu'il n'aurait certainement pas oublié de tels documents s'il les avait lus.

VI

Au bout du rouleau (1968-1972)

Où l'on découvre deux amis, Cartha et Lyndon – FBI, une série télévisée sous haute surveillance – Où l'on s'aperçoit qu'à Washington tout le monde écoute tout le monde, et que la Justice n'aime pas ça du tout – « Cointelpro » : une opération compliquée et dangereuse – Où l'on voit « Cointelpro » employée dans la chasse aux Panthères noires – Jean Seberg, actrice et martyr – Le Plan Houston – Un cambriolage très… médiatique – Où l'on voit que la Maison-Blanche n'arrive pas à se débarrasser de J. Edgar – Requiem pour J. Edgar – Où l'on assiste à la traque aux archives « personnelles et confidentielles » – L'autre scandale du Watergate, ou quand le FBI se fait voler la vedette par la presse – La vengeance de Richard Nixon est un plat qui se mange froid.

Cartha et Lyndon

Les années 1960 auraient dû marquer l'âge d'or du FBI. Jamais le Bureau n'a alors été aussi puissant. Il traque les opposants à la guerre du Vietnam, les militants des droits civiques, les activistes du Black Panthers Party et ceux du mouvement estudiantin (SDS). Il est aux premières loges pour assister aux trois grands assassinats politiques des années 1960 : ceux des deux frères Kennedy et celui de Martin Luther King. Parfois, il brouille les pistes, fourvoie les enquêteurs. Mais les apparences sont trompeuses : en

réalité, le FBI compose avec le pouvoir et prospère à l'ombre d'un redoutable personnage, le président Lyndon Johnson.

Deux jours à peine après l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy, le nouveau Président demande à J. Edgar Hoover de confier à Cartha DeLoach la responsabilité d'assurer la liaison entre le FBI et la Maison-Blanche. « Mon ego était *boosté*, raconte Cartha DeLoach. J'allais être fréquemment en présence du Président, l'homme le plus puissant du monde. Je l'assisterais dans ses décisions concernant la sécurité nationale. J'aurais un petit rôle à jouer dans l'Histoire telle qu'elle s'écrit. Je n'ai jamais pensé que ma position serait politiquement dangereuse, ni qu'il me faudrait marcher sur la ligne ténue séparant le respect de la Constitution et l'obéissance aux ordres d'un des hommes les plus impérieux à avoir jamais occupé la Maison-Blanche… »

Les relations entre les deux hommes commencent en 1958. Lyndon Johnson est président de la majorité démocrate au Sénat. Cartha DeLoach frappe à sa porte, à la demande de Clyde Tolson qui souhaite faire passer une loi octroyant un salaire à vie à J. Edgar Hoover. La réputation du Directeur est déjà telle que Johnson accepte sans hésiter. Quelque temps plus tard, la décision est votée à la quasi-unanimité par le Sénat et le Congrès : le Directeur sera salarié jusqu'à la fin de ses jours.

J. Edgar Hoover n'est pas un ingrat. Il est, avec Joseph Kennedy, un des artisans secrets de la nomination de Lyndon Johnson à la vice-présidence des États-Unis en 1960. Depuis lors, les deux hommes sont devenus amis. Johnson préfère néanmoins s'adresser à DeLoach plutôt qu'à Hoover : « Edgar parle trop vite, et j'ai du mal à le suivre », confie Johnson à DeLoach. J. Edgar Hoover crache ses phrases comme une mitrailleuse ses balles ; la légende veut qu'un sténographe ait jeté son crayon en disant : « Je peux prendre deux cents mots à la minute, mais là, c'est au moins le double qui sort ! » Le Président exige d'avoir constamment accès au numéro trois du FBI. Il fait même installer une ligne téléphonique directe avec la Maison-Blanche dans la chambre à coucher des époux DeLoach. À l'époque, les sept enfants DeLoach vivaient encore chez leurs parents et monopolisaient le poste familial.

Peu après l'accession de Lyndon Johnson à la présidence des États-Unis, J. Edgar Hoover commence à s'inquiéter pour son avenir. Le 1er janvier 1965, il aura soixante-dix ans, l'âge fatidique de la retraite,

obligatoire pour tous les fonctionnaires. Pour la première fois en trente ans, Cartha DeLoach lit la panique dans les yeux de son boss. « Jusqu'alors, la vie du directeur du FBI tournait comme un moteur bien huilé, se souvient-il. Il prenait son petit déjeuner toujours à la même heure, venait au travail toujours à la même heure, passait ses journées au milieu de gens qui le vénéraient. Il quittait son travail chaque soir à la même heure et n'avait pas les tintouins que connaît le commun des mortels. Sa secrétaire, Helen Gandy, payait les factures, s'assurait que la cuisinière et le jardinier étaient chaque jour à leur poste, appelait le plombier et l'électricien quand le besoin s'en faisait sentir, et veillait à ce que son linge soit lavé et ses costumes envoyés au pressing. » Une fois quitté le FBI, c'en serait fini de la belle vie. Le chauffeur ? les voyages gratuits ? Terminés ! Les visites à la Maison-Blanche sur un simple coup de fil, quand ça lui chantait ? Finies ! Les milliers de personnes taillables et corvéables à merci ? Disparues !

Hoover ne veut pas connaître la fin de ces bureaucrates à la retraite, « facilement remplacés, très vite oubliés, radotant au milieu de leurs roses ». Mais la loi est la loi et, en janvier 1965, le couperet tombera, sauf si…

Peu avant l'échéance, Clyde Tolson demande à Cartha DeLoach d'intervenir à nouveau auprès de son ami le président Johnson pour qu'il signe un décret autorisant Hoover à rester en place. Le fidèle DeLoach va trouver Lyndon Johnson, qui lui dit :

« Avez-vous bien réfléchi à ce que vous me demandez ? Si j'autorise Edgar à rester à son poste jusqu'à la fin de ses jours, je ne pourrai pas vous nommer directeur du FBI comme j'en avais l'intention. Alors, je vous repose la question : avez-vous bien réfléchi à ce que vous me demandez ? »

Johnson le roublard a-t-il réellement l'intention de remplacer J. Edgar par Cartha ? Teste-t-il la loyauté du plus fidèle lieutenant de Hoover ? DeLoach a un court instant l'impression de tenir entre ses mains le destin de Hoover.

Être directeur du FBI est le rêve de sa vie. Il a cinquante ans, il est en pleine possession de ses moyens. J. Edgar Hoover parti, personne ne s'opposerait plus à lui. Tolson ? Trop vieux et en trop mauvaise santé. William Sullivan ? Il ne fait pas le poids. DeLoach fait le choix de la fidélité :

« Accordez au Vieil Homme ce qu'il veut. »

Le Président opine du bonnet en lâchant un des mots dont il a le secret :

« C'est mieux ainsi. Je préfère avoir ce vieux bâtard à l'intérieur de la tente en train de pisser dehors plutôt que de l'avoir à l'extérieur en train de pisser dedans ! »

Depuis, Lyndon Johnson demande au FBI plus qu'il ne devrait. Le Bureau a du mal à dire non à un Président dont il dépend. À la requête de Johnson, les agents du FBI effectuent des missions politiques pour le compte du Parti démocrate au pouvoir et espionnent les républicains. Parfois même, abusant de ses pouvoirs, Lyndon Johnson lance le FBI dans des aventures folles, fort éloignées de ses attributions. C'est le cas en République dominicaine, au lendemain du coup d'État du 24 avril 1965 orchestré par l'ancien président Juan Bosch.

Le président Johnson, qui redoute de voir un nouveau Cuba au large des côtes des États-Unis, réagit vite et fort. Il charge son état-major de planifier une invasion de l'île. Normalement, il aurait dû demander à la CIA et aux services secrets de l'armée de recueillir les renseignements nécessaires au débarquement de troupes américaines. Il ne le fait pas. Quelques heures après le coup d'État, Cartha DeLoach reçoit un coup de fil du Président :

« Deke, lui dit-il, je veux que le Bureau envoie des agents en République dominicaine. Et je veux que ce soit fait immédiatement. Je veux qu'ils infiltrent les cercles du pouvoir, trouvent ce qui se trame, puis envoient les renseignements à Washington pour que je puisse me faire une idée précise et intervenir au bon moment. J'ai l'intention d'envoyer les marines pour protéger là-bas les vies et les intérêts américains. Je veux que le FBI me dise quand bouger, et rassemble des éléments afin de justifier l'invasion. »

DeLoach fait remarquer qu'il n'entre pas dans les attributions du FBI d'intervenir en République dominicaine. Il n'a pas l'intention de chasser sur les terres de la CIA.

« Je me fous de savoir qui a la responsabilité de la République dominicaine ! aboie Johnson. J'ai besoin là-bas de quelqu'un sur qui je peux compter. Putain, je ne peux pas compter sur la CIA ni sur les gars en costume trois pièces du Département d'État ! J'ai le pouvoir de faire ça

bien, et j'entends l'exercer. Appelle-moi, si tu as des problèmes avec Edgar. »

Cartha DeLoach n'aura pas de problèmes avec le Directeur. Quelques heures plus tard, il a déjà rassemblé vingt-cinq agents rompus à ce type de mission clandestine et parlant tous l'espagnol. Ils ont ordre d'être discrets, de ne jamais révéler leur identité ni leur appartenance au Bureau. Ils doivent contacter des sources qui sont déjà sur place. Ils s'occuperont eux-mêmes de trouver leur logement et sont chargés de mettre sur pied un bureau clandestin susceptible de servir de quartier général aux troupes d'invasion.

Le soir même, Cartha DeLoach informe le président Johnson que les agents sont en route pour l'île. Certains débarqueront par bateau sur des plages désertes, d'autres seront parachutés.

Dans les jours qui suivent, DeLoach retrouve tous les matins à 7 heures tapantes un des plus proches conseillers de Johnson au sein de la cellule de crise de la Maison-Blanche. Ils rassemblent les informations des agents du FBI en République dominicaine et les comparent aux données transmises par la CIA et les autres agences, avant de rédiger un rapport exclusivement destiné au président des États-Unis. Le 28 avril 1965, Johnson envoie un corps expéditionnaire de près de 40 000 hommes.

Pendant ce temps, sur l'île de Puerto Rico, État libre associé aux États-Unis, une vieille connaissance entre en scène. Après ses aventures en Amérique latine, en Alaska et dans les territoires indiens, Wallace Estill a été nommé SAC de San Juan de Puerto Rico. Il s'y trouve au moment du coup d'État de 1965. Il est chargé de surveiller l'âme du complot, l'ancien président Juan Bosch, lui-même renversé par un coup d'État deux ans auparavant. Juan Bosch est en contact permanent avec les putschistes.

« On a une longue habitude des techniques de surveillance, explique Wallace Estill. Avec l'accord du Bureau, on a placé sur écoute le téléphone de Juan Bosch. Et ça nous a fourni de merveilleuses informations. On écoutait les conversations entre le type qui s'occupait de tout et son homme de main. Bosch a commencé à se douter qu'il était écouté, alors il s'est servi de cabines téléphoniques. En vérité, ça ne nous gênait pas, on était arrivés à contrôler toutes les communications qui sortaient de Puerto Rico. Donc, ça nous était bien égal, s'il changeait de téléphone. On n'écoutait pas toutes les communications qui quittaient l'île, bien sûr, on n'avait pas les

moyens pour ça. On essayait de reconnaître sa voix ou les numéros qu'il appelait. Même la CIA ne pouvait pas rivaliser avec nous. »

L'aventure dominicaine révèle une capacité d'adaptation propre au FBI. Même J. Edgar Hoover se pique au jeu. Dans ses mémoires, Mark Felt, le directeur adjoint chargé de la division « Inspection », raconte : « Dès le troisième jour de son installation [celle de Johnson], le Directeur a envoyé un mémo sur les intentions des insurgés. Les événements confirmant les renseignements du Bureau, Hoover a continué à alimenter le Président en informations sur les intentions des insurgés. Le Président en était enchanté[1]. »

Jugeant trop longs les délais de transmission des informations recueillies par Wallace Estill à Puerto Rico, J. Edgar Hoover charge Mark Felt d'y remédier. Sitôt arrivé à Puerto Rico, Felt identifie l'origine du problème : les agents se servent d'une machine à coder rudimentaire. Ils ne peuvent utiliser l'engin plus performant dont ils sont dotés, à cause des normes de sécurité. « Wallace, dit Mark Felt au SAC, on va installer cette machine. On est dans l'urgence, on ne va pas s'emmerder avec la réglementation ! » Quelques heures plus tard, la machine est en état de marche et le « Siège du Gouvernement » commence à recevoir les messages quelques minutes seulement après leur émission.

« La crise dominicaine recelait les germes d'un nouvel affrontement entre la CIA et le FBI, rapporte Mark Felt. La CIA était supposée avoir le monopole de la collecte d'informations hors des États-Unis. Le président Johnson était déçu par le travail de la CIA en République dominicaine, et très satisfait du FBI. Au grand dam de la CIA, il a ordonné à Hoover d'établir un bureau à Saint-Domingue. Il faudra plus de deux ans à Hoover pour convaincre la Maison-Blanche de fermer ce bureau. »

Une série télévisée sous haute surveillance

En 1965, le Bureau compte 6 636 agents. Il bénéficie d'une notoriété de beaucoup supérieure à celle des autres mastodontes du renseignement ou de la répression. Un des principaux réseaux de télévision américains, ABC, vient de donner le coup d'envoi d'une série intitulée tout simplement *FBI*, avec en vedette Ephrem Zimbalist Jr. La série est un triomphe. De 1965 à 1973, la chaîne diffuse 236 épisodes de *FBI*. Chaque dimanche soir,

40 millions d'Américains suivent dans leur salon les aventures d'agents du FBI dont le moindre geste a été approuvé par les responsables du Bureau.

Le tournage de la série n'a pourtant pas commencé dans la bonne humeur. J. Edgar Hoover déteste le producteur exécutif de *FBI*, Quinn Martin. Le 22 juillet, deux mois avant le début du premier épisode, Hoover gribouille d'une main rageuse au bas d'un mémo : « Rien de ce que Martin fera ne changera mon opinion : c'est un rat ! » Le mot est fort : dans l'argot du FBI et de la Mafia, il désigne un traître, une balance. Par la suite, Hoover traitera le producteur d'insolent et de menteur. Mais il lui faut faire avec. À quarante-trois ans, Quinn Martin compte déjà à son actif des succès télévisés comme *Le Fugitif* ou *Les Incorruptibles*. J. Edgar Hoover déteste cette dernière série. Son héros, Eliot Ness, est un agent du fisc américain, alors que certaines de ses aventures télévisées sont empruntées à des affaires traitées par le FBI. Furieux, Hoover a mis en demeure Quinn Martin de ne pas recommencer. Depuis lors, deux agents du FBI passent en revue les scénarios des *Incorruptibles* afin de vérifier qu'ils ne contiennent pas de références à des dossiers traités par le FBI. En ce temps-là, à Hollywood, on ne rigole pas avec les diktats du patron du FBI !

Cartha DeLoach relit, corrige et amende les scénarios des premiers épisodes de la série télévisée *FBI*. La « bible » qui fixe la marge de manœuvre des scénaristes est des plus strictes : la tenue des agents doit être irréprochable, ils ne doivent pas être montrés en train de fumer, de boire, encore moins en compagnie de femmes. Les scénaristes ont reçu ordre de ne pas traiter de sujets d'une actualité brûlante. L'un d'eux souhaite s'inspirer d'un attentat à la bombe contre une église d'Alabama, qui a causé la mort de quatre enfants noirs. À l'époque, le Ku Klux Klan tente d'enrayer par la terreur et les lynchages la campagne en faveur des droits civiques de la communauté noire. Le scénariste demande la permission au Bureau, mais aussi au sponsor de la série (Ford), à la chaîne et à la maison de production, qui disposent chacun d'un droit de veto. Résultat : il peut parler de l'affaire à condition que l'église soit située au nord des États-Unis, qu'il ne soit pas question de Noirs, et encore moins des droits civiques…

Pas question non plus de parler de criminalité organisée ou de Mafia. Le 28 août 1970, l'agent du FBI chargé de suivre la série au jour le jour reçoit l'ordre écrit d'informer les producteurs que, « désormais, dans les scripts, plus aucune référence ne doit être faite à la Cosa Nostra ». Il ne faudrait pas voir, derrière ce refus, une preuve de plus de la coupable

indifférence de Hoover envers un phénomène qu'il ne peut pourtant pas ignorer. Une autre raison peut l'expliquer : un groupe de pression italo-américain, l'American Italian Civil Right League, menace de boycotter les voitures Ford (principal sponsor de *FBI*) si la série parle de la Cosa Nostra !

« Le FBI ne tolérera jamais sur le plateau des ivrognes, des pédés, des pervers et des junkies », précise un chef de section, le 8 mars 1972. Un instant pressenti pour jouer le rôle principal, l'acteur Rock Hudson est écarté pour cause d'homosexualité, au profit d'Ephrem Zimbalist Jr. La chaîne ABC est en permanence à la merci du patron du FBI. Un mot de J. Edgar Hoover, et la série s'arrête, au nom de la loi n° 670 qui protège l'image du FBI. Les agents passent au crible le passé de toutes les personnes travaillant pour la production. Dans un mémo daté du 2 octobre 1973, un responsable du FBI affirme : « On nous a soumis les noms de milliers d'acteurs, scénaristes ou réalisateurs pour la série *FBI*. Leurs noms ont été vérifiés dans les archives du Bureau, et leurs empreintes digitales dans celles de la division Identification. La très grande majorité de ces personnes a été approuvée. »

Le FBI dresse une liste noire de gens à ne jamais employer dans la série. En tête : Bette Davis, « sympathisante communiste », et Dalton Trumbo, scénariste et réalisateur. Hoover note au bas de la fiche de l'acteur Robert Blake : « Veillez à ce qu'il ne travaille jamais dans la série » ; l'acteur a en effet déclaré qu'il préférerait jouer le rôle d'un méchant plutôt que celui d'un des agents du FBI. Moins amusant, l'actrice Angela Tompkins, qui apparaît dans un épisode de la sixième saison (*Death Watch*), est renvoyée après avoir posé dans *Play Boy*. L'Agent spécial chargé de vérifier le passé des employés de la série a remarqué qu'un des acteurs avait signé en 1951 une pétition de soutien aux « Dix d'Hollywood », qui s'étaient retrouvés en prison pour avoir refusé de collaborer avec la Commission du Congrès sur les activités antiaméricaines (HUAC). Après avoir interrogé l'acteur, l'agent du FBI conclut à une erreur de jeunesse et recommande son embauche. Pas question ! fulmine J. Edgar Hoover, qui ne veut « pas de compagnon de route, ni même d'un imbécile naïf au générique » de la série.

Cartha DeLoach se rend régulièrement au studio 3 de la Warner, à Burbank, en Californie, afin de contrôler le tournage des épisodes. Les tournages, déclare Ephrem Zimbalist Jr., « étaient intéressants, car on nous privait de la liberté généralement octroyée aux acteurs. Nos personnages ne

devaient pas fréquenter de femmes, ils ne pouvaient pas fumer. Interdiction de boire, de mettre les pieds sur les bureaux. On ne pouvait pas tomber la veste. On était de bons petits garçons. C'était un vrai défi, pour moi, que de travailler au sein d'une telle structure et de ne pas m'ennuyer ! »

Mais, en 1966, le tournage du premier épisode de la deuxième saison de *FBI* ne se passe pas du tout comme prévu par J. Edgar Hoover. Comme à chaque début d'épisode, l'Agent spécial Lewis Erskine pénètre dans le bureau de son patron pour recevoir ses ordres. Cartha DeLoach écarquille les yeux en voyant Ephrem Zimbalist prendre une chaise, s'asseoir, ôter ses souliers et poser les pieds sur le bureau. Quand l'acteur allume un cigare et sort de sa poche une bouteille de whisky, DeLoach regarde autour de lui. Personne n'a l'air étonné. Puis il entend l'acteur dire d'une voix traînante :

« Putain de merde, aujourd'hui j'ai vraiment pas envie de travailler ! »

DeLoach bondit sur le plateau en criant :

« Qu'est-ce qui se passe, ici ? Ça ne fait pas partie de nos accords ! »

Quarante ans plus tard, DeLoach reconnaît avec amusement avoir compris trop tard que l'équipe de *FBI* se payait sa tête. Face à l'hilarité de toutes les personnes présentes sur le plateau, le numéro trois du FBI fait la seule chose possible : rejoindre le parti des rieurs.

Mais on ne saurait tout contrôler. Le 27 septembre 1970, à l'issue de l'émission, Ephrem Zimbalist fait comme à son habitude la promotion d'un film qu'ABC doit diffuser. Problème : le FBI n'a pas approuvé l'intervention de Zimbalist dans cette promotion d'une production dont la vedette est Jane Fonda, l'égérie des groupes contestataires de gauche et d'extrême gauche. J. Edgar Hoover reçoit une lettre de protestation d'un téléspectateur en colère qui reproche à Zimbalist de faire, à travers Jane Fonda, l'apologie de « groupes communistes » et de « traîtres ». Pour commencer, le Directeur enquête sur son correspondant. Pratique habituelle appliquée à toute personne qui écrit au directeur du FBI. Nul n'y échappe, pas même les enfants dont les noms sont passés au crible des fichiers du Bureau (Bufiles). Peu après, les responsables d'ABC reçoivent une lettre signée Clyde Tolson, protestant contre l'emploi d'Ephrem Zimbalist ou de « toute autre personne de l'équipe « pour promouvoir des films avec des personnes aussi blâmables que Jane Fonda ». Les responsables d'ABC répondent que, dorénavant, Ephrem Zimbalist ne fera plus de publicité pour aucun film à la fin de l'émission.

La série *FBI* est la chose de J. Edgar Hoover. Un présentateur d'ABC ose-t-il le critiquer ? Hoover demande sa tête et menace, s'il ne l'obtient pas, d'arrêter la production de la série. ABC envisage-t-il de la faire passer de 52 minutes à 90 ? « Nous ne voulons pas d'un format de 90 minutes », note Hoover en marge d'un rapport. Le vice-président de la Warner, Bernard Goodman, en est informé. Le format des épisodes reste inchangé.

La série fait les beaux dimanches d'une Amérique en pleine effervescence. Le pays ne va pas tarder à plonger dans la guerre (au Vietnam), les émeutes (celles des ghettos noirs des grandes villes et dans le Sud), les assassinats politiques (Bobby Kennedy à Los Angeles, Martin Luther King à Memphis), les manifestations de masse (un peu partout). Dans la vraie vie, les agents sont un peu moins policés qu'Ephrem Zimbalist, leurs voitures ne sont pas du dernier cri et ils ne dégainent pas leur arme à tout bout de champ. Derrière le mythe d'un FBI sans peur et sans reproche se cache une réalité autrement plus sombre, que les ennemis du Bureau n'hésitent pas à dénoncer.

Écoutes sauvages

À Washington, un vieil adversaire de J. Edgar Hoover reprend du poil de la bête. Bobby Kennedy semble s'être remis de la dépression dans laquelle il a sombré après l'assassinat de son frère. Après avoir quitté son poste de Procureur général le 3 septembre 1964, Bobby est élu sénateur de New York. Visant l'élection présidentielle de 1968, il s'en prend à l'escalade de la guerre au Vietnam, ordonnée par le président Johnson. Il n'hésite pas à égratigner le FBI au passage.

Le 26 juin 1966, Bobby Kennedy est soumis au feu roulant de questions des journalistes de l'émission politique phare de la chaîne ABC, *Issues and Answers*. Les journalistes lui demandent s'il a autorisé des écoutes, quand il était Procureur général, en dehors des dossiers relevant de la sécurité nationale. Non, répond Bobby. Ils reviennent à la charge :

« Aurait-on placé des écoutes sans que vous en ayez été informé ?

– Si cela a été le cas, oui, lâche Bobby, embarrassé.

– Cela signifierait-il que le FBI a procédé à des écoutes sans que vous en ayez été informé ?

– Je m'attends à ce qu'il y ait des développements de ce côté-là. »

« Voilà un ancien Procureur général, candidat potentiel à la Présidence, qui laisse entendre que le FBI se serait lancé dans une campagne d'écoutes sauvages ! » s'exclame, indigné, Cartha DeLoach. Hoover n'est pas homme à laisser passer l'attaque sans broncher.

« Mais il n'aurait pas été bon pour le Bureau que le Directeur réponde directement à Bobby Kennedy, explique Cartha DeLoach. Alors Hoover s'est adressé à un ami, le parlementaire Gross. » Sous le contrôle de DeLoach, Gross écrit à Hoover : « J'ai l'impression que, par le passé, le FBI n'effectuait des écoutes que sous la supervision du Département de la Justice […]. J'ai cru comprendre qu'il existait des preuves écrites que le FBI agissait sous la supervision du Département de la Justice… »

Dans sa réponse, J. Edgar Hoover ne mâche pas ses mots : « Votre impression que le FBI a effectué des écoutes sous le contrôle du Département de la Justice est exacte. Et vous avez raison de penser que nous avons toutes les preuves de l'existence de telles autorisations. Toutes les écoutes effectuées par le FBI ont toujours été approuvées par écrit, et par avance, par le Procureur général. À titre d'exemple, pour la période qui vous intéresse, vous trouverez en annexe une note datée du 17 août 1961, signée de l'ancien Procureur général Robert F. Kennedy, dans laquelle il approuve l'emploi de micros dans les affaires de sécurité et de criminalité. Monsieur Kennedy, alors qu'il était Procureur général, a fait montre d'un grand intérêt en la matière. Alors qu'il se trouvait dans différentes métropoles, il a écouté le résultat de surveillances effectuées grâce à des micros et a posé des questions sur l'amélioration de l'équipement[2]. »

Bobby Kennedy a un allié de taille en Edward Long, sénateur du Missouri et président du « sous-comité » chargé de surveiller « les pratiques administratives et les procédures ». Edward Long s'intéresse lui aussi aux écoutes du FBI. J. Edgar Hoover se méfie de lui ; un mémo interne du Bureau indique qu'« on ne peut lui faire confiance[3] ». Mais le directeur du FBI dispose d'une carte maîtresse. Par une curieuse ironie du sort, le nom du sénateur figure plus d'une fois dans les écoutes sauvages effectuées par le FBI dans le cadre d'une enquête sur la criminalité organisée. Alors même qu'il enquête sur les méthodes du FBI, Edward Long est payé par l'avocat de Jimmy Hoffa, président du syndicat des camionneurs, les Teamsters, réputé pour ses connexions mafieuses. Les transcriptions d'écoutes réalisées par le FBI font état d'une somme conséquente : 160 000 dollars. Malin, J. Edgar Hoover propose au sénateur de lui communiquer l'intégralité des

comptes rendus d'écoutes effectuées par le FBI – dont les siennes. Long refuse, mais, désormais, il sait que Hoover *sait*.

J. Edgar Hoover envoie Cartha DeLoach éclairer le sénateur sur les techniques d'écoute du FBI. DeLoach suggère à Long de rédiger un communiqué affirmant que, après avoir rencontré des dirigeants du FBI, il a compris « que le FBI ne s'est jamais servi des écoutes de manière incontrôlée, et que leur emploi a toujours été justifié ». Long accepte, mais explique « qu'il ne saurait pas trouver les mots pour rédiger un tel communiqué ». DeLoach lui répond « qu'il serait ravi de préparer une telle déclaration de manière confidentielle ».

Quand il prend connaissance du communiqué rédigé par Cartha DeLoach, Edward Long fait marche arrière. Il sait que les autres membres de la commission n'approuveront jamais une déclaration aussi favorable au FBI. Le sénateur propose à DeLoach de venir témoigner devant son sous-comité. DeLoach refuse catégoriquement, affirmant que « faire déposer un témoin du FBI, c'est comme ouvrir la boîte de Pandore à nos ennemis de la presse ».

DeLoach est néanmoins satisfait de l'attitude du sénateur. Dans un mémo adressé à Hoover, il écrit : « Nous avons neutralisé la menace d'être gêné par le sous-comité Long, mais nous n'avons pas encore éliminé certains dangers qui pourraient résulter de la pression des médias sur lui. »

Dix ans plus tard, une commission du Congrès affirmera : « En partie à cause de la neutralisation du comité par le Bureau, les pratiques de surveillance électronique du FBI ont été protégées d'un contrôle strict du Congrès et de l'opinion publique jusque dans les années 1970. »

Le champ de bataille se déplace alors. La Cour constitutionnelle est appelée à statuer sur la légalité des écoutes sauvages du FBI. Les auditions s'annoncent délicates. Elles donnent lieu à de violentes passes d'armes entre le Procureur général, Nicholas Katzenbach, et J. Edgar Hoover.

La Cour constitutionnelle a été saisie par les avocats de Fred Black, un des hommes les plus puissants de Washington, condamné pour fraude fiscale. Entremetteur politique, Fred Black travaille pour les responsables républicains aussi bien que démocrates. Il est également proche des mafieux de Las Vegas. « C'est pour cela que le FBI avait placé des micros dans les suites d'hôtel où il recevait ses amis », précise Cartha DeLoach. Après sa condamnation, Black apprend par hasard que le FBI écoute ses

conversations secrètes. Il plaide alors la nullité du dossier, affirmant que les preuves contre lui ont été obtenues par le biais d'écoutes illégales. D'où la saisie de la Cour constitutionnelle. Une mauvaise surprise y attend le FBI.

Le Procureur général, Nicholas Katzenbach, est sommé par les juges de s'expliquer sur la politique gouvernementale en matière d'écoutes. Il consulte J. Edgar Hoover sur la réponse qu'il convient de fournir. Hoover veut que Katzenbach affirme que les écoutes de Black étaient autorisées. Ce dernier refuse. Le Directeur fait jouer ses contacts à la Maison-Blanche, à la Cour suprême et au Sénat. En vain. Interrogé par les juges de la Cour suprême, le représentant du Département de la Justice, Thurgood Marshall, fait une prestation calamiteuse. « En matière d'écoutes électroniques, il soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses », note Cartha DeLoach. Interrogé une seconde fois par les juges, Marshall lâche une bombe : « Le FBI bénéficierait d'une autorisation générale pour l'emploi d'un tel matériel. » DeLoach est indigné : « Il est inepte, ou bien il protège son ancien Procureur général. » À savoir : Bobby Kennedy.

L'administration Johnson annonce que, désormais, les écoutes ne seront autorisées que dans les affaires relevant de la « sécurité nationale ». À son habitude, J. Edgar Hoover réagit en se couvrant. À la demande de Cartha DeLoach, William Sullivan rédige un mémo sur l'emploi des écoutes sauvages : « De telles techniques impliquent des violations de domicile et sont clairement illégales », écrit Sullivan. Au bas du mémo, Hoover gribouille : « Il ne faut plus se servir de telles techniques. » Avait-il l'intention de mettre fin aux écoutes non autorisées ? Pourquoi n'a-t-il pas envoyé un mémo à tous ses SAC, au lieu de commander un rapport pour y annoter son interdiction ? Le 6 janvier 1967, il se plaint auprès de Clyde Tolson que des SAC continuent à lui demander l'autorisation de poser clandestinement des micros. « J'ai déjà dit que je n'ai plus l'intention d'accéder à l'avenir à de telles requêtes. » Mais ne pas autoriser ne signifie pas interdire…

En revanche, J. Edgar Hoover interdit à ses agents de poser des micros pour le compte d'autres agences fédérales, comme cela se pratiquait jusqu'alors. William Sullivan affirme dans ses mémoires qu'il ne cessait de recevoir des plaintes de la part de la « communauté du renseignement », parce que le FBI ne voulait plus procéder à aucune surveillance électronique. « Nous ne sommes pas là pour servir la CIA ou l'armée, aurait déclaré Hoover à Sullivan. Qu'ils se débrouillent ! » Richard Helms,

directeur de la CIA, demande ainsi au FBI de surveiller deux hommes d'affaires new-yorkais soupçonnés d'être des agents du KGB. « Ils n'ont qu'à le faire eux-mêmes ! » aurait répondu Hoover. Fureur du directeur de la CIA, qui lâche : « Dans ce cas, on ne fera rien ! »

Le général Marshall Carter, directeur de la NSA, le mastodonte du renseignement électronique, rencontre J. Edgar Hoover en 1967 pour le faire changer d'avis. Dès le début de l'entretien, le Directeur prend la parole et semble ne jamais vouloir la céder. Le général Carter en apprend plus qu'il ne voulait sur John Dillinger, Ma Barker, la menace communiste… À la fin, il réussit tout de même à demander au directeur du FBI de rétablir les écoutes sauvages, indispensables à la sécurité nationale. Hoover, ébranlé par des explications qu'il trouve « convaincantes », envisage de revenir à la situation antérieure. Trois jours plus tard, il autorise ses agents à effectuer les écoutes demandées par la NSA. Mais, après trois nouvelles journées de réflexion, les vieux réflexes reprennent le dessus : Hoover annonce qu'il n'acceptera d'aider la NSA que si le Président ou le Procureur général lui en donnent l'ordre écrit. Un responsable de la NSA commente : « On ne pouvait quand même pas aller voir les hommes chargés de faire respecter la loi dans ce pays et leur demander d'approuver quelque chose d'illégal ! »

« Les professionnels du renseignement étaient surpris par le refus de Hoover d'ordonner ce qu'il autorisait régulièrement par le passé », constate une commission d'enquête sénatoriale[4].

À Washington, les hommes de l'ombre ne s'expliquent pas la position du Directeur. Est-il uniquement soucieux de préserver sa réputation ? A-t-il donné raison à son éminence grise, Clyde Tolson, qui craint que l'image et la réputation du Bureau ne soient ternies si l'emploi de telles techniques vient à se savoir ?

On peut aussi expliquer son attitude par un désir quasi névrotique de mourir à son poste. Il a l'impression d'être sur un siège éjectable depuis que le président Johnson lui a offert pour son soixante-dixième anniversaire un décret l'exemptant de prendre sa retraite comme il était tenu de le faire par la loi. Son contrat est tacitement reconduit d'année en année. Les SAC interprètent différemment l'attitude de Hoover. Chicago arrête les fric-frac, New York fait comme si de rien n'était. Bientôt, sous la pression des événements, le FBI renoue avec ses vieilles habitudes et recourt de plus en plus à des pratiques interdites par la loi.

Cointelpro, « new left »

À Washington, une administration chasse l'autre. Usé par la guerre du Vietnam, le président Johnson décide de ne pas se représenter à l'élection présidentielle de novembre 1968. Bobby Kennedy est bien parti pour lui succéder, quand il est assassiné à Los Angeles en juin 1968. La contestation estudiantine redouble. Le 28 août 1968, de violentes émeutes éclatent à Chicago lors de la convention démocrate qui désigne son candidat, Hubert Humphrey. Richard Nixon remporte l'élection présidentielle de novembre 1968 avec seulement 1 % d'avance sur le démocrate. Nixon prend les rênes d'un pays déchiré par la révolte de sa jeunesse et des Noirs. Au mois de mars et d'avril 1969, les émeutes secouent les universités de San Francisco, Cambridge et Ithaca. À Chicago, les ghettos noirs s'embrasent.

Le mouvement contre la guerre du Vietnam prend de l'ampleur et à l'automne est organisée à Washington une manifestation de masse sans précédent dans l'histoire des États-Unis. La Maison-Blanche est inquiète. Derrière les mouvements estudiantins, elle voit l'ombre de « puissances » hostiles. Le Bureau, lui, n'a rien vu venir. Il n'a pas remarqué que la révolte gronde depuis longtemps au sein de la jeunesse. À la lutte pour les droits civiques sont venus s'ajouter un fort mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam, puis une vague de contestation contre les valeurs mêmes de la société américaine. Les étudiants alimentent la révolte. William Sullivan a l'impression de se retrouver plongé trente ans en arrière, quand le Bureau a dû improviser face à l'explosion des kidnappings et des pillages de banques lors des années gangsters. Cette fois, l'ennemi est le mouvement contestataire. En toute hâte, le FBI ouvre un nouveau dossier qu'il baptise « Nouvelle Gauche ».

« Quelques semaines après l'assassinat de Martin Luther King, nous avons été stupéfaits, au quartier général du FBI, de lire dans les journaux que des émeutes avaient eu lieu à l'université de Columbia de New York », note William Sullivan dans ses mémoires. Au « Siège du Gouvernement », la nouvelle provoque le même effet que l'annonce du sommet mafieux d'Appalachin onze ans auparavant. « J'ai envoyé un télégramme au SAC de New York, poursuit Sullivan, pour leur demander qui était derrière tout ça et ce qu'ils en savaient. L'après-midi, j'ai reçu un mémorandum avec des coupures de journaux. J'ai télégraphié à New York : je ne voulais pas de

coupures de presse, je voulais savoir ce qu'il y avait dans les dossiers sur le soulèvement estudiantin de Columbia. Ils m'ont répondu : nous n'avons rien. »

Le supérieur hiérarchique de William Sullivan, Cartha DeLoach, explique : « C'est alors que William Sullivan est venu avec un plan d'action qui m'a fait grimper aux murs. Son idée était d'employer contre la Nouvelle Gauche « Cointelpro », le programme de contre-intelligence active dont nous nous étions servis contre le Parti communiste et le Ku Klux Klan. Cela voulait dire infiltrer les organisations, placer nos hommes à leur tête, rassembler les informations, entretenir la discorde dans leurs rangs et promouvoir des politiques d'autodestruction. Et ça n'était que le début. Des agents devaient recruter des informateurs, s'en servir comme pourvoyeurs d'informations, les charger de faire circuler de fausses informations avec pour objectif de tromper l'organisation sur ses développements stratégiques ; ils auraient eu pour mission de discréditer les dirigeants en orchestrant des complots afin de faire douter de leur fidélité à la cause et à leurs camarades. La stratégie prévoyait l'emploi de la presse pour nuire aux organisations par des communiqués de presse hostiles, des fuites ou de fausses nouvelles. Déployer toute la force de "Cointelpro" signifiait aussi recourir aux coups tordus (*black bag jobs*), à la surveillance, à la pose de micros dans les bureaux et les demeures, à l'écoute des lignes téléphoniques. »

Lancé par le FBI en 1956 afin « de contrôler et de neutraliser par tous les moyens » des groupes politiques ou des individus jugés « subversifs », « Cointelpro » est la plus grosse opération d'infiltration et de déstabilisation menée par le FBI. Au début, elle vise le Parti communiste, puis elle s'étend au Ku Klux Klan et aux groupes non-violents qui militent en faveur des droits civils comme la Southern Christian Leadership Conference de Martin Luther King Jr. La directive qui lance « Cointelpro » ordonne à tous les agents du FBI d'« exposer, interrompre, détourner, discréditer et neutraliser par tous les moyens » les activités de ces mouvements et de leurs dirigeants.

Malgré les réticences de Cartha DeLoach, « Cointelpro » est lancé. « Nous avons placé nos agents au sein de la Nouvelle Gauche, raconte-t-il, nous avons recruté des informateurs et appris énormément sur leurs plans et leurs projets. Nous avons causé des dissensions dans leurs rangs, nous les avons harcelés. » « Cointelpro Nouvelle Gauche » est allé très loin dans la déstabilisation. Trop ?

La commission sénatoriale Church chargée de faire la lumière sur les dérapages des services secrets américains a enquêté sur « Cointelpro » en 1976. Ses conclusions sont sans appel : « Bien des techniques employées sont intolérables dans une société démocratique, même si toutes les cibles sont impliquées dans des activités violentes, mais “Cointelpro” a été encore au-delà. Le Bureau a mené des opérations […] très sophistiquées afin d’empêcher l’exercice des droits d’expression et d’association prévus par le premier amendement de la Constitution au prétexte de protéger la sûreté nationale et d’éviter la violence en empêchant l’essor de groupes dangereux et la diffusion d’idées dangereuses. »

« Cointelpro » a usé de nombreuses méthodes, dont :

1. « L’infiltration d’agents et d’informateurs, non pas afin d’espionner les activistes politiques, mais en vue de les discréditer auprès de leurs militants. Le FBI et la police se sont servis de la peur pour faire passer d’authentiques militants pour des agents… »

2. « La guerre psychologique : le FBI et la police ont recouru à une infinité de coups tordus pour miner les mouvements progressistes. Ils ont fait circuler de fausses histoires dans les médias et ont diffusé de fausses publications au nom des groupes pris pour cibles. Ils ont fabriqué des correspondances et se sont servis de coups de fil et de lettres anonymes pour répandre de la désinformation à propos de rencontres et d’événements, ils ont créé de faux mouvements dirigés par des agents du gouvernement. Ils ont manipulé ou puissamment armé [des militants]… »

3. « Harcèlement à travers le système légal : le FBI et la police ont abusé du système légal pour harceler des dissidents afin de les faire apparaître comme criminels ; des représentants de la loi ont fourni de faux témoignages et présenté des preuves fabriquées afin de procéder à des arrestations et à des emprisonnements injustifiés. »

4. « La force extra-légale et la violence : le FBI et la police ont réalisé des cambriolages, des actes de vandalisme, des attaques et des passages à tabac afin d’effrayer les dissidents et de mettre hors d’état de fonctionner leurs organisations. Dans le cas des radicaux noirs, des activistes portoricains et plus tard des Indiens d’Amérique, ces attaques, comprenant des assassinats politiques, ont été si intensives, vicieuses et calculées qu’elles peuvent être qualifiées de “terrorisme d’État”. »

Cointelpro

En septembre 1968, J. Edgar Hoover estime que « la plus grande menace contre la sécurité intérieure du pays » est une organisation nationaliste noire : le « Black Panther Party ». Créé deux ans auparavant, le BPP a tout pour déplaire au Directeur : il se revendique du marxisme-léninisme, ses membres sont noirs, prônent la violence armée, sont nombreux (plus d'un millier dans tous les États-Unis) et bénéficient d'une aura de sympathie au sein des milieux contestataires estudiantins américains et européens.

Le Black Panther Party est un des objectifs prioritaires de « Cointelpro ». Il est la cible de 233 des 295 actions « Cointelpro » lancées par le Bureau contre les groupes nationalistes noirs. « Cointelpro » engendre une vague de violence dénoncée des années plus tard par la commission dirigée par le sénateur Frank Church, qui accuse le FBI d'avoir « intensifié le degré de violence entre les Black Panthers et des bandes rivales comme les Blackstone Rangers, à Chicago, ou les United Slaves, en Californie ». Les agents de « Cointelpro » se déchaînent : ils multiplient les lettres anonymes et les campagnes de désinformation, chargent leurs informateurs de répandre calomnies et rumeurs. En résulte une guerre des gangs, avec à la clef des dizaines de morts et de blessés[5]. Grâce aux informations des infiltrés, le FBI organise des raids pour intercepter les dirigeants des Black Panthers. Le 4 décembre 1969, à Chicago, un raid de la police et du FBI se solde par la mort par balles de deux Panthers, dont Fred Hampton, le leader du parti pour l'Illinois. Noircissant le tableau, la presse parle d'une trentaine de Panthers tués lors d'assauts menés par la police ou par le FBI. L'hebdomadaire *Newsweek* s'interroge : « Y aurait-il en cours un complot du gouvernement pour exterminer les Black Panthers ? » L'organisation finit par voler en éclats à la suite des morts, des arrestations et des guerres internes soigneusement orchestrées et entretenues par les hommes de « Cointelpro »[6].

Quarante ans plus tard, il ne se trouve pratiquement personne à l'intérieur du FBI pour défendre l'emploi de « Cointelpro ». Parmi les plus farouches critiques de William Sullivan figure son ancien supérieur Cartha DeLoach : « William Sullivan dirigeait "Cointelpro" comme si c'était une

agence indépendante qui n'avait de comptes à rendre ni à la loi ni à J. Edgar Hoover. »

« À l'époque, j'étais directeur assistant et superviseur immédiat de Sullivan, et même moi j'ignorais jusqu'où il est allé. » S'il n'était pas forcément au courant du détail de « Cointelpro », J. Edgar Hoover n'en était pas moins acquis à la philosophie générale de l'opération. « Ces activités ont eu lieu sous notre responsabilité et nous avons été trop loin », reconnaît Cartha DeLoach.

La fin tragique de Jean Seberg

Quand on lui demande jusqu'où le FBI est allé trop loin, Cartha DeLoach cite une des plus illustres victimes de « Cointelpro », Jean Seberg. Révélée à la fin des années 1950 dans deux films d'Otto Preminger, dont *Bonjour tristesse*, Jean Seberg a été promue au rang de star par Jean-Luc Godard dans *À bout de souffle*. Au début de 1970, le bureau de Los Angeles découvre que l'actrice finance le Black Panther Party. Intrigués par un premier versement de 10 000 dollars, les agents du FBI passent au crible les comptes en banque de l'actrice. Wesley Swearingen, Agent spécialau bureau de Los Angeles à la fin des années 1960, note dans ses mémoires : « Le FBI ne pouvait pas comprendre les raisons du financement de Jean Seberg. Elle ouvrait constamment son porte-monnaie aux Black Panthers. Des agents supposaient qu'elle était impliquée sexuellement avec certains membres du Black Panther Party[7]. »

Début 1970, les foudres de « Cointelpro » s'abattent sur la frêle jeune femme. L'actrice vit en France depuis plusieurs années, mais revient régulièrement aux États-Unis. Lors de chacun de ses séjours, le FBI la met sous pression. Pas beaucoup, juste un petit peu. Des filatures suffisamment appuyées pour qu'elle les remarque. Les agents du FBI vérifient l'identité des fans qui demandent des autographes de l'actrice dans les rues de Los Angeles. Jean Seberg cède sans mal à la paranoïa inhérente aux Black Panthers. Si son téléphone grésille, c'est que les lignes sont écoutées. Après avoir quitté sa chambre d'hôtel, elle place des repères discrets (cheveux, papier autocollant transparent) qui sont systématiquement déplacés ou arrachés.

À l'époque, l'agent Richard Wallace Held a tout juste vingt-neuf ans. C'est lui qui est chargé de neutraliser le Black Panther Party à Los Angeles. Il a aussi la responsabilité d'« interrompre les activités » de Jean Seberg « par tous les moyens ». Il ne lui a pas échappé que l'actrice a de gros problèmes personnels. Elle est en train de divorcer de son second mari, l'écrivain Romain Gary, et se gave de tranquillisants. C'est le bon moment pour frapper un grand coup. Le 12 avril 1970, le FBI intercepte une conversation entre Jean Seberg, qui est à Paris, et un dirigeant du Black Panther Party à Los Angeles. L'actrice est enceinte. Au cours de la conversation, elle mentionne sa grossesse à son ami. Il n'est pas le père.

Richard Wallace Held a un plan. Il demande au « Siège du Gouvernement » la « permission de rendre publique la grossesse de Jean Seberg » en informant des journalistes amis. Le but de la manœuvre : faire croire que le père n'est autre que le responsable du BPP ami de l'actrice. « La publication de la grossesse de Seberg pourrait l'embarrasser et affaiblir son image au sein du public », écrit l'agent du FBI. Le mémo conclut : « Les précautions habituelles seront prises par la division de Los Angeles pour que le Bureau ne soit pas identifié comme source de l'information. »

Le « Siège du Gouvernement » donne son feu vert à l'opération, mais ajoute une délicate attention : « Afin de protéger notre source d'information très sensible [l'écoute téléphonique] et d'assurer le succès de votre plan, le Bureau pense qu'il serait mieux d'attendre environ deux mois jusqu'à ce que la grossesse de Jean Seberg soit évidente pour tout le monde. »

Le bureau de Los Angeles n'attend pas deux mois pour faire fuiter l'information. Le 19 mai 1970, le *Los Angeles Time* la publie. Jean Seberg n'est pas désignée par son nom, mais par le pseudonyme « Miss A ». Son portrait est pourtant suffisamment reconnaissable pour qu'elle s'en alarme. Les mauvaises langues se déchaînent : à Hollywood, on ne parle plus que du futur bébé « panthère noire » de Jean Seberg. L'actrice encaisse mal le choc. À bout de nerfs, elle accouche prématurément quelques mois plus tard. Le bébé ne vit que quelques heures. Elle le fait enterrer dans un cercueil de verre afin que tous puissent voir qu'il était blanc. À partir de là, Jean Seberg s'enfonce dans la drogue, l'alcool et la dépression. Une longue descente jalonnée de plusieurs tentatives de suicide. À la fin du mois d'août 1979, elle disparaît de son domicile, dans le XVI^{e} arrondissement de Paris. Onze jours plus tard, la police trouve son cadavre enroulé dans une couverture à l'arrière de sa voiture, non loin de chez elle. L'examen de sang

révèle un taux d'alcool très élevé et la présence massive de barbituriques. Une lettre d'adieux convainc la police, qui conclut au suicide. Peu après, Romain Gary convoque une conférence de presse pour accuser le FBI d'être responsable de la mort de son ex-épouse. Jean Seberg est enterrée au cimetière du Montparnasse. Elle restera pour toujours Patricia, la vendeuse de journaux d'*À bout de souffle* qui traverse les tragédies en demandant avec un ravissant accent américain : « Dégueulasse, qu'est-ce que c'est ? »

Neil Welch connaît les limites de « Cointelpro ». Il les a mesurées lors des guerres du Sud contre le Ku Klux Klan. Il refuse d'appliquer les techniques de « contre-intelligence » aux étudiants contestataires. « Avais-je vraiment besoin de "Cointelpro" ? demande Neil Welch. Avais-je de tels problèmes qu'il me faille recourir à cette opération extraordinaire très risquée et dangereuse ? Non. Comme tous mes collègues présents sur les campus ou dans les manifestations, j'étais plus au courant de la nature des problèmes du pays que n'importe qui à Washington. Je savais qu'il nous suffisait de faire appliquer la loi. Je ne voyais pas la nécessité d'employer un programme aussi compliqué et sophistiqué. Alors j'ai dit : je ne l'applique pas. »

Neil Welch interdit à ses agents de participer à « Cointelpro ». « Tous les quatre ans, les agents devaient aller à Washington. J'étais certain que Sullivan et ses sbires allaient tenter d'influencer et de programmer les plus jeunes de mes hommes afin qu'ils participent à des activités discutables. À leur retour de Washington, je recevais chacun d'entre eux afin de faire le point de la situation. Je voulais être sûr que les agents comprennent que je savais ce qui se passait. Je changeais leur affectation et je faisais en sorte qu'ils n'aient pas l'occasion de se servir des techniques de contre-intelligence. »

Neil Welch n'est pas seul à s'opposer à « Cointelpro ». Un de ses meilleurs amis lui demande « de nouer ses mains autour du cou de "Cointelpro" et de l'étrangler ». Dans ses mémoires, William Sullivan écrit : « Je commençais à recevoir des lettres d'agents qui étaient mal à l'aise à l'idée d'enquêter sur ces jeunes parce qu'ils pensaient que les enquêtes étaient politiques. »

Apprenant que Neil Welch refuse d'appliquer ses directives, William Sullivan tente de le faire changer d'avis : « Je lui ai donné une chance de me convaincre, dit Welch, mais il ne l'a pas fait. Alors je lui ai dit : "Bill, je

ne vais pas appliquer le programme ‘Cointelpro’. Il n’y a aucune raison pour que je le fasse. Franchement, je trouve que tout ce projet est stupide. Si tu veux qu’on fasse quelque chose, j’ai besoin d’un ordre écrit de J. Edgar Hoover.” Bill Sullivan a manqué s’étouffer : “Tu sais très bien qu’il ne le fera jamais. Même s’il approuve ‘Cointelpro Nouvelle Gauche’, Hoover est trop prudent pour laisser des traces écrites !” » Neil Welch sourit : « S’ils ne sont pas capables de se mettre d’accord à Washington, ils ne vont sûrement pas le faire sur mon territoire… »

« Je n’avais pas de comptes à rendre à William Sullivan, poursuit Welch. Il ne pouvait pas allumer une cigarette sur mon territoire sans que je le veuille. Il ne pouvait pas demander à l’un de mes hommes d’aller de l’autre côté de la rue lui chercher un sandwich au jambon sans mon accord. Tout ce qu’il disait ou ordonnait devait passer par moi. Au Quartier général, il était peut-être considéré comme un sorcier, un génie du mal des arrière-cours, mais pas chez moi. »

Le plan Huston

Face aux mouvements estudiantins et à la révolte des ghettos, la Maison-Blanche est elle aussi à la manœuvre. À la barre : un des conseillers de Richard Nixon, Charles Tom Huston, un ancien avocat qui vient de quitter les services de renseignement de l’armée. Le 19 juin 1969, Charles Tom Huston demande à William Sullivan « toutes les informations possibles concernant l’influence étrangère et le financement de la Nouvelle Gauche ». Après avoir obtenu l’autorisation de J. Edgar Hoover, William Sullivan commence à rédiger son rapport et s’aperçoit que les renseignements sur l’influence communiste au sein de la Nouvelle Gauche sont « inadéquats ». Pour cause : la Nouvelle Gauche n’est ni financée ni manipulée par l’étranger. Au lieu de se rendre à la réalité, Sullivan et Huston imputent ce déficit d’informations au fait que le directeur du FBI répugne de plus en plus à utiliser des moyens d’espionnage électronique. Les autres services de renseignement américains (CIA, NSA, DIA) ont eux aussi lancé leurs propres opérations de renseignement et d’infiltration du mouvement de contestation. La Maison-Blanche n’est pas satisfaite de la qualité des renseignements fournis, et tout particulièrement de ceux qui proviennent du FBI. Les deux principaux conseillers de Richard Nixon,

John Ehrlichman et Robert Haldeman, affichent ouvertement leur mépris pour les informations qui émanent du Bureau. Les autres services de renseignement ne cachent plus leur impatience envers J. Edgar Hoover.

Charles Tom Huston et William Sullivan sont en contact permanent. Entre le jeune conseiller de la Maison-Blanche, qui a tout juste vingt-huit ans, et le très peu orthodoxe directeur de la division « Domestic Intelligence » du FBI, le courant passe. Ils forgent ce qu'un comité du Sénat américain appelle « une alliance de travail afin de favoriser leurs ambitions[8] ». Mark Felt, le directeur adjoint chargé de l'inspection interne au FBI, renchérit : « Huston se voyait comme une espèce de *Gauleiter* chargé de chapeauter la communauté du renseignement pour le compte de la Maison-Blanche, avec pouvoir sur le FBI, la CIA, la DIA et la NSA. Il pensait leur imposer ses idées sur la manière dont ils devaient agir contre les subversifs et les dissidents. Sullivan croyait que, avec l'appui de Huston, il pourrait saper la position de Hoover auprès du Président et le remplacer en tant que Directeur[9]. » Huston et Sullivan ont la même analyse : pour endiguer la révolte des universités et des ghettos, tous les services de renseignement doivent s'unir et recourir aux « bonnes vieilles méthodes », c'est-à-dire les écoutes sauvages, les cambriolages et les infiltrations.

Le 5 juin 1970, le président Richard Nixon reçoit à la Maison-Blanche les quatre chefs de ses services de renseignement, à savoir les directeurs du FBI, de la CIA, de la NSA et de la DIA, pour leur faire part de son mécontentement. Le Président se plaint de leur ignorance face à un pays qui connaît une « épidémie sans précédent de terrorisme intérieur ». Il propose de lancer un plan « afin de mettre fin aux activités illégales de ceux qui veulent détruire notre société ». C'est-à-dire, si on l'en croit Nixon, 30 % des Américains. Le Président demande aux quatre directeurs de former un comité *ad hoc*, qu'il place sous la direction de J. Edgar Hoover. Charles Tom Huston est chargé d'assurer la liaison entre la Maison-Blanche et le Comité *ad hoc*. Hoover n'aime pas Huston, qui est à ses yeux un « hippy intellectuel ». Dès la première réunion, les deux hommes s'affrontent à propos de la nature de leur mission. Hoover veut que l'on fasse un rapport sur le passé ; Huston, appuyé par les autres directeurs, affirme que le Président souhaite l'élaboration d'un plan d'action.

Les travaux du Comité commencent dans la méfiance. Chacun des quatre directeurs cache son jeu. Le directeur du FBI dissimule l'opération

« Cointelpro » ; celui de la CIA évite de mentionner que l'Agence ouvre le courrier qui entre ou sort des États-Unis ; celui de la NSA ne parle pas de son programme d'écoutes téléphoniques déployé sur le territoire nord-américain, et celui de la DIA fait comme s'il n'implantait pas des taupes dans les campus et les ghettos. Dans les coulisses, dans le dos de son patron, William Sullivan élabore le plan d'action avec Charles Tom Huston. Pour Sullivan, c'est l'occasion de forcer la main du Directeur et de l'amener à revenir sur son interdiction de poser des écoutes pour les autres services. « Individuellement, chaque membre de la communauté du renseignement est petit. Unis, nous sommes sans limites », écrit-il à J. Edgar Hoover avant de s'atteler à la rédaction des recommandations du Comité *ad hoc*.

Après avoir lu ces recommandations, trois des directeurs du Comité *ad hoc* les approuvent sans réserve. Mais J. Edgar Hoover refuse de signer un document qui préconise l'emploi d'écoutes sauvages et de cambriolages. Il refuse également que le Comité *ad hoc* exerce un contrôle permanent sur les services secrets. « Pendant des années et des années, j'ai approuvé l'interception du courrier et d'autres mesures semblables, dit-il à William Sullivan. Maintenant, c'est devenu de plus en plus dangereux et on va se faire prendre en flagrant délit. Je ne suis pas opposé à ces actions. Je n'ai rien contre le fait de continuer les cambriolages, les interceptions de courrier et autres actions, à condition que quelqu'un au-dessus de moi l'approuve. Je ne veux plus assumer seul la responsabilité. Si le Procureur général ou quelqu'un de plus haut à la Maison-Blanche prend la décision d'utiliser ces méthodes, je les appliquerai. Le Procureur général n'approuvera pas, car il a été tenu à l'écart des décisions concernant la création du Comité *ad hoc*. Je ne peux pas demander au Comité *ad hoc* d'approuver les cambriolages et les interceptions de courrier. De par sa nature, le Comité est appelé à disparaître quand le rapport sera approuvé[10]. »

Mais les trois autres directeurs ont approuvé le rapport et il est impossible de le réécrire en fonction des exigences de Hoover. Le directeur du FBI est isolé. Il accepte un compromis : ses objections figureront en notes de bas de page. Dans la version finale du rapport, il est précisé que le directeur du FBI s'oppose à pratiquement toutes les recommandations de ses collègues. À commencer par la surveillance électronique, l'« ouverture du courrier », les infiltrations dans les campus, l'emploi de militaires comme agents d'infiltration et l'instauration permanente du Comité *ad hoc*.

Le 25 juin 1970, les quatre directeurs se retrouvent dans le bureau de J. Edgar Hoover pour apposer leurs signatures au bas des recommandations du Comité *ad hoc* avant de les transmettre à la Maison-Blanche. Après avoir félicité ses collègues pour leur coopération, Hoover entreprend de lire les quarante-trois pages. À chaque page, il s'arrête et demande leurs commentaires à chacun des directeurs. Lorsqu'il s'adresse à Huston, Hoover marque son mépris en se servant de différents noms : « Avez-vous des commentaires, monsieur Hoffman ? Avez-vous des commentaires, monsieur Hutchinson ?… »

Les directeurs de la NSA et de la DIA interrompent la lecture pour soulever la question des objections du FBI notées en bas de page. Ils auraient souhaité eux aussi que leurs points de vue soient pris en compte.

« Hoover était surpris, indique le rapport du Sénat. Il n'était pas dans les traditions d'interrompre les lectures formelles du Directeur par des objections. Hoover était clairement contrarié et s'est dépêché de lire le reste du rapport. Les quatre directeurs l'ont alors signé. »

Le président Nixon approuve le rapport le 23 juillet 1970 et le baptise « plan Huston ». Il n'a pas tenu compte des objections de J. Edgar Hoover. « Ce que la Maison-Blanche veut, elle l'obtient, et si Hoover ne veut pas jouer, on fait sans lui », résume un des conseillers de Nixon. « Donc, explique le Sénat américain, avec la bénédiction de l'autorité présidentielle, la communauté du renseignement peut à sa guise intercepter et retranscrire les communications internationales des Américains, espionner de près ou de loin quiconque est défini comme une "menace pour la sécurité nationale", lire le courrier des citoyens américains, cambrioler leur domicile et contrôler de diverses manières les activités des groupes estudiantins suspects. » Telle est la philosophie du plan Huston. Après avoir pris connaissance des mesures décidées, John Dean, l'avocat personnel de Nixon, commente : « Ce plan, c'est le rêve des types de *Mission impossible* ! »

J. Edgar Hoover et Cartha DeLoach se précipitent chez le Procureur général, John Mitchell, pour l'informer de ce qui se trame. Après avoir lu le rapport, ce dernier exprime ses doutes. Ce sont les mêmes que ceux de J. Edgar Hoover. L'administration ne peut cautionner des pratiques illégales. Mitchell dit à Hoover de ne pas bouger. Il prend les choses en main. Le 27 juillet 1970, il fait part au président Nixon de son opposition en affirmant que les dispositions du plan « vont à l'encontre des intérêts du

pays ». La farouche opposition de J. Edgar Hoover préoccupe plus le Président que l'avis du Procureur général. Finalement, Nixon revient sur sa décision et annule purement et simplement le plan Huston. Dans ses mémoires, il notera : « Je savais que si Hoover avait décidé de ne pas coopérer, ma décision importait peu. » Alors, puisqu'elle ne peut employer les services de renseignement pour espionner les Américains, la Maison-Blanche décide de créer sa propre unité de renseignement, surnommée « les plombiers ».

En dépit de l'échec du plan Huston, William Sullivan ne renonce pas à son rêve de succéder à J. Edgar Hoover. Il pense être le candidat de la Maison-Blanche, avec laquelle il travaille en direct. Tout a commencé le 19 mai 1969 par un article en une du *New York Times* annonçant le bombardement du Cambodge par les Américains. Cette extension de la guerre du Vietnam aurait dû rester secrète. Henry Kissinger, conseiller pour la Sécurité nationale à la Maison-Blanche, s'y est employé. Le matin du 19 mai, Kissinger téléphone à Hoover et lui demande de fournir « un effort majeur » pour trouver la source de la fuite, « quelles que soient les ressources » à employer. Hoover fait son enquête. Quelques heures plus tard, il rappelle Kissinger pour lui indiquer que la source de la fuite se trouve sans doute à la Maison-Blanche, au sein du Conseil national de sécurité. Il mentionne même le nom d'un des conseillers de Kissinger, Morton Halprin. Hoover ne dit pas à Kissinger que, se méfiant de Morton Halprin, libéral issu de Harvard, incarnation de tout ce qu'il déteste, il l'a déjà mis sur écoute…

Le lendemain, 20 mai, un des adjoints de Kissinger, le colonel Alexander Haig, débarque dans le bureau de William Sullivan. Affirmant agir au nom de la « plus haute autorité », il demande que quatre personnes soient mises sur écoute : trois membres du Conseil national de sécurité et un conseiller du Département de la Défense. Informé par William Sullivan du nombre d'écoutes, J. Edgar Hoover accepte à condition d'avoir l'accord écrit du Procureur général. Haig prend connaissance des transcriptions des écoutes dans le bureau de Sullivan. La prudence s'imposant, les comptes rendus sont entreposés dans le coffre-fort personnel de Hoover.

Peu après, Kissinger accompagne Haig dans le bureau de Sullivan. Après avoir lu les transcriptions, Kissinger lâche : « Je ne peux faire confiance à personne sauf à Haig », et ajoute deux autres noms de

personnes à surveiller. Au total, dix-sept personnes seront mises sur écoute. L'auteur de la fuite ne sera jamais découvert ; en revanche, la Maison-Blanche n'ignorera plus rien de la vie privée des personnes écoutées.

L'affaire aurait dû être supervisée par Cartha DeLoach. Mais William Sullivan a convaincu le directeur du FBI de court-circuiter son numéro trois. Après vingt-neuf ans de bons et loyaux services, en 1970, Cartha DeLoach décide de faire jouer ses droits à la retraite. L'atmosphère de fin de règne et de complots qui règne alors au quartier général du FBI n'est pas pour rien dans sa décision. Il pensait avoir gagné la guerre de succession quand le président Johnson lui avait promis le trône du roi Edgar. Mais l'arrivée de Nixon à la Présidence a mis William Sullivan en selle. Et puis, DeLoach en a assez de tirer le diable par la queue. Sept enfants à élever, dont trois à l'université (les études universitaires aux États-Unis sont très chères), une femme au foyer et seulement 38 000 dollars par an pour subvenir aux besoins de la tribu… Son ami le P-DG de Pepsico lui offre un poste de vice-président dans son groupe pour une période renouvelable de six ans, avec à la clef un salaire à faire rêver. L'offre est alléchante. Deke prend sa plus belle plume. Des dizaines de feuilles de brouillon froissées et jetées à la corbeille plus tard, il a enfin pondu une lettre de démission acceptable. Il la met dans sa poche, attendant le bon moment pour la remettre au Directeur… La lettre y restera très longtemps avant qu'il ose la donner.

Au départ de DeLoach et à la surprise générale, Hoover nomme Sullivan au poste de numéro trois du Bureau. Rien ni personne ne semble résister à William Sullivan. « Pour des raisons pratiques, j'étais devenu le numéro deux du Bureau, explique Sullivan. En 1970, Clyde Tolson était très malade après avoir été frappé par plusieurs attaques qui l'avaient laissé très affaibli. Chaque matin, la voiture de Hoover se gare à l'intérieur de la cour du Département de la Justice. Deux vieillards malades en sortent. Hoover est le premier à quitter la voiture ; il rentre dans le bâtiment aussi vite qu'il peut. Derrière lui, Clyde Tolson, pathétique, titube. Hoover a soixante-quinze ans. Chaque jour, il fait des siestes de quatre heures ; il est entouré en permanence d'un personnel médical qui le gave des médicaments nécessaires pour le maintenir en état de marche… »

J. Edgar Hoover se décharge petit à petit de ses responsabilités sur William Sullivan. À commencer par les écoutes ordonnées par la Maison-

Blanche, dont les retranscriptions sont désormais entreposées dans le coffre-fort de Sullivan. Une décision qu'il va regretter jusqu'à la fin de ses jours.

Un cambriolage très… médiatique

Depuis quelque temps, les mouvements contestataires prennent régulièrement les bureaux du FBI pour cible. À Babylon, Long Island, un soir, des cambrioleurs ont tenté de forcer la serrure de la porte d'entrée de la résidence. J. Edgar Hoover a chargé Mark Felt de lui faire un état de la situation des résidences. Le résultat n'est pas brillant : seules quelques résidences se trouvent dans des bâtiments gouvernementaux et sont gardées nuit et jour ; 475 sur 536 sont situées dans des centres commerciaux ou des immeubles de bureaux et sont très facilement accessibles. Il faudrait doter chacune de ces résidences d'une solide chambre forte. Ce qui représente un budget d'un demi-million de dollars… Impensable. Dans la nuit du 8 au 9 mars 1971, des cambrioleurs pénètrent dans la résidence du FBI de Media en Pennsylvanie. Après avoir forcé les portes et les cadenas avec un pied-de-biche, ils font main basse sur des centaines de « séries », terme employé par le FBI pour désigner les archives. Le cauchemar de Mark Felt vient de se réaliser. Un vent de panique souffle sur le Bureau. « L'agent chargé de superviser Media a été sanctionné, rapporte Neil Welch qui vient d'être nommé SAC à Detroit. Mais l'onde de choc a touché tous les bureaux du pays. J. Edgar Hoover a décrété qu'il y avait à travers le pays trop de petits bureaux et qu'il fallait en fermer un certain nombre. Dans l'État du Michigan, j'ai reçu l'ordre de fermer quatorze résidences. Je devais liquider les bureaux de villes comme Kalamazoo, Lansing, Trevor City ou Grand Rapids. Dans certains bureaux, il y avait une dizaine d'agents. Dans d'autres, un seul, mais ils étaient situés dans des endroits stratégiques. Ils nous permettaient de rester au contact des gens. J'ai envoyé des inspecteurs, qui m'ont dit que je ne pouvais fermer que deux résidences. » Neil Welch téléphone à Mark Felt, qui a été chargé de fermer les résidences jugées inutiles. « Je lui ai dit : "J'aimerais bien vous aider, mais j'ai besoin de toutes ces résidences. Je ne peux pas les fermer." »

Mark Felt a fait installer des coffres-forts dans quelques résidences, dont celle de Media. Mais l'agent résident n'a mis dans le sien que des armes à feu, des matraques et un poste émetteur radio. Les cambrioleurs ne

l'ont pas forcé. En revanche, après avoir fait sauter les cadenas qui ferment des meubles à tiroirs, ils se sont emparés de documents de l'opération « Cointelpro ». Un fantomatique « Comité citoyen d'enquête sur les activités du FBI » revendique le cambriolage. Le 22 mars, le sénateur McGovern et un membre du Congrès, réputés pour leurs critiques envers le FBI, reçoivent copie d'une sélection des documents volés à Media. Refusant de se faire les complices d'un cambriolage, ils les remettent au Bureau. Les cambrioleurs inondent la presse des copies des rapports volés. Ils concernent principalement des activités illégales du FBI (écoutes non autorisées, perquisitions sauvages, etc.). Certains documents portent l'en-tête « Cointelpro ». Un journaliste de la chaîne télévisée NBC demande au Bureau copie de tous les documents « Cointelpro » au nom du *Freedom of Information Act*. Furieux, J. Edgar Hoover met fin à l'opération « Cointelpro » le 27 avril 1971. C'est à ce moment-là seulement que le Directeur prend conscience de l'ampleur de « Cointelpro » et des dérapages de William Sullivan. Hoover est furieux de voir que sa « créature » Sullivan lui a échappé et a fait de « Cointelpro » une monstrueuse machine de répression qui menace d'« embarrasser » le Bureau en créant un scandale sans précédent.

Depuis le début de l'année 1971, J. Egdar Hoover répète à qui veut l'entendre que la promotion de William Sullivan a été « la plus grosse erreur » de sa vie. Les relations entre le Directeur et son numéro trois se sont dégradées très rapidement. C'est Sullivan qui a ouvert le feu le 12 octobre 1970, lors d'une conférence à Williamsburg, en Virginie : répondant à des questions sur les capacités du Directeur à appréhender le mouvement de protestation qui enflamme le pays, il affirme que le Parti communiste n'a rien à voir avec les émeutes raciales et le mouvement de protestation estudiantin contre la guerre du Vietnam. À son retour au « Siège du Gouvernement », il est convoqué par un Hoover furieux : « Vous n'avez pas donné les bonnes réponses ! lui reproche-t-il. Comment voulez-vous que le Congrès vote mon budget si vous minimisez la menace communiste[11] ? » Peu après, J. Edgar Hoover crée le poste de vice-directeur du FBI afin de contrôler William Sullivan. C'est Mark Felt qui l'occupe.

William Sullivan contre-attaque. Il a en sa possession une arme redoutable : l'intégralité des transcriptions des dix-sept écoutes effectuées par le FBI à la demande de Henry Kissinger pour démasquer l'auteur de la fuite sur le bombardement du Cambodge. Une bombe à retardement qui

menace la Maison-Blanche en raison de la nature confidentielle des informations recueillies lors de l'écoute de certains conseillers du Président. Convaincu que Hoover est indétrônable tant qu'il a les transcriptions en sa possession, Sullivan décide de les lui confisquer. Mais il ne peut les faire disparaître sans ordre supérieur. Il explique à Robert Mardian, bras droit du Procureur général, qu'il craint que Hoover ne se serve des dix-sept écoutes pour faire chanter le Président. Après avoir consulté le président Nixon, Mardian donne l'ordre à Sullivan de lui remettre les transcriptions des écoutes. Sullivan s'exécute, et les précieux dossiers finissent dans les coffres de la Maison-Blanche.

J. Edgar ou comment s'en débarrasser ?

Peu après, sans doute conseillé par John Mitchell et Robert Mardian, le président Nixon décide de se débarrasser de J. Edgar Hoover. Mais comment faire ? Les deux hommes se connaissent de longue date. Si Hoover avait des amis, Nixon en serait sans aucun doute. « Richard Nixon était "son homme" », explique Cartha DeLoach. L'admiration de Hoover remontait au temps où Nixon avait pris la tête de la croisade anticommuniste lors des poursuites contre Alger Hiss. Au début des années 1960, les deux hommes se retrouvaient souvent dans les propriétés de deux de leurs amis communs, les sulfureux milliardaires texans Clint Muchinson et Sid Richarson.

Richard Nixon reçoit J. Edgar Hoover à la Maison-Blanche pour lui signifier son congé. Au même moment, Robert Mardian, le bras droit de la Justice, est avec William Sullivan. Il lui montre l'horloge qui est au mur. Il est 9 h 45. « Dans un quart d'heure, notre problème avec Hoover sera réglé, lui dit Mardian. Le Président a convoqué Hoover à la Maison-Blanche et, à 10 heures, il va lui demander sa démission. »

Fou de joie, Sullivan retourne à son bureau. Mais, quand Mardian l'appelle dans l'après-midi, il comprend au ton de sa voix que quelque chose ne va pas. N'ayant aucune confiance dans le téléphone, il se rend dans le bureau du conseiller du Procureur général. Mardian est rouge de colère : « Nom de Dieu ! s'exclame-t-il en voyant Sullivan. Nixon s'est dégonflé. Il avait Hoover devant lui, dans son bureau, il savait ce qu'il devait lui dire, et il s'est dégonflé. Il n'a pas eu le courage de le virer ! » En

fait, Hoover a pris la parole dès qu'il est entré dans le bureau du Président pour ne plus la lâcher. Il a parlé de ses années gangsters, de John Dillinger et de Ma Barker, de la lutte contre les communistes, avant de prendre congé du Président.

William Sullivan a compris que, désormais, ses jours à l'intérieur du Bureau sont comptés. Il se prépare au combat final avec le Directeur. Il lui envoie une longue lettre en neuf points dans laquelle il résume tous leurs points de désaccord. Deux jours plus tard, il est convoqué chez le Directeur. J. Edgar Hoover, qui d'habitude sait à merveille cacher son jeu, est hors de lui. Il est debout face à son bureau, dans la suite qu'il occupe au cinquième étage du Département de la Justice, à l'angle de la 9e Rue et de Pennsylvania Avenue à Washington. Il s'écrie :

« Je n'ai jamais reçu une telle lettre depuis que je suis directeur du FBI, et personne ne m'a parlé comme ça avant ! »

De l'autre côté du bureau, devant le sceau du FBI qui trône à côté d'un abat-jour opaque en demi-lune couchée, William Sullivan répond :

« Si quelqu'un vous avait parlé comme je l'ai fait, je ne serais sans doute pas là à vous dire ce que j'ai à vous dire. Il y a longtemps que j'aurais dû vous dire ce que j'avais sur le cœur… »

Hoover s'empare de la lettre de Sullivan.

Le patron du FBI est soudain beaucoup plus calme. D'une voix douce, il dit :

« Vous savez, à propos de notre controverse… j'ai beaucoup prié. »

Sullivan reste sans voix.

Revenu de sa stupeur, Sullivan vide son sac : « Je lui ai dit, rapporte-t-il dans ses mémoires, qu'il dirigeait le Bureau par la peur. Et que les hommes qui depuis des années servaient loyalement le Bureau vivaient dans la crainte de leur directeur. J'ai ajouté que je n'avais plus l'intention d'être intimidé. Je lui ai dit tout ce que j'avais toujours voulu lui dire depuis que j'étais un agent. »

Quand Sullivan a fini, la face de bouledogue de son patron, rouge comme une pivoine, semble sur le point d'exploser :

« Il est clair que vous n'avez plus confiance en mon autorité.

– Oui, rien ne saurait être plus clair.

– Vous n'avez plus confiance en ma vision.

– Je pense que vous rendriez un grand service au pays en vous retirant.

– Je n'en ai aucunement l'intention ! » crie Hoover.

Puis, regardant la lettre :

« Le sénateur Green est resté à son poste jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Je n'aurais jamais cru que vous me trahiriez. Que vous seriez un Judas.

– Je ne suis pas Judas et vous n'êtes certainement pas Jésus-Christ. »

Après une courte pause, Hoover relève la tête et regarde Sullivan dans les yeux :

« J'ai parlé de votre lettre au Procureur général Mitchell, et il pense que vous devez partir. J'en ai parlé aussi au président Nixon, qui est du même avis. »

William Sullivan quitte la pièce sans mot dire. Le lendemain matin à l'aube, sur ordre de J. Edgar Hoover, Mark Felt fait changer les serrures du bureau de Sullivan et enlève son nom de la porte. Six jours plus tard, Sullivan adresse à Hoover une longue lettre de rupture d'une lucidité rare :

« Comme vous le savez, vous êtes devenu une légende de votre vivant, auréolé d'une mythologie qui vous prête un pouvoir incroyable. Ce n'est bon ni pour vous ni pour le Bureau. Ce n'est pas entièrement votre faute. J'en partage la responsabilité avec d'autres officiels. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour bâtir votre légende. Nous avons écarté tout ce qui aurait pu vous déranger et nous avons inondé votre bureau de ce que vous vouliez entendre. Soyons réalistes, tout le monde connaît votre ego. Ce genre de choses avaient lieu, m'a-t-on dit, bien avant mon arrivée au Bureau en 1941. Un officiel suivant les traces de l'autre année après année. Cadeaux, lettres d'appréciations lors de vos anniversaires, ou à l'occasion de vos voyages sur la côte Ouest ou en Floride (que vous n'appeliez pas vacances, mais voyages d'inspection ou visites physiques annuelles), ou à toute autre occasion. Vous ne le savez pas, mais souvent je recevais des appels de responsables me signalant qu'un de leurs collègues avait écrit une lettre fleurie à l'occasion de vos auditions au Sénat ; alors, la rumeur aidant, tous les responsables vous écrivaient des lettres semblables. Cela faisait partie d'un jeu, mais c'était un jeu mortel qui n'a rien produit de bon. Et nous avons tous contribué à vous couper du monde réel, altérant vos décisions au fil des ans. Vous n'êtes donc pas le seul à blâmer. Tous les responsables qui comme moi vous ont entouré ces années durant encourent le blâme. »

William Sullivan ajoute : « Aucun bureau du gouvernement ne devrait dépenser de vastes sommes d'argent pour les relations publiques et la propagande comme nous l'avons fait et comme nous le faisons encore. Il nous suffit de faire notre travail. Cela parle tout seul. La propagande et les relations publiques ne sont indispensables que quand le travail est médiocre. Chacun de nos cinquante bureaux a son propre programme relié à celui du Quartier général. Prenez, par exemple, le desk chargé du courrier. Pourquoi dépenser l'argent des contribuables à répondre à des lettres qui demandent comment vous aimez la cuisson de votre steak ou quelle est votre recette favorite de beignets, comme nous le faisons depuis des années ? »

Avant de quitter définitivement le Bureau, William Sullivan s'explique sur sa rupture avec J. Edgar Hoover à la Maison-Blanche lors d'une réunion au sommet avec le président Richard Nixon, le Procureur général John Mitchell et trois conseillers, Robert Mardian, John Ehrlichman et Bob Haldeman. « Ils étaient gênés par l'incident, écrit William Sullivan, et ils décidèrent de se débarrasser de Hoover une fois pour toutes. » La Maison-Blanche commande un rapport sur l'état du FBI à un ancien G-man, Gordon Liddy. Il le remet le 22 octobre 1971. C'est un modèle du genre. Cartha DeLoach le qualifie de « brillant, détaillé et clair ». Ses conclusions sont sans appel. Il faut virer J. Edgar Hoover sans plus attendre. John Mitchell convoque l'ancien numéro trois du FBI, Cartha DeLoach, et lui demande comment faire pour se débarrasser de Hoover. « J'avais de la peine pour le Vieil Homme, raconte Cartha DeLoach. Nous n'étions pas toujours d'accord, surtout vers la fin, mais j'avais toujours une affection très profonde envers lui et le fait qu'il puisse être humilié me faisait de la peine. Je réalisais que son heure était venue. »

DeLoach conseille au Procureur général de nommer Hoover directeur émérite du FBI. « Donnez-lui un bureau, un grand bureau. Laissez-lui sa secrétaire Helen Gandy, sa limousine blindée et son salaire. Dites-lui que le Président le consultera sur les choses importantes. Mais, surtout, il faut que cela vienne du Président. »

John Mitchell trouve l'idée excellente. Richard Nixon aussi. Cartha DeLoach s'attend à lire dans la presse l'annonce du départ de J. Edgar Hoover. Mais rien ne se passe. DeLoach apprendra de la bouche de Mitchell ce qui s'est passé dans le secret du bureau de Nixon. Le Président a signifié sa sortie par le haut à Hoover, qui a fait comme s'il n'avait rien entendu. Le

directeur du FBI a tout simplement parlé d'autre chose avant de prendre congé du Président. Nixon en est resté bouche bée et n'a rien osé faire ou dire. Le lendemain, John Mitchell rappelle DeLoach pour lui demander d'annoncer la nouvelle de son départ à Hoover. DeLoach refuse catégoriquement. « Je suppose que je vais devoir le faire moi-même », soupire Mitchell. Il ne le fera pas : quelques mois plus tard, il démissionne pour diriger le Comité pour la réélection du président Nixon (CRP). Une nouvelle fois, J. Edgar Hoover a eu chaud. Sans la perspective de l'élection présidentielle de novembre 1972, Nixon aurait fini par avoir sa tête. Mais le président des États-Unis préfère attendre son second mandat avant de repartir à l'assaut du directeur du FBI. Il n'aura pas à le faire. Après quarante-huit années à la tête du FBI, J. Edgar Hoover décède dans la nuit du 1er au 2 mai 1972.

Requiescat in pace

Le 3 mai 1972, alors que des milliers d'Américains rendent un dernier hommage à la dépouille du vieil homme exposée dans la rotonde du Capitole, le numéro deux du Département de la Justice, Patrick Gray, débarque dans le bureau de John P. Mohr, directeur adjoint chargé de l'Administration. Au nom du Procureur général, il demande à consulter les « dossiers secrets du FBI ». Mohr lui explique qu'il n'y a pas de « dossiers secrets ». Le lendemain, Gray revient à la charge. Cette fois, le ton monte. « Je suis un Irlandais entêté et personne ne me bouscule », assène Gray. « Et moi je suis un Hollandais entêté et personne ne me bouscule non plus », rétorque Mohr. Gray s'en va furieux. Trois heures plus tard, il est nommé directeur du FBI.

Le 4 mai 1972, la première puissance de la planète enterre J. Edgar Hoover. Dans la matinée, un cortège funèbre encadré de dizaines de voitures de police, de limousines noires et de véhicules banalisés du FBI s'est arrêté devant la gigantesque église presbytérienne de Nebraska Avenue à Washington. Dans l'église, 2 000 personnalités toutes invitées se recueillent. Il y a là tout ce que le pays compte de puissants. Le président Nixon et son épouse sont arrivés aux alentours de 10 h 30 et se sont assis au premier rang à côté de Mamie Eisenhower, veuve du général-

président. Chacun des invités a été placé par les services du protocole. Les trois chaînes de télévision américaines ont interrompu leurs programmes pour diffuser la cérémonie en direct. Les drapeaux ont été mis en berne. Le pays rend un dernier hommage à celui qui fut directeur du FBI depuis près d'un demi-siècle.

Son *alter ego*, Clyde Tolson, sa fidèle secrétaire Helen Gandy, ses parents et certains de ses collaborateurs les plus proches ont été placés dans un carré hors de la vue de l'assistance. Les deux premiers rangs sur la droite de la nef sont occupés par le Procureur général, Richard Kleindeinst, le numéro deux du Bureau, Mark Felt, et les quatorze assistants directeurs du FBI. Derrière, d'anciens responsables du Bureau et des membres du personnel placés en fonction de leur importance.

Les SAC (« Special Agent in Charge ») occupent le chœur. Tout un symbole qui souligne la frontière qui sépare les dirigeants du Quartier général – le « Siège du Gouvernement », comme on dit au FBI – et les agents fédéraux qui se trouvent sur le terrain. Les SAC présents ont écrit l'histoire du FBI. Ils ont vécu les années gangsters et la prohibition, ils ont traqué les agents nazis sur le territoire national, en Amérique latine et en Europe, ils ont pourchassé les communistes et les agents de Moscou, ils ont tenté de stopper la Mafia, ils ont brisé le Ku Klux Klan, ils ont infiltré les mouvements estudiantins et les groupes clandestins d'extrême gauche. À leurs côtés, un homme qui n'appartient pas au Bureau. Il s'appelle Ephrem Zimbalist Jr. C'est un acteur : chaque dimanche soir, depuis sept ans, il triomphe dans la série phare *FBI* de la chaîne ABC. Sa présence témoigne de l'importance que J. Edgar Hoover accordait à l'image de son FBI.

Dans l'assistance de l'église presbytérienne de Nebraska Avenue, nombreux sont ceux qui se réjouissent de la mort de Hoover. À commencer par les hommes politiques qui redoutaient un jour de tomber entre ses griffes en dépit des scandales, des cadeaux octroyés, d'un salaire versé à vie ou de passe-droits pour le maintenir à son poste. On ne sait pas à quoi songe Patrick Gray, le nouveau directeur du FBI, face au cercueil de J. Edgar Hoover. Mais il n'a pas renoncé à faire ce que tout homme politique rêve de faire : mettre la main sur les archives secrètes de Hoover.

J. Edgar Hoover souhaitait une discrète cérémonie maçonnique, il a eu droit à des funérailles nationales. Il a été enterré comme il a vécu, sous le signe de l'ambivalence. J. Edgar Hoover a rarement été là où on l'attendait. Il était petit, presbytérien, on le disait d'origine métisse. Il a bâti une

organisation composée presque exclusivement d'hommes blancs, catholiques, taillés comme des joueurs de football américain. On l'imaginait en dictateur tout-puissant, on le découvrira en bureaucrate seulement préoccupé par la pérennité de sa fonction. On le dépeint comme le premier policier du pays, il se revendique « enquêteur au service du Département de la Justice ». On a écrit que c'était « le plus grand salaud des États-Unis », il ne se souciait que de sa survie et de son image.

La chasse aux archives

Le lendemain des funérailles nationales de J. Edgar Hoover, Patrick Gray demande à Mark Felt de lui communiquer les fameux « dossiers secrets ». « Il n'y a pas de dossiers secrets, lui répond Mark Felt. Nous avons des dizaines de milliers de dossiers avec des informations délicates obtenues lors des enquêtes. Il y a des dossiers avec des informations très confidentielles et très délicates. » En fait, Patrick Gray recherche les archives privées de J. Edgar Hoover. Depuis des décennies, le Tout-Washington fantasme sur ces fameux dossiers dont Hoover se serait servi à des fins de chantage.

Mark Felt oublie juste de dire une chose à Patrick Gray. Quelques heures plus tôt, Helen Gandy, la fidèle secrétaire de Hoover, lui a remis douze grosses boîtes renfermant les dossiers classés « Officiel et confidentiel ». Il a placé ces dossiers dans sa chambre forte. Mark Felt épluche les 167 dossiers qui constituent la collection. Il en fait disparaître trois qui concernent des responsables du FBI. On ignore ce qu'il fera du reste. Quelques années plus tard, William Sullivan parlera d'un « trésor » composé « de dossiers très mystérieux, de documents qui se trouvaient dans le bureau de Hoover, contenant des informations confidentielles, explosives et très sensibles sur les personnages clefs du pays ». Sullivan fait sans doute référence aux archives personnelles de J. Edgar Hoover.

Trois ans après, Helen Gandy affirme qu'il lui a fallu plus de deux mois et demi pour détruire les archives personnelles de son ancien patron. Auparavant, elle les a soigneusement relues afin de vérifier qu'elles ne contenaient pas d'informations qu'il aurait fallu archiver. Ensuite, elle les a remises à la division Administration pour destruction. Helen Gandy a commencé sa tâche dans son bureau et l'a achevée dans la cave de

l'ancienne demeure de J. Edgar Hoover. Elle déclare avoir fait livrer six cabinets de documents dans la cave de Hoover. Un des déménageurs se souvient, lui, d'avoir déménagé vingt-six cabinets. L'ancienne secrétaire de Hoover ne parle que de documents personnels. Témoignage contredit par le même transporteur, qui assure avoir vu un tiroir bourré de grosses chemises de couleur qui n'avaient rien de papiers personnels.

Watergate

Dans la nuit du 17 juin 1972, le SAC du Washington Field Office (WFO) est informé que cinq « cambrioleurs » viennent d'être arrêtés en flagrant délit dans les locaux du Parti démocrate, dans l'immeuble du Watergate. Le Washington Field Office a juridiction sur les crimes et les délits commis à Washington. Le SAC dépêche un de ses agents sur les lieux. Un deuxième appel téléphonique l'informe de la découverte sur place d'un faux détecteur de fumée renfermant un engin qui pourrait être une bombe. Il envoie une équipe de démineurs. Un troisième appel propulse le SAC hors de chez lui jusqu'à son bureau : dans le faux détecteur de fumée, on a trouvé un micro et un émetteur radio. Mark Felt est prévenu à 7 heures du matin. Le scandale du Watergate commence.

Le SAC du WFO mobilise vingt-sept de ses agents pour enquêter sur le cambriolage. Au début, l'enquête s'oriente vers la CIA. Un des cambrioleurs a sur lui le numéro de téléphone de E. Howard Hunt, un ancien de l'Agence. L'Agent spécial Paul Magallanes se rend chez Hunt pour l'interroger. Il en ressort ébloui. Chez Hunt, tout n'était que luxe, calme et volupté. « Hunt était l'archétype de l'agent de la CIA, explique Paul Magallanes. Une très belle maison dans le Maryland. Une femme somptueuse. Des enfants beaux à tomber par terre. Toute la famille était belle. Bien sûr, Hunt ne m'a rien dit[12]. »

Magallanes ressort de chez Hunt avec la désagréable impression d'être en train de braconner sur des terres défendues. L'interrogatoire suivant est encore plus délicat. Le chef des cambrioleurs, John McCord, est lui aussi un ancien de la CIA, mais il s'occupe de la sécurité du Comité pour la réélection du président Nixon (CRP). Et là, c'est carrément dangereux. Magallanes n'en est pas moins décidé à voir ce qui se passe du côté du CRP. Il veut interroger la secrétaire de McCord. Le directeur du FBI donne

l'ordre que l'interrogatoire se déroule dans les locaux du CRP, et non dans les bureaux du WFO. L'agent du FBI perd un atout important. Comme si cela ne suffisait pas, l'avocat de Richard Nixon, John Dean, est autorisé à assister à l'entretien. Du jamais vu dans l'histoire de la justice.

Paul Magallanes ignore que le nouveau directeur du FBI a décidé de traiter les hommes du Président avec des gants. Contrairement à tous les usages, aucun des interrogatoires n'a lieu dans les locaux du FBI : ils devront se dérouler soit à la Maison-Blanche, soit dans les locaux du CRP. John Dean, l'avocat de Richard Nixon, a le droit d'assister à tous les interrogatoires conduits par le FBI. Il a également le droit de consulter les procès-verbaux d'interrogatoire, les fameux formulaires 302. Un privilège qui lui avait pourtant été refusé par le Département de la Justice. Patrick Gray rencontre régulièrement John Dean dans des parcs de Washington pour faire le point de l'enquête ou lui remettre des documents la concernant. Les responsables du FBI regimbent ; certains affirment que le Directeur se rend coupable d'obstruction de la justice.

Paul Magallanes ne tire rien de l'interrogatoire de la secrétaire de McCord. Terrifiée par la présence de John Dean, elle ne répond que par oui ou par non aux questions de l'agent du FBI. Le lendemain, Magallanes reçoit un appel téléphonique. C'est la jeune femme, qui s'excuse de n'avoir pas pu parler librement et affirme avoir d'importantes révélations à faire au FBI. Méfiante, elle demande à voir l'agent du FBI et son partenaire en l'absence de John Dean et dans un lieu public. Elle pose deux conditions : que Magallanes ne vienne pas dans sa voiture de fonction et qu'il change de coéquipier, celui qui assistait à l'interrogatoire lui ayant déplu. La décision va à l'encontre des instructions du Directeur. Magallanes n'en a cure : il est couvert par le SAC du Washington Field Office (WFO), Robert Knuckle.

Rendez-vous est pris dans un parc de la ville. La secrétaire rejoint l'agent du FBI et son nouveau coéquipier dans sa voiture privée. Les deux agents interrogent la jeune femme pendant deux longues heures. La journée est chaude et humide, l'air conditionné de la voiture tourne à fond, le moteur est au bord de la surchauffe. À la fin, le véhicule menaçant de rendre l'âme, Paul Magallanes téléphone au SAC du WFO, qui lui donne l'ordre de continuer l'interrogatoire dans une des suites de l'hôtel le plus proche. Ce sera le Mayflower, un des hauts lieux de l'histoire du FBI : le défunt J. Edgar Hoover et Clyde Tolson y déjeunaient régulièrement.

Grâce à la secrétaire, les agents fédéraux comprennent que le cambriolage a été ordonné par la Maison-Blanche. Mais surtout elle met les agents du FBI en relation avec une de ses collègues responsable du Comité pour la réélection du Président, chargée du financement de la campagne. La deuxième employée du CRP hésite avant de parler. Les agents du FBI lui assurent que rien de ce qu'elle leur dira ne sera rendu public. Elle accepte. Son témoignage est capital pour les agents du FBI : il leur permettra d'arrêter et de faire condamner certains des « hommes du Président ». Les deux agents rédigent leur 302, où ils consignent la déposition du témoin.

Le dimanche suivant, Paul Magallanes prend son brunch et ouvre le *Washington Post* pour retrouver le contenu de son 302 dans un article signé Woodward et Bernstein. « Je me suis dit : "Oh, mon Dieu ! c'est mon interview !" J'en ai eu, et j'en ai encore, des frissons. » Le téléphone sonne. C'est sa source, qui lui demande :

« Paul, que se passe-t-il ?

– Je n'en sais rien. Je vous jure que la fuite ne vient pas de nous.

– De qui, alors ?

– Peut-être les avocats du Département de la Justice. Ils sont nommés par Nixon et peut-être qu'ils… »

Paul Magallanes s'arrête, frappé par l'absurdité de son raisonnement.

« Vous pouvez imaginer la consternation d'un témoin qui lit ses dépositions dans le journal, commente Magallanes. Mon collègue et moi avons eu beaucoup de mal à la convaincre de continuer à nous informer chaque jour des activités du CRP… »

Les fuites se poursuivent. « Dans le *Washington Post*, ça n'arrêtait pas. J'ai pensé : je n'ai jamais vu ça de toute ma carrière. Il n'y avait pas seulement mes interviews, mais aussi celles des autres agents. Et tout le monde disait : "Mais que se passe-t-il ? Quelqu'un est en train de compromettre l'enquête !" » Les deux journalistes du *Washington Post* auteurs des scoops, Woodward et Bernstein, ont baptisé le « quelqu'un » en question d'un pseudonyme emprunté à un film pornographique célèbre à l'époque en raison des poursuites intentées par le FBI : « Gorge Profonde ». Reste à savoir qui se cache derrière Gorge Profonde.

Patrick Gray, le directeur du FBI, pense savoir où se terre la taupe. Par une chaude soirée de juillet 1972, il convoque les vingt-sept agents qui forment l'équipe du Watergate, le SAC et l'ASAC du WFO dans la salle de

conférences qui jouxte le sanctuaire du FBI, l'ancien bureau de J. Edgar Hoover. Les agents du FBI se méfient de Patrick Gray : il n'est pas du sérail. Ils se demandent comment quelqu'un venu de l'extérieur va gérer une organisation aussi complexe que le Bureau. Les premières décisions du nouveau Directeur ont été accueillies par les agents avec un soupir de soulagement. Les G-men ne sont plus obligés de porter des chemises blanches, les couleurs sont même encouragées, ils ont le droit de boire du café dans les bureaux et de se laisser pousser la moustache.

Les vingt-sept agents du FBI et leurs chefs ont pris place autour de la table de conférence. Avant qu'ils entrent dans la pièce, le SAC les a mis en garde : « Ne faites rien qui puisse m'embarrasser ou nuire à ma carrière ! » Paul Magallanes n'est pas surpris. Il trouve son SAC très gentil, mais aussi timoré qu'« une vieille femme ». Patrick Gray pénètre dans la salle et l'atmosphère se charge d'électricité. Cheveux courts, droit comme un militaire, il déclare : « Messieurs, hier soir j'ai reçu un appel de Sandy Smith du *Time Magazine*. Il voulait vérifier certaines informations. Messieurs, les informations en question proviennent de notre enquête. Ce sont des informations du FBI. Quelqu'un les fournit à la presse. Et je veux que le ou les agents auteurs des fuites se dénoncent. Je veux qu'ils déposent leur carte du FBI sur la table, je veux qu'ils se dénoncent ou je les vire. »

Silence de mort dans la salle. Personne ne bouge.

Alors Patrick Gray dit d'un ton solennel : « Je ne suis peut-être pas un agent du FBI comme vous. Je n'ai sans doute pas votre expérience. Mais je suis un soldat. J'étais capitaine de sous-marin, j'ai présidé de nombreuses cours martiales et donc je sais ce qu'enquêter signifie. Vous n'êtes que des dégonflés et des lâches. »

Puis le Directeur se met à traiter ses agents de tous les noms d'oiseaux qui lui viennent à l'esprit. « Je n'en croyais pas mes oreilles, se souvient Paul Magallanes. Après, il y a eu un silence de mort. Personne n'a rien dit. »

Le Directeur tourne les talons et s'enferme dans son bureau. Son engueulade a duré à peine cinq minutes, mais a paru une éternité à Magallanes et à ses collègues. « Quand il est parti, rapporte Magallanes, on était littéralement sonnés. Je n'ai jamais été aussi humilié ni insulté de ma vie. Aujourd'hui encore, je sens le poids de ces mots. Je sens sa colère, son animosité envers nous. On n'était rien pour lui. »

Les agents explosent : de quel droit le Directeur remet-il en question leur intégrité ? En quittant la pièce, ils ont du mal à se calmer.

Gorge Profonde se méfie de tout et de tous. Il sait de quoi ses collègues sont capables. Il ne communique pas avec les journalistes par téléphone, il ne les rencontre pas dans des lieux clos, surtout pas de chambres d'hôtel trop facilement sonorisables, et il ne leur donne jamais aucun dossier. Il redoute aussi les hommes du Président et leurs méthodes expéditives. Trop d'anciens tueurs de la CIA tournent autour de la Maison-Blanche pour courir le moindre risque. Il avertit Woodward et Bernstein que « la vie de tout le monde » est en danger.

Grâce aux révélations de Gorge Profonde, l'affaire ne quitte pas la une des journaux. En 1973, une commission du Sénat se saisit du dossier, et certains des hommes du Président passent aux aveux en échange de l'impunité. La Chambre des représentants parle de destitution. Le 8 août 1974, le président des États-Unis, Richard Nixon, annonce sa démission. La boîte de Pandore est ouverte : les médias multiplient les révélations sur les coups tordus orchestrés par la CIA depuis sa naissance en 1947. Les commissions d'enquête du Sénat et de la Chambre des représentants entrent dans la danse. Bientôt, de toute cette affaire il ne subsistera qu'un seul secret, l'identité de Gorge Profonde. Elle ne sera rendue publique qu'en 2005. L'informateur des deux journalistes du *Washington Post* n'est autre que le responsable de l'enquête, le numéro deux du FBI, Mark Felt.

En apprenant, trente ans plus tard, la trahison de son chef, Paul Magallanes ne cache pas sa colère. « À l'époque, on avait conscience de travailler pour l'histoire. Chacun d'entre nous savait que nous enquêtions sur un événement qui allait figurer dans les livres d'histoire de nos enfants et de nos petits-enfants. La destitution d'un Président est un événement majeur. Woodward, Bernstein et Gorge Profonde nous ont dépouillés d'un événement historique. Ils ont pris tout le crédit. Ils nous ont ridiculisés. Mais ils n'ont pas fait tomber le Président. C'est le FBI qui est responsable de la chute du Président. » Pour les agents, trente ans plus tard, Mark Felt est un traître et mérite d'être traité comme tel. Il ne se trouve qu'une personne pour défendre l'ex-numéro deux du Bureau. C'est son ancien bras droit Ed Miller : « Je pense que Felt organisait les fuites d'information de manière très sélective. Il se servait des médias contre eux-mêmes en essayant de préserver le Bureau… Il voulait empêcher le gouvernement de

tuer le Bureau. Je le connaissais bien, je savais qu'il était capable de tout pour défendre le Bureau. Quand on demandait à Mark Felt : "Êtes-vous Gorge Profonde ?", il répondait : "Non, mais j'aurais bien aimé l'être." Une réponse désarmante qui étouffait dans l'œuf toute enquête sur lui. » Pour Ed Miller, le mystère de l'identité de Gorge Profonde est loin d'être résolu. Il est certain qu'il y avait plusieurs Gorges Profondes. « Je dirais que Mark Felt représentait 20 % de Gorge Profonde. » Ed Miller a une petite idée sur l'identité des 80 % restants, mais il affirme vouloir emporter son secret dans la tombe.

Pourquoi Mark Felt et ses pairs ont-ils agi ainsi ?

Un vieil ennemi de Mark Felt est de retour. Le 4 août 1972, William Sullivan est nommé directeur de l'Office of National Narcotic Intelligence, une nouvelle structure créée par la Maison-Blanche. Officiellement, l'ONNI est chargé de lutter contre les trafiquants de drogue. En fait, William Sullivan rêve d'en faire une nouvelle agence de renseignement opérant sur le territoire des États-Unis, une sorte d'anti-FBI façon plan Huston. Le temps est venu de remettre les pendules à l'heure. Sullivan le fait savoir en effectuant une visite officielle au « Siège du Gouvernement ». Un de ses anciens collègues lui demande ce qu'il vient faire. Sullivan sourit et dit : « Revanche, revanche ! »

Quelque temps plus tard, Gorge Profonde organise une nouvelle fuite d'information. Elle concerne directement William Sullivan, puisqu'elle porte sur les dix-sept écoutes sauvages ordonnées par Henry Kissinger après la publication d'articles sur la guerre secrète conduite par les Américains au Cambodge. Mark Felt ne peut ignorer que Sullivan a géré le dossier et que, avant son départ, il en a remis les transcriptions à la Maison-Blanche. Il communique l'information à Bob Woodward et à un journaliste de *Time Magazine*. *Time* dégaine le premier. Mais, cette fois, Gorge Profonde est allé trop loin. Felt fait partie de la dizaine de responsables du FBI à être au courant de l'existence des dix-sept transcriptions. Il est le seul à ne pas être mêlé à l'affaire. Il vient indirectement de se dénoncer. Dès la fin du mois de février, la Maison-Blanche le considère comme le suspect numéro un. Il vient de perdre ses chances de devenir un jour directeur du FBI. Peu après, Mark Felt démissionne après trente et un ans de FBI.

En communiquant à la presse les secrets des enquêtes, les agents du FBI dits « Gorges profondes » sont responsables de la démission forcée d'un président des États-Unis qui a lieu le 9 août 1974, au terme de ce que d'aucuns n'ont pas hésité à qualifier de « coup d'État ». Le vice-président Gerald Ford qui remplace Nixon, est un ami de longue date (pour ne pas dire un homme) du FBI. On se souvient qu'il était un ami intime de J. Edgar Hoover – il était l'œil de la commission Warren chargée d'enquêter sur l'assassinat du président Kennedy. Il tenait Hoover informé des travaux à huis clos de la commission et modifia certaines de ses conclusions, quitte parfois à écrire une contre-vérité. Par une étonnante coïncidence, Gerald Ford doit au Bureau d'être président des États-Unis. Son prédécesseur Spiro Agnew a été réélu en même temps que Richard Nixon aux élections présidentielles de 1972. Mais quelques mois plus tard le FBI ouvre une enquête : il est accusé de délits (extorsion, corruption, fraude fiscale) commis alors qu'il était gouverneur du Maryland. Sa position devient vite intenable. Le 10 octobre 1973, il démissionne du poste de vice-président pour être remplacé par Gerald Ford qui devient le premier président des États-Unis à n'avoir jamais été élu président ou vice-président. Un ami est à la Maison-Blanche, mais le FBI n'est pas pour autant tiré d'affaire.

Le Sénat et la Chambre des représentants instaurent des commissions d'enquête chargées de faire toute la lumière sur les dérives de la CIA et du FBI. En 1977, le Comité de la Chambre sur les assassinats convoque William Sullivan pour entendre son témoignage. Depuis deux ans, Sullivan vit dans sa maison de campagne du New Hampshire. Son passage à la tête de l'ONNI n'a guère été concluant. L'Office of National Narcotic Intelligence a envisagé de créer des « escadrons de la mort » pour éliminer les grands trafiquants de narcotiques, ou encore d'empoisonner la drogue vendue dans les rues des grandes villes américaines. Depuis que le successeur de Richard Nixon, Gerald Ford, a mis fin à l'aventure, William Sullivan travaille à ses mémoires, rencontre des journalistes et remâche sa haine envers le défunt J. Edgar Hoover. La convocation du Comité de la Chambre sur les assassinats est pour lui l'occasion de rendre enfin publiques quelques-unes de ses vérités. Trop tard. Le 9 novembre 1977, à 6 h 35 du matin, il est tué par un jeune homme qui affirme l'avoir pris pour un cerf. La justice conclut à un accident de chasse. Le jeune homme est condamné à une amende de 500 dollars et à un retrait de permis de chasse de dix ans. Il est placé sous le contrôle judiciaire de son père, policier de

l'État du New Hampshire. Il n'y aura jamais d'enquête sur la mort de William Sullivan…

La vengeance de Nixon

1977 marque un tournant dans l'histoire des agents du FBI. Pour la première fois depuis la création du Bureau, un vent de fronde souffle dans les rangs de ses hommes. Ils n'en peuvent plus de voir le Bureau traîné dans la boue par les diverses commissions d'enquête parlementaires. Même Gerald Ford, le successeur de Richard Nixon, n'a pu les protéger. Et Dieu sait si Gerald Ford est un ami du Bureau ! L'arrivée au pouvoir du président Carter en janvier 1977 ne présage rien de bon. Les agents se méfient, et ils ont raison. À peine arrivé au Département de la Justice, Griffin Bell annonce l'ouverture de poursuites contre 168 agents ou ex-agents du FBI. Les avocats du Département de la Justice n'y vont pas de main morte : ils téléphonent au domicile des agents le soir, menacent leurs familles. Finalement, le Département décrète le renvoi devant les tribunaux de 68 agents du FBI.

Les faits reprochés remontent au début des années 1970, quand le Bureau s'était lancé aux trousses d'un groupe clandestin d'extrême gauche, la Weather Underground Organization ou les Weathermen[13]. L'équipe 47 du bureau de New York a eu recours aux « bonnes vieilles méthodes » pour neutraliser les Weathermen. Les agents ont pénétré chez des particuliers sans mandat, posé des micros, intercepté le courrier et interrompu « par toute sorte de moyens » les activités des suspects. Des pratiques couvertes par la hiérarchie du FBI, à commencer par le numéro deux du Bureau, Mark Felt, et son adjoint Ed Miller. Alors que le délai de prescription arrive à son terme, le Procureur général Griffin Bell déclenche en catastrophe les poursuites accusant le FBI d'avoir violé les droits civiques de citoyens américains.

Sa cible : les agents de l'équipe 47 et leur superviseur John Carney, qui est convoqué le 13 février 1977 devant un grand jury de New York qui doit décider de son renvoi en justice. À son arrivée au palais de justice de Foley Square à New York, le superviseur est accueilli par un millier d'agents fédéraux venus de différents bureaux de la côte Est. Une première dans l'histoire du Bureau. Tous les agents sont en congé, mais ils ont sur eux leur

plaque et leur arme de service. La « manifestation » est tolérée par le directeur du FBI. Quand le superviseur monte les marches du palais de justice, ses collègues l'applaudissent à tout rompre pendant cinq bonnes minutes. Les agents du FBI viennent de découvrir le syndicalisme. De leur mouvement naîtra l'Association des agents du FBI, dont la première décision est de prendre en charge la défense des agents de l'équipe 47.

Devant le grand jury, Mark Felt et Ed Miller témoignent que les agents ont agi sur leur ordre avec l'accord verbal du directeur de l'époque, Patrick Gray. Le Département de la Justice ouvre alors des poursuites contre Patrick Gray, Mark Felt et Ed Miller. Leur comparution devant un grand jury en 1978 donne elle aussi lieu à une manifestation de 800 agents du FBI. Les trois hommes plaident coupables, mais, lors des auditions, Patrick Gray nie avoir été informé des faits qui lui sont reprochés. Ed Miller en est encore indigné : il affirme avoir expliqué lui-même à son directeur les méthodes employées par les agents de l'équipe 47 pour venir à bout des Weathermen. Le grand jury renvoie les trois hommes devant les tribunaux. Le procès s'ouvre à Washington le 16 septembre 1980 et se termine le 6 novembre de la même année, alors que les Américains viennent d'élire Ronald Reagan Président. En plein milieu des débats, une personnalité se présente pour témoigner : Richard Nixon fait une de ses premières apparitions publiques depuis des années. Avant d'entrer dans le tribunal, Nixon s'attarde devant les caméras des équipes de télévision qui couvrent le procès. Il ironise sur le fait qu'il se présente devant une cour de justice comme témoin dans le cadre d'une affaire… d'écoutes illégales alors que de nombreux américains rêvaient de le voir inculpé pour les mêmes motifs. Les journalistes éclatent de rire avec le président déchu. Ils ignorent que Nixon a une idée derrière la tête. Il sait que Mark Felt est « Gorge profonde ». Avec ses mots à lui, c'est-à-dire en apparence anodins, il le charge, confirmant l'impression donnée par son ami Patrick Gray que Felt et Miller sont des chiens fous, qu'ils ont agi sans en référer à personne. Richard Nixon tient enfin sa revanche. Mark Felt et Ed Miller sont condamnés à verser des amendes de quelques milliers de dollars. Le président Reagan leur a fait savoir qu'il est disposé à les gracier. Les deux hommes hésitent. S'ils se pourvoient en appel, il leur en coûtera 200 000 dollars d'honoraires d'avocats. Ils n'en ont pas les moyens. L'Association des agents du FBI, qui a déjà pris en charge les honoraires précédents, est prête à payer, mais Felt et Miller ne veulent pas en rajouter.

Ils demandent donc le pardon du Président, même si cela revient à accepter la sentence du tribunal et donc à reconnaître leur culpabilité. C'est ainsi que Mark Felt, *alias* Gorge Profonde, a été gracié par un Président républicain sept ans seulement après avoir fait chuter Richard Nixon. Ed Miller, lui, n'acceptera jamais ce qu'il considère être le naufrage de sa vie. Alors, quand on lui parle de sa condamnation et de la grâce présidentielle, il pleure.

1- Mark Felt et John O'Connor, *A G-Man's Life*, New York, Public Affairs, 2006.
2- In Cartha D. DeLoach, *Hoover's FBI*, Washington, Regnery Publishing, 1995.
3- Cf. « Supplementary Detailed Staff Reports on Intelligence Activities and the Rights of Americans, Book III, Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities United States Senate April 23 (under authority of the order of April 14), 1976 », p. 308-310.
4- Cf. « Supplementary Detailed Staff Reports on Intelligence Activities and the Rights of Americans. Book III. Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities United States Senate April 23 (under authority of the order of April 14), 1976 ».
5- Cf. Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities. Supplementary Detailed Staff Reports, Book III Cointelpro : The FBI's Covert Action Programs Against American Citizens United States Senate, 94th Congress, 2nd Session, April 26 (legislative day, April 14), 1976.
6- Voir Edward Jay Epstein, « The Black Panthers and the Police : A Pattern of Genocide ? », *New Yorker*, 13 février 1971.
7- Wesley Swearingen, *FBI Secrets : An Agents Expose*, Boston, South End Press, 1995.
8- Cf. « Supplementary Detailed Staff Reports on Intelligence Activities and the Rights of Americans. Book III. Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities United States Senate April 23 (under authority of the order of April 14), 1976 ».
9- Mark Felt et John O'Connor, *A G-Man's Life*, New York, Public Affairs, 2006.
10- Déposition de Sullivan du 1er novembre 1975, p. 122-124 in « Supplementary Detailed Staff Reports on Intelligence Activities and the Rights of Americans. Book III. Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities United States Senate April 23 (under authority of the order of April 14), 1976 ».
11- Déposition de Sullivan, *op. cit.*, p. 35-36.
12- Attention aux apparences : un an plus tard, la ravissante épouse de Howard Hunt se trouve dans un avion de ligne qui explose en plein vol, tuant une trentaine de passagers. Elle transportait une forte somme encaissée après que son mari eut fait chanter la Maison-Blanche en menaçant de dire tout ce qu'il savait sur le cambriolage du Watergate. Avant de mourir dans la misère et la déchéance physique des années plus tard, Hunt tente de vendre ses mémoires. Mais c'est trop tard. Plus personne n'est intéressé par ses secrets, même s'ils concernent la plus secrète des opérations auxquelles il dit avoir pris part : l'assassinat du président Kennedy (voir chapitre IV, p. 183).
13- Le nom Weathermen est tiré d'une chanson de Bob Dylan (*Subterranean Homesick Blues*) : « Pas besoin d'un météorologue pour savoir dans quelle direction le vent souffle. » Prônant la lutte armée, les Weathermen commettent des attentats à la bombe, attaquent des banques. En 1970, ils participent à l'évasion de Timothy Leary, le pape du LSD. Cette même année, trois membres du Weather Underground Organization périssent dans l'explosion d'une bombe qu'ils fabriquent. L'engin aurait dû sauter lors d'un bal donné en l'honneur des soldats se battant au Vietnam.

II

Sur le fil du rasoir

(1968-2009)

VII

Renaissance (1968-1988)

Où l'on retrouve Neil Welch – Un pionnier de la lutte anti-mafia – Les mafieux de l'Anchor Bar – Où l'on visite la « Batcave » de FBI – La disparition de Jimmy Hoffa – Génération Vietnam contre Mafia – Joe Pistone, alias Donnie Brasco – L'Opération « Coldwater » permet de retrouver une vieille connaissance : Santo Trafficante – Le Pouvoir et la Guerre – Jusqu'où aller trop loin ? – Les infiltrés sous la loupe de la BSU.

Un SAC anticonformiste

Secoué par la mort de J. Edgar Hoover, affaibli par le scandale du Watergate, ébranlé par les commissions d'enquête parlementaires, le FBI connaît au début des années 1970 une crise existentielle qui aurait pu lui être fatale s'il n'avait trouvé en lui les forces de sa renaissance. En dépit de l'héritage empoisonné de Hoover, les Agents spéciaux vont transformer le Bureau de fond en combles. Pour sauver le FBI de lui-même, ils vont faire tout ce que Hoover ne voulait pas qu'ils fassent : s'attaquer à la corruption, lutter contre le crime organisé, enfreindre toutes les règles du Bureau. Neil Welch est l'homme qui symbolise ce renouveau. Il incarne le contre-pouvoir qui va sauver le FBI : les SAC.

Depuis les années 1960, Neil Welch a compris que le vrai pouvoir à l'intérieur du FBI est entre les mains des SAC. Ils sont seuls responsables

de leurs bureaux et de leurs territoires. « Leur rôle est essentiel, dit Welch. C'est par eux que tout commence. À la sortie de l'école de Quantico, il faut cinq ans pour faire un bon Agent spécial capable d'aller n'importe où et de s'occuper de n'importe quel dossier. Le SAC est un meneur d'hommes et une source d'inspiration. Tout ce qui a lieu sur le terrain relève de sa responsabilité. Les cinquante-neuf SAC sont les meilleurs d'entre les meilleurs agents. » Welch lui-même n'est pas un SAC comme les autres. Il l'a montré dès sa première affectation à Buffalo en commençant par violer certaines règles du Bureau.

Tout a commencé le 20 mars 1968. À Buffalo, Neil Welch est seul avec un autre Agent spécial. Il a envoyé tous ses hommes à la recherche d'un tueur psychopathe qui s'est évadé lors de son transfert de la prison d'Attica vers un hôpital. L'homme a disparu après avoir neutralisé deux gardes et pris leurs armes. Depuis, la région est terrorisée. Le psychopathe a pris un couple en otage, blessé grièvement l'homme avant de violer la femme. Il n'en est pas à son coup d'essai. Il s'appelle Winston Moseley. Quatre ans auparavant, il avait sauvagement assassiné une jeune femme à New York, et le fait divers avait passionné les principaux quotidiens de la planète en raison de son atrocité. La victime, Kitty Genovese, avait été torturée en pleine rue pendant plus d'une demi-heure, avant d'être achevée. La police établira que trente-huit voisins avaient entendu les hurlements et les appels à l'aide de cette jeune femme, sans bouger.

Le téléphone sonne. Neil Welch répond. À l'autre bout du fil, un dentiste de la ville. Il est paniqué. Il vient de recevoir un appel téléphonique de sa fille qui lui a signalé une prise d'otages : dans son immeuble, un homme armé retient une femme et un bébé. Il a menacé la fille de les tuer si elle ne lui rapportait pas un véhicule dans les vingt minutes. « Je remets l'affaire entre vos mains », déclare le dentiste à Neil Welch. Pour ce dernier, il ne peut s'agir que de Moseley. « Dites à votre fille que je la retrouve devant l'immeuble dans quinze minutes. »

Neil Welch appelle le garage du Bureau et demande qu'on lui prépare la meilleure voiture. Il n'en reste plus qu'une, et c'est un tas de ferraille. Il lui faudra s'en contenter. Chemin faisant, par radio, il appelle ses Agents spéciaux en renfort et leur recommande la plus grande discrétion. Jusque-là, il a respecté toutes les règles du Bureau, mais la suite est nettement moins orthodoxe. Arrivé sur place, le SAC prend les choses en main et monte en première ligne. D'une échoppe voisine, il appelle directement l'appartement

et dit à Moseley : « Vous n'aurez pas votre voiture. En revanche, je vais venir vous parler, je peux vous aider à vous en sortir. » Quelques minutes plus tard, Welch fait face au tueur sur le seuil de l'appartement. Moseley a son arme braquée sur la tempe du bébé. Sans hésiter, Welch prend le canon et le détourne sur lui. La mère s'empare du bébé et va se réfugier dans une chambre. Doucement, ne quittant pas le tueur du regard, Welch pénètre dans l'appartement et s'assied. Le SAC n'est pas dans la meilleure posture : Moseley a toujours son pistolet braqué sur lui. De son côté, Welch tient son arme de la main gauche dans sa poche. Or il est droitier. Pour couronner le tout, il vient juste de recevoir ses nouvelles lunettes à double foyer et n'arrive pas à accommoder. Il regarde son interlocuteur tantôt au-dessus des verres, tantôt en dessous. Le face à face va durer une heure. Les deux hommes sont en pleine discussion, quand le téléphone sonne. « On ne va pas pouvoir continuer à parler, avec cette sonnerie », dit Neil Welch, qui décroche l'appareil. À l'autre bout du fil, le rédacteur en chef d'une des télévisions de New York hurle : il n'est pas content du tout, il a envoyé sur place une équipe qui attend. « Je ne vous dis pas combien ça me coûte, et ils sont assis là à ne rien faire ! » Welch se mord les joues pour ne pas éclater de rire. L'homme continue : « Ils me disent que vous êtes avec le maniaque : pouvez-vous accélérer les choses ? » Poliment, Welch répond qu'il est désolé du contretemps occasionné. En raccrochant, il réalise qu'il a peut-être un moyen de faire retomber la tension. Il se tourne vers Winston Moseley et lui déclare : « Monsieur, les médias s'impatientent. Ils ne vont pas attendre éternellement… Pourquoi ne pas s'en tenir là ?… Donnez-moi votre arme ! » Et ça marche ! Moseley lui tend son pistolet et se rend.

À la sortie de l'immeuble, les journalistes entourent Neil Welch et lui demandent comment il a fait pour parler à un fou furieux qui le braquait avec une arme à feu. « En faisant très attention à ce que je disais », répond le SAC en regardant Moseley. Pour la première fois, Welch remarque sur le visage du tueur quelque chose qui pourrait ressembler à un sourire.

« J'ai violé toutes les règles, j'ai fait exactement le contraire de ce qu'on m'avait appris à faire, explique-t-il. À l'époque, il n'y avait pas encore de négociateur d'équipe d'intervention (*SWAT team*). Le SAC est celui qui prend les décisions. Il n'est pas censé être en première ligne. Il doit rester à l'arrière, dans un endroit sûr ; quelqu'un de plus entraîné à ce type d'exercice doit s'occuper des pourparlers. Je pense que c'est ce qu'ils avaient essayé de m'inculquer à Quantico, mais j'ai dû loper les cours… »

Surveiller et punir

Ce n'est pas la seule classe que Neil Welch ait manquée. Au moment où il neutralise Winston Moseley, le SAC est engagé dans une opération si peu orthodoxe qu'il s'est bien gardé d'avertir le Siège de ses projets. Il craint que J. Edgar Hoover ne découvre ce qu'il est en train de faire et ne mette fin à une partie de chasse qui s'annonce passionnante.

Tout a commencé quelque temps auparavant, lors d'une belle journée de début juin, par un déjeuner en compagnie d'un de ses Agents spéciaux dans un restaurant de la petite ville de Niagara Falls. Luigi's sert une des meilleures cuisines italiennes de la région. Ce qui n'est pas peu dire. Welch a choisi Luigi's, car c'est une des cantines des mafieux locaux. Tout en mastiquant ses cannellonis, il interroge l'Agent spécial Paul Brown qui lui sert de guide depuis le début de la matinée. Au commencement du repas, les questions du SAC semblent naïves, et Paul Brown y répond avec la patience qui convient. « Brown ne s'est pas aperçu que la conversation anodine a peu à peu basculé en interrogatoire en règle », se souvient Neil Welch. Au café, Paul Brown est dans ses petits souliers.

Depuis près de trente ans, une organisation assure la loi, l'ordre et le développement de la région. Ici, tout le monde coopère avec elle et uniquement avec elle. « Le problème, dit Neil Welch, c'est qu'en 1966 cette organisation n'était pas dirigée par J. Edgar Hoover, mais par Don Stefano Magaddino. » C'est-à-dire par un des parrains historiques de la Mafia !

À Niagara Falls, Don Stefano Magaddino est une institution. Gros industriel réputé intouchable, tout le monde connaît son surnom, « le Croque-mort », et si le commun des mortels pense qu'il vient de son entreprise de pompes funèbres, la Magaddino Memorial Chapel, les mauvaises langues disent qu'il ne l'a pas volé.

Don Stefano Magaddino est né en terre mafieuse à Castellammare del Golfo, en Sicile. Il a débarqué aux États-Unis au sortir de l'adolescence, sans doute vers 1910. La communauté castellammaraise de Brooklyn l'a adopté au point d'en faire une de ses figures de proue. À Brooklyn, il a retrouvé de vieux ennemis, des représentants de la famille Buccellatto. Les guerres commencées à Castellammare del Golfo se sont poursuivies à Brooklyn. Restée dans les annales de la Mafia, la guerre opposant les Magaddino aux Buccellatto a fait des dizaines de morts. Pour la gagner, Stefano Magaddino a créé un groupe armé baptisé « the Good Killers », les

Bons Tueurs. Les « bons » tueurs à gages sont répartis par groupes soigneusement cloisonnés. L'organisation des Bons Tueurs est l'ancêtre de la Murder Inc. des années 1930.

Dans les années 1920, ayant échappé de justesse à un attentat, Stefano Magaddino a réglé ses comptes en assassinant un des parrains des Buccellatto. Arrêté par la police, il est relâché à l'issue d'un procès qui tourne au pugilat. Il est temps pour lui de changer d'air. Les chefs de la mafia new-yorkaise lui proposent de reprendre en main les destinées de la famille qui règne sur la région de Buffalo, dans le nord de l'État. Stefano Magaddino s'installe donc à Niagara Falls et se trouve au bon endroit au bon moment. La frontière canadienne n'est pas loin, la région est celle de tous les trafics. Rapidement, la prohibition fait de Magaddino un homme riche. Niagara Falls et Buffalo deviennent les plaques tournantes de la contrebande d'alcool en provenance du Canada. Sa famille mafieuse fait aussi dans le racket, l'usure, les jeux. Elle contrôle syndicats et politiciens.

Stefano Magaddino semble indestructible. En 1936, sa sœur meurt dans l'explosion d'une bombe qui lui est destinée : ses ennemis se sont trompés de maison. En 1958, un tueur jette une grenade dans sa cuisine, elle n'explose pas. Au début des années 1960, dans le cadre d'un putsch au sein du gouvernement de la Mafia, son cousin Joe Bonanno, dit Joe Banana, envisage de le tuer, ainsi qu'une dizaine d'autres parrains new-yorkais ; le complot fait long feu. En octobre 1964, les hommes de Magaddino enlèvent Joe Bonanno en plein jour dans le quartier résidentiel de Park Avenue, à Manhattan ; le parrain est relâché au bout de dix-neuf mois après avoir promis de démissionner de son poste de chef de famille. Ce qu'il se gardera de faire.

Depuis des décennies, Stefano Magaddino fait partie du gouvernement de la Mafia. Il est de toutes les conférences. On le signale à La Havane en 1946, ou encore, dix ans plus tard, au « sommet » d'Appalachin, dont il est un des organisateurs. Des années après, le FBI de Chicago intercepte une conversation dans laquelle Sam Giancana lui reproche la débâcle d'Appalachin.

« J'espère que tu es satisfait d'avoir permis à la police d'identifier soixante parrains », lui dit Giancana avant de lui expliquer qu'il aurait mieux fait de l'écouter et d'organiser le sommet à Chicago : « C'est l'endroit le plus sûr au monde pour une grande réunion. Tu aurais pu répartir tes gars dans mes motels et on aurait pu se réunir dans un de mes

restaurants. Les flics ne nous embêtent pas, ici. Nous avons les chefs de la police de trois villes voisines dans notre poche. Nous avons ce que personne n'a : le contrôle total du territoire. »

Stefano Magaddino acquiesce, mais se garde bien de lui dire qu'il contrôle son territoire encore plus étroitement que l'Entreprise ne le fait à Chicago. Il aurait pu aussi rétorquer à Sam Giancana que si le FBI traquait les parrains à Chicago, c'était loin d'être le cas à Buffalo.

Près de dix ans plus tard, attablé chez Luigi's, le SAC de Buffalo, Neil Welch, fait la même constatation. Au moment de régler l'addition, il dit à son Agent spécial :

« Paul, on sait qui dirige la famille Magaddino. On sait qu'elle se fait des millions de dollars rien qu'ici, à Niagara Falls. Alors, comment se fait-il qu'on n'ait pas un seul informateur, qu'on n'ait pas ouvert un seul dossier ?

– Mais, patron, ils possèdent tout et tout le monde ! On ne peut pas les surveiller, parce qu'ils nous surveillent en permanence. Une fois, je suis entré dans un magasin pour acheter quelque chose ; à peine revenu au Bureau, j'ai reçu un coup de fil du propriétaire du magasin : il m'a dit qu'il voulait bien coopérer avec le FBI, mais il m'a demandé de ne plus fréquenter son magasin. Juste après mon départ, deux hommes en costume-cravate étaient venus le voir pour lui demander ce que je voulais ! »

Paul Brown poursuit :

« Ici, ceux qui ne sont pas payés par la Famille lui sont redevables d'une manière ou d'une autre. Tout le monde en ville veut être dans les bonnes grâces du parrain… Pendant près de quarante ans, les Agents spéciaux du FBI n'ont fait que passer ici, tandis que se perpétue dans l'ombre le règne d'un Magaddino intouchable et intouché. »

Seulement voilà : maintenant, il y a un nouveau SAC en ville et il n'est pas commode. Les quarante ans de règne de Stefano Magaddino sont sur le point de se terminer brutalement. Neil Welch n'est pas du genre classique. Ses priorités ne sont pas celles des autres SAC. La chasse aux voleurs de voitures est reléguée au second plan. Celle des braqueurs de banque aussi, quoique Welch confesse trouver « irrésistibles » les braquages en cours. Il n'a jamais pu résister au plaisir de se précipiter avec ses hommes pour interrompre un hold-up ou poursuivre des malfaiteurs. Il n'a pas froid aux yeux et aime l'action.

Welch a compris que, en raison de la faiblesse de ses effectifs, il ne peut courir à la fois après les communistes et les mafieux. Or – et c'est ce

qui le démarque du directeur du FBI – il pense que les seconds sont plus dangereux que les premiers…

Welch s'apprête donc à affronter un ennemi redoutable. « Magaddino surveillait étroitement le FBI. Ses hommes relevaient le nom des agents et les plaques d'immatriculation des voitures qui entraient ou sortaient du garage du bureau de Buffalo. » Si les agents du FBI voulaient avoir la moindre chance face à la famille Magaddino, ils devaient passer dans la clandestinité. Welch décide donc de retirer de la circulation douze agents, qu'il délocalise.

Le SAC ne connaît pas encore assez Buffalo ou sa région pour savoir où installer sa petite équipe. Il ne veut pas prendre le risque de les implanter en territoire mafieux. Pour lui, la seule zone sûre est celle contrôlée par l'armée. Ses agents prennent donc leurs quartiers dans un bâtiment en brique jaune à un étage du Centre de réserve de l'armée (Amherst), le long de North Forest Avenue.

Derrière la double rangée de fil de fer barbelé, protégés par les barrières et les herses des sentinelles, les Agents spéciaux sont à l'abri des regards indiscrets. Il y a peu de chances que les hommes de Magaddino viennent voir ce qu'ils y fabriquent. Si, par hasard, un visiteur voulait s'aventurer jusqu'à eux, il ne trouverait aucun panneau signalétique trahissant un rapport quelconque avec le Bureau, pas la moindre photo de Hoover sur les murs et, sur les tables, nul papier à en-tête du FBI. Les numéros de téléphone du nouveau bureau figurent tous sur liste rouge et ne sont pas au nom du FBI. À l'intérieur, la permanence est assurée par l'homme de confiance du SAC, Francis Ryan, une véritable armoire à glace. Il est le seul à avoir conservé l'apparence d'un policier en civil. Tous les autres agents ont renoncé à leur tenue « FBI ». Jusqu'alors, le mot d'ordre était que les agents devaient être identifiables par le public dès le premier coup d'œil grâce à leur costume foncé, à leur chemise blanche, à leur cravate sage et à leur Fedora vissé sur le crâne. Neil Welch donne l'ordre à ses agents très spéciaux de se transformer en douze salopards. Ils se laissent pousser les cheveux, la barbe, endossent des bleus de travail ou des vêtements achetés dans des surplus militaires. J. Edgar Hoover, qui était, on le sait, plus à cheval sur l'image que sur l'éthique, n'aurait pas du tout apprécié.

Neil Welch sait qu'il n'a pas droit à l'erreur. Le moindre faux pas peut lui être fatal. Il lui faut aussi faire avec le mécontentement des autres agents

du bureau de Buffalo qui ont constaté que leurs collègues ont « disparu », mais que leurs dossiers sont toujours là. « Ils ne savaient pas où les douze agents étaient partis, explique Welch, mais il planait un soupçon général, car ils ne s'occupaient pas des affaires en cours… » En dépit de leur ressentiment, les agents du bureau de Buffalo n'osent rien dire à leur SAC. Il leur a fallu plus de six mois pour réaliser que Neil Welch venait de créer la première structure clandestine de l'histoire du FBI.

Welch est un chaud partisan des opérations clandestines. Quinze ans auparavant, dans le cadre d'une affaire d'extorsion, il s'était déjà déguisé en jardinier pour mieux intervenir en flagrant délit. L'opération « Miburn » contre le Ku Klux Klan lui avait également fourni l'occasion d'affiner ses techniques de surveillance et de contre-intelligence. Depuis lors, il est convaincu de l'intérêt des opérations d'infiltration.

Neil Welch a fait modifier certaines voitures du parc automobile du Bureau pour les rendre aussi voyantes et rapides que celles des mafieux. « Le budget pièces détachées du bureau de Buffalo s'en était ressenti, mais personne à Washington ne nous posait de questions, se souvient Welch. Ils mettaient ça au compte des hivers rigoureux. » Ses hommes disposent d'une garde-robe conséquente. Selon les besoins, ils peuvent se déguiser en mafieux afin de mieux traîner dans les bars ou les restaurants fréquentés par les hommes de Magaddino.

En complète violation de la tradition du Bureau, Welch n'hésite pas à recourir à des femmes. À l'époque, celles-ci n'avaient pas le droit d'être Agent spécial. Alors, comme d'autres SAC, il se sert de secrétaires et d'employées du Bureau quand il a besoin de présence féminine pour ses opérations de surveillance. Qui se méfierait de cette charmante petite vieille qui prend régulièrement ses repas chez Luigi's ? Sûrement pas son voisin de table, Stefano Magaddino ! Le parrain ne se doute pas non plus que la vieille dame très digne parle couramment le sicilien et qu'elle écoute tout ce qui se dit. À force de venir tous les midis, elle fait partie du décor. Personne ne remarque qu'elle remplace subrepticement le porte-serviette de la table de Magaddino par un objet identique, mais pourvu d'un minuscule micro émetteur.

Pour l'étape suivante, Neil Welch a besoin des talents d'Edward Tickle, le meilleur serrurier du FBI, l'as des as du fric-frac. Il le fait venir de Washington. Âgé d'une vingtaine d'années, Ed Tickle a d'abord été embauché par le FBI pour « ouvrir les portes » aux agents fédéraux

lorsqu'ils veulent pénétrer discrètement chez des particuliers ou dans des bureaux. Dans les années qui suivent, les SAC s'arrachent ses talents. Grâce à lui, les agents du FBI réussissent à poser des micros chez le parrain de La Nouvelle-Orléans, Carlos Marcello. Fin 1978, c'est lui qui ouvre les portes aux agents venus « équiper » les bureaux des responsables des « Teamsters », le tout-puissant syndicat des camionneurs. Dans le même temps, Edward Tickle dépose le brevet d'une serrure inviolable.

Malheureusement, au soir du 4 avril 1980, le serrurier sera arrêté en flagrant délit de cambriolage du Credit Union, la banque du FBI, au huitième étage du quartier général du Bureau ! Chez lui, les policiers saisiront des bijoux volés. Le directeur du FBI, William Webster, renverra Ed Tickle, et le serrurier indélicat sera condamné à huit ans de prison…

Les Agents spéciaux entament la surveillance de la maison de Stefano Magaddino. Ils relèvent soigneusement les habitudes de la famille. Un jour d'hiver, persuadés qu'ils disposent d'assez de temps, ils passent à l'action. Un épais manteau de neige recouvrant les environs, ils doivent faire attention à ne pas laisser de traces de leur passage. Les cambrioleurs du FBI ont moins de deux minutes pour entrer. Il est hors de question de s'éterniser devant la porte du parrain. N'arrivant pas à pénétrer assez vite, les deux hommes battent en retraite. Quelques jours plus tard, profitant d'une nouvelle opportunité, Ed Tickle et les agents s'en retournent chez le parrain. Ed Tickle introduit la clef, mais la serrure ne cède pas. L'empreinte prise n'est pas assez précise. Trois autres tentatives sont nécessaires avant de pouvoir faire irruption dans la maison.

Sitôt entrés chez Magaddino, les agents du FBI jettent des boulettes de viande farcies de somnifère en direction du chien du parrain, qui les avale et s'endort. Ils n'ont que peu de temps pour opérer. Ce sont des spécialistes, ils n'ont pas leur pareil pour poser des micros sans laisser de trace. Ils ont à peine fini qu'on leur signale par talkie-walkie le retour du parrain. Ils ont cinq minutes pour quitter les lieux. Vite, les agents du FBI rangent leurs affaires, remettent tout en ordre et se dirigent vers la porte. En chemin, un Agent spécial remarque les restes du festin canin. Il ramasse les boulettes de viande qui traînent au milieu du couloir et les fourre dans sa poche. Ce n'est que dans la voiture, quelques minutes plus tard, qu'il réalise son erreur : ce ne sont pas des boulettes qu'il a ramassées, mais des… crottes de chien !

Au bout de quelques mois, Neil Welch lance ses troupes à l'assaut de la forteresse Magaddino. Le 9 mai 1967, six agents du FBI, accompagnés

de quinze policiers municipaux et de deux policiers de l'État, font irruption dans un restaurant où 250 hommes de Magaddino enterrent la vie de garçon de l'un d'entre eux. Tout ce que la Cosa Nostra de Buffalo compte d'hommes d'honneur participe au banquet, à l'exception du chef de la famille, Stefano Magaddino. Certains des parrains arrêtés étaient même présents à la conférence d'Appalachin. Le lendemain, les journaux titrent sur ce qu'ils appellent le « petit Appalachin ».

Pendant que les Agents spéciaux procèdent à l'arrestation du plus gros des convives dans les étages du restaurant, une cinquantaine de mafieux, dont les plus gros poissons, restés au rez-de-chaussée, s'enferment dans la cave à vins. Ils espèrent encore pouvoir passer entre les mailles du filet. Leur espoir sera de courte durée, puisqu'ils seront découverts le lendemain matin par les agents fédéraux[1].

Disposant de suffisamment d'éléments, Neil Welch obtient ce qu'il voulait : Stefano Magaddino fait enfin l'objet d'une instruction.

Le 27 novembre 1968, les Agents spéciaux, accompagnés de marshalls, investissent la maison de Stefano Magaddino. À l'étage, le vieil homme est au lit, trop faible, dit-il, pour les suivre. Le médecin de famille arrive peu après et signe un certificat médical attestant que le parrain est atteint de la grippe… sicilienne ! Il place Magaddino sous oxygène et affirme que son patient est trop faible pour que les Agents spéciaux prennent ses empreintes digitales. Très poli, Neil Welch rétorque : « Il n'aura pas mal : nous voulons juste lui tenir la main. » Tandis que les agents du FBI badigeonnent ses doigts d'encre, le parrain se débat et, dans un râle, dit : « Prenez une arme, prenez une arme et tuez-moi ! »

Le SAC appelle le Siège et demande à parler au Directeur. On lui passe un superviseur, qui lance : « C'est à quel propos ? » Neil Welch ne veut pas le dire. Trois interlocuteurs plus tard, il accède enfin au poste de la secrétaire particulière du Directeur, la fidèle Helen Gandy, à qui il consent à laisser ce message : « Dites à Monsieur Hoover que je viens d'arrêter Stefano Magaddino, pour lui. »

Neil Welch sait-il qu'il n'a guère de chances de traîner Stefano Magaddino devant les tribunaux ? Le SAC n'ignore pas qu'il ne peut produire toutes ses pièces à conviction. Il ne peut donner l'identité de ses informateurs, ni révéler qu'il s'est servi de moyens que la justice ne reconnaît pas. Pour faire tomber Magaddino, Welch a un autre plan : lors de la perquisition chez le parrain, il a saisi 530 000 dollars, et il ne s'est pas

privé de le faire savoir. Il a en outre décortiqué les comptes du parrain et s'est arrangé pour que la famille mafieuse de Buffalo l'apprenne. Welch sait que le parrain, très près de ses sous, a prétexté le marasme financier pour ne pas verser de dividendes aux autres membres de la famille pour l'année en cours. On comprend leur fureur en découvrant que les comptes présentés par le parrain ne sont pas « sincères ». « Le fils de pute ! s'exclame sa belle-fille, il m'a juré qu'il n'avait pas assez d'argent pour nous emmener en Floride, il nous a dit qu'il était fauché ! » Au sein de la famille de Buffalo, la révolte gronde. Quelques mois plus tard, c'est le putsch : les capitaines de Magaddino lui retirent ses pouvoirs. Ce sont trente années de règne qui se terminent. Neil Welch est arrivé à ses fins. Mais à la voie royale, celle des procès, il a préféré les sentiers tortueux des techniques de « contre-intelligence » déjà utilisées lors de l'opération « Cointelpro » contre le Parti communiste et le Ku Klux Klan.

Le SAC de Buffalo n'assistera pas à la suite des événements. Quand les Agents spéciaux font irruption lors de la cérémonie d'intronisation du nouveau chef de la famille, Salvatore Pieri, Neil Welch a déjà gagné Detroit en tant que SAC du bureau de la ville.

Petits arrangements avec la presse

En ce début des années 1970, Detroit est une des villes les plus violentes des États-Unis. Elle ne s'est pas encore remise des émeutes de 1967, qui ont duré douze jours et ont fait quarante morts. En mai 1970, après avoir pris le pouls de la ville, quelques semaines seulement après son arrivée en tant que SAC, Neil Welch explique : « Detroit, la nuit, était plus sensible au crime qu'au châtiment. » La tâche ne s'annonce pas facile. À l'intérieur du Bureau, les Agents spéciaux ont surnommé Detroit « la Rivière », parce qu'« elle emporte les SAC comme des fétus de paille ». Welch est le neuvième en sept ans : c'est un record. Les agents répugnent à travailler dans la rue. Le bureau de Detroit est réputé pour sa mentalité d'assiégé.

Depuis les années 1920, Detroit est un des hauts lieux de la criminalité organisée. C'était le territoire du « Purple Gang » et de ses tueurs, responsables pour le moins de la mort de cinq cents victimes. Dirigé par des gangsters d'origine juive, le Gang Pourpre tire sa richesse de la contrebande

d'alcool avec le Canada voisin durant la prohibition. La réputation de ses hommes de main dépasse largement les frontières de la ville. En 1929, Al Capone loue les services de trois d'entre eux pour les inclure dans le groupe de feu responsable du massacre de la Saint-Valentin. Cette redoutable organisation ne peut qu'intéresser la Mafia. Quand Lucky Luciano et Meyer Lansky créent le Murder Inc., Syndicat national du crime, au début des années 1930, ils proposent au Gang de les rejoindre. Le Gang accepte et intègre la Cosa Nostra.

Depuis, la criminalité organisée prospère en silence à Detroit et tire le gros de ses revenus des jeux clandestins. Sitôt arrivé, le SAC Welch demande à examiner les statistiques du Bureau. Le nombre annuel d'affaires de jeux dans tout l'État du Michigan représente à peine la moitié de celui que Welch faisait chaque mois pour la seule ville de Buffalo ! « Pour moi, l'État du Michigan, c'est la forêt vierge de la criminalité organisée », commente Neil Welch.

Le SAC convoque ses agents et envoie une délégation au bureau de Buffalo afin de former les hommes à ce qu'il attend d'eux. Il rassemble tous les agents des petites résidences de Grand Rapids, Flint, Saginaw et Kalamazoo, et demande à chacun de faire un point sur l'état de la criminalité organisée sur son territoire.

« Vous savez, ici, on n'a pas de problèmes de Mafia, lui répond un vieil agent. C'est bon pour les grandes villes comme Detroit…

– La criminalité organisée étant ma première priorité, réplique Welch, je vais donc fermer toutes mes résidences et en réaffecter tous les agents à Detroit. »

Cinq minutes après cet échange, Welch apprend de la bouche des agents résidents que la Mafia se porte bien et prospère, en fait, dans tout l'État du Michigan.

À l'époque, la criminalité organisée n'est pas encore une des cibles du Bureau. La mode est encore à l'opération « Cointelpro » et à la chasse aux Black Panthers, aux déserteurs de la guerre du Vietnam et autres étudiants gauchistes du SDS. Mais Welch répugne à se servir d'une opération aussi dangereuse que « Cointelpro » contre ses propres enfants ou ceux de ses agents. Il lui faut un adversaire à sa mesure. Il l'a trouvé : c'est la criminalité organisée. Il a, de plus, découvert son antre : c'est l'Anchor Bar, une taverne située non loin du carrefour de la 4^{e} Avenue et de Fort Street.

L'Anchor Bar, c'est un peu le souk du crime organisé à Detroit. Tous les gangsters et mafieux s'y retrouvent régulièrement pour traiter leurs affaires. Et ça n'arrête jamais : nuit et jour, à tout instant, il se passe quelque chose de criminel à l'Anchor Bar, selon un cycle parfaitement rodé. Le matin, le bar est investi par les bookmakers clandestins venus prendre les paris ; l'après-midi est réservé aux trafiquants de drogue, et le soir aux maquereaux. Matin, midi et soir défilent des dizaines de fonctionnaires, de conseillers municipaux, de juges, dont Neil Welch soupçonne qu'ils viennent aussi là pour conclure des affaires. Lors des émeutes de 1967, quand un arrêté municipal ordonne la fermeture de tous les commerces de la ville, l'Anchor Bar reste ouvert afin d'accueillir les juges, policiers et autres politiciens locaux qui constituent le gros de sa clientèle.

L'Anchor Bar appartient à l'un des premiers journaux de la ville, le *Detroit News*, qui occupe le bâtiment voisin. Or l'éditeur du *Detroit News* a l'intention de résilier le bail du bar, pour raser le bâtiment et transformer l'endroit en parking. Neil Welch lui demande de différer son projet, en échange de quoi il lui promet le scoop dont rêvent tous les journaux : l'exclusivité sur la plus grande rafle de mafieux depuis le sommet d'Appalachin.

Neil Welch a un problème : l'Anchor Bar étant ouvert nuit et jour, ses poseurs de micros ne peuvent profiter de la fermeture de l'établissement pour opérer. L'éditeur du *Detroit News* aide le SAC en lui fournissant les clefs d'une cave à charbon qui possède un mur mitoyen avec l'Anchor Bar. Déguisés en charbonniers, des agents du FBI pénètrent dans la cave et ménagent délicatement dans le mur un petit orifice donnant directement dans la salle de l'Anchor Bar ; ils y installent une caméra. Dernier cri de la technologie, celle-ci est la même que celle qui a été employée par les astronautes pour filmer leurs premiers pas sur la Lune. Dotée d'une optique spéciale, elle enregistre des images pratiquement sans lumière. Afin d'écouter les conversations, les techniciens du FBI se sont arrangés pour faire passer leurs micros à travers les bouches d'aération du bar. Dans la salle, des agents du FBI viennent régulièrement prendre des consommations ou déjeuner ; déguisés en ouvriers du bâtiment, ils forment un groupe compact qui finit par faire partie du décor. Ils n'adressent jamais la parole à personne et semblent ne se mêler que de leurs propres affaires. En réalité, rien ne leur échappe. Ils voient de grosses sommes d'argent changer de

mains, écoutent des conversations. Ils ont des micros émetteurs-récepteurs et signalent parfois des suspects à leurs coéquipiers au-dehors.

La cible principale des agents du FBI est un vaillant sexagénaire, Charles Sherman. L'homme arrive tous les matins ponctuellement à 7 h 30, prend un petit déjeuner à base d'œufs et de bacon. Non loin, contre le mur, se trouve un téléphone public à pièces. Chaque fois qu'il sonne, Charles Sherman va répondre. Ses conversations sont aussi brèves que nombreuses. À 10 h 30 précises, il quitte l'Anchor Bar. Il a fini sa journée de travail. Les agents du FBI ne tardent pas à découvrir que Sherman est à la tête de la plus grosse affaire de paris clandestins de la région, que son chiffre d'affaires annuel est de 15 millions de dollars, et qu'il compte des dizaines d'employés. Le 6 mai 1971, 400 agents agissent simultanément dans 37 villes du Michigan et arrêtent 150 personnes. À Washington, le Procureur général John Mitchell, tient à être le premier à diffuser l'information : il convoque une conférence de presse et annonce le plus grand raid contre les jeux clandestins de toute l'histoire du FBI. C'est aussi la première enquête filmée et enregistrée par le FBI. J. Edgar Hoover apprendra la nouvelle du raid en lisant les journaux.

Neil Welch a une dette à acquitter. Il se rend au siège du *Detroit News*. Il est en train de raconter toute l'histoire à son rédacteur en chef, quand le téléphone sonne : c'est l'attaché de presse du Procureur général qui vient donner sa version des faits et attribuer à son patron un peu plus de responsabilités qu'il n'en a eu. Le rédacteur en chef le remercie et lui dit que ce n'était pas la peine de l'appeler : il a déjà tout ce qu'il lui faut. Devant l'incrédulité de son correspondant, il tend le téléphone à Neil Welch qui lâche, triomphant : « Cette fois, on vous a eus, bâtards ! »

Parmi les personnes arrêtées, il y a seize policiers. Dans le Michigan plus que partout ailleurs, l'appareil répressif est gangrené par la criminalité organisée. Neil Welch est résolu à faire le ménage.

La « Batcave »

Le 22 septembre 1972, deux hommes remontent une allée du rayon lingerie féminine de Weigelmann's, un des plus grands magasins de la ville. Non loin des cabines, ils s'arrêtent devant une porte vitrée, qu'ils ouvrent, et pénètrent dans un couloir qui les conduit à un ascenseur de service.

Arrivés au sous-sol, ils empruntent un nouveau couloir pour disparaître derrière une lourde porte rouillée. « Monsieur le Directeur, dit Neil Welch, bienvenue à la “Batcave” ! »

Patrick Gray est directeur du FBI depuis seulement cinq mois. Il a tenu à inaugurer sa tournée des principaux bureaux du pays par Detroit, endroit oublié de Washington depuis 1943, date de la dernière visite d’un directeur. Après lui avoir proposé de visiter son « unité spéciale », la neuvième, le SAC Neil Welch n’a pas résisté au plaisir de le faire passer par l’issue de secours, c’est-à-dire par le rayon lingerie féminine de Weigelmann’s. Normalement, cette voie d’accès est réservée aux agents qui se sentent suivis. L’entrée principale de la « Batcave » est au rez-de-chaussée d’un immeuble de bureaux dont le propriétaire a été mis dans la confidence. Officiellement, les bureaux sont au nom d’une banque d’affaires. Méfiants, les agents du FBI changent régulièrement les serrures de la porte blindée et vérifient fréquemment le système d’alarme. Personne d’autre que les agents de la neuvième unité n’a le droit de pénétrer dans la « Batcave » ; même les équipes de nettoyage du Bureau sont interdites : les agents se chargent eux-mêmes de faire le ménage. Le Bureau donne directement sur un garage privé abritant un parc de voitures comme on n’en a jamais vu au FBI : une trentaine de voitures de sport, des berlines, des voitures banalisées, des taxis, de grosses motos, des camionnettes.

Une fois à l’intérieur de ce que les agents surnomment donc la « Batcave », Patrick Gray a du mal à en croire ses yeux. Sur les murs, les photos des principaux mafieux de Detroit, des plans de la ville avec les zones d’influence de la Mafia. Les demeures des parrains et leurs lieux de rencontre sont indiqués par de petits drapeaux. Au centre de la grande pièce trône un central radio destiné aux filatures ; dans un coin, les bobines de magnétophone tournent, témoignant d’écoutes en cours. Dans la pièce d’à côté, un studio de maquillage avec perruques, fards et moustaches. Une trentaine d’hommes attendent le Directeur. Ils ont plus l’air de mafieux que d’agents : cheveux longs, barbes, moustaches, ils sont vêtus comme seuls l’étaient les « hommes d’honneur » au début des années 1970. Neil Welch a prévu de faire une présentation des activités de son « unité spéciale », avec graphiques et photos, censée durer dans les trois heures. Pour ne pas effrayer son directeur, il ne lui fait pas part de toutes les améliorations technologiques apportées à la « Batcave ». Par exemple, les murs de son quartier général ont été doublés d’une couche de plomb réfractaire aux

ondes, comme les ambassades américaines situées derrière le rideau de fer. Ainsi, il ne court pas le risque que la Mafia écoute les conversations de ses hommes.

Le directeur du FBI demande à Neil Welch :

« Qui, à Washington, est au courant de cette opération ?

– Personne d'autre que vous et moi. »

Neil Welch expose à Patrick Gray les grandes lignes d'une grosse affaire de corruption qui mobilise son unité spéciale. L'opération a commencé par la condamnation en première instance de John Whalen à une peine allant de sept à dix ans de prison pour cambriolage. À l'époque, un vaste réseau de corruption gangrène le système judiciaire du Michigan : il est possible d'acheter des grâces moyennant quelques dizaines de dollars. Or John Whalen sait par qui passer pour ne pas transiter par la case prison. Harvey Whish, l'homme qui lui a fourni de quoi payer sa caution, connaît un juge de la Cour suprême du Michigan qui, en échange de 30 000 dollars, serait disposé à casser sa condamnation. John Whalen est venu raconter toute l'affaire à Neil Welch. Il vient de trouver là un moyen plus sûr et moins risqué de ne pas aller en prison. Désormais, le FBI écoute toutes les conversations entre Whalen et Whish. C'est ainsi que Welch apprend le nom du juge de la Cour suprême du Michigan qui vend ses grâces : il s'agit de John B. Swainson.

John B. Swainson n'est pas un juge comme les autres. Dans le Michigan, c'est déjà presque une légende vivante. Swainson est revenu de la Seconde Guerre mondiale sans jambes, mais la poitrine couverte de médailles. Il a une solide réputation de héros. Peu après son retour, les électeurs ont fait de lui le plus jeune gouverneur des États-Unis. Dans le Michigan, tout le monde loue son dévouement. La route du Sénat lui est ouverte.

Neil Welch décide de gagner du temps. John Whalen tergiverse et ne verse pas tout de suite la somme demandée. La réponse ne tarde pas : au début de septembre 1972, John B. Swainson et ses collègues annoncent qu'ils vont se prononcer contre l'appel de Whalen. La décision n'est toutefois pas définitive. Sentant que les choses vont se précipiter, Welch renforce la surveillance de Harvey Whish. Le 16 septembre, les hommes de Welch suivent l'intermédiaire jusqu'à la demeure du juge Swainson, à Manchester, dans le Michigan. Les agents du FBI voient Whish transporter de gros paquets de sa voiture jusqu'à la maison du juge, où il reste une

demi-heure. De retour à Detroit, Whish appelle Whalen. Rendez-vous est pris pour le 22 septembre, au moment même où Welch organise sa visite guidée de la « Batcave » pour le directeur Patrick Gray.

À la fin de l'exposé de Welch, Gray est appelé au téléphone. À l'autre bout du fil, son numéro deux, Mark Felt, l'informe de l'évolution d'une autre affaire en cours. Le FBI a placé un micro dans les locaux du Centre arabe d'information de Dallas afin d'obtenir des renseignements sur un présumé terroriste palestinien. Patrick Gray sait que l'écoute n'a pas été autorisée par la Justice. Il ne s'en préoccupe pas. Il imagine que les écoutes sauvages font partie de l'héritage de J. Edgar Hoover. Il ne sait pas que Hoover a mis au point un subtil dispositif destiné à le prémunir contre toute attaque. Après sa conversation avec Mark Felt, le directeur du FBI a l'air ravi. Un nouveau motif de satisfaction l'attend.

Neil Welch entraîne Patrick Gray vers un magnétophone qui enregistre en direct une conversation entre John Whalen et Harvey Whish. Le cambrioleur joue le rôle de l'outragé après la décision annoncée de la Cour suprême du Michigan de rejeter son appel. Whish lui expose la position du juge Swainson, sans toutefois le nommer :

« Il est en train de travailler à votre histoire. Il a votre dossier et voit ce qu'il peut faire. Si ça passe devant lui, vous feriez bien d'avoir l'argent.

– Quand ?

– Dès que vous pouvez. La Cour va revoir sa décision. Il le fera. Au pire, si vous allez en prison, vous récupérerez votre argent… »

Il faudra trois ans à Neil Welch pour boucler le dossier John B. Swainson. Le juge échappera de justesse à une inculpation pour corruption, mais sera finalement condamné pour parjure. En récompense pour sa collaboration, John Whalen, lui, n'ira pas en prison.

Au moment de prendre congé de Neil Welch, Patrick Gray lui demande de le rejoindre au quartier général du FBI : il a besoin d'hommes comme lui à ses côtés.

« Non, merci, lui répond Welch. Au sein du FBI, il n'y a que deux postes qui m'intéressent : le mien et le vôtre ! »

Jimmy Hoffa a disparu

Washington, juin 2007. Depuis qu'il a quitté le FBI, John Burke travaille pour un des plus gros cabinets de détectives privés. Il y a retrouvé quelques anciens du FBI. Ils ont pour clients les plus importants cabinets d'avocats du pays, les grandes multinationales et les partis politiques, qui s'adressent à eux en raison de leur expérience : « Quand vous avez passé huit ou neuf ans à Detroit, explique John Burke, vous avez accumulé beaucoup d'expérience ; j'y ai appris des tas de choses ! » En tant que superviseur de l'équipe spéciale de Neil Welch, John Burke était le seul à être autorisé à se rendre de temps à autre au quartier général du FBI de Detroit. Ses hommes vivaient, eux, dans une clandestinité totale : « J'ai eu la chance de pouvoir choisir moi-même mes hommes. Ils étaient dévoués au-delà du possible. Ils travaillaient sept jours sur sept. Ils savaient tout faire, aussi bien les filatures que les opérations d'infiltration. On mélangeait les deux techniques : c'était une première, pour le FBI. »

John Burke et ses hommes ont pour cible principale le parrain de Detroit, Anthony Giacalone. Ils travaillent à sa perte avec deux autres agences fédérales, la Brigade des stups, la DEA (Drug Enforcement Agency), et l'IRS (Internal Revenue Service), le fisc. Après quatre ans d'enquête, en 1976, ils finiront par faire condamner le parrain pour fraude fiscale.

Il ne leur a pas échappé qu'Anthony Giacalone est un proche de Jimmy Hoffa. Celui-ci, qui vit et travaille à Detroit, est président du Syndicat des camionneurs, les « Teamsters ». À cette époque, les accointances mafieuses de Jimmy Hoffa sont déjà connues, et on l'accuse d'avoir été mêlé à l'assassinat du président Kennedy. Les agents du FBI pensent que Giacalone a été chargé de suivre les « Teamsters » par la Cosa Nostra. Ils ne se doutent pas de l'ampleur du drame qui se joue devant eux.

En 1964, Jimmy Hoffa a été condamné à quinze ans de prison pour avoir tenté de corrompre un juré. Gracié par le président Nixon en 1971, il rentre à Detroit, où il tente de reprendre le contrôle des « Teamsters ». Mais la Cosa Nostra ne veut pas de son retour. Un parrain new-yorkais, Anthony Provenzano, dit « Tony Pro », est chargé de le rappeler à l'ordre. Giacalone organise une rencontre entre Hoffa et Tony Pro dans un restaurant de Detroit, le 30 juillet 1975… C'est à l'issue de ce déjeuner que personne n'a plus jamais revu l'ancien président des « Teamsters ».

La disparition de Jimmy Hoffa est un des grands mystères de l'histoire américaine du siècle dernier. Dans les mois qui suivent, John Burke et ses

hommes ne ménagent pas leurs efforts pour découvrir ce qu'il est advenu du dirigeant syndical. Après avoir interrogé des milliers de personnes, le 27 janvier 1976, estimant que les agents du FBI sont arrivés au plus près de la vérité, Burke signe un rapport de 57 pages intitulé « Hoffex ». Il ne manque que l'emplacement du cadavre de Hoffa pour boucler définitivement le dossier. Les agents du FBI accusent Anthony Giacalone d'avoir poussé Jimmy Hoffa dans le piège tendu par la Mafia. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que, dans le même temps, ils surveillaient le parrain et ne se sont rendu compte de rien…

Les hommes de Neil Welch ont trouvé plus fort qu'eux. Neil Welch, lui, n'est plus là : il a été muté à Philadelphie.

Génération Vietnam

Juillet 1977 : Clarence Kelley est directeur par intérim du FBI. Le président Jimmy Carter nomme une commission de neuf membres chargés de désigner le nouveau « patron » du Bureau. Dirigée par Irving Shaprio, le P-DG de la firme Du Pont, la commission auditionne 240 candidats pour ne retenir finalement que cinq d'entre eux. Elle ne cache pas que sa préférence va à Neil Welch. C'est également le candidat favori de la Maison-Blanche. Mais, au quartier général du FBI, la vieille garde organise la résistance. Les directeurs adjoints rescapés de l'ère Hoover ne veulent pas de Welch, qu'ils qualifient de « franc-tireur ». Alors, le Président nomme un directeur de transition avant de porter son choix sur le juge William H. Webster. En guise de lot de consolation, Neil Welch se voit confier les rênes du bureau de New York.

Le bureau de New York (NYFO, New York Field Office) est le navire amiral du FBI. Véritable État dans l'État, c'est un bureau difficile à bouger, perclus de lourdeurs bureaucratiques. À l'époque, le NYFO emploie 1 400 personnes, agents et personnel administratif compris, soit le dixième des effectifs du FBI. En sus des problèmes inhérents aux grandes métropoles, avec le boom de Wall Street, les agents du NYFO doivent faire face à l'explosion de la criminalité en col blanc. Ils surveillent les Nations Unies, qu'ils qualifient de nid d'espions, et doivent affronter les principales familles mafieuses du pays.

À son arrivée, Neil Welch charge trois Agents spéciaux de faire le plus discrètement possible un audit du NYFO. Leurs conclusions sont sans appel : le NYFO n'est pas à la hauteur. Les meilleurs agents ont été affectés à l'équipe 47, chargée de lutter contre le groupe terroriste des Weathermen ; les opérations courantes sont traitées par le reste des équipes ; il n'y a, en fait, plus grand monde pour travailler sur Cosa Nostra. De plus, les enquêtes et les opérations d'infiltration de la Mafia lancées au début des années 1960 ont été interrompues.

Neil Welch ne désespère pas. Les agents ont la capacité de rebondir, et sont animés de quelque chose d'essentiel : un esprit de corps. Ils viennent de le montrer en créant une association de défense de leurs intérêts et en organisant des manifestations pour soutenir leurs collègues de l'équipe 47 renvoyés devant la justice.

Welch convoque ses Agents spéciaux et leur annonce son intention de reconstruire le bureau de New York « brique par brique ». Clôturant son exposé, il brandit le combiné d'un des téléphones placés sur son bureau et dit : « Ceci est le lien avec Washington, et voilà ce que je veux que vous fassiez. » Prenant une paire de ciseaux, le SAC de New York coupe le fil reliant le combiné au téléphone !

Au NYFO, Neil Welch a retrouvé Paul Cummings. Les deux hommes sont amis. Ils ont combattu ensemble le Ku Klux Klan dans le Mississippi lors de l'opération « Miburn ». Paul Cummings s'est recyclé depuis lors dans la lutte anti-Mafia. Proche de la retraite, il dit un jour au SAC : « Chef, après mon départ, vous pourrez éteindre la lumière, je suis le dernier agent à avoir des informateurs au sein de la Mafia ! »

Neil Welch a sous ses ordres trois SAC, anciens de l'ère Hoover ; il sait qu'il ne faut pas trop compter sur eux pour entamer une croisade contre la criminalité organisée. Tout comme à Buffalo et à Detroit, il monte sa propre garde rapprochée. De Washington, il fait venir un ancien du bureau de New York, Jules Bonavolonta, spécialiste de la criminalité organisée. Bonavolonta connaît le NYFO par cœur. Il fait part de ses doutes à Welch :

« Boss, je ne veux pas me montrer trop difficile, mais comment voulez-vous qu'on travaille avec tous les SAC et les ASAC qui grouillent ici ? Il y en a tellement que vous pouvez monter une équipe de football, remplaçants compris…

– Ça, c'est mon boulot, répond le directeur du bureau de New York. Laissez-moi m'occuper du personnel. Vous, dites-moi juste ce dont vous

avez besoin. »

Une petite équipe se forme autour de Jules Bonavolonta. Tout comme lui, ce sont des anciens du Vietnam, en mal de guerre à gagner. Le plus représentatif est Jim « Jimmy » Kallstrom.

« Jimmy a été au siège de Khe Shan, poursuit Bonavolonta, et tous ceux qui connaissent le Vietnam savent combien ça a été dur. Dans un coin de l'enfer, Kallstrom a perdu 80 % de sa compagnie. L'endroit s'appelait la colline 881. Kallstrom disait croire en la guerre, mais pas à la manière dont elle était conduite. À New York, Jimmy et moi voyions d'étranges parallèles entre le Vietnam et le Bureau. »

La criminalité organisée devient l'objectif numéro un du NYFO. Neil Welch y affecte la majorité de ses agents. Cinq grandes familles mafieuses règnent sur la ville. Les Agents spéciaux du FBI se divisent en cinq équipes, chacune chargée d'une famille qu'elle doit infiltrer et mettre hors d'état de nuire. Le superviseur, Guy Barreda, responsable de la division criminelle du NYFO, a le candidat idéal pour une opération d'infiltration de la Mafia : c'est un jeune agent qui s'appelle Joseph Pistone, dit « Joe ». En le voyant, Jules Bonavolonta comprend qu'avec lui le Bureau peut aller très loin. Pistone et Bonavolonta sont tous deux originaires d'une famille italienne du New Jersey. Ils ont grandi dans le même milieu populaire. La Mafia, ils connaissent bien. Gamins, ils ont vu les « hommes d'honneur » à l'œuvre et savent comment se comporter avec eux.

Joe Pistone alias Donnie Brasco

New York, juillet 2008. Aujourd'hui encore, vingt ans après la fin de sa mission, Joe Pistone vit dans des conditions proches de la clandestinité. Il est devenu mondialement célèbre du jour au lendemain grâce à un film sorti en 1997. Depuis, tout le monde ou presque le connaît sous son nom de guerre, qui est aussi le titre du film : *Donnie Brasco*, avec pour vedettes Al Pacino et Johnny Depp (qui joue le rôle de Joe Pistone).

Joe Pistone doit beaucoup à ce film, le FBI aussi. Son succès a rendu populaires les techniques de lutte anti-Mafia. Comme à chaque film à succès, le Bureau a vu affluer les candidatures d'aspirants infiltrés. Il ferme donc les yeux sur les imprécisions dictées par une logique propre à la fiction. « Entre les apparences et la réalité, dit John Miller, porte-parole du

FBI de l'après-11 Septembre, Hollywood choisira toujours les apparences. »

Joe Pistone sait que le contrat lancé par Cosa Nostra pour l'éliminer vaut toujours. Alors il voyage sous des identités d'emprunt, possède des comptes en banque au nom de ses pseudonymes, et passe sa vie dans les avions. On l'a vu à l'école du FBI de Quantico expliquer à de jeunes élèves les règles de survie en milieu hostile ; on le signale à l'Académie inaugurée par le FBI en Hongrie, intervenant sur les opérations d'infiltration, ou encore à Rome, où il rencontre un autre paria placé en marge de la société pour avoir dit la vérité sur la criminalité organisée, le journaliste Roberto Saviano, condamné à mort par le clan napolitain des Casalesi, après avoir écrit en 2006 le best-seller *Gomorra*.

Aujourd'hui, Joe Pistone parle d'un FBI qui n'est plus le sien : « Mon FBI était une organisation familiale. Les agents s'occupaient les uns des autres. Ils s'entraidaient. C'était une organisation très serrée, solidaire. Pour nous, être agent, ce n'était pas un travail. Quand vous entriez au FBI, vous n'en sortiez que vingt ans plus tard. » S'il en avait été autrement, Pistone n'aurait jamais pu faire ce qu'il a fait.

Quand Neil Welch prend les rênes du NYFO, Joe Pistone est déjà engagé dans une opération d'infiltration. Cette opération vise les petits voyous qui frappent aux portes des parrains dans l'espoir d'être un jour intronisés hommes d'honneur. Les exploits de la bande de malfrats infiltrée par Pistone ont inspiré à Martin Scorsese l'un de ses meilleurs films, *Les Affranchis*.

Welch au contrôle, Pistone disparaît des bureaux du NYFO. Son nom est effacé de la liste des agents du FBI, son dossier administratif est enfermé dans le coffre-fort du SAC. Il n'a plus de bulletin de paie et, chaque mois, le FBI lui verse son salaire grâce à un système de blanchiment qui n'a rien à envier à ceux employés par la Mafia. Désormais, Pistone n'a d'autres liens avec le FBI que ses rencontres avec les « agents traitants » chargés de le débriefer, de le suivre, de lui fournir ce dont il a besoin ; un autre objectif de ces contacts réguliers est d'éviter que l'infiltré n'oublie l'objet de sa mission et ne passe de l'autre côté de la barrière en s'identifiant à ses proies…

Si Joe Pistone avait été un acteur, il aurait été de l'école de Lee Strasberg. Sans le vouloir, il a parfaitement intégré les règles de jeu de l'Actors Studio. Il vit son rôle. Il n'est plus Joe Pistone, mais Donnie

Brasco. Il en oublie sa famille et ne voit ses enfants que tous les six mois. Désormais, il vit, pense, respire comme un voleur de bijoux, puisque telle est sa couverture. Il ne voulait pas d'une profession violente : pas besoin d'être mafieux pour comprendre qu'un cambrioleur n'a pas les mêmes réflexes professionnels qu'un tueur. Son superviseur, Guy Barreda, l'envoie se familiariser avec les diamants chez un bijoutier ami. Un stage chez un des serruriers du FBI, et l'agent n'ignore plus rien des serrures et des systèmes d'alarme. Le voilà prêt à plonger « pour de vrai » dans la clandestinité.

Joe Pistone possède un atout dont disposent peu d'agents du FBI : le monde de la rue n'a pas de secrets pour lui. Dans un milieu aussi fermé que le quartier italien de New York, il sait vivre, se déplacer. Il voit des choses invisibles aux yeux de la plupart des gens ; d'origine italienne, il a grandi à Brooklyn au milieu des « hommes d'honneur » et des « affranchis ».

Cette opération d'infiltration n'est pas la première de Joe Pistone. Avant d'arriver à New York, il a déjà infiltré des réseaux de voleurs de voitures de luxe et d'avions en Floride. Le superviseur Guy Barreda a pensé à lui parce qu'il est d'origine italienne et qu'il est malin. En outre, Pistone sait conduire un quinze-tonnes, argument de poids quand on veut infiltrer un réseau de pilleurs de camions.

Avant de « plonger », Joe Pistone fait la connaissance de celui qui va devenir son mentor et son père spirituel : John Good. Tout comme Pistone, Good a été un gamin de la rue. Mais sa gouaille est plus irlandaise qu'italienne. Son père et son oncle étaient agents du FBI ; sur ses six frères et sœurs, un seul n'a pas travaillé pour le Bureau. Rien d'étonnant donc à ce qu'il considère le FBI comme sa famille.

Responsable dans les années 1970 de l'équipe des Camions, la « Truck Squad », John Good explique : « Le vol des camions était très important à New York. C'était une industrie en pleine expansion. Chaque jour, cinq ou six camions disparaissaient. Cinquante agents étaient affectés à notre équipe. »

John Good sait que feu J. Edgar Hoover n'aurait pas voulu que ses agents s'engagent dans de longues opérations d'infiltration. « À la fin de sa vie, il avait accepté qu'on infiltre les Weathermen pendant une période assez longue, révèle John Good, parce que c'était un milieu très difficile à pénétrer. J. Edgar Hoover craignait que ses agents ne soient corrompus au contact de la Mafia. J'ai dirigé bon nombre d'opérations d'infiltration,

depuis la mort de Hoover, et il y a une chose à laquelle je tenais : l'infiltré devait être en contact avec son agent traitant tous les jours. Ainsi, je savais toujours ce qui se passait. »

Joe Pistone change d'identité et devient donc Donnie Brasco. Il se met à traîner dans les bars où se retrouvent les receleurs du « gang des Camions ». Son bagout et son culot l'amènent rapidement à travailler avec les « affranchis ». Il commence par le bas et fait partie des équipes qui déchargent les camions volés. Selon les arrivages, il transporte nourriture, médicaments, vêtements, cigarettes ou alcool. Puis on lui confie des missions plus intéressantes, et il lui arrive de conduire des quinze-tonnes jusqu'aux entrepôts de la Mafia. De fil en aiguille, il est admis chez Jilly's, un des clubs fréquentés par les « hommes d'honneur ». Joe Pistone est enfin arrivé à proximité de sa proie. Pour la première fois dans l'histoire du FBI, un Agent spécial est sur le point d'infiltrer la Mafia. L'opération prend une nouvelle tournure. Désormais, elle s'appelle « Sun-Apple ».

« La confiance se joue sur la première impression, explique Joe Pistone. Il m'a fallu neuf mois pour arriver là où je voulais être. » Brasco/Pistone se lie d'amitié avec un « homme d'honneur » nommé Benjamin Ruggiero, dit « Lefty ». Il lui dit avoir besoin d'un receleur pour écouler des diamants volés. Il apporte les pierres et les fait circuler dans le club. Les « hommes d'honneur » apprécient. Plus encore, quand ils apprennent que les diamants proviennent d'un fric-frac dans un aéroport, Brasco/Pistone gagne ses lettres de noblesse.

À des milliers de kilomètres à l'ouest de New York, le bureau du FBI de Milwaukee vient de lancer l'opération « Timber » qui a pour but de mettre hors d'état de nuire le parrain de la ville, le redoutable Frank Balistieri. Pour des raisons géographiques, la famille mafieuse de Milwaukee est rattachée à l'Entreprise, l'organisation mafieuse qui contrôle Chicago. Elle en a contracté les mœurs violentes et la puissance. Frank Balistieri règne sur l'industrie du jeu de la région. Pour l'amener à se découvrir, le Bureau a décidé d'aller le chercher sur son propre terrain. Sous l'identité de Tony Conte, un Agent spécial monte une société de distribution de machines à sous. L'objectif est de placer les machines dans les bars et les clubs de la ville, d'entrer en compétition avec Frank Balistieri, et de le faire réagir. Chou blanc : le parrain ne bouge pas, et Tony Conte n'arrive pas à placer une seule de ses machines.

Sans en connaître les détails, le bureau de Milwaukee est au courant de l'existence de « Sun-Apple ». Le SAC de Milwaukee demande l'aide de son collègue new-yorkais pour faire « décoller » son opération. Informé de la proposition, Joe Pistone voit là l'occasion de renforcer sa crédibilité au sein de la Mafia, tout en donnant une dimension nationale à « Sun-Apple ». Il convainc « Lefty » qu'il y a beaucoup d'argent à se faire à Milwaukee. Mais une famille de New York ne peut débarquer à Milwaukee sans être annoncée. C'est ainsi que des responsables de la famille Bonanno rencontrent leurs homologues de l'Entreprise afin d'obtenir leur bénédiction. Joe Pistone a de quoi se réjouir : c'est la première fois qu'un Agent spécial du FBI est à l'origine d'une rencontre au sommet entre deux familles américaines.

Après de longues négociations, Joe Pistone, Lefty Ruggiero et Tony Conte obtiennent l'autorisation d'exposer leur affaire à Frank Balistieri, le parrain de Milwaukee. Les deux Agent spéciaux, Pistone et Conte, s'installent dans un hôtel de Milwaukee en attendant que le parrain les reçoive. Il en est des parrains comme des potentats africains : il faut être armé d'une patience d'enfer pour les rencontrer. Le fait d'être confiné dans un hôtel pendant des jours, puis des semaines, à ne rien faire finit par peser sur Joe Pistone. La pression accumulée depuis le début de « Sun-Apple » retombe et il finit par craquer. Sa famille lui manque au-delà du possible. Il n'a qu'une idée : retourner à New York pour voir sa femme et ses enfants. Il sait que ce n'est pas raisonnable. Lefty Ruggiero ne va pas apprécier du tout, le Bureau non plus. La rencontre avec le parrain de Milwaukee est à ce jour le plus gros coup de Joe Pistone. Mais le facteur humain l'emporte sur toute autre considération.

Pour s'évader et justifier ses absences lors de ses rares visites à sa famille, Joe Pistone s'est inventé une petite amie en Californie. Il annonce à Lefty Ruggiero que sa fiancée californienne a été victime d'un grave accident de la route. « Accident ou pas, tu ne pars pas », lui répond en substance Lefty. Rien à faire : Pistone prend l'avion pour New York, où il a demandé à sa femme de venir le chercher. Par une terrible ironie du sort, alors qu'elle en route pour l'aéroport, l'épouse de Joe est grièvement blessée dans un accident. « J'avais inventé une fiction qui est devenue réalité », commente Pistone. Au lieu de quelques jours, c'est près de trois semaines que Joe passe au chevet de sa femme.

Pendant ce temps, à Milwaukee, Ruggiero s'énerve. Pour tuer le temps, il rencontre son futur associé, l'Agent spécial infiltré, Tony Conte. Au cours de l'entretien, soucieux, Ruggiero lâche : « Si jamais Brasco merde, je suis mort ! »

Joe Pistone, Lefty Ruggiero et Tony Conte finissent par rencontrer Balistieri à plusieurs reprises. Le parrain apprécie Pistone, il lui offre même du travail : transporter de l'argent entre Las Vegas et Kansas City. L'Agent spécial demande à réfléchir, mais laisse mourir une offre qui ne présente aucun intérêt pour l'opération « Sun-Apple ».

Tout va bien quand, sans prévenir, Frank Balistieri rompt brutalement le contact. Il ne prend plus personne au téléphone et ne fournit aucune explication. Joe Pistone et Lefty Ruggiero s'interrogent sur les raisons de la volte-face du parrain de Milwaukee. Celle qui s'impose est que, lors d'une fête organisée en l'honneur des New-Yorkais, Tony Conte a été vu en train de flirter avec la femme de Balistieri. Et s'il y a une chose à ne pas faire, c'est bien celle-là !

Quelques mois plus tard, un *Agent spécial* apprend d'un informateur la véritable raison du silence de Frank Balistieri : Tony Conte a été démasqué, le parrain de Milwaukee a appris que c'était un agent du FBI. Sans même consulter Pistone, le Bureau décide de mettre fin à l'opération « Sun-Apple » et lui ordonne de réintégrer le NYFO.

Joe Pistone ne l'entend pas de cette oreille. Il saute dans le premier avion pour Chicago afin de plaider sa cause auprès de Mike Potkonjack, l'agent responsable de l'opération « Timber » qui visait Frank Balistieri.

« Frank Balistieri n'a rien dit, explique Joe Pistone. S'il avait averti New York, je serais déjà mort. Après tout, ne suis-je pas son garant ? Crois-moi, Balistieri est encore plus gêné que nous par cette affaire. Il ne veut pas que New York ou Chicago apprennent qu'il s'est fait avoir par un infiltré du FBI. Il pourrait être tué pour une pareille erreur ! »

Joe Pistone finit par convaincre Mike Potkonjack. Il retourne à New York et obtient le soutien de son vieil ami Jules Bonavolonta, coordinateur du programme « Criminalité organisée » du NYFO. Fort de ces deux appuis, il lui reste le plus difficile à faire : convaincre les responsables du bureau de Washington. Dans le même temps, l'infiltré doit continuer sa vie au sein de la Mafia comme si de rien n'était. La moindre erreur peut lui être fatale. Dans l'impossibilité d'effectuer des allers et retours avec Washington, Joe Pistone négocie par téléphone son maintien en place. Il sait

se montrer convaincant : au bout de quelques semaines, le Quartier général l'autorise à poursuivre sa mission. À partir de là, chaque fois qu'il est convoqué par la Famille à une réunion, l'Agent spécial ne peut s'empêcher de se demander si Balistieri n'a pas fini par avertir les Bonanno.

Au sein de la mafia new-yorkaise, tout le monde a peur du chef de la famille Bonanno, Carmine Galante. Seul Carlo Gambino était capable de lui tenir tête. Mais Gambino est mort en 1976 et, depuis lors, aucun « homme d'honneur » n'est de taille à s'opposer à celui que l'on a surnommé « le Cigare », en raison de sa passion pour les havanes.

Personne ne sait combien Carmine Galante a tué d'hommes durant sa vie. Peut-être pas même lui. Il avait onze ans lorsqu'il a commis son premier assassinat ; depuis, les cadavres valsent autour de lui. Sa victime la plus célèbre fut le journaliste italien antifasciste Carlo Tresca, dont l'assassinat fut organisé en 1943 par Vito Genovese pour s'attirer les bonnes grâces de Benito Mussolini. Carmine Galante est un bien trop gros gibier pour Joe Pistone. Il n'entendra du reste parler de lui qu'une seule fois, et cette fois-là, il n'est pas près de l'oublier.

Le 12 juillet 1979, Carmine Galante déjeune dans un restaurant du quartier de Bushwick, en plein cœur de Brooklyn. L'endroit, « Joe and Mary's », est tenu par son cousin. Le parrain n'est entouré que d'hommes qu'il croit être de confiance. Il ne s'inquiète pas quand l'un des convives quitte la table en prétextant un mal de ventre. Il ne prête pas non plus attention au fait que d'autres de ses hommes s'éclipsent discrètement pour aller téléphoner. En revanche, il ne peut pas ignorer l'irruption brutale de trois hommes masqués et armés. Les deux premiers braquent l'assistance, tandis que le troisième pointe un fusil de chasse à canon scié dans sa direction et tire deux fois. Carmine Galante meurt comme il a vécu, le cigare à la bouche.

Une fois le parrain enterré, au sein de la famille Bonanno, l'heure est aux réajustements. Le FBI est aux premières loges : jamais ses agents n'ont eu pareille opportunité de parfaire leur connaissance du continent mafieux. Carmine Galante est vite remplacé par un nouveau parrain, Phillip Rusty Rastelli. Véritables courroies de transmission, les deux capitaines de la famille sont eux aussi remplacés. Le capitaine de Lefty Ruggiero aurait dû être éliminé avec Carmine Galante, mais il négocie avec le nouveau pouvoir et, pour sauver sa peau, accepte de redevenir « simple soldat », comme

Lefty Ruggiero qui passe sous la coupe d'un nouveau capitaine, Dominick Napolitano, dit Sonny Black.

Comme tout « capitaine », Sonny Black a le droit de vie et de mort sur ses hommes ; en outre, il récupère leurs équipes. Désormais, Joe Pistone, *alias* Donnie Brasco, lui appartient. Avec l'entrée en scène de Sonny Black, l'opération « Sun-Apple » va connaître un rebondissement de taille. Sonny Black et Joe Pistone s'entendent en effet à merveille. L'infiltré reconnaît que le capitaine ne manque pas de charisme. Il aime bien son côté « à l'ancienne ». Il le trouverait presque sympathique : « J'étais avec Lefty et Sonny vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, explique-t-il. Il aurait été difficile de ne pas voir du bon en eux. Lefty était un gangster au sang-froid, qui adorait ses petits enfants. La fréquentation de Sonny était très agréable. Comment faire pour garder ses distances ? Je devais rester concentré sur l'objet de ma mission et ne jamais oublier pourquoi j'étais là, ni qui j'étais. J'ai fait mes choix, ils ont fait les leurs. Je n'ai pas choisi d'être un gangster. Ils avaient choisi d'être des gangsters avant que je ne les infiltre. Ils l'ont été après. C'est vrai qu'il a été difficile de ne pas être proche d'eux. Mais il faut toujours se souvenir de cette phrase du film *Le Parrain* : "Ce n'est pas personnel, c'est juste du travail." Voilà ce que c'était : juste du travail. Il ne fallait pas que ça devienne personnel. »

Au bout de deux ans d'existence de « Sun-Apple », l'agent est admis dans le premier cercle des « affranchis » gravitant autour de la famille Bonanno. Il sait que, tôt ou tard, son capitaine, Sonny Black, et Lefty Ruggiero lui proposeront de faire partie de la famille. Il sera alors le premier Agent spécial du FBI à intégrer l'organisation la plus exclusive de la planète. Déjà, il rêve de gravir les échelons de la famille. Pourquoi ne pas être le premier Agent spécial chef de famille, voire parrain des parrains ? Rien ne lui semble impossible. D'autant moins que le destin et le FBI vont à nouveau favoriser sa promotion au sein de la Mafia…

Opération « Coldwater »

Albemarle, décembre 2007. Le shérif du comté d'Albemarle, Ed Robb, est un personnage haut en couleur. Il y a vingt ans, il était l'Agent spécial résident de Charlottesville. Depuis, il a été élu au Sénat de Virginie. Quand il s'est présenté au poste de shérif, le gens du comté ont

massivement voté pour lui. Ils apprécient sa verve et son franc-parler. Républicain bon teint, il affiche son mépris des « libéraux ». C'est un bon citoyen, défenseur des valeurs morales, paladin de la loi et de l'ordre. Il affirme que l'instant le plus cuisant de sa vie, c'est quand il s'est fait arrêter par la police de Richmond pour avoir fait en voiture un demi-tour interdit. Il proclame son amour du FBI, exhibe fièrement son tableau de chasse : « deux cents arrestations en vingt ans de carrière », et ne manque pas une occasion de faire remarquer que ses parents vivaient dans le culte de J. Edgar Hoover, à qui il doit d'ailleurs son prénom, Ed, diminutif d'Edgar.

Pourtant, il y a une faille chez Ed Robb. Probablement la cicatrice mal refermée d'une enfance rebelle. Il aurait dû être gangster ; il est devenu Agent spécial. Sans doute est-ce pour cela que Tony Daniels, coordinateur du programme « Criminalité organisée » du bureau de Tampa, pense à lui quand il cherche un agent pour infiltrer la famille mafieuse qui gangrène sa ville depuis des décennies. Avant de recruter Ed Robb, Tony Daniels a rencontré trois Agents spéciaux susceptibles de faire l'affaire. Le premier, fameux fumeur de pipe, était passionné d'apiculture et lui a expliqué qu'il pouvait très bien parler abeilles avec des gens de la Mafia. Le deuxième proclamait qu'il ne buvait jamais d'alcool pendant le service, et n'accepterait jamais la « relation sexuelle avec une autre femme que la sienne » dans le cadre d'une mission. Bien sûr, aucun *Agent spécial* n'aurait osé dire le contraire devant son supérieur. Mais il y avait de tels accents de sincérité dans la voix de l'agent que Tony Daniels renonça. En voyant Ed Robb, Daniels comprend en revanche que c'est le bon. En dépit de ses origines catholiques écossaises, Robb n'aura aucun mal à se faire passer pour un Italo-Américain. C'est ainsi que, à la fin du mois de février 1979, Ed Robb embrasse sa femme, Gretchen, et quitte leur domicile de Charlottesville. Désormais, il s'appelle Edward Anthony Rossi. Ses papiers d'identité, sa carte de sécurité sociale et même son casier judiciaire témoignent de sa nouvelle identité. Il porte un blazer bleu des plus voyants, une paire de pantalons en vinyle bleu, une chemise blanche largement déboutonnée, des chaînes en or ; des petits mocassins Floresheim hors de prix aux bagouzes qui ornent ses doigts, tout en lui trahit le mafieux. Le vent froid qui descend des montagnes de Virginie ne le fait pas frissonner. Dans quelques heures, il sera sous le soleil de la Floride. L'opération « Coldwater » commence. Prévue pour durer six mois, elle s'éternisera pendant trois ans.

L'opération vise un mafieux new-yorkais installé à Tampa, Vincenzo Acquafredda, en français « Eau froide », en anglais « Coldwater ». Le FBI de Tampa a ouvert une enquête sur ce membre de la famille Gambino de New York, qui dirige une société de collecte d'ordures présente sur toute la côte ouest de la Floride. Les méthodes traditionnelles – surveillance étroite, micros, écoutes téléphoniques – ne donnent rien. Tony Daniels espère obtenir plus de résultats avec Ed Robb. Le bureau du FBI de Tampa a un informateur dans l'entourage de Vincenzo Acquafredda. Les agents fédéraux savent que le parrain cherche un associé pour développer sa société. L'informateur du FBI présente Robb à Acquafredda. Le courant passe. Le parrain propose à l'Agent spécial de travailler dans une salle de jeux clandestine installée dans une superbe résidence. Devant l'endroit, Robb voit quatre voitures de la police locale :

« Putain, c'est quoi, ça ?

– Relaxe, répond Acquafredda, ils vivent ici…

– Moi, je ne travaille pas là, j'aime pas les flics ! »

Acquafredda tente de rassurer Robb : ces policiers-là ne poseront aucun problème. Il donne assez d'argent au numéro deux de la police locale et à certains de ses hommes pour être tranquille.

Quand Robb ne travaille pas dans le casino d'Acquafredda, il s'occupe de sa société de collecte d'ordures. Quelques mois plus tard, Tony Daniels décide de faire passer « Coldwater » à la vitesse supérieure, et suggère à Ed Robb d'ouvrir un club où les mafieux pourraient se retrouver et parler en toute confiance. Mais pas question de s'aventurer sans autorisation. Robb expose son projet de club, et Acquafredda donne son accord, moyennant un pourcentage. « OK pour l'alcool et le jeu, dit le parrain, mais pas de putes ni de drogue. » C'est ainsi qu'Ed Robb devient le premier agent du Bureau à recevoir son « territoire » des mains d'un parrain. Quelques mois plus tard, avec l'argent du Bureau, il ouvre le King's Court Club dans la petite ville de Holiday, dans le comté de Pasco, à une trentaine de kilomètres de Tampa. Le club occupe un vaste hangar. Il a été entièrement aménagé en fonction des désirs des « hommes d'honneur » et des besoins des mafieux : il y a un bar, un restaurant, une piste de danse et un casino clandestin. Dans chaque pièce, micros et caméras cachés enregistrent les conversations. Les techniciens du FBI sont même arrivés à installer des micros dans les chandeliers qui trônent au milieu des tables du restaurant. L'endroit attire rapidement les mafieux de la région et les policiers à leur solde. Le FBI se

régale. Il est temps de passer à la troisième et dernière étape de l'opération « Coldwater ».

Une vieille connaissance, Santo Trafficante

La Mafia américaine considère la Floride comme un « État ouvert », c'est-à-dire que toutes les Familles ont le droit de s'y installer pour faire des affaires. Des représentants des Familles venus des grandes villes du Nord y travaillent entre eux. Ils s'associent, s'échangent les affaires. La société d'ordures dont s'occupe Ed Robb passe de la famille Gambino à celle des Lucchese, pour terminer entre les mains des Bonanno. La seule région de la Floride contrôlée par une famille mafieuse locale est celle de Tampa, sur la côte ouest. Pour s'y installer et y travailler, Vincenzo Acquafredda a dû demander la permission au parrain du cru. Dans ce contexte, Tony Daniels a une idée diabolique : pourquoi ne pas faire venir une famille new-yorkaise à Tampa et voir ce qui se passe ? Cette manœuvre n'aurait pas été désavouée en leur temps par les stratèges de « Cointelpro ». Au mieux, il y aura une guerre ; au pis, une entente. Dans tous les cas, le FBI tirera profit de la situation. En cas de conflit, il y aura des morts et des arrestations. Si les deux familles font affaire, le Bureau sera aux premières loges, grâce à Ed Robb et à un autre infiltré que Tony Daniels connaît bien ; le responsable du FBI demande en effet à Joe Pistone d'attirer les Bonanno à Tampa.

Ce faisant, Tony Daniels abat son jeu et désigne la véritable cible de « Coldwater ». Cette cible, c'est le chef de la famille de Tampa, une vieille connaissance du FBI, Santo Trafficante Junior. Santo Trafficante est sans doute, avec Meyer Lansky, le dernier des fondateurs de la Cosa Nostra américaine encore en vie. Les Lucky Luciano, Frank Costello, Stefano Magaddino ou autres Joe Bonanno sont morts et enterrés depuis longtemps.

Santo Trafficante est un parrain comme on n'en fera jamais plus. Il a hérité son titre de son père. Il contrôle toute la province de Tampa, et son influence se fait sentir tout le long de la côte ouest de la Floride. On le signale à la conférence de La Havane en 1946, il est arrêté lors du sommet d'Appalachin dix ans plus tard. Son empire s'est réduit depuis que Fidel Castro lui a confisqué ses casinos et ses bordels, qui faisaient la réputation du Cuba de Batista. Il fait partie de la légende de la Mafia. En croisant ce petit vieillard dans les rues de Tampa, les passants ne se doutent pas que le

rescapé des geôles castristes a dû sa libération à Jack Ruby, futur assassin de Lee Harvey Oswald, et à l'intervention de Raul Castro, frère du *Lider maximo*. Son nom fait régulièrement la une des journaux américains, surtout après les révélations concernant son embauche par la CIA pour tuer Fidel Castro. Il est le dernier survivant de l'affaire : ses deux compères, Sam Giancana et Johnny Roselli, viennent d'être assassinés la veille de leur audition par une commission d'enquête du Congrès chargée de faire la lumière, entre autres, sur l'assassinat du président Kennedy. Santo Trafficante a été entendu par cette commission désireuse de savoir pourquoi son nom est cité régulièrement comme organisateur de l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy.

Avant même d'envisager de travailler à Tampa, la famille Bonanno a besoin du blanc-seing de Santo Trafficante. Le parrain n'est pas facile à contacter. Il faut passer par des intermédiaires, laisser des messages, et surtout être patient.

Les travaux d'approche commencent et, un mois plus tard, Sonny Black rejoint Joe Pistone à son hôtel, le Tahitian Motor Lodge de Holiday, avec promesse d'un rendez-vous. Au bout de deux jours d'attente, Sonny Black reçoit un appel de Santo Trafficante qui lui dit avoir envie de manger grec, ce soir-là. Black comprend qu'il a rendez-vous dans une des cantines du parrain, chez Pappa's, à Tarpon Springs. Pistone l'y conduit. Sur le parking, l'Agent spécial croise Santo Trafficante. « C'était un vieux gentleman à l'allure tranquille et douce, aux épaules légèrement voûtées », se souvient-il non sans respect.

Deux heures plus tard, Joe Pistone revient chercher son capitaine. Black est d'excellente humeur : « Ce type, c'est de la dynamite, dit-il à Joe. Il m'aime bien. Toutes les portes nous sont ouvertes en Floride, à condition de faire les choses correctement. »

Sonny Black revoit régulièrement Santo Trafficante pour mettre au point des affaires qui s'annoncent florissantes. Trafficante est ouvert à toutes les propositions : trafic de drogue, jeux clandestins, usure. Il est aussi question d'exploiter un champ de courses de lévriers, une des passions du parrain de Tampa. Trafficante est vieux et malade, la fréquentation de Black lui donne un coup de jeune. Lui qui s'était installé à Miami revient vivre à Tampa. À la stupeur de Black, le parrain se révèle être un passionné du jeu de bingo. « Il y a beaucoup d'argent à se faire dans le bingo », explique-t-il à Black. Le parrain contrôle des salles de bingo dans toute la Floride, sauf

dans le comté de Pasco. Pourquoi Black n'en n'ouvrirait-il pas une au King's Court Club ?

L'argent coule à flots, Santo Trafficante touche la moitié des bénéfices, le FBI enregistre et filme : tout le monde est content. Santo Trafficante vient d'ouvrir les portes du paradis à Sonny Black. Mais le capitaine est très conscient qu'il suffit d'un claquement de doigts du vieux parrain pour qu'elles se referment. Il prend donc bien garde d'associer son partenaire à la moindre de ses décisions. Pour donner un nouveau coup de fouet à un chiffre d'affaires déjà en pleine expansion, Sonny Black décide d'organiser au King's Court Club des nuits « Las Vegas » consacrées aux jeux de hasard, avec spectacles de music-hall. Les joueurs malchanceux pourront se refaire grâce à des sommes prêtées par le Club, moyennant des taux usuraires. La veille de la première soirée, Santo Trafficante rend visite à Sonny Black au Tahitian Motor Lodge. Joe Pistone, qui se prélasse avec les autres « hommes d'honneur » de la famille, voit les deux hommes s'isoler dans la chambre de Black. L'Agent spécial se réjouit à l'avance d'écouter leur conversation, la chambre du capitaine ayant été sonorisée par le FBI. Mais les micros du Bureau n'enregistrent qu'une seule phrase prononcée par Santo Trafficante : « Nous ne pouvons pas parler dans cette chambre. Allons ailleurs. » Le capitaine et le parrain s'isolent pendant une heure dans un coin du café du Tahitian Motor Lodge pour mettre au point la répartition des bénéfices : un tiers pour Trafficante, un tiers pour la famille Bonanno, le reste pour l'équipe venue de Miami s'occuper du spectacle, des jeux et de l'usure.

Joe Pistone enregistre régulièrement ses conversations avec Sonny Black. Il porte un micro relié à un petit magnétophone Nagra dissimulé dans ses bottes. Dès qu'il le peut, il emprunte la voiture de son collègue Ed Robb, qui est sonorisée. Mais le véhicule de Robb est immatriculé en Virginie, ce qui attire l'attention de Lefty Ruggiero. « C'est une voiture de location, ça ne veut rien dire », assure Pistone. Lefty ne veut rien entendre : il trouve cela louche et pense qu'Ed Robb est un agent du FBI. Il vérifie son identité, son casier judiciaire. Les faussaires du FBI connaissent leur métier et la couverture d'Ed Robb (Toni Rossi) est solide.

Au début des années 1980, les deux infiltrés apprennent que le juge William Webster, directeur du FBI, souhaite les rencontrer en Floride. Au début, ils ne sont pas très chauds : une telle rencontre présente toujours un risque, mais, en bons Agents spéciaux, ils acceptent. Le rendez-vous est fixé

dans un des hôtels de l'aéroport de Tampa, le Bay Harbor Hotel, où Pistone et Robb vont parfois prendre un verre. L'endroit offre l'avantage d'être éloigné juste ce qu'il faut de leur base de Holiday, suffisamment du moins pour que la rencontre n'ait pas lieu sous les regards de la Mafia, mais assez proche pour que leur présence n'inspire pas de méfiance. Les deux agents s'installent au bar de l'hôtel. Peu avant minuit, Joe Pistone se lève et s'engouffre dans l'ascenseur. Quelques minutes plus tard, c'est au tour d'Ed Robb de le rejoindre dans une suite occupée par le juge. William Webster est un homme austère et sérieux. Il a étudié à fond le dossier de l'opération « Coldwater » et connaît le rôle de chacun des agents. Il est venu en Floride pour les encourager. Il les remercie de leur dévouement et des sacrifices qu'ils consentent. Une heure plus tard, les deux Agents spéciaux quittent l'hôtel, remontés à bloc.

Une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de la tête de Joe Pistone. Quelques mois avant le début de « Coldwater », alors que Pistone faisait ses premiers pas au sein de la famille Bonanno et qu'il essayait d'impressionner les mafieux, il passait des vacances en Floride avec Lefty Ruggiero. Un jour, au bord d'une piscine, à Miami, Ruggiero a fait part de son envie d'aller pêcher au gros sur un des yachts mouillant au large. Par son agent de contact, Pistone a appris que le FBI louait à une société chinoise un luxueux bateau, le *Left Hand*, en mouillage au quai 66 de Fort Lauderdale. Le *Left Hand* était destiné à une importante opération en cours, « Abscam », visant des hommes politiques véreux. Joe Pistone connaissait l'agent en charge d'« Abscam » : son ancien mentor, John Good. Il était aussi au mieux avec le numéro deux de l'opération, Tony Amoroso, un ancien de l'« équipe des Camions ». Pistone informa Amoroso de son intention d'emprunter le *Left Hand* pour emmener ses amis mafieux à une partie de pêche. « Je lui ai dit qu'il ferait mieux de ne pas le faire, témoigne Tony Amoroso. Il est toujours risqué de mélanger deux opérations d'infiltration. »

Mais Joe Pistone est comme un train lancé à grande vitesse et que rien n'arrête. Il entraîne donc Lefty Ruggiero et quelques « hommes d'honneur » dans une partie de pêche comme on en fait tant en Floride. Ce n'était pas une bonne idée : l'agent infiltré aurait pu louer un yacht certes un peu moins luxueux, mais qui aurait tout aussi bien fait l'affaire, d'autant plus que, du strict point de vue de l'enquête, la croisière n'a rien apporté.

Les micros et les caméras dissimulés à bord du *Left Hand* n'ont rien enregistré d'intéressant ni de significatif.

Un an plus tard, l'affaire remonte à la surface. Les agents d'« Abscam » s'apprêtent à jeter leur filet et à arrêter les cibles de l'opération. Informé de l'imminence de ces arrestations, Joe Pistone réalise qu'il risque fort de se retrouver dans une situation délicate. Le FBI va devoir fournir ses preuves, dont des enregistrements effectués à bord du *Left Hand*. Et les médias vont adorer. Joe Pistone appelle son ami Tony Amoroso. « Il m'a demandé de repousser la fin de l'opération, raconte Amoroso. Je lui ai dit que ça n'était pas possible. "Abscam" était une bombe politique trop importante pour ne pas exploser. Il m'a répondu de ne pas m'en faire, qu'il s'en sortirait. »

Lefty Ruggiero, lui, n'a pas oublié le *Left Hand*. Le mafieux a une mémoire phénoménale. « Il se souvenait des moindres choses que je lui disais, rapporte Joe Pistone. En plus, le bateau s'appelait le *Left Hand* et son propre surnom c'était *Lefty*. Il s'y connaissait en bateaux. Et des yachts comme celui-là, il n'y en avait pas vingt dans le monde. »

Ça s'est passé au moment où il s'y attendait le moins, dans l'avion qui les conduisait à New York. Lefty découvre dans l'hebdomadaire *Newsweek* un article consacré à l'affaire « Abscam », illustré par une photo du *Left Hand*. « Pour s'en sortir, Joe a dû mentir comme un arracheur de dents », commente Tony Amoroso.

« Lefty aimait tellement Joe qu'il ne pouvait envisager qu'il l'ait trahi », explique Ed Robb.

À compter de ce jour, l'ancien mentor de Joe Pistone, John Good, ne lui a plus jamais adressé la parole. « Ce qu'il a fait était tout simplement stupide : il a failli faire tuer deux personnes, Ed Robb et lui », constate John Good. En effet, si Pistone tombe, Robb tombe aussi : pour les mafieux, ils sont trop proches pour ne pas être complices. Ils ont eu très chaud…

Conservations secrètes

Pendant ce temps, à New York, le responsable du programme « Criminalité organisée » du Bureau, Jules Bonavolonta, a monté une vaste opération de surveillance de Paul Castellano, dirigeant de la principale famille Gambino et chef de la mafia new-yorkaise. Les agents du bureau

new-yorkais voient débarquer chez Paul Castellano une vieille connaissance, Sonny Black, le capitaine de la famille Bonanno que surveillent Joe Pistone et Ed Robb. Sonny Black est porteur de mauvaises nouvelles. Une guerre s'apprête à éclater entre deux clans au sein de la famille Bonanno, et il vient chercher l'appui d'un puissant allié, Paul Castellano. Les deux clans s'affrontent pour s'assurer le contrôle des immigrants clandestins siciliens, surnommés les *zips*. « Les *zips* importaient aux États-Unis de l'héroïne en provenance du Moyen-Orient, *via* la Sicile, explique Ed Robb. L'enjeu était simple : celui qui contrôlait les *zips* contrôlait l'héroïne dans la ville. Les immigrants voulaient avoir du pouvoir à l'intérieur de la famille Bonanno et étaient prêts à s'aligner derrière celui qui le leur donnerait. Or, pour donner du pouvoir, il faut l'avoir. D'où la guerre. »

En écoutant Sonny Black, Paul Castellano fronce les sourcils : il n'aime pas la guerre. Mais Black n'est pas venu les mains vides. Il offre au chef de la famille Gambino un pourcentage sur ce qu'il peut récupérer du trafic de drogue des *zips*. Castellano accepte. Jules Bonavolonta, qui écoute la conversation, est inquiet. Les deux infiltrés du FBI dans la famille Bonanno, Joe Pistone et Ed Robb, vont bientôt se retrouver au cœur d'une guerre des Familles. Et ça n'est pas une bonne chose !

Grâce à Ed Robb et à Joe Pistone, Jules Bonavolonta est au courant des intentions du clan dirigé par Sonny Black. Reste à connaître celles de la partie adverse, commandée par Sonny Indelicato, dit Sonny Red. Deux des meilleurs agents des unités Special Ops et Surveillance, John Kravec et Joe Cantamessa, sont chargés de poser des micros chez Sonny Red. Ce sont d'anciens techniciens de la NASA qui suivaient les fusées à partir des Caraïbes.

Au début du mois de mai 1981, John Kravec et Joe Cantamessa se présentent chez Sonny Red, au 117, Elizabeth Street, à New York. Ils sont déguisés en réparateurs. À peine sont-ils entrés dans la cour qu'une fenêtre s'ouvre sur une vieille femme en noir qui hurle : « Je sais qui vous êtes ! Vous êtes des agents du FBI, vous êtes venus pour poser des micros ! »

Les deux agents traitent la femme par le mépris et s'engagent dans l'escalier. Ils sont arrêtés par une grosse dame sortie de chez elle, un couteau de cuisine à la main.

« Que se passe-t-il ? leur demande-t-elle.

– C’est rien, juste une vieille folle qui croit qu’on est venu poser des putains de micros !

– Ouais, dit la mégère en brandissant son couteau à la lame maculée des restes des poivrons qu’elle découpait. Si vous étiez des agents du FBI, je vous aurais coupé les couilles ! »

Les deux agents sourient d’un air entendu avant de reprendre leur montée vers l’étage de Sonny Red. Dès qu’ils pénètrent dans l’appartement, ils commencent à chercher le meilleur endroit où poser un micro, lorsqu’ils entendent une clef tourner dans la serrure. La porte s’ouvre sur Sonny Red. Joe Cantamessa se cache dans un placard, John Kravec tente de se glisser sous le lit. Mauvaise idée pour un type qui pèse près de cent kilos ! Sonny Red entre dans sa chambre et trouve l’Agent spécial à moitié coincé sous le lit.

« Putain, t’es qui, toi ? hurle-t-il en fouillant dans ses poches, à la recherche de son arme.

– Du calme, monsieur, je suis l’exterminateur de rats et de cafards… »

L’explication rassérène Sonny Red.

« Bon, je suis crevé. J’ai bossé toute la nuit. Si ça ne vous gêne pas, je vais dormir. Faites ce que vous avez à faire. »

Et Sonny Red commence à se déshabiller. D’où il est, l’Agent spécial voit les chaussures tomber à terre, puis les chaussettes, le pantalon, la chemise et enfin le slip du puissant capitaine de la famille Bonanno. Puis il sent le poids d’un corps qui s’affale sur le matelas, suivi de peu par un ronflement régulier. Les deux agents du FBI se retirent discrètement : les micros attendront.

Quelques jours plus tard, les deux agents sonorisent enfin l’appartement de Sonny Red. Ils quittent l’endroit l’un après l’autre. Le dernier à partir est Joe Cantamessa. Il vient de refermer la porte et se dirige vers l’escalier quand il tombe sur un gros homme suant et soufflant. C’est Bruno Indelicato, le fils de Sonny Red. Le mafieux paraît très énervé, ses pupilles sont dilatées, il est bourré de coke. « Putain, t’es qui ? Qu’est-ce que tu fous là ? » Et il braque son arme sur l’Agent spécial.

Joe Cantamessa lit la peur dans les yeux de Bruno Indelicato. Le mafieux le prend pour un tueur envoyé par Sonny Black. Il s’apprête à se lancer dans des explications, quand une voix retentit dans l’escalier. C’est

celle de la mégère de l'autre jour : « Fous-lui la paix, crétin, c'est l'exterminateur, il était déjà là l'autre jour ! »

Le tueur rengaine son arme et Cantamessa s'en va, convaincu d'être passé à un cheveu de la mort. Il ignore que Sonny Red et trois de ses hommes ont été exécutés, la veille, par des tueurs de Sonny Black. Il ne sait pas non plus que Sonny Black a placé un contrat sur la tête de Bruno Indelicato, et qu'il a des tueurs à ses trousses.

Conseils de guerre

Peu après, à 2 h 30 du matin, le téléphone sonne chez Jules Bonavolonta. À l'autre bout du fil, un Joe Pistone angoissé demande à son chef :

« J'espère que je n'interromps rien d'important ? »

Quelle que soit l'heure, Jules Bonavolonta est toujours content d'avoir des nouvelles de son infiltré. Surtout par temps de guerre.

« J'ai reçu un coup de fil de Lefty ; il m'a dit que Bruno est en Floride et que je dois aller le chercher. »

Jules Bonavolonta est maintenant parfaitement réveillé. La guerre à l'intérieur de la Famille a déjà fait ses premières victimes à New York ; il a peur de comprendre ce que son infiltré veut lui dire.

« Je dois le trouver, le flinguer dans la rue et m'enfuir. »

Une boule d'angoisse noue l'estomac de Jules Bonavolonta ; il essaie d'imaginer son Agent spécial enfermé dans une cabine téléphonique en Floride, regardant par-dessus son épaule, craignant d'être repéré par un mafieux. Il imagine son stress. Il se dit qu'un capitaine de la Mafia qui ordonne à un Agent spécial d'exécuter un contrat est une première digne de figurer dans le Livre des records, rubrique « proposition la plus étrange » !

« Je fais quoi ? interroge Pistone, anxieux.

– C'est simple, répond Bonavolonta. Tu trouves Bruno, tu le flingues et tu t'enfuis. Comme ils te l'ont demandé. »

Silence. Puis, après une longue minute, Bonavolonta entend :

« Quoi !!??

– Du calme, j'essayais juste de mettre une pointe d'humour dans ta vie… »

Pistone éclate de rire.

« Il faut qu'on se voie, dit Bonavolonta. Tu t'excuses auprès de tes amis et tu rappliques à Washington. »

Rendez-vous est pris dans un petit hôtel de Cristal City, en Virginie, à portée de tir de Washington, de l'autre côté du Potomac, à moins de cinq minutes de l'aéroport National.

Après avoir reposé le combiné, Jules Bonavolonta sait que, cette nuit-là, il ne dormira plus. Il doit prendre une décision.

Joe Pistone est conscient des limites de sa mission. Il a déjà mordu la ligne blanche de la légalité. Il lui est arrivé de tabasser des gens à la demande de Sonny Black. Il sait jusqu'où aller trop loin, mais il y a deux tabous : la consommation de drogue et l'assassinat. En raison de son intimité avec Sonny Black, Joe Pistone est lui aussi devenu une cible à abattre.

Jules Bonavolonta expose le problème auquel il doit faire face : « Tandis que Joe faisait semblant de chercher Bruno pour le tuer, une autre équipe cherchait Joe pour le tuer. La seule différence entre Joe et l'autre équipe : lui faisait semblant, les autres non. » Mais Joe Pistone n'entend pas renoncer. Sonny Black lui a annoncé que, après l'assassinat de Bruno Indelicato, lui et Ed Robb seraient « faits » hommes d'honneur. Les deux infiltrés deviendraient ainsi les premiers Agents spéciaux membres à part entière de la Mafia. Pistone va tout tenter pour empêcher l'inéluctable, la fin de « Coldwater ».

Jules Bonavolonta, qui l'accueille chaleureusement, ne l'entend pas de cette oreille.

« Joe, je te rapatrie.

– Putain, tu es devenu fou ! s'écrie Pistone. Comment ça, tu me rapatries ?

– Tu ne comprends pas l'anglais, ou quoi ? C'est fini, Joe.

– Alors, c'est comme ça ? Six ans de boulot, et on arrête d'un coup…

– C'est trop dangereux.

– Je ne vais pas me faire tuer. Je vais m'en sortir. Ils vont me faire entrer dans la Mafia. Tu sais ce que ça veut dire ? Tu sais ce qu'on peut faire, à partir de là ? Putain, j'y crois pas, on arrête tout au bout de six ans… C'est pas possible !

– Je fais ça parce que je t'aime. »

Silence.

« De toute manière, c'est moi qui décide. C'est comme ça et pas autrement. C'est la fin.

– C'est une grave erreur.

– C'est *mon* erreur. »

Au FBI, on n'arrête pas prématurément une opération de l'ampleur de « Coldwater » sans convoquer un conseil de guerre. Celui-ci se tient dans l'hôtel même où Jules Bonavolonta a signifié à Joe Pistone la fin de sa mission d'infiltration, ainsi que de celle d'Ed Robb. L'endroit est placé sous la surveillance de tireurs d'élite ; les techniciens du FBI ont passé au peigne fin la pièce où doit se dérouler la réunion, à la recherche de micros ou de caméras. Une fois leur mission terminée, des serveurs ont apporté des sandwiches et des boissons avant de se tenir le plus à l'écart possible de la pièce. De loin, on dirait une réunion de la Mafia. Chaque bureau concerné par l'opération a envoyé les superviseurs et les agents en charge du dossier. Le bureau de Tampa a délégué le meilleur de ses hommes, Tony Daniels, le père de « Coldwater ». Miami est représenté par le plus impitoyable de ses superviseurs, Tony Amoroso, qui a bouclé avec succès l'opération « Abscam », révélant au passage le rôle du yacht de luxe *Left Hand* dans le piège monté contre les hommes politiques. Le représentant de New York, Jim Kossler, est un proche de Jules Bonavolonta, ce qui ne l'empêche pas d'être contre le fait de terminer « Coldwater ». Il y a aussi des hommes du FBI venus de Milwaukee et de Newark. Pendant deux jours, les responsables du FBI vont discuter de la nécessité de mettre fin à « Coldwater ». Deux lignes se dessinent. Tony Daniels et Jim Kossler estiment qu'il faut maintenir les infiltrés en place : « Coldwater » est sur le point de décoller. Ils ont trop investi dans l'opération et n'ont aucune envie de voir six ans d'efforts et d'enquêtes réduits à néant. Ils demandent un sursis de six mois, le temps que Joe Pistone et Ed Robb soient admis dans la Mafia et livrent leur première grosse affaire. Jules Bonavolonta pose alors une série de questions : quand juge-t-on que trop c'est trop ? pourquoi six mois ? pourquoi pas un an ? et lorsque Pistone et Robb se feront tuer – car ils se feront tuer ! –, qui, dans cette salle, sera disposé à avoir leur mort sur la conscience ? Nul n'est prêt à courir ce risque, et les responsables du FBI entérinent la fin de « Coldwater ».

Avant d'arrêter les membres de la famille Bonanno visés par « Coldwater », le FBI tente une ultime manœuvre. Une réunion a lieu avec Joe Pistone, Ed Robb et leurs supérieurs, dont Jules Bonavolonta, en présence d'un profileur de la Behavioral Science Unit, l'unité du FBI chargée d'étudier le crime et les criminels. Les deux agents fournissent au profileur tous les détails sur les personnalités de Sonny Black et de Lefty Ruggiero, afin de déterminer lequel des deux serait le plus à même de collaborer avec le Bureau : « La peur d'être assassiné, ajoutée à la promesse d'une protection à vie dans le cadre du Programme de protection des témoins, fera-t-elle craquer d'abord Sonny ou Lefty ? » Telle est la question posée au profileur.

Pour bien connaître les mafieux, Joe Pistone sait qu'aucun des deux ne craquera. En revanche, il pense qu'il faut attaquer Sonny Black en premier. Sait-on jamais, peut-être le capitaine commettra-t-il un faux pas ? Peut-être téléphonera-t-il à Paul Castellano, le chef suprême de la mafia new-yorkaise, dont il est proche, permettant ainsi au Bureau d'ouvrir une enquête ?

Les agents du FBI mettent au point un plan d'attaque. Joe Pistone et Ed Robb posent pour une photo en compagnie de l'agent Doug Fencl, dont Sonny Black disait qu'il était « un gentleman ». Les deux agents infiltrés sourient en brandissant leur badge du FBI. Le 28 juillet 1981, Doug Fencl et deux autres Agents spéciaux rendent visite à Sonny Black, au Tahitian Motor Lodge. Par souci de discrétion, les agents ont choisi de frapper à la porte du parrain avant 6 heures du matin.

« Sonny, tu connais un type qui s'appelle Donnie Brasco ? » demande Doug Fencl, mentionnant le nom d'emprunt de Joe Pistone.

Puis il lui tend la photo.

« Regarde, le quatrième gars à partir de la gauche. Tu le reconnais ? Tu savais que Brasco était un agent du FBI ? »

Doug Fencl remet au parrain sa carte de visite.

« Que crois-tu qu'il va se passer, Sonny, quand ils vont apprendre que ton ami Donnie est un agent du FBI ? Tu peux me téléphoner nuit et jour au numéro que je t'ai donné…

– Doug, tu sais bien que je ne peux rien faire. C'est fini ! »

Sonny Black tente alors de sauver la face. Quelques heures plus tard, les micros du FBI enregistrent une conversation entre Black et ses hommes : « Donnie a été kidnappé par les Feds. Les Feds sont venus chez

moi et ont essayé de me faire croire qu'il était un agent du FBI… » Puis Black envoie ses hommes à la recherche de Joe Pistone, à New York, en Floride, à Chicago, à Milwaukee, en Californie. Ils écument tous les endroits fréquentés par Pistone/Brasco. Ils interrogent leurs informateurs au sein des polices locales et d'État, en quête de la moindre piste. Au bout de dix jours, Sonny Black se résout à accepter l'inacceptable. Il passe deux coups de fil afin de rendre publique la nouvelle. Il appelle d'abord Santo Trafficante, puis Paul Castellano. Prudents, les deux parrains ne disent rien.

Le 17 août 1981, Sonny Black est convoqué chez un des parrains de la Famille, dans le quartier des Flatlands, à Brooklyn. Avant de partir, il remet tous ses bijoux à son barman favori ; il lui recommande de nourrir ses précieux pigeons et lui confie les clefs de sa maison. Puis il téléphone à sa petite amie : « Je laisse mes papiers, mes clefs et ma voiture ; je pars pour un rendez-vous. Je ne reviendrai pas. » On retrouvera son cadavre, un an plus tard, enterré à l'angle de South Avenue et de Bridge Street, à Staten Island, dans l'État de New York. Entre-temps, treize de ses hommes auront été éliminés.

Tony Daniels, le coordinateur du programme « Criminalité organisée » du bureau du FBI de Tampa, n'a pas résisté au plaisir d'aller remettre lui-même à Santo Trafficante sa convocation devant les tribunaux. Mais, d'appel en renvoi, l'affaire traîne en longueur. Trafficante est finalement acquitté en juillet 1986. Il mourra quelques mois plus tard d'une crise cardiaque.

Joe Pistone a tenté de reprendre une vie normale d'agent du FBI sous haute protection. La Mafia a offert 500 000 dollars à qui le tuera. Les agents du Bureau sont allés chez les principaux parrains de la Cosa Nostra pour leur expliquer que, si jamais il arrivait quoi que ce soit à Joe Pistone, ils leur rendraient la vie tellement impossible qu'ils ne pourraient plus jamais travailler. Les choses se sont calmées, et le contrat a été suspendu.

De son côté, Joe Pistone passe plus d'un an à préparer le procès-fleuve qui doit couronner « Coldwater ». Il bâtit les dossiers avec deux substituts du procureur de New York, Louis Freeh, futur directeur du FBI, et Barbara Jones. Début 1982, une centaine de mafieux de la famille Bonanno sont renvoyés devant les tribunaux fédéraux.

Deux jours avant sa déposition, Joe Pistone retrouve Barbara Jones dans son bureau du Parquet, au neuvième étage du 1, St. Andrew Place,

juste en face du Palais de Justice. Ils doivent préparer sa déposition devant le tribunal.

« Joe, j'ai une mauvaise nouvelle, lui annonce Barbara. Un informateur du bureau de Buffalo nous a dit que, si tu déposes, la Cosa Nostra réactive le contrat qu'elle a suspendu, double la somme et y inclut ta femme et vos deux filles. »

Pistone explose :

« Je vais m'occuper moi-même de ces salopards !

– Joe, écoute…

– Non, ce sont des bêtes sauvages, ils veulent s'en prendre à Peggy et aux filles, je vais m'occuper d'eux !

– Laisse faire le Bureau.

– J'emmerde le Bureau !

– Joe, tu n'as même pas à témoigner devant le tribunal, on a assez d'éléments contre eux.

– Tu es folle ! Je n'ai pas passé six ans avec eux pour me dégonfler maintenant. Je vais témoigner, mais auparavant je vais aller trouver Castellano ! »

Barbara Jones sait que Joe Pistone est parfaitement capable de débarquer chez le chef suprême de la Mafia pour le menacer.

« Joe, laisse le Bureau s'occuper de ça.

– Pourquoi ? Ça vous pose un problème, que j'aille voir Paulie ? Moi, non ! »

Le lendemain, à la demande de Barbara Jones, Jules Bonavolonta, qui se trouve à Washington, remonte en catastrophe pour contenir son ami Pistone. C'est un dimanche. Bonavolonta saute dans le premier avion pour New York et débarque dans le bureau de Barbara Jones. Il prend son ami par le bras et l'entraîne pour une balade dans les rues d'un New York désert et assoupi.

« Joe, moi vivant, il n'arrivera jamais rien à Peggy ni aux filles.

– Ces trous du cul de Bonanno, je vais m'en occuper !

– Joe, tu es le meilleur infiltré que le Bureau ou n'importe quelle autre Agence ait jamais eu. Tout ce que tu dois faire, c'est aller demain témoigner devant le tribunal, et ensuite retourner près de Peggy et des gamines.

– Je sais, je sais…

– Ce que tu veux faire ne réglera rien.

– Arrête tes conneries : tu ne ferais pas la même chose, si la vie de ta famille était menacée ? »

Jules Bonavolonta sait que son ami vient de marquer un point, mais pas question de le reconnaître.

« Concentre-toi sur demain, Joe, et tout ira bien.

– Je sais, je sais… »

Au bout d'une heure, quand les deux hommes retournent dans le bureau de Barbara Jones, Joe Pistone s'est calmé. Il ne parle plus d'aller « rendre visite » à Paul Castellano. C'est alors qu'il demande à son ami Bonavolonta pourquoi il est venu à New York un dimanche.

« Juste pour être avec toi.

– Ouais, c'est des conneries, tout ça ! »

Le lendemain matin, lundi 23 août 1982, Jules Bonavolonta est au premier rang du public quand Barbara Jones appelle Joe Pistone à la barre des témoins. Dans le box des accusés, Lefty Ruggiero fait un signe de reconnaissance à l'adresse de son ancien ami lorsque ce dernier se présente à la barre. Ruggiero espère sans doute que, terrifié par les menaces de mort, Pistone se taira. Il se trompe : Joe Pistone va parler pendant plus de neuf heures d'affilée. Le 27 août, tous sont condamnés, sauf un. Lefty Ruggiero, lui, écope de quinze ans de prison.

Les infiltrés sous la loupe de la BSU

Après avoir bouclé le dossier « Coldwater », le FBI confie ses deux agents infiltrés, Joe Pistone et Ed Robb, aux chercheurs de la plus insolite de ses sections, la Behavioral Science Unit (BSU), installée dans l'école des agents du FBI, au cœur de la base de marines de Quantico, à une centaine de kilomètres au sud de Washington. Ses agents très spéciaux et ses profileurs savent sonder l'âme humaine à la recherche du Mal. Rien de ce qui est criminel n'est étranger à la BSU. Son fondateur, Howard Teten, est un ancien policier dont l'éclectisme étonne. Depuis le début des années 1980 et pendant près de dix ans, il a dirigé aussi la section Recherche et Développement du Bureau. C'est lui qui s'occupe de Joe Pistone et d'Ed Robb.

Howard Teten s'est très tôt intéressé aux problèmes posés par l'emploi des agents d'infiltration. « Ils doivent être d'excellents acteurs, expose-t-il.

La plupart des acteurs jouent toujours le même rôle, ils se contentent de changer de nom et de vêtements. Nos infiltrés jouent avec leur vie. Ils n'ont pas droit à l'erreur ! » Son premier infiltré était un agent du FBI chargé de s'immiscer parmi les gangs de motards. L'Agent spécial s'était laissé pousser la barbe et les cheveux, portait des jeans et un blouson de cuir, vivait avec les motards et ne rentrait chez lui que certains week-ends. Il passait généralement par-derrière, en essayant de ne pas se faire remarquer. Une fois l'opération terminée, il a repris sa vie normale, rasé sa barbe et remis son costume d'Agent spécial. Lorsqu'il est sorti, un voisin lui a dit : « Quand vous n'êtes pas là, il y a un motard qui vient voir votre femme, tous les week-ends. » Howard Teten explique que cette histoire lui « a fait prendre conscience à quel point le travail d'infiltré peut être corrosif. Il ne faut y recourir qu'en cas de besoin ! »

Les premières opérations d'infiltration du FBI ont eu lieu dans les années 1960, très souvent à l'insu du Quartier général ; elles visaient la criminalité organisée, que J. Edgar Hoover répugnait à affronter. Les infiltrés et leurs superviseurs ont réalisé trop tard que ces opérations étaient loin d'être sans conséquences personnelles pour les agents. Howard Teten s'en est aperçu le premier après avoir constaté que le Bureau commençait à « perdre » de ses infiltrés. Certains démissionnaient et quittaient le Bureau, d'autres noyaient leurs problèmes dans l'alcool, les plus chanceux somatisaient et se faisaient hospitaliser pour des bouffées d'angoisse qu'ils prenaient pour des crises cardiaques, une minorité d'entre eux franchissaient enfin la ligne jaune séparant le Bien du Mal et se retrouvaient du côté des mafieux qu'ils étaient chargés d'infiltrer. Howard Teten s'est mis à les aider à ne pas perdre pied et à ne jamais oublier qui ils étaient, ni ce pour quoi ils étaient là. Une fois leur mission terminée, il leur permet de retrouver leurs marques afin de reprendre place au sein du Bureau.

Afin d'aller plus loin, Howard Teten a entrepris d'élaborer un protocole de gestion des infiltrés. Joe Pistone et Ed Robb vont l'y aider. Howard Teten est secondé par Bill Hagmaier, un des meilleurs profileurs de la BSU, qui s'occupe en même temps d'un des plus fameux tueurs en série de l'époque, Ted Bundy : « Il y a toujours quelque chose à apprendre des grandes enquêtes, notamment si elles sont complexes et si des gens ont été blessés. On fait ce qu'on appelle une autopsie investigative. On va étudier ce qui a marché et ce qui a raté. C'est la même stratégie d'interview dont on s'est servi pour les tueurs en série. Nous avons beaucoup appris de Ted

Bundy et des siens. Dans ce cas, nous avons aussi beaucoup appris des agents infiltrés, et surtout de Joe Pistone. Pas seulement sur ses rapports avec la Cosa Nostra. On a étudié les pressions qu'il a subies de la part des vilains, mais aussi des gentils. Souvent, les bureaucrates ne sont pas en phase avec les infiltrés, et ce fut le cas avec Joe Pistone. Il faisait un travail formidable pour le Bureau et pour son pays. Tout le monde ne le comprenait pas, à l'intérieur du Bureau. Heureusement qu'il avait des responsables qui, eux, le comprenaient. Mais, malheureusement, il y avait les autres, et ce sont les mêmes qui estiment qu'on perd son temps en interrogeant les tueurs en série… »

Joe Pistone, *alias* Donnie Brasco, n'est pas sorti indemne de sa mission. Il n'a pas supporté que le Bureau mette fin à « Coldwater » et l'empêche d'être admis au sein de la famille mafieuse des Bonanno. Contrairement à Joe Pistone, Ed Robb, lui, soigne le mal par le mal et, après « Coldwater », il a enchaîné les opérations d'infiltration. Entre deux opérations, il s'est rendu à la BSU pour retrouver son ami Howard Teten. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés pendant « Coldwater », mais leurs rencontres se sont intensifiées après la fin de l'opération : « Howard Teten essayait de comprendre nos motivations, raconte Ed Robb. Il voulait comprendre ce qui fait qu'une opération d'infiltration est un succès ou un échec. Comment effectuer la sélection. Comment repérer les agents qui vont tenir le coup et ceux qui vont craquer. Moi, je gardais toujours le contrôle de la situation. Vous savez, on mène une vie très séduisante. Vous avez des milliers de dollars en poche, vous conduisez des voitures de luxe. À Miami, je logeais dans l'appartement de Sammy Davis Junior, et j'étais traité comme un parrain. Quand je rentrais dans certains night-clubs, en Floride, le pianiste commençait à jouer l'air principal du film *Le Parrain*… »

Même la personnalité d'agents aussi solides qu'Ed Robb finit par se trouver modifiée : « Une fois la mission terminée, à peine rentré chez moi, j'ai commencé à faire des choses étranges. J'ai acheté une grosse Cadillac, alors qu'avant j'aimais plutôt les petites voitures japonaises. Je m'habillais comme un mafieux, j'achetais des vêtements italiens très coûteux et très voyants, des chaussures à talons compensés, des bijoux en or très clinquants… »

Howard Teten étudie à fond les cas Pistone et Robb, cherchant systématiquement la faille. Puis il s'adresse aux autres agences gouvernementales qui ont recours à ce genre de techniques (CIA, DEA,

IRS, DIA) et interroge autant d'infiltrés qu'il le peut. Il a rédigé un « Programme de sauvegarde » destiné à protéger la santé mentale des agents infiltrés, dont le FBI se sert depuis lors.

Il est toutefois une chose dont Howard Teten n'a pas tenu compte dans son « Programme de sauvegarde » : la bêtise de la bureaucratie. Après avoir témoigné, Joe Pistone a été affecté au bureau de Dallas. Ce bureau s'était à peine remis de la tempête qui avait suivi la réouverture de l'enquête sur l'assassinat du président Kennedy à la fin des années 1970, et il n'avait pas encore commencé d'enquêter sur ce qui allait être le scandale du siècle aux États-Unis : la banqueroute des caisses d'épargne des Saving and Loans (S&L). Avant même l'arrivée de Joe Pistone, le SAC de Dallas, Tom Kelly, a fait savoir à ses hommes qu'il n'y avait pas place pour des « prima donna » dans son bureau. Joe Pistone, lui, ne demandait pas mieux que de faire son travail normalement. En revanche, il ne s'attendait pas aux brimades ni aux vexations qui se sont abattues sur lui. Le comble a été atteint quand Tom Kelly l'a prié d'aller superviser une opération d'infiltration en cours dans… une prison fédérale ! Pas vraiment le genre d'endroit où il fait bon traîner après avoir infiltré la Mafia pendant six ans. Après avoir découvert que Kelly bénéficiait du soutien de sa hiérarchie, Pistone a démissionné du Bureau, en 1986, pour écrire ses mémoires dont on a tiré le film *Donnie Brasco*. Le film fut un triomphe, et les mémoires un best-seller.

Six ans plus tard, Joe Pistone a demandé à réintégrer le FBI – ce qu'il a fait non sans être retourné à l'école des agents de Quantico, dirigée alors par son ami Tony Daniels, l'ancien architecte de « Coldwater ». Mais le retour au Bureau a été pénible. Il a été affecté à l'école de Quantico, où il a fait profiter les élèves agents de son expérience. Ne se reconnaissant plus dans un FBI qu'il jugeait trop bureaucratique, il a fini par démissionner pour de bon.

1- Dépêche Associate Press, in *The Diary Capital News*, Jefferson City, Ma, 10 mai 1967.

VIII

Corruptions (1922-1990)

Où l'on remonte dans le temps avec l'affaire du Dôme de la Théière – On fait la connaissance de Cheiks arabes de pacotille et des politiciens véreux d'Abscam – Où le lecteur découvre les faux criminels du FBI et les juges ripoux de Greylord – On reparle de l'Entreprise de Chicago à l'occasion de l'opération Gambat.

L'affaire du Dôme de la Théière

En 1922, une rumeur se répand dans Washington : des ministres de l'administration Harding ont fait main basse sur des champs de pétrole appartenant au gouvernement des États-Unis, et en ont confié l'exploitation à des particuliers en échange de pots-de-vin conséquents. Situés en Californie, dans les monts Elke, et dans le Wyoming, non loin d'une énorme pierre surnommée le Dôme de la Théière, ces champs pétrolifères constituent les réserves stratégiques de la marine militaire américaine et ne doivent être utilisés qu'en cas de rupture des stocks pétroliers.

Après avoir obtenu du président Harding qu'il lui confie la gestion des précieuses réserves, le ministre de l'Intérieur Albert Fall les a transférées à des amis pétroliers. L'opération s'est effectuée sans appel d'offres, et a précédé de peu des prêts de plusieurs centaines de milliers de dollars faits au ministre par certains de ses amis. Le Sénat se saisit du dossier et nomme

deux commissions d'enquête, confiées aux sénateurs Walsh et Wheeler. Le sénateur Walsh explique à ses enquêteurs que les amis de Harry Daugherty, Procureur général, sont au cœur du scandale. Il leur recommande de se méfier tout spécialement de son bras armé, le Bureau of Investigation, ancêtre du FBI, dont J. Edgar Hoover est le numéro deux.

Walsh a raison de se méfier. Avant même le début des auditions de sa commission, le chef du Bureau, William Burns, charge ses agents d'enquêter sur les responsables des commissions sénatoriales, dans l'intention de les discréditer. Leurs familles, leurs amis, leurs proches sont surveillés, leurs téléphones écoutés, leurs courriers interceptés, lus et photocopiés, leurs bureaux et leurs demeures cambriolés. Les agents du Secret Service qui enquêtent pour le compte des sénateurs sont suivis par les hommes du Bureau. En vain. William Burns s'attaque au plus faible des deux sénateurs, Wheeler, en lui envoyant une femme dans sa chambre d'hôtel. Le sénateur flaire le piège et esquive. Le numéro trois du Bureau, l'« effarant » Gaston Means, suggère au Procureur général, Harry Daugherty, de détourner l'attention en organisant une nouvelle chasse aux « rouges ». Gaston Means envisage de la justifier par un attentat à la bombe perpétré contre la demeure du Procureur général, tout comme celle organisée en 1919 par son prédécesseur Palmer. Le numéro trois du Bureau se propose de fomenter lui-même l'attentat, qui serait commis en l'absence de Harry Daugherty et de sa famille. Daugherty hésite, puis finit par décliner l'offre.

Favorables à l'administration républicaine, les journaux américains minimisent l'affaire. À une exception près, qui est de taille : celle du groupe de presse de Randolph Hearst. Mais le Bureau a les moyens de faire taire la presse Hearst. William Burns menace Randolph Hearst de l'arrêter parce qu'il franchit les frontières d'un État américain avec sa maîtresse, en violation du « Mann Act » qui interdit à deux adultes de sortir d'un État pour avoir des relations sexuelles ! Randolph Hearst cède et muselle ses journaux.

Dès le début des auditions des commissions sénatoriales, le Bureau fait pression sur les témoins. Certains quittent le pays, d'autres disparaissent. Une des rares femmes employées par le Bureau accepte de témoigner. Le lendemain du jour où elle fait sa déposition, le Bureau exige sa démission par une lettre signée de J. Edgar Hoover. Tout semble indiquer que celui-ci est à la manœuvre aux côtés de William Burns. Il est à la droite du

Procureur général lors de l'audition de ce dernier par les sénateurs, et ne ménage pas ses conseils, comme il l'a fait avec Palmer lors des enquêtes qui avaient suivi les rafles des années 1920. Le scandale du Dôme de la Théière provoque la chute de William Burns et la promotion de J. Edgar Hoover, qui devient directeur du Bureau en 1924. Depuis lors, Hoover fuit les affaires de corruption publique autant que celles concernant la criminalité organisée. Il faudra attendre sa mort pour que le FBI fasse de ces deux fléaux ses priorités. Par une inquiétante coïncidence – mais en est-ce bien une ? –, c'est dans le cadre d'une opération d'infiltration de la criminalité organisée que le Bureau lance sa première et, à ce jour, sa plus grosse opération de lutte contre la corruption des hommes politiques américains : « Abscam ».

« Abscam »

Fort Lauderdale, Floride, avril 2008. Petite moustache, cheveux impeccablement coiffés en arrière, teint bronzé, Tony Amoroso a l'air d'un retraité tranquille venu finir ses jours sous le soleil de Floride, à deux pas des plus beaux golfs de la région. Il a la gouaille, la nonchalance et le savoir-faire des « affranchis » qui ont grandi à l'ombre de la Mafia. Mais Tony Amoroso est de l'autre côté de la barrière : il a rejoint le FBI le 24 février 1964. L'a-t-il vraiment quitté depuis ? Après sa retraite, il est devenu détective privé et travaille avec ses anciens collègues, avec qui il passe régulièrement ses vacances dans un petit chalet perdu dans les bois de l'État de New York. Au menu, bière, pêche et Fidélité avec un F majuscule, comme dans FBI. Avec son ancien chef, John Good, il se souvient du bon vieux temps, celui où il traquait les pilleurs de camions en compagnie de Joe Pistone. Quand Pistone est parti infiltrer la famille Bonanno, Amoroso et Good ont lancé leur propre opération d'infiltration de la Mafia, sans se douter qu'elle allait les conduire au cœur même du pouvoir politique, à Washington.

Tout commence par une rencontre entre John Good et un escroc de génie, Melvin Weinberg. Weinberg est, à ses heures, informateur de l'agent résident du bureau de Hauppauge, sur l'île de Long Island. Il faut s'accrocher pour s'occuper de Melvin Weinberg, entre ses trafics à la petite semaine et sa vie sentimentale agitée, qui oscille entre une épouse

dépressive et une petite amie envahissante qu'il a toutes deux installées dans la même rue. John Good s'accroche : Melvin Weinberg est en contact avec une bande d'« affranchis » spécialisés dans les vols de tableaux, tapis et meubles de collection, ainsi que dans les faux titres.

Neil Welch, le directeur du bureau de New York, approuve l'opération et décide d'y affecter une bonne partie des ressources du Bureau. Il mobilise des centaines d'agents et s'adresse au plus agressif des procureurs, celui qui est chargé de la lutte contre la criminalité organisée à Brooklyn, au cœur de l'empire du Mal. Fort de ses précédentes expériences à Buffalo et à Detroit, Welch dote ses hommes d'équipements dernier cri : à eux les plus belles voitures, le meilleur matériel d'écoute, les bateaux les plus voyants. On pourrait y voir les caprices d'un directeur coupé de Washington, mais il n'en est rien : ce sont les accessoires indispensables d'une opération bénie par le directeur du FBI. Pour piéger les « affranchis » de Mel Weinberg, John Good invente un cheik arabe qui cherche à dépenser ses pétrodollars en œuvres d'art et qui n'est pas trop regardant sur leur provenance. L'opération est baptisée « Abscam », « Arab Scam », ou « Embrouille arabe ». Melvin Weinberg et ses agents créent à cette fin une société, l'Abdul Entreprise Ldt, qui a pignon sur rue à Long Island.

« Mel Weinberg avait carte blanche pour apporter des affaires, explique John Good. On était ouverts à toutes les propositions. » « Abscam » passe à la vitesse supérieure avec l'arrivée d'un homme d'influence et de réseaux, le maire du port de Camden, dans le New Jersey, Angelo Errichetti. John Good chasse le gros gibier. Il a besoin d'avoir à ses côtés un homme de confiance susceptible de jouer le rôle d'intermédiaire véreux. Il offre ce rôle à son vieux compagnon d'armes Tony Amoroso, qui se languit au quartier général du FBI à Washington, où il a rang de superviseur au sein de la division « Crime organisé ». Avant d'accepter, Tony Amoroso demande à rencontrer Mel Weinberg. « Si je ne m'entends pas avec l'informateur, ce n'est pas la peine de commencer », dit-il à John Good. En réalité, Tony Amoroso se méfie. Le Bureau a déjà employé Melvin Weinberg comme informateur, mais a décidé de se passer de ses services quand il s'est aperçu que l'escroc en profitait pour se payer sur le dos de la bête. Mais deux gamins de New York comme Amoroso et Weinberg ne peuvent que s'entendre. Amoroso rejoint « Abscam », mais pose une condition à Good : « John, tu ne donnes que 1 000 dollars par mois à Weinberg. Il faut lui en donner 3 000. Comme ça, on l'empêchera

peut-être de voler. Ton informateur, il fait vivre une femme, des enfants, une petite amie. Avec 1 000 dollars par mois, il n'y arrivera pas ! »

John Good accepte dans un éclat de rire, mais, à compter de ce jour, Melvin Weinberg est surveillé en permanence par des agents du FBI.

Au début, « Abscam » a du mal à décoller. Tony Amoroso se glisse dans la peau d'un intermédiaire peu scrupuleux, en quête de partenaires. Il se fait appeler Tony DeVito et lorgne du côté de la Mafia. Melvin Weinberg lui présente trois mafieux de Philadelphie à la recherche de nouveaux investissements. Mais le trio se fait assassiner peu après, lors d'une des innombrables guerres fratricides de la Mafia.

S'annonçant comme homme de confiance du cheik Kambir Abdul Rahman, Tony Amoroso rencontre le maire de Camden, Angelo Errichetti. « J'étais censé être un ex-militaire, dit Tony Amoroso, mais j'ai laissé entendre que j'avais travaillé pour la CIA et que j'étais grassement payé par les Arabes pour travailler pour leur compte. Je leur ai montré que j'avais les moyens. Je vivais sur un bateau qui avait été saisi par les douanes avec à bord cinq tonnes de marijuana. J'avais un appartement à Atlantic City, une maison à Washington, et quand j'allais à New York, je descendais dans le meilleur hôtel de la ville, le Plazza. Le maire m'a même demandé de prêter de l'argent à l'un de ses amis banquier. Je lui ai demandé de combien il avait besoin. Il m'a dit : ce que tu peux. Alors, j'ai mis cinq millions de dollars à son nom à la banque. Vous savez, quand vous mettez en avant une somme aussi importante, vous êtes crédible. Je lui envoyais par avion privé des caisses de champagne, du Dom Pérignon, depuis New York. »

Monsieur le Maire est arrangeant. Moyennant un pourcentage, il offre à Tony Amoroso de pouvoir utiliser son port pour importer toutes les marchandises qu'il veut : le capitaine du port est aux ordres. Amoroso lui explique qu'il cherche des débouchés pour investir les millions de dollars du cheik qui dorment sur un compte à la Chase Manhattan Bank. Le cheik a des visées sur une mine de titane et envisage de construire des casinos dans la capitale du jeu de la côte Est, Atlantic City.

Les caméras et les micros du FBI enregistrent les négociations entre le maire et les envoyés du cheik, dont Tony Amoroso. On parle affaires, investissements dans le cadre de l'agrandissement du port de Camden, ouverture d'un nouveau casino à Atlantic City. Grâce à ses contacts politiques, le maire peut tout ; en échange, il demande 400 000 dollars de commission. Pour commencer, il empoche 25 000 dollars en cash. De son

côté, le vice-président de la Commission de contrôle des casinos, Kenneth MacDonald, reçoit 100 000 dollars en échange d'une licence. Le FBI filme.

En mars 1979, le maire Angelo Errichetti rencontre le cheik Kambir Abdul Rahman à bord de son yacht qui mouille dans le port de Delray Beach, en Floride. Il est accompagné du sénateur démocrate du New Jersey, Harrison « Pete » Williams. Le cheik leur expose ses projets d'investissement dans les casinos d'Atlantic City et dans une mine de titane en Virginie, mais il a besoin de leur aide pour naviguer dans les eaux politiques. Il s'exprime dans un arabe assez convaincant phonétiquement, mais plutôt approximatif. Ses propos sont traduits par un autre agent du FBI qui joue les interprètes. Le sénateur est enchanté de l'offre du cheik : « Dites-lui que je ferai tout pour l'aider », lance-t-il à l'interprète avant de s'en aller. Williams est impressionné : il n'a jamais vu yacht aussi luxueux que le *Left Hand* du cheik. Il ignore que, quelques semaines auparavant, un autre agent infiltré, Joe Pistone, s'est lui aussi servi de ce yacht pour impressionner un soldat de la famille new-yorkaise des Bonanno, Lefty Ruggiero.

Dans les mois qui suivent, le sénateur et les hommes du cheik signent leur premier accord. Williams s'engage à obtenir des contrats de l'armée pour l'achat de titane. En échange, à travers un homme de paille, il reçoit une participation dans la mine estimée à plus de 100 millions de dollars. La société du cheik chargée d'exploiter le casino d'Atlantic City verse un salaire de 18 000 dollars à l'épouse du sénateur, qui est aussi employée par la Commission sénatoriale du travail, commission dirigée par son mari. En échange, Williams obtient l'indulgence de la Commission de contrôle des casinos.

Le maire, Angelo Errichetti, est impressionné par la surface financière du cheik. Il présente Tony Amoroso à un avocat de Philadelphie, Howard Criden, homme dont les réseaux se ramifient au cœur du pouvoir politique américain. L'opération « Abscam » s'apprête à débarquer à Washington. John Good commence par louer une très belle maison dans le quartier résidentiel de Georgetown, Rue W. Les techniciens du Bureau y posent leurs caméras et leurs micros. L'éclairage n'est pas tout à fait au point, la lumière est un peu trop violente. Good a installé un studio clandestin dans la cave afin de suivre les événements en direct.

John Good sait qu'il doit se méfier : il s'aventure sur le terrain dangereux des grands fauves de la classe politique. « On va suivre le règlement à la lettre, dit-il à ses hommes. Vous ne faites venir ici personne d'étranger à l'opération : pas d'amis, pas de petites amies, pas de fêtes. Rien du tout ! On s'en tient au règlement, et on le respecte à cent pour cent. » À côté de la maison investie par les agents du FBI, il y a une autre belle demeure occupée par une armada de jeunes et jolies étudiantes. Les agents du FBI savent qu'ils n'ont même pas le droit de les regarder. Pourtant, ils ont tapé dans l'œil des jeunes filles : leurs belles voitures, leurs vêtements de luxe ne leur ont pas échappé. Elles ont aussi remarqué que les hommes de la maison d'à côté ne les regardaient même pas, et elles en ont déduit qu'ils étaient homosexuels.

Quand tout est prêt, un second cheik du FBI entre en scène : il se fait appeler Yasser Habib et cherche à acheter un permis de résidence aux États-Unis.

Quand l'avocat de Philadelphie amène le premier homme politique à la maison de la Rue W, tout est prêt pour les accueillir. John Good est dans son studio en compagnie d'un procureur. Ils suivent en direct la conversation entre Tony Amoroso et Ozzie Myers, représentant démocrate de Pennsylvanie. Myers est un personnage haut en couleur. Ancien docker, il n'hésite pas à faire le coup de poing avec des serveurs de café quand il estime qu'ils manquent de respect à un parlementaire des États-Unis d'Amérique. John Good et le procureur sont prêts à téléphoner à Amoroso pour lui souffler des questions et amener le parlementaire à s'enfoncer un peu plus. Ils n'en ont nul besoin. Amoroso voit avec bonheur Myers s'enferrer. « Il pourrait écrire un script sur la façon dont quelqu'un se piège tout seul ! » commente Amoroso.

Ozzie Myers commence très fort : « Vous faites les choses dans les règles, dit-il à Tony Amoroso. Ici, *money talks and bullshit walks*. Les promesses foireuses s'envolent, pas l'argent ! »

Dans les jours qui suivent, les parlementaires, souvent accompagnés de Howard Criden, défilent dans la maison de la Rue W. Quand ils se plaignent de la violence des éclairages, Tony Amoroso leur dit que le cheik les a voulus ainsi en souvenir de la réverbération du soleil dans le désert de son pays. Les parlementaires y croient dur comme fer. Ils ne se doutent pas un instant que l'éclairage est réglé afin de permettre aux caméras du FBI d'avoir la meilleure image possible.

C’est ainsi qu’est filmé le représentant républicain de la Floride, Richard Kelly, en train de fourrer dans ses poches 25 000 dollars en billets de 20 et de 100, et demandant à Tony Amoroso : « Est-ce que ça se voit que j’ai autant d’argent sur moi ? »

De tous les parlementaires qui frappent à la porte du cheik, le représentant démocrate du New Jersey, Frank Thompson, est le plus estimé et le plus respecté. Malin, il prend soin de ne pas recevoir lui-même les 50 000 dollars versés pour son intervention. L’avocat de Philadelphie, Howard Criden, s’en chargera pour lui.

Le parlementaire démocrate de New York, John Murphy, est à l’époque dans le collimateur de la Commission d’éthique du Congrès, ce qui ne l’empêche pas de solliciter le cheik, mais l’incite à la prudence. Il joue à pile ou face avec Howard Criden pour savoir lequel des deux ira chercher le pot-de-vin de 50 000 dollars dans une chambre d’hôtel de Kennedy Airport. L’avocat perd et va chercher l’argent.

Dix parlementaires ont rencontré le cheik ou Tony Amoroso. Seul le sénateur Larry Pressler a refusé de recevoir directement de l’argent : il demande que les dons du cheik soient versés à son comité électoral. Tout aussi prudent, John Murtha n’a pas accepté les 50 000 dollars qui lui ont été offerts : il a préféré attendre de mieux connaître le cheik. En fait, Murtha a dans l’idée d’obtenir que le cheik investisse ses pétrodollars dans sa circonscription.

Au début du mois de février 1980, les agents du FBI repèrent deux camionnettes aux vitres fumées, stationnées non loin de l’entrée de la maison de la Rue W. Leurs occupants sont prudents : ils n’ont pas allumé le chauffage des véhicules, afin de ne pas trahir leur présence par la buée couvrant les vitres et les pare-brise. À l’intérieur, il fait si froid que les jus d’orange gèlent ! Ils photographient et filment les allées et venues des habitants de la maison et de leurs invités. Les policiers qui leur demandent ce qu’ils fabriquent se font rembarrer par un homme qui leur dit : « Cassez-vous, vous êtes en train de foutre en l’air notre enquête ! » Renseignements pris, ce sont des journalistes de la chaîne télévisée NBC. Une autre équipe de NBC a pris place devant la maison d’un des sénateurs visés par « Abscam ». Ce que les agents du FBI redoutaient le plus vient d’arriver : des fuites ont eu lieu à destination de la presse. Ils apprennent que deux quotidiens, *Newsday* et le *New York Times*, sont entrés en possession d’une chronologie confidentielle de l’opération, rédigée à l’intention du

Département de la Justice. Les responsables du Bureau négocient avec les journaux et obtiennent un sursis. Avant que le scandale n'éclate au grand jour, les journalistes laissent le temps à la centaine d'agents d'« Abscam » de boucler leurs dossiers pour pouvoir procéder aux interpellations.

L'opération visait trente et une personnalités politiques américaines. Seul un sénateur et cinq députés sont condamnés à des peines de prison (trois ans en moyenne). Presque tous les hommes politiques « mouillés » ont démissionné, à l'exception de deux d'entre eux qui ont été exclus du Congrès. En bouclant l'opération « Abscam », John Good est confiant : il a veillé à ce que la procédure soit respectée, tous les entretiens ont été filmés et enregistrés sous la supervision d'un procureur. Mais, dès les premiers interrogatoires des hommes politiques, Good commence à déchanter. Tous mentent comme des arracheurs de dents. Ils nient avoir jamais touché le moindre cent, en dépit des films produits par le FBI. L'Agent spécial réalise que la bataille judiciaire va être rude. Mais il ne s'attend pas à ce qu'elle soit aussi brutale. À tout prendre, il préfère encore lutter contre les mafieux : ce sont des tueurs, mais ils ont leurs codes et respectent les agents du Bureau quand ils font leur travail. En revanche, avec les hommes politiques, tous les coups sont permis. La moindre décision est contestée en appel avant d'atterrir devant la Cour suprême. La vie privée des agents est passée au crible. Le couple de John Good bat de l'aile, il explose quand la rumeur fait de l'agent du FBI un homme à femmes. L'épouse de Good demande le divorce. Elle est approchée par les avocats des politiciens, à qui elle remet la comptabilité familiale. En échange, les avocats promettent de s'occuper de son divorce à titre gracieux. « Ils ont tout épluché, dit John Good, mes relevés de carte bancaire, mes chéquiers, et vous savez ce qu'ils ont trouvé ? Que j'étais fauché ! Alors ils l'ont convaincue de porter un micro sur elle pour me piéger. Elle a essayé de me faire dire des choses. Je ne me doutais pas qu'elle était sonorisée. Vous savez comment je m'en suis aperçu ? Des années plus tard, quand tout était fini et qu'ils n'ont rien pu tirer d'elle, ils lui ont envoyé la facture de leurs honoraires… »

En s'engageant dans « Abscam », le directeur du FBI, William Webster, sait qu'il avance en terrain miné. « C'était un truc très délicat, explique-t-il. Ce pouvait être interprété comme étant une action de l'exécutif contre le législatif. Il nous fallait faire très attention à ce que ça n'apparaisse pas comme tel. » Mais ce n'était encore rien par rapport au

casse-tête représenté par une deuxième opération d'infiltration baptisée « Greylord », visant une autre branche du pouvoir, la Justice.

Opération « Greylord »

Après des années passées dans le Mississippi face au Ku Klux Klan, James Ingram a été nommé SAC de Chicago, un des postes les plus importants du Bureau. Les centaines d'agents qu'il commande sont les principaux fournisseurs des tribunaux du comté de Cook. Énorme machine judiciaire, le comté de Cook ne compte pas moins de 350 juges. Depuis des années, le Bureau sait qu'un bon pourcentage de magistrats du comté sont à vendre ! Les estimations les plus optimistes parlent de 20 %. La première preuve concrète de la corruption des juges du comté remonte à 1976. Elle a été trouvée par l'Agent spécial William C. Megary lors de l'écoute d'une conversation téléphonique au cours de laquelle un avocat annonçait à son client qu'il allait acheter le juge chargé de son affaire. Contacté par le FBI, l'avocat a accepté de collaborer et a dressé la liste de tous les magistrats corrompus qu'il connaissait. « Mais nous ne sommes pas arrivés à trouver des preuves, précise William C. Megary. Contrairement aux hold-up, il n'y avait pas de témoins. La seule manière de prouver quoi que ce soit, c'était de monter une opération d'infiltration. L'avocat était prêt à nous aider, mais il ne voulait pas corrompre des juges… »

Les agents du FBI ne renoncent pas. Les preuves de la corruption du système judiciaire s'accumulent. Un tueur à gages de l'« Entreprise », la mafia de Chicago, pourtant accusé par de nombreux témoins d'avoir commis un assassinat, est acquitté. À Washington, le nouveau directeur du FBI, William Webster, a donné pour consigne à ses agents de faire de la lutte contre la corruption une de leurs priorités. L'opération « Abscam » est déjà sur les rails quand les agents du FBI de Chicago envisagent de nettoyer les tribunaux du comté de Cook. Ils doivent multiplier les précautions. Non seulement le FBI dépend du Département de la Justice, mais le directeur du Bureau, Webster, est lui-même un juge. Informé du projet, celui-ci donne néanmoins sa bénédiction et demande à être tenu régulièrement au courant de l'évolution de la situation.

Avant de lancer l'opération, il faut lui trouver un nom. Lisant la rubrique hippique d'un journal local, un des agents s'arrête sur le nom d'un

cheval, Greylord. Un nom parfait pour ce type d'opération : *greylord* désigne en anglais la lourde perruque des juges britanniques ! Au début, William C. Megary et ses hommes envisagent d'ouvrir un cabinet d'avocats composé uniquement d'Agents spéciaux clandestins, chargés de corrompre les juges pris pour cibles. Mais ils renoncent vite à un projet jugé trop lourd : il faudrait des années pour que les faux avocats du FBI soient acceptés par le système. Trop compliqué et trop risqué. Au même moment, un Agent spécial apprend qu'un des substituts du procureur du comté de Cook songe à démissionner parce qu'il ne supporte plus la corruption ambiante. Il s'appelle Terry Hake et va conduire le FBI jusqu'au cœur d'un des systèmes les plus pourris du pays.

Le 22 avril 1980, Terry Hake se rend au bureau du FBI de Chicago, au 219 South Deaborne, pour y rencontrer le SAC James Ingram. Il tombe sous le charme de ce vieux gentleman du Sud à l'accent traînant du Mississippi. « Ses manières et son savoir-faire m'ont mis à l'aise, se souvient Terry Hake, et m'ont donné envie de participer à l'opération. » Hake ignore que sous les manières policées et doucereuses du SAC se cache une volonté de fer, forgée dans la plus rude des opérations du FBI, « Mississippi Burning ».

Au cours d'une réunion, Terry Hake s'inquiète : « On m'a dit que si jamais je participais à cette opération, je ne pourrais plus exercer ma profession d'avocat dans le comté de Cook pendant cinq ans… »

Le procureur chargé du dossier le corrige : « Terry, si tu participes à cette opération, tu ne pourras *plus jamais* être avocat dans le comté de Cook ! »

Pour quelqu'un qui n'a son diplôme de droit en poche que depuis deux ans, voilà qui peut faire reculer. Pourtant, le jeune homme accepte.

Pourquoi Terry Hake jette-t-il ainsi sa carrière d'avocat aux orties ? Insouciance de la jeunesse ? Est-il attiré par le risque ? C'est une sorte de revanche : à sa sortie de la fac de droit, il s'était présenté pour devenir agent du FBI, mais avait été retoqué. C'est donc un Terry Hake à la fois effrayé et émoustillé qui accepte de devenir l'infiltré du FBI. Il a tout juste vingt-huit ans. Le Bureau lui donne une nouvelle identité à usage interne : pour le FBI, il est Leo Murphy. Il pense que sa mission ne dépassera pas les six mois ; elle va en fait durer plus de trois ans et demi.

« Soyons honnête, dit Terry Hake : je me suis lancé dans cette aventure parce que j'étais jeune, célibataire, sans famille ni traites sur ma maison. Je n'avais pas de cabinet d'avocats à bâtir. J'ai fait ce que j'estimais devoir être fait. Pourquoi personne ne s'est-il lancé dans l'aventure avant moi ? Parce qu'à Chicago, si vous voulez faire une carrière judiciaire, vous ne commencez pas par tout démolir. Vous ne dénoncez pas le système. Si vous ne l'aimez pas, vous détournez la tête et poursuivez votre chemin. En me trouvant, ils ont trouvé quelqu'un qui en avait marre de la corruption. J'étais prêt à renoncer à ma carrière pour lutter contre elle. Je pensais alors que tout le monde allait m'accueillir en héros. J'avais tort, ô combien ! »

Terry Hake rapporte aux agents du FBI ce qu'il a vu. Il leur décrit un système de corruption parfaitement huilé, le ballet des avocats et des intermédiaires corrupteurs autour des juges. Il leur raconte comment, dans certains procès en correctionnelle, les juges ripoux savent que l'accusé est prêt à payer rien qu'en lorgnant l'endroit où se tiennent certains huissiers.

« Le système reposait sur les avocats, explique l'Agent spécial William C. Megary. Il y avait plus d'avocats marrons que de juges ; autour d'eux gravitaient des clercs, des huissiers, des adjoints au shérif, des employés auprès des tribunaux. Tous servaient d'intermédiaires. On ne peut pas remettre de l'argent directement à un juge. Ça se passe dans son cabinet, ou dans des restaurants et des bars, jamais dans les salles des tribunaux. La plupart des pots-de-vin transitent par des intermédiaires. Généralement, les avocats paient des clercs, des huissiers ou d'autres avocats, et leur disent ce qu'ils veulent. Les intermédiaires remettent l'argent au juge après s'être payés au passage. »

Lamar Jordan est l'agent traitant de Terry Hake. Il lui procure un magnétophone Nagra de la taille d'un livre de poche, lui apprend à s'en servir, à le dissimuler du mieux possible, et lui confie sa mission : il est chargé de la branche 57 de la cour de justice du comté de Cook, celle qui traite des affaires de drogue sous la houlette du juge Wayne Olson, peut-être ce qui se fait de plus corrompu dans la magistrature. Chaque matin, sa salle d'audience se transforme en cour des miracles peuplée de petits trafiquants, de maquereaux, de prostituées et de petits gangsters, le tout baignant dans une odeur composée d'un cocktail particulier de sueur, de tabac et d'alcool. Ici, les flics ont l'air de brutes, leurs suspects de bêtes fauves, les avocats d'affairistes sans scrupules.

Quand Terry Hake intègre la branche 57, l'affaire « Abscam » vient tout juste d'éclater. Hake y voit comme un signe. Si le Bureau est capable de s'attaquer aux législateurs, il peut aussi s'en prendre aux juges. En lui, l'émotion le dispute à la fierté quand il prend ses fonctions d'assistant du procureur près la branche 57. Il dissimule tant bien que mal son Nagra et se tient prêt à enregistrer toutes les propositions monétaires qui ne manqueront pas de lui être faites.

À la fin de sa première journée, Terry Hake est épuisé. Il ne connaît personne. Naïvement, il s'imaginait que d'entrée de jeu le juge le convoquerait pour le mettre dans la confidence, tandis que les avocats de la défense lui bourreraient les poches de beaux billets verts. « Ça ne se passe comme ça qu'à la télévision », commente Terry Hake. Il lui faudra plus de trois mois pour approcher enfin du système de corruption.

Cette semaine-là, Terry Hake a son premier gros dossier de drogue : deux flics de la 19e Unité tactique se présentent avec un gros trafiquant. « Je m'en occupe », dit Hake. Le dossier est parfaitement ficelé. Au dernier moment, un autre substitut au procureur entre en jeu. Hake s'aperçoit que son collègue et l'avocat de la défense, Dean Wolfson, l'empêchent de s'approcher du dossier. En quelques minutes, Hake perd une affaire qui lui semblait pourtant très solide. Il ignore que Dean Wolfson, dit « le Rêve », n'a jamais perdu une affaire devant la branche 57, et pour cause : c'est le plus grand corrupteur de la place.

Ayant remarqué que le juge Olson aime boire un verre avec certains avocats dans un bar non loin du Palais de Justice, une fois sa journée terminée, Terry Hake rejoint le groupe des consommateurs. Il finit par se lier avec l'un des avocats, Jim Costello, dit « Grand Échalas » en raison de sa taille. Costello devient son mentor et lui conte une vie de corruption commencée dans la police : 20 dollars par feu rouge grillé, 50 pour un port d'arme prohibée ; ça a continué après sa nomination comme substitut du procureur : 100 dollars pour arranger une conduite en état d'ivresse ou un délit de trafic de drogue ; et ça s'est poursuivi quand il a rejoint le barreau du comté. Seulement, maintenant, de corrompu il est devenu corrupteur. « Il a grandi dans le système de corruption, note Terry Hake ; pour lui, la loi se résume à des pots-de-vin. » Ce n'est pas par bravade que Costello raconte ses histoires, mais pour tester Hake. Le jeune homme écoute, rit avec son compagnon, a l'air intéressé. Un jour, Costello vient le trouver à son bureau

et lui remet un billet de 100 dollars. Comme ça, sans demander de contrepartie.

« Mais pourquoi tu fais ça ? demande Hake.

– Pour te remercier d'être un chouette pote ! »

En sortant du Palais de Justice, Terry Hake a l'impression que l'argent lui brûle la poche et que tous les passants le dévisagent. Il se dirige vers la première cabine téléphonique et appelle le Bureau. C'est un vendredi soir, tous les agents de « Greylord » sont déjà rentrés chez eux. Après avoir remué ciel et terre, l'infiltré finit par rencontrer un substitut du procureur chargé de l'opération « Greylord », à côté du stade des Chicago Bulls. Le substitut lui explique que « recevoir 100 dollars parce qu'on est un chouette pote peut difficilement être qualifié de corruption ».

Au début, Terry Hake fixe son magnétophone sous son bras gauche à l'aide d'une bande adhésive. Mais le frottement de cette dernière lui irrite la peau. Alors il décide de porter deux sous-vêtements pour fixer son Nagra sur le premier. La veille de se servir pour la première fois du magnétophone, Terry Hake n'a pu fermer l'œil de la nuit. Son premier enregistrement est une conversation avec Jim Costello. Hake est tout excité quand il remet le magnétophone à Lamar Jordan, lors d'une rencontre clandestine dans une galerie d'un musée de Chicago. Sur la bande, une longue conversation sur la corruption à Chicago avec des noms de juges pourris, le montant des sommes encaissées.

Après avoir jeté un coup d'œil au Nagra, Lamar Jordan lâche : « Terry, tu as appuyé sur le mauvais bouton : il n'y a rien sur cette bande ! »

Un jour, un de ses collègues le prend par le bras et sent l'appareil. Il pense que c'est une arme à feu. Sans perdre son calme, Terry Hake lui explique qu'il porte un corset pour soulager son mal de dos. Finalement, Hake fait ce que font tous les infiltrés : il porte des bottes de cow-boy dans lesquelles il dissimule son Nagra.

Grâce à Jim Costello, Terry Hake est désormais admis dans la grande famille des proches de magistrats corrompus. Son indulgence n'est pas cher payée : à peine une centaine de dollars. Mais c'est le tarif. Dans le comté de Cook, on table sur la quantité. « C'est comme au supermarché, explique Terry Hake ; les tarifs sont bas, mais il y a un tel volume d'affaires que le juge Olson, par exemple, peut doubler son salaire de 160 000 dollars par an. En plus, ces sommes ne sont pas imposables ! »

Tout s'achète et tout se vend au supermarché de la corruption du comté de Cook : les voleurs de voitures, les trafiquants de drogue, les époux en instance de divorce, chacun y va de sa dîme. Dans les tribunaux de commerce, le tarif est plus élevé et il arrive à des banques ou à des multinationales de verser 50 000 dollars pour obtenir ce qu'elles veulent.

Rapidement, la réputation de corruption de Terry Hake n'est plus à faire. Dans le milieu, on le surnomme « Terry Tu Touches ». Il tient la comptabilité de ses pots-de-vin et enregistre toutes ses conversations. À la fin, il ne prête même plus attention à son Nagra. Pourtant, il n'arrive pas à se faire à l'idée d'enregistrer des juges. Chaque fois qu'il doit le faire, il devient nerveux. « Sans doute parce qu'ils sont au sommet de la chaîne alimentaire… », confie-t-il.

Terry Hake, Jim Costello et le juge Olson ont pour habitude de se retrouver tous les vendredis midi pour déjeuner dans un restaurant italien, près du Palais de Justice. Le juge boit plus qu'il ne devrait, ce qui ne l'empêche pas de traiter ses affaires. Vers la fin du mois d'août 1980, il propose à Jim Costello le monopole des dossiers commis d'office. Un de ses confrères s'en charge moyennant une commission de 25 % des pots-de-vin ; pour 50 %, l'affaire est à lui. Costello accepte avec empressement. Le juge lève son verre de Martini et lance un toast : « À l'argent ! »

Mais les relations entre Costello et le juge se dégradent. Les deux hommes finissent par se détester. La fièvre monte. Lors d'un apéritif un peu trop arrosé, Costello saisit le juge au collet et le précipite contre un mur. « Je te ferai rayer du barreau ! » hurle Olson.

À compter de ce jour, le juge prend « Terry Tu Touches » sous son aile. Désormais, il est le nouveau « faiseur de miracles » : avec lui, les acquittements sont garantis. Les propositions affluent. Y compris les plus inattendues. À la sortie d'une audience, Terry Hake est invité à déjeuner par son meilleur ami, Art Cirignani, qui vient de quitter son poste de substitut pour devenir avocat. Devant un repas mexicain, Cirignani lui raconte qu'il vient de remettre un pot-de-vin à un juge et s'apprête à en corrompre un autre. Hake en est bouleversé. Il dit :

« Ça ne serait pas mieux, si on laissait la justice se dérouler normalement et si on se fondait uniquement sur les pièces à conviction ?

– C'est vrai, répond son ami, mais le système de corruption est si ancien que rien ne changera. »

En rentrant chez lui, ce soir-là, Terry Hake est en larmes. Il explique à sa mère qu'il vient de perdre son meilleur ami. Pendant trois jours, il hésite sur la conduite à tenir. Finalement, il tranche en faveur du FBI et dénonce son meilleur ami à William C. Megary, un de ses agents traitants. Terry Hake ne souhaite qu'une chose : ne plus en entendre parler. Mais le FBI le charge d'en savoir un peu plus sur le cabinet d'avocats d'Art Cirignani. On voit les deux hommes aux combats de boxe, dans les meilleurs restaurants de la ville. Hake a toujours son Nagra et enregistre toutes leurs conversations. Quelques semaines plus tard, il dénonce une seconde fois Cirignani au FBI. Cette fois, il ne s'agit pas de pots-de-vin, mais de butin : Cirignani et le juge Olson se sont partagé les 3 000 dollars saisis par la police de Chicago sur un trafiquant de drogue ! Cirignani a proposé une part du butin à Hake, qui a refusé en échange d'un mot d'introduction auprès du plus gros avocat corrupteur du comté, Dean Wolfson. « Dis-lui que moi aussi je touche de l'argent », lui a précisé l'infiltré. Quelque temps plus tard, Cirignani remet à Hake, de la part de Wolfson, un billet de 100 dollars en guise de cadeau de bienvenue, avec le message suivant : « Pourquoi ne l'as-tu pas dit avant ? »

En septembre, le juge Olson reçoit une promotion : à compter du début de l'année suivante, il s'occupera des divorces. Il se frotte les mains : ses revenus vont doubler. Terry Hake est effondré. La cible de « Greylord » est sur le point de se dérober. Le FBI ne possède pas encore assez d'éléments pour arrêter le juge. Il faut faire vite ! Le Bureau décide de frapper un grand coup en réalisant une première dans l'histoire de la justice américaine : poser un micro dans la chambre de délibération du juge.

Le directeur du FBI, le juge Webster, n'est pas homme à prendre une telle décision à la légère. Pour lui, la chambre d'un juge est un sanctuaire que nulle oreille indiscrète ne saurait violer. Violer le secret des délibérations d'un de ses pairs est aussi inconcevable que de voir le pape espionner le bon Dieu ! Après trois mois de réflexion, le juge Webster rencontre à Washington Terry Hake et les responsables de « Greylord », avant de les autoriser à violer ce qui, pour un juge, représente l'endroit le plus sacré qui soit. Mais Webster impose des contraintes très strictes. Le Bureau ne doit en aucun cas écouter les conversations *ex parte* entre le juge et les avocats à propos de points techniques relatifs aux procès en cours. Dès lors qu'il n'est pas question de corruption, les agents doivent cesser

l'écoute. Ils ont le droit d'écouter quelques minutes avant de décider ou non de poursuivre. Dans le cas de conversations *ex parte*, ils doivent couper les magnétophones pendant trente secondes avant de reprendre l'écoute, le temps de déterminer la nature de l'entretien.

Profitant de l'absence du juge Olson qui fête Thanksgiving en Floride, une équipe de poseurs de micros du FBI se présente à son bureau, le dernier vendredi de novembre, au moment où les secrétaires s'apprêtent à rentrer chez elles. Les techniciens du Bureau sont déguisés en agents d'entretien du Palais de Justice ; ils se disent chargés d'effectuer un contrôle de routine des installations. Les secrétaires, pressées de partir, abandonnent les techniciens à leur tâche. Quand Wayne Olson est de retour à son bureau, le lundi matin, les micros sont en place et les magnétophones du FBI enregistrent une conversation entre le juge et un avocat qui lui verse un pot-de-vin. Avant de prendre congé du donateur, le juge dit : « J'adore les gens qui prennent du blé, parce qu'avec eux, au moins, on sait exactement où on en est ! »

En entendant Wayne Olson parler aussi librement de corruption, l'Agent spécial William C. Megary pousse un soupir de soulagement. Il n'avait qu'une crainte : que le juge ne traite pas ses affaires de corruption dans son cabinet. C'eût été la fin de « Greylord ».

« À force d'écouter le juge tous les jours, explique William Megary, on finissait par le considérer comme un proche ou un ami. On écoutait ses blagues, ses anecdotes. Au début, c'était amusant, mais ça a fini par être répétitif. On a réalisé que cet homme était chargé de dispenser la justice et de se montrer impartial. On a commencé à s'inquiéter : s'il relâchait des coupables en échange de pots-de-vin, peut-être mettait-il des innocents en prison ! »

Parfois, l'Agent spécial William Megary est tenté d'intervenir. Comme dans le cas de ce jeune homme poursuivi pour une affaire de viol. Les charges retenues contre lui étaient minces ; la victime du viol ne l'avait pas reconnu lors de l'identification, mais pensait qu'il pouvait s'agir de lui après l'avoir entendu parler. Megary estime que, normalement, ce jeune homme n'aurait pas dû être poursuivi. Pourtant, le juge Olson le déclare coupable avant de dire à son avocat : « Je suis prêt à revenir sur ma décision si vous me payez. » La victime du racket judiciaire a été acquittée après avoir payé une somme importante.

Au bout de quelques semaines, le FBI dispose de suffisamment d'éléments pour boucler le dossier du juge Olson et de son réseau. Il n'est pourtant pas encore temps de jeter les filets…

Des agents provocateurs

Les stratèges de « Greylord » décident de rebondir ailleurs. Terry Hake ne peut s'éterniser à la branche 57 : les procureurs y restent en moyenne trois mois, et il est là depuis plus de huit mois. Voilà qui va finir par attirer les soupçons. « Greylord » passe à la vitesse supérieure. D'autres Agents spéciaux sont chargés d'infiltrer les cours de justice du comté de Cook. Quant à Terry Hake, l'heure est venue de le lancer dans une mission plus dangereuse. À la demande du Bureau, il quitte son poste de substitut pour ouvrir son propre cabinet d'avocats. De corrompu, il va devenir corrupteur et se retrouver au cœur même du système.

Terry Hake a besoin d'une adresse et d'un secrétariat. À la demande du FBI, un avocat accepte de l'héberger dans son cabinet. Par précaution, le Bureau a choisi de domicilier Hake dans un comté voisin, celui de Du Page. Pendant deux ans, l'infiltré s'y rend une fois par semaine pour relever son courrier. De temps à autre, ses amis et connaissances lui adressent des clients qu'il éconduit, prétextant être trop occupé. L'infiltré a en effet un problème : s'il veut corrompre des juges, il ne peut pas accepter n'importe quelle clientèle. « Greylord » ne peut fausser le cours normal de la justice. En raison des implications juridiques, Terry Hake ne peut accepter qu'une sorte de clientèle : celle des agents clandestins du FBI.

Les concepteurs de « Greylord » ont alors une idée extraordinaire : faire venir à Chicago des agents du FBI de tous les États-Unis, les doter de fausses identités, leur faire commettre des délits afin de les envoyer devant les tribunaux. Au Bureau, l'idée plaît. Quatre cents agents se portent volontaires pour ce que l'on pourrait qualifier de « grandes vacances » du FBI. Pour la première fois de l'histoire, des agents fédéraux reçoivent l'ordre de violer la loi.

« Nous avons dû louer des appartements dans toute la ville pour les domicilier, relate William Megary. Nous leur avons fourni des permis de conduire, des cartes de crédit. » Le FBI a décidé de commencer tranquillement par une conduite en état d'ivresse. Un agent clandestin boit

plus que ce qui est autorisé, imbibe ses vêtements de whisky, laisse traîner une bouteille vide sur le siège de sa voiture et conduit en zigzaguant : il se fait arrêter, avant d'être renvoyé devant un tribunal du comté de Cook. L'ivrogne est représenté par Terry Hake, qui fait là ses débuts de corrupteur. L'avocat ne sait pas encore trop comment s'y prendre. Il est gêné : il connaît John Devine, le juge chargé du dossier, pour avoir siégé dans sa cour sur les bancs de l'accusation. À l'époque, Hake ne jouait pas encore les corrompus. Il va voir Devine, mais n'ose lui demander son prix. Il revient le voir une deuxième fois. À la troisième visite, le juge dit à Hake : « Il y a un type que tu dois voir, il s'appelle Harold. Va trouver Harold. » Harold Conn est huissier auprès du tribunal.

L'agent du FBI ivrogne est condamné à une peine de principe. Il doit être suivi pendant un an, mais conserve son permis et ne paie pas d'amende. Après le prononcé du jugement, Harold Conn rencontre Terry Hake au deuxième étage du Palais de Justice. Après l'avoir fait entrer dans son bureau, l'huissier lui dit : « Le juge m'a conseillé d'y aller mollo avec toi, il te connaît ; alors ce sera 150 dollars pour le juge, et pour moi ce que tu voudras. » Généreux, Hake lui laisse un pourboire de 60 dollars.

Un mois plus tard, un autre Agent spécial se fait arrêter en état d'ébriété. Il est déféré devant un autre juge. Terry Hake alerte un intermédiaire. Le juge Devine s'arrange pour occuper la place de son collègue lors de la pause-déjeuner.

Le système est au point. Il est temps de passer aux choses sérieuses.

« Greylord » recrute une première vague d'une centaine d'agents qui s'installent à Chicago afin de commettre des délits et de se faire arrêter sous de fausses identités.

« Au début, nous n'avons pas prévenu la police de ce que nous faisions, raconte William Megary. Ils couraient de très sérieux risques. Ils écumaient la ville à la recherche de voitures à voler ; d'autres agents étaient chargés de violer le code de la route afin d'être arrêtés et de voir leur véhicule fouillé par des policiers qui ne manqueraient pas d'y saisir des armes à feu… »

L'opération monte en puissance, mais se complique. Il faut loger les agents clandestins, leur fournir une « légende » qui tienne la route, doter certains de casiers judiciaires, leur procurer des voitures, voire des armes ou de la drogue. Autour des agents clandestins, il y a tout un réseau de complices, et surtout des citoyens au-dessus de tout soupçon disposés à

témoigner devant les tribunaux : ce sont eux aussi des agents opérant sous couverture. Terry Hake n'arrivant plus à suivre, le FBI recrute un deuxième avocat, David Riese, également chargé de suivre les dossiers des agents clandestins arrêtés et de corrompre les juges.

Reprenant le schéma mis au point par Neil Welch à Buffalo et à Detroit, le FBI éloigne « Greylord » de ses bureaux. Les agents de Chicago chargés de suivre le dossier et les agents clandestins venus de tous les États-Unis ne doivent en aucun cas se montrer au bureau de Chicago, qui se trouve dans un bâtiment fédéral fréquenté par les juges et les avocats cibles de l'opération. Le FBI crée une société qui loue des bureaux dans un immeuble doté d'un garage souterrain. Au mur, une carte de la ville, piquetée de punaises de couleur, indique les résidences des agents et les lieux où ils opèrent. C'est là qu'ont lieu les écoutes, c'est là que les rapports sont stockés, c'est là aussi que les agents de Chicago retrouvent leurs collègues venus des quatre coins du pays. « On discutait avec eux des progrès accomplis, explique William Megary ; ils nous donnaient les enregistrements effectués pendant la semaine, et leurs rapports. On élaborait la stratégie pour la semaine à venir. »

Les réunions ont généralement lieu le vendredi après-midi. Les agents se retrouvent autour de sandwiches et de bières, ils parlent librement de leurs problèmes et échangent leurs aventures.

Pour d'évidentes raisons de sécurité, Terry Hake ne met pas les pieds au quartier général de « Greylord ». « Je le rencontrais le plus souvent dans un parc, précise William Megary. Il garait sa voiture à côté de la mienne, puis venait me rejoindre. On faisait alors le point de la situation ; il me racontait ce qu'il avait fait, qui il avait payé, et me remettait les bandes magnétiques. Je ne voulais pas qu'il rédige lui-même ses rapports, afin qu'il ne transporte rien de compromettant dans sa mallette. C'est moi qui les rédigeais, et je les lui faisais lire. »

La première attaque à main armée organisée par le FBI a lieu dans un supermarché K-Mart de la banlieue de Chicago. Un Agent spécial d'origine hispanique venu de Los Angeles braque une arme à feu sur une jeune femme qui vient elle aussi du bureau de L.A. et opère sous couverture. Il lui vole son sac à main. La jeune femme se rend au commissariat, dénonce le vol à main armée et décrit son agresseur avec tout ce qu'il faut d'imprécision pour faciliter la tâche de Terry Hake devant un juge. Quelques semaines plus tard, la jeune femme appelle le commissariat : elle

se trouve au K-Mart et vient de croiser son agresseur, qui a pris place dans une voiture dont elle donne la marque et la couleur. Quelques minutes plus tard, l'agent braqueur est arrêté sans ménagement par la police, qui le jette en prison. Il y reste une dizaine d'heures, le temps que sa petite amie, une employée du FBI, elle aussi clandestine, paie sa caution. Quelques semaines plus tard, un juge acquitte le braqueur après que Terry Hake lui a fait parvenir une centaine de dollars.

Le 10 mai 1982, le président Reagan effectue une visite officielle à Chicago. La police est sur les dents. Elle arrête un homme à l'allure suspecte et trouve sur lui une importante quantité de drogue, et surtout une arme à feu dont le numéro de série a été limé. Là encore, c'est un agent du FBI qui opère sous une fausse identité. Le numéro de série de l'arme a été effacé par le laboratoire du Bureau. Les policiers n'ont jamais vu un travail aussi bien fait. Ils commencent à se poser des questions. Ils découvrent que les cartes de crédit de l'agent n'ont jamais servi ; ils relèvent aussi que son adresse est la même que celle d'un autre suspect qui vient d'être arrêté avec de la drogue et une arme au numéro limé. Les policiers croient avoir mis la main sur un tueur à gages venu assassiner le président Reagan. Ils soumettent l'agent à un interrogatoire brutal, sans résultat. Le prévenu refuse de répondre à leurs questions. Le temps presse, les policiers sont convaincus d'avoir arrêté un professionnel qui est au centre d'un complot. Un inspecteur sort un revolver et le pointe sur la tempe de l'agent :

« Ou tu parles, ou tu meurs. »

Originaire du bureau de Cleveland, l'Agent spécial n'est en rien préparé à ce type d'interrogatoire. Il a conscience de la gravité de la situation ; il sait que, pour déjouer un complot contre le Président, les policiers de Chicago sont prêts à tout. Il lui suffit de révéler sa véritable identité pour s'en sortir. Mais ce serait la fin de « Greylord ». L'agent décide de continuer à se taire. Il entend le bruit de la détente et le déclic du chien qui percute une chambre… vide. L'arme n'est pas chargée.

Le FBI a appris que la police de Chicago a arrêté un tueur à gages chargé, selon elle, d'éliminer le président Reagan. Les responsables de « Greylord » font le lien avec l'arrestation de leur Agent spécial venu de Cleveland. Le Bureau décide de lui envoyer un avocat pour le tirer de ce mauvais pas. Afin de préserver la couverture de Terry Hake, il s'adresse à un avocat de banlieue qui se précipite pour verser la caution nécessaire à la libération de l'agent clandestin. Mais il n'est pas question que celui-ci passe

devant les tribunaux. Une fois la caution payée, l'Agent spécial quitte les bureaux de la police et disparaît. Il ne se présentera jamais devant les tribunaux du comté de Cook pour s'expliquer, et devient le premier agent du FBI à figurer sur la liste des individus les plus recherchés par la police de Chicago… D'autres agents « Greylord » l'y rejoindront.

Un gibier de taille

À la suite des élections de décembre 1980, un nouveau procureur général entre en fonction dans le comté de Cook. Il s'appelle Richard Daley Jr. ; c'est le fils de l'ancien maire de Chicago. Tout-puissant boss démocrate de la région, Daley père avait assis son pouvoir grâce à l'« Entreprise », la mafia locale. Au sein de l'équipe de « Greylord », pendant plusieurs mois, le débat fait rage : faut-il prévenir le nouveau procureur de l'opération ? Terry Hake est contre, puisque le père de Richard Daley a nommé la plupart des juges corrompus et que rien n'indique que l'on puisse faire confiance au fils. Mais le FBI décide d'informer Richard Daley Jr. Il n'aura pas à le regretter.

Richard Lefever, un des juges les plus puissants du comté, préside la prestation de serment du nouveau procureur. C'est une éminente personnalité du monde judiciaire ; il est respecté et craint de tous ; il contrôle les tribunaux municipaux depuis des décennies et doit son pouvoir aux réseaux de Richard Daley Sr. C'est de lui que peut venir la menace. Richard Lefever est en effet un ripoux de première. Terry Hake le tient du cousin même de l'intéressé, Jimmy Lefever, officier de police à qui il a remis une dizaine de pots-de-vin. Richard Lefever devient dès lors la cible principale de « Greylord ».

L'Agent spécial William Megary sait qu'il ne lui sera pas facile de faire tomber le juge Lefever. Le FBI n'a pas assez d'éléments pour obtenir d'un juge fédéral l'autorisation de poser un micro dans son cabinet, et il lui est impossible de l'enregistrer ; de plus, Terry Hake n'a pas accès à lui.

« Le juge Lefever était quelqu'un de très prudent, explique William Megary. Il avait beaucoup d'expérience. Je ne pouvais pas débarquer dans son tribunal sans qu'il me repère. Il aurait tout de suite vu que je n'avais rien à y faire, et serait devenu encore plus méfiant si je lui avais parlé. En outre, toutes ses affaires étaient secrètes. Il pouvait toucher ses pots-de-vin

de mille manières différentes : on pouvait les lui remettre discrètement au bar, au restaurant, on pouvait même glisser une enveloppe dans la poche de son manteau… »

Richard Lefever opère en se réfugiant derrière un solide réseau d'intermédiaires que le FBI identifie difficilement. Ce sont des professionnels, des hommes prudents. Terry Hake est au mieux avec certains d'entre eux. Le Bureau sait qu'il pourra les amener à témoigner contre le juge, une fois qu'il aura jeté ses filets. Mais il est trop risqué de tenter de les retourner avant. William Megary sait en outre que, dans le cadre d'un procès, ce sera la parole des intermédiaires contre celle du juge. Alors il sollicite et obtient l'aide d'un puissant allié, l'IRS, les services du fisc. « Les agents de l'IRS ont reconstitué plusieurs années de la vie du juge Lefever. Ils ont interrogé tous ceux qui ont eu affaire à lui. Ils étaient au courant de tous ses voyages en Irlande. Ils savaient quand il allait chez le barbier, dans quel restaurant il se rendait, ce qu'il mangeait, où il allait faire ses courses, ce qu'il achetait. À la fin, ils sont arrivés à prouver que le juge dépensait beaucoup plus d'argent qu'il n'en gagnait officiellement. »

L'opération « Greylord » atteint son rythme de croisière en 1983. Une centaine d'agents se sont déjà fait arrêter. Le FBI prépare une deuxième vague : trois cents Agents spéciaux sont prêts à partir à l'assaut de Chicago. Leurs cibles sont plus importantes : ils visent des magistrats très haut placés, qui traitent généralement des affaires de criminalité organisée, les très gros trafics de drogue ou les crimes de sang. Mais un faux pas remet tout en question. Il a lieu après l'arrestation d'un jeune agent pour vol à main armée. En sus de ses faux papiers, l'agent a sur lui son badge du FBI. Un oubli fâcheux ! Les policiers préviennent le FBI qu'ils viennent d'arrêter l'un des leurs. Le Bureau récupère en catastrophe l'agent distrait et l'éloigne de Chicago. Les policiers croient encore avoir affaire à une brebis galeuse, mais ce n'est plus qu'une question de temps avant qu'ils ne découvrent l'existence de « Greylord ».

« On a alors décidé d'opérer autrement, explique William Megary. Nous avons mis dans la confidence un petit groupe d'officiers de police et avons intégré à l'opération certains policiers triés sur le volet ; c'est eux, désormais, qui seraient chargés des arrestations. C'était une bonne chose, on limitait ainsi les risques. Lors d'une arrestation, il y a toujours possibilité

que les choses dégénèrent. Nous ne voulions pas que nos agents soient blessés, nous voulions aussi les protéger lors de leur mise en détention. »

Afin de pénétrer plus avant le réseau de la corruption, le FBI cherche à retourner l'un des intermédiaires. William Megary va alors tenter une opération risquée : « On avait placé le téléphone d'un intermédiaire sur écoute. Quand on a eu assez de preuves contre lui, on l'a convoqué dans l'intention de l'amener à coopérer avec nous. C'était un des plus gros intermédiaires du Palais, et on pensait qu'il pourrait nous livrer d'autres juges. Mais ça n'a pas marché. Il est sorti du Bureau et a commencé à informer tout le monde de ce qui se passait. Brusquement, tout s'est arrêté, il ne se passait plus rien, personne ne parlait plus, personne n'acceptait ni ne donnait d'argent. »

Le 5 août 1983, les journaux publient les premiers articles mentionnant l'existence d'une opération d'infiltration du FBI visant le Palais de Justice du comté de Cook. Les journalistes ignorent encore le nom de Terry Hake. Mais pour combien de temps ?

Le 8 août, par une chaude journée, une cérémonie secrète a lieu dans le sous-sol d'un garage d'Addison, ville du comté de Du Page, à moins d'une heure du centre ville de Chicago. Elle rassemble le nouveau SAC de Chicago, Edward Hegerty, et une poignée d'agents qui entourent un Terry Hake légèrement intimidé. L'occasion se prête à la solennité : Hake devrait être en costume-cravate ; il est vêtu d'un polo bleu et d'un pantalon de coton. Le SAC lève la main gauche, Hake la main droite, il jure de servir son pays. Le voilà agent du FBI. Il est le premier agent, et à ce jour le seul, à avoir été nommé en pleine opération d'infiltration, sans avoir présenté le concours de recrutement ni être passé par l'école des agents de Quantico.

Début décembre, le FBI apprend que ce n'est plus qu'une question de jours avant que la presse ne fasse état du rôle de Terry Hake. L'infiltré et son épouse se réfugient à Washington. Les premiers articles le concernant paraissent le 6 décembre 1983. Terry Hake les accueille avec un soupir de soulagement. Trois ans et demi de tensions, de peurs, de trahisons prennent fin ! Le 14 décembre, au cours d'une conférence de presse, le Bureau annonce triomphalement la fin de l'opération « Greylord ». Au même moment, Terry Hake dort comme un bienheureux, bourré de calmants, dans un lit d'hôpital où il a été admis en urgence après une déchirure de la cornée.

Dans les semaines qui suivent, le FBI engage des poursuites contre 92 des cibles de « Greylord » : 17 juges, 48 avocats, 8 policiers, 10 shérifs-adjoints, 8 employés des tribunaux et un député du parlement de l'Illinois.

Devenu agent du FBI, Terry Hake tente de convaincre ses anciens associés de passer du côté du gouvernement. Jim Costello, le « Grand Échalas », manque de lui casser la figure. Il va voir son meilleur ami, Art Cirignani, mais ce dernier refuse de lui adresser la parole.

Tandis que se préparent les procès, Terry Hake se réfugie de temps à autre à l'école du FBI de Quantico afin de suivre le stage qui fera de lui un véritable Agent spécial. Puis sonne l'heure la plus difficile, celle des procès. Terry Hake témoigne pendant des journées entières. Il résiste aux assauts des avocats de la défense, au mépris des accusés, dont celui de son ami Art Cirignani qui affirme ne pas le connaître. Il ne craque qu'une fois, quand, après un feu roulant de questions, un avocat lui demande ce qu'il pense de quelqu'un qui ne se fait des amis que pour mieux les trahir.

La plupart des accusés sont condamnés à de lourdes peines de prison. Pour la première fois dans l'histoire de la justice américaine, des juges se retrouvent de l'autre côté des barreaux. Plutôt que d'aller en prison, deux juges et un policier qui leur servait d'intermédiaire se suicident. Le Bureau vient de remporter sa première grande victoire contre la corruption du système judiciaire américain. Mais la victoire est incomplète : le FBI a donné un coup de pied dans la fourmilière de la justice au quotidien. Il lui reste encore à frapper les juges qui protègent la criminalité organisée et les grands criminels.

Où l'on reparle de l'Entreprise…

Du temps de sa splendeur, Al Capone avait compris l'importance de pouvoir compter sur la protection des hommes politiques qui, à Chicago, contrôlent directement les juges et la police. Il avait donc pris d'assaut le Parti républicain et s'était assuré le contrôle de la banlieue de Cicero où, les jours d'élections, ses troupes occupaient militairement les rues, mitraillette au poing. Après la condamnation d'Al Capone pour fraude fiscale, l'« Entreprise » est dirigée par Tony Accardo, dit « le Batteur » parce qu'il aimait tuer ses victimes à coups de batte de base-ball. Tony Accardo régnera sur l'« Entreprise » pendant plus de cinquante ans, jusqu'à sa mort en 1992.

Comme Capone, Accardo a compris que, pour durer, il avait besoin des hommes politiques. Il a investi la première des cinquante-cinq circonscriptions de la ville. C'est là qu'est concentré tout le pouvoir. Depuis le début des années 1960, il a confié les rênes de cette circonscription à Pat Marcy, un ancien protégé de Capone. Véritable courroie de transmission entre le Parti démocrate et les mafieux de l'« Entreprise », Pat Marcy est un homme de réseau et d'influence : c'est lui qui a organisé la rencontre entre l'ambassadeur Joe Kennedy et le chef de l'« Entreprise », Sam Giancana, afin de négocier le soutien de la Mafia à la campagne présidentielle de John Fitzgerald Kennedy en 1960.

« Pat Marcy a détourné le Parti démocrate, le gouvernement de la ville, son système judiciaire et même sa police. Comme une pieuvre, il s'est insinué partout et a fait jouer les leviers du pouvoir au profit de ses hommes et de la Mafia. Ceux qui étaient proches de lui, comme moi, vivaient dans la peur de ses colères. Il nous a poussés dans un engrenage criminel dont il était impossible de sortir[1]. »

L'homme qui parle, Robert Cooley, est un des avocats les plus en vue de Chicago. Son père était policier, tout comme ses deux grands-pères, morts en faisant leur devoir. Lui-même a débuté dans la police de Chicago pour pouvoir se payer des études de droit. Il travaille pour les principaux mafieux et notables politiques de la ville. Normal : il a la réputation de faire ce qu'il faut pour obtenir l'acquittement de ses clients, et achète régulièrement juges, substituts au procureur, shérifs-adjoints du comté de Cook. Robert Cooley est un homme très riche. C'est un flambeur, il aime le jeu, l'alcool et les femmes. Il s'affiche dans les bars et les cercles de jeux les plus sélects de la ville. Pendant près de vingt ans, il a été l'un des hommes de confiance de Pat Marcy. Une collaboration fructueuse qui a commencé en 1977.

Robert Cooley avait déjà tout ce dont il pouvait rêver. Il avait son propre cabinet d'avocats, qui n'était certes pas bien grand, mais qui était le sien et qu'il appréciait. Il possédait une salle de gymnastique et l'un des restaurants italiens les plus en vue de la ville. Ses clients payaient cash et il lui arrivait d'avoir tellement d'argent qu'il ne savait qu'en faire. Il pouvait claquer 50 000 dollars au casino de Las Vegas sans ciller. Mais il lui manquait une chose : le pouvoir, que seul pouvait lui donner le patron de la première circonscription. Robert Cooley avait pour clients les hommes de la Mafia, Pat Marcy et les parrains qui dirigeaient l'« Entreprise ».

Pat Marcy traite ses affaires dans un des restaurants de la ville, le Councellor Row, où une table lui est réservée en permanence. Baptisée « table de la Première Circonscription », elle ne paie pas de mine : quatre chaises en métal et plastique disposées autour d'un plateau métallique où trônent une bouteille de ketchup, du sel, du poivre et des serviettes en papier. À côté, sur un guéridon, un téléphone en bakélite au pied d'un mur de photos. Mais c'est là que se traitent les plus grosses affaires de la ville. C'est là que Pat Marcy et ses hommes décident des promotions et des nominations au sein de la justice et de la police de la ville, qu'ils font et défont les conseils municipaux, arrangent les procès de correctionnelle et d'assises. Il faut passer par des intermédiaires avant de pouvoir les rencontrer. Les plus chanceux ont le droit de déjeuner avec eux. Policiers, politiciens, industriels et mafieux s'y pressent avec la même ferveur que s'ils étaient à Camelot. De crainte d'être écouté, on évite de parler affaires à table. Pour ça, il y a des endroits plus sûrs, comme la rue ou les toilettes de grands restaurants. Quand les parrains de l'« Entreprise » veulent rencontrer Pat Marcy, ils passent le seuil du restaurant, font un petit tour avant de ressortir par une issue discrète qui donne dans le lobby d'un immeuble. Marcy les y suit et va les retrouver dans des bureaux anonymes, après avoir traversé un dédale de couloirs, voire dans des cagibis réservés au concierge de l'immeuble.

« Pat Marcy était essentiel pour l'"Entreprise", souligne Robert Cooley : il était le seul lien entre les parrains de la Mafia et les responsables qui les aidaient à contrôler Chicago. »

Quand Robert Cooley est convoqué par Pat Marcy, il ne se fait pas prier pour s'asseoir autour de la « table de la Première Circonscription ». Puis il est invité aux repas du jeudi soir qui rassemblent le premier cercle des hommes de Marcy. En raison de ses contacts au sein de la police et du Palais de Justice, Robert Cooley est au courant des derniers ragots. Il est aussi de bon conseil quand il explique quelles précautions prendre pour éviter d'être enregistré par le FBI, ou encore comment se comporter pour minimiser les dégâts en cas de flagrant délit. Cooley a la réputation d'arranger les affaires grâce aux juges qu'il contrôle. Pat Marcy a un dossier très délicat à lui confier : celui de Harry Aleman, dit « la Machine à tuer ». Le FBI lui impute une vingtaine d'assassinats. C'est un des tueurs les plus cruels de l'« Entreprise ».

Le scandale Aleman

Harry Aleman est accusé d'avoir tué, le 27 septembre 1972, William Logan, chauffeur-livreur responsable syndical des *Teamsters*. Des témoins l'ont identifié. La police de Chicago l'arrête avant de le remettre en liberté sous caution. Comme tous les mafieux de la ville, Harry Aleman a de puissants protecteurs. Son procès s'ouvre peu après dans un climat d'extrême tension. Les témoins sont toujours certains d'avoir reconnu le tueur. L'un d'entre eux, Robert Lowe, explique même le mobile de l'assassinat : le responsable syndical refusait de donner des informations sur le trajet de camions que l'« Entreprise » souhaitait piller. Lowe reçoit des menaces de mort. Les juges et les enquêteurs aussi. Aleman est acquitté. Le procureur fait appel.

En attendant de retourner devant les tribunaux, Harry Aleman reprend ses activités. Il remet au pas les organisateurs de paris indépendants et les force à payer une taxe à l'« Entreprise ». Le 19 juin 1975, il fait partie du commando qui assassine l'ancien dirigeant de l'« Entreprise », Sam Giancana, alors qu'il allait être entendu par la commission du Sénat chargée d'enquêter sur les grands assassinats des années 1960 (John F. Kennedy, Robert F. Kennedy et Martin Luther King Jr.).

Le procès en appel est fixé pour le mois de mai 1977. Pat Marcy a besoin de quelqu'un pour « arranger » ce procès. Autrement dit, il lui faut trouver un juge vénal. « Si tu n'as personne, ça n'est pas un problème, dit Pat Marcy à Robert Cooley. Mais si tu n'as personne, ne t'avise pas de dire le contraire. Des gens très puissants sont soucieux de l'avenir d'Aleman. Si tu dis que tu peux le faire, tu ne pourras pas revenir en arrière. »

Robert Cooley connaît un juge qui pourrait s'occuper du dossier : son ami le juge Frank Wilson. Ce magistrat vient régulièrement manger dans le restaurant italien de Cooley. À l'issue d'un repas bien arrosé, l'avocat l'entraîne dans les toilettes et, après avoir vérifié qu'elles sont désertes, lui dit :

« On m'a demandé de trouver un juge qui puisse s'occuper d'une affaire de meurtre.

– Tu veux parler de Harry Aleman ? » répond Wilson.

Celui-ci connaît bien le dossier : il aurait dû s'en charger, mais l'avocat de Harry Aleman s'est opposé à ce que l'affaire lui échoie, ainsi que la loi américaine l'y autorise. Frank Wilson est néanmoins prêt à s'occuper de

l'affaire avec bienveillance, à ondition que le dossier revienne devant sa cour, ce qui lui semble difficile, voire impossible. Wilson est le type même de juge dont rêve Pat Marcy : il a la réputation d'être un des juges les plus sévères du Palais. Lui faire réattribuer le dossier est pour Marcy le moindre des problèmes.

Quelques jours plus tard, Robert Cooley retrouve le juge dans les toilettes pour hommes de son restaurant et lui propose 10 000 dollars pour s'occuper du dossier. Il lui précise que, une fois qu'il aura accepté, il ne pourra plus faire marche arrière, en raison des enjeux. Le juge en est conscient et prend le dossier. Cooley lui remet une avance de 2 500 dollars.

Prudent, Robert Cooley se tient le plus éloigné possible du dossier ; il fait nommer un avocat en qui il a toute confiance, prend un luxe de précautions pour rencontrer Harry Aleman (le moins souvent possible) et pour communiquer avec le juge (à l'occasion de rendez-vous fixés par des appels passés depuis des cabines publiques).

Robert Cooley avait assuré au juge Wilson qu'il n'aurait aucun mal à acquitter Harry Aleman, tant le dossier lui semblait faible. Mais, dès l'ouverture des débats, rien ne se passe comme prévu. Le juge rencontre Cooley pour se plaindre :

« Tu m'as dit qu'il n'y avait rien dans le dossier. Ce n'est pas vrai, il est en béton ! L'avocat d'Aleman ne fait pas son boulot. Il est catastrophique lors des contre-interrogatoires. Que se passe-t-il ? Il est malade ou quoi ? Je risque ma carrière… »

Au cours de son interrogatoire, le témoin principal a fait forte impression sur le jury quand il a affirmé avoir vu Harry Aleman assassiner William Logan. Au deuxième jour du procès, le procureur parle de subornation et explique qu'un témoignage a été acheté 10 000 dollars. Le juge Wilson devient blême. Une femme qui avait assisté au meurtre a été approchée par le frère de Harry Aleman et a accepté de revenir sur ses déclarations en échange de cette somme de 10 000 dollars. Prise de remords, elle est allée tout raconter à la police, qui a essayé de piéger Aleman ou son frère – sans succès. Rendue publique, l'affaire fait mauvais effet.

Paniqué, le juge Wilson retrouve Cooley dans les toilettes de son restaurant :

« Je suis un juge respectable, dit-il. Je risque ma carrière, je risque de ne pas être réélu, et tout ça pour 10 000 dollars ! »

Cooley calme Wilson et lui promet de demander une rallonge à Pat Marcy. Mais le responsable de la première circonscription de Chicago ne l'entend pas de cette oreille :

« Le juge a dit qu'il ferait ça pour 10 000 dollars. Il n'aura pas un sou de plus. Il ferait mieux de faire ce qu'il a dit, sinon il y aura des conséquences… »

Les auditions tournent à la catastrophe. Le juge récuse les principaux témoins, dont le mafieux qui tenait lieu de chauffeur à Harry Aleman, qui collabore maintenant avec la police et se dit prêt à témoigner contre la « Machine à tuer ». Wilson conteste son témoignage sous prétexte qu'il émane d'un complice.

Le jour du verdict, le 24 mai 1977, Robert Cooley fait sa valise et saute dans sa Lincoln, bien décidé à se tenir le plus loin possible de Chicago. Au bout d'une cinquantaine de kilomètres, il entend à la radio l'annonce du verdict : à la stupeur générale, Aleman est acquitté.

Robert Cooley retrouve Pat Marcy au Councellor Row. Le patron de la première circonscription lui remet deux enveloppes. La plus mince est pour lui : elle contient 3 000 dollars, soit le tiers des frais qu'il a engagés. Dans la seconde, il y a le reliquat de la somme due au juge Wilson.

« Il n'aura pas un sou de plus », répond Pat Marcy après que Robert Cooley lui a fait remarquer que Frank Wilson vient de jeter sa carrière aux orties et n'a pratiquement aucune chance d'être réélu par des électeurs furieux de ce que tout le monde qualifie de déni de justice.

Après avoir prononcé le verdict d'acquittement du tueur de l'« Entreprise », le juge Wilson a quitté le tribunal avec une telle célérité que l'on peut parler de fuite. Le soir même, il dîne avec Cooley dans un grand restaurant de Chicago. À l'issue du repas, les deux hommes s'isolent aux toilettes. Après avoir vérifié que l'endroit est désert, Cooley remet une enveloppe de 7 500 dollars au juge, qui a les larmes aux yeux :

« C'est tout ce que je vais recevoir ? Je n'aurai pas un sou de plus ? La presse va me crucifier, je suis fini ! »

L'acquittement de Harry Aleman provoque un émoi considérable dans le monde judiciaire du comté de Cook. Il est à l'origine de la prise de conscience de Terry Hake ; il est aussi la goutte d'eau qui fait déborder le vase et pousse le FBI à monter « Greylord », dont le juge Wilson sera l'une des cibles.

Avec la fin prématurée de l'opération « Greylord », la proie se dérobe, mais pas pour longtemps. En 1986, l'affaire prend une nouvelle tournure quand un homme pousse la porte de la Force d'intervention contre la criminalité organisée du Département de la Justice, à Chicago, pour l'aider à faire sauter la « Première Circonscription » et Pat Marcy. C'est un informateur de premier ordre : Robert Cooley.

Opération « Gambat »

Depuis qu'il a arrangé l'affaire Harry Aleman et payé le juge Wilson, il y a neuf ans, Robert Cooley est devenu quelqu'un. Désormais, il a son fauteuil à la « table de la Première Circonscription », au Councellor Row. Il dîne avec les parrains de l'« Entreprise » et partage leurs secrets. Il arrange les procès pour le compte de Pat Marcy et de ses amis de la Première Circonscription, distribuant les pots-de-vin aux juges, aux avocats, aux policiers de la ville pour qu'ils ferment les yeux sur les activités criminelles de ses clients. Il est l'un des hommes les plus puissants et les plus en vue de Chicago. Il a pour associé un ancien policier de Hong Kong devenu milliardaire après avoir dirigé le syndicat des marchands chinois (On Leong Tong) et les triades à New York.

Le procureur de la Force d'intervention qui accueille Robert Cooley sait parfaitement qui il est. Il n'arrive pas à comprendre pourquoi l'avocat lui offre ses services, et il lui demande s'il a besoin d'argent. S'il est quelqu'un à Chicago qui n'a pas de problèmes financiers, c'est bien Robert Cooley ! Alors, qu'est-ce qui motive l'avocat de la Première Circonscription et de l'« Entreprise » ? Cooley pourrait lui répondre qu'il est entré dans une profonde crise existentielle, qu'il n'en peut plus de la vie superficielle qu'il mène, qu'il le fait pour son père, policier intègre qui n'a jamais accepté un pot-de-vin de sa vie. Cooley demande juste au procureur de vérifier qu'il n'y a pas d'enquête en cours sur lui. C'est la seule condition qu'il mette à sa trahison.

Les agents du FBI qui se présentent à son bureau un mois plus tard sont eux aussi perplexes. Ils ont passé au crible toutes les enquêtes en cours : le nom de Cooley n'apparaît nulle part. Ne comprenant pas ses motivations, ils lui demandent s'il est malade, s'il n'est pas atteint d'un mal en phase terminale. De son côté, Cooley commence à avoir des doutes : les

agents du FBI ou les procureurs de la Force d'intervention ne seraient-ils pas infiltrés par la Première Circonscription ? Lors de ce premier entretien, il a en effet été choqué par la réaction d'un des agents du FBI après qu'il les eut mis en garde contre un des responsables de la police de la ville. À l'évidence, les deux hommes sont des amis. Quelque temps plus tard, le policier prend sa retraite en catastrophe, et son ami du FBI est muté. Robert Cooley poursuit sa collaboration, à demi rassuré. Il le serait encore moins s'il découvrait le nom que le Bureau a donné à l'opération qu'il va bâtir autour de lui : « Gambat », *Gambling Attorney*, « l'Avocat joueur ». Un nom ambigu que ses adversaires ne manqueront pas de retourner contre lui quand l'affaire éclatera trois ans plus tard.

Son inquiétude vient aussi du fait que le parquet hésite à lui promettre l'impunité pour les délits qu'il a commis dans le passé. Il faudra plus d'un an pour que le Département de la Justice lui octroie une protection, assortie de conditions très contraignantes. Les agents du Bureau font clairement comprendre à Robert Cooley qu'il doit renoncer à ses frasques d'antan. Il doit être irréprochable et doit désormais renoncer à l'une de ses passions : les jeux de hasard. Cooley pousse les hauts cris. Ses amis de l'« Entreprise » ne comprendraient pas que, du jour au lendemain, il arrête de fréquenter les bookmakers, à commencer par John « Pas de Nez » DiFonzo.

Quand Cooley lance le nom de DiFonzo, les agents du FBI font un bond. John DiFonzo est un des parrains les plus en vue de la ville, on le donne même comme futur dirigeant de l'« Entreprise ». Les agents du FBI ont l'air de ne pas y croire. Cooley leur propose alors d'enregistrer une de ses conversations avec DiFonzo.

Robert Cooley n'est pas très rassuré quand il pénètre dans le bureau de John DiFonzo, un magnétophone Nagra plaqué contre sa hanche par une bande adhésive. À l'insu des agents du FBI, il a emporté son Smith&Wesson. Il sait que, s'il est démasqué, il aura besoin d'autre chose qu'un Nagra pour se défendre. Un de ses clients, parrain de l'« Entreprise », lui avait dit : « Personne ne vient nous voir avec un magnétophone ni ne vit assez longtemps pour raconter son histoire. »

C'est pourtant ce qu'a fait Robert Cooley. En entendant la voix de DiFonzo sortir du Nagra, les agents du FBI ne cachent pas leur joie : en quelques jours, l'avocat a réussi ce qu'aucun de leurs informateurs n'avait osé tenter.

« Petit à petit, se souvient Robert Cooley dans ses mémoires, je m'enfonce dans une double vie, mes habitudes et mon entourage doivent changer. Je vivais dans un appartement aux larges baies, situé au rez-de-chaussée ; j'ai emménagé dans un appartement situé dans les étages, sans vue. J'avais une secrétaire qui travaillait pour moi depuis longtemps, elle était très intelligente et aurait fini par comprendre ce qui se passait ; j'ai dû m'en séparer. Mon associé, un sénateur d'État, n'était pas aussi intelligent, mais je ne voulais pas qu'il soit victime de dégâts collatéraux, alors j'ai dû le contraindre à partir… »

Pourtant, Robert Cooley déchante. Le FBI semble n'avoir nulle intention de le voir s'attaquer aux hommes politiques et aux mafieux qui contrôlent la Première Circonscription. Ses agents traitants le lancent aux trousses de petits bookmakers, de trafiquants à la petite semaine. Il prend alors le taureau par les cornes. Sans prévenir le Bureau, il va trouver Pat Marcy, au Councellor Row, et lui propose d'avoir accès à l'un des dossiers du FBI le concernant. Puis il va voir le FBI et, cette fois, les Agents spéciaux l'autorisent à partir à l'assaut de Pat Marcy et à enregistrer leurs conversations. Commence alors une longue valse-hésitation : pendant près de deux ans, Robert Cooley va tenter, parfois avec succès, de forcer la main à un FBI qui ne semble point trop pressé d'arrêter les hommes qui ont fait main basse sur la première circonscription de Chicago.

Malgré les mises en garde de Robert Cooley, le Bureau se contenterait bien de poursuivre l'opération « Greylord », qui n'a rien changé au système judiciaire du comté de Cook. Cooley s'en était aperçu le jour où le FBI a arrêté des dizaines d'avocats, de juges et d'employés du Palais de Justice après avoir mis fin à l'opération d'infiltration de Terry Hake. Quand il s'assoit à la « table de la Première Circonscription », au Councellor Row, il réalise que, pour Pat Marcy, le jeu est resté le même. « L'opération ne l'a pas effrayé, explique l'avocat. Même après avoir été condamnés, aucun des avocats ou des juges piégés par le FBI n'a osé dénoncer des membres de la Première Circonscription. Les juges qui siégeaient toujours se montraient plus prudents, et Marcy continuait ses affaires comme si de rien n'était. » Comme pour mieux le prouver, peu après l'arrestation des juges visés par « Greylord », Marcy « arrange » le procès d'un assassin présumé.

Robert Cooley est conscient des risques qu'il court. Il sait qu'il sera tué s'il est pris en train d'enregistrer ses conversations avec les responsables de la Première Circonscription. Il y a déjà eu des alertes, comme la fois où

son Nagra est tombé de sa botte, alors qu'il s'apprêtait à quitter sa voiture pour rejoindre un mafieux. Il est resté dans son véhicule et a démarré en trombe, à la stupeur de son vis-à-vis. Il s'en est sorti en prétendant qu'il avait vu des policiers. Un mois plus tard, il a rendez-vous avec un des hommes les plus puissants de la Première Circonscription, le conseiller communal Fred Roti. Mais, ce jour-là, en raison d'une alerte, il lui est impossible d'accéder au bureau du conseiller sans passer sous un portique détectant les masses métalliques et les explosifs. Robert Cooley s'en aperçoit trop tard et, comble de malchance, Fred Roti l'attend de l'autre côté du portique et lui fait signe d'avancer. Avec le Nagra sur lui, il n'a qu'une solution : rebrousser chemin. Plus tard, il affirmera qu'il portait une arme. Dans les années 1980, à Chicago, nul ne s'étonnait de voir un avocat en vue se promener avec une arme sur lui.

Quelques mois plus tard, Robert Cooley ne sort plus qu'armé. Et plutôt deux fois qu'une : alors que l'opération « Gambat » monte en puissance, il porte sur lui deux armes, un puissant Colt 45 chargé de neuf balles de fort calibre (11,43 mm) et un Airweight à cinq coups. En septembre 1989, le FBI décide de mettre fin à l'opération « Gambat ». Le Bureau sait que son infiltré est sur le point d'être démasqué. Pat Marcy se méfie et se sait surveillé depuis la découverte d'un micro au Councellor Row, à portée de voix de la « Table de la Première Circonscription ». Avant d'en finir, Cooley tente d'amasser un maximum de preuves. Désormais, à chacune de ses rencontres avec Marcy, il porte son Nagra. Dans le même temps, il essaie d'entraîner dans un piège un des capitaines de l'« Entreprise », Marco d'Amico, en lui proposant de braquer une partie de poker. Le mafieux accepte et monte une équipe. Tout est en place pour accueillir les mafieux. Un commando des Forces d'intervention du FBI (SWAT) les attend, arme au poing, dans une maison de campagne où la partie est censée se dérouler. Mais, au moment de passer à l'action, les mafieux repèrent une voiture de police et rebroussent chemin.

Avant de boucler son dossier, Robert Cooley a une dernière chose à accomplir : il veut faire rouvrir le dossier Harry Aleman, sa première affaire de corruption de magistrat. Quand Cooley annonce son intention aux agents du FBI, ces derniers le traitent de fou :

« Harry Aleman a déjà été jugé et acquitté en deuxième instance. Il ne peut plus être rejugé. Notre Constitution interdit la double poursuite judiciaire ! »

Techniquement parlant, la Constitution américaine interdit de juger une même personne deux fois pour le même crime. Mais la loi interdit aussi de corrompre les juges et les jurés. « Nous pouvons donc considérer que, en ce qui concerne Harry Aleman, il n'y a pas eu de jugement », dit Maître Cooley.

Officiellement, rien ne rattache Robert Cooley à l'affaire. Il ne peut pas prouver que Pat Marcy l'a chargé de trouver un juge complaisant, ni même qu'il connaît Harry Aleman. Alors que « Gambat » est sur le point de se terminer, Robert Cooley n'a pas d'éléments pour asseoir son témoignage. Afin de constituer son dossier, il commence par rendre visite au juge Frank Wilson, qui a pris sa retraite en Arizona. Le juge n'est pas ravi de revoir Cooley. On le comprend : il a sabordé sa carrière en échange du pot-de-vin de 10 000 dollars remis par Cooley. « Ça fait neuf ans que je moisis ici, dit-il, ça fait neuf ans que je suis en train de crever ! » Il accepte quand même de dîner avec Cooley, mais vient accompagné de son épouse. Pas question, dans ces conditions, de parler du procès de Harry Aleman. L'occasion d'aborder le sujet se présente quand Cooley raccompagne le juge à sa voiture. Il lui annonce que l'enquête va être rouverte : « Je ne vais pas porter la responsabilité de l'affaire, je vais être obligé de dire la vérité. Et vous, que comptez-vous faire ? »

Le juge boite bas, mais, en dépit de son handicap, il se précipite vers sa voiture en s'exclamant : « Ne vous en faites pas pour moi ! »

Robert Cooley insiste.

« Je ne sais rien sur rien ! » lance Frank Wilson en grimpant dans son véhicule. Le juge a peur que leur conversation ne soit enregistrée. Il s'enferme dans sa voiture et démarre.

L'automobile s'éloigne. Dans sa panique, le juge en a oublié son épouse, restée en arrière pour discuter avec la compagne de Robert Cooley.

Nullement découragé, celui-ci décide de tenter la même opération auprès de Harry Aleman. Cette fois, il sait qu'il risque gros. On ne rencontre pas la « Machine à tuer » sans une bonne raison. Rares sont ceux qui le cherchent ; en revanche, lui sait où trouver ses victimes. Robert Cooley n'ignore pas que le tueur a ses habitudes au champ de courses de Maywood Park ; c'est là qu'il va l'affronter.

Les agents du FBI tentent de l'en dissuader. Les risques sont trop grands. Mais Robert Cooley sait que le temps lui est compté. La fin

annoncée de « Gambat » lui donne des ailes et l'incite à prendre tous les risques. Le matin de la rencontre, les agents du FBI remettent un Nagra à l'avocat. Ils voudraient le suivre afin d'intervenir pour le cas où. Cooley refuse : les gardes du corps de Harry Aleman auraient tôt fait de les repérer.

Robert Cooley retrouve le tueur, qui suit les courses dans un salon privé du club-house plongé dans la pénombre.

« Salut, Harry !

– Putain, t'es qui, toi ?

– Tu ne me reconnais pas ? Je suis ton vieux pote Robert Cooley.

– Oh, Bob, comment vas-tu ?

– Tu as l'air en grande forme ! »

Puis, l'attirant dans un coin, Cooley glisse à la « Machine à tuer » :

« On m'a dit que t'étais furieux contre moi. J'espère que ce n'est pas à cause de ton fils… »

Robert Cooley avait embauché le fils de Harry Aleman, mais avait dû s'en séparer : le jeune homme était soûl ou défoncé à longueur de journée. Cooley sait que la « Machine à tuer » ne lui a pas tenu rigueur d'avoir renvoyé son fils. Enfin, il va droit au but :

« Tu ne sais pas qui j'ai rencontré ? Notre ami le juge !

– Quel juge ?

– Celui de ton affaire, Frank Wilson. »

La « Machine à tuer » fait un bond :

« Je ne veux pas parler de cette affaire. Ne mentionne plus jamais son nom ! »

« Fils de pute, se dit Cooley, tu as tiré parti de mes leçons ! » Combien de fois l'avocat avait-il répété à son client de se méfier de tout le monde, et de partir du principe que quiconque parlait d'affaires sérieuses portait un micro ou un magnétophone ?

À ce moment, deux des gardes du corps d'Aleman font irruption dans la pièce. Cooley les connaît, il va les saluer et discute avec eux. Il sent qu'Aleman le regarde fixement. Sur lui, il a ses deux armes et le Nagra du FBI qui lui brûle les cuisses.

Robert Cooley résiste à la tentation de prendre ses jambes à son cou. Il traîne en compagnie des gardes du corps de la « Machine à tuer ». Puis, après avoir pris congé, il va placer des paris pour le cas où il serait suivi, et attend encore un peu avant de s'éclipser.

La rencontre n'est pas un fiasco total. Même si Aleman n'a rien dit, sa réaction est significative.

Quelque temps plus tard, Robert Cooley quitte discrètement Chicago. Il ne change pas seulement de ville, mais aussi de vie. Il fait désormais partie du Federal Witness Program, le programme de protection des témoins fédéraux. Il a une nouvelle identité, vit sous haute protection et change régulièrement de domicile.

En novembre 1989, un agent du bureau de Chicago se rend en Arizona, où le juge Frank Wilson a pris sa retraite. « Bob Cooley travaille pour le gouvernement, lui dit-il. Nous avons un enregistrement où il parle avec vous du pot-de-vin de 10 000 dollars. » Le juge Wilson lui répond la même chose qu'à Robert Cooley : « Je ne vois pas de quoi vous voulez parler. »

En février 1990, un agent du Bureau téléphone à Frank Wilson pour lui proposer l'immunité s'il accepte de témoigner. Le juge raccroche, puis il sort dans son arrière-cour et se tire une balle dans le crâne.

Quand Robert Cooley apprend la nouvelle, il a l'impression de recevoir un coup sur la tête. Frank Wilson n'était pas le pire des ripoux de Chicago. Le pot-de-vin de 10 000 dollars est sans doute le délit le plus grave que le juge ait jamais commis. Il aurait pu s'en sortir en témoignant. « Mais il était trop gêné et humilié pour le faire », commente Cooley.

Faute de disposer du témoignage de Frank Wilson, le Département de la Justice hésite à juger à nouveau la « Machine à tuer ». Robert Cooley réussit à convaincre le FBI que la partie est jouable. Le Bureau confie le dossier au plus agressif des substituts du procureur chargé de lutter contre la criminalité organisée. Le substitut rencontre Cooley, qui se terre au fin fond de l'Arizona. Les deux hommes sympathisent. Le substitut est convaincu de pouvoir rejuger Harry Aleman. Le 8 décembre 1993, lors d'une conférence de presse, il annonce que la « Machine à tuer » sera jugée une seconde fois pour le meurtre de William Logan. Le *Chicago Tribune* titre : « Mission impossible ». Les experts judiciaires s'entre-déchirent sur le « double jugement ». La bataille judiciaire sera rude.

Le dossier atterrit sur le bureau d'un des juges les plus redoutables du comté de Cook. Appelé à se prononcer sur le « double jugement », il rend une décision de quarante pages où il conclut que, dans le cas où un juge a été acheté, le jugement « est plus virtuel que réel », et donne raison au

Département de la Justice. Harry Aleman devient le premier citoyen américain à être rejugé pour un crime dont il a été acquitté.

La « Machine à tuer » est déjà en prison pour un autre crime. Il ne reste pas les bras croisés. Quelques mois avant l'ouverture du procès, les gardiens de la prison fédérale de Chicago interceptent une note qu'il vient de remettre à son beau-fils : « Si jamais cela va devant les tribunaux, il faut s'occuper des deux, l'un après l'autre. » Le FBI n'a aucun doute sur l'identité des « deux » dont il faut « s'occuper » : il s'agit de l'Agent spécial qui a suivi le dossier depuis le début, et de Robert Cooley dont le témoignage contre la « Machine à tuer » est essentiel.

Le procès s'ouvre le 22 septembre dans un Palais de Justice en état de siège. Le retour de Robert Cooley à Chicago paralyse pratiquement la moitié de la ville. Il arrive au milieu d'un cortège de voitures blindées. Avant son passage, toutes les routes sont fermées à la circulation. Le trafic est interrompu sur tous les axes conduisant au Palais de Justice. Cooley sort d'un véhicule blindé, entouré d'une nuée d'agents des SWAT du FBI, armés de mitraillettes et d'armes automatiques. À l'intérieur du Palais, il est attendu par des dizaines d'autres agents armés jusqu'aux dents.

Robert Cooley entre seul dans la salle du tribunal. Sur le banc des accusés, Harry Aleman est décontracté ; il porte veston et polo, comme s'il allait déjeuner à son country-club. Cooley remarque qu'un homme ne le quitte pas du regard. Il a l'impression de l'avoir déjà vu et le signale discrètement à un agent du FBI, qui prend une photo. Quelques minutes plus tard, la base de données du Bureau révèle qu'il s'agit d'un tueur à gages de la Mafia mexicaine qui fait l'objet d'un mandat d'amener. Le tueur est arrêté en douceur à sa sortie du tribunal.

À la fin de sa déposition, Robert Cooley raconte son avant-dernière rencontre avec le juge Frank Wilson dans les toilettes d'un grand restaurant, avant qu'il ne quitte Chicago. Il parle avec émotion de l'homme effondré qui venait de réaliser qu'il avait brisé sa carrière pour une somme dérisoire. Il termine son témoignage par les derniers mots du juge Wilson : « Vous m'avez détruit. » En lui-même, il ajoute : « Moi aussi, je me suis détruit. »

Harry Aleman est condamné à une peine de prison variant entre « cent et trois cents ans ». Il est le premier tueur de l'« Entreprise » à avoir jamais été condamné pour meurtre.

Le procès de Pat Marcy et des hommes de la Première Circonscription s'ouvre dans un climat de moindre tension, mais suscite autant de passion.

La presse, qui jusqu'alors tirait à boulets rouges sur Robert Cooley, corrige le tir. Les journaux ne parlent plus de lui comme d'un avocat véreux, mais comme de « la taupe du gouvernement ». Pat Marcy n'est plus présenté comme un homme d'affaires victime du Bureau, mais comme le responsable d'un système mafieux qui gangrenait la ville depuis les années 1930. Les journaux citent l'Agent spécial Bill Roemer, l'as de la lutte anti-Mafia, qui affirme que Pat Marcy a bel et bien fait partie de la Mafia.

Quand Robert Cooley prend place pour témoigner dans la salle d'audience, il ne peut s'empêcher d'observer du coin de l'œil Pat Marcy. Il s'attendait à trouver un vieillard qui n'aurait plus été que l'ombre de lui-même ; âgé de soixante-dix-huit ans, Marcy souffre d'insuffisance cardiaque. Mais il voit un Pat Marcy égal à lui-même, qui le dévisage avec sa morgue d'antan. Robert Colley ne résiste pas au plaisir de lui adresser un petit clin d'œil que l'on ne saurait qualifier de complice. Le regard du responsable de la Première Circonscription s'assombrit, il cherche sa respiration.

Pour faciliter la déposition de Robert Cooley, le procureur a bien fait les choses. Il a fait dresser un plan détaillé du Councellor Row, avec l'emplacement de la « table de la Première Circonscription » et les différents itinéraires empruntés par Pat Marcy pour rejoindre les bureaux ou les cagibis où il tenait ses conversations secrètes. Chaque fois que Cooley évoque les parrains de l'« Entreprise », l'avocat de la défense fait objection. À la fin, le juge demande au témoin de parler des mafieux comme s'ils étaient des associés de la Première Circonscription. Robert Cooley se retient d'éclater de rire et de répondre : « Vous ne savez pas combien vous avez raison, Votre Honneur ! »

Au deuxième jour de sa déposition, alors que Robert Cooley est train de raconter comment il « arrangeait » les affaires en trouvant des juges complaisants, Pat Marcy s'étouffe et tousse. Cooley se dit que son ancien boss essaie de distraire les jurés. Le président du tribunal n'est pas de cet avis. Voyant Marcy devenir blême et manquer d'air, il ordonne une suspension de séance. Quelques minutes plus tard, Pat Marcy est transporté aux urgences, où les médecins diagnostiquent une crise cardiaque. Il ne reviendra jamais dans la salle du tribunal. Il décède trois mois plus tard.

L'opération « Gambat » donne lieu à neuf procès et bouleverse la carte de la criminalité organisée à Chicago. Vingt-quatre hommes politiques, juges, conseillers municipaux ou mafieux sont condamnés à de lourdes

peines de prison. Pour puissante qu'elle demeure, l'« Entreprise » n'est plus ce qu'elle était. Élu maire, le procureur Richard Dailey a fait exploser la Première Circonscription. Désormais, les « temples du pouvoir » sont éparpillés dans la ville et les parrains ne la contrôlent plus.

Robert Cooley a témoigné aux différents procès au milieu d'un impressionnant déploiement de forces. L'« Entreprise » a lancé un contrat pour son élimination. Depuis, Cooley revient de temps à autre à Chicago pour voir sa famille et les rares amis qui lui restent. Il le fait toujours à l'improviste, et ne s'attarde pas. Son existence a repris son cours chaotique. Incapable de demeurer trop longtemps au même endroit, il déménage au moindre signe suspect, et évite de trop parler de lui quand il se fait de nouveaux amis. Il a brisé la Première Circonscription, mais le paie au prix fort. Désormais, sa vie est celle d'un errant. Une vie d'ex-informateur du FBI. Une vie de chien !

1- Robert Cooley, *When Corruption Was King ; How I Helped the Mob to Rule Chicago*, *Then Brought the Outfit Down*, New York, Carroll & Graf Publishers, 2004 ; http://www.whencorruptionwasking.com/index.html.

IX

Abysses (1970-2009)

Le lecteur découvre RICO, le cauchemar des parrains – Paul Castellano, un parrain très écouté – Où l'on apprend comment écouter la Mafia – « Spec Ops » contre « Commission » – Où l'on fait la connaissance du « Teflon Don » – Et celle de Whitey Bulger, le Most Wanted n° 2 – L'« Animal » et l'« Ours », deux tueurs pas comme les autres – Du rififi à Boston – On se plonge dans les mystères de Boston – Les « informa-tueurs » du FBI – La ville dont le prince est un tueur – La Mafia et la pelote basque – Zip et ses amis – Whitey Bulger et son frère – Le lecteur assiste à la triste fin d'une légende du FBI – Où l'on retrouve deux connaissances associées pour le pire – Celui qui scrute l'Abysse…

RICO

Au bureau de New York, on les surnomme « le Professeur » et « l'Homme des Bois ». Jim Kossler et Jules Bonavolonta sont les inséparables de la lutte anti-Mafia. L'un ne va pas sans l'autre, ils se complètent. Le premier est aussi réfléchi que le second est impulsif. Avant de rejoindre le Bureau, Jim Kossler enseignait à des enfants attardés, alors que Jules Bonavolonta traquait le Viêt-cong dans les jungles du Vietnam. Mais une même passion les a unis : celle de la lutte contre la Mafia.

Début 1980, les deux agents du FBI sont à l'université de Cornell, à Ithaca, dans l'État de New York, pour écouter le séminaire d'une sommité, Robert Blackey. Ancien responsable de la section « Criminalité organisée » du Département de la Justice, et membre de la Commission des lois du Sénat, il a été le conseiller de Robert Kennedy en matière de lutte anti-Mafia. En 1970, Robert Blackey a rédigé une nouvelle loi qui a été adoptée par le Congrès, le *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act*, plus connu sous le nom de RICO. Dix ans plus tard, le FBI n'a toujours pas compris l'usage qu'il pouvait faire de cette loi qui élargit les limites du délit associatif. Robert Blackey a l'impression de crier dans le désert. Tout le monde fuit ses séminaires sur l'emploi de RICO dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée. Il en a tenu un à Quantico devant des élèves du FBI qui s'endormaient, il a été pratiquement expulsé du bureau du procureur de New York quand il a tenté de répéter ses explications. Partout et à chaque fois, le même accueil glacial l'attend. Pour les agents et les procureurs, il n'est qu'un universitaire qui ne connaît rien à la lutte anti-Mafia.

Quand le professeur Blackey commence à décrire la structure de la Mafia aux États-Unis devant une salle peuplée d'étudiants, Jules Bonavolonta murmure à l'intention de son voisin Jim Kossler :

« Quelle barbe !

– Laisse-lui un peu de temps pour s'échauffer ! »

La matinée s'écoule sans que Jules Bonavolonta change d'avis. À la reprise du séminaire, il s'apprête à s'assoupir quand, brusquement, Robert Blackey le tire de sa torpeur :

« La seule stratégie pour frapper le cancer qui gangrène les États-Unis depuis soixante-dix ans, c'est de frapper la Cosa Nostra directement au cœur. Une telle attaque ne peut réussir que par l'emploi stratégique d'écoutes téléphoniques et de micros, et par un usage adéquat de la loi RICO.

– Putain de merde ! dit Jules Bonavolonta.

– Je sais.

– Il faut absolument qu'on parle à ce type ! »

À la fin de l'exposé, les deux agents du FBI fondent sur le frêle Robert Blackey et l'assaillent de questions. Le petit homme s'enflamme et répond aux agents. Il lui faudra trois jours pour leur exposer à fond le fonctionnement de RICO.

« Blackey nous a expliqué, se souvient Bonavolonta, que la beauté de RICO était de pouvoir se servir d'un fait criminel (meurtre, extorsion) comme preuve matérielle. L'idée de départ est aussi simple qu'un puzzle pour enfants : il s'agit de relier entre elles les différentes pièces. On relie un meurtre à une extorsion, un trafic de drogue à un prêt usuraire, et brusquement apparaît un des éléments essentiels de la vision de Blackey : le modèle du crime. Si vous arrivez à lier ce modèle à une famille de la Cosa Nostra, alors vous pouvez poursuivre tous ses membres au nom de RICO. »

Le cœur du dispositif est un article de loi rédigé par Robert Blackey quelques années auparavant. Cet article définit le cadre juridique des écoutes ; « titre III » du Code criminel, il autorise le FBI à poser des micros sur simple mandat d'un juge fédéral. Depuis, dans le jargon du FBI, on ne dit plus un micro, mais un « titre III » ou « T3 ».

Aux États-Unis, la Constitution protège jalousement la vie privée des citoyens, souligne Jules Bonavolonta. Un juge à qui l'on soumet une demande de « titre III » réclame de solides preuves d'activités criminelles avant d'autoriser l'installation de micros ou d'écoutes chez des particuliers ou dans des bureaux. Les autorisations ne sont accordées que pour un temps limité ; pour les renouveler, les avocats du gouvernement doivent revenir devant le juge et procéder à une nouvelle demande. Cet élément fait également partie de la vision de Blackey, qui souhaite le durcissement des instruments de lutte contre le crime organisé tout en s'assurant qu'il y a suffisamment de garde-fous pour éviter les bavures.

Tandis que Robert Blackey explique le sens de son dispositif, Jules Bonavolonta et Jim Kossler bouillent d'impatience de s'en retourner à New York pour raconter leur « découverte » à leurs collègues. Jusqu'alors méprisés par le Bureau en raison de leur complexité, les « titres III » vont devenir un instrument de lutte sans pareil. Il suffit de convaincre les juges de la nécessité de leur emploi. Dès lors, chaque conversation peut devenir une preuve.

« Que l'on étaie ces preuves avec des agents infiltrés comme Joe Pistone, et le Ciel nous appartient ! s'exclame Bonavolonta.

– Mais il y a plus, renchérit Blackey : si un chef de Famille tombe dans le cadre de RICO, tous ses hommes le suivent… »

Bonavolonta et Kossler s'entre-regardent :

« Putain, ce type est génial !

– Blackey nous a concocté un gâteau du tonnerre, mais la garniture est encore meilleure ! »

Jules Bonavolonta s'aperçoit que RICO répond à toutes les questions qu'il se posait depuis des années. « Le Congrès a adopté la loi en 1970. Et nous voilà, dix ans plus tard, Jim Kossler et moi, les deux types chargés de diriger le programme de lutte contre la criminalité organisée du premier bureau du pays, en train de commencer à comprendre ce dont il est question ! Quelle sorte de système est le nôtre ? »

Après un tête-à-tête de trois jours, prenant congé des deux agents, Robert Blackey leur dit : « Ne me remerciez pas encore. Vous avez les instruments, le plus dur reste à faire : vous devez apprendre à vous en servir. »

Reprenant la route de New York, les deux agents du FBI sont sur un petit nuage. Il n'y a qu'une question que Jules Bonavolonta n'a pas osé poser à Robert Blackey, c'est celle de l'origine du nom RICO. L'agent du FBI n'ignore pas ce que signifie l'acronyme (Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act), mais il veut aussi y voir un clin d'œil au plus célèbre des films de gangsters des années 1930, *Little Caesar*, dont le héros, interprété par Edward G. Robinson, Enrico Bandello, était surnommé Rico.

Paul Castellano, un parrain très écouté

De retour à New York, Jules Bonavolonta et Jim Kossler convoquent les agents des cinq équipes qui suivent les cinq familles mafieuses de New York pour un séminaire d'un genre particulier : il s'agit de mettre au point un nouvel angle d'attaque destiné à porter un coup décisif à la Mafia en tant qu'association, en se servant de RICO. Le FBI a décidé de renvoyer conjointement devant les tribunaux les chefs des cinq familles de New York. Leur cible principale est le premier parrain de la ville, Paul Castellano, chef de la famille Gambino et de la « Commission », le gouvernement de la Mafia. Il s'agit de ne pas rater son coup : le Bureau s'est déjà cassé les dents sur Paul Castellano dix ans auparavant.

Au début des années 1970, peu après son arrivée au bureau de New York, tout droit rentré du Vietnam, Jim Kallstrom s'était mis en tête de « travailler » sur Paul Castellano, dit « Paulie », astre montant de la Cosa Nostra : « Je ne pouvais pas le croire, se souvient Jules Bonavolonta :

Paulie était un des plus gros parrains de la famille Gambino, laquelle était la première des cinq familles mafieuses de New York. En raison de ses liens familiaux, de son savoir-faire et, reconnaissons-le, de l'absence de compétition, Paul Castellano était bien placé pour devenir le nouveau boss des bosses. J'ai alors pensé : comment un misérable agent comme Jim Kallstrom peut-il s'occuper d'une affaire aussi importante ? »

L'agent du FBI s'était aperçu que Paul Castellano avait investi à New York dans une société de fromages. Pour lui, cela devait forcément cacher quelque chose. Il avait commencé à suivre lui-même les camions de livraison de la société fromagère de Castellano dans les rues de New York pour voir où ils allaient.

« De nos jours, ça peut sembler fou, mais c'est le genre de chose qu'il fallait effectuer si l'on voulait réussir son affaire, mais toute la structure du FBI était bâtie pour vous empêcher de faire ce genre de chose, raconte Jules Bonavolonta. Comme moi, cela rendait Kallstrom fou. Un jour, me croisant dans un couloir, il m'a dit : "Tu sais ce que je pense, Jules ? Je pense que ce sont les mêmes salopards qui conduisent la guerre au Vietnam et celle que nous livrons ici !" »

Pour frustré qu'il soit, Jim Kallstrom n'en poursuit pas moins son enquête. Partant de Paul Castellano, il remonte jusqu'à la mafia sicilienne. L'agent du FBI découvre que Castellano ouvre des pizzerias à tour de bras dans l'État de New York et le long de la côte Est. Il se doute bien que le parrain n'a pas l'intention de se lancer dans la restauration. Après quelques mois d'enquête, il se rend compte que les fabriques de fromage et les pizzerias dissimulent un vaste trafic d'héroïne. C'était à l'époque de la fin de la *French Connection*. Dix ans plus tard, la mafia new-yorkaise se servira à nouveau de pizzerias pour importer l'héroïne sicilienne par centaines de kilos dans le cadre de l'affaire dite de la *Pizza Connection*.

Paul Castellano clame sur tous les toits qu'il est contre le trafic de drogue. Au sein du Bureau, certains le croient. Pas Jules Bonavolonta ni Jim Kallstrom. Une fois qu'il a recueilli suffisamment d'éléments, Kallstrom obtient d'un juge un « titre III » afin d'espionner le parrain de toutes les manières légalement admises. Il peut intercepter ses communications téléphoniques, poser des micros. Mais il veut faire mieux et plus.

Au début des années 1970, sous les ordres de Jim Kallstrom, une équipe d'Agents spéciaux reproduit l'exploit accompli par Neil Welch à l'Anchor Bar de Detroit en plaçant des micros et une caméra dans le bureau

de Paul Castellano. Parmi eux se trouve Greg McCrary, futur responsable des profileurs du FBI. « Dans les années 1970, explique-t-il, il n'y avait pas de transmission radio, tout était câblé. Des fils électriques partaient du micro et de la caméra jusqu'à notre quartier général de campagne, situé à quelques blocs de là, dans une école catholique qui avait mis une salle de classe à notre disposition. »

Mais Paul Castellano se méfie. Il a l'impression d'être surveillé et passe son bureau au peigne fin. Il découvre le micro, qu'il écrase du talon. Greg McCrary suit la scène en direct. Il n'a plus le son, mais, grâce aux images muettes retransmises par la caméra, il a compris ce qui va se passer. Il téléphone à son superviseur pour lui demander ses instructions.

« Ils ont trouvé le micro. Que fait-on, pour la caméra ? »

L'objectif de la caméra est le même que celui employé par Neil Welch à Detroit. Il a été spécialement mis au point pour que la NASA puisse enregistrer les premiers pas de l'homme sur la Lune par très faible lumière. Le superviseur donne l'ordre à l'agent du FBI d'intervenir pour sauver l'objectif. Greg McCrary assiste, fasciné, à la suite des événements. Il voit Paul Castellano suivre le fil du micro jusqu'à la caméra. Ensuite, le visage du parrain se rapproche de l'objectif de la caméra, qu'il scrute. Castellano a l'air sceptique de celui qui ne comprend pas ce qu'il voit. Soudain, il réalise, son visage se fige, puis disparaît brusquement. L'agent du FBI regarde Castellano s'éloigner en titubant, se tenant la poitrine à deux mains avant de s'accrocher à une chaise et de tomber à terre de tout son poids. Le parrain vient d'être victime de ce que Greg McCrary nommera « une crise cardiaque de la Mafia ». Les agents du FBI appellent une ambulance et se précipitent. Ils sauvent la vie du parrain et en profitent pour récupérer leur précieux objectif. L'opération de surveillance prend brutalement fin.

Un an plus tard, Paul Castellano prendra la place de Carlo Gambino, le chef de la Famille, mort… d'une crise cardiaque !

Dix ans plus tard, au début des années 1980, Jules Bonavolonta part de nouveau à l'assaut de Paul Castellano. Ses hommes posent un micro dans un club tenu par un des capitaines de la famille Gambino, Angelo Ruggiero.

« C'était de la dynamite, explique Jules Bonavolonta. Ils parlaient librement de trafic de drogue et des réunions de la "Commission", le gouvernement de la Mafia. » Chaque dimanche, Angelo Ruggiero se rend chez Paul Castellano. Les deux hommes ne s'aiment pas, mais Castellano

est le boss des bosses, et le capitaine se doit d'être dans ses petits papiers. Après chacune de ses visites, Ruggiero rentre chez lui à Cederhurst et appelle ses amis de la Cosa Nostra pour leur faire part de ses conversations avec Castellano. Grâce aux capitaines, le FBI en sait un peu plus long sur les trafics du boss des bosses.

Peu après, Jules Bonavolonta annonce une grande nouvelle à ses deux meilleurs agents des unités Special Ops et Surveillance, John Kravec et Joe Cantamessa : le FBI vient d'obtenir d'un juge un « T3 » pour poser des micros au domicile de Paul Castellano, devenu depuis peu le chef de la Cosa Nostra new-yorkaise.

« Je n'attends pas de miracles », leur dit Jules Bonavolonta. Noël approche. Il aurait pu ajouter que rien que le fait de mettre un micro chez le boss des bosses était déjà en soi un miracle.

Paul Castellano vit dans une somptueuse demeure de Staten Island baptisée « la Maison-Blanche ». Jules Bonavolonta dispose de nouvelles équipes d'observation autour de la propriété du parrain. Pendant deux semaines, ses guetteurs épient les lieux, relèvent les plaques d'immatriculation des voitures qui y entrent et en sortent, notent les habitudes de la famille Castellano et celles de leurs employés de maison, pour arriver à la conclusion qu'il y a tout le temps quelqu'un dans la demeure. Les rares fois où « Paulie » s'absente, il y a sa fille, et quand il sort avec elle, c'est sa femme qui monte la garde. Il est donc impossible de pénétrer subrepticement à l'intérieur pour y poser des micros.

John Kravec et Joe Cantamessa sont des hommes de ressource. Puisqu'il est impossible de faire sortir la famille Castellano, ils décident d'opérer en leur présence. Il ne faut pas compter sur Jules Bonavolonta pour raconter la manière dont ses hommes ont endormi la méfiance du parrain : la technique est toujours employée par le FBI. Il suffit de savoir que, quand John Kravec sonne à la porte du parrain pour venir réparer une panne de télévision, il est accueilli sans méfiance, voire avec cordialité.

Joe Cantamessa joue si bien son rôle que c'est Tony Bilotti, le chauffeur et aide de camp du parrain, qui lui demande d'effectuer les réparations qui vont permettre de poser le « T3 ». Bilotti est un tueur, une grosse brute affublée d'un ridicule toupet. Il est chargé de surveiller Cantamessa pendant son intervention.

Joe Cantamessa commence à travailler sur le téléviseur de Paul Castellano : il ne trouve rien. Et pour cause : les techniciens du FBI se sont

arrangés pour brouiller les émissions. Cantamessa explique à Bilotti que les interférences peuvent venir de n'importe quoi, y compris des toiles d'araignée qui pendent le long des fils électriques. Il sort deux pinces-crocodile qu'il branche sur la télévision : miracle, l'image revient ! Il a juste oublié de préciser que, juché sur un poteau, non loin de là, se trouve un drôle d'employé de la compagnie du téléphone. C'est son comparse John Kravec qui manipule un appareil de brouillage des ondes télévisées. Il a un écouteur dans une oreille et, chaque fois qu'il entend son collègue dire une phrase convenue, il rétablit l'image.

Sous la surveillance de Tony Bilotti, l'Agent spécial bidouille le système électrique et place le micro. Quand il s'en va, tout le monde est content : Paul Castellano parce qu'il va pouvoir suivre ses putains de matches de football américain, le FBI parce qu'il va pouvoir enfin écouter le parrain.

Le Bureau ne tarde pas à déchanter : le micro est placé trop près du téléviseur et ne capte que des émissions sportives. Depuis le Vietnam, Jim Kallstrom est rompu aux techniques des Opérations spéciales (Special Ops dans le jargon du FBI). C'est lui qui trouve la solution. Elle tient en trois lettres : FCI, Foreign Counter-Intelligence. C'est la division du FBI qui s'occupe du contre- espionnage. Elle est dotée d'appareils d'espionnage dernier cri auxquels le commun des agents du FBI n'a pas accès. Une muraille sépare les chasseurs d'espions de leurs collègues chargés de traquer les criminels. Au diable les bureaucrates et leurs murailles : Jim Kallstrom sait comment contourner l'obstacle ! Il connaît un des responsables de l'équipe BQ-5 qui s'occupe des espions. Ce dernier lui envoie l'un de ses agents, Bill Hansen, et deux types d'allure bizarre, porteurs de petites mallettes. « On aurait dit que les deux gusses avaient passé leur vie derrière des microscopes, se souvient Jules Bonavolonta ; ou qu'ils vivaient sous des néons. Leurs lunettes ressemblaient à des culs de bouteille de coke. C'étaient les sorciers de l'électronique du Bureau ! »

Prétendant être un homme d'affaires, Bill Hansen a loué un hangar à deux pâtés de maisons de la propriété de Paul Castellano. Les deux sorciers ne parlent pratiquement pas. La seule fois que Jules Bonavolonta a entendu le son de leur voix, c'est quand il s'apprêtait à les aider à porter l'une de leurs mallettes. Ils lui ont dit : « On ne touche pas au matos ! » Une fois dans l'entrepôt, ils montent leur matériel. Au bout d'une demi-heure, ils ont construit quelque chose qui pourrait ressembler à un studio

d'enregistrement, n'était une curieuse antenne parabolique qu'ils ont déployée avant de la diriger vers la propriété de Paul Castellano. Après quelques essais, ils captent une voix de femme :

« Tu veux du café ?

– Plus tard, Gloria », lui répond une voix d'homme qui n'est autre que celle de Paul Castellano. Il ajoute :

« Il ne te reste pas un morceau du gâteau d'hier ?

– Attends, je vais t'en couper une tranche. »

Jules Bonavolonta se frotte les mains : « Ça y est, nous y sommes ! »

Paul Castellano est un bavard impénitent. Les agents du FBI se régalent. Le parrain passe ses journées à parler des affaires de la Mafia avec n'importe qui, y compris des non-initiés. Il n'épargne pas ses pairs et a toujours un mot méchant pour eux.

Mais il n'est pas le seul à être écouté. Après avoir démantelé les Bonanno grâce à Joe Pistone et à Ed Robb, les hommes de Jules Bonavolonta sont aux trousses des trois autres familles : les Colombo, les Lucchese et les Genovese.

Les grandes oreilles du Bureau

Pour sonoriser le Maniac Club où se retrouve la famille Colombo, les hommes de Jules Bonavolonta ont dû faire preuve d'imagination. L'endroit est défendu par deux solides rottweilers. Pour éviter que les molosses ne fassent leurs besoins à l'intérieur, les mafieux ont découpé d'énormes « chatières » et les ont dressés à sortir. Le parrain les a prévenus : « Pas de crottes de chien dedans, sinon ils ne rentrent plus ! » Un matin, peu avant l'aube, un des agents jette des boulettes laxatives avec presque autant de grâce qu'un lanceur de base-ball. Il leur faut s'y reprendre à deux fois avant que les molosses ne soient relégués dans l'arrière-cour après avoir inondé le Maniac Club de leurs déjections.

Pour écouter les hommes d'Anthony Salerno, dit « Tony le Gros », numéro deux de la mafia new-yorkaise et chef de la famille Genovese, les Agents spéciaux ont dû forcer la porte du restaurant Casa Storta. La serrure étant particulièrement sophistiquée, le serrurier du FBI est intervenu plusieurs fois avant d'arriver à ses fins. « Contrairement à ce que vous avez pu voir au cinéma, les flics se servent rarement de passe-partout », précise

Jules Bonavolonta. Le serrurier du FBI a introduit une clef vierge dans la serrure afin d'en relever l'empreinte, et a ensuite fabriqué la clef correspondante dans une fourgonnette transformée en atelier. L'expédition du FBI tourne au ridicule quand les chaussettes chauffantes d'un des agents (nous sommes en plein hiver, et il fait très froid) prennent feu ! Avant d'entrer, il leur faut se débarrasser de Nina, le molosse qui garde l'endroit. Cette fois, pas de boulettes : un agent essaie de faire ami-ami par des caresses, mais le chien lui agrippe les pieds. Ses collègues l'arrachent des crocs de Nina et battent en retraite ; ils reviennent armés d'une lance au bout de laquelle ils ont placé une seringue hypodermique pleine de somnifère, mais l'animal se méfie et se dérobe. Finalement, un agent particulièrement inventif va chercher un extincteur dans la fourgonnette : il arrose de neige carbonique le molosse, qui s'effondre. Le quartier général d'Anthony Salerno se trouve dans la partie italienne de Harlem, un ghetto dans le ghetto où il est impossible de pénétrer sans se faire repérer. Pour corser l'affaire, Jim Kallstrom veut que l'équipe C-22 pose des micros et des caméras dans l'appartement de « Tony le Gros » et dans les deux clubs où il a ses habitudes. Kallstrom fait également écouter tous les téléphones publics du quartier susceptibles de servir aux mafieux. Le Palma Social Club, où traînent les hommes de « Tony le Gros », est surveillé par dix-sept micros et trois caméras vidéo. Leur pose n'a pas été une partie de plaisir. Alors qu'ils s'apprêtaient à pénétrer dans le club, les hommes du groupe des « Special Ops » (SOG) ont été interceptés par des dizaines de policiers qui, quand ils ont réalisé à qui ils avaient affaire, sont repartis aussi vite qu'ils étaient survenus. Dans les caves du club, ils ont été attaqués par une bande de rats aussi gros que des chats. Enfin, pour masquer le bruit des perceuses employées pour poser les micros, le Bureau a fait intervenir une armée d'éboueurs et de camions-poubelles – pour le plus grand plaisir des habitants, qui n'avaient jamais vu leur quartier aussi propre.

Les équipes qui s'occupent de la famille Lucchese ont dû recourir à une équipe capable de désosser et de remonter une voiture en un temps record. Le boss de la famille, Tony Ducks Corallo, et son homme de confiance parlent souvent dans la voiture de ce dernier, une superbe Jaguar Sedan d'une couleur très rare aux États-Unis, référencée par le constructeur sous l'appellation « vert anglais ». Le Bureau décide d'« équiper » la voiture. L'opération est compliquée : pour alimenter le micro, on peut le relier à la batterie, mais il faut veiller à ce qu'il ne consomme pas trop

d'énergie. Il faut en outre le placer en un lieu stratégique et dissimuler habilement les antennes, le tout en très peu de temps. Le Bureau se procure une Jaguar identique à celle qui sert de salle de conférence au parrain ; ses techniciens la désossent et font des essais, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé les endroits appropriés. Puis ils s'entraînent à démonter la voiture, à installer le micro et à remonter le véhicule. À la fin, ils y parviennent en quelque cinq minutes. On devine la suite de l'histoire. Par une soirée pluvieuse, après s'être assurés de l'absence du propriétaire, les Agents spéciaux « empruntent » la Jaguar et la remplacent par son double. La voiture du mafieux est montée à l'arrière d'un camion de déménagement. À l'abri des regards, les techniciens du FBI démontent le véhicule, placent leurs micros et remontent la Jaguar qui, redescendue dans la rue, retrouve sa place initiale. L'opération s'est déroulée en un temps record.

Opération « Commission »

Reste au FBI à relier les Familles entre elles en prouvant l'existence d'un gouvernement de la Mafia, la « Commission ». Paul Castellano ne cesse d'en parler chez lui, les mafieux aussi dans leurs clubs. Ce sont les hommes de Bruce Mouw, le chef de groupe des Special Ops, qui vont prouver son existence.

Un de leurs informateurs leur a donné l'adresse d'une maison de Staten Island, au 34 Cameron Avenue, une date, le 15 mai 1984, et une heure, entre 14 et 16 heures. C'est là que doit se tenir une réunion de la « Commission ». Les deux Agents spéciaux qui planquent dans une voiture voient défiler devant eux tous les chefs des familles new-yorkaises. Ils les photographient. Le Bureau tient sa preuve.

J. Edgar Hoover a dû plus d'une fois se retourner dans sa tombe : onze ans seulement après sa mort, les agents du FBI de New York sont arrivés là où il les avait empêchés d'aller ! Par ignorance ou faute de moyens, dans les années 1920, le Bureau n'avait pratiquement rien fait lors de la guerre des Castellammarais (du nom du village de Sicile d'où étaient originaires les principaux protagonistes des hostilités) ; il avait raté la première grande réunion de la « Commission » qui s'était ensuivie en 1930, avec le rassemblement de trois cents parrains et « soldats » venus de tous les États-Unis, sous la houlette de Charles Lucky Luciano. Il ne s'était réveillé

qu'après le sommet d'Appalachin, en 1957, pour retomber dans sa torpeur. Cette fois, Jules Bonavolonta et Jim Kossler sont bien résolus à ne pas manquer l'occasion en or qui leur est offerte.

« Depuis que je suis au Bureau, dit Jim Kossler, je n'ai jamais vu une affaire comme ça ! »

Le bureau de New York lance toutes ses forces disponibles dans l'opération baptisée « Commission ». Pas moins de 350 agents sont mobilisés ; c'est un peu moins de la moitié des effectifs du bureau new-yorkais. Ils sont épaulés par une centaine de policiers. Nombre d'entre eux sortent d'une très longue enquête appelée *Pizza Connection*, le premier et le plus célèbre des coups portés par le FBI au trafic international de drogue[1]. L'opération est supervisée par un des meilleurs agents du bureau de New York, Lindley DeVecchio.

Cette petite armée fait la fierté de son général, Jules Bonavolonta. Contrairement à celle qui a perdu au Vietnam, celle-ci est unie, compacte et motivée. Ses chefs ont faim et soif de victoire. Il leur faut certes faire avec la bureaucratie et les interférences de Washington. « Mais tenir ces trous du cul à l'écart, disait Bonavolonta, c'était mon boulot. Et je l'aimais bien. » Quand il y réfléchit, Bonavolonta mesure le chemin parcouru depuis l'époque où il est entré au Bureau : « En ce temps-là, les Agents spéciaux, presque tous blancs, ne se préoccupaient que de leurs résultats et de leurs promotions. Curieusement, cela a évolué avec la décision de Hoover d'accepter d'anciens militaires dans les rangs du FBI. C'est là que j'ai vu les changements. C'est venu d'agents qui avaient fait le Vietnam. Ils avaient connu le pire de la merde au Vietnam, ils avaient été aux premières loges du spectacle honteux donné par le Pentagone. Ils n'étaient pas prêts à recommencer. La vie est trop courte ! »

Jules Bonavolonta confie la mission la plus délicate à l'équipe C-20, supervisée par Lindley DeVecchio, New-Yorkais pure souche, qui connaît par cœur le nom de tous les « soldats » des cinq familles et de leurs parrains, et qui a des informateurs bien placés au sommet de la Mafia. Les hommes de DeVecchio sont chargés de bâtir le dossier et de faire en sorte qu'il tienne la route devant les tribunaux. Ils centralisent toutes les enquêtes, lisent les transcriptions des centaines d'heures de conversations que les micros du FBI ont enregistrées jour et nuit, en réécoutent certaines, décryptent les rapports de filatures, les notes de synthèse de rencontres avec les informateurs. Au bout de quelques mois, le dossier de l'accusation prend

forme. Mais il leur manque un élément essentiel avant de pouvoir poursuivre tous les membres de la « Commission » et leurs « soldats » pour violation de RICO : un délit majeur.

C'est Lynn DeVecchio qui trouve la solution. Il décide de rouvrir le dossier de l'assassinat de Carmine Galante, qui a été chef de la famille Bonanno jusqu'en 1979.

« Lynn, c'était il y a six ans, et on n'a rien trouvé ! objecte Jules Bonavolonta.

– Cette fois, on a du nouveau. On a un informateur qui nous dit que la "Commission" a autorisé l'assassinat de Carmine Galante. »

La police new-yorkaise chargée de l'enquête n'a pas vérifié toutes les empreintes digitales sur la voiture abandonnée par les tueurs après leur fuite. Les techniciens du Bureau se procurent le jeu complet des empreintes relevées dans le véhicule, paumes de main comprises. Elles sont comparées à celles du fichier central du FBI. Cette fois, ils trouvent : une des empreintes correspond à celle d'un des tueurs de la famille Bonanno. C'est celle de Bruno Indelicato, le « soldat » que l'agent infiltré Joe Pistone était chargé d'éliminer avant la fin prématurée de « Coldwater ». Le Bureau tient un coupable et un motif. Deux mois plus tard, le FBI arrête la quasi-totalité des membres de la « Commission », inculpés en vertu de RICO. Les avocats du FBI et le procureur Rudy Giuliani bétonnent leur dossier. Giuliani pense pouvoir faire condamner Paul Castellano à cent soixante-dix ans de prison. Il espère secrètement l'amener à collaborer : Castellano est alors âgé de soixante-dix ans, et n'a peut-être pas envie de finir ses jours en prison.

Dans l'attente de leurs procès, les parrains et leurs soldats sont relâchés. Ils savent qu'il y a dans le dossier de l'accusation les bandes et transcriptions de leurs conversations les plus secrètes. Chacun a eu accès aux siennes, mais pas à celles des autres. La première chose que fait Paul Castellano, c'est de se rendre chez son bras droit, Neil Dellacroce, pour lui ordonner de lui procurer les bandes magnétiques et les transcriptions des écoutes d'un capitaine de la famille Gambino, Angelo Ruggiero. Le FBI écoute la conversation. La démarche du chef de la « Commission » n'échappe pas à Jules Bonavolonta. Il y voit un aveu de faiblesse de la part de Castellano, qui aurait dû ordonner directement à Ruggiero de lui livrer les transcriptions chez lui. Castellano n'ignore pas, en effet, que Ruggiero et Dellacroce sont en affaire.

Neil Dellacroce rencontre Angelo Ruggiero. Les deux hommes évoquent les bandes. À nouveau, le FBI écoute. « Je ne peux pas empêcher [Castellano] de parler des bandes. Il y reviendra jusqu'à ce que je lui dise d'aller se faire mettre, avec ses bandes, et d'arrêter de me les casser. S'il n'arrête pas, on sait ce qui se passera : ce sera la guerre ! »

Neil Dellacroce ajoute : « On a dit sur ces bandes des choses qu'on n'aurait pas dû dire. On a parlé de ces histoires de merde ! » C'est-à-dire de la drogue.

Comme l'a montré « Coldwater », Paul Castellano a interdit de manière un peu hypocrite à ses hommes de trafiquer de la drogue. Hypocrisie ou non, Neil Dellacroce a violé l'interdiction et tire une grosse partie de ses revenus de ce trafic, ce qui équivaut pour lui à une condamnation à mort.

Le 16 décembre 1985, la limousine de Paul Castellano se gare devant la Steak House Spark, sur la 46e Rue, entre la 2e et la 3e Avenue, à Manhattan. Le chauffeur et garde du corps Tony Bilotti et Paul Castellano sont en train de s'extraire de la voiture quand trois hommes vêtus de trench-coats et coiffés de chapkas s'approchent, sortent des armes semi-automatiques et leur tirent plusieurs rafales en pleine tête. Les deux hommes s'effondrent. Un des tueurs se penche sur Paul Castellano et, visant à nouveau la tête, lui donne le coup de grâce. Puis les tueurs disparaissent.

Quand le procès s'ouvre, Rudy Giuliani a été nommé procureur du district sud de New York ; il s'apprête à s'engager dans une croisade contre les « initiés » de Wall Street qui va lancer sa carrière politique. Il est remplacé par Michael Chertoff qui, par la suite, mettra l'État français à genoux dans le cadre du dossier Executive Life/Crédit Lyonnais, puis qui dirigera le Homeland Security, l'énorme agence de sécurité intérieure créée au lendemain des attaques du 11 septembre 2001.

Michael Chertoff obtient des condamnations à cent ans de prison pour chacun des principaux dirigeants des Familles new-yorkaises. La « Commission » est décapitée. Mais Jules Bonavolonta sait que le travail est loin d'être achevé. Le FBI doit maintenant frapper la génération montante de la Mafia représentée par le nouveau chef de la famille Gambino, John Gotti.

Personnage haut en couleur, chéri des médias, John Gotti est surnommé « Teflon Don » parce que les condamnations glissent sur lui. Le

Bureau l'a déjà traîné devant les tribunaux en 1986, en vertu de RICO, mais Gotti s'en est sorti en achetant certains membres du jury. Un an plus tard, Bruce Mouw, le chef de l'équipe du Bureau chargé de la famille Gambino (C-16), essaie une nouvelle fois. Mais il ne s'entend pas avec Diana Giacalone, la substitut du procureur en charge de l'affaire. Au cœur de leur dispute, un informateur du FBI, Willie Boy Johnson. Gigantesque métis mi-italien, mi-cherokee, homme à tout faire de John Gotti, Willie Boy était traité avec mépris par le boss. Approché par un agent du FBI, il devient son informateur (CI, dans le jargon du Bureau). Le Bureau est censé tout faire pour protéger l'identité de ses CI, mais, fatale erreur, il a informé Diana Giacalone du rôle joué par Willie Boy. Afin de pousser celui-ci à témoigner, la substitut n'hésite pas à le menacer de dévoiler son rôle. L'Indien refuse. C'est une chose d'informer discrètement le FBI, c'en est une autre de tout déballer devant les tribunaux. Diana Giacalone verse donc au dossier les pièces prouvant le statut d'informateur de Willie Boy. Celui-ci est détenu avec John Gotti à la Metropolitan Prison, située au bas de Manhattan, dans l'unité 9 South qui, de l'avis de Jules Bonavolonta, semble avoir été construite pour dissuader quiconque de sortir du droit chemin. Quand Diana Giacalone a décidé de faire pression sur Willie Boy, elle l'a fait transférer dans la partie réservée aux témoins. Là, le Cherokee voit régulièrement John Gotti à travers la vitre blindée qui sépare en deux l'unité 9 South. À chaque fois, le parrain lui sourit en envoyant un petit baiser à son ancien homme à tout faire. Le baiser de la mort…

Au début du procès, Bruce Mouw reçoit une information cruciale de l'ancienne maîtresse d'un capitaine de John Gotti, un de ses CI. La jeune femme a appris de son « ex » pourquoi Gotti est certain d'être acquitté. Il a acheté l'un des membres du jury. Elle indique même son nom au responsable de l'unité C-19 du bureau de New York (NYFO). Pour protéger l'identité de son CI, Bruce Mouw n'informe pas le substitut Diana Giacalone. L'affaire Willie Boy l'a dissuadé de révéler le nom de ses CI à qui que ce soit. C'est ainsi que, avec l'aide involontaire du FBI, John Gotti et les autres inculpés sont acquittés et ressortent libres du tribunal de Manhattan. Tandis que Gotti et ses hommes se félicitent devant les caméras et les micros, quelqu'un s'éloigne en rasant les murs : c'est Willie Boy, qui a lui aussi été libéré.

Willie Boy Johnson sera assassiné de vingt balles tirées à bout portant alors qu'il se rendait à son travail à la fin du mois d'août 1988…

Le Don en teflon…

Bruce Mouw a juré d'avoir la peau de John Gotti. Il est certain d'y arriver en se servant des « titres III ». « Teflon Don » est à la tête d'une famille de 3 000 hommes. Il faut bien qu'il parle affaires avec eux à un moment ou à un autre. George Gabriel, bras droit de Bruce Mouw, explique la philosophie de leur quête : « Comment un boss commet-il ses crimes ? En parlant. Il donne des instructions. J'étais chargé de trouver où John Gotti tenait ses conversations, et de les enregistrer. Mais, pour y parvenir, il nous a fallu trois ans. »

Le Ravenite Club de Mulburry Street, au cœur de la Little Italy de Manhattan, est un des hauts lieux de la famille Gambino. À la mort de Neil Dellacroce, fondateur du Ravenite, le boss Paul Castellano annonce son intention de fermer le club. Normal : Castellano et Dellacroce ne s'entendaient pas. L'assassinat de Castellano met fin à ce projet. Quand John Gotti reprend les rênes de la Famille, il s'installe tout naturellement au Ravenite. C'est là qu'il traite ses affaires ; chaque soldat de la Famille vient l'y voir au moins une fois par semaine.

Début 1987, George Gabriel et ses hommes se postent dans des fourgonnettes banalisées près du club et commencent à photographier tous ceux qui y entrent et en sortent. Ils s'équipent de caméras et finissent par louer un appartement d'où ils peuvent filmer dans des conditions plus confortables. Mais cela ne leur suffit pas.

George Gabriel a soigneusement étudié les habitudes de John Gotti. Généralement, le parrain se lève vers 13 heures, enfile un survêtement et se rend à son ancien quartier général, le Bergin Hunt and Fish Club, à Ozone Park, dans le quartier new-yorkais de Queens, à cinq minutes de chez lui. Là, un barbier le rase et le coiffe. Il passe son costume et, accompagné de ses gardes du corps, il monte dans sa limousine. Direction le Ravenite Club, où il arrive entre 16 et 17 heures. Dans un premier temps, George Gabriel décide de poser des micros au Bergin Hunt and Fish. Il faut quelques semaines à ses agents pour y parvenir. Mais les hommes de Gotti découvrent l'installation : « L'endroit avait déjà été sonorisé par une autre agence gouvernementale, explique George Gabriel ; ils n'avaient pas pris la peine de retirer leurs micros après la fin de leur opération. À la suite d'une panne téléphonique, un technicien est tombé sur les micros abandonnés. Les

hommes de Gotti ont passé le Bergin Hunt and Fish au peigne fin et ont découvert notre propre installation. »

George Gabriel s'attaque alors au Ravenite, véritable forteresse gardée par les hommes de John Gotti. Pendant des nuits, les agents de l'équipe C-16 planquent devant le club, à l'affût de la moindre opportunité. Elle finit par arriver grâce à un employé du Ravenite qui fait venir quelques amies après la fermeture. L'une d'entre elles, qui travaille aux impôts (IRS), permet à une équipe de poseurs de micros du SOG, conduite par John Kravec, d'entrer dans la place en laissant la porte entrouverte lors d'une de ses visites nocturnes. Mais les écoutes ne donnent rien. Le club est bondé en permanence et il est difficile d'entendre quoi que ce soit ; en outre, sans doute pour brouiller l'écoute, le patron des lieux fait diffuser en permanence de la musique dont le volume est réglé au maximum. Et puis John Gotti ne parle pas affaires à l'intérieur du club. Quand il a des choses importantes à dire, il s'éloigne avec son ou ses interlocuteurs. Parfois, les agents le voient déambuler dans la rue, en grande conversation. Ils ont essayé de lire sur ses lèvres, mais ça n'a pas marché. Lors d'une autre opération, le Bureau a fait sonoriser des parcmètres ; malheureusement, à la suite d'une panne, les micros ont été découverts et les mafieux ont fracassé tous les parcmètres du quartier à coups de batte de base-ball.

En janvier 1988, l'équipe de George Gabriel apprend par un CI que, quand John Gotti a besoin de parler affaires avec ses hommes, il s'isole dans un appartement situé à deux étages au-dessus du Ravenite Club. L'endroit est occupé par une vieille dame qui met une pièce à la disposition des mafieux. L'appartement est rapidement sonorisé par John Kravec et ses techniciens.

Peu après, John Gotti est arrêté pour l'assassinat de John O'Connor, vice-président du syndicat des charpentiers. Relâché sous caution, il retrouve le chef de ses tueurs, Sammy Gravano, dit « le Taureau », dans l'appartement de la vieille dame. Les deux hommes parlent du procès qui va s'ouvrir. Gotti est tranquille : il est sûr de s'en sortir, il a de nouveau acheté un juré. Il chuchote aussi qu'il a un informateur « bien placé » parmi les enquêteurs, et qu'il sait que le Ravenite est écouté. Il ne se doute pas que le FBI est aussi à l'écoute quand il dit cela, dans l'appartement. Le Bureau ne prévient pas le procureur de Manhattan, Robert Morgenthau, qu'il a une « taupe » dans ses services et qu'un membre du jury a été acheté. Comme le FBI s'y attendait, Gotti est acquitté pour la troisième fois. À sa sortie du

tribunal, « Teflon Don » est accueilli en héros. Les chroniqueurs s'en donnent à cœur joie : « En l'acquittant, dit l'un d'eux, les jurés auraient tout aussi bien pu lui annoncer qu'il était désormais au-dessus des lois. Le voilà intouchable ! »

Pas pour longtemps. Le FBI finit par démasquer la taupe : c'est un inspecteur de police. La source de John Gotti tarie, le Bureau part une nouvelle fois à l'attaque de « Teflon Don » et l'accuse d'avoir organisé l'assassinat du chef de sa famille, Paul Castellano. George Gabriel tient à arrêter lui-même Gotti. Dès qu'il a en main le mandat d'arrêt, il quitte le Bureau avec ses hommes. Gabriel et l'un de ses agents prennent place dans une voiture, les autres agents suivent à bord d'autres véhicules. Après avoir garé sa voiture, Gabriel et son équipier pénètrent dans le club sans regarder derrière eux. À l'intérieur, il y a quarante mafieux. Ce n'est pas la première fois qu'il vient ici, et tout le monde sait qui il est. Mais, cette fois, il n'est pas venu pour discuter avec John Gotti.

« Messieurs, déclare-t-il en haussant la voix pour faire taire le brouhaha ambiant, vous savez tous qui nous sommes. Nous sommes du FBI, ce n'est donc pas la peine de vous énerver. Je viens pour voir John.

– Ouais, il est à l'arrière, dit un homme aux allures de tueur.

– Je veux que vous vous mettiez tous contre le mur, les mains en l'air. Les gentlemen qui sont derrière moi vont s'occuper de vous. »

George Gabriel se retourne et constate avec stupéfaction que, contrairement à ce qui était prévu, il n'y a pas d'agents du FBI derrière lui. Au lieu des visages familiers et rassurants de ses hommes, il n'y a que les figures incrédules des hommes de John Gotti.

L'agent du FBI ne se laisse pas démonter :

« Je veux dire : les gentlemen qui vont venir vont s'occuper de vous. »

Puis, au milieu de la stupeur générale, il se rend à l'arrière du club pour arrêter John Gotti…

Après avoir remis Gotti entre les mains du procureur, George Gabriel va voir les agents qui étaient censés entrer derrière lui au Ravenite Club.

« Messieurs, auriez-vous l'amabilité de m'expliquer ce qui s'est passé au juste ?

– On a été bloqués par les feux rouges, on n'est pas arrivés à passer…

– Nous sommes les flics ! Les flics, ça passe aux feux rouges ! » rétorque Gabriel en éclatant de rire.

Quand arrive l'heure du procès, le parquet a pris toutes ses précautions. Le jury est anonyme, et ses membres sont isolés du monde extérieur. Le FBI recrute un témoin de taille en la personne de Sammy « le Taureau » Gravano. Avant son arrestation, John Gotti avait l'habitude d'expliquer que le gouvernement ne gagnerait jamais face à lui, car il manquait de « cohésion ». Difficile de lui donner tort, quand on sait que le Département de la Justice avait hésité de longs mois, ne sachant s'il devait confier l'affaire à Andrew Maloney, du parquet fédéral de Brooklyn, ou à Robert Morgenthau, du parquet de Manhattan. Pendant ce temps, les meurtres ont continué sous le regard impuissant du FBI. Grâce à leurs micros, Bruce Mouw et George Gabriel ont appris que John Gotti avait l'intention de faire assassiner l'un de ses hommes ; les deux agents ne pouvaient intervenir sans révéler l'existence du micro, et le malheureux aura été exécuté. Le Département a finalement opté pour Andrew Maloney. Reconnu coupable, John Gotti est condamné à une peine incompressible de prison à vie en juin 1992. Il a fallu près de dix ans d'efforts, des millions de dollars et des centaines d'agents du FBI pour arriver à mettre hors d'état de nuire un des principaux parrains new-yorkais.

Jules Bonavolonta, Jim Kossler, Bruce Mouw, George Gabriel et les autres savent que le travail d'un agent n'est jamais fini. Un parrain chasse l'autre. C'est comme les mauvaises herbes, disent les Agents spéciaux, on n'en viendra jamais à bout ; il faut constamment les arracher, sinon elles envahissent tout. Alors, face aux mauvaises herbes, certains ont la tentation de recourir à des méthodes plus expéditives, quitte à passer un pacte avec le diable…

Whitey Bulger, most wanted n° 2

Boston, juin 2008. Joe Pistone a l'habitude de dire : « Chaque agent performant, qui résout de grosses enquêtes, finit par avoir des ennuis. » Pour le comprendre, il suffit de se rendre sur les quais de Boston, au deuxième étage du bâtiment des *Coast Guards*, où s'affairent dans un grand bureau paysagé une dizaine d'agents du FBI, de la DEA, de la police d'État, tous unis dans l'affaire Whitey Bulger.

Richard Teahan est responsable de la cellule Bulger. Depuis plus de dix ans, il rassemble des bribes d'information dans le but de capturer le

numéro deux de la liste des dix hommes les plus recherchés, après Oussama Ben Laden : James Bulger, dit « Whitey », chef du gang Winter Hill, à Boston, un génie du Mal, un capitaliste archaïque qui ne sait faire de l'argent que par la violence, le meurtre, le chantage, l'extorsion et la menace.

Whitey Bulger tue pour toutes sortes de raisons : pour éliminer la concurrence, pour réduire au silence ceux qui en savent trop… Personne n'est à l'abri : ses ennemis comme ses amis, et même leurs petites amies. À la fin des années 1980, plus personne ne lui fait de l'ombre, pas même la Mafia, pourtant redoutable à Boston et en Nouvelle-Angleterre. Il a même laminé la puissante famille dirigée par Raymond J. Patriarca.

Quand Barry Mawn est nommé SAC du bureau de Boston, il découvre avec stupeur que toutes les activités criminelles de Whitey Bulger étaient approuvées par ses prédécesseurs. Au sein même du bureau de Boston, quelqu'un a commis une grosse erreur : « Whitey Bulger est un maître de la manipulation et du crime, explique Barry Mawn. Il est très intelligent, très malin. Il sait comment monter les hommes les uns contre les autres. Il a fourni au FBI certaines informations concernant la Cosa Nostra à une époque où la lutte contre la Mafia était une priorité absolue. »

Pour dîner avec le diable, il faut une très longue cuillère, dit le proverbe. Celle des agents de Boston ne l'était pas assez. À la fin, on ne savait plus qui faisait quoi. Whitey Bulger travaillait-il pour le FBI ? Richard Teahan pense, lui, que c'est plutôt l'inverse qui s'est produit : « Le problème, à mon sens, c'est que Whitey Bulger contrôlait les agents plus que les agents ne le contrôlaient. »

Les racines du mal étaient profondes : elles avaient pris naissance avant la découverte fortuite du sommet des parrains de la Mafia d'Apalachin, en 1957, quand J. Edgar Hoover avait ordonné à tous les SAC des grandes métropoles américaines d'entamer la surveillance des dix principaux mafieux de leurs territoires dans le cadre du *Top Ten Hoodlum*.

Tout commence en 1950, quand le SAC de Boston monte une équipe chargée de traquer la Mafia et y affecte les plus agressifs de ses Agents spéciaux. Parmi eux, H. Paul Rico et Dennis Condon sortent du lot et deviennent les favoris de J. Edgar Hoover. Le Bureau leur demande d'obtenir des informations – et de les obtenir au plus vite, quitte à violer la loi. À l'époque, les micros constituaient le meilleur moyen d'obtenir des informations. Bien entendu, les agents se passaient de l'autorisation des

juges pour placer leurs micros clandestins, surnommés à Boston *gipsy wires*, les « écoutes gitanes ». À Boston comme à Providence, Chicago ou New York, des dizaines d'agents pénétrèrent par effraction dans les bureaux et les clubs de la Mafia pour y installer leurs micros, souvent des engins rudimentaires cachés derrière des radiateurs, dans des doubles plafonds, voire à l'intérieur de meubles. Ils sont reliés à la centrale d'écoute par un faisceau de câbles plus ou moins bien dissimulés.

À Boston comme dans toute la Nouvelle-Angleterre, Mafia rime avec Raymond J. Patriarca, sans doute un des parrains les plus teigneux du continent nord-américain. Pendant la prohibition, Patriarca s'est fait remarquer en attaquant les convois d'alcool de contrebande qu'il était censé protéger. Une fois devenu chef de la famille de Providence, il règne sur ses hommes par la terreur. Pour l'exemple, il demande à un père de tuer son propre fils. En larmes, l'homme refuse ; il est exclu de la Famille et ne doit d'avoir la vie sauve qu'à l'intervention du numéro deux de Patriarca. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que celui-ci devienne, au début des années 1950, le Capo dei Capi, le chef de la Mafia de toute la Nouvelle-Angleterre. Son territoire s'étend presque jusqu'à New York et comporte un des hauts lieux du crime organisé, Boston, qu'il a confié à son bras droit, Gennaro Jerry Angiulo.

Début 1962, le FBI place un micro dans les bureaux de la société contrôlée par Raymond J. Patriarca, Coin-O-Matic Distributing Company, au 168, Atwells Avenue, à Providence, dans la banlieue de Rhode Island. Les techniciens du FBI ont pénétré par effraction dans les locaux du parrain. Pas question de demander l'autorisation, de crainte de tomber sur un des juges achetés par le parrain. Raymond Patriarca ne se méfie pas et parle librement de ses activités criminelles. Les écoutes du FBI auraient pu fournir à la justice suffisamment d'éléments pour résoudre quasi toutes les grandes affaires criminelles de la Mafia des années 1960 à Boston.

À l'époque, comme toutes les grandes métropoles de la côte Est, Boston est sous la coupe du crime organisé. Deux camps se disputent la ville : les Irlandais et les Italiens. Entre les deux navigue une petite armée de tueurs et de gangsters toujours prêts à se vendre au plus offrant. Parmi tous les hommes du milieu, deux tueurs se distinguent par leur cruauté : Jimmy l'« Ours » Flemmi, et Joseph l'« Animal » Barboza. Leur réputation est telle que les photographes refusent d'être crédités quand les journaux publient les clichés de leur arrestation.

L'« Animal » et l'« Ours »

De l'avis de tous les enquêteurs, Joseph l'« Animal » est un des tueurs les plus vicieux de Nouvelle-Angleterre. Son CV a de quoi faire pâlir d'envie bien des mafieux. De parents portugais et américain, il rêve de devenir le premier non-Italien à entrer dans la Mafia. Mais, dans son dos, Raymond J. Patriarca le traite de nègre.

Au début de 1964, Raymond Patriarca impose à l'« Animal » une demande d'autorisation chaque fois qu'il a l'intention de tuer quelqu'un. Dès lors, l'« Animal » est reçu régulièrement par le parrain dans les bureaux de la Coin-O-Matic. Toutes leurs conversations sont enregistrées par le FBI. En mai 1965, l'« Animal » demande au parrain l'autorisation d'éliminer un de ses concurrents qu'il traque en vain depuis trois mois. Il a l'intention d'incendier l'immeuble où vit sa proie ; si les flammes ne le consument pas, l'« Animal » et ses hommes le tueront dès qu'il sortira. Le parrain s'inquiète : l'immeuble est donc désert ? Non, le premier étage est occupé par la mère de la cible.

« Tu veux tuer sa mère ! s'indigne Patriarca.

– C'est pas ma faute si elle vit là », répond l'« Animal ».

Raymond J. Patriarca ne donnera pas l'autorisation d'opérer à l'« Animal ».

Jimmy l'« Ours » Flemmi, partenaire de l'« Animal », n'est pas non plus un tendre. Lui aussi tue comme il respire. Fin 1964, lors d'une rixe, il décapite un ancien détenu et abandonne le corps dans une cité pauvre ; on ne retrouvera jamais la tête. L'« Ours » s'est convaincu de devenir le premier tueur à gages de la région. La nouvelle arrive aux oreilles de l'Agent spécial Dennis Condon, qui note dans un rapport daté de mai 1964 : Jimmy l'« Ours » Flemmi affirme n'être plus intéressé que par une chose : tuer des gens, car, dit-il, « c'est mieux que de braquer des banques ».

Gennaro Jerry Angiulo, le parrain de Boston et numéro deux de Raymond J. Patriarca, convoque l'« Ours » dans son bar de Tremont Street pour lui donner ses instructions. À partir de maintenant, lui dit-il, l'« Homme » (c'est-à-dire Patriarca) devra approuver personnellement ses contrats, comme il le fait déjà pour l'« Animal ».

À la fin de la conversation, Angiulo sermonne l'« Ours » : « L'Homme te fait dire de te servir de ta jugeote quand tu dois tuer quelqu'un. Jimmy, tu ne peux pas tuer un homme juste parce que tu t'es disputé avec lui ! »

Le bar de Jerry Angiulo est sonorisé par le Bureau ; les micros enregistrent. En lisant les transcriptions, les Agents spéciaux H. Paul Rico et Dennis Condon jubilent, mais pas pour les raisons que l'on croit. Depuis longtemps, ils cherchent à recruter un informateur dans le milieu de la Mafia de Nouvelle-Angleterre, et Jimmy l'« Ours » leur semble être un très bon candidat.

À la fin des années 1950, dans le cadre du programme de lutte contre la Mafia, J. Edgar Hoover lance le programme *Top Echelon Informant*, destiné à recruter des mafieux ou des proches de la Mafia comme informateurs. Avec le temps et l'expérience, le FBI a élaboré une série de règles visant à encadrer les agents et leurs sources. Quand H. Paul Rico et Dennis Condon approchent pour la première fois Jimmy l'« Ours » Flemmi, le programme *Top Echelon* n'en est qu'à ses débuts, et les règles sont encore rudimentaires. S'il accepte de devenir un informateur, Jimmy l'« Ours » ne sera pas considéré comme étant employé par le Bureau, et il ne devra en aucun cas entrer en contact direct avec lui. Il devra déclarer au fisc, dans le cadre de ses revenus, tous les paiements qu'il recevra du FBI. En échange, il garantira au Bureau l'exclusivité de ses informations et aura le droit de poursuivre ses activités criminelles, à condition d'être discret et de ne pas trop se faire repérer par la police locale ! Telle est la limite du programme *Top Echelon*. Théoriquement, un agent ne doit pas tolérer les activités criminelles de ses informateurs. Pratiquement, il peut fermer les yeux si elles servent à asseoir sa crédibilité aux yeux de la Mafia. Rico et Condon savent qu'un bon informateur est aussi un bon criminel.

Ils ne sont donc pas surpris quand ils entendent Jimmy l'« Ours » Flemmi demander, le 9 mars 1965, à Raymond J. Patriarca l'autorisation de tuer Edward Teddy Deegan, un petit truand qui lui fait de l'ombre. L'« Ours » n'est pas venu seul solliciter la bénédiction du parrain, il est accompagné de son frère d'armes, Joseph l'« Animal » Barboza. Le parrain ne trouve rien à redire à l'assassinat de Deegan, et donne le feu vert aux deux tueurs. À leur manière, les agents du FBI, Rico et Condon, leur donnent eux aussi leur aval. En ne disant mot, ils consentent. Pour eux, il est plus important de recruter Jimmy l'« Ours » que de sauver la vie de Deegan…

Le 10 mars 1965, H. Paul Rico rédige un rapport dans lequel il annonce l'intention de l'« Ours » et de l'« Animal » de tuer Deegan. « Ils

ont déjà procédé à des répétitions, écrit-il, et un proche de Deegan a accepté de lui tendre un piège. »

Le 12 mars, peu après 10 heures du matin, Teddy Deegan est attiré par un de ses amis dans une allée qui donne sur la 4e Rue, derrière le siège de la Lincoln National Bank, dans la petite ville de Chelsea, dans le Massachusetts. Il est là, croit-il, pour participer au braquage de la banque. Au moment de passer à l'attaque, ceux qu'il prend pour ses complices retournent leurs armes contre lui et l'abattent à bout portant. Il s'effondre, le corps et la tête criblés de balles tirées par trois armes différentes : un calibre 45 et deux calibres 38.

Quelques heures plus tard, un de ses assassins, Jimmy l'« Ours » Flemmi, entre officiellement dans le programme *Top Echelon Informant*. Le Bureau lui désigne comme agent traitant H. Paul Rico. Les premières informations fournies par Jimmy l'« Ours » concernent l'assassinat de Teddy Deegan. Dans les heures qui suivent, J. Edgar Hoover a sur son bureau un rapport signé de Rico dans lequel figurent en toutes lettres les noms des tueurs, dont ceux de Jimmy l'« Ours » Flemmi et de Joseph l'« Animal » Barboza.

Un mois plus tard, les micros du FBI enregistrent l'« Ours » qui demande l'autorisation de tuer à nouveau. Le FBI ferme derechef les yeux.

Le 9 juin 1965, J. Edgar Hoover reçoit un mémo du SAC de Boston consacré à Jimmy l'« Ours » Flemmi qui le qualifie d'« excellent informateur, en contact avec Raymond Patriarca et d'autres membres de la Cosa Nostra ». Le Bureau lui attribue déjà sept assassinats. Le SAC affirme : « Il va continuer à commettre des meurtres, mais son potentiel d'informateur l'emporte sur les risques. »

En 2004, un rapport du Comité pour la réforme du gouvernement du Congrès américain note : « Les responsables des autorités judiciaires ont choisi au début des années 1960 d'employer des meurtriers comme informateurs. Des tueurs renommés ont ainsi été protégés des conséquences de leurs crimes, et laissés à dessein en liberté. »

Mais Jimmy l'« Ours » est incontrôlable, il ne sait pas s'arrêter. Début septembre 1965, il est inculpé de tentative d'homicide par un juge de l'État du Massachusetts. Il ne se présente pas devant le tribunal et disparaît. Le 15 septembre, le SAC de Boston écrit à J. Edgar Hoover : « Étant donné que l'informateur [Jimmy Flemmi] est en fuite et que tout contact avec lui se révèle difficile et embarrassant, nous fermons le dossier. » Fin, donc, de

la courte carrière officielle de Jimmy Flemmi comme informateur du FBI. L'« Ours » sera arrêté quelque temps plus tard et se retrouvera pour quelques années à la prison de Wahlpole. Son frère d'armes, Joseph l'« Animal » Barboza, condamné à quatre ans de prison pour port d'armes prohibées, l'y rejoindra le 12 juin 1966.

Le rideau se lève, le 8 mars 1967, à la prison de Wahlpole. Ce jour-là, l'« Animal » y reçoit la visite des deux Agents spéciaux, Rico et Condon, qui lui proposent l'impunité en échange de son témoignage contre Raymond Patriarca. L'« Animal » accepte le principe d'une collaboration, dont les termes restent à définir. Les deux agents sont aux anges : Barboza « est au courant de ce qui s'est passé dans pratiquement tous les meurtres de la région », écrivent-ils dans leur rapport.

Le 21 mars 1967, l'« Animal » est transféré à Boston pour être interrogé par les deux agents fédéraux. Il a longuement réfléchi à leur proposition. Ils ont, dit-il, un ennemi commun : l'« Organisation italienne », la Mafia. L'« Animal » est prêt à aider le FBI à la détruire. Il a un plan qui tient en un nom : Teddy Deegan. Pourquoi ne pas imputer à l'« Organisation italienne » son assassinat ? Raymond J. Patriarca n'a-t-il pas béni le contrat ? Il faudra juste tordre un peu le bras à la vérité pour lui en attribuer la responsabilité. Dans le commando qui a assassiné Teddy Deegan, il y avait deux des soldats de la famille de Boston. Là encore, quelques touches de maquillage devraient faire illusion.

À la prison de Wahlpole, l'« Animal » a fait part du projet à l'« Ours ». L'idée lui a souri. Mais il va falloir jouer serré. L'« Animal » accepte de témoigner sur le meurtre de Terry Deegan, mais à une condition : il ne déposera jamais contre son complice et frère d'armes Jimmy l'« Ours » Flemmi.

« Je ne donnerai pas au tribunal de quoi faire frire Jimmy », dit-il aux agents du FBI.

En 2004, une commission d'enquête du Congrès américain soulignera : « Dès lors, il est inconcevable que les agents Rico et Condon n'aient pas été au courant de l'intention de Barboza de commettre un parjure lors du procès de l'assassinat de Deegan. » En clair, en recueillant la déposition de l'« Animal », les deux Agents spéciaux savent qu'elle est fausse.

La reconstitution de l'« Animal » est habile : il s'attribue ce qu'il faut de responsabilité pour être crédible, mais pas assez pour l'empêcher de

passer un accord lui garantissant l'impunité. Il ne parle pas de Jimmy l'« Ours », mais accuse six personnes d'être responsables de l'exécution de Teddy Deegan. Ce sont six tueurs de la Mafia, membres de la famille de Boston dirigée par Gennaro Jerry Angiulo, bras droit de Raymond Patriarca. Quatre d'entre eux n'ont rien à voir avec l'assassinat de Deegan. Ils auront beau crier leur innocence et passer par le détecteur de mensonge, personne ne les écoutera.

En échange de son témoignage, le Bureau ne poursuivra pas l'« Animal » pour sa participation au meurtre de Teddy Deegan ; il s'arrangera pour que le procureur du comté de Suffolk classe sans suite les deux affaires le concernant et, surtout, il le fera entrer dans le programme fédéral de Protection des témoins qui lui garantit une nouvelle vie dans un autre État, sous une nouvelle identité et avec un nouveau travail. Désormais, dans les rapports du Bureau, l'« Animal » est désigné sous le pseudonyme de « Baron ».

Entre juin et avril 1967, H. Paul Rico et Dennis Condon interrogent longuement l'« Animal » sur Raymond Patriarca. Le 20 juin, un grand jury inculpe Patriarca sur la base des accusations de l'« Animal ».

Grâce à Rico et à Condon, le FBI vient de porter un rude coup à la Cosa Nostra. C'est sans doute sa première grande affaire de Mafia depuis longtemps. J. Edgar Hoover est content : désormais, on ne pourra plus dire que le FBI ne fait rien contre la Mafia, comme c'était le cas jusqu'à présent. Le 20 juin 1967, dans un mémo adressé à Hoover, le SAC de Boston recommande une augmentation de salaire pour H. Paul Rico et Dennis Condon. Trois jours plus tard, le SAC de Boston envoie un autre mémo au numéro deux du Bureau, Cartha DeLoach, sollicitant une promotion pour les deux hommes. Le SAC souligne l'habileté des deux Agents spéciaux qui ont amené l'« Animal » Barboza à témoigner contre Raymond Patriarca. Le 3 juillet, J. Edgar Hoover leur accorde une prime de 150 dollars pour la manière dont ils ont su « développer et gérer » leurs sources au profit du Bureau.

Le dossier personnel de Rico porte la mention « excellent ». Il travaille désormais uniquement au *Top Hoodlum Program*, et le Bureau vante ses « talents exceptionnels pour développer des informateurs ». Sa participation est qualifiée de « remarquable ». Il devient un des favoris de Hoover. Une fois par an au moins, il se rend au Quartier général du FBI (HQFBI) pour y recevoir des mains du Directeur diplômes, médailles et primes symboliques.

Mais il a surtout le droit de se faire prendre en photo entre J. Edgar Hoover et Clyde Tolson. Photos que publie régulièrement la presse de Boston, à commencer par le *Record American*, le tabloïd du groupe Hearst.

Trois ans après l'assassinat de Teddy Deegan, l'affaire vient enfin devant les tribunaux. Le 27 mai 1968, un grand jury du comté de Suffolk se réunit afin de décider des suites judiciaires à donner au dossier. Joseph Barboza témoigne devant le grand jury. Un faux témoignage accablant. Le FBI sait, mais se tait. Pis : il refuse de communiquer au parquet des éléments qui auraient pu innocenter quatre des six accusés, à commencer par le compte rendu précis et détaillé rédigé par H. Paul Rico quelques heures seulement après l'assassinat de Teddy Deegan sur informations de Jimmy l'« Ours » Flemmi, un des tueurs absent du procès.

Après deux mois de délibéré, le tribunal reconnaît les accusés coupables. Deux d'entre eux sont condamnés à mort (leur peine sera ensuite commuée), les quatre autres à trente ans de prison. Deux des quatre innocents mourront en prison ; les autres condamnés seront relâchés dans les années 1990.

En apprenant la vérité, en 2004, le procureur qui a obtenu les condamnations ne cache pas sa colère. S'il avait eu entre les mains le dossier du FBI concernant Barboza et Flemmi, il ne se serait jamais permis d'entamer des poursuites à l'encontre des six hommes : « C'est choquant, c'est terrible ! clame-t-il. Les agents du FBI savaient que leur témoin mentait, et ils ne me l'ont jamais dit. Le procès n'aurait jamais dû avoir lieu… » Les quatre survivants de l'affaire porteront plainte contre le gouvernement. En juillet 2007, une juge fédérale de Boston condamnera le gouvernement à leur verser à titre de dédommagement la somme record de 102 millions de dollars. Dans ses attendus, la juge condamnera des « dérapages » remontant jusqu'au directeur du FBI de l'époque, J. Edgar Hoover.

Au début de 1968, Hoover, lui, est tout à sa joie. Il estime que H. Paul Rico et Dennis Condon comptent parmi ses meilleurs Agents spéciaux. Après avoir fait condamner des innocents pour le meurtre de Teddy Deegan, leur informateur, l'« Animal » Barboza, témoigne contre Raymond Patriarca et son second, Jerry Angiulo, devant un tribunal fédéral. Les deux parrains sont condamnés.

Le 20 mars 1968, le Procureur général, Ramsey Clark, envoie une lettre de félicitations à J. Edgar Hoover : « La récente condamnation du chef de la Cosa Nostra de Nouvelle-Angleterre, Raymond Patriarca, et de deux de ses hommes, est un des grands succès du programme de lutte contre la criminalité organisée. On m'a signalé que, sans le travail remarquable des Agents spéciaux Dennis Condon et H. Paul Rico, ces condamnations n'auraient jamais pu être obtenues. »

Neuf jours après la réception de cette lettre par Hoover, les deux Agents spéciaux bénéficient d'une nouvelle augmentation de salaire. Le Directeur les reçoit en grande pompe.

Les exploits de l'« Animal »

Le Bureau donne une nouvelle identité à Joseph l'« Animal » Barboza, qui devient pour l'état civil Joe Bentley. Il est relocalisé à Santa Rosa, en Californie. L'agence fédérale des US Marshalls, chargée de veiller sur la sécurité des témoins fédéraux, lui trouve un travail dans une école de cuisine. Le FBI lui fournit une voiture, mais l'agent résident du bureau de Santa Rosa refuse tout contact avec lui, car il sait que l'« Animal » est source de problèmes. Un mémo signé de J. Edgar Hoover l'a informé que Barboza est un « assassin professionnel responsable de nombreux meurtres, et que tous les représentants de l'ordre dans la région de Boston le considèrent comme l'individu le plus dangereux connu à ce jour ».

L'« Animal » ne s'épanouit pas sous le soleil de Californie. Boston et la Nouvelle-Angleterre lui manquent. Violant les termes de l'accord signé avec le gouvernement, il effectue de nombreux allers et retours dans le Massachusetts. Lors d'un de ces voyages, il négocie son retour en grâce auprès de la Mafia. Il rencontre un homme de Raymond Patriarca et lui demande 500 000 dollars pour revenir sur son témoignage dans le cadre du procès en appel des assassins de Teddy Deegan. Raymond Patriarca accepte. En juillet 1970, l'« Animal » rencontre F. Lee Bailey, un avocat de New Bedford, Massachusetts, à qui il explique que son faux témoignage a été mis au point avec l'aide des agents H. Paul Rico et Dennis Condon, du FBI. L'avocat demande que l'« Animal » soit soumis au détecteur de mensonges. Mais, avant que l'avocat ait eu le temps de monter son dossier, l'« Animal » se fait arrêter par la police de New Bedford pour port d'armes

prohibées et transport de drogue. Barboza se voit interdire le droit de retourner dans le Massachusetts. L'accord passé avec le gouvernement risque fort de se révéler caduc. Pourtant, le FBI va tout faire pour lui sauver la mise.

J. Edgar Hoover écrit au Procureur général de l'époque, John Mitchell, pour lui soumettre le cas ; il affirme que Barboza est retourné dans le Massachusetts à l'insu du Bureau, ce qui est faux : H. Paul Rico était régulièrement en contact avec lui.

Barboza est un « Animal » retors ! Une fois en prison, il nomme un avocat en la personne de F. Lee Bailey, celui qu'il avait choisi pour se rétracter lors du procès en appel des assassins de Teddy Deegan. Le FBI n'a pas d'autre issue que de l'aider à sortir de prison. L'« Animal » signe alors une déclaration reconnaissant son faux témoignage. On imagine la fureur des autorités en apprenant que leur témoin dans l'affaire Deegan est prêt à revenir sur ses aveux. Toujours aussi retors, l'« Animal » leur dit qu'il n'a aucune intention de tenir ses engagements : il compte disparaître après avoir touché l'argent de la Mafia.

Barboza est face à un choix douloureux. S'il revient sur ses accusations, il touche 500 000 dollars, mais risque de se retrouver en prison. S'il les maintient, il recouvre la liberté et sa vie d'employé de cuisine en Californie. Avant qu'il ait eu le temps de se décider survient un nouveau coup de théâtre : le FBI apprend que l'« Animal » est responsable d'un nouveau meurtre commis en Californie, alors qu'il bénéficiait du programme de Protection des témoins.

Fin février 1971, le parquet du comté de Sonoma (Californie) inculpe l'« Animal » pour l'assassinat d'un petit truand nommé Clay Wilson. Interrogé par Edward Harrington, substitut du procureur près la section Crime organisé du parquet de Boston, Barboza ne nie pas les faits. Il dit avoir agi en état de légitime défense. Le substitut n'ignore rien du pacte qui lie l'« Animal » au FBI ; il est même l'un de ceux qui l'ont béni. Il va donc tout faire pour sortir Barboza du mauvais pas où il s'est mis. Il envoie un rapport au parquet du comté de Sonoma, dans lequel il affirme que l'« Animal » aurait peut-être été piégé par la mafia de Boston. C'est faux, il le sait, et le parquet de Sonoma ne marche pas. L'« Animal » est renvoyé devant les tribunaux pour meurtre. Il risque la peine de mort. Le FBI ne va cependant pas le laisser tomber. H. Paul Rico et Dennis Condon témoignent à son procès. Ils ont la bénédiction de J. Edgar Hoover. Lors de leur

audition, le 8 décembre 1971, les Agents spéciaux insistent sur le fait que l'« Animal » est un témoin fédéral qui a pris des risques énormes en accusant la Mafia à visage découvert devant les tribunaux, et qu'il bénéficie du programme de protection fédéral.

Le procureur du comté de Sonoma demande à Dennis Condon s'il sait que Barboza a négocié avec la Mafia la modification de son témoignage lors du procès en appel des six mafieux condamnés pour le meurtre de Teddy Deegan. Condon, qui est parfaitement au courant, répond : « Avec tout le respect que je vous dois, sur instruction du Département de la Justice, je refuse de répondre. »

Les témoignages de Rico et de Condon portent leurs fruits. Le parquet de Sonoma propose un marché à l'« Animal » : il plaide coupable de meurtre au second degré, contre cinq ans seulement d'emprisonnement. Il accepte et est condamné le 14 décembre 1971.

En 1975, les journaux affirment que la Mafia a localisé son lieu de détention et qu'elle a lancé un contrat sur sa tête. « Le Département de la Justice et le FBI craignent que son assassinat n'écorne la réputation du programme de Protection des témoins », explique une commission d'enquête du Congrès. Si bien que, après un peu plus de trois ans d'emprisonnement, l'« Animal » est discrètement relâché le 30 octobre 1975. Quatre ans plus tard, il sera assassiné à San Francisco.

Pour le FBI, le cauchemar bostonien est pourtant loin d'être terminé.

Du rififi à Boston

Pour comprendre les raisons de la terrible descente aux enfers du bureau de Boston, il faut remonter au lendemain de l'arrestation de Jimmy l'« Ours » Flemmi qui mit un terme définitif à sa brève carrière d'informateur du FBI. À l'été 1965, l'Agent special H. Paul Rico a commencé à avoir des visées sur un autre membre de la famille Flemmi, le frère cadet de l'« Ours », Stephen, dit « the Rifleman ». Le « Porte-Flingue » est un truand qui travaille avec Raymond J. Patriarca. Le parrain de Nouvelle-Angleterre souhaite même le faire entrer dans la Famille. Mais Stephen « Porte-Flingue » hésite : la position d'indépendant lui sied bien, il se fait plus d'argent en étant associé aux gangsters irlandais qu'en frayant avec la Mafia. Contrairement à son frère l'« Ours », le « Porte-Flingue » est

un homme d'affaires, sans doute parce qu'il mène une double existence : il a deux foyers et doit entretenir deux femmes et six enfants. Prudent, il ne met pas tous ses œufs dans le même panier. Il tue pour les Irlandais et les Italiens, braque des banques et possède plusieurs affaires : une agence immobilière, un garage, une entreprise de pompes funèbres à Rowbury. Quelques mois après avoir été approché par H. Paul Rico, Stephen « Porte-Flingue » entre dans le programme *Top Echelon Informant*. Pour le Bureau, il est BS 955 C-TE. À Washington, le numéro deux du FBI, Cartha DeLoach, supervise l'opération.

Stephen « Porte-Flingue » a compris tout l'avantage qu'il pourrait tirer d'une collaboration avec le Bureau, surtout avec des agents aussi dénués de scrupules que Rico et Condon. Les deux Agents spéciaux ne sont pas gourmands : ils se contentent d'une arrestation par-ci, par-là. En revanche, ils ne sont pas avares de leur protection. Quelques années plus tard, Stephen « Porte-Flingue » résumera parfaitement la situation : « On leur donnait de la merde, et eux, en échange, ils nous livraient de l'or. »

En septembre 1969, H. Paul Rico convoque son informateur. Il a de mauvaises nouvelles pour lui. Le procureur de l'État du Massachusetts s'apprête à lancer un mandat d'arrêt contre lui et l'un de ses amis, Frank Salemme, pour avoir assassiné un petit truand irlandais et grièvement blessé l'avocat de Joseph l'« Animal » Barboza dans un attentat à la bombe perpétré contre sa voiture. « Il faut quitter la ville, lui déclare H. Paul Rico ; je ne peux rien faire pour toi. Fais-toi oublier. Je te dirai quand tu pourras revenir. » Stephen « Porte-Flingue » et Frank Salemme partent se réfugier à New York, où Rico prend régulièrement de leurs nouvelles et les tient informés de l'évolution de leur situation.

Au début des années 1970, à Boston, la criminalité organisée reprend du poil de la bête. La Mafia a retrouvé de sa puissance, et du côté des Irlandais les gangs sont plus déchaînés que jamais. Le FBI va très vite avoir besoin à nouveau des services de Stephen « Porte-Flingue ». Il est l'homme de la situation. En raison de ses origines italiennes, la Mafia lui fait confiance. Lui n'a aucun scrupule à la trahir, pas plus qu'il ne se gêne pour dénoncer au FBI ses associés du milieu irlandais. Mais, avant son retour, il faut régler ses ennuis judiciaires. L'assassinat du petit truand irlandais ne pose pas trop de problèmes : le procès de deux des complices de « Porte-Flingue » s'est soldé par un non-lieu dont il devrait logiquement bénéficier. En revanche, l'attentat contre l'avocat de l'« Animal » est plus délicat : il a

eu lieu dans le comté de Middlesex ; l'avocat s'en est sorti de justesse, mais il y a perdu une jambe. Le procureur du comté réclame une tête. Rico et Condon vont lui fournir celle de Frank Salemme, le complice de « Porte-Flingue ».

H. Paul Rico et Dennis Condon ont pris sous leur aile un nouvel agent. Il s'appelle John Connolly, dit « Zip ». C'est un gamin du quartier sud de Boston, le quartier irlandais. Il a grandi avec les futures figures de proue du milieu irlandais. Il connaît tous les truands et les appelle par leurs surnoms ou leurs diminutifs. Il est la relève des deux agents, usés par plus d'une décennie de coups tordus. H. Paul Rico va bientôt rejoindre le bureau de Miami, dernière étape avant une retraite qui s'annonce d'ores et déjà aussi ensoleillée qu'active. Dennis Condon est sur le point d'occuper un poste important au sein de l'administration du gouverneur de l'État, Michael Dukakis. C'est lui qui a poussé le jeune « Zip » à entrer au FBI. Il a rencontré le jeune homme par l'intermédiaire d'un policier ami de la famille Connolly. La candidature de « Zip » a été appuyée auprès de J. Edgar Hoover par une lettre d'un autre de ses amis, homme politique de son état. « Zip » est nommé Agent spécial à la fin de 1968. Son premier poste est à San Francisco, puis il est muté à New York dans une toute nouvelle unité chargée d'infiltrer les pilleurs de camions. Ses collègues s'appellent John Good, Joe Pistone ou encore Tony Amoroso. Ils deviendront amis et seront toujours derrière lui dans les rudes épreuves de sa fin de carrière. John Connolly est enfin régulièrement en contact avec son collègue de Boston, Dennis Condon ; il lui arrive même de lui rendre service.

Début 1972, comme chaque semaine, Stephen Flemmi rencontre son comparse Frank Salemme sur un banc de Central Parc, à New York, pour faire le point de la situation. « Porte-Flingue » annonce à son ami mafieux qu'il quitte le pays pour aller se réfugier au Canada. Les deux hommes se séparent. Quelques minutes plus tard, alors qu'il remonte la 83e Rue en direction de la 3e Avenue, Frank Salemme croise « par hasard » l'Agent spécial John Connolly, qui le reconnaît et l'arrête. Pour bien montrer que cette arrestation n'a pas été préméditée, Connolly n'a pas ses menottes sur lui. Sous la menace de son arme, il fait monter Salemme dans un taxi et le conduit au quartier général du bureau de New York, qui se trouve sur la 3e Avenue, vingt blocs plus bas. Quand on lui demandera par la suite comment il a fait pour reconnaître le mafieux, l'Agent spécial « Zip » dira

que son ami Dennis Condon lui avait fait parvenir des photos de Salemme, qu'il recherchait, pour le cas où… Au Bureau, un des SAC de New York remet ses propres menottes à « Zip » pour qu'il puisse immobiliser le mafieux. Les autres agents le regardent d'un air envieux. La légende de Connolly commence…

Les mystères de Boston

John Connolly rêve d'être muté à Boston. En 1975, ses états de service le lui permettent enfin. Il est attendu par Dennis Condon et H. Paul Rico, pour qui l'heure de la retraite approche. Mais, avant de quitter le Bureau, Rico et Condon ont une dernière mission à accomplir : initier le jeune Connolly aux mystères de Boston. Ils lui présentent leurs informateurs, à commencer par Stephen Flemmi, et lui enseignent comment en recruter de nouveaux. Ils le lancent sur la piste d'un informateur potentiel qui s'annonce prometteur : c'est un petit truand qui, après avoir purgé dix ans de prison, s'apprête à devenir le nouveau parrain de la ville. Il s'appelle James Bulger, dit Whitey.

H. Paul Rico connaît bien Whitey Bulger. La rumeur dit que les deux hommes se sont rencontrés pour la première fois, au début des années 1950, dans les bars gays de Boston. Qu'y faisaient-ils ? On l'ignore. L'agent du FBI expliquera vaguement qu'il cherchait à y recruter des informateurs. Le petit truand est entré dans la carrière par la case gigolo. Quelques années plus tard, le 4 mars 1956, Rico arrête Bulger pour braquage de banque. Cette arrestation vaudra à Rico les plus vives félicitations de J. Edgar Hoover, une prime de quelques dizaines de dollars, et le privilège de devenir un de ses « mignons ». Condamné à vingt ans, Bulger plonge dans l'enfer des prisons américaines. À Atlanta, il fait partie des cobayes volontaires qui expérimentent une nouvelle substance hallucinogène pour la CIA, l'acide lysergique diéthylamide, ou LSD. Chaque mois passé sous LSD lui vaut une réduction de peine de trois jours. En 1959, il fait la fermeture du terrible pénitencier d'Alcatraz. Quand Whitey Bulger est entré en prison, le président Eisenhower terminait son premier mandat ; quand il en sort, plus de dix ans après, le président Johnson entame l'escalade de la guerre du Vietnam. Le pays a changé, et pas forcément en bien. Whitey aussi. C'est un Bulger endurci qui rentre à Boston à la fin des années 1960.

Il n'a pas l'âge de Rastignac, mais en a l'appétit. Il est bien décidé à devenir le maître de la ville. Le FBI va l'y aider.

John Connolly connaît bien Whitey Bulger. Il lui doit son surnom, « Zip ». Whitey l'appelle aussi « Elvis », en raison de sa banane, ou encore « Voisin », parce qu'ils ont grandi dans la même rue. Quand il revoit son ami d'enfance, vingt ans plus tard, John Connolly retrouve en bouche le goût des glaces à la vanille que James Whitey Bulger payait avec de l'argent mal acquis à la cohorte de gamins éberlués qui se pressaient autour de lui. Tout petit, Whitey Bulger avait déjà tiré la leçon essentielle de la légende de Robin des bois : aide ta communauté, et ta communauté t'aidera. Les retrouvailles entre les deux amis d'enfance se déroulent sur un parking désert, le long de la plage de Wollaston, par une nuit sans lune. C'est l'Agent spécial qui a choisi le lieu et les modalités du rendez-vous, dans sa Plymouth de service.

Le bureau de New York, que vient de quitter « Zip », comptait près de 950 Agents spéciaux susceptibles de passer d'un dossier à l'autre. Le bureau de Boston n'en comporte que 250 et se doit de concentrer ses forces. En ce début de 1975, une nouvelle ligne se dessine au sein du Bureau : la lutte contre la Cosa Nostra. Les Agents spéciaux de Boston commencent à rêver à qui aura la tête du parrain de la ville, Gennaro Jerry Angiulo, et, qui sait, pourquoi pas celle de son chef, Raymond J. Patriarca. Grâce à son ami d'enfance Whitey Bulger, « Zip » pense pouvoir y arriver.

Bulger fait partie de la seule organisation susceptible de concurrencer la Mafia dans le Boston des années 1970 : la bande de Winter Hill, qui règne sur le quartier de Sommerville. C'est un étrange mélange de malfrats irlandais et italiens qui ont pris l'habitude de se retrouver dans un garage qui leur sert de quartier général. Il y a Johnny Martorano, un ancien champion de football américain réputé pour tuer sans trop se poser de questions et surnommé le « Boucher de Basin Street ». Il lui arrive souvent de se tromper de cible et d'assassiner des innocents, mais cela ne semble pas le tourmenter outre mesure. Ses frères d'armes non plus. Il y a enfin le meilleur informateur du FBI, Stephen « Porte-Flingue » Flemmi, qui a rejoint la bande dès son retour à Boston en 1974, les choses s'étant arrangées pour lui après l'arrestation de Frank Salemme.

« Porte-Flingue » est un ami d'enfance de Whitey Bulger. Les sanglantes aventures de la bande sont à l'origine d'une dizaine de romans dont un best-seller, *Les Amis d'Eddie Coyle*, elles inspireront à Martin

Scorsese un de ses meilleurs films, *Les Infiltrés*, avec un Jack Nicholson hallucinant qui, pour jouer un parrain irlandais informateur du FBI, a pris pour modèle Whitey Bulger.

« Zip » sait que le FBI lorgne depuis des années en direction de Bulger. En 1971, Dennis Condon a tenté sa chance. Il a rencontré Whitey à plusieurs reprises, mais sans résultat. Le truand ne voyait aucun intérêt à devenir informateur du FBI.

Quatre ans plus tard, dans sa voiture de service, « Zip » sait trouver les mots pour convaincre Whitey. L'agent du FBI ne lui demande qu'une chose : l'aider à se débarrasser de la Mafia à Boston. Tout ce qu'il doit faire, c'est informer le Bureau de ce qui se passe à l'intérieur de la Mafia ; en échange, il lui offre sa protection.

Whitey Bulger sait qu'il y a déjà un informateur du FBI au sein de la bande de Winter Hill. Peu après sa rencontre avec « Zip », il va trouver son ami Stephen « Porte-Flingue » Flemmi pour lui demander son avis sur l'offre de l'agent du FBI. « Porte-Flingue » lui conseille d'accepter.

Quelques mois après les premières confidences de Whitey, le FBI l'inscrit au programme *Top Echelon Informant*. Contrairement aux règles en cours au Bureau, qui recommandent le cloisonnement des informateurs, John Connolly les « traitent » ensemble. Quand l'agent du FBI présente Whitey Bulger à son superviseur John Morris, Stephen « Porte-Flingue » Flemmi est présent. Le superviseur est surpris, mais ne dit mot. Bientôt, lui aussi entre dans la combine et accepte de couvrir ses « informa-tueurs » un peu plus que de raison…

Les courses truquées sont, dans les années 1970, une des plus grosses sources de revenus de la bande de Winter Hill. C'est un gros Italien nommé Anthony Fat Ciulla qui en est chargé. Le système est simple : il suffit de convaincre certains jockeys de retenir leurs chevaux. Ciulla contrôle une dizaine d'hippodromes le long de la côte Est. Mais, en 1976, les choses se gâtent : un jockey est arrêté par la police de l'État du Massachusetts et passe aux aveux. La police d'État remonte à Anthony Fat Ciulla, qui ne tarde pas lui non plus à se mettre à table. Il reconnaît travailler entre autres avec la bande de Winter Hill et balance les noms de Whitey Bulger et de Stephen Flemmi.

La police d'État fait entrer le FBI dans l'enquête. Malheureusement pour les deux informateurs, John Connolly n'est pas en charge du dossier. Apprenant l'inculpation imminente de Whitey et de son « Porte-Flingue »,

Connolly, accompagné de son superviseur John Morris, se précipite chez Jeremiah T. O'Sullivan, le procureur chargé du dossier, et réussit non sans mal à éviter la comparution de ses deux « protégés » devant la justice. Vingt et une personnes seront inculpées dans ce dossier, dont trois responsables de casinos à Las Vegas, trois jockeys et deux propriétaires de champs de courses. Mais la police aura du mal à mettre la main sur le reste des truands impliqués. Membres de la bande de Winter Hill, alertés par Whitey Bulger, ils ont pris la fuite. Chargé de traquer la criminalité organisée, Jeremiah T. O'Sullivan vient à son tour de donner un blanc-seing aux deux « informa-tueurs » du FBI.

Il y aura d'autres alertes, plus faciles à gérer. À la fin des années 1970, John Connolly s'arrange pour centraliser tout ce qui concerne ses deux protégés. Il lui est alors facile de classer sans suite les dossiers qui les concernent et que la police d'État transmet au FBI. Généralement, il qualifie les témoins de « peu crédibles », ou souligne leur manque de coopération, avant de laisser tomber l'affaire. Parfois, il lui faut être plus imaginatif. Un gros industriel de distributeurs de boissons veut porter plainte contre Whitey Bulger pour racket ; John Connolly l'y encourage, sans lui cacher les conséquences que son geste aura immanquablement sur sa vie personnelle : lui et sa famille seront obligés d'entrer dans le programme de Protection des témoins, ils devront à jamais changer de nom, quitter Boston et abandonner les affaires. L'industriel fait alors marche arrière. Connolly emporte le morceau en obtenant de Bulger une réduction de ses prétentions.

L'Agent spécial John Connolly est sûr de lui et de son pouvoir. La fille d'une des victimes de Whitey Bulger vient le voir pour avoir des nouvelles de son père disparu.

« Chérie, lui aurait dit paternellement Connolly, ton père est mort, ils l'ont poignardé. Mais ne t'en fais pas, il n'a pas souffert : ils l'ont d'abord soûlé… »

Comment « Zip » est-il au courant de ce détail ? Par la suite, la fille dira à la presse que l'agent du FBI lui a confessé avoir assisté à la scène. Connolly aurait de plus déconseillé à la malheureuse d'aller trouver la police, de crainte de compromettre une opération d'infiltration cruciale pour le Bureau. Mais la fille a un problème : depuis la disparition de son père, sa famille est sans le sou. Pour toucher l'argent de l'assurance-vie, son père

doit être déclaré décédé. L'Agent spécial Connolly lui signe une lettre tenant lieu d'acte de décès.

Les agents du Bureau se moquent plus ou moins ouvertement de « Zip ». Ils ont constaté que sa personnalité a changé. Il s'habille comme un mafieux, avec des vêtements de luxe d'un style très voyant, il arbore de grosses bagues et des chaînes en or. Désormais, ses collègues l'appellent « Cannoli », du nom de pâtisseries siciliennes. Mais l'affaire « Lobster » va très vite faire taire les rieurs.

Dans le cadre de la lutte contre la Famille locale, le FBI a décidé de monter une équipe chargée de mettre fin aux pillages de camions, sur le modèle de celle créée à New York. John Connolly a fait venir un de ses amis du bureau de New York, Nick Gianturco, qui s'installe en ville sous le faux nom de Nick Giarro, et loue un entrepôt où il installe sa société. L'opération « Lobster » connue grâce à un informateur du bureau de New York, Nick Giarro se fait passer pour un receleur qui paie vite et bien. Rapidement, tous les pilleurs de camions de la région lui apportent leur butin. L'entrepôt se remplit des cargaisons les plus disparates : les palettes de farine voisinent avec les caisses de liqueurs, les meubles emballés, les cartons de vêtements, les sacs de ciment et les parpaings avec les téléviseurs et les cigarettes. Fin 1978, le bureau de Boston a déjà récupéré pour près de 3 millions de marchandises et s'apprête à mettre fin à l'opération en arrêtant les pilleurs.

John Connolly entre alors en scène. Stephen Flemmi vient de lui apprendre que des « amis » ont l'intention de braquer et tuer le nouveau « fourgue » qui s'est installé en ville. Ils lui ont déjà fixé un rendez-vous en se faisant passer pour des clients venus de Charleston. Avant de passer à l'action, ils veulent savoir si le receleur n'est pas protégé par la Mafia. « Porte-Flingue » demande à « Zip » de se renseigner.

John Connolly a compris que la future victime n'est autre que son collègue new-yorkais Nick Gianturco. Il l'alerte, lui sauvant ainsi la vie. Depuis lors, Gianturco fait partie des inconditionnels de Connolly. Même si elle n'a fait l'objet d'aucun rapport, l'histoire s'est répandue comme une traînée de poudre à l'intérieur du bureau de Boston. Ceux qui ne connaissaient pas la source de l'information ont désormais regardé John Connolly avec respect ; ceux qui savaient ont commencé à se dire que le jeu en valait la chandelle.

Les informateurs du FBI

Au début des années 1980, la plupart des membres importants du gang de Winter Hill sont en prison ou en fuite à la suite de l'affaire des courses truquées. Il ne reste plus que deux individus en liberté : Whitey Bulger et Stephen Flemmi, les deux « informa-tueurs » du FBI. Autour d'eux gravite une cohorte de demi-soldes, de trafiquants à la petite semaine, de tueurs sans gages. Whitey et « Porte-Flingue » décident qu'il est temps de bouger leur quartier général. Ils vendent le garage de Winter Hill et en achètent un autre dans Boston, sur Lancaster Street, à moins de cinq minutes à pied du siège du FBI. Ils reconstituent la bande sur de nouvelles bases en s'assurant par la violence la mainmise sur les prêts usuraires qui ne sont pas encore contrôlés par la Mafia, et font leurs débuts dans le trafic de drogue.

Enquêtant sur un réseau de voitures volées, la police de l'État du Massachusetts remonte jusqu'à eux. Le sergent Robert Long, responsable de la Major Crime Unit de la police d'État, met ses hommes en planque. Au bout de quelques jours, ils s'aperçoivent que Whitey Bulger et Stephen Flemmi reçoivent dans le garage tout ce que la ville compte de truands. La police d'État loue un appartement crasseux situé dans une impasse fréquentée par les poivrots, juste en face du garage de Bulger. Pendant de longs mois, les policiers en planque assistent à un spectacle édifiant. Outre la procession des petits criminels, elle voit défiler les mafieux. Il y a Donato Angiulo, un des cinq frères qui règnent sur la mafia de Boston, et Larry Zannino, le numéro deux de la Famille. Zannino est une vieille connaissance de Flemmi. Chaque fois que le mafieux débarque, le garage prend des allures de fourmilière : tous les hommes de Whitey et de « Porte-Flingue » convergent vers sa voiture ; on s'embrasse, on se salue : chacun veut sa part du parrain ! Après chacune de ses discussions avec Bulger et Flemmi, Zannino sort et, devant tout le monde, les embrasse sur les deux joues. Une fois, les policiers observent une scène inquiétante. À la sortie du garage, deux hommes attendent le parrain : le premier s'avance vers Zannino, qui l'embrasse ; mais quand le second veut lui présenter ses respects, le parrain le frappe violemment. L'homme tombe sur les genoux, tandis que Zannino lui hurle dessus. Bulger et Flemmi sont aux premières loges. Au loin, les policiers enragent, car ils ne peuvent entendre ce qui se dit.

Il leur aura fallu de longs mois pour arriver à poser un micro dans le bureau de Whitey Bulger. D'abord, ils ont dû convaincre un juge tatillon et respectueux du droit des citoyens. Puis il leur a fallu surmonter différents obstacles techniques, planquer des nuits entières dans une impasse hantée par des poivrots et des homosexuels, dans l'attente de pouvoir pénétrer dans le garage et y placer leur installation. Une fois les micros posés, les premières conversations se révèlent passionnantes. Mais, brusquement, du jour au lendemain, le contenu des conversations change : Whitey Bulger se lance dans de grandes tirades à la gloire de la police d'État ; dès qu'il est question d'affaires, les hommes de Bulger quittent le bureau. À l'évidence, quelqu'un a informé Whitey de la présence d'un micro. La police d'État insiste et obtient de la justice de pouvoir placer sous surveillance une cabine téléphonique d'où Whitey passe tous ses coups de fil ; Bulger n'y remettra plus jamais les pieds. Elle tente enfin de poser un micro dans la voiture où Whitey Bulger et Stephen Flemmi ont toutes leurs conversations. Les policiers retournent voir un juge, le convainquent qu'ils disposent de suffisamment d'éléments pour installer leurs micros. L'autorisation obtenue, ils essaient de placer un micro, mais en vain : la première fois, ils n'arrivent pas jusqu'à la voiture, défendue par des molosses ; la seconde fois, ils sont chassés par une alarme. Les policiers décident d'user d'une autre tactique. Ils arrêtent Flemmi alors qu'il est à bord du véhicule. Après avoir contrôlé son immatriculation, ils embarquent la voiture au prétexte que le fichier la donne pour volée. Fou de rage, Flemmi abat son jeu : « Dites à votre putain de commandant que, s'il veut mettre un micro dans ma voiture, je la lui amènerai moi-même au 1010 ! » (siège du QG de la police d'État). Les policiers réalisent alors que Whitey et « Porte-Flingue » sont au courant de tous leurs mouvements. Quelqu'un les a informés.

Le 4 août 1980, la police d'État convoque une réunion de crise dans une suite du Ramada Inn. Il y a là le gratin de la lutte contre la criminalité organisée. Absents remarqués, John Connolly et John Morris. Le plus haut gradé de la police d'État accuse à mots couverts le FBI d'être à l'origine des fuites. « Tout le monde sait, dit-il, que Bulger et Flemmi sont des informateurs. » Faute de preuves, il ne va pas plus loin dans ses accusations. Deux jours plus tard, il reçoit un coup de fil de John Morris, furibard, qui le prie de cesser de dire du mal du Bureau…

La ville dont le prince est un tueur

Fort de la protection du FBI, Whitey Bulger se croit tout permis. Et il a raison, puisque tout lui est en effet autorisé. Paul Corsetti, journaliste du *Herald American*, un des quotidiens du groupe de Randolph Hearst, enquête sur une autre des victimes de Bulger. Un soir, dans un bar, un homme s'assoit à côté de lui et se présente : « Salut, fils de pute ! Je suis Whitey Bulger et je tue des gens. » Bulger sort de sa poche un papier et lit à voix haute : l'adresse du journaliste, son numéro de sécurité sociale, la plaque d'immatriculation de sa voiture, celle du véhicule de sa femme, l'adresse de la halte-garderie où va sa fille et l'heure à laquelle il l'y dépose tous les matins. Puis Bulger se lève et s'en va… Le journaliste en parle à l'un de ses amis policiers, qui lui avoue son impuissance : « On sait qu'il a commis au moins cinquante assassinats, mais on ne peut rien contre lui. » Le flic lui conseille : « Il n'y a qu'une chose à faire. Tu as des contacts au sein de la Mafia : va les trouver et essaie de voir s'ils ne peuvent pas t'aider. » Aussitôt dit, aussitôt fait, mais, là encore, même son de cloche : « Whitey est fou, dit le parrain contacté par le journaliste ; on ne peut rien y faire. »

Whitey Bulger ne tuera pas le journaliste, mais uniquement parce qu'il a des choses bien plus importantes à faire en cet automne 1980.

Lawrence Sarhatt, le nouveau SAC de Boston, est bien décidé à mettre fin aux carrières d'informateurs de Whitey Bulger et de Stephen Flemmi. Son analyse est que le jeu n'en vaut plus la chandelle. John Morris et John Connolly sont effondrés : ils viennent de placer des micros dans les bureaux du chef de la Mafia de la ville, Gennaro Jerry Angiulo, et son arrestation n'est plus qu'une question de temps. Une fois le chef de la Mafia hors circuit, ceux que Connolly nomme « mes Irlandais » seront les maîtres du crime organisé dans la ville. Mais, pour que Bulger et Flemmi puissent régner sur le crime à Boston et dans ses environs, ils doivent continuer à bénéficier de la protection que leur offre leur statut d'informateurs. Pour impressionner le SAC de Boston, le 20 novembre 1980, Whitey et « Porte-Flingue » se rendent au quartier général de la famille Angiulo, au 98, Prince Street, pour une discussion d'affaires. Peu importe ce qui s'y dit, seul compte le fait que la conversation est enregistrée grâce aux micros installés par les techniciens du FBI. Quelques heures plus tard, l'Agent spécial Connolly rédige un long rapport et souligne l'importance de ses deux

informateurs, à même de discuter d'égal à égal avec les chefs de la Mafia. Mais cela ne suffit pas. Cinq jours après, Bulger rencontre le SAC dans une suite d'un des hôtels de l'aéroport de Boston. Whitey plaide sa cause durant près de quatre heures. Il commence par ses relations avec H. Paul Rico, l'agent qui, en l'arrêtant en 1956, l'a remis dans le « droit chemin ». Dans son compte rendu, le SAC rapporte les propos de Bulger : « L'Agent spécial Rico était un gentleman et a été tellement aidant que lui, l'informateur, s'est mis à ne plus haïr les représentants de la loi. En outre, il a des sentiments très profonds pour l'Agent spécial John Connolly, car ils ont grandi dans le même quartier de Boston, ont rencontré les mêmes problèmes durant leur enfance, et partagent une même haine envers la Cosa Nostra. »

Whitey Bulger reconnaît avoir été informé de la présence d'un micro dans les bureaux du garage de Lancaster Street. Mais il dit que sa source était un policier d'État qu'il refuse de nommer.

À l'issue de la rencontre, le SAC de Boston n'est toujours pas convaincu : pour une fois, le charme de Bulger n'a pas opéré. Le SAC accepte toutefois de laisser une tierce personne décider du maintien de Whitey et de « Porte-Flingue » dans le programme *Top Echelon Informant*. Son choix se porte sur le procureur responsable de la lutte contre le crime organisé à Boston. C'est un ami de John Connolly, qui n'a aucun mal à convaincre le SAC de reconduire les informateurs. Whitey et « Porte-Flingue » ont eu chaud ; Connolly et Morris aussi.

La deuxième phase de l'opération peut commencer : les chefs de la mafia de Boston, les frères Angiulo, sont arrêtés le 13 septembre 1983. Désormais, Whitey Bulger a les coudées franches. Boston devient la ville dont le prince est un tueur…

Paul Rico et Jai Alai

Jai Alai est une version américaine de la pelote basque. Importé au début du siècle, ce sport a pris son essor quand les parieurs ont commencé à s'y intéresser. Les frontons se sont multipliés aux États-Unis, et *Jai Alai* est devenu une véritable industrie dont une des plus grosses firmes, World Jai Alai, est basée à Boston. Pour leur malheur, les héritiers des fondateurs de World Jai Alai ont engagé comme président, à la fin des années 1970, un ancien comptable d'Arthur Andersen, John Callahan. C'est un solide

Américano-Irlandais atteint de ce qu'un enquêteur appellera une « gangstérite aiguë ». Il fait partie de ces bons citoyens fascinés par le crime, qui n'hésitent pas à mordre la ligne blanche, et il fréquente régulièrement la bande de Winter Hill. Aussi, quand il cherche un responsable à la sécurité pour World Jai Alai, son ami Stephen « Porte-Flingue » Flemmi lui suggère d'embaucher un agent du FBI à la retraite, H. Paul Rico.

Sur le papier, le choix est judicieux. Auréolé de sa réputation de « favori » de J. Edgar Hoover, Rico va rejoindre l'armée des « ex » du Bureau, grassement payés pour s'occuper de la protection de très grosses entreprises américaines. Il connaît tout le monde, les bons comme les méchants, et sait comment se comporter avec eux, surtout avec le FBI. Il commence par embaucher la femme d'un de ses anciens collègues et s'attire les bonnes grâces d'au moins deux Agents spéciaux du bureau de Miami, qui ont droit à des remboursements de frais et à des vacances aux Bahamas. H. Paul Rico n'est pas un ingrat : à peine installé, il cherche un moyen de faire entrer Whitey et « Porte-Flingue » dans l'affaire. Et il le trouve.

World Jai Alai contrôle deux frontons à Miami et à Tampa, et vient d'en acheter un troisième, plus au nord, à Hartford, dans le Connecticut. C'est ce dernier fronton qui pose problème à H. Paul Rico : il craint que, en raison de sa proximité avec New York, il n'attire les convoitises des cinq familles de la Mafia qui dévorent la Grosse Pomme à pleines dents. L'ancien Agent spécial a les moyens de faire face. Il confie la tâche de tenir à l'écart la Mafia à deux vieilles connaissances, Whitey Bulger et Stephen Flemmi. Les loups entrent dans la bergerie, la table est mise, ils n'ont plus qu'à se servir. Au début des années 1980, la bande de Winter Hill siphonne chaque semaine la trésorerie du fronton de Hartford pour 10 000 dollars, somme conséquente pour l'époque.

Tout irait pour le mieux dans le pire des mondes si les propriétaires de World Jai Alai n'avaient décidé de vendre la société à Roger Wheeler, milliardaire originaire du Massachusetts. Bien sûr, comme tout le monde à Boston, Wheeler a entendu parler de l'infiltration de la criminalité dans le monde du *Jai Alai*. Il pense pouvoir contenir le problème grâce à H. Paul Rico, son vice-président, chargé de la sécurité. En outre, ce qui ne gâte rien, la mariée est belle : Wheeler achète 50 millions de dollars une société qui doit lui rapporter au moins 6 millions par an. Dès son arrivée, le milliardaire commence à déchanter : il subodore qu'il y a quelque chose de pourri dans

le fronton de Hartford. Il demande à l'une des comptables du groupe, Peggy Westcoat, de se pencher sur la question.

Le 20 décembre 1980, les policiers de Miami pénètrent chez Peggy Westcoat et tombent sur le cadavre de son petit ami, pendu dans l'entrée. Dans la pièce voisine, c'est celui de la comptable qui est retrouvé. Elle a été étranglée avec une grosse corde après avoir été torturée. Le message est clair. Roger Wheeler le reçoit cinq sur cinq. Mais il ne réagit pas comme il devrait. Il ne ferme pas les yeux. Décidant de jeter le fruit pourri avant qu'il ne contamine tout le panier, il met en vente le fronton de Hartford. Pour le gang de Winter Hill, ce n'était pas une option retenue. Le 27 mai 1981, alors qu'il vient de terminer son parcours hebdomadaire de golf au Southern Hills Country Club, dans la banlieue de Tulsa, Roger Wheeler s'installe au volant de sa Cadillac. Un homme grand, portant perruque et fausse barbe, s'approche. Johnny Martorano, le « Boucher de Basin Street », sort son arme, vise le milliardaire et lui tire une balle entre les deux yeux avant de s'éloigner. Wheeler s'effondre, mort. Il faudra plus de vingt ans aux enquêteurs pour découvrir la vérité.

Les amis new-yorkais de Zip

La fin des années 1980 sonne le glas de la suprématie de Cosa Nostra à Boston. Raymond Patriarca est mort, Jerry Angiulo et ses quatre frères sont sous les verrous. Chaque tentative de faire renaître la Famille de ses cendres est vouée à l'échec grâce aux informations fournies par Whitey Bulger et Stephen Flemmi. Vinnie « l'Animal » Ferrara l'a appris à ses dépens : peu de temps après qu'il eut pris le titre de parrain, les agents fédéraux lui sont tombés dessus et l'ont envoyé en prison. Même chose pour Raymond Patriarca Junior après qu'il eut revendiqué le trône de son père. Cette dernière enquête a en outre donné lieu à une première : les micros du FBI ont enregistré une cérémonie d'intronisation de nouveaux mafieux. William Sessions, le directeur du FBI, a été aux anges. Il a reçu John Connolly pour le féliciter.

Fier de ses résultats, Connolly organise régulièrement des dîners en l'honneur de Whitey Bulger et de Stephen Flemmi. À ces dîners se pressent ses collègues du FBI. Parmi les plus assidus, Nicolas Gianturco, l'ancien infiltré de l'opération « Lobster ». En 1988, Gianturco invite deux

anciennes stars du bureau de New York à passer quelques jours à Boston. Joe Pistone vient de quitter le Bureau et a publié *Donnie Brasco*. Il est accompagné de son ancien supérieur, Jules Bonavolonta, qui vient de prendre sa retraite après avoir envoyé derrière les barreaux les principaux parrains de New York. John Connolly a connu les deux hommes lors de son passage au bureau de New York. Il est donc normal qu'il les retrouve chez Nicolas Gianturco pour un dîner bien arrosé. Il amène avec lui ses deux Irlandais. « Il était *évident* que Bulger et Flemmi étaient des amis de Connolly », se souvient Jules Bonavolonta. Pendant le repas, Connolly se prend à rêver au jour où il racontera dans un livre ses victoires contre la Mafia.

Forts de la protection de John Connolly, Whitey Bulger et la bande de Winter Hill s'en donnent à cœur joie. Les affaires n'ont jamais été aussi florissantes. Un magazine de Boston estimera la fortune personnelle de Bulger à près de 50 millions de dollars. Au début des années 1980, la bande s'est lancée dans le trafic de drogue avec la bénédiction de l'Agent spécial Connolly. Dans ses rapports, « Zip » n'hésite pas à mentir pour couvrir ses informateurs : il affirme que Bulger et Flemmi se tiennent éloignés du trafic de stups. Ce n'est pas l'avis de la DEA, chargée de lutter contre les grands trafiquants. En 1984, celle-ci ouvre discrètement une enquête sur Bulger et Flemmi, en évitant soigneusement d'en avertir le FBI. Elle sait que les deux hommes sont des informateurs du Bureau. Néanmoins, « Zip » apprend par la bande que la DEA s'intéresse à ses deux protégés. Il les informe qu'ils sont sans doute l'objet d'une « attention électronique » particulière. Après quelques mois de surveillance, les agents de la DEA s'éloignent, bredouilles et furieux. Des années plus tard, un juge lui demandant comment une telle chose avait pu se produire aux États-Unis, un membre de la bande de Winter Hill expliquera : « Nous n'étions pas en Amérique, nous étions à Boston. »

Au début des années 1990, Whitey Bulger est au faîte de sa puissance. Il règne sans partage sur la criminalité organisée dans la ville et prodigue des largesses à ses protecteurs. Par la suite, « Zip » Connolly sera accusé d'avoir touché près de 200 000 dollars de pots-de-vin, sans compter les vacances tous frais payés, les repas dans les restaurants gastronomiques, les caisses de grands vins. John Morris, le superviseur de John Connolly, bénéficie lui aussi des bontés de Whitey. *Via* « Zip », Bulger lui fait

parvenir 7 000 dollars en cash afin qu'il puisse faire des cadeaux et emmener en voyage sa secrétaire et maîtresse. Peu après, « Zip » Connolly apporte au bureau de Boston, de la part de ses « amis irlandais », une caisse de grands vins. Morris a un problème : il est alcoolique. Bulger et Flemmi, qui l'ont surnommé « Pochtron », n'hésitent pas à le faire boire plus que de raison. Parfois, quand il est trop ivre, ce sont les deux tueurs qui le raccompagnent chez lui dans sa voiture de service. En 1981, un soir de beuverie, Morris leur fait entendre certains des enregistrements effectués dans les bureaux de Jerry Angiulo, sur « Prince Street », à Boston. Dans un élan de générosité, il leur fait cadeau de la bande. Un geste qu'il regrette amèrement, une fois dessoulé, quand il réalise qu'il vient d'offrir au tueur une puissante arme de chantage.

Début 1988, John Morris a une crise de conscience. Il n'en peu plus de couvrir des assassinats. Il consulte régulièrement un ouvrage qui figure en bonne place dans la bibliothèque de son bureau : *Mentir : un choix moral dans la vie publique et privée*. Cette année-là, pour soulager sa conscience, il va trouver des journalistes du *Globe* et leur raconte, sous couvert d'anonymat, comment Whitey Bulger et sa bande ont fait main basse sur la ville. Il ne leur dit pas tout, mais les journalistes mentionnent que Bulger entretient une « relation spéciale » avec le FBI. En lisant la série de quatre articles intitulée « La mystique de Bulger », Whitey devient comme fou. Il comprend que Morris est la source des journalistes. Il devine que ses jours à Boston sont désormais comptés. Cela fait des années qu'il sait que, un jour, il va devoir plonger dans la clandestinité. Il s'est forgé plusieurs fausses identités, a des comptes en banque ouverts sous divers noms dans différents paradis fiscaux et en Europe. Avant de disparaître, il fait un dernier coup : en 1991, il se présente avec un de ses hommes au siège de la Loterie du Massachusetts et encaisse le gros lot de 14,3 millions de dollars sous l'œil des caméras de surveillance. Par la suite, on parlera à ce propos de blanchiment d'argent, mais aucun enquêteur n'est jamais parvenu à le prouver.

Les frères Bulger

Quand John Connolly veut impressionner les responsables du Bureau de passage à Boston, il les emmène visiter le Sénat du Massachusetts réuni

en séance. Au cours de ces visites, il a pour habitude de se pencher discrètement depuis le balcon, ce qui suscite une interruption du président du Sénat qui salue son ami du FBI.

Le président du Sénat est un des hommes les plus puissants de l'État et peut-être même des États-Unis. Le jour de la Saint-Patrick, patron des Irlandais, il est en tête de la Parade. Ses petits déjeuners de la Saint-Patrick sont un des événements politiques de l'année. C'est un point de passage obligé pour les hommes politiques locaux et nationaux. On le voit aux côtés de Ted Kennedy ou des candidats à la Présidence, tels Michael Dukakis ou John Kerry. Le président Bill Clinton lui-même se fend régulièrement d'un coup de fil en plein petit déjeuner, ce jour-là. Mais l'ami de John Connolly a un très sérieux handicap : il s'appelle William Bulger. C'est le frère de Whitey et il est on ne peut plus proche de lui…

John Connolly prend sa retraite en 1990. Avant de partir, il organise une petite cérémonie à laquelle prend part William Bulger. C'est la moindre des choses, puisque c'est grâce à ce dernier que « Zip » a été embauché comme responsable à la sécurité de la société Boston Edison. Whitey Bulger, devenu par trop voyant, n'a pas été invité. Mais Connolly pense à lui et lui remettra plus tard une cassette vidéo de la cérémonie.

Après le départ à la retraite de leur protecteur, la chute de Whitey Bulger et de Stephen Flemmi n'est plus qu'une question de temps. L'ancien agent du FBI a gardé des amitiés au sein du Bureau et, en 1995, il avertit ses « informa-tueurs » qu'ils sont sur le point d'être arrêtés. Stephen Flemmi n'a pas le temps de s'enfuir ; Whitey Bulger, lui, disparaît. Depuis, on l'a signalé en Angleterre, en Irlande (on le dit proche de l'IRA, pour laquelle il a fait du trafic d'armes) et en France (où il bénéficierait du soutien des réseaux de l'IRA). En 2009, le FBI offre 2 millions de dollars de récompense à qui permettra son arrestation. Il figure aujourd'hui en deuxième position sur la liste des personnes les plus recherchées par le FBI, juste derrière Oussama Ben Laden.

Quand John Connolly quitte le FBI, tout le monde, à l'intérieur du Bureau, chante ses louanges. Mais le juge Mark Wolf, en charge du procès contre Raymond Patriarca Jr. en 1990, commence à se poser des questions sur les informateurs de Connolly, principaux témoins de l'accusation. Mark Wolf connaît bien les problèmes suscités par les informateurs. En 1976, il a fait partie du collège des avocats chargés d'établir la charte de l'emploi des informateurs par le FBI. À l'issue du procès Patriarca, le juge Wolf se saisit

du dossier et enquête pendant dix mois sur la manière dont le FBI a « géré » Bulger et Flemmi, avant d'émettre un verdict de 661 pages, véritable pierre tombale pour Connolly et pour le FBI.

L'Agent spécial Connolly n'a pas d'états d'âme. En ce qui concerne les informateurs du FBI, il explique : « Je suis désolé, mais ce ne seront jamais des anges. Ce seront toujours des sociopathes ! » Pour le Bureau, John Connolly, lui, est un ange déchu, une monstrueuse anomalie, une perversion de l'agent. Ce n'est pas l'avis du juge Mark Wolf : à ses yeux, c'est tout le système mis en place par le Bureau dans les années 1950 qui était perverti. John Connolly n'a-t-il pas repris le flambeau que lui tendaient deux autres « anges déchus », H. Paul Rico et Dennis Condon ? Les responsables du FBI n'ont-ils pas eu le tort de laisser la bride sur le cou à des agents peu scrupuleux au nom de la lutte contre Cosa Nostra ? Enfin, Mark Wolf se pose une question encore plus terrible : pour lutter contre la criminalité organisée, le FBI n'a-t-il pas créé un monstre encore plus redoutable que celui qu'il était censé combattre ? Les crimes de Whitey Bulger et ceux de Stephen Flemmi n'ont en effet rien à envier en cruauté et en barbarie à ceux perpétrés par Raymond Patriarca ou par Gennaro Angiulo, pour ne citer qu'eux.

Dans ses conclusions rédigées en septembre 1999, le juge Wolf affirme : « Le FBI a fabriqué Bulger et Flemmi, qui étaient auparavant de simples connaissances, mais n'étaient pas des proches. Un mariage parfait ! À Boston, Flemmi et Bulger n'ont fait que partager une antipathie pour Cosa Nostra, un désir de profiter de manière criminelle de son anéantissement, et surtout de la promesse de la protection du FBI. »

À l'issue de l'enquête du juge Wolf, John Connolly est condamné le 16 septembre 2002 à dix ans de prison, peine maximale prévue pour racket, obstruction à l'action de la justice et fausses déclarations. Dans les attendus, le juge accuse l'ancien Agent spécial d'avoir couvert les crimes de ses deux protégés.

Mais ce n'est encore rien par rapport à ce qui attend l'ancienne star du FBI en Floride…

Où l'on retrouve Paul Rico

En janvier 1995, après les inculpations de Whitey Bulger et de Stephen « Porte-Flingue » Flemmi, la police d'État de Boston et la DEA partent à l'assaut de la bande de Winter Hill. John Martorano, le « Boucher de Basin Street », est arrêté à Boca Raton, en Floride, où il s'était réfugié treize ans auparavant. Au début, Martorano se mure dans le silence. Mais, en apprenant que ses anciens frères d'armes, Bulger et Flemmi, sont des informateurs du FBI, il change de stratégie judiciaire et passe un accord avec le gouvernement. Il reconnaît vingt assassinats. Les enquêteurs s'intéressent particulièrement à deux des derniers, qui les mènent droit au FBI.

L'assassinat numéro dix-huit, celui de Roger Wheeler, propriétaire du World Jai Alai, permet aux policiers d'État d'arrêter H. Paul Rico, responsable de la sécurité de cette société. John Martorano accuse l'ancien agent du FBI de lui avoir fourni toutes les informations nécessaires à l'assassinat du milliardaire. En décembre 2003, la police débarque chez Rico. Quand l'ancienne vedette du Bureau apprend qu'il est arrêté pour meurtre, il demande aux policiers s'ils plaisantent. Quand il réalise que les policiers sont sérieux, l'ancien Agent spécial se liquéfie. Un an plus tard, il est extradé vers l'Oklahoma pour répondre de complicité dans l'assassinat de son ancien patron, Roger Wheeler. Le 16 janvier 2004, H. Paul Rico meurt à l'hôpital de Tulsa, seul et abandonné de tous, sous la garde d'hommes en armes. Triste fin pour l'ancien « mignon » de J. Edgar Hoover !

Le dernier assassinat revendiqué par John Martorano est celui de John Callahan, l'ancien directeur général du World Jai Alai. Martorano reconnaît avoir abattu Callahan de deux balles dans la tête avant d'abandonner son cadavre dans le coffre d'une voiture garée sur le parking de l'aéroport de Miami, le 31 juillet 1982. Le « Boucher de Basin Street » affirme que Whitey Bulger a pris la décision d'assassiner l'ancien directeur du World Jai Alai après avoir longuement discuté avec John Connolly. Selon Martorano, l'agent du FBI aurait prévenu ses deux informateurs que, en raison de l'émoi suscité par l'assassinat de Roger Wheeler, le Bureau allait « mettre la pression » sur Callahan afin de l'amener à collaborer.

En 2003, Stephen Flemmi accepte à son tour de collaborer avec le gouvernement et confirme les accusations du « Boucher de Basin Street ». Il affirme que John Connolly a mis en garde Whitey Bulger : si Callahan est arrêté, il balancera tout le monde à la police d'État. L'accusation est maigre,

elle repose sur des témoignages de seconde main : Martorano et Flemmi n'étaient pas présents lors de la discussion entre Bulger et Connolly. Ils disent tenir l'information de Bulger. Cela n'empêchera pas le gouvernement de poursuivre l'ancienne star du FBI pour l'assassinat de John Callahan.

Pour parvenir à ses fins, le procureur est allé très loin : afin de coffrer un Agent spécial qui affirme n'être coupable que d'excès de zèle, la justice va remettre en liberté des tueurs responsables de dizaines d'assassinats ! Ainsi, en échange de son témoignage, le « Boucher de Basin Street », John Martorano, s'est vu condamner à six mois de prison pour chacun de ses assassinats. Il a été libéré en 2007. Pour l'aider à se réinsérer, le gouvernement fédéral lui a remis 20 000 dollars, de quoi voir venir : en fait, le temps de négocier l'histoire de sa vie de tueur avec un studio. Le mafieux Frank « Cadillac » Salemme a été libéré en 2003 après avoir témoigné contre John Connolly et reconnu neuf assassinats. Pour obtenir le témoignage de Kevin Weeks, fils spirituel de Whitey Bulger, le procureur a accepté qu'il soit remis en liberté, en dépit des assassinats qu'il a reconnus. De son côté, Stephen « Porte-Flingue » Flemmi a évité la peine de mort en témoignant contre l'ancien agent du FBI. Enfin, John Morris, l'ancien superviseur de John Connolly, est assuré de l'impunité pour ses crimes passés après avoir déposé devant le tribunal de Miami. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le tribunal de Miami reconnaisse John Connolly coupable des faits qui lui sont reprochés et le condamne à trente ans de prison…

L'affaire Connolly est une pierre noire dans le jardin du FBI. John Connolly se dit victime d'un système. Du fond de sa cellule, il affirme que les responsabilités remontent jusqu'au Département de la Justice. Il lâche un nom, celui de Jeremiah T. O'Sullivan, le procureur fédéral chargé de la lutte contre le crime organisé à Boston. C'est lui qui aurait cautionné le système quand, en 1978, il a accepté de ne pas poursuivre Bulger et Flemmi dans le cadre de l'affaire des courses de chevaux truquées, afin que les « informa-tueurs » puissent continuer leur tâche. Le blanc-seing d'O'Sullivan à Connolly a-t-il blanchi Bulger et Flemmi pour leurs crimes passés et leur a-t-il donné l'impression de pouvoir persévérer dans le crime sans châtiment ? C'est ce que soutient John Connolly. Il n'est pas le seul.

Robert Fitzpatrick, l'ancien ASAC de Boston, a été l'un des rares à avoir émis des doutes sur l'emploi de Bulger et Flemmi par le FBI. Il n'en

est que plus crédible quand il affirme que le couple Bulger/Flemmi a corrompu des pans entiers du bureau de Boston. Il se souvient que les agents se battaient pour informer Whitey Bulger. Il assure même qu'un SAC de Boston a volontairement communiqué l'identité de deux hommes qui informaient le FBI sur les crimes de Bulger, et que, peu après, l'un d'eux a été abattu d'une balle dans la tête par ce dernier.

Selon Kevin Weeks, Whitey Bulger se réveillait chaque matin en regardant Boston par la fenêtre et clamait : « La ville est à moi ! » Il disait qu'il lui suffisait de claquer des doigts pour qu'une demi-douzaine d'Agents spéciaux armés jusqu'aux dents viennent prendre ses ordres. Robert Fitzpatrick raconte qu'au moins dix agents du bureau de Boston étaient rémunérés par Whitey Bulger dans les années 1970. De son côté, le juge Mark Wolf affirme avoir identifié dix agents, et leurs superviseurs, coupables d'avoir violé la loi pour protéger les informateurs du FBI. Il va plus loin en déclarant que le bureau de Boston n'est pas un cas isolé : « Je m'attends à ce que le secret qui protège la manière dont le FBI se sert de ses informateurs ait produit d'autres dérives. » À l'entendre, le bureau de New York recèlerait lui aussi d'inquiétants cadavres dans ses placards. Le juge Wolf va en tout cas en trouver un gros en fouillant dans les affaires de Lindley DeVecchio, superviseur de l'affaire « Commission ».

Lindley DeVecchio et Grey Scarpa

Au début des années 1980, Lindley DeVecchio est déjà l'une des stars du bureau de New York après avoir fait tomber Ed Wilson, ancien agent de la CIA qui a eu son quart d'heure de gloire après avoir été arrêté et lourdement condamné pour vente d'armes à un ennemi mortel des États-Unis, le chef d'État libyen Mouammar Kadhafi. Emprisonné à New York, Ed Wilson cherchait un tueur à gages pour éliminer les deux procureurs suivant son dossier ainsi que les sept témoins à charge. Il en trouva un en la personne de Tony Angelo, dit « Tony le Tueur », de son vrai nom Lindley DeVecchio. Crédule, l'ancien agent de la CIA offrit le contrat à l'Agent spécial et lui fit remettre par son fils un premier acompte de 10 000 dollars. Il n'en fallait pas plus à DeVecchio pour boucler son dossier et faire condamner l'ancien agent de la CIA à une nouvelle peine de prison à perpétuité.

Quelque temps plus tard, Jules Bonavolonta confie à Lindley DeVecchio les rênes de l'opération « Commission ». L'Agent spécial n'a pas l'intention de superviser l'opération en restant confortablement assis devant son bureau. Lui aussi part en chasse. Il consulte la liste des anciens informateurs du bureau de New York et tombe en arrêt devant le dossier de Greg Scarpa, dit la « Machine à tuer » ou encore le « Moissonneur de sourires ». C'est le *caporegime* employé par le FBI en 1963 dans le cadre de l'opération « Miburn » (Mississippi Burning) pour élucider au moins deux assassinats : celui de Medgar Evers, secrétaire de la NAACP pour le Mississippi, et celui de Vernon Dahmer, responsable de la NAACP à Hattiesburg. À son retour à New York, Greg Scarpa a repris ses activités de mafieux tout en continuant d'informer le FBI. Le « Moissonneur de sourires » a tout à gagner à cette collaboration : par FBI interposé, il règle ses comptes en faisant arrêter ses concurrents. Il bénéficie également de la protection de son agent traitant, Villano. Au début des années 1970, un mafieux arrêté par le FBI tente de négocier sa libération en promettant des révélations sur les assassinats commis par Greg Scarpa. L'Agent spécial Anthony Villano lui demande s'il est conscient que la famille Colombo risque d'enlever sa fille. Après réflexion, le mafieux choisit de se taire, et de finir ses jours en prison.

Anthony Villano prend sa retraite en 1975. Greg Scarpa est désactivé, il ne figure plus sur la liste des informateurs du bureau de New York.

Lindley DeVecchio réactive Greg Scarpa en 1982. Il se rend directement chez lui. Leur première rencontre est tendue. L'Agent spécial débarque chez Scarpa au moment où le mafieux s'apprête à quitter la petite maison qu'il occupe dans la banlieue de New York pour se rendre à son club. DeVecchio a garé sa voiture en faisant en sorte de bloquer celle de Scarpa. Le mafieux sort furieux de son véhicule. Il se dirige vers l'Agent spécial, les mâchoires serrées, le regard noir. DeVecchio n'est pas homme à se laisser impressionner, mais ne peut s'empêcher de marquer un léger recul. Il vient de réaliser que Greg Scarpa n'a pas volé son surnom de « Moissonneur de sourires ».

Scarpa et l'Agent spécial n'en vont pas moins travailler en étroite collaboration pendant plus de dix ans. Ils se fréquentent : Lindley DeVecchio retrouve souvent son informateur chez lui ; les deux hommes parlent affaires à la cuisine, parfois même devant la femme de Scarpa. Le « Moissonneur de sourires » est le meilleur informateur du bureau de New

York. « La qualité de ses informations était telle, rapporte Lindley DeVecchio, que je l'ai inscrit sur la liste des *Top Echelon Informant* du Bureau. Il a joué un rôle essentiel dans l'opération "Commission". C'est grâce à lui que nous avons obtenu plus de 70 % des autorisations d'écoutes délivrées par le procureur de New York. »

À l'issue du procès des membres de la « Commission », le chef de la famille Colombo, Carmine Junior Persico, est condamné à plus d'un siècle d'emprisonnement. Certain de ne plus jamais recouvrer la liberté, il entend continuer à diriger la famille Colombo du fond de sa prison et nomme un régent, son cousin Victor « Little Vic » Orena, chargé de diriger la famille par intérim. Victor Orena est censé passer la main quand le fils Persico, lui aussi emprisonné, sera libéré. En attendant qu'Alphonse « Allie » Persico sorte éventuellement de prison…

Mais Victor Orena prend goût au pouvoir. Il n'a nulle intention de céder sa place. Aidé par le chef de la famille Gambino, John Gotti, il fait pression sur les autres parrains new-yorkais pour qu'ils expulsent Carmine Persico de Cosa Nostra. La fièvre monte au sein de la famille Colombo, clivée en deux camps adverses : les loyalistes, fidèles aux Persico, menés par Greg Scarpa, et les partisans de Victor Orena. La guerre éclate le 20 juin 1991, quand une équipe de cinq tueurs dirigés par un des *consigliere* de Carmine Persisco tente de tuer Victor Orena chez lui, à Long Island. La tentative échoue et la riposte d'Orena ne tarde pas. Le 18 novembre, deux voitures pleines de tueurs barrent la route au véhicule conduit par Greg Scarpa. Les tueurs d'Orena sortent et ouvrent le feu en direction de la voiture dans laquelle se trouvent non seulement Scarpa, mais aussi sa maîtresse et leur fille. Scarpa appuie à fond sur l'accélérateur et force le passage. Sa voiture s'éloigne au milieu d'une grêle de balles, renversant en chemin quelques piétons. Il est indemne, ses proches aussi. Sa revanche sera terrible. Il abat lui-même trois des tueurs d'Orena. La guerre des Colombo fait douze morts, dont deux passants tombés lors d'une fusillade en plein Brooklyn, et une dizaine de blessés graves.

Lindley DeVecchio n'ignore pas que son principal informateur, Greg Scarpa, est au cœur de cette guerre des Colombo. L'Agent spécial voit dans cette guerre une occasion unique de débarrasser New York d'une de ses cinq Familles. Pour Greg Scarpa, c'est l'occasion de consolider son pouvoir. La déontologie n'y trouve peut-être pas toujours son compte. Quant à la loi…

Celui qui scrute l'Abysse

Faute d'effectifs, Lindley DeVecchio a confié des postes de responsabilité à des Agents spéciaux qui n'ont sans doute pas toute l'expérience requise. Frais émoulus de l'école de Quantico, ils sont pleins de certitudes et croient encore qu'une ligne nette sépare le Bien du Mal. Ils n'ont pas encore fait leurs classes à l'école de la rue, ils n'ont aucune expérience des informateurs, ignorent tout des subtilités de la manipulation. Des agents plus chevronnés auraient compris la nature de la partie engagée par Lindley DeVecchio. Pas eux.

En dépit de son manque d'expérience, l'Agent spécial Christopher Favo a été nommé par Lindley DeVecchio coordinateur chargé de suivre la famille Colombo. Il s'inquiète des fréquentations de son supérieur et se pose des questions sur ses relations avec Greg Scarpa. Il se demande même si DeVecchio n'est pas passé de l'autre côté.

Le 22 mai 1992, Christopher Favo annonce à Lindley DeVecchio la nouvelle de l'assassinat d'un des ennemis mortels de Greg Scarpa, Lorenzo « Larry » Lampasi. De Vecchio ne cache pas sa joie. Il frappe un grand coup de la paume de la main sur son bureau et s'exclame : « On va gagner ! »

La phrase deviendra fameuse. Elle sera reprise dans le dernier épisode de la série télévisée américaine *Les Soprano* par un agent du FBI trop proche de la Mafia pour être honnête. Christopher Favo l'interprète comme un cri du cœur en faveur de Greg Scarpa. Il y voit la preuve que son supérieur a fait sien le combat de ce dernier. Il se demande si DeVecchio ne s'est pas trahi en se réjouissant d'un assassinat qui profite à son principal informateur.

« Nous sommes des agents du FBI, nous n'avons pas à prendre parti pour un des deux belligérants de la guerre des Colombo », aurait alors déclaré Christopher Favo à Lindley DeVecchio. Celui-ci est trop surpris pour lui répondre qu'il ne prend pas parti. Il voulait simplement dire que le Bureau allait remporter une victoire sans précédent en rayant de la carte une des cinq familles de la mafia new-yorkaise.

Christopher Favo fait part de ses doutes à deux de ses collègues, les Agents spéciaux Jeffrey Tomlison et George Leadbetter, qui se demandent eux aussi pourquoi l'agent du FBI continue à se servir d'un informateur aussi dangereux que Greg Scarpa, et surtout pourquoi il ne l'a pas arrêté en

juin 1992, après que deux transfuges de la Mafia l'eurent séparément accusé d'un meurtre.

Le « Moissonneur de sourires » finit par tomber quelques mois plus tard pour port d'armes prohibées. Il ira en prison et mourra peu après d'un sida contracté à la suite d'une transfusion de sang contaminé.

Dès lors, à l'intérieur de la Mafia, les langues commencent à se délier. Les Agents spéciaux Christopher Favo, Jeffrey Tomlison et George Leadbetter recueillent les témoignages accablants de trois transfuges de la famille Colombo. Les mafieux font parler le mort. Ils affirment que Greg Scarpa leur aurait dit qu'il était protégé par un agent du FBI qui lui communiquait des informations confidentielles sur les informateurs du FBI, les planques de ses rivaux, les arrestations à venir, l'emplacement des micros.

Les trois Agents spéciaux pensent également que, grâce aux informations fournies par Lindley DeVecchio, Greg Scarpa a pu assassiner au moins trois de ses rivaux. Plus grave encore, l'agent du FBI aurait retiré les hommes surveillant un des parrains de la famille Colombo pour permettre à Scarpa de l'assassiner. Ils trouvent un allié de taille en la personne d'une substitut au procureur du district Est de New York (EDNY), Valerie Caproni, qui est convaincue que Lindley DeVecchio a permis au fils de Greg Scarpa de s'enfuir alors qu'elle allait l'arrêter pour trafic de drogue. La police interne du FBI (l'OPR : Office of Professional Responsibility) et la section Public Integrity du Département de la Justice ouvrent une enquête conjointe. L'OPR interroge une centaine de témoins, des agents du FBI, des membres de la famille Colombo, et conclut qu'il n'y a pas lieu de poursuivre Lindley DeVecchio, lequel prend sa retraite en 1996.

L'affaire provoque néanmoins un véritable séisme judiciaire à New York. Après la publication du rapport de l'OPR faisant état des relations entre DeVecchio et Scarpa, les avocats des membres de la famille Colombo précédemment condamnés demandent la réouverture des procès, arguant que le FBI a menti à la justice. La famille Colombo entrevoit la possibilité de se venger du FBI, tout en obtenant la libération de ses membres emprisonnés. Elle a trouvé le maillon faible : c'est Lindley DeVecchio. Une tactique baptisée « défense Scarpa » voit ainsi le jour. Les avocats de la famille Colombo invoquent les relations entre DeVecchio et Scarpa pour

demander l'annulation pure et simple des condamnations prononcées contre leurs clients. Ils obtiennent une dizaine d'acquittements.

Le chef de la Famille, Victor Orena, a été arrêté par le FBI en pleine guerre des Colombo. Les Agents spéciaux ont trouvé chez lui une arme, ce qui lui a valu une lourde condamnation. Depuis lors, le chef de la famille Colombo se démène pour faire casser le jugement. Il fait approcher Gregory Scarpa Junior, fils du défunt informateur « Top Echelon » du FBI, et lui offre une coquette somme d'argent s'il l'aide à sortir de prison. Junior a un plan : il lui suffit de dire que son père et Lindley DeVecchio avaient dissimulé les armes à feu qui ont entraîné la condamnation de Victor Orena. Ce n'est pas vrai, mais son père n'est plus là pour le contredire. Ce sera donc sa parole contre celle de l'ex-Agent spécial. Avec de bons avocats, Orena a une chance d'être acquitté. Le 30 janvier 2002, Junior ment sous serment. Dûment enregistré, son faux témoignage permet aux avocats de Victor Orena d'interjeter appel de la condamnation de leur client. Mais le procès en appel aboutit à la confirmation de la sentence émise en première instance, après que le juge a qualifié Junior de témoin peu fiable.

La famille Colombo n'a pas dit son dernier mot. Quelques jours après la condamnation en appel de Victor Orena, Angela Clemente, une « criminologue », approche Linda Schiro pour la convaincre de révéler ce qu'elle sait des relations entre Greg Scarpa, qui est le père de sa fille, et Lindley DeVecchio, qu'elle voyait fréquemment chez elle. Linda Schiro hésite. Angela Clemente lui présente une journaliste. Il est question d'un contrat d'un million de dollars avec l'un des plus importants éditeurs new-yorkais pour un livre de mémoires. En raison du montant de l'avance, l'ouvrage doit faire sensation et donc contenir son lot de révélations sur le FBI et Lindley DeVecchio. Linda Schiro finit par céder et accepte de dire ce qu'elle sait des rapports entre Greg Scarpa père et DeVecchio, quitte à prendre quelques arrangements avec la vérité. Angela Clemente ne se sent plus de joie. « On aurait dit qu'elle avait trouvé un trésor », confiera un employé du parquet à Lindley DeVecchio. Angela Clemente est convaincue que DeVecchio n'a pas agi seul, mais qu'il a fait partie d'une vaste conspiration orchestrée par la hiérarchie du FBI. Elle travaille avec deux puissants ennemis de DeVecchio : le procureur qui a juré d'avoir la tête de l'ancien Agent spécial, et certains des avocats de la famille Colombo.

Poussée par Angela Clemente, Linda Schiro affirme avoir assisté à des conversations au cours desquelles Greg Scarpa et Lindley DeVecchio ont

planifié une demi-douzaine d'assassinats. De telles accusations ne peuvent être ignorées. Elles arrivent aux oreilles des membres de la Commission des lois du Congrès chargée d'enquêter sur l'emploi des informateurs par le FBI, sujet particulièrement délicat au moment où le scandale Whitey Bulger est sur le point d'éclater. Un membre du Congrès fait le parallèle entre John Connolly et Lindley DeVecchio, et saisit le procureur de Brooklyn Sud, réputé pour son antipathie envers le FBI. S'emparant du dossier, l'homme déclare : « C'est le pire cas de corruption de toute l'histoire du FBI », et ordonne l'arrestation de Lindley DeVecchio, en 2006, sous l'accusation de complicité dans au moins quatre meurtres, dont celui de la ravissante Mary Bari, étranglée par Greg Scarpa père et fils dans un club de la famille Colombo, à Brooklyn. L'Agent spécial aurait soufflé à Greg Scarpa que la jeune femme, petite amie d'Alphonse Persico, fils du chef de la Famille, « balançait » régulièrement au FBI.

Des pionniers de la lutte anti-Mafia au sein du Bureau, comme Jules Bonavolonta, Jim Kossler, John Good ou Joe Pistone, montent au créneau et créent un comité de soutien afin d'obtenir l'élargissement de leur collègue. Le juge fixe la caution pour la libération de l'ancien agent spécial à un million de dollars. Quarante-cinq agents se portent garants de Lindley DeVecchio ; le juge n'en retient que cinq. Puis les vieux de la vieille lancent leur contre-enquête dans un climat de tension incroyable. Angela Clemente affirme de son côté avoir été rouée de coups sur un parking par un ancien proche de Greg Scarpa.

Le procès de Lindley DeVecchio s'ouvre le 15 octobre 2007. Les trois agents du FBI à l'origine de l'affaire, Christopher Favo, Jeffrey Tomlison et George Leadbetter, font état de leurs soupçons à son encontre. Puis l'accusation produit ses principaux témoins. Larry Mazza, l'ancien bras droit de Greg Scarpa, affirme que son boss disposait au sein du FBI d'un informateur surnommé Lin. L'accusation vient de marquer un point. « Lin » est le surnom de Lindley DeVecchio. Mais, lors du contre-interrogatoire, les avocats de l'ex-Agent spécial présentent la transcript on d'une conversation entre Mazza et son père, dans laquelle le mafieux dit qu'il n'a jamais su qui était la source de Scarpa à l'intérieur du FBI.

Puis vient le tour de Linda Schiro d'être entendue. Après avoir prêté serment, elle réitère ses accusations et confirme avoir entendu Greg Scarpa et Lindley DeVecchio planifier des assassinats en sa présence. Lors du contre-interrogatoire, la défense de l'ex-Agent spécial souligne que lors de

ses interrogatoires par l'OPR, en août 1994, Linda Schiro a affirmé n'avoir jamais pu entendre de conversations entre Scarpa et DeVecchio. Au onzième jour du procès, un coup de théâtre change la donne. Deux journalistes de l'hebdomadaire *Village Voice* produisent les enregistrements d'un entretien que leur avait accordé Linda Schiro en 1997, et qui contredit radicalement ses déclarations sous serment devant la cour. Le 1er novembre 2007, le procès de Lindley DeVecchio s'achève par un non-lieu.

Les attendus du juge Gustin L. Reisbach ordonnant la libération immédiate de Lindley DeVecchio sont cruels pour le Bureau : « Face à la menace représentée par le crime organisé, écrit le magistrat, le FBI est prêt à signer un pacte avec le diable, malgré ses propres règles internes… » Le juge dit avoir été particulièrement frappé par le témoignage de Carmine Sassea, ancien *consigliere* et tueur de la famille Colombo. Sassea et les autres mafieux ont eu des doutes sur Scarpa, mais les ont rapidement écartés en affirmant que le FBI n'emploierait jamais un tueur aussi vicieux et pervers que le « Moissonneur de sourires ». « Apparemment, et bien tristement, écrit le juge, le crime organisé attribue au FBI un sens de la probité plus grand qu'il n'en a. »

Tout en reconnaissant que Greg Scarpa a fourni au FBI des informations uniques sur la famille Colombo, le juge s'indigne : le Bureau a protégé Scarpa en dépit de ses crimes et, plus grave encore, il l'a « recruté pour participer à des crimes sous sa direction ». Gustin L. Reisbach parle de faute collective retombant sur tout le Bureau. L'échec du FBI était ainsi peut-être écrit dès le départ, suggère le juge qui laisse le philosophe Friedrich Nietzsche tirer la leçon de l'histoire : « Quiconque lutte contre des monstres devrait prendre garde, dans le combat, à ne pas devenir monstre lui-même. Et quant à celui qui scrute le fond de l'abysse, l'abysse le scrute à son tour. »

1- L'affaire de la *Pizza Connection* a mobilisé le FBI, la DEA et les polices anti-drogue italienne, suisse, allemande, française, turque et thaïlandaise. L'enquête débute en 1979 et porte sur un trafic d'héroïne estimé à près de 2 milliards de dollars. Elle concerne aussi bien les fabricants que les trafiquants. Pour la première fois, le FBI vise un réseau dans sa totalité, des producteurs d'héroïne en Turquie et en Sicile aux distributeurs aux États-Unis, sans oublier les blanchisseurs en Suisse. L'héroïne était distribuée dans des pizzerias, d'où le nom de l'opération. Le procès qui s'est ouvert le 30 septembre 1985 a duré dix-sept mois. Son inculpé le plus célèbre fut le parrain sicilien Gaetano Badalamenti, ancien chef de la mafia sicilienne, arrêté en Espagne avant d'être extradé vers les États-Unis.

III

Cauchemars américains

(1922-2001)

X

Embuscades (1922-1984)

Où il est question d'Indiens, de pétrole et de meurtres – Le jeune Edgar à la rescousse – Où le lecteur découvre le sort des femmes – La révolte des Indiens sur la piste des traités rompus – Où l'on parle du siège de Wounded Knee – Meurtres dans la réserve – La révolte des opprimés du Bureau face à la mafia des mormons.

La soudaine richesse des pauvres Indiens Osages

Le gouvernement des États-Unis reconnaît 562 tribus indiennes rassemblées dans 297 réserves. Le FBI est chargé de faire respecter la loi et l'ordre dans 200 d'entre elles. Le Bureau travaille en étroite collaboration avec le Bureau des affaires indiennes (BIA), la police indigène et la justice tribale, qui juge les petits délits. Dans les réserves les plus pauvres, où le taux de chômage dépasse les 60 %, les villages indiens sont formés de centaines de mobile homes, et rares sont ceux qui n'ont pas été le théâtre de violences ou de crimes. La guerre des pauvres est l'affaire de tous ; viols et incestes y sont plus nombreux que partout ailleurs. Le taux d'alcoolisation des populations indiennes est sans doute le plus élevé du pays. Dans ces conditions, le FBI est plus qu'une police. Le Bureau dispose de dizaines d'assistantes sociales et de psychologues pour encadrer cette population en détresse. Ce rôle essentiel a commencé au début des années 1920, au cœur

de l'Amérique profonde, par une des premières opérations d'infiltration du Bureau, celle dont J. Edgar Hoover est le plus fier.

L'enquête sur l'assassinat de plusieurs dizaines d'Indiens Osages dans les années 1920 est sans doute, de l'aveu du Bureau, une des plus éprouvantes et des plus difficiles jamais conduites par ses agents. Nous sommes en 1921 ; le Bureau compte alors 346 agents. Tous blancs, ils sont pour la plupart des anciens du Secret Service ou des détectives privés véreux, rompus aux pires excès des rafles visant les communistes et les anarchistes. Habitués aux violences d'un pays jeune en pleine expansion, ils ne sont toutefois pas préparés à affronter la terreur du Far West américain.

Situé au nord-est de l'Oklahoma, le pays des Indiens Osages est aussi grand que l'État du Delaware. Il est bordé au sud-ouest par la rivière Arkansas et s'étend de Tulsa, au sud, jusqu'à Ponca City, au nord. C'est un des endroits les plus verdoyants des États-Unis. L'herbe des prairies qui ondule sous le vent est considérée par les éleveurs comme la meilleure nourriture au monde. D'épaisses forêts aux arbres impropres à la commercialisation entourent le territoire. D'accès très difficile, elles sont parcourues de canyons qui en font d'imprenables forteresses, peuplées de bandes de pilleurs de banque. Dans les années 1920, il n'est pas rare d'assister à des scènes dignes d'un Far West déjà immortalisé par Hollywood. Interrogé par un Agent spécial un des occupants des lieux décrit une véritable république du crime. Des pilleurs de train, des braqueurs de banque ou des voleurs de bétail originaires de trente-deux pays différents cohabitent. Il leur arrive de s'entraîner au tir au pistolet ou au fusil, histoire de ne pas perdre la main avant de passer à l'action.

En 1888, face à une puissante vague de criminalité et de violence, la tribu Osage a recruté un shérif blanc, Bob Dalton. Celui-ci s'entoure de ses deux frères Emmett et Gart, qui composent la bande de pilleurs de banque et de voleurs de chevaux la plus efficace de la région. Les frères Frank et Jesse James ont eux aussi séjourné sur le territoire des Osages, ainsi que les frères Youngers, Bill Dollin et sa horde sauvage, ou encore Al Spencer et sa bande de pilleurs de train. Tous les hors-la-loi du pays se sont à un moment ou à un autre donné rendez-vous dans ces régions inaccessibles, tous attirés par la soudaine richesse des Indiens de la tribu Osage.

Les Osages occupent les lieux depuis le 9 juillet 1886. Forcée de quitter le Kansas, la tribu a acheté l'endroit aux Indiens Cherokees pour 1,2 million de dollars. « C'est cher payé pour une tombe », disent les mauvaises langues. Mais quelques années plus tard, du jour au lendemain, les 2 229 membres de la tribu deviennent, à la suite de la découverte de fabuleux gisements de pétrole, les habitants les plus riches de la planète. Contrairement à d'autres, les Indiens Osages mettent les revenus de leur territoire dans un fonds commun pour les redistribuer à tous les membres de la tribu. En 1880, le revenu annuel par habitant était de 10,50 dollars ; en 1923, il grimpe à 12 400 dollars. La ruée vers l'or de 1901 attire dans le pays hors-la-loi et aventuriers de tout poil. Parmi eux, un ancien cow-boy texan, William K. Hale. C'est un petit homme trapu, toujours impeccablement mis ; il a ce que certains qualifient de démarche martiale, tête droite, épaules en arrière et poitrine en avant. En moins de vingt ans, William Hale bâtit une fortune estimée à plusieurs millions de dollars en gagnant le surnom de « roi des Osages ».

Le roi des Osages

Pendant plus d'une décennie, le « roi des Osages » est, en Oklahoma, un véritable État dans l'État. Rien ne lui résiste, ni les hommes ni les lois. Il n'est pas au-dessus des lois, il est la Loi. Mais derrière le vernis de respectabilité se dissimule un homme dénué de tout scrupule qui a bâti sa fortune sur une montagne de cadavres d'Indiens. Une réussite impressionnante : William Hale débarque au pays des Osages au début du XX^{e} siècle après avoir quitté le ranch familial de Greenville au Texas, sans argent mais avec une ambition phénoménale. Le cow-boy mal dégrossi plante sa tente dans un campement au fond d'un dédale de ravins et de grottes dans les forêts qui servent de refuge aux hors-la-loi venus pour piller et spolier les Osages.

Au milieu des « bandits des collines », William Hale est chez lui. Il fait des affaires avec les Indiens, qui s'inquiètent d'étranges coïncidences. Quand du bétail disparaît, Hale a d'importantes quantités de viande fraîche à vendre. Des Indiens meurent, et Hale revendique leur héritage en produisant force témoins qui attestent des dettes improbables. En quelques

années, Hale est un homme riche ; la manne de l'or noir fera de lui un multimillionnaire.

Le « roi des Osages » est plus malin que les armées de prospecteurs, joueurs, prêteurs sur gages et autres maquereaux qui se sont précipités sur les biens Osage. Il y a longtemps que l'ancien cow-boy texan ne vit plus dans une tente au milieu d'une nature ingrate. En 1920, il occupe un luxueux ranch entouré de plus de 20 000 hectares de terre, de troupeaux de bétail et des meilleurs étalons de la région. Il possède un autre ranch près de Grayhorse où il a installé son neveu, qui travaille pour lui. Il contrôle une banque et des magasins à Fairfax. William Hale emploie de préférence d'anciens repris de justice ou des hors-la-loi, qu'il dirige d'une main de fer.

Autour du « roi des Osages », on meurt beaucoup et, à chaque mort d'Indien, il s'enrichit un peu plus encore. Charlie Whitehorn : deux balles dans la tête. On a retrouvé Joey Yellow Horse mort sur une route, la bave aux lèvres après avoir bu du whisky empoisonné. Même chose pour Bill Stetson ou Maria Smith. À la mort de Joe Gray Horse, William Hale revendique une large partie de son héritage. La famille de Gray Horse prend un avocat pour défendre ses intérêts. Peu après, l'avocat tombe d'un train qui roule à pleine vitesse et meurt écrasé sous les roues.

Le paradis des Osages est devenu le pays de la peur. Les chefs de la tribu demandent à l'un de leurs amis, Barney McBride, un Blanc qui a fait fortune dans les pétroles, de les aider. McBride prend la route de Washington afin de contacter les autorités fédérales. Il n'y arrivera jamais. Son cadavre atrocement mutilé est découvert près de Meadows dans le Maryland.

Depuis le 28 juillet 1906, une large partie du territoire de la réserve a été partagé entre les quelque 2 000 membres de la tribu Osage. À sa naissance, chaque Indien reçoit près de 260 hectares qui sont transmissibles à ses héritiers. Une véritable fortune dans une région qui regorge de pétrole. Le 30 juin 1920, on comptait 5 859 derricks ; deux ans plus tard, il y en a 8 579. « Pratiquement toute la terre de la réserve était dédiée à la production de pétrole et de gaz », peut-on lire dans un rapport du FBI daté du 10 juillet 1953. William Hale ne peut pas laisser passer une telle aubaine.

Ernest Burckhart, le neveu de William Hale, est marié avec une Indienne, Mollie Smith. Le couple vit dans le ranch du « roi des Osages » de Grayhorse avec la mère de Mollie, Lizzie Q. La vieille dame possède un

beau patrimoine : 200 000 dollars et plus d'un millier d'hectares de terre à pétrole. Elle est malheureusement en très mauvaise santé.

William Hale se prend à rêver et fait ses comptes. Pour que son neveu touche un fabuleux héritage, il suffit de se débarrasser de six petits Indiens. Agatha Christie n'aurait pas rêvé mieux. Le « roi des Osages » est un homme méthodique et consciencieux. Il sait qu'il peut se faire encore plus d'argent s'il tue ses petits Indiens dans un ordre bien précis : si Anna Brown, celle de ses deux filles qui n'est pas mariée, vient à décéder, la moitié de sa fortune estimée à 100 000 dollars ira à sa mère Lizzie Q, et l'autre moitié à sa sœur Rita Smith. Après, il faudra se débarrasser de Lizzie Q, de Rita Smith, de son mari et de quelques parents. Au bout du compte, l'argent de tous ces héritages successifs ira à l'épouse du neveu de William Hale.

Le 27 mai 1921, des chasseurs découvrent le cadavre décomposé d'Anna Brown dans un ravin près de Fairfax. L'Indienne a été tuée d'une balle dans la tête. Sa sœur et son beau-frère réclament l'ouverture d'une enquête. Ils accusent publiquement William Hale d'être le commanditaire de l'assassinat d'Anna Brown. Ils ont compris ce que le « roi des Osages » est en train de mijoter. Un des neveux de William Hale est accusé d'être le tueur ; il est arrêté. William Hale réunit l'argent nécessaire au versement d'une caution et obtient sa libération. Il s'occupe de sa défense, lui fournit un alibi et le jeune homme est libéré.

Comme prévu, Lizzie Q hérite de la moitié de la fortune d'Anna Brown. Elle n'en profite pas longtemps, puisqu'elle décède quelques mois plus tard. Personne ne s'interroge sur les causes de sa mort, qui sont qualifiées de naturelles.

En bon joueur d'échecs, William Hale s'occupe du pion suivant. Avant de s'attaquer à Rita Smith et à son mari, il se débarrasse d'un autre héritier de la fortune de Lizzie Q, Henry Roan Horse, un cousin d'Anna Brown. Le cadavre de Henry Roan Horse est découvert le 6 février 1923, sur la route qui relie Fairfax à Burbank, avec une balle dans la tête. William Hale fait d'une pierre deux coups. Quelques jours après la découverte du cadavre, le « roi des Osages » réclame le versement d'une police d'assurance-vie souscrite à son bénéfice par le cher disparu. L'affaire semble suspecte à la compagnie d'assurances, qui refuse de payer et parle de fraude. William Hale poursuit la compagnie devant la justice.

Les époux Smith ont conscience de ce qui se trame. Le mari de Rita rencontre le « roi des Osages » pour une explication houleuse. Il accuse William Hale d'être responsable de l'assassinat d'Anna Brown et lui réclame 6 000 dollars qu'il lui a prêtés peu avant. Hale refuse de payer. Redoutant le pire, les Smith modifient leur testament. En cas de décès d'un des époux, la part du défunt ira automatiquement au survivant. Cette précaution va enrayer le mécanisme diabolique mis en branle par le « roi des Osages ».

Le 10 mars 1923, à 2 h 30 du matin, la maison des Smith à Fairfax est détruite par une explosion. Rita Smith et une servante âgée de dix-sept ans sont tuées sur le coup. Avant l'explosion, la maison avait été arrosée de kérosène. Des morceaux des cadavres des deux malheureuses sont dispersés sur quelques centaines de mètres. Dans cette « opération », le calcul du « roi des Osages » est simple : il se débarrasse d'un créancier à qui il doit 6 000 dollars et augmente du même coup l'héritage de Mollie Burckhart, l'épouse de son neveu, de 150 000 dollars, Mollie étant la seule fille de Lizzie Q encore en vie. Mais les meilleurs plans peuvent échouer. Le mari de Rita ne meurt pas sur le coup. Il agonise pendant quatre jours. Il hérite donc de toute la fortune de son épouse. L'homme a, d'un autre mariage, eu une enfant qui vit en Arkansas. De cette fille, ni Hale ni Burckhart n'ont jamais entendu parler. C'est elle qui hérite de la fortune des Smith.

William Hale a compris les bienfaits de la diversification. Ernest Burckhart et sa femme se sont arrangés pour qu'un de leurs enfants soit adopté par une famille Osage, celle de Joe et Bertha Bigheart. Peu après l'adoption, Joe Bigheart meurt soudainement. L'enfant des Burckhart, hérite donc de 75 000 dollars. Somme qu'il doublera à la mort de sa mère adoptive, car déjà, à Fairfax, on ne donne pas cher des chances de survie de la veuve Bigheart.

William Hale fait des émules. De nombreux Blancs épousent des Indiennes pour hériter de leurs biens. En quelques mois, 60 Indiens parmi les plus riches, c'est-à-dire près de 3 % de la tribu, sont assassinés. Pour se débarrasser d'un Indien, il en coûte 500 dollars. Un peu plus si l'on veut masquer l'assassinat en suicide. Le tueur doit juste prendre garde à ne pas tirer dans le dos de sa victime, comme c'est souvent le cas. On peut aussi toujours trouver, pour pas très cher, des médecins légistes complaisants,

prêts à découper les cadavres en petits morceaux pour dissimuler les causes de la mort.

J. Edgar Hoover entre en scène

Face à cette vague de crimes, le Conseil de la tribu appelle à l'aide l'« Honorable Secrétaire de l'Intérieur » à Washington. L'affaire est confiée au Bureau of Investigation (BI, futur FBI). Le numéro deux du BI, J. Edgar Hoover, prend l'affaire en main et décide d'envoyer chez les Osages les meilleurs de ses agents. Une des plus éprouvantes enquêtes de l'histoire du FBI commence. Elle va durer plus de trois ans.

Le Bureau lance dans la bataille des agents choisis pour leur connaissance des territoires indiens, pour leur courage et leur persévérance. « Ils ont roulé pendant des milliers de kilomètres à travers les champs de pétrole, de jour comme de nuit, dans la chaleur et le froid, la pluie et la neige, dans la boue », note un rapport du FBI daté de 1953.

Les agents du FBI qui s'installent à Fairfax se heurtent à un mur de silence et de peur. Les rares informations qu'ils rassemblent les mènent sur de fausses pistes qu'ils s'épuisent à suivre jusqu'en Californie, au Nouveau-Mexique, au Kansas, au fin fond du Colorado, au Texas et même en Arizona.

Le Conseil tribal offre une forte récompense à qui permettra de mettre fin à la vague d'assassinats et d'arrêter les coupables. Une armée de détectives privés et de chasseurs de primes s'empare de l'affaire, au désespoir des agents du Bureau : ils brouillent les pistes, parfois volontairement. Les agents fédéraux ont l'impression que certains sont même payés pour les fourvoyer.

J. Edgar Hoover décide d'employer les grands moyens. Personne à Fairfax ne prête attention à l'arrivée en ville de quatre étrangers. Venus séparément, ils ne semblent pas se connaître. Le premier est un marchand de bétail, le deuxième un agent d'assurances, le troisième un prospecteur de pétrole et le dernier un herboriste indien. Ce sont quatre des meilleurs agents d'infiltration du Bureau. Pendant des semaines, ils se fondent dans le décor et vaquent à leurs occupations. Puis, un soir, sur un signal, les quatre hommes se rendent dans les bois qui bordent la réserve indienne. Les agents

du Bureau se retrouveront régulièrement dans ces forêts, généralement par des nuits sans lune afin de partager leurs découvertes à la seule lueur des étoiles. C'est l'endroit le plus sûr pour ne pas se faire remarquer.

Chaque agent fait son rapport. Le plus âgé d'entre eux, le « marchand de bétail », est l'agent en charge de l'affaire. Il fait le point de la situation. Au bout de quelques mois, les quatres hommes sont convaincus que William Hale est responsable de la récente vague de meurtres qui secoue le pays Osage. Ils se doutent aussi que le « roi des Osages » est derrière des dizaines d'assassinats d'Indiens commis dans la réserve ces dernières années.

L'« herboriste indien » passe ses journées dans la tribu. En plus de son travail, il affirme être à la recherche de parents indiens qui se sont installés en Oklahoma plusieurs années auparavant. Il concocte des potions à base d'eau sucrée qui sont très appréciées des Osages. En peu de temps, l'agent infiltré est considéré presque comme un membre de la tribu. Il est reçu chez les Osages et participe à leurs cérémonies. Le Conseil de la tribu lui a aussi ouvert ses portes et il n'est pas rare de le voir conseiller les représentants de la communauté Osage dans leurs décisions administratives.

L'infiltré du Bureau chargé de jouer les cow-boys fréquente les truands et les hors-la-loi qui travaillent pour le « roi des Osages ». Il en apprend un peu plus sur les méthodes employées par William Hale pour se débarrasser des Indiens. Ses hommes soûlent régulièrement des Osages qui, une fois ivres morts, se voient prescrire de la morphine pour dessoûler – dans les années 1920, la médecine était assez incertaine. Il ne reste plus qu'à injecter une surdose de morphine pour qu'un médecin complaisant délivre des certificats de décès pour cause d'empoisonnement par l'alcool.

À force de patience, les quatre infiltrés du Bureau reconstituent la séquence des meurtres. Le « roi des Osages » a eu du mal à trouver un homme pour se débarrasser d'Anna Smith. William Hale s'est d'abord adressé au plus célèbre hors-la-loi de la région, Al Spencer, dont la bande de pilleurs de banque a trouvé refuge sur la colline de l'Homme Mort (Dead Man's Hill), dans les bois au nord de Fairfax. Le pilleur de banque lui a répondu que, s'il n'avait pas de scrupules pour tuer quelqu'un lors d'un braquage, il n'était pas tombé assez bas pour assassiner une Indienne qui ne lui avait rien fait.

À la demande du « roi des Osages », un de ses neveux a contacté un autre pilleur de banque, Curley Johnson, pour lui faire la même proposition.

Mais l'affaire a tourné court et, quelque temps plus tard, on a retrouvé le cadavre de Curley Johnson. Les mauvaises langues disent que William Hale aurait fait assassiner le pilleur de banque après que ce dernier eut tenté de le faire chanter. En désespoir de cause, Hale aurait confié le contrat à son neveu Ernest Burckhart.

Les témoins permettent de dater la mort d'Anna Smith du 21 mai 1921, six jours avant la découverte de son corps. Elle a passé la journée à boire chez sa sœur Molly. Le soir, son beau-frère Ernest Burckhart et l'un des hommes de la bande l'ont raccompagnée en voiture. Avant de partir, le « roi des Osages » leur a remis un pistolet. Quelques kilomètres plus loin, la voiture s'est arrêtée en rase campagne, le neveu de Hale a immobilisé sa belle-sœur tandis que son comparse tuait la malheureuse Indienne d'une balle dans la tête.

Les agents du Bureau apportent un soin particulier à éclaircir l'assassinat de Henry Roan Horse. Il a eu lieu sur des terres appartenant à l'État américain. Le Bureau a juridiction sur le dossier – ce qui n'est pas le cas pour les assassinats d'Anna Brown, de sa sœur Rita Smith et de l'époux de cette dernière.

Pour tuer Henry Roan Horse, William Hale s'est adressé à l'un de ses amis pilleur de banque, Henry Grammer. C'est un des hommes les plus puissants de la région ; il a le monopole du trafic d'alcool dans la réserve indienne. La nuit, les bois qu'il contrôle sont éclairés par des groupes électrogènes afin que la production d'alcool ne s'arrête pas. Avant de mourir dans un mystérieux accident d'automobile, Grammer fournit au « roi des Osages » son tueur, John Ramsey. Quinquagénaire mal dégrossi, Ramsey est, au dire d'un rapport du FBI, l'« archétype du hors-la-loi du Far West ». Plusieurs années de pénitencier pour vol de bétail ne l'ont pas assagi. À sa libération, il se reconvertit dans la contrebande d'alcool. Ce qui ne l'empêche pas de louer ses services à qui veut les payer. William Hale lui offre une Ford achetée 500 dollars et lui promet 1 000 dollars une fois qu'il aura tué un Indien qu'un de ses hommes lui montre du doigt dans une des rues de Fairfax.

Quand il l'aborde dans un bar pour lui offrir un whisky, John Ramsey ignore jusqu'au nom de Henry Roan Horse. Après quelques verres, il se prend d'affection pour ce diable d'Indien qui porte toujours la coiffure traditionnelle de sa tribu, et ne peut se résoudre à le tuer. Sévèrement tancé

par Hale, le tueur repart à la charge et se soûle à nouveau avec son nouvel ami indien dans un bar de Fairfax… mais n'arrive toujours pas à le tuer. Quelques beuveries plus tard, il prend enfin son courage à deux mains. Le 26 janvier 1923, il charge l'Indien soûl dans sa Ford, le conduit jusqu'au fin fond d'un canyon et lui tire une balle dans la tête.

Le « roi des Osages » est furieux contre John Ramsey. Il lui reproche d'avoir tiré par-derrière, empêchant le médecin de conclure à un suicide. Cela ne l'empêche pas d'avoir à nouveau recours à ses services pour tuer les époux Smith. Il fait sauter leur maison à l'aide de 20 litres de nitroglycérine. La date de l'attentat a été soigneusement choisie : ce soir, il est à Forth Worth, au Texas, où il assiste à une convention de vendeurs de bétail. Ramsey n'a pas agi seul. Un autre hors-la-loi, Asa Ace Kirby, lui a donné un coup de main. Mais Kirby parle trop. Le « roi des Osages » décide de se débarrasser de lui. Il le met sur un « coup », en lui révélant qu'un des commerçants de la ville vient de recevoir des pierres précieuses. Puis il prévient le commerçant du soir où Kirby doit le cambrioler. Le hors-la-loi est tué d'un coup de fusil alors qu'il tentait de se glisser subrepticement chez le commerçant après avoir forcé une fenêtre.

L'infiltré « agent d'assurances » vend de vraies polices. Son activité lui donne accès à bien des familles qui, par peur, avaient refusé de rencontrer des agents du Bureau. L'agent « d'assurances » en profite pour se constituer un réseau d'informateurs et pour rassembler des éléments concernant les meurtres des Indiens Osages. Une fois prêt, il contacte William Hale pour lui vendre une police d'assurance.

Le « roi des Osages », déjà bien assuré, n'a besoin de rien. En revanche, il apprécie la compagnie de l'agent d'assurances, qu'il revoit régulièrement dans les bars ou les lobbies d'hôtel de Fairfax. William Hale aime parler de lui, de sa jeunesse dans le Texas, de la manière dont il s'est enfui de chez lui pour devenir un cow-boy. Mais, avant tout, il adore évoquer ses deux passions : les femmes et l'argent.

William Hale ouvre les portes de la haute société de Fairfax à l'agent d'assurances. Il lui présente tout ce que la ville compte de notables. Le « roi » est toujours en représentation et constamment à la recherche de nouveaux appuis. Il distribue les cadeaux à tour de bras : costumes pour les hommes, fourrures pour ces dames et poneys pour leurs enfants.

William Hale se plaint de ses problèmes de santé : il souffre de l'estomac et a de plus en plus de mal à trouver le sommeil. L'agent d'assurances remarque que le « roi » a vendu pratiquement tous ses troupeaux : il ne lui reste plus que 250 têtes de bétail. Il a également liquidé son stock de coton. Nous sommes en 1925, et l'année a été bonne pour Hale : rien que son bétail lui a rapporté près de 75 000 dollars. Mais il se dit fatigué et affirme vouloir changer d'air : il a besoin de chaleur et ne supporte plus les ragots le concernant.

L'agent d'assurances a le même tailleur que le « roi des Osages ». C'est ainsi qu'il apprend que Hale s'est fait tailler sur mesure un costume léger et qu'il a l'intention de partir pour la Floride avec sa famille. L'agent fouine et finit par découvrir que la fille de Hale a déclaré que la famille avait fait ses bagages et que tout le monde était prêt à lever le camp à la première alerte.

Le Bureau se concentre sur le maillon faible de la bande du « roi des Osages », Ernest Burckhart, qui finit par dénoncer son oncle et ses complices. Puis John Ramsey craque et toute la bande se retrouve sous les verrous, à commencer par William Hale. Mais le Bureau n'est pas au bout de ses peines. Hale va se battre sur le terrain judiciaire. Chacun des quatre procès intentés par l'État contre lui est l'occasion d'une longue et épuisante bataille. Le « roi des Osages » engage une armée d'avocats qui utilisent tous les moyens pour sortir leur client de prison, y compris la corruption et la subornation de témoin.

Le premier procès de William Hale et de sa bande se tient à Gutherie, Oklahoma. Témoin vedette de l'accusation, Ernest Burckhart demande au Bureau de le protéger, car il a peur d'être tué. En ce temps-là, le Bureau n'a pas les moyens d'assurer ce genre de mission. Burckhart est donc laissé sans protection. Le jour de son audition, il attend dans une pièce attenante d'être convoqué pour déposer. Un garde empêche l'accès de la pièce. Arrivent les avocats du « roi des Osages », qui se font passer pour ceux de Burckhart. Le garde les laisse entrer. Ils tentent de raisonner le malheureux et veulent le convaincre de ne pas témoigner contre son oncle. Pendant ce temps, la cour suspend l'audience. Profitant de ce contretemps, les avocats de Hale parviennent à convaincre Burckhart de rentrer avec eux à Fairfax. Ils lui font rencontrer d'anciens amis. Burckhart finira par ne pas témoigner au procès de Gutherie.

Dans le même temps, la santé de l'épouse d'Ernest Burckhart, Mollie Smith, se dégrade rapidement. Si elle meurt, son mari récupérera une fortune assemblée au gré des héritages des victimes de William Hale : Lizzie Q, Anna Brown et, en partie, Rita Smith. La jeune Indienne vit dans le ranch de William Hale de Grayhorse. Les agents du Bureau se demandent si elle n'est pas en train de mourir d'empoisonnement. Ils en ont la preuve quand Mollie Smith est spectaculairement guérie après avoir été soustraite des griffes du « roi des Osages ». Peu après, les agents du Bureau convainquent à nouveau Ernest Burckhart de témoigner contre son oncle. Cette fois, il ira jusqu'au bout. Le gouvernement fédéral devra s'y reprendre à quatre fois avant d'obtenir, le 26 janvier 1929, la condamnation de Hale à une peine de prison à vie. Le Bureau vient de remporter la victoire dont J. Edgar Hoover est le plus fier. À la demande du directeur du FBI, l'affaire figure en bonne place dans *FBI Story*, l'ouvrage écrit par Don Whitehead en 1956 et dans son adaptation cinématographique. Elle permet à Hoover de se poser en défenseur de l'orphelin et de la veuve. À condition toutefois que cette dernière sache rester à sa place.

Une affaire d'hommes blancs

Seize jours après sa nomination au poste de directeur du Bureau, le 26 mai 1924, J. Edgar Hoover prend une décision lourde de sens : il renvoie deux des trois femmes qui occupent la fonction d'Agent spécial. Pour ce faire, il invoque l'excuse d'une réduction des effectifs. En réalité, le nouveau Directeur ne veut pas de femmes Agents spéciaux.

Les historiens du FBI sont étrangement peu diserts sur ces renvois. Ils ne mentionnent le départ de Jessie B. Duckstein que pour souligner que la jeune femme, qui a un temps occupé la fonction de secrétaire personnelle du Directeur sortant William J. Burns, a été renvoyée pour faire place à l'omniprésente Helen Gandy qui a régenté toute la vie professionnelle de J. Edgar Hoover. Ce qu'ils ne précisent pas, c'est que, au moment de son départ, Jessie B. Duckstein occupait la fonction d'Agent spécial depuis le 20 novembre 1923 et que, en conséquence, elle ne menaçait nullement la secrétaire de Hoover.

J. Edgar Hoover ne peut ignorer les qualités de la jeune femme qui a rejoint le Bureau le 11 août 1921 pour un emploi temporaire de

sténographe. Son travail convainc : elle est embauchée à plein temps comme secrétaire personnelle du directeur du Bureau, William J. Burns. Le 20 novembre 1923, à sa demande, Burns nomme sa secrétaire Agent spécial. Jessie B. Duckstein a trente-sept ans ; elle gagne 7 dollars par jour, plus un *per diem* de 4 dollars quand elle est en mission. On aurait tort d'y voir du favoritisme : elle est plus diplômée que les autres Agents spéciaux. À l'époque, Burns estime que son ancienne fonction de secrétaire du Directeur ne peut que faciliter son travail. Le 3 décembre 1923, elle prend ses fonctions au bureau de New York pour subir une évaluation et un entraînement. Au bout de quelque temps, le SAC de New York dont elle dépend juge qu'elle a le potentiel pour être « un des meilleurs agents du Bureau ». Le SAC suggère de l'affecter à l'étude et à l'analyse des réseaux de traites des Blanches. Début 1924, Jessie B. Duckstein est nommée au bureau de Washington (Washington Field Office, WFO). Mais la nomination de J. Edgar Hoover au poste de Directeur sonne le glas des ambitions de l'Agent spécial Jessie B. Duckstein. Au lendemain de la prise de fonction de Hoover, l'Agent spécial E.R. Bohner lui envoie un mémo affirmant qu'il n'est pas souhaitable qu'une femme occupe le poste de Jessie B. Duckstein.

Dans ce même mémo, le même Bohner demande également la tête d'Alaska P. Davidson, Agent spécial depuis le 11 octobre 1922. Âgée de cinquante-quatre ans, Alaska P. Davidson est une autodidacte. Nommée au bureau de New York, elle s'occupe de l'entraînement des autres agents. Son SAC la décrit comme une personne raffinée, trop peut-être pour être employée dans des enquêtes. Mutée au WFO, elle se heurte à son nouveau SAC, qui estime qu'« il n'y a pas de travail pour une femme ici ». Au début de juin 1923, Alaska P. Davidson et Jessie B. Duckstein présentent leur démission. Il ne reste plus au Bureau qu'une seule femme Agent spécial.

J. Edgar Hoover va avoir plus de mal à se débarrasser de Leonore Houston. Âgée de quarante-cinq ans, celle-ci est bardée de diplômes. Elle a toujours rêvé d'être Agent spécial. Elle pose une première fois sa candidature en juin 1922. Elle bénéficie d'importants appuis : entre autres, le gouverneur de Pennsylvanie, William Cameron Sproul, et George Scott Graham, représentant de l'État de Pennsylvanie au Congrès. Après enquête, William J. Burns l'embauche au titre de *special employee* affectée au bureau de Philadelphie. Son SAC note son désir d'être nommée Agent spécial. Il estime qu'elle pourrait faire merveille dans la lutte contre la traite

des Blanches. Le représentant Graham écrit régulièrement au directeur du Bureau, Burns puis Hoover, pour appuyer la demande de sa protégée. Fin politique, Hoover nomme Leonore Houston Agent spécial le 6 novembre 1924. Le 29 août 1927, celle-ci est transférée au Washington Field Office. Son cauchemar commence. Le SAC lui fait payer cher ses protections politiques. Avec la bénédiction de Hoover, il multiplie brimades et vexations. Leonore Houston est particulièrement mal notée. Finalement, Hoover obtient sa démission le 20 octobre 1928. Elle ne sortira pas indemne de l'aventure : le 30 décembre 1930, elle est internée dans un hôpital psychiatrique ; elle souffre d'hallucinations et menace de tuer J. Edgar Hoover. À compter du jour de la démission forcée de Leonore Houston et pendant quarante-quatre ans, il n'y aura pas de femme Agent spécial au sein du Bureau. Les premières femmes arriveront à l'école d'Agents spéciaux de Quantico quelques semaines seulement après la mort de J. Edgar Hoover, en juin 1972.

À la mort de Hoover, le Bureau compte 8 659 Agents spéciaux, dont 63 Noirs, 62 Latinos américains, 15 Asiatiques et 3 Indiens. Les minorités représentent 1,3 % des Agents spéciaux. Ce pourcentage était encore inférieur avant que le mouvement des droits civils des années 1960 ne bouleverse les États-Unis.

Avant 1960, le FBI n'employait que cinq Noirs, qui occupaient des postes subalternes et étaient régulièrement employés à des tâches domestiques chez J. Edgar Hoover. Parmi les premières femmes qui arrivent à l'Académie du FBI de Quantico, peu après la mort de Hoover, il y a une ancienne nonne et une ex-danseuse de revue. Elles ont pour instructeur de tir John Glover, qui deviendra le premier SAC noir de l'histoire du FBI. Minorité oblige, à peine sorties de Quantico, les deux premières « Female Agents » rejoignent le contingent déployé par le FBI pour affronter une révolte armée dans un des hauts lieux de la mémoire indienne, à Wounded Knee.

Le monde a basculé peu après la mort de J. Edgar Hoover. À Paris, Américains et Vietnamiens du Nord parlent de la fin proche de la guerre. La réélection du président Nixon le 22 novembre 1972 ouvre une ère d'incertitude qui s'achève un an plus tard par sa démission à la suite du scandale du Watergate. Après avoir atteint un sommet à 1051,70, l'indice Dow Jones plonge le 11 janvier 1973 pour perdre en quelques mois 46 % de

sa valeur, témoignant d'une récession économique de grande ampleur. À Washington, les féministes sablent le champagne : la Cour suprême vient d'autoriser l'avortement. Les fantômes de Mai 68 hantent encore les États-Unis. Le FBI traque les terroristes d'extrême gauche du mouvement Weatherman Underground et n'en finit pas d'écraser les Black Panthers.

Mais, en ce début de 1973, la menace porte une autre couleur : elle est rouge, comme la couleur de peau prêtée aux Indiens d'Amérique. Au FBI, personne n'a rien vu venir.

La piste des traités rompus

Un mouvement de retour aux traditions se développe chez les Indiens. Tout particulièrement au sein des Indiens Sioux Oglala du Dakota, qui sont à l'origine de l'AIM (American Indian Mouvement). Son but : retrouver et suivre les voies spirituelles et culturelles ancestrales, mais aussi reprendre le contrôle de leurs terres et de leurs ressources, comme il était spécifié dans le traité de Fort Laramie de 1868.

La révolte indienne couve déjà depuis quelques années. Excédés de voir leur peuple végéter à la limite – probablement dépassée – de l'indigence, une poignée de militants s'organisent. À Minneapolis en 1968, 200 militants de la cause indienne donnent naissance à l'AIM, mouvement qui se radicalise très vite. Un an plus tard, un petit groupe d'Indiens occupe l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco. Ils reçoivent l'appui de vedettes du show-business : Anthony Quinn, Jane Fonda, Candice Bergen viennent leur rendre visite. L'occupation dure dix-huit mois. Des Indiens venus de tribus opposées, les Oglala, se retrouvent pour la première fois unis afin de réclamer de meilleures conditions de vie (école, santé, logement) pour les Indiens des réserves.

À la veille des élections de novembre 1972, l'AIM organise une marche nationale sur Washington, la « Piste des traités rompus », afin de rappeler à l'ordre une administration qui ne leur est pourtant pas défavorable. Le président Nixon ne voit pas d'un mauvais œil les revendications des Indiens, surtout à la veille d'une consultation électorale. Le 1er novembre 1972, par une pluvieuse matinée, des centaines d'Indiens arrivent à Washington. La manifestation commence mal : ils n'ont pas de lieu pour se retrouver, et encore moins pour se loger. Nixon étant en

déplacement, la marche qu'ils avaient prévu de faire autour de la Maison-Blanche est annulée. George McGovern, le sénateur du Dakota du Sud d'où viennent la plupart des marcheurs, n'est pas non plus dans la capitale. Les principaux monuments où les Indiens comptaient se recueillir, Iwo Jima, le cimetière militaire d'Arlington, n'ont pas été prévenus de leur visite. Finalement, les manifestants envahissent le quartier général du Bureau des affaires indiennes. Après une intervention ratée de la police, les Indiens se préparent à un long siège. Ils construisent des barricades et fabriquent des cocktails Molotov. Deux conseillers de la Maison-Blanche, dont le futur directeur de la CIA Franck Carlucci, acceptent de recevoir les responsables de l'AIM, et l'occupation du BIA (Bureau des affaires indiennes) s'achève quand les conseillers de la Maison-Blanche remettent aux dirigeants de l'AIM une enveloppe de 66 000 dollars, à titre de remboursement des frais, en échange d'une liste de revendications en vingt points.

De retour au Dakota du Sud, les militants de l'AIM redoublent d'activité. Ils se focalisent sur Rapid City et la réserve Lakota Oglala du Sud-Dakota de Pine Ridge. La fièvre grimpe vite et fort. Le 6 février 1972, après l'assassinat d'un Indien, une émeute éclate autour du tribunal de la petite ville de Custer. Dans les jours qui suivent, pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent, la Garde nationale se déploie à Sturgis et à Hot Springs.

La tribu des Oglala est divisée. Le président du Conseil tribal de Pine Ridge, Richard « Dickie » Wilson, est un des plus farouches opposants à l'AIM. Pour faire face aux guerriers du Mouvement, Wilson crée une milice armée censée « garder la paix dans la réserve », les GOON (Guardians of the Oglala Nation). En argot américain, un *goon* est un gangster ou un homme de main. Ils ne voleront pas leur nom. L'AIM affirme que les GOON sont secrètement équipés par le FBI et surtout par le BIA. Il accuse les GOON d'être à l'origine de centaines d'agressions et d'homicides sur la réserve, leur but étant de casser le retour aux traditions des Oglala. Face aux GOON, les Indiens de l'AIM s'organisent et s'arment. Entre les deux, le FBI.

Le siège de Wounded Knee

Joseph H. Trimbach aurait voulu être le SAC du bureau d'Albany dans l'État de New York. Mais un vice-assistant directeur lui a soufflé la place. Alors il s'est retrouvé à des milliers de kilomètres de là, au cœur des États-Unis, SAC de Minneapolis. Pour son premier poste, il est gâté. Le bureau de Minneapolis (MIFO) est chargé de contrôler plus de 6 millions d'hectares du territoire, regroupant trois États et quatorze réserves indiennes. Joseph Trimbach a calculé que chacun de ses agents est censé surveiller près de 650 000 hectares…

À peine arrivé à son poste, Joseph Trimbach est alerté par l'agent résident de Rapid City de l'imminence d'une action de l'AIM. Des militants qui occupent un centre de secours catholique sont en train de préparer des cocktails Molotov. Le SAC envoie deux de ses Agents spéciaux qui, arrivés sur place, ne découvrent pas grand-chose. Pourtant, leur arrivée a provoqué le départ des guerriers de l'AIM, qui ont repris la direction de la réserve. Le siège du Bureau des affaires indiennes de Pine Ridge, qui pourrait être un de leurs objectifs, est immédiatement encerclé par des Marshals et des membres d'une milice armée, le SOG (Special Operations Group).

Mais les guerriers de l'AIM ont un autre objectif, le petit village de Wounded Knee. Haut lieu de la mémoire indienne, c'est là que, le 29 décembre 1890, le 7 e régiment de l'US Cavalry a massacré près de 300 Indiens, pour la plupart des femmes, des enfants et des vieillards.

Le 27 février 1973, 300 Indiens, dont les militants de l'AIM, occupent le petit village pour protester contre les conditions de vie intolérables qui leur sont imposées dans la réserve. Le porte-parole du groupe réclame la révision du traité de Fort Laramie signé par les tribus indiennes défaites et le gouvernement américain en 1868. Ils demandent une enquête sur les pratiques de la police indienne, le BIA, et proclament l'indépendance de la nation Oglala. Immédiatement informé, le SAC Joseph Trimbach ordonne à ses agents d'encercler Wounded Knee. Cette décision, lourde de conséquence, va entraîner le Bureau à mener un siège militaire qui va durer près de soixante-dix jours et le plonger au cœur d'une guerre indienne. Une opération d'une ampleur inédite.

Joseph Trimbach agit dans le cadre de ses compétences. Le FBI a juridiction sur les réserves indiennes. Il doit intervenir rapidement pour que les assiégés ne reçoivent pas de renforts, et, pour éviter un affrontement entre les GOON ou la police tribale et eux. Le SAC donne ordre à ses hommes d'intercepter tous les véhicules qui sortent de Wounded Knee.

Dans le deuxième véhicule arrêté par les agents du FBI se trouve un représentant du Département de la Justice porteur d'une liste de revendications. Les assiégés réclament la présence de trois sénateurs avant d'ouvrir des négociations.

À cette époque, les agents du FBI ne sont pas encore rompus à l'intervention dans des situations extrêmes. Les agents chargés de tenir les barrages ne sont pas équipés pour affronter les nuits des rudes hivers du Dakota du Sud, où la température peut descendre jusqu'à – 25 degrés. « Ils n'ont pas de nourriture, pas d'eau et rien pour leur tenir chaud, à part leurs uniformes (costumes-cravates) et les chauffages de leurs voitures de service, raconte Joseph Trimbach. Ils n'avaient que leurs armes de service et quelques fusils de chasse. Ils n'auraient jamais pu résister à une attaque. Les assiégés ont toutes les cartes en main : avantage tactique, puissance de feu supérieure, avantage du nombre. »

Au premier soir du siège, le SAC quitte les lieux éclairés par les seuls gyrophares des voitures du FBI. Inquiet, il se rend au Bureau le plus proche, celui de Rapid City, pour demander du renfort à Washington. Il a besoin d'une centaine d'agents pour verrouiller le site.

Joseph Trimbach parle à Ed Miller, son ancien supérieur au quartier général du FBI. Ed Miller est le bras droit de Mark Felt, le numéro deux du FBI et la Gorge Profonde qui est alors en train de livrer aux journalistes du *Washington Post* tous les secrets de l'enquête du Bureau sur les cambrioleurs du Watergate. Ed Miller a rang d'assistant au Directeur en charge de toutes les enquêtes. « Je faisais confiance à Ed, se souvient Joseph Trimbach. Je lui ai expliqué que nous n'aurions jamais dû nous occuper de Wounded Knee. Nous savions que les forces de l'ordre locales et celles de l'État du Dakota n'ont pas de juridiction. Impossible de se servir de la Garde nationale sans un ordre du Président. Restent les Marshals et l'armée, qui dispose d'une Civil Disturbance Unit (CDU) pour faire face à ce genre de situation. La CDU est la plus à même de tenir les barrages routiers et de repousser les attaques. Si elle intervenait tout de suite en se servant massivement de gaz lacrymogènes, on pourrait à mon sens venir à bout des militants de l'AIM. »

Le Bureau n'a pas les moyens d'un affrontement militaire. Sur les conseils d'Ed Miller, Joseph Trimbach établit un contact téléphonique avec les guerriers de l'AIM retranchés à Wounded Knee. Carter Camp, le chef de la sécurité de l'AIM, accepte de le rencontrer. Le 28 février 1973, en fin de

matinée, la voiture de service de Joseph Trimbach dépasse lentement le barrage routier tenu par les agents du FBI. Le SAC n'est pas armé. Il a attaché un chiffon blanc à l'antenne radio de son automobile et se dirige à vitesse réduite vers Wounded Knee pour s'arrêter quelques centaines de mètres plus loin face à une barricade de véhicules brûlés qui bloque la chaussée. Trimbach sort et avance vers les insurgés ; les canons d'une dizaine d'armes à feu sont pointés sur lui. Le but de cette première prise de contact : s'assurer que tous les otages sont en vie. Ils le sont.

Joseph Trimbach s'est aussi rendu compte que, pour l'heure, les guerriers indiens sont en position de force. Mieux armés que les agents du FBI, ils ont commencé à creuser des tranchées afin de stopper un éventuel assaut. Les agents n'ont toujours pas d'armes à feu à longue portée et, quand les Indiens leur tirent dessus, ils ne peuvent riposter. En outre, ils ne sont toujours pas équipés pour faire face aux hivers rigoureux de cette région. Le SAC s'adresse à Washington pour demander plus de moyens. Le directeur Patrick Gray lui fait répondre qu'il a carte blanche : « Donnez à Trimbach tout ce qu'il veut ! » Dans les heures qui suivent, les agents du FBI « dévalisent » les magasins de vêtements et les armureries de Rapid City.

Un Agent spécial qui observe le site à la jumelle s'exclame : « Boss, ils ont une M60 ! » L'agent, qui a fait la guerre du Vietnam, explique à Joseph Trimbach qu'il s'agit d'une arme de guerre de type mitrailleuse lourde. Le SAC réagit au quart de tour en priant Washington de lui envoyer une centaine de M60 le plus vite possible. Le lendemain, le responsable de l'armurerie lui demande s'il a l'intention de déclencher la troisième guerre mondiale. Ce type d'arme lourde n'est pas adapté à un siège : mieux vaut choisir des M16, plus légères et plus maniables.

Au Quartier général, on n'en prend pas moins la menace au sérieux. La question des M60 est évoquée dans une conversation téléphonique entre le Procureur général Richard Kleindienst et Patrick Gray. Peu après, le Directeur consulte son numéro deux, Mark Felt :

« Avons-nous des M60 ? »

« Si on n'en a pas, on va immédiatement passer commande », répond Felt.

Le pire cauchemar du Bureau est en train de se réaliser. Le gouverneur du Dakota du Sud vient de refuser d'envoyer la Garde nationale. Désormais, le FBI est seul face à des guerriers indiens lourdement armés et

fermement décidés à se battre. Mais le gouverneur, qui est aussi le commandant en chef de la Garde nationale, fait un geste. Il prête au FBI une automitrailleuse de type APC, un véhicule blindé de transport aux faux airs de tank doté de chenilles et d'une mitrailleuse. L'idéal pour un barrage soumis à des tirs d'armes à feu.

Au début du mois de mars, le Département de la Justice envoie l'un de ses fonctionnaires, Ralph Ericson, pour prendre en main les négociations. « Contrairement à toutes les procédures, un SAC allait devoir rendre compte à un responsable nommé par les hommes politiques, relate Joseph Trimbach. Pour la première fois de l'histoire du Bureau, le Quartier général était tenu à l'écart du processus de décision, alors qu'un avocat du Département de la Justice s'occupait des négociations. Ce n'était pas une bonne chose. Le Bureau est censé être isolé des politiques et le Directeur doit être seul responsable des Agents spéciaux. Un an après la mort de J. Edgar Hoover, tout ce qu'il avait construit tout au long de son existence était passé par la fenêtre. »

Entre le diplomate, partisan du dialogue, et le SAC, ardent défenseur d'une solution militaire, le courant ne passe pas. Le SAC voudrait passer la main à l'armée, là où, tirant les leçons de l'histoire ou craignant une symbolique trop forte, les hommes politiques voient d'un mauvais œil une intervention des militaires contre des Indiens.

En dépit de ces désaccords, Joseph Trimbach est ravi de ne pas avoir à s'occuper des négociations. Car, en ce début de mars, le siège de Wounded Knee est devenu ce que le Bureau appelle un « Special », c'est-à-dire une enquête majeure à traiter en dehors des attributions du SAC local. Pour des questions d'effectifs, Trimbach conserve au début ces deux casquettes, celle de SAC de Minneapolis et celle de SAC en charge du « Special » de Wounded Knee.

Des dizaines d'Agents spéciaux venus de tous les États-Unis commencent à affluer à la suite de son appel au secours. Joseph Trimbach, qui a fait installer plusieurs autres barrages routiers pour empêcher les renforts indiens d'arriver, en a sacrément besoin. Durant les soixante-dix jours du siège, ils seront des centaines à défiler à Wounded Knee. Seul un SAC s'est opposé à ce que ses agents se rendent sur place : c'est celui de Detroit, une vieille connaissance, Neil Welch, le franc-tireur, l'homme de la lutte contre le Ku Klux Klan, le pionnier de la lutte anti-Mafia à l'insu de J. Edgar Hoover. Il estime que ses hommes n'ont rien à faire face à des

Indiens en armes. Pour lui, ce n'est pas la guerre du Bureau. « Je savais qu'il fallait des connaissances spéciales pour travailler dans les réserves indiennes et je ne suis pas sûr que mes hommes les aient eues, explique Neil Welch. En outre, j'avais besoin d'eux à Detroit. Je leur ai dit : "Désolé, les gars, j'ai besoin de vos services ici." J'avais compris tout de suite que cette histoire poserait un gros problème au Bureau. »

Les motels et les restaurants tournent en surrégime. Tous les lits disponibles sont occupés en permanence par les différentes équipes, qui se relèvent toutes les douze heures. Certains agents dorment dans des bureaux à même le sol. Tous s'adaptent sans problème à des conditions de vie extrêmes ; la plupart des volontaires ont participé à la guerre du Vietnam. Très vite, Joseph Trimbach est débordé. Il n'arrive plus à faire la jonction entre tous les agents disséminés aux alentours de Wounded Knee, à répartir les gardes et les missions. Washington lui envoie deux autres SAC pour l'aider. L'armée a également dépêché deux conseillers militaires auprès de Trimbach. À Washington, les responsables du FBI s'inquiètent de leur présence, qui pourrait être interprétée comme le début d'une escalade militaire. Ils ne sont qu'à moitié rassurés quand Trimbach leur explique que les militaires sont là à sa demande ; ils ordonnent au SAC de jouer la carte de la discrétion.

À l'aube du quatrième jour, comme d'habitude, les barrages du FBI essuient le tir nourri des guerriers indiens. Mais, cette fois, ils peuvent répondre : ils ont reçu leurs M16, dont ils se servent, au début, très maladroitement. Monk Monroe, le responsable de l'armurerie de Quantico, a fait le voyage et a improvisé une classe de tir qui a eu lieu en plein cœur de la nuit.

Au début du siège, Joseph Trimbach a interdit à la presse de se rendre sur les lieux. Furieux, un responsable de CBS se plaint auprès du directeur du FBI de cette censure inadmissible. Peu après, le chargé des relations avec la presse du Bureau donne ordre à Trimbach d'autoriser les visites des journalistes dans le camp retranché indien. Puis viendront des sénateurs (chargés des négociations), des dirigeants du mouvement des droits civils (Ralph Abernaty), des vedettes du show-business (venues apporter leur soutien) et des avocats en mal de publicité. « Pendant le jour, les guerriers de l'AIM recevaient leurs amis, rapporte Joseph Trimbach, mais le soir venu, quand tout le monde était parti, ils nous tiraient dessus. »

Au matin du cinquième jour, alors que la neige commence à tomber, les guerriers de l'AIM ouvrent le feu sur les barrages du FBI. Les Agents spéciaux ripostent et blessent un Indien. La veille, Joseph Trimbach a fait distribuer 5 800 chargeurs de munitions et 100 gilets pare-balles. La fièvre monte du côté des Indiens : après avoir tiré sur trois fermiers, ils les prennent en otages pendant quelques heures, puis les libèrent sans leur avoir fait de mal. Les avocats des Indiens sont venus rendre visite à leurs clients pour mettre au point la liste des revendications. Les Indiens brandissent des banderoles sur lesquelles ils ont écrit : « Yankee go home ! » Pendant ce temps, 50 agents du FBI venus de tous les États-Unis convergent vers Wounded Knee pour renforcer les troupes de Trimbach.

Au sixième jour du siège, le SAC a sous ses ordres 112 Agents spéciaux aidés de 100 US Marshals et de 28 policiers du BIA. Dans les coulisses, les GOON sont eux aussi sur le sentier de la guerre. Les hommes de la milice patrouillent armés, en évitant de trop se faire remarquer, dans une quinzaine de véhicules. Les hommes de Trimbach arrêtent, en rase campagne, une dizaine de guerriers indiens qui s'apprêtaient à ravitailler les insurgés en nourriture, en armes et en munitions. Dans son journal de bord, le SAC note que le moral de ses troupes est au plus haut, en dépit des conditions difficiles et malgré le fait que le motel le plus proche soit situé à près de 40 kilomètres, et le suivant deux fois plus loin. Le SAC demande à Washington une centaine d'agents en renfort et une quantité impressionnante d'armes. Une quinzaine d'automitrailleuses de type APC sont déjà en route pour renforcer les barrages.

Le lundi 5 mars 1973, au septième jour du siège, Joseph Trimbach décide de confier la charge des barrages routiers aux Marshals, à l'exception du plus important, le RB1 (RoadBlock 1). Il a besoin de redéployer ses agents. La situation se dégrade sur trois fronts. La colère monte au sein des fermiers de la région, qui s'arment pour faire face aux incursions des Indiens qui massacrent leurs troupeaux. Les GOON du chef Robert Wilson sont pressés d'en découdre et parlent de partir à l'assaut de Wounded Knee. En face, des Indiens sympathisants de l'AIM arrivent de tous les États-Unis, eux aussi prêts à se battre. Un agent infiltré du FBI qui a ses accès à l'intérieur de Wounded Knee signale que les guerriers de l'AIM préparent une action d'envergure.

Au petit matin du neuvième jour, peu après minuit, les barrages essuient des tirs nourris de la part des guerriers indiens. Les agents du FBI,

les Marshals et les officiers du BIA ripostent. L'échange dure quatre heures. Vers 6 heures du matin, un petit avion se pose dans le camp retranché des Indiens ; des hommes en armes en descendent et déchargent des caisses. Quelques heures plus tard, un photographe signale que les Indiens sont équipés de fusils d'assaut Kalachnikov de type Ak-47. Dès lors, l'affrontement paraît inévitable.

Joseph Trimbach a tenu à avoir à ses côtés les premières « Female Agents » à leur sortie de Quantico. Au début, il répugne à les envoyer sur les barrages, principalement en raison de l'absence de toilettes. Mais très vite il se rend compte qu'une des deux agents, Susan Roley, est parfaitement adaptée à ce genre de travail. Elle est patiente et supporte très bien l'ennui des longues heures d'attente. En outre, elle vient du corps des marines ; elle sait garder son sang-froid, même sous les tirs les plus nourris. Mais Trimbach avait compté sans le zèle de la jeune femme qui, un jour, après son tour de garde de douze heures, a tout simplement disparu. Le SAC sonne le branle-bas de combat ; son pire cauchemar vient de se réaliser : un de ses agents est porté disparu et, qui plus est, il s'agit d'une des premières femmes agents du Bureau. Il fait fouiller son dortoir, puis tous les endroits où elle pourrait se trouver : motels, bars, cafés, sièges du BIA, antenne du FBI. En vain. Au bout de quelques heures, la jeune femme est localisée sur un petit barrage routier au fin fond de la réserve. Elle remplace un agent porté malade. Convoquée par son SAC, elle le supplie de ne pas la renvoyer.

Pour Joseph Trimbach, il n'est pas question de se séparer de l'agent Roley, mais il redoute d'entrer dans l'histoire du Bureau comme le SAC qui est responsable de la mort de la première femme agent du Bureau… Il ne peut pas non plus les tenir éloignées du théâtre des opérations.

Joan Misko Pierce est un des Agents spéciaux que Joseph Trimbach apprécie le plus. Diplômée en histoire, elle a été pendant onze ans nonne au couvent des Sœurs de la Charité de Buffalo. Sœur Misko Pierce enseignait l'histoire américaine et l'économie à l'Académie Mount Mercy de Buffalo et à l'École supérieure Madonna de Niagara Falls. Elle quitte le couvent pour rejoindre le FBI le 23 mars 1970 en tant que chercheuse à l'Académie nationale de Quantico. Elle est nommée Agent spécial le 17 juillet 1972. À trente et un ans, elle est la première femme à accéder à ce poste depuis les années 1920.

Dans l'après-midi du 8 mars 1973, en compagnie de deux autres collègues, elle est appelée à l'est de la réserve, au barrage routier RB3, afin d'interroger une famille indienne qui veut quitter le territoire. Les Marshals qui tiennent le RB3 ont instruction de ne laisser sortir personne sans l'autorisation du FBI. L'Agent spécial Pierce commence à interroger les Indiens, tandis que ses collègues surveillent l'horizon. Ils ont senti quelque chose d'anormal. L'Agent spécial Grimes saisit ses jumelles et voit trois pick-up et une camionnette quitter le village et se diriger vers eux. Arrivés à moins de 500 mètres, les véhicules s'arrêtent ; des Indiens, le visage peint aux couleurs de la guerre, armés jusqu'aux dents, en sortent et se déploient.

« Nous avons un problème ! » crie l'Agent spécial Siedel.

D'autres véhicules également pleins de guerriers en armes ont quitté le village et se dirigent vers eux.

Siedel s'empare du micro de sa radio : « Des agents ont besoin d'aide au RB3 ! »

Au même moment, des voitures roulant en rase campagne dépassent le barrage et se placent en direction du nord. Il faut mettre la famille indienne à l'abri : Joan Pierce s'en charge. Pendant ce temps, trois autres véhicules arrivent et s'arrêtent au niveau d'un bosquet ; des guerriers Oglala armés de fusils en descendent et vont rejoindre d'autres hommes en armes. Côté nord, les guerriers se déploient en arc de cercle et remontent vers le RB3. Les Indiens tentent d'encercler les trois agents du FBI et les Marshals. L'affrontement est inévitable. Réfugiés derrière leurs véhicules blindés APC, les agents fédéraux vérifient leurs armes.

Il est un peu plus de 17 heures quand la voiture de Joan Pierce s'arrête non loin du barrage. L'Agent spécial vient de mettre la famille indienne à l'abri et s'apprête à rejoindre ses collègues, quand les guerriers Oglala ouvrent le feu. L'ancienne nonne a juste le temps de sauter dans l'APC pour éviter une rafale de fusil automatique. Les agents du FBI ripostent avec leurs M16. La fusillade va durer trois quarts d'heure. Les agents du FBI et les Marshals vident chargeur sur chargeur en direction de leurs assaillants, tandis que, allongée au sol, l'Agent spécial Joan Pierce recharge les armes qu'on lui tend. Les agents sont en mauvaise posture : ils sont encerclés par 35 guerriers Sioux Oglala qui les arrosent de leurs armes automatiques.

Joseph Trimbach est au poste de commandement quand il entend à la radio l'appel au secours lancé par ses agents depuis le RB3. Il se précipite dans un dortoir contigu et réveille tous les agents qui s'y reposent en leur

donnant l'ordre de foncer le plus vite possible au RB3. Puis il bat le rappel général et envoie sur place tous les agents qu'il peut trouver.

« Mon pire cauchemar était en train de se réaliser, raconte Joseph Trimbach. J'avais des agents encerclés par des assaillants supérieurs en nombre et mieux armés. Et avec mes agents se trouvait une des premières "Female Agents", ancienne nonne de surcroît. »

Au RB3, la situation devient critique : les agents du FBI et les Marshals vont vite être à court de munitions. Mais un petit miracle survient. L'appel au secours des agents a été entendu par l'Agent spécial Bill Willis, qui se trouve non loin de là dans sa voiture, pleine de munitions. Sous le tir nourri des guerriers, le véhicule de l'Agent spécial fonce vers le RB3, et s'arrête contre l'APC. Les Indiens concentrent le tir. L'Agent spécial attrape toutes les munitions qu'il peut porter et se place à l'abri derrière sa voiture secouée par un déluge de balles.

Après avoir lancé les chargeurs de munitions à ses collègues, l'Agent spécial Willis prend position et ouvre le feu en direction des assaillants venus du nord ; Grimes, Siedel et les Marshals couvrent l'ouest et le sud-ouest. Mais les guerriers se rapprochent. Les Agents spéciaux savent qu'ils vont succomber bientôt sous le nombre. Avec la lente avancée des Oglala, les rafales de balles s'accentuent. Bientôt, il ne sera plus possible de riposter sans courir le risque de tomber sous les balles. Mais, surgi de nulle part, arrive un APC qui vient se placer entre les agents fédéraux et les assaillants. Au péril de sa vie, un Marshal en sort et ouvre le feu avant de se mettre à l'abri de ce nouveau bouclier. Les assiégés ont gagné un temps précieux.

Dans sa voiture qui fonce vers le RB3, Joseph Trimbach n'a qu'une idée : pourvu qu'il ne soit rien arrivé à l'Agent spécial Joan Pierce ! Le SAC est en contact radio permanent avec les assiégés, qui le mettent en garde : « Ne vous approchez pas trop près, vous risquez d'être pris pour cible. » La colonne des véhicules du Bureau s'arrête derrière la voiture du SAC, à une centaine de mètres de la fusillade.

« Mes réflexes acquis lors de l'entraînement des marines ont joué, explique Joseph Trimbach. J'ai bondi hors du véhicule de tête et je me suis jeté au sol. Mes hommes ont fait de même. Le plus vite possible, nous avons commencé à ramper sous une pluie de balles en essayant de nous dissimuler derrière la végétation sans oser nous mettre à genoux. Tout en avançant, j'essayais de voir les agents assiégés. Une fois près du barrage, on

entendait le bruit des balles qui ricochaient sur le blindage de l'APC ou qui se fichaient dans le sol. Au bruit, du gros calibre – sans doute du 30. Nous nous sommes précipités à l'abri derrière l'APC. J'ai vu Joan, elle m'a fait signe que tout allait bien. Mes agents se sont installés et ont ouvert le feu. Je n'avais jamais été aussi fier d'eux. »

Surpris, les guerriers Oglala se replient en direction de Wounded Knee. Quelques instants plus tard, ils demandent une trêve pour évacuer deux blessés. Il est 18 h 50. La première grande attaque d'Indiens Sioux du XX^{e} siècle vient de prendre fin.

De retour à son quartier général de campagne, Joseph Trimbach écrit une longue lettre au directeur du FBI, Patrick Gray, pour réclamer une intervention immédiate contre les insurgés de Wounded Knee. Il propose d'arroser l'endroit de gaz lacrymogène afin de lancer ses agents à l'assaut. Une technique qui sera employée vingt ans plus tard lors d'un autre siège, celui de la secte des Davidiens à Waco, qui se terminera tragiquement.

Le Directeur ne répondra pas à sa lettre. Le SAC a compris qu'il est désormais seul face aux Indiens. Au quartier général du FBI, personne n'accorde à l'affaire l'importance qui lui est due. « L'opération mobilisait des centaines d'agents, souligne Joseph Trimbach. Pour le Bureau, rien n'était plus important. Pourtant, aucun responsable n'est venu sur le terrain se rendre compte de la situation et nous apporter un soutien qui nous a fait défaut. » Le directeur du FBI a un autre souci en tête. Il doit être auditionné par les sénateurs pour se voir confirmer à son poste, ainsi que le veut la loi américaine ; son objectif est donc de tout faire pour éviter un bain de sang. Toute l'administration partage l'indifférence des responsables du FBI. Il faut dire que, au même moment, le président Nixon et ses hommes sont en train de sombrer dans le scandale du Watergate.

Le SAC est d'autant plus découragé que le négociateur du Département de la Justice est seul à prendre les décisions. Au treizième jour du siège, après avoir discuté avec les représentants des insurgés, il annonce que les guerriers Oglala ont accepté de lever leurs barrages et ordonne au FBI d'en faire autant. Les agents du FBI dégagent les routes et s'aperçoivent que les Indiens occupent toujours leurs positions, qu'ils ont même renforcées. Des fonctionnaires et des éleveurs de bétail qui s'étaient aventurés sur les routes sont retenus en otages pendant quelques heures. Les guerriers de Wounded Knee en profitent pour s'approvisionner en munitions et en nourriture. Avec la levée des barrages du FBI, les visiteurs affluent.

Un véritable cauchemar pour les agents du FBI : tout ce que l'Amérique compte de contestataire prend la route de Wounded Knee ; radicaux de la Nouvelle Gauche, féministes, Black Panthers, Weatherman, tous les groupes envoient leurs représentants.

Les agents du FBI en profitent pour recueillir des informations sur la situation à Wounded Knee. Les cameramen et les journalistes qui font l'aller et retour leur fournissent de précieux comptes rendus. Ils recrutent l'un d'entre eux, Douglas Durham, photographe d'un journal « underground » de la Nouvelle Gauche, *Pax Now*. Contrairement aux autres journalistes, Durham ne se fait pas prier pour communiquer au FBI ses notes et ses photos. Grâce à elles, les agents du FBI identifient les Indiens et se font une idée plus précise de leur armement. Le photographe leur remet aussi les plans détaillés des lieux ainsi que les horaires des patrouilles et leur composition. Il avertit les agents du FBI : la nuit, les Indiens s'approchent de leur campement et écoutent leurs conversations. Impressionné par le travail du photographe, les agents du FBI le recrutent comme informateur stipendié. Sa mission : infiltrer la section de Des Moines de l'AIM. Rapidement, il gagne la confiance d'un des responsables de l'organisation indienne, Dennis Bank. « Il devient son bras droit, son garde du corps, son messager et son confident », résume Joseph Trimbach.

Les agents ont remarqué que, pour transporter leurs armes, les guerriers de Wounded Knee se servent d'une camionnette volée. Le 11 mars, une patrouille du FBI repère la camionnette sur une route. Les Agents spéciaux demandent par radio des instructions : le SAC autorise l'intervention et l'arrestation de tous les occupants de la camionnette. Les Agents spéciaux allument leur gyrophare. La chasse commence.

La voiture du FBI n'a aucun mal à rattraper la camionnette. Elle entreprend de la dépasser, mais, arrivée à hauteur du conducteur, les Agents spéciaux voient sortir le canon d'un fusil. La voiture du FBI ralentit et, alors qu'elle reprend place derrière la camionnette, deux coups de feu retentissent. Les Indiens viennent de tirer. Assis à côté du conducteur, l'Agent spécial Fitzgerald tente de riposter à l'aide de son M16. Mais l'arme s'enraie. Les guerriers ouvrent à nouveau le feu : les premières balles vont se loger dans le pare-chocs et le pare-brise de la voiture du FBI. Blessé à la main droite et au bras gauche, Fitzgerald laisse tomber son arme sur la chaussée. L'Agent spécial McGhee, qui conduit, sort de la main gauche son Magnum 357 et tire en direction de la camionnette. Fitzgerald

sort lui aussi son 38 spécial de la main gauche et se contorsionne pour ouvrir le feu. Les Indiens tirent à nouveau et font voler le pare-brise en éclats. Les Agents spéciaux ripostent. La poursuite s'arrête quelques minutes plus tard, quand la camionnette pénètre à vive allure dans Wounded Knee. Peu après, l'Indien qui a blessé Fitzgerald est récompensé d'une plume d'aigle. Un des dirigeants des insurgés donne l'ordre de tirer à vue sur tout agent du FBI surpris dans l'enceinte du village et annonce que les espions seront passés par les armes. Quelques heures plus tard, le directeur du FBI ordonne de rétablir les barrages autour du village.

Le 14 mars 1972, par une froide matinée, Joseph Trimbach fait ses adieux à Wounded Knee. Le Directeur a décidé de le remplacer par Roy K. Moore, une des légendes du Bureau. C'est Moore qui est venu à bout du Ku Klux Klan dans le Mississippi après avoir retrouvé les cadavres des trois militants des droits civils disparus près de Philadelphia. Sa tâche n'est pas facile. Le village est tenu par près de 300 hommes en armes. Rapidement, il arrive à la même conclusion que son prédécesseur : seule une intervention de l'armée permettra de régler le problème. Moore sera relevé au bout d'un mois. Entre-temps, les affrontements armés entre agents du FBI et guerriers Oglala redoubleront d'intensité. Deux Indiens sont tués et 12 autres disparaissent, enlevés et exécutés par les GOON si l'on en croit l'AIM. À la fin du mois d'avril, Patrick Gray démissionne de ses fonctions de Directeur. Il a reconnu avoir détruit des documents concernant le scandale du Watergate à la demande de deux conseillers du président Nixon. Il est remplacé par un ancien parlementaire, William Ruckleshauss, et trois mois plus tard par Clarence Kelley, un ancien du Bureau.

Le siège de Wounded Knee prend fin le 8 mai 1973, à la suite d'un accord signé à Washington. Les Indiens sont autorisés à quitter les ruines du village. L'ordre n'est pas pour autant rétabli. Une guerre sourde oppose les militants de l'AIM aux miliciens des GOON. De part et d'autre, des Indiens disparaissent. Au sein de l'AIM se déroule une véritable chasse aux infiltrés du FBI ; ici, on tue sur un simple soupçon. La valse des cadavres redouble : 64 Indiens sont assassinés, 300 blessés. Le FBI croule sous les mandats d'arrêt. Pour les exécuter, le Bureau envoie 60 agents dans la réserve, alors qu'avant les incidents de Wounded Knee il y en avait trois. C'est ainsi que le Bureau sera entraîné dans une des plus grandes tragédies de son histoire.

Opération « Resmur »

Le 26 juin 1975, peu avant midi, deux voitures du Bureau roulent sur la route qui relie la ville d'Oglala à la réserve de Pine Ridge. L'Agent spécial Jack Coler se trouve à bord d'une Chevrolet Biscayne blanc et or modèle 1972 et Ron Williams conduit une Rambler verte modèle 1972. Les deux voitures s'engagent sur une petite route de terre battue qui sinue vers l'ouest à travers de vertes prairies en direction du campement de Calvin Jump Bull, le principal de l'école des Lakota Sioux. Les prairies sont bordées de collines boisées et entrecoupées de bosquets quasi impénétrables. C'est l'endroit rêvé pour une embuscade.

Les Agents spéciaux savent qu'ils s'aventurent en territoire hostile. Leur informateur les a avertis que l'AIM stocke armes et munitions dans certaines tentes. Il leur a aussi dit qu'un hors-la- loi qu'ils recherchent, Jimmy Eagles, s'y trouve. C'est d'ailleurs pour l'arrêter qu'ils se rendent au campement. Mais personne ne leur a dit qu'un tueur plus redoutable s'y trouve également. Il a un fusil d'assaut AR-15, plein de munitions, et une furieuse envie d'en découdre. La veille, quand d'autres Agents spéciaux avaient débarqué au campement, il s'était caché. À leur départ, il a parlé à de jeunes guerriers qui eux aussi se sont armés.

Quelques minutes avant midi, les deux véhicules du FBI arrivent en vue du campement. Ils sont aussitôt pris sous le tir croisé d'armes automatiques. Les Indiens qui sont à l'origine des tirs se sont déployés sur les hauteurs et dans les bosquets qui bordent la route. Les assaillants ont l'avantage des lieux et de l'armement ; ils sont équipés d'armes d'assaut semi-automatiques et de puissants fusils de chasse. Leur chef est le mieux armé avec son AR-15.

Les deux voitures s'arrêtent sous une pluie de balles. L'agent Ron Williams est blessé. Il s'empare du micro de sa radio pour demander de l'aide, quand il voit Jack Coler sortir de sa Chevrolet Biscayne courbé en deux, l'arme au poing. Coler ouvre le feu avant de se diriger vers l'arrière. Du coffre, il extrait le fusil à pompe calibre A.308 qui s'y trouve conformément au règlement du Bureau. À peine a-t-il saisi l'arme qu'il s'effondre, grièvement blessé : une balle lui a pratiquement arraché le bras. Malgré sa blessure, Williams réussit à sortir de sa Rambler et à rejoindre son collègue. Il tente de lui faire un garrot à l'aide de sa chemise. La

fusillade continue pendant quelques minutes. Les agents du FBI ont tiré 5 balles, leurs véhicules ont été touchés 125 fois.

L'Agent spécial Ron Williams décide de se rendre et le fait savoir aux Indiens. Peut-être en criant, peut-être en brandissant un bout de tissu. Les Indiens finissent par cesser le feu. Blottis derrière la Chevrolet, les deux Agents spéciaux entendent des pas s'approcher. Williams voit un Indien qui braque un AR-15 dans sa direction. Lui parle-t-il ? On ne le sait pas. Ce qu'on sait avec certitude, c'est que Williams a compris ce qui allait se passer. Il a levé sa main comme pour détourner le canon du fusil d'assaut, et a tourné la tête. La balle lui a arraché trois doigts avant d'aller lui transpercer le crâne, le tuant sur le coup. Jack Coler était probablement inconscient quand le tueur l'a achevé de plusieurs balles dans la tête et la gorge. Puis le tueur et ses complices ont dépouillé les Agents spéciaux de leurs armes et se sont emparés du blouson vert au sigle du FBI de Coler.

Alertés par l'appel au secours de Ron Williams, les premiers Agents spéciaux arrivent sur les lieux une heure plus tard. Des rafales d'armes semi-automatiques tirées dans leur direction bloquent leur progression ; ils avancent à couvert. Les coups de feu proviennent du campement. N'ayant pas d'idée précise de la situation, ils ne ripostent pas. Ils ne savent pas encore ce qu'il est advenu de leurs deux collègues et ils ont entendu des cris d'enfants en provenance des tentes. Vers 16 heures, ils ont le campement en vue. Les coups de feu sont sporadiques. Le gros des troupes a quitté les lieux avec les femmes et les enfants, ne laissant derrière que des tireurs chargés de ralentir l'avancée des agents fédéraux. L'Agent spécial Dean Hughes dirige un petit commando formé d'hommes du FBI et de policiers du BIA. Ils ont contourné le campement par le flan est, à travers les bois de White Creek Clay. Tout a l'air tranquille. Dean Hughes sort du bois seul. Il crie : « Nous sommes du FBI et du BIA, ne tirez pas ! » Il est dans la ligne de mire du fusil Marlin 30/30 d'un tireur solitaire posté près du campement. Le tireur ouvre le feu et manque l'Agent spécial de quelques centimètres. Un agent du BIA riposte. Les coups de feu cessent.

Peu après 16 h 30, après avoir progressé dans les bois, Dean Hughes et ses hommes arrivent en vue des voitures de leurs collègues. Ils approchent avec prudence. Quelques minutes plus tard, ils découvrent les cadavres des deux Agents spéciaux. Hughes regroupe ses hommes à couvert pour l'assaut final. Avec deux autres agents du FBI, il grimpe sur une hauteur qui surplombe le campement. Ils lancent des grenades lacrymogènes et ouvrent

le feu sur les tentes. Rien ne se passe. Le campement est vide. À l'intérieur, un agent tombe sur un cadavre qui gît face au sol dans une flaque d'eau. Il pense qu'il s'agit d'une femme en raison de ses cheveux longs, mais, en le retournant, il comprend que c'est le cadavre du guerrier qui a tiré sur Hughes. L'Indien a un blouson vert au sigle du FBI. C'est celui de Jack Coler. Reste à trouver le tueur à l'AR-15. Pour le débusquer, le FBI va mobiliser 200 Agents spéciaux dans une vaste opération baptisée « Resmur » (*Reservation Murders*, « *les Meurtres de la Réserve »).*

Rapidement, le Bureau affirme avoir identifié trois des guerriers responsables de l'assassinat des deux Agents spéciaux. Deux d'entre eux sont acquittés par le tribunal de Cedar Rapids en juin et juillet 1976. Peu après, la justice renonce à poursuivre le troisième, Jimmy Eagle. Dès lors, le Bureau concentre ses efforts sur le quatrième homme, qu'il accuse d'être le tueur à l'AR-15 : Leonard Peltier.

Le Bureau débusque Leonard Peltier au Canada, où il s'est réfugié. Extradé, le dirigeant de l'AIM est jugé à Fargo, Dakota du Nord, en mars et avril 1977. Peltier est condamné à deux peines de prison à perpétuité. Ses défenseurs parlent d'un coup monté, accusent le Bureau d'avoir falsifié des pièces à conviction, évoquent des pressions sur les témoins, de faux témoignages. La condamnation est confirmée en appel en 1979 et la Cour suprême refuse de se saisir du dossier. L'affaire est devenue, depuis, un symbole de l'oppression des Indiens. Une mobilisation internationale voit des organisations comme Amnesty International, des personnalités comme Desmond Tutu ou l'archevêque de Canterbury, réclamer la libération de Leonard Peltier, qui est proposé pour le prix Nobel de la paix. En 1994, le directeur du FBI Louis Freeh doit intervenir publiquement pour empêcher le président Clinton de gracier le dirigeant de l'AIM. En 2009, les agents du FBI interviennent dans le même sens et avec la même volonté après la victoire de Barack Obama à l'élection présidentielle. Ils sont indignés que l'assassin de deux des leurs puisse être gracié. « Nos vies, disent-ils, ne valent donc rien si l'assassinat d'agents du FBI peut être excusé, sinon approuvé. »

La fin d'une ère

En laissant les agents du FBI seuls face aux guerriers Sioux Oglala, le gouvernement américain tourne une page de l'histoire du Bureau. Les incidents de Pine Ridge marquent la fin d'une ère. Celle d'un FBI omniprésent et tout-puissant. Lors de son premier affrontement militaire

d'envergure, le Bureau s'est retrouvé seul face à tout ce que les États-Unis comptaient de mouvement de révolte. Son image ne peut qu'en être ternie. Il lui faudra du temps pour s'en remettre.

Pine Ridge inaugure un processus de normalisation du Bureau. Le FBI accompagne désormais l'évolution de la société en remettant en question l'un des dogmes essentiels de J. Edgar Hoover : l'uniformité du recrutement des agents.

Jusqu'à la mort de Hoover, les Agents spéciaux étaient recrutés selon les critères du maître du FBI, ceux d'un petit fonctionnaire dont l'enfance s'est déroulée à cheval sur le XIX^{e} et le XX^{e} siècle à Washington, c'est-à-dire dans une petite ville provinciale régie par les valeurs racistes du Sud et celles des chrétiens les plus réactionnaires. Ces valeurs forgeront la culture du FBI. Durant toute sa carrière à la tête du Bureau, J. Edgar Hoover ne toléra pas le moindre écart, surveillant étroitement le mode de vie de ses hommes, intervenant jusque sur leur manière de se vêtir. Au début, les Agents spéciaux étaient blancs et d'origine protestante. À partir des années 1940, le FBI s'ouvre aux catholiques, de préférence d'origine irlandaise.

La mort de Hoover entrouvre les portes du Bureau ; pour la première fois depuis des décennies, un vent frais souffle sur le FBI. On retiendra du bref passage de Patrick Gray qu'il est le premier à avoir recruté des agents femmes. Une timide évolution renforcée par son successeur Clarence Kelley, dont le quinquennat a permis d'ouvrir un peu plus les portes du Bureau aux « Female Agents » et autres recrues issues de communautés jusqu'alors négligées ou oubliées par les recruteurs. Il faut attendre le règne du juge Webster pour voir les agents représentant les « minorités » doubler en atteignant le nombre de 943. Les « Female Agents » passent de 147 à 787. Les deux directeurs suivants, William Sessions et Louis Freeh, poursuivent cette politique d'ouverture avec plus ou moins de bonheur. À la suite de son très court règne, William Sessions peut s'enorgueillir du fait que, sur 10 422 agents, 11,3 % soient des femmes et 12,5 % issus de « minorités » ethniques. Pourtant, c'est quand il est Directeur que les premiers cas de discrimination éclatent au grand jour. La révolte des minorités gronde ; des Agents spéciaux parlent de discrimination, de harcèlement, affirment qu'ils n'ont pas droit à des promotions en raison de leurs origines ou de leur religion.

Quelque 250 agents noirs créent l'association BADGE (Black Agent Don't Get Equality, « Les *agents noirs ne sont pas égaux ») pour* lutter

contre la discrimination au sein du Bureau. Le cas le plus emblématique est celui de Donald Rochon, victime de discrimination de la part de ses collègues du bureau d'Omaha et de Chicago, où il a été affecté entre 1983 et 1986. Il se plaint d'avoir été l'objet de plaisanteries, voire de brimades, à caractère raciste. Un de ses collègues s'amuse à coller des têtes de gorille à la place des visages de ses enfants sur les photos qui ornent son bureau. Un corbeau lui envoie des lettres de menaces. Les menaces et les insultes redoublent, n'épargnant pas sa femme d'origine blanche. Rochon reçoit la facture d'une assurance-vie qu'un autre agent a souscrite à son nom après avoir imité sa signature. Il porte plainte. Quelques années plus tard, le directeur William Sessions transige : Rochon renonce à ses plaintes en échange d'un dédommagement d'un million de dollars. Des Agents spéciaux et leurs superviseurs, tous des Blancs, sont sanctionnés pour avoir harcelé Rochon ; certains sont suspendus sans salaire pour une période de vingt jours. L'affaire laissera des traces au sein du Bureau. Quelques années plus tard, à Philadelphie, un truand que Rochon a envoyé en prison menace de mort sa famille et lui. Contrairement à l'usage, le Bureau n'ouvrira pas d'enquête et refusera de protéger Rochon et ses proches.

Puis un groupe d'Agents spéciaux femmes poursuit les responsables du FBI pour harcèlement sexuel. En tête des plaignantes, la première femme Agent spéciale sortie de Quantico en 1972, l'ancienne religieuse Joan Misko Pierce, l'héroïne de Pine Ridge.

Mais, pour le Bureau, le pire va venir des agents latino-américains, basés principalement dans la « Taco Belt », la Ceinture des Taco qui délimite au sud-ouest les États hispanisants, avec pour centre principal Los Angeles. C'est de là que part la révolte des Agents spéciaux d'origine hispanique. C'est le numéro deux du bureau de Los Angeles (LAFO), Bernardo Mat Perez, qui en brandit l'étendard en 1988. Il ne le fait pas de gaieté de cœur. Bernardo Perez adore le Bureau, c'est sa famille. Mais la famille est ingrate. Quand il en a pris conscience, Perez s'est senti comme un enfant martyrisé par sa mère. « C'est comme si ma mère avait abusé de moi, confie-t-il. Je l'adore, mais elle a abusé de moi. » Pour Perez, le calvaire a commencé le jour de sa prise de fonction en tant que numéro deux du LAFO. « Je n'ai pas demandé à ce que tu sois là, lui a dit son SAC. Ton bureau est là-bas. Tu y vas et tu y restes jusqu'à ce que je te dise d'en sortir. »

À ses côtés, une vedette du Bureau, Rudy Valdez, vingt et un ans de FBI, 600 arrestations, 25 citations, médailles ou récompenses, un as du contre-espionnage dont les mérites sont loués jusqu'à la CIA. Depuis 1981, il a demandé dix-neuf fois à passer au grade de superviseur, et dix-neuf fois le Bureau a dit non. Alors il travaille sous les ordres d'un Agent spécial qui n'a que neuf ans d'ancienneté dans le Bureau et qu'il a été obligé de former au délicat travail de supervision. Il sait qu'il a beau porter de beaux costumes, s'habiller avec recherche, ses collègues le regarderont toujours comme un agent de deuxième zone parce qu'il s'appelle Valdez.

Un troisième mousquetaire est venu rejoindre la révolte des Hispaniques du LAFO : il s'agit de Paul Magallanes, un des Agents spéciaux du Washington Field Office dont l'enquête sur le scandale du Watergate est à l'origine du départ du trente-septième président des États-Unis, Richard Nixon, en 1974.

Bernardo Perez poursuit le Bureau pour discrimination. Paul Magallanes témoigne en sa faveur. Il va en payer le prix fort. Son supérieur lui confisque son arme et les clefs de sa voiture de service avant de le placer en « service limité » – sorte de « castration professionnelle », pour reprendre l'expression employée par Magallanes. Il lui faudra se battre devant les tribunaux pour retrouver ses « attributs » et reprendre son travail. Mais le cœur n'y est plus face à un redoutable adversaire.

La « mafia des mormons »

SAC du LAFO, Richard Bretzing est un prêtre de l'Église mormone. Depuis sa prise de fonction en 1982, les rumeurs vont bon train ; les Agents spéciaux parlent de la mainmise de la « mafia des mormons ». Son bras droit Bryce Christiensen fait partie de la même Église, ainsi que 40 des 400 Agents spéciaux du bureau de Los Angeles. Les mormons du Bureau tiennent régulièrement des « conférences spirituelles » dans le bureau du SAC. Ordre est donné de ne pas les interrompre, même en cas de prise d'otage ou de hold-up. Richard Bretzing est intouchable en raison de ses liens très étroits avec le directeur du Bureau, le juge William Webster, homme très pieux lui aussi, avec qui il a toujours plaisir à échanger quelques versets extraits de la Bible.

À son arrivée à la tête du Bureau, William Webster a décidé de faire de la lutte contre le trafic international de drogue une des priorités du FBI. Un objectif plus difficile, mais plus stratégique, que les voitures volées ou les déserteurs qui nourrissaient les statistiques du Bureau pour la plus grande fierté du maître des lieux, J. Edgar Hoover. Le bureau de Miami affecte 100 agents à la lutte contre les narcotrafiquants, alors que la division anti-drogue du LAFO compte à peine 40 agents, dont une infime minorité d'origine hispanique. Une hérésie dans une ville où pullulent les bandes de trafiquants de drogue latino-américains. À titre de comparaison, la brigade des stups de la police de Los Angeles regroupe alors près de 400 agents.

En 1982, le LAFO réussit un de ses plus beaux coups en arrêtant en flagrant délit une des personnalités très en vue de la ville, le constructeur automobile John DeLorean. Les agents du FBI sont arrivés à filmer l'industriel dans une chambre d'hôtel en train de discuter de sa participation à un trafic de drogue pour renflouer son entreprise. Au cours de la discussion, DeLorean s'est emparé d'un paquet de coke en s'exclamant : « C'est encore mieux que de l'or ! » L'annonce de l'arrestation de DeLorean par des agents du FBI fait la une des journaux américains. Le Bureau jubile, mais pas pour longtemps.

Les choses se gâtent deux ans plus tard, lors du procès de John DeLorean, quand l'avocat du constructeur interroge Bernard Tisa, l'Agent spécial au cœur de l'affaire. Pressé de questions, Tisa reconnaît avoir détruit des documents. Mais il y a pire. Tisa a pris une part active dans la chute de DeLorean en jouant le rôle d'un banquier véreux. Devant le tribunal, l'Agent spécial avoue avoir suggéré à DeLorean de financer son entreprise défaillante par le trafic de cocaïne. C'est lui qui a mis en contact l'industriel avec un informateur du FBI chargé de jouer les trafiquants de cocaïne. Enfin, c'est encore lui qui a offert de financer l'opération quand DeLorean a déclaré ne pas avoir les 2 millions de dollars nécessaires à l'achat de la drogue. En d'autres termes, après avoir poussé DeLorean au crime, le FBI se propose de le financer. Ça fait beaucoup. Trop pour le tribunal, qui innocente John DeLorean.

L'aura de la mafia des mormons se ternit. Mais l'affaire DeLorean n'est rien par rapport à un deuxième scandale sans précédent. L'affaire Richard Miller, du nom d'un des Agents spéciaux mormons protégés par le SAC.

Richard Miller était un Agent spécial pas comme les autres. Obèse, réputé avoir du mal à contrôler sa libido, l'homme est depuis des années la risée du Bureau. Les histoires le concernant font florès. Les Agents spéciaux rient encore de la manière dont il perdait ses voitures, ne se souvenant plus de l'endroit où il les avait garées ; ils se moquent de sa manie de quitter le bureau en laissant les clefs dans la serrure ; ils s'inquiètent des plaintes de la police locale après son passage dans les cellules où il va prêcher la bonne parole mormone auprès des détenus. Quand on l'a surpris en train de vendre des produits ménagers Amway entreposés dans le coffre de sa voiture de service, Miller aurait dû être sanctionné. Mais, en tant que mormon, il bénéfice de la protection de son SAC et de la mafia des mormons.

Le numéro deux du LAFO, Rudy Valdez, demande le renvoi de Richard Miller. Le SAC enterre les rapports de son numéro deux et mute Miller dans la section la plus secrète du LAFO, celle qui est chargée du contre-espionnage. Une manière comme une autre de le mettre à l'abri de l'attention des autres Agents spéciaux. Au début, il retranscrit et indexe les documents top-secrets, puis son supérieur le charge de surveiller une jeune Soviétique qui a trouvé refuge à Los Angeles en 1973. La jeune femme est soupçonnée d'être un agent du KGB. Richard Miller commence par coucher avec elle, puis il lui propose des documents confidentiels, dont le manuel du contre-espionnage du FBI, contre 50 000 dollars en or et 15 000 dollars en cash. L'affaire doit se conclure à l'occasion d'un voyage à Vienne que doivent effectuer Miller et son contact. Mais Washington a vent de l'affaire et dépêche une équipe d'enquêteurs au LAFO. Même le SAC mormon ne peut plus rien pour son protégé. Arrêté en 1984, Miller écope d'une peine de vingt ans de prison. Il est le premier agent de l'histoire du Bureau condamné pour intelligence avec l'ennemi. Il ne sera pas le seul…

XI

Intelligence (1951-2001)

Où deux ne font plus qu'un et s'appellent Solo – Où l'on voit Solo à Moscou et ce qui s'ensuit – Quand le FBI « finance » le parti communiste – Où il est à nouveau question de l'assassinat du président Kennedy – L'ami Brejnev – Où le lecteur assiste à un faux pas – Ce que la Maison-Blanche pense de Solo – Où le lecteur a peur pour Solo.

L'« Agent Solo »

1951 : la guerre froide bat son plein. Le FBI multiplie les poursuites contre les réseaux communistes. Le Bureau a percé nombre de secrets du Parti communiste américain (PCUSA) en ayant recours à des écoutes sauvages et à des « visites » dont il ne peut exploiter devant les tribunaux les résultats, obtenus illégalement. Il a le plus grand mal à prouver que le numéro deux du Département d'État, Alger Hiss, est une taupe soviétique, ou que les rédacteurs en chef de la revue *Amerasia* ont trahi les États-Unis en publiant des documents confidentiels. Le Bureau éprouve les mêmes difficultés à faire condamner Judith Coplon, une employée du Département d'État arrêtée le 4 mars 1949 alors qu'elle s'apprêtait à remettre vingt-huit documents confidentiels du FBI à un employé soviétique des Nations Unies, ou à exploiter les révélations d'Elizabeth Bentley, ancien courrier d'un réseau soviétique basé à New York. Enfin, si le procès des Rosenberg

n'avait été placé sous le signe du déni de justice, il n'aurait eu aucune chance d'aboutir à la double condamnation à mort des deux époux.

Cette cascade d'affaires plus ou moins réussies permet toutefois de présenter à l'opinion publique américaine le PCUSA comme une sorte de « cheval de Troie » soviétique. Le gouvernement a en effet décidé de poursuivre ses membres pour violation du *Smith Act* de 1940 qui qualifie de crime tout appel à renverser le gouvernement des États-Unis. Les douze principaux responsables du Parti passent tous à la clandestinité pour ne pas être jetés en prison. C'est pour les arrêter que le Bureau lance l'opération « Toplev ». Les bureaux de New York et de Chicago mobilisent des centaines d'agents et forment des unités spéciales chargées d'interroger tous les anciens membres du PCUSA. C'est ainsi que des agents du FBI entrent en contact avec Jack Childs, un ancien trésorier-payeur du Komintern, l'organisation chargée jusque dans les années 1940 d'exporter la révolution soviétique à travers le monde.

Jack Childs est un aventurier. L'amour du risque et du jeu a toujours guidé sa vie. Il aime à dire qu'il préfère se glisser dans une maison par la fenêtre plutôt que d'y entrer par la porte : question de sensations fortes. Son premier séjour à Moscou remonte à 1932 : une véritable aventure qui l'amène à fréquenter les écoles de sabotage du Komintern avant de se rendre dans l'Allemagne nazie avec une ceinture bourrée d'or destinée au Parti communiste allemand. Depuis lors, Jack Childs a ouvert les yeux sur la réalité du régime stalinien et, en 1947, il quitte le PCUSA. Approché par les agents du FBI, il leur dit : « Où étiez-vous depuis tout ce temps ? Pourquoi ne m'avez-vous pas contacté avant ? J'aurais pu élever toute une famille rien qu'en vous attendant ! »

Jack Childs accepte donc de travailler pour le FBI. C'est ainsi que démarre l'opération « Solo ». Elle va durer plus de trente ans et ne s'achèvera qu'à la chute du mur de Berlin. Entre-temps, grâce à « Solo », le Bureau et différents Présidents américains vont avoir accès à des informations de premier ordre sur les principaux dirigeants des pays communistes. C'est la plus secrète des opérations du Bureau : elle n'a été révélée qu'en 1995 par le témoignage d'anciens responsables du FBI. À ce jour, celui-ci n'a toujours pas déclassifié les documents concernant « Solo ».

L'agent traitant de Jack Childs, Alexander C. Burlington, est un personnage haut en couleur qui aurait pu être écrivain, pianiste ou linguiste.

Il est capable de composer des poèmes en latin et sa propension à truffer ses dires de citations latines exaspère. Il tranche sur le reste des agents par ses chemises de prix dont il change plusieurs fois par jour. Outre les deux paquets de cigarettes quotidiens qu'il fume, on ne lui connaît qu'une faiblesse : un ulcère, qu'il soigne en le noyant sous des litres de lait coupés de whisky. Burlington est un des rares Agents spéciaux à ne pas aimer travailler au-dehors. Il conçoit les enquêtes comme une partie d'échecs. C'est dans sa maison de campagne de Wechester qu'a lieu le debriefing de Jack Childs.

Les deux hommes sont à l'opposé l'un de l'autre, mais se complètent. Jack Childs aime à parler, l'Agent special se plaît à écouter. Childs explique qu'il n'a jamais vraiment ajouté foi à « toutes ces conneries communistes ». Il évoque son séjour à Moscou, ses missions à Berlin, avant de donner la clef de son engagement. S'il a rejoint le Parti communiste américain au début des années 1930, c'est pour venir en aide à son frère Morris. Jack Childs affirme à l'Agent spécial : « Morris, c'est votre ticket d'entrée pour les hautes sphères du Parti communiste. » Jack était un homme d'appareil ; Morris, un leader. Jack connaît beaucoup de monde ; Morris, lui, connaît tout le monde.

Contrairement à son frère, Morris Childs était un révolutionnaire convaincu. Pour lui, la révolution n'était pas un « dîner de gala ». Pour bien faire comprendre la différence à son agent traitant, Jack Childs raconte que, quand il se trimbalait au cœur de l'Allemagne nazie, il lui arrivait de se défaire de sa ceinture de pièces d'or lorsqu'il se mettait au lit, généralement avec des prostituées. Ça n'aurait jamais pu arriver à son frère Morris : non seulement il n'aurait jamais quitté sa précieuse ceinture, mais il n'était pas question qu'il couche avec des prostituées.

Morris Childs débarque à Moscou plein d'une ferveur quasi mystique. Il a rejoint le PCUSA en 1919, à l'âge de dix-neuf ans, et il est devenu proche d'une des figures légendaires du Parti, Earl Browder, un des premiers agents du Komintern. Envoyé à l'université Lénine de Moscou en 1929, il tisse des liens avec les futurs grands dirigeants communistes de la planète. Forgées durant les cours de sabotage du Komintern, ces amitiés-là sont indéfectibles. À son retour aux États-Unis, Morris Childs continue son ascension au sein du PCUSA jusqu'à devenir, à la fin de la guerre, le rédacteur en chef de son quotidien, le *Daily Worker*. Mais en 1946, lors d'un voyage à Moscou, il perd la foi : trop de ses camarades ont disparu,

victimes des purges, et il s'inquiète du sort réservé aux intellectuels juifs. Aux États-Unis, les luttes internes et les intrigues au sommet du PCUSA l'épuisent. Il est bientôt destitué de son poste de rédacteur en chef du *Daily Worker*. Victime de crises cardiaques à répétition, il s'éloigne du Parti et attend la mort dans une sordide chambre du « Village ».

Le Bureau aurait dû arrêter Morris Childs dès 1947 ; il ne l'a pas fait à cause de la mauvaise santé de l'ancien dirigeant du PCUSA. Les agents chargés de le filer le voyaient marcher péniblement dans la rue, s'arrêter tous les cinquante mètres pour reprendre son souffle. Après sa disgrâce au sein du PCUSA, le Bureau se désintéresse de son sort jusqu'à ce que Jack Childs propose au contraire de l'employer pour la plus folle des opérations d'infiltration.

À la demande de son frère Jack, Morris Childs reçoit l'Agent spécial Carl Freyman, un homme doux aux faux airs d'intellectuel, en réalité l'un des meilleurs recruteurs d'informateurs du Bureau. Morris Childs ne demande qu'à se laisser convaincre : il est revenu du communisme depuis déjà plusieurs années. Est-il prêt à renouer avec ses anciens contacts et à devenir une taupe au sein du PCUSA ? Il répondrait oui sans hésiter, n'étaient ses problèmes de santé.

L'Agent spécial Carl Freyman contacte les meilleurs cardiologues du pays tout en priant pour que son supérieur n'y trouve rien à redire. Morris Childs ne travaillerait pas pour le FBI, et pourrait même ne jamais rendre aucun service, si son cœur venait à flancher. Le Bureau, qui n'est pourtant pas réputé pour sa philanthropie, accepte de financer des soins onéreux à la clinique Mayo de Rochester, Minnesota, afin de sauver la vie de Morris Childs.

Autre problème : comment Morris pourra-t-il expliquer aux camarades du Parti d'où vient l'argent consacré à ses soins ? Jack trouve la solution : organiser une quête au sein du Parti en omettant de préciser que le plus gros contributeur en est le FBI ! Le tour est joué. Six mois plus tard, c'est un Morris Childs transfiguré qui sort de la clinique Mayo. Il a repris du poids et de la vigueur, il ne se traîne plus et n'a qu'une envie : en découdre avec le PCUSA qui l'a laissé tomber après l'avoir pressé comme un citron. Il ne reste plus qu'à faire savoir aux responsables du Parti que Morris Childs est prêt à reprendre du service… C'est la mission de Jack.

Début 1954, Morris Childs reçoit un appel anonyme lui fixant rendez-vous dans une cabine téléphonique du nord de Manhattan. De là, un

correspondant l'envoie dans une chambre de l'hôtel Sovereign où il retrouve le responsable à la sécurité des réseaux clandestins du PCUSA. Après un interrogatoire courtois mais ferme, il se voit proposer de reprendre du service. Le Parti a besoin d'argent. Depuis que la direction est passée à la clandestinité, tous les liens avec Moscou sont rompus. Pourrait-il rétablir le contact avec les Soviétiques et leur demander de l'argent ? La démarche est logique. Morris Childs a toujours eu de bonnes relations avec Moscou. Il se dit encore trop faible pour voyager, mais accepte à la condition que son frère Jack l'aide dans sa mission. Les deux hommes se quittent après être convenus d'entrer à nouveau en contact en passant par une sympathisante du Parti. À compter de ce jour, au Bureau, les dossiers des deux frères portent un astérisque, symbole signifiant que, pour des raisons de sécurité nationale, ils ne pourront jamais témoigner devant les tribunaux. Une procédure réservée aux informations recueillies dans le cadre d'écoutes et de « visites » illégales.

Les premiers pas de « Solo »

Réintégrés au sein du PCUSA, Jack et Morris Childs ont du mal à rétablir le contact avec l'URSS. Ils ont prévu de passer par les camarades canadiens, mais Moscou ne répond pas. La mort de Staline et la désorganisation qui s'est ensuivie y sont sans doute pour beaucoup. Les frères Childs insistent néanmoins et restent en liaison avec leurs homologues canadiens. De retour du XX^{e} Congrès du PCUS, le secrétaire général du Parti communiste canadien remet à Jack Childs la copie du discours prononcé par le premier secrétaire du PCUS, Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev, dans la nuit du 25 au 26 février 1956. C'est une véritable bombe : Khrouchtchev y critique violemment la période stalinienne et en condamne le caractère dictatorial et répressif. Le document est remis à J. Edgar Hoover, qui le communique au Département d'État. La CIA obtient elle aussi copie du document par le canal des services secrets israéliens. La publication d'extraits du discours de Khrouchtchev, le 16 mars 1956, par le *New York Times*, provoque un véritable séisme politique au sein des différents partis communistes à travers le monde.

En 1956, à la suite d'une décision de justice au niveau fédéral rendant impossible toute poursuite de ses dirigeants en vertu du *Smith Act*, le

PCUSA sort de la clandestinité. Morris Child devient l'adjoint du premier secrétaire, chargé des relations avec les partis frères soviétique et chinois. Il est en quelque sorte le ministre des Affaires étrangères du Parti.

En 1958, Morris Childs retourne enfin à Moscou après plus de dix ans. Il y est accueilli à bras ouverts par Boris Ponomarev, chargé des relations internationales du Parti soviétique. Ponomarev promet de financer le PCUSA à hauteur de 75 000 dollars pour 1958 et de 200 000 dollars l'année suivante. Afin de brouiller les pistes, les deux hommes conviennent de faire transiter l'argent par le Canada.

Morris Childs quitte Moscou pour se rendre à Pékin, où il est reçu pendant cinq heures par un Mao Zedong très remonté contre Moscou. Mao ne digère pas la charge de Khrouchtchev contre Staline. Il parle de trahison, traite les Soviétiques de « révisionnistes ». Morris Childs rentre aux États-Unis le 28 juillet 1958 avec les premières informations concrètes sur un des événements majeurs des années 1960 : le schisme sino-soviétique. Dans les années qui suivent, grâce à Morris, le gouvernement américain est régulièrement informé de la dégradation des relations entre les deux pays. Le Département d'État apprécie et félicite régulièrement le Bureau pour la qualité de ses informations.

En janvier 1959, Morris Childs dirige la délégation américaine au congrès du PCUS. Il a droit à un coffre-fort au Kremlin afin d'y entreposer les documents les plus confidentiels. Un soir, il referme maladroitement la porte du coffre-fort sur son petit doigt ; hospitalisé d'urgence, il refuse l'anesthésie proposée avant d'être amputé de l'auriculaire, de crainte de révéler inconsciemment des secrets. Le lendemain, à la tribune, Khrouchtchev salue le geste d'un camarade héroïque qui a préféré souffrir plutôt que de courir le risque de lâcher des révélations à des médecins qu'il ne connaît pas. Khrouchtchev fait applaudir par les délégués « le dernier des numéros un bolcheviques », et annonce que le petit doigt amputé sera enterré au pied du mur du Kremlin !

L'argent de Moscou

L'argent de Moscou arrive *via* le Canada à partir du mois de septembre 1958. D'abord 12 000 dollars, puis 17 000, puis 6 000 et enfin 25 000, que Jack Childs récupère soit à New York, soit à Toronto. Par la

suite, quand les versements dépasseront le million de dollars, l'argent sera remis directement à Jack Childs par un agent du KGB, généralement sur une route en rase campagne, selon une routine parfaitement rodée par les agents des services.

À chacun de ces versements, Jack Childs retrouve son agent traitant dans un discret appartement new-yorkais. L'Agent spécial compte l'argent et photocopie chaque billet de banque. Puis il entrepose l'argent de Moscou dans un coffre-fort et le remet par petits montants aux dirigeants du PCUSA quand ils lui en font la demande. Véritable banquier du Parti communiste américain, il contrôle toutes ses dépenses.

Dans le courant des années 1960, la Federal Reserve Bank de New York alerte le FBI : il circule aux États-Unis des billets de 50 dollars qui ont transité par Cuba. La Federal Reserve a trop bien fait son travail : elle a remonté la piste des dollars « cubains » ; les numéros de série communiqués au FBI correspondent à ceux de centaines de milliers de dollars remis à Jack Childs par le KGB.

Le FBI ne veut pas courir le risque de voir les autorités bancaires alerter l'opinion de l'existence d'un trafic de dollars avec Cuba, pays sous embargo, ou même avec l'ennemi soviétique. À l'occasion d'un déjeuner au Club des anciens de Yale, l'Agent spécial Alexander Burlington demande un service à l'un de ses amis directeur de banque. Son établissement accepterait-il de « blanchir » des millions de dollars en cash pour le compte du FBI ? Le banquier accepte et promet de se charger lui-même de l'opération. L'Agent spécial lui demande aussi de pouvoir louer des coffres-forts sous de faux noms. Le banquier éclate de rire en disant qu'ils auraient mieux fait d'aller déjeuner dans un restaurant de la Mafia !

« D'une certaine manière, le FBI a financé le Parti communiste américain, reconnaît l'ancien numéro deux du Bureau, Cartha DeLoach. Le Bureau a autorisé le Parti communiste à opérer avec l'argent de l'Union soviétique que nous aurions pu confisquer. Mais nous aurions exposé nos informateurs et nos sources à l'intérieur de l'Union soviétique. Et cela, nous ne pouvions nous le permettre. »

Le Parti communiste n'est pas généreux et se montre chiche avec l'argent de Moscou. Morris Childs est très mal payé. Pour lui permettre de vivre et de mieux assurer sa sécurité au cas où le KGB viendrait à enquêter sur son compte, le Bureau l'aide à créer une société à Chicago, les « Femmes en Blanc », spécialisée dans la vente d'uniformes pour

infirmières. Le Bureau loue non loin des bureaux au nom d'une autre société qui sert de quartier général à « Solo ». Quand Morris ou Jack Childs s'y rendent, ils sont filés par des agents du FBI chargés de vérifier que personne d'autre ne les suit.

Pour faciliter les déplacements de Morris Childs, qui voyage sous de fausses identités, le Bureau recrute un agent de voyage. Morris peut ainsi changer d'itinéraire au tout dernier moment, entrer sur le territoire soviétique ou le quitter comme il lui chante. Il n'a pas à justifier ses expéditions de l'autre côté du rideau de fer. Il s'agit avant tout de protéger ses déplacements contre la curiosité des services secrets alliés ou des agents de la CIA. Morris est également sûr de pouvoir faire escale dans une capitale de l'Europe de l'Ouest avant de rentrer aux États-Unis : halte indispensable qui facilite son retour au pays sous une fausse identité. Informé du retour de sa « taupe » par un coup de fil, le Bureau dépêche un Agent spécial à l'aéroport pour détourner les regards inquisiteurs des agents des douanes ou de la police des frontières.

Les dirigeants soviétiques sont particulièrement friands de médicaments américains. La demande est telle que le FBI s'adjoint les services d'un pharmacien qui approvisionne Morris Childs sans poser de questions. Le Bureau pense à tout : aux États-Unis, les médicaments sont souvent livrés dans de petites boîtes en plastique au nom du malade. Sur les étiquettes figure toujours le nom d'emprunt utilisé par Morris Childs pour voyager…

« Solo » et l'assassinat du président Kennedy

Morris Childs se trouve à Moscou le 22 novembre 1963, jour de l'assassinat du président John Fitzgerald Kennedy. Il est aux premières loges pour enregistrer la réaction des responsables soviétiques. Son témoignage est capital dans un monde en proie aux tensions les plus dangereuses de la guerre froide. Les deux premières puissances nucléaires de la planète ont été au bord de l'affrontement entre le 16 et le 28 octobre 1962, à la suite de l'installation de missiles soviétiques pointés sur les États-Unis depuis Cuba. Les Soviétiques ne seraient-ils pas responsables de l'assassinat du Président américain ? Morris Childs va très vite obtenir la réponse.

Dans les minutes qui suivent l'annonce de la mort de Kennedy, il est reçu par un Boris Ponomarev qui ne cache pas son incrédulité. Le dirigeant soviétique est effondré ; il ne comprend pas comment un tel attentat a pu se produire. Morris Childs est convaincu que sa réaction n'est pas feinte. L'entourage de Ponomarev est divisé : la plupart sont terrifiés à l'idée que les Américains fassent porter la responsabilité sur le KGB ; certains pleurent même la mort d'un adversaire qu'ils ne pouvaient s'empêcher d'admirer. Tous se demandent si le président Kennedy n'a pas été plutôt victime d'un complot de l'extrême droite. Ponomarev assaille Morris de questions. Le dirigeant soviétique a l'air sincèrement désemparé et ne cache pas être sous le choc.

Les deux hommes sont en pleine discussion quand deux des plus proches conseillers de Ponomarev font irruption dans le bureau. Convaincus, à tort, que Morris Childs ne comprend pas le russe, ils annoncent à leur patron que les Américains disent avoir arrêté l'assassin de Kennedy : il s'agit de Lee Harvey Oswald, ancien marine, qui a déjà défrayé la chronique en allant se réfugier en URSS pendant deux ans avant de revenir aux États-Unis en compagnie d'une épouse soviétique !

Les Soviétiques avaient été ravis de se débarrasser de Lee Harvey Oswald en 1961. Ils n'avaient plus eu de nouvelles de lui jusqu'à ce qu'en septembre 1963 il débarque à l'ambassade soviétique à Mexico, où il a été reçu par un haut responsable du KGB, Valeri Kostikov. Oswald voulait un visa pour se rendre à Moscou et, de là, rejoindre Cuba. Éconduit poliment par les Soviétiques, il s'était alors précipité à l'ambassade de Cuba.

Les deux conseillers de Ponomarev remettent à leur patron le dossier de Lee Harvey Oswald, indiquant clairement que le KGB n'a jamais employé Oswald, dont il se méfiait.

Boris Ponomarev redoute la réaction des Américains quand ils apprendront que Lee Harvey Oswald a rencontré Valeri Kostikov à Mexico. L'assassinat d'Oswald par Jack Ruby ne fait qu'augmenter les craintes de Ponomarev. Non sans un brin de paranoïa, il craint que le KGB ne soit accusé d'avoir fait exécuter Oswald pour masquer les preuves de l'implication de l'URSS dans l'attentat de Dallas ! À Moscou, de nombreux responsables partagent cette analyse. D'aucuns proposent même de confier à Morris Childs la mission d'expliquer au gouvernement américain que les Soviétiques ne sont pour rien dans l'assassinat du président Kennedy.

Proposition absurde, si Morris Childs est bien celui qu'il prétend être. Un responsable communiste américain clamant l'innocence de Moscou est bien la dernière personne susceptible d'être entendue à Washington ! En revanche, Morris Childs va s'acquitter de cette mission en tant que taupe du FBI. Il est en effet convaincu que les Soviétiques n'ont rien à voir avec l'attentat et ne doute pas un instant de la sincérité de leurs réactions. De retour aux États-Unis, il est débriefé et son témoignage est transmis à J. Edgar Hoover, qui le communique à son tour au nouveau Président, Lyndon Johnson.

Le président Johnson a déjà été informé des contacts entre Lee Harvey Oswald et Valeri Kostikov à Mexico par les agents de la CIA en place. Reste à savoir ce qui s'est ensuite passé lors de la visite d'Oswald à l'ambassade cubaine.

Début 1964, Jack Childs se rend à La Havane pour voir Fidel Castro. Les deux hommes, qui se sont déjà rencontrés à Moscou, s'entendent à merveille. « Nos représentants à Mexico nous ont fourni un rapport détaillé sur la visite de Lee Harvey Oswald à notre ambassade, raconte Fidel Castro à Jack Childs. Il s'est précipité à l'intérieur de l'ambassade, a exigé d'avoir un visa et, quand on le lui a refusé, il a dit : "Je vais tuer le président Kennedy. Pour vous !" »

Fidel Castro ne s'explique pas l'attitude d'Oswald. En revanche, il est convaincu de l'existence d'un complot. Il explique à Jack Childs comment il en est arrivé à cette conclusion. Accompagné d'un tireur d'élite, il a reconstitué l'attentat de Dallas. Munis chacun d'un fusil du même type que celui employé par Oswald (un Mannlicher-Carcano à lunette), les deux hommes ont essayé d'atteindre une cible mouvante située à la bonne distance depuis une hauteur équivalant à celle où se trouvait le tueur. Aucun des deux hommes n'est parvenu à placer trois balles dans la cible dans le temps imparti.

« Il y a eu complot, affirme Fidel Castro à Jack Childs. Il a fallu au moins trois hommes pour abattre le président Kennedy. Qu'est-ce que votre gouvernement attend pour les arrêter ? »

Début 1964, le président Johnson a en sa possession les témoignages des deux frères Childs excluant toute implication des Soviétiques et des Cubains dans l'assassinat. Pourtant, en chargeant Earl Warren de diriger la commission d'enquête, Johnson lui recommande la plus grande prudence, déclarant redouter un conflit nucléaire qui pourrait faire des millions de

morts. Johnson s'est-il servi de ce prétexte pour brouiller d'autres pistes plus embarrassantes et empêcher la vérité de voir le jour ? La question reste ouverte.

« Solo » et Brejnev

Le 15 octobre 1964, le Présidium du Soviet suprême de l'URSS accepte la démission de Nikita Khrouchtchev de son poste de premier secrétaire du PCUS. Les opposants à « Monsieur K » sont emmenés par Leonid Brejnev, Alexandre Chelepine et le chef du KGB, Vladimir Semichastny : des hommes que Morris Childs connaît bien. Ils lui expliquent que le Parti reproche à Khrouchtchev d'avoir commis des erreurs politiques (crise des missiles de 1962) et d'avoir désorganisé l'économie soviétique, principalement son secteur agricole. Ils rassurent Morris Childs : le PCUSA continuera d'être financé par Moscou et son interlocuteur principal, Boris Ponomarev, reste en place.

Le nouvel homme fort de l'URSS, Leonid Brejnev, considère Morris Childs comme son ami. Lors des réceptions au Kremlin, il lui présente tous les dirigeants des pays frères. Attitude qui tranche avec la réserve dont fait preuve le même Brejnev envers Gus Hall, premier secrétaire du PCUSA.

Lors de ses tête-à-tête avec Morris Childs, le nouveau Premier Secrétaire se laisse aller à des confidences sur la politique de l'URSS. Il lui remet des documents confidentiels pour qu'il puisse mieux expliquer aux camarades américains la ligne du PCUS. Lors de ses nombreux voyages, Morris est souvent accompagné de sa femme Eva. Craignant que le KGB n'ait truffé leur appartement de caméras et de micros, les époux recopient parfois les passages les plus saillants des textes remis par les Soviétiques. Ils prennent des notes en silence, le soir venu, après avoir éteint la lumière, sous les draps, à la lueur d'une lampe de poche. Ils « exfiltrent » les documents dans des pochettes fixées sur leur ventre à l'aide de sparadrap. Leur statut les met à l'abri d'une fouille inopinée, mais pas leur mauvaise santé : en cas d'hospitalisation, ils auraient du mal à justifier la présence de notes confidentielles scotchées sur eux.

Morris Childs apprend avant tout le monde que l'URSS est en train d'aider militairement le Vietnam du Nord. Information capitale, alors que les États-Unis sont en train de s'enfoncer dans le bourbier vietnamien. Mais

les renseignements recueillis par Morris et Jack Childs ne sont pas traités avec toute l'attention nécessaire. Au printemps 1968, le responsable du contre-espionnage du Bureau, William Sullivan, ne transmet pas à la Maison-Blanche ni au Département d'État le rapport annonçant avec quelques semaines d'avance l'invasion de la Tchécoslovaquie destinée à stopper net le « Printemps de Prague » d'Alexander Dubcek. Les responsables de l'opération « Solo » protestent : si la Maison-Blanche ou le Département d'État avaient été prévenus de l'invasion, ils auraient pu intervenir clandestinement pour empêcher la révolte d'être étouffée par les chars du Pacte de Varsovie. Réponse de William Sullivan : « Vous ne nous avez pas dit quand ni comment les Soviétiques interviendraient. »

Morris Childs révèle également que l'économie soviétique est au bord du gouffre. Moscou doit réduire son aide financière au PCUSA. En 1966, elle redescend à 700 000 dollars, alors qu'en 1965 elle dépassait le million. En s'esclaffant, Boris Ponomarev ajoute : « On peut vous donner tous les tanks et toutes les armes que vous voulez, mais de l'argent, on n'en a plus ! »

Outre ses fonctions de trésorier, Jack Childs est en contact permanent avec le KGB, auquel il remet régulièrement des rapports rédigés par des responsables du Parti communiste ou des documents confidentiels. Le FBI ne résiste pas à la tentation de se servir de lui pour faire de la désinformation, arme dont il use avec parcimonie afin de ne pas compromettre la mission des deux frères. Le KGB a remis à Jack Childs ses gadgets dernier cri : un appareil photo miniature et un dispositif de production de microfilms. Jack a aussi reçu un magnétophone portable doté d'un émetteur radio dont il se sert pour transmettre à très grande vitesse des messages pré-enregistrés à un agent du KGB équipé d'un récepteur. Le transfert se déroule dans un lieu public, généralement un grand magasin. Mais Jack Childs est une grande gueule, qui prend souvent les agents du KGB de haut. Et il va lui arriver de commettre une bévue.

Faux pas

Au début d'avril 1967, le KGB convoque Jack Childs à Moscou pour dresser un bilan des opérations. Avant de prendre congé, son agent traitant lui demande s'il n'est pas trop étonné de la manière dont les choses se

déroulent. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu la moindre anicroche, le moindre raté, le moindre malentendu, comme c'est souvent le cas lorsque les rendez-vous sont aléatoires et le système de communication hyper-sécurisé. Si tout se passe parfaitement, c'est que le Bureau s'occupe de l'intendance ! Pour soulager les frères Childs, qui ne sont plus tout jeunes ni en très bonne santé, des agents du FBI écoutent les fréquences radio employées par le KGB pour fixer les rendez-vous. À New York, d'autres Agents spéciaux fabriquent les micro films destinés aux agents soviétiques et se chargent de taper à la machine l'index des documents figurant en tête de chaque microfilm.

« Comment rédigez-vous l'index ? demande l'agent du KGB à Jack Childs.

– Je le tape à la machine.

– Celui-ci, vous ne l'avez pas tapé à la machine », réplique le Soviétique en produisant le cliché d'un document manuscrit.

Il s'agit d'un index rédigé à la main par un agent du FBI qui a par erreur microfilmé sa propre note manuscrite.

« Ce n'est pas votre écriture. Qui a rédigé cette note, camarade ? » interroge l'agent du KGB.

Jack Childs le prend de haut et explique que, s'étant foulé le poignet, il a demandé à sa femme, Roselyn, de rédiger la liste. Le KGB sait que l'épouse de Jack Childs est au courant de ses activités et qu'elle lui donne parfois un coup de main. Il suffirait que l'agent du KGB se procure un exemplaire de son écriture pour que tout s'effondre. Calmé, Jack Childs invite l'agent du KGB à la réception organisée au Kremlin le soir même pour son soixantième anniversaire. Il lui présente tout ce que Moscou compte de puissants. Les dirigeants du Politburo lèvent leurs verres à la santé de leur ami Jack. L'agent du KGB aussi, mais Jack Childs pourrait jurer que son sourire en coin veut dire : « Pour l'heure, tu t'en es sorti, mais moi, je sais ! » Peu après, l'agent du KGB est muté.

Ce n'est pas la première fois qu'une maladresse du Bureau met en péril la vie des deux frères Childs. Le 14 mai 1963, un éditorialiste de l'*American Journal* affirme que le FBI connaît le détail des financements soviétiques au PCUSA. L'éditorialiste n'en dit pas plus long et l'information passe totalement inaperçue aux États-Unis. Pas à Moscou. Quelques mois plus tard, alors que Jack Childs s'y trouve, un officier du

KGB lui annonce que les versements au PCUSA sont suspendus en attendant les résultats d'une enquête.

Le FBI a trouvé l'origine de la fuite : elle provient d'un des assistants de J. Edgar Hoover. L'homme n'est pas au courant de l'opération « Solo », mais a vu des documents concernant les financements communistes traîner sur le bureau du Directeur. Il a communiqué l'information à l'éditorialiste pour le remercier de lui avoir rendu quelque service. Afin de réparer les dégâts, le Bureau lance une campagne de désinformation. Il fait profil bas et se débrouille pour que l'information ne soit reprise par personne. Puis il laisse entendre qu'il s'est agi d'un canular. Le correctif marche.

En juin 1964, le KGB envoie à Jack Childs un message codé lui annonçant la livraison prochaine de « 300 paires de chaussures », ce qui signifie 300 000 dollars. Les affaires de « Solo » reprennent…

Janvier 1967, seconde alerte : Boris Ponomarev tend à Morris Childs un dossier confidentiel en provenance de l'ambassade soviétique à Washington. À l'intérieur, des rapports des services secrets de la Marine et du Département d'État contenant des informations transmises par les Soviétiques à Childs. Selon Ponomarev, le dossier a été jeté par-dessus le mur de l'ambassade soviétique. « C'est peut-être une provocation », hasarde Morris, légèrement inquiet.

Boris Ponomarev ne soupçonne pas Morris Childs d'être à l'origine de la fuite. Il veut simplement le mettre en garde et l'inciter à davantage de prudence. De retour à Washington, Morris a le fin mot de l'affaire : sans être au courant de l'existence de l'opération « Solo », le Washington Field Office (WFO) a rassemblé des documents confidentiels qui ont été jetés par-dessus le mur de l'ambassade soviétique. Par la suite, le WFO avait l'intention d'envoyer à l'ambassade un de ses agents déguisé en officier des services de renseignement de la Marine qui aurait proposé ses services après avoir revendiqué le jet de documents. Le WFO avait choisi ces documents parmi ceux qui étaient mis à sa disposition, sans se douter de leur provenance, encore moins du fait qu'ils risquaient de compromettre l'opération « Solo ». Le WFO annulera l'opération…

« Une fenêtre sur le Kremlin »

Le 15 novembre 1968, Morris Childs arrive à Moscou pour sa trentième mission. La ville est en état de siège. Le cortège de limousines noires qui les conduit, lui et son épouse, à leur appartement doit s'arrêter à plusieurs reprises pour laisser passer des convois de chars blindés et de camions bâchés tractant des canons. Dans le ciel, des jets de l'Armée rouge volent à basse altitude. Dans les rues de certains quartiers, il y a plus de militaires que de civils. Morris Childs et son épouse se demandent s'ils n'ont pas débarqué en plein coup d'État militaire.

Quelques heures plus tard, dans son bureau du département international du PCUS, Boris Ponomarev révèle la cause de la mobilisation de l'armée : la victoire du président Nixon aux élections américaines. Les dirigeants soviétiques redoutent que Nixon, dont ils connaissent l'anticommunisme forcené, ne déclenche une attaque nucléaire contre leur pays. Morris Childs les détrompe, leur expliquant que Nixon est bien trop rusé pour attaquer de front l'Union soviétique.

En juillet 1971, le principal conseiller en politique étrangère de la Maison-Blanche, le très influent Henry Kissinger, se rend dans le plus grand secret à Pékin pour y préparer la visite de Richard Nixon prévue pour février 1972. Un voyage historique placé sous le signe de « Solo ». C'est Morris Childs qui a, le premier, renseigné les Américains sur la brouille sino-soviétique, dès le début des années 1960. Avant même que la rupture ne devienne publique, il a évoqué la montée de la tension entre les deux pays. Il a indiqué que les dirigeants soviétiques traitaient Mao Zedong de « nationaliste », d'« aventurier » et de « déviationniste ». Après s'être entretenu avec Mao en tête-à-tête, il a annoncé que les Chinois se préparaient au conflit. Il a pronostiqué la fin de l'aide soviétique à la Chine en juillet 1960. Il a prédit la rupture définitive, survenue après un violent affrontement verbal à propos du repli de Khrouchtchev, lors de la crise des missiles de Cuba, la Chine dénonçant la « capitulation » de Moscou qui, à son tour, a accusé Mao de rechercher une guerre nucléaire. La rupture a été consommée quand l'URSS a appuyé l'Inde lors de la brève guerre qui l'a opposée à la Chine pour le contrôle de territoires himalayens. Grâce à Childs, les Américains savent que les Chinois les accueilleront à bras ouverts.

Après le rapprochement entre Washington et Pékin, les Soviétiques ripostent en organisant leur propre sommet avec Nixon, qui jette les bases d'un traité sur la limitation des armes nucléaires (SALT I et II) et accélérer

la fin de la guerre du Vietnam. Lors de ces négociations avec les Soviétiques, grâce à Morris Childs, les Américains ont toujours un coup d'avance. Dans le cadre des SALT, ils savent jusqu'où ils peuvent aller. Les informations recueillies à Moscou et dans diverses capitales des pays de l'Est par les deux frères confèrent un sérieux avantage à la délégation américaine lors des négociations de Paris marquant la fin de la guerre du Vietnam.

Le FBI déploie un luxe de précautions pour protéger la vie des deux vieux agents. De santé fragile, tous deux malades du cœur, ils sont alors les meilleurs atouts de la politique étrangère des États-Unis. Un Agent spécial armé porte régulièrement leurs rapports à la Maison-Blanche. Le président Nixon a le droit de les lire, mais pas de les conserver. Henry Kissinger y a lui aussi accès. Il n'apprendra la véritable identité des protagonistes de l'opération « Solo » que des années plus tard, après avoir été nommé secrétaire d'État du président Ford, le successeur de Nixon. « Ce que vous faites est fabuleux, dira Kissinger au FBI ; vous avez ouvert une fenêtre sur le Kremlin et sur l'âme des hommes du Kremlin. C'est sans précédent dans l'histoire moderne. »

À Moscou, Morris Childs vit dans un état d'inquiétude permanent. Il a l'impression d'être en prison. Certes, il fait partie du club des puissants du monde communiste. Il est reçu à la table des chefs d'État du Pacte de Varsovie, qui le traitent en ami. Il dispose d'un luxueux appartement. S'il préfère descendre dans un palace, il a droit aux suites réservées aux hommes d'État étrangers en visite officielle. Une limousine est à sa disposition pour le conduire chez les membres du Politburo ou au Kremlin. Mais, le soir, il s'endort sans savoir de quoi le lendemain sera fait. Il passe en revue le détail de sa journée, toujours à l'affût du moindre signe avant-coureur de sa chute.

Les deux frères Childs vivent dans la terreur d'être démasqués par les Soviétiques. Ils savent que le KGB ne leur fera pas de cadeau et qu'ils risquent leur vie à chaque instant. Leur plus vive inquiétude ne vient pas de Moscou, mais de Washington. Ils redoutent avant tout une maladresse, voire une trahison, de la part du Bureau. Leurs appréhensions ne font qu'augmenter quand, à l'occasion du scandale du Watergate, ils assistent, comme des millions d'Américains, au grand déballage médiatique des opérations secrètes conduites par la Maison-Blanche, la CIA et le FBI. Le

fait que l'enquête du FBI sur les cambrioleurs du Watergate se trouve étalée dans les colonnes du *Washington Post* leur fait craindre le pire.

Le 31 mai 1973, quelques jours avant le voyage officiel de Brejnev aux États-Unis, le Bureau convoque les frères Childs à New York. La réunion est présidée par Ed Miller, responsable du contre-espionnage du Bureau, qui parvient à les rassurer. Ils l'auraient été un peu moins s'ils avaient su qu'Ed Miller était le bras droit de Mark Felt, la « Gorge Profonde » qui livrait tous les secrets du Watergate au *Washington Post*. Ed Miller a raison quand il affirme que l'opération « Solo » fut un des secrets les mieux protégés du Bureau. Mais pour combien de temps ?

En septembre 1973, se fondant sur une conversation entre Boris Ponomarev et Morris Childs, le FBI annonce à la CIA que l'Union soviétique est sur le point de reconnaître l'État d'Israël. Un mois plus tard, l'Égypte attaque l'État hébreu. Il n'en faut pas plus pour que James Jesus Angleton, chef des chasseurs d'espions de la CIA, accuse le Bureau d'avoir répandu de fausses informations destinées à endormir la méfiance d'Israël. Les responsables du FBI démentent, mais l'affaire laisse des cicatrices. Même les plus chauds partisans de « Solo » reconnaissent qu'il est temps de procéder à une « réévaluation » de l'opération. En clair, l'heure est venue de diligenter une enquête interne. Les téléphones des deux frères sont écoutés, leurs demeures et leurs bureaux truffés de micros. Les transcriptions de leurs conversations sont lues par une équipe de chasseurs de taupes du FBI. Au bout de six mois d'écoutes inutiles, Washington rappelle sa meute. Mais déjà une autre tempête se prépare…

Le 18 janvier 1974, le KGB envoie un message radio codé aux frères Childs leur ordonnant de couper tout contact jusqu'à plus ample informé. Une enquête discrète révèle que l'agent du KGB qui traite les deux frères a quitté New York en catastrophe. Il a pris un vol pour le Canada, d'où il s'est envolé pour Moscou. Le FBI se demande si le KGB n'a pas découvert l'existence de « Solo ». Il n'en est rien. Le matin de la fuite de l'agent du KGB est sorti dans toutes les libraires new-yorkaises un livre consacré aux services secrets soviétiques : à l'intérieur, une photo du contact des frères Childs[1].

« Cette fois c'est la fin… »

1975 : les temps sont durs pour le Bureau. Sous la direction de Frank Church, la commission du Sénat américain sur le renseignement enquête sur une des pages les plus sombres du FBI, l'opération « Cointelpro ». Lancée à la fin des années 1950 pour déstabiliser le PCUSA, celle-ci a été étendue au Ku Klux Klan, puis au mouvement contestataire de la Nouvelle Gauche, aux Black Panthers et au groupe clandestin des Weathermen. Pour déstabiliser et interrompre les activités de ces groupes, le Bureau s'est servi de méthodes qui font l'objet des enquêtes de la commission Church.

Les enquêteurs du Sénat s'intéressent à l'une des « actions « Cointelpro » » les plus controversées, celle lancée au début des années 1960 contre Martin Luther King pour le discréditer. Morris et Jack Childs sont, sans le savoir, à l'origine des manœuvres clandestines du Bureau contre le révérend King. Ce sont eux qui attirent l'attention de J. Edgar Hoover sur la présence de membres du PCUSA parmi les proches conseillers de Martin Luther King. Circonstance aggravante : au moins l'un d'entre eux est en contact avec un agent du KGB. L'enquête du Sénat sur « Cointelpro » risque de se retourner contre « Solo ».

Le 14 février 1975, la commission du Sénat demande au FBI copie de quinze dossiers, dont celui relatif à l'affaire Martin Luther King. Les sénateurs exigent des précisions sur la virulente campagne de déstabilisation menée par le Bureau contre le pasteur noir. Ils ont eu vent de l'existence d'écoutes illégales, ils savent que le FBI a envoyé à l'épouse du révérend copie d'enregistrements jugés compromettants. Le FBI prend immédiatement la mesure du danger. Remettre au Sénat le dossier Martin Luther King revient à rendre publique l'opération « Solo ». Le Bureau décide de gagner du temps et ne répond pas.

Devant le silence du FBI, les enquêteurs du Sénat commencent à fouiner autour du Bureau. Ils interrogent d'anciens agents, multiplient les requêtes pour avoir accès aux archives et insistent particulièrement sur le dossier Martin Luther King. Le Bureau fait mine de céder et remet une copie fortement censurée de ses archives. Il a occulté tout ce qui concerne les méthodes, les techniques et les opérations en cours. Après amputation, le dossier remis au Sénat n'est plus épais que d'une petite quinzaine de pages.

Le responsable de l'opération « Solo », Raymond Wannall, comprend que sa position est intenable. Le Bureau ne pourra pas résister longtemps aux pressions du Sénat. Wannall a-t-il d'autre issue que de rendre public

« Solo » après avoir mis à l'abri les frères Childs et leurs épouses ? Avant de se résoudre à cette extrémité, il tente un coup de poker.

À l'époque, le Bureau est très mal vu à Washington. Un sénateur a qualifié le FBI de « plus grande menace existant pour les États-Unis », affirmant qu'il est pourri jusqu'à la moelle. Ce n'est donc pas sans appréhension que Raymond Wannall rencontre le tout-puissant sénateur Frank Church. Il a choisi son moment : Morris et Eva Childs viennent de rentrer de Moscou, Jack et son épouse sont eux aussi aux États-Unis ; le FBI est prêt à les faire plonger dans la clandestinité si la rencontre entre Wannall et Church tourne mal.

Les deux hommes se retrouvent dans un petit bureau isolé du Sénat. Raymond Wannall a emporté le dossier « Solo » qui, d'ordinaire, est enfermé dans son coffre-fort.

« Vous êtes sur le point de détruire le plus important agent secret américain et la plus importante opération du FBI contre l'Union soviétique, dit Raymond Wannall en tendant à Frank Church une photo de Morris Childs en compagnie de Leonid Brejnev. C'est notre homme, précise Wannall. Si ça se sait, il est mort. »

Le responsable du FBI fait un résumé de l'opération « Solo » en insistant sur son importance dans les relations Est-Ouest, avant d'expliquer au sénateur pourquoi il ne pouvait pas lui communiquer l'intégralité du dossier Martin Luther King sans sonner le glas de l'opération « Solo » et condamner quatre vieillards à mort.

« Nous misons tout sur votre sens de l'honneur et votre patriotisme », conclut le responsable du FBI.

Le pari se révèle gagnant. Frank Church renonce à obtenir l'intégralité du dossier Martin Luther King et fait en sorte que les travaux de sa commission esquivent soigneusement « Solo ». Mais, pour ce faire, il a fallu mettre dans la confidence trois hommes clés de la commission.

Reste à annoncer la nouvelle aux frères Childs. Pendant près de vingt ans, « Solo » a été l'un des secrets les mieux gardés du Bureau. Morris et Jack Childs ont eu une confiance aveugle en la poignée d'agents dans la confidence, au point de leur confier leur vie et celle de leurs familles. Or, voici que les frères apprennent que des hommes politiques sont désormais dans la confidence. Ils sont atterrés. Les agents peuvent difficilement leur donner tort. Faute de pouvoir leur garantir la discrétion du sénateur Church et de ses hommes, les agents du FBI laissent aux deux frères le choix de

mettre fin ou non à l'opération. Ceux-ci demandent à réfléchir, mais doivent faire vite, car Morris Childs doit se rendre à Moscou en tant que membre de la délégation du PCUSA pour le XXV^{e} congrès du PCUS à la fin du mois de février 1976.

De son côté, le secrétaire d'État Henry Kissinger donne l'ordre de poursuivre l'opération « Solo », qu'il juge indispensable à la politique étrangère des États-Unis.

Quand les frères Childs retrouvent les agents du FBI, Morris prend le premier la parole. Il évoque un de ses vieux amis, un bolchevik de la première heure, rencontré sur les bancs de l'université Lénine, à Moscou, au début des années 1930 : un agent hors pair du Komintern qui a opéré en Chine à l'époque où les espions étaient décapités, et, avant cela, dans l'Allemagne nazie où l'on n'était pas tendre non plus avec les agents des puissances étrangères. Il est mort des années plus tard, dans l'anonymat, oublié de tous. « C'est exactement le genre de mort que je souhaite », dit Morris Childs, ajoutant qu'il n'a aucune envie de terminer dans une cave moscovite avec neuf grammes de plomb dans la nuque. « Et pourtant, conclut le vieil homme, mon frère et moi avons décidé que "Solo" était trop important pour qu'on s'arrête. Je serai dans l'avion pour Moscou. »

Pour la cinquante-quatrième fois de son existence, Morris, qu'on a fini par surnommer « Solo », s'embarque pour Moscou avec la crainte permanente d'être arrêté.

L'incident a lieu lors de sa cinquante-sixième mission, le 10 juin 1977. Le bras droit de Boris Ponomarev informe Morris Childs que Leonid Brejnev souhaite dîner en tête-à-tête avec lui. Étrange, se dit Morris, cela fait longtemps que le secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique parle de dîner seul avec lui sans jamais le faire. Plus inquiétant : contrairement à l'usage, aucun ordre du jour n'a été spécifié.

À l'heure dite, un jeune homme parlant un anglais impeccable vient chercher Morris Childs à son appartement. Au bas de l'immeuble, à côté d'une limousine, deux gardes du corps entourent le chef du KGB, Youri Andropov. Le vieillard sent ses jambes se dérober et pense : c'est donc ici que tout prend fin, le chef du KGB est venu en personne m'arrêter.

Youri Andropov l'étreint : « Très cher camarade et grand ami, lui dit-il, le camarade Brejnev m'a chargé de vous conduire… »

Nullement rassuré, Morris Childs prend place à bord de la limousine qui se dirige vers le Kremlin.

Le chef du KGB le conduit jusqu'à la salle à manger du Kremlin. Il ouvre la porte et s'efface pour laisser passer le vieillard, qui pénètre dans la semi-obscurité de la pièce. À peine a-t-il fait quelques pas que toutes les lumières s'allument. D'une seule et même voix, des dizaines d'hommes en costume gris ou en grand uniforme militaire entonnent : *Happy birthday to you !*

Brejnev, Souslov, Ponomarev, Tchernienko et plus de la moitié du Politburo applaudissent à tout rompre le vieillard qui s'avance, ému, sous les ors du Kremlin, en ce jour de son soixante-quinzième anniversaire…

La cinquante-septième et ultime mission de « Solo » à Moscou a lieu du 21 octobre au 20 novembre 1977. À l'issue de sa visite, Morris Childs a prévu de rejoindre l'Europe en transitant par la Tchécoslovaquie. Arrivé à Prague, alors qu'il s'apprête à rembarquer pour l'Ouest, il est intercepté par des agents du KGB qui le remettent dans le premier avion pour Moscou en compagnie de son épouse, qui est du voyage. Morris et Eva sont convaincus qu'ils ont été démasqués. « Cette fois, c'est bien la fin », se disent-ils à voix basse. Durant le vol, les époux se tiennent la main et évoquent les souvenirs d'une vie qu'ils croient finie.

Mais, à Moscou, au lieu du comité de réception du KGB, ils sont accueillis par un envoyé de Boris Ponomarev. Le secrétaire du PCUSA, Gus Hall, vient d'arriver à Moscou et a souhaité que Morris Childs soit à ses côtés durant cette visite officielle.

L'alerte a été chaude. Trop chaude ! Morris sait que son cœur malade risque de ne pas résister à d'autres émotions fortes. À son retour aux États-Unis, le FBI, inquiet pour la santé du vieil homme, décrète la fin des voyages à l'Est. Mais la Maison-Blanche n'est pas d'accord : le président Carter ordonne au FBI de reprendre les voyages de « Solo » de l'autre côté du rideau de fer. Le Bureau tient bon : les deux frères ne retourneront jamais plus à Moscou. Jack Childs décède le 12 août 1980 ; son frère ne lui survivra que quelques années.

Le mystère « Fedora »

Grâce à « Solo », pendant plus de vingt ans, le Bureau a joué un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère par les différents gouvernements américains, en leur fournissant une « aide à la décision »

qualifiée d'essentielle par les principaux intéressés. « Solo » n'a pas été la seule fierté de J. Edgar Hoover, convaincu d'avoir, en la personne de hauts fonctionnaires des Nations Unies, des sources d'information au cœur même du dispositif ennemi : cette fois, à l'intérieur même des services secrets soviétiques. Mais les choses sont beaucoup plus compliquées que ne le pense le directeur du FBI…

Mars 1962 : un fonctionnaire soviétique se présente au siège du bureau de New York et demande à parler à un agent responsable du contre-espionnage. Petit homme trapu, costaud, un peu fruste, il s'appelle Aleksi Koulak et fait partie de la délégation soviétique aux Nations Unies. Il a titre de conseiller auprès du Comité scientifique chargé de l'analyse des effets des radiations atomiques. Une couverture, explique-t-il à l'agent qui le reçoit, puisqu'il dépend en fait de la première direction du KGB. Sa mission consiste à dérober des secrets scientifiques américains. Le Soviétique fournit une liste de noms d'agents du KGB en poste aux États-Unis. Le FBI en connaît certains. Puis il remet sa « liste de courses » : ses objectifs. Après l'avoir soumis à des interrogatoires serrés et au détecteur de mensonges, le FBI décide de parier sur sa sincérité. Le Bureau tient le premier transfuge soviétique de son histoire. Il lui attribue un nom de code flatteur : « Fedora », du nom du chapeau des agents…

Le Bureau veille jalousement sur « Fedora » : pas question de partager l'information avec la CIA, surtout pas avec le chef de son contre-espionnage, le sulfureux James Jesus Angleton. J. Edgar Hoover court-circuite la CIA et passe directement les informations livrées par « Fedora » au président des États-Unis, John Fitzgerald Kennedy, puis à ses successeurs Lyndon Johnson et Richard Nixon. Les informations de « Fedora » sur le développement de l'industrie militaire soviétique sont parfois de premier ordre.

En 1969, se fondant sur des informations parcellaires mais complémentaires de celles de « Fedora », J. Edgar Hoover se précipite à la Maison-Blanche pour rencontrer en tête-à-tête le Président et ses conseillers en matière de sécurité nationale. Le patron du FBI est arrivé à la conclusion que les Soviétiques s'apprêtent à lancer un vaste programme pour rattraper leur retard en matière d'armes chimiques. Selon « Fedora », les Soviétiques ont été « choqués » d'apprendre que les États-Unis sont très en avance sur eux dans ce domaine. La « taupe » ajoute que certains généraux soviétiques regimbent : rattraper le retard coûterait trop cher et, pour eux, il n'est pas

question de se lancer dans l'aventure à l'aveuglette. « Fedora » est chargé de dresser un état des lieux.

Aux États-Unis, les stocks d'armes chimiques sont déjà constitués : il y a de quoi empoisonner plusieurs planètes. Le 25 novembre 1969, le président Nixon annonce le gel de ces armes dans l'espoir que les Soviétiques en feront autant. Peu après, « Fedora » informe le FBI que Moscou renonce à développer son programme chimique. Les Américains lui font confiance – ils ont tort.

Quatre ans plus tard, lors de la guerre du Kippour, les Israéliens capturent des chars blindés soviétiques. Après en avoir analysé l'équipement, les Américains réalisent leur erreur. Ils trouvent dans les tanks un système de protection contre les armes chimiques et bactériologiques comme ils n'en ont jamais vu. Ils comprennent qu'ils ont été dupés. Contrairement à ce qu'avait annoncé « Fedora », non seulement l'Union soviétique n'a pas renoncé à son programme, mais elle a, d'après les analystes de la CIA, largement devancé les Américains en la matière.

Le 13 juin 1971, le *New York Times* entame la publication des *Pentagon Papers*, un dossier top-secret de 14 000 pages sur l'histoire secrète de l'intervention américaine au Vietnam. Quand « Fedora » révèle que l'ambassade soviétique à Washington s'est procuré une copie des documents du Pentagone, c'est la panique à la Maison-Blanche. Sur ordre du Président, une équipe clandestine, constituée d'anciens des services secrets, est chargée d'enquêter sur l'origine de la fuite du volumineux rapport. Rapidement, l'équipe se voit confier d'autres missions secrètes pour le compte de la Maison-Blanche. Un an plus tard, elle se fera arrêter en train de cambrioler les bureaux du Parti démocrate dans l'immeuble du Watergate, à Washington…

Au sein du Bureau, de plus en plus d'agents nourrissent des doutes sur la fiabilité des informations livrées par « Fedora ». Certains se demandent si Koulak n'est pas un agent triple œuvrant au profit du KGB. Ce n'est pas l'avis de J. Edgar Hoover. Dans un rapport, si un agent qualifie « Fedora » de « source peu fiable », le directeur du FBI biffe l'avant-dernier mot. Le numéro deux du Bureau, Cartha DeLoach, est lui aussi persuadé de la sincérité de Koulak. Mais son subalterne, le responsable de la section Domestic Intelligence, William Sullivan, n'est pas d'accord.

« Chaque fois que le nom de "Fedora" revenait sur le tapis, se souvient Cartha DeLoach, William Sullivan faisait la moue, haussait les sourcils ou

levait les yeux au ciel. Parfois, il disait même qu'il fallait examiner avec beaucoup, beaucoup d'attention tout ce qui venait de "Fedora". »

Le doute est communicatif et le chef de la section Espionnage du FBI, Lish Whiston, en vient lui aussi à soupçonner « Fedora ».

« J'étais le supérieur de William Sullivan, rapporte Cartha DeLoach, mais je ne parvenais pas à obtenir de lui un jugement tranché sur "Fedora", ni un début de preuve pour confirmer ses soupçons. J'ai décidé de me faire ma propre idée. »

Cartha DeLoach rassemble toutes les informations sur le transfuge, lit son dossier. Puis il va déjeuner à New York avec celui qui connaît le mieux « Fedora » : son ancien agent traitant, qui vient de quitter le Bureau pour s'occuper de la sécurité de la National Football League (NFL), Jack Danahy. Les deux hommes ont rendez-vous dans un petit restaurant tranquille et isolé. DeLoach trouve que Danahy n'a pas trop changé : toujours la même verve, la même prolixité irlandaise. Les deux hommes n'apprécient guère William Sullivan.

« Sullivan était un type très sérieux, explique Jack Danahy, mais je ne pense pas qu'il avait sa place au Bureau. C'était une autorité pour ce qui avait trait au Parti communiste, et le nègre qui écrivait les livres de Hoover. C'était lui, le cerveau de la division du FBI travaillant sur le Parti communiste. Mais il n'avait pas le sens pratique et n'aurait jamais dû être nommé directeur adjoint en charge des enquêtes. Au début, Hoover pensait le plus grand bien de lui. Mais c'était la mauvaise personne à la mauvaise place. Je ne suis pas sûr que Sullivan admirait ma technique. J'étais très différent de lui. C'était un homme de bureau alors que moi, j'aimais la rue, l'action… »

DeLoach fait part à Danahy des doutes de Sullivan sur « Fedora » :

« Jack, dis-moi franchement : est-ce que tu penses que "Fedora" est un agent triple ?

– Non.

– Personne ne connaît mieux "Fedora" que toi. Pourquoi penses-tu que ce n'est pas un agent triple ?

– Les informateurs ont en général quatre raisons d'agir : la revanche, la récompense, le remords et la peur. Les raisons de "Fedora" ont été de deux ordres : la revanche et la récompense. Je connais l'homme, j'ai parlé longuement avec lui. Il détestait le régime. Le Parti avait arrêté son frère et l'avait jeté en prison pour "crime contre l'État". Son frère, qui est mort en

taule, croyait toujours au système communiste, adorait la Russie, mais détestait les gens au pouvoir. Je le connais trop bien : il n'aurait pas pu me tromper. »

« Fedora » a une autre raison de trahir : l'argent. Débarqué aux États-Unis avec une partie des fonds de sa mission, il a loué les services d'une prostituée qui l'a délesté des subsides du KGB. Il sait que le service ne lui pardonnera pas son erreur : au mieux, il perdra son travail ; au pis, c'est la mort.

« Au début, dit Danahy, tout ce qu'il voulait, c'était qu'on lui rembourse l'argent qui lui avait été volé. Puis, petit à petit, il est devenu plus gourmand. Il s'est mis à rêver à sa retraite dans une datcha à Odessa… »

Trop incroyable pour ne pas être vrai ! Danahy est convaincu que le KGB n'aurait jamais pu inventer une pareille histoire. Il y a aussi le fait que « Fedora » n'a jamais voulu rencontrer d'Américain sur le sol russe. S'il avait été triple, quelle meilleure occasion, pour le KGB, de démasquer des agents ennemis sur son territoire ?

« Mais ce qui a emporté ma conviction, c'est autre chose. "Fedora" n'a jamais demandé d'informations classifiées. Il a toujours exigé d'avoir des informations du domaine public, contrairement à ce qu'un agent triple aurait fait. »

« C'est à ce moment-là, explique à présent DeLoach, que j'ai été persuadé que Sullivan avait tort et Danahy raison. "Fedora" n'était pas un agent triple. »

Cartha DeLoach profite de la chute de l'histoire pour ridiculiser son vieil ennemi : n'étant toujours pas convaincu, William Sullivan a demandé à DeLoach de l'autoriser à interroger une dernière fois « Fedora ». L'agent traitant du Soviétique arrange alors un rendez-vous dans un appartement new-yorkais. Au bout de quelques minutes d'entretien, Sullivan coupe court : il a les preuves de ce qu'il avance. Stupeur de l'agent traitant : Sullivan affirme que « Fedora » a un micro. L'agent traitant ne comprend pas, il a fouillé le Russe avant la rencontre. Le renflement à l'entrejambe de son pantalon, Sullivan est persuadé que c'est un micro. « Mais non, Bill, il a juste de grosses couilles ! » DeLoach en rigole encore…

Cartha DeLoach défendra mordicus « Fedora » jusqu'à son dernier souffle. « Durant tout le temps où il a travaillé pour le FBI, "Fedora" a identifié de nombreux agents du KGB opérant sous couverture

diplomatique ou dans des sociétés commerciales. Dans certains cas, ces agents ont été arrêtés pour avoir violé des lois fédérales, et déférés devant des tribunaux américains. D'autres ont été déclarés *personae non gratae* et expulsés des États-Unis. Ils étaient grillés. »

Peter Wright, le chef des chasseurs d'espions de Sa Très Gracieuse Majesté (MI-5), est plus sceptique. Il révèle que les informations de « Fedora » lui ont permis d'arrêter deux taupes du KGB dans un laboratoire de recherche nucléaire et au Département de l'Aviation. Mais Wright parle d'un double gambit : le KGB aurait sacrifié deux de ses taupes pour donner du crédit à « Fedora ».

L'existence de « Fedora » est désormais connue de dizaines de hauts fonctionnaires américains. Le FBI a fini par mettre la CIA dans la confidence à la fin des années 1960. Au sein de l'Agence, Koulak reçoit un nom de code qui lui sied à merveille : « Whisky ». Mais, très vite, certains responsables de la CIA commencent eux aussi à douter de lui. En 1973, plusieurs journaux, dont le *New York Times*, affirment que le FBI a pénétré la délégation soviétique aux Nations Unies. Le Bureau enquête, sans découvrir l'origine des fuites qui proviennent d'opposants à « Fedora » à l'intérieur de la communauté du renseignement américain. Par la suite, on apprendra qu'un haut responsable est bien à l'origine de ces fuites. William Sullivan ?

Afin de faire un bilan des dégâts, la CIA charge un de ses analystes, étranger au dossier, d'étudier les articles qui font allusion à l'existence de la taupe. Conclusion de l'analyste : la source du Bureau est vraisemblablement Aleksi Koulak. Si l'analyste a pu démasquer « Fedora » à partir des indiscrétions publiées par la presse américaine, le KGB a eu tout loisir d'en faire autant.

En 1977, Koulak est rappelé à Moscou. Inquiet, le FBI le met en garde : sa couverture est sans doute percée à jour et sa vie en danger. Koulak le prend de haut et s'envole pour Moscou en proclamant qu'il est parfaitement capable de gérer le problème. Peu de temps après, un agent de la CIA le croise à Moscou : il est en bonne santé, libre de ses mouvements.

En 1978, l'écrivain américain Edward Jay Epstein rend publique l'existence de « Fedora » et révèle sa véritable identité. Un arrêt de mort si Koulak a dit la vérité et a trahi le KGB. Or il ne lui arrivera rien. En 1990, la CIA apprend qu'il est décédé de mort naturelle.

À la fin des années 1970, après avoir diligenté une enquête sur « Fedora », le directeur adjoint chargé de la division Contre-espionnage du Bureau conclut que Koulak était un agent triple qui a berné le FBI pendant près de dix ans. Tout ce que le Soviétique a dit n'aurait été que de la désinformation. Toutes les fausses informations soigneusement forgées par les Américains pour leurrer l'ennemi soviétique n'ont servi à rien. Pis : pendant tout ce temps, les Américains ont été convaincus d'avoir un avantage qu'ils n'avaient pas.

L'affaire « Fedora » intervient alors que la CIA est déchirée par une véritable guerre interne à propos des transfuges. En septembre 1964, un responsable du KGB, Iouri Ivanovitch Nossenko, passe à l'Ouest. Peu après son arrivée aux États-Unis, de hauts responsables de la CIA affirment qu'il a été envoyé par le KGB dans le cadre d'une opération de désinformation. La CIA enferme Nossenko pendant deux ans dans une « prison » spécialement conçue pour les interrogatoires musclés. Pendant près de deux ans, des agents de la CIA soumettent le Soviétique à de véritables tortures psychologiques. En vain : Iouri Nossenko clame sa bonne foi. Finalement, la CIA présente ses excuses au transfuge et, après l'avoir relâché, lui accorde un substantiel dédommagement. Il travaillera même comme consultant pour l'Agence. L'affaire laisse pourtant des cicatrices. La vieille garde des chasseurs de taupes de la CIA n'en démord pas : pour elle, Nossenko est un agent provocateur envoyé par le KGB, et tout ce qui le touche de près ou de loin est suspect. Il est vrai que, avant de s'en retourner à Moscou, « Fedora » s'est porté garant de la bonne foi de Iouri Ivanovitch Nossenko…

Chargée du contre-espionnage, la division n° 5 du FBI a toujours été la plus mystérieuse du Bureau. Dès la fin des années 1930, la traque des espions nazis a permis d'asseoir la crédibilité du Bureau auprès du président Roosevelt. L'arrestation de saboteurs nazis sur le sol américain a donné lieu à une opération de communication « à la J. Edgar Hoover ». Puis la traque des réseaux nazis en Amérique latine a conféré au Bureau une dimension internationale, qu'il perd en 1947 au profit de la CIA. Dès lors, la division n° 5 se lance pendant près de dix ans, sur le territoire américain, dans la chasse aux espions communistes, avant d'empiéter à nouveau sur les plates-bandes de l'Agence, dans les années 1960, avec les opérations « Solo » et « Fedora ». Le Bureau semble alors plus intéressé par la manipulation de taupes et de transfuges que par l'arrestation d'espions. Les choses vont

encore changer au début des années 1980 : sous la direction du juge Webster, le Bureau multiplie les arrestations d'agents travaillant pour les Soviétiques. Une sorte de record est battu en 1985, l'« année des espions », avec l'arrestation de 26 Américains accusés d'espionnage.

Où le Bureau refuse de croire en l'existence d'une famille d'espions

Tout commence en novembre 1984 quand Barbara Walker téléphone au bureau de Boston pour dénoncer son ex-mari, John Walker, ancien de l'US Navy. Pour des raisons géographiques, l'affaire échoit à l'antenne du bureau de la petite ville d'Hyannis, sur la presqu'île de Cap Code, au sud de Boston. Le bureau d'Hyannis est une hérésie en termes d'efficacité : il doit son existence au fait que J. Edgar Hoover voulait surveiller discrètement la propriété que la famille Kennedy possède à cet endroit. Depuis, ayant perdu sa destination première, le bureau local s'est étiolé, et les agents qui s'y trouvent n'ont peut-être pas les capacités requises pour la gestion d'une grosse affaire d'espionnage.

Barbara Walker explique à l'agent du FBI venu l'interroger qu'elle soupçonne son ex-mari, John, d'être un agent soviétique. Sur quoi se fonde-t-elle pour proférer de telles accusations ? Sur des balades en voiture dans les bois de Virginie. Lors d'une de ses expéditions, John Walker a disparu avec des sacs-poubelle remplis de rouleaux de pellicule, et est revenu avec 35 000 dollars en cash. Barbara Walker ajoute que son ex-mari a tenté d'acheter des secrets militaires à leur fille Laura, qui travaille pour les services de communication de l'armée. L'agent du FBI prend poliment des notes, mais tout cela lui semble bien compliqué. Il ne croit pas un instant à cette histoire de père essayant d'extorquer des secrets à sa fille. Il préfère croire que Barbara Walker accuse son ex-mari afin de se venger d'un divorce pénible. En conséquence, il classe son rapport 65-0 : 65 signifie qu'il s'agit d'une affaire d'espionnage, et 0 qu'il ne convient pas d'y donner suite. Le rapport est envoyé à Boston, où un agent le classe dans la bannette réservée aux affaires à ne pas suivre.

Face au silence du FBI, la fille, Laura Walker, appelle le bureau de Boston, le 14 janvier 1985, pour demander des nouvelles. Elle est éconduite poliment par un agent embarrassé. Comme l'impose la routine du Bureau,

au bout de trois mois, un agent passe en revue les dossiers de la bannette zéro et tombe sur le compte rendu d'interrogatoire de Barbara Walker. Cette fois, l'agent se pose des questions et rédige un rapport à l'attention de Washington. Une fois de plus, le rapport est classé sans suite. C'est ainsi que, pour la troisième fois, le FBI passe à côté de la plus grosse affaire d'espionnage de la décennie. Il va avoir une dernière chance de se rattraper.

Le rapport a été envoyé pour copie à différents bureaux, dont celui de Northfolk, où il tombe entre les mains de l'Agent spécial Joseph Wolfinger qui prend immédiatement conscience de son importance. Wolfinger a déjà travaillé pour le contre-espionnage du Bureau. Il croit Barbara Walker. Le récit des expéditions de cette ménagère américaine dans les bois du nord de la Virginie en compagnie de son espion de mari sonne juste à ses oreilles. Sans le savoir, Barbara Walker a décrit dans le détail les procédures de livraison chères aux agents du KGB. Elle ajoute que John Walker, qui dirige aujourd'hui une agence de détectives privés, était un des spécialistes des communications de l'US Navy, c'est-à-dire exactement le genre de personne que recherchent les Soviétiques. Wolfinger appelle un de ses amis de la division n° 5 du FBI, qui lui donne l'autorisation de poursuivre.

Le 7 mars 1985, des agents du FBI interrogent Laura Walker, la fille de John, à Buffalo où elle réside. Laura raconte aux agents du FBI comment, à plusieurs reprises, son père lui a proposé de fortes sommes d'argent en échange de secrets militaires. Elle soupçonne fortement son père de l'avoir incitée à avorter afin de ne pas compromettre ses chances de promotion au sein de l'US Army et de devenir ainsi une taupe d'importance.

Pourquoi John Walker a-t-il trahi son pays ? À l'époque, ses supérieurs le tiennent en haute estime. Ils louent sa loyauté, son grand sens de l'honneur et sa parfaite intégrité. Par la suite, on parlera de crise existentielle. Malheureux en mariage, il s'ennuyait à Northfolk dans son emploi d'officier de communication du commandement des forces sous-marines dans l'Atlantique (Comsublant). Alors, par une froide journée de janvier 1968, il s'est rendu à l'ambassade soviétique à Washington afin de proposer ses services.

Pendant six ans, John Walker a remis au KGB tous les documents secrets qui lui passaient entre les mains. Sillonnant les océans à bord de navires de l'US Navy, il a effectué ses livraisons à l'occasion d'escales dans divers grands ports de la planète. Il savait que l'heure était proche où il ne serait plus bon pour le service actif. De crainte d'être démasqué lors d'une

enquête de routine, il a présenté sa démission après s'être assuré que la relève était prête en la personne de son meilleur ami et subordonné, Jerry Withworth, qu'il a recruté.

Spécialiste des communications par satellite, Jerry Withworth est basé dans une station d'écoute et de surveillance de la marine à Diego Garcia, dans l'océan Indien. Il a accès à tous les codes de la marine américaine. En 1976, il est muté à bord de l'*USS Constellation* en tant qu'officier responsable du chiffre. John Walker a également recruté son frère aîné, Arthur Walker, qu'il a fait embaucher dans une société industrielle de Northfolk travaillant pour la marine américaine (VSE Corp).

L'épouse de John Walker, Barbara, se doute que son mari est un traître après avoir découvert au domicile conjugal un appareil photo Minox et des documents marqués « top secret ». Ses doutes se transforment en certitude quand il l'entraîne dans d'étranges promenades dominicales non loin de Washington, au cours desquelles il abandonne en chemin des cartons bourrés de papiers. Après s'être tue pendant plus de dix-sept ans, elle se réveille en apprenant que son mari a essayé de recruter sa fille en 1984. Elle décide de dénoncer John Walker afin de l'empêcher de recruter leur fils cadet, Michael, qui vient de rallier le porte-avions *USS Nimitz* en tant que matelot. Elle ne se doute pas qu'il est trop tard quand elle dénonce le père de ses enfants au FBI.

Opération « Windflyer »

Le Bureau commence à surveiller John Walker, courant mars 1985. Walker est alors détective privé et travaille à Northfolk. Il est réputé pour son sérieux et la police locale le tient en estime. Une télévision privée a même rendu hommage à ses efforts pour retrouver des enfants portés disparus. Travaille-t-il encore pour le KGB ? Pour le savoir, à la requête du FBI, Laura Walker téléphone à son père afin de lui demander conseil : elle dit avoir reçu différentes propositions de travail émanant de la CIA et d'entreprises travaillant pour la Défense nationale. Qu'en pense-t-il ? La réaction de John dépasse largement celle d'un père s'intéressant à l'avenir de sa fille. À son ton et à ses propos, les agents sont convaincus que Walker est toujours opérationnel.

Comme il est tenu de le faire dans les affaires visant des citoyens américains accusés d'espionnage, le Bureau s'adresse à un tribunal pour obtenir l'autorisation d'écouter et surveiller John Walker. L'opération « Windflyer » (« Cerf-volant ») commence. Walker est placé sous étroite surveillance. Le Bureau épie le moindre de ses mouvements pendant des mois, en attendant de pouvoir le prendre en flagrant délit.

Le dimanche 18 mai 1985, le bureau de Northfolk est prêt à intervenir. La veille, une écoute téléphonique au domicile de John Walker a alerté le FBI. Il se prépare peut-être une livraison. Six voitures et un avion de surveillance sont mobilisés. En cas de besoin, soixante-cinq agents du bureau de Washington sont prêts à venir en renfort. La filature commence. Il est un peu plus de 10 heures du matin.

La Chevrolet Astro Van flambant neuve de John Walker quitte Northfolk. Walker est sur ses gardes. Il vérifie qu'il n'est pas suivi, s'arrête, fait mine de fouiller dans le vide-poche, jette un coup d'œil aux alentours. La voiture repart, puis, brusquement, effectue un demi-tour des plus dangereux avant de prendre la direction du sud.

L'Astro s'engage sur l'Interstate 64 en direction de la Virginie. John Walker se dirige vers Washington, où il va sans doute « livrer » sa marchandise. L'alerte est donnée. Les renforts du WFO prennent le relais de leurs collègues à une cinquantaine de kilomètres de la capitale fédérale. Malgré le fantastique dispositif qu'il a déployé, le FBI perd la trace de John Walker dans le bois de la Virginie du Nord. Pour ne pas être repéré par Walker sur les petites routes de campagne, le Bureau a dû alléger le dispositif de filature. Il a retiré les voitures et laissé l'avion, qui a rapidement perdu le contact en raison des frondaisons.

Le responsable de l'opération connaît bien le dossier Walker. Il sait que, après avoir livré ses documents, John Walker revient toujours sur les lieux pour récupérer l'argent qu'y dépose le KGB. Des dizaines de guetteurs sont dissimulés dans les bois et attendent que Walker reparaisse. Peu avant 20 heures, les Agents spéciaux signalent son retour.

20 h 30 : John Walker arrête sa voiture, en descend, fait quelques pas, puis remonte et redémarre. Sur place, les agents du FBI trouvent une cannette vide de limonade *Seven-up* avec une marque orange. C'est le signal : tout va bien. Les agents récupèrent la cannette.

Peu après, ils notent l'arrivée sur les lieux d'une voiture avec à son bord un homme, une femme et un enfant. L'immatriculation, DSX 144, leur

apprend que le véhicule est enregistré au nom du troisième secrétaire de l'ambassade soviétique à Washington, Alexei Tekachenko, un agent du KGB. Le conducteur en descend, cherche la cannette. Ne la trouvant pas, il bat en retraite.

L'Astro s'immobilise à un carrefour et John Walker en descend sans éteindre les phares. Il se dirige vers un bosquet, s'arrête au pied d'un panneau « Chasse interdite », regarde autour de lui et se baisse. Puis il regagne sa voiture, qui s'éloigne. Au pied du panneau, les agents saisissent un plein sac de détritus et, au fond, une pile de documents top-secret.

Plutôt que de rentrer directement chez lui, John Walker prend une chambre dans un hôtel de la région, le Ramada Inn de Rockville. L'agent chargé du dossier, Robert Hunter, et son adjoint, James L. Kolouch, s'y rendent pour l'arrêter. Les deux Agents spéciaux ressemblent plus à des comptables qu'à des superflics. La quarantaine fatiguée, ils n'ont d'expérience des armes à feu que celle acquise au polygone de tir de Quantico. Ils savent que John Walker a l'habitude de dire qu'il aimerait mourir dans un duel au pistolet ou à l'occasion d'une fusillade. Ils ont enfilé leurs gilets pare-balles, mais se sont juré de tout faire pour arrêter l'espion vivant. Ils ne seront pas les premiers à ouvrir le feu.

Les deux agents se postent à hauteur de l'ascenseur, au septième étage du Ramada Inn. Peu après, un Agent spécial se faisant passer pour le réceptionniste demande à John Walker de descendre sous prétexte que son Astro a été heurtée par une autre voiture. Walker quitte sa chambre. Il est sur ses gardes et a dégainé son arme, un revolver de calibre 38, qu'il braque sur les deux agents qui lui font face, à côté de l'ascenseur.

« FBI, jetez votre arme ! »

John Walker sait qu'il n'aura pas le temps de tuer les deux hommes. Il laisse donc tomber son arme et se rend.

Pendant ce temps, au quartier général, les responsables du FBI passent en revue les documents déposés dans les bois par Walker. Ils n'ont jamais rien vu de tel. Il y a là des dizaines de pièces ultra-confidentielles. Nombre d'entre elles proviennent de l'*USS Nimitz*. « C'est Michael, dit un des responsables du FBI. Lui aussi est dans le coup ! »

L'arrestation de John Walker est un soulagement pour Barbara ; celle de Jerry Withworth et d'Arthur Walker, une surprise. Celle de son fils Michael, appréhendé par le FBI à bord du *Nimitz* dans le port israélien d'Haïfa, est pour elle une tragédie. Avant d'aller trouver le FBI, Barbara

avait demandé à John Walker de jurer qu'il n'avait pas recruté leur fils. S'il ne l'avait pas fait, Barbara ne l'aurait jamais dénoncé. Mais John a menti à sa femme, permettant au FBI de boucler la plus grosse opération de contre-espionnage de la fin du siècle dernier.

Début 1986, avant l'ouverture du procès de Jerry Withworth à San Francisco, le secrétaire à la Défense Caspar W. Weinberger demande le rétablissement de la peine de mort pour les Américains reconnus coupables d'espionnage en temps de paix. Après que John Walker a témoigné contre lui, Jerry Withworth est condamné à deux peines de prison perpétuelle sans possibilité de libération ; Arthur Walker est condamné à la prison à vie ; John Walker écope de deux peines de prison perpétuelle, plus une peine de cent ans supplémentaires d'emprisonnement, et son fils Michael passera un quart de siècle derrière les barreaux.

Le bilan de la trahison de John Walker est lourd. Depuis des années, les Américains se doutaient que les Soviétiques avaient accès à certains de leurs codes. Dans son livre consacré à l'affaire Walker, John Barron cite le témoignage de l'ancien responsable de l'antenne de la CIA à Saigon, Ted Shackley : « Les Vietnamiens étaient toujours informés à l'avance de nos bombardements. Même quand nos B-52 se rabattaient sur des objectifs secondaires à cause du temps, ils savaient où on allait frapper. »

Les flottilles soviétiques chargées d'espionner les navires américains en manœuvre étaient guidées vers leurs proies grâce aux informations de John Walker. Les Soviétiques connaissaient à l'avance les plans des Américains quand ils déployaient leur flotte au large des côtes de l'URSS, lors d'opérations destinées à tester la réaction de l'ennemi potentiel.

La CIA apprend par la suite que, grâce à John Walker, les Soviétiques ont pu déchiffrer des centaines de milliers de messages codés en provenance des forces armées américaines. La CIA découvre que les officiers russes qui se sont occupés de Walker ont tous été promus avec une surprenante célérité et ont reçu les plus hautes distinctions de l'Armée rouge. L'un d'eux a ainsi obtenu le titre envié de « Héros de l'Union soviétique » et deux autres ont été décorés de l'« Ordre du Drapeau rouge ».

L'armée de terre et la marine américaines dépenseront plus d'un milliard de dollars pour remplacer les machines à coder et leurs systèmes de chiffre après que le transfuge Vitali Iourtchenko leur aura expliqué : « S'il y avait eu une guerre, les Soviétiques l'auraient incontestablement gagnée. »

L'année des espions

Vitali Iourtchenko n'est pas n'importe qui : c'est le chef adjoint de la Première Direction, responsable de toutes les opérations « offensives » de renseignement contre les États-Unis et le Canada. Son passage à l'Ouest, en août 1985, ne passe pas inaperçu. Pas plus que son retour à l'Est, le 2 novembre 1985. Un aller et retour inédit qui suscite d'innombrables questions restées à ce jour sans réponse. Avant de retourner de l'autre côté du rideau de fer, Vitali Iourtchenko a dénoncé deux agents secrets américains recrutés par le KGB. Le premier s'appelle Ronald Pelton : c'est un analyste qui travaille pour la NSA, le plus important et le plus discret des services secrets américains, chargé de la surveillance électronique de la planète. Pelton sera arrêté par le FBI avant d'être condamné à trois peines de prison perpétuelle. La deuxième taupe dénoncée par Iourtchenko s'appelle Edward Lee Howard. Cet ancien analyste de la CIA va être à l'origine d'un scandale dont le FBI aura du mal à se relever.

En ce début d'année 1985, Edward Lee Howard est un homme en colère. Il rêve de vengeance. Deux ans auparavant, il a été renvoyé de la CIA pour une toute petite contre-vérité de rien du tout. Lors d'un test au détecteur de mensonge, il a prétendu ne s'être jamais drogué. Cela a mis fin à une carrière qui s'annonçait prometteuse, puisqu'il s'apprêtait à rejoindre l'antenne de la CIA à Moscou. Pour se venger, Edward Lee Howard s'est rendu à l'ambassade soviétique à Washington pour proposer ses services. En bon professionnel, il a su déjouer les dispositifs de surveillance du FBI et de la CIA mis en place autour de l'ambassade. En revanche, il ne pouvait pas prévoir qu'il serait trahi par l'agent du KGB qui l'avait recruté, Vitali Iourtchenko !

Le 10 août 1985, alertée par ce dernier, la CIA informe le FBI des soupçons qui pèsent sur Edward Lee Howard. Elle lui communique son adresse au Nouveau-Mexique. Howard, qui a été entraîné à détecter les filatures, s'aperçoit vite de la surveillance dont il fait l'objet. Il prend un avocat qui entre en contact avec le Bureau. En fait, il veut juste gagner du temps.

Le 21 septembre 1985 à 16 h 30, l'agent du FBI chargé de suivre Edward Lee Howard le voit grimper dans son Oldsmobile en compagnie de sa femme, qui s'installe au volant. L'Agent spécial est un novice qui effectue là sa première filature. Il ne se doute pas que Howard va lui faire le

coup du JIB (*Jack in the Box* : Jack dans la boîte) : il perd la voiture de vue quelques secondes et ne la voit pas ralentir pour permettre à Howard de s'en éjecter, pas plus qu'il ne voit sa femme disposer un mannequin à sa place. Le jeune agent n'y aura vu que du feu et sera renvoyé du Bureau.

Quelque temps plus tard, Edward Lee Howard resurgit à Moscou. Il trouvera la mort le 12 juillet 2002 après s'être brisé la nuque en tombant dans l'escalier de sa datcha. L'autopsie ne permettra pas d'établir s'il s'est agi d'un accident ou d'un assassinat.

L'arrestation d'un nouvel agent double, le 21 novembre 1985, ne suffit pas à redorer le blason du Bureau. Pourtant, l'affaire Jonathan Jay Pollard est de celles dont les médias raffolent. Agent des services secrets de la marine, spécialiste du Proche-Orient, Pollard a fourni des informations confidentielles à l'un des plus fidèles alliés des États-Unis : Israël. Les agents du FBI qui le suivaient l'ont arrêté alors qu'il tentait de trouver refuge dans les murs de l'ambassade de l'État hébreu à Washington. Redoutant les conséquences diplomatiques, les Israéliens ont néanmoins refusé de laisser entrer ce citoyen américain. Les agents du Bureau n'ont eu qu'à le cueillir devant les grilles de l'ambassade. Le scandale diplomatique qui a suivi n'a pas permis au Bureau de tirer les bénéfices d'une affaire rondement menée. Il en aurait pourtant eu bien besoin.

Requiem pour des taupes…

Depuis 1981, le Bureau a théoriquement le monopole du contre-espionnage sur le territoire américain. Mais la CIA, cible première de tous les services étrangers, a longtemps refusé de collaborer avec le FBI. Il a fallu attendre 1980 pour que le Bureau et l'Agence lancent « Courtship », opération conjointe destinée à recruter des agents doubles au sein de l'antenne du KGB à Washington. Installée dans un immeuble de bureaux à Springfield, en Virginie, l'unité mixte composée d'agents du FBI et de la CIA réussit à recruter deux agents du KGB, le lieutenant-colonel Valeri Martinov (nom de code pour le FBI : « Pimenta ») et le major Serguei Motorine (« Megas »). Le FBI et la CIA n'ont pas les mêmes objectifs. Le Bureau cherche de l'opérationnel : arrêter les taupes du KGB aux États-

Unis ou recruter de nouveaux agents doubles. L'Agence, elle, cherche le moyen de manipuler le KGB.

En 1985, Valeri Martinov et Serguei Motorine disparaissent mystérieusement. Dans la foulée, cinq taupes de la CIA au sein du KGB ne donnent plus aucun signe de vie. Elles ont été exécutées. De son côté, le FBI déplore la perte de « Tophat » – Dimitri Fédérovitch Poliakov –, officier du GRU qui s'était porté volontaire pour trahir son pays en même temps que « Fedora », au début des années 1960. À la suite de la disparition de ses taupes, le FBI monte une unité spéciale d'enquête (nom de code : « Anlace ») qui prend contact avec la CIA après avoir appris l'ampleur des pertes de l'Agence. À l'évidence, une taupe du KGB a trahi et dénoncé les opérations les plus secrètes du FBI et de la CIA.

Depuis 1986, le FBI a dans le collimateur un agent de la CIA, Aldrich Ames. Intrigué par les fréquentes visites d'Ames à l'ambassade soviétique à Washington, le Bureau demande à l'Agence d'enquêter. Celle-ci ne le fait pas. La CIA aurait pu se réveiller trois ans plus tôt et enquêter sur Ames à la suite de la dénonciation d'une de ses collègues qu'étonnaient son train de vie et sa luxueuse villa, payée 540 000 dollars en liquide. Mais les enquêteurs de la CIA ont classé l'affaire : ils ont cru Ames quand il a justifié ses dépenses par la fortune personnelle de son épouse colombienne.

Quatre ans plus tard, en avril 1991, un agent de la CIA contacte officieusement le contre-espionnage du Bureau. Les dégâts à l'intérieur de l'Agence sont encore plus importants que le Bureau ne le pensait. La CIA a perdu une dizaine de taupes recrutées au sein du KGB. Une nouvelle unité d'intervention est créée. Elle rassemble les enquêteurs de deux des sections d'intervention de pointe de la CIA (Skylight) et du Bureau (Playactor). En août 1991, l'unité a dressé une liste de vingt-neuf suspects. En tête, un agent chevronné de la CIA : Aldrich Ames.

Au bout de quelques semaines, le Bureau et l'Agence concluent qu'Ames est bien la taupe qu'ils recherchent. Il a déjà des dizaines de morts sur la conscience. Le FBI et la CIA lancent l'opération « Nightmover », destinée à coincer le traître en flagrant délit. Des dizaines d'Agents spéciaux suivent Ames lors de ses déplacements à Washington et en Virginie. Ils le voient faire la tournée de ses boîtes à lettres. L'agent de la CIA est sur ses gardes et « casse » sans mal les filatures. Le responsable de l'enquête, Robert « Bear » Bryant, assistant du directeur du FBI en charge du contre-espionnage, ordonne à ses agents de faire régulièrement les

poubelles d'Ames, avant de se raviser : c'est l'été, il fait très chaud en Virginie, et il a peur que des voisins n'entendent les agents du FBI rôder autour des boîtes d'ordures.

La surveillance et la filature ne donnent toujours rien. Un Agent spécial désobéit aux ordres de Bryant et fait les poubelles d'Ames. Le résultat passe toutes les attentes. Les Agents spéciaux trouvent d'abord un post-it déchiré en plusieurs morceaux : c'est le brouillon d'une note adressée par Ames à ses agents traitants du KGB demandant une rencontre à Bogota afin de récupérer de l'argent. Peu après, étant retournés faire les poubelles, les agents découvrent un ruban de machine à écrire qu'ils lisent en se servant d'un miroir. Il s'agit d'un rapport de cinq pages farci de données confidentielles. Le 21 février 1994, après trois ans de surveillance, le FBI arrête Aldrich Ames. Un an plus tard, il est condamné à la prison perpétuelle.

L'affaire Ames est le révélateur des divisions au sein du monde du renseignement américain. Sans le mur séparant le FBI et la CIA, la taupe aurait été démasquée peu après avoir proposé ses services au KGB en 1986. Des dizaines de vies auraient pu être sauvées. Saisi tardivement du dossier, le FBI n'en a pas moins mis près de trois ans avant d'aboutir. Trois précieuses années durant lesquelles la taupe a continué de sévir. Mais tous ces reproches ne sont encore rien par rapport au nouveau séisme qui se prépare et qui va secouer le Bureau.

Aldrich Ames a accepté de collaborer avec le FBI et la CIA afin que son épouse ne soit pas condamnée trop lourdement. Il leur a livré tous les secrets de sa trahison. À l'issue de ses confessions, la CIA et le FBI s'aperçoivent avec effarement qu'Ames n'a techniquement pas pu livrer aux Soviétiques tous les agents doubles travaillant pour le compte des Américains. Une autre taupe est à l'œuvre à Washington. Autrement plus redoutable, elle sévit depuis plus longtemps et est enterrée encore plus profond.

Deux disparitions préoccupent particulièrement le FBI : celles des deux agents doubles de l'opération « Courtship », le lieutenant-colonel Valeri Martinov (« Pimenta ») et le major Serguei Motorine (« Megas »). Leurs agents traitants, qui les retrouvaient généralement dans des confiseries, les ont surnommés M&M's. Seulement voilà : M&M's ont disparu, engloutis dans ce grand néant qui sert de fosse commune aux

victimes de la guerre froide. Un beau matin de 1986, ils ont reçu leur feuille de route : pas le temps de faire leurs bagages, encore moins celui de contacter leurs employeurs du FBI. Dans une cave sordide, ils ont eu droit au traitement réservé par le KGB aux traîtres : une balle dans la nuque.

Depuis, le Bureau cherche à savoir qui a trahi M&M's. Après des années de tâtonnements, les chasseurs de taupes du FBI arrivent à une terrible conclusion : les deux Soviétiques ont été trahis par une taupe du KGB nichée au sein même du FBI. La section CI-13 de la division Contre-espionnage du Bureau est chargée de débusquer ce traître. Deux Agents spéciaux chevronnés relisent toutes les dépositions de transfuges, d'informateurs et d'agents doubles recrutés par les Américains depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour ce faire, ils s'installent dans le bureau 4832 avec leur superviseur. Le superviseur en question est un ancien policier de Chicago de quarante-quatre ans. Grand, costaud, très religieux, toujours vêtu comme les agents l'étaient du temps de J. Edgar Hoover, il a été affublé des sobriquets de « Docteur Tristesse » ou de « Docteur Mort » par ses collègues. « Il y avait en lui quelque chose de physiquement malsain, se souvient son ancien supérieur, Tom Burns ; c'était quelqu'un de distant, qui n'aimait pas se lier. » Il n'aurait sans doute pas remporté le concours de popularité parmi les Agents spéciaux, s'il y en avait eu un, mais tous le respectaient pour son intelligence et son savoir-faire – magique, disaient certains – avec les ordinateurs. Si quelqu'un est capable de débusquer la taupe, c'est lui, estiment les responsables du contre-espionnage qui lui ont confié cette mission.

Sans le savoir, ils ont tapé dans le mille. Le superviseur connaît le nom du traître qui vend les secrets du FBI au KGB depuis des années. C'est lui-même : Robert Hanssen !

Deux ans après être sorti de Quantico en 1976, Robert Hanssen débarque au bureau de New York. Après un bref passage à la division « Criminalité organisée », il est muté au contre-espionnage. Nous sommes alors en mars 1979. Après s'être familiarisé avec la structure de l'espionnage soviétique aux États-Unis, il contacte le représentant du GRU, le service de renseignement de l'Armée rouge, en lui rendant visite au siège de l'Amtrog, l'agence commerciale soviétique.

Au début, Robert Hanssen trahit pour l'argent. Les agents de New York sont les plus mal lotis du Bureau. La ville est trop chère pour leurs maigres émoluments. Rares sont ceux qui peuvent se permettre de vivre

dans Manhattan. Hanssen et sa famille n'en sont pas. Ils doivent se contenter d'une modeste demeure dans le Queen's. Chaque jour, Robert Hanssen met des heures à se rendre à son travail et à en revenir.

Dès son arrivée à la section Contre-espionnage du FBI, Hanssen apprend l'existence de Dimitri Fédérovitch Poliakov, *alias* « Tophat », officier du GRU en poste auprès des Nations Unies, recruté par le FBI à New York en 1961. Le FBI a un petit faible pour Poliakov : c'est la première taupe jamais recrutée par le Bureau, et il a fallu trois mois d'un long et pénible travail d'approche à John Mabey, Agent spécial chargé du contre-espionnage à New York, pour parvenir à la retourner. Au sein du Bureau, on se souvient avec émotion que « Tophat » a cédé devant la tombe du président Grant, haut lieu de l'histoire américaine. Le Bureau a tenté de garder autant que possible le contrôle de sa taupe. Un agent du FBI l'a suivi jusqu'en Birmanie, où il a été muté. Mais, très vite, il a fallu passer la main et Poliakov a travaillé pour la CIA.

Nommé attaché militaire soviétique en Inde au début des années 1970, Poliakov fournit de précieuses informations sur l'aide dont bénéficie le Vietnam du Nord. Quand il est rappelé à Moscou, la CIA lui fournit les gadgets réservés aux meilleures de ses taupes : un réveille-matin spécialement équipé pour lui signaler les demandes de rendez-vous, un émetteur radio miniature ultra-rapide pour envoyer des messages lorsqu'il passe devant l'ambassade américaine à Moscou. « Tophat » retourne à New Delhi en 1979 ; il a alors rang de lieutenant-général. Un an plus tard, il prend sa retraite à Moscou et pense pouvoir couler des jours heureux en Union soviétique, entouré de ses enfants et de ses petits-enfants. C'est compter sans Robert Hanssen.

À peine recruté par le GRU, Hanssen révèle l'existence de « Tophat » et livre son nom. En trahissant « Tophat », il obéit à un autre motif que l'argent : « Hanssen a livré l'identité de "Tophat" parce qu'il craignait que l'officier soviétique ne soit pour lui une menace », précise l'ancien directeur du FBI, William Webster, chargé d'enquêter sur l'affaire. Poliakov aurait pu, en effet, informer le FBI de la trahison de Hanssen. L'agent du FBI sait que Poliakov sera exécuté s'il est démasqué. Par la suite, dans une note rédigée à l'intention de ses agents traitants soviétiques, Hanssen parle de « risques pour sa sécurité ». En tête, il place les taupes du FBI et de la CIA à l'intérieur des services soviétiques. Vu les risques potentiels qu'elles lui font courir, le plus sûr est de les faire exécuter.

Il se passe alors quelque chose d'incompréhensible : rien ! Le GRU ne fait rien. Peu après, le général Poliakov est rappelé à Moscou, où l'attend une nouvelle affectation. Pourquoi le GRU n'a-t-il pas réagi ? Peut-être parce qu'il ne prend pas encore Hanssen au sérieux. Dans un courrier, l'agent du FBI ne se plaint-il pas alors de la faiblesse de sa rémunération ?

En janvier 1981, Robert Hanssen grimpe dans la hiérarchie du FBI : il est promu superviseur, avant d'être muté au Quartier général, où il travaille pour l'unité chargée du budget du contre-espionnage. Il fait son miel des informations qui lui passent entre les mains. Il est au courant des dernières découvertes technologiques en matière de communications, développées par le Bureau. Il voit régulièrement ses anciens collègues du contre-espionnage. L'air de ne pas y toucher, il accumule les renseignements. Il a alors coupé le contact avec les Soviétiques. Il entend bien le renouer dès que possible, d'autant plus qu'en 1983 il s'en retourne au contre-espionnage, cette fois à l'unité CI-3A, chargée d'étudier les activités des agents du KGB et du GRU aux États-Unis. Il n'a pas accès aux noms des taupes recrutées par le KGB ou le GRU, mais, en lisant les rapports de ses collègues, il déduit sans mal leurs identités. Les techniques de surveillance dont se servent le FBI et la CIA n'ont plus de secrets pour lui. Il est prêt à entrer à nouveau en contact avec les Soviétiques quand il retourne à New York, en 1985, au plus fort de l'« année des espions ».

Le 1er octobre 1985, il envoie une grosse enveloppe d'un bureau de poste du comté de Prince George, dans le Maryland, adressée à un petit fonctionnaire du KGB résidant à Alexandria, en Virginie. À l'intérieur se trouve une autre enveloppe avec la mention : « Ne pas ouvrir : remettre à Viktor Tcherkachine », c'est-à-dire au *rezident* du KGB à Washington. Dans sa missive, Robert Hanssen dénonce quatre taupes recrutées par le FBI au sein du KGB et du GRU.

Pour la seconde fois, Hanssen dénonce le général Poliakov, « Tophat ». En s'adressant au KGB plutôt qu'au GRU, il sait que, cette fois, les choses vont bouger. Il n'a pas tort : peu après, le général Poliakov revêt son uniforme, ajuste ses décorations et se rend au siège du GRU où il a été convoqué pour participer au pot d'adieux d'un de ses collègues. Il se doute de ce qui l'attend : depuis deux jours, des ambulances sont garées devant sa datcha, signe qu'il est surveillé. Il est intercepté dans le hall du GRU par des militaires qui le fouillent, lui arrachent ses décorations, lui enlèvent son

uniforme et le conduisent à la prison de Lefortovo, où il est exécuté. Peu après, un de ses fils, lui aussi agent du GRU, se suicide.

La seconde taupe dénoncée par Robert Hanssen s'appelle Boris Ioujine. Officier du KGB basé à San Francisco, Ioujine opère sous la couverture de correspondant de l'agence Tass. Baptisé « Rampaige » par le FBI, il a fourni les informations qui ont entraîné l'arrestation du diplomate norvégien Arne Treholt, accusé d'intelligence avec l'ennemi. Ioujine est un des espions les plus maladroits de l'histoire : il a failli se faire arrêter après avoir perdu, au consulat soviétique de San Francisco, le briquet-caméra que lui a procuré la CIA ! Maladroit, mais pas malchanceux : arrêté en décembre 1986 par le KGB, il a la chance, si l'on peut dire, d'être envoyé au Goulag ; il sera relâché six ans plus tard, à l'occasion d'une amnistie, pour être exfiltré avec sa famille aux États-Unis par la CIA.

Les deux dernières taupes dénoncées par Robert Hanssen n'ont pas eu cette chance-là. En livrant au KGB les noms du lieutenant-colonel Valeri Martinov (« Pimenta ») et du major Serguei Motorine (« Megas »), Hanssen ignore qu'il a été devancé de quelques mois par un autre traître : l'agent de la CIA Aldrich Ames. Serguei Motorine se trouve déjà à Moscou quand le KGB apprend sa félonie. Il est arrêté en décembre 1985. Pendant quelque temps, il téléphone régulièrement à sa petite amie, restée aux États-Unis. Le FBI écoute et découvre que « Pimenta » est contrôlé par les Soviétiques. Motorine est exécuté peu après un dernier appel téléphonique, en février 1987.

Pour rapatrier Valeri Martinov, le KGB a recours à une ruse. Le 6 novembre 1985, le lieutenant-colonel est chargé d'escorter à Moscou le « transfuge » Vitali Iourtchenko après qu'il a faussé compagnie à ses anges gardiens de la CIA dans un restaurant de Georgetown. Il est arrêté dès son arrivée à Moscou et conduit à Lefortovo, la prison des espions. Le 28 mai 1987, Martinov est fusillé par un peloton d'exécution. Il avait quarante et un ans.

En échange de ses informations, Robert Hanssen réclame 100 000 dollars. Le KGB ne lui en verse que 50 000, la même somme que celle allouée à Aldrich Ames. « C'est de bonne guerre, commente Tom Burns, l'ancien supérieur de Robert Hanssen au sein de la division Contre-espionnage du FBI. S'ils lui en avaient donné 100 000, ils auraient couru le risque de ne plus le revoir… »

Robert Hanssen remercie le KGB sans se plaindre : traître, mais bien élevé. Prudent, il entend vivre le plus longtemps possible. Pour cela, il use de techniques aussi vieilles que le métier d'espion. D'abord, faire en sorte que les Soviétiques ignorent jusqu'à son identité : il ne les rencontrera jamais. Au début, il évite même les contacts téléphoniques. Par la suite, en cas d'urgence, les agents du KGB et lui communiquent en se servant de cabines téléphoniques. Mais la plupart des communications se font par courrier ou par une signalétique visuelle soigneusement étudiée (marques à la craie ou au papier adhésif, petites annonces dans les journaux, etc.). Les documents ou l'argent sont « abandonnés » dans la nature en attendant d'être récupérés. Pour se protéger, Robert Hanssen se dissimule derrière le nom de Ramon Garcia, pseudonyme avec lequel il signe ses messages au KGB.

Ce que le Bureau ne voit pas

S'il peut tromper pour un temps le FBI et la CIA, Robert Hanssen ne peut tromper tout le temps son épouse. Bonnie Hanssen a commencé à s'inquiéter du jour où son mari a cessé brutalement de communier et de se rendre à l'église, comme il le faisait presque tous les jours. Des gestes lourds de signification pour un converti par amour, paroissien zélé depuis son mariage. Quand elle s'est aperçue que son époux se cachait pour rédiger une lettre, elle a pensé : « Il a une aventure avec une autre femme. » Robert Hanssen lui avoue alors la vérité : il vend les secrets du FBI aux Soviétiques. Effondrée, Bonnie le traîne chez un prêtre de leurs amis, membre comme eux de l'Opus Dei. L'homme d'Église conseille à Hanssen de se livrer au FBI et de prier pour le pardon divin. Mais, après une nuit de réflexion, le prêtre se ravise et téléphone à Hanssen : il y a une autre solution. Au lieu de se rendre aux autorités, l'agent n'a qu'à verser une certaine somme d'argent à l'organisation caritative de Mère Teresa.

Faut-il croire Hanssen quand il dit l'avoir fait ? En tout cas, Bonnie Hanssen croit son mari quand il jure sur ce qu'il a de plus sacré que plus jamais il ne trahira son pays. Elle a tort…

Robert Hanssen est l'archétype même du traître. Mais, pour lui, la trahison semble être une forme de transgression. Il trahit son pays, mais il trahit aussi sa femme. Ce bon catholique, père de famille exemplaire,

multiplie les jeux dangereux. Qu'il prenne pour maîtresse une strip-teaseuse est un classique du genre. En revanche, les jeux sexuels dans lesquels il entraîne son meilleur ami sont plus originaux, puisqu'il convie régulièrement celui-ci à assister discrètement aux ébats sexuels des époux Hanssen sans que Bonnie en soit informée. Pour ce faire, il installe dans la chambre à coucher familiale une petite caméra reliée à un circuit intérieur de télévision. Dissimulé dans la cave, son ami peut ainsi suivre le spectacle à son aise.

Si, au début, Robert Hanssen trahit pour de l'argent, ce n'est plus le cas quand il prend contact pour la seconde fois avec les Soviétiques. Il réside à Washington et son salaire suffit à le faire vivre, lui et sa famille. Il touche plus de 600 000 dollars en cash. Au début de 1990, il a réclamé en vain l'ouverture de comptes en Suisse ; les Soviétiques ont refusé, affirmant que le secret bancaire n'existait déjà plus dans la Confédération. En revanche, le KGB place 800 000 dollars sur un compte à son nom dans une banque de Moscou.

Robert Hanssen dépense sans compter. Il couvre de bijoux sa maîtresse, l'emmène en voyage à Hong Kong. Il s'achète une Rolex en or, trop voyante au goût de son épouse qui le somme de la rendre. Il offre la montre à l'un de ses collègues en affirmant qu'il s'agit d'une copie. Son beau-frère, lui aussi agent du FBI, finit par avoir des doutes après que sa femme a aperçu des liasses de billets de 1 000 dollars dans un vide-poche chez les Hanssen. Il en parle à son SAC, responsable du bureau de Chicago. Mais rien ne se passe.

Robert Hanssen remet aux Soviétiques plus de 6 000 pages de documents top-secret. Certains concernent le dispositif nucléaire américain et les positions de satellites. La plupart proviennent de la banque de données du FBI, où Hanssen les a téléchargés. Il pirate également les ordinateurs de certains de ses collègues. Au début, il remet au KGB des photocopies de documents ; par la suite, il fera des copies digitales qu'il transmettra sur disques.

Au début des années 1990, il dénonce trois nouvelles taupes recrutées par le FBI ; il signale aussi le nom des cibles potentielles du Bureau et transmet toutes les informations qu'il peut sur les transfuges soviétiques aux États-Unis. Avant cela, le 25 septembre 1989, Robert Hanssen a révélé au KGB l'existence d'un tunnel, creusé par le FBI, permettant d'espionner la nouvelle ambassade soviétique construite sur les hauteurs de Washington

en 1981. Baptisé « Monopoly », ce tunnel aboutit juste au-dessous de la salle du chiffre de l'ambassade. « Monopoly » est une des opérations d'espionnage les plus onéreuses jamais lancées par le Bureau.

Paranoïa

Le 19 août 1991, un groupe de partisans de la ligne « dure » du Parti communiste d'Union soviétique tente de reprendre le pouvoir à Moscou. Après avoir annoncé qu'ils déposaient le numéro un, Mikhaïl Gorbatchev, les putschistes essaient de s'assurer le contrôle du pays. Les responsables du coup d'État sont des conservateurs qui estiment que le programme de réformes de Gorbatchev est allé trop loin, et que le nouveau traité d'Union, tout juste négocié, entame trop le pouvoir du gouvernement central, le dispersant au profit des républiques qui composaient jusque-là l'URSS. Le coup d'État échoue au bout de trois jours, et Gorbatchev retrouve le pouvoir. L'Union soviétique a vécu – le KGB aussi, remplacé par le FSB, Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie.

Dans les bureaux du FBI et de la CIA, on sable le champagne et fête la fin de l'ennemi soviétique. Robert Hanssen affiche une joie de façade. Il sait que, avec la disparition du système en place à Moscou, la Russie va découvrir les joies et les peines du libre marché. Désormais, de l'autre côté du rideau de fer, l'heure est au capitalisme sauvage : tout va être à vendre, à commencer par l'identité de la taupe qui trahit le FBI depuis plus d'une décennie !

Robert Hanssen se met en hibernation. Rien ne se passe. Il attend deux ans avant de reprendre contact. En 1993, il rassemble une liasse de documents secrets pour tenter de les vendre aux Russes. Se méfiant du FSB, il essaie de renouer avec le GRU. Un matin, ses documents sous le bras, il aborde un des agents russes qui monte dans sa voiture dans le garage de l'immeuble où il vit.

« Je suis Ramon Garcia, lui dit-il. J'ai des documents pour vous. »

Croyant à une provocation, l'agent du GRU part sans souffler mot.

Avant de faire une seconde tentative, Robert Hanssen tâte le terrain. Un de ses amis journalistes, James Bamford, spécialiste du renseignement, a interviewé à Moscou Viktor Tcherkachine, l'ancien *rezident* du KGB à Washington, chargé un temps de gérer la taupe. Hanssen interroge

longuement Bamford sur Tcherkachine et essaie de se procurer la transcription de l'entretien réalisé pour le compte de la chaîne de télévision américaine ABC.

Régulièrement, Robert Hanssen interroge la banque de données du FBI. Les demandes sont anonymes : « Les agents du contre-espionnage sont censés être les chasseurs, pas la proie », explique David Wise dans son remarquable ouvrage consacré à Hanssen. Dans ses recherches, Hanssen entre comme mots-clés son pseudo, Ramon Garcia, les lieux où se trouvent les boîtes aux lettres dont il se sert pour communiquer avec le KGB, mais il ne trouve rien. En 1999, après huit années de silence, la taupe refait surface en passant une petite annonce dans un quotidien américain, comme à chacune de ses demandes de contact passées. Quelques jours plus tard, les agents du FSB répondent. La taupe et ses agents traitants conviennent d'un échange (documents contre argent) au pied de poteaux indicateurs, dans le parc de Foxstone, en Virginie.

Depuis que Robert Hanssen a supervisé la première étude du FBI sur l'existence d'une taupe soviétique à l'intérieur du Bureau, en 1988, la paranoïa y a monté de plusieurs degrés. Les chasses aux traîtres se sont multipliées. L'arrestation en 1994 d'Aldrich Ames, taupe du KGB au sein de la CIA, a momentanément calmé le jeu. Mais, rapidement, les responsables du contre-espionnage du FBI se sont aperçus qu'Ames n'était pas le traître qu'ils recherchaient. Quelqu'un d'autre avait vendu au KGB des secrets auxquels Ames n'avait pas accès.

Opération « Grayday »

Robert Hanssen trahit son existence en 1989. Il prévient le KGB que le FBI s'intéresse de près aux agissements de Felix Bloch, diplomate américain soupçonné de trahir son pays au profit de l'URSS. Quelque temps plus tard, le diplomate reçoit un appel téléphonique lui indiquant que son « ami » ne pourra plus le voir, car il est « malade ». L'étrange interlocuteur parle d'un « mal mystérieux » qui se répand, ajoutant qu'il se fait du souci pour sa santé. Pour le FBI, le sens de l'appel est clair : le KGB informe sa taupe que les contacts sont rompus. Le Bureau y voit également une preuve supplémentaire de la présence d'un traître dans ses rangs. La chasse reprend alors de plus belle. Elle va durer onze ans, épuiser des

dizaines d'agents du FBI et de la CIA, entraîner l'arrestation de Harold Nicholson, un agent de la CIA, d'un autre agent du Bureau, Earl Pitts, et d'un troisième appartenant à la NSA, David Shelond Boon. Mais toujours pas celle de Robert Hanssen !

À la fin des années 1990, le directeur du Bureau, Louis Freeh, et celui de la CIA, George Tennet, lancent une nouvelle chasse à la taupe, baptisée « opération Grayday ». La tête du traître est mise à prix. Les agents de la CIA et du FBI contactent tous les agents du KGB et du GRU qu'ils peuvent, et leur promettent un million de dollars en échange de l'identité du traître. Le *rezident* du KGB à Washington est approché dans un supermarché Safeway de Georgetown, à quelques blocs de l'ambassade soviétique. Flatté, il décline. Le FBI profite de la visite à Washington de son prédécesseur, Viktor Tcherkachine, pour lui faire la même proposition, sans plus de succès.

Parmi toutes les cibles de « Grayday », le FBI s'intéresse à un ancien agent du KGB qui a opéré à Washington. L'homme vit à Moscou. Les agents de la CIA et du FBI qui surveillent sa résidence apprennent qu'il envisage de créer une filiale américaine de sa petite entreprise. Un industriel ami du FBI contacte l'ex-agent du KGB, qui doit se rendre à New York. Là l'attend un agent du FBI : la négociation commence.

L'ex-agent du KGB a entendu parler de la taupe. S'il ignore son identité, il connaît son nom d'emprunt : Ramon Garcia. Mieux : il peut conduire le FBI jusqu'au seuil de sa tanière. En 1991, il a travaillé à la Première Direction du KGB, celle chargée de l'espionnage à l'étranger. Avant de partir à la retraite, il a retiré des archives le dossier de « Ramon Garcia », avec l'arrière-pensée de le vendre : c'est juste une question de prix. Les négociations sont longues et ardues. Le Bureau accepte de revoir sa prime à la hausse : elle passe à 7 millions de dollars, plus la nationalité américaine, plus une nouvelle identité, plus une maison dans un des lieux sélects de Californie. Mais ça en vaut la peine.

Au début, les agents du FBI ont du mal à croire que le Russe ait pu détourner un dossier aussi sensible que celui de Ramon Garcia. Mais l'homme a sans doute profité du désordre consécutif au coup d'État manqué de 1991 et à la dissolution du KGB qui s'est ensuivie. Le silence observé par Ramon Garcia pendant huit ans lui a permis de ne pas être découvert, nul n'ayant eu besoin d'accéder au précieux dossier.

Les documents concernant Ramon Garcia arrivent au siège du FBI en novembre 2000. Pour les acheminer depuis la Russie, le Bureau a monté une véritable opération clandestine. On dénombre des dizaines de disquettes d'ordinateur, des milliers de pages de documents, des bandes magnétiques. Le tout est envoyé au labo du FBI. Les empreintes digitales sont relevées. Tous les documents étant en russe, des milliers de pages sont traduites en extrême urgence. Une bande magnétique recèle un enregistrement de conversation effectué en novembre 1986 à New York. Deux hommes discutent au téléphone : le premier est un agent du KGB, le second n'est autre que Ramon Garcia.

Un des trois agents du FBI qui écoutent la bande croit reconnaître la voix. Mais il n'arrive pas à mettre un nom ni un visage dessus. C'est quelqu'un qu'il connaît et qu'il a rencontré à plusieurs reprises. Il relit la traduction des documents du KGB en prêtant une attention particulière aux lettres de Ramon Garcia adressées à ses correspondants soviétiques. Il y trouve des expressions qui lui sont familières. Ainsi, Ramon Garcia aime à citer le général Patton. L'agent du FBI réalise alors qu'il connaît quelqu'un qui a ce genre de manie. Il réécoute l'enregistrement avant de déclarer à ses collègues : « Je crois savoir qui est Ramon Garcia : c'est Robert Hanssen. »

Dans un des dossiers, les agents du FBI trouvent une grosse enveloppe avec mention : « Ne pas ouvrir ». Ils attendent l'arrivée de leur informateur pour la décacheter. À l'intérieur, ils découvrent un grand sac-poubelle. C'est un de ceux dont se servait Ramon Garcia pour protéger les documents qu'il déposait dans les bois. Dessus, il y a les empreintes digitales de Hanssen. Le Bureau dispose de la preuve définitive.

Louis Freeh, directeur du FBI, est immédiatement informé. Il souhaite arrêter Robert Hanssen en flagrant délit alors qu'il dépose des documents dans les bois de Virginie qui abritent ses « boîtes à lettres ».

Hanssen a alors été muté à la division du Département d'État chargée de contrôler les missions diplomatiques étrangères. Le directeur du FBI ordonne à ses hommes de le surveiller de près.

Louis Freeh connaît bien Robet Hanssen. Les deux hommes communient régulièrement à l'église catholique Sainte-Catherine-de-Sienne, à Falls Church, dans la banlieue de Washington. Hanssen ne manque jamais de saluer son directeur à l'issue de l'office. Leurs enfants fréquentent la même école de Heights, contrôlée par la sulfureuse congrégation de l'Opus Dei.

Au début du mois de décembre 2000, Louis Freeh est convié à prendre la parole lors de la soirée « père-fils » de l'école. Thème du discours : éthique et intégrité au sein du gouvernement. Robert Hanssen est assis au premier rang, à côté de son fils. Se doute-t-il que le directeur du FBI *sait* ? Il n'en laisse rien paraître.

Le 15 janvier 2001, Robert Hanssen réintègre le Quartier général. Pour mieux le surveiller, le Bureau lui a confié un poste sur mesure à la division chargée des moyens informatiques. Le moindre de ses mouvements est épié par une caméra dissimulée dans son bureau, son téléphone est écouté, sa voiture truffée de micros. Les techniciens du FBI ne sont pas parvenus à s'introduire chez lui, où il y a toujours quelqu'un. Des agents fouillent régulièrement sa voiture. Le 12 février 2000, ils découvrent dans la boîte à gants du ruban adhésif jaune et blanc comme celui dont il s'est servi pour communiquer avec le KGB. Le même jour, Hanssen interroge la base de données du FBI ; il tape plusieurs mots, dont : *Hanssen*, *Garcia*, *Foxstone*, *boîte à lettres KGB*, *FSB*. Rien ne sort. Mais les collègues qui le surveillent ont compris qu'il est sur le point de déposer un message ou des documents dans la « boîte à lettres morte » du parc de Foxstone. Les Agents spéciaux se rendent sur les lieux et trouvent un paquet contenant 50 000 dollars en billets, qu'ils photocopient avant de les remettre en place. Le FSB est impatient de ramasser les informations.

Peu après, Robert Hanssen rédige sur son ordinateur ce qui ressemble bien à une lettre d'adieux à ses « chers amis » du FSB : « Il semble que je ne puisse plus vous être utile ; il va falloir que je me retire du service actif. » Il a compris qu'il est sur le point d'être démasqué. Il se plaint d'être isolé à l'intérieur du Bureau, de n'avoir plus aucun accès aux informations du contre-espionnage. Il a cru entendre des grésillements suspects dans sa voiture, des crachotements comme ceux que les micros du Bureau émettent parfois : « Quelque chose a réveillé le tigre qui dort », écrit-il avant de conclure : « La vie est faite de hauts et de bas. »

Le dimanche 18 février, vers 16 heures, les agents du Groupe de surveillance spéciale du FBI suivent Robert Hanssen jusqu'à un centre commercial. Il gare sa voiture en plein air, en descend, ouvre son coffre et commence à entasser des documents classés top-secret dans un sac en plastique. Puis il remonte dans sa voiture et prend la direction du parc de Foxstone. Une demi-heure plus tard, une équipe d'intervention du FBI

armée jusqu'aux dents arrête Hanssen alors qu'il vient de déposer les documents sous un pont. Quinze ans de chasse prennent fin.

L'affaire Hanssen survient au mauvais moment pour le Bureau. Le directeur, Louis Freeh, est au plus mal avec le président Clinton, qui ne lui parle plus et cherche par tous les moyens à s'en débarrasser. Les échos des critiques sur la manière catastrophique dont le FBI a géré le siège de la secte des Davidiens, à Waco, résonnent encore. Tout comme ceux du tollé provoqué par les dérapages auxquels on a assisté lors du procès des deux responsables de l'attentat perpétré contre l'immeuble fédéral d'Oklahoma City. L'Amérique se passionne pour l'affaire Hanssen. À Hollywood, les scénaristes sont déjà au travail. Les questions redoublent quand le Département de la Justice annonce que le traître sera jugé à huis clos. Le Bureau a-t-il quelque chose à cacher ? Pourquoi Hanssen n'a-t-il pas été détecté avant ? A-t-il bénéficié de protections, voire de complicités, à l'intérieur du Bureau ?

Les attentats du 11 septembre 2001 mettent fin aux spéculations. L'Amérique s'est découvert un nouvel ennemi : Al Qaida. Les médias se désintéressent du sort de Robert Hanssen, qui est condamné à la prison à vie dans l'indifférence générale.

La soubrette chinoise

C'est dans ce contexte que, le 9 avril 2003, le Bureau annonce l'arrestation de James Smith, un des meilleurs agents du bureau de Los Angeles jusqu'à son départ à la retraite en 2000, accusé d'intelligence avec la République populaire de Chine. Le Bureau arrête aussi Katrina Leung, sa maîtresse, son informateur et peut-être son agent traitant. James Smith reconnaît ses torts et passe un accord avec le département de la Justice : il est condamné à trois ans de prison avec sursis et à 10 000 dollars d'amende. Les poursuites contre Katrina Leung sont abandonnées à la suite d'une erreur de procédure. Vite oubliée, l'affaire est de celles qui risqueraient d'embarrasser longtemps le Bureau en lui faisant perdre toute crédibilité en matière de contre-espionnage.

Au début des années 1980, la normalisation des relations entre les États-Unis et Pékin a entraîné un renforcement spectaculaire de la présence chinoise sur le sol américain. En 1982, il y a plus de 10 000 étudiants

chinois aux États-Unis, et il continue d'en arriver à raison de 300 par mois. Chaque année, plus de 14 000 Chinois immigrent légalement aux États-Unis, et 15 000 s'y rendent munis de visas de tourisme. Une aubaine pour les services secrets chinois, qui se nichent dans les replis des flux migratoires. Pour faire face à ce nouveau péril, le FBI lance une campagne de recrutement d'informateurs au sein de la communauté chinoise.

Au début de 1981, la division « Chine » du bureau de Los Angeles (LAFO) repère Katrina Leung, jeune Chinoise originaire de l'île de Taïwan. Elle fréquente avec assiduité une résidence de Los Angeles qualifiée par le FBI de « nid d'espions chinois ». L'entreprise d'import-export de Katrina Leung travaille étroitement avec la République populaire. Les affaires étant ce qu'elles sont, la jeune femme mord parfois la ligne blanche. Le Bureau découvre qu'elle est mêlée à une grosse affaire de transfert illégal de technologie américaine vers la Chine rouge. L'occasion est trop belle pour la laisser passer. Quelques mois plus tard, James Smith, de la section Chine du LAFO, propose à Katrina Leung de travailler pour le Bureau en échange de l'abandon des poursuites qui pourraient être entamées contre elle. Katrina accepte. Smith lui choisit un nom de code : « Parlor Maid », expression que l'on pourrait traduire par « soubrette » et qui fait sans doute référence au charme mutin de la Chinoise. L'Agent spécial est loin de se douter qu'il n'aurait pu mieux choisir.

James Smith est considéré comme l'un des meilleurs agents du LAFO. Ancien du Vietnam, cet agent chevronné travaille pour le Bureau depuis le début des années 1970. Il n'a pas son pareil pour recruter et gérer les informateurs. Le bureau de Los Angeles lui a confié la gestion d'un de ses dossiers les plus délicats : c'est lui qui dirige l'enquête sur Richard Miller, le premier agent du FBI à avoir jamais été arrêté pour trahison. On se souvient que Miller faisait partie de la « mafia » des mormons qui contrôlait le Bureau dans les années 1980. En dépit de ses frasques, il a été chargé de surveiller Svetlana Ogorodnikova, agent du KGB. Mais, au lieu de la filer, il l'a abordée et a fini dans son lit. De chasseur, il est devenu gibier. Au moment de son arrestation, il s'apprêtait à partir pour l'Europe avec sa maîtresse afin de rencontrer un agent du KGB.

James Smith est en train de boucler le dossier Richard Miller quand il recrute Katrina Leung. Les mêmes causes produisent les mêmes effets sur des sujets différents : au lieu de contrôler Katrina Leung, l'Agent spécial Smith saute aussi dans son lit. Cette fois, le chasseur est redoutable :

Katrina Leung n'est pas d'une beauté singulière, mais elle sait user de ses charmes. James Smith l'ignore, mais parmi ceux qui s'y sont laissé prendre figure un de ses collègues du bureau de San Francisco, lui aussi détenteur de secrets susceptibles d'intéresser les Chinois. Or les règles du FBI en la matière sont draconiennes : les agents traitants doivent éviter d'être trop proches de leurs informateurs. Le Bureau ne voit rien, ne sait rien, n'entend rien : un aveuglement lourd de conséquences. Car la croqueuse d'agents n'est autre qu'une Mata Hari chinoise.

Katrina Leung obtient la nationalité américaine en 1984. James Smith l'aide à élargir ses contacts parmi les dirigeants industriels et les hommes politiques de Los Angeles. Elle s'investit dans la vie politique de la ville et finance le Parti républicain. On se presse à ses réceptions. Elle devient une des personnalités les plus en vue de la communauté chinoise de la ville. Amie de nombreux diplomates chinois, elle a beaucoup de contacts en République populaire. À chaque visite d'officiels chinois, elle organise des banquets en leur honneur.

Le Bureau juge ses informations de premier ordre et estime que le temps est venu de passer à la vitesse supérieure. Le Bureau l'incite donc à faire état de ses contacts avec le FBI et l'autorise à faire savoir qu'elle a accès à des informations confidentielles. Son but : faire recruter Katrina Leung par les services secrets chinois et s'en servir comme d'un agent double.

Et ça marche ! En juin 1984, au retour d'un voyage en Chine, Katrina annonce au FBI qu'elle a été recrutée par les services de contre-espionnage du Département de la Sécurité d'État chinois. Mieux : elle a aussi été recrutée par le président de la République populaire de Chine, Yang Shangkun. Le Bureau ne peut rêver mieux. Sauf qu'il ignore un détail crucial : Katrina n'est pas un agent double, mais triple. En dernier ressort, elle ne travaille pas pour les Américains, mais pour les Chinois. Elle est l'infiltrée du président de la République populaire à l'intérieur du FBI.

Katrina Leung passe par deux fois, avec succès, le test du détecteur de mensonges. Certaines de ses informations sont confirmées par un transfuge des services secrets chinois. La CIA, qui bénéficie elle aussi des informations recueillies par Katrina Leung, félicite régulièrement le FBI. Fin 1989, la jeune femme réussit un joli coup en se rendant en Chine juste après les événements de la place Tien Anmen. Le FBI est impressionné : elle est considérée comme le meilleur informateur du Bureau sur la Chine.

En 1987, un diplomate en poste au consulat chinois de San Francisco reçoit un appel téléphonique d'une jeune femme qui lui demande de la rappeler depuis une cabine téléphonique. La jeune femme sait que le diplomate est écouté par le Bureau. Une enquête est ouverte. Le Bureau remonte jusqu'à la jeune femme : il s'agit de Katrina Leung. James Smith intervient et se porte garant de son informateur. L'enquête est classée sans suite.

En juin 1990, nouvelle alerte : le FBI apprend que Katrina Leung a remis aux Chinois, sans autorisation, les détails d'une opération d'espionnage classée top-secret, et des informations sur un programme de contre-espionnage tout aussi secret. Le Quartier général demande au LAFO de s'expliquer. Mais l'échange de correspondance est mal archivé et n'est pas versé au dossier de Katrina Leung. Dix mois plus tard, le FBI découvre que la jeune femme a livré aux Chinois de nouvelles informations concernant des opérations secrètes du Bureau. L'affaire est à nouveau étouffée.

À l'époque, James Smith a la réputation d'être le meilleur agent de contre-espionnage du LAFO. Personne ne songe à remettre sa parole en question lorsqu'il se porte garant de l'innocence de Katrina Leung. Les superviseurs de Smith ignorent que l'Agent spécial lui parle librement des affaires en cours, lui laisse consulter des documents confidentiels et l'informe des opérations les plus secrètes. Il lui révèle les identités des diplomates chinois recrutés par le FBI, mais ne paraît pas s'étonner quand, peu après, les taupes disparaissent ou cessent de fournir des informations.

James Smith a des doutes, mais ne fait rien. Il se dit que Katrina Leung présente trop d'intérêt aux yeux du FBI pour clore sa carrière d'informateur. Au fond de lui, il sait qu'il garde le silence par crainte d'une enquête qui ne manquerait pas de révéler la nature de leurs relations, mettant ainsi fin à sa propre carrière d'Agent spécial.

James Smith ment pour couvrir Katrina Leung. Il dit à ses supérieurs qu'il est satisfait des explications de la jeune femme, sans trop entrer dans le détail. Les dirigeants du FBI ont toute confiance en leur Agent spécial. Il est autorisé à lui remettre de fortes sommes d'argent en dehors de tout témoin, contrairement à l'usage au sein du Bureau. En mars 1993, le FBI a déjà versé 700 000 dollars à la jeune femme sans que personne trouve rien à y redire. Au contraire, le Bureau approuve toutes les demandes d'augmentation de budget que Smith soumet tous les six mois.

Le superviseur de James Smith est une jeune femme qui lui est dévouée corps et âme. Fin 1996, sans prévenir, celle-ci se rend à l'aéroport de Los Angeles pour accueillir l'Agent spécial, de retour d'un séjour à Londres. Elle s'aperçoit alors que Katrina Leung débarque avec Smith. Elle connaît bien la jeune Chinoise, mais feint de ne pas l'avoir remarquée. Si le superviseur avait mentionné l'incident à son SAC, une enquête interne aurait à coup sûr mis au jour la trahison de Leung avec la complicité de Smith.

Quelques mois plus tard, nouvelle alerte : un informateur signale que les Chinois ont recruté un agent au sein du FBI ; il s'agit d'une femme prénommée Katrina. James Smith se charge de l'enquête. Ses conclusions : Katrina Leung est innocente ; l'informateur est un misogyne, doublé d'un affabulateur.

Katrina Leung est intouchable depuis qu'elle informe le Bureau sur les financements chinois versés au Parti démocrate lors de la campagne électorale de 1996. Une affaire cruciale pour le FBI : son directeur, Louis Freeh, a en effet lancé en 1997 l'opération « Campcon » visant, entre autres, les financements illicites de la campagne de Bill Clinton par la République populaire. Avec 300 agents du FBI mobilisés à temps plein, « Campcon » est une des plus grosses opérations du Bureau menées dans les années 1990 ; elle sonne le glas des relations entre le président Clinton et Louis Freeh.

James Smith est le seul responsable du FBI à connaître à fond le dossier Katrina Leung. Au moins cinq superviseurs différents ont suivi ce dossier. Promu à son tour superviseur en 1996, Smith continue à gérer son amie chinoise. Ce n'est pas son supérieur, l'« Assistant Special Agent in Charge » (ASAC) du LAFO, qui pourrait s'opposer à lui : il n'a aucune expérience en matière de contre-espionnage. Smith rédige lui-même les rapports que l'ASAC envoie à Washington. De leur côté, les autres Agents spéciaux de la section « Chine » sont tous mobilisés dans le cadre d'une véritable chasse à l'espion chinois sur tout le territoire américain. Les résultats de l'opération ne sont guère brillants : la traque débouche sur une seule arrestation, celle de Weng Ho Lee, un ingénieur du laboratoire de Los Alamos qui travaille à la fabrication de bombes nucléaires miniaturisées. Une affaire de plus qui « embarrassera » le Bureau, quand la justice ordonnera la libération de Weng Ho Lee après lui avoir présenté ses excuses[2].

Avec le départ à la retraite de James Smith, fin 2000, les protections dont bénéficiait Katrina Leung tombent. Les responsables de la section « Chine » du Bureau exhument le rapport de 1990 l'accusant d'avoir communiqué aux Chinois des informations confidentielles sur une opération en cours et sur le programme de contre-espionnage du FBI. Le bureau de Los Angeles rassemble une équipe d'enquêteurs dans le plus grand secret. Au sein du LAFO, la méfiance est telle que toutes les personnes travaillant sur le dossier sont régulièrement soumises au détecteur de mensonges. L'enquête commence en mai 2001. Elle marque un temps d'arrêt après les attentats terroristes du 11 septembre. En décembre, après avoir reçu l'autorisation d'user de « moyens spéciaux » – écoutes téléphoniques, pose de micros, interception du courrier –, les enquêteurs en arrivent à la conclusion que les rapports entre l'Agent spécial et son informateur sont sortis, et de beaucoup, du cadre imposé par le Bureau. James Smith et Katrina Leung sont arrêtés près de deux ans plus tard. « Bons baisers de Pékin », ironise la presse avant de se désintéresser de l'affaire. À l'heure du terrorisme islamique, les taupes ne font plus recette…

Presque tout le monde semble avoir oublié les dizaines et les dizaines d'agents doubles et de traîtres incarcérés dans l'isolement le plus complet dans les prisons américaines de très haute sécurité. Tous les condamnés pour espionnage et intelligence avec l'ennemi sont systématiquement interrogés par l'Agent spécial Richard Ault. Mais, contrairement aux autres officiers en charge d'interrogatoires, Ault s'intéresse plus aux motifs de la trahison qu'à ses conséquences. Il étudie les comportements. Il s'aventure dans un monde où les choses ne sont jamais ce à quoi elles ressemblent. Le monde de la « sauvagerie des miroirs » n'est pas pour lui faire peur. Il appartient à la seule unité du Bureau capable de sonder les âmes les plus ténébreuses : la Behavioral Science Unit, ou BSU.

1- L'auteur de l'ouvrage, John Barron, ancien rédacteur en chef du *Reader's Digest*, ignorait encore tout de « Solo ». Il n'apprendra l'existence de l'opération qu'au début des années 1990 et lui consacrera un remarquable ouvrage.

2- Né à Taïwan, en Chine nationaliste, Weng Ho Lee affiche des idées fortement anticommunistes et ne cache pas son hostilité à la République populaire de Chine. Une enquête de routine du FBI révèle qu'il a téléchargé sur son ordinateur 430 000 pages de la banque de données de Los Alamos. Les agents du FBI chargés de surveiller le laboratoire estiment que Weng Ho Lee est un naïf et recommandent les plus grandes précautions. À la suite d'une indiscrétion, l'affaire finit dans le *New York Times* et Weng Ho Lee est placé en détention. Il fera 278 jours de détention dans l'isolement le plus complet, avant d'être relâché. Contrairement à l'avis du directeur du FBI, Louis Freeh, Weng Ho Lee sera poursuivi pour un délit mineur. Lors du procès, le FBI n'ayant pu fournir de preuve, le juge relaxera le savant en lui présentant ses excuses. Un an plus tard, un tribunal lui octroiera 1,6 million de dollars de dommages et intérêts.

XII

Psychoses (1969-2001)

Dans lequel le lecteur découvre une nouvelle approche du crime – Où il est question d'Howard Teten, un agent très spécial, et de ses « vieux chiens » – Où nos héros travaillent dans la plus grande discrétion et créent la BSU – Enterrés dix fois plus profond que les morts – Les prédateurs d'Atlanta – Le FBI tend un piège.

Mad Bomber

Le 16 novembre 1940, des ouvriers travaillant sur un chantier de la Consolidated Edison, sur la 64e Rue de Manhattan, découvrent une bombe rudimentaire posée sur le rebord d'une fenêtre. Une note manuscrite rédigée en capitales est attachée à la bombe avec ce message laconique : « ESCROCS DE CON EDISON, C'EST POUR VOUS. »

En septembre 1941, une deuxième bombe est découverte sur la 19e Rue, près d'Union Square, non loin du siège de la Con Edison.

Quelques mois plus tard, la police new-yorkaise reçoit une lettre demandant que les dirigeants de Con Edison soient traduits en justice. Ils doivent payer pour leurs « épouvantables actes néfastes ». Dans les cinq années qui suivent, seize autres lettres signées des initiales « F.P. » sont adressées à la police de New York.

En mars 1950, un troisième engin explosif, bien plus puissant que les précédents, est découvert dans l'entresol de la gare Grand Central. La bombe suivante explose dans une cabine téléphonique de la Bibliothèque publique de New York. Peu après, une autre cabine saute à Grand Central Station.

Les journaux commencent à s'intéresser à l'affaire, en 1954, après l'explosion de six engins, dont un en plein concert à Radio City. L'année suivante, six nouvelles explosions mettent la ville en émoi. New York vient de se trouver un nouvel ennemi : *the Mad Bomber*, le Bombardier fou.

Sans piste sérieuse et en désespoir de cause, l'inspecteur Howard Finney, de la police de New York (NYPD), se tourne vers James Brussel, psychiatre de renom. Le docteur Brussel et le policier n'appartiennent pas au même monde. La pipe au bec, Brussel est un disciple de Freud qui vit dans son cocon de la 12e Rue, en plein « Village ». En début de carrière, il a un peu travaillé pour le FBI, au Mexique, dans le cadre d'une opération de contre-espionnage. Mais il doit sa célébrité à plusieurs ouvrages, dont *Comment devenir un psychiatre émérite en dix leçons*. Howard Finney remet au docteur Brussel une copie du dossier de *Mad Bomber*. La démarche de l'inspecteur est insolite : à l'époque, pour la très grande majorité des policiers, psychiatrie rime avec escroquerie.

James Brussel se penche avec attention sur le dossier. Les bombes sont accompagnées de lettres de revendication signées des initiales d'un certain « F.P. » qui se dit victime de la société Consolidated Edison (Con Ed). La prose de F.P. donne à penser que l'on a affaire à un paranoïaque. L'homme, qui opère depuis seize ans, a donc au moins quarante ans. Son écriture est celle d'une personne âgée. Elle trahit une personnalité méticuleuse, prudente, certainement exemplaire dans son travail. Le langage reflète une certaine éducation, et certaines tournures désuètes laissent supposer que le rédacteur pourrait être d'origine étrangère. Les lettres sont écrites en capitales, parfaitement dessinées, à l'exception des « W » qui, selon Brussel, évoquent une « poitrine féminine ». Sur le MO (*modus operandi*), le psychiatre remarque que, lorsqu'il s'en prend à des salles de spectacles, F.P. ne dépose pas ses bombes, mais les dissimule dans des sièges qu'il a au préalable lacérés et partiellement évidés. Brussel y voit la symbolique d'une pénétration sexuelle et en déduit que F.P. n'est probablement pas quitte avec son complexe d'Œdipe. Il doit être célibataire et pourrait vivre avec une personne qui, pour lui, représente une figure maternelle. En étudiant la

manière dont les bombes sont fabriquées et mises en place, le psychiatre en conclut que F.P. est sans doute originaire d'Europe de l'Est. Les lettres de revendication ont été postées non loin du Connecticut, où réside une forte communauté slave.

Le docteur Brussel expose ses conclusions aux policiers new-yorkais chargés de l'enquête. Avec un certain sens de la mise en scène, il marque un silence avant de leur communiquer son ultime découverte. Fermant les yeux pour ne pas lire sur leurs traits leur réaction, il annonce à ses interlocuteurs :

« Je vois le poseur de bombes… Il est toujours impeccable, il a un sens maniaque de la propreté. Il ne portera jamais de vêtements à la mode. »

Dans ses mémoires, le docteur Brussel expliquera : « Je le voyais nettement, beaucoup plus distinctement que les éléments factuels ne me le permettaient. Je savais que mon imagination l'emportait chez moi. Mais je n'y pouvais rien. »

Fermant plus fort les yeux, Brussel déclare :

« Une dernière chose : quand vous l'arrêterez – et je suis certain que vous l'arrêterez –, il portera un costume croisé.

– Jésus ! murmure un des policiers.

– Et il sera boutonné ! »

Quand Brussel rouvre les yeux, les policiers se regardent d'un air interrogateur.

« Un costume croisé ?

– Oui.

– Boutonné ?

– En effet. »

Les policiers sortent sans mot dire. Un mois plus tard, la police de New York arrête le poseur de bombes. Il s'appelle George Metesky. Il est originaire d'Europe de l'Est et vit à Waterbury, dans le Connecticut, avec ses deux sœurs aînées. C'est un vieux garçon, toujours propre et impeccablement vêtu, qui va à la messe tous les dimanches. C'est un ancien employé de la Con Ed qui affirme avoir été renvoyé après un accident du travail. Quand il ouvre sa porte aux policiers, il leur dit :

« Je sais qui vous êtes. Vous pensez que je suis le poseur de bombes fou… »

Il est alors minuit, il est en pyjama, les policiers lui demandent de s'habiller pour les suivre au commissariat. Quand il réapparaît, il est

soigneusement peigné, ses chaussures sont étincelantes et il porte un costume croisé… boutonné !

Howard Teten, un agent très spécial

L'histoire fait le tour des polices américaines et ne tombe pas dans les oreilles d'un sourd, puisque, après l'avoir entendue, des années plus tard, l'Agent spécial Howard Teten se précipite chez le docteur Brussel.

Howard Teten n'est pas un Agent spécial comme les autres. C'est un bricoleur de génie, doublé d'un pédagogue hors pair. Il aime les problèmes, non pas tant pour les résoudre que pour le cheminement intellectuel qui conduit à la solution. Dans le courant des années 1970, il s'est attelé à un sacré problème en étudiant de manière scientifique le crime et les criminels. Ses recherches l'amènent à rencontrer le docteur Brussel. « Je suis allé le voir aux environs de 1974, raconte-t-il. Brussel était un psychiatre clinicien de renom. Après le poseur de bombes fou, il a étudié l'étrangleur de Boston, puis l'affaire Sam Sheperd, à Cleveland. Il a ensuite écrit un livre intitulé *Sketch Book of a Crime Psychiatrist*. Il était pittoresque, mais c'était un personnage merveilleux. Et on a bavardé. Je lui ai dit que, si je pouvais bénéficier d'un peu de son temps, le FBI serait ravi de le payer. Il m'a répondu : "Je prends trop cher, vous n'avez pas les moyens de vous offrir mes services. Mais je suis un patriote et je travaillerai pour vous gratuitement." Son approche était différente de la mienne. Il examinait la scène du crime afin d'y débusquer les grands traits psychologiques du tueur. Après quoi il affinait sa recherche et travaillait à partir de critères d'appartenance nationale et ethnique, mais je ne voyais pas comment ça pouvait marcher, les États-Unis étant un melting-pot de races et de nationalités. Il m'a laissé entrevoir une autre perspective. J'ai pris conscience que je n'étais pas le seul à essayer de me servir de nouvelles techniques d'investigation pour résoudre des affaires. J'ai été très impressionné par cet homme qui avait commencé à explorer ces nouvelles pistes dans les années 1950. Il m'a beaucoup appris. Il m'a montré comment cerner objectivement une scène de crime. Il m'a enseigné sa technique, fondée sur la psychanalyse. Je crois en la psychanalyse. J'ai appris que je devais moi-même passer par un processus d'autoanalyse avant de trouver une manière objective de mener mes enquêtes. Cela m'a été très

précieux, car j'ai été ainsi conduit à aborder les scènes de crime sans avoir un point de vue biaisé. Tous les corps de métiers ont tendance à ne voir que ce qui les intéresse : c'est l'histoire du cordonnier qui, regardant la rue, n'y voit que des paires de chaussures. Quand on profile une scène de crime, on ne doit pas faire ça, on ne doit pas chercher ce qu'on s'attend à voir. Il faut laisser la scène du crime vous lâcher chaque bribe d'information. Ma méthode repose sur une combinaison de psychologie, d'observation de la scène du crime, et d'étude des types de victimes. » La méthode de Howard Teten porte le nom de « profilage criminel » et sera à l'origine d'une nouvelle profession : « profileur ».

Howard Teten a toujours recherché l'excellence : « Faire toujours de son mieux ; la quête du ciel, vous voyez le topo… » Il a intégré la police californienne pour résoudre certaines affaires, mais son horizon a très vite été obstrué. Son quotidien est alors fait de patrouilles et de scènes de crime : une rude école qu'il ne se voit pas faire toute sa vie. Certain de ne pas devenir sergent avant longtemps, il présente sa candidature au FBI en 1962. Il est admis. Comme tous les agents, il passe par Quantico : « J'étais là-bas sous l'ancien régime, se souvient-il. Les agents ne passaient que quatre semaines à Quantico, pour apprendre le maniement des armes à feu. Le reste du temps, les recrues suivaient des cours à Washington dans les anciens bâtiments du Département de la Justice. » Après avoir prêté serment, Howard Teten s'est dit : « Je vais devoir porter une chemise blanche et un galurin pour le restant de mes jours. » Après avoir reçu son badge et son arme à feu, il est expédié à Oklahoma City, puis, quelques mois plus tard, à la résidence du FBI de Muskogee, en plein territoire indien. C'est là qu'il apprend à mener une enquête rigoureuse et à conduire des interrogatoires de la manière la plus efficace possible.

Muskogee, Oklahoma, est une des rares villes à posséder un collège indien fréquenté par toutes les tribus. Parmi les tâches de l'agent résident Teten, il lui incombe d'interroger les Indiens qui postulent à des emplois publics et de sonder leur passé. De quoi se forger une solide culture en matière d'indianité. Les crimes et délits sont eux aussi originaux, et vont du vol de palissades dans les enclos à bétail à celui de grain à bord des trains de marchandises. Howard Teten découvre là tous les cas les plus improbables. Armé de ce solide bagage, il est muté à Memphis, dans un Tennessee au bord de la guerre civile par suite du mouvement pour l'égalité

des droits civiques, conduit notamment par le révérend Martin Luther King, ennemi juré du directeur du FBI, J. Edgar Hoover.

Le 4 avril 1968, Howard Teten est à son bureau quand tombe la nouvelle de l'assassinat de Martin Luther King. L'Agent spécial savait que le révérend était en ville pour organiser une marche de protestation, mais c'était plus là l'affaire de la police locale que celle du Bureau. Si des Agents spéciaux surveillaient le révérend, ils n'appartenaient pas au bureau de Memphis.

Le motel où Martin Luther King a été assassiné se trouve dans la même rue que le Bureau, à une vingtaine de pâtés de maisons. Howard Teten débarque sur les lieux quelques minutes après l'assassinat. Des policiers lui montrent le fusil abandonné sur le trottoir par le tueur. L'Agent spécial examine l'endroit ; il a compris d'où les coups de feu ont été tirés. Le révérend est déjà mort. Avant d'aller assister à l'autopsie, Teten rejoint les policiers qui inventorient la scène du crime. Il est le seul agent du FBI présent sur place.

L'assassinat de Martin Luther King étant un crime fédéral, Howard Teten a une bonne raison de se trouver sur les lieux. Il entretient en outre d'excellents rapports avec la police de Memphis, et personne ne s'offusque de le voir donner un coup de main aux investigateurs locaux. Il retrouve ses réflexes d'ancien enquêteur sur la scène du crime. C'est comme le vélo : ça ne s'oublie pas. Il commence par chercher des empreintes de pas dans les plates-bandes entourant la fenêtre d'où les coups de feu ont été tirés. Il réceptionne le fusil, qui sera remis au SAC de Memphis pour être envoyé au laboratoire du FBI à Washington. Puis il griffonne des croquis indiquant la position du corps et l'endroit où le tireur est censé s'être posté. Il trace des lignes droites, souligne les angles, effectue divers calculs géométriques et trigonométriques. « Je travaillais comme si c'était un homicide standard, mais je sentais que c'était une affaire ultra-sensible. Autour de nous, il y avait beaucoup de policiers occupés à contenir la foule et à maintenir l'ordre. » Bientôt, les grandes villes du pays vont être à feu et à sang.

Quelques jours plus tard, alors que personne ne lui demande rien, Howard Teten s'attelle à dresser le profil du tueur : « J'ai toujours fait ça depuis que je suis policier, explique-t-il. Je suis entré dans la police alors que j'étais encore étudiant à Berkeley, à l'université de Californie. J'avais mis au point une banque de données rudimentaire en matière d'assassinats, que je n'ai cessé de nourrir depuis lors. J'ai comparé les informations que

j'avais recueillies sur la scène du crime de Martin Luther King avec celles de ma petite base de données. J'en ai déduit qu'on courait après quelqu'un qui avait tendance à tuer pour de l'argent. Il ne fallait donc pas chercher un individu, mais plusieurs. Le tueur devait travailler pour quelqu'un d'autre. »

« Les gens qui tuent à distance sont animés d'une forte haine et n'ont que très peu de respect pour l'animal humain, poursuit Howard Teten. Il en va ainsi de la plupart des tueurs à gages. Pour moi, on avait affaire à un tueur à gages. »

Mais le Bureau en a décidé autrement : il tient en la personne de James Earl Ray un coupable idéal qui a été arrêté à Londres après une longue chasse à l'homme intercontinentale. Howard Teten n'insiste pas : ce n'est pas son enquête, et James Earl Ray a reconnu les faits tout en s'attribuant la responsabilité exclusive de l'assassinat de Martin Luther King. Teten ne dira rien non plus quand, des années plus tard, revenant sur ses aveux, James Earl Ray parlera de complot. Qu'aurait-il pu dire ? N'avait-il pas « profilé » l'affaire sans en avoir été chargé ? Il avait des impressions, pas de certitudes. C'est que, en 1968, Teten tâtonnait et n'avait pas encore effectué ses découvertes majeures.

Howard Teten et les « vieux chiens »

En 1972, peu avant la mort de J. Edgar Hoover, le Bureau inaugure sa nouvelle école d'agents sur la base militaire de Quantico. Le FBI cherche des instructeurs. Selon les critères assez sévères du FBI, Howard Teten est certes un excellent tireur, mais pas tout à fait au niveau du légendaire colonel Wallace, le tueur de gangsters qui quitta le Bureau pour rejoindre l'équipe olympique américaine après un détour chez les marines. Néanmoins, Teten accepte un poste d'instructeur au polygone de tir de Quantico, promotion qui le sort de la routine dans laquelle il végétait à Memphis. Il ne va cependant pas s'éterniser devant les cibles de Quantico. L'Académie nationale du FBI ayant aussi pour fonction d'entraîner les policiers venus de tout le pays, ses responsables cherchent désespérément des professeurs ayant eu une expérience de police locale. C'est le cas de Teten, qui hérite d'une classe de policiers et de shérifs tous issus de l'Amérique profonde.

C’est l’occasion pour lui de mettre en pratique les nouvelles théories qu’il a élaborées au fil de ses enquêtes et qu’il appelle désormais « criminologie appliquée ». Après avoir accumulé des données pendant près d’une décennie, Howard Teten se sent prêt et commence à confronter ses travaux à ceux des psychiatres comme le docteur Brussel. Il prend le meilleur de chacun : « Je voulais vérifier si mes hypothèses sur les comportements criminels étaient exactes, explique-t-il. J’étudiais la conduite d’individus atteints de certains types de pathologies mentales. Comment se comportaient-ils, quels types d’emplois exerçaient-ils ? Étaient-ils jeunes ou vieux, mariés ou célibataires ? Avaient-ils un background ethnique ? Etc., etc. Mon approche était peut-être révolutionnaire, elle était à coup sûr éclectique. Je me servais de la psychologie, de la sociologie, de l’anthropologie, de l’ethnologie, de la géologie, de la technologie… Je me servais de tout ce qui pouvait me permettre de tirer des informations des scènes de crime. Si mon approche était révolutionnaire, c’est qu’elle mélangeait des idées provenant de champs d’investigation différents, qui se voulaient exclusifs les uns des autres. »

Peu après avoir pris ses fonctions d’enseignant, Howard Teten a une idée de génie qui va conférer à sa démarche une nouvelle dimension. Il demande à ses élèves policiers de lui apporter de vieux dossiers restés sans solution, les *old dogs*, les « vieux chiens », comme on disait alors – trente ans plus tard, on parle plutôt de *cold cases*, d’« affaires froides ». « On a résolu le premier dossier en trente-six heures, raconte Teten, comme ça, pendant le cours, rien qu’en discutant entre nous et en récapitulant tous les indices, selon ma méthode. Après quoi tous les élèves ont commencé à apporter leurs *old dogs*. Je dirigeais les enquêtes ; à la fin des cours, ils appelaient leurs collègues, souvent à l’autre bout des États-Unis, pour leur donner de nouvelles instructions, explorer de nouvelles pistes, interroger à nouveau des suspects. Et ça marchait. Je me souviens d’une affaire où les adjoints du shérif étaient passés à côté d’un tueur qu’ils avaient pourtant longuement cuisiné sans avoir conscience qu’ils détenaient tous les éléments de compréhension. Après avoir étudié le dossier, je leur ai suggéré de réinterroger l’homme en suivant le schéma d’interrogatoire que je leur ai communiqué. Le lendemain, l’homme passait aux aveux.

« Je me suis néanmoins très vite rendu compte que je n’y arriverais pas tout seul. J’ai demandé de l’aide : j’avais besoin d’un bon psychologue. Il y

en avait un au bureau de New York, Pat Mullaney. »

Une nouvelle approche

L'arrivée de Mullaney donne une nouvelle impulsion aux travaux de Howard Teten. Bientôt, les deux hommes sont submergés par les « vieux chiens ». Plus tard, Teten dira en avoir étudié plus de deux mille ! Le duo ne s'impose qu'une règle : ne travailler que sur des dossiers dont toutes les pistes ont été explorées. J. Edgar Hoover est mort depuis peu, le Bureau est toujours une machine un peu vieillotte, rétive aux idées nouvelles. Un vent de fraîcheur n'a pas encore dépoussiéré les esprits de certains dirigeants. Teten et Mullaney décident d'œuvrer dans la plus grande discrétion : « On faisait ça en plus de notre travail, précise Teten. On ne savait pas comment les types d'en haut prendraient ça. On a travaillé à partir d'une idée simple : s'ils ne savent rien, ils ne diront sans doute rien. »

Howard Teten et Pat Mullaney jettent les bases d'une nouvelle approche des scènes de crime : « Vous devez devenir vous-même la scène du crime, explique Teten. À la manière d'un observateur totalement objectif. Je sais que je vais choquer, mais quand vous considérez un cadavre, pendant le profilage, vous regardez une pièce de viande qui recèle des indices. Vous cessez de penser aux cadavres comme à des personnes. Ce sont juste des morceaux de viande. C'est comme ça que vous pouvez trouver des preuves. »

Voilà qui est efficace du point de vue de l'enquête, mais, humainement parlant, le prix à payer est élevé : « À l'Académie, se souvient Howard Teten, j'étais connu comme le gars qui passait son temps à observer les gens et avec qui on ne pouvait devenir ami. On disait : Ce type-là, il est tout le temps en train de mater. J'ai beaucoup souffert d'être profileur. Nombre de personnes qui ont essayé de devenir profileurs ont très vite renoncé en raison de ces effets corrosifs. On ne dissimule pas impunément ses émotions en regardant les scènes de crime et en examinant sans la moindre émotion des choses horribles, bizarres, inimaginables. On parle sans émotion, mais il y a toujours de l'émotion. On la chasse de son esprit, on la dissimule. Mais, plus tard, ça commence à vous travailler. Vous commencez à perdre confiance en l'animal humain quand vous savez de quoi il est capable… »

Des psychiatres et des criminologues renforcent l'équipe de Teten : parmi eux, Richard Walter, psychologue spécialisé en criminologie. Walter a fait ses premières armes dans le système pénitentiaire du Michigan en interrogeant plus de 2 000 assassins, violeurs ou tueurs en série. Après avoir extrait quatre types de comportements de ses observations, il a mis au point un nouvel instrument d'enquête fondé sur les réactions des tueurs avant, pendant et après le crime.

Robert K. Ressler forge la définition du tueur en série en 1993. Elle est toujours en vigueur au FBI : « Est considéré comme tueur en série l'individu qui assassine quatre personnes ou plus, dans des circonstances et des lieux différents, mais selon un *modus operandi* similaire, caractérisé entre autres par l'existence d'une période d'accalmie entre les meurtres. Un *serial killer* peut être un tueur organisé, un tueur désorganisé, ou une combinaison des deux (un tueur mixte). Ce classement, à la base de la technique du profilage, a été élaboré à partir du comportement du tueur avant, pendant et après le meurtre, c'est-à-dire à partir de l'analyse de la scène du crime (lieu où le corps de la victime a été découvert), ou de la scène du meurtre (lieu où la victime a été enlevée ou a été tuée). »

Robert K. Ressler dresse ainsi la typologie du tueur en série organisé : « Une personne dont l'intelligence est moyenne ou au-dessus de la moyenne. Il est "compétent" socialement et sexuellement. Il vit avec une personne (conjoint ou parent). Il est souvent l'aîné d'une famille où la discipline est plutôt relâchée. Son père a un emploi stable et lui-même est un travailleur spécialisé. Pendant le crime, il se contrôle parfaitement, même s'il a tendance à boire de l'alcool. Il a une voiture en bon état et peut se déplacer facilement. Il suit ce que les médias rapportent de ses crimes. Enfin, il peut changer de travail et quitter la ville. »

À l'opposé, « le tueur en série désorganisé est d'une intelligence moyenne, et socialement immature. Il est sexuellement détraqué. Il est souvent le benjamin de la famille. Son père a toujours été très instable dans son métier, et le tueur lui-même n'a pas beaucoup travaillé. Dans sa famille, la discipline était stricte. Il est angoissé pendant son crime, mais boit peu d'alcool. Il vit seul. Il habite ou travaille près de la scène du crime et s'intéresse peu à ce qu'en rapportent les médias. Il est difficile pour lui de changer de style de vie.

« Ces profils impliquent également des différences sur la scène du crime ou celle du meurtre. Le tueur organisé planifie son crime. Sa victime

lui est étrangère. Il contrôle la conversation, exige la soumission. Il blesse ou torture sa victime avant de la tuer. Il n'utilise pas de façon évidente une arme en particulier. Il cache le corps et le transporte d'un lieu à un autre. La scène du crime est donc différente de celle du meurtre. Le tueur désorganisé, lui, ne planifie pas son crime. Il connaît sa victime. Pendant le crime, il lui parle très peu, car il s'évertue avant tout à la dépersonnaliser. La scène du crime est choisie au hasard, mais elle se situe près de chez lui, ou près du lieu où il travaille. Sa violence est soudaine. Il commet des actes sexuels sur le cadavre qu'il laisse sur place sans le cacher. »

Howard Teten et Pat Mullaney mettent ainsi au point ce qui va devenir une méthodologie du FBI : l'« analyse de la scène du crime » (*Crime Scene Analysis*). Leur modèle comporte six points et sera rapidement adopté par les plus grandes polices de la planète.

Première étape, *Profiling Inputs*. Le profileur rassemble toutes les informations disponibles concernant un crime donné : les preuves matérielles, les photographies de la scène du crime, les rapports d'autopsie, les premiers interrogatoires de témoins, etc. C'est une étape cruciale qui va servir de fondement à l'enquête. Le profileur ne doit pas avoir connaissance des suspects potentiels, de crainte de fausser ses premières observations. Ensuite, en deuxième étape, le profileur trie les informations.

Troisième étape, *Crime Assessment* : la reconstitution du crime permet l'analyse des comportements de la victime et du bourreau. Le « rôle » de chacun est minutieusement disséqué. Le profileur se concentre sur les motivations de l'agresseur et sur la manière dont il choisit ses victimes.

Quatrième étape, le profileur étudie les caractéristiques physiques (race, sexe, âge, apparence), comportementales organisation/désorganisation, goût pour la pornographie, etc.) ou encore mentales (éducation, profession…).

Lors des deux dernières phases, *Investigation* et *Apprehension*, le profileur peaufine l'étude qui doit conduire à appréhender le suspect. Ce qui n'est le cas que dans la moitié des dossiers profilés.

BSU

1973, le FBI est un paquebot à la dérive. Orphelins de J. Edgar Hoover, les Agents spéciaux voient leur directeur protéger maladroitement

le président Nixon, en proie au scandale du Watergate, tandis qu'un de leurs supérieurs communique au *Washington Post* les informations les plus sensibles recueillies par le FBI. Profitant de la tempête, Howard Teten et Pat Mullaney sortent du placard et créent une nouvelle unité basée à Quantico : la Behavioral Science Unit (BSU), l'Unité de recherches comportementales – appellation très académique pour une organisation qui ne l'est pas vraiment. À ses débuts, la BSU ne compte que onze agents qui se spécialisent et se forment sur le tas.

En 1973, Pete Dumbar, Agent spécial de Bozeman, dans le Montana, attire l'attention de Howard Teten sur une mystérieuse affaire sur laquelle les enquêteurs se cassent les dents. En juin, une fillette de sept ans, Susan Jaeger, a été enlevée au petit matin de la tente qu'elle occupait. Ses parents, qui dormaient dans la tente voisine, n'ont rien entendu. À partir des éléments recueillis par les enquêteurs, Teten et Mullaney dressent le profil du tueur : un jeune, blanc, de sexe masculin, voyeur à tendances homicides, tueur qui mutile ses victimes après leur mort et qui en conserve parfois des morceaux comme souvenirs.

L'Agent spécial Dumbar a le nom d'un suspect : David Meierhofer, ancien combattant du Vietnam, âgé de vingt-trois ans. Un informateur lui a soufflé ce nom, sans autre précision. Dumbar le connaît : c'est un jeune homme courtois, poli, bien élevé, extrêmement intelligent. David Meirehofer correspond au profil élaboré par Teten et Mullaney, mais rien ne le relie à l'affaire et Dumbar ne peut poursuivre ses investigations.

Un an plus tard, une jeune femme proche de David Meierhofer disparaît à son tour. Dumbar interroge Meierhofer, qui se porte volontaire pour passer le test du détecteur de mensonge et celui du sérum de vérité. Il passe les deux épreuves avec succès et son avocat enjoint au FBI de cesser de « persécuter son client ».

Howard Teten ne se donne pas pour battu. Il envoie sur place une de ses nouvelles recrues, l'Agent spécial Robert K. Ressler. Pour néophyte qu'il soit, Ressler ne se laisse pas impressionner par les résultats des tests censés innocenter David Meierhofer : « L'opinion pense que ces tests sont un bon moyen de découvrir la vérité, explique Robert Ressler dans ses mémoires. C'est certes le cas pour les gens normaux. Toutefois, les psychopathes sont réputés pour leur habileté à dissocier la personnalité qui commet les crimes de celle qui se contrôle. Quand un psychopathe passe les tests, sa personnalité contrôlée s'arrange pour ne rien connaître des crimes,

et souvent le suspect passe les tests avec succès. David Meierhofer contrôlait totalement ses deux personnalités quand il passait les tests. »

Ressler convainc Dumbar que Meierhofer est bien le tueur qu'il recherche. Teten et Mullaney affinent leur profil. Ils pensent que le tueur pourrait téléphoner aux familles de ses victimes. Dumbar obtient des Jaeger qu'ils aient un magnétophone branché en permanence sur leur téléphone.

Le jour du premier anniversaire de l'enlèvement de la petite Susan, un inconnu téléphone à la famille Jaeger ; il leur annonce que la fillette est toujours vivante, et qu'il la détient. Il affirme que Susan vit en Europe et qu'il lui a offert une meilleure vie que la précédente. La mère de la petite fille ne réagit pas comme le tueur s'y attend. Au lieu de crier ou de craquer, elle lui dit qu'elle lui pardonne tout ce qu'il a fait. L'homme éclate alors en sanglots avant de raccrocher.

L'analyse de la voix permet d'établir des points communs avec celle de David Meierhofer, mais pas suffisamment pour que le tribunal du Montana autorise la perquisition du domicile du suspect. En dépit de tous ses efforts, le Bureau n'arrive pas à remonter jusqu'à l'origine de l'appel. L'Agent spécial Dumbar n'en est pas étonné : au Vietnam, Meierhofer a été formé aux transmissions.

Après avoir écouté l'enregistrement de la conversation téléphonique, Pat Mullaney a l'idée de provoquer une rencontre entre la mère de Susan et David Meierhofer. Son but est de faire « craquer » le jeune homme. Mais la rencontre ne se passe pas comme prévu : Meierhofer reste parfaitement maître de lui. Elle permet toutefois à Madame Jaeger de voir le principal suspect. Aussi, quand, à son retour dans le Michigan, elle reçoit le coup de fil d'un certain « Monsieur Travis » qui commence à lui expliquer qu'il est le responsable de l'enlèvement de sa petite fille, elle l'interrompt en lui disant : « Bonjour, David. » Cette fois, fort du témoignage de Madame Jaeger et de l'enregistrement de la conversation, le FBI dispose d'assez d'éléments pour obtenir le mandat de perquisition. Les agents fédéraux et les policiers trouvent chez le jeune homme des restes humains, ainsi que l'avait prévu la BSU.

David Meierhofer passe aux aveux et, outre les deux assassinats, reconnaît un autre homicide avant de se pendre dans sa cellule.

Howard Teten et la BSU viennent de remporter leur première grande victoire. De l'avis unanime, l'affaire a été résolue grâce au profil élaboré à Quantico. Sans le portrait esquissé par la BSU, Pete Dumbar ne se serait

sans doute jamais intéressé à David Meierhofer. Il n'aurait pas insisté après que ce dernier eut été « innocenté » par les tests du détecteur de mensonge et du sérum de vérité. Enfin, c'est le face à face entre David Meierhofer et la mère de Susan, souhaité par Pat Mullaney, qui a permis de résoudre l'affaire.

Dix fois plus profond que les morts

Howard Teten et Pat Mullaney ne sont pas à la tête de la BSU. Ils en sont les plus brillants chercheurs, mais dépendent d'un superviseur. Les bureaux de la BSU se trouvent à quelques dizaines de mètres au-dessous de l'armurerie de l'Académie nationale du FBI à Quantico, dans un ancien abri antiatomique. Quand on leur demande leur adresse, les agents de la BSU ont l'habitude de répondre : « Nous sommes enterrés dix fois plus profond que les morts. » Ils disent aussi : « Personne ne vient nous trouver par hasard. » Ou encore que les responsables du FBI les ont enterrés, dans les années 1970, pour prendre la direction de la section Recherche et Développement de la BSU.

C'est Roger Depue, un ancien marine, qui assure la direction de la BSU. Taillé comme une armoire à glace, Depue a pas mal roulé sa bosse au sein du Bureau, qu'il a rejoint en 1968. Il a connu bien des expériences : opérations d'infiltration à La Nouvelle-Orléans, lutte contre le Ku Klux Klan en Louisiane, meurtres abominables commis à Washington, opérations musclées au sein de la force d'intervention du Bureau (*SWAT team*), qu'il a intégrée en 1972.

Peu après l'arrivée de Roger Depue, la BSU se voit confier la responsabilité de mener les négociations lors de prises d'otages, et crée une nouvelle section, la SOARS (Special Operation and Research Section), qui va faire ses premières armes, par une chaude nuit d'août 1979, lors du détournement par un pirate de l'air d'un avion de ligne avec 55 passagers à son bord. Quand Depue est saisi de l'affaire, l'avion est immobilisé sur le tarmac de l'aéroport international de Seattle. Le pirate de l'air, un jeune homme surexcité, réclame une rançon de plusieurs centaines de milliers de dollars, et un parachute. L'affaire en rappelle une autre, connue sous le nom de « D.B. Cooper », survenue huit ans plus tôt, le 24 novembre 1971 : un homme vêtu de noir, le regard dissimulé par des lunettes de soleil, avait

embarqué à bord du vol de la Northwest Orient ; portant une bombe, il avait menacé de faire sauter l'avion si on ne lui remettait pas 200 000 dollars et quatre parachutes. L'avion s'était posé à Seattle avant de redécoller sans les passagers, mais avec ce que le pirate de l'air avait exigé. Le pirate, qui s'était fait appeler D.B. Cooper, avait ordonné au pilote de voler à 10 000 pieds en direction du Nevada. Endossant un parachute, D.B. Cooper avait pris l'argent de la rançon, déverrouillé la porte arrière du Boeing et sauté dans la nuit. Depuis, nul n'avait plus jamais entendu parler de lui.

Depuis ce fait divers, la mode du *para-jacking* avait fait fureur aux États-Unis. L'année suivante, dix-neuf des trente et un détournements d'avions aux États-Unis avaient eu pour but des extorsions de fonds « à la D.B. Cooper », et quinze d'entre eux avaient été accompagnés de demandes de parachutes. La situation était devenue si préoccupante que Boeing avait dû modifier ses avions et faire en sorte que l'on ne puisse plus déverrouiller la porte arrière en plein vol. Au fil des ans, les émules de D.B. Cooper s'étaient faits rares et le FBI avait fini par penser qu'ils avaient disparu, jusqu'à cette nuit d'août 1979 où l'un d'eux avait pris le contrôle d'un vol immobilisé à Seattle.

Le FBI prend la chose très au sérieux. Roger Depue est convoqué à une réunion dans une des salles de l'étage de la direction du Bureau, au cœur du « bâtiment J. Edgar Hoover » à Washington. La réunion est présidée par un directeur adjoint et rassemble une vingtaine d'experts en aviation et en explosifs. Les responsables du FBI sont en contact permanent avec diverses autorités fédérales : l'Aviation civile, la Météo et l'US Air Force. Le directeur du FBI est prêt à intervenir auprès de ses homologues. La BSU a dépêché en catastrophe des émissaires sur place afin de dresser le profil du pirate de l'air. Il ne leur a pas fallu longtemps pour arriver à la conclusion que la situation était moins critique qu'elle ne le semblait de prime abord.

Le pirate de l'air est un adolescent de dix-sept ans qui ne détient sans doute pas de bombe. Les Agents spéciaux de la BSU entament les négociations. L'adolescent réclame 200 000 dollars, des parachutes et un nouvel avion. Au bout de quatre heures de pourparlers, les Agents spéciaux réduisent ses exigences à quelques hamburgers de chez McDonald's et à un taxi. Le garçon est arrêté par les hommes de l'équipe d'intervention SWAT du FBI. Après avoir passé quelques années en asile psychiatrique, il sera relâché. Il finira abattu alors qu'il tentait de détourner une seconde fois le

même vol, juste après avoir fait mine d'appuyer sur le détonateur d'une bombe inexistante.

Les prédateurs d'Atlanta

À partir de l'été 1979 et pendant plus de deux ans, Atlanta, capitale de la Georgie, est la proie d'événements atroces. Un ou plusieurs prédateurs sont à l'œuvre dans les quartiers les plus défavorisés de la ville et assassinent méthodiquement des enfants noirs. La tuerie s'éternisant, elle ne peut plus passer inaperçue et commence à intéresser les journaux et les télévisions étrangères. Pour ne rien arranger, au même moment et au même endroit, un magnat américain nommé Ted Turner lance la première chaîne de télévision « tout information » de la planète, CNN, qui ne va pas rater une affaire aussi « juteuse » pour se faire connaître.

Le cauchemar débute le 28 juillet 1979 par la découverte, dans les bois de Niskey Lake, des cadavres de deux adolescents. Cinq mois plus tard, la police d'Atlanta trouve le corps sans vie d'un enfant de neuf ans dans une école désaffectée. Le 12 mars 1980, une fillette disparaît ; quelques jours plus tard, son cadavre est abandonné au bord d'une route. À partir de cette date, les meurtres d'enfants vont en s'accélérant. La police réalise qu'un ou des tueurs en série sont à l'œuvre dans la capitale de la Georgie. Une brigade spéciale est créée, qui compte cinquante policiers et enquêteurs. Le FBI n'est pas saisi de l'affaire : le Bureau n'a pas compétence pour intervenir, et ne le souhaite d'ailleurs pas.

Le 31 juillet 1980, les choses changent. Une famille d'Atlanta reçoit un appel téléphonique anonyme leur annonçant que leur enfant disparu a été kidnappé et se trouve en Alabama. L'information est fausse, mais autorise l'intervention du FBI, compétent en matière de kidnapping inter-États. Le 16 septembre, après un nouvel assassinat, le maire d'Atlanta, Maynard Jackson, demande l'aide de la Maison-Blanche et l'intervention du FBI. Les avocats du Bureau se penchent sur la question de la juridiction.

Les principaux quotidiens américains publient désormais régulièrement la galerie de photos des petites victimes d'Atlanta. Tous les enfants sont noirs. Certains voient derrière les tueurs la main d'une organisation néo-nazie ou celle du Ku Klux Klan. L'ouverture d'une enquête visant les groupes terroristes d'extrême droite confère une seconde

compétence au FBI, qui peut dès lors entrer dans la danse en enquêtant sur l'atteinte aux droits civiques des enfants morts. Le FBI ouvre discrètement une enquête baptisée « Atkid » (*Atlanta Kids*, les enfants d'Atlanta). De crainte de froisser la police locale, jalouse des retombées médiatiques qu'elle n'entend partager avec personne – surtout pas avec le FBI –, le Bureau fait profil bas. L'autre raison de cette « discrétion » est la prudence : le Bureau ne souhaite pas faire de promesses qu'il lui sera impossible de tenir.

Le FBI envoie à Atlanta deux de ses meilleurs profileurs, John Douglas et Roy Hazelwood. Choix judicieux : ils ont été formés par Howard Teten et Pat Mullaney. Douglas s'est déjà fait remarquer par la pertinence de ses analyses et de ses profils. C'est lui qui servira de modèle au personnage de Jack Crawford, responsable de la BSU dans le film de Jonathan Demme, *Le Silence des agneaux*. Hazelwood, lui, est un des plus brillants instructeurs de la BSU, spécialisé dans les affaires de délinquance sexuelle et de violences interpersonnelles. Tous deux sont chargés d'enquêter sur les connexions entre les différents meurtres et d'établir si les enfants n'ont pas été victimes de quelque obscur complot. Quand ils arrivent en ville, la police vient de découvrir une seizième petite victime et la fin du cauchemar semble encore loin.

Les deux profileurs se plongent dans les volumineux dossiers des enquêteurs, interrogent les familles et les témoins, arpentent les scènes de crime ainsi que les alentours des résidences des victimes. Ils évitent de se communiquer leurs impressions. Au terme de leur enquête, un psychologue les soumet à une série de tests. Ils répondent aux questions en adoptant le point de vue du ou des tueurs. Le psychologue n'en revient pas : leurs conclusions sont les mêmes. Elles ne vont pas plaire à tout le monde…

De leur plongée dans l'affaire, les deux profileurs tirent trois certitudes.

1. 1° Il ne s'agit pas d'une vague d'assassinats racistes ;
   2° Plusieurs groupes de prédateurs sont à l'œuvre ;
   3° Les tueurs sont noirs.

La chasse commence

« J'ai compris que les tueurs étaient noirs en me rendant sur les lieux du crime, raconte Roy Hazelwood. J'étais accompagné par des policiers noirs. Dès que l'on arrivait sur place, tout se figeait, les conversations cessaient. Mes accompagnateurs m'ont alors expliqué que j'étais cause de ces réactions. Les gens n'avaient tout simplement pas l'habitude de voir des Blancs dans leur quartier. »

Roy Hazelwood et John Douglas se rendent chez le maire de la ville pour lui faire part de leurs conclusions. En pénétrant dans la salle de réunion occupée uniquement par des Noirs, ils ne peuvent s'empêcher d'éprouver une pointe d'appréhension. À leur grande surprise, tous les présents poussent des soupirs de soulagement en apprenant que le ou les tueurs ne sont sans doute pas des Blancs. Les deux profileurs réalisent alors que la ville était devenue une véritable poudrière, et que ses responsables craignaient par-dessus tout d'avoir à affronter des émeutes raciales.

Les victimes ont plusieurs points communs. Toutes sont des enfants issus de milieux très pauvres, habitués au monde de la rue. Afin de comprendre ce qui a pu pousser des enfants pourtant débrouillards à suivre des adultes qui leur voulaient du mal, les deux profileurs ont demandé à la police d'Atlanta de se livrer à une expérience. Des policiers noirs en civil ont quadrillé les bas-fonds de la ville, proposant aux enfants cinq dollars pour les suivre. Tous les enfants contactés ont accepté. Même résultat avec des policiers blancs. La misère des enfants est telle qu'ils sont prêts à tout en échange de cinq malheureux dollars ! Comble de l'horreur, les deux profileurs découvrent que certains enfants ont sans doute été assassinés par leurs propres parents. Le directeur du FBI, le juge William Webster, homme pourtant prudent et réservé, fait publiquement part de son indignation, suscitant un tollé médiatique. L'Amérique n'est pas prête à admettre que certains de ses citoyens tuent leur propre progéniture.

Alors que la tension monte, les policiers annoncent être sur une piste. Non loin d'une des scènes de crime, ils ont retrouvé un magazine pornographique. Le laboratoire du FBI décèle des traces de sperme et relève une empreinte. À l'époque, le fichier des empreintes digitales n'est pas encore informatisé. Les vérifications ont lieu manuellement et coûtent des millions de dollars. Le juge Webster est saisi d'une demande de « recherche exhaustive » au sein du fichier du Bureau afin d'identifier l'empreinte. « Je me suis dit qu'on tenait peut-être là quelque chose, commente Webster. On avait une revue pornographique non loin du cadavre d'un enfant. Sur cette

base, j'ai autorisé la recherche complète. » Coût de l'opération : plus de 6 millions de dollars. Et ça marche : au bout de quelques jours, le suspect est identifié. C'est un dératiseur qui vit dans un autre État. Tandis que les agents du FBI vont sonner à sa porte, à Washington, le directeur du FBI, le Procureur général et le président des États-Unis sont prêts à faire chacun une déclaration télévisée afin d'annoncer l'arrestation du tueur en série qui, depuis plus d'un an, tient le pays en haleine.

John Douglas et Roy Hazelwood, les deux agents de la BSU, sont sceptiques. Le suspect est blanc, il est marié et son couple semble solide : il ne correspond pas au profil qu'ils ont esquissé.

Quand l'homme ouvre aux agents du FBI, sa femme se tient à ses côtés, sur le point d'accoucher. Au début, l'homme souhaite être interrogé en présence de son épouse, mais il se ravise lorsqu'il apprend que les agents fédéraux veulent l'interroger sur « une certaine revue trouvée dans un bois d'Atlanta ». Le malheureux n'y comprend rien, il est pris dans une affaire qui le dépasse : n'ayant pas eu de relations sexuelles depuis des mois du fait de la grossesse de sa femme, il a acheté une revue pornographique au cours d'un de ses déplacements et s'est soulagé dans un endroit discret, sans savoir que celui-ci serait bientôt transformé en scène du crime. Il ignorait que son plaisir solitaire compterait sans doute parmi les plus onéreux de toute l'histoire de l'humanité !

Même s'ils sont convaincus d'avoir affaire à plusieurs tueurs agissant indépendamment les uns des autres, John Douglas et Roy Hazelwood sont persuadés qu'un seul individu est responsable de plus de la moitié des assassinats d'enfants. C'est sur lui qu'ils vont concentrer tous leurs efforts. Ils sont sûrs qu'il ne cessera de tuer que lorsqu'il sera arrêté.

Quelque temps plus tard, le chef de la police de Conveyrs, petite bourgade située à une trentaine de kilomètres d'Atlanta, appelle le FBI : un homme affirmant être le tueur des enfants d'Atlanta a téléphoné à la police pour annoncer d'autres assassinats. L'appel a été enregistré. En écoutant la bande, les responsables du FBI ne cachent pas leur excitation. Enfin ils tiennent une piste ! John Douglas tempère leur ardeur : l'homme qui a appelé la police de Conveyrs est un Blanc, raciste, qui annonce l'assassinat d'autres « enfants nègres » – voilà qui ne correspond pas à leur profil.

« Ce n'est pas le tueur, dit John Douglas, mais on va devoir l'arrêter, parce qu'autrement il va continuer à téléphoner. Tant qu'il sera en liberté, il distraira nos forces. »

John Douglas est sûr de son coup. Il y a quelques mois, en compagnie de Robert Ressler, il a déjà vécu une situation similaire. C'était en Angleterre, dans le Yorkshire, où sévissait un tueur qui éventrait des prostituées. Douglas et Ressler donnaient des cours à l'académie de police de Bramshill, quand un responsable de Scotland Yard leur demanda leur avis sur un message enregistré qu'avait envoyé l'« éventreur du Yorkshire ». Douglas fut formel : « Cela ne correspond pas à votre éventreur. L'homme que vous cherchez ne communiquera jamais avec la police, c'est un solitaire. » Le 2 janvier 1981, après une chasse à l'homme d'ampleur nationale, la police britannique mit la main sur Peter Sutcliffe et l'accusa d'être l'« éventreur du Yorkshire ».

Rentré au pays, John Douglas est alors plongé en plein cauchemar d'Atlanta. Quand il apprend la nouvelle, il constate non sans déplaisir que Peter Sutcliffe n'a jamais envoyé d'enregistrement à Scotland Yard. L'enregistrement provenait d'un ex-policier qui avait un compte à régler avec sa hiérarchie et qui sera intercepté par la suite.

Pour démasquer l'imposteur de Conveyrs, John Douglas met au point une stratégie : « Il nous méprise, il se croit supérieur à nous. D'après le ton de sa voix, il pense qu'on est des connards. Eh bien, on va se comporter comme tels ! » Dans son message, l'homme indique l'emplacement où il aurait enterré un enfant, près de la route Sigmond. « On va chercher à l'opposé de l'endroit qu'il nous a indiqué », dit Douglas qui espère que l'homme épie leurs faits et gestes. Les fouilles commencent et, comme prévu, l'homme téléphone pour traiter les policiers d'imbéciles. Mais il est prudent : le FBI n'a pas le temps de localiser le lieu d'où il a passé son appel, ni de vérifier s'il se trouve parmi la foule qui suit de loin les fouilles. Les agents fédéraux n'arriveront pas à l'identifier.

Le piège

John Douglas avait négligé une donnée fondamentale : le rôle de la presse. Toutes les enquêtes se font sous l'œil attentif des médias. Journaux, radios, télévision rendent compte du moindre début de piste. Désormais, le ou les tueurs réagissent en fonction des informations publiées par la presse. Quelques jours après que les journaux ont révélé de la vanité des fouilles destinées à arrêter l'imposteur de Conveyrs, la police découvre un nouveau

cadavre d'enfant fraîchement déposé non loin de la route Sigmond. « Pour moi, explique John Douglas dans ses mémoires, c'était à la fois un incroyable développement et l'amorce d'une stratégie visant à arrêter le tueur. »

Le tueur a dû suivre à la télévision les fouilles de la police tout en sachant qu'elles ne donneraient rien, puisqu'il n'avait pas déposé là de cadavres. Puis, une fois la police partie, il a voulu prouver sa supériorité en tuant un enfant et en laissant le corps près de l'endroit fraîchement fouillé. Pour ce faire, il n'a pas hésité à rompre avec sa routine : alors qu'il abandonnait les cadavres à quelques kilomètres du lieu où il avait enlevé les enfants, cette fois il a fait plus de 30 kilomètres rien que pour défier les policiers. Pour la première fois, John Douglas a l'avantage : il sait que le tueur les surveille *via* la presse. Il va donc pouvoir manipuler son comportement.

John Douglas compte mettre à profit le moindre événement pour amener le tueur à se démasquer. Frank Sinatra et Sammy Davis doivent donner un concert en gage de solidarité avec les familles à Atlanta. « Offrons un billet gratuit au tueur », lance Douglas aux policiers incrédules qui le prenaient déjà pour un cinglé. Pourtant, l'idée de Douglas est simple : pourquoi ne pas embaucher des agents de sécurité afin de contenir la foule ? Ils seraient payés une somme symbolique, mais pourraient assister au concert. Seules conditions : être jeune, noir, avoir une voiture et une certaine expérience dans le domaine de la sécurité. Autrement dit, répondre aux grands traits du profil esquissé par Douglas et Hazelwood. Les agents du FBI auront ainsi une liste de suspects sur laquelle travailler. L'idée plaît. Mais, avant de la mettre en œuvre, les deux profileurs ont besoin de l'autorisation du Procureur général. Ils l'obtiennent, mais trop tard : seulement à la veille du concert…

John Douglas songe aussi à faire planter des croix de bois portant les noms des petites victimes, dans l'espoir que le tueur vienne s'y recueillir. Mais le FBI traîne des semaines avant d'approuver l'opération, puis différentes sections du Bureau se chamaillent sur le point de savoir qui doit fabriquer les croix. Là encore, quand l'opération débute, il est trop tard.

La presse révèle que la police établit un lien entre les deux dernières victimes. Les enfants ont tous deux péri étranglés, et les policiers ont trouvé sur leur cou des fibres provenant d'une même corde. John Douglas a alors une intuition qui va faire basculer l'enquête. Il se dit que, apprenant la

découverte des fibres, le tueur va se débarrasser des cadavres en les jetant à l'eau afin de détruire d'éventuels indices. Douglas va même plus loin : il pense que le tueur risque de jeter les corps de ses victimes dans la rivière Chattahoochee, qui marque la frontière nord de la ville et présente l'avantage d'être située non loin du territoire de chasse du prédateur.

Nous sommes alors à la fin du mois de février 1981. La police et le FBI traînent les pieds. Certains enquêteurs ne croient pas John Douglas. Il faut attendre le début d'avril pour que le FBI et les policiers se mettent à surveiller les ponts et les abords des cours d'eau de la région. Entre-temps, trois cadavres d'enfants ont été repêchés dans les rivières Sud et Chattahoochee. Une longue attente commence. Des semaines s'écoulent, sans résultat. Le tueur semble s'être volatilisé. La police et le FBI doutent à nouveau de l'analyse de Douglas.

Les responsables décident de mettre fin à l'opération de surveillance le 22 mai 1981, à la relève de 6 heures du matin. Cette dernière nuit, à 2 h 30 du matin, un jeune policier chargé de surveiller un segment des berges de la Chattahoochee voit une voiture s'arrêter sur un pont situé à quelques centaines de mètres de lui. Il ne distingue pas grand-chose, mais entend le bruit d'un corps tombant à l'eau. Il alerte ses collègues. Peu après, une patrouille de policiers et d'Agents spéciaux arrête une Chevrolet blanche modèle 1970 conduite par un jeune Noir nommé Wayne Williams. Deux jours plus tard, la police repêche le cadavre d'un enfant à quelques kilomètres en aval de l'endroit où Williams a été arrêté.

Wayne Williams correspond au profil dessiné par John Douglas et Roy Hazelwood. C'est un Noir, célibataire. Les profileurs pensaient qu'il avait entre vingt-cinq et vingt-neuf ans ; il en a vingt-deux. Ils estimaient que le tueur devait être un « mordu » de la police ; Williams a été arrêté il y a quelques années pour s'être fait passer pour un officier de police. En affirmant que leur gibier conduisait un véhicule semblable à ceux des forces de l'ordre, les deux profileurs ont mis dans le mille : Williams roule dans un ancien véhicule de police équipé d'un scanner, acheté dans une casse. Ils avaient également parié que leur homme avait un chien policier : gagné, Williams a un berger allemand. Il était le long de la route Sigmond pour voir les policiers se ridiculiser en cherchant un cadavre qui n'existait pas, se payant le luxe de prendre des photos pour les remettre ensuite aux policiers.

Wayne Williams est convoqué par les agents du FBI pour être entendu. John Douglas n'est pas à Atlanta, et personne ne lui a demandé de participer

à la préparation de l'interrogatoire. Par la suite, en lisant les procès-verbaux, il jugera les questions trop pesantes, pas assez subtiles. Williams se montre très coopératif : il ne prend pas d'avocat et répond à toutes les questions des agents, sans se laisser démonter. À la fin, il accepte de passer le test du détecteur de mensonge, qu'il réussit. Plus tard, lors d'une perquisition, les policiers trouveront chez lui un livre intitulé *Comment tromper le détecteur de mensonge*. Quoique Williams ait pris soin de bien nettoyer l'intérieur de son véhicule, les agents du FBI y découvrent suffisamment de fibres et de cheveux pour faire le lien entre le jeune homme et douze des assassinats d'enfants, ceux dont John Douglas disaient qu'ils avaient été commis par un seul et même individu. Le 27 février 1982, Wayne Williams est condamné à deux peines de prison perpétuelle pour l'assassinat de deux enfants.

Mais le doute subsiste. Après l'arrestation de Wayne Williams, les meurtres d'enfants ont continué. Dès le début de son procès, Williams ne cesse de clamer son innocence. En 2005, le shérif de Dekalb ordonne l'ouverture d'une nouvelle enquête portant sur les assassinats de cinq enfants de sa ville. On parle aussi d'une piste raciste qui conduirait à un dirigeant du Ku Klux Klan. Enfin, John Douglas lui-même reconnaît qu'en dépit de la condamnation de Wayne Williams, l'affaire est loin d'être résolue. Le profileur croit dur comme fer que Williams est coupable de onze meurtres d'enfants. Mais les autres ? Il émet une hypothèse terrifiante : « Des enfants noirs ou blancs meurent toujours à Atlanta ou en d'autres villes. Nous avons une idée sur l' identité de certains des tueurs. Ils n'agissent pas seuls, et la vérité n'est pas agréable à entendre. Pour le moment, nous n'avons pas de preuves, et il n'y a pas de volonté politique d'aller au bout de l'affaire. »

En dépit de ce bémol de taille, la BSU n'en a pas moins gagné une bataille d'importance dans la chasse aux tueurs d'enfants d'Atlanta. Mais c'est un autre événement qui va lui conférer ses lettres de noblesse.

Voyage au bout du crime

Le 30 mars 1981, John Hinckley tire six balles de calibre 22 en direction du président Reagan, devant l'hôtel Hilton de Washington. Reagan et trois des personnes qui l'accompagnent sont blessés. Hinckley est arrêté sans opposer de résistance. L'affaire est confiée à l'agent spécial Frank Waikart, qui sait qu'il doit agir vite et bien. Il rassemble les maigres informations dont le Bureau dispose sur ce fils de bonne famille de Denver.

Il a en sa possession la clef de la chambre du motel qu'occupe Hinkley. Mais, avant de se précipiter, il a besoin de réfléchir.

John Hinckley a été arrêté en flagrant délit, mais Frank Waikart sait qu'une enquête comme celle là peut facilement déraper, au risque de voir un tribunal prononcer un non-lieu pour erreur de procédure. Contrairement aux autres métropoles, de nombreuses polices sont compétentes pour poursuivre les crimes et délits commis à Washington. Le risque est grand qu'une guerre des polices éclate lors de la chasse aux pièces à conviction. Waikart craint avant tout qu'un tribunal ne rejette ces pièces pour vice de forme. Il lui faut savoir précisément ce qu'il recherche, afin de pouvoir rédiger un mandat de perquisition impeccable. Il a donc besoin de quelque chose de plus qu'un simple profil ; il lui faut effectuer une véritable plongée dans l'âme du tueur pour trouver le plus vite possible des éléments de preuve. Le facteur temps est ici essentiel, car la presse ne va pas tarder à débarquer au motel où résidait Hinckley, et elle risque de « polluer » irrémédiablement les lieux. Waikart demande l'aide de la BSU.

À la BSU, le profileur Robert Kellser s'est spécialisé dans les meurtriers d'hommes politiques. Il hérite donc naturellement du dossier. À partir des éléments que lui communique Waikart, il dresse le profil de Hinckley. Il ne le voit pas comme un tueur à gages, ou comme le membre d'une ténébreuse conspiration. Au contraire, il pense que c'est un solitaire, un introverti. Tout à fait le genre de type qui, sur les campus, n'arrive jamais à sortir avec une fille, n'appartient à aucun club ni à aucune équipe sportive. Ses résultats universitaires doivent être décevants et il se réfugie dans un monde imaginaire.

À la demande de Frank Waikart, Robert Ressler dresse la liste de douze objets que les enquêteurs sont susceptibles de trouver. Il leur conseille de prêter attention à l'existence d'un journal, d'écrits, de bandes magnétiques où John Hinckley pourrait avoir consigné ses pensées, mais aussi de ne pas négliger ses lectures, qui sont autant de « fenêtres » sur son âme ; le jeune homme pourrait avoir fait, dans les marges de ses livres ou de ses revues, des annotations significatives.

À l'issue de la perquisition, les agents du FBI constatent avec effarement qu'ils ont saisi les douze objets annoncés par Robert Ressler. Le profileur a visé juste en affirmant que le jeune homme était un malade mental, prisonnier de son univers et rejeté par les autres. John Hinckley est obnubilé par une jeune actrice nommée Jodie Foster, qu'il poursuit de ses

courriers depuis qu'il l'a vue dans *Taxi Driver*, de Martin Scorsese. Dans ce film, le héros, lui aussi psychotique (Robert De Niro), essaie d'assassiner un homme politique américain après être tombé amoureux d'une prostituée adolescente (Jodie Foster). Chez Hinckley, les agents du FBI vont saisir un exemplaire annoté du scénario de *Taxi Driver*, et des lettres jamais envoyées à Jodie Foster dans lesquelles il fait part de son intention d'assassiner le président des États-Unis. Il pensait ainsi devenir l'égal de la jeune actrice.

Si Robert Ressler a pu sonder aussi bien l'âme de John Hinckley sans l'avoir rencontré, c'est parce que, depuis quelques années, il a entrepris un long voyage au bout du crime. Il interroge systématiquement tous les grands criminels, dont les exécuteurs d'hommes politiques. Il a longuement discuté avec Shiran Shiran, l'assassin de Robert Kennedy ; avec Arthur Bremer, qui blessa grièvement le gouverneur George Wallace ; ou encore avec Sara Jane Moore, qui tenta d'assassiner le président Ford en 1975. Ces entretiens s'inscrivent dans un vaste programme intitulé *Criminality Research Project* (CRP). Conçu par Robert Ressler, le CRP a pour but d'interroger un maximum de criminels, de les soumettre au crible d'un questionnaire soigneusement préétabli, afin de repérer certaines constantes. Le projet concerne aussi bien les traîtres à leur pays que les tueurs en série. Au début, Ressler travaillait le plus discrètement possible ; les entretiens étaient informels, l'agent de la BSU les conduisait durant ses périodes de repos, généralement les week-ends, sans en parler à personne. Il lui arrivait de débarquer dans une prison et de demander à parler à des tueurs sans préavis ni rendez-vous. Les meurtriers acceptaient sans réfléchir ni solliciter l'avis de leur avocat.

Robert Ressler a personnellement interrogé plus d'une centaine de tueurs en série, sans doute plus qu'aucun autre agent du FBI. Un travail qui est loin d'être de tout repos et qui nécessite une résistance physique et psychologique hors du commun.

De nombreux agents de la BSU ont renoncé à cet exercice au bout de seulement quelques entretiens. Les rescapés développaient tous des ulcères ou de violents accès de panique. Robert Ressler a perdu près de vingt kilos en six mois, sans raison apparente. D'autres, manipulés par les tueurs en série, leur communiquaient des informations confidentielles.

Pourquoi les tueurs en série acceptaient-ils de parler aux agents de la BSU ? Certains l'ont fait par ennui : du fond de leur prison, ils n'avaient sans doute rien de mieux à faire. D'autres, par narcissisme : ceux-là adoraient parler d'eux-mêmes et cherchaient à être reconnus. Tous entendaient partager leurs fantasmes.

Edmund Kemper est l'un des premiers tueurs en série à avoir été interrogés par Robert Ressler. Ce géant au physique imposant pouvait être d'une amabilité désarmante. Difficile d'imaginer que cet homme doté d'un QI supérieur à la moyenne ait assassiné ses grands-parents dès l'âge de quatorze ans. À sa sortie de prison, il récidive et tue froidement huit personnes, dont sa mère. Ressler rencontre Kemper pour la première fois à la prison de Vacaville, en Californie, où il purge sept peines de prison à vie. Cette rencontre a lieu en présence d'un de ses collègues de la BSU. Pour le deuxième entretien, Ressler demande à John Douglas de l'accompagner. Nous sommes dans les années 1970, Douglas fait alors ses premiers pas de profileur. Les entretiens sont très riches : Kemper parle de son passé, de ses motivations, de ses fantasmes. Le tueur explique posément pourquoi il a coupé la tête et les membres de certaines de ses victimes. Ressler est tellement satisfait des deux premiers entretiens qu'il décide de se rendre seul au troisième.

Edmund Kemper n'est pas isolé des autres détenus. Mais, au lieu d'un banal parloir, les autorités pénitentiaires mettent à disposition de l'agent du FBI une petite pièce attenante au « couloir de la mort » qui sert en général aux dernières bénédictions des détenus avant leur exécution. L'endroit est exigu, sans fenêtre. Au bout de quatre heures d'entretien à évoquer les choses les plus abominables, Robert Ressler décide d'arrêter et appuie sur la sonnette. Dans l'attente qu'un garde vienne ouvrir la porte, l'agent de la BSU poursuit la conversation, à la plus grande joie de Kemper. Quelques minutes après, Ressler appuie une deuxième fois sur la sonnette. Personne ne vient. Il reprend la conversation avant d'appuyer une troisième fois, un quart d'heure plus tard, sans plus de résultat.

Ressler fait mine de ne pas être inquiet. Mais le tueur a senti quelque chose, il sourit et dit : « Du calme, ne vous énervez pas : c'est l'heure de la relève de la garde. En même temps, les gardiens nourrissent les détenus. Personne ne viendra avant quinze à vingt minutes… »

L'Agent spécial fait son possible pour garder son flegme. Il essaie d'afficher une attitude nonchalante. Mais Kemper a compris : « Si jamais je

pète les plombs, déclare le tueur, vous risquez d'avoir des problèmes. Je pourrais arracher votre tête et la placer sur la table en attendant l'arrivée des gardiens ! »

Ressler sait que l'homme a raison. Il sait aussi qu'il est tout à fait capable de faire ce qu'il a dit. Il esquisse une parade :

« Si vous faites cela, c'est vous qui aurez de sérieux problèmes.

– Lesquels ? Je n'aurai plus le droit de regarder la télé ?

– Ils vous placeront à l'isolement total. »

L'argument ne porte pas. Kemper sait que, tôt ou tard, il sortirait de l'isolement. Alors il rejoindrait les autres détenus, auréolé de la gloire d'avoir tué un agent du FBI.

Le cœur de Ressler bat la chamade. Il réfléchit à cent à l'heure. Que dire pour que Kemper ne le tue pas ?

Il réalise alors qu'il s'est fourré lui-même dans un foutu pétrin. En faisant confiance à Kemper, il s'est rendu victime de ce qu'on appelle le « syndrome de Stockholm ». Un comble pour un agent qui donne des cours de négociations avec les preneurs d'otages à l'Académie du FBI de Quantico !

« Ed, lance-t-il, tu ne crois tout de même pas que je suis venu ici seul, sans moyen de me défendre ?

– Arrête de dire des conneries, Ressler. Ils ne te laisseront jamais venir ici armé ! »

Kemper a raison : il a dû laisser son arme de service à l'entrée.

« Alors, tu as quoi ? s'enquiert Kemper.

– Tu ne penses quand même pas que je vais te dire ce que j'ai sur moi, et où je le porte ?

– C'est quoi : un stylo avec du poison ?

– Peut-être bien, mais ce n'est pas la seule arme que j'ai.

– Du karaté ? Tu fais du karaté ? Tu es ceinture noire ? Tu crois que tu peux me battre, Ressler ? »

Au ton de Kemper, Ressler comprend qu'il vient de marquer un point. Le tueur en série s'est détendu, il y a comme une pointe d'ironie dans ses propos. Il n'en faut pas plus à Ressler pour retourner la situation. Désormais maître de lui-même et de ses émotions, il retrouve ses réflexes et lance la discussion sur les arts martiaux. En bon négociateur, il sait l'importance de l'art de la conversation. Il est capital de ne jamais cesser de parler. Au bout d'un laps de temps qui lui semble interminable, un gardien survient enfin.

Avant de rejoindre sa cellule, Kemper pose la main sur l'épaule de Ressler : « Vous savez que je plaisantais, n'est-ce pas ? »

Ressler jura, mais un peu tard, qu'on ne l'y reprendrait plus. Désormais, les entretiens auraient lieu en la présence d'au moins deux agents du FBI.

Au fil des années 1980, les agents de la BSU interrogent la plupart des grands criminels qui ont défrayé la chronique. Robert Ressler laisse Charles Manson, le gourou assassin de la jeune actrice Sharon Tate, lui prendre une paire de lunettes Ray Ban : maigre prix à payer pour avoir une fenêtre sur l'âme d'un des tueurs les plus terrifiants des années 1960. David Berkowitz, le « fils de Sam », essaie de l'embrouiller avec des histoires de possession, comme il l'a fait avec les psychiatres. Robert Ressler referme simplement son cahier de notes et dit en faisant mine de partir : « Je ne suis pas venu pour entendre ce genre d'histoires. » Le « fils de Sam » se met alors à parler de ses assassinats et des 1 448 incendies criminels qu'il a allumés à New York pour assouvir ses besoins sexuels.

Le gendre idéal

De tous les tueurs en série, Ted Bundy est sans doute le plus connu ; c'est aussi celui qui a donné le plus de fil à retordre à la BSU. C'est un jeune homme séduisant, intelligent, sympathique, beau parleur. Les policiers estiment qu'il a tué de la plus atroce manière près de soixante jeunes femmes dans tous les États-Unis. Bundy a entamé sa carrière de tueur en série à Seattle, où la police lui impute onze meurtres. Puis il est descendu vers le sud, laissant derrière lui une traînée de cadavres, jusqu'au Colorado où il s'est établi. Là, il a continué de sévir. La police du Colorado a fait appel à la BSU pour qu'elle l'aide à arrêter le prédateur. Howard Teten et Robert Ressler profilent alors le tueur en série sans savoir qu'il s'agit de Ted Bundy. Ils mettent en garde la police : le tueur chasse dans les lieux publics fréquentés généralement par des jeunes.

Arrêté, Bundy s'évade de prison à deux reprises. Le 10 janvier 1978, il figure sur la liste des dix criminels les plus recherchés par le FBI. Finalement, la police l'intercepte sur son nouveau territoire de chasse, en Floride, le 15 février. Grâce à ses études de droit, il assure lui-même sa

défense lors d'un premier procès. Jugé par trois tribunaux différents, Bundy est condamné deux fois à mort.

Après sa dernière condamnation, Robert Ressler se rend à la prison de Strake, en Floride, pour le rencontrer. Mais le tueur en série n'est pas disponible, il prépare ses procès en appel. Ressler renonce. Quelques années plus tard, Bundy écrit à la BSU et pose sa candidature comme consultant. Ressler retourne en Floride pour le rencontrer. Le jeune homme est charmant, affable. Il connaît Ressler de nom et a même lu certains de ses articles parus dans des revues spécialisées. Il se dit honoré de le rencontrer, car il peut enfin parler à quelqu'un qui le comprend. Ressler n'est pas dupe, il sait que le tueur en série essaie de le contrôler pour mieux le manipuler. Dans sa lettre, Bundy a demandé à avoir accès aux dossiers des autres tueurs en série étudiés par la BSU. « Aussi incroyable que cela paraisse, écrit Ressler, un de mes supérieurs au FBI voulait lui communiquer les fruits de notre recherche ! »

« Les seuls crimes dont on veut parler, dit Ressler à Bundy, ce sont les vôtres ! »

Bundy accepte de parler de certains de ses assassinats, mais « sur le mode hypothétique ». Il les raconte à la troisième personne (« cela aurait pu se passer comme ça »). Au bout de trois heures de ce petit jeu, Ressler jette l'éponge : il a compris qu'il ne tirerait rien du tueur en série.

Quelques années plus tard, en 1985, au cours d'une réunion, les agents de la BSU parlent de Ted Bundy, leur seul échec à ce jour. Bill Hagmaier, qui vient juste de rejoindre la BSU, prend la parole et se porte volontaire pour aller interviewer le tueur. Tollé dans l'assistance. Les autres agents lui font remarquer que d'autres, plus malins que lui, s'y sont déjà cassé les dents. Ce n'est pas un blanc-bec comme lui qui va y arriver. Ce n'est pas l'avis de Roger Depue, directeur de la BSU, qui pense que si quelqu'un a des chances d'y parvenir, c'est précisément Bill Hagmaier. « Il est frais, innocent, sincère, plaide Roger Depue. Il est nouveau dans ce jeu. Il me semble qu'il a davantage de chances que des agents plus expérimentés. » Au pire, Bundy essaiera de le manipuler. Depue est convaincu qu'aucun mal ne peut découler de ce jeu du chat et de la souris, qui ne manquera pas de tenter Bundy.

Bill Hagmaier écrit donc à Ted Bundy et demande à le rencontrer. Le 16 janvier 1986, le tueur accepte.

Bill Hagmaier réussit là où Robert Ressler a échoué. Pendant trois ans, il rencontre régulièrement le tueur en série et entretient avec lui une volumineuse correspondance. L'agent de la BSU n'est pas dupe : il sait que Bundy essaie de le manipuler en affirmant notamment qu'il peut l'aider à arrêter certains des tueurs en série qui opèrent aux États-Unis, plus particulièrement celui de la Green River. Mais Hagmaier est plus malin que lui, il réussit à lui arracher des précisions inédites sur ses propres assassinats. À la fin, alors qu'approche la date de son exécution, Bundy propose un marché : la police ne lui a imputé que trente-six assassinats, il est prêt à faire des révélations sur des dizaines d'autres s'il n'est pas mis à mort.

Certains agents de la BSU reprocheront à Bill Hagmaier d'avoir été trop proche de Ted Bundy et d'avoir manqué d'objectivité à son endroit. Le 20 janvier 1989, il se rend à la prison de Strake pour une ultime série de conversations avec Bundy. Pour la première fois en trois ans, le tueur en série reconnaît avoir tué une trentaine de jeunes filles. Dans une confession-fleuve, à couper le souffle, il entre enfin dans le détail de ses assassinats. Quatre jours plus tard, il est exécuté.

La BSU connaît son plein essor le 21 juin 1984, quand le président Reagan annonce la création du National Center for the Analysis of Violent Crime (NCAVC), dont l'objectif est de coordonner les enquêtes criminelles et de fournir aide et assistance aux différentes polices locales des États américains ainsi qu'aux forces de l'ordre étrangères qui en feraient la demande. Divisé en trois grandes sections, le NCAVC est géré par des agents de la BSU[1]. « À l'époque, explique Bill Hagmaier, le Procureur général, Edwin Meese, était sans doute le meilleur ami que le FBI ait jamais eu. »

Le 21 juin 1989, six mois après son élection à la présidence des États-Unis, George Bush lance un vaste plan de lutte contre la criminalité violente et les grands criminels. Les priorités nationales du FBI sont redéfinies : le Bureau a désormais pour mission prioritaire de lutter contre la « délinquance violente » et les individus dangereux. Cette réorganisation est décidée en raison de l'explosion de la criminalité. Les chiffres font frémir : chaque année, aux États-Unis, on compte près de dix meurtres pour 100 000 habitants, soit environ quatre fois plus qu'en France ou au Canada. Le plus

souvent, ces meurtres restent inexpliqués et donc impunis. Tel a été le cas pour 6 % des meurtres en 1966, 25 % en 1990, 34 % en 1992.

Bill Hagmaier explique que, « avec le retour des soldats américains engagés en Irak, la libération des grands criminels des années 1980, l'explosion du chômage due à la crise économique et la vente libre des armes à feu, toutes les conditions sont aujourd'hui réunies aux États-Unis pour une explosion de la criminalité ».

Les tueurs en série sont le symbole de ce déchaînement de la criminalité violente. Le FBI estime qu'entre 40 et 200 tueurs en série sillonnent les États-Unis en toute liberté, tuant chaque année plusieurs milliers de personnes. Ils étaient six fois moins nombreux au début des années 1990, et quasi inexistants au XIX^{e} siècle.

L'engouement du public américain pour les romans, les documents, les films et les téléfilms consacrés aux tueurs en série a débuté à la fin des années 1960, dans une Amérique en proie à la contestation. Depuis lors, les exemples de la fascination croissante qu'ils exercent sur le public sont de jour en jour plus nombreux. Le combat singulier du tueur en série extrêmement intelligent et de son *alter ego*, le profileur du FBI extrêmement brillant et intuitif, est narré de la manière la plus réaliste possible. Une aubaine pour le FBI, qui redore son blason grâce à son plus fidèle allié : Hollywood ! Un sommet a été atteint en 1991 par le film de Jonathan Demme, *Le Silence des agneaux*, « voyage au pays de l'horreur absolue ». Pour la première fois, une équipe de cinéma a pu tourner à Quantico et bénéficier des conseils des profileurs de la BSU, à commencer par ceux de John Douglas qui a servi de modèle au personnage de responsable du FBI interprété par Scott Glenn. Les agents de la BSU ont apprécié le résultat, même s'ils soulignent que jamais ils n'enverraient une élève au contact d'un tueur en série. L'affrontement entre l'aspirante agent du FBI jouée par Jodie Foster et le psychopathe interprété par Anthony Hopkins connaît un triomphe inattendu. Dans les mois qui suivent, le Bureau est submergé de candidatures émanant principalement de jeunes filles désireuses d'en découdre avec le Mal absolu. Ce regain de popularité de la BSU va l'amener rapidement à se retrouver au cœur d'une des plus grandes traques de l'histoire des États-Unis.

Unabomber

En mai 1978, puis un an plus tard, deux colis piégés explosent sur un campus universitaire du Michigan, sans faire de victimes. En 1979, une nouvelle bombe est envoyée au patron de la compagnie United Airlines. Le FBI fait le lien entre les trois tentatives d'attentat et attribue un nom de code au terroriste : « Unabomber », comme *university, airlines* et *bomb*. Les attentats se multiplient, et la traque débute. En 1985, onzième attentat commis par Unabomber et premier mort : un informaticien de trente-huit ans. Il y en aura deux autres en 1994 et 1995. C'est après sa première victime qu'Unabomber commence à correspondre avec la presse. Il écrit des lettres clamant son dégoût de la société moderne et ses convictions anarchistes. Puis, pendant six ans, silence complet : plus de bombes, plus de lettres.

En juin 1993, Unabomber resurgit et envoie ses colis à une cadence soutenue. Le FBI promet une récompense d'un million de dollars pour sa capture. Les profileurs de la BSU sont divisés sur la personnalité d'Unabomber. Certains, comme John Douglas, estiment qu'il s'agit d'une personne cultivée, sans doute un universitaire asocial. D'autres pensent plutôt à quelque ancien employé d'une compagnie d'aviation qui cherche à se venger d'une injustice. Cette dernière thèse prévaut au sein de la cellule d'enquête chargée de traquer Unabomber. Les Agents spéciaux se lancent dans une épuisante chasse au suspect parmi les centaines de milliers de personnes ayant travaillé pour des compagnies aériennes dans les années 1960 et 1970.

En 1995, Unabomber prend contact avec le *New York Times* et propose un marché : l'arrêt des attentats contre la publication d'un manuscrit d'une centaine de pages développant sa philosophie anti-progrès. Là encore, le Bureau est divisé entre partisans de la publication, qui espèrent que ce texte permettra à quelqu'un d'en identifier l'auteur, et partisans du black-out médiatique. Le journal hésite aussi, mais finit par publier le manifeste intitulé « La société industrielle et son avenir », qui hésite entre la dissertation universitaire et la discussion de café du Commerce : « Il ne s'agit pas d'une révolution politique, écrit Unabomber. Son objet n'est pas de renverser des gouvernements, mais les bases économiques et techniques de la société actuelle. […] Les usines doivent être détruites, les manuels techniques brûlés. Quelle que soit la société qui existera après la chute de la civilisation industrielle, il est certain que la plupart des gens vivront à proximité de la nature parce que, en l'absence de technologie, il n'y a pas

d'autre façon d'exister. […] Il n'y a aucune loi qui nous impose d'aller travailler tous les jours et de nous soumettre aux ordres d'un patron. Légalement, rien ne nous empêche d'aller vivre dans la nature comme des animaux primitifs… »

Découvrant ce texte, un lecteur du *New York Times* contacte le FBI après avoir reconnu des similitudes entre le manifeste d'Unabomber et des lettres que son frère envoyait à leur propre père. L'auteur des lettres s'appelle David Kaczynski ; c'est un ancien professeur d'université qui vit retiré dans le Montana, à l'écart de la société. Il semble correspondre au profil esquissé.

Lorsque le FBI investit la cabane de David Kaczynski, le 3 avril 1996, ils trouvent deux bombes en cours de fabrication, trois machines à écrire, et divers textes manuscrits sur le déclin de la civilisation industrielle. Contre un mur gisent des manuels techniques sur la confection des bombes ; plus loin, des œuvres de Shakespeare et de Thackeray. Une traque de dix-huit ans prend fin. N'a-t-on pas gâché un temps précieux à courir derrière un employé de compagnie aérienne, alors que John Douglas avait dessiné avec précision le profil d'Unabomber ?

Le doute survient au mauvais moment pour le FBI, déjà secoué par les retombées de diverses affaires.

Le siège de Waco

Le 28 février 1993, près de soixante-dix agents fédéraux de l'ATF (Alcohol, Tobacco and Firearme, agence chargée de lutter contre les trafics d'armes, de cigarettes et d'alcool) se dirigent vers une ferme située hors de la ville de Waco, Texas, nommée Mount Carmel. L'endroit est occupé par la secte religieuse des Davidiens, groupe d'une centaine de fanatiques qui y vivent de leurs maigres ressources. Sous la houlette de David Koresh, un illuminé qui se prend pour Dieu, ils attendent la fin du monde et l'arrivée du Messie. Au début, David Koresh prétendait que l'Apocalypse aurait lieu en Israël, mais, depuis peu de temps, il a convaincu ses fidèles que la fin du monde commencerait là, au Mount Carmel, par une attaque d'agents fédéraux.

Les Davidiens sont prêts pour l'Apocalypse, ils ont acheté une centaine de fusils d'assaut AR-15 automatiques, des fusils à lunette

susceptibles de percer un blindage ou de faire mouche à un kilomètre, des équipements de vision nocturne, des grenades et des explosifs. De quoi attiser la curiosité des agents de l'ATF qui infiltrent la secte des Davidiens afin de recueillir les preuves suffisantes en vue de l'émission d'un mandat de perquisition.

Le 25 février 1993, un juge de Waco autorise l'intervention de l'ATF. Trois jours plus tard, l'Agence envoie près de soixante-dix agents procéder à la perquisition ; c'est le plus gros contingent jamais mobilisé par l'ATF pour ce genre d'opération. Mais les responsables de l'ATF n'ont pas tenu compte de la mise en garde d'informateurs leur indiquant que leur sécurité est en cause et qu'ils sont attendus de pied ferme par David Koresh et ses hommes. Rien ne se passe comme prévu, et l'assaut tourne à la tragédie. Les hélicoptères de l'Agence, accueillis par des tirs nourris, rebroussent chemin. Au sol, les agents tombent dans une embuscade. Quatre d'entre eux sont tués, vingt-quatre autres blessés. Côté Davidiens, on compte six morts et des dizaines de blessés, dont David Koresh, atteint au poignet et à l'estomac. Les agents de l'ATF battent en retraite et prennent position non loin de la ferme. Un long siège commence.

Avant de passer à l'attaque, les agents de l'Agence ont eu la malencontreuse idée de prévenir les médias. Depuis la fusillade, les images passent en boucle sur CNN. Le 28 février étant un dimanche, l'Agent spécial Greg McCrary est de repos chez lui, prêt à partir pour New York où, deux jours auparavant, des terroristes islamistes ont fait exploser un camion chargé de 680 kilos d'explosif au nitrate dans un parking souterrain de la tour Nord du World Trade Center, faisant 6 morts et 1 042 blessés. McCrary est un des meilleurs profileurs de la BSU[2]. Il a dirigé pendant des années une unité d'intervention (SWAT) du FBI. Il est en train de regarder sur CNN les agents de l'ATF se faire massacrer quand son supérieur, John Douglas, l'appelle pour lui donner l'ordre de se rendre le plus vite possible au Centre de commandement des opérations du FBI (SIOC, Strategic Information Center). Le FBI vient d'hériter du dossier de la tuerie de Waco.

Le FBI a compétence dans le cas où il y a mort d'agents fédéraux ; c'est donc lui qui est chargé de gérer la crise. À en juger par l'activité qui règne au SIOC dans les heures qui suivent le massacre de Waco, le Bureau a décidé de mettre les bouchées doubles. Les responsables s'affairent à coordonner l'intervention du FBI. Dans tout le pays, des équipes de négociateurs, de techniciens, des SWAT, des équipes d'intervention en cas

de prise d'otages (HRT, Hostage Rescue Teams), des pilotes d'hélicoptère préparent leur paquetage et s'apprêtent à partir pour Waco.

Sur place, le FBI a confié le commandement à Jeffrey Jamar, le SAC du bureau le plus proche, celui de San Antonio. Jamar se range d'emblée du côté des policiers favorables à une intervention immédiate et musclée. L'Agent spécial Pete Smerick, arrivé avant lui, n'est pas d'accord ; il estime que c'est la meilleure manière de provoquer un bain de sang, et le fait savoir par écrit au SIOC. Rapidement, les responsables du Bureau lui donnent l'ordre de cesser d'adresser ses objections par écrit, tous les rapports étant automatiquement archivés.

Greg McCrary est chargé d'esquisser les profils de David Koresh et de ses fidèles en vue d'établir une stratégie d'intervention. Il va assister, aux premières loges, à toute la tragédie.

Dans les jours qui suivent l'assaut, une activité frénétique règne autour de Mount Carmel. Trois SAC arrivent pour assister Jeffrey Jamar. Le QG opérationnel est installé dans un hangar situé à près d'un kilomètre de la ferme des Davidiens. Deux lignes téléphoniques relient directement les Davidiens aux négociateurs du FBI. Les négociations commencent. David Koresh accepte de laisser sortir dix enfants, dont un bébé de cinq mois. On parle de reddition.

Soutenus par le SAC Jamar, les responsables du HRT voient les négociations d'un mauvais œil. Pour eux, David Koresh est un tueur de flics avec qui il n'est pas question de discuter. Ils déploient autour de Mount Carmel des véhicules blindés de type Bradley, à la grande fureur de Koresh. Les négociateurs parviennent à le calmer en l'autorisant à intervenir en direct sur les ondes d'une radio chrétienne locale. Koresh libère six autres enfants et envisage sérieusement de se rendre. Le FBI met tout en place pour intercepter le gourou et ses Davidiens, mais, au dernier moment, Koresh change d'avis.

Un psychiatre dépêché sur les lieux recommande la plus grande prudence. Après avoir suivi les négociations, il estime qu'il y a risque de suicide collectif. À l'intérieur de Mount Carmel, Koresh fait distribuer des armes et des grenades. Les femmes, les enfants, les vieillards qui n'auront pas le courage d'affronter les forces de l'ordre doivent être tués avant l'assaut.

La fièvre monte aussi à moins d'un kilomètre de Mount Carmel, du côté des responsables du FBI. Les deux Agents spéciaux Pete Smerick et

Mark Young, chargés de coordonner l'action sur le terrain, s'opposent de plus en plus ouvertement au SAC Jamar et aux agents du HRT, à qui ils reprochent de vouloir l'affrontement à tout prix. Selon eux, il faut retirer les véhicules blindés de la vue des Davidiens pour faire baisser la tension ; sinon, « nous aurons encore plus de sang sur les mains ». Dans un rapport, ils écrivent : « Pendant des années, Koresh a lavé le cerveau de ses adeptes en parlant du combat entre son Église et l'Ennemi. Le 28 février, sa prophétie s'est réalisée. Koresh est toujours capable de convaincre ses adeptes que la fin est proche, que l'Ennemi va les encercler et les tuer. » Les deux Agents spéciaux affirment que, face à cette situation, le FBI doit revoir ses comportements habituels. D'ordinaire, la négociation se double d'une démonstration de force. Dans le cas présent, une occupation militaire du terrain risque fort de se révéler contre-productive. Koresh interprète chaque mouvement tactique comme un pas vers l'Apocalypse qu'il prophétise. « Nous faisons son jeu, expliquent les deux agents ; en reculant, nous lui montrerons qu'il a tort. »

Le SAC Jamar ne partage pas cette analyse. Pete Smerick s'en va et est remplacé par Greg McCrary. Quand le profileur débarque à Waco, les forces assiégeantes comptent déjà près de 700 agents du FBI, de l'ATF, des douanes, des policiers et militaires placés sous les ordres du SAC Jamar. Jamais dans l'histoire des États-Unis une pareille force n'a été mobilisée pour une opération de maintien de l'ordre. À l'intérieur du hangar, la tension est palpable ; le SAC ne supporte plus la contradiction.

« J'avais pour mission de poursuivre l'étude de la morphologie de l'esprit de Koresh et celle de la dynamique du groupe, précise Greg McCrary. Je suivais toutes les négociations afin de me faire une idée de l'état d'esprit des assiégés. » Au cours des réunions avec Jeffrey Jamar, le profileur et les autres négociateurs soulignent qu'un affrontement armé serait catastrophique : David Koresh n'hésiterait pas à remettre des armes aux enfants encore présents. « La dernière chose que l'on souhaite, c'est un affrontement armé entre des agents du FBI et des gosses ! » dit McCrary. Mais le SAC n'est pas un homme de discussion. À la menace, il répond par la menace. Quand Koresh hausse le ton, Jamar déploie des blindés Abrams.

« Pour avoir dirigé pendant des années une équipe d'intervention des SWAT du FBI, je sais qu'on emploie la force non parce qu'on peut le faire, mais parce qu'on doit le faire », explique Greg McCrary qui sait que,

contrairement aux autres criminels, David Koresh ne se laissera pas intimider par des chars.

« Jamar était en phase avec le responsable du HRT, poursuit McCrary. Aucun des deux ne supportait la contradiction. Tous deux concevaient le siège comme un problème tactique impliquant des solutions tactiques. Ils pensaient contraindre les Davidiens à la reddition en faisant pression sur eux. Le HRT venait de réussir un raid à la prison de Talledega, en Alabama, et son chef était sûr de pouvoir régler le problème de cette manière. Il ne tolérait pas l'idée d'une approche plus modérée. »

Le SAC Jamar traite par le mépris et la dérision ceux de ses agents qui sont favorables à la négociation. Il les confine dans des tâches subalternes, quand il ne les remplace pas purement et simplement. Il les considère comme des « dissidents » et les appelle les « Davidiens ». McCrary est certain que la même chose se passe dans le camp adverse. La tension se répercute au niveau de la base et il n'est pas rare de voir des agents du HRT insulter les négociateurs à l'issue de nuits blanches.

Après avoir obtenu la libération de vingt-quatre enfants et de quatre adultes, les négociateurs tentent de diviser les Davidiens. David Koresh est un praticien émérite du double discours. Les agents du FBI enregistrent ses propos les plus compromettants et les repassent à certains Davidiens. Les négociateurs du FBI ont parlé à cinquante-trois d'entre eux. Greg McCrary a concentré ses efforts sur le numéro deux de la secte, Steve Schneider, diplômé de l'université de Hawaii en sciences religieuses.

« Steve, lui dit-il, ta quête spirituelle est noble et louable, mais regarde où tu en es. Tu viens de participer à une fusillade avec des agents fédéraux. Pendant ce temps, un type te dit que tu ne peux plus faire l'amour avec ta femme, mais que lui en a le droit, et il lui fait un enfant alors que vous n'y êtes pas arrivés. Je croyais que la Bible était très claire sur la question de l'adultère. Comment en es-tu arrivé là ? C'est vraiment ce que tu veux ? »

Greg McCrary lui parle pendant plus de cent heures. À un moment donné, il sent le Davidien sur le point de basculer. Puis ce dernier se reprend. Ce n'était sûrement pas l'existence dont il rêvait, mais Steve Schneider n'arrive pas à se détacher de la secte.

Courant mars, la situation se tend brusquement. David Koresh se montre de plus en plus réticent à laisser sortir ceux de ses fidèles qui souhaitent se rendre. Après des heures de discussion, les négociateurs obtiennent un accord de principe portant sur sept personnes. Mais, le soir

même, sur ordre du SAC, des haut-parleurs diffusent à fond des chansons rock, dont *These Boots are made for walking*, qui passent en boucle. Ce soir-là, aucun Davidien ne trouve le sommeil. Certains réclament en hurlant l'arrêt de la musique. À la fin, n'y tenant plus, Koresh décide que, désormais, plus personne ne sortira de Mount Carmel.

Le lendemain après-midi, au cours d'une réunion, le SAC Jamar justifie sa décision : « J'ai fait ça parce que sept personnes seulement sont sorties. Ce n'est pas assez ! Si David Koresh veut qu'on coupe la musique, il n'a qu'à laisser sortir davantage de monde. Dorénavant, c'est comme ça !

– Ce n'est pas ainsi qu'il faut procéder, objecte Gary Noesner, responsable des négociations. Il faut récompenser l'attitude que l'on veut que les Davidiens adoptent. La nuit dernière, vous les avez punis pour avoir fait ce qu'on attendait d'eux…

– Je n'attends pas que sept personnes sortent, je veux tout le monde dehors ! » riposte le SAC.

Richard Rogers, un des responsables du HRT, prend alors la parole :

« On peut faire sortir tout le monde en trente minutes. Mes hommes sont entraînés, compétents, prêts à intervenir. »

Le SAC approuve et accuse les négociateurs de ne pas faire du bon boulot.

Le 25 mars, Jeffrey Jamar convoque les négociateurs pour leur signifier qu'il change de stratégie. Les négociateurs reçoivent de nouvelles instructions : plus question d'accéder aux demandes de David Koresh. Ils doivent en outre exiger la « libération » de vingt personnes pour le soir même. À contrecœur, ils communiquent les exigences du SAC aux Davidiens. Face à l'absence de réaction, Jamar donne l'ordre au HRT de dégager les environs de Mount Carmel en commençant par ôter tous les véhicules des Davidiens disposés autour de la ferme. Les blindés se dirigent vers la ferme et se mettent à dégager les véhicules. Koresh téléphone au FBI quand ils poussent sa voiture, une Camarro noire. « Arrêtez immédiatement ce que vous êtes en train de faire, hurle-t-il ; sinon, ce jour sera le pire de toute l'histoire du FBI ! » Le SAC ne cède pas et les tanks déblaient la voiture de Koresh.

Au matin du 19 avril, dès potron-minet, les hommes du shérif frappent aux portes des fermes situées aux alentours de Mount Carmel pour prier leurs occupants de ne pas bouger, quoi qu'il arrive. Aux environs de 5 heures du matin, Byron Sage, un des négociateurs du FBI, téléphone aux

Davidiens pour leur demander de se rendre. Les assiégés refusent. À 6 heures, Sage les rappelle pour les avertir : le FBI va diffuser des gaz non mortels afin de les déloger. « Ce n'est pas une attaque, aucun agent ne pénétrera dans la ferme, n'ouvrez pas le feu. Si vous le faites, nous riposterons. » Les Davidiens jettent leurs téléphones par les fenêtres. Le message de Sage est repris par haut-parleurs, tandis que des véhicules blindés d'assaut (CEV, *Combat Engineering Vehicles*) foncent vers la ferme. Ils sont équipés à l'avant de deux longs boutoirs qui défoncent les murs et commencent à diffuser le gaz. Derrière, un char Abrams et neuf voitures blindées Bradley sont prêts à entrer en action. Les Davidiens ouvrent le feu. Au départ, le SAC avait prévu de diffuser le gaz à doses régulières – pendant plusieurs jours, si nécessaire. Jeffrey Jamar n'avait pas anticipé la réaction des Davidiens.

Les hôpitaux du coin sont sur le pied de guerre, des ambulances prêtes à intervenir, tandis que les haut-parleurs continuent de diffuser le message enregistré par Byron Sage. Un vent sec vient de se lever, au grand déplaisir des agents du FBI.

À midi, les CEV ont injecté du gaz à six reprises. Les haut-parleurs diffusent un nouveau message de Sage : « David, toi seul peux arrêter tout cela. Tu as des enfants avec toi, ils sont précieux, nous ne voulons pas blesser ces enfants, ni aucun de tes fidèles. S'il te plaît, David, mets fin à tout cela ! » Pas de réaction.

Peu après, un tireur d'élite aperçoit dans sa lunette de visée un homme portant un masque à gaz qui allume quelque chose à l'intérieur de la ferme. À 12 h 10, une épaisse fumée se dégage du premier étage. Le vent souffle de plus en plus fort, attisant l'incendie qui se nourrit du bois sec du bâtiment. « Bon Dieu, ils sont en train d'en finir », lâche un responsable du FBI. Les agents les plus proches du bâtiment entendent des coups de feu. Puis une violente explosion secoue la ferme, et un gros nuage noir monte vers le ciel.

Dans les haut-parleurs retentit la voix de Byron Sage : « Si vous n'y voyez plus, foncez à travers la fumée en vous orientant sur ma voix ! »

Puis une seconde explosion, plus forte que la précédente : l'armurerie des Davidiens vient de sauter.

En fin de journée, le FBI s'est rendu maître des lieux, l'incendie est éteint. Le bilan est lourd : soixante-quatorze Davidiens ont trouvé la mort ;

parmi eux, David Koresh et vingt enfants presque tous âgés de moins de sept ans.

Le siège a duré cinquante-cinq jours.

Le Bureau s'apprête à vivre les heures les plus noires de son histoire.

Le Bureau au cœur de la tourmente

Le HRT est déjà au cœur d'une affaire plus que discutable, ses tireurs d'élite ayant abattu sans sommation la femme et l'un des enfants d'un militant d'extrême droite qui s'était barricadé avec sa famille dans un chalet de Ruby Ridge (nord de l'Idaho). Le Congrès s'est emparé de l'affaire. Au sein de la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur le massacre de Waco, démocrates et républicains s'affrontent une nouvelle fois sur la question du contrôle des armes aux États-Unis. Les démocrates défendent le FBI et l'ATF, mais plaident pour une réglementation de la vente des armes à feu. Certains vont même jusqu'à voir l'ombre du puissant lobby des marchands d'armes (NRA, National Rifle Association) derrière les critiques émises contre le FBI et l'ATF. À l'opposé, les républicains, favorables à la vente libre des armes à feu, concentrent leurs critiques sur le FBI et l'ATF.

Trois ans plus tard, un groupe armé d'une centaine de miliciens proches de l'extrême droite, les Freemen (les Hommes libres), se barricade dans un ranch non loin de la bourgade de Jordan, dans le Montana, à la suite de l'arrestation de deux de ses dirigeants. Le FBI bloque les accès, un long siège commence. Cette fois, les négociateurs de la BSU ont la main. Ils réussissent à diviser les Freemen, qui désertent petit à petit le groupe. Après quatre-vingt-un jours de siège, les seize derniers Freemen se rendent, le 13 juin 1996.

Le FBI a tiré les leçons du massacre de Waco et changé sa manière d'opérer en créant le Critical Incident Response Group, qui regroupe les tireurs du HRT et les négociateurs de la BSU. Désormais, la dévolution des affaires n'obéit plus à des critères géographiques, mais dépend de l'expérience des SAC. C'est que les retombées de Waco ont entraîné une autre tragédie, cette fois au sommet du FBI…

En 1988, peu avant son départ, le président Ronald Reagan nomme le juge William Sessions à la succession d'un autre juge, William Webster, à la tête du Bureau. Une nomination qui, aux termes de la loi, est faite pour dix

ans afin d'éviter toute mainmise de la Maison-Blanche sur le Bureau. Au moment de sa nomination, le sénateur Biden avait mis en garde le juge Sessions : « Si jamais tu reçois un coup de fil de la Maison-Blanche, sors tes antennes, méfie-toi ! » Sous l'administration Bush, le juge Sessions a reçu divers coups de fil de la Maison-Blanche ; il s'est méfié et a pu contenir les pressions émanant de l'entourage présidentiel. L'arrivée au pouvoir de Bill Clinton change la donne. La Maison-Blanche n'apprécie pas la façon dont William Sessions a géré la crise de Waco. On reproche au directeur du FBI d'avoir d'abord voulu se rendre sur le terrain afin de négocier directement avec David Koresh, à la Texane. Les critiques portent ensuite sur sa gestion même de la crise : le Directeur aurait trop délégué, laissant à ses subalternes le soin de prendre des décisions stratégiques sur le terrain. Un Directeur à la personnalité plus affirmée aurait peut-être remis en question le plan d'attaque concocté par le SAC Jamar ? Il en aurait sans doute souligné les limites, tout en le soumettant pour approbation à la Procureur général, Janet Reno. « Le FBI aurait dû mieux conseiller la Procureur général, explique Buck Revell, ancien responsable du Contre-terrorisme au sein du FBI. On aurait dû avoir un meilleur plan, envisager l'éventualité d'un suicide collectif et être prêt à faire face à un incendie. »

Le samedi 17 juillet 1993, la Procureur général, Janet Reno, qui a donné l'ordre de l'assaut à Waco, convoque le directeur du FBI pour lui signifier la décision de la Maison-Blanche : s'il n'a pas démissionné de ses fonctions le lundi suivant, il sera limogé par le président Clinton. En sortant du bureau de Reno, le directeur du FBI trébuche et se fracture l'épaule. À sa sortie de l'hôpital, quelques heures plus tard, William Sessions convoque les journalistes pour leur signifier qu'il refuse de démissionner : il en fait une question de principe. Même s'il se dit prêt à servir à discrétion le Président, il ne cautionnera pas l'ingérence politique de la Maison-Blanche dans les affaires du FBI.

Le lundi 19 juillet, le président Clinton annonce qu'il vient de limoger le juge Sessions, sixième directeur du Bureau depuis sa création. Le bras de fer entre l'administration Clinton et le FBI ne fait que commencer.

Les fantômes de Waco

Les fantômes de Waco n'en finissent pas de hanter le Bureau. Deux ans jour pour jour après le suicide collectif des Davidiens, le 19 avril 1995 à 9 h 2 du matin, un camion bourré de 2 800 kilos d'un mélange de nitrate d'ammoniac, de nitro-méthane et de fuel explose devant le bâtiment fédéral « Alfred P. Murrah » d'Oklahoma City, faisant 168 morts et plus de 800 blessés. Un tiers du bâtiment est détruit ; dans un rayon d'une centaine de mètres, 324 immeubles sont endommagés ou détruits. Un attentat encore sans précédent sur le territoire des États-Unis.

Au début, les responsables du Bureau se demandent s'il ne s'agit pas de l'action d'un groupe terroriste international dans la lignée de celui qui a déjà secoué les sous-sols des tours jumelles du World Trade Center en 1993. Les agents fédéraux présents à Waco ne souscrivent pas à cette hypothèse. L'enquête mobilise plus d'un millier d'agents du Bureau et de l'ATF. Quelques heures après l'explosion, ayant retrouvé l'essieu du camion-bombe, un Agent spécial remonte jusqu'à une agence de location et identifie un suspect : Timothy McVeigh, qui a agi pour venger la mort des Davidiens de Waco.

Le FBI joue un rôle essentiel dans les poursuites engagées contre McVeigh. Les Agents spéciaux interrogent 25 000 personnes, amassent près de 3 tonnes de pièces à conviction. Lors du procès, l'accusation produit 138 témoins. Mais le Bureau dérape en commettant des erreurs de procédure : il oublie de communiquer à la défense près de 10 000 documents ; et ce n'est rien par rapport aux bévues commises par le fleuron du Bureau : son Laboratoire scientifique.

Quelques mois avant l'ouverture du procès McVeigh, le service d'inspection interne au Département de la Justice (OIG, Office of Inspector General) ouvre une enquête à la suite de sérieuses accusations portées par un des superviseurs du Laboratoire, le docteur Frederic Whitehurst : chimiste de formation, celui-ci est scandalisé par les dérives du Laboratoire de police scientifique du FBI. Il dénonce l'emploi croissant de personnel non scientifique dans les expertises, la manipulation de certaines pièces à conviction, l'intervention d'experts hors de leur domaine d'expertise, ou encore le recours à des techniques peu fiables. Dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, le principal expert en explosifs a ainsi fait reposer ses conclusions sur des spéculations, non sur des faits scientifiques. En charge du dossier de l'attentat d'Oklahoma City, le même expert a récidivé et livré des conclusions pour le moins

hasardeuses. Après s'être penché sur une dizaine de cas signalés par Whitehurst, l'OIG lui donne raison. Le scandale est tel que les experts scientifiques du FBI ne sont pas appelés à témoigner lors du procès de Timothy McVeigh, qui n'en est pas moins condamné à mort et exécuté le 11 juin 2001.

Le directeur du FBI, Louis Freeh, a tenu à suivre en personne l'enquête sur l'attentat d'Oklahoma City. C'est un ex-agent du FBI, devenu procureur anti-Mafia. Il connaît parfaitement le fonctionnement du Bureau. Par la suite, on lui reprochera de s'être acharné sur James Nichols, frère du complice de Timothy McVeigh, innocenté après avoir purgé des mois de prison. De même, on accusera Freeh d'avoir transformé en fiasco l'enquête diligentée sur un attentat commis au parc Centenial, durant les Jeux olympiques de 1996. Sans l'intervention de Freeh, un des suspects, Richard Jewel, agent de sécurité, n'aurait pas passé trois mois sous les verrous avant d'être blanchi.

Nommé par le président Clinton, Louis Freeh bénéficie au début de son règne de l'appui du Parti démocrate. La victoire des républicains aux élections au Congrès de 1996 change la donne. Freeh se rapproche alors du Parti républicain. Il appuie ouvertement Kenneth Starr, chargé de diligenter une enquête indépendante sur les scandales qui secouent l'administration Clinton (affaires Monica Levinsky, Whitewater, Vince Foster). Il n'hésite pas à s'afficher avec Starr et ne se fait pas prier pour mettre les moyens du FBI à la disposition de ceux qui veulent renverser le Président. Des agents du FBI interrogent Clinton sur certaines de ses frasques. À la demande de Louis Freeh, Bill Hagmaier, le meilleur profileur de la BSU, dresse même le profil du président Clinton en vue de son audition éventuelle par une commission d'enquête. Clinton a entamé son règne en renvoyant le directeur du FBI, William Sessions ; il peut difficilement le terminer en limogeant Louis Freeh. Mais, pendant deux ans, le président des États-Unis n'adressera plus la parole au premier flic du pays. Or le moment est particulièrement mal choisi : une guerre de l'ombre sans précédent oppose les services secrets américains au plus redoutable ennemi – la nébuleuse des groupes terroristes islamistes.

1- Les trois sections du NCAVC sont la Behavioral Analysis Unit (BAU), le Child Abduction Serial Murder Investigative Resources Center (CASMIRC) et le Violent Criminal Apprehension Program (VICAP).

2- En 1990, Greg McCrary travaille avec la police canadienne sur l'effroyable affaire Ken et Barbie, surnoms donnés par la presse canadienne à deux tueurs en série, Paul Kenneth Bernardo et son épouse Karla Homolka. Un an plus tard, il collabore avec la police de Los Angeles et celle de Vienne (Autriche) pour mettre hors d'état de nuire Johann « Jack » Unterweger, un tueur présenté comme un exemple de réhabilitation, réputé pour ses articles et ses pièces de théâtre, mais qui, à sa sortie de prison, a assassiné plusieurs prostituées à Los Angeles où il séjournait pour une série d'articles sur la prostitution.

IV

Guerres Saintes

(1993-2009)

XIII

Terreur (1993-2001)

Où l'on voit Mir Kasi partir à l'assaut de la CIA et le « Docteur Mort » se lancer à sa poursuite – Où les islamistes rêvent de tuer 50 000 personnes en essayant de faire sauter les tours jumelles – Le « Docteur Mort », l'artificier de la terreur et le costume made in Israël – Où il est question d'une mystérieuse station appelée Alec – Le lecteur retrouve Mir Kasi dans une fâcheuse posture et le « Docteur Mort » dans une situation inconfortable – Tempête de feu sur les ambassades – Où on a fait la connaissance d'Ali Soufan, un agent très spécial – John O'Neil a des problèmes – Ali Soufan sur la route du 11 septembre – La Muraille de Chine – Où l'on met en garde de l'imminence d'une attaque – Où le lecteur voit comment les agents du FBI de New York ont été sauvés – Le FBI face à l'innommable – Où l'on apprend la disparition de « Frère John », où l'on voit la rage et le désespoir d'Ali Soufan et ce qui s'ensuit…

Feu sur le quartier général de la CIA

Le 25 janvier 1993, peu après 8 heures du matin, l'Agent spécial Brad Garrett, *alias* l'« Homme en noir », *alias* le « Docteur Mort », est convoqué par son supérieur. Brad Garrett travaille au Washington Field Office du FBI, ou WFO, entité à part au sein du FBI. Contrairement aux autres bureaux, celui-ci est aussi chargé de tâches de police dans le district de Columbia qui

abrite la capitale des États-Unis. Les locaux du WFO se trouvent dans un des quartiers les plus pourris de la ville, au pied d'un terrain vague jonché de revues pornographiques en lambeaux, de seringues et de préservatifs. Garrett fait partie de l'équipe s'occupant des crimes de sang, des hold-up, des kidnappings et des extorsions. Ce jour-là, la plupart de ses collègues sont mobilisés en vue de coincer en flagrant délit une bande de casseurs de banque. C'est donc lui qui est chargé de la nouvelle affaire qui vient d'éclater :

« Il y a eu une fusillade au quartier général de la CIA. Va voir ce qui s'est passé », lui ordonne son SAC.

Situé à Langley, en Virginie, le QG de la CIA occupe deux énormes bâtiments de cinq étages disposés comme une forteresse et séparés de la route par une zone de verdure ceinte d'une solide clôture électrifiée. Les voitures y accèdent en quittant la route 123 pour emprunter une petite voie qui mène à une entrée aux allures de péage d'autoroute militarisé.

Le tireur a opéré alors que les véhicules des employés de la CIA étaient immobilisés au feu rouge de la route 123. Après avoir arrêté son propre véhicule non loin, il a remonté la file des voitures en ouvrant le feu sur tout ce qui bougeait, tuant trois personnes, dont deux agents de la CIA, et en blessant grièvement une dizaine d'autres. Puis il est reparti sans être davantage inquiété.

Arrivé sur les lieux moins d'une demi-heure après la fusillade, Brad Garrett a l'impression de se retrouver au beau milieu du tournage d'un film. La route 123 est encombrée de véhicules abandonnés à l'intérieur desquels il distingue des cadavres avachis ; il y a des éclats de verre et du sang partout. Depuis la route à quatre voies qui longe le QG de la CIA, une dizaine d'équipes de télévision filment sans désemparer tandis que la police s'évertue à isoler les lieux.

« Une de mes principales préoccupations a été de contrôler la scène du crime afin de ne perdre aucun indice, raconte Brad Garrett. Regardant les lieux, je me suis dit : "Bon, par quoi je commence ?" Les équipes de télévision filmaient le cadavre d'un homme qui était resté dans sa voiture. Je craignais que ses proches ne le reconnaissent en le voyant à la télévision. C'est ce qui s'est passé. Sa femme a reconnu la plaque d'immatriculation, sans qu'on ait eu le temps de la prévenir.

« J'ai décidé de commencer par les victimes : est-ce que cela avait à voir avec l'une d'elles ? était-ce prémédité ? était-ce une attaque terroriste

en rapport avec la CIA ?

« J'avais également des difficultés à identifier les cadavres : la CIA et le FBI entretiennent en effet, pour ainsi dire, des relations d'amour-haine. La CIA n'a pas pour habitude de fournir des précisions sur ses employés. L'Agence ne fonctionne pas comme le Bureau ou la police : ses agents sont chargés du renseignement. Ils savent faire beaucoup de choses, mais pas travailler main dans la main avec la police dans un cas de situation extrême… »

Arpentant les lieux du crime à la recherche du moindre indice, Brad Garrett relève sur le sol de nombreuses douilles de fusil d'assaut Kalachnikov AK-47.

« Nous savons par expérience que les individus auteurs de ces fusillades multiples à haut risque ont tendance – mais pas toujours – à acquérir leur arme peu de temps avant de passer à l'acte », explique Brad Garrett.

Aidés par des enquêteurs de l'agence fédérale ATF, les agents du FBI recensent les ventes d'AK-47. Ils découvrent avec stupeur que, en l'espace d'un an, il s'est vendu plus de 1 600 kalachnikovs pour le seul État de Virginie. Un chiffre qui les laisse rêveurs : le kalachnikov est l'arme de toutes les guérillas.

« Nous avons fini par trouver un armurier à Chantilly, dans l'État de Virginie, qui nous a dit que, le 22 janvier, un homme originaire du Moyen-Orient était entré et avait échangé un AR-15, qui est un M-16 semi-automatique, contre un AK-47, se souvient Brad Garrett. Les enquêteurs sont allés à l'adresse fournie par l'acheteur, à Reston, Virginie. Ils ont frappé à la porte et y ont trouvé un Pakistanais qui leur a dit : "Oui, il y avait un homme qui habitait ici ; il s'appelait Mir Aimal Kasi. Il a vécu ici pendant plusieurs mois ; le vendredi 22 janvier, il m'a demandé d'aller faire les prières du matin avec lui." Depuis ce jour, le type n'avait jamais revu Monsieur Kasi.

« Nous avons obtenu un mandat de perquisition pour fouiller l'appartement occupé par Mir Aimal Kasi. Sous un fauteuil, nous avons trouvé un sac-poubelle vert, nous l'avons ouvert : il contenait un AK-47. Si vous êtes procureur, c'est le genre d'affaire sur laquelle vous rêvez de tomber. Vous avez des douilles sur les lieux du crime, vous avez l'arme qui correspond et, sur les douilles mêmes, les empreintes digitales du tueur. Nous avions des témoins qui l'avaient identifié, des documents prouvant

qu'il avait acheté l'arme du crime. Le seul problème était qu'à ce moment-là notre suspect était déjà réfugié au Pakistan, pays sur lequel ne s'étend pas notre juridiction ! »

Feu sur le World Trade Center

Un mois plus tard, le 26 février 1993, une explosion secoue les sous-sols de la première tour du World Trade Center à New York, faisant 6 morts et 1 042 blessés. À l'époque, personne ne songe à un attentat. Lewis Schilliro, le numéro 2 de la section antiterroriste du bureau de New York, témoigne : « Je me souviens que la première réaction fut de croire à une explosion de gaz : une conduite qui aurait explosé. Mais, au bout de 30 à 45 minutes, nous nous sommes rendu compte qu'il s'agissait d'un attentat : un engin avait été déposé dans le parking. »

Les techniciens du FBI en arrivent rapidement à la conclusion que les terroristes se sont servis d'une voiture-bombe, bourrée de 600 kilos de nitrate d'hydrogène. Selon eux, l'attentat avait pour but de faire s'écrouler la tour Nord du World Trade Center sur la tour Sud, en faisant des milliers de victimes.

Aux États-Unis, l'attentat est éclipsé par une autre tragédie. Le 28 février 1993 commence le siège de la secte des Davidiens à Waco, au Texas. Le fait divers va tenir les Américains en haleine pendant cinquante et un jours. Le directeur du FBI, le juge William Sessions, s'apprête à vivre les instants les plus pénibles de sa courte carrière. « Les jours et les semaines qui suivirent furent très difficiles pour le Bureau et pour moi, reconnaît-il. Le monde n'avait d'yeux que pour notre siège de la propriété des Davidiens et pour notre groupe d'intervention en vue de la libération d'otages. Personne ne voyait que nous travaillions également sur l'attentat du World Trade Center. »

Une demi-heure après l'explosion, tout le bureau de New York a été mobilisé : tous les agents, y compris ceux qui étaient spécialisés dans la lutte contre le crime organisé, comme Charles Rooney. « En 1993, j'étais à mon bureau, se souvient ce dernier. Ma femme m'a appelé pour me dire qu'elle me préparait un sac, elle savait que cela allait durer longtemps et elle pensait que je ne rentrerais pas de sitôt… »

L'enquête commence. La carcasse du véhicule est analysée par les techniciens du laboratoire du FBI, qui reconstituent le numéro de série du moteur de la voiture-bombe. Les agents du FBI remontent jusqu'à un loueur de véhicules du New Jersey. Peu après, le FBI arrête la personne qui a loué le véhicule, ainsi que quatre autres suspects, militants islamistes qui fréquentent une mosquée du Queens où prêche le cheik aveugle, Omar Abdel Rahman, une des figures de proue de la galaxie terroriste islamiste, responsable du mouvement clandestin égyptien Gamaat Islamiya.

Le Bureau n'a pas de quoi pavoiser : informé de la préparation de l'attentat depuis des mois, il aurait pu l'empêcher. Il dispose en effet d'un informateur dans la mouvance terroriste qui gravite autour du cheik aveugle. Mais d'obscures raisons bureaucratiques ont fait que le FBI n'a pu stopper l'attentat.

L'informateur s'appelle Emad Salem. C'est un ancien lieutenant-colonel de l'armée égyptienne qui collabore avec le FBI depuis son arrivée aux États-Unis en 1988. Le Bureau se méfie de lui : il pense qu'il fournit aussi des informations aux services secrets égyptiens. Mais l'homme sait travailler et obtient des résultats, entre autres contre la mafia russe.

À la requête du FBI, Emad Salem a contacté en prison El Sayyid Nosair, l'assassin du rabbin intégriste Meir Kahane, qui l'a mis en relation avec un proche du cheik Omar Abdel Rahman. Salem apprend ainsi que le groupe met au point une campagne d'attentats à la bombe contre des « cibles juives » à New York. Les terroristes cherchent des explosifs. L'infiltré prévient ses deux agents traitants, Louis Napoli et John Anticev. Leur superviseur, Carson Dunbar, demande que Salem porte un micro et enregistre toutes ses conversations avec les terroristes afin de « bétonner » le dossier judiciaire. « Pas question de prendre de tels risques pour 500 dollars par semaine ! » répond Salem. En fait, pour boucler son dossier, le Bureau n'avait nul besoin de faire courir un tel danger à son informateur. Il suffisait de renforcer la surveillance du groupe et de placer des micros chez eux pour arriver aux mêmes résultats.

Par la suite, un agent reconnaîtra que le Bureau aurait tout à fait pu se passer du témoignage d'Emad Salem : « On aurait dû travailler un peu plus. Remonter les pistes qu'il nous fournissait, et renforcer la surveillance. Suivre les suspects et les écouter. C'est le boulot du FBI. » Mais, pour une question de principe, le Bureau a décidé de se passer des services de Salem

en juillet 1992. Dès lors, il n'a plus eu d'informateur au sein du groupe du cheik Abdel Rahman.

Avant son départ, Emad Salem a prévenu le FBI que les terroristes avaient l'intention de faire sauter l'une des tours du World Trade Center. Le Bureau a eu l'air de prendre la menace au sérieux, mais pas au point d'arrêter le groupe. Il a prévu de remplacer les explosifs par une substance inoffensive. Mais le renvoi de Salem a bouleversé ses projets et le plan n'a jamais été appliqué.

Quelques mois après son renvoi du FBI, au début de 1993, Emad Salem reçoit un message d'un des artificiers du groupe, Mahmud Abouhalima, qui lui demande de le rappeler d'urgence. Encore furieux de son renvoi, l'Égyptien ne rappelle pas le terroriste et ne prévient pas davantage le Bureau. Ce même jour, Mahmud Abouhalima téléphone à plusieurs usines de produits chimiques et passe commande des différents composants nécessaires à la confection de la bombe. Salem est un expert en explosifs et il est vraisemblable qu'Abouhalima voulait lui demander son aide pour fabriquer l'engin destiné à détruire le World Trade Center. Le Bureau vient de perdre une occasion en or de stopper net les terroristes.

Le FBI « réactive » Emad Salem au lendemain de l'attentat. L'Égyptien est payé un million de dollars pour infiltrer la cellule du cheik Omar Abdel Rahman. En l'espace de quelques semaines, il est de nouveau en piste. Le 23 avril 1993, un des responsables du groupe, Siddig Ali, lui demande de participer à une série d'attentats contre quatre objectifs à New York : les tunnels Lincoln et Holland qui relient Manhattan au continent, le siège des Nations Unies, le bureau new-yorkais du FBI. Quelques mois plus tard, le Bureau arrête les terroristes alors qu'ils sont en train de fabriquer des engins explosifs. Dans la foulée, le gouvernement américain expulse deux diplomates soudanais impliqués dans ces tentatives.

Mais la menace est toujours là. Le FBI n'a arrêté qu'une poignée d'exécutants. Les « cerveaux » courent toujours, à commencer par celui de l'attentat perpétré contre la tour Nord du World Trade Center. Le FBI l'a identifié trop tard : il s'appelle Ramzi Yousef, il a quitté les États-Unis pour le Pakistan peu après l'explosion de la voiture piégée dans les sous-sols du World Trade Center.

La longue traque

Deux ans plus tard, le dimanche 5 février 1995, Richard Clarke, coordinateur national de la lutte contre le terrorisme, qui dépend directement du président Clinton, appelle le FBI. Il téléphone depuis une ligne sécurisée et a composé le numéro de la ligne directe du responsable de la lutte antiterroriste au sein du Bureau. À l'autre bout du fil, il entend une voix qui ne lui est pas familière.

« Qui est à l'appareil ? demande Richard Clarke.

– Et vous, qui êtes-vous ? aboie le nouveau responsable au contre-terrorisme du FBI. Je m'appelle John O'Neil ! »

Le nouveau chef de la division antiterroriste est un agent très spécial. Il débarque tout juste de Chicago, où il occupait le poste d'ASAC. Il y a créé une Fugitive Task Force qui fait merveille. C'est son premier jour à ce poste ; il a conduit toute la nuit depuis Chicago et n'a même pas pris le temps de se changer. En écoutant Richard Clarke, il se dit qu'il a eu raison.

« Et moi je travaille pour la Maison-Blanche. Je crois que nous avons une urgence ! »

Richard Clarke vient de recevoir un rapport en provenance du Pakistan lui annonçant que Ramzi Yousef aurait été localisé dans ce pays. L'information est de taille : Yousef figure en bonne place sur la liste des dix criminels les plus recherchés par le FBI, lequel offre pour sa capture une récompense de 2 millions de dollars. Son avis de recherche figure même sur des boîtes d'allumettes larguées par avion dans les territoires contrôlés par les tribus musulmanes du sud du Pakistan. Depuis lors, les dénonciations affluent.

John O'Neil et Richard Clarke décident néanmoins qu'il est urgent d'attendre.

Quelques heures plus tard, la nouvelle est confirmée : Ramzi Yousef a été localisé à Islamabad. L'information est solide : il a été dénoncé par un de ses hommes qui s'est présenté à l'ambassade américaine. Robert Blitzer, numéro deux du contre-terrorisme au sein du FBI, prend l'affaire en main. Il lui faut agir prudemment : depuis des mois, des dizaines de prétendus Ramzi Yousef ont été arrêtés dans différents pays… Avant d'agir, il lui faut s'assurer de l'identité du suspect. Il communique à son correspondant à Islamabad une liste de questions. D'après les réponses, les responsables du FBI comprennent qu'ils sont sur la bonne piste : elles ne peuvent émaner que d'un proche de Yousef.

C’est le premier gros dossier de contre-terrorisme de John O’Neil. L’ASAC n’hésite pas une seconde : « Il n’avait jamais travaillé sur le dossier, mais il en a compris d’emblée l’importance et a commencé tout de suite à bouger, explique Richard Clarke à l’émission de télévision *FrontLine* de la chaîne PBS. Il était d’abord incroyablement brillant. Il ne sortait peut-être pas du Massachusetts Institute of Technology, mais son QI était bien au-dessus de la moyenne. Il montrait une endurance et une résistance infinies. »

Pendant trois jours, John O’Neil se démène comme un beau diable. Il ne dort pratiquement pas, tout occupé qu’il est à orchestrer l’arrestation du terroriste le plus recherché des États-Unis à plus de 10 000 kilomètres de Washington. Il envoie fax sur fax, multiplie les appels téléphoniques au Pentagone, au Département d’État, à celui de la Justice et à ses homologues au Pakistan. L’affaire est loin d’être simple, mais O’Neil est conscient de l’importance capitale de la prise.

Ramzi Yousef a déjà fait la une des hebdomadaires américains, qui le présentent comme un expert en explosifs qui entend mettre à genoux les États-Unis comme ses prédécesseurs l’ont fait avec l’Union soviétique en Afghanistan. La rencontre avec le cheik aveugle Omar Abdel Rahman à Peshawar a été l’un des temps forts de sa vie. Depuis lors, il combat pour le Djihad après avoir rejoint le cheik aveugle aux États-Unis et ébranlé la tour Nord du World Trade Center. Puis Yousef s’est réfugié aux Philippines, d’abord dans l’île de Basilan, auprès du mouvement de guérilla islamiste d’Abu Sayaf, ensuite à Manille, où il a fomenté une série d’attentats à la bombe. Il envisage de tuer le pape Jean-Paul II lors de son voyage aux Philippines, ou encore Bill Clinton et la Premier ministre pakistanaise Benazir Bhutto. Son plan le plus fou a été élaboré avec son oncle Khalid Cheik Mohammed et a pour nom de code « Bojinka », en serbo-croate « Explosion ». Les deux hommes ont prévu de faire sauter simultanément onze avions de ligne américains au-dessus de l’océan.

Après avoir mis au point des engins explosifs à base de nitroglycérine, Ramzi Yousef décide d’en tester un. Le 11 décembre 1994, il embarque à bord du vol de la Philippines Airlines qui doit rallier Tokyo. Il descend à l’escale de Cebu après avoir amorcé la bombe qu’il a placée sous le siège qu’il occupait. L’engin explose, faisant un mort, mais l’avion réussit à se poser en catastrophe sur la piste de l’aéroport de Naha, non loin d’Okinawa.

De retour à Manille, Ramzi Yousef peaufine son plan tout en planifiant un attentat contre le pape Jean-Paul II, dont la visite officielle doit débuter le 12 janvier 1995. Tout est prêt pour l'attentat : les hommes de Yousef ont acheté des vêtements de prêtre, des bibles, des crucifix qu'ils ont bourrés d'explosifs.

En attendant de passer à l'action, Ramzi Yousef met au point les explosifs prévus pour l'opération « Bojinka ». Mais, une semaine avant l'arrivée du souverain pontife, l'appartement où il confectionne ses bombes prend feu. Yousef s'enfuit et se réfugie au Pakistan, abandonnant derrière lui un ordinateur sur lequel les agents du FBI découvriront tous les détails de l'opération « Bojinka » et d'autres projets homicides.

À Islamabad, Ramzi Yousef retrouve un de ses amis, Ishatiaque Parker, qu'il tente d'entraîner dans une équipée folle et sanglante, lui demandant de placer des bombes à bord d'avions, d'assassiner l'ambassadeur des Philippines au Pakistan, d'attaquer le consulat israélien à Bombay, voire l'ambassade d'Israël à New Delhi. Effrayé, Parker a contacté l'ambassade américaine.

À Washington, John O'Neil multiplie les efforts pour obtenir toutes les autorisations afin d'arrêter et de ramener Ramzi Yousef aux États-Unis. Il négocie avec le Pentagone la mise à disposition d'un avion militaire et charge le Département d'État de se procurer les permissions de survol des pays concernés ; il met sur pied une équipe d'intervention, mobilise un spécialiste des empreintes digitales, enfin s'évertue à obtenir les autorisations nécessaires pour permettre à ses hommes d'entrer et d'opérer en territoire pakistanais.

Tandis que John O'Neil se débat dans le maquis bureaucratique, les choses se précipitent au Pakistan. Ramzi Yousef s'apprête à partir en bus pour Peshawar, haut lieu de contrebande. La région est séparée de l'Afghanistan par la passe de Khyber. Il risque donc de disparaître. O'Neil bouleverse ses plans en catastrophe et monte une équipe en mobilisant tous les agents américains qu'il peut trouver au Pakistan.

Où l'on retrouve Brad Garrett alias l'« homme en noir »

Le 7 février 1995, des agents de la DEA – les services secrets de l'armée américaine – arrêtent Ramzi Yousef. Reste à trouver quelqu'un

pour le réceptionner sur place. John O'Neil a sous la main le candidat idéal pour ce genre de mission : Brad Garrett. C'est un des agents du FBI qui connaît le mieux le Pakistan, où il se rend régulièrement afin de traquer Mir Aimal Kasi, l'homme qui a ouvert le feu devant le siège de la CIA le 25 janvier 1993 avec un fusil d'assaut type Kalashnikov.

« J'allais au Pakistan tous les deux mois et y restais en général un mois ou deux, raconte Brad Garrett. J'étais sur le point de m'y rendre en février 1995 pour travailler sur certaines pistes dans l'affaire de la CIA. Deux jours avant de prendre l'avion, le Quartier général m'appelle pour me dire qu'ils ont peut-être localisé Ramzi Yousef, et me demande d'aller l'interroger sitôt après son arrestation. »

À Islamabad, Brad Garrett fait la connaissance d'un Ramzi Yousef terrorisé. Le jeune homme est assis au milieu une pièce vide, encadré par deux policiers pakistanais ; il est menotté. Il lève la tête et découvre Garrett. Il lui sourit tristement.

« Bonjour, je m'appelle Brad Garrett, je suis un agent du FBI. Je voudrais vous parler. »

Ramzi Yousef secoue la tête. Il cligne d'un œil à plusieurs reprises, une larme entraîne une lentille de contact le long de sa joue.

« Voulez-vous que je m'en occupe ? demande Brad Garrett.

– Si vous voulez. »

L'agent du FBI se lève, quitte la pièce et revient peu après avec un verre d'eau. Il récupère la lentille et la laisse tomber dans l'eau. Ramzi Yousef se détend : l'agent du FBI vient d'établir le contact. Il s'assied à côté de lui.

« Ce fut en quelque sorte le début de notre relation, commente Brad Garrett. À partir de là, nous avons eu la conversation suivante : il a admis être la personne qui avait fabriqué la bombe, qui l'avait apportée au World Trade Center, qui l'avait activée et qui avait ensuite quitté les lieux. »

Ramzi Yousef demande une faveur à Brad Garrett :

« À chaque fois que je serai devant la presse, je veux porter une veste et une cravate.

– D'accord, je vais m'en occuper. Je promets que, après cet entretien, je vais aller vous acheter une cravate en coton, un blazer, un pantalon et des chaussures. »

À l'issue de l'interrogatoire, Brad Garrett se précipite dans les souks d'Islamabad pour acheter un costume, une chemise blanche et une cravate,

comme promis. « J'ai appris plus tard, précise Garrett, que Ramzi Yousef avait crié à la conspiration, car à l'intérieur de la veste il y avait une étiquette précisant : "Made in Israël" ! Je ne l'avais pas remarqué, et qui pouvait imaginer trouver sur un marché pakistanais une veste fabriquée en Israël ? » Comble d'ironie : l'avocat qui sera commis d'office aux États-Unis sera d'origine juive…

Dans l'avion qui le ramène aux États-Unis, Ramzi Yousef se laisse aller aux confidences. Il explique aux agents américains chargés de le rapatrier qu'au départ il voulait s'en prendre à des cibles israéliennes sur le territoire américain, mais qu'il y avait renoncé, car elles étaient trop bien défendues. Son choix s'était alors porté sur le World Trade Center. Son but était de tuer des dizaines de milliers de personnes en faisant s'effondrer la tour Nord sur la tour Sud. Après avoir obtenu une feuille et un crayon, il dessine un plan du parking du World Trade Center et explique pourquoi il a garé le véhicule là où il a explosé. Puis il prend la feuille, la froisse, en fait une boulette qu'il avale pour ne pas laisser de traces.

L'avion qui transporte le terroriste se pose sur la base militaire de Steward, au nord de New York. Le numéro deux de la section antiterroriste du bureau de New York, l'ASAC Lewis Schilliro, accompagné d'une équipe d'intervention (SWAT), réceptionne Ramzi Yousef et l'embarque à bord d'un hélicoptère Sikorsky S-76A qui décolle en direction de la prison de Manhattan.

« Il avait les yeux bandés et était menotté quand ils l'ont fait monter à bord de l'hélicoptère. On lui a laissé les yeux bandés pendant le décollage, rapporte Lewis Schilliro. Un des membres du SWAT m'a ensuite demandé s'ils pouvaient lui ôter son bandeau. Je leur ai dit oui, et ils l'ont fait. La nuit était très claire, il était environ 23 h 30. Ses yeux se sont réhabitués à la lumière et, au moment où l'hélicoptère approchait du World Trade Center, un des gars à ses côtés lui a dit : "Tu vois, il est encore debout." Yousef lui a répondu, sans chercher ses mots, sans la moindre émotion, qu'il ne l'aurait plus été s'ils avaient disposé de plus d'argent. Et je pense que c'est là qu'on a commencé à se rendre compte que c'est une culture et une façon de voir les choses radicalement différentes des nôtres, que nous ne pouvions pas vraiment comprendre la haine qu'il y a derrière leurs actions. »

Le pire est que Ramzi Yousef avait raison. Il avait bourré la voiture de tout l'explosif qu'il avait pu acheter grâce à la somme qui lui était allouée.

Les experts du FBI estiment que, avec 200 kilos de plus, l'explosion de la voiture aurait bel et bien provoqué l'effondrement de la tour Nord.

Ramzi Yousef avait en effet placé sa voiture à l'endroit adéquat. Il avait parfaitement localisé ce que les enquêteurs appelleront le « talon d'Achille du World Trade Center ».

En attendant d'être jugé, Ramzi Yousef est détenu à la prison de Manhattan. Il se lie avec l'homme qui occupe la cellule voisine de la sienne. L'homme prétend être membre d'une milice d'extrême droite proche de celle qui a fait sauter le bâtiment fédéral d'Oklahoma City. Ce n'est pas le premier contact entre terroristes islamistes et miliciens américains. Un même ennemi les rapproche : l'État fédéral. Ramzi Yousef lui livre certains des secrets de son organisation. Il ne se doute pas que son nouvel ami est un informateur du FBI chargé d'infiltrer les réseaux islamistes implantés à New York. Il s'appelle Greg Scarpa Jr. et, tout comme son père, c'est un des tueurs de la famille mafieuse des Colombo. Tout comme son père, il est inscrit sur la liste des *Top Echelon Informant* du Bureau. Mais, bientôt, Greg Scarpa Jr. sera accusé, tout comme son père, d'être de mèche avec son agent traitant, Lindley DeVecchio, et entraîné dans le scandale qui s'ensuivra. L'opération d'infiltration des réseaux de Ramzi Yousef s'arrêtera là.

Peu après avoir remis Ramzi Yousef entre les mains de l'administration pénitentiaire, Lewis Schilliro évoque l'affaire avec John O'Neil :

« John, lui dit-il, jamais ils n'abattront les deux tours.

– Tu as tort, lui répond O'Neil. Ils ne renonceront jamais. »

Sans disposer de tous les éléments en possession de la CIA, John O'Neil a compris, après la première attaque contre le World Trade Center, que les choses n'en resteraient pas là.

Dan Coleman et la « Pierre de Rosette »

Lors de l'enquête sur la cellule terroriste dirigée par le cheik aveugle, le FBI tombe sur un nom jusqu'alors inconnu, mais destiné à devenir vite célèbre. Ce nom est celui du fils d'un milliardaire saoudien fort bien introduit dans tous les milieux moyen-orientaux et pakistanais ; il dirige

l'association « caritative » qui a servi à financer l'attentat fomenté contre le World Trade Center. Il s'appelle Oussama Ben Laden. Les terroristes new-yorkais l'appellent Cheik Oussama. À l'époque, Ben Laden n'est pas une cible prioritaire pour les responsables du contre-terrorisme américain ; pour eux, le Hamas, le Hezbollah, voire le Sentier lumineux, sont bien plus dangereux que l'obscur milliardaire saoudien.

Dans ses rapports, la CIA indique que Ben Laden est un des financiers des terroristes islamistes. L'Agence devrait pourtant savoir qu'il est bien plus que cela, pour l'avoir encadré et armé dans son combat contre les troupes soviétiques d'occupation en Afghanistan.

« Oussama Ben Laden n'est pas qu'un financier, répète inlassablement John O'Neil aux conseillers du président Clinton. Bien sûr qu'il a de l'argent et qu'il sait en trouver. Mais ce n'est pas tout. Il a un but : il est en train de constituer un réseau terroriste international. Nous devons attraper ce type. Toutes les pistes mènent à lui ! »

John O'Neil lance alors Dan Coleman, un des meilleurs limiers du Bureau, sur la piste de Ben Laden.

S'il est un Agent spécial susceptible de travailler avec l'Agence, c'est bien lui. Son air débonnaire inspire confiance, mais l'homme est retors, rompu aux intrigues les plus échevelées pour avoir travaillé pendant des années à la section Contre-espionnage du FBI de New York, la plus importante du pays. Avant, il traquait les fugitifs et terroristes du mouvement clandestin d'extrême gauche « Weathermen ». Quand, au début des années 1980, ses supérieurs ont été renvoyés devant les tribunaux pour s'être aventurés dans ce qu'il appelle les « zones grises » de la justice, il est descendu dans la rue pour protester en compagnie d'un millier de ses collègues. Chargé de surveiller les agents de Ceausescu à New York, il apprend alors le roumain. Puis il traque les espions d'Allemagne de l'Est. Le jour de la réunification des deux Allemagnes, il accompagne son collègue des services secrets de RFA, le BND, qui prend possession des locaux de l'antenne des services secrets de RDA à New York.

Dan Coleman appartient à la division n° 4, une des rares à avoir à New York son propre SAC ; elle est d'abord chargée de traquer les terroristes de l'IRA et du Hezbollah à New York. Après la première guerre du Golfe, Coleman travaille sur les réseaux irakiens, puis sur les autres États de la région soupçonnés de sponsoriser le terrorisme. Dans le cadre de l'enquête

sur les attentats planifiés par la cellule du cheik aveugle (tunnel de Holland, siège des Nations Unies, etc.), il manipule un des « cerveaux » des opérations, un officier des services de renseignement soudanais.

Dan Coleman commence par rassembler toutes les informations disponibles sur Oussama Ben Laden. Il débarque dans les bureaux du CTC, la section Contre-terrorisme de la CIA, en décembre 1995, et demande à consulter le dossier de Ben Laden. Le responsable du CTC, Michael Scheuer, lui remet une quarantaine de dossiers. L'ensemble est loin d'être complet : il n'y a aucune information sur l'aide fournie par la CIA à Ben Laden alors qu'il dirigeait un groupe de moudjahiddin, pendant l'occupation de l'Afghanistan par l'armée soviétique. Coleman est déçu : la plupart des informations proviennent d'écoutes effectuées par une autre agence de renseignement américaine, la NSA. Il réalise néanmoins que l'aspect financier de l'action de Ben Laden est secondaire par rapport à ses aspects opérationnels.

Dan Coleman se rend ensuite à Londres pour rencontrer ses homologues des services secrets britanniques. L'accueil est chaleureux, mais le MI-6 et le MI-5 affirment ne rien savoir de Ben Laden. Pour compliquer les choses, depuis décembre 1995, les États-Unis ont décidé de fermer leur ambassade à Khartoum, où sont basés Ben Laden et son groupe. « Pendant pratiquement un an, nous sommes restés sans nouvelles de Ben Laden, déplore Coleman. En mai 1996, le FBI espère en apprendre un peu plus quand un des associés de Ben Laden est kidnappé en Europe par un service occidental. Mais cet espoir est vite déçu. Je ne peux pas vous en dire plus, si ce n'est que nous sommes vite arrivés à une impasse. »

Peu après, les écoutes de la NSA révèlent une activité anormale. Ben Laden et ses hommes s'apprêtent à quitter Khartoum pour aller se réfugier en Afghanistan après la mort d'un des chefs militaires du groupe, Abou Ubaidah al-Banshiri, dans un accident de ferry sur le lac Victoria. Les hommes de Ben Laden sont convaincus qu'Abou Ubaidah al-Banshiri a en fait été tué par les services secrets américains.

En septembre 1995, Dan Coleman, accompagné de deux substituts du procureur de Manhattan, se rend en Allemagne pour rencontrer le premier transfuge du groupe Ben Laden, un Soudanais nommé Jamal al-Fadl. L'homme joue un rôle fondamental dans l'histoire de la « guerre de l'ombre » menée par le FBI contre Ben Laden. Coleman le surnomme « la Pierre de Rosette », parce qu'il livre au FBI tous les secrets du groupe.

C’est lui qui, le premier, révèle à Coleman le nom de l’organisation qu’il traque : Al Qaida.

Jamal al-Fadl décrit l’organisation dans ses moindres détails. Il dévoile l’existence de « cellules dormantes » en Europe et aux États-Unis, l’emplacement de camps d’entraînement. Il explique qu’Al Qaida est responsable d’attentats commis au Yémen en 1992, et que certains de ses hommes ont entraîné et épaulé les insurgés somaliens qui affrontaient les troupes américaines dont ils abattaient les hélicoptères. Enfin, la « Pierre de Rosette » fait une révélation qui donne la chair de poule à Dan Coleman : Ben Laden chercherait à se procurer des armes nucléaires et chimiques.

Pendant un an et demi, Dan Coleman travaille dans son coin sur Ben Laden. Le Bureau a pratiquement oublié son existence. Avec patience et méticulosité, il poursuit l’interrogatoire de Jamal al-Fadl. Il le revoit régulièrement jusqu’en août 1998, recoupe ses informations, les compare à celles recueillies grâce aux écoutes électroniques de la NSA et de la CIA. À la fin, l’agent du FBI a dressé une carte détaillée des réseaux d’Al Qaida au Moyen-Orient, en Asie, aux États-Unis et en Europe. Il réalise qu’il a devant lui une organisation terriblement dangereuse. Pourtant, ses supérieurs ne répondent même pas à ses appels téléphoniques. Seul John O’Neil est réellement intéressé par ses découvertes.

Alec Station

En janvier 1996, préoccupée par la montée du fondamentalisme islamiste dans le monde et par les risques terroristes qu’elle fait courir aux États-Unis, la CIA a créé une unité spéciale qui s’installe au Gloucester Building, une tour abritant des bureaux gouvernementaux à Tysons Corner dans la banlieue de Washington, en Virginie. Au départ, Alec Station emploie douze agents de la CIA, mais elle va vite s’ouvrir aux autres agences fédérales chargées de lutter contre le terrorisme islamiste, dont la NSA et le FBI. Une trentaine de fonctionnaires renforcent ainsi ses effectifs. Le projet plaît à John O’Neil, qui rêve de combler le fossé qui sépare depuis près d’un demi-siècle le FBI et la CIA, et de mettre en commun les informations recueillies par les divisions antiterroristes des deux agences. On trouve un nom à l’unité, Alec Station, d’après le prénom du fils adoptif de son chef, Michael Scheuer. Le représentant du FBI au sein d’Alec

Station prend ses fonctions le jour de la Saint-Patrick, le 17 mars 1996. Il s'appelle Dan Coleman.

Le chef d'Alec Station, Michael Scheuer, est un ancien analyste de la cellule antiterroriste de la CIA (CTC). Au début, il se méfie de Coleman, qu'il pense être un espion du FBI chargé de dérober les secrets de l'Agence. Mais le courant passe entre les deux hommes, qui s'estiment en dépit de leurs divergences. En tant qu'agent du FBI, Coleman a pour mission d'arrêter Ben Laden et de le déférer à la justice. De son côté, le responsable de la CIA est programmé pour remplir des missions plus complexes et, après avoir hésité sur l'usage qu'il pourrait faire de Ben Laden, il décide que le mieux serait de l'assassiner.

Le 26 juin 1996, John O'Neil organise un barbecue à l'académie du FBI, sur la base de Quantico, afin de renforcer les liens entre la CIA et le FBI. Au menu : hamburgers, hot dogs et bavardages divers entre responsables des deux agences. Mais le barbecue tourne au cauchemar quand, de toute part, les postes se mettent à sonner frénétiquement. Le Bureau et l'Agence battent le rappel de leurs troupes : une voiture-bombe quatre fois plus puissante que celle qui a détruit l'immeuble Murrah d'Oklahoma City vient d'exploser au pied des tours Khobar, à Dhahran, en Arabie Saoudite, tuant 17 soldats américains et blessant 450 personnes. Cet attentat survient dans un contexte chargé, quelques semaines à peine après l'exécution de quatre Saoudiens reconnus coupables d'une attaque contre des intérêts américains. Malgré ce contexte, la sécurité n'a pas été renforcée autour des tours Khobar, où résident près de la moitié des 5 000 soldats américains basés en Arabie Saoudite.

L'attentat embarrasse tout le monde, à commencer par la Maison-Blanche. Les premiers éléments recueillis par la CIA et la NSA indiquent que l'opération pourrait avoir été commanditée par le Hezbollah, groupe libanais sponsorisé par les Iraniens. Or les Américains n'ont aucune envie de frapper le Hezbollah, les Iraniens semblant faire preuve à l'époque d'une certaine modération. Les Saoudiens ne sont pas non plus très enclins à l'action, de crainte d'apparaître comme plus pro-américains qu'ils ne le sont.

Néanmoins, quarante-huit heures après l'attentat, le directeur du FBI envoie plus d'une centaine d'agents en Arabie Saoudite : c'est le plus gros déploiement d'hommes du FBI jamais réalisé à l'étranger. Les Agents spéciaux travaillent dans des conditions à la limite du supportable ; la

chaleur est telle qu'ils doivent boire tous les quarts d'heure. Rapidement, ils ne travaillent d'ailleurs plus que la nuit. Ils ne peuvent compter sur la collaboration des Saoudiens ; la situation est si tendue que même une visite éclair en Arabie Saoudite du directeur du FBI, Louis Freeh, accompagné de John O'Neil, ne parvient pas à « fluidifier » les relations.

Où l'on retrouve Brad Garrett et Mir Aimal Kasi

Début 1997, les rapports entre le FBI et la CIA sont meilleurs qu'ils ne l'ont jamais été et qu'ils ne le seront jamais. En dehors d'Alec Station, les liens se resserrent à l'occasion d'une des plus vastes chasses à l'homme de l'histoire des États-Unis : celle lancée pour retrouver et intercepter Mir Aimal Kasi, l'homme qui a ouvert le feu devant le QG de l'Agence, à Langley. Pour la première fois depuis sa création, la CIA associe à une opération clandestine une équipe du FBI dirigée par Brad Garrett. Pendant près de deux ans, l'agent a passé plus de temps au Pakistan qu'aux États-Unis. Il a appris la langue, s'est habillé en costume traditionnel, n'a pas hésité à aller dans les zones tribales où aucun autre Agent spécial n'a jamais mis les pieds. Tout semble indiquer qu'il s'est aussi rendu clandestinement dans l'Afghanistan des Talibans, mais le sujet est trop délicat : Brad Garrett refuse de l'aborder.

Au Pakistan, Garrett travaille avec l'équipe constituée par la CIA pour retrouver Mir Aimal Kasi. Les membres de cette équipe sont issus des tribus du Waziristan et ont été employés par la CIA lors de la guerre contre l'Armée rouge en Afghanistan. La CIA baptise l'équipe « FD/Tropint » et lui fournit un équipement à la hauteur de sa mission : outre les traditionnels kalachnikovs, ils sont dotés de mines anti-personnel, d'un matériel d'écoute sophistiqué, d'un système de communication radio satellite du dernier cri, des camions, des motos, et des centaines de milliers de dollars en cash.

Mir Aimal Kasi se trouve en Afghanistan, non loin de la frontière pakistanaise. Faute de pouvoir compter sur la coopération du régime des Talibans, la CIA repositionne ses satellites sur la région en vue d'une opération clandestine. Une équipe se rend même sur le terrain pour effectuer des repérages.

Au printemps de 1997, un membre de la tribu qui protège Mir Aimal Kasi se rend au consulat américain de Karachi pour le livrer et toucher ainsi

la récompense de 2 millions de dollars promise pour sa capture. Brad Garrett se souvient : « Il nous a dit : “J’ai des informations sur Mir Aimal Kasi. Je sais où il est. Je peux le faire venir en un endroit précis.” »

L’informateur promet à Garrett et aux agents de la CIA de faire en sorte que Mir Aimal Kasi se trouve à l’hôtel Shalimar, à Dera Ghazi Khan, dans la province du Penjab, non loin de la frontière afghane, dans la nuit du 15 juin.

« Puis, poursuit Brad Garrett, nous sommes allés voir le gouvernement pakistanais, qui nous a autorisés, en tant qu’agents fédéraux américains, à arrêter Mir Kasi au Pakistan. »

Le 15 juin 1997 à 4 heures du matin, les Agents spéciaux Brad Garrett, Jimmy C. Carter, chef de la section Enquête criminelle du WFO, quatre membres des troupes d’intervention du FBI (HRT, Hostage Rescue Team) et le chef de l’antenne de la CIA à Islamabad s’entassent à bord d’un 4x4 aux vitres fumées et font le chemin jusqu’à l’hôtel Shalimar.

« Dera Ghazi Khan est une petite ville qui ne déparerait pas dans un western spaghetti du type *Le Bon*, *la brute et le truand*, relate Brad Garrett. On a décidé d’intervenir à 4 heures du matin, parce que nous pensions qu’il n’y aurait personne dans les rues. Or, en raison de la chaleur, il y avait plus de 300 personnes dehors qui s’affairaient… »

Le commando, en habits traditionnels pakistanais, sort du 4x4 et se dirige vers la porte d’entrée de l’hôtel.

Mauvaise surprise : elle est fermée à clef, contrairement à ce qu’avaient annoncé les éclaireurs. Ils frappent. Au bout d’interminables minutes, le gardien de nuit vient leur ouvrir. Le commando s’engouffre et se rue dans l’escalier. Le gardien est armé. Il est sur les talons de Brad Garrett, qui redoute de le voir faire usage de son arme. Parvenu à l’étage, Garrett sort son fusil à pompe de sous son *shawar-kamiz*, et l’arme. En entendant le bruit caractéristique, le gardien s’arrête et redescend l’escalier en courant.

Deux minutes plus tard, Brad Garrett est assis sur le dos de Mir Aimal Kasi dans la chambre 312 de l’hôtel Shalimar de Dera Ghazi Khan.

« Êtes-vous Mir Aimal Kasi ? » demande l’agent.

« Je ne peux répéter ce qu’il m’a répondu, mais il l’a dit dans un très bon anglais, rapporte Brad Garrett. J’avais peur de me tromper. Il était plus gros ; il ressemblait à Kasi, mais ç’aurait aussi bien pu être quelqu’un d’autre. »

Brad Garret donne un ordre aux autres Agents spéciaux :

« Nous ne sortirons pas de cet hôtel tant que je ne serai pas sûr que c'est la bonne personne. »

Il sort de son sac à dos des photos agrandies des empreintes digitales de Kasi, ainsi qu'une loupe. Toujours assis sur le dos du suspect, il s'empare de son pouce et le frotte sur un tampon encreur avant de le presser sur un bout de papier. Puis il se met à genoux, allume une lampe de poche et compare les empreintes recueillies à celles des photos. Au bout de quelques secondes, il se redresse, satisfait :

« OK. On lève le camp. C'est le bon gars ! »

Le lendemain, le commando et son prisonnier se trouvent à bord d'un avion de l'armée américaine pouvant être ravitaillé en vol afin de pas avoir à atterrir.

« Quand on atterrit dans certains pays, si la personne sait où elle est, elle peut techniquement demander le droit d'asile, explique l'agent du FBI. Durant le vol, il était installé à côté de moi, menotté. Il s'est penché vers moi et m'a demandé : "Vous allez me ramener aux États-Unis et m'exécuter, n'est-ce pas ?" Qu'est-ce que vous pouvez répondre à ça ? »

Arrivé aux États-Unis, Brad Garrett accompagne Mir Aimal Kasi jusqu'à la prison où il sera détenu en attendant d'être jugé. Il établit avec le détenu une relation qu'il qualifie volontiers de « spéciale ». L'agent est en quelque sorte devenu la seule « famille » du terroriste pakistanais, qui ne reçoit aucune autre visite que les siennes. Garrett fait là plus que son devoir.

« Il m'écrivait des lettres, raconte Garrett. Il aimait discuter avec moi, et le Bureau estimait que je devais continuer à lui parler, car il détenait des informations sur l'Afghanistan et les Talibans, peut-être aussi sur Al Qaida. Lors de ses séjours en Afghanistan, il était protégé par les Talibans qui le traitaient en héros. »

Mir Aimal Kasi est condamné à la peine capitale pour avoir tué deux fonctionnaires de la CIA le 2 novembre 1977. Dix jours plus tard, à titre de représailles, quatre hommes d'affaires américains et les trois Pakistanais qui les accompagnaient sont assassinés en plein Karachi.

En octobre 2002, Mir Aimal Kasi a épuisé tous les recours. Il doit être exécuté dans un mois. Il demande à son « ami » Brad Garrett de venir assister à son exécution, prévue pour le 14 novembre.

« Si c'est ce que vous voulez… », lui répond le Special Agent

« J'étais à côté de lui quand il a reçu l'injection létale, relate Brad Garrett. Je me suis demandé si c'était vraiment la bonne chose à faire. Il

avait avoué son crime. Il avait commis quelque chose d'horrible. Était-ce justifié ? Je suppose que oui. Mais je me suis dit, au moment où on le mettait à mort : Gagnons-nous vraiment quelque chose à les tuer ? Ce n'est pas agréable de voir quelqu'un être mis à mort, même quand c'est l'État qui le fait. Il y a là beaucoup de monde, tout un public, comme une tribune qui regarde… c'est très bizarre ! »

Quelques minutes après l'exécution, un homme habillé de brun est sorti de la prison, une feuille de papier à la main. Il s'est arrêté devant les caméras de télévision et a lu : « En vertu du jugement prononcé par la cour du comté de Fairfax, nous avons procédé à l'exécution de Mir Aimal Kasi, conformément aux lois en vigueur dans l'État de Virginie. La mort a été constatée à 21 h 7. Il n'y a eu aucune complication. Les dernières paroles de M. Kasi ont été : "Il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah." »

Au même instant, au Baloutchistan, Quetta, la ville natale de Mir Aimal Kasi, est en état de siège. Malgré une forte présence militaire, des centaines d'hommes se dirigent en silence vers la maison des parents de Kasi pour leur présenter leurs condoléances.

Feu sur les ambassades

Été 1997 : Dan Coleman est toujours sur la piste d'Oussama Ben Laden. Consultant les transcriptions d'écoutes téléphoniques à son bureau d'Alec Station, il s'aperçoit que les bureaux de Ben Laden au Soudan appellent régulièrement un numéro à Nairobi, au Kenya. C'est celui d'un Américain, Wahid El Hage, dont le FBI découvrira par la suite qu'il n'est autre que le secrétaire de Ben Laden. Les responsables d'Alec Station pensent pouvoir le recruter. Le 21 août 1997, Dan Coleman, accompagné de deux agents de la CIA et d'un policier kenyan, perquisitionnent la demeure d'El Hage à Nairobi. Ils ont de la chance : l'homme est rentré depuis quelques heures d'Afghanistan et a avec lui son ordinateur personnel, qui est confisqué par les Américains.

« Nous avons réussi à récupérer et à traduire tout ce que contenait l'ordinateur. Ces gars-là sont de véritables rats de bibliothèque, quand il s'agit d'informations ! Je ne comprends pas pourquoi quelqu'un tient à tout prix à conserver tant de détails dans un ordinateur », ironise Dan Coleman.

Celui-ci trouve dans l'ordinateur du secrétaire de Ben Laden la confirmation de toutes les accusations portées contre Jamal al-Fadl, la « Pierre de Rosette » deux années auparavant, et plus encore : il y a là la preuve que quelque chose de terrible se prépare dans la corne de l'Afrique. Al Qaida est en train d'y renforcer ses réseaux : l'organisation de Ben Laden a mobilisé 300 hommes pour une opération de vaste envergure. Dan Coleman tente d'alerter ses supérieurs – en vain. Tout le monde s'en fiche. Sauf John O'Neil, mais ce dernier n'est plus en position de décider de la stratégie de la division Contre-terrorisme du FBI. Depuis le début de 1997, il a été promu au poste de SAC chargé de la division Sécurité nationale au bureau de New York.

Le 7 août 1998, à 10 h 30 et 10 h 40, deux voitures piégées explosent successivement devant les ambassades américaines de Dar es-Salaam, en Tanzanie, et de Nairobi, au Kenya. Le bilan est très lourd : 247 morts et plus de 5 000 blessés. Quand les intérêts américains à l'étranger sont frappés, le FBI a pour tradition de confier l'enquête au bureau de Washington, le WFO. C'est ce que fait Thomas Pickart, chef de la Division criminelle du FBI, qui remplace temporairement le directeur, Louis Freeh, alors en vacances. Quand il apprend que Pickart refuse de lui confier la direction de l'enquête, John O'Neil fait remarquer que New York vient d'émettre un mandat d'arrêt contre Ben Laden, qui est à l'évidence le responsable des attentats. Il fait intervenir tous ses protecteurs à Washington. En vain. Thomas Pickart tient bon. Lewis Schilliro, le directeur adjoint en charge du bureau de New York, approuve : « J'ai pris la décision de garder John à New York pour qu'il se concentre sur le versant américain de l'affaire. On avait déjà plein de monde sur place ; moi-même, je m'y suis rendu plusieurs fois. À l'époque, je pensais que John nous serait bien plus utile aux États-Unis, centralisant toutes les informations et faisant jouer ses contacts. »

Le directeur adjoint du FBI Pat d'Amuro explique : « Le jour des attentats en Afrique orientale, j'étais de repos. D'habitude, ma femme prépare le café du matin. Mais, ce matin-là, c'est moi qui l'ai fait : nous allions rendre visite à ma famille, dans l'ouest de l'État de New York. J'ai allumé la télé et j'ai vu les explosions. J'ai dit : "Nous n'allons pas aller voir mes parents, nous n'irons probablement nulle part" – mais j'avais le pressentiment que j'allais devoir partir pour l'Afrique orientale. La nuit même, nous étions à bord d'un C5 en direction de Nairobi. Nous savions qu'Al Qaida y était déjà implanté. Pour cette opération, nous avons eu

jusqu'à 500 à 600 agents travaillant à plus de 14 000 kilomètres de chez eux, dans un pays où nous n'exercions pas la moindre autorité. »

Une première dans l'histoire du FBI ! La plupart des agents envoyés en Afrique n'ont jamais mis les pieds hors des États-Unis ; certains même ont reçu des passeports seulement quelques heures avant leur départ pour le Kenya ou la Tanzanie. Rares étaient ceux qui avaient déjà entendu parler d'Al Qaida. Et tous, face aux ruines encore fumantes des ambassades, ont eu la même réaction : par où commencer ?

« Aussi bien en Tanzanie qu'à Nairobi, raconte Lewis Schilliro, la scène du crime était immense, mais, en travaillant conjointement avec les autorités locales, nous avons pu amasser assez de preuves pour monter un acte d'accusation. »

À New York, le SAC John O'Neil est sur les dents. Il sait que ce n'est qu'un début : Al Qaida va encore frapper. Il n'a pas droit à l'échec, alors que, de son côté, l'ennemi a droit à autant d'essais qu'il veut : il lui suffit de réussir une fois pour gagner.

« Les attentats d'Afrique orientale ont prouvé qu'Al Qaida était maintenant hors de contrôle et grandissait, explique Pat d'Amuro, directeur adjoint du FBI, alors responsable de la Joint Terrorism Task Force de New York[1]. D'après certaines estimations, ce sont entre 15 et 20 000 individus qui seraient passés par ses camps d'entraînement quelque part en Afghanistan. Les renseignements que nous avons collectés lors des attentats d'Afrique orientale et que nous avons partagés avec de nombreux services d'espionnage et de police ne suffirent toujours pas à convaincre nombre d'entre eux de l'imminence de la menace. Je n'ai pas convaincu assez de responsables politiques, dans ce pays, que c'étaient des actes de guerre qui étaient perpétrés, et que nous devions utiliser tous les moyens dans cette guerre contre le terrorisme. »

« Les attentats contre les ambassades étaient des actes de guerre directs. L'attaque d'une ambassade est bien un acte de guerre, et quand Ben Laden a déclaré la guerre aux États-Unis en 1996, il voulait dire la guerre, pas le Djihad ! » renchérit Dan Coleman.

Mais la riposte américaine n'est pas à la hauteur. En se fondant sur des informations fournies par Jamal al-Fadl, le président Clinton fait tirer des missiles de croisière sur une usine de produits pharmaceutiques au Soudan, censée fabriquer des armes chimiques pour Ben Laden. Mais les

informations de Fadl remontent à deux ans, et Ben Laden a quitté le pays depuis belle lurette.

Au même moment, soixante-six missiles de croisière s'abattent sur deux camps militaires d'Al Qaida ; l'attaque fait des dizaines de victimes, mais manque sa cible principale, Oussama Ben Laden, qui se trouve alors à Kaboul.

À l'époque, les relations entre Bill Clinton et le directeur du FBI, Louis Freeh, sont quasi inexistantes. Le Président refuse même de parler au Directeur. Les deux hommes sont brouillés à mort.

Où l'on découvre un jeune agent pas comme les autres, Ali Soufan

Travailler avec John O'Neil n'est pas une sinécure. Le soir du passage au XXI^{e} siècle, quand O'Neil se mêle à la foule qui se presse sur Time Square pour attendre minuit, le FBI vient de déjouer un attentat prévu pour ce soir-là contre l'aéroport de Los Angeles, et O'Neil tient à être au cœur des festivités new-yorkaises avec ses hommes, autant pour témoigner de sa fermeté que pour être aux premières loges, au cas où il se passerait quelque chose. Mais nul attentat n'endeuille le changement de siècle.

Fréquenter John O'Neil peut se révéler parfois folklorique. Les journalistes qui le retrouvaient chez Elaine's, le restaurant le plus en vue de New York, se souviennent encore de soirées passées à refaire le monde devant de bonnes bouteilles. Certains de ses collègues ont l'impression de côtoyer un « parrain », en raison de ses vêtements, de ses manières et de ses origines : c'est un gamin d'Atlantic City, capitale du jeu et de la Mafia sur la côte Est. Il pouvait être horripilant, surtout à cause de sa manie d'arriver avec au moins une heure de retard aux réunions quotidiennes instaurées après les attaques contre les ambassades.

On raconte que, profitant d'un de ces retards, Dan Coleman prend un jour la parole pour transmettre à ses collègues un peu de son savoir sur Ben Laden. Après tout, il est sans doute celui qui, au sein du FBI, connaît le mieux la question. John O'Neil arrive sur ces entrefaites et l'interrompt :

« Vous ne savez pas de quoi vous parlez !

– Comme vous voulez.

– Je blaguais !

– Vous avez raison, je ne suis qu'une merde. De toute façon, vous êtes le SAC : à partir de là, je n'ai plus à l'ouvrir. »

Le lendemain, O'Neil présente ses excuses à Coleman. En partant, il lui dit :

« On dirait que vous vous êtes coiffé avec une grenade dégoupillée…

– Je suppose que je pourrais me servir d'un peu de l'huile que vous vous versez sur les cheveux ? »

Et O'Neil de s'éloigner dans un éclat de rire.

Depuis, il peut compter sur l'appui inconditionnel de Coleman. Et il en a furieusement besoin pour mener à bien ce qui apparaît aujourd'hui comme le combat le plus important de sa carrière, peut-être même de toute l'histoire de la lutte anti-terroriste au sein du FBI. Celui dont l'issue pourrait changer la face de la planète : l'enquête sur l'attaque de l'*USS Cole*.

Le 12 octobre 2000 à 12 h 35, le destroyer lance-missiles *USS Cole*, un des bâtiments les plus sophistiqués de la flotte américaine, est frappé de plein fouet par un bateau à moteur bourré d'explosifs. Le destroyer manque de couler ; 17 marins sont tués, 39 autres blessés. L'attaque de l'*USS Cole* va conduire John O'Neil vers les vraies racines du mal, au Yémen, terre du pouvoir bédouin.

À l'époque, un nouveau directeur vient d'arriver au bureau de New York : Barry Mawn.

« Quand John O'Neil est entré dans mon bureau, je venais d'apprendre la nouvelle à la télévision. Il m'a demandé si j'avais entendu parler de l'attaque contre l'*USS Cole*. J'ai acquiescé et il m'a dit : "Barry, c'est Al Qaida, je sais que c'est eux, et il faut que ce soit nous qui allions au Yémen !" »

Cette fois, John O'Neil ne laisse pas passer l'occasion. C'est son affaire, pas question de laisser Washington s'en emparer ! Barry Mawn appuie son SAC et vient à bout des réticences du Quartier général. O'Neil va confier le dossier à l'un des hommes les plus brillants du FBI. Il le tient en très haute estime, c'est son homme de confiance, l'agent des missions les plus délicates : il s'appelle Ali Soufan.

Ali Soufan est un jeune homme pressé de réussir dans son travail et passionné par tout ce qu'il fait. Il parle vite, avec dans la voix un léger accent libanais. Visage ouvert, yeux rieurs, ce touche-à-tout aurait pu être

trader, avocat dans un grand cabinet d'affaires ou encore médecin humanitaire. Il est de confession musulmane, mais son islam lorgne vers le poète américano-libanais Khalil Gibran. Il a grandi dans un Liban déchiré par la guerre civile, en proie au chaos qu'y faisaient régner les milices et les groupes armés financés par de puissants et ambitieux voisins. À Beyrouth, son père publiait un journal économique. Parfois, il l'aidait en allant porter les articles à l'imprimerie. Depuis lors, il sait se débrouiller dans n'importe quelle situation.

En 1987, la famille Soufan fuit la guerre civile et se réfugie aux États-Unis. Ali a tout juste dix-sept ans quand il pose le pied sur le sol américain. Pour la première fois de sa vie, il se sent à l'abri et découvre un pays où il est possible de rêver à son avenir.

Ali Soufan termine son adolescence en Pennsylvanie. Après avoir passé avec succès un master en relations internationales à l'université de Villanova, non loin de Philadelphie, il envisage de passer son doctorat. Par jeu, il pose sa candidature au FBI avec la certitude de ne pas être admis. À sa grande surprise, en juillet 1997, il reçoit une lettre du Bureau le convoquant à Quantico deux semaines plus tard. Après avoir passé toutes les épreuves, le voici Agent spécial. Il a un badge, une arme, et une feuille de route lui donnant l'ordre de se présenter au bureau de New York (NYFO).

Seul agent du bureau new-yorkais à parler arabe, Ali Soufan est affecté à la division contre-terroriste. Désormais, il dépend du SAC John O'Neil. Ses collègues sont presque tous des agents chevronnés qui ont fait leurs premières armes contre la Cosa Nostra dans les années 1980. Le Bureau leur doit ses plus beaux succès. Soufan se rode au sein de l'équipe I-40, chargée de démanteler les réseaux américains du Hamas, principal mouvement islamiste palestinien. Après l'avoir ainsi testé, O'Neil le mute dans l'équipe I-49, le 7 août 1998, quelques heures après les attaques contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. L'équipe I-49 a pour vocation de se concentrer sur Al-Qaida, et O'Neil a décidé d'y affecter les meilleurs de ses agents.

En dépit de son jeune âge, John O'Neil et Pat d'Amuro confient des missions délicates à Ali Soufan. Quand Oussama Ben Laden émet sa première fatwa contre les États-Unis, Soufan rédige une longue note sur le fondamentalisme islamique que O'Neil, impressionné, fait circuler. Après les attaques contre les ambassades dans la corne de l'Afrique, c'est lui qui

rassemble les pièces à conviction contre Al Qaida. Pour O'Neil, Soufan est « un trésor national » ; il dit de lui qu'il est son « arme secrète ».

Au moment de l'attaque contre l'*USS Cole*, Ali Soufan se trouve dans un taxi sur le pont de Brooklyn. Son *pager* sonne, il a ordre de se rendre toutes affaires cessantes au siège du bureau de New York (NYFO). L'Amérique est en guerre, mais ne le sait pas encore. Au FBI, seulement sept ou huit agents parlent arabe.

Ali Soufan débarque peu après à l'aéroport d'Aden à la tête d'un commando de plusieurs dizaines de Agents spéciaux. Leur avion est immédiatement entouré par un détachement de soldats de l'armée yéménite qui braquent leurs kalachnikovs en direction des agents. Chargés de la protection de l'équipe américaine, les hommes du Hostage Rescue Team (HRT) leur répondent en armant leurs M4 et en dégainant leurs armes de poing.

« Personne ne menaçait les hommes du HRT, dit fièrement Ali Soufan. Mais, en même temps, il nous fallait réfléchir au plus vite. » L'Agent spécial a conscience que, s'il ne fait pas quelque chose sur-le-champ, la situation risque de dégénérer en bain de sang. Au Yémen pas plus qu'au FBI on ne plaisante avec les armes, surtout quand elles sont sorties, armées et prêtes à ouvrir le feu. Que Soufan réagisse mal, et ils sont tous morts.

Ali Soufan se dirige vers un militaire équipé d'un talkie-walkie et qui semble être l'officier le plus élevé en grade.

« Que se passe-t-il, pourquoi ces armes ? lui demande-t-il en arabe.

« C'est pour votre protection, lui répond l'officier.

– On ne protège pas les gens en les braquant. Vous feriez mieux de pointer vos armes vers l'extérieur de l'aéroport… »

Ali Soufan a très chaud : il n'a pas eu le temps de se changer et transpire sous le pull-over de laine qu'il porte depuis New York. Sur le tarmac, il fait près de 40 degrés. Les soldats yéménites sont eux aussi en nage.

« Vous devez avoir soif, leur dit-il. Vous voulez de l'eau ? »

Se tournant vers ses hommes, l'Agent spécial leur ordonne de distribuer les bouteilles d'eau qu'ils ont apportées avec eux. Les soldats baissent leurs armes et prennent avec empressement les bouteilles, mais ne les boivent pas.

« C'est de l'eau américaine », s'exclament-ils, émerveillés, comme si ces bouteilles étaient des objets de culte…

« La glace était brisée, commente malicieusement Soufan. Si l'on peut parler de glace par 40 degrés… »

Pour le « corps expéditionnaire » du FBI, les difficultés ne font que commencer. Les autorités yéménites voient d'un très mauvais œil la présence d'agents fédéraux américains sur leur territoire. Elles estiment qu'il n'y a pas lieu à enquête, les terroristes étant morts lors de l'attaque. Mais il reste trop de questions sans réponse. D'où venaient ces terroristes ? Qui leur a fourni l'argent nécessaire à leur action ? De quelles complicités ont-ils bénéficié ? D'où provenaient les explosifs ?

Ali Soufan répartit les agents du FBI en quatre équipes : renseignement, sécurité, police scientifique et liaisons avec les Yéménites. Il leur faut batailler avec les officiels hostiles et taciturnes pour se rendre sur la « scène du crime », l'épave de l'*USS Cole*, toujours mouillée dans le port d'Aden. Une fois sur place, ils fouillent parmi les décombres, déplacent des amas de métal tordu et des centaines de mètres de câbles électriques brûlés, à la recherche des débris de la bombe. L'endroit est encore jonché de restes humains qu'ils recueillent précieusement, de même que les morceaux de cadavres qui flottent autour de l'*USS Cole*, en vue d'obtenir de l'ADN servant à identifier victimes et terroristes.

L'Agent spécial s'arrête un instant et regarde à travers le trou béant de la coque. Au loin, il distingue les hauteurs montagneuses qui surplombent le golfe d'Aden. Tout a l'air paisible. Il a l'impression d'être sur la scène d'un théâtre antique dont le littoral formerait les gradins. Il se dit que, comme souvent, les terroristes ont dû filmer l'attaque. Quelque part en ville se terre le cameraman. Reste à le trouver.

Pour ce faire, Ali Soufan doit gagner la confiance du chef des services secrets yéménites, le général Ghalib Qamish, petit homme aux faux airs de Gandhi. Soufan sait qu'un simple Agent spécial ne peut à lui seul endormir la méfiance de Qamish. Il compte sur John O'Neil pour l'aider.

John O'Neil et une vingtaine d'agents sont bloqués en Allemagne dans l'attente des visas nécessaires à leur entrée au Yémen. Quand O'Neil débarque à Aden, Ghalib Qamish l'accueille comme un pair. Jugeant trop compliqué d'expliquer l'organigramme du Bureau et le rôle du SAC, Ali Soufan a en effet déclaré à Qamish que O'Neil est un général de l'armée américaine.

John O'Neil et Ali Soufan savent que le général Ghalib Qamish est leur meilleur atout. Ils gagnent sa confiance et le rencontrent tous les soirs afin de faire le point sur l'enquête. Le général a l'air de bien aimer les deux Agents spéciaux, qu'il appelle « frère John » et « frère Ali ».

John O'Neil et l'ambassadeur

L'équipe du FBI a ses quartiers à l'hôtel Aden, où s'entassent déjà tous les Américains présents dans la ville. Les agents sont sur le qui-vive. Un garagiste de la ville a prévenu la police que des hommes cherchaient à installer sur une camionnette des plaques blindées afin d'orienter le souffle éventuel d'une explosion. Régulièrement, le soir, montant des rues alentour, les agents du FBI entendent des bruits de fusillade. À titre de précaution, ils dorment tout habillés, leur arme à portée de main.

Un soir, la menace se précise. La fusillade est plus nourrie que d'habitude. Dans les rues autour de l'hôtel, on voit des voitures et des pick-up bourrés d'hommes en civil armés jusqu'aux dents. John O'Neil place ses hommes en position de défense et fait disposer dans la rue deux véhicules blindés des marines. L'assaut tant redouté n'a pas lieu, mais, le lendemain, O'Neil donne ordre à ses hommes de se replier sur l'*USS Duluth* qui mouille dans la baie d'Aden.

Ce n'est pas une très bonne idée. Pour se rendre à Aden, les agents du FBI doivent emprunter chaque jour les hélicoptères de l'US Navy. Dès le premier jour, les pilotes des hélicoptères sont obligés de se livrer à une série de manœuvres compliquées et risquées. Leurs radars ont détecté que leurs déplacements étaient suivis par des batteries de missiles SAM-7 armés, prêts à être tirés.

L'adversaire le plus résolu de John O'Neil n'est pas yéménite, mais américain : c'est l'ambassadrice des États-Unis, Barbara Bodine. L'ambassadrice et le SAC se sont déplu dès leur première rencontre. Depuis 1997, la diplomate s'acharne à faire du Yémen un allié des États-Unis. Elle est plus soucieuse de ne pas froisser les Yéménites que d'aider les agents du FBI. En voyant débarquer les Agents spéciaux par dizaines, elle leur a manifesté son hostilité. Elle aurait souhaité que le contingent se limite à une dizaine d'agents, et n'est pas loin de donner raison aux policiers yéménites quand ils disent qu'ils n'ont aucun besoin du FBI : « Imaginez qu'un avion

militaire étranger se pose à Des Moines et que 300 hommes armés en débarquent », dit-elle pour justifier son hostilité.

L'ambassadrice exagère. Les agents du FBI ne sont que 150, dont un tiers employés à la sécurité d'un contingent composé de médecins, de techniciens, de criminologues, de photographes. L'ambassadrice Bodine est résolue à reprendre les choses en main. Sous prétexte de ne pas choquer les Yéménites, elle refuse que les agents soient équipés de fusils ou d'armes automatiques jugées par trop voyantes. Elle obtient une réduction du contingent du FBI. « Elle envoyait de nombreux télégrammes au Département d'État, traitant John O'Neil de menteur, disant qu'il embarrassait les États-Unis et qu'il devait être rappelé », explique Barry Mawn, directeur du bureau de New York à la fin des années 1990. Barry Mawn reçoit régulièrement copie des protestations du Département d'État auprès du directeur du FBI, Louis Freeh. Au bout de quelques semaines, Freeh envoie Mawn au Yémen pour enquêter sur O'Neil.

« J'ai parlé à l'ambassadrice américaine, à John O'Neil et à nombre de personnes impliquées dans l'enquête, relate Barry Mawn. J'en suis arrivé à la conclusion que John faisait son boulot. Il conduisait son enquête de manière un peu agressive, et peut-être avait-il fait des mécontents au Yémen. Mais il les bousculait pour obtenir ce qu'il voulait, et moi, ça m'allait très bien. En rentrant, j'ai dit au Directeur que John faisait ce qu'il devait faire. »

John O'Neil quitte le Yémen en novembre 2000 avec la ferme intention d'y revenir un mois plus tard. Mais, après Noël, quand le SAC manifeste son désir de retourner poursuivre sa mission sur le terrain, l'ambassadrice Barbara Bodine refuse de lui accorder son accréditation. Le directeur du FBI, Louis Freeh, ne dit mot. O'Neil ne retournera jamais plus au Yémen.

Barbara Bodine a remporté une victoire à la Pyrrhus. En chassant le SAC du Yémen, elle ralentit considérablement l'enquête sur l'attentat perpétré contre l'*USS Cole* ; elle empêche aussi la mise au point du projet de nouvelle attaque contre les États-Unis, celle qui va détruire les deux tours du World Trade Center, le 11 septembre 2001.

Sur la route du 11 Septembre

Pendant ce temps, Ali Soufan continue patiemment son travail de fourmi. Ses hommes quadrillent l'*USS Cole*, transformé en « scène du crime », à la recherche du moindre indice : empreintes, traces d'ADN susceptibles de leur permettre de remonter une piste. Soufan sait que, sans l'aide des autorités yéménites, l'enquête risque fort de déboucher sur une impasse. Le général Ghalib Qamish se révèle bien être leur allié le plus sûr.

Le dossier de la police yéménite n'est pas aussi vide que le pensent les agents du FBI. Au lendemain de l'attaque contre l'*USS Cole*, Hani, un enfant de douze ans, s'est présenté à la police d'Aden. Il a vu les membres du commando peu avant qu'ils ne passent à l'action. Il était en train de pêcher sur les quais quand une camionnette Nissan s'est arrêtée. Un de ses occupants a remis 100 rials au gamin pour qu'il surveille la camionnette en attendant que quelqu'un vienne la rechercher. Puis ils sont partis et ne sont jamais revenus. La police a écouté le garçon avant de le coffrer, lui et son père. Au Yémen, la réaction des policiers est parfois surprenante, mais toujours brutale.

John O'Neil et Ali Soufan bataillent ferme pour obtenir l'autorisation d'interroger Hani et de se rendre sur le port en sa compagnie.

Le gamin a peur. Quelques bonbons l'apaisent. Ali Soufan lui pose une question à laquelle les Yéménites n'avaient pas songé :

« Tu peux me montrer où était garée la camionnette Nissan que tu devais garder ? »

La camionnette Nissan n'a pas bougé depuis le jour de l'attentat ! Al Qaida a commis sa première grosse erreur.

Ali Soufan obtient des Yéménites l'adresse du propriétaire de la camionnette : une maison dans la banlieue d'Aden. En la voyant, il éprouve une curieuse impression de déjà-vu. Elle ressemble à s'y méprendre à celle où a été fabriquée la bombe qui a détruit l'ambassade de Nairobi en 1998. À l'intérieur, tout est parfaitement rangé ; un tapis de prière, au sol, est déroulé et orienté vers La Mecque. L'évier de la salle de bain est plein de cheveux. Ce sont ceux des terroristes qui se sont rasés et ont procédé à leurs ablutions rituelles avant de partir à l'assaut de l'*USS Cole*. Les agents du FBI emportent des échantillons de cheveux, de poils, ainsi qu'un rasoir, afin d'effectuer des prélèvements d'ADN.

Les Agents spéciaux remontent la piste jusqu'à une autre demeure, dans la banlieue d'Aden, au nom d'Abda Hussein Muhammad. Le nom est familier à Ali Soufan. L'Agent spécial se rappelle l'avoir vu dans les

documents relatifs à l'enquête sur les attentats visant les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Un témoin avait dit de lui qu'il était chargé d'organiser un attentat contre un navire, à Aden. Soufan vient d'établir qu'Al Qaida est bien responsable de l'attaque contre l'*USS Cole*.

Quelques jours plus tard, les hommes du général Ghalib Qamish arrêtent deux hommes qu'ils soupçonnent d'être proches de l'organisation de Ben Laden. Ali Soufan demande à les interroger à son tour. Les Yéménites refusent : « Pourquoi voulez-vous les rencontrer ? Ils ont juré sur le Coran qu'ils sont innocents. Cela nous suffit. »

Or cela ne suffit pas à Ali Soufan qui, après des semaines de siège, obtient du général Ghalib Qamish la permission de mener les interrogatoires comme il l'entend.

Il sait qu'il lui faut jouer très serré : il n'a pas droit à l'erreur et travaille sans filet. Il se prépare à un affrontement qui s'annonce rude : « Ce genre d'interrogatoire, dit-il, c'est comme si vous jouiez aux échecs et au poker en même temps. Il faut planifier soigneusement l'entretien. Vous devez connaître les moindres détails de votre dossier, vous devez être capable de bluffer votre adversaire tout en avançant selon un plan méthodiquement dessiné. C'est un jeu mental complexe, fondé sur l'idéologie, la culture, une connaissance approfondie du sujet… »

Des deux hommes, le plus important et le plus redoutable est Fahd al-Quso. Ali Soufan s'installe face à ce petit homme à la chevelure crépue et à la barbe longue et fine qu'il tortille sans arrêt tout en regardant son interlocuteur d'un air de défi. Avant même que Soufan ait pu prendre la parole, la porte de la salle d'interrogatoire s'ouvre sur un officier de renseignement yéménite qui se dirige vers Fahd al-Quso et l'embrasse sur les deux joues avant de repartir. Le message est clair : l'homme d'Al Qaida est protégé par les services secrets yéménites.

L'Agent spécial ne se laisse pas pour autant démonter. Il entame l'interrogatoire par des questions en apparence anodines, mais qui font baisser la garde à Fahd al-Quso. Celui-ci reconnaît avoir combattu en Afghanistan aux côtés d'Oussama Ben Laden. Il admire le chef d'Al Qaida et partage ses idées.

Ali Soufan demande alors à Fahd al-Quso s'il a l'intention de se marier. L'homme sourit, gêné.

« Alors, aide-toi à te tirer du mauvais pas où tu t'es mis. Je peux t'aider. Dis-moi quelque chose. »

Quelques heures plus tard, Fahd al-Quso avoue sa participation à l'attaque de l'*USS Cole*. Al Qaida l'avait chargé de filmer l'action. Il a une caméra qui se trouve encore chez sa sœur, mais n'a pas eu l'occasion de s'en servir. Le matin de l'attentat, il dormait à poings fermés et ne s'est pas réveillé à temps.

Al-Quso admet avoir rencontré en Afghanistan un djihadiste unijambiste nommé Khallad. Ali Soufan connaît ce nom-là : deux ans auparavant, un de ses informateurs lui a parlé d'un lieutenant de Ben Laden nommé Khallad, qui a perdu une jambe au cours des combats en Afghanistan. Est-ce la même personne ? Pour s'en assurer, l'Agent spécial a besoin d'une photo de Khallad pour l'envoyer à l'un de ses informateurs au Pakistan. Soufan demande à Ghalib Qamish des photos des suspects ; le général se braque et lui fait remarquer que le FBI n'est pas le bienvenu dans l'enquête. Mais le jeune agent s'obstine et réussit à convaincre le général, qui lui remet les précieux clichés de Khallad. Quelques jours plus tard, l'informateur de Soufan identifie formellement Khallad comme étant Tawfiq bin Attash, principal lieutenant de Ben Laden.

À partir de là, Ali Soufan fait ce que tout bon agent du FBI aurait fait : il remonte la piste de l'argent qui a servi à financer l'attentat. Il découvre que l'argent qui a permis d'acheter le bateau employé lors de l'attaque a été remis par Khallad à Fahd al-Quso. Mais il tombe aussi sur des opérations financières plus anormales : quelques mois avant l'attaque, Fahd al-Quso s'est rendu à Bangkok pour remettre 36 000 dollars à Khallad. Selon Fahd al-Quso, cet argent devait servir à acheter une prothèse pour Khallad. L'agent du FBI ne croit pas un mot de cette explication. Mais il se demande pourquoi des terroristes yéménites envoient de l'argent en Thaïlande. Financeraient-ils une opération internationale encore plus importante que l'attaque contre l'*USS Cole* ?

Lors de son séjour à Bangkok, Fahd al-Quso était descendu à l'hôtel Washington. À la demande d'Ali Soufan, le « legat » (Legal Attache), représentant du FBI à Bangkok passe en revue les numéros de téléphone appelés depuis l'hôtel à cette époque. L'Agent spécial trouve trace de nombreux appels au domicile d'al-Quso à Aden, mais aussi à destination d'une cabine téléphonique de Kuala Lumpur, en Malaisie. Soufan demande à la CIA si elle a des informations sur Khallad et sur la mystérieuse cabine de Kuala Lumpur. Pour lui donner plus de poids, c'est le directeur du FBI,

Louis Freeh, qui adresse personnellement sa requête à l'Agence. La CIA répond qu'elle ne peut aider l'Agent spécial.

En fait, la CIA en sait bien plus long qu'elle ne veut le reconnaître. Elle est au courant de l'existence de la cabine téléphonique et n'ignore pas que les hommes d'Al Qaida s'en servent régulièrement pour leurs conversations téléphoniques. Elle sait aussi que Khallad s'est rendu plusieurs fois à Kuala Lumpur pour participer à des réunions d'Al Qaida dans un appartement situé juste en face de la fameuse cabine.

Ali Soufan appartient à une génération d'agents du Bureau habitués à travailler en bonne intelligence avec la CIA. Il a l'impression que, à l'heure de la guerre mondiale contre le terrorisme, le fossé entre le Bureau et l'Agence est en train de se combler. Il sait que son collègue Dan Coleman travaille pour Alec Station, la cellule de la CIA chargée de traquer Al Qaida. Il n'ignore rien des efforts de son mentor, John O'Neil, pour aplanir les difficultés avec l'Agence. Lui-même a été approché par des agents de la CIA qui lui ont proposé de rejoindre la « face obscure de la force », comme ils disent non sans humour. Ce contact s'est déroulé après une mission effectuée en Jordanie en compagnie de son superviseur, Pat d'Amuro, dans le cadre d'une enquête sur une cellule d'Al Qaida qui menaçait de s'en prendre aux touristes étrangers. Après avoir discuté avec les Jordaniens, Ali Soufan s'est aperçu que la CIA fondait ses analyses sur des données erronées. Il l'a signalé au chef de la station d'Amman. Résultat : le chef d'antenne a détruit douze câbles qu'il devait envoyer au quartier général de l'Agence.

Plus grave : au siège de l'antenne d'Amman de la CIA, Ali Soufan est tombé sur un carton plein de documents provenant des services jordaniens, que personne ne s'est donné la peine d'ouvrir. Dans le carton, une liste d'objectifs d'Al Qaida et un plan d'attaques détaillé. Ces éléments serviront à faire condamner une vingtaine de terroristes arrêtés par les Jordaniens. On comprend que la CIA n'aime pas trop ce jeune Libanais qui marche sur ses plates-bandes.

L'Agent spécial Ali Soufan croit encore un peu naïvement que le Bureau et l'Agence échangent sans arrière-pensée toutes leurs informations. En 1998, dans le cadre de l'enquête sur les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, le FBI s'intéresse à un numéro de téléphone situé au Yémen. Les terroristes responsables des attaques contre les ambassades l'ont appelé avant de passer à l'action ; Oussama Ben Laden

aussi. Il s'agit d'un véritable central téléphonique de la terreur islamiste. En se servant de tous les appels entrants et sortants, le FBI arrive à reconstituer une carte détaillée de l'organisation de Ben Laden. Le Bureau communique l'information à la CIA et à la NSA, le service de renseignement américain chargé des écoutes électroniques. Normal : les deux agences ont mission de veiller sur les intérêts américains hors des États-Unis. Si le FBI s'attend à un retour, il va être cruellement déçu.

La CIA et la NSA interceptent régulièrement les appels à destination et en provenance du standard de la terreur. Fin 1999, la CIA apprend qu'une réunion au sommet d'Al Qaida doit avoir lieu en Malaisie, à Kuala Lumpur. L'Agence connaît le nom de deux des participants, Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi, deux Saoudiens membres d'Al Qaida. La CIA localise Kahled al-Mihdhar, en transit dans un hôtel de Dubaï. Un agent de la CIA pénètre dans sa chambre d'hôtel et photographie son passeport. Les clichés sont envoyés à Alec Station pour y être analysés. Kahled al-Mihdhar a un visa américain. Normalement, la CIA aurait dû alerter le FBI, mais elle ne le fait pas.

En revanche, la CIA alerte son homologue malaisienne et lui demande de surveiller la réunion qui doit se tenir à Kuala Lumpur le 5 janvier 2000. Les services malaisiens photographient des responsables et des militants d'Al Qaida au pied de l'immeuble où doit se dérouler la réunion, dans des cyber-cafés ou encore dans la fameuse cabine téléphonique qui intéresse tant Ali Soufan.

Non seulement la CIA n'informe pas l'Agent spécial qu'elle a fait surveiller (ou qu'elle surveille toujours) ladite cabine, mais elle se garde bien de lui signaler l'existence de la réunion de Kuala Lumpur. Si elle l'avait fait, elle aurait été obligée de fournir à l'agent du FBI les photos des participants, sur lesquelles il aurait reconnu deux personnes qui l'intéressaient au plus haut point : Fahd al-Quso et Khallad.

Peu après, à Bangkok, la CIA photographie les deux terroristes en compagnie d'un des membres du commando-suicide qui fera sauter l'*USS Cole* dix mois plus tard. L'Agent spécial aurait alors pu poser les bonnes questions à Fahd al-Quso. Il aurait sans doute compris qu'il préparait une action d'envergure, en partie financée par les 36 000 dollars remis par al-Quso à Khallad.

Ali Soufan finit par avoir vent de la réunion au sommet de Kuala Lumpur, dont il ne sait qu'une chose : elle était suffisamment importante

pour que des responsables haut placés dans l'organisation d'Al Qaida s'y soient rendus. Il a compris que l'attentat contre l'*USS Cole* y a été planifié. Mais il ne peut plus demander d'éclaircissements à Fahd al-Quso. Il n'a plus accès à lui depuis le départ de John O'Neil du Yémen, fin novembre 2000.

En revanche, il a appris le nom de deux des participants à la réunion de Kuala Lumpur : Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi. Il demande donc à la CIA des précisions sur ce sommet et sur les deux hommes. L'Agence répond qu'elle n'a pas d'informations.

Les deux terroristes sont déjà aux États-Unis. Ils sont arrivés le 15 janvier 2000, soit dix jours seulement après la réunion de Kuala Lumpur. Leurs billets d'avion et leur séjour ont été payés par Khallad avec une partie des 36 000 dollars remis par Fahd al-Quso. Et la CIA le sait ! Contrairement à ce qu'elle aurait dû faire, l'Agence s'abstient d'informer le Bureau de la présence des deux terroristes sur le territoire américain.

Le silence de la CIA a une raison profonde. Cette raison, c'est la mission même de l'Agence, qui est le renseignement et la manipulation. Les responsables de la CIA savent comment les Agents spéciaux réagissent quand ils sont mis en présence de terroristes : ils surveillent, manipulent, puis agissent, c'est-à-dire qu'ils procèdent à des arrestations en vue de déférer les suspects devant la justice. Plus retorse, la CIA fait foin des arguties judiciaires et n'a pas de ces scrupules. Voilà pourquoi, au début de 2001, interrogée une première fois par Ali Soufan, l'Agence ne lui révèle pas que Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi se trouvent sur le sol américain.

Ali Soufan réclame à trois reprises à la CIA des renseignements sur Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi en insistant sur le fait qu'ils sont dangereux. La CIA s'entête à ne pas vouloir communiquer les informations en sa possession. « Je suppose qu'à l'époque ils savaient que des membres d'Al Qaida étaient aux États-Unis et que nous voulions les interroger à propos de l'attaque de l'*USS Cole* », dit Ali Soufan. Son supérieur, Pat d'Amuro, s'interroge : « Je ne sais pas pourquoi la CIA a gardé pour elle ces informations. Je ne sais si c'est parce qu'ils voulaient mener leur propre enquête, ou s'ils pensaient pouvoir en tirer des renseignements. Je n'ai aucune idée des raisons pour lesquelles ces informations ont été cachées au Bureau. J'aimerais bien les connaître… »

Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi sont deux des cinq pirates de l'air qui ont détourné le vol 77 d'American Airlines qui s'est écrasé sur le Pentagone, le 11 septembre 2001. On n'ôtera pas de la tête des agents du FBI que si la CIA leur avait signalé leur présence sur le territoire américain à partir de janvier 2001, la tragédie aurait pu être évitée.

La CIA envoie régulièrement des rapports spéciaux, les « Central Intelligence Reports » ou CIR. Entre le mois de juillet 1999 et le 10 septembre 2001, Alec Station fait parvenir au FBI plus de 1 000 CIR, c'est-à-dire pratiquement toute la production de la Station, à l'exception des rapports concernant la réunion de Kuala Lumpur ainsi que Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi. Les enquêteurs de l'OGI (Office of the General Inspector), la police des polices du Département de la Justice, se sont procuré ces rapports en 2004 et découvrent qu'ils ont été communiqués pour information à la NSA, mais pas au FBI…

La Muraille de Chine

En 1995, le Département de la Justice décide de séparer formellement les agents du FBI s'occupant d'espionnage ou de contre-espionnage des autres agents en érigeant entre eux un « mur ». Désormais, les agents de la section Contre-espionnage n'ont plus le droit de parler de leurs enquêtes avec leurs collègues chargés des affaires criminelles. Prudents, les responsables du FBI transforment le « mur » en véritable muraille : les agents chargés du contre-espionnage qui se hasarderaient à échanger des informations avec leurs autres collègues verraient leur carrière compromise. Plus grave encore : le « mur » va dorénavant se dresser aussi entre les agents d'une même équipe.

« Il faut vous rappeler ce qui se passait à l'époque, explique Pat d'Amuro. Les juges s'inquiétaient du fait que le FBI utilisait dans des procédures criminelles de droit commun des renseignements collectés dans le cadre d'affaires concernant la sécurité nationale et le contre-espionnage. À la demande du Département de la Justice, le FBI a dressé une "muraille de Chine" afin de prévenir l'échange d'informations entre le Contre-espionnage et le reste du Bureau. Il y avait dans l'équipe de Dan Coleman à New York (I-49) un agent qui travaillait sur l'aspect "contre-espionnage" des attentats contre les ambassades au Kenya et en Tanzanie. Il a dû signer

un affidavit certifiant qu'il ne dévoilerait aucune information aux agents susceptibles de témoigner dans le cadre de l'enquête sur ces attaques. Ce type était assis juste à côté de Dan Coleman et n'avait pas le droit d'échanger des informations sur Ben Laden avec la personne qui, au FBI, avait travaillé depuis le plus longtemps là-dessus. Aussi ridicule qu'aberrant ! »

Cette idée de « mur » n'est pas pour déplaire à la CIA. Au nom de la protection « des sources et des méthodes », elle bâtit une autre muraille et refuse de communiquer au FBI des informations vitales pour ses propres enquêtes. Ce qui n'empêche pas le Bureau de jouer le jeu et de communiquer à l'Agence des informations cruciales comme, par exemple, l'existence au Yémen d'un véritable « standard de la terreur » dirigé par un responsable d'Al Qaida nommé Ahmed al-Hata, qui n'est autre que le gendre de Kahled al-Mihdhar, un des deux terroristes surveillés par la CIA. En juillet 2001, alors qu'il se trouve à San Diego, prêt à passer à l'action, Kahled al-Mihdhar appelle huit fois le numéro de son gendre pour parler à sa fille sur le point d'accoucher. La CIA ne transmet pas non plus cette information au FBI. Pourtant, le Bureau se sert des appels émis ou reçus par le « standard de la terreur » pour dresser une cartographie d'Al Qaida à travers le monde. Si l'Agence lui avait passé l'information, le Bureau ne serait certainement pas resté les bras croisés.

Laurence Wright, dont l'enquête sur le 11 Septembre a été couronnée par le prix Pulitzer, écrit que les agents de l'équipe I-49 du FBI de New York sont partis à l'assaut de la « muraille » de la CIA de manière « agressive et créative ». Quand la CIA a refusé de leur fournir les comptes rendus d'écoute des téléphones satellitaires de Ben Laden, les agents du FBI ont monté leur propre station d'interception en édifiant deux antennes, à Palau, dans le Pacifique, et à Diego Garcia, dans l'océan Indien. Ils ont aussi installé à Kandahar, non loin de la frontière avec l'Afghanistan, une cabine téléphonique payante avec relais satellite, afin d'écouter les conversations des djihadistes. Cerise sur le gâteau, cette cabine téléphonique a été dotée d'une caméra vidéo qui permet aux agents fédéraux d'en identifier les usagers. « Des millions de dollars et des centaines d'heures de travail ont été dilapidés pour obtenir des informations que d'autres agences refusaient de partager », écrit Laurence Wright.

Le disque des Pink Floyd, *The Wall* (« Le Mur »), est en tête du hit-parade des Agents spéciaux de l'équipe I-49. Ils le passent quand, au

téléphone, les responsables de l'Agence justifient leur refus de collaborer en invoquant le « mur » qui les sépare du FBI ; ils reprennent alors en chœur les paroles du refrain : *Just another Brick in the Wall* (« Ce n'est qu'une autre brique dans le Mur »)…

« Un jour, il y aura des morts »

Au début du mois de juin 2001, la police yéménite arrête huit militants islamistes accusés d'avoir tenté de faire sauter l'ambassade américaine. Sur la suggestion de John O'Neil, le directeur du FBI, Louis Freeh, évacue les agents du FBI restés au Yémen. Ali Soufan rentre à New York pour apprendre une bien triste nouvelle : O'Neil s'en va.

Le SAC n'avait pas que des amis au sein du Bureau. Ses ennemis lui reprochaient de ne pas être stable, d'être un coureur de jupons, d'avoir une vie sentimentale trop agitée ; d'autres mettaient en avant les risques qu'il faisait courir au Bureau : « John était souvent comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, explique Pat d'Amuro. Mais il savait ce qui devait être fait, et il le faisait. »

En août, le magazine *Time* tire à boulets rouges sur John O'Neil. Citant des sources internes au FBI, l'hebdomadaire révèle qu'il s'est fait voler une mallette bourrée de documents confidentiels alors qu'il participait à une conférence en Floride. La mallette a certes été retrouvée avec les dossiers secrets, mais le mal était fait. Chargé des enquêtes internes au FBI, l'OPR lance ses limiers aux basques de John O'Neil. La presse annonce qu'un responsable du Contre-terrorisme du FBI est sur la sellette. Écœuré, O'Neil démissionne du FBI.

Ali Soufan le retrouve dans son bureau le 22 août, son dernier jour au FBI, alors qu'il fait ses cartons. Les deux hommes vont prendre un sandwich dans un Deli, non loin du siège new-yorkais du FBI. Voyant John O'Neil mordre à belles dents dans son jambon, Soufan lui dit en riant :

« Si tu ne modifies pas tes pratiques d'infidèle, tu iras en enfer ! »

Avant de quitter le Bureau, John O'Neil prend une dernière décision : à sa demande, il renvoie Ali Soufan au Yémen. Le jeune agent sent que quelque chose de terrible se prépare. Il espère pouvoir rassembler suffisamment d'informations pour l'empêcher. Il sait que la réponse à ses questions se trouve là-bas. En juillet 2001, il a envoyé à la CIA une

troisième demande d'informations sur la réunion au sommet de Kuala Lumpur. Cette fois, il a la certitude que, outre l'attentat contre l'*USS Cole*, une autre action a été envisagée. Une nouvelle fois, la CIA ne répond pas.

Cette même semaine, une analyste du FBI basée à Alec Station tombe sur des câbles concernant la réunion de Kuala Lumpur et réalise que Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi se trouvent aux États-Unis. Elle passe l'information au Quartier général, qui alerte le superviseur de l'équipe I-49. Mais, en raison du « mur », seuls les agents de la section Contre-espionnage sont informés. Steve Bongart, un des Agents spéciaux de l'équipe I-49, prend connaissance de l'information et contacte un responsable à Washington :

« Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi sont ici.

– J'espère que vous plaisantez !

– S'ils sont là, ce n'est sûrement pas pour aller visiter Disneyland ! »

Mais les agents de l'équipe I-49 n'ont pas le droit de s'occuper de l'affaire. Alors l'Agent spécial Steve Bongart envoie un mail au Quartier général dans lequel il prévient : « Un jour, il y aura des morts et, mur ou non, l'opinion ne comprendra pas pourquoi on n'a pas été plus efficaces. »

Mais le FBI ignore où se trouvent les deux hommes aux États-Unis. Comble de malheur, en raison des vacances, le seul agent du Contre-espionnage disponible est un novice. Malgré tous ses efforts, il n'arrivera pas à localiser les deux hommes qui ont déjà quitté leur résidence de San Diego pour remonter vers le nord et accomplir leur terrible mission. Il est trop tard, et le seul homme qui pouvait empêcher le drame, Ali Soufan, est retourné au Yémen pour se lancer dans une course contre la montre perdue d'avance.

Avant de le quitter, au soir du 22 août 2001, John O'Neil lui a dit : « Dans moins de dix jours, je prends mes nouvelles fonctions, à quelques blocs d'ici, juste au bout de l'avenue. Viens me voir, quand tu passes par New York. »

Tragique ironie du sort : à compter du 1er septembre 2001, John O'Neil est le nouveau responsable de la sécurité des deux tours jumelles du World Trade Center, au bout de l'île de Manhattan !

Comment les agents du bureau de New York ont été épargnés

Barry Mawn, directeur du bureau de New York (NYFO), est à son bureau, trente-six étages au-dessus de l'Hudson, quand il entend un puissant bruit de moteur d'avion, suivi d'une forte explosion. Il pense : un avion vient de se crasher dans le fleuve. Sa secrétaire fait irruption dans son bureau en criant :

« World Trade Center ! World Trade Center ! »

Elle ne semble pas pouvoir proférer autre chose.

Barry Mawn la suit dans son bureau et, de ses fenêtres, voit, à cinq blocs de là, la tour Nord du World Trade Center d'où s'échappe un épais nuage noir. Il est 8 h 48, le 11 septembre 2001.

Le directeur du NYFO n'hésite pas : il ordonne à ses troupes d'intervention (SWAT) et à ses équipes de police scientifique (Evidence Response Team) de se rendre immédiatement sur les lieux de ce qui lui semble être un accident, afin d'aider la police et les pompiers new-yorkais.

Après avoir expédié les affaires urgentes, Barry Mawn se rend à pied vers les tours jumelles. Approchant du World Trade Center, il voit des silhouettes tomber dans le vide. Ce sont les *jumpers*, les sauteurs, qui ont préféré sauter dans le vide plutôt que d'être brûlés ou asphyxiés. Au pied de la tour Nord, à l'angle de Vessey et de Church Street, le directeur du NYFO retrouve le chef de la police de New York. Il lève les yeux et voit le second avion se fracasser contre la seconde tour. Il pense aussitôt : « C'est Al Qaida. » Il se met à courir et, au bout d'une centaine de mètres, se jette sous une ambulance à l'arrêt. La tour éviscérée fait pleuvoir des débris d'avion, des morceaux de moteurs, des pièces métalliques, des bouts de roues qui s'éparpillent dans les airs au milieu des éclats de verre, des plaques de béton, des poutrelles tordues et des fragments humains, avant d'aller se fracasser au sol et de le joncher sur des centaines de mètres.

Puis c'est le silence. Barry Mawn remonte vers les deux tours et retrouve ses adjoints. Il donne l'ordre de regrouper les quelque 200 Agents spéciaux qui sont sur les lieux et de se replier sur le NYFO. Face à ce qui apparaît déjà comme une action terroriste, il estime que la mission de ses agents n'est pas d'aider policiers et pompiers. Sans le savoir, il vient de sauver la vie à 200 agents du FBI.

Avant de se replier, Barry Mawn tient à s'entretenir avec le chef de la police de New York. Un jeune agent de police lui dit qu'il l'a vu, à un bloc des tours, en remontant vers l'ouest. Il redescend Vessey Street, laissant les tours à sa droite. Peu après, il entend un monstrueux craquement : la tour

Nord est en train de s'effondrer. Barry Mawn réalise qu'il n'arrivera jamais à s'échapper à temps. Deux pompiers surgissent devant lui et se mettent à courir. Il les suit, pensant qu'ils savent mieux que lui ce qu'il convient de faire. Les trois hommes s'engouffrent dans un bâtiment d'une dizaine d'étages, long comme un bloc d'immeuble. C'est la troisième tour du World Trade Center, le WTC7. Les deux pompiers et le directeur du NYFO se réfugient derrière un pilier de béton. Un des pompiers dit à Barry Mawn :

« Accrochez-vous à votre voisin et ne le lâchez sous aucun prétexte. Avec votre autre main, couvrez votre nez et votre bouche du mieux que vous pourrez ! »

Au même instant, c'est la tour Sud qui s'effondre. Le souffle fait voler en éclats la baie vitrée du WTC7, et des milliers de bouts de verre tranchants comme des poignards fendent l'air. Derrière son pilier, Barry Mawn entend les rafales de morceaux de verre se briser contre le béton dans un bruit d'arme automatique. Puis tout devient noir ; Mawn n'arrive même plus à distinguer les traits du pompier auquel il s'agrippe. Un épais brouillard de poussière d'amiante, accompagné de tornades de débris, s'abat sur le quartier. Mawn ne parvient plus à respirer, il pense : « Je vais mourir. »

Soudain, un rai de lumière jaillit des ténèbres ; un homme équipé d'une puissante torche émerge d'un nuage de poussière en hurlant : « Y a-t-il quelqu'un ? »

Les pompiers prennent la décision de remonter dans les étages afin d'évacuer les personnes encore présentes sur les lieux. Le directeur du Bureau se précipite, quant à lui, vers l'issue la plus proche.

Au lendemain de l'attentat, Barry Mawn fait le bilan de ses pertes. Le Bureau ne compte qu'un mort, Lenny Hatton, resté dans les tours aux côtés des équipes de secours.

Quelques heures plus tard, la troisième tour du World Trade Center, le WTC7, s'effondre à son tour. La destruction de cette troisième tour fera couler beaucoup d'encre et soulèvera beaucoup de questions restées à ce jour sans réponse. C'est dans le WTC7 que se trouvaient une partie des archives les plus sensibles de l'administration américaine, ainsi que des locaux de la CIA, ceux de la cellule de crise de la ville de New York. Situé à plusieurs centaines de mètres des deux tours jumelles, le WTC7 s'est donc effondré quelques heures après l'attentat.

L'impossible scène du crime

De retour à son bureau, le directeur du NYFO rassemble tous ses hommes. Le Bureau a compétence sur cette affaire : c'est donc à lui de diriger ce qui s'annonce déjà comme la plus grande enquête de l'histoire des États-Unis. Bientôt, un poste de commandement composé de représentants de cinquante agences fédérales sera mis en place, et des milliers de policiers et d'enquêteurs mis à la disposition du Bureau. Mais, pour l'heure, Barry Mawn a conscience qu'il ne peut traiter cette enquête comme les autres. Le substitut du procureur de Manhattan, Mary Jo White, lui demande ce qu'il compte faire pour sécuriser la « scène du crime ». Il entraîne la jeune femme au-dehors, remonte avec elle en direction des ruines des deux tours. Les trottoirs sont jonchés de débris et couverts d'une épaisse couche de poussière. Des tonnes de ferraille, de béton et de verre s'entassent en lieu et place du World Trade Center.

« Maintenant, je comprends ce que vous voulez me dire, lâche Mary Jo White. Ce n'est vraiment pas une scène du crime comme les autres… »

Normalement, Barry Mawn aurait dû boucler le quartier pour lancer ses équipes à la recherche d'indices. Il aurait fallu récupérer tous les morceaux des deux avions, les restes des bagages et surtout des cadavres des passagers afin de pouvoir les identifier grâce à leur ADN. Mais comment différencier les restes de leurs corps de ceux des quelque 3 000 personnes victimes de l'effondrement des deux tours ?

Pour l'avoir eu au téléphone, Barry Mawn sait que le maire de New York souhaite déblayer les lieux au plus vite. Voilà pourquoi le responsable du FBI décide de ne pas délimiter la « scène du crime ».

Le directeur du NYFO donne néanmoins l'ordre à ses agents et aux secouristes de mettre de côté tout ce qui ressemblerait à des indices. Il envoie des agents à la décharge de Statent Island pour fouiller les débris qui y sont déversés par pleins camions, ainsi qu'à la morgue.

Au milieu des débris, à quelques blocs des ruines, parmi les millions de feuilles de papier qui jonchent les rues, un passant ramasse un passeport vert à peu près intact, avec des inscriptions en arabe : il est au nom de Satam Al Suqami, un des pirates de l'air qui se trouvaient à bord de l'avion qui s'est enfoncé dans la tour Nord. Le passant remet le passeport à un policier avant de disparaître. Les agents du FBI enregistrent la pièce à conviction sans se poser de questions.

En ce début de matinée du 11 septembre, peu après l'attentat, Dan Coleman, dit « le Professeur » en raison de sa bonne connaissance du dossier Ben Laden, n'est pas loin de la tour Nord du World Trade Center. Il n'a pas entendu l'ordre de repli des Agents spéciaux, car il est trop occupé à établir des liaisons entre les agents et policiers qui se trouvent au Yémen et leurs familles. Il vient juste d'en terminer et de quitter le PC des communications. Il est dans sa voiture, à hauteur de l'église Saint Paul, à un bloc de la tour Nord, quand celle-ci commence à s'effondrer. Sur Broadway, qu'il remonte en direction du World Trade Center, il voit fondre sur lui un énorme nuage de poussière et de débris de toutes sortes. Il pense : «Tiens, une tornade ! » Puis il corrige : « Sauf que, à New York, il n'y a pas de tornade. »

Le passager qui se trouve à côté de lui descend de voiture et se met à remonter à toutes jambes Broadway vers le nord. « Un bon agent du FBI préfère être damné plutôt qu'abandonner sa voiture », soupire Dan Coleman.

Coleman est un bon agent : il braque brusquement, fait faire un demi-tour hasardeux à son véhicule et remonte vers le sud. Sur les trottoirs et dans les rues, c'est la panique, les gens courent en tous sens. Dan Coleman veille à n'écraser personne. Il pile net devant quatre policiers.

« Aidez-nous, lui dit l'un d'entre eux, mon collègue a une crise cardiaque, conduisez-nous à l'hôpital le plus proche ! »

Les policiers s'engouffrent dans la voiture, qui redémarre au milieu du nuage de poussière et de débris qui continue à remonter Broadway à toute allure. Dan Coleman n'y voit plus rien. Autour de lui, tout est gris ou marron ; une pluie de bouts de métal, d'éclats de béton, de papiers et d'autres matériaux balaie tout sur son passage.

Le policier victime de la crise cardiaque halète de plus en plus. Un de ses collègues dit :

« Il nous faudrait de l'air conditionné. »

Dan Coleman s'exécute, met l'air conditionné dans la voiture et règle la ventilation sur sa puissance maximale.

« Ce n'était pas une bonne idée, commente-t-il aujourd'hui, les volets de la clim' se sont ouverts. »

Les policiers crient :

« Non, pas ce genre d'air conditionné ! »

Immédiatement, des flots de poussière envahissent la voiture et s'abattent sur les occupants. Dan Coleman et les policiers sortent en toussant du véhicule pour se retrouver pendant cinq minutes au cœur des ténèbres provoquées par le nuage de ce qui était le World Trade Center. Coleman est secoué de quintes de toux. Elles ne le lâcheront jamais plus. Depuis, le « Professeur » se consume de l'intérieur pour avoir inhalé plus de poussière d'amiante et de substances cancérigènes que son corps ne peut en supporter. Il fait partie de ces dizaines de milliers de victimes du 11 Septembre qui ne seront jamais comptabilisées. Témoin vivant de l'horreur de l'attaque, il est plus que jamais résolu à traquer jusqu'à son dernier souffle son ennemi mortel, Oussama Ben Laden.

Par une tragique ironie du sort, ce 11 septembre 2001, sans le vouloir, Al Qaida s'est débarrassé d'un autre de ses ennemis les plus redoutables : John O'Neil.

Où l'on apprend la disparition du « Frère John » et ce qui s'ensuit

Ali Soufan apprend la nouvelle de l'attaque des tours jumelles le 11 septembre 2001 alors qu'il se trouve à l'ambassade américaine de Sanaa, capitale du Yémen. Désemparé, il compose le numéro de téléphone de son ami John O'Neil et tombe sur son répondeur. Soufan craint le pire : il a raison. O'Neil a péri dans l'effondrement de la tour Sud, alors qu'il tentait de sauver des vies humaines. L'homme qui avait dédié la fin de sa carrière à la lutte contre Al Qaida a été finalement rattrapé par son ennemi.

Au matin du 12 septembre 2001, Washington ordonne à Ali Soufan et aux quelques agents qui sont avec lui de rentrer aux États-Unis. L'Agent spécial et ses hommes se précipitent à l'aéroport de Sanaa, où ils retrouvent le chef de l'antenne de la CIA à Aden qui rentre lui aussi au pays. Les deux hommes attendent d'embarquer quand le téléphone de l'agent de la CIA sonne.

« C'est pour toi », dit-il à Ali Soufran en lui tendant l'appareil.

À l'autre bout du fil, un responsable du bureau de Washington lui ordonne de rester au Yémen.

« Mais je souhaite rentrer pour enquêter sur ce qui s'est passé !

– Tu dois précisément rester au Yémen à cause de ce qui s'est passé. Tu dois interroger une nouvelle fois Fadh al-Quso : c'est notre seule piste. »

Ali Soufan récupère ses bagages et retourne à l'ambassade. Là, un fax l'attend. Ce sont ses ordres : il doit trouver des informations sur les terroristes du 11 Septembre « par tous les moyens ». C'est la première fois que l'Agent spécial voit une telle expression figurer dans un ordre officiel du FBI. Puis, toujours par fax, il reçoit les photos des dix-neuf pirates de l'air responsables de l'attaque de la veille. Il a à peine le temps de les consulter qu'un responsable de la CIA à Sanaa lui remet une enveloppe marron. À l'intérieur, Soufan découvre trois photographies de surveillance, et le rapport de la CIA relatif à la réunion de Kuala Lumpur du début de janvier 2000. Le « mur » qui séparait la CIA du FBI vient lui aussi de s'effondrer.

Ali Soufan réalise que la CIA surveillait depuis près d'un an et demi deux des pirates de l'air, Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi, tous deux présents à Kuala Lumpur. Il comprend aussi que l'Agence a tout fait pour que le Bureau ignore la présence des deux terroristes sur le territoire américain pendant les neuf mois qui ont précédé l'attaque.

Alors Ali Soufan se précipite aux toilettes et vomit.

Moins d'une heure plus tard, l'Agent spécial débarque dans le bureau du chef des services secrets yéménites, le général Qamish.

« Je veux interroger une nouvelle fois Fahd al-Quso.

– Pourquoi ? Ce qui s'est passé aux États-Unis n'a rien à voir avec l'*USS Cole*… »

Ali Soufan coupe sèchement le général :

« Je ne parle pas de l'*USS Cole*. Frère John a disparu… »

Ali Soufan s'arrête brusquement, incapable de poursuivre. Le général Qamish a lui aussi les larmes aux yeux.

Ghalib Qamish prend son téléphone. Le premier appel est pour son secrétaire, à qui il donne l'ordre de faire venir al-Quso depuis Aden le soir même. Le second est pour l'aéroport d'Aden ; mis en contact avec le pilote du seul vol du soir pour la capitale, il ordonne : « Je vous interdit de décoller sans mon prisonnier. »

Il est un peu plus de minuit quand Ali Soufan entame l'interrogatoire d'al-Quso dans une pièce voisine du bureau du général Qamish.

« Vous n'allez quand même pas me convoquer chaque fois qu'il se passe quelque chose à New York ou à Washington ! » commence le terroriste.

Ali Soufan pose sur la table les trois photos de surveillance de la réunion de Kuala Lumpur, remises la veille par la CIA. On y distingue nettement Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi.

« Je les ai peut-être vus dans des camps d'entraînement en Afghanistan ou au Pakistan », dit al-Quso.

Le lendemain, la CIA remet à Ali Soufan la quatrième et dernière photo prise à l'occasion de la réunion de Kuala Lumpur : c'est celle où figure le cerveau de l'attaque contre l'*USS Cole*, Khallad. L'Agent spécial réalise que l'attaque du destroyer et celle des deux tours sont liées et que, si la CIA ne lui avait pas dissimulé des informations essentielles, il serait sans doute remonté jusqu'aux terroristes du 11 Septembre avant la date fatidique.

Ali Soufan interroge Fahd al-Quso pendant trois nuits d'affilée. Le jour, il rédige ses rapports et recoupe les informations. Quand il dort deux heures, il est content. Le quatrième soir, il s'effondre, épuisé, et doit être transporté aux urgences de l'ambassade. Ses collègues veulent l'évacuer vers les États-Unis pour raison sanitaire. Il a conscience de l'importance des informations données par Fahd al-Quso. Il sait qu'il n'a pas encore tout tiré de lui. Le lendemain, il fait à nouveau face au djihadiste. Il lui montre une série de photos. Sur l'une d'elles, al-Quso identifie Marwan al-Shehhi, le terroriste qui a piloté l'avion du vol 175 de l'United Airlines et l'a fait se fracasser contre la deuxième tour du World Trade Center. Il l'a rencontré chez un responsable d'Al Qaida à Kandahar. Il se souvient qu'il était malade et que leur hôte, un émir ami d'Oussama Ben Laden, l'a soigné.

Détenu par la police yéménite, l'émir en question est interrogé peu après par Ali Soufan. C'est un homme costaud au visage poupin que dissimule une barbe épaisse ; il s'appelle Abu Jandal. Un homme qui connaît Oussama Ben Laden mieux que personne, puisqu'il a été son garde du corps pendant de longues années. Le chef d'Al Qaida lui faisait confiance au point de le charger de lui tirer une balle dans la tête plutôt que de le laisser tomber aux mains de l'ennemi. Il est au fait de tous les secrets de l'organisation. Mais ce n'est pas un client facile. Les gardes yéménites ont si peur de lui qu'ils ne se montrent que masqués en sa présence. Avant tout interrogatoire, ils supplient Ali Soufan de ne jamais mentionner leurs

noms et prénoms. En voyant Soufan et un autre agent, il demande en arabe ce que ces « infidèles » font là. Puis il s'assoit, bras croisés sur la poitrine, en leur tournant ostensiblement le dos. L'Agent spécial calme le djihadiste et obtient qu'il se tourne vers lui. Sans regarder son interlocuteur, Abu Jandal se lance dans une violente diatribe antiaméricaine.

Commence alors ce qu'Ali Soufan appelle « une partie d'échecs et de poker simultanés ». L'Agent spécial réalise que son interlocuteur a été entraîné aux techniques du contre-interrogatoire : celui-ci sait qu'il ne doit jamais reconnaître plus que ce que sait déjà son adversaire. Il admet avoir combattu sur les principaux fronts de la guerre sainte : Bosnie, Afghanistan, Somalie. Soir après soir, Soufan parle avec lui. Parfois, les deux hommes discutent théologie. L'Agent spécial accumule de menues informations. Abu Jandal est diabétique, il lui fait porter des gâteaux sans sucre.

La cinquième nuit, l'Agent spécial jette sur la table un magazine contenant des photos des attentats contre le World Trade Center.

« Ben Laden a fait ça, dit-il.

– Pour moi, ça ressemble à une production hollywoodienne, répond Abu Jandal. C'est un coup des Israéliens. »

Mais le djihadiste semble ébranlé.

L'Agent spécial lui montre un journal local. La une est consacrée aux victimes yéménites des attaques du 11 Septembre et titre : « Deux cents âmes yéménites périssent à New York. »

« Dieu ait pitié de nous ! » murmure Abu Jandal.

Ali Soufan sort un album contenant des photos des membres d'Al Qaida et des pirates de l'air du 11 Septembre, et le lui tend.

« Regardez ces photos. Parmi elles, il y a des gens que j'ai arrêtés. »

Abu Jandal feuillette l'album. Arrivé à la photo de Marwan al-Shehhi, le pilote qui a fait se fracasser le vol 175 d'United Airlines contre la deuxième tour, il marque un temps d'hésitation.

« Celui-là, tu le connais bien, dit Ali Soufan. Ramadan 1999, Kandahar. Il était malade, tu es son émir, tu l'as soigné. »

Abu Jandal encaisse le coup.

« Quand je pose une question, je connais la réponse. Si tu es intelligent, tu me dis la vérité. »

Abu Jandal commence alors à identifier ceux des militants d'Al Qaida qu'il connaît. Parmi eux, il y a les membres des commandos responsables des attaques du 11 Septembre. Abu Jandal insiste :

« Ben Laden n'a rien à voir avec le 11 Septembre.

– Et moi je suis convaincu du contraire !

– Qui vous l'a dit ?

– Vous ! »

« Il était complètement sous le choc, raconte aujourd'hui Ali Soufan. À ce moment-là, j'ai vraiment cru qu'il pensait que nous allions lui faire dire ce qu'il n'avait pas dit, qu'on allait lui fourrer des mots dans la bouche… »

Ali Soufan prend une dizaine de photos qu'il étale devant Abu Jandal :

« Ce sont les pirates de l'air ; ce sont les gens qui ont fait le 11 Septembre. Vous venez de les identifier. Alors, maintenant, qui, selon vous, a organisé les attentats : les Israéliens ? »

Abu Jandal blêmit. Il lâche, parlant de Ben Laden :

« Le Cheik est devenu fou. »

1- La Joint Terrorism Task Force de New York (JTTF) rassemble le FBI, la CIA, les services d'enquêtes criminelles de la Marine (NCIS), la police de New York (NYPD) et, depuis 2001, la Homeland Security.

XIV

Guerres (2001-2009)

Quand la lourdeur administrative favorise le désastre – À Phoenix, le Bureau perd une occasion d'empêcher les attaques du 11 Septembre – Deuxième occasion perdue à Minneapolis, où la bureaucratie empêche la découverte d'informations cruciales – Le Bureau de l'après-11 Septembre face à ses vieux démons – L'Agent spécial Ali Soufan aurait dû être l'avenir du FBI, mais, à l'heure de la torture, le futur s'annonce incertain.

Richard Clarke, le tsar inquiet

En juin 2001, épuisé par un feu roulant de polémiques et de critiques incessantes, le directeur du FBI, Louis Freeh, présente sa démission après huit ans d'un règne agité. Tom Picard, directeur adjoint, le remplace avant de céder, le 4 septembre 2001, les rênes du Bureau à Robert Mueller, sept jours avant les attentats du 11 septembre.

Sept jours… trop tard pour essuyer le moindre reproche, mais suffisamment tôt pour devoir assumer l'héritage empoisonné de son prédécesseur ! Si, au lendemain du 11 septembre, Robert Mueller peut en toute bonne foi affirmer que le FBI n'était pas prévenu de la plus importante attaque visant le territoire américain depuis Pearl Harbor, sa position est difficilement tenable, dès l'automne 2001, quand, à l'intérieur du Bureau, des voix s'élèvent pour le contredire.

Au début de l'été, nombre de responsables des services de renseignement et du contre-terrorisme américain s'attendent en effet à une attaque imminente et spectaculaire d'Al Qaida. Dans l'édition du 25 juin 2001 du *Senior Executive Intelligence Brief* (SEIB), rapport envoyé journellement à des centaines de responsables politiques et parlementaires, le Directorate of Intelligence de la CIA met en garde : « Ben Laden et ses associés préparent des attaques » imminentes contre les intérêts américains et israéliens. Ce même jour, Richard Clarke, chargé de coordonner le contre-terrorisme pour la Maison-Blanche, informe Condoleezza Rice, conseiller pour la Sécurité nationale du président Bush, que six rapports différents indiquent que des militants d'Al Qaida se préparent à une opération d'envergure. Un de ces rapports cite des dirigeants d'Al Qaida qui parlent de « surprises importantes » pour les semaines à venir. Mais, au sein de l'administration de George Bush, des poids lourds comme le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz doutent de la réalité de la menace. Le 30 juin, le directeur de la CIA, George Tenet, répond à ces sceptiques en envoyant à la Maison-Blanche un rapport intitulé « Les menaces de Ben Laden sont bien réelles ».

En ce début de juillet 2001, le directeur du FBI par intérim, Thomas Picard, n'arrive pas à intéresser le Procureur général John Ashcroft à la menace terroriste. Le 12, tous deux se rencontrent pour une réunion de travail. Picard, inquiet des mises en garde répétées de la CIA, suggère à Ashcroft de recevoir le directeur de la CIA, George Tenet, et d'écouter ce qu'il a à dire. Le Procureur général lâche : « Je ne veux plus entendre parler d'Al Qaida ! » Furieux, Picard se lève, imité par son vis-à-vis. Les deux hommes se font face en silence pendant de longues secondes avant que le directeur du FBI ne quitte le bureau sans mot dire.

Pourtant, les signes avant-coureurs de l'attaque se multiplient. Le 5 juillet, Richard Clarke, le « tsar de l'antiterrorisme » à la Maison-Blanche, tire la sonnette d'alarme devant des dizaines de représentants de toutes les agences fédérales. Il leur demande d'alerter leurs hommes et de lui signaler la moindre anomalie : « Je veux être au courant de tout, leur dit-il, même quand un moineau tombe d'un arbre ! » Concernés au premier chef, les représentants de l'aviation civile (FAA) quittent la réunion, peu convaincus. En revanche, un haut responsable du FBI promet à Clarke de redoubler

d'efforts. Mais, jusqu'alors, les mises en garde de Clarke et de la CIA sont restées trop vagues. Où, quand, comment Al Qaida va-t-il frapper ? Clarke l'ignore. Pourtant, si ses mises en garde avaient été prises au sérieux, cinq jours après la réunion avec les représentants des agences fédérales, le FBI aurait regardé de plus près un rapport en provenance du bureau de Phoenix (Arizona), signé de l'Agent spécial Ken Williams. Mais le Bureau n'a pas même pris connaissance de ce rapport, perdant ainsi une occasion de stopper les attentats du 11 Septembre.

Ken Williams, les fantômes de Phoenix

Le 10 juillet 2001, l'Agent spécial Ken Williams, du bureau de Phoenix (Arizona), envoie au Quartier général et au siège du bureau de New York un rapport de 6 pages sur l'infiltration « d'hommes d'Oussama Ben Laden à l'intérieur des cours et de l'université de l'aviation civile de l'État d'Arizona ». Classé « routine », le rapport de Phoenix ne sera communiqué au directeur du FBI qu'après les attaques du 11 Septembre. Que disait-il ? « Le but de ce rapport est d'informer le Bureau et New York de la possibilité qu'Oussama Ben Laden envoie des étudiants aux États-Unis » afin de suivre des cours de pilotage à l'université et dans des cours de l'aviation civile. L'affaire n'est pas récente. Depuis quelques années, le bureau de Phoenix « a observé un nombre indéterminé d'individus suspects qui se sont inscrits ou ont été inscrits dans des cours de l'aviation civile de l'État d'Arizona ». Ken Williams est inquiet : « Du fait du nombre imprécisé de ces individus, on a des raisons de croire à un effort coordonné visant à créer une organisation d'individus qui travailleront dans la communauté de l'aviation civile à travers le monde. Dans le futur, ces individus seront en situation de conduire des activités terroristes contre des cibles de l'aviation civile. »

L'Agent spécial Ken Williams s'est aperçu en 1994 que des dizaines de militants fondamentalistes islamistes se sont installés en Arizona, devenu leur plaque tournante et leur base de repli. Ils viennent pour la plupart de New York, qu'ils ont fui après l'arrestation du cheik aveugle Omar Abdel Rahman, au lendemain de la première attaque contre le World Trade Center, fin 1993. Grâce à un informateur, Ken Williams apprend que cette cellule cherche à recruter des commandos-suicides. Les terroristes s'entraînent au

maniement des explosifs dans le désert d'Arizona et tentent en vain de faire exploser une voiture. À distance, les caméras du FBI tournent. Pourtant, le SAC du bureau de Phoenix ne prend pas la menace au sérieux ; il refuse d'affecter les ressources nécessaires à la surveillance du groupe. Au milieu des années 1990, la lutte antidrogue est la priorité numéro un du Bureau en Arizona, pas la lutte antiterroriste. L'enquête piétine et n'aboutira pas.

Cette même année, Ken Williams recrute un second informateur, Harry Ellen, industriel particulièrement bien vu de la communauté musulmane. Son action en faveur de la cause palestinienne lui a même valu de rencontrer le président de l'OLP, Yasser Arafat. Harry Ellen révèle à l'agent du FBI que les islamistes ont l'intention de se servir d'avions destinés à l'épandage des récoltes pour lancer des attaques chimiques. Il lui livre un nom : Abou Sief, militant islamiste réfugié en Arizona en 1994, proche du cheik aveugle Omar Abdel Rahman et de l'artificier des premiers attentats contre le World Trade Center en 1993, Ramzi Yousef, alors en fuite aux Philippines.

Quelque temps plus tard, la police philippine découvre dans l'ordinateur de Ramzi Yousef le détail d'un plan de destruction simultanée, en plein vol, au-dessus de l'océan Pacifique, d'une dizaine d'avions de ligne américains. Dans les dossiers de Yousef, la police trouve en outre une référence à un contact à Tucson.

Grâce à Abou Sief, Harry Ellen a fait la connaissance d'un « frère » ultra-religieux, un pilote de l'air algérien qui dispense des cours dans une école de formation de commandant de bord en Arizona. Ses classes sont fréquentées par des militants islamistes. Inquiet de la présence de ces militants dans les écoles de pilotage de l'Arizona, l'industriel tente de sensibiliser Ken Williams : « Il serait dommage que les "méchants" aient accès au cours de pilotage et d'épandage, lui dit-il. Tu devrais enquêter sur ces types, ils ont l'air intéressants... »

Mais Ken Williams refuse encore de croire que des islamistes puissent se servir d'avions comme d'armes de destruction massive. Il n'y croit toujours pas quand, en 1998, il ouvre une enquête sur un militant islamiste qui prend des cours de pilotage à l'aéroport de Phoenix. Il ne dispose pas des moyens pour enquêter comme il le devrait. Sa principale source d'information, Harry Ellen, s'est tarie depuis qu'il s'est disputé avec lui. Pour des raisons bureaucratiques, il lui est en outre difficile d'accéder à la base de données antiterroriste du quartier général du FBI, à Washington.

Un an plus tard, le quartier général du FBI envoie aux responsables du contre-terrorisme de vingt-quatre grandes villes américaines, dont Phoenix, un rapport sur la présence de terroristes islamistes dans les écoles de pilotage américaines. Ce rapport ne précise pas les raisons de ce brusque regain d'intérêt pour le pilotage, mais il indique qu'il s'inscrit dans un plan « important », largement financé. La section Contre-terrorisme du FBI recommande aux vingt-quatre bureaux de prêter une attention toute particulière à la présence de militants islamistes dans les écoles de pilotage de leur ressort. Aucun des vingt-quatre bureaux alertés ne prend cependant la mesure du danger. Pourtant, d'après un analyste du FBI, chaque année, pas moins de 600 ressortissants de pays arabes prennent des cours dans des écoles de pilotage aux États-Unis ! À l'époque, au sein du Bureau, les terroristes islamistes n'intéressent que les agents du Contre-terrorisme et ceux de l'équipe I-49 du bureau de New York.

Par la suite, Ken Williams ne se souviendra pas d'avoir lu le rapport en question, pourtant adressé à sa section du bureau de Phoenix. Mais il commence à réaliser que la présence de militants islamistes dans des cours d'aviation civile n'est pas le fruit du hasard. Il ouvre les yeux, en avril 2000, lors d'une enquête sur Zakarias Soubra, jeune Libanais soupçonné d'être proche de combattants tchétchènes affiliés à Al Qaida, dénoncé par un informateur du FBI. L'Agent spécial s'aperçoit que Soubra roule à bord d'une voiture immatriculée au nom d'un ressortissant saoudien interpellé avec un autre homme après avoir tenté par deux fois de pénétrer dans le cockpit d'un avion de ligne reliant Phoenix à Washington. Les deux Saoudiens, qui prétendaient avoir confondu le cockpit avec les toilettes (*sic* !), se rendaient à une réception organisée par l'ambassade d'Arabie Saoudite, qui avait payé leurs billets. De crainte d'un incident diplomatique, le Bureau avait renoncé à les poursuivre.

L'enquête de Ken Williams sur Zakarias Soubra est brutalement suspendue pour des motifs internes au FBI. Elle reprend en décembre 2000, pour s'arrêter une nouvelle fois quand le SAC de Phoenix affecte tous les agents du Contre-terrorisme en renfort sur une vaste enquête relative à une série d'incendies criminels. Williams proteste. Il ne comprend pas pourquoi le SAC détourne de leur mission première les meilleurs de ses agents de la section Contre-terrorisme du bureau de Phoenix. Il ne reprend son enquête qu'en juin 2001, une fois bouclée l'enquête sur les incendies criminels.

Le FBI interroge Zakarias Soubra à quatre reprises à son domicile. Les Agents spéciaux remarquent sur les murs des photos d'Oussama Ben Laden et de moudjahiddin tchétchènes. Loin d'être intimidé par les agents du FBI, Soubra leur déclare que le gouvernement américain et les forces militaires américaines sont des « objectifs légitimes de l'Islam ». Il ajoute que les attaques contre les ambassades américaines en Afrique sont elles aussi justifiées. Même son de cloche du côté des relations de Soubra aux États-Unis : « Ce sont des musulmans sunnites qui partagent les idées fondamentalistes radicales de Soubra. Ils viennent du Kenya, du Pakistan, des Émirats arabes unis, d'Inde, d'Arabie Saoudite et de Jordanie », note l'Agent spécial. Ceux qu'il interroge ne cachent pas leur haine des États-Unis. Le premier a accroché un portrait de Ben Laden au mur de sa chambre à coucher. Certains revendiquent leur appartenance à la mouvance d'Al Qaida. Convaincu d'avoir déniché un réseau de soutien aux terroristes islamistes, Ken Williams sollicite du renfort. Mais son SAC n'est toujours pas convaincu. Le salut ne viendra pas non plus de Washington.

Au début de l'année 2000, d'un bout à l'autre des États-Unis, divers bureaux travaillent sur les réseaux d'Al Qaida. En Floride, c'est depuis 1993 que les agents du FBI enquêtent sur des proches du cheik aveugle Omar Abdel Rahman. À Denver et à Boston, les Agents spéciaux surveillent des hommes soupçonnés de financer des réseaux terroristes, de fabriquer de faux papiers et d'envoyer des combattants à l'étranger. À Chicago, le FBI enquête sur Mohammed Salah, accusé de blanchir l'argent du Hamas. Les agents de New York ont dans leur collimateur des suspects impliqués dans les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998. Mais, en avril 2001, un juge de la cour spéciale chargée de statuer sur les affaires d'espionnage, de contre-espionnage et de contre-terrorisme (FISA) décide que leur enquête est entachée d'irrégularités. Prudent, le FBI gèle toutes les enquêtes sur les réseaux d'Al Qaida. Elles reprennent au printemps 2001, quand le FBI obtient le feu vert de la « cour FISA ».

À Phoenix, l'enquête de Ken Williams sur Zakarias Soubra repart au début de juillet 2001. En s'intéressant de près à un proche de Soubra, Williams commence à réaliser que le danger vient des airs. L'homme est en contact avec Abou Zoubaydah, responsable des camps d'entraînement d'Al Qaida en Afghanistan. Celui-ci se réclame de groupes qui ont lancé « une fatwa pour la guerre sainte en désignant les aéroports comme objectifs

prioritaires ». Un de ses hommes s'est fait repéré à Phoenix avant son arrivée aux États-Unis, il ne s'est jamais intéressé à l'aviation. Du jour au lendemain, il débarque à Phoenix et s'inscrit dans une école de pilotage pour suivre des cours qu'il a payés cher, bien trop cher pour quelqu'un qui vient d'un pays pauvre et n'a ni ressources connues ni fortune. Or, Zakarias Soubra fréquente lui aussi une école de pilotage de Phoenix. C'est même la raison officielle de son séjour aux États-Unis. « Soubra est arrivé en Arizona, en provenance de Londres, le 27 août 1999, muni d'un visa d'étudiant F-1, pour suivre des cours à l'université Emery Riddle (ERU), à Prescott, en Arizona », note l'agent du FBI. « ERU » est spécialisée dans l'aviation ; Soubra y est inscrit pour suivre des cours d'ingénierie aéronautique avec, pour spécialité, la sécurité internationale relative à l'aviation.

Ken Williams ne croit pas aux coïncidences ; c'est pourquoi, le 10 juillet 2001, l'Agent spécial envoie au quartier général du FBI un rapport d'une dizaine de pages pour demander l'ouverture d'une enquête au niveau national sur la présence dans les écoles d'aviation d'étudiants originaires du Moyen-Orient. Il prévient Washington de la probabilité qu'Oussama Ben Laden expédie des hommes dans les écoles de pilotage américaines en vue de détourner des avions. Les dirigeants de la Radical Fundamentalist Unit (RFU) du FBI, à qui le rapport est destiné, ne lui accordent pas toute l'attention nécessaire.

Faute de moyens, Ken Williams a fait l'impasse sur les autres écoles de pilotage de l'Arizona. Il passe à côté d'un des pirates de l'air du 11 Septembre, Hani Hanjour, qui n'est pourtant pas éloigné de lui : il vit à Phoenix depuis 1991. En janvier 2001, il s'inscrit dans une école de pilotage de la ville, JetTech. Il possède déjà une licence de vol acquise dans une autre école. Il souhaite se perfectionner, mais il se montre si maladroit que les responsables de JetTech ne comprennent pas comment il a pu obtenir une licence de pilote commercial. Ils sont aussi effarés par son anglais, qu'ils qualifient de catastrophique. Hani Hanjour suit des cours à l'université d'Arizona, mais la moyenne de ses notes frôle le zéro. La direction de JetTech alerte les autorités de l'aviation civile (la FAA, Federation Aviation Authority), qui se contentent de vérifier la validité de sa licence. Un responsable de la FAA suggère d'employer les services d'un traducteur, ce qui est contraire au règlement. En février 2001, Hanjour s'inscrit pour suivre un entraînement avancé sur simulateur de vol. JetTech

alerte à nouveau la FAA, toujours sans succès. En tout, l'école fait part *cinq fois* aux autorités de l'aviation civile de ses doutes quant aux compétences de Hanjour. Chaque fois, la FAA réagit avec la même indifférence. En revanche, personne ne songe à prévenir le FBI. Hani Hanjour rejoint donc sans problèmes, sur la côte Est des États-Unis, le commando qui va, le 11 septembre 2001, précipiter un avion de ligne contre le Pentagone. À ses côtés, deux terroristes qui intéressent l'Agent spécial Ali Soufan et la CIA : Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi.

S'ils avaient été moins distraits, les responsables de la RFU auraient pu prendre conscience de l'imminence de la menace en faisant le lien entre le rapport de Ken Williams et d'autres informations inquiétantes, cette fois en provenance de Minneapolis.

Coleen Rowley : alerte à Minneapolis

Le 15 août 2001, le directeur de l'école de pilotage Pan Am de Minneapolis téléphone au FBI pour signaler le comportement suspect d'un de ses élèves. C'est un Français, il s'appelle Zakarias Moussaoui. Contrairement à la majorité des élèves, jeunes pilotes ou pilotes en activité désireux de rafraîchir leurs connaissances sur des simulateurs de vol, Moussaoui n'a pas même son brevet de vol ; il est avant tout intéressé par la manière de faire décoller un avion. Il s'est inscrit dans un cours généralement réservé aux pilotes souhaitant voler sur des 747-400. Il a payé cash pour cinq cessions.

Harry Samit, responsable de la section chargée de lutter contre le terrorisme national et international du bureau de Minneapolis, prend l'information très au sérieux. D'emblée, il considère qu'il s'agit là d'un dossier à traiter toutes affaires cessantes. Il n'est pas normal qu'une personne n'ayant aucune expérience de pilotage commence par s'entraîner sur un 747-400. Entièrement automatisé, ce type d'appareil peut en effet être facilement piloté, en raison de la simplicité de son système de gestion informatique.

Zakarias Moussaoui est titulaire d'un passeport français. Il est entré aux États-Unis *via* Londres. Le FBI demande des informations à ses agents en poste à Paris et à Londres (les « legat », ou Legal Attachés). Harry Samit obtient du renfort en la personne de deux agents des services de

l'Immigration (INS) rattachés à la cellule antiterroriste (JTTF, Joint Terrorist Task Force). Dès le lendemain, ses craintes sont confirmées par les premières informations recueillies par un Agent spécial et par les deux agents de l'INS. Zakarias Moussaoui veut faire décoller un 747-400 de l'aéroport de Londres pour le poser éventuellement sur les pistes de Kennedy Airport. Harry Samit pense aussitôt que le jeune Français a l'intention de détourner un avion de ligne afin de s'en servir comme d'une arme. Il décide d'intervenir avant que Moussaoui n'ait pris une nouvelle leçon, prévue pour le soir même. Le 16 août à 17 heures, quatre agents, rattachés au FBI et à l'Immigration, arrêtent le jeune Français devant son hôtel. Sur son passeport figure un visa pakistanais, et il contient un reçu bancaire attestant un dépôt de 32 000 dollars en cash. Dans sa chambre d'hôtel, les agents découvrent des monceaux de papiers et un ordinateur. Mais Moussaoui ne les autorise pas à la perquisitionner. Les agents fédéraux le conduisent donc en prison sans fouiller sa chambre, qui est placée sous scellés.

Le soir même, à 21 heures, Harry Samit téléphone à la responsable de la section légale du bureau de Minneapolis, Coleen Rowley. Avant même de répondre, Coleen Rowley sait qu'il s'agit d'une urgence. La dernière fois qu'elle a reçu du Bureau un appel aussi tardif, c'était pour une fusillade. Son superviseur l'informe de l'arrestation de Zakarias Moussaoui et la prie d'obtenir le plus rapidement possible un mandat de perquisition. Il pense que le jeune Français est sans doute en train de préparer une opération, et il espère découvrir des informations dans son ordinateur ou parmi ses effets personnels. L'inquiétude de Harry Samit a redoublé après l'interrogatoire d'un ami de Moussaoui qui se trouvait avec lui au moment de son arrestation. Le jeune homme a en effet affirmé que Moussaoui était un musulman intégriste prêt au martyre.

Les agents du FBI doivent se montrer très scrupuleux. Ils ne doivent rien faire qui puisse entacher les procédures devant un tribunal. Ils ont rédigé un long rapport pour justifier qu'ils disposent de suffisamment d'éléments pour procéder à une fouille des effets et de l'ordinateur. À partir de là, le FBI a le choix entre s'adresser à une cour fédérale chargée des affaires criminelles, ou à la cour FISA chargée des dossiers concernant les affaires de renseignement ou de sécurité nationale.

Coleen Rowley sait qu'il vaut mieux d'abord porter l'affaire devant la FISA : « S'ils la rejettent, il sera toujours possible de s'adresser à une cour

fédérale. Impossible d'agir dans l'autre sens, car cela donnerait l'impression qu'on essaie de contourner une décision de la justice criminelle. » Pour elle, il y a dans le dossier assez d'éléments pour s'adresser à un juge FISA. Mais, à Washington, Michael Maltbie, superviseur (SSA : « Supervisory Special Agent ») de la Radical Fundamentalist Unit (RFU) au quartier général du FBI, n'est pas d'accord.

Michael Maltbie et Harry Samit ont déjà eu des mots, en 1999, à propos d'un citoyen américain, membre de la Garde nationale, qui s'était rendu en Afghanistan. Maltbie jugeait le dossier trop mince et craignait que l'affaire n'« embarrasse » le Bureau. Samit a dû batailler de longs mois avant d'obtenir gain de cause et de reprendre l'enquête, alors que la piste s'était « refroidie ».

Michael Maltbie étudie le dossier Zakarias Moussaoui et décrète qu'il n'y a pas de quoi justifier un mandat d'arrêt simple. Harry Samit ne renonce cependant pas : il entend s'adresser à l'un des juges de la FISA. Maltbie lui recommande alors la plus grande prudence : « Si la cour FISA rejette ta demande, cela pourrait nuire à ta carrière… »

« Le temps passait, se souvient Coleen Rowley, et les agents chargés du dossier s'arrachaient les cheveux, car ils étaient très inquiets. »

Coleen Rowley, qui a été en poste à Paris, connaît les arcanes du FBI mieux que quiconque. Elle sait que, par la filière officielle, elle n'aura pas de réponse avant de longs mois. Elle téléphone donc à Enrique Ghimenti, le « legat » en poste à l'ambassade des États-Unis à Paris, en soulignant l'urgence du dossier. Le « legat » se rend au siège de la DST, rue Nélaton, afin d'obtenir des précisions. La DST joue cartes sur table : elle a un dossier sur Zakarias Moussaoui, dont elle communique oralement les grandes lignes au « legat ». Le nom de Moussaoui figure bien dans une enquête diligentée par le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière sur le recrutement d'islamistes partis s'entraîner en Afghanistan.

« L'ensemble des informations françaises est officiellement consigné dans deux notes datées des 29 et 30 août, et remises à Ghimenti, affirme l'hebdomadaire français *L'Express*. Moussaoui est avant tout présenté comme un "Afghan", c'est-à-dire un activiste convaincu, formé au djihad dans des camps. Il a ainsi séjourné en 1999 en Afghanistan, où il a suivi une formation terroriste. Il a d'ailleurs été repéré à la maison des Algériens de Djalalabad, un "centre d'aiguillage" des stagiaires européens arrivant du Pakistan voisin. Moussaoui est également un prosélyte doté d'un certain

charisme, remarquent les Français. Il a notamment fréquenté la mosquée de Baker Street, à Londres, lieu emblématique du salafisme. Enfin, le jeune homme est présenté comme le recruteur de l'un de ses amis de lycée, le Franco-Béninois converti à l'islam Xavier Tchilao Djaffo, *alias* Shaheed Masood al-Benin, vingt-neuf ans, djihadiste patenté, lui aussi : dans un premier temps, il a mis ses compétences en informatique au profit du commandant Khattab, animant notamment le site islamiste Qoqaz.net. Djaffo est mort au combat en compagnie de deux volontaires – un Algérien et un Bosniaque – alors qu'ils tentaient de forcer un barrage russe dans le sud de la Tchétchénie en avril 2000. »

De plus en plus inquiet, Harry Samit contacte à nouveau Washington. Zakarias Moussaoui est lié à des rebelles tchétchènes : pour Samit, cela suffit à justifier une demande devant une cour de justice FISA. Michael Maltbie n'est pas de cet avis, la loi est précise : pour obtenir un mandat FISA, il faut pouvoir prouver l'implication d'une « puissance » étrangère, et non pas de simples « rebelles ».

Pressés par le temps, redoutant l'imminence d'une attaque, les agents du FBI de Minneapolis font le siège de Washington. L'enquête interne établira qu'ils ont envoyé au moins *soixante mails* suppliant le Quartier général de prendre attentivement connaissance du dossier Moussaoui. Washington persiste, met en avant la faiblesse du dossier et invoque les prétextes les plus futiles pour ne rien faire. On dit à Harry Samit qu'il s'agit peut-être d'un cas d'homonymie : « Moussaoui est peut-être un nom très répandu en France ? » Le « legat » de Paris vérifie dans l'annuaire téléphonique et ne trouve aucun Moussaoui dans Paris.

Washington finit par répondre qu'en tout état de cause il n'est pas question, avec un tel dossier, d'aller devant une cour fédérale, ni même devant une cour FISA. Si les agents de Minneapolis désirent poursuivre, libre à eux de suivre la filière traditionnelle qui passe par la National Security Law Unit du FBI, avant d'aller se perdre à l'Office of Intelligence and Policy Review du Département de la Justice, lequel transmettra le dossier, au bout de quelques mois, à une cour FISA.

Harry Samit a conscience que le temps lui est compté. De nouvelles informations en provenance de France confortent ses inquiétudes. Zakarias Moussaoui travaille étroitement avec un groupe terroriste tchétchène dirigé par l'émir Al-Khattab Ibn, dit Ibn Khattab. Michael Maltbie persiste : l'émir

n’est pas une puissance étrangère, donc impossible de démarcher une cour FISA. En plus, il ne voit pas en quoi il y a urgence.

Le 22 août 2001, au quartier général du FBI, Rita Flack, responsable de la section Radical Fundamentalist Unit (RFU), vérifie les informations fournies par Harry Samit. Elle cherche dans les bases de données du Bureau s’il existe des informations concernant un « Ibn Khattab ». Le nom figure dans le fameux rapport du 10 juillet 2001 que l’Agent spécial de Phoenix Ken Williams consacre aux hommes d’Oussama Ben Laden qui suivent des cours de pilotage aux États-Unis. Un des suspects signalés par Williams a sur les murs de sa chambre à coucher une photo de Ben Laden et de l’émir Ibn Khattab. Rita Flack effectue une sortie papier du rapport. Les ordinateurs du FBI l’attestent. À quelles fins ? Interrogée ultérieurement par les inspecteurs de l’OIG du Département de la Justice, elle déclarera ne pas se souvenir d’avoir lu le rapport de Williams, et encore moins de l’avoir communiqué à ses collègues. Son supérieur, Michael Maltbie, qui a eu lui aussi entre les mains le rapport de Williams, affirmera ne pas l’avoir lu avant le 11 septembre 2001… !

Le 24 août, afin de contourner les réticences de Washington, les agents du FBI de Minneapolis alertent le Centre de contre-terrorisme de la CIA (CTC). Contrairement aux règles, ils le font de leur propre initiative, sans prévenir leurs supérieurs. Plus grave : dans un mail adressé à la CIA, un agent du FBI fait part de désaccords au sein du Bureau.

Michael Maltbie n’apprécie pas la démarche. Il envoie un mail aux agents du FBI de Minneapolis pour leur ordonner de transiter par lui s’ils ont besoin de contacter la CIA. « Les choses marchent mieux quand on se contacte de Quartier général à Quartier général », écrit-il.

Le 27 août, Michael Maltbie tance Harry Samit :

« Vous n’êtes arrivés qu’à un résultat : énerver les gens. Rien ne prouve que Moussaoui soit un terroriste. Vous avez juste un gars qui s’intéresse à un type d’avion, c’est tout ! »

L’Agent spécial de Minneapolis a du mal à garder son flegme :

« Bien, dit-il, mais nous voulons être sûrs, par exemple, qu’il n’ira pas s’emparer d’un avion pour le fracasser contre le World Trade Center ! »

Harry Samit a lâché le nom du World Trade Center dans le feu de la conversation. Pour lui, il s’agit juste de souligner l’importance de son argumentation. Il est loin de se douter que, quinze jours plus tard, Al Qaida fracassera deux avions de ligne contre les tours jumelles.

Au nom du principe de précaution, Michael Maltbie s'ingénie à minimiser les accusations portées par ses collègues de Minneapolis. Il réécrit les rapports destinés à la cour FISA. Il commence par supprimer toute référence à Oussama Ben Laden ; il expliquera par la suite avoir agi ainsi parce que le dirigeant d'Al Qaida n'est « pas une puissance étrangère ». Ensuite, il amoindrit la portée des présomptions retenues contre Zakarias Moussaoui. L'agent de Minneapolis accuse le jeune homme de se « préparer au combat » ; sous la plume de Maltbie, cela devient : « Il s'entraîne à des tactiques défensives. » Sous sa plume, les témoignages recueillis par les Agents spéciaux de Minneapolis se font moins précis, les accusations s'estompent, les explications s'embrouillent. En relisant le document préparé par Maltbie, un agent du FBI de Minneapolis s'exclame : « Avec ça, on va droit dans le mur ! »

Les agents de Minneapolis s'acharnent. Ils envisagent de placer dans la cellule de Moussaoui un « infiltré » qui parle parfaitement arabe, afin d'en apprendre un peu plus long sur les informations et les contacts du Français. Le 29 août 2001, ils soumettent l'idée au Quartier général qui répond, après avoir consulté « un spécialiste du terrorisme islamiste », que l'idée est « ridicule ».

Le 30 août, la police antiterroriste française (UCLAT-DNAT) communique au FBI de nouvelles informations sur Zakarias Moussaoui. Le jeune Français y est décrit comme un « stratège » de la terreur islamiste, sympathisant de la mouvance saoudienne des wahhabites, dont fait partie Oussama Ben Laden ; il a voyagé au Koweït, en Turquie et en Afghanistan.

Le jour même, l'Agent spécial Harry Samit informe Michael Maltbie de la teneur des informations fournies par les Français. Le responsable de la RFU reste droit dans ses bottes : il n'y a toujours pas de quoi solliciter un mandat FISA. Il n'envisage pas non plus de s'adresser à une cour de justice. Il a trop peur de se faire retoquer. Les agents du bureau de Minneapolis décident alors qu'il est temps de passer au « plan B »…

Harry Samit a compris qu'il n'obtiendrait pas l'aide de Washington. Or elle est indispensable, puisque sans elle il n'aura pas l'autorisation de fouiller les affaires et l'ordinateur de Zakarias Moussaoui. Le FBI de Minneapolis fait donc contacter discrètement la police française pour solliciter son aide. Si Moussaoui est expulsé vers la France, la Direction nationale des affaires antiterroristes (DNAT) de la police française est prête, elle, à fouiller ses affaires et son ordinateur, et à communiquer la teneur de

ses découvertes au FBI de Minneapolis. Les policiers de la DNAT ont une marge de manœuvre bien plus grande que celle consentie à leurs homologues du Bureau. Le 30 août 2001, le FBI de Minneapolis enclenche la procédure d'expulsion de Zakarias Moussaoui. Prévue pour la fin du mois de septembre, elle sera annulée au lendemain des attentats du 11 Septembre, quand il sera trop tard.

Le 11 septembre, juste après le début de l'attaque, Coleen Rowley est au téléphone avec Michael Maltbie ; elle lui explique qu'il est essentiel d'obtenir l'autorisation de perquisitionner les affaires de Moussaoui. Le superviseur de la RFU maintient ses ordres :

« Ne faites rien ; cela pourrait avoir un impact sur des choses dont vous n'êtes pas informée.

– Ce serait une extraordinaire coïncidence si Moussaoui n'était pas mêlé aux attentats, rétorque Coleen Rowley.

– Coïncidence est bien le mot », lui répond le superviseur.

Avant de raccrocher, Michael Maltbie annonce qu'il va consulter un des avocats du Bureau sur l'opportunité de demander un mandat de perquisition au vu des nouveaux événements. Tandis que Coleen Rowley attend que le superviseur la rappelle, un autre agent du bureau de Minneapolis est en ligne avec David Frasca, responsable de la RFU. Frasca ne voit toujours pas ce qui, dans le dossier, lui permettrait de demander un mandat de perquisition. Il change toutefois d'avis quand il apprend qu'un avion de ligne a percuté de plein fouet le Pentagone.

Cinq ans plus tard, en mars 2006, au cours du procès de Zakarias Moussaoui, l'Agent spécial Harry Samit qualifie de « négligence criminelle » le refus du quartier général du FBI de demander un mandat de perquisition dès la fin août. Selon lui, le FBI a manqué une occasion unique d'enrayer les attentats du 11 Septembre. D'après l'agent du FBI, il y avait dans l'ordinateur de Moussaoui et dans ses effets personnels des éléments qui auraient pu permettre au FBI de remonter jusqu'à certains des pirates de l'air et au cerveau de l'opération, Khalid Sheik Mohammed, dont Moussaoui avait le numéro de téléphone.

Quelques jours après le 11 Septembre, le directeur du FBI, Robert Mueller, déclare publiquement que le FBI n'avait pas été prévenu et que, s'il avait disposé de suffisamment d'éléments, il aurait pu empêcher les attaques. Les Agents spéciaux de Minneapolis sont effondrés. Apparemment, les informations concernant l'affaire Moussaoui n'ont pas

été communiquées au directeur du FBI. Le mémo de l'Agent spécial Ken Williams, de Phoenix, non plus. Coleen Rowley et ses collègues essaient d'avertir le Directeur afin qu'il corrige ses propos en les atténuant. Rien n'y fait. Peu après, James T. Carruso, directeur adjoint en charge de la division Contre-terrorisme du FBI, affirme devant le Congrès que le Bureau a fait tout ce qu'il pouvait pour empêcher les attentats. « Quelqu'un, au Quartier général, a décidé de lever le pont-levis afin de protéger le FBI et d'éviter qu'il ne soit embarrassé », explique Coleen Rowley.

Coleen Rowley est convoquée huit mois plus tard devant la commission d'enquête sur le 11 Septembre instaurée par le Sénat et le Congrès. Le 21 mai 2002, avant son audition, elle rédige un long mémo d'une dizaine de pages adressé au directeur, Robert Mueller. « Le problème fondamental, y écrit-elle, est celui de l'intégrité, et concerne le cœur de la mission et du mandat du FBI. » Pesant soigneusement ses mots, elle dit ne pas oser employer le mot « dissimulation » pour caractériser l'affaire Moussaoui. Mais elle ne peut cacher son indignation en apprenant l'annonce de la récente promotion du SSA Michael Maltbie qui bloqua l'enquête du bureau de Minneapolis sur Moussaoui !

La presse américaine publie une copie du mémo. Coleen Rowley est propulsée à la une des journaux, qui parlent d'elle comme d'une « héroïne » de l'après-11 Septembre. Le magazine *Time* la nomme « femme de l'année », en compagnie de deux autres « déclencheurs d'alerte » : deux femmes qui ont dénoncé les fraudes au sein de deux grands groupes américains, Enron et World Com., avant leur faillite retentissante. À l'intérieur du Bureau, la réaction est vive. Ses supérieurs la menacent de sanctions, voire de poursuites judiciaires. Le président de l'Association des anciens agents du FBI la compare à Robert Hansen, l'Agent spécial du contre-espionnage qui a trahi les États-Unis au profit des Soviétiques ! « Au lieu d'aller voir les Russes, elle s'est rendue au Congrès », écrit-il dans la lettre d'information des vétérans du FBI. D'autres lui envoient des photocopies de la citation favorite de J. Edgar Hoover : « Si tu travailles pour un homme, au nom du Ciel, travaille pour lui, dis du bien de lui, et défends l'institution qu'il incarne. N'oublie pas qu'une once de loyauté vaut une livre d'intelligence ! »

Coleen Rowley prend sa retraite anticipée et quitte le Bureau, vaincue par les résistances de la machine bureaucratique.

Le Bureau a du mal à échapper à ses vieux démons. Par exemple, il peine à contenir l'explosion des écoutes téléphoniques, très souvent confiées à des officines privées. En janvier 2008, un audit interne révèle que les compagnies de télécommunications interrompent régulièrement les écoutes de terroristes présumés, parce que le Bureau n'acquitte pas ses factures ! L'audit montre que plus de la moitié des factures ne sont pas payées dans les délais, ce qui entraîne des interruptions d'écoutes. Certains impayés dépassent les 60 000 dollars. Dans d'autres cas, les lignes téléphoniques ouvertes pour communiquer les résultats des écoutes sont interrompues elles aussi pour retards de paiement. Le porte-parole du FBI affirme que la faute en incombe à un système financier « inadéquat ». Parmi toutes les critiques adressées au Bureau, il en est une qui lui va droit au cœur : elle émane de l'ACLU, l'American Civil Liberties Union, le plus farouche adversaire du FBI, qui demande la publication de l'audit interne, jugé « trop sensible » par la direction du FBI pour être rendu public : « Il semble que les compagnies téléphoniques croient le FBI quand il leur dit qu'il enverra plus tard les mandats nécessaires aux écoutes, mais qu'elles n'ont pas confiance en lui dès qu'il s'agit de parler argent », ironise un des responsable de l'ACLU, Michael German, vieille connaissance du Bureau.

Michael German, le sonneur d'alarme

Du plus loin qu'il se souvienne, la plus belle histoire d'amour de Michael German, c'est le FBI. À l'âge de cinq ans, il ne rêvait que de deux choses : faire son droit et devenir agent du FBI. Deux semaines après la fin de ses études de droit, son diplôme en poche, Michael German a été accepté par le Bureau.

« Tu ne peux pas aller au FBI ! lui objecte alors sa mère.

– Tu sais bien que j'en ai toujours rêvé depuis ma plus tendre enfance…

– Je pensais que, devenant grand, tu ouvrirais les yeux et que, à la sortie de la fac de droit, tu serais assez intelligent pour aller là où on fait de l'argent ! »

À Quantico, Michael German a suivi des cours dans treizes classes différentes pour se préparer à la suite des événements. Au Bureau, on a l'habitude de dire que les cinq premières années de la carrière d'un agent

sont celles de l'apprentissage. Mais rien ne pouvait le préparer à ce qu'il allait trouver à la résidence du FBI de Santa Elena, puis au bureau de Los Angeles. En guise de bienvenue, son SAC lui dit : « Ici, c'est comme dans un train lancé à grande vitesse. On attend de toi que tu grimpes en marche. Personne ne va t'aider. Tu dois t'accrocher, jusqu'à ce que tu comprennes ce qu'on attend de toi. » Heureusement pour lui, il trouve de solides mentors parmi les agents de Santa Elena et de Los Angeles. Mais le Bureau le destine à une tâche ardue, solitaire, une des missions les plus difficiles. En raison de ses yeux bleus, de ses cheveux blonds et de son air d'enfant sage, German a été chargé d'infiltrer les groupes néonazis de la côte Ouest des États-Unis.

Michael German n'a aucune idée de la manière dont il doit s'y prendre pour se faire passer pour un néonazi. Il demande conseil à ses aînés, qui lui disent : « Suis ton intuition. » Il demande à parler au spécialiste du FBI, mais on lui répond : « Le spécialiste, c'est toi ! Tu es le premier à travailler sur ces groupes ; on n'a encore jamais fait un truc comme ça. » German sait que le Bureau a déjà infiltré de telles organisations par le passé. Mais la mémoire des opérations précédentes semble s'être effacée, et personne ne suit plus ce genre d'affaires au Quartier général. Pourtant, en ce début de 1992, dans une Amérique où fleurissent sectes, milices et groupuscules aryens, la menace est bien réelle.

Pour sa première affaire d'infiltration, Michael German tire le gros lot. Le FBI manipule un informateur à l'intérieur d'un groupe « suprémaciste » blanc qui rêve de faire exploser la poudrière de races qu'est Los Angeles. L'informateur affirme que les principales organisations nazies et racistes (Fourth Reich Skinheads, World Church of the Creator et White Aryan Resistance) ont conclu une alliance et sont en train de stocker explosifs et armes automatiques en vue d'attaquer des synagogues et d'assassiner d'éminentes personnalités de la communauté noire, comme Rodney King, martyr de la cause noire depuis la diffusion de son passage à tabac par la police de L.A., Louis Farrakhan, leader de l'organisation « Nation of Islam », et les rappeurs Public Enemy et Eazy-E. Les terroristes ont prévu de faire exploser des bombes dans l'église de la First African Methodist Episcopal de Los Angeles, et d'assassiner simultanément le plus possible des 5 000 membres de la congrégation. But de l'opération : déclencher des émeutes raciales sans commune mesure avec les précédentes.

« Dans le monde des infiltrés, il y a deux types d'erreurs, explique Michael German : celles qui font qu'on vous tue, et les autres. » German a eu la chance de ne pas commettre d'erreur mortelle. Parfois, la frontière est ténue. Les skinheads du Quatrième Reich sont convaincus que, à l'instar de nombre d'entre eux, German est un passionné de bateau. Il n'a rien fait pour les détromper. Il mesure son erreur quand les skinheads lui demandent de manœuvrer un bateau bourré de pièces détachées de mitrailleuses lourdes dans la marina Del Rey. German, qui n'a jamais piloté une embarcation, exécute la manœuvre, heureusement loin du regard des skinheads, trop occupés à comploter pour relever ses hésitations.

Quand, deux ans plus tard, les skinheads et autres terroristes nazis de Los Angeles finissent sous les verrous, Michael German est muté afin de s'occuper des affaires courantes d'un des bureaux de la côte Ouest. Il est convaincu que sa carrière d'infiltré est terminée. Il reprend néanmoins du service, quelque temps plus tard, après l'attentat perpétré contre l'immeuble fédéral d'Oklahoma City, qui fait 168 morts et 800 blessés le 19 avril 1995. Le Bureau vient de se lancer dans une lutte sans merci contre les plus exaltés de ses ennemis de l'intérieur : les « milices » qui ont déclaré la guerre à l'État fédéral américain et qui refusent de reconnaître son autorité. Se faisant passer pour un spécialiste en explosifs, Michael German infiltre deux groupes de la côte Ouest, la Milice de l'État de Washington et les Freemen de Seattle, qui le chargent de tester leurs explosifs (C-4). C'est ainsi qu'il se retrouve en train de vérifier le bon fonctionnement de détonateurs et la qualité du C-4 dans une grange contiguë à un corps de ferme où une dizaine d'enfants se sont retrouvés pour un goûter d'anniversaire. Ce n'est pas le seul exemple d'inconscience des « miliciens ». German a dû récupérer en catastrophe un engin explosif relié à une bonbonne de gaz qu'un des miliciens entreposait chez lui sans trop se soucier de la sécurité de ses propres enfants et petits-enfants qui s'y trouvaient.

À l'heure d'arrêter les miliciens, le FBI hésite à intervenir en force. Ceux-ci ont une propension au martyre et annoncent qu'ils préfèrent mourir plutôt que de se rendre. Michael German a alors une idée : pourquoi ne pas mettre à profit leur soif d'apprendre de nouvelles techniques en vue de contrer les forces de l'ordre ? Le groupe des Freemen de Seattle rend visite aux miliciens de l'État de Washington pour leur dispenser un cours sur le maniement des explosifs. Une occasion en or pour arrêter tout le monde !

Avant le début du cours, German remet à chacun, Freemen et miliciens, une paire de menottes. Il va leur montrer comment les ouvrir en cas d'arrestation. Miliciens et Freemen se sont ainsi passé eux-mêmes les menottes juste avant l'arrivée des agents du FBI chargés de les arrêter.

En rejoignant le FBI, Michael German a certes réalisé son rêve le plus cher, mais sans être dupe. Fin connaisseur de l'histoire du Bureau, la personnalité complexe de J. Edgar Hoover ne lui a pas échappé. Il pense que le Bureau est capable du meilleur comme du pire. La meilleure organisation au monde serait-elle susceptible de succomber parfois à la pire culture d'oppression ? Après les attaques du 11 Septembre, German a relevé avec inquiétude un changement d'attitude des agents, qui ne semblent plus aussi soucieux du respect des règles qu'ils auraient dû l'être. « Cela me faisait peur, explique-t-il, car je sais combien ce peut être contre-productif. » Mais il est bien décidé à continuer malgré tout son travail. Le Bureau a besoin de ses talents d'« infiltré » dans ce qui apparaît alors comme une des affaires les plus inquiétantes de l'après-11 Septembre.

Le Bureau s'est aperçu qu'un groupe terroriste « suprémaciste » blanc était en contact avec un groupe armé islamiste. Un informateur du Bureau est même parvenu à enregistrer une rencontre entre représentants des deux organisations, que rassemble la même haine des Juifs et du gouvernement américain. Les « suprémacistes » acceptent de sous-traiter certaines des attaques programmées par les islamistes, qui ont conscience d'être surveillés jour et nuit par le FBI. En raison de son expérience, le Bureau demande à Michael German de s'occuper du dossier.

« Malheureusement, je me suis aperçu que l'enquête était entachée de graves irrégularités et d'erreurs administratives. J'ai réalisé que, à cause de ces erreurs, toute poursuite devant les tribunaux serait impossible. J'ai participé à suffisamment de procès pour savoir que la défense sait tirer profit des moindres failles. Je sais qu'il faut faire les choses dans les formes. J'en ai parlé à mes supérieurs, mais ils n'avaient pas l'air intéressés. À la fin, j'ai découvert que la plupart des écoutes étaient illégales. J'en ai donc avisé le Quartier général. Mais, au lieu de régler le problème, ils ont décidé que le problème, c'était moi… J'avais violé la règle numéro un : ne jamais embarrasser le Bureau !

« À compter de ce moment, j'ai été isolé, comme placé sous une chape de plomb. Plus personne ne m'adressait la parole et j'ai été éjecté de

l'affaire. Par la suite, j'ai découvert que, pour l'étouffer, ils ont commis des faux. Ils ont essayé de dire que la réunion au sommet entre islamistes et suprémacistes n'avait jamais eu lieu, qu'il n'y avait pas eu d'écoutes, et que la loi n'avait donc pas été violée. Mais j'avais les transcriptions, je les ai montrées aux services d'inspection interne du FBI et à l'inspecteur général du Département de la Justice. Ils ont dit : "Oh ! mince, cela veut dire qu'on a un gros problème !" Mais ils n'ont rien fait, ou plutôt ils ont commencé à me chercher des poux dans la tête. On m'a dit que je ne travaillerais plus jamais dans des opérations d'infiltration. »

Après seize ans de bons et loyaux services, Michael German présente sa démission. Ses anciens collègues auraient pu le lui pardonner, s'il n'avait quitté le Bureau pour rejoindre… l'ACLU, l'American Civil Liberties Union, la « bête noire » du Bureau, créée dans les années 1920, entre autres, pour protéger les droits des étrangers menacés d'expulsion lors des fameux raids qu'avait ordonnés le Procureur général, Palmer, et qui avaient lancé la carrière de J. Edgar Hoover. On peut dire que les relations entre le Bureau et l'ACLU sont pour le moins tendues.

D'aucuns pourraient qualifier de trahison ce passage d'une institution ennemie à l'autre. Pas Michael German. Au contraire : il y voit une sorte de continuité. Il fait remarquer que les deux organisations ont grandi ensemble à l'ombre de la Constitution américaine, qu'elles servent toutes deux de manière parfois opposée. « Quand j'ai rejoint le FBI, dit-il, j'ai fait serment de défendre la Constitution, pas de protéger le FBI. »

Michael German avait-il encore sa place au FBI ? À l'heure de la guerre contre l'axe du Mal, les critiques sont-elles de mise au sein du Bureau ? German ne porte-t-il pas sur l'Amérique de l'an 2000 un regard par trop critique ? Quand il apprend que le FBI interroge des milliers de citoyens américains uniquement en raison de leur confession musulmane, il se croit revenu près d'un siècle en arrière, dans l'Amérique des raids anticommunistes organisés sous l'égide de Hoover. Il sait que le degré de violence sociale n'est certes pas le même, il n'ignore pas qu'au début du siècle dernier un anarchiste avait tué le Président, qu'un autre s'était fait sauter devant l'entrée du Département de la Justice. Le pays était alors hanté par le spectre du communisme et certaines portions du territoire étaient placées sous la loi martiale. Les anarchistes étaient même arrivés à bloquer la poste en envoyant des colis piégés. Une situation qui n'est pas sans évoquer les affres provoquées par les premiers attentats bio-terroristes

de l'histoire des États-Unis, une semaine après les attaques du 11 Septembre.

Le 18 septembre 2001, des courriers contenant de l'anthrax, bacille du charbon, sont adressés à des journalistes du *Sun* (Boca Raton), du *New York Post*, de la chaîne télévisée NBC, ainsi qu'à deux sénateurs. Cinq personnes décèdent, dix-sept autres sont contaminées, des milliers d'autres sont traitées aux antibiotiques. Pour le FBI, c'est le début de l'opération « Amerithrax ». Plus de 8 000 personnes sont interrogées. Dix-neuf laboratoires sont mobilisés avant de découvrir que la poudre d'anthrax appartient à la souche « Ames », fabriquée aux États-Unis. Privilégiée par le FBI, la piste Al Qaida est abandonnée. Le Bureau cherche un émule d'« Unabomber », cet universitaire dont les colis piégés ont tenu le pays en haleine pendant plus de dix ans. « Amerithrax » se concentre sur le docteur Stephen J. Hatfill, un biologiste spécialiste du bio-terrorisme, consultant pour la CIA, le Pentagone et le FBI. Le docteur Hatfill est surveillé de près. De trop près : une voiture du FBI lui roule sur le pied. Un étang près de son domicile est vidé. Il perd son travail, se retourne contre le gouvernement, et finit par obtenir une indemnité de 5,8 millions de dollars. Le Bureau se penche alors sur un deuxième savant, Bruce Ivins : c'est un chercheur respecté qui a participé à la mise au point du vaccin de l'anthrax pour l'armée américaine. Le FBI s'était même adressé à lui pour analyser les courriers suspects envoyés en octobre 2001. Mais, quand le Bureau a commencé à le traiter en suspect, Bruce Ivins a perdu les pédales et s'est suicidé après que le Bureau l'eut informé de l'ouverture de poursuites à son encontre.

Au début des années 1920, un obscur fonctionnaire du Département du Travail était arrivé à bloquer les dérives de la machine étatique. Il était censé avaliser les demandes d'expulsion présentées par le Procureur général, Palmer. Il ne le fit pas, refusant de cosigner les milliers de demandes qui lui étaient présentées, affirmant qu'elles étaient illégales ; alors les raids avaient cessé. De ce jour, le petit fonctionnaire resta dans le collimateur de J. Edgar Hoover, qui ne lui pardonna jamais de s'être dressé en travers de son chemin.

De même, le Bureau a du mal à pardonner sa rébellion à Michael German. De tous les agents du FBI, celui-ci est un des rares à ne pas s'être réjouis de l'adoption par le Congrès des États-Unis, en octobre 2001, d'une

panoplie de lois antiterroristes spéciales connues sous le nom de USA PATRIOT (*Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act*, ou Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme). Conséquence directe de l'attaque du 11 septembre 2001, le *Patriot Act* renforce considérablement les pouvoirs répressifs du FBI, de la CIA, de la NSA et de l'armée. Au-delà du côté « fourre-tout » du *Patriot Act*, German lui reproche avant tout de flatter les mauvais penchants du Bureau en encourageant le secret et l'opacité. C'est comme si, désormais, tous les liens qui entravaient le Bureau étaient tranchés. « Tout ce qui empêchait le Bureau de déraper est enlevé », insiste German. Pour lui, les agents à titre individuel sont dorénavant le dernier rempart contre la « culture totalitaire » qui menace de déferler sur le Bureau.

Ali Soufan, l'avenir du Bureau

Au lendemain des attentats du 11 Septembre, le mur séparant les deux FBI s'effondre. Plus rien ne dissocie les agents du Contre-espionnage ou du Contre-terrorisme des autres. Le Bureau change de priorités. Il aspire à devenir le fer de lance de la nouvelle guerre que la première puissance mondiale a déclarée à l'« axe du Mal » et à sa diaspora terroriste. Désormais, le Bureau ne vit plus que pour empêcher un nouvel assaut et a lancé toutes ses forces dans la lutte antiterroriste. Ce qui était périphérique se retrouve au centre de ses préoccupations. C'est ainsi qu'un jeune agent d'origine libanaise se voit propulsé aux premières lignes du nouveau combat du Bureau. C'est une connaissance, il s'appelle Ali Soufan. Il est alors au Yémen où son patron, John O'Neil, l'a renvoyé avant de démissionner du Bureau et de trouver la mort que l'on sait dans l'effondrement des tours jumelles.

Pour avoir enquêté pendant plus de huit mois au Yémen sur l'attentat-suicide perpétré contre l'*USS Cole*, Ali Soufan est un des agents du Bureau qui connaissent le mieux les terroristes d'Al Qaida. Au lendemain des attentats du 11 Septembre, il est sans doute le seul atout majeur dont dispose le Bureau. Le directeur du FBI l'a chargé d'une mission de confiance : recueillir les preuves de la culpabilité d'Al Qaida dans les attentats. Pour fortes qu'elles soient, les présomptions ne suffisent pas, en

effet, à emporter l'adhésion d'un allié essentiel, le président pakistanais Pervez Musharraf. Les rapports d'Ali Soufan avec le chef des services secrets yéménites, le général Ghalib Qamish, sont tels qu'il obtient d'interroger les terroristes d'Al Qaida détenus dans les geôles yéménites. Parmi eux, on l'a vu, Abou Jandal.

On se souvient que, après un interrogatoire harassant, « à la fois partie de poker et jeu d'échecs », Abou Jandal a fini par craquer : il admit la responsabilité de son chef, Oussama Ben Laden, dans les attentats du 11 Septembre en lâchant : « Le Cheik est devenu fou. » Depuis lors, Abou Jandal est devenu intarissable. Il abreuve l'agent du FBI de révélations sur Al Qaida, sa structure, son commandement, ses membres, son armement, ses moyens de communication. L'information est d'une telle qualité qu'elle est directement transmise au directeur du FBI et à la Maison-Blanche. On dit que le président Bush a retardé l'invasion de l'Afghanistan d'une semaine afin de permettre une meilleure exploitation des confidences d'Abou Jandal.

À partir du début de décembre 2001, le FBI a envoyé de petits contingents d'agents en Afghanistan afin de recueillir des renseignements dans le cadre de son programme de lutte contre le terrorisme. Principale source d'information : les détenus qui s'entassent dans les prisons de l'armée américaine. À partir de janvier 2002, les agents du FBI débarquent dans la base navale de la baie de Guantanamo, au sud-est de Cuba, dans la foulée des « combattants ennemis irréguliers » transférés là par les militaires. En mars 2003, ils sont aux côtés des troupes américaines qui envahissent l'Irak. Entre 2001 et 2004, plus de 200 fonctionnaires du FBI sont envoyés en Afghanistan, 500 à Guantanamo et 260 en Irak.

En mars 2002, à Faisalabad, au Pakistan, à l'issue d'une violente fusillade, la CIA s'empare d'un responsable d'Al Qaida, Abou Zoubaydah. Gravement blessé, Zoubaydah est transféré dans une prison secrète de la CIA où il reçoit les premiers soins en attendant d'être interrogé. La prise est de taille. Le FBI et la CIA associent leurs moyens afin de l'interroger. Le Bureau envoie Ali Soufan et un de ses collègues qui parle couramment l'arabe. Avant leur départ, leur superviseur, Charles Farham, leur dispense ses instructions. Ils doivent aider la CIA lors des interrogatoires de Zoubaydah ; ils ne doivent en aucun cas lui signifier le moindre avertissement « Miranda » (*Miranda warning*), comme le stipule la loi américaine qui définit les modalités à respecter en cas d'arrestation. Dès

lors, il est clair que le FBI n'a nulle intention de déférer Abou Zoubaydah devant un tribunal américain. Pourtant, Ali Soufan n'a pas non plus l'intention de changer sa manière d'opérer. L'interrogatoire a lieu dans une prison secrète de la CIA. Il bénéficie de l'appui logistique d'officiers de la CIA qui se tiennent en retrait. Mais le quartier général de l'Agence n'a pas envoyé d'officier d'interrogatoire.

« Puis-je vous appeler Hani ? » demande Ali Soufan à Abou Zoubaydah en guise de préambule.

Abou Zoubaydah, qui exigeait que ses interlocuteurs américains l'appellent par son nom de guerre, se fige et dévisage Ali Soufan. Il ne s'attendait pas à ce qu'un Américain demande à l'appeler par le petit nom qu'employait sa mère quand il était enfant. Soufan vient de marquer un point grâce à sa technique d'interrogatoire dite de l'« approche informée ». Soufan montre aussi par là qu'il prend au sérieux Abou Zoubaydah.

Encore sous le choc de son arrestation, Abou Zoubaydah est surpris. Il s'était préparé à un interrogatoire musclé. Ali Soufan l'a pris à contrepied.

« Vous pouvez m'appeler Hani », lâche le responsable d'Al Qaida.

Ali Soufan devient dès lors un interlocuteur privilégié d'Abou Zoubaydah. « Le détenu a besoin du respect et de l'estime de l'interrogateur, expliquera Soufan devant une commission d'enquête du Sénat américain. L'interrogateur est la seule personne qui parle au détenu et l'écoute. On construit une relation que le détenu ne tient pas à mettre en péril. »

Dès la première heure, le détenu accepte de collaborer et livre des informations si importantes qu'elles sont aussitôt communiquées au directeur de la CIA, George Tenet. Visiblement impressionné, celui-ci adresse ses félicitations aux officiers d'interrogatoire. Mais, apprenant qu'Abou Zoubaydah a été interrogé par des agents du FBI, le directeur de la CIA se ravise et ordonne le départ immédiat d'une équipe d'officiers de la division du Contre-terrorisme de l'Agence (CTC).

Sur place, la situation du détenu se dégrade. Très affaibli par un premier interrogatoire, Abou Zoubaydah est confié aux médecins de la CIA qui, après avoir constaté la gravité de ses blessures, décident de l'évacuer sur l'hôpital le plus proche, mieux équipé pour s'occuper de lui. Ali Soufan et son collègue suivent le blessé et poursuivent l'interrogatoire quand son état de santé le permet. Mus par un sentiment d'urgence, les deux agents du FBI forcent la main au corps médical. Ils montrent au blessé un jeu de

photos de membres d'Al Qaida. Abou Zoubaydah se fige devant la photo d'un barbu : il ne connaît que son nom de guerre, Muktar, mais il sait qu'il s'agit du cerveau des attentats du 11 Septembre. Il s'appelle en fait Khalid Sheikh Mohammed[1]. La révélation est de taille. Pour la première fois, le FBI pénètre dans les arcanes du réseau terroriste du 11 Septembre.

Au bout de quelques jours, l'équipe du CTC arrive de Washington. Pour une raison que l'on ignore, elle est placée sous l'autorité d'un agent contractuel provenant d'une société de sécurité privée qui travaille régulièrement pour l'Agence. Le contractuel a des idées précises sur la manière de conduire un interrogatoire. Il commence par écarter les deux agents du FBI. Ali Soufan proteste : Abou Zoubaydah a commencé à parler. Le contractuel balaie ses arguments d'un revers de main. Pour lui, tout ce qu'a dit le responsable d'Al Qaida est à mettre à la poubelle ; il convient de briser d'abord sa résistance. L'interrogatoire reprend sous la direction de la CIA, cette fois en plus musclé. Zoubaydah n'a plus le droit de porter des vêtements, on l'empêche de dormir. Ali Soufan, qui assiste en tant qu'observateur, s'insurge : les limites de la torture sont atteintes. Zoubaydah se ferme et interrompt toute collaboration. Washington s'inquiète et demande pourquoi Abou Zoubaydah a brusquement cessé de parler.

Washington ordonne alors à Ali Soufan et à son collègue de reprendre l'interrogatoire. Quelques heures plus tard, Abou Zoubaydah se remet à parler. Cette fois, il révèle que la prochaine attaque d'Al Qaida vise une grande métropole américaine où l'organisation a décidé de faire exploser une bombe radioactive. Surnommé « bombe sale », ce type d'engin est le cauchemar des forces antiterroristes occidentales. Il associe une bombe conventionnelle à des matériaux radioactifs destinés à se répandre en poussière lors de l'explosion. Abou Zoubaydah fournit suffisamment d'éléments pour permettre, le 8 mai 2002, l'arrestation à Chicago de José Padilla, un citoyen américain. Le Procureur général John Ashcroft, qui se trouve en voyage à Moscou, fait état de l'information lors d'une conférence de presse.

La CIA n'entend pas rester les bras croisés. Quelques jours plus tard, les officiers d'instruction du CTC rentrent dans le jeu. Ils veulent s'assurer qu'Abou Zoubaydah dit toute la vérité. La torture reprend. Le détenu passe des jours entiers dans une pièce où de puissants haut-parleurs diffusent à plein volume une musique assourdissante. Quand il ne baigne pas dans une

chaleur insoutenable, il est plongé dans un froid intense. Ali Soufan n'est pas le seul à protester. Un des officiers de la CIA lui fait écho. Mais leurs protestations sont vaines, et les sévices se poursuivent. Outré, un psychologue de la CIA quitte les lieux en signe de désaccord. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, Abou Zoubaydah interrompt toute collaboration.

« On nous a alors ordonné de reprendre l'interrogatoire, relate Ali Soufan. Cette fois, il nous a été plus difficile de rétablir le contact avec Abou en raison des techniques spéciales qui lui avaient été appliquées. Une nouvelle fois, le contractuel de la CIA est intervenu et a demandé à sa hiérarchie l'autorisation de placer Abou Zoubaydah dans une boîte de confinement. »

Furieux, Ali Soufan en réfère alors à son supérieur, le directeur adjoint du FBI chargé du Contre-terrorisme qui est, on l'a vu, Pat d'Amuro. Pur produit du FBI, Pat d'Amuro est entré au Bureau en 1979. Il a tout connu : les grandes enquêtes criminelles, la traque des délinquants financiers, des parrains de la Mafia, et, pour finir, l'antiterrorisme. Chargé de coordonner l'enquête du Bureau sur les attentats du 11 Septembre, il a été nommé, fin 2001, directeur adjoint en charge du Contre-espionnage et du Contre-terrorisme. À ce titre, il rencontre régulièrement le président George Bush et le vice-président Dick Cheney pour les tenir informés des affaires en cours. Il est l'un des hommes les plus importants de la guerre contre l'axe du Mal lancée par George Bush. Informé de la situation, Pat d'Amuro n'hésite pas un instant : il donne l'ordre à Ali Soufan de ne plus participer à aucun interrogatoire et de rentrer à Washington. Soufan s'exécute. Mais pas son collègue, qui reste quelque temps et prend part à divers interrogatoires musclés. Cet agent est beaucoup plus proche de la CIA que Soufan. Par le passé, il a suivi des stages de torture afin de mesurer ses propres limites et de comprendre ce que les prisonniers enduraient. En outre, les officiers de la CIA qui s'occupent d'Abou Zoubaydah lui ont assuré que tout ce qu'ils faisaient était cautionné par la Maison-Blanche, et qu'il ne risquait rien. De retour à Washington, il expliquera à Pat d'Amuro qu'il n'avait aucune objection morale à participer aux séances, les officiers de la CIA agissant de manière « professionnelle ».

Pat d'Amuro n'entend pas laisser passer l'incident sans réagir. Il sait qu'il doit faire vite, et pousser le Département de la Justice et le Bureau à prendre position. L'affaire Zoubaydah risque en effet de se reproduire

souvent. Le FBI désire interroger tous les terroristes d'Al Qaida détenus dans les prisons secrètes de la CIA ou dans les camps de détention, comme celui de Guantanamo. Des dizaines d'agents du FBI risquent de se retrouver dans la même situation qu'Ali Soufan. Fin juillet, Pat d'Amuro discute de la question avec de hauts fonctionnaires de la Justice, dont Michael Chertoff, alors *Assistant Attorney general* pour la section criminelle, et le directeur du FBI, Robert Mueller. À tous, d'Amuro explique que la torture est inutile : les militants d'Al Qaida sont entraînés à résister aux interrogatoires des policiers de leurs pays respectifs, qui sont autrement plus brutaux et cruels que les gens de la CIA. Ils s'attendent à ce que les Américains les torturent, pas à ce qu'ils les traitent en êtres humains. Le Bureau a déjà obtenu pas mal d'informations sans recourir à des techniques sauvages. D'Amuro souligne que, quand l'Agent spécial connaît parfaitement son dossier, il peut amener un prisonnier à dire la vérité. À l'inverse, si on le torture assez longtemps, on peut tout au plus l'amener à dire ce qu'on souhaite entendre.

À l'intention du directeur du FBI, Pat d'Amuro ajoute : « Un jour, le FBI va être appelé à témoigner, et je veux pouvoir dire que nous n'avons pas participé à ce type d'activités. » Puis il conclut avec fermeté : « Nous ne faisons pas ce genre de choses. » Robert Mueller approuve. Il décrète que, « désormais, plus aucun agent du FBI ne prendra part à des interrogatoires où ce type de techniques est employé ».

Quelque temps plus tard, une rencontre au sommet réunit le directeur du FBI, Robert Mueller, celui de la CIA, George Tenet, Pat d'Amuro et son homologue au sein de l'Agence, afin d'apporter une solution au problème. Le Bureau n'a pas renoncé à l'idée d'interroger les terroristes détenus par la CIA. D'Amuro demande que le Bureau soit autorisé à questionner les détenus avant que la CIA ne recoure à ses « techniques spéciales ». Il ajoute que le Bureau aurait un scrupule moral à interroger des détenus venant d'être torturés par la CIA. Le Bureau et l'Agence ne trouveront pas d'accord, et les Agents spéciaux n'assisteront plus à des scènes de torture…

L'affaire Abou Zoubaydah n'en restera pas là. Des années plus tard, un vif débat va secouer les États-Unis à propos de l'autorisation de torturer donnée par la Maison-Blanche. La CIA et la Maison-Blanche n'hésitent pas à mentir, affirmant qu'Abou Zoubaydah a parlé sous la torture du rôle de Khalid Sheikh Mohammed dans les attentats du 11 Septembre, et a fourni les informations sur José Padilla après une séance de noyade simulée. Faux ! s'insurge Ali Soufan qui, pour se faire entendre, va jusqu'à

témoigner devant une commission du Sénat en mai 2009. L'affaire marque un tournant dans les relations entre le FBI et la CIA dans le cadre de la lutte contre l'axe du Mal.

Les rapports entre le Bureau et l'armée vont eux aussi être mis à mal. Là encore, Ali Soufan va jouer un rôle important. Le 15 décembre 2001, l'armée pakistanaise arrête un citoyen saoudien qui, venant d'Afghanistan, s'apprête à entrer clandestinement au Pakistan. L'homme, qui use de faux papiers, est remis à l'armée américaine, laquelle le transfère au camp de Guantanamo en avril 2002. Interrogé cinq fois par des agents du FBI, il se contente de répéter qu'il se trouvait en Afghanistan pour acheter des faucons. Il refuse d'en dire plus et se montre « obtus », voire « agressif ». Les Agents spéciaux sont loin de se douter qu'ils ont entre leurs mains un des hommes du 11 Septembre.

En juillet 2002, les agents relèvent les empreintes de l'homme, qu'ils identifient alors immédiatement : il s'appelle Mohamed Al-Khatani. Les agents du FBI qui enquêtent sur les attentats du 11 Septembre pensent qu'il pourrait être le vingtième homme des commandos d'Al Qaida : il aurait dû se trouver à bord du vol 93 qui s'est écrasé dans un champ près de Shanksville, dans le comté de Somerset (Pennsylvanie), après que ses passagers et son équipage eurent tenté de reprendre le contrôle de l'avion détourné sur Washington. Mais un concours de circonstances l'en a empêché.

Le 4 août 2001, Mohamed Al-Khatani débarque à l'aéroport d'Orlando, en Floride, en provenance de Dubaï. Le responsable de l'immigration qui a vérifié son passeport lui a refusé l'entrée : Al-Khatani n'a pas de billet de retour, n'a pas réservé de chambre dans un hôtel et parle à peine l'anglais. Avant de rembarquer pour l'Arabie Saoudite, il proteste en affirmant qu'il est attendu. Au même moment, les caméras de sécurité de l'aéroport d'Orlando ont enregistré l'image d'un homme qui pourrait être Mohamed Atta, chef présumé des pirates de l'air du 11 Septembre. Au même instant, la carte téléphonique de Mohamed Atta a été employée pour passer un coup de fil depuis une cabine de l'aéroport d'Orlando. Le numéro composé est celui d'un homme qui sera accusé par la suite d'être un des financiers des attentats du 11 Septembre.

La nouvelle de l'arrestation de Mohamed Al-Khatani au Pakistan est communiquée au président Bush et au Procureur général, John Ashcroft en juillet 2002. Les agents du FBI détachés à Guantanamo obtiennent de

pouvoir conduire ses interrogatoires, après avoir fait remarquer que le Bureau est chargé de mener l'enquête sur les attentats du 11 Septembre. Mohamed Al-Khatani est transféré au camp Delta, situé à l'intérieur de la base de Guantanamo[2]. Pendant une semaine, il est interrogé par les agents du FBI. Il commence par nier s'être rendu aux États-Unis, puis, devant les preuves exhibées par les Agents spéciaux, il affirme être allé à Orlando dans l'intention d'acheter des voitures d'occasion. Le 27 juillet, il est transféré dans le quartier de haute sécurité du camp Delta, où il est placé à l'isolement. L'Agent spécial chargé du dossier sent qu'il n'arrivera à rien avec Al-Khatani. Il demande au Bureau de lui envoyer le seul agent susceptible de venir à bout du Saoudien : Ali Soufan.

Ce n'est pas la première mission d'Ali Soufan à Guantanamo. Il a déjà fait « craquer » certains des irréductibles détenus dans le camp, et le major général Dunlavey, responsable des interrogatoires des détenus de l'armée (Joint Task Force 170), reprenant l'expression de John O'Neil, parle de lui comme d'un « trésor national ». Après avoir rencontré Mohamed Al-Khatani, Ali Soufan recommande son transfert dans la zone de sécurité maximale de Guantanamo, « Navy Brig », un camp spécial séparé de ceux où sont enfermés les autres détenus. Avant l'arrivée d'Al-Khatani, le FBI fait équiper l'endroit d'un circuit de télévision intérieure. Généralement, le FBI répugne à user de telles méthodes, de crainte de compromettre la sincérité des aveux. Mais les agents basés à Guantanamo savent que la mise à l'isolement peut constituer une « technique efficace ».

Mohamed Al-Khatani est transféré à Navy Brig le 8 août 2002 à bord d'une ambulance. Les gardes qui l'accueillent ont le visage masqué, ils ne lui adressent pas la parole. Désormais, Ali Soufan est son seul interlocuteur.

De tous les endroits où Mohamed Al-Khatani a été détenu, le camp Brig est le pire. Il ne peut prier ; les fenêtres sont aveugles et il est dans l'incapacité de trouver la direction de La Mecque. Il ne voit jamais le soleil et vit dans la semi-obscurité, entouré d'ombres silencieuses et masquées. Dans sa cellule, il fait froid, très froid. Tantôt, il a droit à un matelas ; tantôt, non.

Au lendemain de son arrivée, il est interrogé par Ali Soufan, qui lui fait comprendre qu'il sera détenu à Brig tant qu'il n'aura pas modifié ses déclarations. Il le met en garde : s'il ne lui parle pas maintenant, il sera contraint de parler plus tard, et ce ne sera pas très agréable. Mohamed Al-Khatani n'arrive pas à savoir s'il s'agit d'une recommandation ou d'une

menace. À l'intention de ce client coriace, Soufan met au point une stratégie d'interrogatoire à long terme ; pour ce faire, il reçoit le renfort de spécialistes en interrogatoires de l'Unité de science du comportement (BSU) du Bureau. Il a aussi recours à d'autres Agents spéciaux. Il a compris qu'il lui faudrait beaucoup de temps pour venir à bout d'Al-Khatani, alors que du temps il n'en a justement pas. Au bout d'un mois, l'armée lui donne l'ordre de se retirer : désormais, les militaires sont aux commandes. Pour Al-Khatani, des mois de tortures commencent. Pour le Bureau, plus rien ne sera comme avant.

En avril 2005, à l'occasion d'une cérémonie, un journaliste demande au directeur du FBI comment il voit l'avenir du Bureau. Du haut de son 1,85 mètre, Robert Mueller réfléchit, puis son visage carré s'illumine et son regard devient pétillant : « L'avenir du Bureau ? dit-il en pointant le doigt. Vous voyez cet agent-là ? C'est lui, l'avenir du FBI ! »

Le journaliste s'informe. Il apprend le nom de l'agent. C'est Ali Soufan.

Un mois plus tard, le 28 mai, Ali Soufan présente sa démission. Quand on lui demande ce qui s'est passé, il répond par une pirouette : « J'ignorais que j'étais l'avenir du Bureau. Si on me l'avait dit… » Il explique son geste par un désir d'aller de l'avant, de vivre autre chose. Il affirme n'être ni amer ni fatigué, et que ses neuf ans passés au Bureau ont sans doute été les meilleurs de sa vie.

Le directeur Robert Mueller a été aussitôt informé du départ d'Ali Soufan. Les temps changent. Dans les années 1960, quand un élément particulièrement brillant quittait le Bureau, nul n'osait en aviser la Direction. Il arrivait même à J. Edgar Hoover d'affecter des Agents spéciaux à des missions de confiance des mois, voire des années, après leur départ…

1- Khalid Sheikh Mohammed est l'oncle de Ramzi Yousef, l'artificier du premier attentat contre le World Trade Center en 1993, qu'il a financé. Il est un des cerveaux de l'opération « Bonjika » qui aurait dû détruire simultanément en vol douze avions de ligne américains. Il est arrêté le 1er mars 2003 à Rawalpindi, au Pakistan, lors d'un raid monté par les services secrets pakistanais (ISI) et la CIA. Il est torturé à de nombreuses reprises : la CIA lui applique 183 fois la torture dite de la noyade simulée (*waterboarding*). Il aurait reconnu sa participation aux attentats du 11 Septembre, ainsi qu'à l'enlèvement et à la décapitation du journaliste américain Daniel Pearl.

2- Créé au début de 2002, le camp Delta comprend 612 cellules gardées par la police militaire américaine. Il est divisé en six sections entre lesquelles les détenus sont répartis en fonction de leur degré de coopération.

Épilogue

Quand c'est fini, tout recommence.

Le 6 juillet 2008, le FBI fête son centième anniversaire. Une centaine d'agents et de responsables actuels ou passés du Bureau se sont réunis dans le cortile d'un bâtiment du centre de Washington. Parmi la foule des costumes gris surgit une tache bleu clair. C'est le complet-veston d'un grand vieillard, Walter Walsh, le plus âgé des survivants de l'ère Hoover : il a un an de plus que le Bureau. C'est un ancien tueur de gangsters qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a quitté un FBI en lequel il ne se reconnaissait plus, les agents ne pouvant plus « jouer de la gâchette » comme jadis. En ce jour de fête, il est le symbole d'un Bureau qui s'en va, celui de Hoover et de ses proches héritiers.

Tous ne sont pas venus. L'absence du président George Bush est remarquée ; ce jour-là, il enterre un ami. William Webster, William Sessions et Louis Freeh, tous trois anciens directeurs, sont là. À quelques exceptions près, ils sont les seuls représentants d'un temps qui n'est plus. Peu d'agents du siècle passé ont fait le voyage de Washington. C'est peut-être mieux : ils auraient eu du mal à se reconnaître dans ce Bureau qu'ils ont façonné et qui les a façonnés à son image. Avec ses 30 000 collaborateurs – dont 12 000 sont des Agents spéciaux –, son budget en croissance constante (il dépasse en 2008 les 6 milliards de dollars, soit près de deux fois plus qu'en 2001), le FBI a davantage changé en quatre ans que lors des quatre-vingt-seize années précédentes.

Robert Mueller, le directeur de l'après-11 septembre, est un homme à poigne. Diplômé d'une des plus prestigieuses universités américaines, Princeton, vétéran de la guerre du Vietnam, bardé de décorations pour sa conduite héroïque, il connaît à merveille la machine complexe et parfois pesante du Département de la Justice pour avoir supervisé en tant qu'avocat les poursuites contre le général-dictateur panaméen Manuel Noriega et contre le parrain de la mafia new-yorkaise, John Gotti. Mueller a la peau dure, le verbe haut, et sait frapper fort quand il le faut. Il a toutes les qualités pour se faire entendre au sein de l'administration Bush.

Il sait que la guerre contre le terrorisme se gagne aussi dans les médias. Pour mettre toutes les chances de son côté, il a embauché en 2005 John Miller, ancien journaliste vedette de la chaîne de télévision ABC, à qui il a conféré le titre de directeur adjoint, ce qui signifie qu'il est associé aux décisions les plus délicates du Bureau. Il lui a également confié pour mission d'être son porte-parole ; 70 personnes travaillent pour Miller, Irlandais fort en gueule, qui connaît la police comme peu de journalistes. Sa carrière a d'ailleurs toujours oscillé entre police et médias ; il s'est fait les dents dans le milieu de la presse new-yorkaise en 1974. Journaliste d'investigation, il est l'un des meilleurs spécialistes de la mafia new-yorkaise. Internet bruit de rumeurs à son sujet. Certains sites comme celui de l'encyclopédie Wikipédia expliquent que son père, chroniqueur mondain, était ami avec le Tout-New York, à commencer par le « Premier ministre » de la Mafia, Frank Costello. Il en est même qui disent que Costello serait le parrain (au sens premier) de John Miller ! Ils se trompent. Comme souvent, la réalité est toujours plus compliquée et plus amusante. De par son métier de journaliste le père de John Miller connaissait de nombreux policiers et mafieux, dont Frank Costello. Leurs rapports étaient sans doute excellents puisque l'épouse de Frank Costello était la marraine de John Miller. John Miller pense qu'il devait avoir six ans la dernière fois qu'il a vu Costello. Par la suite, ses travaux sur la Mafia lui ont valu de nombreuses récompenses journalistiques mais aussi maintes menaces de mort. À l'époque, il ne pouvait pas savoir qu'un jour il rejoindrait une organisation, en l'occurrence le FBI, avec laquelle Frank Costello n'a eu de cesse de jouer au chat et à la souris.

C'est pour la chaîne de télévision ABC que John Miller a réalisé en 1998, dans une grotte en Afghanistan, son plus beau scoop : l'interview de Cheik Ben Laden. Un coup qui fait blêmir tous ses collègues. La légende

veut que John Miller ait fait voir les rushs de l'interview à son ami John O'Neil. Il n'en est rien : à l'époque, le journaliste n'avait pas encore fait la connaissance du responsable de la section Contre-terrorisme du FBI. ABC a rendu publique la totalité de l'entretien. Sa transcription intégrale est disponible sur le site internet de la chaîne. Les rushs ont été remis au FBI après injonction de la justice et parce que le network estimait qu'ils ne renfermaient rien qui n'ait déjà été divulgué. Dans ce film, Oussama Ben Laden parle devant une carte de l'Afrique orientale. C'était quelques mois avant les attaques de deux ambassades américaines dans la région, au Kenya et en Tanzanie. Avec son bloc-notes et son équipe légère de télévision, John Miller a réussi là où le FBI et tous les services secrets occidentaux avaient échoué. L'ancien responsable du Contre-terrorisme de la CIA (CTC) Vincent Cannistraro affirme que, à la fin de l'entretien, Miller aurait remis à Ben Laden une batterie neuve pour son téléphone satellitaire. Trafiquée, elle devait permettre de le localiser. L'archétype de l'agent du FBI, Jack Bauer, de la série télévisée « 24 heures » aurait apprécié. Info ou intox ? Intox : la réalité est autre. John Miller n'a jamais remis de batterie téléphonique à Ben Laden ni à un quelconque membre d'Al Qaida. En revanche le numéro trois d'Al Qaida, Mohammed Attef a demandé à l'intermédiaire qui a mis en contact Ben Laden et ABC d'apporter une batterie téléphonique. L'a-t-il fait ? John Miller l'ignore

Difficile, pour un journaliste d'investigation, de ne pas se lier d'amitié avec les officiers de renseignement ou les agents fédéraux qu'il fréquente. Avec les flics ou les agents, John Miller passe son temps à refaire le monde au cours d'interminables repas trop bien arrosés, en tirant sur des cigares dégustés dans des clubs *ad hoc*, ou lors de virées au bout de la nuit, parfois interrompues par les sonneries des beepers annonciatrices de violences, de sang versé et d'angoisses. Si la déontologie a parfois du mal à y trouver son compte, l'efficacité est au rendez-vous.

Le journaliste multiplie les coups. En avril 2001, il rencontre au Pakistan un responsable d' Al Qaida. Il l'« exfiltre » dans un « pays neutre », l'interroge longuement et, à sa demande, le met en contact avec le FBI. Le 11 septembre 2001 propulse John Miller aux sommets du journalisme télévisé américain : pour des millions de téléspectateurs, il est l'interlocuteur privilégié de leur idole, le dieu du journalisme télévisé, Peter Jennings. Quelques mois plus tard, il présente l'émission phare d'investigation de la chaîne « 20/20 », avec la diva hertzienne en personne,

la reine mère du petit écran, Barbara Walters ! Quand on a vécu ça, il ne reste plus qu'une chose à faire : rejoindre la police !

Ce qu'il fait en 2003. Le journaliste bardé de récompenses – neuf Emmy Awards pour ses enquêtes télévisées ! – se retrouve responsable du Contre-terrorisme de la police de Los Angeles. Ce n'est pas sa première expérience policière. En 1994, il a quitté la chaîne télévisée WNBC pour un important poste de responsabilités à la tête de la police de New York, avant de recoiffer sa casquette de journaliste d'investigation au sein d'une des premières rédactions du pays, celle d'ABC.

Le mélange des genres n'est pas fait pour effrayer John Miller, qui est plus flic que journaliste. Il est le seul à ne pas voir dans sa nomination au poste de directeur adjoint du Bureau un symbole fort. Il dit qu'il doit à ses qualités professionnelles de flic, et non aux caméras d'ABC, de siéger à la gauche du directeur. Il affirme ne pas être sûr que Robert Mueller ait été au courant de son interview avec Oussama Ben Laden avant de le recruter.

Il faut avoir les nerfs solides pour être assis au septième étage du bâtiment J. Edgar Hoover, 935, Pennsylvania Avenue, à Washington DC. À côté de ce qu'il endure, sa rencontre avec Ben Laden dans une grotte perdue d'Afghanistan ressemblerait presque à une promenade de santé. Maintenant qu'il est de l'autre côté de la barrière, il fait face à ses anciens collègues qui ne connaissent que les *deadlines* et se soucient fort peu des dégâts provoqués par leurs révélations. Désormais, l'ex-roi du scoop joue les arroseurs arrosés et enrage quand il voit les enquêtes du Bureau compromises par les fuites dans les médias.

Quand il était tout gamin, John Miller avait acheté dans une librairie de la 57e Rue, à Manhattan, un livre intitulé *Questions à propos du FBI*, d'un certain Earl Mayer Shank, qu'il avait dû payer dans les cinquante cents. L'ouvrage ne le quittait pratiquement jamais, les pages étaient usées d'avoir été trop tournées, la reliure fatiguée et la couverture déchiquetée. Le dimanche soir, comme des millions de téléspectateurs, le petit Miller était rivé à son téléviseur pour suivre les aventures du héros du feuilleton *FBI*, incarné par Ephraim Zimbalist. Il voyait le Bureau comme une super-police qui pouvait aller partout dans le monde et s'occuper de tout.

Aujourd'hui, l'image du Bureau a bien changé. Elle est davantage en adéquation avec son époque. John Miller en est le gardien, tout comme ses prestigieux ancêtres Lou Nichols ou Cartha DeLoach, les patrons de la Crime Records Division, premier instrument de communication du Bureau.

Cerbères du « copyright FBI », ses prédécesseurs avaient un droit de vie ou de mort sur les projets soumis au Bureau par Hollywood, ils intervenaient sur les scénarios, surveillaient le choix des acteurs et contrôlaient physiquement les tournages des films approuvés. Inspirés par J. Edgar Hoover, ils n'ont pu que donner une image vieillotte et dépassée d'un Bureau qui n'était plus en phase avec son époque. Aujourd'hui, John Miller n'intervient que rarement dans les nombreuses séries consacrées au FBI ; ce n'est pourtant pas l'envie qui manque quand, les découvrant à la télévision, il ne peut s'empêcher de vouloir rétablir la véracité de certains faits. Mais il sait que, à Hollywood, les apparences l'emportent toujours sur la réalité. Il se console en se disant que, à l'heure du « tout-image », sa tâche est autrement plus importante. Dans les années 1930, Lou Nichols a forgé le mythe d'un FBI omniprésent et omnipotent en contrôlant les articles de journalistes amis du Bureau. Son successeur, Cartha DeLoach, hantait les plateaux de cinéma et de télévision. Chargé de vendre à l'opinion américaine le « Bureau nouveau », celui de l'après-11 Septembre, John Miller va devoir faire preuve d'imagination.

Évoluer ou disparaître : tel est le nouveau mot d'ordre. Les agents du FBI ne doivent plus se contenter d'être les rois de la scène du crime. Réprimer, c'est bien ; prévenir, c'est mieux. « Nous devons avoir les capacités analytiques de voir au-delà de l'horizon, explique John Miller ; nous devons déceler les menaces à venir et les prévenir. Pour cela, nous devons tout changer. Changer de structures et de procédures. Le directeur Robert Mueller a pour habitude de dire que c'est comme changer les roues d'une voiture lancée à pleine vitesse sur une autoroute. » La comparaison est audacieuse. Masi elle n'effraie pas un John Miller payé pour savoir que, au Bureau, tout est affaire de décor… et d'image !

Chronologie

UN SIÈCLE (ET PLUS) D'HISTOIRE DU FBI

1908-1910

29 juin 1908

L'*Attorney General* (Procureur général) Charles J. Bonaparte crée une nouvelle structure d'enquêteurs à l'intérieur du DOJ (Departement of Justice). Il y affecte vingt-trois enquêteurs déjà au service du DOJ et recrute huit agents supplémentaires en provenance du Département du Trésor.

26 juillet 1908

Le Procureur général Bonaparte place la nouvelle structure sous les ordres du Chief Examiner Stanley W. Finch. C'est le début formel de ce qui deviendra en 1935 le FBI.

Mars 1909

Le Procureur général George W. Wickersham baptise la structure Bureau of Investigation (BOI).

4 mars 1909

William Howard Taft devient président des États-Unis.

1910-1919

25 juin 1910

Le Congrès vote le « White Slave Traffic Act », également connu sous le nom de « Mann Act », dont l'objectif est de réprimer la traite des blanches. La nouvelle loi accroît les pouvoirs du Bureau en matière de crime fédéral.

30 avril 1912

A. Bruce Bielaski est nommé directeur du Bureau.

4 mars 1913

Woodrow Wilson s'installe à la Maison-Blanche.

20 mars 1917

Le Bureau commence à travailler avec l'American Protective League (APL), une milice fondée par un milliardaire qui comptera jusqu'à 250 000 membres payants, répartis dans 600 localités américaines.

6 avril 1917

Le Congrès déclare la guerre à l'Allemagne et le président Woodrow Wilson autorise l'arrestation d'« étrangers ennemis » par le DOJ. Le Bureau travaille en étroite liaison avec la section du DOJ chargée des « étrangers ennemis ».

15 juin 1917

Le Congrès vote l'« Espionage Act ». Le Bureau peut désormais s'occuper d'affaires d'espionnage et de subversion.

5 septembre 1917

Le Bureau arrête les responsables syndicaux de l'IWW (Industrial Workers of the World) pour violation de l'« Espionage Act ». Ils sont condamnés un an plus tard.

3 septembre 1918

Le Bureau prend part aux grandes rafles conduites à New York. 75 000 hommes en âge de combattre sont détenus en attendant de vérifier s'ils ne se sont pas soustraits à leurs obligations militaires. L'Attorney

General en profite pour lancer de vastes rafles anticommunistes baptisés les Palmer raids.

2 juin 1919

Un attentat à la bombe vise la demeure du Procureur général A. Mitchell Palmer, à Washington.

30 juin 1919

Le Procureur général Palmer nomme William E. Flynn, ancien responsable de l'US Secret Service, directeur du Bureau.

1er août 1919

Le Procureur général Palmer crée une division au sein du DOJ pour espionner et réprimer les mouvements « révolutionnaires, pacifistes ou dissidents », baptisée Radical Division, puis GID (General Intelligence Division). Elle est dirigée par J. Edgar Hoover.

28 octobre 1919

Le Congrès vote le « National Motor Vehicle Theft Act », ou « Dyer Act ». Le Bureau a le droit d'enquêter sur les vols d'automobiles entre États.

7 novembre 1919

S'appuyant sur les informations collectées par Hoover, le Procureur général lance une série de rafles, dans les milieux communistes, anarchistes et syndicalistes en invoquant l'« Espionage Act » de 1917 et le « Sedition Act » de 1918. Les rafles se poursuivent jusqu'en janvier 1920. Dans trente-trois villes américaines, plus de dix mille personnes sont arrêtées.

21 décembre 1919

J. Edgar Hoover supervise l'expulsion vers l'Union soviétique à bord de l'*USS Bufford*, un bâtiment militaire, de 249 indésirables, des « anars », des « rouges », ainsi que des étrangers expulsés pour « crime de pauvreté ». Parmi eux, la militante féministe Emma Goldman et Alexander Berkman, lequel a tenté d'assassiner Henry Clay Frick, patron du groupe Carnegie Steel, lors des grandes grèves de 1892.

1920-1929

4 mars 1921

Warren G. Harding prête serment et devient président des États-Unis.

22 août 1921

William J. Burns, patron d'une des plus grosses agences de détectives privés des États-Unis, est nommé directeur du Bureau. À ses côtés, un *Assistant Director* âgé de 26 ans : J. Edgar Hoover.

22 août 1922

Les agents du Bureau font irruption dans une réunion du Parti communiste à Bridgman, Michigan. Cette action échappant à leur juridiction, ils sont obligés de remettre les personnes arrêtées et les documents saisis à la police d'État.

1er septembre 1922

Le Bureau arrête 1 200 cheminots en grève.

2 août 1923

Décès du président Warren G. Harding. Le vice-président Calvin Coolidge lui succède.

10 mars 1924

Le chef du Ku Klux Klan plaide coupable de violation du « Mann Act » à la suite d'une enquête de longue haleine lancée par le Bureau en 1922.

Mai 1924

Un comité du Sénat enquête sur le rôle de l'ancien Procureur général Harry Daugherty dans le scandale du Dôme de la Théière. Le scandale provoque la démission du directeur du Bureau, William Burns.

10 mai 1924

Le Procureur général Harlan Fiske nomme J. Edgar Hoover directeur du Bureau à titre temporaire.

1er juillet 1924

Le Congrès autorise l'échange de « fichiers d'identification » entre États. Le Bureau lance sa division « Identification » et crée son premier fichier national d'empreintes digitales en rassemblant ses données et celles de l'International Association of Chiefs of Police.

10 décembre 1924

J. Edgar Hoover devient directeur du Bureau en titre.

12 janvier 1925

Création des archives réservées de J. Edgar Hoover ; elles sont classées « *Official and Confidential* » et contiennent ses documents les plus délicats. Par la suite, il créera les archives « *Personal and Confidential* », puis « *Personal* » confiées à son âme damnée, Clyde Tolson.

20 février 1925

J. Edgar Hoover réorganise le Bureau et crée six divisions chargées de superviser les bureaux locaux.

4 mars 1925

Calvin Coolidge élu président des États-Unis.

24 mars 1925

J. Edgar Hoover crée une procédure classée « *obscene* » dans le but de rassembler tout matériaux « obscènes ou impropres » collectés par ses agents.

11 octobre 1925

Edwin C. Shanahan est le premier Agent spécial tué en opération. Il tombe sous les balles d'un voleur de voiture qu'il tente d'arrêter.

15 août 1926

Des agents du Bureau arrêtent en Californie l'ancien Secrétaire mexicain à la Guerre, Enrique Escada, et une petite armée qui s'apprête à « envahir » le Mexique afin d'y organiser un coup d'État.

1er janvier 1928

Création de cours théoriques et pratiques afin de former les Agents spéciaux. Tous les nouveaux agents doivent passer deux mois au bureau de Washington (WFO, Washington Field Office) afin de se familiariser avec les règles du Bureau. Ils passent une série de tests et d'exercices afin d'évaluer « leurs qualités et leur potentiel ».

2 avril 1928

Clyde Tolson est nommé Agent spécial.

4 mars 1929

Le nouveau Président, Herbert Hoover, s'installe à la Maison-Blanche.

1930-1939

11 juin 1930

Sur décision du Congrès, la Division nationale d'Identification et d'Information a le droit de rassembler et d'effectuer des statistiques sur le crime aux États-Unis, privilège réservé jusqu'à présent à l'International Association of Chiefs of Police.

1er mars 1932

Le Bureau commence à échanger ses fichiers d'empreintes digitales avec des gouvernements étrangers.

Enlèvement du bébé de l'aviateur Charles Lindbergh. Le président Herbert Hoover ordonne à l'Unité « Prohibition » du Département du Trésor et au Bureau de prêter main forte à la police locale dans son enquête. J. Edgar Hoover coordonne l'assistance fédérale.

Mai 1932

Premier numéro de *The Investigator*, revue interne du Bureau.

22 juin 1932

Le Congrès vote une loi accordant au Bureau une juridiction inter-États sur les affaires d'enlèvements.

1er juillet 1932

Le Bureau est rebaptisé United States BOI, ou USBOI. Un an plus tard, il prend le nom de Division of Investigation (DOI) quand le Bureau of Prohibition est placé sous l'autorité de J. Edgar Hoover.

1er septembre 1932

Le Bureau lance une seconde publication, *Fugitive wanted by the police*, qui devient, en octobre 1935, *FBI Law Enforcement Bulletin*.

25 octobre 1932

Début de la première émission radio nationale consacrée aux enquêtes du FBI, *The Lucky Strike Show*.

24 novembre 1932

Le Bureau inaugure son laboratoire technique situé dans le Southern Railway Building, à l'angle de la 13e Rue et de Pennsylvania Avenue, Northwest, Washington.

4 mars 1933

Franklin D. Roosevelt est élu président des États-Unis.

Le 17 juin 1933

Les policiers et les agents chargés de conduire le pilleur de banque Frank « Jelly » Nash au pénitencier de Leavenworth tombent dans une embuscade à la gare de Kansas City. Lors de la fusillade, trois policiers et un agent du Bureau sont tués. Hoover réclame justice.

26 septembre 1933

Le Bureau arrête George « Machine Gun » Kelly et sa femme, accusés d'avoir enlevé le magnat du pétrole Charles Urschel (libéré contre une rançon de 200 000 dollars). Une arrestation en douceur. Le gangster déclare aux agents fédéraux : « Je vous attendais. » Des publicitaires embauchés par Hoover lui font dire : « Ne tirez pas, G-Men. » Les agents du Bureau sont dès lors surnommés les « G-Men ».

18 juin 1934

Après le massacre de Kansas City, le Congrès renforce les pouvoirs du Bureau face aux gangsters. Les agents en service ont le droit de porter des armes et d'arrêter des suspects. Jusqu'alors, les Agents spéciaux ne pouvaient qu'effecteur des « arrestations citoyennes », et devaient s'adresser aux *marshalls* ou à la police locale pour toute arrestation hors d'un flagrant délit.

22 juillet 1934

John Herbert Dillinger, un de plus fameux gangster, est tué par des Agents spéciaux devant le cinéma *Biograph* à Chicago.

20 septembre 1934

Arrestation de Bruno Hauptman pour le kidnapping et l'assassinat du bébé de Charles Lindbergh. J. Edgar Hoover tire la couverture médiatique à lui.

22 octobre 1924

Arrestation du gangster Charles « Pretty Boy » Floyd par des agents du Bureau.

Octobre 1934

Le Bureau s'installe dans ses nouveaux locaux à l'intérieur même du bâtiment du Département de la Justice à l'angle de la 9^{e} Rue et de Pennsylvania Avenue, à Washington. Il y restera jusqu'en 1970.

1935

Huit films à la gloire du FBI triomphent sur les écrans américains. En tête du box-office : *G-men, Public Enemy Number One* (1935), *Let's them have it* (1935), *Show them no mercy* (1935), *Public Enemy's wife* (1936), *Spécial Investigator* (1936).

J. Edgar Hoover dote le Bureau d'un véritable instrument de communication : la Crime Records Division. Elle a ses propres publications : des brochures, des livres, des revues. Son influence se fait sentir sur les films, les émissions de radio et les articles de journaux consacrés au Bureau. J. Edgar Hoover place à sa tête un de ses plus proches collaborateurs, Louis B. Nichols, qui sera remplacé ultérieurement par Cartha DeLoach.

1er juillet 1935

Le Bureau change à nouveau de nom et devient le « Federal Bureau of Investigation », le FBI.

29 juillet 1935

Le FBI inaugure une Académie nationale de Police chargée de former des officiers de police venus de tous les États-Unis aux nouvelles méthodes d'investigation (police scientifique, etc.). Les cours durent douze semaines et les classes comprennent vingt-trois élèves. L'Académie est installée à Washington avant de déménager par la suite sur la base des marines de Quantico, en Virginie.

30 avril 1936

J. Edgar Hoover arrête Alvin Creepy Karpis, un gangster qui l'avait défié publiquement.

24 mai 1936

Le président Roosevelt demande à J. Edgar Hoover d'enquêter sur les groupes nazis et communistes présents aux États-Unis. Depuis la Première Guerre mondiale, le Bureau a le droit d'enquêter, à la demande du Département d'État, sur les menaces provenant de l'étranger. Le lendemain, Hoover rencontre Roosevelt et le secrétaire d'État Cordell Hull.

15 décembre 1936

J. Edgar Hoover arrête le gangster Harry Brunette à New York.

20 janvier 1933

Franklin D. Roosevelt inaugure son second mandat.

2 novembre 1938

Avec l'autorisation du président Roosevelt, J. Edgar Hoover étend les activités de contre-espionnage du FBI en coordination avec la Military Intelligence, service du Département de la Guerre (MID), et l'Office of Naval Intelligence (ONI).

2 décembre 1938

À la suite d'une enquête du FBI, une vingtaine de personnes sont renvoyées devant les tribunaux pour espionnage au profit de l'Allemagne nazie. Après avoir été inculpés, quatorze membres du réseau s'enfuient en Allemagne.

26 juin 1939

Le président Roosevelt signe un décret secret attribuant au FBI la responsabilité exclusive des affaires d'espionnage, de contre-espionnage et de sabotage.

24 août 1939

Grâce à son ami le journaliste radio Walter Winchell, J. Edgar Hoover arrête un des responsables de la mafia new-yorkaise, Louis Lepke Buchalter. Quelques années plus tard, en dépit des promesses de J. Edgar Hoover, Buchalter sera exécuté.

29 septembre 1939

J. Edgar Hoover donne l'ordre à ses agents de dresser une liste d'étrangers et d'Américains jugés dangereux pour la sécurité nationale en temps de guerre.

6 septembre 1939

Le président Roosevelt confie officiellement au FBI la responsabilité du contre-espionnage et de la lutte contre les saboteurs.

17 janvier 1940

Le FBI arrête à New York dix-sept membres d'une organisation fasciste accusés de préparer un « vaste » coup d'État. Ils seront relâchés sans être inculpés.

21 mai 1940

Le président Roosevelt autorise le FBI à procéder à des écoutes dans les affaires de sécurité nationale sans en référer au Procureur général. Le décret est secret, il servira de justification à Hoover pour certaines écoutes réalisées jusque dans les années 1960.

1940-1949

24 juin 1940

Le président Roosevelt charge secrètement le FBI du renseignement et du contre-espionnage en Amérique centrale et en Amérique du sud. Le FBI crée une nouvelle division, le Special Intelligence Service (SIS), chargée de traquer les agents de l'Axe sur le continent sud-américain. Des Agents spéciaux sont envoyés dans différentes villes européennes pour assurer la liaison avec les futurs Alliés. Après la fermeture du SIS en 1946 par le président Truman, ces agents de liaison formeront l'embryon du Legal Attaché (Legat) Program.

28 juin 1940

Le Congrès vote le « Smith Act » qui interdit à quiconque de faire de la propagande en vue de renverser le gouvernement américain par des moyens violents.

31 août 1940

Création de la Disaster Squad du FBI chargée d'aider les autorités civiles à identifier les victimes d'une catastrophe aérienne survenue en Virginie. Parmi les victimes : des agents du FBI.

18 novembre 1940

Le Procureur général Jackson autorise J. Edgar Hoover a établir une relation secrète avec l'American Legion. Les dizaines de milliers de membres de l'American Legion doivent signaler au Bureau toute activité suspecte.

1er janvier 1941

Premier sceau du FBI.

20 janvier 1941

Troisième mandat de Franklin D. Roosevelt.

28 juin 1941

Après deux années d'enquête, le FBI arrête un espion nazi, Frederick Joubert « Fritz » Duquesne, et trente-deux de ses complices.

7 décembre 1941

Les Japonais bombardent la base navale de Pearl Harbor, à Hawaii. L'Amérique entre en guerre. J. Edgar Hoover déclenche le plan de guerre prévu pour le Bureau. Le Procureur général Francis Biddle lance le Bureau aux trousses des « étrangers ennemis ». Le FBI est mobilisé jour et nuit. 3 846 étrangers sont arrêtés.

1942

J. Edgar Hoover inaugure la procédure « ne pas archiver » qui sera à l'origine de certains des dérapages du Bureau.

12 juin 1942

Un commando de quatre saboteurs dirigés par George John Dasch débarque d'un U-boat sur une plage près d'Amagansett, Long Island, New York. Cinq jours plus tard, quatre autres saboteurs allemands placés sous la direction d'Edward Kerling débarquent sur la plage de Ponte Vedra, en Floride. Dasch se rend au FBI. Deux semaines plus tard, tous les saboteurs sont arrêtés par le FBI.

22 juin 1942

J. Edgar Hoover lance l'opération « Racoon » dont l'objectif est d'étudier l'influence des nazis et du Parti communiste au sein de la communauté noire.

9 octobre 1942

Le FBI inaugure une station d'écoute radio à Clinton Maryland ; d'autres stations seront installées dans l'Oregon et le Massachussetts ; elles seront récupérées par la CIA à sa création en 1947.

20 janvier 1945

Franklin D. Roosevelt retourne à la Maison-Blanche pour la quatrième fois.

14 mars 1945

Le FBI est chargé d'enquêter sur la revue *Amerasia* après la découverte de documents secrets de l'OSS (services secrets américains) au

siège du journal spécialisé sur l'Asie du sud. L'OSS et le FBI ayant obtenu leurs informations de manière illégale, les responsables de la revue arrêtés sont relâchés par un tribunal qui renonce pour vice de forme à les poursuivre.

12 avril 1945

Décès du président Roosevelt ; le vice-président Harry S. Truman lui succède.

16 avril 1945

Début de la série radio « This is your FBI » (« Voici votre FBI ») sous l'étroit contrôle du Bureau.

10 mai 1945

Elisabeth Bentley livre aux agents du FBI les secrets du Parti communiste américain et des réseaux d'espionnage soviétique aux États-Unis. Elle accuse des hauts fonctionnaires d'être des agents de Moscou. Parmi eux, Harry Dexter White, William W. Remington, Nathan G. Silvermaster.

31 juillet 1945

À la demande du président Truman, J. Edgar Hoover enquête sur les employés de la Maison-Blanche afin de trouver l'origine de fuites à destination des médias.

5 septembre 1945

Igor Gouzenko, employé de l'ambassade de l'URSS à Ottawa, au Canada, passe à l'Ouest. Ses révélations sur les réseaux soviétiques sont à l'origine de plusieurs grandes opérations lancées par le FBI.

17 juillet 1946

Le président Truman autorise le FBI à écouter les « organisations subversives ».

Août 1946

Le Congrès vote l'« Atomic Energy Act », confiant au FBI le soin d'enquêter sur toute personne travaillant dans le domaine du nucléaire.

Janvier 1947.

Le Procureur général Tom Clark met fin à la première opération d'envergure du FBI contre la criminalité organisée (« Capga »).

21 mars 1947

L'« Executive Order 9835 » établit les critères de loyauté des employés fédéraux. Le FBI est autorisé à enquêter sur tout comportement « déloyal ».

13 mars 1947

J. Edgar Hoover donne l'ordre d'aider secrètement la Commission parlementaire sur les activités anti-américaines (HUAC) chargée d'enquêter sur l'influence communiste à Hollywood.

29 juin 1948

Inculpation de douze dirigeants communistes pour violation du « Smith Act » qui interdit d'appeler à renverser le gouvernement américain par la violence. Leur condamnation sera cassée quelques années plus tard par la Cour suprême. Entre-temps, une partie de l'appareil du PCUSA est passée à la clandestinité.

3 août 1948

Le Procureur général Tom Clark autorise le FBI à dresser une liste de personnes à arrêter en cas de guerre ou d'invasion. Très vite, la liste compte les noms de 20 000 citoyens américains qui sont surveillés par le Bureau.

15 décembre 1948

Un « grand jury » de New York inculpe l'ancien responsable du Département d'État, Alger Hiss, de parjure. Alger Hiss a menti en affirmant n'avoir jamais appartenu au Parti communiste.

20 janvier 1949

Harry S. Truman prête serment et redevient président des États-Unis.

4 mars 1949

Des agents du FBI arrêtent une employée du Département de la Justice, Judith Coplon, alors qu'elle remet des documents confidentiels à un

employé soviétique des Nations unies. Coplon ne sera pas poursuivie en raison d'erreurs de procédure.

29 juin 1949

J. Edgar Hoover lance un nouveau système de classification du courrier interne. Baptisé « June Mail », il concerne tous les échanges sensibles relatifs à, ou, obtenus par le biais de « techniques inhabituelles ou confidentielles » (écoutes sauvages, cambriolages, poses de micros, etc.), qui sont archivés hors du système central de classement des dossiers.

1950-1959

2 février 1950

Se basant sur des informations fournies par le FBI, les agents de sécurité britanniques arrêtent Klaus Fuchs, un savant britannique d'origine allemande qui a travaillé au projet Manhattan de construction de la bombe atomique américaine.

Mars 1950

Le FBI entame sa collaboration secrète avec le sénateur Joseph McCarthy ; elle durera trois ans.

14 mars 1950

Lancement du programme « Ten Most Wanted Fugitives », les dix fugitifs les plus recherchés par le FBI.

17 juillet 1950

Des agents du FBI arrêtent Julius Rosenberg. Son épouse Ethel est arrêtée un mois plus tard. Les époux Rosenberg sont accusés d'avoir livré les secrets de la bombe atomique aux Soviétiques.

20 juin 1951

J. Edgar Hoover lance le « Sex Deviates Program » destiné à chasser les homosexuels de l'administration fédérale.

26 février 1952

Le Procureur général James H. McGrath réaffirme le droit d'avoir recours à des écoutes, mais ordonne aux responsables du FBI d'informer le Département de la Justice chaque fois que celles-ci doivent être employées dans le cadre de poursuites. McGrath n'autorise pas la pose sauvage de micros.

20 janvier 1953

Dwight David Eisenhower prête serment et devient président des États-Unis.

19 mars 1953

J. Edgar Hoover ordonne que soit détruit le contenu des dossiers classés « *official* » tous les six mois pour les directeurs adjoints et tous les quatre-vingt-dix jours pour les superviseurs.

19 juin 1953

Exécution des époux Rosenberg. Des agents du FBI attendaient dans une cellule du couloir de la mort, prêts à enregistrer leurs dépositions.

Mai 1954

Le Congrès vote la loi n° 670 qui accorde au Bureau les moyens de protéger son nom de toute exploitation commerciale indue. Désormais, J. Edgar Hoover est le seul détenteur du copyright « FBI ». La loi n° 670 lui fournit un moyen de pression sans précédent sur Hollywood.

20 mai 1954

Le Procureur général Herbert Brownell autorise la pose de micros par effraction dans les dossiers concernant la sécurité nationale.

27 octobre 1955

Avec l'aide de J. Edgar Hoover et la bénédiction du Procureur général, le journaliste Don Whitehead écrit une histoire du FBI. Publié sous le titre *The FBI Story*, le livre est un best-seller et donne lieu, en 1959, au film éponyme avec James Stewart.

28 août 1956

J. Edgar Hoover lance le programme « Cointelpro-Cpusa » pour « harceler, discréditer et déstabiliser » le Parti communiste.

20 janvier 1957
Second mandat de Dwight David Eisenhower.

21 juin 1957
Le FBI arrête à New York le colonel Rudolf Ivanovich Abel, un agent soviétique. Condamné à trente ans de prison, Abel sera échangé contre Gary Powers, un pilote d'avion espion U-2 abattu au-dessus du territoire soviétique.

14 novembre 1957
Le policier Edgar Croswell tombe par hasard sur une réunion au sommet de la mafia dans la demeure du « boss » Joseph Barbara, à Appalachin, N. Y. En réaction à ceux qui l'accusent de passivité face au crime organisé, Hoover lance le « Top Hoodlum Program » pour collecter des informations sur les principaux chefs mafieux du pays.

1958
L'éditeur Henry Holt publie *Master of Deceit* de J. Edgar Hoover. Ce livre sur le complot communiste, est un best-seller.

1960-1969

Août 1960
Richard Bissell, chef des opérations spéciales de la CIA, autorise la mise en œuvre d'un plan qui a pour but d'éliminer le leader cubain Fidel Castro. La CIA se sert de « parrains » de la Mafia (Sam Giancana et Santo Trafficante) qui sont dans le collimateur du FBI.

20 janvier 1961
John Fitzgerald Kennedy devient le trente-cinquième président des États-Unis.

16 février 1961

Le Procureur général Robert Kennedy autorise la mise sur écoutes de trois employés du Département de l'Agriculture, du secrétaire du Comité pour l'Agriculture du Congrès, et d'un lobbyiste travaillant pour le compte de la République Dominicaine.

17 avril 1961

1 400 anti-castristes émigrés, entraînés par la CIA, débarquent au fond de la baie des Cochons, à Cuba, afin de renverser Fidel Castro. Le débarquement tourne au fiasco.

27 juin 1961

Le Procureur général R. Kennedy ordonne au FBI de trouver le responsable de fuites concernant des plans américains relatifs à l'Allemagne publiées dans *Newsweek*.

7 mai 1961

Les responsables de la CIA informent le Procureur général R. Kennedy qu'ils ont recruté les mafieux Sam Giancana et Santo Trafficante en vue d'assassiner Castro. Deux jours plus tard, Bobby Kennedy en informe J. Edgar Hoover.

17 août 1961

Le Procureur général R. Kennedy envoie aux responsables des compagnies téléphoniques des lettres de mise sur écoutes en blanc : les noms doivent être fournis par le FBI selon les besoins.

12 octobre 1961

J. Edgar Hoover lance « Cointelpro-Socialist workers Party » afin de « harceler, discréditer et déstabiliser » l'organisation trotskiste.

27 février 1962

J. Edgar Hoover prévient le Procureur général R. Kennedy de la liaison entre son frère, le Président, et Judith Campbell Exner, également la maîtresse de Sam Giancana, chef de la mafia de Chicago.

Juin 1962

Le Procureur général R. Kennedy ordonne au FBI de trouver le responsable de fuites concernant le système des missiles soviétiques publiées dans le *New York Times*.

5 août 1962

Découverte du cadavre de Marilyn Monroe à Los Angeles. Le médecin légiste conclut à un suicide. Ce n'est pas l'avis de tous les enquêteurs. L'actrice était surveillée par le FBI en raison de ses liens avec les deux frères Kennedy, mais aussi parce que J. Edgar Hoover la jugeait proche des communistes.

7 août 1962

Le président John F. Kennedy signe le National Security Action Memorandum 177 sur la coopération avec les polices étrangères. Le FBI accepte de former des policiers venus de vingt pays différents à chaque session de l'Académie Nationale, à Quantico.

Septembre 1962

Un informateur du FBI fait état de l'intention du dirigeant syndical Jimmy Hoffa de faire assassiner le Procureur général R. Kennedy. J. Edgar Hoover l'en informe immédiatement ainsi que le président John Fitzerald Kennedy.

16-18 octobre 1962

Crise des missiles. La fièvre monte entre les États-Unis et l'URSS à propos de l'installation de missiles nucléaires soviétiques à Cuba.

18 novembre 1962

Martin Luther King tire à boulets rouges sur les « hommes du FBI », qualifiés « d'observateurs vaguement intéressés par l'injustice ». King se plaint : « Dans le Sud, les agents sont des Sudistes influencés par les mœurs de la communauté blanche. Pour maintenir leur statut, ils doivent faire amis-amis avec les policiers locaux et les gens qui prônent la ségrégation. »

15 février 1963

J. Edgar Hoover ordonne à ses agents de renforcer le « Top Hoodlum Program » afin de mieux lutter contre la Mafia. En septembre, Joe Valacchi,

membre d'une des « familles » de New York, encadré et coaché par le FBI, témoigne devant une commission du Sénat.

12 juin 1963

Medgar Evers, secrétaire pour le Mississippi de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), est assassiné par le Ku Klux Klan. Avec l'aide officieuse d'un parrain de la mafia de New York, Greg Scarpa, le FBI découvre l'identité de son assassin, Byron De La Beckwith.

18 août 1963

Le Procureur général Robert Kennedy donne l'autorisation au FBI de mettre sur écoute le domicile de Martin Luther King et ses bureaux à la Southern Christian Leadership Conference. J. Edgar Hoover accuse l'entourage du Révérend d'être infiltré par le Parti communiste. Le FBI est censé renouveler ses demandes d'écoutes tous les mois. Il n'en est rien. Les écoutes seront interrompues par le successeur de R. Kennedy, Nicholas Katzenbach, en 1965.

Juin 1963

Le président Kennedy reçoit discrètement Martin Luther King qui s'engage à couper les ponts avec ses conseillers communistes.

Octobre 1963

Les « parrains » de la Mafia Carlos Marcello et Santo Trafficante parlent de tuer le président Kennedy. Ils rencontrent Jack Ruby.

22 novembre 1963

Assassinat du président Kennedy à Dallas. Jusqu'à cette date, l'assassinat d'un Président n'est pas un crime fédéral. Le frère du Président, le Procureur général Robert Kennedy, oblige les autorités locales à céder le pas. Armes au poing, ses hommes récupèrent le cadavre du Président et l'envoie à Washington.

Le président Johnson ordonne au FBI de diriger l'enquête. Le FBI menait déjà une enquête sur Lee Harvey Oswald, l'assassin présumé du Président, et cache son jeu à la police locale. Après l'assassinat de Lee

Harvey Oswald, des centaines d'agents fédéraux débarquent à Dallas pour coordonner l'enquête sur les assassinats successifs de Kennedy et d'Oswald. La commission Warren, instaurée par le président Johnson, se montrera très dure, dans ses conclusions, sur le rôle joué par le FBI.

22 novembre 1963
Lyndon Baines Johnson devient président des États-Unis.

24 novembre 1963
Le FBI met en garde la police de Dallas contre l'éventualité d'un assassinat de Lee Harvey Oswald. Quelques heures plus tard, Jack Ruby assassine ce dernier.

23 décembre 1963
Une réunion a lieu à Washington afin de discuter « des différentes manières de neutraliser Martin Luther King en tant que dirigeant noir ». Pendant neuf heures, cinq haut responsables du FBI, dont William Sullivan, dressent un plan d'attaque en 22 points.

8 mai 1964
Le président Johnson signe un décret autorisant J. Edgar Hoover à rester à son poste après 70 ans, âge de la retraite obligatoire pour les fonctionnaires.

21 juin 1964
Assassinat de trois militants du CORE (mouvement en faveur des droits civils), James E. Chaney, Andrew Goodman et Michael Schwerner, près de Philadelphia, dans le Mississippi. Le FBI lance l'opération « Miburn » et arrête huit hommes, dont le Sheriff adjoint et le Sorcier impérial des Chevaliers blancs du KKK pour le Mississippi. Après maints rebondissements judiciaires, les huit hommes seront condamnés des années plus tard par un tribunal fédéral.

4 juillet 1966
Le président Johnson signe le Freedom of Information Act (FOIA).

10 juillet 1964

Réouverture du bureau de Jackson, Mississippi, qui avait été fermé en 1946. Le président Johnson y envoie J. Edgar Hoover à bord de l'avion présidentiel, Air Force One. Hoover est entouré des principaux responsables du Bureau, dont Cartha DeLoach.

22-23 août 1964

À la demande du président Johnson, le directeur du FBI envoie une équipe de trente Agents spéciaux, dirigés par Cartha DeLoach, afin de suivre les travaux de la Convention du Parti démocrate à Atlantic City, dans le New Jersey.

2 septembre 1964

J. Edgar Hoover lance « Cointelpro-White Hate » dans le but de neutraliser le Ku Klux Klan.

26 octobre 1964

La Maison-Blanche demande au FBI d'enquêter sur l'entourage du candidat républicain à la présidence des États-Unis, Barry Goldwater.

18 novembre 1964

J. Edgar Hoover traite publiquement Martin Luther King de « plus grand menteur des États-Unis ».

21 novembre 1964

Le directeur adjoint du FBI, William C. Sullivan, fait envoyer à Martin Luther King une bande magnétique. Il s'agit de morceaux choisis des moments les plus croustillants des parties de jambes en l'air du Révérend enregistrées par le FBI. Une note accompagne l'enregistrement : elle suggère au révérend de se suicider. Martin Luther King n'est pas aux États-Unis, il se trouve alors à Stockholm pour recevoir le prix Nobel de la paix ; c'est son épouse et ses proches conseillers qui prennent connaissance de l'envoi.

1er décembre 1964

J. Edgar Hoover reçoit Martin Luther King.

Mars 1965

Le Procureur général Nicholas Katzenbach dresse un nouveau cadre pour les écoutes réalisées par le FBI. Elles doivent être soumises à son autorisation et renouvelées tous les six mois.

24 avril 1965

L'ancien président Juan Bosch orchestre un coup d'État en République Dominicaine. Avant d'envahir l'île, le président Johnson envoie un corps expéditionnaire d'agents du FBI chargés d'y préparer le terrain.

25 mars 1965

Assassinat de Viola Gregg Liuzzo, militante blanche des droits civils, par des membres du Ku Klux Klan après une marche de Selma à Montgomery en Alabama. Dans la voiture des tueurs se trouve un informateur du FBI.

10 juillet 1965

Inauguration de la fondation J. Edgar Hoover à Valley Forge, en Pennsylvanie. Financée par le milliardaire Lewis S. Rosenthiel, elle doit perpétuer les idées du directeur du FBI.

25 août 1965

J. Edgar Hoover autorise « Cointelpro-Black Nationalist Hate Group » afin de « neutraliser » les militants des groupes « nationalistes noirs ». Parmi les victimes, l'actrice française Jean Seberg se suicide le 30 août 1979 après que le FBI a déclenché une campagne de désinformation contre elle dans la presse.

19 septembre 1965

Première épisode de la série *FBI* sur la chaîne télévisée ABC avec Ephraim Zimbalist Jr. dans le rôle de l'inspecteur Lewis Erskin. La série triomphe jusqu'en 1974.

13 juin 1966

La Cour suprême demande au Département de la Justice de délimiter le cadre légal des écoutes du FBI dans l'affaire Fred Black, un lobbyiste proche de la criminalité organisée, qui a échappé à une condamnation parce

que le Bureau l'avait espionné sans autorisation. Une violente polémique s'ensuit quand le Procureur général Katzenbach refuse de reconnaître que les écoutes du FBI étaient autorisées par ses prédécesseurs, comme l'affirme J. Edgar Hoover.

19 juillet 1966

Note de J. Edgar Hoover interdisant les effractions lors des enquêtes criminelles et celles concernant la sécurité nationale.

Décembre 1966

Se basant sur des informations fournies par J. Edgar Hoover, le parlementaire Harold Royce Gross accuse l'ancien Procureur général Robert Kennedy d'avoir autorisé les écoutes « sauvages » du FBI. S'ensuit une violente polémique entre Kennedy et Hoover.

1er Janvier 1967

Inauguration du National Crime Information Center (NCIC) du FBI. Désormais, à travers tous les États-Unis, policiers et Agents spéciaux ont accès à cette base de données.

15 avril 1967

Plus de 400 000 personnes manifestent à New York contre la guerre du Vietnam. Plusieurs centaines de jeunes appelés détruisent leurs papiers militaires. D'autres fuient au Canada pour échapper à la guerre. Le 21 octobre 1967, une marche sur le Pentagone réunit plus de 100 000 personnes. En avril 1968, des étudiants occupent le campus de l'université de Columbia. Du 22 au 30 août 1968, des affrontements opposent à Chicago des étudiants à la police lors de la Convention du Parti démocrate.

4 avril 1968

Assassinat du docteur Martin Luther King Jr. à Memphis, Tennessee.

L'agent du FBI qui se rend sur les lieux, Howard Teten, conclut à l'existence d'un complot. Ce n'est pas la thèse officielle du Bureau qui affirme que Martin Luther King a été tué par un homme seul, James Earl

Ray, lequel est arrêté à Londres quelque temps plus tard. Après avoir reconnu sa culpabilité, James Earl Ray se rétractera et parlera de complot.

1er juin 1968

Le Congrès vote l'« Omnibus Crime Control and Safe Street » qui autorise le Bureau à fournir une assistance fédérale aux polices locales, et précise le cadre légal de la surveillance électronique lors des enquêtes criminelles. Les successeurs de J. Edgar Hoover seront nommés par le Président pour une période de dix ans après approbation du Sénat.

6 juin 1968

Assassinat de Bobby Kennedy à Los Angeles alors qu'il allait être désigné comme candidat démocrate par la Convention de son parti.

28 octobre 1968

J. Edgar Hoover déclenche « Cointelpro-New Left » contre les organisations étudiants radicales.

30 octobre 1968

La Maison-Blanche demande au FBI de surveiller une responsable du Parti républicain, Anna Chennault. Le Président veut savoir si les Républicains font pression sur les Vietnamiens pour qu'ils durcissent leurs positions lors des négociations de Paris qui doivent mettre fin à la guerre. Le président Johnson demande également au FBI de surveiller le candidat républicain à la vice-présidence, Spiro Agnew, afin d'établir s'il a été en contact avec les Sud-Vietnamiens ou avec Anna Chennault.

27 novembre 1968

Après une longue enquête, les agents du FBI de Buffalo sous les ordres de Neil Welch arrêtent un des parrains historiques de la Mafia, Stefano Magaddino. Neil Welch a opéré sans en référer à J. Edgar Hoover. Son équipe anti-Mafia occupe des bureaux dans une base militaire.

20 janvier 1969

Richard Milhous Nixon devient le trente-septième président des États-Unis.

9 mai 1969

À la demande du président Nixon et de son conseiller Henry Kissinger, le FBI enregistre les conversations de dix-sept hauts fonctionnaires membres de l'équipe présidentielle, responsables des Départements de la Défense et du Secrétariat d'État, etc. Objectif : trouver l'origine des fuites concernant la guerre secrète menée par les Américains au Cambodge. Le FBI ne trouve pas, mais rassemble de précieuses informations sur l'entourage de Nixon.

5 novembre 1969

À la demande de Nixon, le FBI place sur écoutes l'éditorialiste Joseph Kraft pour trouver ses sources d'information sur les négociations de Paris sur le Vietnam.

26 novembre 1969

Début du programme « Inlet » par lequel le FBI fournit à la Maison-Blanche des données confidentielles sur diverses personnalités.

1970-1979

4 mai 1970

La Garde nationale tue quatre étudiants sur le campus de l'université de Kent lors de manifestations de protestation contre la décision du président Nixon d'envahir le Cambodge.

23 juillet 1970

Tom Huston, conseiller à la Maison-Blanche, envoie aux directeurs de la CIA, du FBI, de la NSA et de la DIA, le texte d'un plan prévoyant la mise en commun de leurs ressources « illégales » pour lutter contre l'« ennemi de l'intérieur ». J. Edgar Hoover, qui y est opposé, fait échouer l'initiative.

15 octobre 1970

Le Congrès vote le « Organized Crime Control Act » dont une des sections est le « Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act » (ou RICO). Le RICO est une loi punissant sévèrement le délit d'association

mafieuse. Le FBI mettra dix ans à comprendre son importance et s'en servira dans les années 1980 pour faire condamner les principaux responsables de la mafia new-yorkaise.

6 mai 1971

Deux ans après son arrivée au poste de SAC de Detroit, Neil Welch lance ses hommes à l'assaut de la criminalité organisée : 400 agents agissent simultanément dans 37 villes du Michigan et arrêtent 150 personnes. Pour combattre la Mafia, Neil Welch se sert de technologies de pointe et fait passer une partie de ses agents dans la clandestinité. Ils ne se rendent plus au siège du FBI, mais dans un bureau secret baptisé « batcave », doté de plusieurs entrées, dont une dans le rayon lingerie féminine d'un grand magasin.

21 novembre 1971

Richard Haldeman, conseiller à la Maison-Blanche, demande à J. Edgar Hoover de lui remettre une liste des journalistes homosexuels de Washington. Deux jours plus tard, c'est chose fait.

8 mars 1971

Un mystérieux groupe d'extrême gauche, le « Comité des Citoyens pour enquêter sur le FBI », cambriole la résidence du bureau de la petite ville de Media, en Pennsylvanie, et s'empare de milliers de pages de dossiers confidentiels (dont des dossiers « Cointelpro ») qui sont envoyées à des journaux et à des hommes politiques. J. Edgar Hoover lance une enquête baptisée « Medburg », et ferme 103 des 538 résidences du FBI.

28 avril 1971

J. Edgar Hoover met fin aux opérations « Cointelpro » à la suite du cambriolage de Media.

13 juin 1971

Le *New York Times* publie les « dossiers du Pentagone », document classé « top secret » concernant la politique américaine en Asie du sud, rédigé en 1968 par des responsables du Département de la Défense. Après des mois d'enquête, le FBI identifie l'auteur de la fuite : il s'appelle Daniel Ellsberg.

30 septembre 1971

J. Edgar Hoover licencie le numéro deux du Bureau, William Sullivan, et change les clefs de son bureau. Âme damnée de Hoover, William Sullivan est passé du côté de la Maison-Blanche et conspire contre lui afin de prendre sa place.

22-23 octobre 1971

Les conseillers de Richard Nixon pressent le Président de licencier J. Edgar Hoover ainsi qu'il avait déjà envisagé de le faire en juillet 1971. Nixon ne peut s'y résoudre.

20 mars 1972

Suite au cambriolage de Media, un journaliste de NBC, Carl Stern, demande au FBI les dossiers de l'opération « Cointelpro ». Le FBI doit s'exécuter le 25 septembre 1973 après décision d'un juge.

2 mai 1972

J. Edgar Hoover meurt à l'âge de 77 ans. Le président Richard M. Nixon nomme son remplaçant : il s'agit de Louis Patrick Gray III.

4 mai 1972

Helen Gandy la secrétaire particulière de J. Edgar Hoover commence à détruire certains des dossiers « Personnels et Confidentiels » de son ancien patron.

8 mai 1972

Inauguration de la nouvelle Académie du FBI sur la base des *Marine Corps* à Quantico en Virginie. La première classe commence le 26 juin 1972. Parmi les deux cent élèves, des femmes dont une ancienne nonne, une ex-danseuse de revue, une ancienne *marine*. Les premières femmes agents prennent leurs fonctions quelques mois plus tard. Au même moment Howard Teten crée la Behavioral Science Unit (BSU) qui s'installe à Quantico et commence à former des « profileurs » qui s'illustreront face aux tueurs en série. À New York, le Bureau part à l'assaut de la Mafia. L'ère Hoover se termine.

17 juin 1972

La police de Washington arrête cinq « cambrioleurs » à l'intérieur des locaux d'un comité du Parti démocrate dans l'immeuble du Watergate. Le scandale éponyme commence.

7 septembre 1972

La division Identification du FBI teste un prototype de lecteur d'empreintes digitales.

20 janvier 1973

Second mandat du président Richard M. Nixon.

27 janvier 1973

Accords de paix de Paris pour mettre fin a la Guerre du Vietnam. Les Américains abandonneront Saïgon le 30 avril 1975.

23 avril 1973

Démission du directeur du FBI Patrick Gray après ses aveux d'avoir détruit des documents concernant le scandale du Watergate. William D. Ruckelhaus lui succède temporairement.

9 juillet 1973

Le nouveau directeur du FBI prête serment : Clarence Kelley est un ancien du Bureau, devenu chef de la police de Kansas City dans le Missouri.

10 octobre 1973

Démission du vice président des États-Unis, Sipro Agnew, pour évasion fiscale et soupçons de corruption à la suite d'une enquête menée par le FBI. Il est remplacé par Gerald Ford, un ami du Bureau.

4 février 1974

Enlèvement de Patricia Hearst, fille du magnat de la presse Randolph Hearst, par l'Armée Symbionaise de Libération. Après des mois d'enquête, le FBI finit par arrêter les kidnappeurs.

9 août 1974

Démission du président Nixon. Le vice-président Gerald Ford lui succède.

27 janvier 1975

Création d'une commission du Sénat chargée d'enquêter sur les différents services secrets américains, dont la CIA et le FBI. L'« United States Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities » est dirigé par le sénateur démocrate Frank Church.

19 février 1975

La Chambre des Représentants des États-Unis crée son Comité chargé d'enquêter sur les activités des services de renseignement américains.

26 juin 1975

Les Agents spéciaux Jack R. Coler et Ronald A. Williams sont assassinés près de Pine Ridge, dans le Dakota du Sud, en plein cœur d'une réserve indienne secouée par la révolte des guerriers de l'American Indian Mouvement (AIM). À l'issue d'une enquête sans précédent, le FBI arrête un des dirigeants de l'AIM, Leonard Peltier, condamné à deux peines de prison à perpétuité.

30 juillet 1975

Disparition de Jimmy Hoffa, l'ancien président du syndicat des transporteurs, les « Teamsters ». Dans les mois qui suivent, le FBI ne ménage pas ses efforts pour découvrir ce qu'il est advenu du dirigeant syndical. Des milliers de personnes sont interrogées. On ne retrouvera jamais son corps.

30 septembre 1975

Inauguration des nouveaux locaux du FBI dans le « J. Edgar Hoover F.B.I. Building », en plein cœur de Washington.

Mars 1976

En réponse aux critiques des commissions du Sénat et du Congrès, le Procureur général Edward H. Levi fixe un nouveau cadre pour les activités

de renseignement et de contre-espionnage du FBI, ces dernières sont tenues secrètes.

17 mars 1976

Découverte dans le coffre-fort du directeur du bureau de New York de vingt-cinq volumes de documents concernant des effractions et des écoutes sauvages effectuées entre 1954 et 1973. Classés « ne pas archiver », ils auraient dû être détruits six mois après leur rédaction.

26 mars 1976

Les responsables des Archives nationales autorisent la destruction d'une partie des archives du FBI. Les organisations de défense des droits civils protestent et saisissent la justice. Quatre ans plus tard, un juge ordonne la fin des destructions et somme le Bureau et les responsables des Archives nationales de sauvegarder les documents ayant « une valeur historique ».

19 mai 1976

Le Sénat crée un comité permanent, l'« U.S. Senate Select Committee on Intelligence », chargé de superviser et de contrôler le fonctionnement et les actions des différents services de renseignement américains.

4 octobre 1976

Le FBI crée l'Office of Professional Responsibility chargé d'enquêter en interne sur les agents susceptibles d'avoir commis des délits.

20 janvier 1977

Prestation de serment du président Jimmy Carter.

7 avril 1977

L'Agent spécial John Kearney est inculpé d'effraction et de surveillance illégale commise lors de la traque pour terrorisme des Weathermen. Trois jours plus tard, le Département de la Justice renonce aux poursuites, mais inculpe ses supérieurs, l'ancien directeur L. Patrick Gray, W. Mark Felt et son bras droit Edward Miller. Gray demande à être jugé à part. Le DOJ accepte ; l'ancien directeur ne passera jamais devant les tribunaux. En revanche, à New York, le procès de W. Mark Felt et d'Ed

Miller donne lieu à une manifestation sans précédent d'agents du FBI qui se massent devant le Palais de justice pour soutenir leurs collègues. Felt et Miller sont condamnés, mais graciés par le président Reagan le 26 mars 1981.

23 février 1978

Nommé par le président Carter, le juge William H. Webster est le nouveau directeur du FBI. Longtemps donné favori, Neil Welch, le directeur du bureau de New York, n'a pas été adoubé par ses pairs qui n'apprécient pas son côté « franc-tireur ».

3 avril 1978

Le laboratoire du FBI se sert pour la première fois d'un laser, avec succès, pour détecter des empreintes digitales sur une scène de crime.

7 juin 1978

Un grand jury fédéral de Miami inculpe vingt-deux responsables syndicaux et industriels après l'opération « Unirac ». Parmi les inculpés, Anthony M. Scotto, dirigeant syndical, accusé d'être un parrain de la Mafia.

25 octobre 1978

Le Congrès vote le « FISA Act », (Foreign Intelligence Surveillance Act) instaurant une justice spéciale, les tribunaux FISA, pour les demandes de surveillance électronique et physique dans le cadres d'affaires concernant des « puissances étrangères » ou leurs agents.

16 février 1979

John Glover, nommé Special Agent in Charge (SAC), est le premier Noir à occuper cette fonction ; il est responsable du bureau de Milwaukee. Quelque temps plus tard, il est nommé SAC d'Atlanta où des tueurs en série assassinent des enfants noirs.

3 février 1980

La presse révèle l'existence d'une vaste enquête du FBI sur la corruption dans les milieux politiques de Washington (« Abscam »). Un agent du FBI déguisé en Cheik arabe corrompt des politiciens. Pour la

première fois, les films réalisés grâce à une caméra de télévision en circuit fermé servent de pièces à conviction.

1980-1989

5 janvier 1980

Le Procureur général publie de nouvelles règles concernant les agents du FBI infiltrés dans les opérations de corruption de responsables politiques ou de hauts fonctionnaires. Il s'agit de couper court à la polémique née de l'opération « Abscam », certains politiciens corrompus ayant crié à la provocation.

9 février 1980

Fin de l'opération « Brilab » contre le parrain de La Nouvelle-Orléans, Carlos Marcello. Se faisant passer pour des courtiers en assurance, des agents du FBI ont obtenu du parrain une liste des personnalités politiques corruptibles. Parmi elles, le gouverneur de la Louisiane.

20 janvier 1981

Ronald Reagan est élu président des États-Unis et s'installe à la Maison-Blanche.

30 mars 1981

John Hinckley tente d'assassiner le président Reagan à Washington. Lors de l'enquête, la Behavioral Science Unity (BSU) du FBI gagne ses lettres de noblesse en guidant les enquêteurs dans leurs recherches.

16 juin 1981

Le laboratoire de police scientifique du FBI s'installe dans ses nouveaux locaux à Quantico.

21 juin 1981

Arrestation de Wayne B. Williams à Atlanta : il est accusé des meurtres d'une dizaine d'enfants noirs. Le FBI a fait venir en renfort les meilleurs profileurs de la BSU. C'est sur leurs indications que Williams a été arrêté.

Décembre 1981

Le FBI met un terme à la plus longue opération d'infiltration de la Mafia, celle conduite par Joe Pistone (alias Donnie Brasco) alors qu'il était sur le point d'être intronisé « homme d'honneur ».

28 janvier 1982

Sur ordre de du Procureur général William French Smith, le directeur de la Drug Enforcement Administration (DEA) est placé sous l'autorité du directeur du FBI.

Août 1983

Création de l'Hostage Rescue Team (HRT) chargée d'intervenir dans les affaires de prises d'otages.

14 décembre 1983

Le Bureau annonce la fin de l'opération « Greylord » visant les juges corrompus du Comté de Cook (Chicago). Pour la première fois dans l'histoire de la justice américaine, des juges se retrouvent de l'autre côté des barreaux.

10 juillet 1984

Pour mieux traquer les tueurs en série, le FBI inaugure le National Center for the Analysis of Violent Crimes (NCAVC). Le FBI dispose d'outils lui permettant d'identifier les tueurs en série, le « Violent Criminal Apprehension Program » ou VICAP, et de leurs portraits robots psychologiques. VICAP est un programme d'ordinateur destiné à collecter des données sur les crimes de sang.

28 juillet 1984

Le FBI est chargé d'assurer la sécurité des XXIII^{e} Jeux Olympiques d'été qui débutent à Los Angeles. Une première. Le Bureau coordonne toutes les forces de polices et les agences fédérales chargées de la sécurité des lieux. L'Hostage Rescue Team fait ses premiers pas. Il est sensé résoudre les crises de l'ampleur de la prise d'otages des JO de Munich en 1972.

3 octobre 1984

Arrestation de l'Agent spécial Richard Miller pour espionnage au profit de l'URSS : une première dans l'histoire du Bureau.

21 janvier 1985
Début du second mandat du président Reagan.

25 février 1985
À New York, ouverture du procès de la Commission (le gouvernement de la Mafia). À la suite de l'enquête du FBI, le Procureur fédéral Rudolph Giuliani obtient, le 19 novembre 1986, la condamnation de onze des dirigeants des cinq familles mafieuses qui contrôlent la ville, pour violation du « RICO Act ».

5 mars 1985
Découverte à Guadalajara des cadavres d'un agent de la DEA, Enrique Camarena Salazar (Chichi), et d'un pilote mexicain. Le FBI et la DEA arrêtent 24 personnes à Los Angeles et 24 au Mexique, dont des responsables de la police mexicaine.

19 mai 1985
Arrestation de John Walker, ancien officier de liaison de l'US Navy, accusé d'espionnage au profit de l'URSS. Le FBI arrête aussi trois de ses complices : son frère, son fils et son meilleur ami.

30 septembre 1985
Ouverture à New York du procès dit de la « Pizza Connection » au terme d'une enquête de six années ayant mobilisé le FBI, la DEA et les polices anti-drogue italienne, suisse, allemande, française, turque et thaïlandaise. Pour la première fois, le FBI vise un réseau dans sa totalité, des producteurs d'héroïne en Turquie et en Sicile, aux distributeurs aux États-Unis, sans oublier les blanchisseurs d'argent en Suisse. L'héroïne était distribuée dans des pizzerias.

5 novembre 1985
Arrestation d'un ancien employé de la NSA, William Pelton, pour espionnage.

21 novembre 1985

Arrestation de Jonathan Jay Pollard, analyste de l'US Navy, accusé d'être un espion israélien.

23 novembre 1985

Arrestation de Larry Wu Tai Chin, ancien analyste de la CIA, accusé d'espionnage au profit de la Chine depuis 1952.

30 décembre 1985

Arrestation de dix membres du groupe « suprématiste » blanc l'Ordre. Ils sont poursuivis pour violation du RICO. C'est la première fois que le Bureau se sert de cet instrument législatif contre un groupe politique.

11 avril 1986

Deux agents du FBI sont tués et cinq autres blessés lors d'un hold-up à Miami. Un record…

28 juillet 1986

Le FBI arrête treize personnes accusées de fomenter un coup d'État au Surinam.

9 septembre 1986

Fin de l'opération « Illwind ». Cinquante-quatre employés du Département de la Défense ainsi que des industriels sont poursuivis pour corruption et fraude dans le cadre d'attribution de contrats concernant la défense nationale. Deux sociétés travaillant pour le Département de la Défense sont condamnées à de lourdes amendes.

10 octobre 1986

L'armée régulière nicaraguayenne abat un avion de la société privée américaine Southern Air Transport, et arrête un pilote américain qui reconnaît avoir livré des armes aux rebelles de la Contra, la guérilla nicaraguayenne soutenue par la CIA. Le FBI enquête sur une violation de l'amendement Bolland de 1984.

1er novembre 1986

Le journal de Beyrouth *El Sharia* révèle que le gouvernement américain a vendu des armes au gouvernement iranien en échange de la libération d'otages américains détenus au Liban. Une partie de l'argent a servi à aider clandestinement la rébellion nicaraguayenne des « Contras ». Le scandale Irangate/Contragate commence. Le FBI joue un rôle central dans l'enquête diligentée par un comité du Congrès et par une commission d'enquête spéciale.

18 novembre 1986

Après une enquête conjointe de la DEA et du FBI, neuf membres du cartel de Medellin sont inculpés pour avoir importé au moins 58 tonnes de cocaïne aux États-Unis. Le chef du cartel, Carlos Lehder Rivas, est arrêté en Colombie le 4 février 1987 et extradé vers les États-Unis. Une première…

5 janvier 1987

Inculpation du parrain de Philadelphie, Nicodemo Scarfo, et d'un conseiller communal, accusés d'extorsion. Deux mois plus tard, grâce au FBI, Scarfo et onze de ses hommes sont inculpés pour assassinats.

Février 1987

Le Bureau annonce qu'il a ouvert une enquête sur les faillites frauduleuses de deux cent quatre-vingt-deux banques américaines (en 1981, le FBI n'enquêtait que sur une dizaine de faillites frauduleuses d'établissements bancaires). La plupart des établissements visés appartiennent au réseau des Saving and Loans spécialisés dans les prêts immobiliers. En 1990, les sept cent quarante-cinq établissements des Saving and Loans font faillite laissant un trou de cent soixante milliards de dollars, entraînant une vaste récession économique.

9 mai 1987

Les agents du FBI arrêtent trois membres de la Ligue de Défense Juive accusés d'avoir commis des attentats à la bombe dans New York.

24 juillet 1987

Le président Reagan nomme le juge William Sessions directeur du FBI en remplacement du juge Webster qui prend la direction de la CIA. Sessions prête serment le 2 novembre 1987.

13 septembre 1987

Fawaz Younis est le premier terroriste arrêté par le Bureau pour un crime commis contre des Américains à l'étranger. En 1989, un tribunal américain le condamne à trente ans de prison pour avoir détourné en Jordanie un avion avec deux Américains à son bord.

Janvier 1988

En réponse à une demande de la FOIA, le FBI rend publics les dossiers concernant le Comité de Solidarité avec le Peuple du Salvador, le CISPES. Les documents révèlent que le CISPES et d'autres organisations ont été étroitement surveillés par le FBI.

5 février 1988

Arrestation du général panaméen Noriega et de seize de ses complices pour trafic de drogue à la suite d'une enquête conduite par le FBI.

7 février 1988

La chaîne *Fox Television Network* diffuse le premier numéro de l'émission « America's Most Wanted », une série basée sur les affaires que suit le FBI.

Avril 1988

Des dossiers rendus publics révèlent que depuis 1962, le FBI demande aux bibliothécaires de leur signaler toute personne dotée d'un accent étranger empruntant des livres à caractère scientifique ou des revues spécialisées dans le cadre du « Library Awareness Program ».

1er septembre 1988

Le laboratoire du FBI commence à recevoir des premiers échantillons d'ADN afin de procéder à des comparaisons.

26 septembre 1988

Un juge donne raison aux agents du FBI d'origine hispaniques qui accusent le Bureau de discrimination, et ordonne un changement dans les procédures de promotion du Bureau.

6 décembre 1988

Opération « Catcom » : le Bureau saisit pour seize millions de dollars de drogue et de biens au cartel de Medellin en Floride.

21 décembre 1988

Un avion de la Pan American avec à son bord 259 personnes explose au dessus de Lockerbie, en Écosse. Le FBI fait partie des agences chargées de l'enquête.

20 janvier 1989

George Herbert Walker Bush devient le quarante et unième président des États-Unis.

Février 1989

Opération « Whitemare » : 400 kilos d'héroïne sont saisis à New York, c'est un record.

29 mars 1989

Sortie du film d'Alan Parker, *Mississippi Burning*, sur la guerre menée par le FBI contre le Ku Klux Klan en 1964 dans le Mississippi. Le film a pour héros deux agents du FBI joués par Gene Hackman (son personnage s'inspire de John Proctor) et Willem Dafoe (qui joue un agent inspiré par Joseph Sullivan).

28 mai 1989

Le FBI est chargé d'enquêter sur la catastrophe écologique provoquée par l'Exxon Valdez qui s'est échoué en déversant plus de 40.000 tonnes de pétrole brut. 7 000 km^2 de nappes de pétrole polluent 800 kilomètres de côtes. Le propriétaire, la compagnie Exxon, plaide coupable de crime contre l'environnement.

21 juin 1989

Le Procureur général Richard Thornburgh autorise l'arrestation par des agents du FBI de terroristes et de trafiquants de drogues sans demander l'autorisation des pays où ils résident.

1990-1999

18 janvier 1990

Le FBI et la police arrêtent le maire de Washington, Marion Barry, qui a été filmé dans une chambre de motel en train de consommer de la cocaïne.

26 mars 1990

Des agents du FBI arrêtent le parrain de la Nouvelle-Angleterre, Raymond Patriarca, et quatorze mafieux italo-américains. Dans le même temps, l'Agent spécial John Connolly protège le chef de la mafia irlandaise de Boston, Whitey Bulger, qui a carte blanche pour tuer et trafiquer au prétexte qu'il est un informateur du Bureau, qu'il renseigne sur la mafia italo-américaine.

12 juin 1990

L'Agent spécial Mark S. Putnam plaide coupable du meurtre d'une femme à Pikeville, dans le Kentucky. Putman sera le premier agent du FBI condamné pour meurtre.

Août 1990

Le directeur du FBI, William Sessions, accepte de signer un accord avec l'Agent spécial Rochon qui affirme avoir été discriminé parce qu'il était noir. Rochon touche une confortable somme d'argent ; onze agents sont sanctionnés.

2 août 1990

L'Irak envahit le Koweit.

24 août 1990

Fin de l'opération « Lost trust » : cinq parlementaires de Caroline sont inculpés pour avoir vendu leurs votes.

Septembre 1990

Le directeur du FBI, William Sessions, nomme un Agent spécial pour servir de liaison avec la communauté noire : une première.

Janvier 1991

Fin de l'opération « Dragon chase » qui débouche sur l'arrestation d'une dizaine de trafiquants d'héroïne aux États-Unis et en Thaïlande.

17 janvier 1991

Une coalition menée par les États-Unis envahit l'Irak. Des agents du FBI interrogent des dirigeants de la communauté arabe en vue de détecter des réseaux terroristes.

15 février 1991

Sortie du film *Le Silence des Agneaux*, de Jonathan Demme. Le film est un triomphe et permet au Bureau de redorer son blason.

Août 1991

Le laboratoire de police scientifique du FBI lance un nouveau programme, « Computer Analysis and Response Team », ou CART, destiné à procéder à l'examen des ordinateurs et des disques saisis lors des enquêtes.

30 août 1991

Prison de Tallagada, en Alabama : le HRT du FBI libère neuf otages retenus par des réfugiés cubains détenus.

15 novembre 1991

À la suite d'une enquête du FBI et de la DEA, les responsables de la Banque BCCI (la banque de tous les trafiquants) sont inculpés de fraude et de blanchiment d'argent.

9 janvier 1992

Le directeur du FBI, Sessions, mute trois cents agents du contre-espionnage à la division « Crimes de sang », à la suite de l'implosion de l'Union Soviétique, le 25 décembre 1991.

11 mars 1992

Le FBI créé la division « Criminal Justice Information Services » (CJIS) qui rassemble diverses branches du Bureau : le programme NCIC, le programme de reconnaissance automatique des empreintes digitales (IAFIS), l'Uniform Crime Reports Program.

2 avril 1992

Après plusieurs années d'enquête, John Gotti, le chef de la famille mafieuse new-yorkaise Gambino, est inculpé pour l'assassinat de son rival, le parrain Paul Castellano. Jusqu'à présent, John Gotti, alias « Don Teflon », a toujours été acquitté par la justice. Cette fois, le Bureau obtient sa condamnation et il mourra en prison.

21 avril 1992

Accord entre les dirigeants du FBI et les avocats de trois cents agents noirs qui poursuivent le Bureau pour discrimination.

Juillet 1992

Fin de l'opération « Gold pill » : le FBI arrête des docteurs, du personnel médical et des industriels pharmaceutiques dans cinquante villes après deux ans d'enquête dans les milieux médicaux. Ils sont accusés de fraude.

Le laboratoire du FBI installe DRUGFIRE, une banque de données des caractéristiques des balles et des douilles recueillies lors de fusillades ou d'affaires criminelles.

10 août 1992

Fin de l'opération « Equine » conduite aux États-Unis et au Canada : quarante personnes sont arrêtées pour trafic de stéroïdes et d'anabolisants dans le milieu des courses.

22 août 1992

Des tireurs d'élite de l'HRT tuent accidentellement la femme d'un dirigeant suprématiste blanc à Ruby Ridge.

20 janvier 1993

William Jefferson « Bill » Clinton, né William Jefferson Blythe III, devient le quarante-deuxième président des États-Unis d'Amérique.

25 février 1993

Un raid des agents de l'ATF contre la secte des Davidiens, à Waco, tourne à la tragédie. Les agents tombent dans une embuscade. Quatre

d'entre eux sont tués et vingt-quatre autres blessés. Côté Davidiens, on compte six morts et des dizaines de blessés Le FBI est chargé de déloger les irréductibles. Un long siège commence. Il dure cinquante et un jours et se termine par un assaut qui fait soixante-quatorze morts chez les Davidiens.

26 février 1993

Une bombe explose dans les sous-sols du World Trade Center, à New York, faisant six morts et mille blessés. Le FBI lance une vaste opération contre les fondamentalistes islamistes responsables de l'attentat. L'artificier Ramzi Yousef est traqué jusqu'au Pakistan où il est arrêté avant d'être extradé vers les États-Unis. Lors de l'enquête, le FBI déjoue d'autres attentats visant des lieux stratégiques de New York (tunnels Holland et Lincoln, bâtiments fédéraux, etc…). En juillet 1993, le FBI arrête une dizaine de dirigeants islamistes, dont le Cheik Omar Abdel Rahman, dit le « Cheik aveugle ».

4 mars 1993

L'opération « Disconnect » débouche sur l'inculpation des dizaines de personnes coupables d'escroquerie au télémarketing.

Avril 1993

À St. Louis, Missouri, le FBI arrête quatre palestiniens membres du groupe d'Abou Nidal qu'ils accusent d'avoir planifié une vague d'attentats à la bombe dans le but de tuer des milliers de juifs aux États-Unis.

19 juillet 1993

Le président Clinton licencie le directeur du FBI, William Sessions. Son adjoint, Floyd Clark, expédie les affaires courantes.

1er septembre 1993

Louis Freeh est nommé directeur du FBI par le président Clinton. Ancien agent du FBI devenu procureur, Freeh s'est illustré dans la lutte contre la Mafia. À la fin du second mandat de Clinton, Freeh rejoindra le camp des adversaires du Président. Dès lors, les deux hommes ne se parleront plus.

12 octobre 1993

Louis Freeh réorganise le Bureau : quarante-sept, postes à responsabilités sont supprimés, certaines divisions fusionnent, d'autres sont scindées.

13 octobre 1993

Burdena Pasenelli devient la première femme SAC. Elle dirige le bureau d'Anchorage.

18 janvier 1994

À l'issue d'une opération conjointe avec la police colombienne et les autorités équatoriennes, le FBI arrête à Cali (Colombie) Armando Garcia, un des fugitifs les plus recherchés par le Bureau. Armando Garcia est un ancien officier de la police de Miami ; en 1985, avec d'autres policiers, il a volé 800 kilos de cocaïne saisis. Il sera condamné à une lourde peine ainsi que dix-huit de ses comparses policiers.

24 janvier 1994

Le directeur Louis Freeh mute six cents Agents spéciaux qui abandonnent des postes administratifs ou de superviseurs pour retourner sur le terrain.

21 février 1994

Des agents du FBI arrêtent Aldrich Hazen Ames, agent de la CIA depuis trente ans, et sa femme. Les époux Ames sont accusés d'espionnage au profit de l'ex URSS. Suite à la trahison d'Aldrich Ames, ce ne sont pas moins de dix informateurs de la CIA en place derrière le rideau de fer qui ont été exécutés, et une centaine d'opérations de renseignement compromises.

19 avril 1995

Deux ans jour pour jour après la tragédie de Waco, un camion bourré d'explosifs détruit le bâtiment fédéral Alfred P. Murrah à Oklahoma City, tuant cent-soixante-neuf personnes. Le FBI est chargé de l'enquête. Le responsable de l'attentat, Timothy McVeigh, est rapidement arrêté.

16 juin 1995

Les premiers officiers de police venus des anciens pays de l'Est sortent des classes de l'Académie de Quantico.

25 mars 1996

Le FBI arrête deux dirigeants de la « milice » des Freemen du Montana. Les autres membres du groupe anti fédéraliste se barricadent dans une ferme près de Jordan (Montana). Le siège dure près de trois mois. Contrairement à ce qui s'est passé à Waco, le FBI joue la carte de la négociation et les miliciens se rendent, le 13 juin 1996.

3 avril 1996

Les agents du FBI arrêtent Teodore J. Kaczinski dans une cabane non loin de Lincoln (Montana). Cet ancien universitaire est le fameux « Unabomber » qui a terrorisé les États-Unis pendant des années en envoyant des colis piégés à des employés d'universités, de compagnies aériennes ou de firmes industrielles.

11 juin 1996

Inculpation de 19 parrains de la famille Genovese. Le FBI vient de porter un coup très rude à la première famille du Crime organisé américain

17 juillet 1996

Le FBI enquête sur l'explosion en plein vol du Boeing 747-131 (vol TWA 800) au large de l'île de Long Island, qui avait à son bord 230 personnes. L'enquête bat des records de durée (4 ans), de coût (35 millions de dollars), et mobilise le gros des effectifs du bureau de New York. Sont envisagés la possibilité d'un acte terroriste ou celle d'un tir de missile accidentel par un bâtiment de l'US Navy. L'enquête conclura à un accident.

18 septembre 1996

Le FBI annonce l'arrestation d'Earl Pitts, un de ses superviseurs, accusé de travailler pour les services secrets de l'ex-URSS.

24 septembre 1996

Arrestation de Robert Kim, un analyste des services secrets de la marine (ONI), accusé de travailler pour la Corée du sud.

11 octobre 1996
Arrestation de sept responsables d'une milice en Virginie.

18 novembre 1996
Des agents du FBI arrêtent Harold J. Nicholson, ancien chef de poste et instructeur de la CIA, accusé de travailler pour les services secrets de l'ex-URSS.

Janvier 1997
Le service d'inspection interne du Département de la Justice (OIG, Office of Inspector General) ouvre une enquête sur les dérives du laboratoire scientifique du FBI : emploi croissant de personnels non scientifiques lors des expertises, manipulation de certaines pièces à conviction, intervention d'experts hors de leur domaine d'expertise, emploi de techniques peu fiables. Le laboratoire est entièrement remanié.

20 janvier 1997
Second mandat du président Clinton.

23 janvier 1997
À la suite d'une opération d'infiltration du FBI, inculpation de quarante-sept mafieux appartenant à la famille Gambino.

Février 1997
L'opération « Campcon » vise entre autres les financements illicites de la campagne de Bill Clinton par la République de Chine populaire. Avec trois cents agents mobilisés à temps plein, « Campcon » est une des plus grosses opérations du Bureau des années 1990.

19 mars 1997
Sortie du film *Donnie Brasco* relatant l'opération d'infiltration de la Mafia conduite par l'Agent spécial Joe Pistone.

24 avril 1997
Arrestation de quatre terroristes membres d'un groupe suprématiste blanc. Leur plan : faire sauter une fabrique de gaz afin d'occuper les forces

de l'ordre et avoir ainsi le champ libre pour attaquer des fourgons blindés.

10 octobre 1997

Mark E. Whitacre, président de la « BioProducts Division » d'Archer Daniels Midland (ADM), « supermarché du monde » (soixante-dix milliards de dollars de chiffre d'affaire) qui bénéficie de solides protections à Washington, est condamné à dix ans de prison pour fraude fiscale et blanchiment d'argent. L'affaire suscite de vives réactions à l'intérieur du Bureau. Pendant plus de trois ans, le FBI a employé Mark E. Whitacre comme informateur. En 1992, Whitacre a révélé aux agents du FBI les délits commis par sa compagnie, dont une entente internationale pour fixer le prix de la protéine lysine. Mark Whitacre a rassemblé des informations et enregistré des conversations pour le compte du FBI, mais, a commis des délits. ADM paie plus de cent millions de dollars d'amendes et de compensations. Ses dirigeants sont condamnés à des peines bien plus légères que celle de Mark Whitacre. Depuis, les agents du FBI qui ont travaillé avec lui se battent pour obtenir une grâce présidentielle. En affirmant que Whitacre leur a permis de boucler avec succès une des plus importantes affaires d'entente. Tiré de cette histoire, Steven Soderbergh réalise le film *The Informant*, avec Matt Damon dans le rôle of Mark Whitacre, qui sort à l'automne 2009.

8 décembre 1997

Le FBI inaugure sa nouvelle banque de données rassemblant les ADN collectées lors d'enquêtes criminelles : National DNA Index System (NDIS).

7 août 1998

Des terroristes attaquent les ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salaam, faisant des centaines de morts et des milliers de blessés. Le FBI, la CIA et d'autres agences fédérales créent une Joint Terrorist Task Force.

1er avril 1999

Une société de Taïwan est inculpée d'espionnage économique. C'est une première.

5 avril 1999

Deux des fugitifs de la liste « Top Ten », les Libyens Abdel Basset Ali Al-Megrahi et Lamen Khalifa Fhimah, se rendent aux autorités hollandaises. Ils seront jugés pour leur participation à l'attentat contre le vol 103 de la Pan Am Flight qui a explosé au dessus de Lockerbie, en Écosse.

7 juin 1999

Oussama Ben Laden entre dans la liste des « Ten Most Wanted Fugitives » pour sa participation aux attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie.

23 juin 1999

Des enquêteurs du FBI débarquent au Kosovo pour participer à la recherche de pièces à conviction dans le cadre du procès intenté à Slobodan Milosevic devant le Tribunal international de la Haye.

2000-juin 2009

5 janvier 2000

Kuala Lumpur : réunion de dirigeants d'Al Qaida en vue de préparer les attaques du 11 septembre. La réunion est surveillée par la CIA. L'Agent spécial Ali Soufan apprend avec retard l'existence de la réunion et le nom de deux de ses participants, Khaled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi. Il demande des précisions à la CIA qui déclare ne pas en avoir. En réalité, l'Agence sait que Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi se trouvent aux États-Unis. Ils participeront aux attaques du 11 septembre à bord de l'avion qui s'écrasera contre le Pentagone, à Washington.

19 janvier 2000

Fin de l'opération « Borderbomb » : des terroristes islamistes sont inculpés pour avoir planifié des attentats à la bombe dans des villes américaines lors du passage du siècle, le 1er janvier 2000.

Août 2000

Le FBI met fin à l'opération « Vulgar Betrayal », sa principale enquête sur les financements terroristes islamistes. Robert Wright, l'Agent spécial à

l'origine de « Vulger Betrayl » en 1996, avait été écarté de l'enquête en 1999.

Le 12 octobre 2000

Le destroyer lance-missiles *USS Cole*, un des bâtiments les plus sophistiqués de la flotte américaine, est frappé de plein fouet par un bateau à moteur bourré d'explosifs dans le port d'Aden. Le destroyer manque de couler. Dix-sept marins trouvent la mort, trente-neuf autres sont blessés. Des dizaines d'enquêteurs du FBI sont dépêchés à Aden pour enquêter.

5 janvier 2001

Le FBI lance le « National InfraGard Program ». InfraGard est une association entre des institutions économiques, financières, universitaires et différentes organisations publiques ou privées opérant dans le domaine de la sécurité. Le but de cette association est d'empêcher des attaques contre les États-Unis. Les membres du réseau échangent régulièrement des informations.

20 janvier 2001

George Bush Jr. devient président des États-unis.

18 février 2001

Le FBI arrête l'Agent spécial Robert Philip Hanssen, accusé d'espionnage au profit de l'ex-URSS. À cette date, c'est la taupe la plus importante à avoir jamais été recrutée par les services secrets russes.

2 juin 2001

Démission du directeur Louis J. Freeh à la suite de la polémique née après l'arrestation de Robert Hanssen.

10 juillet 2001

L'Agent spécial Ken Williams, du bureau de Phoenix (Arizona), envoie au Quartier général un rapport concernant l'infiltration « des hommes d'Oussama Ben Laden au sein des écoles de formation de l'Aviation civile de l'État d'Arizona ».

16 août 2001

Le FBI arrête Zacarias Moussaoui à Eagan, Minnesota, où il prend des leçons de vols sur des Boeing. Les agents du FBI se demandent s'il ne fait pas partie d'une opération terroriste visant l'aviation civile. Leurs supérieurs refusent qu'ils poursuivent l'enquête.

23 août 2001

Brian Regan, ancien sergent de l'US Air Force, est arrêté par le FBI à l'aéroport international de Dulles ; il est accusé d'espionnage au profit de l'Irak, de la Libye et de la Chine.

4 septembre 2001

L'ancien Procureur fédéral Robert S. Mueller III prête serment et devient le nouveau directeur du FBI.

10 septembre 2001

Le Procureur général John Ashcroft rejette une demande du FBI d'augmenter son budget anti-terroriste de 58 millions de dollars.

11 septembre 2001

Attaques terroristes contre New York et Washington. Le FBI mobilise 7.000 de ses 11.000 Agents spéciaux et des milliers de ses employés dans le cadre de l'opération « Penttbom » (PENtagon, Twin Towers BOMbing).

12 septembre 2001

La CIA remet à l'Agent spécial Ali Soufan le dossier sur la conférence de Kuala Lumpur (voir 5 janvier 2000) qu'il réclamait depuis des mois. Soufan découvre que l'agence était au courant de la présence aux États-Unis de deux des terroristes du 11 septembre, Kahled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazemi, mais qu'elle n'en n'a pas informé le FBI.

Octobre 2001

Le directeur Mueller ordonne à tous les bureaux locaux du FBI de créer avec les autres services des « Joint terrorism task forces » et des « Regional terrorism task forces » chargées de coordonner la lutte contre le terrorisme, comme cela se fait à New York depuis 1982.

7 octobre 2000

Début de l'opération militaire américaine Enduring Freedom, prélude à l'invasion de l'Afghanistan par une coalition dirigée par les États-Unis.

18 octobre 2001

Le FBI offre une récompense de 1.000.000 de dollars pour toute information menant à l'arrestation des personnes qui ont envoyées des lettres avec de la poudre d'Anthrax à des journaux et à des hommes politiques.

26 octobre 2001

Le président Bush signe l'« USA Patriot Act », nouvelle panoplie de lois anti-terroristes destinées à faciliter la tâche du FBI.

Décembre 2001

Le FBI enquête sur la faillite d'Enron, une des plus grandes entreprises américaines par sa capitalisation boursière. Société de courtage en électricité, Enron fait faillite suite aux pertes dues à ses opérations spéculatives sur le marché de l'électricité. Cette faillite entraîne celle d'Arthur Andersen, société chargées de l'audit des comptes d'Enron.

8 janvier 2002

Le FBI est chargé d'interroger six mille ressortissants du Proche-Orient en vue de leur expulsion des États-Unis.

22 janvier 2002

Le FBI est chargé d'enquêter sur l'attaque perpétrée contre le Centre américain de Calcutta qui a fait quatre morts (des policiers indiens) et vingt blessés.

13 février 2002

Le FBI lance une alerte générale sur l'imminence d'une attaque terroriste par un groupe de Yéménites.

Mars 2002

Licenciement de Sibel Deniz Edmonds, traductrice du FBI. Employée par le Washington Field Office, elle a dénoncé des « actes d'espionnage, de protection illicite et de rétention d'informations mettant en danger la sécurité nationale des États-Unis ». Trois ans plus tard, le bureau de l'Inspecteur général du Département de la Justice lui donnera raison.

15 avril 2002

Le FBI enquête sur le secrétaire américain à l'Armée de Terre, Thomas White, à propos de possibles délits d'initié dans le cadre de ventes d'actions d'Enron avant la mise en règlement judiciaire du courtier en énergie à la fin 2001.

8 mai 2002

Le FBI arrête José Padilla, ressortissant américain membre d'Al Qaida, accusé de projeter un attentat terroriste à l'aide d'un engin explosif contenant une substance radioactive.

18 mai 2002

Opération « Candyman » : le FBI arrête plus de quatre-vingt-dix personnes à l'issue d'une enquête de quatorze mois sur les réseaux de pornographie enfantine sur internet.

21 mai 2002

La responsable de la section légale du Bureau de Minneapolis, Coleen Rowley, rédige un long mémo mettant en cause les défaillances du Bureau lors de l'arrestation de Zakarias Moussaoui. La presse américaine publie une copie du mémo. Coleen Rowley fait la une des journaux qui parlent d'elle comme d'une « héroïne » de l'après-11 septembre. Le magazine *Time* la nomme « femme de l'année ».

29 mai 2002

Le directeur du FBI, Robert Mueller, reconnaît que le Bureau n'a pas assez prêté attention aux signes avant-coureurs des attaques du 11 septembre. Les enquêteurs auraient pu découvrir le complot s'ils avaient été plus vigilants.

6 juin 2002

Le président George Bush annonce la plus importante réforme du système de sécurité américain depuis 1947. Un nouveau département, le Homeland Security, regroupera vingt-deux agences et services, disposera d'un budget de trente-sept milliards de dollars et de 170 000 fonctionnaires.

11 juin 2002

La presse américaine révèle que le FBI se débat avec un système informatique « antédiluvien ».

21 juillet 2002

Le FBI enquête sur ce qui apparaît alors comme la plus grande faillite de l'histoire américaine, celle du groupe de télécommunications WorldCom. Son ancien président est condamné le 13 juillet 2005 à vingt-cinq ans de prison pour avoir orchestré la plus importante fraude comptable de l'histoire américaine.

4 août 2002

Le FBI annonce l'arrestation d'Alimzhan Tokhtakhounov, accusé d'être un des parrains du crime organisé dans la Russie de Vladimir Poutine.

11 août 2002

Steven Hatfil, scientifique américain, proteste contre ce qu'il appelle un « assassinat moral ». Dans le cadre de l'enquête sur les lettres empoisonnées à l'anthrax, le FBI a perquisitionné son appartement par deux fois, en juin et août.

24 octobre 2002

Arrestation à Washington de John Allen Muhammad et de son beau-fils, John Lee Malvo. Les deux tireurs embusqués ont tenu le pays en haleine après avoir assassiné au hasard une dizaine de passants. L'Agent spécial Brad Garrett, qui conduit leur interrogatoire, obtient leurs aveux.

25 décembre 2002

Sortie du film de Steven Spielberg, *Catch Me If You Can*, basé sur l'histoire vraie de Frank Abagnale Jr. À l'âge de dix-neuf ans, Frank Abagnale Jr. escroque des millions de dollars en prétendant successivement

être un pilote la compagnie aérienne Pan American World Airways, un avocat de Louisiane, un procureur et un médecin. Ses talents de faussaires sont tels que le FBI l'embauche après l'avoir arrêté.

20 mars 2003

Début de l'invasion de l'Irak par une coalition dirigée par les États-Unis.

9 avril 2003

Arrestation de James Smith, un des responsable de la section de contre-espionnage du bureau de Los Angeles, et de Katrina Leung, une industrielle d'origine chinoise. Ils sont accusés d'espionnage au profit de la République populaire de Chine.

25 juillet 2003

Le rapport d'enquête de la commission spéciale du Sénat et de la Chambre des Représentants sur les attentats du 11 septembre 2001 à New York, à Washington et en Pennsylvanie, est extrêmement critique vis-à-vis de la CIA et du FBI.

12 août 2003

Le FBI arrête Hemant Lakhani, marchand d'armes britannique d'origine indienne. Il est accusé d'avoir tenté de vendre des missiles portables à un groupe de terroristes islamistes aux États-Unis.

3 janvier 2004

On apprend que six vols d'Air France à destination des États-Unis ont été annulés avant Noël. Les six passagers d'Air France interrogés par les autorités françaises sur la base de renseignements émanant du FBI se révèlent être des « homonymes » de personnes figurant sur les listes américaines de terroristes potentiels.

7 janvier 2004

Le gouvernement américain annonce qu'à la fin de l'année, tout Européen désireux de se rendre aux États-Unis devra disposer d'un nouveau

passeport doté d'une puce électronique contenant sa photo, ses empreintes ou la reproduction de l'iris de son œil.

26 mai 2004

Le FBI affirme qu'une attaque terroriste de grande envergure se prépare pour l'été 2004. Les photographies de sept suspects sont rendues publiques.

19 janvier 2005

Le FBI modifie ses outils de surveillance du réseau internet. Les plus connus sont Dragon Ware Suite et Carnivore.

21 janvier 2005

Jeffrey Royer, ancien agent du FBI, et Anthony Elgindy, courtier en bourse sur internet, sont inculpés pour avoir tenté de manipuler les cours de bourse à partir d'ordinateurs du gouvernement.

27 mars 2005

Selon le *New York Times*, le FBI aurait aidé une douzaine de Saoudiens influents, dont des membres de la famille Ben Laden, à quitter les États-Unis juste après les attentats du 11 septembre 2001.

30 avril 2005

Le Bureau licencie Robert Wright, l'Agent spécial à l'origine de Vulgar Betrayal (vaste enquête sur les financements islamistes, stoppée en 2000). Mais le 19 octobre 2005, le Département de la Justice réinstalle Wright dans ses fonctions. Le *Chicago Tribune* affirme que « Wright a déjà fait l'objet de six enquêtes disciplinaires. Ses partisans affirment que le FBI se venge de ses critiques publiques sur les capacités du Bureau à protéger la nation de futures attaques terroristes ».

23 juin 2005

Épilogue de l'opération « Miburn » (enquête sur l'assassinat de trois jeunes militants des droits civiques en juin 1964) avec la condamnation à soixante ans de prison d'Edgar Ray Killen, un ancien responsable du Ku Klux Klan (KKK).

28 décembre 2005

Le FBI place des détecteurs de matériaux radioactifs aux abords des lieux de culte musulmans.

12 janvier 2006

Le FBI a des doutes sur la fiabilité de son système d'identification des empreintes digitales. Des agents sont chargés de revoir les dossiers des condamnés à mort.

20 janvier 2006

Second mandat du président George Bush.

6 février 2006

Ouverture du procès de Zakarias Moussaoui, seul inculpé dans le cadre des attaques du 11 septembre. Lors du procès, l'ex-agent du FBI Aaron Zebley assure que la piste Moussaoui pouvait conduire aux kamikazes. Le 3 mai 2006, Moussaoui est condamné à la prison à perpétuité sans possibilité de remise de peine.

26 mai 2006

Le FBI perquisitionne les bureaux au Congrès du député démocrate de Louisiane William Jefferson, accusé de corruption. Tollé général au sein de la classe politique.

23 juin 2006

Dans le cadre d'une enquête antiterroriste, le FBI arrête sept personnes à Miami, en Floride. Elles sont soupçonnées d'avoir comploté en vue de s'attaquer à l'un des plus hauts bâtiments des États-Unis, la Sears Tower (442 m) de Chicago.

9 juillet 2006

Le FBI annonce avoir déjoué un attentat-suicide contre des tunnels de la ville de New York. L'opération aurait été découverte grâce à la surveillance de forums de discussion islamistes sur Internet.

11 mars 2007

Selon un rapport de l'Inspecteur général du Département de la Justice américain, le FBI a abusé des pouvoirs qui lui avaient été conférés après les attentats du 11 septembre. Le FBI reconnaît avoir alors indûment espionné des milliers de citoyens américains.

2 avril 2007

Le Département d'État annonce la disparition dans le sud de l'Iran, début mars, d'un ancien agent du FBI.

4 avril 2007

Linden Lab, propriétaire du site internet Second Life, demande au FBI de surveiller les activités de jeux d'argent dans son univers virtuel. Il y a alors plusieurs centaines de casinos sur Second Life.

8 mai 2007

Le FBI dit avoir déjoué un plan d'attaque terroriste contre une base militaire du New Jersey. Six hommes ont été arrêtés : quatre Albanais d'ex-Yougoslavie, un Turc et un Jordanien, chauffeur de taxi à Philadelphie.

1er novembre 2007

Le procès de l'Agent spécial Lindley DeVecchio s'achève par un non-lieu. Star du bureau de New York, Lindley DeVecchio était accusé d'avoir été trop proche de son informateur, Greg Scarpa, et d'avoir organisé avec lui plusieurs assassinats.

14 novembre 2007

Fin de l'enquête du FBI concernant les agents de sécurité de la société Blackwater poursuivis pour avoir tués dix-sept civils en Irak le 16 septembre 2007. Les enquêteurs du FBI concluent que la mort d'au moins quatorze des dix-sept Irakiens était injustifiée et allait à l'encontre des règles de recours à la force.

7 février 2008

Le FBI arrête cinquante-quatre mafieux de la famille Gambino dans la région de New York pour un vaste trafic d'héroïne. Une vingtaine d'autres sont arrêtés en Sicile. Il s'agit, pour certains, de mafieux déjà arrêtés dans le cadre de la « Pizza Connection. »

12 mars 2008

Le FBI ouvre des poursuites contre le gouverneur de New York, Eliott Spitzer, accusé d'avoir violé le « Mann Act » censé lutter contre la traite des blanches. Le gouverneur a eu des relations sexuelles à Washington avec une prostituée venue de New York. Spitzer démissionne.

2 avril 2008

Le directeur du FBI, Robert Mueller, annonce l'ouverture à Alger d'une antenne du FBI pour faire face aux « nouvelles menaces en provenance du Maghreb ».

Mai 2008

L'Office Of Inspector General (OIG) publie son rapport sur l'implication du FBI lors des interrogatoires de détenus à Guantanamo Bay, en Afghanistan et en Irak. On apprend que des agents du FBI se sont à maintes reprises opposés à leurs collègues de la CIA ou des services secrets de l'Armée sur la question de l'usage de la torture.

4 juin 2008

Le FBI annonce l'arrestation à Miami d'un receleur qui tentait de vendre quatre tableaux de maîtres (Monet, Brueghel, Sisley) volés en 2007 au musée de Nice. Les tableaux sont retrouvés.

14 juillet 2008

Selon l'Association américaine pour le respect des Droits civils, la liste de surveillance antiterroriste aux États-Unis compte désormais un million d'entrées.

29 juillet 2008

Suicide du biologiste américain Bruce Ivins, soupçonné par le FBI d'être impliqué dans l'affaire des lettres empoisonnées à l'anthrax.

24 septembre 2008

CNN annonce que le FBI a lancé une enquête pour fraude à l'encontre de vingt-six établissements de Wall Street, dont Lehman Brothers, AIG, Fannie Mae et Freddie Mac.

Octobre 2008

Le FBI se plaint d'un manque de ressources dans les enquêtes visant les délits économiques ayant entraîné la crise des *subprimes*.

Depuis les attaques du 11 septembre, 1 800 agents supplémentaires ont été affectés au contre-terrorisme, au détriment des autres programmes du Bureau.

Chargé d'enquêter sur les principaux groupes industriels et financiers du pays, le Bureau envisage de muter des centaines d'agents à la division chargée de réprimer les crimes économiques.

17 octobre 2008

Explosion du nombre de hold-ups enregistrés par le FBI. En cause : la crise économique.

11 décembre 2008

Le FBI arrête le président-fondateur d'une des principales sociétés d'investissement de Wall Street, la Bernard L. Madoff Investment Securities LLC. L'escroquerie dont est accusé Bernard L. Madoff pourrait avoir entraîné des pertes de cinquante milliards de dollars. Le 29 juin 2009, il sera condamné à cent-cinquante ans de prison.

18 décembre 2008

Décès de Mark Felt, ancien directeur adjoint du FBI et « Gorge profonde » de Woodward et Bernstein, les deux journalistes du *Washington Post* qui avaient révélé le scandale du Watergate.

6 janvier 2009

Shawn Henry, directeur adjoint de la division Cyber du FBI, redoute la menace d'une « apocalypse cybernétique ». Selon lui, hormis les armes de destruction massive ou une bombe explosant dans une grande ville, les attaques informatiques représentent la menace qui pose « le plus grand risque du point de vue de la sécurité nationale ».

15 janvier 2009

L'ancien Agent spécial John Connolly est condamné à quarante ans prison pour avoir organisé l'assassinat d'un homme d'affaires. En prononçant le verdict, le juge Stanford Blake dit à Connolly qu'il a souillé

le badge qu'il arborait en tant qu'agent du FBI en s'associant avec les gangsters qu'il était censé arrêter.

Whitey Bulger, chef de la mafia irlandaise de Boston et informateur « privilégié » de Connolly, est en fuite et se trouve en deuxième position sur la liste des « Top Ten Fugitives » du FBI, juste derrière Oussama Ben Laden. Sa trace se perd en France.

20 janvier 2009

Barack Obama est élu président des États-Unis.

20 mai 2009

À New York, le FBI arrête quatre hommes qui préparent des attentats visant une synagogue du Bronx et des avions militaires.

21 mai 2009

Le FBI interpelle plus de quatre-vingts membres du gang hispanique de Hawaiian Gardens, dans la banlieue de Los Angeles. Pour la justice fédérale, c'est « la plus grosse opération antigang de l'histoire des États-Unis ».

Juillet 2009

Sortie du film de Michael Mann, *Public Enemies*. Johnny Depp est Dillinger, ennemi public numéro un dans l'Amérique des années 1930, face aux hommes de J. Edgar Hoover. La saga du FBI n'a pas fini de faire rêver la planète…

WHO'S WHO

Pendant plus de deux ans, dans le cadre de notre enquête, nous avons rencontré une centaine d'agents ou d'anciens agents du FBI qui nous ont permis de réaliser plus de cent-cinquante heures d'entretiens. Tous n'ont pas souhaité être cités, mais, parmi les agents qui nous ont raconté « leur » FBI, nous en avons retenu près de cinquante. Voici une brève synthèse de leurs itinéraires et de leurs aventures. Après chaque nom, nous avons indiqué les dates de leurs débuts et de leurs fins de carrière au FBI. Nous n'avons signalé ici que les opérations mentionnées dans l'ouvrage, avec les dates auxquelles nos personnages sont intervenus.

AMOROSO, Tony (1964-1989). Entretien réalisé à Fort Lauderdale, Floride, le 5 avril 2008.

Opérations « Sun-apple » (1976), « Abscam » (1978-1980). Agent spécial depuis le 24 février 1964, Tony Amoroso entame sa carrière dans le Sud en proie aux conflits raciaux. Il passe du bureau de Birmingham en Alabama à celui de Dallas et celui de Forth Worth, au Texas, et effectue deux missions spéciales au Mississippi lors de l'opération « Miburn ». Après s'être initié au parler sicilien à l'école de langues de Monterey, il est transféré à Miami, puis à New York où, en 1974, il participe à la première grande opération d'infiltration de la Mafia, visant les pilleurs de camions. Il est le bras droit de John Good et a pour collègue un jeune agent nommé Joe Pistone. À la fin des années 1970, il est le principal agent infiltré de l'opération « Abscam », menée par le bureau de Hauppauge, Long Island. Tony Amoroso se fait passer pour le représentant d'un Cheik arabe désireux d'investir son argent aux États-Unis et prêt à verser les commissions qu'il faut pour y arriver. Visant au début des receleurs et des mafieux,

« Abscam » débouche rapidement sur des hommes politiques et entraîne la condamnation d'un sénateur américain et de cinq membres du Congrès, d'un sénateur du New Jersey, de conseillers communaux de Philadelphie, et d'un inspecteur des services d'immigration.

AWE, Jim (1948-1979). Entretien réalisé à Hilton Head, Caroline du Nord, le 31 mars 2008.

Opération « Miburn » (1964-1965). Héros méconnu, Jim Awe a fait ses premiers pas dans le Bureau en luttant contre le Ku Klux Klan, dans le Mississippi des années 1960. Il a alors pour partenaire James Ingram. Tous deux font partie de l'arme secrète du FBI pour éradiquer le Klan. À ses heures perdues, Jim Awe s'adonne à sa passion, la photographie, et immortalise le bureau de Jackson des années 1960. Ses clichés montrent les agents au travail et lors de leurs rares moments de loisirs. Par la suite, Jim Awe rejoint le quartier général du FBI en 1969 où il s'occupe de réformer le système de classification des archives.

BATVINIS, Ray (1972-1997). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 29 juin 2008.

Batvninis est entré à Quantico en juin 1972 en même temps que les deux premières femmes agents, Joan Pierce et Susan Rolly. En octobre 1972, il est envoyé à Clinton, Ohio, où il s'occupe du crime organisé. En 1981, il rejoint la division contre-espionnage du Bureau. En 1985, Ray Batvinis est nommé superviseur de l'équipe chargée du contre-espionnage ; il a alors cinquante personnes sous ses ordres.

BOCRA, Mary Jane (1976-2002). Entretien réalisé à New York, le 5 juin 2008.

Cette petite femme discrète, bon chic bon genre, a derrière elle vingt-six ans de carrière au sein du FBI. Elle fait partie des premiers Agents spéciaux femmes. Son premier poste, Mobile, Alabama, compte parmi les plus durs. Cette New-Yorkaise pur sucre se retrouve plongée au pays du Ku Klux Klan. Elle affronte l'Amérique profonde qui rejette en bloc l'État fédéral et ses représentants. Prenant le taureau par les cornes, elle participe à des opérations d'infiltration parmi les plus risquées. Elle joue les comptables ou les nièces de parrains mafieux avec une candeur joyeuse qui éloigne les soupçons. Diplômée en comptabilité et finance, elle prend part,

à New York, à la première opération d'infiltration de l'histoire du FBI visant des criminels en col blanc. Nommée superviseur en 1988, elle forme la première équipe d'enquête financière du bureau de New York. En liaison avec les autorités boursières, elle monte les premières opérations d'infiltration de milieux financiers : des opérations sophistiquées qui marqueront l'histoire du Bureau et celle de la Bourse américaine.

BONAVOLONTA Jules (1970-1990). Entretien réalisé à Vero Beach, Floride, le 12 février 2009.

Opérations « Sun-Apple » (1976), « Coldwater » (1974-2001), « Commission case » (1981-1985). Baroudeur doublé d'un chef de bande, Jules Bonavolonta fait partie de cette génération d'agents qui intègre le Bureau au mauvais moment. Déchiré par les guerres internes, déphasé par rapport à la société, le FBI de la fin des années 1960 ressemble à un paquebot à la dérive dirigé par un vieillard sur le déclin. De retour du Vietnam, Jules Bonavolonta a compris que son pays a perdu la guerre. Au bureau de New York, il retrouve d'autres vétérans du Vietnam ; ils ont une revanche à prendre. Avec l'aide de leurs supérieur, Neil Welch (directeur du bureau de New York), ils la prendront d'abord en montant une dizaine d'infiltrations de la Mafia (dont celle conduite par Joe Pistone, sans doute la plus longue à avoir jamais été menée), puis en traînant devant les tribunaux les cinq « Familles » mafieuses de New York.

BURKE, John (1970-1994). Entretien réalisé à Washington, DC, le 5 février 2008.

Opérations : « Fugitive Squad Detroit » (1972-1975), « Hoffex » (1975). Après vingt-cinq années de service, John Burke a la nostalgie de l'esprit de corps et de la camaraderie qui ont caractérisé « son » FBI. Le 5 janvier 1970, ce gamin de Chicago se retrouve propulsé à Oklahoma City. Le temps de trouver un appartement et de faire venir sa famille, il est transféré à la résidence du bureau de Tulsa, au pays des « rednecks » (des ploucs) où, en tant que jeune agent, il est chargé des missions les plus pénibles. Puis, c'est le bureau de Detroit où il passe neuf ans. Neuf années aussi rudes qu'exaltantes. La ville est difficile, dangereuse, violente. Son SAC, Neil Welch, n'est pas comme les autres ; ses méthodes sont originales. Il lui confie la responsabilité de l'équipe chargée de traquer le crime organisé. John Burke enquête sur un des mystères de la Mafia : la

disparition de l'ancien leader syndical Jimmy Hoffa. Promu Associate Special Agent in Charge (ASAC), il rejoint le Washington Metropolitan Field Office, avant d'être nommé numéro deux (Deputy Assistant Director) de l'Académie du FBI de Quantico, aux côtés de Tony Daniels.

BURNS, Tom (1964-1995). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 7 février 2008.

Après avoir rejoint le Bureau en 1964, Tom Burns est envoyé à Selma, en Alabama, au moment des grandes marches des droits civils pour les Noirs. Il fait partie des Agents spéciaux qui récupèrent Gary Rowe, l'informateur du Bureau impliqué dans l'assassinat de la militante Viola Liuzzo le 25 mars 1965. Tom Burns traque ensuite les Black Panthers. Il est chargé de surveiller une des militantes noires les plus en vue, la responsable communiste Angela Davis. En 1982, il est muté au quartier général du FBI où il prend la direction de l'unité « The CI3A » chargée de traquer les agents soviétiques aux États-Unis. Il a sous ses ordres un agent nommé Robert Hanssen. Tom Burns ne se doute pas que Hanssen est un agent soviétique.

COLEMAN, Dan (1973-2004). Entretien réalisé à New York, 20 mars 2008.

Nommé Agent spécial le 21 janvier 1973, il fait ses premières armes à New York en traquant les hors la loi recherchés par le Bureau. Affecté au contre-espionnage, il s'occupe des services secrets est-allemands et roumains. À partir de 1993, Dan Coleman s'occupe exclusivement des terroristes islamistes. Fin connaisseur de Ben Laden, il est surnommé « le Professeur » par ses collègues. Il est un des premiers agents du FBI à travailler en bonne intelligence avec la CIA après avoir intégré Alec Station, l'unité de l'Agence créée afin de traquer Al Qaida.

D'AMURO, Pat (1979-2004). Entretien réalisé à New York, le 3 juin 2008.

En vingt-cinq ans de carrière, Pat D'Amuro a gravi un à un tous les échelons du Bureau. Affecté au bureau de New York en 1979, il commence par s'occuper de délits économiques, de hold-up et de criminalité organisée, avant de se consacrer au terrorisme. Il est chargé de diriger l'enquête du Bureau sur les attaques du 11 septembre. Quelques mois plus tard, il est

nommé directeur adjoint pour le contre-terrorisme au quartier général du FBI, et directeur exécutif adjoint pour le contre-espionnage et le contre-terrorisme. À ce titre, il est en contact régulier avec la Maison-Blanche, il a de fréquentes réunions d'information avec le président Bush, le vice-président Dick Cheney et leurs plus proches conseillers en matière de sécurité nationale. Il est un des plus farouches adversaires du recours à la torture par la CIA lors des interrogatoires de « combattants ennemis ».

DANAHY, Jack (1941-1968). Entretien réalisé à New York, les 25 avril et 2 juin 2008.

Opérations « Pastorius » (1942), « Cocase » (1942-1944), « Jaham » (1947), « Capga » (1948-1950), « Valacchi » (1962-1963), « Fedora » (1962-1968). Ne pouvant s'engager dans l'armée pour des questions de santé, Jack Danahy rejoint le Bureau en 1940. Il y restera près de trente ans, avant de s'occuper de la sécurité de la National Football League (NFL). Toute sa carrière se place sous le signe des rencontres. En 1942, ses supérieurs du bureau de New York lui confient le chef des saboteurs nazis qui vient de se rendre : George Dash. Jack Danahy l'avait connu avant-guerre dans un bar de New York où l'homme préparait des sandwiches. À la fin de la guerre, il découvre qu'il croisait régulièrement à la plage l'une de ses cibles, William Walter Remington, haut fonctionnaire au bureau des productions de guerre, soupçonné d'être un des agents communistes qu'il traque. Dans les années 1960, il est l'homme de Bobby Kennedy au sein du bureau de New York. En 1963, il prend en charge le premier des repentis de la Mafia, Joe Valacchi, qu'il connaissait également de longue date : Valacchi était le propriétaire d'un bar qui servait de cantine à Jack Danahy et à son épouse. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Jack Danahy manipule avec son complice Robert Maheu, un agent allemand retourné par le FBI, l'as de l'aviation française Dieudonné Costes. Il termine sa carrière en s'occupant de l'un des plus mystérieux transfuges du KGB, baptisé « Fedora » par le Bureau.

DANIELS, Tony (1967-1994). Entretiens réalisés à Washington, DC, et Alexandria, Virginie, les 20 juin 2007 et 30 janvier 2008.

Opération « Coldwater » (1974-1981). Les fans du film *Le Silence des agneaux* se souviennent de Tony Daniels jouant son propre rôle dans le film de Jonathan Demm, celui du directeur adjoint chargé de l'Académie du FBI

à Quantico, qui remet son diplôme à l'agent Clarisse Sterling, jouée par Jodie Foster. Tony Daniels rejoint le Bureau en 1967. Originaire de Pennsylvanie, il est envoyé à Jackson, dans un Mississippi qui finit de brûler. Un an plus tard, il débarque à New York où il rejoint l'équipe chargée de lutter contre la criminalité organisée. Il supervise les premiers pas de l'agent infiltré Joe Pistone, avant de prendre la direction du bureau de Tampa. À peine installé dans ses fonctions de SAC, Tony Daniels monte une opération d'infiltration destinée à faire tomber le « parrain » local, le légendaire Santo Trafficante, en ayant recours, entre autres, aux services de Joe Pistone. Daniels est ensuite nommé directeur adjoint chargé du Washington Metropolitan Field Office du FBI, avant d'être promu vice-directeur adjoint de la division criminelle au quartier général du FBI. Tony Daniels quitte le Bureau en 1994 après vingt-sept ans de bons et loyaux services.

DELOACH, Cartha (1940-1970). Entretiens réalisés à Hilton Head, Caroline du Nord, les 26 juin 2007 et 30 mars 2008.

Opérations « Miburn » (1964-1965), « Fedora » (1962-1970), « Cointelpro » (1956-1970), « Solo » (1956-1970). Entré au FBI en 1940 à l'âge de vingt ans, Cartha DeLoach a été l'un des hommes les plus puissants du Bureau, qu'il quitte en 1970 pour devenir vice-président de Pepsico. Il fait ses premiers pas au bureau de NorthFolk avant d'être muté à Cleveland, puis à la résidence d'Akron (Ohio). En 1948, Cartha DeLoach assure la liaison entre le Bureau et la toute jeune CIA, et s'occupe de la division Énergie atomique au sein du Bureau. En 1954, il rejoint le cabinet du numéro deux du Bureau, Clyde Tolson. En 1959, il prend la direction de la Crime Record Division, chargée de la communication du Bureau. Il est l'œil du Bureau à Hollywood et supervise le tournage du film *FBI story*, puis de la série télévisée *FBI*. Nommé directeur adjoint du FBI en 1965, DeLoach est numéro trois du Bureau. Responsable de toutes les enquêtes criminelles, il est aussi chargé de faire la liaison avec la Maison-Blanche, en raison de son amitié avec le président Johnson. Successeur désigné de J. Edgar Hoover, il quitte le Bureau, usé par une véritable guerre interne déclenchée par son subordonné et ennemi, William C. Sullivan. De tous les responsables que nous avons rencontrés, il est celui qui a le mieux connu J. Edgar Hoover et l'histoire des soixante premières années du Bureau.

DEPUE, Roger (1968-1989). Entretiens réalisés à Manassas, Virginie, le 13 février 2008.

Sorti de l'Académie en 1968, Roger Depue rejoint le bureau de La Nouvelle-Orléans où il participe à une opération d'infiltration de la criminalité organisée. À l'époque, la ville est contrôlée par le parrain Carlos Marcello, et le procureur Jim Garrison commence à s'intéresser à lui dans le cadre de son enquête sur l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy. Roger Depue rejoint le bureau de Washington, DC, au début de 1970, avant d'intégrer le premier groupe d'intervention du FBI, le Swat Team « Spider One ». Expert en armes à feu, il est nommé instructeur de tir à l'Académie du FBI de Quantico. En 1974, il prend la direction de la Behavioral Science Unit (BSU) chargée, entre autres, de traquer les tueurs en série, avant de devenir le premier administrateur du National Center for the Analysis of Violent Crime du FBI.

DEVECCHIO, Lindley, dit Lin (1963-1996). Entretiens réalisés à Sarasota, Floride, les 2 et 3 avril 2008, et le 11 février 2009.

Opération « Commission case » (1981-1985). Pour les uns, c'est un traître ; pour les autres, un héros. Après trente-trois ans de bons et loyaux services au Bureau, Lindley DeVecchio a été traîné devant les tribunaux pour meurtre et complicité avec la Mafia. Ses accusateurs – d'anciens agents, un procureur, des journalistes – lui reprocher d'avoir été trop lié à son informateur, le mafieux new-yorkais Greg Scarpa. Vingt anciens agents du Bureau, et non des moindres, prennent sa défense. Cinq d'entre eux ont versé le million de dollars de caution nécessaire à sa remise en liberté avant procès. Le 1er novembre 2007, son procès s'est terminé par un non-lieu.

DOTLO, Craig L. (1971-2002). Entretien réalisé à New York le 19 février 2008.

Premier président de l'Association des Anciens Agents du FBI (FBIAA, 1981-1988), Craig Dotlo a fait ses premières armes à Detroit en 1971, sous la direction de Neil Welch. Il garde de se séjour une vénération pour les agents et une profonde défiance envers la bureaucratie. Pour lui, le temps fort de l'histoire du Bureau est la manifestation new-yorkaise des agents du FBI en soutien à leurs collègues Mark Felt et Ed Miller, renvoyés devant les tribunaux pour avoir ordonné des écoutes illégales.

ESTILL, Wally (1942-1972). Entretien réalisé à Knoxville, Tennessee, le 3 avril 2008.

Admis au Bureau le 5 janvier 1942, moins d'un mois après l'entrée en guerre des États-Unis, Wally Estill se retrouve propulsé en Amérique Latine où il traque les agents nazis avec ses collègues du SIS (Special Intelligence Service, division Espionnage du FBI). D'une guerre l'autre, en 1945, son action, notamment aux côtés du dictateur Somoza, au Nicaragua, prend une tournure nettement plus anticommuniste, sous les ordres de son supérieur William Sullivan. Envoyé à l'autre bout du continent nord-américain, Wally Estill est chargé de faire régner l'ordre fédéral au sein des tribus Inuits – on disait alors eskimos – avant de se retrouver au cœur des réserves indiennes Navajos du Nouveau-Mexique. Nommé SAC du bureau de San Juan de Puerto Rico, il prend part en 1965 à l'opération montée par les Américains en vue de rétablir l'ordre en République Dominicaine. Quelques années plus tard, en tant que SAC de Knoxville, il tente de déjouer un des derniers détournements d'avion sur Cuba en tirant dans les pneus de l'avion.

GABRIEL, George (1979-2006). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 9 février 2008.

Agent spécial d'octobre 1979 à octobre 2006, George Gabriel a passé plus de vingt ans à traquer la criminalité organisée. Le Bureau lui doit un de ses gros succès : l'arrestation et la condamnation de John Gotti, surnommé « Don Teflon » parce que la justice semblait glisser sur lui sans pouvoir l'« accrocher ». Après les attaques du 11 septembre, il rejoint la lutte antiterroriste et s'occupe des ports au sein de la Joint Terrorist Task Force de New York.

GARRETT, Brad (1987-2006). Entretiens réalisés à Arlington, Virginie, les 1er et 5 février 2008.

Quand il rejoint le Bureau en 1987, Brad Garrett est beaucoup plus âgé que la moyenne des nouveaux agents : il a trente-sept ans. Il a déjà derrière lui une carrière de policier chargé de la réinsertion des détenus. Il ne tarde pas à se distinguer par son style qui lui vaut d'être surnommé « l'Homme en noir » ou « Docteur Mort ». Il n'a pas son pareil pour traquer ses proies dans le monde entier, allant même jusqu'au cœur de l'Afghanistan des talibans, et pour les faire parler. Le Bureau lui doit certains de ses plus beaux succès : l'affaire du tireur fou qui a ouvert le feu devant le quartier

général de la CIA, les assassinats du *Starbuck* de Georgetown, les tireurs de Washington, DC, ou encore l'affaire Chandra Levy.

GERMAN, Mike (1988-2004). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 22 mars 2008.

Sous ses airs proprets, depuis 1988 et pendant plus de quinze ans, Mike German a été l'un des meilleurs infiltrés du Bureau au sein des groupes néonazis des milices et des suprématistes blancs. Il trébuche en 2002 lorsqu'il dénonce les irrégularités commises dans le cadre d'une enquête sur les liens entre les groupes terroristes d'extrême droite et les islamistes. Mis au placard, il quitte le Bureau en juin 2004 pour rejoindre l'American Civil Liberties Union (ACLU).

GLOVER, John (1966-1989). Entretien réalisé à Fort Lauderdale, Floride, le 17 mars 2008.

Pas facile d'être un Agent spécial quand on est noir et qu'on entre au Bureau en 1966. Pourtant, John Glover se distingue au bureau de Kansas City avant d'être muté en 1968 à celui de Washington, DC. Instructeur de tir à Quantico à la mort de J. Edgar Hoover, il entraîne les premières femmes agents. En 1979, il devient le premier SAC noir en prenant les rênes du bureau de Milwaukee. Mais c'est à Atlanta qu'il se révèle un an plus tard en résolvant en partie l'enquête sur des assassinats d'enfants. Il sera le premier « executive assistant director » noir de toute l'histoire du Bureau. John Glover quitte le Bureau en 1989 pour le poste de vice-président en charge de la sécurité de la multinationale Bristol Meyers Squibb.

GOOD, John (1962-1983). Entretien réalisé à New York, le 20 février 2008.

C'est un vrai Titi new-yorkais qui rejoint le Bureau en avril 1962. Il parle encore de sa première rencontre avec J. Edgar Hoover comme d'une expérience traumatisante. Ce gamin des villes se retrouve plongé au milieu de la campagne de l'Illinois, à la Résidence de Decatur, après un court séjour au bureau de Springfield. Puis, il se retrouve à El Paso d'où il effectue régulièrement des missions au Mexique, notamment lors du voyage officiel du président Johnson, ou dans le cadre d'opérations anti-drogue avec le Federal Bureau of Narcotics. Muté à New York, il participe à la répression du mouvement de contestation et effectue quelques missions

« Cointelpro ». L'arrivée de Neil Welch comme directeur du bureau de New York change la donne : John Good est alors réaffecté à la lutte contre le crime organisé. Il dirige les premiers pas d'un agent infiltré nomme Joe Pistone. Leur cible : la « mafia des camions ». « Abscam », sa plus grosse opération, vise des hommes politiques et entraînera sa brouille avec Joe Pistone, coupable d'interférences qui auraient pu se révéler mortelles.

FOX, John. Entretien réalisé à Washington, DC, le 1er juillet 2008.

L'historien du Bureau en est aussi la mémoire. Il est un guide précieux dans les méandres des archives rendues aujourd'hui publiques par le Bureau.

HACKE, Terry (1981-1986). Entretiens réalisés à Georgetown et Arlington, Virginie, les 21 et 22 juin 2008.

Opération « Greylord » (1979-1983). Ancien avocat, il est le seul Agent spécial à avoir prêté serment en pleine opération d'infiltration et sans être passé par l'Académie de Quantico. Au début des années 1980, Terry Hacke est à l'origine d'une des plus grandes opérations d'infiltration conduite par le Bureau. Baptisée « Greylord », elle vise le système de corruption des juges du comté de Cook (Chicago et alentours). Plus de deux cents agents sont transformés en criminels afin de prendre les juges ripoux en flagrant délit. En 1988, Terry Hacke quitte le Bureau pour rejoindre l'OIG, la division du Département de la Justice chargée d'enquêter sur le FBI.

HAGMAIER, Bill (1978-1998). Entretien réalisé à Fredericksburg, Virginie, le 1er juillet 2008.

L'histoire retiendra de lui qu'il est le « profileur » de Bill Clinton. Elle a tort. La carrière de Bill Hagmaier ne saurait se résumer au fait d'avoir dressé le portrait psychologique du Président en vue de son audition par une commission d'enquête sur les différents scandales qui secouèrent la Maison-Blanche dans les années 1990. Entré au Bureau en 1978, Hagmaier Bill fait ses premières armes à Minneapolis avant d'être nommé à la résidence de Saint Paul, Minnesota. À New York, il travaille avec la police de la ville dans une unité mixte en charge des crimes de sang, violents, la Special Joint Task Force (JTF-1). Mais, c'est en 1983 qu'il trouve sa voie

en rejoignant la BSU. Depuis lors, sa vie placée sous le signe de la lutte entre le Bien et le Mal est rythmée par ses rencontres avec les principaux tueurs en série américains : Ted Bundy, Danny Rolling ou Aileen Wuornos. En 1994, il dirige l'Undercover Safeguard Program qui encadre les agents infiltrés. Il est à l'origine, en 1994, de la création du Critical Incident Response Group, créé à la suite de la tragédie de Waco pour faire face aux situations de crise (prises d'otages, etc). Un an plus tard, il prend la tête du National Center for the Analysis of Violent Crime (NCAVC).

HAZELWOOD, Robert (1971-1993). Entretien réalisé à Manassas, Virginie, le 13 février 2008.

Entré au FBI en novembre 1971, il est happé par la BSU et passe les vingt deux années de sa carrière à sonder l'âme des tueurs en série et à les traquer. Il fait partie de l'équipe de profileurs du BSU qui débarque à Atlanta au début des années 1980 afin d'y résoudre l'affaire des assassinats d'enfants.

HOSTY James (1952-1979). Entretien réalisé à Sarasota, Floride, le 9 février 2009.

Agent de la division contre-espionnage du FBI à Dallas à la fin des années 1950, James Hosty s'intéresse à un sympathisant communiste appelé Lee Harvey Oswald, avant que ce dernier n'assassine le président Kennedy. Dès lors, sa vie s'en trouve bouleversée. Il lui faudra des années pour réaliser que le Bureau a tout fait pour qu'il ne découvre pas les liens entre Lee Harvey Oswald et des agents du KGB. Après l'assassinat de Kennedy, sa hiérarchie l'empêche de communiquer ses informations à la police et aux services secrets, et le pousse à commettre des irrégularités. Furieux d'avoir été sévèrement tancé par la commission Warren, J. Edgar Hoover tente d'en faire un bouc-émissaire. Mais la solidarité de sa hiérarchie, en la personne de Cartha DeLoach et de ses pairs, lui évite le pire. Il lui faudra attendre en 1978 les résultats d'une commission d'enquête pour apprendre enfin la vérité que le Bureau voulait lui cacher et entrevoir la possibilité d'un complot qu'il se refuse toujours à admettre.

INGRAM, James, dit Jim (1953-1982). Entretien réalisé à Jackson, Mississippi, le 15 avril 2008.

Opérations « Miburn » (1964-1965), « Greylord ». Entré au FBI en 1953, il y reste un peu moins de trente ans. Premier poste : Indianapolis, où il passe quelques mois avant d'être envoyé au pénitencier fédéral de Terre Haute, un des établissements les plus violents des États-Unis, où sont détenus des parrains de la Mafia et des membres de divers gangs. Il est chargé de recueillir des informations auprès des détenus. En poste à New York au moment de l'assassinat de Kennedy, il est chargé de surveiller de près les espions soviétiques. Il demande à être envoyé dans le Mississippi, État alors sur le point de s'embraser. Il est un des héros de la guerre contre le Ku Klux Klan (opération « Miburn ») avec son partenaire Jim Awe. Il finit sa carrière en tant que SAC de Chicago en supervisant l'extraordinaire opération « Greylord ». À la retraite, il retourne dans le Mississippi où il prend la tête de la police d'État (Highway Patroll) qui était de son temps « un nid du Klan ». Il reprendra du service et, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, aidera le FBI à rouvrir de vieux dossiers et à résoudre des crimes commis par le Klan dans les années 1960.

KERR, Ray (1977-2004). Entretien réalisé à New York, le 3 juin 2008.

Agent spécial de novembre 1977 à mai 2004, Ray Kerr intègre le Bureau avec la conviction que ses diplômes de comptabilité vont l'amener à combattre la délinquance en col blanc. Il se trompe. Quand il débarque à New York, l'heure est à la lutte anti-Mafia. Il est de toutes les grandes opérations, avant de rejoindre en 1990 l'équipe qui s'occupe de la criminalité organisée russe qui débarque aux États-Unis. Le Bureau lui doit ses plus beaux succès contre la mafia russe : ainsi dans l'affaire Ivankov.

LLYOD, Susan (1979-1999). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 25 mars 2008.

Quand elle rejoint le FBI le 26 novembre 1979, le Bureau compte 200 agents femmes pour 7 800 hommes. Elle débarque à Atlanta alors que des tueurs en série massacrent des enfants de la communauté noire. Mutée à New York, elle participe à diverses opérations d'infiltration visant les milieux les plus violents. Son premier rôle : prétendre être la petite amie d'un agent infiltré qui joue les voleurs de camions. Dans les années 1990, elle occupe la fonction de porte-parole du bureau de Washington, DC.

MAGALLANES, Paul (1968-1989). Entretiens réalisés à Sarasota, Floride, les 9 et 10 février 2009.

Opérations : « Toplev » (1949), « Watergate » (1972-1974), « Greylord » (1979-1983). Son premier poste à Tampa lui permet de se frotter à une légende de la Mafia, le parrain Santo Trafficante, qu'il surveille étroitement sans jamais pouvoir le coincer. Muté au bureau de Washington, DC, Paul Magallanes est convaincu d'écrire l'histoire en remontant la piste du cambriolage du Watergate jusqu'à la Maison-Blanche. Mais certains de ses supérieurs en ont décidé autrement, en lui volant son enquête pour la remettre à deux journalistes du *Washington Post*. Au bureau de Los Angeles, il se heurte à la « mafia des Mormons », avant de participer à la révolte des agents latino-américains. Au début des années 1980, Paul Magallanes fait partie des deux cents agents envoyés à Chicago sous de fausses identités pour commettre des délits dans le cadre de l'opération « Greylord ».

MAWN, Barry (1972-2002). Entretien réalisé à Boston, Massassuchetts, le 7 juin 2002.

Opérations : affaire Bulger, traque d'Al Qaida. Après sa sortie de l'Académie en avril 1972, Mawn rejoint le bureau de Detroit, alors dirigé par Neil Welch, avant d'être envoyé à la résidence de Battle Creek, Michigan. Muté à New York, il y retrouve Neil Welch qui y poursuit sa lutte contre la criminalité organisée. Après un séjour au bureau de San Francisco, il rejoint le Quartier Général pour se retrouver quelques temps plus tard SAC du bureau de Knoxville, Tennessee. Puis il dirige le bureau de Newark avant de se retrouver SAC du bureau de Boston qui a juridiction sur quatre des cinq États de la Nouvelle-Angleterre. Il arrive à Boston au moment de la découverte de l'« affaire Bulger ». Pendant près de vingt ans, des Agents spéciaux ont protégé et encouragé les crimes de leur principal informateur, Whitey Bulger, chef de la Mafia irlandaise de la ville. Muté à New York, Mawn arrive alors que le Bureau prend conscience de la menace qu'Al Qaida fait courir au pays. Le 11 septembre 2001, il sauve les centaines d'agents accourus sur les lieux des attaques en leur ordonnant de se replier avant l'effondrement des deux tours. Barry Mawn prend sa retraite en mars 2002.

MCCRARY, Gregg (1969-1994). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 10 février 2008.

Nommé Agent spécial le 1er décembre 1969, Gregg McCrary rejoint le bureau de New York où il participe à la première opération anti-mafieuse des années 1970. Mais c'est à la BSU, qu'il rejoint peu après sa création, que McCrary s'illustre en devenant un profileur internationalement reconnu. En 1985, il rejoint le National Center for the Analysis of Violent Crime (NCAVC) du FBI. Envoyé à Waco peu après le début du siège de la communauté des Davidiens en 1993, il fait partie de ces négociateurs qui se sont régulièrement affrontés avec leurs collègues des équipes d'intervention et n'ont pas pu empêcher le drame.

MCDERMOTT, Jack (1950-1979). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 31 janvier 2008.

Opération « Watergate » (1972-1974). Surnommé « Track » par ses amis du Bureau, Jack McDermott rejoint le FBI en 1950 à sa sortie de la faculté de droit de New York. Il quitte le Bureau en 1979 avec le titre d'adjoint à l'*Associate Director*. McDermott est l'archétype de l'agent du FBI des années 1950. Il débute sa carrière au bureau de Minneapolis et, pendant cinq ans, parcoure de long en large le Dakota en traquant les hors-la-loi les plus recherchés par le Bureau. Muté à Knoxville, il prend conscience de la puissance du Ku Klux Klan, qu'il surveille discrètement avec ses collègues. À la fin des années 1950, il rejoint le bureau de New York pour se lancer dans la chasse aux communistes, puis il est muté à celui de Washington, où il travaille étroitement avec Cartha DeLoach dans certaines de ses missions les plus délicates. SAC du bureau de Washington, au moment du scandale du Watergate, il tente sans succès de démasquer la ou les « Gorges Profondes » qui communiquent le résultat des enquêtes de ses agents à la presse.

MCWEENEY, Sean (1965-1988). Entretien enregistré à Reston, Virginie, le 5 février 2008.

Opérations « Sun-apple » (1976), « Coldwater » (1976-1981). Après trois ans passés dans la Marine, Sean Mcweeney rejoint le FBI en juin 1965. À l'époque, il fait bon être un agent du FBI : ses voisins le regardent avec admiration. À peine débarqué à La Nouvelle-Orléans, il est mis à l'épreuve par son superviseur qui le confie à un ancien du Bureau

chargé de lui apprendre les trucs du métier. Au début, il traque les fugitifs, participe à une grosse affaire d'enlèvement, et se familiarise avec la criminalité organisée. À l'époque, la famille mafieuse qui règne sur la ville est dirigée par le redoutable Carlos Marcello. Quand il arrive à New York, Sean McWeeney est prêt à se mesurer aux cinq « familles » de la Mafia qui contrôlent la ville. Sa plus grosse affaire vise le parrain des Parrains, Carlo Gambino, qu'il arrête et envoie devant les tribunaux. Un succès qui lui vaut de superviser la lutte contre la criminalité organisée à Washington, jusqu'à son départ à la retraite en octobre 1988.

MEGARY, Bill (1977-2000). Entretien réalisé à New York, le 21 février 2008

Opération « Greylord » (1979-1983). Nommé Agent spécial en octobre 1977, Bill Megary est envoyé à Indianapolis, Indiana, où il se spécialise dans le vol de biens publics. Sa première affaire, dont il est particulièrement fier, lui permet de retrouver un véhicule de grand intérêt scientifique, d'une valeur de 85 000 dollars, et d'arrêter le voleur. À sa grande surprise, il doit s'occuper également de contre-espionnage : « Quelle sorte d'espion viendrait à Indianapolis ? » se demandait-il. À l'époque, les deux problèmes du Bureau dans l'Indiana sont les hold-ups et la corruption de fonctionnaires. Ces problèmes, il les retrouve multipliés par dix à Chicago où il débarque en 1976. Le FBI est alors sur les dents : une écoute téléphonique a révélé que la Mafia, que l'on appelle ici l'« Entreprise », achète des juges. C'est le début d'une des plus grosses opérations conduites par le Bureau dans les années 1980 : « Greylord » qu'il supervise.

MILLER, Edward, dit Ed (1950-1974). Entretiens réalisés à Arlington, Virginie, et Washington, DC, les 29 janvier et 5 mars 2008.

Opérations « Solo » (1956-1978), « Cointelpro » (1956-1970), « Watergate » (1972-1974). Engagé dans l'armée en 1943, Ed Miller rejoint le Bureau en 1950. Affecté au bureau de Los Angeles, il s'occupe d'abord des hold-ups. Simple agent de grade 10, il n'a pas encore le droit de travailler sur les dossiers les plus sensibles, comme la pénétration communiste à Hollywood. À partir de 1955, il s'occupe de dossiers du contre-espionnage. Il surveille les agents du KGB et leurs informateurs supposés à San-Francisco, Honolulu et Chicago. Dans cette dernière ville, il participe à « Solo », la plus importante opération d'infiltration de l'URSS

jamais menée par le Bureau, opération qu'il continue de suivre depuis Washington, où il est muté. Depuis la capitale fédérale, Ed Miller supervise certaines opérations d'un des programmes les plus discutés du Bureau, « Cointelpro », en liaison avec William C. Sullivan. Nommé directeur adjoint de la division « Intelligence », Ed Miller est un des hommes clés du Bureau. Quand éclate le scandale du Watergate, il est le bras droit de Mark Felt, numéro deux du Bureau, mais aussi une des « Gorges Profondes » qui informent les journalistes du *Washington Post* de l'évolution de l'enquête du FBI. Ed Miller et Mark Felt seront condamnés en 1980 pour avoir ordonné des écoutes illégales. Ed Miller prend sa retraite en 1974.

MILLER, John (né en 2005). Entretien réalisé à Washington, DC, le 1er juillet 2008.

Ancien journaliste-vedette de la chaîne de télévision *ABC*, il rejoint le FBI en 2005 avec le titre de directeur adjoint et de porte-parole. Maintes fois primé pour ses articles et ses films sur la Mafia et Al Qaida, John Miller est l'un des deux journalistes américains à avoir interviewé Ben Laden avant les attaques du 11 Septembre 2001.

MUELLER, Robert (2001-). Entretien réalisé à Washington, DC, le 1er juillet 2008.

Entré en fonction le 4 septembre 2001, Robert Mueller est le directeur de l'après-11 septembre. Cet homme à poigne s'est battu bec et ongles pour éviter que le FBI ne disparaisse. Diplômé de Princeton, vétéran de la guerre du Vietnam, bardé de décorations, il a supervisé pour le Département de la Justice les poursuites contre le général-dictateur panaméen Manuel Noriega et contre le parrain de la mafia new-yorkaise, John Gotti.

O'NEIL, F.X. (1955-1978). Entretien réalisé à Hyannis, Cape Code, le 8 juin 2008.

La première fois que Francis X. O'Neil a vu John Fitzgerald Kennedy, c'était dans les années 1940 : le jeune homme était dans une voiture une jeune fille sur les genoux, FX O'Neil était alors policier et il a verbalisé. La dernière fois qu'il a vu John Fitzgerald Kennedy, ce dernier était devenu Président et il était mort. Entre les deux rencontres, FX O'Neil est devenu agent du FBI. Sa carrière s'est passée à traquer les communistes et à rendre

la pareille à des malfrats qui avaient rossé à coups de battes de baseball certains de ses collègues. Personne n'aurait prêté attention à lui s'il n'avait vu quelque chose qu'il n'aurait pas dû voir. Agent spécial basé à la base militaire d'Andrew, d'où décolle et atterrit l'avion présidentiel, il est envoyé par J. Edgar Hoover pour suivre l'autopsie du président Kennedy. Ce qu'il voit contredit la théorie de la « balle magique ». Mais il refuse d'envisager l'inenvisageable, à savoir que la thèse du tireur solitaire a du plomb dans l'aile. Pour lui comme pour les autres agents du FBI, admettre l'existence d'un complot visant à tuer le président Kennedy reviendrait à mettre en cause tout ce pour quoi ils se sont battus et tout ce à quoi ils ont cru.

PISTONE, Joseph, dit Joe (1969-1996). Entretien réalisé quelque part aux États-Unis, le 10 juin 2008.

Opérations « Sun-apple » (1976), « Coldwater » (1976-1981). Entré au Bureau le 7 juillet 1969, Joe Pistone passe un an et demi au bureau de Jacksonville avant d'être muté à Alexandria où il s'initie aux opérations d'infiltration dans le milieu des jeux. Il suit un entraînement intensif dans les équipes d'intervention (SWAT). Transféré au bureau de New York en 1974, il est l'agent qui est resté le plus longtemps infiltré au sein de la Mafia. Pendant sept ans, sous l'identité de Donnie Brasco, il a prétendu être un petit voleur de bijoux afin de pouvoir gravir un à un les différents échelons de la « famille » Bonanno. Ed Robb son collègue et lui ont failli arriver là où aucun agent n'est parvenu, en devenant « homme d'honneur » à l'issu de la mythique cérémonie d'initiation. Aujourd'hui encore, il regrette que ses supérieurs ne l'aient pas laissé aller au bout de son opération. Sans Joe Pistone, le FBI n'aurait pas triomphé des cinq « familles » de la Cosa Nostra dans les années 1980. Mais le prix à payer a été lourd. Pistone quitte le Bureau en 1996 en claquant la porte, s'estimant rejeté par une partie des agents. Un an plus tard, sa vie est portée à l'écran dans le film *Donnie Brasco* : un triomphe. Depuis que la Mafia a mis sa tête à prix pour 500 000 dollars, il vit à la limite de la clandestinité, changeant régulièrement de nom et de lieu de résidence.

ROBB, Edgar (1969-1990). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 21 mars 2008.

Opérations « Coldwater » (1978-1981), « Pizza Connection II » (1984-1985). Quand il rejoint le Bureau, le 1er décembre 1969, Ed Robb réalise un rêve d'enfance et fait la fierté de ses parents, tous deux des fans de J. Edgar Hoover, au point d'avoir baptisé leur fils Edgar en son honneur. Après des débuts au bureau de Knoxville, Tennessee, il est expédié à la résidence d'Oak Ridge, chargée de surveiller les installations nucléaires où sont fabriquées les bombes à hydrogène américaines. C'est à Charlottesville qu'il trouve sa vocation en infiltrant la Mafia. Depuis, il multiplie les opérations d'infiltration sous le nom de Curt Wolf, trafiquant international d'héroïne et de cocaïne, ou encore sous celui de Tony Rossi. Il est le seul agent du FBI à qui la Mafia a donné l'autorisation d'exploiter un territoire. C'était en Floride, juste avant que son opération ne conflue avec celle de Joe Pistone sous la houlette de Tony Daniels. Sa dernière opération avorte alors qu'il est sur le point de démanteler un réseau international de trafiquants d'héroïne qui remonte jusqu'au cœur du Vatican ! Le gibier est trop gros : Ed Robb vise un dignitaire du Vatican qui sert de discret intermédiaire entre le Pape et le président Reagan. Il doit renoncer à sa proie. Après son départ du Bureau, Ed Robb est élu Shérif du comté d'Abermarle.

ROONEY, Charles (1976-2006). Entretiens réalisés à Washington, DC, et à Alexandria, les 20 juin 2007 et 4 février 2008.

Opérations « Sun-apple » (1976), « Coldwater » (1976-1981), « Pizza connection » (1981-1984). Agent spécial de 1976 à 2006, Charles Rooney a passé trente années de sa vie à traquer la criminalité organisée. Il rejoint une unité du bureau de New York chargée de démanteler une des cinq « familles » de la mafia de la ville. Il se retrouve au cœur de l'opération d'infiltration de Joe Pistone, qu'il rencontre régulièrement. En 1981, il supervise le versant américain de la « Pizza Connection », la première grosse opération contre les grands trafiquants internationaux d'héroïne. Puis il rejoint en tant que numéro deux (ASAC) le bureau de Chicago où il participe à l'assaut final contre l'« Entreprise », la mafia locale.

ROWLEY, Coleen (1981-2004). Entretien réalisé à Minneapolis, Minnesota, le 12 juin 2008.

Quand elle rejoint le Bureau en janvier 1981, Coleen Rowley réalise un rêve d'enfant. Ses premiers postes : Omaha, dans le Nebraska, et

Jackson, Mississippi. En 1984, elle rejoint le bureau de New York où elle travaille pendant six ans sur la criminalité organisée et les trafiquants d'héroïne siciliens. Des postes à l'ambassade des États-Unis à Paris et au consulat à Montréal achèvent de lui conférer une compétence internationale. Elle arrive au bureau de Minneapolis en 1990 en tant que Principal Legal Advisor. En mai 2002, elle révèle les erreurs commises par le Bureau dans la gestion de l'enquête sur Zakarias Moussaoui. En juin 2002, après avoir témoigné devant un Comité du Sénat, elle redevient à sa demande Agent spécial. Nommée femme de l'année par *Time Magazine*, elle quitte le Bureau en 2004 pour se lancer en politique.

SCHILLIRO, Lewis (1975-2000). Entretien réalisé à New York, le 19 février 2008.

Nommé Agent spécial en avril 1975, il rejoint le bureau de New York où il commence d'emblée à travailler sur la Criminalité organisée. En 1995, il est promu numéro deux de la division anti-terroriste du bureau de New York (ASAC) et prend part, à ce titre, à toutes les grandes enquêtes visant Al Qaida avant le 11 septembre. Nommé responsable du bureau de New York (Assistant Director of the New York Office), il prend sa retraite en 2000.

SESSIONS, William (1987-1993). Entretien réalisé à Washington, DC, le 30 juin 2008.

Nommé directeur du FBI par le président Ronald Reagan, le juge William Sessions prend ses fonctions le 2 novembre 1987. Il poursuit la politique d'ouverture de son prédécesseur et recrute un nombre de plus en plus important d'agents femmes ou issus des minorités. Ses adversaires lui reprochent sa mauvaise gestion de la fusillade de Ruby Ridge au cours de laquelle l'épouse d'un suspect a été abattue par un tireur d'élite du FBI, et surtout celle du siège des Davidiens à Waco. Le scandale des erreurs de procédures commises au sein du laboratoire du FBI achève de le discréditer aux yeux des responsables politiques. Prenant prétexte de problèmes éthiques soulevés par un rapport de l'Office of Professional Responsibility – l'emploi d'un avion du Bureau pour aller voir sa fille, l'installation d'un système de sécurité à son domicile aux frais du FBI – le président Clinton le licencie le 19 juillet 1993 : une première…

SOUFAN, Ali (1997-2005). Entretiens réalisés à New York, les 5 et 6 juin 2008.

Quand il rejoint le Bureau en juillet 1997, Ali Soufan est un des rares Agents spéciaux à parler arabe. John O'Neil, responsable du contre-terrorisme de New York, le prend sous son aile. Soufan joue un rôle essentiel dans toutes les enquêtes du FBI visant Al Qaida avant et après les attaques du 11 septembre. Censé incarner l'avenir du Bureau aux yeux de son directeur, Ali Soufan démissionne pourtant le 28 mai 2005.

TETEN, Howard (1965-1991). Entretien réalisé à Manassas, Virginie, les 11 et 12 février 2008.

Ce touche-à-tout de génie rejoint le Bureau en 1965 après avoir passé quelques années dans la police. Les débuts de son parcours à l'intérieur du Bureau sont classiques : Oklahoma City d'abord, puis la résidence de Muskogee Oklahoma, avant Memphis, dans le Tennessee. Le reste de sa carrière n'est pas banal : nommé instructeur à l'Académie de Quantico en 1971, il profite de ses cours pour étudier les affaires non résolues que lui apportent ses élèves, policiers venus de tous les États-Unis. Son approche allie diverses techniques, et le succès est souvent au rendez-vous. Après la mort de J. Edgar Hoover, le Bureau lance la Behavorial Science Unit (BSU) en se basant sur ses travaux. Nommé au début des années 1980 responsable de la section Recherche et Développement du FBI, Howard Teten prend sa retraite en 1991.

TRIMBACH, Joe (1956-1979). Entretien réalisé à Sarasota, Floride, le 1er avril 2008.

Opération « Resmur » (1974-1979). Après avoir servi trois ans dans le corps des Marines, Joe Trimbach rejoint le FBI le 26 novembre 1956. Il fait ses premières armes au bureau à La Nouvelle-Orléans où il se spécialise dans les kidnappings et les hold-ups. En 1960, à Jacksonville, en Floride, il arrête des policiers ripoux et obtient la reconnaissance officielle de son directeur, J. Edgar Hoover, et du Procureur général Robert F. Kennedy. Nommé Special Agent in Charge (SAC) du bureau de Minneapolis en 1973, il doit faire face à la révolte d'une partie des guerriers indiens de la tribu Oglala et organiser le siège de Pine Ridge. Il quitte le FBI en 1979 après avoir dirigé le bureau de Memphis.

VAN ZANDT, Clinton (1970-1995). Entretien réalisé à Fredericksburg, Virginie, le 12 février 2008.

Le Bureau qu'il rejoint en 1970 est placé sous le signe de la transition : il attend la mort de J. Edgar Hoover pour renaître. Van Zandt rejoint la BSU à ses débuts. Dans les années 1990, il devient responsable du Bureau chargé des négociations lors des prises d'otages. Profileur et négociateur, il prend part aux négociations avec David Koresh, chef de la secte des Davidiens de Waco, Texas. Il participe aussi à la libération d'otages retenus lors d'une révolte de prison aux États-Unis, et à celle d'Américains enlevés par des mouvements de guérillas en Amérique latine et aux Philippines. Clint Van Zandt a fait partie de l'équipe qui a permis l'identification d'« Unabomber », avant de prendre sa retraite en 1995.

WALSH, Walter (1934-1940). Entretien réalisé à Arlington, Virginie, le 15 mars 2008.

Nommé Agent spécial en 1934 pour satisfaire son « goût de l'action », Walter Walsh a pris part à la traque de certains des plus fameux gangsters des années 1930. Tireur d'élite, il quitte le Bureau au début de la Seconde Guerre mondiale pour s'enrôler dans le corps des Marines. Il s'illustre à Guadalcanal au sein d'une des troupes de choc (Edison's Raider Battalion) chargée de retarder l'avancée japonaise.

WATSON, Dale (1978-2002). Entretiens réalisés à Arlington, Virginie, les 25 avril et 26 juin 2008.

Opérations « Penttbom » (2001-2002), « Amerithrax » (2001-2002). Nommé Agent spécial en 1978, Dale L. Watson rejoint le bureau de Birmingham, en Alabama, avant de débarquer à New York quatre ans plus tard. En janvier 1985, il est promu superviseur au quartier général à Washington. De 1991 à 1994, il occupe les fonctions de chef de l'unité iranienne au sein de la section contre-terrorisme de la *National Security Division* (NSD). Promu numéro deux (ASAC) du bureau de Kansas City en mai 1994, il dirige l'enquête sur l'attentat d'Oklahoma City. En juin 1996, il quitte le Bureau pour la CIA où il exerce comme directeur adjoint du Centre de contre-terrorisme. Il supervise l'enquête sur les attentats perpétrés contre les tours Khobar, en Arabie Saoudite. Il retourne au Bureau en janvier 1977 en tant que directeur de la Section « Terrorisme international » du FBI. Il s'occupe des enquêtes sur les attentats visant les ambassades américaines au

Kenya et en Tanzanie, et sur l'attaque contre l'*USS Cole*. En 1999, Dale Watson est promu *Assistant Director* en charge de la division contre-terrorisme du FBI ; il supervise alors les enquêtes sur les attentats du 11 septembre et sur les envois destinés à répondre d'Anthrax. Il quitte le Bureau en 2002 pour une société de conseil en sécurité.

WEBSTER, William (1978-1987). Entretien réalisé à Washington, DC, le 19 mars 2008.

Opérations « Coldwater » (1978-1981), « Abscam » (1979-1981), « Greylord » (1979-1983). Directeur du FBI du 23 février 1978 au 25 mai 1987, le juge William Webster incarne l'ouverture et la renaissance du Bureau. C'est l'homme de tous les risques et de toutes les audaces. Il s'attaque de front à la Mafia – opération « Coldwater » (Joe Pistone, Ed Robb, Neil Welch, Tony Daniels, Jules Bonavolonta et Charles Rooney) –, aux politiciens véreux – opération « Abscam » (John Good, Tony Amoroso et Neil Welch) – et aux juges corrompus – opération « Greylord » avec Terry Hacke Bill Meggary et Neil Welch. Il quitte le FBI pour diriger la CIA avant de prendre sa retraite en 1991.

WELCH, Neil (1951-1980). Entretiens réalisés à Sarasota, Floride, les 1er et 2 avril 2008, et le 11 février 2009.

Opérations « Coldwater » (1978-1980), « Abscam » (1979-1980) « Greylord » (1979-1980). Arrivé au Bureau en 1951, Neil Welch est un agent très spécial… En 1964, il occupe la position de numéro deux du bureau (ASAC) à Tampa, quand il envoyé dans le Mississippi pour participer à la réouverture du bureau de Jackson face au Ku Klux Klan. Après s'être illustré lors de l'opération « Miburn », Welch gagne ses galons de SAC. À Buffalo, il arrête le tueur fou qui avait défrayé la chronique lors de l'affaire Kitty Genovese. Pour en découdre avec la Mafia, il monte une équipe aux méthodes très spéciales, et arrête un « intouchable » : le parrain Stefano Magaddino. Il renouvelle l'opération à Detroit et à Philadelphie, avec le même succès. Nommé directeur du bureau de New York, il est à l'origine des premières attaques frontales contre les cinq « familles » mafieuses de la ville, dont l'opération d'infiltration conduite par Joe Pistone. Le Bureau lui doit certaines de ses plus grosses opérations (« Abscam »). Pressenti pour être directeur du Bureau en 1978, il est écarté après la grogne de ses pairs qui n'apprécient pas son côté « franc-tireur. »

Au début des années 1980, il est le plus proche conseiller du directeur du FBI, le juge Webster.

GLOSSAIRE

Abwehr : services secrets de l'armée allemande Wehrmacht (1935-1944).

ACLU : *American Civil Liberties Union*, organisation non-gouvernementale chargée de la défense des droits civils.

AG : *Attorney General*, Procureur général, équivalent du ministre de la Justice.

AIM : *American Indian Movement*, mouvement activiste indien.

ASAC : *Assistant SAC*, agent responsable en second d'un bureau local.

Assistant Director : vice-directeur du FBI chargé d'une section.

BAU : *Behavioral Analysis Unit*, successeur du BSU.

BOI : *Bureau of Investigation*, premier nom du FBI.

BSU : *Behavioral Science Unit*, unité de sciences comportementales du FBI.

BUFILES : *Bureau Files*, dossiers du Bureau.

Church Committee : *United States Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities*, commission d'enquête du sénat dirigée par le sénateur Frank Church (D-ID) en 1975 sur les activités illégales de la CIA et du FBI.

CI : *Confidential Informant*, informateur.

CIA : *Central Intelligence Agency*, service de renseignements américain.

CIP : *Counterintelligence Program*, programme de contre-espionnage.

CNDI : *Confidential National Defense Informant*, informateur du contre-espionnage.

COMFUGS : *Communist Fugitives*, militants communistes recherchés par le FBI.

COMINFIL : infiltration communiste aux États-Unis.

COMIPIC : infiltration communiste dans les milieux du cinéma.

COOM-FBI : *FBI Files and Communication Division*, division du FBI chargée de la communication et des archives.

CORE : *Congress of Racial Equity*, organisation non-gouvernementale pour l'égalité raciale.

CPUSA : Parti communiste américain.

Crime Records Division : division chargée de la communication, créée en 1935.

CS : *Confidential source*, source d'information à protéger.

CSI : *Crime Scene Investigation*, enquête sur la scène du crime.

CT : *Counter Terrorism*, contre-terrorisme.

DCI : *Director of Central Intelligence*, directeur du Renseignement américain.

DEA : *Drug Enforcement Administration*, agence chargée de lutter contre le trafic de drogue international.

DIA : *Defense Intelligence Agency*, services secrets de l'armée américaine.

DID : *Domestic Intelligence Division*, division chargée du renseignement intérieur.

DOD : *Department of Defense*, équivalent du ministère de la Défense.

DOJ : *Departement of Justice*, équivalent du ministère de la Justice.

DIS : *Domestic Intelligence Section*, section chargée du renseignement intérieur.

Emergency detention list : liste des personnes à arrêter en priorité en cas d'urgence nationale.

ERT : *Evidence Response Team*, équipe chargée de recueillir des indices.

FSB : Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie Federalnaïa Sloujba Bezopasnosti), service secret russe, principal successeur du KGB.

FBI : *Federal Bureau of Investigation*.

FBN : *Federal Bureau of Narcotics*, ancêtre de la DEA.

FBIHQ : Quartier général du FBI, ou « Siège du Gouvernement ».

FCI : *Foreign Counter Intelligence*, contre-espionnage étranger.

FED : agent du FBI.

Federal Witness Program : programme de protection fédéral des témoins.

FO : *Field Office*, bureau local.

FOIA : *Freedom Of Information Act*, décret autorisant la communication d'archives confidentielles sous certaines conditions.

302 : procès-verbal d'interrogatoire dans le jargon du FBI.

GAO : *General Accounting Office*, section du Congrès américain chargée des audits et des évaluations.

General Investigative Division : division des enquêtes générales.

GID : *General Intelligence Division*, division chargée du Renseignement.

G-man : *Governement-man*, agent du FBI.

GOON : *Guardian Of the Oglala Nation*, milice indienne.

GRU : *Glavnoe Razvedyvatel'noe Upravlenie*, services de renseignement militaire soviétique.

HMRU : *Hazard Materials Response Unit*, unité chargée des matières chimiques.

HRT : *Hostage Rescue Team*, unité d'intervention lors des prises d'otages.

HSCA : *House Select Committee on Assassinations*, commission d'enquête du Congrès américain établie en 1976 sur les assassinats de John F. Kennedy et de Martin Luther King.

HUAC : *House on Un-American Activities Committee* (ou HCUA, 1938-1975), commission d'enquête de la Chambre des représentants des États-Unis sur les activités non-américaines.

IA : *Internal Affairs*, la police des polices.

IG : Inspecteur général chargé des enquêtes internes.

INFT : Informateur.

IRS : *Internal Revenue Service*, Inspection des finances et service de collecte des impôts.

JTTF : *Joint Terrorist Task Force*, regroupement des différentes agences chargées du contre-terrorisme.

KBI : *Klan Bureau of Information*, services secrets du KKK chargé de lutter contre le FBI.

KGB : *Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti*, services secrets soviétiques.

Klavern : organisation de base du Ku Klux Klan.

LCN : La Cosa Nostra, mafia italo-américaine.

LEGAT : *Legal attaché*, attaché légal.

Major Case Inspector : Contrôleur général.

MI-5 : *Military Intelligence 5*, contre-espionnage britannique.

MI-6 : *Military Intelligence 6*, service de renseignements extérieurs britannique.

Mississippi Highway Patrol : Police d'État du Mississippi.

MISUR : *Microphone Surveillance*, écoutes à l'aides de micros.

MIT : *Murder Investigation Team*, équipe d'enquêtes criminelles.

NA : *FBI National Academy*, école de formation des agents.

NAACP : *National Association for the Advancement of Colored People*, organisation non-gouvernementale pour la défense des droits civils des minorités éthniques.

NARA : *National Archives and Records Administration*, archives nationales américaines.

NCAVC : *National Center for Analysis on Violent Crime*, centre d'analyses du crime violent.

NCIC : *National Crime Information Center*, centre d'information sur le crime.

NJTTF : *National Joint Terrorist Task Force*, regroupement des agences du contre-terrorisme au niveau national.

NSA : *National Security Agency*, agence chargée du renseignement électronique.

NSL : *National Security Letter*, mandat de perquisition administratif.

NSD : *National Security Division*, division chargée de la sécurité nationale.

NYFO : *New York Field Office*, bureau du FBI à New-York.

NYPD : *New York Police Department*, police new-yorkaise.

NKVD : *Narodnii Komissariat Vnoutrennikh*, commissariat du peuple aux Affaires intérieures police politique de l'ex-Union soviétique.

UBL : Usama Bin Laden.

OIG : *Office of Inspector General*, chargé d'enquêter sur le Département de la Justice, donc sur le FBI.

OIPR : *Office of Intelligence Policy and Review*, section du DOJ chargée de la sécurité nationale.

ONI : *Office of Naval Intelligence*, services secrets de la marine américiane.

OPR : *Office of Professional Responsability*, section d'enquête interne du FBI.

OSI : *Office of Special Investigations*, section d'enquête du DOJ chargée des crimes contre l'humanité.

OSS : *Office of Strategic Services*, services secrets américains (1942-1945).

Outfit : « L'Entreprise », mafia de Chicago.

PA : *Privacy Act* (1974), loi protégeant la vie privée.

PCI : *Potential Confidential Informant*, informateur potentiel.

PSI : *Potential Security Informant*, informateur potentiel en matière de sécurité nationale.

RA : *Resident Agency*, bureau local ou régional.

RCMP : *Royal Canadian Mounted Police*, police montée canadienne.

RICO : *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act*, loi punissant l'association de malfaiteurs.

SA *(Special Agent)* : agent du FBI.

SAC *(Special Agent in Charge)* : agent responsable d'un bureau local.

SIOC : *Strategic Information and Operation Center*, centre des opérations.

SIS : *Special Intelligence Service*, organisation de contre-espionnage du FBI.

SLC : *Southern Christian Leadership Conference*, organisation non-gouvernementale pour l'égalité raciale.

SNCC : *Student Nonviolent Coordinating Committee*, organisation étudiante non-violente.

SOG : *Special Operations Group*, groupe chargé des opérations spéciales (pose de micros, effractions, etc).

SR : *Secret Recording*, enregistrement clandestin.

SRA : *Senior Resident Agent*, agent responsable d'une résidence *(RA)*.

STAG : *Student Agitation*, agitation étudiante.

State Highway Patrol : police d'État.

SUPV : *Supervisor*, agent chargé de superviser d'autres agents.

SWAT : *Special Weapon and Tactic*, groupe d'intervention.

TEI : *Top Echelon Informant*, informateurs de premier plan.

TEPCI : *Top Echelon Potential Criminal Informant*, informateur « échelon » potentiel.

T3 : *Title Three* (titre 3), lois sur les écoutes, par extension le terme désigne une écoute.

TPH : *Top Hoodlum Program*, programme de surveillance des mafieux.

TSCM : *Technical Surveillance Counter-Measures*, mesures de contre-surveillance.

UC : *Undercover*, agent infiltré.

USA Patriot Act : « *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools*

Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act », loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme (octobre 2001).

VICAP : *Violent Criminal Apprehension Program*, programme informatique d'appréhension des criminels.

WFO : *Washington Field Office*, bureau du FBI à Washington exerçant aussi une fonction de police judiciaire.

WSTA : *White Slave Traffic Act*, loi réprimant la prostitution entre les États américains.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Cet ouvrage se base sur des entretiens menés avec plus d'une centaine d'agents, d'ex-agents, ou de responsables du FBI. Pour chaque affaire nous avons essayé d'obtenir les témoignages des agents et de leurs supérieurs. Nous nous sommes également appuyés sur les archives rendues publiques par le FBI. Le lecteur trouvera sur le site internet du FBI, et sur ceux d'organisations privées (National Security Archive, Federation Of American Scientists, Paperless Archive etc.), des milliers de documents à télécharger concernant les dossiers traités.

Nous nous sommes également appuyés sur les publications internes du FBI (comme *The Grapevine*, journal interne du Bureau) sur la revue de la Société des Anciens Agents Spéciaux du FBI et sur son site internet qui contient une section « histoire orale » régulièrement mise à jour.

Enfin nous avons consulté une abondante littérature consacrée au FBI publiée aux États-Unis.

Généralités

Documents officiels et articles

FBI : A Centennial History, 1908-2008, Washington, DC, Government Printing Office, 2008.

Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities. Supplementary Detailed Staff Reports, Book III COINTELPRO : The FBI's Covert Action Programs

Against American Citizens, United States Senate, 94th Congress, 2nd Session, April 26 (legislative day, April 14), 1976.

United States Senate. J. Edgar Hoover, Late Director, Federal Bureau of Investigation, Department of Justice, Washington, DC, Government Printing Office, 1974.

SBARDELLATI, John, SHAW, Tony, « Booting a Tramp : Charlie Chaplin, the FBI, and the Construction of the Subversive Image in Red Scare America », *Pacific Historical Review*, vol. 72, n° 4, University of California Press, 2003.

Ouvrages

ACKERMAN, Kenneth D., *Young J. Edgar : Hoover, the Red Scare, and the Assault on Civil Liberties*, New York, Carroll & Graf, 2007.

BROMWICH, M. R., *The FBI Laboratory : An Investigation into Laboratory Practices and Alleged Misconduct in Explosives-Related and Other Cases*, Washington, US Government Printing Office, 1997. **[http://www.usdoj.gov/oig/special/9704a/]**

BUTTINO, Franck et Lou, *A Special Agent : Gay and Inside the FBI*, New York, W. Morrow & Co, 1993.

COOK, Fred J., *The FBI Nobody Knows*, New York, Macmillan, 1964.

DELOACH, Cartha D. « Deke », *Hoover's FBI : The Inside Story by Hoover's Trusted Lieutenant,* Washington, Regnery Publishing, 1995.

DELONG, Candice, PETRINI, Elisa, *Special Agent : My Life on the Front Lines as a Woman in the FBI*, New York, Hyperion, 2001. »

DEW, Rosemary, *No Backup : My Life as a Female FBI Special Agent*, New York, Carroll & Graf, 2004.

FELT, W. Marc, *A G-man's Life : The FBI, Being « Deep Throat,» and the Struggle for Honor in Washington*, New York, Public Affairs, 2006.

FERRARO, Eugene F., *Undercover Investigations in the Workplace*, Boston, Butterworth-Heinenemann, 2000.

FREEH, Louis J., *My FBI : Bringing Down the Mafia, Investigative Bill Clinton, and Fighting the War on Terror*, New York, St. Martin's Press, 2005.

GENTRY, Curt, *J. Edgar Hoover : The Man and the Secrets*, New York, W. W. Norton, 1991.

HAINES, Gerald K., LANGBART, David A., *Unlocking the Files of the FBI : A Guide to Its Records and Classification System*, Wilmington, Scholarly Resources Inc., 1993.

HERZBERG, Bob, *The FBI and the Movies : A History of the Bureau on Screen and Behind the Scenes in Hollywood*, Jefferson, McFarland & Co, 2007.

JEFFREYS, Diarmuid, *The Bureau : Inside Today's FBI*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1995.

JEFFREYS-JONES, Rhodri, *The FBI : A History*, New Haven, Yale University Press, 2007.

KELLEY, Clarence M., DAVIS, James K., *Kelley : The Story of an FBI Director*, Kansas City, Andrews, McMeel & Parker, 1987.

KELLY, John F., WEARNE, Phillip K., *Tainting Evidence : Inside the Scandals at the FBI Crime Lab*, New York, Free Press, 1998.

KESSLER, Ronald, *The FBI : Inside the World's Most Powerful Law Enforcement Agency*, New York, Pocket Books, 1993.

MOLDEA, Dan E., *A Washington Tragedy : How the Death of Vincent Foster Ignited a Political Firestorm*, Regnery Publishing, 1998.

–, *Dark Victory : Ronald Reagan, MCA, and the Mob*, New York, Penguin, 1986.

–, *Interference : How Organized Crime Influences Professional Football*, W. Morrow & Co, 1995.

–, *The Killing of Robert F. Kennedy : An Investigation of Motive, Means, and Opportunity*, New York, W. W. Norton, 1995.

–, LANGE, Tom, VANATTER, Philip, *Evidence Dismissed : The Inside Story of the Police Investigation of O.J. Simpson*, New York, Pocket Books, 1997.

NEWTON, Michael, *The FBI Encyclopedia*, Jefferson, McFarland & Co, 2003.

– et Judy Ann, *The FBI Most Wanted : An Encyclopedia*, Garland Publishing, 1989.

O'REILLY, Kenneth, *Hoover and the Un-Americans : the FBI, HUAC and the Red Menace*, Philadelphia, Temple University Press, 1983.

POWERS, Richard Gid, *Secrecy and Power : The Life of J. Edgar Hoover*, New York, Free Press, 1987.

–, *Broken : The Troubled Past and Uncertain Future of the FBI*, New York, Free Press, 2004.

PURVIS, Alston W., *The Vendetta : FBI Hero Melvin Purvis's War Against Crime, and J. Edgar Hoover's War Against Him*, New York, Public Affairs, 2005.

REVELL, Oliver, WILLIAMS, Dwight A., *A G-Man's Journal : A Legendary Career Inside the FBI. From the Kennedy Assassination to the Oklahoma City Bombing*, New York, Pocket Books, 1998.

ROSENTHAL, Richard, *Rookie Cop : Deep Undercover in the Jewish Defense League*, Wellfleet, Leapfrog Press, 2000.

SALINE, Carol, *Dr. Snow : How the FBI Nailed an Ivy League Coke King*, New York, New American Library, 1988.

SMITH, Carter, *A Day in the Life of an FBI Agent-in-Training*, Mahwah, Troll Associates, 1991.

SMITH, Ivan C., *Inside : A Top G-Man Exposes Spies, Lies, and Bureaucratic Bungling Inside the FBI*, Nashville, Nelson Current, 2004.

SUMMERS, Anthony, *Official and Confidential : The Secret Life of J. Edgar Hoover*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1993.

SWEARINGEN, M. Wesley, *FBI Secrets : An Agent's Exposé*, Boston, South End Press, 1995.

THEOHARIS, Athan G., *The FBI & American Democracy : A Brief Critical History*, Lawrence, University Press of Kansas, 2004.

–, *Chasing Spies : How the FBI Failed in Counter-Intelligence But Promoted the Politics of McCarthyism in the Cold War Years*, Chicago, Ivan R. Dee, 2002.

et al., *The FBI : A Comprehensive Reference Guide*, Phoenix, Oryx Press, 1998.

–, *J. Edgar Hoover, Sex, and Crime : An Historical Antidote*, Chicago, Ivan R. Dee, 1995.

–, *The FBI : An Annotated Bibliography and Research Guide*, New York, Garland, 1994.

–, et COX, John Stuart, *The Boss : J.Edgar Hoover and the Great American Inquisition*, Virgin Books, 1993.

– (éd.), *From the Secret Files of J. Edgar Hoover*, Chicago, Ivan R. Dee, 1991.

TULLY, Andrew, *Inside the FBI : From the Files of the Federal Bureau of Investigation and Independent Sources*, New York, McGraw-Hill, 1980.

UNGER, Robert, *The Union Station Massacre : The Original Sin of J. Edgar Hoover's FBI*, Kansas City, Andrews McMell Publishing, 1997.

VANCOOK, Jerry, *Going Undercover : Secrets and Sound Advice for the Undercover Officer*, Boulder, Paladin Press, 1996.

WANSLEY, Larry, STOWERS, Carlton, *FBI Undercover : The True Story of Special Agent «Mandrake»*, New York, Simon & Schuster, 1989.

Welch, Neil J., MARSTON, David W., *Inside Hoover's FBI : The Top Field Chief Reports*, Garden City, Doubleday, 1984.

WHITCOMB, Christopher, *Cold Zero : Inside the FBI's Hostage Rescue Team*, Boston, Little, Brown, 2001.

WOODWARD, Bob, *The Secret Man : The Story of Watergate's Deep Throat*, New York, Simon & Schuster, 2005.

Le FBI et l'assassinat du président Kennedy

DAVIS, John H., *Mafia Kingfish : Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, New York, McGraw-Hill, 1989.

–, *Kennedy Contract : The Mafia Plot to Assassinate the President*, New York, HarperCollins, 1993.

DEITCHE, Scott M., *The Silent Don : The Criminal Underworld of Santo Trafficante*, Fort Lee, Barricade Books, 2009.

GIANCANA, Chuck et Sam, *Double Cross : The Story of the Man Who Controlled America*, London, Warner Books, 1993.

HANCOCK, Larry, *Someone Would Have Talked : The Assassination of John F. Kennedy and the Conspiracy to Mislead History*, Southlake, JFK Lancer Productions & Publications, 2006.

HERSH, Burton, *Bobby and J. Edgar : The Historic Face-Off Between the Kennedys ans J. Edgar Hoover that Transformed America*, New York, Carroll & Graf, 2007.

HERSH, Seymour M., *The Dark Side of Camelot*, Boston, Little, Brown, 1997.

HOLDEN, Henry M., *FBI, 100 Years : An Unofficial History*, Minneapolis, Zenith Press, 2008., *To Be an FBI Special Agent*, St. Paul, MBI Pub., 2005.

HOSTY, James P. et Thomas C., *Assignment, Oswald*, New York, Arcade Pub., 1997.

MOLDEA, Dan, *The Hoffa Wars : Teamsters, Rebels, Politicians and the Mob*, New York, Paddington Press, 1978.

MORLEY, Jefferson, *Our Man in Mexico : Winston Scott and the Hidden History of the CIA*, Lawrence, University Press of Kansas, 2008.

NEWMAN, John, *Oswald and the CIA : The Documented Truth About the Unknown Relationship Between the U.S. Government and the Alleged Killer of JFK* (1995), New York, Skyhorse Pub., 2008.

RAGANO, Frank, SELWYN Raab, *Mob Lawyer*, New York, Scribners, 1994.

RUSSO, Gus, *Brothers in Arms : The Kennedys, the Castros, and the Politics of Murder*, New York, Bloomsbury, 2008., *Supermob : How Sidney Korshak and His Criminal Associates Became America's Hidden Power Brokers*, New York, Bloomsbury, 2006.

TALBOT, David, *Brothers : The Hidden History of the Kennedy Years*, New York, Free Press, 2007.

WALDRON, Lamar et HARTMANN, Thom, *Legacy of Secrecy : The Long Shadow of the JFK Assassination*, Berkeley, Counterpoint, 2008.

– et –, *Ultimate Sacrifice : John and Robert Kennedy, the Plan for a Coup in Cuba, and the Murder of JFK*, New York, Carroll & Graf, 2005.

La lutte du FBI contre la criminalité organisée

ALBANESE, Jay S., et al., *Organized Crime : World Perspectives*, Upper Saddle River, Prentice Hall, 2003.

–, *Organized Crime in Our Times*, Cincinnati, Anderson Publishing, 2004.

ANASTASIA, George, *The Last Gangster : From Cop to Wiseguy to FBI Informant : Big Ron Previte and the Fall of the American Mob*, New York, HarperCollins, 2004.

BERDAL, Mats, SERRANO, Monica, *Transnational Organized Crime & International Security : Business As Usual?*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2002.

BLUM, Howard, *Gangland : How the FBI Broke the Mob*, New York, Simon & Schuster, 1993.

BONANNO, Joseph, *A Man of Honor : The Autobiography of Joseph Bonanno*, New York, Simon & Schuster, 1983.

BONAVOLONTA, Jules, DUFFY, Brian, *The Good Guys : How We Turned the FBI Round and Finally Broke the Mob*, New York, Simon & Schuster, 1996.

COOLEY, Robert, LEVIN, Hillel, *When Corruption Was King : How I Helped the Mob Rule Chicago, Then Brought the Outfit Down*, New York, Carroll & Graf, 2004.

CROWDY, Terry, *The Enemy Within : A History of Espionage*, Oxford, Osprey Pub., 2006.

CURTIS, Glenn E., *Involvement of Russian Organized Crime Syndicates, Criminal Elements in the Russian Military, and Regional Terrorist Groups in Narcotics Trafficking in Central Asia, Caucasus, and Chechnya*, Washington, Library of Congress, 2002. [http://www.loc.gov/rr/frd/pdf-files/RussianOrgCrime.pdf]

DAVIS, John H., *Mafia Dynasty : The Rise and Fall of the Gambino Crime Family*, New York, HarperCollins, 1993.

DEITCHE, Scott M., *Cigar City Mafia : A Complete History of the Tampa Underworld*, New York, Barricade Books, 2004.

ENGLISH, T. J., *Paddy Whacked : The Untold Story of the Irish-American Gangster*, New York, Regan Books, 2005.

FISCHER Steve, *When the Mob Ran Vegas : Stories of Murder, Mayhem and Murder*, Berkline Press, 2005.

GOLDFARB, Ronald, *Perfect Villains, Imperfect Heroes : Robert F. Kennedy's War Against Organized Crime*, New York, Random House, 1995.

GRIFFIN, Joe, *Mob Nemesis*, Amherst, Prometheus Books, 2002.

HILL, Peter B. E., *The Japanese Mafia : Yakuza, Law, and the State*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

HUSTON, Peter, *Tongs, Gangs, and Triads : Chinese Crime Groups in North America* (1995), San Jose, Authors Choice Press, 2001.

KELLY, Robert J., *Encyclopedia of Organized Crime in the United States*, Westport, Greenwood Press, 2000.

– et al., *Illicit Trafficking : A Reference Handbook*, Santa Barbara, ABC Clio, 2005.

KERBY, Phil, *With Honor and Purpose : An Ex-FBI Investigator Reports From the Front Lines of Crime*, New York, St. Martin's Press, 1998.

KIPPS, Charles, *Cop Without a Badge : The Extraordinary Undercover Life of Kevin Maher* (1996), New York, Scribner, 2009.

LAMOTTE, Lee, HUMPHREYS, Adrian, *The Sixth Family : The Collapse of the New York Mafia and the Rise of Vito Rizzuto*, Chichester, John Wiley, 2006 ; éd. revue 2008.

LEHR, Dick, O'NEILL, Gerard, *Black Mass : The Irish Mob, the FBI and a Devil's Deal*, New York, Public Affairs, 2000.

LINTNER, Bertil, *Blood Brothers : The Criminal Underworld of Asia*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

LUNDE, Paul, *Organized Crime : An Inside Guide to the World's Most Successful Industry*, London, Dorling Kindersley, 2004.

MOTTO, Carmine J., JUNE, Dale L., *Undercover*, Boca Raton, CRC Press, 2000.

O'BRIEN, Joseph F., KURINS, Andris, *Boss of Bosses : The Fall of the Godfather : The FBI and Paul Castellano*, New York, Simon & Schuster, 1991.

PAOLI, Letizia, *Mafia Brotherhoods : Organized Crime, Italian Style*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

PISTONE, Joseph D., WOODLEY, Richard, *Donnie Brasco : My Undercover Life in the Mafia*, New York, New American Library, 1987.

RAAB, Selwyn, *Five Families : The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires*, New York, Thomas Dunne Books, 2005.

REPPETTO, Thomas, *American Mafia : A History of Its Rise to Power*, New York, Henry Holt, 2004.

ROEMER, William F., *Accardo : The Genuine Godfather*, New York, Ivy Books, 1995.

–, *The Enforcer : Spilotro, the Chicago Mob's Man over Las Vegas*, New York, D. I. Fine, 1994.

–, *War of the Godfathers*, New York, Ivy Books, 1991.

–, *Roemer : Man Against the Mob*, New York, D. I. Fine, 1989.

RUSSO, Gus, *The Outfit : The Role of Chicago's Underworld in the Shaping of Modern America*, New York, Bloomsbury, 2001.

SAGGIO, *Frankie and Fred Rosen. Born to the Mob*, New York, Thunder's Mouth Press, 2004.

SCHEIM, David E., *Contract on America : The Mafia Murder of President John F. Kennedy*, New York, Shapolsky Pub., 1988.

VALENTINE, Douglas, *The Strength of the Wolf : The Secret History of America's War on Drugs*, New York, Verso, 2004.

Documents officiels et articles

THE UNITED STATES TREASURY DEPARTMENT, BUREAU OF NARCOTICS, *Mafia : The Government's Secret File on Organized Crime*, New York, HarperCollins, 2007.

SACKS, Michele, et al., « Racketeer Influenced and Corrupt Organizations », *The American Criminal Law Review*, vol. 42, n°2, printemps 2005.

La Behavioral Science Unit (BSU)

DOUGLAS, John, *John Douglas's Guide to Careers in the FBI*, New York, Simon & Schuster, 1998.

DOUGLAS, John et OLSHAKER, Mark, *Journey Into Darkness*, New York, Scribner, 1997.

– et –, *The Anatomy of Motive : The FBI's Legendary Mindhunter Explores the Key to Understanding and Catching Violent Criminals*, New York, Scribner, 1999.

– et –, *The Cases That Haunt Us*, New York, Scribner, 2000.

– et –, *Obsession*, New York, Scribner, 1998.

– et –, *Mind Hunter : Inside the FBI's Elite Serial Crime Unit*, New York, Pocket Star Books, 1996.

HAZELWOOD, Roy, *Dark Dreams : A Legendary FBI Profiler Examines Homicide and the Criminal Mind*, New York, St. Martin's Press, 2001.

–, Roy, MICHAUD, Stephen G., *The Evil That Men Do : FBI Profiler Roy Hazelwood's Journey into the Minds of Sexual Predators*, New York, St. Martin's Press, 1998.

MCCRARY, Gregg O., *The Unknown Darkness : Profiling the Predators Among Us*, New York, HarperCollins, 2003.

RESSLER, Robert K., SHACHTMAN, Tom, *Whoever Fights Monsters : My Twenty Years Tracking Serial Killers for the FBI*, New York, St. Martin's Press, 1992.

VAN ZANDT, Clinton, PAISNER, Daniel, *Facing Down Evil*, New York, Putnam, 2006.

Le rôle du FBI dans les affaires de contre-espionnage et l'opération « Cointelpro »

BATVINIS, Raymond J., *The Origins of FBI Counter-Intelligence*, Lawrence, University Press of Kansas, 2007.

BLACKSTOCK, Nelson, *Cointelpro : The FBI's Secret War on Political Freedom*, New York, Pathfinder, 1988.

BONINI, Carlo, D'AVANZO, Giuseppe, MARCUS, James, *Collusion : International Espionage and the War on Terror*, Hoboken, Melville House Pub, 2007.

BUCCHI, Kenneth C., *Inside Job : Deep Undercover As a Corporate Spy*, Granite Bay, Penmarin Books, 1999.

CARSON, Clayborne, *Malcolm X : The FBI File*, New York, Carroll & Graf, 1991.

CHARNS, Alexander, *Cloak and Gavel : FBI Wiretaps, Bugs, Informers, and the Supreme Court*, Urbana, University of Illinois Press, 1992.

COULSON, Danny O., SHANNON, Elaine, *No Heroes : Inside the FBI's Secret Counter-Terror Force*, New York, Pocket Books, 1999.

DAVIS, James Kirkpatrick, *Assault on the Left : The FBI and the Sixties Antiwar Movement*, Westport, Praeger, 1997.

EARLEY, Pete, *Family of Spies*, New York, Bantam Books, 1988.

GARROW, David J., *The FBI and Martin Luther King, Jr. : From «Solo» to Memphis*, New York, W. W. Norton, 1981.

GELBSPAN, Ross, *Break-Ins, Death Threats and the FBI : The Covert War Against the Central America Movement*, Boston, South End Press, 1991.

GERTZ, Bill, *Enemies : How America's Foes Steal Our Vital Secrets and How We Let It Happen*, New York, Crown Forum, 2006.

HAYNES John Earl, KLEHR, Harvey, *Venona : Decoding Soviet Espionage in America*, New Haven, Yale University Press, 2000.

HITZ, Frederick Porter, *The Great Game : The Myth and Reality of Espionage*, New York, Alfred Knopf, 2004.

HOWE, Russell W., *Sleeping with The FBI : Sex, Booze, Russians and the Saga of an American Counterspy Who Couldn't*, Washington, National Press Books, 1993.

HUNTER, Robert W., *Spy Hunter*, Annapolis, Naval Institute Press, 1999.

KESSLER, Ronald, *Spy vs Spy : Stalking Soviet Spies in America*, New York, Scribner, 1988.

LAMPHERE, Robert J., SHACHTMAN, Tom, *The FBI-KGB War : A Special Agent's Story*, New York, Random House 1986.

LANE, Mark, GREGORY, Dick, *Murder in Memphis : The FBI and the Assassination of Martin Luther King*, New York, Thunder's Mouth Press, 1993.

LOWENTHAL, Mark M., *Intelligence : From Secrets to Policy*, Washington, CQ Press, 2000.

SHANNON, Elaine, BLACKMAN, Ann, *The Spy Next Door*, Boston, Little, Brown, 2002.

TURCHIE, Terry D., PUCKETT, Kathleen M., *Hunting the American Terrorist : The FBI's War on Homegrown Terror*, Palisades, History Pub. Co., 2007.

VISE, David A., *The Bureau and the Mole*, New York, Atlantic Monthly Press, 2002.

WALKER, John A., *My Life as a Spy : One of America's Most Notorious Spies Finally Tells His Story*, Amherst, Prometheus Books, 2008.

WALLACE, Robert, *Spycraft : The Secret History of the CIA's Spytechs from Communism to Al-Qaeda*, New York, Dutton, 2008.

WANSLEY, Larry, STOWERS, Carlton, *FBI Undercover : The True Story of Special Agent «Mandrake»*, New York, Pocket Books, 1989.

WEST, Nigel, *MoleHunt : Searching for Soviet Spies in British Intelligence*, New York, Berkley, 1991.

Articles et documents en ligne

DUMONT, Lloyd F., «Minimizing Undercover Violence», Law & Order, October 2000, p. 103-109.

HERBIG, Katherine L., *Changes in Espionage by Americans : 1947-2007*, Monterey, Defense Personnel Security Research Center, 2008.

[http://www.fas.org/sgp/library/changes.pdf]

KESSLER, Ronald, « The New Spies », *SAIS Review*, 2008-2009, vol. 28, n°1, p. 147-156.

Le FBI et les attaques du 11 septembre 2001

COLL, Steve, *Ghost Wars : The Secret History of the CIA, Afghanistan and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, New York, Penguin Press, 2004.

MACKEY, Chris, MILLER, Greg, *The Interrogators : Inside the Secret War Against Al Qaeda*, New York, Little, Brown, 2004.

MILLER, John, STONE, Michael, MITCHELL, Chris, *The Cell : Inside The 9/11 Plot, and Why the FBI and CIA Failed to Stop it*, New York, Hyperion, 2002.

SUSKIND Ron, *The One Percent Doctrine : Deep Inside America's Pursuit of Its Enemies Since 9/11*, New York, Simon & Schuster, 2007.

WEISS, Murray, *The Man Who Warned America : The Life and Death of John O'Neill, the FBI's Embattled Counterterror Warrior*, New York, ReganBooks, 2003.

WRIGHT, Lawrence, *The Looming Tower : Al-Qaeda and the Road to 9/11*, New York, Alfred Knopf, 2006.

INDEX DES PERSONNES CITÉES

ABDEL-RAHMAN, Omar, dit le cheik aveugle : 638-639, 641, 646-647, 685-686, 688.
ABERNATHY, Ralph, révérend : 270, 511.
ABOUHALIMA, Mahmud : 639.
ACCARDO, Tony : 153, 408-409.
ACQUAFREDDA, Vincenzo : 362-363.
AGNEW, Spiro : 18, 324.
AKHMEROV, Iskhak : 108.
AL-BANSHIRI, Abou Ubaidah : 648.
ALEMAN, Harry : 411-414, 418-423.
ALEMAN, José Junior : 181-182.
AL-FADL, Jamar, dit « la Pierre de Rosette » : 648, 652, 654-655.
AL-HATA, Ahmed : 670.
AL-HAZEMI, Nawaf : 667-669, 672, 679, 690.
ALI, Siddig : 639.
AL-KHATTAB, Ibn, dit Ibn Khattab : 694-695.
AL-KHATANI, Mohamed : 713-715.
AL-MIHDHAR, Kahled : 667-672, 679, 690.
AL-QUSO, Fahd : 664-665, 667-680.
AL QAIDA : 11, 27-28, 580, 648-649, 652-656, 658, 663-668, 670, 673, 678, 680-681, 683-685, 687-689, 696, 705-713, 719.
AL-SHEHHI, Marwan : 680-681.
AL-SUQAMI, Satam : 676.
AULT, Richard : 585-586.
AMES, Aldrich : 565-567, 571, 575.
AMICO, Marco d' : 418.

AMOROSO, Tony alias Tonyo DeVito : 367-368, 373, 384-389, 459.
AMURO, Pat d' : 653-654, 658, 666, 668-669, 671, 711-712.
ANASTASIA, Alberto : 145.
ANDERSEN, Arthur : 469.
ANDROPOV, Youri : 262, 549.
ANGIULO, Donato : 466
ANGIULO, frères : 466, 468-469, 471.
ANGIULO, Gennaro Jerry : 447-449, 452, 454, 461, 468, 471, 473, 475.
ANGLETON, James Jesus : 545, 551.
ANNENBERG, Moses Moe : 131 n.
ANSLINGER, Harry : 140-141.
ANTICEV, John : 638.
APPEL, Charles : 48, 54.
ARAFAT, Yasser : 686.
ARVAD, Inga : 157-159.
ATTA, Mohamed : 713.
ATTEF, Mohammed : 719.
ASHCROFT, John : 28-29, 684, 710, 714.
AWE, Jim : 253.

B

BADALAMENTI, Gaetano : 437 n.
BAILEY, F. Lee : 455.
BAKER, Robert Gene : 144.
BALISTIERI, Frank : 356-359.
BALZAC, Honoré de : 161.
BAMFORD, James : 575.
BANK, Dennis : 517.
BARBERA, Joseph, dit Joe le Barbier : 145.
BARBOZA, Joseph « l'Animal » alias Joe Bentley : 425, 447-456, 458.
BARI, Mary : 485.
BARKER, Arthur « Doc » : 59.
BARKER, « Ma » : 57, 59-60, 68, 291, 310.

BARREDA, Guy : 353-355.
BARRON, John : 262 n, 545 n, 562.
BATISTA, Fulgencio : 138, 141, 230, 364.
BEKER, Edward : 182.
BELAFONTE, Harry : 257.
BELL, Griffin : 325-326.
BELLONTE, Maurice : 95.
BELMONT, Al : 119, 121-122, 124, 126, 147, 160, 178, 186, 193, 204, 220-222, 228, 270.
BEN LADEN, Oussama : 14, 27, 35, 445, 475, 646-649, 652-655, 658, 663-666, 670, 676-677, 680-682, 684-685, 688, 690, 695-696, 707, 719-720.
BENNETT, Tony : 257.
BENTLEY, Elizabeth née Sherman : 106-112, 117, 120-121.
BENTLEY, Joe : 454.
BERGEN, Candice : 504.
BERGMAN, Ingrid : 91 n.
BERKMAN, Alexander : 42.
BERKOWITZ, David : 616.
BERNARDO, Paul Kenneth « Ken » : 25-26, 623 n.
BERNSTEIN, Carl : 17, 246 n, 319-320, 322.
BHUTTO, Benazir : 641.
BIDEN, Joseph, sénateur : 630.
BIGHEART, Joe et Bertha : 494.
BILLINGSLEY, Sherman : 70, 141.
BILOTTI, Tony : 432, 439.
BISHOP, Joe : 162.
BISSELL, Richard : 168.
BLACK, Fred : 217, 290.
BLACK, Sonny (Dominick Napolitano, dit) : 360, 365-366, 368-372, 374-375.
Black Panthers, les : 277, 296-298, 343, 504, 517, 546.
BLACKEY, Robert : 425-428.
BLAKE, Robert : 285.
BLITZER, Robert : 640.
BLOCH, Felix : 576.
BODINE, Barbara : 661-662.

BOHNER, E.R. : 502.
BONAPARTE, Charles : 9, 43.
BONANNO, « famille » : 357, 359-360, 364, 366-370, 374, 376, 384, 438.
BONANNO, Joseph « Joe Banana » : 145, 335, 357, 359-360, 363-364, 366-370, 374, 377, 379, 384, 387, 433, 438.
BONGART, Steve : 672.
BONAVOLONTA, Jules : 20, 352-353, 358, 368-369, 371-374, 376-377, 425-431, 433-434, 436-440, 445, 471-472, 479, 485.
BOON, David Shelond : 576.
BOSCH, Juan : 280-281.
BOSWELL, J. Thornton, dr : 210.
BOWERS, Samuel : 248.
BOWLES, Nigel : 140 n.
BOYNTON, Amelia : 256.
BRADDOCK, James : 70.
BRADLEY, Ben : 181, 266 n2.
BRADY, Al : 56.
BRASCO, Donnie : 20, 331, 353-356, 358, 360, 374-375, 379, 381, 471.
BREJNEV, Leonid : 262, 528, 538-539, 544, 547-549.
BREMER, Arthur : 613.
BRETZING, Richard : 525.
BRIGGS, A.M. : 39.
BROD, Mario : 161.
BROWDER, Earl : 109, 530.
BROWN, Anna : 493-494, 497, 500.
BROWN, Charlie : 203.
BROWN, Harlan : 193, 228.
BROWN, Paul : 334, 337.
BRUGUIÈRE, Jean-Louis : 693.
BRUSSEL, James, dr : 588-590, 594.
BRYAN, Joseph : 166.
BRYANT, Robert « Bear » : 566.
BUCCELLATTO, « famille » sicilienne : 335.
BUCHALTER, Louis Lepke : 75-79, 133, 142.
BUCKLEY, Buddy : 106-107.

BULGER, James, « Whitey » : 425, 445-446, 460-463, 465-478, 485.
BULGER, William : 474.
BUNDY, Ted : 379, 616-618.
BURCKHART, Ernest : 492, 494, 497, 499-500.
BURCKHART, Mollie née Smith : 492, 494, 497, 500.
BURGER, Ernst : 87-89.
BURKE, John : 349-350.
BURLINGTON, Alexander C. : 529-530, 534.
Burns, Tom : 256-258, 261, 568, 572.
BURNS, William J. : 44-46, 63, 65, 383-384, 501-502.
BUSH, George Herbert W. : 21, 619, 630.
BUSH, George W. : 28, 684, 707, 711, 714, 717-718.
BYKOV, Boris : 112, 114.

C

CAGNEY, James : 13.
CALLAHAN, John : 469, 476-477.
CAMP, Carter : 508.
CAMPBELL EXNER, Judith : 175-177, 177n.
CANNISTRATO, Vincent : 719.
CANTAMESSA, Joe : 369-370, 431-432.
CAPONE, Alfonso, dit Al : 48, 51, 56, 64, 131-133, 138, 143, 149-150, 152-153, 161, 168, 174, 343, 408-409.
CAPRONI, Valerie : 483.
CARLUCCI, Frank : 505.
CARNEY, John : 326.
CARTER, Jimmy : 325, 350, 550.
CARTER, Jimmy C. : 652.
CARTER, Marshall : 291.
CARRUSO, James T. : 698.
CASALESI, « famille » napolitaine : 353.
CASTELLANO, Paul « Paulie » : 368-369, 374-377, 425, 428-433, 436, 438-439, 441, 443.
CASTRO, Fidel : 168-173, 181, 230-231, 364, 537-538.
CASTRO, Raul : 171, 230, 364.

CAVAILLEZ, Jean-Paul Marie : 97-99.
CEAUSESCU, Nicolae : 647.
CELANO, Jimmy : 150, 163-164.
CHAMBERS, Whittaker : 109, 111-114, 117, 126.
CHANEY, James : 239.
CHAPLIN, Charlie : 44, 64, 70.
CHELEPINE, Alexandre : 538.
CHENEY, Dick : 711.
CHERTOFF, Michael : 439-440, 712.
CHEVALIER, Maurice : 158.
CHILDS, Eva : 539, 542, 547, 549.
CHILDS, Jack : 262, 529-532, 534-535, 537-542, 546, 548, 550.
CHILDS, Marion III : 102.
CHILDS, Morris : 262, 530-533, 535-539, 542-545, 547-549.
CHILDS, Roselyn : 541, 547.
CHURCH, Frank : 177n, 226, 230, 259, 267, 294, 296, 546-548.
CHRISTIE, Agatha : 22, 493.
CHRISTIENSEN, Bryce : 525.
CIRIGNANI, Art : 397-398, 408.
CIULLA, Anthony « Fat » : 462-463.
CLARK, Tom : 134, 140, 152.
CLARK, Ramsey, dit BullFly : 271-272, 274, 454.
CLARKE, Kyle : 184, 205-206, 228.
CLARKE, Richard : 640-641, 683-685.
CLEMENTE, Angela : 484-485.
CLINTON, Bill : 13, 167, 474, 522, 579, 584, 630-633, 640-641, 646, 655.
COHN, Roy : 167, 233.
COLEMAN, Dan : 14, 27, 646-649, 652, 654-656, 666, 670, 676-677.
COLER, Jack : 519-521.
COLLIER, Rex : 63.
COLOMBO, « famille » : 254, 433, 480-486, 645.
CONDON, Dennis : 446, 448-456, 458-460, 462, 475.
CONN, Bill : 133.
CONN, Harold : 401.
CONNALLY, John B. : 214-216.
CONNOLLY, Earl J. : 95-96.

CONNOLLY, John, « Zip » : 20, 459-465, 467-469, 471-478, 485.
CONTE, Tony : 356-358.
COOLEY, Robert : 409-424.
COOLIDGE, Calvin : 45, 224.
COOPER, Courtney Ryley : 63-64.
COOPER, D.B. (affaire) : 601-602.
COPPOLA, Francis Ford : 145.
COPLON, Judith : 116n, 117-120, 528.
CORALLO, Tony Ducks : 434.
CORSETTI, Paul : 467.
Cosa Nostra : 18-19, 149, 179, 284, 340, 343, 350-351, 353, 364, 375-376, 379, 426-428, 431, 446, 450, 452, 454, 461, 468, 471, 475, 481, 657.
COSTELLO, Frank : 70, 75, 133, 136-143, 145, 149, 161, 178, 364, 718.
COSTELLO, Jim : 395-397, 408.
COSTES, Dieudonné : 95-99, 168.
COT, Pierre : 111.
COWLEY, Sam : 63.
CRAWFORD, Jack : 604.
CRAZY HORSE, chef Sioux : 22.
CRIDEN, Howard : 388-389.
CUMMINGS, Homer : 57-58.
CUMMINGS, Paul : 244, 352.
CURRY, Jesse : 195-196.
CURTIS, Tony : 25.
CUSTER, George A. : 22.

D

DAFOE, Willem : 241.
DAHMER, Vernon : 255, 479.
DALEY, Richard : 149, 405, 424.
DALEY, Richard Junior : 404-405.
DALTON, Bob, Emmett et Gart : 490.
DANAHY, Jack : 18, 23, 83-86, 88-89, 93-95, 97, 106-107, 110-111, 113, 130-131, 136-140, 168, 177-179, 552-554.

DANIELS, Tony : 14, 361-364, 373, 375, 381.
DASH, George : 85-90, 177.
DATI, Rachida : 10.
DAUGHERTY, Harry M. : 42, 45, 382-383.
Davidiens, les : 26, 516, 579, 622, 624, 626-629, 631, 637.
DAVIDSON, Alaska P. : 502.
DAVIS, Bette : 284.
DAVIS, Sammy Jr : 162, 257, 380, 608.
DEAN, John : 304, 318-319.
DEBRUEYS, Warren : 189.
DEE, Henry : 252-253.
DEEGAN, Edward Teddy : 449-456.
DE LA BECKWITH, Byron : 255.
DELLACROCE, Neil : 438-439, 441.
DELOACH, Cartha, « Deke » : 14, 33-37, 65-68, 79, 103, 125, 128, 129 n.2, 130, 139-140, 143, 148-151, 156-157, 159-160, 163-164, 166, 173, 175-176, 179-180, 195-196, 204, 218-219, 224-225, 234-236, 238-239, 242-247, 262, 264, 266, 268-274, 277-281, 283, 285-290, 293-294, 297, 304, 306, 310, 313, 453, 458, 535, 552-554, 721.
DELOACH, enfants : 271-274, 278, 306.
DELOACH, Barbara, Mme : 218, 271, 273, 278, 306.
DELOREAN, John : 526.
DEMME, Jonathan : 25, 604, 619.
DE NIRO, Robert : 612.
DEPP, Johnny : 353.
DEPUE, Roger : 601-602, 617-618.
DEVECCHIO, Lindley « Lin » alias Tony Angelo : 20, 437-438, 479-486, 645.
DEVINE, John : 401.
DEWEY, Thomas : 75-78, 139.
DIETRICH, Marlene : 74.
DIFONZO, John « Pas de nez » : 416.
DILLINGER, John : 35, 57-59, 62-63, 157, 291, 310.
DISNEY, Walt : 129 et n1.
DJAFFO, Xavier Tchilao, alias Shaheed Masood al-Benin : 694.
DOLE, Bob : 167.
DOLLIN, Bill : 490.

DONOVAN, William « Wild Bill » : 49, 51, 104, 114.
DOUGLAS, John : 604-611, 614, 619-621, 623.
DOUGLAS, William O. : 217.
DRAIN, Vince : 185.
DUBCEK, Alexander : 539.
DUCKSTEIN, Jessie B. : 501-502.
DUGAIN, Marc : 37.
DUGGAN, Larry : 117.
DUKAKIS, Michel : 459, 474.
DULLES, Allen : 224, 242.
DEMBAR, Pete : 598-600.
DUNBAR, Carson : 638.
DUNLAVEY, major : 714.
DUQUESNE, Frederick Joubert : 94n.
DURHAM, Douglas : 517.
DYLAN, Bob : 325 n.

E

EAGLES, Jimmy : 519, 521.
EAZY, E. : 701.
EHRLICHMAN, John : 301, 313.
EINSTEIN, Albert : 12.
EISENHOWER, Dwight : 37, 123, 127, 129, 223, 314, 460.
EISENHOWER, Mamie : 314.
EL HAGE, Wahid : 652.
ELLEN, Harry : 686-687.
ENGLISH, T.J. : 171n.
EPSTEIN, Edward Jay : 296n2, 555.
EPSTEIN, Mike : 226-227.
ERICSON, Ralph : 509.
ERICKSON, Frank : 143.
ERRICHETTI, Angelo : 385-388.
ESTILL, Wallace F. : 90-93, 95, 99-102, 105-106, 130, 281-282.
EVERS, Medgar : 254-255, 479.

F

FAIN, John : 189, 220-221.
FALL, Albert : 383.
FARHAM, Charles : 708.
FARRAKHAN, Louis : 701.
FAVO, Christopher : 482-483, 485.
FEJOS, Paul : 158.
FELT, Mark alias « Gorge profonde » : 17, 282, 301-302, 307-309, 312, 316-317, 322-323, 326-327, 348, 507, 509, 545.
FENCL, Doug : 374.
FERRARA, Vinnie « l'Animal » : 471.
FINCK, Pierre A. : 210, 213.
FINNEY, Howard : 588.
FISCETTI, Charlie, Joe Fish et Rocco : 138.
FITZGERALD, agent spécial : 518.
FITZPATRICK, Robert : 478.
FLACK, Rita : 695.
FLEMING, Ian : 80.
FLEMMI, Jimmy « l'Ours » : 425, 447-454, 457.
FLEMMI, Stephen « the Rifleman » : 457, 459-478.
FLYNN, Charles : 200.
FLOYD, « Pretty Boy » : 35, 57.
FONDA, Jane : 286, 504.
FORD, Betty : 218.
FORD, Gerald, Président : 17, 216-220, 224, 324-325, 544, 613.
FORD, John : 22.
FOREMAN, James : 249.
FOSTER, Jodie : 25, 612-613, 620.
FOSTER, Vince : 633.
FOX, John : 140.
FOXWORTH, Percy : 80-82.
FRASCA, David : 697.
FREEH, Louis : 376, 522-523, 576, 578-579, 584-585, 632-633, 650, 653, 655, 661-662, 665, 671, 683, 717.
Freemen, les : 629, 702.
FREUD, Sigmund : 588.

FREYMAN, Carl : 531.
FRICK, Henry Clay : 42.
FRITZ, Will : 188, 192, 206.
FUCHS, Klaus : 120.

G

GABLE, Clark : 59.
GABRIEL, George : 441-445.
GALANTE, Carmine Lillo : 145, 359-360, 438.
GALL, chef lakota : 22.
GAMBINO, Carlo : 359, 430.
GAMBINO, « famille » : 362-363, 368-369, 428, 431, 438, 440-441, 481.
GANDHI, Mohandas K. : 660.
GANDHI, Rajiv : 29.
GANDY, Helen : 49, 196, 234, 279, 313, 315-317, 341, 501.
GANOWAY, Pat : 200.
GARCIA, Ramon : 572, 575-578.
GARDNER, Meredith : 115-116.
GARRETT, Brad : 24, 634-636, 643-644, 650-652.
GARY, Romain : 298-299.
GATES, Robert : 29.
GENOVESE, « famille » : 433-435.
GENOVESE, Kitty : 332.
GENOVESE, Vito : 137, 139, 144-145, 148, 178-179, 359.
GENTRY, Curt : 53, 132 n, 147 n, 255 n.
GERASSIMOV, Vitaly : 227.
GERMAN, Michael : 28, 72, 699-706.
GHIMENTI, Enrique : 693.
GIACALONE, Anthony : 349-350.
GIACALONE, Diana : 440-441.
GIANCANA, Antoinette : 154.
GIANCANA, Bettina : 146 n, 162 n, 171 n.
GIANCANA, Chuck : 146 et n, 162 n, 171 n.

GIANCANA, Sam, dit Mooney : 145-146, 149, 153-155, 160-165, 168, 170-177, 177 n., 336, 364, 409, 411.
GIANTURCO, Nicolas « Nick » alias Nick Giarro : 464-465, 471-472.
GIBRAN, Khalil : 657.
GIULIANI, Rudy : 438-439.
GLAZER, Juliette : 108.
GLENN, Scott : 620
GLOVER, John : 503.
GODARD, Jean-Luc : 297.
GOLD, Harry alias « Raymond » : 120.
GOLD, Sam : voir Giancana.
GOLDMAN, Emma : 42.
GOLOS, Jacob né Rasin : 108, 120-121.
GOOD, John : 355, 367-368, 384-386, 388, 390-391, 459, 485.
GOODMAN, Andrew : 239.
GOODMAN, Bernard : 286.
GORBATCHEV, Mikhaïl : 574.
GORDON, Gordon, et Mme : 129 n2.
« Gorge Profonde » : 17, 246, 320-324, 327, 507, 545. Voir aussi Felt, Mark.
GÖRING, Hermann : 156, 158.
GORSKY, Anatoly : 109.
GOTTI, John : 440-445, 481, 718.
GOUBITCHEV, Valentin : 117-119.
GOUZENKO, Igor : 109, 111, 120.
GRAHAM, George Scott : 502.
GRAMMER, Henry : 497-498.
GRANT, Cary : 91 n.
GRANT, Ulysses Simpson : 569.
GRASSLEY, Charles : 26.
GRAVANO, Sammy : 443-444.
GRAY, Patrick : 314-316, 318-321, 326-327, 346-349, 508-509, 516, 518, 523
GRAY HORSE, Joe : 492.
GREENGLASS, David : 121-122.
GREGORY, Thomas : 39.
GRIEBL, Ignaz Theodor, dr : 73-74.

GRIMES, agent spécial : 513, 515.
GROSS, parlementaire : 287.

H

HABIB, Yasser : 388.
HACKMAN, Gene : 240.
HAGMAIER, Bill : 379, 617-619, 633.
HAIG, Alexander : 305-306.
HAKE, Terry alias Leo Murphy : 392-405, 407-408, 414, 417.
HALDEMAN, Robert « Bob » : 301, 313.
HALE, William K. : 491-494, 496-500.
HALL, Gus : 539, 549.
HALPRIN, Morton : 305.
HAMPTON, Fred : 296.
HANI : 662-663.
HANJOUR, Hani : 690.
HANSEN, Bill : 432-433.
HANSSEN, Bonnie : 572-573
HANSSEN, Robert alias Ramon Garcia : 568-580, 699.
HARDING, Warren Gamaliel : 42, 44-45, 382.
HARRINGTON, Edward : 456.
HARVEY, William « Bill » : 104, 231.
HATFILL, J. Stephen, dr : 705.
HATTON, Lenny : 675.
HAUPTMANN, Bruno Richard : 53-55.
HAYNES, John Earl : 116 n.
HAZELWOOD, Roy : 604-606, 609-610.
HEARST, Randolph : 383, 453, 467.
HEGERTY, Edward : 407.
HELD, Richard Wallace : 298.
HELMS, Richard : 291.
HEMINGWAY, Ernest : 70.
HERRERA, Benito : 138.
HERSH, Burton : 162 n, 173 n.
HERSH, Seymour : 162 n, 173 n.

HILL, Virginie : 135.
HINCKLEY, John : 611-613.
HISS, Alger : 111-114, 117, 125, 310, 528.
HITCHCOCK, Alfred : 91 n.
HITLER, Adolf : 157-158.
HOFFA, Jimmy : 180-182, 288, 331, 349-350.
HOMOLKA, Karla « Barbie » : 25-26, 623 n.
HOOVER, Herbert : 52, 57.
HOOVER, J. Edgar : 9-16, 18-19, 24, 30, 33-55, 57-71, 74-83, 87-89, 91, 94, 98-99, 102-104, 111-113, 117-118, 121-135, 138, 140-144, 146-153, 155-160, 164-168, 173, 176, 179-181, 186, 194-196, 201-203, 207, 209, 212, 216-219, 221-225, 228-230, 233-234, 236-239, 241-246, 249-251, 254-255, 258, 263-272, 274, 277-279, 282-292, 295, 297, 300-317, 319-320, 324, 331, 334, 338, 341, 345, 348, 351-352, 355, 361, 378, 382-384, 436-437, 446, 449-456, 459-460, 469, 476, 489, 495-503, 509-510, 522-523, 525, 532, 537, 541, 546, 550-553, 556-558, 592-593, 595, 598, 602, 699, 702, 704-705, 716-717, 720-721.
HOPKINS, Anthony : 25, 620.
HOSTY, James P. : 17, 183-207, 220-232.
HOUSTON, Leonore : 502-503.
HOWARD, Edward Lee : 563-564.
HOWE, Ken : 185-186, 189, 194, 198-201, 226, 228.
HUDSON, Rock : 284.
HUGHES, Dean : 521.
HUGHES, Howard : 105, 168, 237.
HULL, Cordell : 72.
HUMES, docteur : 210, 212-214.
HUMPHREYS, Hubert : 155, 162, 292.
HUMPHREYS, Llewelyn Morris « Poil de chameau » : 149, 152-154.
HUNT, E. Howard : 231, 317-318, 318 n.
HUNT, Mme : 317, 318 n.
HUNTER, Robert : 561.
HUSTON, Charles Tom : 300-302, 304-305, 323.

IBARRA, José Maria Velasco : 101-102.
INDELICATO, Bruno : 370-372, 438.
INDELICATO, Sonny, dit Sonny Red : 369-370.
INGRAM, James O. : 252-254, 272, 391, 393.
IOUJINE, Boris, nom de code « Rampaige » : 571.
IOURTCHENKO, Vitali : 563-564, 571.
IREY, Elmer : 52-53.
IVINS, Bruce : 705.

J

JAEGER, Mme : 599-600.
JAEGER, Susan : 598-599.
JAKSON, Maynor : 603.
JAMAR, Jeffrey : 623-628, 630.
JAMES, Jesse et Frank : 490.
JANDAL, Abu : 680-682, 707.
JEAN-Paul II : 641-642.
JEFFERSON, Thomas : 66.
JENNINGS, Peter : 720.
JEWEL, Richard : 632.
JOHNSON, Curley : 497.
JOHNSON, Jack : 44.
JOHNSON, Lyndon B. : 14-16, 36-37, 144, 155, 181, 203-204, 209, 214, 223, 229, 231, 242, 244, 250, 258, 266-267, 270-272, 277-282, 287, 290, 292, 306, 460, 537-538, 551.
JOHNSON, Marlin : 149.
JOHNSON, Paul : 244.
JOHNSON, Willie Boy : 440-441.
JONES, Barbara : 376-377.
JONES, Milton : 160.
JORDON, James : 248.
JORDAN, Lamar : 394, 396.
JUMP BULL, Calvin : 519.

K

KAACK, Milton : 189.
KACZYNSKI, David : 621.
KADHAFI, Mouammar : 479.
KHANE, Meir : 638.
KALLSTROM, Jim « Jimmy » : 352, 428-429, 432, 435.
KARPIS, Alvin : 57, 59-60, 68-69, 129.
KATZENBACH, Nicholas : 266 n2, 267 et n, 289-290.
KASI, Mir Aimal : 636, 643, 650-652.
KAUFMAN, Irvin R. : 122-123.
KEELER, Leonardo : 72.
KELLEY, Clarence : 350, 518, 523.
KELLY, George « Machine Gun » : 57-58.
KELLY, Richard : 389.
KELLY, Tom : 380-381.
KEMPER, Edmund : 614-616.
KENNEDY, Robert « Bobby » : 15, 19, 34, 132 n., 147, 153-154, 161-166, 170, 172-174, 176, 180-182, 209, 211, 213, 223-224, 233-235, 241, 250, 263, 267, 274, 286-288, 290, 292, 411, 425, 613.
KENNEDY, John Fitzgerald : 12, 14-15, 17, 19, 34, 37, 87, 104, 131, 132 n., 155, 157-164, 170 n., 174-177, 180-183, 186-187, 191-193, 196, 198, 202-205, 208-216, 219-220, 223, 226-234, 263, 265-266, 276-277, 288, 318 n., 350, 364, 380, 409, 411, 528, 536-538, 551.
KENNEDY, Joseph P. « Joe » : 142, 147, 154-162, 164, 223, 233-234, 278, 409.
KENNEDY, Patricia : 162.
KENNEDY, Ted : 474.
KENNEDY, famille : 14, 70, 131, 155-156, 160, 164, 173-174, 181, 208-211, 213, 274, 277, 557.
KERRY, John : 474.
KESSLER, Ronald : 23.
KHALID CHEIKH MOHAMMED, « Muktar » : 641, 698, 709, 712.
KHALLAD (Tawfiq bin Attash dit) : 664-665, 667-668, 679.
KHROUCHTCHEV, Nikita Sergueïevitch : 262, 532-534, 538, 543.
KILLEN, Edgar Ray : 252.
KING, Coretta : 270.
KING, Martin Luther : 15, 34, 146, 233, 235, 256-257, 262-277, 287, 293-294, 411, 546-547, 592-593.

KING, Rodney Glen : 701.
KIRBY, Asa Ace : 498.
KISSINGER, Henry : 305-306, 309, 323, 543-544, 548.
KLEHR, Harvey : 116 n.
KLEINDIENST, Richard : 315, 509.
KNUCKLE, Robert : 319.
KOLOUCH, James L. : 561.
KORESH, David : 26, 622-630.
KOSSLER, Jim : 373, 425-428, 436, 445, 485.
KOSTIKOV, Valeriy Vladimirovitch : 190, 192, 197, 206, 221, 226-227, 537.
KOULAK, Aleksi, nom de code « Fedora » : 550-556, 565.
KRAVEC, John : 369-370, 431-432, 442-443.
Ku Klux Klan : 16, 34, 61, 180, 233, 237, 239-241, 243-245, 249-252, 254, 257, 260-261, 269, 284, 293-294, 299, 315, 338, 342, 352, 391, 510, 518, 546, 601, 604.

L

LA GUARDIA, Fiorello : 76, 136.
LAINE, Frankie : 257.
LAME WHITE MAN : 22.
LAMOUR, Dorothy : 66.
LAMPASI, Lorenzo « Larry » : 482.
LAMPHERE, Robert J : 115-121, 124, 127.
LANSKY, Meyer : 75, 133, 135-137, 139, 141, 168, 343, 364.
LARADEGOTIA, José : 94-95.
LAWFORD, Peter : 161-162, 175.
LEADBETTER, George : 482-483, 485.
LEARY, Timothy : 325 n.
LEFEVER, Jimmy : 405.
LEFEVER, Richard : 405-406.
LÉNINE : 40, 63.
LEROY, Mervin : 91 n., 130.
LEUNG, Katrina, nom de code « Parlor Maid » : 580-585.
LEVINSKY, Monica : 633.

LEVISON, Stanley : 262-263, 265.
LEVY, Chandra : 24.
LIDDY, Gordon : 313.
LINDBERGH, Charles : 33, 50, 55, 71, 96.
LINDBERGH, Charles Augustus Junior : 50-52, 54.
LITVAK, Anatole : 74.
LIUZZO, Viola : 257-261.
LOGAN, William : 411, 413, 422.
LONG, Edward : 288-299.
LONG, Robert : 465.
LOUIS, Joe : 133.
LOWE, Robert : 411.
LUCIANO, Lucky (Charles Lucania dit) : 75-76, 133, 137-141, 145, 179, 343, 364, 436.
LUCCHESE, « famille » : 363, 433-434.

M

MAAS, Peter : 180.
MABEY, John : 569.
MACDONALD, Kenneth : 387.
MAGADDINO, Don Stefano : 334-342, 364.
MAGADDINO, « famille » sicilienne : 335-337.
MAGALLANES, Paul : 16-17, 317-322, 525.
MAHEU, Robert, « Bob » alias Robert Marchand : 95-96, 98-99, 105, 131, 136-137, 168-169, 171-172.
MAHONEY, Richard : 161.
MALLEY, Jim : 204-205.
MALONEY, Andrew : 444-445.
MALTBIE, Michael : 692-698.
MANN, James Robert (Mann Act) : 44, 82, 383.
MAO ZEDONG : 533, 543.
MANSON, Charles : 616.
MARANZANo, Salvatore : 179.
MARCELLO, Carlos : 143-144, 163, 170, 181-182, 230-231, 331.
MARCY, Pat : 409-414, 417-419, 423-424.

MARDIAN, Robert : 309-310, 313.
MARSHALL, Thurgood : 290.
MARTIN, Dean : 162.
MARTIN, Quinn : 283
MARTINOV, Valeri, nom de code « Pimenta » : 565, 567, 571.
MARTORANO, Johnny : 461, 471, 476-477.
MASTERMAN, John Cecil : 81, 82 n.
MASUROVSKY, Marc : 156 n.
MATA HARI : 73, 158, 581.
MATLOVITCH, Leonard : 65-66.
MAWN, Barry : 446, 656, 661, 673-676.
MAZZA, Larry : 485.
MCBRIDE, Barney : 492.
MCCARRAN, Pat : 136, 140.
MCCARTHY, Joseph, « Joe » : 80, 125-128, 143, 167, 219, 233.
MCCLELLAN, John, sénateur : 147, 153-154, 163, 170, 179-180.
MCCLOY, John : 224.
MCCOOK, juge : 139.
MCCORD, John : 318-319.
MCCRARY, Gregg O. : 25-26, 430, 623n, 623-626.
MCDERMOTT, John : 127.
MCGHEE, agent spécial : 518.
MCGOVERN, George : 308, 505.
MCGUIRE, Phyllis : 171-172, 174.
MCHUGH, Godfrey : 210-211, 213.
MCMILLAN, Harold : 265.
MCNAMARA, Robert : 242.
MCVEIGH, Timothy : 631-632.
MCWILIE, Lewis : 170.
MEANS, Gaston : 45-46, 52, 65, 383.
MEESE, Edwin : 619.
MEGARY, William C. : 391-392, 394, 398-403, 405-6.
MEIERHOFER, David : 599-600.
MÈRE TERESA : 572.
METESKY, George : 589.
MILLER, Ed : 17-18, 35, 270, 322-323, 326-327, 507-508, 544-545.
MILLER, John : 35 et n., 353, 718-722.

MILLER, Richard : 526-527, 581.
MILLER, Russell : 82 n.
MITCHELL, John : 304-305, 309, 311, 313-314, 345, 455.
MITCHELL, Marcia et Thomas : 116 n.
MOHR, John P. : 201, 205, 314.
MOLDEA, Dan E. : 181 n.
MONROE, Marilyn : 12.
MONROE, Monk : 511.
MOOG, Kate : 73.
MOORE, Charles : 252-253.
MOORE, Sara Jane : 613.
MOORE, Roy K. : 243, 245, 250, 253, 518.
MOORE, Thomas Neil : 261. Voir aussi Gary Rowe.
MOSELEY, Winston : 332-334.
MOTON, Leroy : 257.
MORGENTHAU, Robert : 443-444.
MORI, agent japonais : 83.
MORRIS, John : 462-463, 467-469, 472-473, 477.
MORSE, Wayne : 155.
MOTON, Leroy : 257.
MOTORINE, Sergueï, nom de code « Megas » : 565, 567, 571.
MOUSSAOUI, Zakarias : 691-698.
MOUW, Bruce : 436, 440-441, 445.
MUELLER, Robert : 10, 28, 683, 698, 712, 715-718, 720, 722.
MUHAMMAD, Abda Hussein : 663.
MULLANEY, Pat : 595, 597-601, 604.
MURCHISON, Clint : 143-144.
MURPHY, Frank : 79.
MURPHY, John : 389.
MURPHY, Leo : voir Terry Hake.
MURROW, Ed : 117.
MURTHA, John : 389.
MUSHARRAF, Pervez : 707.
MUSSOLINI, Benito : 108, 359.
MYERS, Ozzie : 388-389.

N

NAPOLÉON I^er : 9.
NAPOLI, Louis : 638.
NAPOLITANO, Dominick : voir Sonny Black.
NASH, Frank « Jelly » : 57.
NASH, Thomas : 57.
NELSON, « Baby Face » : 35, 57, 59.
NICOLAÏ, colonel : 71-72.
NICHOLS, James : 632.
NICHOLS, Louis B., « Lou » : 65, 68, 103, 126, 147, 165-166, 721.
NICHOLSON, Harold : 576.
NICHOLSON, Jack : 462.
NIETZSCHE, Friedrich : 486.
NIXON, Richard : 14-15, 17-18, 37, 113, 129, 143, 155, 277, 292, 300-302, 304-306, 309-311, 313-314, 318, 320, 322, 324-327, 350, 503-504, 516, 518, 525, 543-544, 551, 598.
NOESNER, Gary : 627.
NOISETTE, Sam : 221, 236-237.
NORIEGA, Manuel : 718.
NOSAIR, El-Sayyid : 638.
NOSSENKO, Iouri Ivanovitch : 556.

O

OBAMA, Barack : 522.
O'CONNOR, John, écrivain : 282 n., 302 n.
O'CONNOR, John, syndicaliste : 443.
O'DELL, Jack : 263, 265.
OGORODNIKOVA, Svetlana : 581.
OLSON, Wayne : 394-400.
O'NEIL, Francis X., « Fox » : 208-215, 232.
O'NEIL, John : 634, 640-646, 649-650, 652-663, 666, 668, 671-673, 678, 706, 714, 719.
ORENA, Victor « Little Vic » : 480-481, 483-484.
OSTHOLTHOFF, A.E., agent spécial : 134.

O’SULLIVAN, Jeremiah T. : 463, 478.
OSWALD, Lee Harvey : 17, 132, 170, 185-200, 202-207, 214, 216, 219-221, 224-230, 232, 364, 536-537, 564.
OSWALD, Marina : 188-191, 194, 196-198, 207.

P

PACINO, Al : 353.
PADILLA, José : 710, 713.
PAIN, Michael : 190-191.
PAIN, Ruth : 190-191, 194, 196-197.
PALMER, A. Mitchell : 12, 39-40, 42, 46, 63, 383, 704-705.
PARKER, Ishatiaque : 642.
PARKS, Rosa : 235.
PARTIN, Esward Grady : 180-181.
PATRIARCA, Raymond : 446-455, 457, 461, 471.
PATRIARCA, Raymond Jr. : 471, 475.
PATTON, George, général : 577.
PEARL, Daniel : 709 n.
PEARSON, Drew : 132-133.
PELTIER, Leonard : 521-522.
PELTON, Ronald : 563.
PEREZ, Bernardo Mat : 524-525.
PERKINS, Anthony : 24.
PERSICO, Alphonso « Allie » : 481, 485.
PERSICO, Carmine Junior : 480-481.
PERSICO, « famille » : 481.
PETER, Paul and Mary : 257.
PHILBY, Kim : 110.
PICKARD, Thomas J., « Tom » : 653, 683-684.
PIERCE, Joan Misko : 513-514, 524.
PIERI, Salvatore : 342.
PINK FlOYD : 671.
PISTONE, Joseph « Joe », alias Donnie Brasco : 20, 331, 353-360, 364-369, 371-381, 384, 387, 427, 433, 438, 445, 459, 471, 485 (voir aussi Brasco).

PISTONE, Peggy : 376-377.
PITTS, Earl : 576.
POLIAKOV, Dimitri Fédérovitch, nom de code « Tophat » : 565, 568-570.
POLLARD, Jonathan Jay : 564.
PONCET, Denis : 10.
PONOMAREV, Boris : 533, 536-539, 542, 545, 548-549.
POPOV, Dusko, « Tricycle » : 80-83, 99.
POTKONJACK, Mike : 358.
POWERS, Richard Gid : 64 n1, 267 n1.
PRESSLER, Larry : 389.
PRICE, Cecil : 240, 248.
PROCTOR, John : 240-241, 246-248.
PROVENZANO, Anthony, dit « Tony Pro » : 350.
PUBLIC ENEMY : 706.
PURVIS, Melvin : 58-63, 74, 149.

Q

Q., Lizzie : 492-494.
QAMISH, Ghalib, général : 660, 662-663, 665, 679, 707.
QUIGLEY, John : 220.
QUINN, Anthony : 504.

R

RAFT, George : 133.
RAGANO, Frank : 181-182.
RAGEN, James : 131-133.
RAHMAN, Kambir Abdul : 386-387.
RASTELLI, Phillip Rusty : 360.
RAMSEY, John : 498, 500.
RAINEY, Lawrence : 240, 248.
RAY, James Earl : 273-276, 593.
RAY, Johnny : 275.
REAGAN, Ronald : 326-327, 403-404, 611, 618, 630.

REISBACH, Gustin L. : 486.
REMINGTON, William Walter : 111, 177.
RENO, Janet : 630.
RESSLER, Robert K. : 596, 599, 612.
REVELL, Buck : 28-29, 630.
REVILL, Jack : 187, 195.
RICE, Condoleezza : 684.
RICHARDSON, Sid : 143.
RICO, H. Paul : 446, 449-460, 468-470, 475-476.
RIESE, David : 402.
ROAN HORSE, Henry : 493
ROBB, Ed, alias Edward Anthony Rossi : 361-364, 366, 368-369, 372-374, 377-380, 433.
ROBB, Gretchen : 362
ROBINSON, Edward J. : 64, 74, 428.
ROCHON, Donald : 523-524.
ROEMER, William F., « Bill » : 150-153, 164, 165 n., 173-174, 423.
ROGERS, Ginger : 67.
ROGERS, Lela : 67.
ROGERS, Richard : 627.
ROGGE, Dick : 205.
ROLEY, Susan : 512-513.
ROONEY, Charles : 637.
ROOSEVELT, Eleanore : 12, 66, 70.
ROOSEVELT, Franklin Delano : 37, 57, 59, 66, 70-71, 78, 83, 87, 89, 91 n, 99, 102-103, 112, 114, 156, 556.
ROOSEVELT, Theodore : 43.
ROSELLI, Johnny : 162, 168-169, 175-177, 177 n, 364.
ROSEN, Al : 241-242, 245-246.
ROSENBERG, Ethel : 80, 120-124, 254, 528.
ROSENBERG, Julius : 80, 120-124, 254, 528.
ROSENSTIEL, Lewis Solon : 166
ROSENSTIEL, Susan : 166-167.
ROSTHEIN, Arnold : 75.
ROTI, Fred : 418.
ROUX & COMBALUZIER : 66.
ROWAN, Dan : 171-172.

ROWE, Gary : 257-261.
ROWLEY, Coleen : 691-693, 697-699.
RUBY, Jack (Jack Rubinstein, dit) : 132, 170, 182, 200-201, 204-205, 230-231, 364, 537.
RUCKLESHAUSS, William : 518.
RUGGIERO, Angelo : 431, 438-439.
RUGGIERO, Benjamin « Lefty » : 356-358, 360, 366-368, 374, 377, 387
RUMRICH, Günther : 71-72.
RUMSFELD, Donald : C89.
RUSSO, Gus : 161 n, 162 n, 164.
RYAN, Francis : 338.

S

SAGE, Byron : 628-629.
SALAH, Mohammed : 689.
SALEM, Emad : 638-639.
SALEMME, Frank : 458-460, 462, 477.
SALERNO, Anthony, dit, « Tony le Gros » : 434-435.
SAMIT, Harry : 691-697.
SARHATT, Lawrence : 468.
SASSEA, Carmine : 486.
SAVIANO, Roberto : 353.
SAYAF, Abu : 641.
SCARPA, Greg : 254-255, 255 n, 479-486, 645.
SCARPA, Gregory Junior : 645.
SCHEUER, Michael : 647, 649.
SCHILLIRO, Lewis : 637, 644-645, 653-654.
SCHIRO, Linda : 484, 486.
SCHNEIDER, Steve : 626.
SCHULTZ, Dutch : 75.
SCHWARTZKOPF, Norman : 51.
SCHWERNER, Michael : 239.
SCORSESE, Martin : 354, 462, 612.
SEALE, James Ford : 253.

SEBERG, Jean : 277, 297-299.
SEBOLD, William : 94 n.
SEMICHASTNY, Vladimir : 538.
SESSIONS, William : 167, 471, 523-524, 630-631, 633, 637, 717.
SETTIMIUS, Edward : 114.
SHACHTMAN, Tom : 116 n.
SHAKESPEARE, William : 621.
SHACKLEY, Ted : 562.
SHANAHAN, Edwin : 49.
SHANK, Earl Mayer : 720.
SHANKLIN, Gordon : 186, 194-196, 198-199, 201, 203-205, 228.
SHAPRIO, Irving : 351.
SHEPERD, Sam : 590.
SHERMAN, Charles : 345.
SHIRAN SHIRAN : 613.
SIBERT, Jim : 209-213, 215-216, 232.
SIEDEL, agent spécial : 514-515.
SIEGEL, Benjamin « Bugsy » : 75, 133-140, 149, 152, 178.
SIEF, Abou : 686.
SILVERMASTER, Nathan Gregory : 110.
SIMON, Simone : 81.
SIMONE, Nina : 257.
SINATRA, Frank : 138, 160-162, 164, 173, 175, 177, 608.
SINATRA, Tina : 162.
SISK, Thomas : 51.
SITTING BULL, chef lakota : 22.
SMERICK, Pete : 623-625.
SMITH, Anna : 497.
SMITH, Ben : 156.
SMITH, James : 580-585.
SMITH, Maria : 492.
SMITH, Mollie : 492, 500.
SMITH, Rita : 493-494, 497-498, 500.
SMITH, Sandy : 154, 180, 321.
SNYDE, Ramon George : 273.
SOBEL, Morton : 121.
SOMOZA GARCIA, Anastasio : 99-101.

SONNY RED : voir Indelicato.
SORRELS, Forest : 193-194, 220.
SOUBRA, Zacharias : 687-689.
SOUFAN, Ali : 28-28, 634, 655, 657-668, 671-672, 678-683, 690, 706-716.
SOUSLOV, Mikhail Andréévitch : 549.
SPECTER, Arlen : 214-216, 219.
SPELLMAN, Francis : 267.
SPENCER, Al : 490, 497.
SPITZER, Eliot : 44.
SPOCK, Benjamin : 271.
SPROUL, William Cameron : 502.
STALINE, Joseph : 108, 532-533.
STARR, Kenneth : 632-633.
STEN, Anna : 74.
STERN, Samuel : 220-221.
STETSON, Bill : 492.
STEVENSON, Adlaï : 157.
STEVENSON, William : 82 n.
STEWART, James : 91 n, 130, 644.
STONE, Harlan Fiske : 37, 45-46, 48-49.
STRASBERG, Lee : 354.
SULLIVAN, Joseph, « Joe » : 241, 245-247, 251.
SULLIVAN, William C. : 101-104, 113, 126, 142, 144, 147-148, 157, 163-164, 204-205, 217-218, 222, 228, 236-237, 251, 260-261, 265-271, 274-276, 279, 290-291, 293, 297, 299-303, 305-313, 316, 323-325, 539, 552-555.
SUMMERS, Anthony : 167.
SURINE, Don : 126.
SUTCLIFFE, Peter : 607.
SWAINSON, John B. : 347-349.
SWEARINGEN, Wesley : 297.
SWILLMAN, Abe Longy : 76.

T

TAMM, Edward : 65.
TATE, Sharon : 616.
TCHERKACHINE, Viktor : 570, 575-576.
TCHERNENKO, Konstantin Oustinovitch : 549.
TEAHAN, Richard : 445-446.
Teamsters : 180-181, 288, 339, 350, 411.
TEKACHENKO, Alexei : 561.
TEMPLE, Shirley : 70.
TENET, George : 576, 684, 709, 712.
TETEN, Howard : 23-24, 60, 275, 378-380, 587, 590-601, 604, 616.
THACKERAY, William Makepeace : 621.
THEODARIS, Athan : 266 n2.
THOMPSON, Frank : 389.
TICKLE, Edward : 339-340.
TIPPIT, agent : 185, 187, 193, 203.
TISA, Bernard : 526.
TOLSON, Clyde : 11-12, 35-37, 65-70, 76, 87, 94, 125, 129-130, 141-143, 148, 156, 158, 160, 165, 196, 238-239, 242-245, 268, 270, 274, 278-279, 286, 291-292, 307, 315, 319, 453.
TOMLISON, Jeffrey : 482-483, 485.
TOMPKINS, Angela : 285.
TOPHAT : 23, 565, 568-570. Voir aussi Dimitri Fédérovitch Poliakov.
TOURNEUR, Jacques : 81.
TRAFFICANTE, Santo Jr. : 145, 168, 170-172, 181-182, 230-231, 331, 363-366, 375.
TREHOLT, Arne : 571.
TRESCA, Carlo : 359.
TRIMBACH, Joseph H. « Joe » : 22, 506-518.
TRUMAN, Harry S. : 37, 80, 102-104, 111, 117, 140-141, 263.
TRUMBO, Dalton : 285.
TUHOY, William : 162.
TULLY, Edwin : 209.
TURNER, Ted : 601.
TURROU, Leon : 51, 53-55, 71-74.
TUTU, Desmond : 522.

U

UNTERWEGER, Johann « Jack » : 25-26, 623 n.
URSCHEL, Charles : 57.

V

VALACHI, Joe : 131, 177-180.
VALDEZ, Rudy : 524-525, 527.
VANDERBILT, Gloria : 70.
VASSILIEV, Alexander : 116 n.
VILLANO, Anthony : 122-124, 254, 479-480.

W

WAIKART, Frank : 611-612.
WALDRON, Lamar : 132 n, 170 n.
WALKER, Arthur : 559, 562.
WALKER, Barbara : 557-559, 562.
WALKER, John : 557-563.
WALKER, Laura : 557-559.
WALKER, Michael : 559, 562.
WALLACE, colonel : 594.
WALLACE, George : 256, 613.
WALLACH, Paul : 226-227.
WALSH, Thomas James : 382-383.
WALSH, Walter : 55-56, 58-60, 717.
WALTER, Richard : 596.
WALTERS, Barbara : 720.
WANNALL, Raymond : 547.
WARREN, Earl : 183, 214-216, 218-224, 226-230, 324, 538.
Weathermen : 325-326, 351, 355, 504, 517, 546, 647.
WEBSTER, William H. : 21, 340, 351, 366, 391-392, 398-399, 523, 525-526, 556, 569, 605-606, 630, 717.
WEEKS, Kevin : 477-478.
WEHLE, général Philip : 211.

WEINBERG, Melvin « Mel » : 384-386, 562.
WEINBERGER, Caspar W. : 562.
WEINSTEIN, Allan : 116 n.
WELCH, Neil : 16, 19-20, 61-63, 146, 222, 242-244, 249-252, 299-300, 307, 331-334, 336-352, 354, 385, 402, 429-430, 510.
WENG HO LEE : 584-585 et n.
WEST, Nigel : 82 n.
WESTCOAT, Peggy : 470.
WHALEN, John : 347-349.
WHEELER, Roger : 470-471, 476-477.
WHEELER, Burton K. : 382-383.
WHISH, Harvey : 347-348.
WHISTON, Lish : 552.
WHITE, Harry Dexter : 117.
WHITE, Mary Jo : 675.
WHITEHEAD, Don : 129, 501.
WHITEHORN, Charlie : 492.
WHITEHURST, Frederic : 632.
WILLARD, John : 272.
WILLIAMS, Harrison « Pete » : 387.
WILLIAMS, Ken : 685-690, 695, 698.
WILLIAMS, Ron : 519-520.
WILLIAMS, Wayne : 610-611.
WILLIE : 86.
WILLIS, Bill : 515.
WILKERSON, William Richard : 134.
WILSON, Clay : 456.
WILSON, Ed : 479.
WILSON, Frank : 412-414, 419-421, 423.
WILSON, Richard « Dickie » : 505.
WILSON, Robert : 512.
WILSON, Woodrow : 42.
WINCHELL, Walter : 70, 76-77, 134-135, 142-143, 156.
WINSTEAD, Charlie : 157.
WISE, David : 575.
WITHWORTH, Jerry : 559, 562.
WOLF, Mark : 475-476, 478-479.

WOLFINGER, Joseph : 558.
WOLFOWITZ, Paul : 684.
WOLFSON, Dean : 395, 398.
WOODWARD, Bob : 17, 246 n, 319-320, 322.
WRIGHT, Laurence : 670-671.
WRIGHT, Peter : 554.

Y

YANG SHANGKUN : 582.
YELLOWHORSE, Joey : 492.
YOUNG, Andrew : 269.
YOUNG, Mark : 624.
YOUNGER, Cole, Jim et John : 490.
YOUSEF, Ramzi : 639-645, 686, 709 n.

Z

ZANNINO, Larry : 466.
ZAPRUDER, Abraham : 214.
ZIBALIST, Ephrem Junior : 283-287, 315.
ZOUBAYDAH, Abou : 689, 708-712.

L’éditeur remercie Jane Auzenet.

INDEX DES OPÉRATIONS

Abscam (« Arab Scam ») : 367-368, 373, 382, 384-386, 388, 390-392, 394.
Amerithrax : 705.
Anlace : 565.
Atkid (« Atlanta Kids ») : 604.
Bodyguard : 93, 95.
Bojinka : 642, 709.
Campcon : 584.
Capga (« Capone Gang ») : 131, 133, 139, 140, 144, 152, 168, 178.
Cocase : 96-99.
Cointelpro (« Counter Intelligence Program ») : 16, 34, 233, 250-251, 254, 257, 259-262, 270, 277, 292-297, 299-300, 302, 308, 342-343, 363, 546.
Cointelpro-New Left : 293-294, 300.
Cointelpro-White Heat : 117, 251.
Coldwater : 331, 361-364, 367, 372-374, 376-377, 379, 381, 438-439.
Commission : 436, 438-440, 480.
Courtship : 565, 567.
FD/Tropint : 651.
Fedora : 550-556, 565.
Fortitude : 98-99.
Gambat (« Gambling Attorney ») : 382, 415, 418-420, 424.
Grayday : 576.
Greylord : 382, 391-392, 396, 398-407, 414, 417.
Jaham : 112.
Lobster : 464, 471.

Manhattan : 115.
Miburn (« Mississippi Burning ») : 16, 233, 239-241, 245, 255, 272, 338, 352, 393, 479.
Monopoly : 574.
Nightmover : 566.
Pastorius : 80, 83, 85-87, 89-90, 93.
Pizza Connection : 429, 436-437, 437 n.
Resmur (« Reservation Murders ») : 519, 521.
Solo : 262-263, 529, 532, 535-536, 538-539, 541-550, 556.
Sun-Apple : 356-358, 360.
Timber : 356, 358.
Top Hoodlum Program ou Top Ten Holdum (THP) : 149, 169, 172, 446, 453
Top Echelon Informant : 449-450, 457, 462, 469, 480, 484, 645.
Toplev : 529.
Unabomber (« University Airlines bomber ») : 620-621, 705.
Venona : 12, 80, 108, 110-111, 114-116, 119-121, 127.
Windflyer : 559-560.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage ne serait pas ce qu'il est sans l'aide d'agents et d'anciens agents du FBI. Ils sont trop nombreux pour êtres remerciés individuellement ici. Le lecteur trouvera cités une partie d'entre eux dans le *« Who's Who »*. Nous conservons un souvenir tout particulier de nos rencontres avec Cartha DeLoach, ancien numéro deux du Bureau de J. Edgar Hoover ; il est le premier à avoir répondu à nos questions, en allant aussi loin qu'il le pouvait, sans jamais dénigrer le Bureau. De tous les anciens responsables du Bureau, celui qui nous a le plus impressionné est sans conteste Neil Welch. Nous ne sommes pas près d'oublier la gentillesse de son accueil et sa patience face à notre ignorance. Nous tenons également à remercier plus spécialement Tony Daniels, John Burke et Charles Rooney qui nous ont mis le pied à l'étrier. Nous avons bénéficié de l'aide de l'organisation des anciens du Bureau, Craig Dotlo en tête : à lui et au service historique de l'Association vont nos plus chaleureux remerciements.

Le service des relations publiques du Bureau nous a fait confiance, nous accordant des accès réservés à quelques privilégiés. Toute notre gratitude va au directeur du FBI, Robert S. Mueller, à John Miller et à John Fox qui ont accepté de répondre à nos questions, ainsi qu'à Susan T. McKee et à Ernest Potter pour leur aide. Nous avons rencontré de nombreux agents du Bureau en poste d'un côté à l'autre des États-Unis, de Boston à Billings, dans le Montana, ainsi que certains de leurs futurs collègues à l'Académie du FBI de Quantico. Merci à eux pour leur patience et la chaleur de leur accueil.

Nous avons bénéficié du soutien et de l'aide d'une poignée de journalistes et d'enquêteurs américains. Notre plus vive gratitude va au plus généreux d'entre eux : Dan Moldea, journaliste d'investigation hors pair, ainsi qu'à Jeff Stein et à Bob Parry. Merci également à Emmanuelle et à Izidóra Richard qui ont trouvé le temps et l'énergie de nous aider, ainsi qu'à Suzanne Richiardone.

Au départ de notre enquête, il y a *Maha*, maison de production française qui s'est distinguée, entre autres, pour ses films sur la Justice américaine. Ses responsables nous ont fait confiance et nous ont donné les moyens de mener à bien une entreprise qui n'était pas sans risques pour eux. Nous tenons à remercier tout particulièrement Denis Poncet, Jean Xavier de Lestrade, Mathieu Belghiti, Julie Pouillon et Lisa Ababsa. Merci au pôle documentaire de *France 5* qui nous a permis de nous lancer dans cette aventure, et tout particulièrement à Carlos Pinsky et Barbara Hurel.

Sans l'aide amicale du plus impitoyable des lecteurs, ce livre ne serait pas ce qu'il est : merci donc à Claude Durand, aux deux Sophie (Kucoyanis et Burdet), à Hélène Guillaume, à Chantal Marion, à Olivier Nora et à l'équipe de Fayard, ils n'ont pas ménagé leurs efforts afin de nous épauler.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library